

UNIVERSITE DE BOURGOGNE

UFR de Droit, Sciences économique et politique, Credespo

THÈSE

Pour obtenir le grade de  
Docteur de l'Université de Bourgogne  
Discipline : Science politique

par

Philippe Degrave

le 16 décembre 2016

Le Parti des Travailleurs brésilien

De son émergence à la conquête du *Planalto* (1979-2002)

Vol. 1

Directeur de thèse

Dominique Andolfatto

Professeur de science politique, Université de Bourgogne-Franche Comté

Jury

Pierre Bréchon, professeur de science politique, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble,  
rapporteur

Alexandra Goujon, maître de conférences en science politique, Université de Bourgogne-  
Franche-Comté

Michel Hastings, professeur de science politique, Institut d'Etudes Politiques de Lille,  
rapporteur



Notre parti est toujours le même. A mon avis, il n'a pas changé. Ce qui change, c'est le moment. Ce qui change c'est la trajectoire. Il peut avoir changé dans sa méthodologie. Il vaut la peine de se rappeler qu'on n'est pas seuls à diriger le pays. Nous avons d'autres partis avec nous qui sont différents. Nous avons de profondes contradictions...

Vicente Paulo da Silva (PT, *Articulação*). Notre interview à São Bernardo do Campo le 23 juillet 2012

Le parti a été contaminé par une structure partisane qui vaut pour tous les partis et qui est qu'au Brésil, ce sont les parlementaires qui ont du poids dans le parti (...) Ce sont eux qui acquièrent le pouvoir réel. Le parti devient un parti de parlementaires. Non pas que le parlementaire appartienne au parti. C'est le parti qui appartient aux parlementaires. Cela génère une dérive très forte. Parce que le parlementaire, il est comme un animal sauvage. Il se réveille en pensant à sa réélection et s'endort en pensant à sa réélection. Quand on vit en fonction de la réélection, on perd l'identité du projet.

Gilmar Carneiro (PT, *Articulação*). Notre interview à São Paulo le 18 août 2014

Aucun secteur du PT n'imaginait que ce groupe qui dirigeait le parti irait si loin au point de vue programmatique. Une chose est de faire alliance avec le patronat du secteur productif : je peux ne pas être d'accord, mais cela a une logique. Autre chose était de pousser cette alliance jusqu'à l'ennemi que nous devons vaincre, parce qu'à partir de ce moment, la question devient : si notre objectif est de battre le néolibéralisme, et le néolibéralisme se traduit par l'hégémonie du capital financier, où se trouve l'ennemi que nous devons vaincre ?

Valter Pomar (PT, *Articulação de Esquerda*). Notre interview à Brasília le 9 août 2010

[La bureaucratisation] vient de l'origine du PT qui est héritier d'un secteur de la bureaucratie syndicale, un secteur qui s'est radicalisé, qui a assumé des positions qu'on peut considérer comme socialistes voire même révolutionnaires à un certain moment. D'un autre côté, elle a en grande partie gardé des conceptions et des pratiques d'un syndicalisme officiel (...) Par ailleurs, une certaine bureaucratisation commence dès que le PT fait élire des parlementaires (...) Cela a changé qualitativement, c'est devenu une tendance prédominante dans le sens de la bureaucratisation à partir du début des années 1990.

João Machado (PSoL, ex-PT, *Democracia Socialista*). Notre interview à São Paulo le 27 août 2010



## Remerciements

Mes remerciements iront d'abord à ma compagne, pour son infinie patience durant tout ce temps, et à mes enfants, pour leurs encouragements répétés.

Je veux aussi exprimer ma reconnaissance à Dominique Andolfatto, mon directeur de thèse, qui a pris à bras le corps la question du Parti des Travailleurs, pour son endurance, ses suggestions et ses critiques.

Tout au long des six bonnes années qu'a duré cette étude, j'ai pu compter sur un très large soutien de l'autre côté de l'Atlantique. L'« homme cordial » brésilien cher à Sérgio Buarque de Hollanda n'est pas un vain mot. Amis de longue date, universitaires peu avares de leur temps, militants politiques et syndicaux... Sans ces personnes, le présent texte n'aurait jamais vu le jour. Une belle amitié est même née avec certaines d'entre elles.

Je remercie mes très chers amis, Paulo et Inês, et leurs enfants, pour leur solidarité indéfectible et pour le magnifique mois de Coupe du Monde 2014 passé en leur compagnie.

Un grand remerciement aussi à tous ces amis si lointains et si proches. A João Alfredo et Tarzia, pour leur appui à un moment où mon projet d'étude était encore dans les limbes. A Bené, pour sa riieuse hospitalité bahianaise. A Béa, pour les premiers contacts et conseils. A João, pour son aide irremplaçable, ses fines analyses et pour les conversations captivantes à chacune de nos rencontres. A Flávio et Carol, pour leur amitié agissante et pour les trop courts moments partagés. A Marie-Louise et Karla pour ma découverte du milieu pétiste à Rio et ailleurs. A Daniel, pour le sérieux coup de main qu'il a su me donner, et pour les moments de convivialité passés ensemble. A Irenilda, pour sa grande gentillesse et toute son assistance. A Virgínia, pour son accueil cordial et ses conseils avisés. A Cyro, pour l'amitié qui est née, et pour m'avoir mieux fait connaître le milieu syndical *carrioca*. A Beto, pour son aide et son temps, sans qui tant d'interviews passionnantes n'auraient pu avoir lieu. A Kimi, pour sa coopération bienveillante et ses précieux contacts. A Juarez et Edvan, pour avoir pris de temps de me piloter dans leurs villes respectives. A Vito Giannotti, pour ses judicieux conseils de lecture et le partage de son vaste carnet d'adresses. Au Professeur André Singer, pour le temps qu'il m'a consacré, même si la suite à donner aux recherches menées grâce à lui est en partie différée. A Francisco, pour l'intérêt qu'il a tout de suite manifesté pour mon travail et, peut-être, pour une fructueuse collaboration future.

Tous mes remerciements vont aussi à la *Fundação Perseu Abramo* et en particulier à Carlos Menegozzo et Aline Maciel pour leur coopération au cours de mes recherches, ainsi qu'aux universitaires brésiliens Ruy Braga et Gustavo Venturi qui m'ont guidé et apporté leur soutien.

Que toutes les personnes interviewées reçoivent également l'expression de ma gratitude. Un témoignage de celle-ci consiste aussi à donner largement la parole à beaucoup d'entre elles dans le texte qui suit. Leurs noms figurent à la fin de cet opus. Des remerciements tout particuliers à Heloísa, pour le tout premier de cette série d'entretiens ; à Mané, pour le bel exemple d'une vie de droiture et de générosité qu'il offre à toutes et tous ; à Valério, pour son succulent poulet à l'orientale, son bel aquarium, et surtout pour la longue et riche interview qu'il m'a accordée dans un impeccable français ; et, *last but not least*, à Paulo pour m'avoir reçu chez lui à deux reprises, pour tout le temps qu'il m'a offert et pour la mémoire vivante qu'il représente et qui m'a été si utile.

En France, j'ai aussi pu compter sur le soutien et les conseils avisés de Michael Löwy, d'Helena Hirata et d'Yves Sintomer, et je leur en suis fort reconnaissant.

Merci aussi à Thierry et à tous mes amis et collègues de France, qui d'une façon ou d'une autre, ont contribué à ce que ce travail puisse aboutir.



# Sommaire

REMERCIEMENTS .....	5
SOMMAIRE.....	7
INTRODUCTION GENERALE .....	11
<b>PARTIE 1 – AVANT LE PT .....</b>	<b>41</b>
<b>Chapitre 1 : Repères sur la gauche et le syndicalisme au Brésil .....</b>	<b>43</b>
Section 1 : Gauche et partis du mouvement ouvrier avant 1964 .....	43
Section 2 : Etat et syndicalisme, héritage et évolutions .....	62
<b>Chapitre 2 : La dictature militaire au Brésil à partir de 1964.....</b>	<b>75</b>
Section 1 : Pourquoi le coup d’Etat de 1964 ? .....	75
Section 2 : Le durcissement de la dictature en 1968 .....	87
Section 3 : la dictature et ses méthodes .....	92
<b>Chapitre 3 : La gauche brésilienne sous la dictature .....</b>	<b>99</b>
Section 1 : Les deux partis communistes .....	99
Section 2 : Les groupes guérilléristes et la lutte armée .....	109
Section 3 : Le trotskysme sous la dictature : le POR et ses dissidences.....	120
Section 4 : Les chrétiens de gauche .....	124
<b>Conclusion de la partie 1 : Crise du régime et conditions d’émergence du PT .....</b>	<b>137</b>
<b>PARTIE 2 – L’EMERGENCE DU PT.....</b>	<b>147</b>
<b>Chapitre 4 : Le PT à la confluence de divers mouvements sociaux.....</b>	<b>149</b>
Section 1 : Mobilisations des salariés et militants syndicaux.....	149
Section 2 : Autres mouvements sociaux .....	178
<b>Chapitre 5 : Le PT, la gauche et les intellectuels .....</b>	<b>191</b>
Section 1 : La gauche politique et le projet pétiste.....	191
Section 2 : Le PT, la politique institutionnelle et les intellectuels.....	216
<b>Chapitre 6 : Du Mouvement pro-PT à la fondation du parti.....</b>	<b>227</b>
Section 1 : Naissance du projet pétiste .....	227
Section 2 : La toile de fond - une grande vague de grèves.....	233
Section 3 : Parti social-démocrate, parti populaire ou parti des travailleurs ?.....	245
Section 4 : la fondation du parti.....	261
<b>Conclusions analytiques de la partie 2 : Le PT : un parti nouveau ? De quelle nature ? .....</b>	<b>271</b>
<b>PARTIE 3 – L’AFFIRMATION DU PT COMME OPPOSITION SOCIALE ET POLITIQUE .....</b>	<b>285</b>

<b>Chapitre 7 : Les premiers pas du nouveau parti.....</b>	<b>287</b>
Section 1 : Le militantisme pétiste des débuts.....	287
Section 2 : De la 1 <sup>ère</sup> à la 2 <sup>ème</sup> Rencontre nationale du PT (1981-82) .....	301
Section 3 : Le baptême du feu électoral en 1982.....	310
Section 4 : Le PT sous la dictature jusqu'à 1983 .....	322
<b>Chapitre 8 : Le PT du milieu des années 1980, un parti d'opposition sociale et politique .....</b>	<b>333</b>
Section 1 : Un tournant politique – La campagne « <i>Diretas Já !</i> » .....	333
Section 2 : Le PT et les débuts de la <i>Nova República</i> .....	349
Section 3 : Le PT à l'Assemblée Constituante.....	359
<b>Chapitre 9 : Le PT et la fin de de l'ère Sarney .....</b>	<b>383</b>
Section 1 : Chaos économique et crise sociale et politique .....	383
Section 2 : La 5 <sup>e</sup> Rencontre nationale (4-6 décembre 1987), un moment clé de la vie du PT .....	391
Section 3 : 1988-1989 – Net accroissement du poids électoral du PT .....	410
<b>Conclusions analytiques de la partie 3 : Le PT entre mouvement social et institutions .....</b>	<b>435</b>
<b>PARTIE 4 – LE PT FACE A LA VAGUE NEOLIBERALE.....</b>	<b>453</b>
<b>Chapitre 10 : Crise ou mutation du PT ? (1990-1994).....</b>	<b>455</b>
Section 1 : La crise du PT en 1990-1991.....	455
Section 2 : Le PT du « Collorgate » et de l'intermède Itamar Franco.....	476
<b>Chapitre 11 : Fernando Henrique Cardoso, 8 années qui ont changé le cadre d'action du PT .....</b>	<b>501</b>
Section 1 : Une politique clairement néolibérale.....	501
Section 2 : Une société violente, un mouvement social en recul .....	506
Section 3 : Elections et autres marqueurs politiques de l'ère FHC .....	520
<b>Chapitre 12 : Le PT du « camp majoritaire » - mutations et débats (1995-2001) .....</b>	<b>535</b>
Section 1 : 1995-1997 - « Reprise en main » et blocage .....	535
Section 2 : 1997-2001 – Débats d'orientation et organisation du PT .....	555
<b>Conclusions analytiques de la partie 4 : PT – CUT, un double processus d'institutionnalisation .....</b>	<b>589</b>
<b>PARTIE 5 – TRANSFORMATIONS DU PROJET PETISTE .....</b>	<b>617</b>
<b>Chapitre 13 : L'idéologie socialiste du PT de 1979 à 2002 - Analyse de l'évolution programmatique du parti .....</b>	<b>619</b>
Section 1 : Les rapports entre Etat, pouvoir et démocratie dans le programme pétiste.....	619
Section 2 : Le PT et « l'indépendance de classe » .....	634
Section 3 : propriété des moyens de production, plan et marché.....	643
Section 4 : le PT et la dette extérieure .....	653
Section 5 : le PT et la réforme agraire.....	659
<b>Chapitre 14 : Lula, 3 présidentielles perdues (1989, 1994, 1998) .....</b>	<b>667</b>
Section 1 : 1989 – Lula, « <i>quase lá</i> » !.....	667
Section 2 : 1994 – d'une victoire certaine à une défaite cinglante .....	686
Section 3 : 1998 – un nouveau revers .....	705



<b>Chapitre 15 : 2002, le grand tournant.....</b>	<b>721</b>
Section 1 : Une campagne d'un profil nouveau .....	721
Section 2 : Du premier au second tour .....	734
Section 3 : Quelle victoire ? A quel prix ?.....	739
<b>Conclusions analytiques de la partie 5 : Bureaucratization, institutionnalisation, professionnalisation</b> .....	<b>757</b>
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>789</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>795</b>
<b>Annexe 1 : Personnes interviewées.....</b>	<b>797</b>
<b>Annexe 2 : Régions et Etats de la Fédération brésilienne .....</b>	<b>805</b>
<b>Annexe 3 : Glossaire des termes brésiliens utilisés.....</b>	<b>806</b>
<b>Annexe 4 : Sigles et abréviations divers utilisés dans cette étude .....</b>	<b>811</b>
<b>Annexe 5 : Chronologie de la vie du PT (1978-2002).....</b>	<b>830</b>
<b>Annexe 6 – Bibliographie - sources.....</b>	<b>833</b>
<b>Annexe 7 : Liste des tableaux, graphiques et cartes .....</b>	<b>844</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>847</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>863</b>
<b>RESUME .....</b>	<b>864</b>



---

## **INTRODUCTION GENERALE**

---

Le Parti des Travailleurs brésilien constitue sans doute l'une des expériences les plus marquantes de construction d'un parti de gauche et de masse, avec et pour les travailleurs, et c'est à ce titre qu'il mérite, selon nous, qu'on lui accorde notre intérêt. Quand il naît en 1980, beaucoup se posent la question de sa nature : est-il communiste ou cryptocommuniste ? Socialiste ? Social-démocrate ? Travailleur ? Populiste ? Ou bien encore autre chose ? Mais quoi ? Coller une étiquette sur ce parti n'est pas chose facile et ne permet guère de clarifier sa nature et son parcours.

Une vaste littérature politique et historique est aujourd'hui disponible à propos de la social-démocratie et des partis communistes. Ne se référant officiellement ni à la première ni aux seconds – rejetant même ces deux courants – le PT a voulu dès le départ être une aventure politique *sui generis*, et dans une certaine mesure, son histoire a gardé des traits originaux non réductibles à ces deux grandes familles de la gauche internationale.

Le PT attire aussi l'attention car il représente sans doute la plus importante tentative de nouvelle construction partisane, dans une optique de classe, lors de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Regroupant progressivement plusieurs centaines de milliers d'adhérents, le PT s'est graduellement implanté nationalement, et il a mis plus de vingt ans à conquérir la présidence de la république d'un immense pays dont l'exécutif n'avait jamais vraiment, jusqu'alors, échappé à la poigne de ses élites. De plus, cela s'est concrétisé en envoyant au *Planalto*<sup>1</sup> un ancien ouvrier tourneur-mécanicien, et un ex-dirigeant syndical. Le PT a ainsi connu une réelle réussite politique, ce qui n'a pas été le cas d'autres expériences de gauche ailleurs en Amérique latine ou dans le monde.

Cela dit, il existe une différence colossale entre le PT des origines et ce qu'il est devenu par la suite, au point que certains en sont venus à utiliser le terme de « transgénique » le concernant, et que l'expression « *PT light* » a fait florès. Le parti s'est beaucoup transformé en évoluant, schématiquement, de la gauche vers la droite : il a énormément perdu en radicalité militante pour s'intégrer au système en se professionnalisant. D'un parti-mouvement née de grandes luttes des travailleurs de la métallurgie, des banques et d'autres secteurs, d'une force se voulant socialiste et décidée à mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, il est devenu un parti de gouvernement, en alliance avec des forces politiques et sociales qu'au début, il combattait avec acharnement.

C'est cette transformation, que nous avons suivie avec intérêt avant même de nous atteler à la tâche, qui se situe au cœur de nos interrogations et de notre attention.

---

<sup>1</sup> *Planalto* : abréviation courante de "Palácio do Planalto" (Palais du Planalto), nom donné au palais présidentiel à Brasília.

- Définition et délimitation du sujet

Ce travail vise à comprendre, dans ses diverses dimensions, mais plus particulièrement dans celle du projet politique et du programme, la nature et la trajectoire du Parti des Travailleurs brésiliens, depuis sa gestation en 1978-1979 jusqu'à la victoire de son fondateur le plus charismatique, Lula, à l'élection présidentielle de 2002.

Initialement, notre objectif était de couvrir une période de plus de trente ans, allant de la naissance du parti à la fin du second mandat de Lula en 2010. Mais afin de borner davantage notre sujet, nous nous sommes finalement décidés à limiter notre étude à la période allant se terminant à la fin de l'année 2002, c'est-à-dire à la veille de la prise officielle de fonctions de Lula à la présidence de la République fédérale du Brésil.

Pourquoi nous a-t-il semblé acceptable de réduire le champ historique ainsi étudié ? En tout premier lieu, parce que 24 ans de vie politique et partisane, cela représente déjà une période tout à fait considérable, qui nous a conduit à étudier un grand nombre de faits politiques, économiques et sociaux pour saisir et restituer la façon dont le parti a réagi face à eux. Mais aussi et surtout parce que, fondamentalement, il nous est apparu qu'à la fin de l'année 2002 – cette année représentant elle-même un moment clé, un tournant dans l'histoire du parti et du pays – les transformations qui s'étaient déjà produites dans le PT étaient déjà tout à fait essentielles, et suffisantes pour pouvoir deviner, au moins partiellement, ce qui serait l'essence de la présidence Lula. Bien sûr, tout n'était pas lisible à l'avance dans les moindres détails. Mais l'année 2002 avait représenté un virage assez radical dans l'histoire du parti, pour nous permettre à la fois de tirer des conclusions sur la transformation définitive (dans un sens de dé-radicalisation) du PT, sur la prévalence de ce que d'aucuns nomment le « principe de réalité », et d'en déduire les étroites limites dans lesquelles Lula allait pouvoir gouverner. La suite nous semble avoir prouvé que, comme nous le pensions, « les jeux étaient faits », pour l'essentiel, fin 2002. Ce qui ne veut pas dire que le parti n'a pas connu de nouvelles évolutions par la suite, alors qu'il était le principal parti au gouvernement.

D'un autre côté, il nous a semblé utile de consacrer les premiers chapitres de cette étude à certains aspects de la formation sociale et politique brésilienne, en particulier à la trajectoire de sa gauche politique et à son syndicalisme très particulier, ainsi qu'au contexte dramatique d'où a jailli le PT, avec une dictature militaire qui visait notamment, précisément, à démolir la gauche et le mouvement ouvrier. L'analyse historique du PT, de sa nature et de ses mutations commence donc, selon nous, avant la naissance de ce dernier. Car quel que soit le degré d'originalité que l'on reconnaisse à ce parti, il n'est pas né *ex nihilo* : une certaine gauche et le mouvement syndical existaient avant lui, même si son émergence représente incontestablement une rupture historique. Le PT étant un parti constitué de tendances, il nous a également semblé nécessaire de retracer la préhistoire de celles-ci avant même qu'elles ne s'intègrent dans le nouveau parti en 1979-80 et ensuite.

Tout au long de cette étude, nous nous sommes préoccupés de saisir le PT – à l'échelle nationale du Brésil – dans son originalité et sa complexité, mais aussi avec l'idée que ses mues successives n'étaient pas sans rappeler des expériences antérieures, en particulier celles de la social-démocratie européenne. Notre recherche a visé à relever les contradictions du parti, de ses structures et de son programme, ainsi que les points d'inflexions de sa trajectoire, les carrefours historiques où tel chemin a été choisi plutôt que

tel autre, pour finalement parvenir à l'élection de Lula dans des conditions que nous décrirons et que nous analyserons. En particulier, notre fil conducteur a été de nous demander pourquoi et comment, par quelles étapes et selon quelle logique, le PT s'est transformé, d'un jeune parti de gauche radicale, en un parti prêt à gouverner en respectant les exigences fondamentales du FMI et des élites brésiliennes.

Bien sûr, comprendre et décrire avec précision une telle trajectoire sur plus de vingt ans dans toutes ses dimensions impliquerait un travail encore bien plus vaste que celui que nous avons entrepris et qui nous a menés aux pages qui suivent. En particulier, il nécessiterait d'approfondir davantage les aspects sociologiques (principalement, la composition et l'évolution des structures du parti et le lien avec les mouvements sociaux). Mais ces aspects ont fait l'objet d'études de qualité, assez récentes, et sur lesquelles nous nous appuyons. Nous nous sommes donc concentrés sur trois éléments qui semblent avoir moins attiré l'attention des chercheurs : l'insertion du PT dans la réalité socio-politique brésilienne et son interaction avec elle pendant près d'un quart de siècle ; l'évolution des débats et des rapports de forces internes au parti ; et enfin, et surtout, certains aspects significatifs des transformations du programme et des pratiques politiques d'un parti qui annonçait le socialisme et la démocratie comme ses buts ultimes et indissociablement liés.

- **Eléments de compréhension théorique**

Le Parti des Travailleurs brésilien n'est pas le premier parti de masse à venir au monde. Une centaine d'années avant lui, naissait la social-démocratie, et l'étude du devenir de cette dernière n'allait pas peu contribuer au développement des études de science politique. Celle-ci nous offre des cadres d'analyse qui permettent de mieux saisir notre objet, le PT, en nous posant une série de questions concernant sa nature, ses structures, ses contradictions et ses transformations. Examinons ci-dessous à quelles sources nous avons puisé et afin de soulever quelles questions utiles pour notre recherche.

Moisei OSTROGORSKI a été un précurseur de l'analyse critique des partis politiques, machines complexes nécessitant des permanents et des politiciens professionnels. Même si son travail porte sur des systèmes politiques occidentaux (Grande-Bretagne, Etats-Unis) et des partis forts différents du PT, il s'attaque à l'un des phénomènes que l'on constate universellement : l'émergence des politiciens professionnels. Et c'est pour parler de façon fort peu amène de l'« *l'âme d'arlequin du politicien [...] cousue de mille petites ; un seul trait fait leur unité : la lâcheté* »<sup>2</sup>. Sans parvenir à des conclusions aussi cinglantes, nous nous sommes, dès le début de notre étude, posé la question de la place et de l'influence des politiciens professionnels dans le PT, avec la conviction que le poids de ces derniers n'était pas pour rien dans l'explication de la trajectoire du parti.

La fameuse « loi d'airain de l'oligarchie » de Robert MICHELS<sup>3</sup> a été énoncée par son auteur à partir de l'analyse d'un parti plus proche de l'objet de notre étude : Michels a décortiqué le fonctionnement du SPD allemand avant 1914, un modèle souvent vanté de parti social-démocrate très ouvrier, efficient et influent politiquement. Cette « loi » exprime l'idée que dans un parti politique, le pouvoir est systématiquement ramené de la majorité vers une minorité. Pour cet auteur, les nécessités objectives, techniques, de l'efficacité

---

<sup>2</sup> OSTROGORSKI, Moisei. *La démocratie et les partis politiques*. Paris, Points Seuil, 1979, p. 189.

<sup>3</sup> MICHELS, Robert. *Les partis politiques*. Bruxelles, UBLire, 2009.

militante conduisent à ce résultat et se combinent avec les effets de la spécialisation, de la professionnalisation (notamment des chefs), du parlementarisme, et de la lutte pour le pouvoir pour éloigner la direction du parti de sa classe sociale d'origine et la rapprocher de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie tout court, en métamorphosant, notamment, l'état d'esprit des chefs ouvriers. Il écrit en particulier sur ce sujet : « *Il est certain qu'à mesure qu'un individu conquiert dans son parti des situations de plus en plus élevées, son monde psychique et mental subit souvent une évolution qui aboutit à une transformation complète* »<sup>4</sup>. Ce qu'il faut retenir, c'est que pour Michels, il s'agit d'une loi sociologique – « *Qui dit organisation, dit oligarchie* »<sup>5</sup>, écrit-il – parce que « *l'existence de chefs est un phénomène inhérent à toutes les formes de la vie sociale* » [et] *tout système de chefs est incompatible avec les postulats les plus essentiels de la démocratie* »<sup>6</sup>. Cet auteur se déclare par ailleurs non convaincu par l'efficacité de toutes les mesures prises pour affirmer la démocratie et limiter le pouvoir des chefs. C'est ici que se situe le lieu de notre interrogation : si c'est une loi sociologique, rien d'étonnant à ce que le PT la subisse après bien d'autres partis. Mais justement, nous ne sommes pas convaincus que « l'oligarchisation » relève d'une loi d'airain. D'une tendance très puissante, certainement. Mais pas d'une loi absolue, car nous croyons percevoir des possibilités de faire jouer des contre-tendances, et c'est à ce niveau que nous nous interrogerons sur les pratiques du PT en la matière.

Restons un moment sur le thème de la professionnalisation de la vie politique. C'est en établissant une référence avec le travail de Michels, mais aussi avec celui de Joseph SCHUMPETER<sup>7</sup>, que Daniel GAXIE écrit : « *La compétence des professionnels implique l'incompétence des non-professionnels. En retour, l'incompétence des non-professionnels légitime la compétence des professionnels et constitue le fondement de leur autorité. Autrement dit, l'apparition d'une compétence spécifique chez les professionnels tend à déposséder les non-professionnels de cette compétence et à leur enlever toute possibilité d'action autonome* »<sup>8</sup>. On notera ici que Gaxie utilise l'expression « tend à », ce qui nous semble plus juste que le caractère absolu de « loi d'airain » citée plus haut. Il cite également Friedrich Engels qui écrivait, avant tous les auteurs cités plus haut, dans sa lettre à Conrad Schmidt, et à propos de l'existence d'intérêts propres au personnel politique : « *La société crée certaines fonctions communes dont elles ne peut se dispenser. Les gens qui y sont nommés constituent une nouvelle branche de la division du travail au sein de la société. Ils acquièrent ainsi des intérêts particuliers, envers leurs mandataires également, ils se rendent indépendant à leur égard et... voilà l'Etat* »<sup>9</sup>.

Max WEBER<sup>10</sup>, en développant une série de thèmes autour de la question « politique occasionnelle et politique professionnelle », en distinguant entre permanents et militants et en analysant les qualités nécessaires aux chefs et aux hommes politiques, a synthétisé une part de notre problématique au moyen d'une formulation féconde : « vivre pour la politique ou vivre de la politique ». A nouveau ici, c'est la question de la professionnalisation de la vie politique qui est posée et qui entre en résonance avec nos propres interrogations.

---

<sup>4</sup> Idem, p. 134.

<sup>5</sup> Idem, p. 262.

<sup>6</sup> Idem, p. 261.

<sup>7</sup> SCHUMPETER, Joseph. *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Paris, Payot, 1967.

<sup>8</sup> Daniel GAXIE. *Les professionnels de la politique*. Paris, PUF Thémis, 1973, p. 30.

<sup>9</sup> Idem, p. 32.

<sup>10</sup> WEBER, Max. *Le savant et le politique*. Paris, 10/18, 1963.

Pour ce qui est de saisir la nature d'un parti et ses caractéristiques essentielles, l'œuvre pionnière de Maurice DUVERGER<sup>11</sup> a conduit les chercheurs en science politique, dès les premières études sur le PT, à le ranger dans la catégorie des « partis de masses ». Contrairement aux partis de cadres, les partis de masses naissent en dehors du système (hors du parlement et autres institutions de l'État) et se construisent par l'adhésion qu'ils veulent massive d'adhérents et de militants issus pour l'essentiel des milieux populaires qui financent les partis en question par leurs cotisations, partis qui les éduquent et les encadrent politiquement. Contrairement aux partis de cadres, les partis de masses sont fortement centralisés, et visent non seulement à conquérir des électeurs, mais aussi (et même surtout à leurs débuts), à former de nouvelles élites, d'origine populaire. A n'en pas douter, le PT est né et s'est développé dans cette perspective. Duverger distingue aussi partis bourgeois et partis socialistes (deuxième catégorie dans laquelle il nous semble incontestable de faire entrer le PT, du moins à sa naissance). Pour établir sa typologie, l'auteur étudie les structures d'un large spectre de partis occidentaux et notamment leurs éléments de base (comités, sections, cellules, milices) et leurs articulations avec les niveaux supérieurs des partis, et il s'interroge sur les processus d'adhésion et les degrés de participation de leurs membres en distinguant sympathisants et militants. Au long de cette étude, nous nous poserons la question de ces structures et éléments de base pour le PT (en particulier celle de ses noyaux de base et de leurs difficultés presque congénitales) et de leur évolution dans la période considérée. Duverger aborde aussi la question de la dynamique des organisations partisans : il observe que les partis démocratiques le deviennent moins en se développant, et note un caractère oligarchique des dirigeants. Cette question de la démocratie dans le PT revient dans bon nombre des chapitres qui suivent. Duverger étudie également les différences et les relations entre dirigeants et parlementaires, un élément qu'il nous semble utile d'évoquer lorsque l'on analyse le cas pétiste. Enfin, Duverger évoque la question des coalitions et des alliances, un point sur lequel il nous faudra souvent revenir dans le cas du parti que nous nous sommes proposé d'étudier.

La classification et les conclusions de Duverger ont été, en partie au moins, remises en cause par la suite, notamment parce que les systèmes politiques et les partis évoluent. Otto KIRCHHEIMER<sup>12</sup> insiste sur l'atténuation des clivages idéologiques et sur le fait que des partis de masses, dont la base sociale s'élargit, deviennent de plus en plus pragmatiques. Il en déduit l'émergence d'un nouveau type idéal : le parti attrape-tout (*catch-all party*), peu enclin à l'idéologie et recherchant des suffrages dans de nombreux secteurs de l'électorat. Nous nous demandons, quant à nous, si et jusqu'à quel point ce phénomène a touché le PT, au moins jusqu'à l'année 2002.

L'œuvre d'Angelo PANEBIANCO<sup>13</sup> est d'une lecture très féconde pour saisir la dynamique et la trajectoire du PT. L'auteur se situe aussi dans une perspective à la fois typologique et d'analyse des transformations organisationnelles, s'appuyant sur l'étude de cas de partis très différents : il définit certains d'entre eux comme étant par nature des partis d'opposition (le SPD allemand, les PC français et italien ; le Labour Party, la SFIO et le PSI) ; d'autres sont des partis qu'il définit comme étant par nature des partis de gouvernements (la CDU allemande, la DC italienne, le parti conservateur britannique) ; et on trouve enfin des

---

<sup>11</sup> DUVERGER, Maurice. *Les partis politiques*. Paris, Armand Colin, 1958.

<sup>12</sup> KIRCHHEIMER, Otto. *The Transformation of the Western European party systems*, in LAPALOMBARA, Joseph; WEINER, Myron (Ed.). *Political Parties and Political Development*. Princeton, PUP, 1966.

<sup>13</sup> PANEBIANCO, Angelo. *Modelos de partido*. Madrid, Alianza Editorial, 2009.

partis qu'il qualifie de « charismatiques » (l'UNR gaulliste et le NSDAP hitlérien). Il va de soi que tous ces exemples ne possèdent pas le même niveau d'utilité pour le cas qui nous occupe : c'est surtout du côté des partis de la social-démocratie que nous trouverons des similitudes avec le PT.

L'auteur insiste sur un point, qu'il affirme dès les premières pages de son livre et qu'il répète plus loin : ce qui se passe à la naissance du parti est fondamental pour comprendre ses évolutions ultérieures, même des décennies plus tard. Panebianco commence par étudier le système organisationnel des partis, qu'il voit à la fois comme des bureaucraties et comme des associations volontaires. Il met en avant la notion de « classe gardée » et décrit, dans ce cadre, les relations du SPD (d'avant 1914) avec sa base électorale comme n'étant pas une « *relation d'adaptation passive. Au contraire, il s'agissait d'une relation active d'encadrement, d'endoctrinement, de motivation* »<sup>14</sup>. Nous chercherons quant à nous à savoir comment se situe la relation du PT avec sa « classe gardée » et comment celle-ci évolue. Selon Panebianco, un parti entretient toujours des relations avec son environnement et il est soumis à des pressions de l'extérieur : plus précisément, il subit « *deux pressions simultanées et de sens contraire : il sentira la tentation de coloniser son environnement à travers une stratégie de domination, mais aussi de parvenir à des pactes avec celui-ci, au moyen d'une stratégie d'adaptation* »<sup>15</sup>. Par ailleurs, Panebianco réfléchit sur les motivations des membres du parti et raisonne en termes d'intérêt et de loyauté, faisant la distinction entre les « incitations collectives » et les « incitations sélectives » à participer à la vie du parti ou, du moins, à le soutenir. Parmi les premières, figurent notamment les références à l'idéologie du parti, tandis que les secondes comptent, entre autres, les avantages matériels que l'on peut trouver à s'investir dans l'organisation (poste, carrière, etc.). Cette distinction conduit l'auteur à faire la distinction entre « croyants » et « arrivistes ». En cela, le théoricien italien fait écho à nos préoccupations concernant les évolutions internes du PT, même si nous pensons que le processus qui conduit d'une prééminence des croyants à celle des arrivistes est complexe, fait de ruptures et de continuums, tant sur le plan des individus que sur celui des groupes, sur lesquels nous nous pencherons. Dans le même ordre d'idées (rupture et continuité), Panebianco prend ses distances avec la théorie de Michels qui pose le remplacement, par le parti, de nouveaux buts à ses buts anciens. Pour Panebianco, au contraire, il y a plutôt articulation des fins nouvelles avec les anciennes. Nous pensons aussi que les choses se passent, en général, de manière plus subtile que par un simple remplacement. Et pour le parti qui nous occupe, nous tenterons de montrer que l'on a plutôt affaire à un dépérissement qu'à un enterrement officiel de ses buts initiaux. Panebianco réfléchit encore sur les notions de permanents d'un parti et sur la part de conformisme que cela implique, d'une façon qui nous semble parlante pour notre étude. La théorie de l'auteur définit les zones d'incertitudes qu'un parti doit contrôler : la compétence, l'environnement, la communication, la réglementation, les finances et le recrutement, et il analyse le rôle des dirigeants et celui d'une coalition dominante dans un parti, en fonction du contrôle de ces zones d'incertitudes. Nous verrons que dans l'histoire du PT, il est intéressant de vérifier comment s'applique cette théorie.

Panebianco analyse ensuite ce qu'il appelle le développement organisationnel des partis, en définissant des phases pour celui-ci. Il distingue modèle d'origine et phase d'institutionnalisation du parti, au terme de laquelle « *l'organisation acquiert une valeur en*

---

<sup>14</sup> Idem, p. 45 (notre traduction).

<sup>15</sup> Idem, p. 46 (notre traduction).



*elle-même, les buts s'incorporent à l'organisation et en deviennent inséparables, et souvent impossibles à distinguer* »<sup>16</sup>. Et il définit ainsi le degré d'institutionnalisation d'un parti à partir de « deux dimensions : 1) le degré d'autonomie, par rapport à l'environnement, atteint par l'organisation ; 2) le degré de systématisation, d'interdépendance entre les diverses parties de l'organisation »<sup>17</sup>. Puis il propose des types idéaux de partis, fortement ou au contraire faiblement institutionnalisés. Nous tâcherons de voir comment cette définition s'applique dans le cas du PT. Panebianco étudie aussi ce qu'il appelle les contingences structurelles des partis (taille, complexité organisationnelle, relations avec l'environnement). Il cherche à définir la bureaucratie d'un parti, en distinguant bureaucratie exécutive et bureaucratie représentative, et attire l'attention sur le fait qu'il ne faut pas confondre bureaucratization et professionnalisation du parti. Ces développements nous seront très utiles. Enfin, l'auteur analyse la notion de changement organisationnel, en opérant une distinction entre changement d'origine exogène et changement d'origine endogène, en s'interrogeant sur l'ampleur du changement et en observant que celui-ci se constitue de phases. Nous verrons comment ces apports peuvent s'appliquer aux mutations du PT. Finalement, Panebianco fait un retour critique sur la classification de Duverger et revient aussi sur le parti attrape-tout de Kirchheimer, pour proposer une nouvelle dénomination au type de parti qu'il voit devenir dominant et qu'il appelle parti « professionnel-électoral ». Nous nous poserons la question de savoir dans quelle mesure cette qualification correspond au PT à un moment donné de son développement. On le voit : la théorie de Panebianco mérite qu'on en vérifie l'adéquation à l'objet de nos recherches, et cela sur de nombreux aspects.

Dans les années 1990, Richard KATZ et Peter MAIR<sup>18</sup> arrivent quant à eux à la conclusion qu'un nouveau type de parti a fait son apparition dans les pays occidentaux : ils appellent cela parti-cartel (*cartel political party*). De tels partis dépendent de l'Etat, notamment au plan financier, et comptent sur les ressources qu'ils peuvent en tirer pour fonctionner et pour se développer. Nous nous poserons la question de savoir si ce phénomène a également touché, même partiellement, le PT, et si oui, jusqu'à quel point.

Mais les partis, sauf en régime de parti unique, ne se présentent pas seuls dans la vie politique. Ils font système. Selon quelles structures durables de clivages ? Pour Seymour LIPSET et Stein ROKKAN<sup>19</sup>, il en existe quatre principales dans les Etats modernes : possédants/travailleurs ; Etat/Eglise ; centre/périphérie ; secteur primaire/secteur secondaire. Même si le Brésil connaît des contradictions de type centre/périphérie avec en particulier la question des droits des indigènes, et si dans le passé les relations entre agriculture et industrie ont été à l'origine de conflits parmi les élites, ce qui structure fondamentalement, aujourd'hui, la vie politique brésilienne est bel et bien le clivage possédants (de différents types) / travailleurs (de différentes catégories). Et l'on peut dire que la naissance du PT, bien plus, par exemple, que celle du Parti communiste en 1922, a été le signe que la classe des travailleurs cherchait à s'organiser comme un acteur autonome sur le plan politique. Lipset et Rokkan conviennent d'ailleurs du caractère particulièrement crucial du clivage employeurs /

---

<sup>16</sup> Idem, p. 115 (notre traduction).

<sup>17</sup> Idem, p. 118 (notre traduction).

<sup>18</sup> KATZ, Richard et MAIR, Peter. *Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party*. Party Politics, London, vol. 1, N°1, p. 5-28, 1995.

<sup>19</sup> Seymour M. LIPSET et Stein ROKKAN. *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*. Bruxelles, UBLire, 2008.

travailleurs, et notent l'universalité en Europe de l'émergence du mouvement ouvrier<sup>20</sup>. Il nous semble que l'expérience du PT révèle que cette universalité s'étend bien au-delà de l'Europe, et qu'elle est fortement liée à la constitution d'une classe de travailleurs salariés de plus en plus nombreuse.

Giovanni SARTORI<sup>21</sup> s'intéresse aussi aux partis dans une perspective systémique. Certes, il commence par définir précisément la notion même de parti qu'il oppose à celles de secte et de faction. Il propose aussi des réflexions théoriques sur les notions de tendance et de fraction, et définit une typologie sur ce point, chose qui est de nature à nous aider dans un parti divisé en courants tel que le PT. Insatisfait de la classification de Duverger, il propose une typologie des partis politiques où il distingue partis d'opinion et de clientèle, les partis parlementaires, les partis parlementaires électoralistes et les partis organisateurs de masse. C'est dans cette catégorie qu'il place les partis travaillistes, la SFIO, ou les partis communistes. C'est aussi dans cette catégorie qu'il faudrait sans doute placer le PT, même si, avec le temps, celui-ci nous semble être devenu de plus en plus un parti parlementaire, et un parti électoraliste. Pour le reste, Sartori s'intéresse surtout aux systèmes de partis des pays à démocratie stabilisée. Cette qualification convient-elle au Brésil ? Pas avant 1985, de toute évidence. Pas même avant la première élection présidentielle post-dictature, en 1989. Mais si la démocratie parlementaire paraît alors s'installer dans la durée au Brésil, les institutions poussent le système partisan à se transformer en ce que Sartori appellerait peut-être un « pluralisme atomisé » : on a même comptabilisé plus de 30 partis différents, la plupart n'étant que des regroupements autour de petits groupes de politiciens en quête de postes ou de sièges. Et selon le politiste italien, beaucoup de ces partis devraient être considérés comme « pertinents » car ils sont en mesure de participer à des coalitions ou au moins de procéder à un chantage sur les pouvoirs établis.

Nous nous poserons la question de la ressemblance – dans quelle mesure, jusqu'à quel point, à quel rythme – entre la trajectoire pédiste et celle des partis de la social-démocratie. C'est pourquoi le travail d'Adam PRZEWORSKI<sup>22</sup> présente aussi une réelle utilité pour notre recherche. Même si les rythmes de transformation sont beaucoup plus rapides dans le cas du PT, bien des points qu'il relève à propos de la social-démocratie, entre son émergence et les années 1980, sont aussi pertinents pour l'étude de la trajectoire du PT, et notamment : la dichotomie entre programme maximum et programme immédiat ; le choix fait de miser sur les élections et les institutions de l'Etat pour aller vers le socialisme ; puis de gérer le capitalisme en réalisant un compromis avec celui-ci et des réformes ; puis l'abandon du réformisme lui-même. Mais ce qui caractérise la trajectoire de la social-démocratie, nous semble-t-il, c'est également un processus de bureaucratisation. Reste à savoir ce qu'il faut entendre par ce terme. Un certain nombre des théoriciens cités plus haut l'utilisent et cherchent à le définir. Certains chercheurs (des sociologues en particulier) en ont fait un vaste domaine d'investigation. C'est le cas de Michel CROZIER. Celui-ci y voit un mal très étendu. Il étudie des administrations, des grandes entreprises et il y discerne des phénomènes bureaucratiques très prégnants. Il nous dit aussi comment le grand public entend cette notion de bureaucratie : un « *climat de routine, de rigidité, de contrainte et d'irresponsabilité qui caractérise les organisations dont on se plaint* »<sup>23</sup>. Ce n'est pas en ce

---

<sup>20</sup> En particulier p. 71 et p. 90-91.

<sup>21</sup> SARTORI, Giovanni. *Partis et systèmes de partis – Un cadre d'analyse*. Bruxelles, UBLire, 2013.

<sup>22</sup> PRZEWORSKI, Adam. *Capitalism and Social Democracy*. Cambridge University Press, 1985.

<sup>23</sup> CROZIER, Michel. *Le phénomène bureaucratique*. Paris, Points Seuil, 1963, p. 9.

sens que nous voulons parler de bureaucratie. Nous nous intéressons ici, plus spécifiquement, à la bureaucratisation des organisations du mouvement ouvrier. Et il nous semble que bien au-delà des phénomènes évoqués ci-dessus, qui touchent divers types de bureaucraties (administrations d'Etat ou de collectivités territoriales, grandes entreprises publiques ou privées), il faut percevoir avant tout dans les bureaucraties du mouvement ouvrier (politique, syndical) des couches sociales distinctes de la classe qu'elles sont censées servir et dont elles s'éloignent de plus en plus, par l'insertion sociale, le mode de vie, les revenus. Dans un ouvrage consacré à cette question, et replaçant le problème global de la bureaucratisation du mouvement ouvrier au centre de la question du socialisme et de l'effondrement des pays du Bloc soviétique, l'approche marxiste d'Ernest MANDEL<sup>24</sup> nous livre aussi quelques clés de compréhension de ce qui s'est aussi produit, selon nous, avec le Parti des Travailleurs brésiliens.

- Bilan critique de la littérature existante sur le PT

Examinons maintenant l'existant en ce qui concerne l'objet de notre étude, le Parti des travailleurs. Nous avons lu et utilisé des ouvrages et des articles d'historiens, de sociologues et de politistes, ainsi que des ouvrages plus militants écrits par des membres ou ex-membres du PT. On peut distinguer trois grandes périodes concernant la littérature de natures diverses sur ce parti.

La phase d'émergence et d'institutionnalisation du PT a suscité un grand intérêt, tant de la part de milieux militants de gauche que de chercheurs en science politique. Les années 1980 voient l'apparition d'une littérature tentant de saisir le phénomène pétiste dans son originalité et sa dynamique, souvent du fait d'intellectuels liés à ce parti ou proches de lui. Les dernières années de vie de la dictature brésilienne, jusqu'à 1985, ne facilitent évidemment pas la recherche, mais la seconde moitié de la décennie 1980 voit l'apparition des premiers ouvrages de synthèse sur le nouveau parti. On peut citer, en particulier et par ordre chronologique, les ouvrages d'Emir SADER et Francisco de OLIVEIRA<sup>25</sup>, d'Isabel de OLIVEIRA<sup>26</sup> et de Moacir GADOTTI et Otaviano PEREIRA<sup>27</sup>. Toutefois, en milieu universitaire, et par rapport à la première décennie de vie du PT, on observe que ce sont surtout les travaux des chercheuses Rachel MENEGUELLO<sup>28</sup> et Margareth KECK<sup>29</sup>, qui font référence. Sauf erreur, cette dernière, une politologue américaine, est la première universitaire non brésilienne à publier une analyse assez exhaustive des premières années de vie du PT. Mais alors que MENEGUELLO s'intéresse aux toutes premières années de vie du PT (jusqu'à 1982), à son émergence et aux conditions de sa construction dans son berceau de l'Etat de São Paulo, le propos de KECK couvre presque la première décennie d'existence du parti et l'appréhende au plan national. Comme le révèle le titre de l'ouvrage en question, il est centré sur le caractère « différent » du PT (par rapport à l'offre politique brésilienne) et sur ses conséquences politiques. Bien évidemment, quel que soit l'apport de ces travaux – nous nous sommes d'ailleurs appuyés sur eux –, ils ne couvrent que les

---

<sup>24</sup> MANDEL, Ernest. *Power and money. A Marxist Theory of Bureaucracy*. London, Verso, 1992.

<sup>25</sup> SADER, Emir; OLIVEIRA, Francisco (Org.) *E agora PT: caráter e identidade*. São Paulo, Brasiliense, 1986.

<sup>26</sup> OLIVEIRA, Isabel R. de. *Trabalho e Política: as origens do Partido dos Trabalhadores*. Petrópolis, Vozes, 1987.

<sup>27</sup> GADOTTI, Moacir; PEREIRA, Otaviano. *Pra que PT: origem, projeto e consolidação do Partido dos Trabalhadores*. São Paulo, Cortez, 1989.

<sup>28</sup> MENEGUELLO, Rachel. *PT: A formação de um partido, 1979-1982*. São Paulo, Paz e Terra, 1989.

<sup>29</sup> KECK, Margaret E. *PT: a lógica da diferença; o Partido dos Trabalhadores na construção da democracia brasileira*. São Paulo, Ática, 1991.

premières années de vie du parti (au mieux jusqu'à 1989) et ne sont donc pas en mesure de saisir une trajectoire partisane qui ne commence à se révéler à la plupart des chercheurs et des militants que dans les années 1990.

A ces cinq ouvrages s'ajoutent, pour cette première partie de la vie et de l'action du PT, un grand nombre d'articles et plusieurs livres traitant de tel ou tel point de la vie du parti, de tel ou tel de ses courants internes, ou de tel ou tel problème de sa construction. A ce niveau, ce sont encore le plus souvent des militants pétistes qui contribuent à enrichir la littérature disponible sur leur parti. Citons ici, simplement à titre d'exemple Gilney AMORIM VIANA<sup>30</sup> à propos de l'émergence et de l'affirmation de la tendance majoritaire du PT, l'« Articulation »<sup>31</sup>, ou celui de Claudio GURGEL relatif aux problèmes de fonctionnement du parti vers la fin des années 1980<sup>32</sup>. Pour ce qui est des tendances du PT, les articles (actualisés) du site *Espaço Acadêmico* et les ouvrages de l'universitaire Antônio OZAI DA SILVA<sup>33</sup> sont, en particulier, d'un apport vaste et fécond pour une compréhension de leurs diverses trajectoires. Pour mieux saisir leur préhistoire et leur histoire, nous nous sommes beaucoup appuyés sur les travaux de cet auteur.

De 1990 à la victoire de Lula en 2002, il semble que le rythme des publications baisse par rapport à la fin des années 1980 et que l'engouement pour le caractère novateur du PT diminue quelque peu. On assiste toutefois à la publication, au Brésil, d'un certain nombre de travaux de différentes natures sur le PT. Pour ce qui est de l'histoire du parti, l'ouvrage de Marta HARNECKER<sup>34</sup> représente pour nous une source privilégiée. Il nous a été d'une grande utilité, particulièrement pour nos chapitres 4 à 6. Dans une perspective d'historiographie orale, il se présente comme un recueil d'interviews réalisées au tout début des années 1990 auprès d'une quarantaine de fondateurs du PT, et offre une matière brute d'une grande qualité. Ne cherchant nullement à proposer une analyse du projet pétiste, il donne la parole, dans une structure regroupée par thèmes, à une sélection large et pertinente de ses premiers artisans. Les témoignages sont parfois contradictoires entre eux, ce qui permet de saisir les désaccords existants dès le départ du projet pétiste. Mentionnons aussi l'étude de Juarez GUIMARÃES sur le PT et la tradition socialiste<sup>35</sup>. Enfin, un petit livre du politologue pétiste André SINGER<sup>36</sup> publié en 2001 fait le point en une centaine de pages sur le PT, ses caractéristiques, sa nature et son histoire.

A côté de cela, une série d'études de science politique sont entreprises sur le PT dès le début des années 1990. Le travail de Benedito TADEU CESAR<sup>37</sup> relève de cette catégorie : portant sur la période allant jusqu'à 1991 et se fondant notamment sur les premières études sociologiques réalisées sur les électeurs et les militants du PT, il est centré sur l'analyse des propositions du PT du point de vue de leur modernité politique et de leur adaptation aux

---

<sup>30</sup> AMORIM VIANA, Gilney. *A Revolta dos Bagrinhos*. Belo Horizonte, SEGRAC, 1991.

<sup>31</sup> *Articulação* en portugais. Nous traduirons ce nom, tout au long de notre étude, par Articulation, ou, en abrégé, par ART.

<sup>32</sup> GURGEL, Claudio. *Estrelas e borboletas. PT: Origens e questões de um partido a caminho do poder*. Rio de Janeiro, Papagaio, 1989.

<sup>33</sup> En particulier OZAI DA Silva, Antônio. *História das tendências no Brasil* (Origens, cisões e propostas) – 2<sup>a</sup> edição (revisada e ampliada), São Paulo, 1989.

<sup>34</sup> HARNECKER, Marta. *O Sonho Era Possível, A história do Partido dos Trabalhadores narrada por seus protagonistas*. São Paulo, Mepla/Casa América Livre, 1994.

<sup>35</sup> GUIMARÃES, Juarez. *Claro enigma: o PT e a tradição socialista*. 1990. Dissertação (Mestrado) – Instituto de Filosofia e Ciências Humanas da Unicamp, Campinas.

<sup>36</sup> SINGER, André. *O PT*. São Paulo, Publifolha, 2001.

<sup>37</sup> TADEU CESAR, Benedito. *PT: a contemporaneidade possível. Base social e projeto político (1980-1991)*. Porto Alegre, IFCH/UFRS, 2002.

électeurs pétistes et à la société brésilienne de l'époque. L'ouvrage, plus ouvertement militant, de Clóvis BUENO de AZEVEDO<sup>38</sup>, analyse les textes et cherche à montrer la division profonde du PT au plan politique et idéologique et l'incohérence de fait de son projet, déchiré entre le versant léniniste du parti et son versant réformiste et modéré, et argumente en faveur de la défaite politique du premier et de la victoire du second. Il vaut la peine de mentionner encore deux articles de sociologie politique concernant le PT et datant de cette période. Le premier, publié dès 1990, constitue une partie d'un recueil de textes du sociologue Leôncio MARTINS RODRIGUES<sup>39</sup> à propos des partis et des syndicats et s'intéresse à la composition sociale des dirigeants du PT. Le mérite du second article revient à Carlos Alberto MARQUES NOVAES<sup>40</sup> et ce texte représente, à notre connaissance, la première approche universitaire critique des phénomènes de bureaucratisation du parti. Il présente une analyse du processus de bureaucratisation à l'œuvre dans le PT au début des années 1990. Il se concentre sur les structures du parti et sur le poids croissant pris par la frange active des adhérents liés aux élus du parti. Basé sur des enquêtes menées au moment de la 7<sup>e</sup> Rencontre nationale et du 1<sup>er</sup> Congrès, il montre que la professionnalisation des militants atteint un niveau inquiétant et pèse déjà sur leurs conceptions et sur les chemins empruntés par le parti.

Après 2002, les articles et ouvrages militants, journalistiques et académiques vont se multiplier, et porter d'une part sur les gouvernements Lula, leurs difficultés et leurs réalisations ; et d'autre part sur le PT lui-même, ses transformations, ses contradictions et sa trajectoire. Laissons de côté les premiers et tentons de saisir ce qui, parmi les seconds, porte, au moins en partie, sur la période que nous avons déterminée pour notre propre étude<sup>41</sup>. De ce qui a été publié après 2002 et qui porte sur le PT, au moins en partie avant cette date, nous mentionnerons les éléments suivants.

Deux petits livres sans prétention scientifique mais à l'ambition militante affirmée nous ont servi de porte d'entrée lorsque nous avons entrepris d'étudier de façon critique la trajectoire du PT. Le premier est coordonné par Felipe DEMIER<sup>42</sup> et construit à plusieurs voix, présentant un débat entre des militantes et militants (Babá, César Benjamin, Luciana Genro, Marcelo Badaró Mattos, Valério Arcary, Virgínia Fontes et Zé Maria) de différentes obédiences et/ou courants, mais d'accord pour considérer, dès 2003, que le PT ne représentait déjà plus une voix d'émancipation sociale et un chemin vers le socialisme. Le second, écrit un peu plus tard par deux fondateurs du PSoL<sup>43</sup>, notamment la députée fédérale exclue du PT fin 2003, Luciana GENRO<sup>44</sup>, veut tirer le bilan de ce qu'ils appellent la « faillite du PT » et présenter des perspectives militantes à gauche de celui-ci.

Passons maintenant en revue le domaine de l'histoire (académique) du PT, et commençons par citer la seule histoire du PT assez récente (2010) : il s'agit de l'ouvrage de

---

<sup>38</sup> BUENO DE AZEVEDO, Clóvis. *A estrela partida ao meio – ambigüidades do pensamento petista*. São Paulo, Entrelinhas 1995.

<sup>39</sup> RODRIGUES, Leôncio Martins. *Partidos e sindicatos. Escritos de sociologia política*. São Paulo, Editora Atica, 1990a.

<sup>40</sup> MARQUES NOVAES, Carlos Alberto. *PT : Dilemas da burocratização*. Novos Estudos CEBRAP N°35, Março 1993 p. 217-237.

<sup>41</sup> Même si, pour préparer notre travail, nous avons lulu avec intérêt et profit des articles et ouvrages qui concernent les gouvernements Lula ou qui portent sur le PT d'après 2002 – documents que nous faisons figurer dans la bibliographie.

<sup>42</sup> DEMIER, Felipe (coord.). *As transformações do PT e os rumos da esquerda no Brasil*. Rio de Janeiro, Bom Texto, 2003.

<sup>43</sup> PSoL (voir liste des sigles). « Parti socialisme et liberté » né en 2004 d'une rupture de gauche du PT.

<sup>44</sup> GENRO, Luciana et ROBAINA, Roberto. *A falência do PT e a atualidade da luta socialista*. Porto Alegre, L&PM Editores, 2006.

Lincoln SECCO<sup>45</sup>, dont nous avons beaucoup fait usage dans notre étude. Il présente l'avantage d'être écrit par un historien qui a connu le parti de l'intérieur et révèle de passionnants détails, notamment sur la vie interne du parti, même s'il ne cherche pas à analyser en profondeur l'évolution sociologique, programmatique et stratégique de ce dernier. Par ailleurs, le PT lui-même veille à divulguer sa propre histoire, notamment au travers d'un ouvrage retraçant sa trajectoire jusqu'à la victoire de Lula<sup>46</sup> : bien sûr, ce type de document mérite à la fois un intérêt documentaire et tout le recul critique du fait de sa nature. Des articles d'historiens d'universités brésiliennes nous ont également servi, cherchant à retracer la trajectoire du PT : c'est le cas des travaux de Daniel AARÃO REIS<sup>47</sup> ; de Gelsom Rozentino de ALMEIDA<sup>48</sup> (en plus de son volumineux ouvrage concernant la décennie 1980 et qui évoque largement la place du PT à cette époque<sup>49</sup>) ; de Denise ALBUQUERQUE<sup>50</sup> ; de Paulo Giovanni Antonino NUNES<sup>51</sup> ; ou, en plus militant, de Valério ARCARY<sup>52</sup>. D'autres travaux d'historiens, plus volumineux, ont retenu notre attention et nous ont aussi servi dans notre travail. Il s'agit d'abord de la thèse d'Eurelino COELHO<sup>53</sup>, qui nous a été d'une grande utilité, même si, par rapport à notre champ d'investigation, elle s'arrête en 1998 et ne porte que sur les seuls courants dominants du PT (et non sur le parti dans son ensemble) ; car, par ailleurs, elle analyse en profondeur l'évolution du discours et du programme de ces courants et utilise le concept gramscien de transformisme pour caractériser la démarche d'ensemble de ce qui est devenu, selon lui, une « gauche pour le capital ». La thèse de Valter POMAR ne va pas aussi loin dans la critique, mais elle parle de « métamorphose » pour qualifier l'évolution du programme et de la stratégie politique du PT de 1980 à 2005<sup>54</sup>. Le livre de José de LIMA SOARES<sup>55</sup> permet de mettre en parallèle, dans les années 1990, la trajectoire du PT et celle de la principale centrale syndicale, la CUT, et apporte ainsi des éclairages qui nous ont été fort utiles. Enfin, le travail de Cyro GARCIA sur la trajectoire du PT<sup>56</sup>, notamment dans ses liens avec le mouvement syndical et l'acquisition de positions institutionnelles a, entre autres, le mérite d'émaner d'un historien qui a été fondateur et militant du parti jusqu'en 1992, sans jamais renoncer à la critique. Pour lui, comme le dit le titre de son ouvrage, le PT est devenu un parti qui défend l'ordre existant.

---

<sup>45</sup> SECCO, Lincoln. *História do PT (1978-2010)*. Cotia (SP), Ateliê Editorial (3<sup>ª</sup> Edição), 2011.

<sup>46</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Trajetórias. Das origens à vitória de Lula*. São Paulo, FPA, 2003.

<sup>47</sup> AARÃO REIS, Daniel. *O Partido dos Trabalhadores – trajetória, metamorfoses, perspectivas*. Núcleo de Estudos Contemporâneos/NEC, Universidade Federal Fluminense/UFF, 8 mars 2007 (pdf).

<sup>48</sup> ALMEIDA, Gelsom Rozentino de. *PT 30 anos: democracia, socialismo e o poder*. *Marxismo* 21, 2013. <http://marxismo21.org/wp-content/uploads/2013/06/G-Rozentino.pdf>.

<sup>49</sup> ALMEIDA, Gelsom Rozentino de. *História de uma década quase perdida – PT, CUT, crise e democracia no Brasil: 1979-1989*. Rio de Janeiro, Garamond Universitária, 2011.

<sup>50</sup> ALBUQUERQUE, Denise de Jesus. *As transformações do Partido dos Trabalhadores: uma análise histórico-política da fundação ao governo Lula*. UFMA, 3<sup>ª</sup> Jornada Internacional de políticas públicas, 2005.

<sup>51</sup> NUNES, Paulo Giovanni Antonino. *O Partido dos Trabalhadores e o socialismo: uma relação ambígua e/ou "letra morta"?* pdf. 2007, [periodicos.ufpb.br/index.php/srh/article/download/11386/6500](http://periodicos.ufpb.br/index.php/srh/article/download/11386/6500).

<sup>52</sup> ARCARY, Valério. *L'Histoire du PT brésilien mise en perspective*. Herramienta, trad Alencontre, 2011.

<sup>53</sup> COELHO, Eurelino. *Uma Esquerda para o Capital. Crise do Marxismo e Mudanças nos Projetos Políticos dos Grupos Dirigentes do PT (1979-1998)*; Tese UFF, 2005.

<sup>54</sup> POMAR, Valter Ventura da Rocha. *A Metamorphose. Programa e estratégia política do Partido dos Trabalhadores: 1980-2005*. Tese USP, 2005.

<sup>55</sup> José de LIMA SOARES – *O PT e a CUT nos anos 90. Encontros e desencontros de duas trajetórias*. Brasília, Fortium Editora, 2005.

<sup>56</sup> GARCIA, Cyro. *PT : de oposição à sustentação da ordem*. Rio de Janeiro, Achiamé, 2011.

Un épais ouvrage de sociologie politique de Mauro IASI<sup>57</sup> entreprend d'analyser la trajectoire du PT du point de vue des métamorphoses de la conscience de classe. Sa première partie, théorique, aborde les déterminants de la conscience, leurs contradictions et les mouvements qui s'ensuivent, discutant les apports, entre autres, de Marx, Gramsci, Lukacs, Freud, Reich, Rousseau, Hegel et Sartre, en les éclairant, notamment, par des témoignages de militants pétistes. La seconde partie décortique les résolutions des « rencontres nationales » et congrès du PT depuis sa phase de lancement jusqu'à sa 12<sup>e</sup> Rencontre nationale en 2001, montrant l'étendue des modifications programmatiques et stratégiques du parti. Il met cette évolution du projet en relation avec l'évolution de la conscience d'une classe travailleuse qui passe d'un état fusion à la fin des années 1970 à une situation de défaites et de reculs importants dans les années 1990. Pour lui le PT en est venu à être dirigé par une « vieille connaissance » : la petite-bourgeoisie dont parlait déjà Marx dans le 18 Brumaire. Et cette petite-bourgeoisie s'est formée, selon l'auteur, autour de la bureaucratie du parti. Nous trouvons de fortes similitudes par rapport à notre propre démarche, notamment dans le choix des textes pétistes analysés et sur la perspective d'ensemble. Toutefois, notre propre approche n'aborde pas la trajectoire du PT du point de vue de la conscience, et nous observons les évolutions programmatiques non pas globalement comme procède Iasi, mais point par point, autour de cinq thèmes (Etat, pouvoir et démocratie ; indépendance de classe ; propriété des moyens de production, plan et marché ; dette extérieure ; réforme agraire). De plus, nous ne faisons pas nôtre la notion de petite-bourgeoisie pour saisir les couches dirigeantes du PT. Enfin, nous nous efforçons d'étudier les évolutions stratégiques et programmatiques du PT tout en traçant sa trajectoire générale et en la traquant dans ses luttes internes tout comme dans son adaptation progressive à l'ordre existant, dans le cadre de l'histoire brésilienne.

Dans les années postérieures à l'élection de 2002, sont également publiés d'importants travaux de science politique concernant l'évolution de la structure interne et du fonctionnement du PT. C'est le cas de la thèse d'Oswaldo AMARAL<sup>58</sup> qui nous a été très utile, même si la période étudiée par l'auteur est très largement postérieure à celle qui nous intéresse. Elle vise à comprendre les évolutions de l'organisation du parti et son impact sur l'évolution du parti, de 1995 à 2009, ainsi qu'à évaluer ses liens avec la société ; analyser les transformations des formes de militantisme pétiste ; saisir l'effet des transformations du parti sur le processus de sélection des dirigeants ; comprendre l'évolution de la structure des clivages internes ; et percevoir ce qui détermine l'ascension dans la hiérarchie partisane et les divergences entre les différents groupes composant la direction. Cette thèse confirme le net rapprochement du parti avec la sphère de l'Etat, sans que cela signifie pour autant l'éloignement du PT des mouvements et organisations sociales. Mais pour l'auteur, si le PT s'est rapproché sur beaucoup de plans des autres partis brésiliens, il lui reste des singularités, notamment dans son organisation interne, insistant sur la cohabitation, dans le parti, de la continuité et du changement. Concernant ce point, nous avons de fortes réserves, les transformations prenant grandement, selon nous, le pas sur la continuité.

---

<sup>57</sup> IASI, Mauro Luis. *As metamorfoses da consciência de classe. O PT entre a negação e o consentimento*. São Paulo, Expressão Popular, 2012.

<sup>58</sup> AMARAL, Oswaldo Martins Estanislau do. *As transformações na organização interna do Partido dos Trabalhadores entre 1995 e 2009*. Tese Campinas, 2010.

Un article du même chercheur, en collaboration avec Rachel MENEGUELLO<sup>59</sup> passe en revue le projet politique et l'organisation du PT et s'intéresse aux directions intermédiaires du parti, visant aussi à montrer que les pressions externes et internes ont modifié sa structure originale, mais sans lui retirer son caractère innovateur et différent. Fondé sur les études menées par la FPA<sup>60</sup> en 1997, 1999 et 2006, il revient sur la genèse du PT et ses transformations après son entrée dans le jeu politique brésilien ; aborde les mécanismes délibératifs et la répartition des pouvoirs entre groupes et tendances internes ; puis étudie le profil des délégués pétistes aux rencontres et congrès nationaux et leur perception politique. Cette étude nous a surtout aidés à saisir la composition des délégués à la Rencontre nationale de 1997 et au Congrès de 1999.

Les travaux de Pedro Floriano RIBEIRO nous ont beaucoup servi, car la période couverte par la thèse de ce dernier correspond bien mieux à notre propre délimitation, et parce que nous nous sentons plus en accord avec certaines de ses conclusions. Sa thèse (soutenue en 2008)<sup>61</sup> se donne pour objectif de tester l'adéquation de 2 éléments définissant le modèle de parti-cartel de Katz et Mair pour comprendre les transformations de la structure nationale du PT de 1980 à 2005 : d'une part le renforcement des liens parti-Etat (subventions, rémunération des équipes des élus par l'Etat, légitimation par l'Etat, régulation de l'accès aux médias, utilisation de l'Etat par le parti) ; d'autre part, la division analytique du parti en trois faces et l'évolution des rapports entre celles-ci : *on the ground* (le parti comme organisation de masses), *in central office* (la direction nationale), *in public office* (la face publique du parti, constituée par ses élus dans les parlements et les exécutifs). La thèse de Ribeiro cherche également à construire un cadre général de l'évolution organisationnelle du parti dans cette période<sup>62</sup>. Au plan fonctionnel, elle étudie le rapprochement du PT avec l'Etat, devenant un élément crucial de sa vie et de son développement, et son éloignement avec la société civile. C'est une différence importante avec les conclusions d'Amaral. Au plan organisationnel, Ribeiro constate le développement d'une « face publique » (liée à sa présence dans les institutions) toujours plus puissante et autonome dans le parti, capable y compris de dominer la direction. Les initiatives du camp majoritaire (la fraction dirigeant le PT après 1995) aidant, Ribeiro constate l'application de la « loi d'airain » de Michels au cas du PT, avec l'oligarchisation de sa direction, même si elle se veut « chirurgicale » et centrée sur ses postes clés, stratégiques. Pour lui, dans l'équilibre interne des pouvoirs, il y a deux gagnants (la face publique et la direction centrale) et un perdant (la base des adhérents du PT). Par ailleurs, pour l'auteur, d'un parti de masse selon les critères de Duverger, le PT est devenu un parti professionnel-électoral (selon les termes de Panebianco), et s'est grandement rapproché, dès avant son arrivée au gouvernement fédéral en 2002, du parti-cartel de Katz et Mair.

---

<sup>59</sup> MENEGUELLO, Rachel et AMARAL, Oswaldo. *Ainda novidade : uma revisão das transformações do Partido dos Trabalhadores no Brasil*. Brazilian Studies Programme. University of Oxford, Latin American Centre, 2008.

<sup>60</sup> *Fundação Perseu Abramo*. Il s'agit de la fondation, financée par le PT, qui centralise la documentation et l'information relatives à l'histoire du parti. C'est à cette organisation que nous nous sommes adressés pour accéder à de nombreux documents internes du parti ainsi que pour recevoir des conseils divers, notamment bibliographiques.

<sup>61</sup> RIBEIRO, Pedro Floriano. *Dos sindicatos ao governo: a organização nacional do PT de 1980 a 2005*, UFSCar, 2008. [www.btdt.ufscar.br/htdocs/tedeSimplificado/tde\\_arquivos/21/TDE-2009.../2140.pdf](http://www.btdt.ufscar.br/htdocs/tedeSimplificado/tde_arquivos/21/TDE-2009.../2140.pdf).

<sup>62</sup> A noter qu'une partie de la thèse de Ribeiro se trouve présentée dans un des textes, intitulé "O PT, o Estado e a sociedade (1989-2005)", entrant dans la composition de l'ouvrage de Vitor AMORIM de Angelo, intitulé "O Partido dos Trabalhadores e a política brasileira (1980-2006)". São Carlos (SP), EDUFSCar, 2009.



Avant cela, dès 2003, le même auteur avait publié un article<sup>63</sup> étudiant, à partir de l'arrivée à la présidence de Lula en 2002, les mécanismes généraux de déplacement du PT de la gauche vers le centre, en cherchant à comprendre comment le PT est passé de la condition d'un parti antisystème à un parti légitimant le système, à partir des apports théoriques de Sartori (notion de parti antisystème) et de Panebianco (théorie du changement institutionnel). Si la période historique ne correspond pas à la nôtre, la démarche générale nous a semblé, elle, entrer en résonance avec nos propres interrogations.

Nous en arrivons à présent à des travaux universitaires post-2002 réalisés par des politistes non brésiliens. Nous nous sommes penchés sur trois travaux publiés en anglais. Mentionnons d'abord un article de David SAMUELS<sup>64</sup> publié en 2004, visant à expliquer la transformation du PT. Pour cet auteur, la flexibilité stratégique démontrée par le PT après 1998, qui lui a permis d'envoyer Lula à la présidence mérite que l'on s'y arrête. Il s'agit, en effet, selon lui, d'un parti de masse bureaucratique, donc d'une organisation a priori peu encline aux transformations. Il explique que les facteurs exogènes (conjoncture économique et politique nationale et internationale) existent mais ne sont pas la clé de l'explication. Mais ce qui compte le plus, selon lui, c'est que, d'une part les alliés du PT dans la société civile ont eux aussi évolué vers le pragmatisme et la modération ; mais surtout que le PT lui-même a pu changer. Selon l'auteur, sa structure démocratique et l'assez haut degré de responsabilité de ses dirigeants face à la base ont permis cette évolution. Pour lui, les victoires électorales toujours plus nombreuses dans les années 1990 ont créé une base partisane plus modérée qui a voulu, en particulier en tant qu'élus locaux ou personnels à leur service, être plus dans le concret et à l'écoute de leurs administrés et moins dans l'idéologie. Pour Samuels, c'est cette base-là qui a voulu le PT plus pragmatique vainqueur en 2002 et qui a transmis sa volonté aux instances supérieures du parti, donnant une majorité toujours plus nette aux modérés à partir du milieu des années 1990. Cet article, et les résultats résumés ci-dessus nous paraissent révéler certaines des clés des transformations que nous cherchons nous-mêmes à comprendre. Toutefois, il nous semble évident que si les mutations du PT après 1995 se sont amplifiées et accélérées, elles sont par elles-mêmes le dépassement de contradictions politiques et organisationnelles bien antérieures, que nous cherchons, dans notre propre étude, à mettre en lumière.

Une autre universitaire américaine, Wendy HUNTER, a réalisé plus récemment une analyse plus vaste des transformations du PT<sup>65</sup>. L'objectif de son ouvrage est d'expliquer le pourquoi et le comment de la modération des positions programmatiques du parti, et son adoption de certains autres aspects d'un profil davantage « *attrape-tout* ». La méthode d'approche consiste à combiner deux cadres d'analyse : celui du *rational choice* et celui de l'*historical institutionalism*. La théorie du choix rationnel permet, dit-elle, de mieux percevoir l'adaptation du parti aux contraintes externes ; et l'institutionnalisme historique aide à saisir comment, selon l'auteur, son héritage historique et ses caractéristiques ont été, malgré tout, préservés. L'auteur traite des changements du PT avant et après l'arrivée de Lula à la présidence en 2003. Pour la séquence historique qui nous occupe, son analyse porte sur 3 éléments en lien avec l'ordre institutionnel : la présence du PT à la Chambre des Députés ;

---

<sup>63</sup> RIBEIRO, Pedro Floriano. *O PT sob uma perspectiva sartoriana: de partido anti-sistema a legitimador de sistema*, 2003. <https://periodicos.ufsc.br/index.php/politica/article/viewFile/2018/1765>.

<sup>64</sup> SAMUELS, David. *From socialism to social democracy - Party Organization and the Transformation of the Workers' Party in Brazil*. Comparative Political Studies – Nov. 2004.

<sup>65</sup> HUNTER, Wendy. *The transformation of the Workers' Party in Brazil, 1989-2009*. New York, Cambridge University Press, 2010.

les municipalités pétistes ; les efforts de Lula pour gagner la présidence de la République. Ces trois éléments de l'histoire pétiste n'ont pas, selon elle, influencé la trajectoire pétiste dans le même sens, le premier tendant à maintenir le PT dans une position de forte opposition alors que les deux autres poussaient le parti à s'adapter au contexte politico-économique et aux difficultés extérieures, et ainsi à changer d'image et de discours, à élargir ses alliances vers le centre et la droite, et à modérer son programme. Wendy Hunter voit dans l'insertion du parti dans l'Etat et ses institutions – à juste titre selon nous – une de clés pour comprendre les transformations du PT, mais ses explications ne nous convainquent que partiellement, car elles nous semblent à la fois surestimer le facteur continuité, donner trop de poids à ce qu'elle considère comme des « nécessités » externes, et ne pas prendre en compte les contradictions de la radicalité du PT avant les années 1990 où elle constate les évolutions.

Une autre étude mérite que l'on s'y arrête : celle réalisée par le politiste mexicain Hernán GÓMEZ BRUERA<sup>66</sup>. Elle est centrée sur la question de la gouvernabilité (dans ses dimensions politique, économique et sociale) et cherche à comprendre comment un parti tel que le PT a pu, à différents moments et en différents lieux, tenter d'y répondre. Le livre est constitué de deux parties principales : la première est relative à la gouvernabilité dans les gouvernements locaux du PT (les municipalités) avant 2003, et la seconde concerne les deux gouvernements Lula. C'est la première partie qui a particulièrement retenu notre attention même si des réflexions menées dans la seconde nous ont aussi été utiles, en particulier à propos du cadre stratégique de la campagne de 2002. Comme W. Hunter, Gomez Bruera se demande comment des partis de masse progressistes tels que le PT sont conduits à changer leur programme et à élargir leurs alliances, mais il centre son analyse sur les expériences réalisées dans les exécutifs et la nécessité qui apparaît de concilier des intérêts divergents à ce niveau. Dans son analyse, l'auteur reprend une distinction classique entre les élus du parti (« *leaders in public office* ») et les dirigeants de son appareil interne (« *leaders in central office* »). Il utilise aussi les concepts de stratégie sociale contre-hégémonique (« *social counter-hegemonic strategy* ») et de stratégie de gouvernabilité centrée sur l'élite (« *elite-centred governability strategy* ») et montre que le second type de stratégie est devenu prééminent après les échecs répétés dans l'utilisation de la première. Il distingue quatre types d'acteurs avec lesquels le PT a été amené à interagir et à négocier, de façon différenciée dans l'espace et dans le temps. Deux de ces acteurs se situaient dans ce qu'il appelle « l'espace socio-politique pétiste » (« *PT socio-political field* ») : les factions (tendances internes) du PT et les organisations de la société civile alliées ; les deux autres, acteurs stratégiques dominants, étaient dans le champ extérieur à l'espace pétiste : le monde des entreprises, et les partis politiques non alliés. Parmi les forces de l'espace social pétiste, il s'intéresse aux relations du PT avec quatre éléments majeurs de la société civile : la CUT (Centrale unique des travailleurs), le Mouvement pour le logement à São Paulo, le MST (Mouvement des paysans sans-terre) et la Contag (Confédération des travailleurs de l'agriculture). Les liens du PT avec ces entités sont perçus dans leurs dimensions programmatique, interpersonnelle et dans l'existence d'un système de récompenses (« *reward-based linkages* »). Pour lui, les liens du parti avec ces organisations ont changé de forme et de nature avec la présence du PT dans les exécutifs de l'Etat, mais ils n'ont pas été rompus. Il étudie particulièrement trois expériences de gouvernements locaux par le PT : São Paulo avec Luiza Erundina (1989-1992), Porto Alegre avec 4 gouvernements pétistes

---

<sup>66</sup> GÓMEZ BRUERA, Hernán. *Lula, the Workers' Party and the Governability Dilemma in Brazil*. New York, Routledge, 2013.

consécutifs (1989-2004) et São Paulo avec Marta Suplicy (2001-2004). Cet ouvrage a le grand mérite de situer dans l'expérience municipale du PT et ses contradictions la source de bien des évolutions programmatiques et stratégiques. Mais le dilemme de la gouvernabilité du PT dans les municipalités n'est-il pas lié aux contradictions portées par le fait même d'être à la fois opposition et pouvoir ? Il nous a semblé nécessaire de revenir sur les débats pétistes des années 1980, avant même la conquête de grandes villes par le parti. Cela permet de saisir comment choix stratégiques du PT et contraintes externes se sont nourris réciproquement à partir de ce moment.

Jusqu'ici, nous n'avons pas évoqué de publications sur le PT en français. En fait, elles sont peu nombreuses, et surtout elles sont récentes. Nous n'avons pas recensé d'étude portant sur la trajectoire pétiste dans son ensemble. De manière générale, il nous semble que le Brésil reste un grand inconnu en France. Dans le domaine qui nous occupe, il faut certes relever les efforts de chercheurs en sciences sociales français qui ont, pour la période récente, mis des ressources à disposition du public. Mentionnons l'existence de l'OPALC (Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes), où une série d'articles (depuis 2008), ainsi que divers indicateurs, permettent de mieux comprendre l'actualité sociale et politique du Brésil. Le CRBC/EHESS (Centre de Recherches sur le Brésil Colonial et Contemporain) publie de son côté une revue de sciences humaines et sociales, Brésil(s)<sup>67</sup>, qui depuis 2012 a pris la suite des Cahiers du Brésil Contemporain, et contribue à faire connaître ce pays aux chercheurs français. Mais ces deux sources d'information, pour précieuses qu'elles soient, portent sur ces dernières années et le PT en tant que tel ne fait pas l'objet d'études, du moins pour la période sur laquelle porte notre réflexion.

Concernant le PT en tant que parti, il existe des études en français. Nous trouvons à la fois des monographies sur les problèmes rencontrés par le PT et les choix opérés au plan local, et/ou des études portant sur un aspect particulier de la politique pétiste. Ce second point concerne notamment la démocratie participative, et tout particulièrement les expériences de budget participatif, qui ont mobilisé beaucoup de chercheurs depuis les années 1990. Sur ce point, il faut mentionner le récent article de David GARIBAY<sup>68</sup>, qui tire un bilan de ces expériences, à commencer par celle de Porto Alegre, de la façon dont celle-ci s'est exportée au Brésil et ailleurs, et de l'étude de ces expériences ; ainsi que l'analyse d'Ernesto GANUZA<sup>69</sup> sur le même thème. Pour ce qui est des études du PT dans telle ou telle ville, nous pouvons noter celle de Frédéric LOUAULT à Porto Alegre<sup>70</sup>, dans l'État du Rio Grande do Sul dans le Sud du pays ; de Marie-Hélène SÁ VILAS BOAS pour São Paulo<sup>71</sup> et pour la ville de Londrina<sup>72</sup>, dans l'État du Paraná, situé aussi dans le Sud du pays ; de Camille GOIRAND à Recife, capitale de l'État du Pernambouc (*Nordeste*)<sup>73</sup> ; et Daniella

---

<sup>67</sup> En particulier, pour notre centre d'intérêts, le numéro 6 sur « Les années Lula » et le numéro 7 sur « Les mobilisations de juin 2013 ».

<sup>68</sup> GARIBAY, David. *Vingt-cinq ans après Porto Alegre, où en est (l'étude de) la démocratie participative en Amérique latine ?* Participations, N°11, 2015/1, p. 7-52.

<sup>69</sup> GANUZA Ernesto, FRANCES Francisco, Traduction de l'espagnol Garibay David, « *Le défi participatif : délibération et inclusion démocratique dans les budgets participatifs* », Participations 1/2015 (N° 11), p. 167-190

<sup>70</sup> LOUAULT, Frédéric. *Les défaites électorales : le cas du Parti des Travailleurs dans le Rio Grande do Sul (Brésil), (1982-2008)*, thèse de science politique soutenue en 2011.

<sup>71</sup> SÁ VILAS BOAS, Marie-Hélène. *Les mutations génétiques du Parti des Travailleurs à São Paulo (Brésil)*. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00005211/document>.

<sup>72</sup> SÁ VILAS BOAS, Marie-Hélène. *Du quartier à l'Etat. Sociologie des publics des dispositifs participatifs brésiliens. Le cas des conférences municipales des femmes à Recife et Londrina (Brésil)*. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00804115/document>

<sup>73</sup> GOIRAND, Camille. *Militer au Parti des travailleurs: itinéraires à Recife (Brésil), de la contestation à l'exercice du pouvoir*, 2012.

ROCHA<sup>74</sup>, à Brasília (région *Centro-Oeste*)<sup>75</sup>. Il faut aussi noter que ces auteurs confrontent leurs recherches et les difficultés qu'ils ont rencontrées lors de celles-ci<sup>76</sup>. Leurs enquêtes sur le PT n'ont pas toutes été accueillies avec le même degré de coopération et de cordialité par les organisations locales du parti, loin de là. La question de la dynamique d'institutionnalisation du PT vue à travers ses campagnes électorales a également été traitée dans un article de Camille GOIRAND<sup>77</sup>. L'approche locale et/ou thématique permet de cerner de près les phénomènes politiques. Mais cela représente une autre démarche que celle qui consiste à saisir les phénomènes de mutation politique à une échelle plus globale, et c'est dans cette dernière approche que nous avons voulu, dès le départ, travailler.

- Quel apport pour cette thèse ?

A notre sens, il manquait donc une analyse ample de la trajectoire politique du Parti des Travailleurs en français, et c'est à cette vaste tâche que nous nous sommes attelés ces dernières années. Pourquoi cela, et pourquoi, par exemple, ne pas se contenter de traduire un ouvrage existant sur le PT ?

Il nous est apparu qu'il valait vraiment la peine de travailler (ou de retravailler) sur la question de la nature et de la trajectoire du Parti des Travailleurs pour trois groupes de raisons. En premier lieu, comme nous l'avons signalé plus haut, parce que le PT représente une importante expérience politique, d'une portée historique et internationale. En second lieu, parce que la littérature brésilienne sur le PT, quoiqu'importante, ne nous semble pas avoir traité la question du chemin parcouru par le parti en termes de programme et de pratique politique sur la période considérée d'une façon qui soit, selon nous, totalement satisfaisante. Les ouvrages disponibles, à notre sens, sont soit trop concis, soit relèvent d'une approche d'historiens et peuvent mettre en œuvre une démarche trop événementielle, ou bien encore se situent dans une optique dont nous divergeons et parviennent à des conclusions politiques qui ne sont pas les nôtres. Et cela, même si nous reconnaissons bien volontiers notre accord avec tel ou tel auteur, sur tel ou tel point. En troisième lieu, les récentes recherches universitaires non brésiennes sur le PT en tant que parti sont assez peu nombreuses, et si elles apportent des éclairages souvent très intéressants et très utiles, elles aboutissent souvent à des conclusions globales avec lesquelles nous tenons à affirmer nos divergences.

- Perspectives et hypothèses de travail

Lorsque nous avons entrepris ce travail, nous voulions donc parvenir à une lecture aussi complète que possible de la trajectoire du PT, au plan du projet politique, du programme, des structures partisans et des rapports du parti avec son environnement. Nous avons réduit quelque peu nos ambitions – non seulement le cadre temporel, comme

---

<sup>74</sup> ROCHA, Daniella. *Le parti des travailleurs à l'épreuve du pouvoir. Le PT dans le District fédéral au Brésil (1980-2000)*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 2007.

<sup>75</sup> Qui a également publié en 2013 une étude sur la participation populaire dans les périphéries de Brasília. ROCHA Daniella, « *Logiques et pratiques de participation dans les périphéries de Brasília. Leaderships locaux, relations de clientèle et militantisme professionnel* », Revue internationale de politique comparée 4/2013 (Vol. 20), p. 123-143

<sup>76</sup> ROCHA, Daniella et GOIRAND, Camille. *L'accès aux archives du Parti des travailleurs au Brésil : expériences croisées et jeux d'échelles*. Revue Internationale de Politique Comparée, 17(4), décembre 2010, p.107-123. <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2010-4-page-109.htm>

<sup>77</sup> GOIRAND, Camille. Le « *PT light* » en campagne. *L'institutionnalisation du Parti des travailleurs (Brésil) vue depuis ses campagnes électorales, 1980-2010*. Politix 2016/1 (n°113), p. 65-89.

nous l'avons signalé plus haut – pour nous concentrer sur les moments clés soit de l'histoire du pays (voire internationale) soit de l'histoire interne du parti. Nous avons cherché à faire apparaître en quoi ces moments ont impacté la trajectoire du PT et l'ont amené à être ce qu'il a été à la fin 2002. A notre sens, comprendre le chemin parcouru implique de saisir les mutations à la fois dans les structures internes du parti (rapports entre les tendances, relations base/sommet, fonctionnement de la démocratie interne, professionnalisation et bureaucratisation, etc.) ; dans les rapports du parti avec son environnement à la fois institutionnel (législatifs et exécutifs) et social (syndicats, mouvements populaires) ; et dans le projet et le programme du parti tel qu'ils sont formulés dans ses textes et/ou dans ses campagnes. Nous appuyant sur les travaux d'autres chercheurs et sur la documentation interne du parti pour les deux premiers aspects, nous avons surtout voulu fournir notre propre contribution au troisième. En effet, nous pensons que même si le programme d'un parti ne résume jamais son essence à lui seul, ses évolutions sont significatives de son devenir.

Nous avons donc entrepris nos recherches sur la base des hypothèses suivantes.

- Sur le parti à sa naissance

Nous avons suivi, en 1979-1980 et les années suivantes, l'émergence du PT avec l'idée qu'il s'agissait d'un parti-mouvement, de masse, profondément implanté dans le monde du travail (en particulier, mais pas seulement, la métallurgie). Nous partions de l'idée que le PT, malgré ses affirmations, avait des points communs importants – mais aussi de vraies différences – avec la social-démocratie des origines. Initialement, nous nous interrogeons pour savoir ce qui l'emporterait du radicalisme ou de la modération. Lorsque nous avons entrepris notre travail de recherche, en 2010, cette question était déjà tranchée par l'histoire, mais nous pensions que les caractères propres à la social-démocratie l'emportaient sur les différences qui séparaient le PT de celle-ci, même dès ses origines. Nous avons voulu vérifier cette question, qui en inclut une autre, celle relative au caractère unique, *sui generis*, ou non, du parti.

- Sur la trajectoire pétiste dans la période étudiée

Nous faisons l'hypothèse qu'à la fin de la période étudiée, le PT avait réalisé un parcours politique comparable, quoiqu'avec des différences, à celui de la social-démocratie, mais de façon accélérée. Nous pensions aussi, à l'origine, que l'évolution du PT était largement liée à celle du mouvement social, à son dynamisme, à sa vigueur ; à l'évolution même du mouvement syndical, en particulier la mouvance liée au PT ; et à la qualité des relations entre parti et syndicats. Sur ces deux points aussi, nous avons tenu à vérifier ce qu'il en était.

- A propos de la vie interne du parti

Nous sommes partis de l'hypothèse que les débats de congrès, les textes qui ont été votés, les choix qui y ont été opérés et la façon dont les rencontres nationales se sont déroulées sont des éléments à prendre en considération. Notre idée est que ces éléments n'expliquent bien sûr pas toute l'évolution du PT, mais une partie consistante de celle-ci. Et il nous paraît impossible de la saisir sans avoir connaissance des moments forts de la vie interne du parti.

- Sur les éléments explicatifs de la trajectoire pétiste

Selon nous plusieurs éléments devaient forcément s'articuler dans l'analyse de la trajectoire du PT : une composante sociologique externe (relations avec les classes sociales et en particulier le prolétariat organisé, nature et profondeur des liens avec le mouvement social : syndicats, mouvements populaires) ; une composante organisationnelle et sociologique interne (degré de démocratie dans le parti, nature sociale des composantes du parti et tout particulièrement de sa direction majoritaire, degré de professionnalisation et de bureaucratisation du parti et attitude de la direction par rapport à ces phénomènes) ; une composante liée à la « réussite » politique de l'entreprise pétiste (croissance des effectifs militants, croissance électorale, tendance à la nationalisation de l'implantation du parti, et surtout développement des liens avec les institutions de l'Etat : parlements et exécutifs) ; et enfin une composante programmatique (projet à court et long terme et articulation entre les deux, clarté, ambiguïtés, contradictions, évolutions). Nous formulons l'hypothèse que les questions de projet et de programme, d'un côté, reflètent ce qu'est un parti et ce qu'il devient, même de façon contradictoire et déformée ; mais d'un autre côté, que ces questions influent aussi, dans une certaine mesure, sur la trajectoire effective de ce parti. Nous verrons à quelles conclusions nous sommes parvenus.

- Choix des méthodes d'investigation

Notre recherche a combiné trois types de démarches : l'accès aux documents internes du parti, un grand nombre de lectures complémentaires et les interviews que nous avons réalisées.

- L'accès aux documents internes du parti

C'est par l'intermédiaire de la FPA que nous avons pu consulter la plus grande partie des archives du PT. Grâce à son aide, nous avons pu, surtout en 2012 et dans une moindre mesure en 2014, compiler et photographier les documents internes du parti. L'ensemble utilisé correspond à un volume de près de 2 000 pages, de diverses natures.

- Les documents publiés par le parti à l'occasion de ses congrès et rencontres nationales (RN), et en particulier :
  - Les bulletins internes de débat, dans lesquels s'expriment les divers courants et tendances du parti dans la phase préparatoire au congrès ou à la RN; c'est la plus grande partie de nos sources internes, et nous en avons photographiés et étudiés près de 1 300 pages.
  - Les numéros du BN (bulletin national du PT) couvrant certains aspects de divers congrès ou RN
- Les BN qui traitent de points d'histoire spécifique du parti (notamment les élections municipales de 1988 ; la campagne Lula de 1989 et ses suites ; la lutte contre le président corrompu Collor en 1992 ; les élections municipales de 1992 ; les Caravanes de la citoyenneté en 1993-94 ; la campagne Lula 1994 et ses suites).
- Des BN qui traitent de la question syndicale et des relations du PT avec le mouvement.

- Des documents internes concernant les tendances du PT (notamment le BN) et les publications de plusieurs tendances du PT : *Articulação*, *Convergência Socialista*, *Democracia Socialista* et *O Trabalho* pour l'essentiel.

Une autre partie de la documentation interne du PT nous a été fournie gracieusement sous forme d'un CD-Rom par un responsable de la formation du PT. Il reprend de nombreux textes du parti (documents antérieurs à la naissance du PT, textes de fondation, résolutions et motions des congrès et RN, statuts, lignes directrices des programmes électoraux et programmes de gouvernement). Une partie de ces textes est repris dans un volumineux recueil qui figure en bibliographie mais celui-ci s'arrête en 1998, et donc pour les années postérieures, ce CD-Rom nous a été fort utile.

Toute la documentation interne définie ci-dessus est bien évidemment en portugais et son utilisation dans les pages qui suivent a nécessité une traduction en français que nous avons réalisée nous-mêmes.

- o Les lectures complémentaires

Le travail sur les documents propres au parti est nécessaire, mais il n'est bien entendu pas suffisant pour réaliser les buts que nous nous sommes fixés. Nous avons donc complété cette étude par des lectures diverses, nécessaires à notre propre compréhension du sujet dans toute son ampleur, et nécessaire aussi à la clarté de son exposé pour un lectorat francophone. Les lectures en question sont listées dans la bibliographie qui figure en annexe. La plus grande partie consiste en documents papier, souvent assez anciens mais une fraction de ces documents a été consultée sur Internet et/ou téléchargée. L'ensemble se divise comme suit :

- Des ouvrages généraux sur l'Amérique latine et principalement, bien sûr, le Brésil, son histoire et ses structures sociales et politiques (classes sociales, institutions, partis, médias, économie...)
- Des travaux de nature universitaire (thèses, livres, articles) sur le PT réalisés par des historiens, des sociologues et des politologues, dont une bonne partie est commentée plus haut.
- Des livres ou articles de théorie générale en science politique ou en sociologie nous permettant de mieux appréhender le phénomène pédiste et son parcours. Là encore, l'essentiel de ces sources est présenté et commenté dans cette introduction.
- Des ouvrages et des articles traitant du mouvement syndical brésilien, de ses structures et de son évolution, de type universitaire ou militant.
- Des textes (le plus souvent des livres) concernant des points particuliers de l'histoire du parti ou du Brésil à l'époque du PT (par exemple certaines campagnes électorales, l'affaire de l'impeachment du président Collor, la question du budget participatif à Porto Alegre, etc.).
- Des livres, écrits par des militants ou dirigeants du PT ou par des journalistes, de type biographique ou autobiographique, et dont une partie nous a été offerte par des personnes que nous avons interviewées.

- La lecture de quelques revues et journaux : la revue *Inprecor* (en français) nous a beaucoup servi, en ce qu'elle proposait fréquemment des articles de fond sur le PT, écrits par des militants du parti et principalement d'une de ses tendances, la DS ; nous avons également étudié ou consulté certains numéros de la revue théorique du PT (*Teoria e Debate*) et aussi, ponctuellement, la grande presse brésilienne (*Folha de São Paulo*, revues *Veja* et *IstoÉ*).

L'ensemble des documents écrits mentionnés ci-dessus est en portugais à près de 80%, et le reste se partage entre le français (15%) et l'anglais (près de 5%), sauf l'ouvrage de Panebianco qui a été lu dans sa version espagnole. Toutes les traductions nécessaires vers le français ont été réalisées par nos soins. Notre travail a ainsi impliqué un très gros travail de traduction, permettant de nombreuses citations dans le corps du texte ou en notes de bas de page, selon les cas.

A ces sources écrites, il convient d'ajouter quelques documents sonores ou vidéo (notamment des émissions électorales ou politiques sur des chaînes de télévision brésiliennes).

- o Les interviews réalisées

La liste exhaustive des personnes interviewées figure en annexe 1. Nous avons procédé à 66 interviews (69 personnes au total), d'une durée globale de 97 heures et 43 minutes. Cela correspond à une durée moyenne d'environ 1h35, mais certaines interviews sont très longues (8 heures pour Paulo Skromov, une interview sur deux journées différentes) ; d'autres sont bien plus courtes (l'enregistrement de João Machado ne durant que 34 minutes). Les interviews se sont déroulées en portugais, à l'exception de celle de Valério Arcary qui s'est exprimé en excellent français pendant 3 heures et 30 minutes. A part ce dernier entretien, donc, un gros travail de traduction a été nécessaire et il a été réalisé intégralement par nos soins.

Pour ces interviews, nous avons une trame, mais nous avons voulu varier une bonne partie des questions et les adapter à nos interlocuteurs. Il existe néanmoins deux grands types d'interviews. Sur les 66 interviews, 36 sont des interviews de pétistes ou d'ex-pétistes que nous avons interrogés en tant que militants politiques (pour une durée globale de 50 heures et 12 minutes). Et 30 sont des interviews de syndicalistes ou d'ex-syndicalistes en tant que tels, le plus souvent pétistes, mais pas nécessairement (pour une durée totale de 47 heures 31 minutes). Dans trois cas, nous avons interviewé ensemble deux syndicalistes, des interviews à deux voix donc. Notre projet initial était de séparer en partie les deux catégories, mais nous sommes revenus par la suite sur cette idée. Certaines interviews (en particulier les interviews très longues, ou les interviews très courtes) ont suivi un plan *ad hoc*. De manière générale, l'attitude adoptée a consisté à tenir compte des parcours des interviewés et à les laisser s'exprimer le plus librement possible dans le temps imparti. Notons aussi que certaines des questions posées et des réponses apportées se sont retrouvées de fait hors du champ de notre étude lorsque nous avons décidé de ne pas aller au-delà de 2002. En particulier toutes les questions sur le bilan des gouvernements Lula ou celles posées à des syndicalistes sur les revendications à mettre en avant face à un PT au gouvernement, pour ne prendre que ces exemples, offrent une matière première pour d'autres études, mais leur impact n'apparaît pas dans les pages qui suivent.



Précisons que nous n'avons pas interviewé que des personnalités de premier plan de la politique et du syndicalisme. Nous tenions aussi à savoir comment des militant(e)s de base ou des échelons intermédiaires considéraient leur propre expérience politique. Toutefois certains noms des personnes interviewées sont très connus au Brésil. C'est le cas, pour ne prendre que quelques exemples, du sénateur Eduardo Suplicy, des ex-dirigeants syndicaux Jair Meneguelli ou Vicentinho, des intellectuels Chico de Oliveira ou Frei Betto, ou encore des militantes Heloísa Helena ou Luciana Genro, toutes deux exclues du PT et devenues candidates à des élections présidentielles.

La majorité des pétistes ou ex-pétistes interviewé-e-s en tant que tel-le-s, ont été rencontré-e-s en août 2010 ; d'autres ont fait l'objet de rendez-vous à d'autres moments, dès avril 2007 pour l'une d'entre elles, ou en juillet 2012 ou bien encore entre avril et août 2014. Pour la grande majorité d'entre elles, les personnes interviewées sont des membres fondateurs du PT. La plus grande partie d'entre elles est encore au PT aujourd'hui, en tant que simples adhérents, militants, cadres ou dirigeants. D'autres l'ont quitté. Parmi ces derniers, certains sont restés sans parti, et d'autres ont fondé ou rejoint d'autres partis, en particulier le Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU) à partir de 1992, ou bien le Parti Socialisme et Liberté (PSoL) entre 2003 et 2005.

Cette enquête qualitative portant sur 36 personnes interviewées, permet de couvrir un large spectre syndical, politique et régional. Dans cet échantillon, on trouve :

- 7 syndicalistes ou ex-syndicalistes issus de différents secteurs économiques (métallurgie, cuir, textile, éducation, banque, santé, syndicalisme paysan).
- 4 militants issus de l'Eglise progressiste, dont l'un est un intellectuel très connu et d'autres ont beaucoup agi sur le terrain ; deux ont quitté le PT et l'un en a été très proche sans jamais y adhérer.
- 6 pétistes ou ex-pétistes d'origine étudiante et intellectuelle, certains étant devenus des élus du parti.
- 3 pétistes issus du mouvement paysan, dont le plus vieux fondateur encore en vie du PT
- 2 militantes féministes, dont l'une a assumé longtemps un rôle national dans le secteur femmes du PT.
- 8 militant-e-s issu-e-s de plusieurs des groupes de gauche qui ont participé au lancement du PT, de différentes origines et obédiences, et qui sont toujours pétistes.
- 6 voix dissidentes aussi, de militant-e-s ayant rompu avec le PT (du fait d'une exclusion ou en rompant sur la gauche de ce parti) : 2 sont aujourd'hui au PSTU, et 4 au PSoL

Certaines des personnes interrogées ont un profil qui permettrait de les placer dans au moins deux des catégories ci-dessus. En particulier, deux des syndicalistes concernés ont été, pendant un certain temps, membres d'une des organisations de gauche ayant intégré le PT, ce qui est aussi le cas d'une des deux féministes mentionnées plus haut. A l'inverse, une ancienne militante d'un groupe trotskyste a quitté ce courant qui a été exclu du PT, mais elle est restée au PT et y est devenue une militante syndicale active du secteur bancaire. Par ailleurs, deux des dissidents évoqués ci-dessus ont été longtemps des dirigeants nationaux d'une tendance de gauche du PT, avant de rompre avec celui-ci.

L'ensemble des 30 personnes interrogées (en 2014) en tant que syndicalistes ou ex-syndicalistes a été constitué dans un double souci : premièrement corriger ce qui nous semblait un biais dans notre échantillon original, à savoir la sous-représentation à la fois de

dirigeants et de militants syndicaux en même temps que la sous-représentation du courant majoritaire du PT, qui porte le nom d'*Articulação* ; deuxièmement découvrir ce que pensaient des syndicalistes du PT et de ses liens avec le mouvement syndical. A cette époque, nous pensions toujours consacrer une partie plus importante de notre étude au mouvement syndical et notre projet initial d'étudier le PT jusqu'à 2010 prévalait encore, au moins en partie. Il est intéressant d'observer l'échantillon des syndicalistes ou ex-syndicalistes interrogés ici, et de regarder comment ils se répartissent. Au moment de l'interview :

- 8 étaient des ex-syndicalistes et 22 étaient des syndicalistes en activité
- Sur cet ensemble de 30 interviews, la répartition par secteur professionnel d'origine était la suivante :

Secteurs d'origine	Syndicalistes actifs	Ex-syndicalistes	Total
Métallurgie	6	4	10
Bancaire	4	3	7
Pétrolier	3	0	3
Enseignement	2	1	3
Impôts	2	0	2
Pétrochimie	1	0	1
Construction civile	1	0	1
Fonction publique	1	0	1
Transports publics	1	0	1
Police civile	1	0	1
Total	22	8	30

Il nous semble que cette répartition est plutôt conforme à l'influence que ces différents secteurs professionnels ont ou ont eu dans le syndicaliste pétiste (dans la CUT). La représentativité de cet échantillon nous paraît donc assez bonne de ce point de vue.

- Nous n'avons pas procédé à une répartition précise de ces syndicalistes en fonction de leur positionnement politique ou de leur appartenance à un parti ou une tendance du PT, mais nous les avons regroupés en 3 catégories selon leur degré d'adhésion au PT (au gouvernement) et à sa politique. La répartition est la suivante.

	Syndicalistes actifs	Ex-syndicalistes	Total
Globalement satisfaits	12	4	16
Pas satisfaits sans être en rupture	4	3	7
En rupture avec le PT et/ou la CUT	6	1	7
Total	22	8	30

On peut penser qu'une très grande partie de la petite majorité des syndicalistes globalement satisfaits est proche de, ou influencée par les courants majoritaires du PT. Quant à ceux qui se disent insatisfaits des évolutions suivies par le PT et le syndicalisme de la CUT (à laquelle ils se rattachent toujours), on peut imaginer qu'une partie non négligeable de ceux-ci (syndicalistes ou ex-syndicalistes) est influencée par des courants de gauche du parti. Enfin les syndicalistes ou ex-syndicalistes en rupture soit ont arrêté de militer (au PT et/ou à la CUT), soit ont rejoint un syndicalisme qui se situe dans une opposition de gauche à la mouvance pétiste.

L'immense majorité des syndicalistes ou ex-syndicalistes interviewés appartenant ou ayant appartenu à deux secteurs clés du mouvement syndical pro-PT (la métallurgie et le secteur bancaire) défendent l'orientation du PT qui lui a permis de parvenir au pouvoir central. Il nous semble qu'il y a ici un élément de correction effectif par rapport à l'échantillon précédent.

Pour réaliser toutes ces interviews et l'ensemble de nos recherches de terrain (en particulier pour compiler et photographier les documents internes du PT) nous avons fait trois séjours au Brésil : au mois d'août 2010, au mois de juillet 2012 et quatre mois et demi (d'avril à août) en 2014.

- **Précisions sur le texte**

L'essentiel de notre matière première est donc en portugais. Nous avons eu le souci, tout au long de notre étude, de mettre à portée d'un lectorat francophone le fruit de nos entretiens et d'une documentation abondante qui n'existait jusqu'alors qu'en portugais. Il s'agit en premier lieu de nos interviews, mais aussi de textes émanant du PT ou de ses composantes, de contributions écrites et de propos de militants, et dans une moindre mesure de passages d'ouvrages (très majoritairement en portugais) de chercheurs (politistes, historiens, sociologues) qui travaillent sur ce parti. C'est pourquoi notre travail comprend beaucoup de citations, quelquefois assez longues. Au-delà de l'important travail de traduction que celles-ci ont occasionné, c'est aussi une façon de restituer la pensée pétiste et de partager toute la richesse des débats que le PT a connus et de la réflexion à laquelle il a convié les intellectuels. Nous espérons ainsi donner à lire un texte où s'expriment les multiples voix des acteurs de ce morceau d'histoire, venant étayer notre propos.

Le corps de notre texte comprend également une quarantaine de tableaux de diverses natures, et une douzaine de graphiques, de cartes et d'organigrammes. En particulier, des cartes du Brésil permettent de visualiser les résultats des quatre élections présidentielles auxquelles a participé Lula et trois organigrammes permettent de mieux se repérer dans la complexité de la gauche brésilienne et des tendances du PT. Tout ceci est référencé dans l'annexe 7. L'annexe 1 présente les personnes que nous avons interviewées, en précisant s'il s'agit de syndicalistes, en indiquant leur tendance éventuelle dans le PT et en résumant les éléments les plus saillants de leur parcours. D'autres annexes permettent de se familiariser avec le Brésil et sa vie politique. On trouvera ainsi en annexe 2 une table des régions et Etats de la fédération brésilienne. L'annexe 3 est un glossaire des principaux termes brésiliens utilisés dans cette étude, souvent bien difficiles à traduire. L'annexe 4 offre un tableau des sigles et abréviations utilisés, en quatre ensembles dissociés : sigles des

tendances, fractions, partis et fronts politiques ; organisations et regroupements de la société civile (syndicats, mouvements populaires, etc.) ; d'autres sigles (en particulier du domaine des institutions au Brésil) ; et enfin les sigles correspondant au jargon interne au PT. L'annexe 5 donne une chronologie année par année entre 1978 et 2002, en faisant ressortir à la fois la vie interne du PT et une sélection d'événements nationaux et internationaux dont il nous semble qu'ils ont pu avoir quelque impact sur le parti. La bibliographie figure en annexe 6.

Concernant notre regard sur le PT, nous avons fait nôtre une sorte d'adage de Pierre Goubert. Ce dernier écrivait dans sa célèbre *Initiation à l'histoire de France* : « A partir de cette date (il s'agit de 1848), il est patent que la sympathie de l'auteur va plus naturellement aux victimes qu'aux vainqueurs ; qu'on veuille bien l'en excuser ; il essaie cependant de rester honnête »<sup>78</sup>. Nous concernant, pour rester honnête, nous avons tenu à donner la parole à des militantes et des militants de très diverses obédiences, en tentant, en particulier, de respecter, dans notre échantillon d'interviewés, une certaine proportionnalité par rapport aux courants et composantes du parti. Notre sympathie embrasse toutes celles et ceux qui se sont lancés avec passion dans cette grande aventure du PT, originale par bien des côtés. Cette sympathie va plus encore à ces pétistes vaincus, à cette aile gauche du parti qui n'a pas accepté de renoncer à son idéal et à ses principes.

- Choix du plan

Nous avons opté pour un plan en cinq parties, les quatre premières suivant un ordre chronologique et une cinquième, analytique et diachronique, qui traite en profondeur des changements apportés au projet pétiste et au programme du parti. Pourquoi ce choix ?

D'abord la vie politique brésilienne en général et le PT en particulier étant des objets assez méconnus en France, il nous a semblé plus adapté, pour un lectorat potentiel peu initié, de procéder de façon chronologique pour raconter à partir de quoi le PT est né, comment il est né, et de quelle façon il s'est développé et transformé dans deux grandes périodes, schématiquement : les années 1980, puis la période des années 1990 et jusqu'à 2002. La partie 1 de cette étude plante le décor, montrant les conditions historiques d'émergence du PT. Les parties 2 à 4 sont constituées de chapitres qui s'attachent à restituer l'action et les débats du parti dans son environnement, et à faire apparaître les carrefours historiques dans lesquels il s'engage, à chaque étape. Enfin, la dernière partie analyse le chemin parcouru par le PT au plan de son programme et de son projet tel qu'il a été à quatre reprises présenté aux électeurs brésiliens.

Le plan est donc en partie chronologique, et en partie analytique. Outre la cinquième partie, son caractère analytique tient au fait que les parties – mise à part la première – se terminent par ce que nous appelons des « conclusions analytiques ». De quoi s'agit-il ?

Ces « conclusions analytiques » ne reprennent pas seulement les principales leçons de la partie où elles sont insérées, elles apportent des éclairages complémentaires. Ce sont, en quelque sorte, des petits chapitres intermédiaires qui permettent de mieux saisir, à chaque étape, le PT, à partir de plusieurs « fils à plomb », de plusieurs approches complémentaires entre elles. Le premier « fil à plomb » consiste à saisir, grâce aux apports de la science

---

<sup>78</sup> Pierre Goubert, « *Initiation à l'histoire de France* », Fayard-Tallandier, 1984, p. 323

politique et de la sociologie, comment évolue la nature du PT, entre sa naissance et 2002. Le second consiste à comprendre ce qui change, aussi, dans le mouvement syndical, dont le PT est en partie issu et avec lequel il entretient d'étroites relations. Le troisième revient à saisir le processus d'institutionnalisation du PT à travers ses progrès électoraux et à en mesurer les conséquences sur le parti lui-même. Le quatrième, c'est de procéder à une comparaison de la trajectoire pétiste avec celle de la social-démocratie européenne.

Chaque partie est constituée de trois chapitres et se termine donc (à part la partie 1) par deux ou plusieurs « gros plans » ainsi conçus.

La partie 2, qui présente l'émergence du PT, se conclut sur une analyse typologique du nouveau parti, sur une analyse de ses ressemblances et dissemblances avec la jeune social-démocratie européenne, ainsi qu'à une évaluation de ses forces et de ses faiblesses.

La partie 3 se finit sur une présentation des évolutions du syndicalisme brésilien dans les années 1980, sur une analyse de l'évolution de l'approche des élections et des institutions par le PT, et par une comparaison, sur ce point, avec le précédent social-démocrate.

La partie 4 traite des années 1990-2002 et se conclut sur une mise en parallèle d'un double processus d'institutionnalisation : celui de la CUT d'un côté ; celui du PT de l'autre. Et pour ce dernier, nous nous posons la question des conséquences de son institutionnalisation sur sa démarche et son fonctionnement.

La partie 5, enfin, se conclut par une analyse de la bureaucratisation du PT, en lien avec son institutionnalisation et sa professionnalisation. Ces dernières « conclusions analytiques » étudient la dépendance du parti par rapport à l'Etat, et elles reviennent sur la nature du PT à la fin de la période considérée, et sur le parallèle avec la social-démocratie européenne.

Cette approche se concrétise dans le plan sommaire suivant.

---

## 1<sup>ère</sup> partie : Avant le PT

- Chapitre 1 : Repères sur la gauche et le syndicalisme au Brésil
- Chapitre 2 : La dictature militaire au Brésil à partir de 1964
- Chapitre 3 : La gauche brésilienne sous la dictature
- Conclusion : Crise du régime et conditions d'émergence du PT

## 2<sup>e</sup> partie : L'émergence du PT

- Chapitre 4 : Le PT à la confluence de divers mouvements sociaux
- Chapitre 5 : Le PT, la gauche et les intellectuels
- Chapitre 6 : Du Mouvement pro-PT à la fondation du parti
- Conclusions analytiques : Le PT : un parti nouveau ? De quelle nature ?

### 3<sup>e</sup> partie : L'affirmation du PT comme opposition sociale et politique

Chapitre 7 : Les premiers pas du nouveau parti

Chapitre 8 : Le PT du milieu des années 1980 : Un parti d'opposition sociale et politique

Chapitre 9 : Le PT et la fin de l'ère Sarney

Conclusions analytiques : le PT entre mouvement social et institutions

### 4<sup>e</sup> partie : Le PT face à la vague néolibérale

Chapitre 10 : Crise ou mutation du PT ? (1990-1994)

Chapitre 11 : Fernando Henrique Cardoso - 8 années qui ont changé le cadre d'action du PT

Chapitre 12 : Le PT du « camp majoritaire » - mutations et débats (1995-2001)

Conclusions analytiques : PT – CUT : un double processus d'institutionnalisation

### 5<sup>e</sup> partie : Transformations du projet pétiste

Chapitre 13 : L'idéologie socialiste du PT de 1979 à 2002 – Analyse de l'évolution programmatique du parti

Chapitre 14 : Lula, 3 présidentielles perdues (1989, 1994, 1998)

Chapitre 15 : 2002, le grand tournant

Conclusions analytiques : bureaucratisation, institutionnalisation, professionnalisation

### Conclusion générale







---

## **Partie 1 – Avant le PT**

---

Dans cette première partie, il s'agira de « planter le décor » de l'apparition du Parti des Travailleurs. Nous traiterons, dans les chapitres 1 à 3, de trois ensembles d'éléments qui nous semblent indispensables à la bonne compréhension de ce que représente l'émergence de ce parti sur la scène politique brésilienne.

Le chapitre 1 traite de deux points. Il présente d'abord les grandes lignes et les moments forts de ce qu'a été l'histoire générale de la gauche brésilienne jusqu'au coup d'Etat de 1964, une histoire tumultueuse d'abord marquée par l'influence anarchiste, puis assez rapidement dominée par la présence du Parti communiste brésilien, domination qui, toutefois, entre en crise avant même ce coup d'Etat. Il étudie ensuite les spécificités du syndicalisme brésilien, liées en particulier aux choix faits par le président Getúlio Vargas et aux textes promulgués par son régime en matière de code du travail et de droit syndical.

Le chapitre 2 présente le contexte politique général dans lequel le PT va apparaître : celui de la dictature militaire instaurée par le coup d'Etat de 1964. Il s'agit d'abord de tenter de comprendre pourquoi la dictature se met en place, pour pouvoir ensuite saisir comment ce régime évolue, et entre graduellement en crise ; et de savoir, également, par quelles méthodes il s'imposait.

Le chapitre 3 étudie comment la gauche brésilienne s'est émiettée et repositionnée face à une répression impitoyable. Nous distinguerons quatre composantes principales au sein de cette gauche : les deux partis communistes; les groupes guérilléristes; les forces d'obédience trotskyste ; et finalement la gauche chrétienne, dont le rôle est très particulier et tout à fait fondamental pour comprendre la suite de l'histoire et la naissance du PT.

La présentation de ces trois éléments de contexte est indispensable à plus d'un titre. En particulier :

- La connaissance de l'histoire de la gauche politique, et principalement de la domination du Parti communiste brésilien, nous servira à comprendre à la fois en quoi le PT représente une rupture par rapport au cadre qui prévalait auparavant, mais également, que le nouveau parti ne part pas de zéro et reste marqué par des influences historiques.
- Sans la compréhension de ce qu'est le cadre syndical brésilien issu du varguisme, on ne peut pas saisir les spécificités du renouveau syndical débouchant sur l'émergence du PT.
- La connaissance de la dictature, sa logique, ses méthodes, ses contradictions et sa crise permet d'appréhender les conditions dans lesquelles surgit le PT
- Une présentation du paysage complexe de la gauche brésilienne sous la dictature est nécessaire pour repérer, au moment où le PT va entrer en scène, quelles sont les composantes politiques qui vont participer à la formation de ce dernier.



# Chapitre 1 : Repères sur la gauche et le syndicalisme au Brésil

---

Il s'agit dans ce premier chapitre de préciser le contexte politique et syndical historique du Brésil, duquel émergera finalement le PT.

En premier lieu, nous tenterons d'exposer les caractéristiques et les moments clés de ce qu'ont été la gauche et le mouvement ouvrier sur le plan politique avant l'apparition du PT, et avant même la dictature militaire installée en 1964. Cela nous permettra de saisir ensuite les liens de continuité et les éléments de rupture.

En second lieu, le PT étant d'abord né de la volonté de certains syndicalistes, nous nous pencherons sur les particularités du syndicalisme brésilien. Une structure syndicale très spécifique, liée à l'histoire du pays à partir des années 1930, a donné un cadre d'ensemble à l'engagement et à l'action de ces syndicalistes, cadre dont nous tenterons de restituer les éléments clés et les grandes lignes d'évolution.

## Section 1 : Gauche et partis du mouvement ouvrier avant 1964

L'histoire du mouvement ouvrier et des partis « de gauche »<sup>1</sup> qui lui sont liés<sup>2</sup> commence vers 1900, car l'industrialisation du Brésil se fait « à pas de tortue »<sup>3</sup>. La société brésilienne est très longtemps restée une société avant tout rurale. Le mouvement qui fait d'elle une société industrielle apparaît dans les années 1930, et ce mouvement s'accélérera par la suite. Mais ce n'est qu'en 1956 que pour la première fois, la production du secteur industriel dépasse en valeur celle de l'agriculture<sup>4</sup>. Il y a peu de grèves (et donc pas véritable organisation collective) avant le début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, et les débuts du mouvement ouvrier sont circonscrits à une fraction très limitée du territoire de cet immense pays. Notons d'emblée que schématiquement, cette histoire connaît trois grandes phases jusqu'au coup d'Etat de 1964 :

---

<sup>1</sup> Nous écrivons « de gauche » entre guillemets pour exprimer l'idée suivante : l'histoire du Brésil est marquée par l'existence d'un courant généralement qualifié de « populiste » et/ou de « travailliste » qu'il n'est, à notre avis, pas juste de qualifier comme étant « de gauche ». Ce courant n'est pas issu de la résistance des travailleurs à l'exploitation et à l'oppression, et à leur organisation consécutive en syndicats et partis politiques, mais de la volonté d'une partie des élites d'intégrer les travailleurs dans le jeu politique et social, en faisant des concessions matérielles tout en contrôlant sévèrement le mouvement des travailleurs et l'activité revendicative.

<sup>2</sup> Les développements qui suivent, concernant l'histoire du mouvement ouvrier brésilien, doivent beaucoup à deux ouvrages : celui d'Antônio OZAI DA SILVA, *História das tendências no Brasil (Origens, cisões e propostas)* – 2<sup>a</sup> edição (revisada e ampliada), São Paulo 1989 ; celui de Vito GIANNOTTI : *História das lutas dos trabalhadores no Brasil* – 3<sup>a</sup> edição (revista e ampliada), São Paulo, NPC Mauad X, 2007.

<sup>3</sup> Pour reprendre l'expression de V. GIANNOTTI (op.cit.2007 p. 50) qui précise qu'il y avait « dans le Brésil de 1900, approximativement 80.000 travailleurs urbains » (op.cit. p. 49).

<sup>4</sup> Selon F. de OLIVEIRA, *Crítica à razão dualista – o ornitorrinco*. São Paulo, Boitempo Editorial, 2003, p. 35.

<sup>5</sup> Même si la première grève organisée au Brésil sur laquelle il existe de la documentation remonte à 1858. Cf. V. GIANNOTTI (op.cit. 2007 p. 59).

- Une phase initiale qui dure jusqu'à la fondation du Parti communiste en 1922, phase marquée par une croissance du nombre d'ouvriers, principalement à São Paulo et à Rio de Janeiro, par le développement de l'organisation syndicale, et la domination du courant anarcho-syndicaliste ;
- Une longue phase, de 1922 à 1960, marquée par la domination très nette du PCB (Parti Communiste du Brésil), domination elle-même caractérisée par des fluctuations d'orientation et marquée par des scissions ;
- Une phase, dans les premières années de la décennie 1960, où l'on remarque une certaine forme de renouveau, avec l'émergence de nouvelles organisations politiques ; et marquée par la scission majeure du PCB entre « mao-staliniens »<sup>6</sup> et communistes pro-Moscou.

## 1°) Débuts du mouvement ouvrier et hégémonie anarcho-syndicaliste

La première phase est ponctuée par des grèves récurrentes autour d'une revendication centrale : la limitation de la durée journalière du travail à 8 heures. Les travailleurs se battent également pour l'augmentation des salaires et pour de meilleurs droits, à commencer par le droit de faire grève et d'être organisés en syndicats, droits déniés par un patronat et des élites gouvernementales très répressifs et qui ne connaissent que le rapport de forces pour faire évoluer la situation des travailleurs. Celle-ci est calamiteuse dans l'industrie qui se développe – essentiellement des petites industries<sup>7</sup> de consommation courante, notamment les industries alimentaires, les industries textiles<sup>8</sup> ; et les activités d'infrastructure comme celles des ports, etc. – avec des salaires souvent misérables, des durées de travail parfois hallucinantes (jusqu'à 16 heures par jour), même pour les femmes et les enfants, et des conditions de travail insalubres et souvent dangereuses, car rien n'est fait pour la protection des ouvriers. Dans la construction d'organisations syndicales au tout début du 20<sup>e</sup> siècle, deux dates marquent des acquis légaux : 1903 et 1907. Le premier décret sur les syndicats au Brésil est promulgué le 6 janvier 1903, permettant « *aux professionnels de l'agriculture et des industries rurales de former des syndicats pour la défense de leurs intérêts [...], un réveil timide de notre syndicalisme, encore strictement à la remorque du milieu rural, conséquence des activités qui, jusqu'alors, dominaient dans le pays* »<sup>9</sup>. C'est surtout le 5 janvier 1907 qui marque une date importante pour le mouvement ouvrier et syndical au Brésil. Selon José Calixto Ramos, c'est à partir de cette date qu'est instituée la légalité du syndicalisme brésilien. Venant compléter le décret précédent, celui de 1907 « *donnait la possibilité 'aux professionnels de professions similaires ou connexes, y compris à ceux des professions*

<sup>6</sup> La notion de « mao-stalinien » se réfère au double positionnement de ce courant, qui revendique à la fois l'héritage de Staline, et les positions politiques défendues par Mao-Tsé-Toung, sur les plans programmatiques et stratégiques, pour les mouvements ouvriers et paysans.

<sup>7</sup> Cf. Bartolomé BENNASSAR et Richard MARIN, *Histoire du Brésil 1500-2000*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2000, p. 324. Les auteurs, se basant aussi sur le recensement économique de 1920, insistent sur « *la franche expansion des industries de biens de consommation* » et donnent les chiffres de « *13 376 établissements industriels, dont seulement 482 ont plus de cent salariés et comptabilisent 275 000 ouvriers* » à cette date.

<sup>8</sup> Cf. Armelle ENDERS, *Nouvelle histoire du Brésil*, Paris, Chandeigne, 2008, p. 174-175. L'auteur donne quelques chiffres sur cette industrialisation, notamment dans la ville de São Paulo : « *En 1885, elle ne comptait que 13 filatures de coton, 1 de laine, 4 fonderies, 1 fabrique d'allumettes, quelques scieries. Dix ans plus tard le nombre de fabriques s'élève à 121. En 1907, le District fédéral [Rio de Janeiro à l'époque] et São Paulo concentrent à eux deux autour de 40% de la main d'œuvre industrielle du Brésil [...]. En 1920, le recensement montre que l'industrie pauliste (31% des établissements du Brésil, 30% des ouvriers) l'emporte désormais sur celle du district fédéral (12% des établissements, 20% des ouvriers)* ».

<sup>9</sup> José CALIXTO RAMOS, « *Estrutura sindical brasileira – Origem e evolução* », in José Reginaldo INÁCIO « *Sindicalismo no Brasil – Os 100 primeiros anos?* ». Belo Horizonte, Ed. Crisálida, 2007, p. 230.

*libérales, d'organiser des syndicats, ayant pour but l'étude, la défense et le développement des intérêts généraux de la profession et des intérêts professionnels de ses membres' »<sup>10</sup>. Selon Sebastião Soares, ce texte donne une « marque officielle, légale, au syndicalisme brésilien. Dans la loi, l'influence de la Doctrine sociale de l'Eglise est notoire, avec l'attribution aux syndicats d'un rôle de collaboration de classes et l'exhortation à la constitution d'entités syndicales dans l'esprit d'harmonie entre patrons et ouvriers' »<sup>11</sup>.*

Jusqu'à 1922, et en relation avec plusieurs vagues de grèves ouvrières, le mouvement ouvrier est essentiellement syndical – il est encore très peu question de constituer des partis – et il s'organise petit à petit. Il est divisé en trois grands courants :

- Un courant bureaucratique et conservateur, parfois qualifié de « travailliste », surtout fort dans la capitale, Rio à l'époque, assez marqué par le corporatisme (des marins, dockers, cheminots...), et qui ne vise pas à changer le système : il accepte tout à fait la propriété privée des moyens de production et l'existence du patronat, et vise à obtenir des améliorations de la condition des travailleurs dans ce cadre ;
- Un courant socialiste réformiste<sup>12</sup>, qui vise à sortir du capitalisme et à parvenir à une société socialiste dans le cadre de l'action parlementaire, et qui pour cela propose aux travailleurs de s'organiser dans un parti, dont l'activité est vue comme très largement parlementaire, destinée à prendre des places et à gagner du poids dans les institutions ;
- Un courant anarcho-syndicaliste (qu'on peut également qualifier de syndicaliste-révolutionnaire) qui refuse radicalement la propriété privée des moyens de production, veut abolir l'Etat et permettre aux travailleurs de prendre le pouvoir. Pour ce courant, il n'est pas possible d'y parvenir autrement que par une révolution, et la perspective stratégique est celle de la grève générale insurrectionnelle. Pour les militants syndicaux, il s'agit donc de préparer les travailleurs, dans les grèves courantes, à mener à bien ladite révolution.

C'est ce courant anarcho-syndicaliste qui, rapidement, devient le plus puissant<sup>13</sup>. La raison essentielle en est que la majorité de la classe ouvrière est constituée de travailleurs immigrés venant d'Italie, du Portugal et d'Espagne<sup>14</sup>, des pays de forte tradition anarchiste. En outre, les travailleurs en provenance de ces pays, n'ayant pas le droit de vote au Brésil et pouvant facilement en être expulsés, ne se sentent guère concernés par l'orientation parlementariste des socialistes réformistes.

L'influence anarcho-syndicaliste va culminer dans la grève générale qui touche São Paulo à partir du 10 juin 1917 – une année marquée par le chômage, la vie chère et une misère ouvrière croissante – alors que la répression gouvernementale est très forte contre les militants syndicaux qui font de l'agitation anti-guerre. Ce mouvement, qui exige la journée de 8 heures, de meilleurs salaires, les libertés syndicales et la libération des travailleurs arrêtés, dure plus d'un mois, São Paulo retrouvant son activité habituelle le 17 juillet. Les

---

<sup>10</sup> Idem.

<sup>11</sup> Sebastião SOARES, "Influências estrangeiras na formação do sindicalismo brasileiro", idem, p. 178.

<sup>12</sup> En définissant ici brièvement le réformisme comme un ensemble de conceptions et de pratiques qui vise le dépassement du capitalisme par une succession de réformes, de façon graduelle et en s'appuyant sur les institutions démocratiques de l'Etat existant, lequel est censé être transformé de l'intérieur pour parvenir au socialisme.

<sup>13</sup> BENNASSAR et MARIN (op.cit. p. 325) semblent opposer la situation de Rio et celle de São Paulo où, selon eux, « la lutte des classes est plus brutale », et où l'anarchisme « a trouvé sa terre d'élection ». Il sera intéressant de reprendre la comparaison entre les deux villes, beaucoup plus tard, lors de la naissance du PT.

<sup>14</sup> A. ENDERS explique (op. cit p. 173-174) qu'« entre 1887 et 1930, près de 4 millions d'immigrants entrent au Brésil, dont la moitié s'installe dans l'Etat de São Paulo. L'autre moitié se dirige principalement vers le district fédéral (Rio de Janeiro) et les Etats méridionaux, même si les grandes villes du nord, comme Salvador, Recife, Belém, Manaus, accueillent aussi des immigrés. Les Italiens représentent 35% des nouveaux arrivants, suivis par les Portugais (29%) ».

ouvriers – les premiers à entrer dans le mouvement étant ceux du secteur textile – vont vite se radicaliser, regroupés en un « comité de défense prolétarienne » clandestin qui pendant trois jours prend le contrôle de la ville. Le mouvement, qui a démarré avec l'assassinat d'un ouvrier anarchiste, est marqué par des affrontements violents avec la police, des mises à sac de magasins et d'entrepôts. Après des engagements gouvernementaux et patronaux, le mouvement s'arrête, et sera rapidement suivi d'une intense répression antisyndicale, en violation des accords passés. Mais cet épisode ouvre une période de forte ascension des grèves et les syndicalistes constatent une augmentation des adhésions, à São Paulo et à Rio principalement.

En 1917, la Révolution russe va être à l'origine d'une évolution du mouvement ouvrier au Brésil. Au départ, les anarcho-syndicalistes saluent chaleureusement cet événement et font l'éloge de Lénine et Trotsky. Dans les années qui suivent, le communisme libertaire brésilien<sup>15</sup> considère le bolchevisme comme une sorte d'alter-ego. Mais face aux développements ultérieurs (en particulier la lutte des bolcheviks contre les anarchistes), à partir de 1920, les anarcho-syndicalistes brésiliens commencent à se diviser : une partie reste libertaire et se détourne de plus en plus du communisme bolchevique, le critiquant de plus en plus violemment dans sa presse ; tandis qu'une autre partie évolue vers les positions de l'Internationale Communiste (IC). Cette évolution culmine avec la fondation du Parti Communiste du Brésil (le PCB, surnommé *partidão*) à Rio et à Niterói, du 25 au 27 mai 1922. C'est un groupuscule qui se crée, mais avec un programme bien défini et de forts liens internationaux : 9 délégués – seulement – y représentent 73 adeptes de l'IC et de ses 21 conditions d'adhésion.

## 2°) La gauche brésilienne sous la domination du *partidão*<sup>16</sup>.

Remarquons d'emblée trois limites à cette domination : d'abord, les forces du mouvement ouvrier organisé sont, pendant plusieurs décennies, très faibles, à la mesure du poids de la classe ouvrière dans un Brésil essentiellement agraire ; ensuite, pendant longtemps, le PCB est lui-même un petit parti confronté à la répression et agissant dans la clandestinité ; enfin l'influence de la droite catholique reste forte dans le mouvement syndical après la Première Guerre mondiale. Mais à partir de 1922, le courant anarcho-syndicaliste va être en perte de vitesse, et le PCB va progressivement asseoir sa position prépondérante à gauche. Il est important de noter que contrairement à ce qui s'est passé ailleurs (en Europe principalement), une des particularités du communisme brésilien réside dans le fait que la plupart de ses fondateurs et de ses premiers militants sont d'origine anarcho-syndicaliste et non pas sociale-démocrate, ce dernier courant politique représentant une minorité à la naissance et dans les premières années du PCB.

### a) Débuts du PCB et naissance du PSB

---

<sup>15</sup> Le communisme libertaire milite pour une révolution universelle, sociale, économique et culturelle. Il est basé sur l'abolition de la propriété et sur la mise en commun des moyens de production et des produits obtenus. Ce courant associe deux termes dont l'un, l'anarchisme, définit le mouvement libertaire qui veut la liberté politique pour les individus, et insiste sur des notions telles que le mandatement impératif, le fédéralisme, le rejet de l'État, la lutte contre toutes les formes d'oppression ; et l'autre, le communisme, partant de l'adage « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités » veut la liberté économique en partant des besoins des individus.

<sup>16</sup> Nom donné populairement au PCB. Le suffixe augmentatif 'ão' indique l'idée d'un grand parti. Un peu comme quand nous entendions dire, en France, « LE Parti », s'agissant du PCF.

C'est donc le PCB qui va devenir la force politique dominante à gauche. Certes, dans les années 1920, il n'atteindra jamais les 1 000 militants. Certes, tout au long de ces presque quatre décennies (jusqu'à 1960), il sera le plus souvent interdit et agira dans la clandestinité, ce qui limitera beaucoup ses possibilités d'intervention. Certes, il y aura des scissions, pour l'essentiel trotskystes, mais elles seront toujours minoritaires.

Certes, en 1925, il apparaît le Parti Socialiste Brésilien (PSB), un parti de type social-démocrate : celui-ci refuse le front unique qui lui est proposé par le PCB, et le PSB met l'accent sur le travail parlementaire, la bataille pour une réforme électorale, un salaire minimum, une éducation primaire libre et gratuite... Le PSB est considéré par le PCB comme le « parti de la petite bourgeoisie », et de fait, ce parti n'aura jamais une influence décisive sur la gauche et le mouvement ouvrier.

Les années qui suivent 1922 sont marquées au Brésil par le *tenentismo*<sup>17</sup>, un mouvement patriotique d'officiers, très hétérogène et à l'idéologie très confuse<sup>18</sup>, et ses deux soulèvements militaires<sup>19</sup>, avec surtout la « longue marche » de la *Coluna* (colonne) *Prestes*<sup>20</sup> de 1925 à 1927. Pour le PCB, la période est celle du front unique et de la politique du Bloc Ouvrier et Paysan (BOC) sous la houlette notamment de son secrétaire général, Astrogildo Pereira. Cette politique devient l'orientation du parti à partir de son 2<sup>e</sup> congrès, en 1925. En février 1927, elle permet au PCB de faire élire un député fédéral, et l'année suivante, deux conseillers municipaux à Rio. Il met en avant l'idée que « *la contradiction fondamentale de la société brésilienne [réside] dans la lutte entre le capitalisme agraire semi-féodal (soutenu par l'impérialisme anglais) et le capitalisme industriel moderne (soutenu par l'impérialisme américain)* »<sup>21</sup>. Le parti ne semble pas percevoir l'avancée rapide de la pénétration du capital impérialiste<sup>22</sup> dans le pays. Dans ce cadre, les soulèvements du *tenentismo* et le combat de la *Coluna Prestes* sont considérés par le PCB comme une émanation de la petite bourgeoisie, militaire et civile, contre la domination des agrariens, et en soutien à la bourgeoisie industrielle qui lutte pour le pouvoir politique.

Les rapports du PCB avec le *tenentismo* en général et avec Luis Carlos Prestes en particulier vont évoluer pendant plusieurs années. Dès la fin de 1927, le débat sur la possibilité d'une alliance avec la *Coluna Prestes* (réfugiée en Bolivie) a lieu dans le parti. Le

---

<sup>17</sup> Voir glossaire. BENNASSAR et MARIN écrivent à son sujet (op.cit. p. 330): « *les tenentes (« lieutenants ») se tiennent pour dépositaires du patriotisme et de la moralité en politique [...] Tel qu'il s'affirme, le tenentismo porte en lui l'exigence d'une double rupture, plus ou moins clairement perçue : avec les oligarchies dominantes, qui tiennent les rênes de la vie politique nationale, mais aussi avec la hiérarchie militaire qui, par l'exercice de mandats électifs et l'occupation de nombreux postes ministériels, participe également au système failli* ». Le mouvement est créé à l'initiative de jeunes officiers issus de la classe moyenne ou de milieux plus populaires encore. La doctrine est confuse, et au-delà de l'exigence du vote secret et de l'instruction obligatoire, les interprétations les plus contradictoires coexistent au sein du mouvement quant au contenu social des mesures à prendre.

<sup>18</sup> Certains de ces *tenentes*, comme Prestes, évolueront vers le communisme, d'autres rejoindront Vargas, et d'autres encore iront vers l'extrême-droite.

<sup>19</sup> Un premier soulèvement intervient le 5 juillet 1922, avec de la rébellion du fort de Copacabana. Puis, le 5 juillet 1924, jour anniversaire du premier soulèvement, « *une mutinerie de 3500 hommes entraînés par de jeunes officiers est déclenchée à São Paulo* » (BENNASSAR et MARIN, op. cit. p. 331).

<sup>20</sup> Longue marche militaire sur des dizaines de milliers de kilomètres, du *Sul* au *Nordeste* et au *Centro-Oeste* du Brésil, de plus de deux ans, et qui s'est finalement réfugiée en Bolivie en 1927. Du nom de son principal dirigeant militaire, Luis Carlos Prestes, qu'on surnommait « le Chevalier de l'Espérance », cette action voulait dénoncer la pauvreté de la population et l'exploitation de la population par les élites. Elle s'est affrontée militairement à l'armée régulière, à plusieurs reprises, et fréquemment à des attaques de bandes armées payées par de grands propriétaires fonciers.

<sup>21</sup> Cf. A. OZAI DA SILVA (op.cit. 1989 p. 44).

<sup>22</sup> Il s'agit ici de la pénétration (rapide) des rapports de production liés à l'introduction massive de capitaux étrangers, pour l'essentiel nord-américains.

PCB commencera par proposer cette alliance à Prestes, dirigeant déjà fameux de cette campagne militaire à travers le pays, dont les objectifs et les formes semblent malgré tout très confus aux yeux du parti. Cela ne fonctionnera pas. Après un séjour de ce dernier en Argentine, où il côtoie des dirigeants communistes, après des hauts et des bas dans les relations entre le « Chevalier de l'Espérance » et le PCB, en mars 1931, Prestes écrira une lettre ouverte annonçant sa rupture complète avec le *tenentismo* et son adhésion totale au PCB et à l'IC. Cette dernière prend alors en charge sa transformation en dirigeant communiste de premier plan. Il passe plusieurs années en URSS à travailler comme ingénieur et à étudier le marxisme-léninisme. En 1934, après l'avoir élu membre de sa commission exécutive, l'IC le fait rentrer dans le PCB. Il retourne dans son pays en août 1934, dans la clandestinité. Le but de Prestes – qui jouit toujours d'un très grand prestige au Brésil – était de retourner au Brésil pour y diriger une révolution armée. Il deviendra vite, dès lors, le principal leader charismatique du PCB.

### **b) La « 3<sup>e</sup> période »<sup>23</sup> de l'Internationale Communiste et le PCB**

Entretemps le changement de ligne imposé au PCB par l'IC et son bureau sud-américain s'est mis en place. La ligne « classe contre classe » de la « 3<sup>e</sup> période », avec sa composante en termes de « prolétarisation », souvent qualifiée d'ouvriérisme, a remplacé l'orientation antérieure, celle du BOC. Les socio-démocrates avec lesquels les partis communistes devaient précédemment s'allier deviennent les principaux ennemis des communistes. Le PCB, plutôt que de chercher des alliances avec les forces « petites bourgeoises », est chargé de mettre en place rapidement des *soviets*<sup>24</sup>. Les intellectuels sont désormais mal vus et doivent être remplacés par des ouvriers dans les directions. Le secrétaire général du PCB, l'intellectuel Astrogildo Pereira est ainsi destitué sans ménagement – on lui reproche un très mauvais bilan – et remplacé par Heitor Ferreira Lima, d'origine ouvrière et passé par l'Ecole Léniniste de Moscou dès janvier 1931. Il faut dire que les années 1928 à 1930 n'ont pas été bonnes pour le PCB :

- En février 1929, l'opposition syndicale – la fédération syndicale de Rio autour du dirigeant syndical Joaquim Barbosa – quitte le PCB en lui reprochant son attitude d'instrumentalisation du syndicat
- Première scission trotskyste : en 1929, le critique d'art et critique littéraire Mário Pedrosa adopte ouvertement les positions de l'Opposition de Gauche et quitte le parti avec sa cellule d'ouvriers imprimeurs *cariocas*, rejoints bientôt par une série d'autres intellectuels<sup>25</sup>. Ils fondent le Groupe Lénine, qui en janvier 1931 devient la LCI<sup>26</sup>

---

<sup>23</sup> Ce terme est celui utilisé par l'IC elle-même à la fin des années 1920. Trotsky a ironisé là-dessus en parlant de « troisième période d'erreurs de l'Internationale Communiste ». L'idée sous-jacente est qu'après la phase historique initiale de l'IC, caractérisée par une poussée révolutionnaire très forte un peu partout (la première période, donc), il y en a eu une deuxième, marquée par un recul des luttes sociales. Selon la direction stalinienne de l'IC, dès la fin des années 1920, la période est à nouveau révolutionnaire, et c'est pourquoi il faut rompre partout avec la social-démocratie et lancer des mots d'ordres très radicaux.

<sup>24</sup> Terme russe signifiant : « conseils ». Organismes d'auto-organisation représentant les ouvriers, les paysans et les soldats dans la Révolution russe.

<sup>25</sup> Parmi les intellectuels de la LCI autour de Pedrosa, on trouvait notamment le journaliste et enseignant Aristides Lobo, le journaliste et traducteur Lívio Xavier, et l'écrivain surréaliste français Benjamin Péret, beau-frère de Pedrosa.

<sup>26</sup> LCI : *Liga Comunista Internacionalista* (Ligue communiste internationaliste), qui représente l'Opposition de Gauche (trotskyste) au Brésil.



- Surtout, la crise politique brésilienne de 1929, qui voit les élites s'entre-déchirer, et son dénouement en 1930<sup>27</sup> se passent sans que le PCB n'ait à aucun moment prise sur les événements, sans même qu'il comprenne réellement ce qui se déroule<sup>28</sup>. Les élections de 1929 sont très mauvaises pour les candidats du BOC et du PCB : certes il subit la répression et on lui met des bâtons dans les roues, mais plus fondamentalement le « programme social » de Vargas et de l'Alliance Libérale<sup>29</sup> a siphonné les voix ouvrières. L'élite se déchire encore plus après la victoire des conservateurs paulistes traditionnels. Les accusations de fraude et les tensions croissantes débouchent sur un soulèvement militaire parti du *Sul* et qui renverse l'ancien régime, portant Vargas à la présidence et cela débouche sur une révolution politique. Le PCB ne pèse d'aucun poids dans les événements.

En 1932, on est encore en plein dans la « 3<sup>e</sup> période » de l'IC. En mai 1932, des grèves massives secouent São Paulo, organisées dans le cadre d'un comité de grève, et sévèrement réprimées par la police. Le comité central du PCB est démantelé. Mais le parti parvient à organiser une conférence nationale à Rio, qui élit l'imprimeur Duvittiano Ramos au poste de secrétaire général. A cette époque, l'anti-intellectualisme du PCB atteint des sommets, et le sectarisme et l'autoritarisme sont très forts dans le parti. A la fin de cette année, le PCB s'étant un peu réorganisé, c'est Domingo Brás qui est élu secrétaire général. Et le *partidão* se purge de dirigeants en disgrâce, à qui il fait des procès grandguignolesques très caractéristiques de la grande époque stalinienne : les anciens secrétaires généraux Astrogildo Pereira et Heitor Ferreira Lima, ainsi que Leôncio Basbaum, sont exclus du parti, accusés d'être des trotskystes et des agents de l'impérialisme !

### c) Le Front populaire antifasciste

Cette période connaît un fort développement de l'activité revendicative dans la classe ouvrière. Vargas a lancé le processus de mise en route d'une nouvelle constitution, qui sera adoptée le 15 juillet 1934, après des élections en 1933. Cette constitution est d'essence démocratique-libérale mais inclut des institutions corporatistes et un interventionnisme étatique dans les domaines économique et social. Juste avant cela a lieu un nouveau tournant de la ligne du PCB, initié à la suite des directives de Moscou : Antônio Maciel Bonfim, alias Miranda, devient secrétaire général du PCB, et la ligne officielle devient celle du « front populaire antifasciste ». Après la « troisième période », telle est la nouvelle orientation de l'IC qui se met en place à cette époque : la social-démocratie (qualifiée auparavant de « social-fascisme ») et de pire ennemi des communistes, devient l'alliée privilégiée, à laquelle il convient d'adjoindre des « éléments libéraux-bourgeois » pour

---

<sup>27</sup> Sur le pourquoi de la crise, il faut savoir que la république née en 1889, et dénommée, notamment par Barrassar et Marin (op.cit. p. 277 et suivantes) « La République des *fazendeiros* », est très clairement dirigée par les élites qui se partagent le pouvoir. La politique du « *café com leite* » (café au lait) est une sorte de règle tacite. C'est l'idée que deux Etats très influents se partagent le pouvoir exécutif au niveau de la fédération brésilienne : l'Etat de São Paulo (pour le café, principal produit d'exportation pendant de nombreuses années), et celui de Minas Gerais (pour le lait, car c'est une terre d'élevage). L'année 1929 voit la rupture de la tradition du *café com leite* qui voulait qu'à un Président *mineiro* succède un président *paulista* : le *mineiro* Artur Bernardes a gouverné le Brésil de 1922 à 1926, puis il a soutenu l'élection de son successeur pauliste Washington Luis. Mais ce dernier, au lieu de désigner comme successeur le gouverneur du Minas Gerais, Antônio Carlos – qui attendait son heure – choisit pour lui succéder un autre pauliste, Júlio Prestes. Ce dernier va donc chercher des soutiens ailleurs et contribuer à une alliance avec le gouverneur du Rio Grande do Sul, Getúlio Vargas. Il les obtient et Vargas se retrouve à la tête d'une coalition intitulée Alliance Libérale (AL).

<sup>28</sup> La formule explicative synthétique utilisée par V. GIANNOTTI est la suivante : « *La bourgeoisie industrielle veut une place plus importante* » (op. cit. 2007 p. 96).

<sup>29</sup> Ce programme contient notamment le projet d'un code du travail, avec des lois protégeant les travailleurs, une réforme électorale, la défense de la liberté d'expression et l'amnistie pour les révolutionnaires emprisonnés.

former, partout, les fronts populaires. C'est la même orientation de l'IC que l'on retrouve ailleurs, notamment en France à partir de 1934.

Au Brésil, ce front va revêtir des caractères très particuliers. Dans une conférence donnée lors du congrès des partis communistes latino-américains, Prestes et le PCB (avec le PC argentin) lancent la proposition d'organiser une insurrection populaire. Le contexte est celui d'un renforcement général des fascistes et nazis (en Allemagne, en Italie, et au Brésil aussi avec le fort développement des « Chemises Vertes » de l'AIB<sup>30</sup>). On voit donc le PCB changer complètement d'orientation : du repli sectaire, il passe à l'unité contre le fascisme, mais avec, en plus, le projet d'une insurrection, car pour lui, la situation est révolutionnaire. L'unité antifasciste est réalisée, en particulier, le 7 octobre 1934, lors d'une manifestation unitaire du PCB, des socialistes, des anarchistes et des trotskystes destinée à empêcher la manifestation intégraliste<sup>31</sup> dirigée contre les syndicats, sur la Place de la Cathédrale de São Paulo. Les heurts sont violents, mais l'unité est payante et l'extrême-droite est obligée d'abandonner ses projets.

La politique de front populaire inclut le soutien du PCB à la formation de l'ANL<sup>32</sup>, mais sans adhésion formelle. C'est un véritable mouvement de masse qui se développe à l'échelle nationale<sup>33</sup>, et dont les objectifs sont démocratiques, nationalistes et réformistes. Il s'agit de lutter contre le fascisme et l'impérialisme. Parmi les mesures du programme, on trouve l'arrêt du paiement de la dette extérieure et la nationalisation des entreprises à capitaux issus des pays impérialistes. L'ANL est lancée le 30 mars 1935, et Prestes est acclamé comme son président d'honneur. Le projet de gouvernement de l'ANL se situe dans le cadre du mode de production capitaliste. C'est la thèse stalinienne de la révolution par étapes qui s'exprime ici, avec l'idée que ce qui domine au Brésil et qu'il faut dépasser, c'est d'abord le féodalisme. La stratégie adoptée consiste à établir le pouvoir d'un « bloc des quatre classes » (le prolétariat, la paysannerie, la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie nationale). L'ANL obtient le soutien critique des anarchistes et des trotskystes, qui insistent sur la nécessité de l'indépendance du prolétariat au sein de l'ANL.

#### **d) L'*Intentona* communiste<sup>34</sup> et ses suites**

En juillet 1935, Prestes publie un manifeste qui appelle à l'insurrection contre Vargas et pour un gouvernement populaire national révolutionnaire, qui se termine par « Tout le pouvoir à l'ANL ! ». Quelques jours plus tard, le siège de l'ANL est fermé par le gouvernement qui a recours à la loi de sécurité nationale (LSN)<sup>35</sup>, récemment adoptée. L'ANL passe alors à la clandestinité, abandonnée toutefois par ses composantes modérées et périphériques. C'est essentiellement son noyau dur – le PCB – qui reste actif. En août 1935, lors du VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC, Prestes est élu membre du comité exécutif de celle-ci, lequel décide officiellement une ligne combinant le front populaire (comme c'est le cas de manière générale ailleurs dans le monde) et l'insurrection au Brésil. Cette dernière va

<sup>30</sup> AIB : *Aliança Integralista Brasileira*, Alliance Intégraliste brésilienne. Voir liste des sigles politiques.

<sup>31</sup> L'Action Intégraliste était un mouvement d'extrême-droite, inspiré du fascisme italien, très fort au Brésil dans les années 1930, et dirigé par Plinio Salgado.

<sup>32</sup> ALN : *Aliança Nacional Libertadora*, Alliance nationale libératrice. Voir liste des sigles politiques.

<sup>33</sup> BENNASSAR et MARIN (op.cit. p. 344) écrivent que ce mouvement est « *puissant dans le Rio Grande do Sul, l'Espírito Santo, le Pernambouc et le São Paulo [et] revendique 400 000 adhérents* », ce à quoi ils ajoutent qu'un « *effectif de 100 000 paraît toutefois plus proche de la réalité* ».

<sup>34</sup> Voir glossaire. '*Intentona*' signifie approximativement « grosse tentative ». C'est l'idée que l'ALN et PCB ont réellement tenté de prendre le pouvoir par les armes.

<sup>35</sup> Voir liste des sigles institutionnels.

finalement avoir lieu le 29 novembre 1935 et les jours suivants. A Natal (RN), des soldats et sous-officiers liés au PCB mais aussi au *tenentismo* prennent la ville avec l'aide de la Guarda Civil – récemment dissoute – et de secteurs populaires armés. Un gouvernement populaire révolutionnaire local est constitué. Parmi les premières mesures prises, les fonds du *Banco do Brasil* sont confisqués et distribués à la population, et les transports publics locaux deviennent gratuits. Mais cinq jours plus tard, l'insurrection est écrasée par des troupes venues d'Etats voisins. Les jours suivants voient une rébellion militaire à Recife et deux à Rio, mais toutes sont réprimées et échouent. La grève générale qui était prévue n'a pas lieu.

Les conséquences de cette insurrection manquée, restée dans l'histoire sous le nom d'*Intentona comunista* ne se font guère attendre. C'est le mouvement ouvrier tout entier qui subit la répression la plus brutale de son histoire. L'ANL est interdite et dissoute. Près de 20 000 personnes sont mises en prison, pas seulement des membres du PCB, mais aussi des socialistes, des trotskystes, des intellectuels, des soldats, des officiers, des individus considérés comme « suspects ». Beaucoup sont torturés<sup>36</sup>.

Les trotskystes critiquent la politique du PCB, faite à la fois d'alliance avec la bourgeoisie et d'un « putsch » considéré comme étranger au marxisme, car sans base prolétarienne. La répression qui s'abat sur la LCI la plonge dans de grandes difficultés de fonctionnement et provoque divergences et scission : en 1936 apparait le POL<sup>37</sup>, autour de Mário Pedrosa et de la majorité de la LCI, laquelle ne survit pas à la répression. Le POL, faible numériquement, disparaît lui aussi en 1937. En 1937, les anarchistes, déjà considérablement affaiblis eux aussi, subissent le coup de grâce du fait de l'intense répression étatique qui suit l'*Intentona*, et ils disparaissent presque totalement du pays en tant que courant organisé.

La répression intense qui s'attaque au mouvement ouvrier en 1935 et dans les années suivantes renforce paradoxalement le poids du *partidão* dans le mouvement syndical, car si d'un côté elle affaiblit ce parti, d'un autre côté elle parvient à détruire presque complètement les petits courants qui subsistaient à sa gauche. Si l'on peut parler de « gauchisme » du PCB dans le cas de l'*Intentona* (dans le sens d'une substitution de l'action du parti à l'activité des masses, largement absentes dans cet épisode), l'orientation stratégique de ce parti, en même temps, se situe dans le cadre du soutien à des fractions de la bourgeoisie. Pour les élections présidentielles prévues en 1938, le PCB se divise dès 1936 sur le soutien à apporter à l'un ou l'autre des candidats bourgeois<sup>38</sup>, avec des débats tendus et un vote finalement très serré, remis en cause par les minoritaires, et débouchant sur des exclusions<sup>39</sup>.

A cette époque, le POL rejette cette orientation et essaie d'intervenir pour que Prestes, malgré les critiques qu'il fait à ce dernier, se présente pour défendre les libertés démocratiques et les classes populaires. Certains trotskystes sont en désaccord et relancent

---

<sup>36</sup> Rien qu'à Rio de Janeiro, le site *Hoje na História* évoque la torture de « certaines de militants » Source : <http://www.jblog.com.br/hojenahistoria.php?itemid=10665>.

<sup>37</sup> POL : *Partido Operário Leninista* (Parti ouvrier léniniste) – voir liste des sigles politiques.

<sup>38</sup> D'un côté, José América ; de l'autre Armando Sales, ex-gouverneur de São Paulo, président du parti constitutionnaliste.

<sup>39</sup> C'est la deuxième scission du PCB. Les membres exclus suivent Hermínio Sachetta lorsque celui-ci rompt avec le secrétariat national. Les scissionnistes ont le contrôle d'une partie de l'appareil (notamment parce que Sachetta est rédacteur de l'organe officiel du PCB, « *A Classe Operária* ». Ce sont six comités régionaux du parti qui s'en vont, et qui en 1943 participeront à la section brésilienne de la IV Internationale (sous la direction du SWP américain), sous le nom de PSR.

la LCI. En août 1939, le rapprochement entre Pedrosa et une partie des exclus du PCB – les autres refusant tout rapprochement avec des trotskystes – débouchera sur la formation du PSR<sup>40</sup>.

#### **e) Le PCB sous l'Estado Novo**

Mais finalement, les élections n'ont pas lieu. En 1937, un officier d'extrême-droite, membre de l'Action Intégraliste, produit un faux document grossier et le fait remonter au ministre de la Défense de Vargas, le Général Dutra. Le vaste « Plan Cohen », monté de toute pièce, d'organisation d'une pseudo-insurrection communiste, donne lieu à une nouvelle vague de répression anti-communiste (intense entre 1937 et 1940) et sert de prétexte pour dissoudre le parlement et pour suspendre les élections. C'est le début de l'*Estado Novo*, avec une constitution qui s'inspire du fascisme italien. Le PCB est presque intégralement démantelé. Ses dirigeants sont déportés dans l'archipel nordestin de Fernando de Noronha.

C'est dans ce contexte qu'est signé le Pacte germano-soviétique, créant la plus grande confusion à la base du PCB, dont certains militants et sympathisants, entre 1939 et 1941, font, comme l'indique L. Basbaum, ancien dirigeant communiste déjà exclu du parti, « *de la propagande contre les Alliés et en faveur de l'Allemagne, participant, consciemment ou non, à la 5<sup>e</sup> Colonne allemande... Certains intellectuels en sont même venus à travailler dans la presse allemande et à recevoir des subsides de l'Ambassade* »<sup>41</sup>. Mais en août 1941, l'Allemagne attaquant l'URSS, le parti fait un tournant à 180 degrés, défend l'URSS et déclare l'Allemagne « ennemi principal ». Le mot d'ordre du PCB est : tous unis contre le nazisme et le fascisme. Il participe à la Ligue de Défense Nationale, qui se forme à cette époque, et qui regroupe également des libéraux, des militaires et des oligarques d'opposition, et même des membres du gouvernement Vargas. Ce front fait campagne pour que le gouvernement Vargas entre en guerre contre l'Allemagne. C'est ce qui arrive en janvier 1942.

A partir de ce moment, le PCB commence à discuter d'une politique d'union nationale autour de Vargas et contre le fascisme. Mais à sa 2<sup>e</sup> Conférence nationale en août 1943<sup>42</sup>, le PCB toujours clandestin voit trois positions en son sein : celle défendant une politique d'union nationale autour de Vargas et contre l'ennemi extérieur ; celle qui donne priorité à la lutte contre Vargas ; celle qui prône non seulement l'union avec Vargas mais aussi la dissolution du PCB à l'intérieur d'une vaste force antifasciste. C'est la première position qui l'emporte, et c'est Prestes, encore en prison, qui est élu secrétaire général pour la défendre au sommet du parti.

#### **f) Légalisation du PCB : vers un parti de masses**

A la fin de la II<sup>e</sup> Guerre Mondiale, la politique défendue par Staline, de coexistence pacifique, est reprise par le PCB. La répression anticommuniste diminue un peu partout, et au Brésil aussi. Après une vaste campagne pour l'amnistie, tous les prisonniers politiques

---

<sup>40</sup> PSR : *Partido Socialista Revolucionário*, Parti Socialiste Révolutionnaire, section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale. Voir liste des sigles politiques.

<sup>41</sup> A. OZAI DA SILVA (op.cit. 1989 p. 68).

<sup>42</sup> On peut s'étonner qu'en plus de vingt ans d'existence, le PCB n'ait réalisé que deux conférences nationales. Mais cela s'explique par, au moins, trois facteurs : d'abord l'immensité du pays, qui rend difficile l'organisation de réunions à cette échelle ; ensuite, la clandestinité dans laquelle a vécu le PCB ; et enfin le fonctionnement très vertical et autoritaire de ce parti, particulièrement depuis la période stalinienne.

sont libérés, y compris Prestes, et en avril 1945 le PCB est légalisé. Son programme, à cette époque, est extrêmement modéré. Se voulant partie prenante de la grande alliance antifasciste, le PCB accorde son soutien à Vargas. Prestes lui-même explique la ligne : « *le programme d'Union Nationale doit être implanté de manière progressive, pacifique, dans le cadre de la loi et de l'ordre, par une vaste alliance à laquelle doivent participer ouvriers et patrons progressistes, paysans et fazendeiros démocratiques, intellectuels et militaires* »<sup>43</sup>. Plus question d'exproprier les latifundia, dès lors qu'elles sont « *exploitées avec des méthodes modernes* ». Quand aux entreprises basées dans les pays capitalistes développés, selon Prestes, « *le capital étranger peut être, après les décisions historiques prises à Téhéran et en Crimée, un des éléments collaborant le plus efficacement au progrès et à la prospérité des peuples les plus arriérés* »<sup>44</sup>, car pour lui, « *l'impérialisme est moribond et le capital étranger perd ses caractéristiques les plus réactionnaires* ». Dans cette période de légalité, les effectifs du PCB et le nombre de ses sympathisants augmentent d'une façon impressionnante. Pour certains, le *partidão* devient un parti de masses, pour d'autres il y parvient presque. Mais en ouvrant ses portes, le parti se dilue idéologiquement, et des carriéristes, des arrivistes politiques assez nombreux, entourés de petites cours, deviennent parfois des dirigeants du parti. Quant à la composition sociale du PCB, Naiara Dal Molin note : « *même s'il a réussi, [...] à partir de 1945, à recruter un nombre relativement grand de militants ouvriers, parvenant ainsi à influencer le mouvement syndical – [il] a trouvé un nombre d'adeptes plus important dans la classe moyenne, au contraire de l'anarchisme. Par la composition sociale de ses cadres, il a plus été un parti de l'intelligentsia des classes moyennes urbaines que du prolétariat* »<sup>45</sup>.

A cette période, Vargas manœuvre pour garder le pouvoir, notamment en instrumentalisant deux partis : d'un côté le PSD<sup>46</sup> a pour mission d'assumer les postes clés du gouvernement ; de l'autre, le PTB (Parti Travailleiste Brésilien)<sup>47</sup> formé par des dirigeants syndicaux varguistes et des fonctionnaires du ministère du Travail est censé « représenter » les travailleurs. Il s'agit bien sûr d'une manipulation de la participation populaire. Malgré cela, le PCB s'allie au PTB pour garder Vargas au pouvoir. C'est la période du « queremismo »<sup>48</sup> de soutien proclamé à Vargas, au cours de laquelle les mots d'ordre du PCB sont notamment « Une Constituante avec Vargas », et « Nous aimons, nous voulons Getúlio ». Le 29 octobre 1945, un coup d'Etat est organisé par des dirigeants de l'Armée et par l'UDN, parti d'opposition. Il conduit à la démission de Vargas. A cette occasion, le PCB dit encore du gouvernement Vargas : « *ce qui est de l'intérêt du peuple, c'est la consolidation de notre gouvernement* »<sup>49</sup>. Lors de l'élection présidentielle qui suit, c'est le Général Dutra, finalement soutenu par Vargas, qui est élu. Au lieu de présenter Prestes, très connu et populaire, le PCB soutient la candidature d'un quasi-inconnu, Yedo Fiuza<sup>50</sup>, cherchant à éviter une rupture de la politique d'Union Nationale. Celle-ci fait partie des crédos de l'époque, tout comme la coexistence pacifique. Dans ce cadre, le PCB appelle même les travailleurs à se serrer la

<sup>43</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 70). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>44</sup> Idem, p. 71.

<sup>45</sup> Naiara DAL MOLIN – Dissertação apresentada ao Programa de Pós-graduação da UFRGS - « *Sindicato e Estado no Brasil – o sindicalismo no período populista e o Novo Sindicalismo* », Porto Alegre, 2005, p. 22.

<sup>46</sup> Voir liste des sigles des partis.

<sup>47</sup> Idem.

<sup>48</sup> « *queremismo* » en portugais. Cette expression vient du verbe portugais « *querer* ». « *Queremos* » signifie à la fois « nous voulons » et « nous aimons ». Le « *queremismo* », c'est le mouvement populaire de l'immédiat après-guerre qui affirme aimer Vargas et vouloir le garder au pouvoir.

<sup>49</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 72).

<sup>50</sup> Inconnu au plan national, il avait été maire d'une ville moyenne, Pétrópolis (RJ) et n'était pas membre du PCB.

ceinture. Une partie de ces derniers rejette cette ligne et les militants du PCB sont parfois pris pour cibles par ceux que le parti est censé représenter<sup>51</sup>. Il est peu étonnant qu'avec une telle orientation, le PCB cherche à se protéger des avancées éventuelles d'organisations situées à sa gauche : alors qu'il est encore un parti légal, et qu'il compte environ 200 000 adhérents en 1947, il craint d'être débordé sur sa gauche. C'est dans ce cadre que le PCB interdit à ses membres – au moyen de l'article 13 de ses statuts – d'avoir des amis ou des relations trotskystes, voire même de converser avec des trotskystes.

A cette époque, lesdits trotskystes sont d'ailleurs divisés. D'un côté, le PSR ; de l'autre l'hebdomadaire *Vanguarda Socialista*, avec Mário Pedrosa et autres anciens dissidents du POL. Au moment de la Constituante de 1946, le PSR insiste sur la nécessité de l'indépendance des travailleurs et s'oppose au MUT<sup>52</sup> et au PCB, qui certes parlent d'indépendance des syndicats par rapport au gouvernement, mais qui n'exigent pas une rupture des syndicats par rapport à l'Etat et ne s'opposent ni à la structure syndicale corporatiste héritée de l'*Estado Novo*, ni à l'impôt syndical<sup>53</sup>, etc. Toutefois le PSR va bientôt rompre avec la IV<sup>e</sup> Internationale, avant, finalement, de disparaître.

### **g) Le PCB interdit à nouveau**

En 1947, commence la Guerre Froide, et une vaste offensive politique et idéologique, dans les pays occidentaux, contre les partis communistes. Le Brésil n'y échappe pas, et le gouvernement Dutra décide de rendre illégal le PCB, qui jusqu'alors soutenait ce gouvernement. Ce dernier devient, du coup, un « *gouvernement de trahison nationale au service de l'impérialisme* » aux yeux du PCB<sup>54</sup>, qui voit ses députés et son sénateur (Prestes) démis de leurs mandats, ses locaux et journaux fermés. Ce n'est qu'en 1949 que Prestes fait une autocritique de la ligne d'Union nationale du PCB<sup>55</sup>, en expliquant que ce dernier croyait, à tort, éviter des putschs réactionnaires en adoptant cette orientation<sup>56</sup>. Il déclare : « *Nous avons remplacé la lutte des classes par la collaboration de classes* »<sup>57</sup>. En 1950, le PCB sort son « Manifeste d'août », confirmant le virage vers la gauche de l'année précédente. Il propose un front démocratique de libération nationale, devant tout de suite prendre le pouvoir par l'intermédiaire d'une armée de libération nationale. Mais le PCB garde toujours une orientation d'union nationale, en recherchant un accord avec la « *bourgeoisie nationale* », et contre le régime. Son objectif est un gouvernement qui soit le « *représentant légitime de toutes les classes et couches sociales, de tous les secteurs de la population du pays qui participeraient de fait à la lutte révolutionnaire pour la libération nationale du joug de l'impérialisme, sous la direction du prolétariat* ». Les grèves économiques – essentiellement salariales – se multiplient. Le PCB, dans ce contexte, les soutient, en cherchant à créer des structures parallèles aux syndicats officiels.

### **h) Le PCB et le retour de Vargas**

---

<sup>51</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 72) cite le cas d'une entreprise textile, Crespi, où les militants du PCB ont dû prendre la fuite face à la colère des ouvriers.

<sup>52</sup> MUT, *Movimento de Unificação dos Trabalhadores*, Mouvement d'Unification des Travailleurs, créé en avril 1945 et dirigé par le PCB.

<sup>53</sup> Nous présenterons ces questions d'une façon plus détaillée un peu plus loin.

<sup>54</sup> Cf A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 73).

<sup>55</sup> Après la poussée rapide du PCB de 1945 à 1946, il est politiquement nécessaire, aux yeux de Prestes et de la direction du PCB, d'expliquer le brutal retour en arrière auquel sont soumis le PCB et ses militants.

<sup>56</sup> A. ENDERS (op.cit. p. 197) observe qu'après 1947, « *l'électorat communiste se reporte alors principalement sur le PTB qui prépare le retour de Vargas aux affaires* ».

<sup>57</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 73). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

En novembre 1950 se tient une nouvelle élection présidentielle, et cette fois le PCB appelle au vote blanc. C'est Vargas qui est élu, sur un programme qui se veut « anti-impérialiste », une volonté d'industrialisation, et des promesses de justice sociale et de libertés syndicales. Pour obtenir le soutien des travailleurs, Vargas augmente de 100% le salaire minimum. Mais les salaires étaient gelés depuis 1947 et cette augmentation ne compense pas la hausse des prix. En fait, Vargas établit un jeu de balance entre la gauche et la droite (notamment, il réserve un ministère à l'UDN). Mais il mécontente progressivement les deux côtés. Les grèves ouvrières se multiplient : elles se comptent par centaines en 1951-52, pour les salaires, le gel des prix, les conditions de travail, le 13<sup>e</sup> mois. Certaines, pendant ces deux années, atteignent de vastes proportions : celle des banques à Recife, celles des métallos et des cheminots à São Paulo, celle des ouvriers à Recife encore. En 1953, la Grève des 300 000, une grève générale (inter-catégorielle, regroupant notamment les métallurgistes, le secteur textile, celui du verre, les imprimeurs) paralyse tout l'Etat pauliste pendant près d'un mois. Elle est organisée en dehors des appareils syndicaux, par le biais de comités de grève par branches, de comités d'usines, puis d'une « intersyndicale » *ad hoc*, représentant les secteurs en grève, à la base. La grève est décrétée illégale<sup>58</sup>, mais les travailleurs poursuivent leur mouvement et obtiennent des augmentations, et la libération des grévistes emprisonnés. Inspirés par l'exemple de la Grève des 300 000, la même année, ce sont 100 000 marins qui font grève dans le São Paulo, à Rio et à Belém<sup>59</sup>. Les grèves pour le doublement des salaires se multiplient.

Le PCB, dans ce contexte, affiche une ligne d'opposition au gouvernement Vargas, qu'il voit comme un agent de l'impérialisme américain. Il s'oppose à l'accord d'assistance militaire pro-occidental signé en 1952 entre le Brésil et les Etats-Unis. Mais en réalité, Vargas a une politique plutôt nationaliste, avec notamment la préservation de secteurs stratégiques dans le cadre de la propriété d'Etat – c'est ainsi qu'est fondée la Petrobrás – ou de capitaux brésiliens. Cela n'empêche pas le PCB de préconiser une alliance avec la bourgeoisie nationale contre Vargas, en qui il voit l'agent de l'impérialisme.

C'est en 1952-53 que se met en place le POR<sup>60</sup>, une organisation trotskyste qui va exister et bénéficier d'une certaine influence jusque sous la dictature militaire, en 1966. Dans le cadre du Bureau latino-américain de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>61</sup>, un dirigeant trotskyste argentin d'origine ouvrière, J. Posadas, voyage dans plusieurs pays et parvient à influencer des militants brésiliens d'obédience trotskyste ainsi que d'autres qui quittent le PCB, désorientés par la politique de ce parti.

L'année 1954 voit la poursuite du mouvement gréviste, avec des grèves massives, parfois généralisées, et très souvent pour obtenir les 100% d'augmentation salariale que Vargas avait, dans un premier temps, acceptés. Ce dernier, qui veut continuer à concilier des intérêts antagonistes, est attaqué à la fois sur sa droite – qui ne supporte pas ses accointances avec le peuple, son ministre du Travail João Goulart et l'acceptation de 100%

---

<sup>58</sup> Sur la base d'un texte antigrève, le décret-loi 9070 du 15 mars 1946.

<sup>59</sup> A cette vague de grèves, Vargas réagit en nommant le président du PTB, João Goulart, au ministère du Travail. Ce dernier satisfait beaucoup de revendications. Et il propose une augmentation de 100% du salaire minimum. Vargas, au début, y est favorable, mais la colère de la droite est telle qu'il cède : il congédie Goulart, et n'accordera finalement que 42% d'augmentation.

<sup>60</sup> POR : *Partido Operário Revolucionário* (Parti Ouvrier Révolutionnaire). Voir liste des sigles politiques.

<sup>61</sup> La IV<sup>e</sup> Internationale scissionne à cette époque, et l'une des deux fractions, autour du Secrétariat International, est dirigée par Michel Raptis, dit Pablo. C'est à cette branche de l'Internationale que se rattache le Bureau latino-américain et le courant de Posadas.

d'augmentation de salaires – et sur sa gauche, où on le pousse à rompre plus clairement avec les élites privilégiées du pays. De plus en plus isolé dans les sphères de la politique institutionnelle et parmi l'élite, il se suicide le 24 août 1954, rédigeant sa lettre testamentaire qui l'explique comme un geste politique.

### **i) Recherche d'une alliance avec le nationalisme varguiste**

Le suicide de Vargas et la lettre qui l'accompagne, accusant ses adversaires, causent un immense émoi dans le pays, et mettent dans la rue ses très nombreux supporters, souvent issus de milieux très populaires. Ceux-ci s'en prennent aux adversaires de Vargas, dont le PCB<sup>62</sup>. Ce dernier ne comprend guère cette réaction populaire, mais va changer complètement d'orientation, en cherchant des alliances avec les nationalistes varguistes. Une transition politique se met en place, avec le vice-président Café Filho, qui remplace Vargas jusqu'à l'élection présidentielle suivante, favorise les investissements étrangers<sup>63</sup>, attaque le pouvoir d'achat des salaires et réprime le mouvement ouvrier.

Le PCB tient son 4<sup>e</sup> Congrès en 1954, au cours duquel il réaffirme sa conception de la révolution par étapes, avec l'idée que l'étape historique en cours est celle d'une « *révolution démocratique-populaire, d'essence anti-impérialiste et antiféodale* »<sup>64</sup> et où il proclame, encore et toujours, sa volonté d'alliance avec la « bourgeoisie nationale ». C'est dans ce cadre que le PCB soutient la candidature de Juscelino Kubitschek à la présidence et de João Goulart à la vice-présidence aux élections d'octobre 1955. Ceux-ci sont élus, mais le pays traverse une tentative de coup d'Etat neutralisée par le ministre de la Guerre, le général Lott<sup>65</sup>. La présidence de Kubitschek qui commence en janvier 1956 initie la période de la politique « développementiste » qui engendre une forte dépendance économique, financière et politique par rapport aux capitaux étrangers.

### **j) La « déstalinisation »**

Le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, marqué par la dénonciation par Khrouchtchev des « crimes de Staline » et du « culte de la personnalité » dont il faisait l'objet, ainsi que les polémiques qui suivent l'envoi des chars soviétiques en Hongrie en cette même année 1956, laissent le PCB dans un état de perplexité et de malaise qui débouche, presque huit mois après les révélations de Khrouchtchev, sur une période de débats internes, de questionnements, d'analyses. Le *partidão* est déboussolé<sup>66</sup>. En fait, le rapport Khrouchtchev, avec ses implications, le divise, et pour ne pas faire apparaître publiquement ces divisions, le débat s'arrête. En avril 1957, son comité central publie une résolution visant à faire taire les critiques, en condamnant les « *attitudes qui conduisent à affaiblir le prestige et l'autorité du*

---

<sup>62</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 77) cite le cas du journal du PCB dans le Rio Grande do Sul, attaqué par la foule.

<sup>63</sup> C'est de cette époque que datent les premières politiques d'incitation aux investissements étrangers et le début de la grande industrie automobile sur le territoire brésilien.

<sup>64</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 77).

<sup>65</sup> Une tentative de putsch à la tête de laquelle on trouve notamment le président de la Chambre des Députés, Carlos Luz, et le leader de la droite Carlos Lacerda, est déjouée par Lott, qui, écrit A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 78) « *mobilise le commandement de l'Armée à Rio, occupe bâtiments publics, stations de radio et siège des journaux, et encercler les bases aériennes et navales impliquées* » dans la tentative de putsch. Le contre-coup d'Etat réussit. A cette occasion, l'Armée était divisée, ce qui a permis cette issue.

<sup>66</sup> Si le PCB reconnaît, d'un côté, « *de graves erreurs, des injustices sérieuses, des violations contre la légalité socialiste et des abus contre certaines minorités nationales* », de l'autre, il condamne « *l'attaque furieuse de la réaction et de tout le monde capitaliste* » contre l'URSS et son peuple, ayant rendu plus difficiles les conditions de survie de ce pays. Cf. A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 79).



*parti* »<sup>67</sup>. Les militants et dirigeants du PCB se répartissent entre trois positions : ceux qui donnent raison à Khrouchtchev et soutiennent le nouveau cours du PCUS ; ceux qui considèrent ce dernier comme « révisionniste » et célèbrent toujours le « grand Staline » ; et ceux qui comme Agildo Barata en arrivent à radicalement remettre en cause l'organisation interne du PCB et les problèmes qu'elle pose en termes de démocratie.

C'est contre ces derniers que la résolution du comité central d'avril 1957 est publiée. Un semblant d'unité est obtenu, pendant un certain temps, entre les deux premiers courants contre ce qu'on a appelé « l'agildisme »<sup>68</sup>. Mais une fois ce courant parti du PCB, dans la lutte interne opposant les deux autres courants, c'est le courant pro-Moscou qui l'emporte et qui éloigne de la commission exécutive les staliniens convaincus. Comme pour enfoncer le clou, une déclaration politique du PCB en mars 1958 vient rappeler les principes de la révolution par étapes, et affirme que « *la révolution au Brésil n'est pas socialiste, mais antiféodale, nationale et démocratique* »<sup>69</sup>. Si le PCB reconnaît qu'il existe une contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, il explique toutefois : « *cette contradiction n'exige pas une solution radicale à l'étape actuelle. Dans les conditions présentes de notre pays, le développement capitaliste correspond aux intérêts du prolétariat et de tout le peuple* ». La déclaration de mars met aussi l'accent sur la « *voie pacifique de la révolution brésilienne (...) par la pression pacifique des masses populaires et de tous les courants nationalistes, au parlement et en dehors de celui-ci* ». Et elle appelle au front unique pour un « *gouvernement nationaliste et démocratique* ».

### **k) Le PCB, le travaillisme et la révolution nationale-démocratique**

Le PCB adopte une position de soutien conditionnel au gouvernement de Kubitschek, distinguant deux ailes dans celui-ci : une aile patriotique, démocratique et progressiste ; et une aile rétrograde. Le PCB veut démasquer et combattre les courants réactionnaires et pro-impérialistes qui occupent des postes importants au gouvernement. Ce dernier, au nom du développementisme, ouvre toujours plus grand les portes du Brésil au capital étranger (sous diverses formes d'incitations, notamment d'exemptions fiscales et sociales, en plus du bas coût de la main d'œuvre), et ce faisant, il rend le pays toujours plus dépendant. Les années Kubitschek sont des années assez calmes sur le plan politique et social, mais à la fin de son mandat, la conflictualité sociale se manifeste à nouveau, du fait notamment de l'inflation qui repart à la hausse en 1959 et pèse sur le pouvoir d'achat. Les grèves pour le salaire se multiplient en 1959 et 1960, ayant tendance à se généraliser<sup>70</sup>. C'est dans ce cadre que le PCB, lors du 3<sup>e</sup> congrès syndical national de l'histoire du pays, s'allie avec l'aile gauche nationaliste du PTB et y est majoritaire.

Le 5<sup>e</sup> Congrès du PCB a lieu en 1960 et prolonge la résolution de mars 1958. Cette orientation est majoritaire à la base et consacre la défaite des dirigeants les plus attachés aux traditions staliniennes. Le PCB renouvelle son appel à la « bourgeoisie nationale », en qui il voit toujours un « *potentiel révolutionnaire et une force capable de s'opposer à la*

---

<sup>67</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 79).

<sup>68</sup> Agildo Barata quitte le PCB avec son groupe, essentiellement la majorité de la commission syndicale du parti, et ils forment le Courant Rénovateur du Mouvement Marxiste Brésilien, qui ne parviendra pas à se constituer en parti politique mais aura, pour certains membres en tout cas, une influence syndicale avec le Mouvement Syndical Rénovateur.

<sup>69</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 80-81). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>70</sup> Avec notamment une grève générale dans le Rio Grande do Sul, une grève de 300 000 métallurgistes et imprimeurs à São Paulo, une grève victorieuse de 400 000 marins, dockers et cheminots et autres salariés des transports.

*domination impérialiste* »<sup>71</sup>, même s'il admet qu'une partie de cette bourgeoisie brésilienne est *entreguista*<sup>72</sup>, c'est-à-dire disposée à abandonner les richesses nationales à des entreprises étrangères. Le PCB défend aussi l'idée que la politique de développementisme capitaliste, génératrice d'instabilité et de difficultés pour tout le peuple, pousse aussi la petite bourgeoisie urbaine à la prolétarianisation et la conduit souvent à défendre des positions radicales. Malgré cela, le congrès réaffirme la thèse de la révolution par étapes et rappelle que le socialisme n'est toujours pas à l'ordre du jour. Malgré les divisions internes au *partidão* sur les suites du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, l'unité s'affiche autour de la lutte pour la légalisation du parti<sup>73</sup>.

Pour les élections de 1960, le PCB – toujours dans l'illégalité mais résolu à faire campagne pour redevenir légal – décide, en alliance avec le PTB et des nationalistes, de soutenir la candidature présidentielle du général Lott et celle de Goulart pour la vice-présidence, sur une orientation conforme aux décisions du 5<sup>e</sup> Congrès. Mais, les candidatures à la présidence et à la vice-présidence n'étant pas liées, une partie des composantes conservatrices et une aile dissidente du PTB soutient la candidature de Jânio Quadros qui remporte, de loin, l'élection présidentielle, alors que Goulart hérite du poste de vice-président. Toutefois, l'épisode Jânio Quadros est de courte durée<sup>74</sup> et la question, à la suite de sa démission, que se pose le monde politique, est celle d'une présidence Goulart, perspective contre laquelle s'arc-boutent la droite et une bonne partie de l'armée, qui le considèrent comme trop proche des communistes. Entre tentation putschiste et réaction légaliste<sup>75</sup>, Goulart accepte d'être le président d'un régime politique devenu parlementaire – avec trois premiers ministres qui se succèdent en un an<sup>76</sup> – à la suite d'un vote du congrès, qui lui est hostile. Dès le début de sa présidence, les conflits sociaux se multiplient à nouveau, à la ville (avec, en particulier, de nombreuses grèves pour les salaires), comme à la campagne (avec des occupations de terres, des manifestations d'ouvriers agricoles, de *posseiros*<sup>77</sup>, de petits paysans).

La question de grandes réformes est posée, notamment une réforme de l'impôt, et surtout une réforme agraire. Des Ligues paysannes se développent en ce sens, dans le *Nordeste* particulièrement<sup>78</sup>. Mais l'agitation ne touche pas que les campagnes. Les villes connaissent aussi l'effervescence et voient se développer un nombre croissant de grèves<sup>79</sup>. Les mobilisations prennent donc de l'ampleur, s'étendent à divers milieux et un processus de

---

<sup>71</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 85).

<sup>72</sup> Idée qu'elle abandonne les richesses nationales au capital étranger.

<sup>73</sup> Interdit à nouveau depuis 1947.

<sup>74</sup> Aussitôt élu, le président affiche une politique marquée, sur le plan intérieur, par l'austérité et la volonté de rembourser la dette extérieure, notamment en supprimant les subventions à certains produits, ce qui les renchérit et conduit à une baisse de pouvoir d'achat des salaires. Cela lui vaut de l'hostilité dans les couches populaires. Et sur le plan international, il affirme sa volonté d'indépendance par rapport aux Etats-Unis, et tout en étant anti-communiste, n'hésite pas à décorer Che Guevara, ce qui lui vaut la haine de toute la droite pro-impérialiste. Il ressort affaibli de cette double opposition et décide, suite à des calculs erronés, de démissionner au bout de 8 mois de présidence.

<sup>75</sup> Une autre partie de l'armée suit Brizola à partir de São Paulo, dans un mouvement légaliste pour permettre à Goulart de devenir président comme le veut la Constitution et fait reculer les courants de droite.

<sup>76</sup> Il s'agit de Tancredo Neves, du PDS, qu'A. ENDERS (op. cit. p. 202) décrit comme « *un varguiste modéré et conservateur* », puis Francisco de Paula Brochado da Rocha (PDS aussi) et finalement de Hermes Lima, du PTB, qui restera jusqu'au retour du présidentielisme, obtenu par Goulart en janvier 1963.

<sup>77</sup> Propriétaires modestes ou occupants du sol sans titre.

<sup>78</sup> Au Pernambouc, en particulier, une Ligue paysanne a été créée dès 1955 sous la direction d'un avocat marxiste, Francisco Julião. Cette ligue mobilise les petits paysans et réclame haut et fort une réforme agraire en leur faveur.

<sup>79</sup> BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 389) comparent le nombre de grèves sur deux années : 31 en 1958 et 172 en 1963.

radicalisation s'enclenche, impliquant syndicats<sup>80</sup>, étudiants, une partie de l'Eglise<sup>81</sup>, des paysans<sup>82</sup>, des soldats, des marins... Hormis la question de savoir comment Goulart va réagir à ces mobilisations<sup>83</sup>, celle de la structure et de la composition du mouvement ouvrier dans un tel cadre est posée.

### 3°) Crise et renouveau du mouvement ouvrier

Le début des années 1960 se caractérise donc par une forte montée des luttes sociales, et par une radicalisation de certains groupes militants. De plus, comme l'écrit le journaliste Hamilton Cardoso, « en 1959, et les années suivantes l'expérience de Cuba et sa révolution ont été déterminantes pour définir les nouvelles voies empruntées par l'histoire de la gauche brésilienne, et l'arbre généalogique de celle-ci. Castro au pouvoir a stimulé une véritable vague révolutionnaire qui a envahi l'Amérique latine. La pensée de Régis Debray et l'engagement de Che Guevara dans la guérilla bolivienne ont été une sorte de signal donné au développement de la guérilla urbaine »<sup>84</sup>. Dans ce double contexte, il n'est pas étonnant que le PCB, qui reste dans une logique « nationale-démocratique », commence à se faire davantage concurrencer sur sa gauche. De fait, le mouvement ouvrier voit apparaître de nouvelles organisations, et le *partidão* connaît la principale scission de son histoire.

#### a) Naissance de la PolOp

L'ORM-PolOp<sup>85</sup> se forme en 1961, regroupant, à Rio et dans plusieurs Etats, des composantes radicalisées issus du PSB (des jeunesses surtout), certains militants du PCB ayant quitté le *partidão* après le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, et des marxistes indépendants. La PolOp ne se réclame pas du trotskysme<sup>86</sup>, mais rejette la conception stalinienne d'une révolution par étapes et propose un programme socialiste pour le pays. Citons Leovegildo Pereira Leal. « La PolOp s'installe dans le cadre de la gauche brésilienne en enracinant deux éléments décisifs et marquants dans la stratégie de lutte pour le socialisme dans le pays : l'identification de la société brésilienne comme ayant un caractère déjà capitaliste, et la caractérisation de la révolution pour laquelle il fallait lutter comme étant socialiste, sans qu'il y ait de quelconques phases de transition »<sup>87</sup>. La PolOp n'est pas assez implantée pour

<sup>80</sup> Qui sont parfois particulièrement actifs dans les campagnes et contribuent à la création d'un syndicalisme rural, en dehors des appareils officiels.

<sup>81</sup> BENASSAR et MARIN (op.cit. p. 387-388) rappellent que l'Eglise est percutée par l'agitation dans les campagnes et que la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) à la tête de laquelle se trouve Dom Helder Câmara, se doit de réagir face à cela. Les auteurs font aussi remarquer que cette volonté d'évolution du catholicisme brésilien « est aussi portée par les nouvelles orientations romaines. Mater et Magistra (15 mai 1961) et surtout Pacem in Terris (Pâques 1963), les deux grandes encycliques de Jean XXIII, réussissent à ébranler l'épiscopat dans son traditionalisme alors que l'avant-garde catholique, stimulée par les espérances de la rénovation conciliaire, y trouve la plus haute des cautions ».

<sup>82</sup> A. ENDERS (op.cit. p. 203) écrit ainsi : « alors qu'à la fin des années 1950, il n'y avait pour tout le Brésil que 5 syndicats agricoles ; en 1964, on en compte plus de 1 000 ».

<sup>83</sup> Goulart réagit notamment en annonçant dans un meeting qui se tient devant la Gare Centrale de Rio, le 13 mars 1964, devant 150 000 personnes et l'ensemble des dirigeants de gauche, qu'il va faire réformer la Constitution pour faire disparaître les obstacles légaux qui l'empêchent de mener une politique plus à gauche.

<sup>84</sup> Hamilton CARDOSO : article en ligne "Um pouco da história da esquerda", p. 3. dans le journal "Lua Nova". Ref.: <http://www.scielo.br/pdf/ln/v1n3/a12v1n3.pdf>.

<sup>85</sup> *Organização Revolucionária Marxista – Política Operária* (Organisation révolutionnaire marxiste – Politique ouvrière, communément appelée PolOp).

<sup>86</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 88) se réfère à Raul Villa, pour qui l'origine de la PolOp se situerait dans l'IC léniniste, plus précisément dans la fraction Thalheimer du Parti communiste allemand.

<sup>87</sup> Leovegildo PEREIRA LEAL. *História da PolOp, a alternativa marxista ao reformismo na esquerda brasileira* – 2a edição, Pará de Minas (MG), VirtualBooks Editora, 2013.

avoir beaucoup d'influence sur le mouvement social, mais elle a la particularité de critiquer la politique réformiste dominante à la fois au sein du PCB et du gouvernement de João Goulart. C'est la première fois, en dehors des trotskystes, que cette orientation apparaît au Brésil.

### **b) 1962 : deux partis communistes, le PCB et le PCdoB**

Les années 1961-1962 sont celles de la principale scission de l'histoire du mouvement communiste brésilien. Deux types de causes en sont à l'origine.

En premier lieu, depuis le 5<sup>e</sup> Congrès du PCB, le parti se bat pour sa légalisation. Or, d'une part, la loi électorale n'admet pas les partis jugés « extrémistes », et c'est ainsi qu'est jugé le PCB en haut lieu ; et d'autre part le *partidão* apparaît à beaucoup, non pas comme un parti brésilien, mais comme l'instrument local du Kremlin et comme une section brésilienne d'un parti international. Les efforts de la direction du PCB pour obtenir la légalisation du parti vont donc se déployer de deux façons : en 1961, le PCB change de nom et devient le *Partido Comunista Brasileiro* (Parti Communiste Brésilien – et non plus « du Brésil ») ; il modifie également ses statuts de façon à les adapter à la loi électorale.

En second lieu, depuis le rapport Khrouchtchev et le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS, une partie des dirigeants et militants du PCB attachés à Staline et à ce qu'il représente à leurs yeux supporte mal l'évolution du parti. Une partie des dirigeants de tradition stalinienne est écartée de la commission exécutive du parti. Tout cela se produit dans le contexte de la rupture sino-soviétique et des critiques du PC chinois qui considère le PCUS khrouchtchévien comme « révisionniste ».

C'est dans ce cadre que, avec à leur tête, notamment, João Amazonas, Maurício Grabóis et Pedro Pomar, les dissidents<sup>88</sup> les plus attachés à tout ce qui se rattache à la figure de Staline écrivent la « lettre des 100 », qui critique à la fois le changement de nom, les nouveaux statuts, qui selon eux abandonnent le marxisme-léninisme et trahissent la lutte révolutionnaire ; bref : ils rejettent le « révisionnisme » pro-Moscou et défendent la ligne incarnée par Staline. Au tout début de 1962, le groupe dissident est exclu du *partidão*, qui récuse les divergences. C'est donc sous l'impulsion, notamment, d'Amazonas, Grabóis et Pomar, qu'apparaît en février 1962 un nouveau sigle pour un ancien nom : le *Partido Comunista do Brasil* adopte le sigle PCdoB, comme pour marquer la volonté de continuité avec le parti fondé en 1922. Le PCdoB représente au Brésil le courant qui se revendique à la fois de Staline et de la pensée Mao Zedong. La rupture sino-soviétique affecte donc le parti communiste au Brésil, comme ailleurs dans le monde, avec des fortunes diverses pour le courant mao-stalinien.

Tout comme le PCB, le PCdoB défend, dès sa naissance en 1962, une vision étapiste de la révolution brésilienne. Comme l'écrit Jean Rodrigues Sales, « *l'unique possibilité de solution [pour le PCdoB] se trouvait dans l'implantation d'un gouvernement populaire révolutionnaire et d'un régime anti-impérialiste, anti-latifondiaire et antimonopoliste. Cette formulation définit le caractère de sa révolution dans les limites d'un cadre démocratique bourgeois, tributaire des analyses de l'IC* »<sup>89</sup>. Précisons qu'il s'agit là d'une résolution de l'IC

---

<sup>88</sup> Jean Rodrigues SALES - *O Partido Comunista do Brasil nos anos sessenta – Estruturação orgânica e atuação política* -. [http://segall.ifch.unicamp.br/publicacoes\\_ael/index.php/cadernos\\_ael/article/view/83/84](http://segall.ifch.unicamp.br/publicacoes_ael/index.php/cadernos_ael/article/view/83/84), (p. 23) fait remarquer que ce n'est qu'au bout d'un an d'existence, en 1963, que le PCdoB s'est aligné de façon inconditionnelle sur le PC chinois. Pendant sa première année d'existence, il a au contraire cherché à se rapprocher de l'URSS et de Cuba.

<sup>89</sup> J. Rodrigues SALES (art. cit. p. 22).

datant en fait de 1928. Mais si le cadre programmatique général de la révolution par étapes est commun aux deux partis communistes, l'usage de la violence révolutionnaire est revendiqué par le PCdoB<sup>90</sup>, tandis que le PCB le rejette explicitement et, on a pu le constater, dans les faits. De plus, le PCdoB, tout comme le PCB veut mettre en place un front unique ; mais contrairement au PCB, pour le PCdoB, cette stratégie doit être mise en place sous la direction de la classe ouvrière<sup>91</sup>. Dans la pratique politique quotidienne, une autre différence majeure existe entre les deux partis communistes : alors que le PCB est « suiviste » par rapport au gouvernement, le PCdoB s'oppose aux projets de ce dernier pour réformer la société, et critique très sévèrement João Goulart. Lors du référendum de janvier 1963 sur le retour au « présidentielisme », destiné à permettre au président d'agir de façon beaucoup plus libre, et remporté haut-la-main par Jango, le PCdoB appelle à voter blanc, avec le mot d'ordre « Ni parlementarisme, ni présidentielisme, pour un régime populaire révolutionnaire ! », argumentant que le résultat de ce vote ne changerait rien à la situation du peuple, car c'était bien le présidentielisme qui était déjà en vigueur avant l'arrivée de Goulart au pouvoir, et pendant 71 ans, sans que cela n'apporte le moindre bienfait pour régler les problèmes du pays<sup>92</sup>.

### c) Débuts de l'Action Populaire

C'est aussi en 1962 qu'émerge l'Action Populaire (AP) qui tient son congrès de fondation à Belo Horizonte. C'est une organisation essentiellement étudiante et universitaire, dans laquelle le catholicisme de gauche en plein essor tient une place prépondérante (du moins à ce moment-là), à travers les jeunes de la Jeunesse Etudiante Catholique (JEC) et de la Jeunesse Universitaire Catholique (JUC)<sup>93</sup>. En 1962, l'AP se veut à la fois révolutionnaire et fondée sur une idéologie autre que le marxisme. Elle se définit comme un « mouvement révolutionnaire qui se propose de former des cadres qui puissent participer à une transformation radicale de la structure [sociale], la faisant passer du capitalisme au socialisme »<sup>94</sup>. Mais il s'agit aussi d'un « mouvement politique et idéologique, basé sur une idéologie propre, dans le cadre d'une vision de l'homme et de l'univers qui, étant universelle, aspire à être un point de convergence pour l'union de toutes les forces afin de travailler au développement intégral de l'être humain »<sup>95</sup>.

L'AP conquiert une hégémonie sur le mouvement étudiant, faisant élire tous les présidents de l'UNE<sup>96</sup> - le syndicat national des étudiants – jusqu'au coup d'Etat de 1964. Mais assez rapidement l'influence chinoise sur l'organisation devient prégnante, avec l'intégration et le retour de cadres qui ont séjourné dans la Chine de Mao Zedong : mise en

---

<sup>90</sup> Même si J. Rodrigues SALES (art. cit. p. 22) note que dans le Manifeste Programme du PCdoB, la violence révolutionnaire « n'apparaît ni comme la seule voie à suivre, ni avec toute la clarté dont il est fait preuve habituellement ». Il précise : « Ce qui transparait dans ce document, c'est une certaine hésitation à opter, en des termes tout à fait clairs, pour l'utilisation des armes. Cette hésitation apparaît, par exemple, dans le fait que le parti ne dit pas clairement qu'il assume l'utilisation de la violence, mais plutôt que les classes dominantes ont rendu impossible la voie pacifique ».

<sup>91</sup> L'idée sous-jacente à cette politique, c'est que dans le bloc de classes qu'on l'invite à former avec la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la « bourgeoisie nationale », la classe ouvrière est la classe qui a à la fois le plus les capacités objectives – de par sa position dans la production – et, potentiellement, si elle est judicieusement « guidée » par un parti à la ligne juste, la volonté de pousser la révolution le plus loin possible. Cela revient, pour le PCdoB, à dire que ce front unique devra être placé « sous la direction du PCdoB ».

<sup>92</sup> Cf. J. Rodrigues SALES (art. cit. p. 29).

<sup>93</sup> Comme le précise H. CARDOSO (art. cit. p. 3), ces jeunes, en particulier de la JUC, critiquent « l'aliénation religieuse » et ainsi, ses principaux cadres vont évoluer vers le marxisme.

<sup>94</sup> Cf. A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 90).

<sup>95</sup> Idem.

<sup>96</sup> Union nationale des étudiants. Voir annexe : tableau des sigles.

œuvre d'une ligne basée sur une double priorité : d'un côté la prolétarianisation avec l'envoi de militants dans les usines ; de l'autre le développement d'une action militante dans les régions rurales, en contact étroit avec la paysannerie et dans le but de préparer la guerre populaire prolongée...

#### **d) Les trotskystes avant le coup d'Etat**

Le fort développement des luttes ouvrières et paysannes au début des années 1960 est également le cadre dans lequel on assiste à un regain d'influence du trotskysme. Celui-ci représente le courant le plus radical du mouvement social. Il considère les partis communistes comme des partis dégénérés. Exemple d'action radicale menée par les trotskystes du POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire) posadiste (sous l'influence du dirigeant argentin Juan Posadas)<sup>97</sup> : le « congrès paysan » de També (PE) en septembre 1963, organisé par ce parti qui prône la grève générale de tous les travailleurs du Pernambouc et un tribunal populaire pour juger les patrons. Le POR lance en 1963 le journal *Frente Operária* (Front Ouvrier). Il mène un travail militant afin de recruter des sergents qui se mobilisent au sein de l'Armée ; il intervient également parmi les dockers et les ouvriers des chantiers navals de Rio, les mineurs de charbon de Santa Catarina ; il gagne une base significative dans les Etats de São Paulo, Rio Grande do Sul et Pernambouc.

Cependant, malgré sa croissance, le POR ne fait pas le poids face à l'alliance des travaillistes et des réformistes du PSB et du PCB. C'est ainsi que le gouverneur Arraes (du PSB) cède face aux *fazendeiros* – les grands propriétaires fonciers – et parvient à arracher le syndicat de També du contrôle du POR. Le POR comprenait lucidement qu'un affrontement violent se préparait mais il se trompait sur un point essentiel : le coup d'Etat allait venir de la droite et non – comme il le croyait – de Goulart, des travaillistes ou des réformistes.

## **Section 2 : Etat et syndicalisme, héritage et évolutions**

Pour comprendre l'émergence du PT, il faut saisir les particularités de sa composante syndicaliste. Et cela nécessite de connaître les particularités du syndicalisme brésilien – liées à l'histoire, et tout particulièrement à l'héritage de Getúlio Vargas – et d'autre part de saisir comment celui-ci va évoluer après Vargas.

### **1°) Des structures héritées du passé**

Nous avons vu qu'aux débuts du mouvement ouvrier brésilien, un certain type de syndicalisme, libertaire et révolutionnaire, qui faisait l'objet d'une forte répression de la part tant des patrons que de l'Etat, se caractérisait par une indépendance d'organisation et de débat à la base, dans un grand nombre de syndicats. Ce syndicalisme-là disparaît

---

<sup>97</sup> Posadiste : du nom de Juan Posadas, le dirigeant trotskyste argentin déjà cité, animateur du Bureau latino-américain de la IV<sup>e</sup> Internationale et membre du Secrétariat Unifié jusqu'en 1962, qui développe plusieurs sections trotskystes en Amérique latine. En tant que théoricien, Posadas, confronté en particulier au péronisme et au populisme varguiste au Brésil, s'est particulièrement intéressé à la nature spécifique du nationalisme révolutionnaire. Au plan de la pratique, pour Posadas et le POR, il était plus valable d'un point de vue révolutionnaire de se rapprocher des courants nationalistes de gauche, comme le mouvement des sergents, proche de Brizola, que du PCB ou du PCdoB.

progressivement dans les années qui suivent immédiatement la Révolution de 1930. Cette terminologie historique n'est pas évidente et provoque des débats parmi les chercheurs. Selon Ricardo Antunes, il faudrait plutôt parler d'un « *mouvement politico-militaire qui a été un peu plus qu'un coup d'Etat et moins qu'une révolution* »<sup>98</sup>.

### **a) Changements dans la composition du prolétariat**

Sur le plan sociologique, la classe ouvrière brésilienne a beaucoup changé dans sa composition entre 1900 et 1930 : au début du 20<sup>e</sup> siècle, le prolétariat était dominé par les ouvriers professionnels qualifiés, originaires de pays étrangers, en premier lieu du sud de l'Europe ; mais dès avant les années 1930, la part au sein du prolétariat des travailleurs brésiliens, qui ont parfois quitté des régions lointaines, comme le *Nordeste*, ne cesse d'augmenter. Or ces travailleurs viennent généralement de milieux ruraux, et le plus souvent, n'ont pas de traditions d'engagement politique ou syndical. Alors que l'industrialisation du pays progresse, la classe ouvrière urbaine et industrielle change donc dans sa composition, au plan de la sociologie politique. Pour résumer très schématiquement, des ouvriers brésiliens peu qualifiés et peu politisés en provenance des régions agricoles du *Nordeste* remplacent progressivement des ouvriers originaires d'Europe, qualifiés professionnellement et apportant dans leurs bagages la culture ouvrière souvent radicale d'Europe du sud, et largement influencée par les anarchistes.

Ainsi, lorsque le gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul, Getúlio Vargas, devient président provisoire après la révolution de 1930, la classe ouvrière n'est déjà plus la même qu'en 1900 ou même qu'en 1920. Et Vargas va mener une politique très spécifique en direction des travailleurs, du moins, de ceux de milieux urbains, car les campagnes ne sont pas touchées par cette politique. Ce choix stratégique comprend de nombreux aspects, qui expliquent le soutien populaire bien réel que la politique de Vargas rencontre pendant de nombreuses années. Ce choix et son impact vont avoir une grande importance et marquer les rapports sociaux au Brésil pour les décennies suivantes.

Ce que l'on a appelé « l'ère Vargas » regroupe trois périodes, différentes par le contexte politique dans lequel le « Getulisme » (du nom du président Getúlio Vargas) a pu imprimer sa marque sur l'histoire.

- Après la Révolution de 1930, et jusqu'à 1937, Vargas se retrouve à la tête du pays et parvient graduellement à imposer ses choix fondamentaux en s'appuyant sur des factions très différentes, entre lesquelles il opère un jeu de balance. Une nouvelle constitution est discutée et votée en 1934. Elle entend respecter un certain Etat de droit, quoi qu'on puisse penser de ses limitations.
- De 1937 à 1945, le président instaure une dictature, qui porte le nom d'*Estado Novo*, marquée à la fois par une forte répression contre la gauche et par quelques avancées sociales non négligeables. Les partis politiques sont d'abord interdits ; puis Vargas, à la fin de la guerre, va en créer deux sur lesquels il va s'appuyer, confirmant qu'un Etat autoritaire qui, par le passé a connu un certain pluralisme, ne peut se passer d'une organisation politique relativement complexe.

---

<sup>98</sup> Ricardo ANTUNES. "Uma breve radiografia das lutas sindicais no Brasil recente e alguns de seus principais desafios", in J.R. INÁCIO (op. cit. p. 288).

- Dans le cadre d'une nouvelle constitution votée en 1946, et après l'épisode de la présidence du général Dutra, Vargas est réélu président fin 1950, et revient à la tête du pays de janvier 1951 à son suicide en août 1954, épisode tragique qui vient sanctionner les difficultés croissantes de la présidence à imposer ses choix à des classes et des groupes sociaux aux intérêts contradictoires dans un contexte « démocratique » en construction.

Malgré des différences, pour ce qui est du syndicalisme et des relations avec le monde du travail, on retrouve les mêmes lignes directrices qui relèvent de conceptions et de choix fondamentaux du régime et de Vargas lui-même<sup>99</sup>.

## **b) Syndicalisme et réformes sociales dans la première période de l'ère Vargas**

Dès la première période de l'ère Vargas, et même dès 1930, des orientations nouvelles se manifestent en matière de droit du travail, de relations avec les syndicats et d'encadrement des travailleurs. Au début, ces orientations apparaissent de manière assez partielle et floue. Mais assez vite, les choix du régime vont se préciser.

Il est créé un nouveau ministère, celui du travail, de l'industrie et du commerce, à la tête duquel est placé Lindolfo Collor, admirateur du pape Léon XIII et défenseur de la doctrine sociale de l'Eglise développée par ce dernier dans l'encyclique *Rerum Novarum*.

La loi sur les syndicats est votée en avril 1931. Celle-ci commence par les placer sous tutelle de l'Etat (sous les ordres du ministère du Travail), et ébauche une organisation corporatiste du travail. Mais d'un autre côté, les syndicats sont légalisés. Le syndicat, fondé sur une profession, est ainsi reconnu par le ministère du Travail, d'abord au niveau local, puis à celui de la fédération (de l'Etat fédéré), puis de la confédération (la République fédérale du Brésil). Il est précisé que l'impôt syndical sera obligatoire (avec un pourcentage du salaire prélevé annuellement destiné à financer la structure syndicale). L'Etat garantit des prestations sociales, médicales, dentaires par le biais des syndicats qui servent souvent de dispensaires. C'est ainsi que le régime parvient à intégrer les syndicats à l'Etat et à détourner ceux-ci de leur rôle de représentants des intérêts matériels et moraux des salariés, et de l'activisme militant<sup>100</sup>.

---

<sup>99</sup> Ce n'est pas le lieu de procéder à une analyse théorique de la nature de ce régime. On peut notamment se reporter à l'ouvrage de Bérengère MARQUES-PEREIRA et David GARIBAY. *La politique en Amérique latine – Histoire, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2010, en particulier p. 48 à 61 ; ainsi qu'à celui d'Olivier DABENE. *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 75 à 88. Quelques remarques ici toutefois. Le terme de « populisme » est souvent mis en avant – pour caractériser les relations très paternalistes et assez fusionnelles existant entre le peuple (en particulier les couches urbaines salariées et pauvres) et le chef de l'Etat. Il existe de multiples images qui permettent de bien sentir cette relation très particulière, notamment des photos où l'on voit Vargas rendant visite aux pauvres de la Baixada Fluminense (nord de Rio); les défilés des masses le 1<sup>er</sup> mai en présence du président; des manifestations où les foules, en guise de banderoles, brandissent son portrait. Mais le terme de « populiste » est rejeté par certains comme trop flou, pas assez précis pour prendre en compte l'ensemble des complexités du régime, ainsi que les différences avec d'autres régimes latino-américains également affublés de cette caractérisation (en particulier le Mexique de Cárdenas et l'Argentine de Perón). Certains parlent de « travaillisme », mais il semble aussi que le terme de « travaillisme » ne prend en compte qu'un aspect du régime, celui de ses liens avec le monde du travail. Il faut noter enfin que le terme de « corporatisme » est aussi utilisé à propos du régime de Vargas. Si ce mot ne résume pas non plus l'ensemble des caractéristiques du régime, il semble approprié pour décrire le fonctionnement de l'Etat en relation avec le reste de la société, l'organisation de celle-ci en professions, etc. C'est surtout vrai dans l'*Estado Novo*, mais cela se met en place progressivement avant cela.

<sup>100</sup> Dans son étude sur les syndicats et l'Etat, N., DAL MOLIN (op. cit. p. 54) cite Werneck Vianna sur le décret de 1931 : « le décret 19.770 de 1931 posait que les syndicats devaient servir de pare-chocs au cœur des tendances conflictuelles dans les relations entre travail et capital. Le syndicat était défini comme un organisme de collaboration avec la puissance publique. En ce qui concerne les finalités économiques, il s'agissait de discipliner le travail comme facteur de production ; en ce qui



Dès 1932, une « Justice du travail » est créée, permettant aux travailleurs de demander des réparations en cas de litige avec leurs employeurs. La même année, la *carteira de trabalho* – une carte de travail où figurent la liste des postes occupés par le salarié – est mise en place<sup>101</sup>. En 1932 toujours, il est décidé l'interdiction du travail des mineurs de moins de 14 ans. Le travail de nuit est également prohibé. La durée légale du travail dans le commerce et l'industrie est ramenée à 8 heures par jour : c'est une très vieille revendication qui est ainsi satisfaite. Mais d'un autre côté, le régime met en avant la nécessité de la discipline du travail, d'une façon très moralisatrice, avec par exemple le slogan « une heure volée au travail est une heure volée à la patrie ».

### c) Syndicalisme et travaillisme dans l'*Estado Novo*

Les choses vont se structurer davantage encore dans la période dictatoriale de l'ère Vargas<sup>102</sup>. Le pouvoir législatif est exercé à la fois par le président, le parlement national et le conseil économique. Ce dernier est une chambre nouvelle, où chaque profession est représentée. Ainsi, le Brésil devient un Etat corporatiste. L'article 136 de la constitution brésilienne de 1937 (appelée « constitution polonaise » par référence aux ressemblances avec la constitution autoritaire de la Pologne de 1935) traite du travail. Il déclare : « *le travail est un devoir social. Le travail intellectuel, technique et manuel a droit à une protection et une sollicitude particulières de la part de l'Etat. A tous, il est garanti le droit à l'existence par un travail honnête. Ce dernier, en tant que moyen de subsistance de l'individu, constitue un bien que l'Etat a le devoir de protéger, en lui assurant des conditions favorables et les moyens de se défendre* »<sup>103</sup>.

L'Etat s'engage donc à assurer le droit à la subsistance pour tous. Dans la réalité, ce que l'Etat va faire, c'est de la régulation autoritaire, en forçant les *vagabundos* à travailler (c'est ainsi qu'on va appeler les travailleurs de l'économie informelle). Ce type de discrimination n'est pas nouveau : il existait depuis la loi de 1890 qui punissait les vagabonds de 3 mois de prison et de travail obligatoire.

---

*concerne les finalités politiques, de colmater les brèches en cas de conflit de classes, en canalisant les revendications des groupes sociaux impliqués vers l'intérieur de l'appareil d'Etat (VIANNA 1978, p. 146) ». Vianna précise que le décret pose aussi que « le nombre des Brésiliens de naissance ou naturalisés devait atteindre au moins les deux tiers des adhérents de chaque corporation syndicale. Pour les postes de responsabilités, les naturalisés devaient avoir passé 10 ans dans le pays, et les étrangers, 20. Werneck Vianna rappelle que, pour qu'un syndicat soit reconnu, le rapport sur les travaux destinés à sa mise en place devait être envoyé, avec la demande d'enregistrement, au ministère du Travail. S'ils trouvaient leur place dans une structure corporative, les syndicats faisaient l'objet de la surveillance de l'Etat ; des représentants du ministère du Travail pouvaient assister à leurs assemblées et vérifier la comptabilité. Tout engagement politique était interdit. Cela débouchait sur des sanctions pénales qui allaient de l'amende à la suspension d'activité, à la destitution de la direction ou à la dissolution du syndicat lui-même ».*

<sup>101</sup> Cette mesure est une façon d'officialiser le travail et d'offrir des références aux travailleurs en recherche d'emploi. En même temps c'est une mesure liberticide de contrôle de main d'œuvre, et source d'inquiétude pour le travailleur qui doit éviter de « salir sa carte de travail » (*'sujar a carteira'*).

<sup>102</sup> Quelques précisions sur l'*Estado Novo* en général. En 1937, Vargas passe à la radio et annonce l'*Estado Novo* et la nouvelle constitution. Celle-ci maintient officiellement les Etats-Unis du Brésil, et est définie comme une république. Dans son allocution, il dit qu'il répond à l'aspiration du peuple à la paix, menacée par les agissements idéologiques et partisans, et par l'infiltration communiste, et qu'il faut une réponse, radicale et permanente. C'est la fonction, selon lui de l'*Estado Novo*, et de la constitution qui l'étaie. Le pouvoir politique « provient du peuple » est-il écrit, et il est exercé en son nom, dans l'intérêt de son bien-être, son honneur, son indépendance et sa prospérité. La première mesure prise est de supprimer les drapeaux et la constitution de chaque Etat. Il faut partout avoir le drapeau et l'hymne national disponible à tout moment (art.2). C'est le président qui a tous les pouvoirs, il peut fermer le congrès, il peut gouverner par décret-loi.

<sup>103</sup> [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao37.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao37.htm). Constitution de 1937, article 136.

Dans l'*Estado Novo*, les syndicats sont intégrés au sein d'un conseil de l'économie. Des syndicats, qui globalement sont censés représenter le corps social à partir de chaque profession, entrent dans la composition de ce conseil. Les patrons sont aussi représentés. Mais le poids dominant dans ce conseil est celui des experts (avec, il faut le noter, un poids particulier et croissant des économistes). Ce conseil institutionnalise de fait la collaboration de classes au sein du régime politique.

Cet édifice juridique nouveau est complété par des mesures visant à attirer le soutien des couches défavorisées de la population urbaine. A. Enders appelle cela « *l'invention du travaillisme* »<sup>104</sup> en insistant sur le fait que c'est une politique sociale destinée aux ouvriers des villes. Car le volet syndical et travailliste de l'*Estado Novo* est important pour sa place et son influence dans l'histoire, mais au début, il ne concerne que quelque 3% de la population. Les domestiques en sont exclus et voient leur situation de dépendance et de fragilité inchangée. Il en est de même avec les salariés agricoles à propos desquels Bennisar et Marin affirment que c'est un choix politique délibéré qui pousse à les laisser de côté. Ces auteurs semblent penser que Vargas veut surtout éviter de froisser les oligarchies rurales<sup>105</sup>.

En matière de législation syndicale et de droit du travail, l'*Estado Novo* va prendre toute une série de décisions importantes<sup>106</sup>.

- En 1939, il décide « l'unicité syndicale »; autrement dit, il instaure un syndicat unique par catégorie professionnelle sur une base délimitée géographiquement.
- Dès 1940, l'impôt syndical obligatoire est officialisé. Chaque salarié, syndiqué ou non, doit payer un jour de salaire par an pour permettre aux syndicats de fonctionner. C'est l'Etat qui perçoit cet impôt, et qui le redistribue ensuite aux syndicats selon des critères et des modalités de répartition fixés par l'Etat lui-même. En 2014, cet impôt syndical est toujours en vigueur.
- Le 1<sup>er</sup> mai (*Dia do Trabalho*) devient jour férié et va s'accompagner de cérémonies toujours plus grandioses en présence du président Vargas lui-même, destinées à insister sur l'intérêt central porté par le régime au monde du travail. Et à partir de 1940, chaque année donne lieu à l'annonce de nouvelles mesures.
- Le 1<sup>er</sup> mai 1940, est institué le salaire minimum. Il faut toutefois noter que le calcul de celui-ci est fait à partir d'un minimum vital qui n'inclut ni éducation ni santé, et que ce salaire va perdre rapidement son pouvoir d'achat du fait de la forte inflation.
- Le 1<sup>er</sup> mai 1941, est instituée la « Justice du Travail ». Des Tribunaux du Travail sont ainsi créés, dont la fonction est d'arbitrer les conflits du travail, individuels et collectifs. Cette mesure est présentée comme devant protéger les travailleurs.
- L'année 1941 voit également apparaître une nouvelle législation de protection des femmes enceintes, de nouvelles mesures destinées à empêcher le travail des mineurs et à protéger le travail nocturne. Les congés payés sont également institués cette année-là.
- En 1942, sont créés des magasins à prix modiques. C'est une concrétisation de l'idée de Vargas d'être le « père des pauvres ».

---

<sup>104</sup> A. ENDERS (op. cit. p. 194).

<sup>105</sup> Ils écrivent (op.cit. p. 364) : « *Vargas, tout à sa politique de compromis entre les élites, a veillé en même temps à laisser le prolétariat paysan sous la coupe des oligarchies rurales. Maintenu dans un état de dépendance d'un autre âge, il a été exclu du bénéfice de cette législation sociale ou syndicale à laquelle il n'accéderait que trente ans après* ».

<sup>106</sup> A noter qu'aux choix concernant le droit du travail et l'organisation des syndicats, Vargas, qui se décrivait volontiers lui-même comme le « père des pauvres », ajoute d'autres mesures, d'ordre social. C'est le cas, en particulier, de la création, en 1942, des magasins à prix modique.

- C'est le 1<sup>er</sup> mai 1943, à l'apogée de l'*Estado Novo*, qu'est annoncée la CLT (Consolidation des Lois du Travail)<sup>107</sup>. Celle-ci intègre les dernières avancées sociales (notamment la justice du travail, le salaire minimum) dans la législation « travailliste » du régime. Il s'agit de regrouper l'ensemble des lois sociales dans le cadre d'une organisation corporatiste du travail. Il existe, dans un premier temps, 8 branches d'activité pour lesquelles il ne peut exister qu'un seul syndicat de salariés et un seul syndicat patronal. La pyramide syndicale, avec ses niveaux local, fédéral et confédéral, se retrouve directement subordonnée au ministère du Travail.

#### d) Une analyse de ces réformes

L'ensemble constitué par cet arsenal juridique et social mérite quelques remarques et commentaires.

En premier lieu, son impact sur les travailleurs concernés, au niveau du changement de leur condition, est limité mais réel. Un salaire minimum, même insatisfaisant, la durée du travail journalier limitée à 8h, les congés payés (d'une durée initiale fixée à six jours ouvrés), des mesures de protection des travailleurs contre le travail des enfants, contre le travail de nuit, pour les femmes enceintes, ce n'est certes pas l'émancipation du prolétariat, d'autant que celui-ci se retrouve bridé sur le plan de l'organisation, mais ce sont des avancées matérielles dont on comprend qu'elles ont pu être appréciées par une grande partie des intéressés.

En second lieu, la politique de Vargas a été favorablement perçue par une large partie des travailleurs concernés. Du point de vue de la stratégie, du président, d'intégration de la classe ouvrière dans le jeu politique qu'il domine, c'est une réussite. Cela est vrai au plan de l'adhésion de nombreux salariés à ces nouveaux syndicats. Ainsi que le souligne A. Enders, « *comme un certain nombre de droits sociaux passent par l'affiliation au syndicat, placé sous la tutelle du ministère du Travail, le nombre de travailleurs syndiqués augmente rapidement* »<sup>108</sup>. Ajoutons à cela la remarque suivante : puisque, de toute façon, tout salarié est obligé de payer l'impôt syndical, autant se syndiquer pour avoir accès, notamment, à des prestations en matière de santé... Sur ce point, Bennassar et Marin concluent, dans un sens assez proche mais en apportant quelques nuances : « *En dépit de ses limites et des résistances nombreuses à son application de la part du patronat, cette législation paternaliste est positivement perçue par une nouvelle classe ouvrière, produit de l'exode rural, sans tradition et sans mémoire. Pour la première fois, des droits consignés dans la loi et une citoyenneté sociale sont reconnus aux travailleurs et la question ouvrière cesse d'être considérée comme un problème de simple police* »<sup>109</sup>.

En troisième lieu, il vaut la peine de s'intéresser à l'essence de cette organisation corporatiste et des mesures sociales qui l'accompagnent, et à leur logique en termes de classe. Si la Constitution de l'*Estado Novo* est qualifiée de polonaise, la ressemblance des lois sur le travail et les syndicats issues de l'ère Vargas avec la *Carta del Lavoro* de l'Italie mussolinienne est frappante et très largement reconnue. Pour A. Enders, « *le corporatisme prétend rompre à la fois avec l'individualisme de la société libérale et la lutte des classes des*

<sup>107</sup> Consolidação das Leis do Trabalho en portugais.

<sup>108</sup> A. ENDERS (op. cit. p. 194).

<sup>109</sup> BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 364).

*socialistes et confie à l'Etat le pouvoir de régler les conflits et d'harmoniser les intérêts »<sup>110</sup>. L'esprit corporatiste de l'Estado Novo est un fait indéniable, mais il reprend en l'amplifiant la première législation « travailliste » promulguée au lendemain de la Révolution de 1930. Pour Bennassar et Marin, la logique est fondamentalement la même : « il s'agit toujours de contrôler le monde du travail et d'instaurer des rapports nouveaux entre syndicats patronaux et ouvriers, sous tutelle de l'Etat et autour de la collaboration de classes »<sup>111</sup>.*

En quatrième lieu, il est nécessaire de saisir les conséquences du corporatisme et de la législation du travail sous Vargas en termes de liberté d'organisation et de luttes pour la classe ouvrière. On comprend bien qu'avec des mesures sociales progressistes, le régime, d'une certaine façon, achète la paix sociale. D'un autre côté, il verrouille complètement les possibilités d'organisation indépendante des travailleurs. La question est ici de comprendre par quels mécanismes. Alfredo Bosi résume ainsi la situation des travailleurs à l'ère Vargas : « *les droits de l'ouvrier en tant que travailleur y étaient protégés. Toutefois ses droits en tant que citoyen y étaient niés* »<sup>112</sup>. Car il n'y a pas de résistance possible pour le monde du travail : les grèves sont interdites ; le pluralisme syndical qui figurait dans la Constitution de 1934 prend fin, on l'a vu, avec l'Estado Novo, en 1939, qui institue le syndicat unique par catégorie professionnelle. Du coup, le syndicat devient un rouage de l'appareil d'Etat, et avec la CLT (Consolidation des lois sur le travail), se transforme en « *une instance de collaboration entre les travailleurs et le gouvernement, visant la paix sociale* »<sup>113</sup>. Severo Salles analyse plus complètement l'articulation des mécanismes par laquelle la CLT assure la domination de l'Etat sur les syndicats : « *Cette loi-cadre prévoyait l'unicité syndicale par catégorie professionnelle. Dans la mesure où elle exigeait que les syndicats soient reconnus par le ministère du travail, elle mettait à la disposition de celui-ci les moyens pour 'casser' des dirigeants, pour imposer son veto à des candidats au moment des élections syndicales, pour intervenir dans ces institutions, substituant des représentants officiels aux dirigeants élus. De plus, l'Etat contrôlait la réglementation et les finances de ces associations* »<sup>114</sup>.

En cinquième et dernier lieu, il est important de comprendre que l'impôt syndical permet au syndicat de disposer d'importantes ressources financières – dans la mesure des choix de répartition de cet impôt entre les catégories professionnelles représentées – et qu'ainsi, il contribue à nourrir une bureaucratie qui deviendra pléthorique. C'est ainsi que s'explique le mécanisme de formation et de développement du *peleguismo*<sup>115</sup> (du syndicalisme conservateur, prenant ses ordres du gouvernement) sur lequel nous reviendrons plus loin. Valério Arcary résume ainsi ce phénomène : « *Les dirigeants syndicaux quittent l'usine, vont dans les syndicats, se transforment en professionnels du syndicalisme, renforcent en retour les directions syndicales d'un large appareil professionnel et se séparent de la classe [...] Quand Olívio [Dutra] a annoncé : 'Je vais retourner à la banque', c'est un exemple frappant parce qu'extrêmement rare. La structure syndicale au Brésil a généré une caste de fonctionnaires, une caste bureaucratique* »<sup>116</sup>.

---

<sup>110</sup> A. ENDERS (op. cit. p. 195).

<sup>111</sup> BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 363).

<sup>112</sup> Cité dans Severo SALLES, *Dictature et lutte pour la démocratie au Brésil (1964-1985)*. Paris, L'Harmattan, 2005, p. 166.

<sup>113</sup> Comme l'écrit S. SALLES (op. cit. p. 166).

<sup>114</sup> Idem.

<sup>115</sup> Voir glossaire.

<sup>116</sup> In Marta HARNECKER (op. cit. p. 20).

Remarquons que ce phénomène, une fois constitué, tend naturellement à s'installer dans la durée, car les privilèges auxquels il donne droit tendent à fixer à la tête des syndicats des directions très intéressées au maintien de cette situation.

### e) L'organisation du syndicalisme après Vargas

Il faut d'abord noter l'extraordinaire longévité du cadre général fourni par le corporatisme varguiste dans la société brésilienne. Ce cadre a été maintenu, au moins pour des aspects fondamentaux, jusqu'à aujourd'hui. Comme l'écrit Leôncio Martins Rodrigues, « *le modèle syndical et le système de relations au travail créés pendant la période Vargas, non seulement ont survécu aux changements de caractère institutionnel ou politique liés à la forme de gouvernement, mais ont également réussi à supporter des transformations sociales, économiques et culturelles relativement profondes. Dans l'intervalle, la population brésilienne a été multipliée par quatre ; l'industrialisation s'est poursuivie à un rythme accéléré, en altérant quantitativement et qualitativement le poids des travailleurs industriels et des couches salariées dans la PEA<sup>117</sup> ; la population rurale a décliné ; il est apparu un problème urbain et écologique ; les relations marchandes se sont étendues à d'autres domaines de l'économie et à d'autres régions brésiliennes ; mais le modèle corporatiste d'organisation syndicale et de relations au travail est resté inchangé. Il semble clair, à ce niveau, qu'une organisation capable de survivre à des changements nombreux et divers, parvenant à coexister avec l'Estado Novo, avec le national-populisme, avec les régimes militaires et les constitutions de 1937, de 1946, de 1967 et avec celle de 1988, ne peut qu'avoir des racines profondes dans notre vie politique et sociale* »<sup>118</sup>.

Toutefois, à l'intérieur de ce cadre, des aménagements et évolutions vont avoir lieu.

Vers la fin de l'ère Vargas, le PCB, notamment à travers le MUT (*Movimento Unificador dos Trabalhadores* – Mouvement d'unification des travailleurs) dans lequel il jouit d'une forte influence, va essayer de faire évoluer la structure syndicale et de dépasser le corporatisme. Ainsi, comme l'écrit Marco Aurélio Santana, « *le 1<sup>er</sup> juillet 1945, le journal communiste Tribuna Popular publia un appel de présidents de syndicats de divers Etats au président de la République [Vargas] pour demander d'apporter des changements à la structure en question* »<sup>119</sup>. Mais malgré des résultats obtenus sur quelques points de l'appel des syndicalistes, l'essentiel du dispositif corporatiste est maintenu : « *Montrant clairement les limites de son rapprochement avec le mouvement des travailleurs, Vargas concède seulement les points relatifs à la démocratisation de l'accès à la vie syndicale, et laisse de côté ceux qui toucheraient plus directement le contrôle des syndicats par l'Etat* »<sup>120</sup>.

C'est donc avec une organisation syndicale corporatiste maintenue et un droit du travail pour l'essentiel inchangé que va fonctionner la nouvelle constitution, à partir de 1946. L'impôt syndical et la tutelle du ministère du travail sur les syndicats sont maintenus, et ces derniers sont toujours définis comme des organes de collaboration de classes. En 1946, le droit de grève est certes reconnu, mais il est strictement réglementé et il est interdit dans des secteurs jugés essentiels pour l'économie (c'est-à-dire notamment, la distribution de l'eau, du gaz, de l'électricité, les banques, les écoles...).

---

<sup>117</sup> PEA: Population économiquement active.

<sup>118</sup> L.M. RODRIGUES (op. cit. 1990a, p. 49). Etude intitulée "O sindicalismo corporativo no Brasil".

<sup>119</sup> Marco Aurélio SANTANA, *Homens partidos – Comunistas e sindicatos no Brasil*. São Paulo, Boitempo, 2001, p. 41-42.

<sup>120</sup> Idem, p. 42.

En août 1962, le CGT<sup>121</sup> est créé à São Paulo, au 4<sup>e</sup> Congrès syndical national des travailleurs : c'est une organisation intersyndicale qui vise, une quinzaine d'année après la tentative du MUT, à orienter, diriger et coordonner le mouvement syndical au Brésil. Selon Delze dos Santos, cette initiative, qui « *portait la proposition d'en faire une centrale syndicale, a surtout servi à faire le lien entre les syndicats et la structure syndicale officielle créée par Vargas et à privilégier les catégories urbaines* »<sup>122</sup>. Quels sont les points forts du syndicalisme en termes d'implantation, à cette époque ? Pour R. Antunes, sa base se situait principalement « *dans les entreprises d'Etat, comme les employés des chemins de fer, des ports, étant donné que ces secteurs avaient une présence plus importante du PCB et de sa direction syndicale* »<sup>123</sup>.

Notons aussi que tous les mécanismes de contrôle sur les syndicats seront peu utilisés dans la période du gouvernement Goulart, mais par contre, la dictature militaire saura les mettre en œuvre et les renforcer à partir de 1964. Comme l'écrit Severo Salles : « *Les militaires n'ont pas fermé formellement les syndicats. Néanmoins, les fonctions d'assistance auxquelles ils ont été réduits se sont montrées efficaces en vue de la conservation, à une échelle amoindrie, de leur lien avec les travailleurs* »<sup>124</sup>.

## 2°) Continuités et mutations

Le panorama syndical évolue durant les années 1970. En quelques années, la dictature s'arroge le pouvoir de fixer déterminer les évolutions salariales. La question des salaires et du pouvoir d'achat n'est pas le fait de négociations entre les organisations syndicales et le patronat, mais celui d'une décision de l'Etat. Cela contribue, bien sûr, à limiter les prérogatives des syndicats.

Il est impossible de saisir les changements qui interviennent, dans les années 1970, au sein du syndicalisme brésilien, sans tenir compte des évolutions majeures d'ordre socio-économique qui ont lieu dans toute cette période. Les chiffres qui suivent sont très parlants<sup>125</sup>. Le premier des éléments à prendre en considération, c'est d'abord la croissance rapide des effectifs du prolétariat industriel. L'emploi dans le secteur secondaire va être multiplié par 3,6 de 1960 à 1980, passant de moins de 3 millions à plus de 10,6 millions de salariés, et le multiplicateur est de 5 si on prend comme référence l'année 1950. Le second élément est le caractère très jeune de ces nouveaux ouvriers. En 1976, plus du tiers des travailleurs du secteur secondaire avaient de 18 à 21 ans, et pratiquement la moitié de la classe ouvrière se situait dans la tranche de 18 à 30 ans. Le troisième élément est la répartition géographique de ce prolétariat industriel. Il est massivement concentré dans la région *Sudeste* (à plus de 70% selon S. Salles)<sup>126</sup>, avec la part du lion pour le São Paulo<sup>127</sup>.

---

<sup>121</sup> CGT : ici, signifie *Comando Geral dos Trabalhadores* (Commandement général des travailleurs).

<sup>122</sup> Delze dos SANTOS, "*Sindicalismo rural : luta pela posse da terra e contra a exploração do trabalhador do campo*". In J.R. INÁCIO (op. cit. p. 62).

<sup>123</sup> Ricardo ANTUNES, "*Uma breve radiografia das lutas sindicais no Brasil recente e alguns de seus principais desafios*", idem, p. 291.

<sup>124</sup> S. SALLES (op.cit. p. 166). V. Arcary ajoute : « *Les syndicats au Brésil étaient des structures puissantes pendant la dictature, cela est peu connu. La dictature n'a pas détruit les syndicats. Les syndicats vivaient dans la légalité, leurs sièges étaient imposants* ». In M. HARNECKER (op. cit. p. 19).

<sup>125</sup> Ceux-ci, tirés de diverses études, sont donnés de façon plus détaillée dans l'ouvrage de S. SALLES (op. cit. p. 167).

<sup>126</sup> 70,58% en 1970 exactement. S. SALLES (op. cit. p. 167).

Mais l'évolution du paysage syndical est liée, en partie, au contenu concret du « miracle » brésilien. La croissance économique est largement liée à l'augmentation massive de la production industrielle, qui s'opère à travers l'expansion du capital privé. On voit s'installer et croître des industries de pointe, souvent concentrées dans de très grosses usines. Ce secteur de pointe acquiert un poids déterminant dans l'économie du pays<sup>128</sup>. Et le mécontentement monte progressivement dans la classe ouvrière, confrontée à des conditions de travail qui se dégradent, à des salaires qui ne suivent ni les prix ni l'augmentation de la productivité, et qui sont limités par la politique gouvernementale.

C'est dans ce contexte que va se développer un syndicalisme plus revendicatif, plus combatif, opposé à la mainmise croissante de l'Etat sur les relations de travail. Ce nouveau projet syndical a pour principal berceau la ville industrielle de São Bernardo do Campo – le 'B' de l'ABC<sup>129</sup> – et ce n'est pas un hasard. On y trouve concentrée une très grande partie de l'industrie automobile installée au Brésil, et de la mécanique lourde du pays. L'action de ceux que l'on appelle des « syndicalistes authentiques » renvoie à certaines caractéristiques militantes et politiques de ces derniers. Elle se fonde sur la défense de l'autonomie de l'action ouvrière par rapport aux autres forces politiques et sociales (les partis, les intellectuels, les étudiants). Politiquement sa thématique n'est plus nationaliste – ce qui était le cas du mouvement syndical avant le putsch de 1964, qui défendait l'idée que l'Etat doit s'impliquer dans les transformations de la nation – mais démocratique : les « authentiques » « *mettent l'accent sur la démocratisation du système politique, l'autonomie et la liberté syndicales* »<sup>130</sup>. C'est, en gros, à partir de 1973 que ce nouveau type de syndicalisme va commencer à s'organiser. Il est extrêmement minoritaire au début. Et ce n'est qu'à partir de 1977, et surtout avec les grèves de 1978 que, tout en restant fort minoritaire dans le panorama syndical de l'ensemble du pays, il va prendre son essor et jouer un rôle vraiment important. R. Meneguello liste les éléments suivants, clés de ce nouveau projet syndical :

- « *Critique de la législation brésilienne du travail*
- *Réalisation de négociations collectives directement entre le syndicat et l'entreprise*
- *Changement de la politique salariale du gouvernement, qui se caractérise alors par le décrochement des salaires sur les prix*
- *Organisation de comités dans les entreprises et reconnaissance des délégués syndicaux*
- *Autonomie syndicale*
- *Droit de grève*
- *Liberté d'établir des relations avec des syndicats étrangers regroupant des travailleurs d'entreprises multinationales* »<sup>131</sup>

Quel est, de façon schématique, le panorama syndical au moment où vont commencer les grandes luttes des travailleurs brésiliens, en 1978 ? On dénombre trois secteurs dans le syndicalisme brésilien à ce moment.

---

<sup>127</sup> Pour J.Gorender, qui se réfère à l'année 1980, « *il faut considérer que São Paulo, à ce moment, représentait 55% de la production industrielle du Brésil. Plus ou moins 6 millions d'ouvriers travaillaient à São Paulo* ». In M. HARNECKER (op. cit. p. 19).

<sup>128</sup> On assiste, pour reprendre les termes de Rachel MENEGUELLO, « *d'un côté, à l'intensification de l'hétérogénéité et de la fragmentation de la structure productive ; et de l'autre, à la nécessité d'un cadre de relations de travail modernisé* ». In Rachel MENEGUELLO (op. cit. 1989, p. 45).

<sup>129</sup> L'ABC (ou ABCD) est l'immense ceinture industrielle située au sud de la capitale pauliste. Le sigle provient du nom de trois des municipes le constituant : Santo André (A), São Bernardo do Campo (B), São Caetano (C), auxquels on en ajoute parfois un quatrième (Diadema pour le 'D'). Voir liste des sigles institutionnels pour plus de précisions.

<sup>130</sup> R. MENEGUELLO (op. cit. 1989 p. 45).

<sup>131</sup> Idem, p. 45-46.

En premier lieu, au sein du syndicalisme officiel, le plus grand nombre de syndicats est regroupé dans un courant qui porte le nom d'« Unité syndicale » (*'Unidade sindical'*). Son orientation fondamentale, c'est la défense de la « *non-rupture avec l'establishment syndical* »<sup>132</sup>. Cette volonté d'unité autour des '*pelegos*'<sup>133</sup>, dirigeants syndicaux les plus nombreux, est portée par des syndicalistes qui se disent « marxistes orthodoxes », liés au PCB ou au PCdoB. Ces derniers ne veulent surtout pas rompre avec les '*pelegos*', et, politiquement, lorgnent toujours du côté du MDB<sup>134</sup>.

En second lieu, et face à cela, se trouvent les oppositions syndicales. Celles-ci sont assez faibles nationalement mais détiennent quelques bastions, surtout parmi les métallurgistes de la ville de São Paulo, mais pas dans l'ABC. C'est sans doute le secteur le plus radical du mouvement syndical. On y retrouve des militants catholiques ou des militants politiques des petits groupes de gauche clandestins. Dès la fin des années 60, cette mouvance militante met l'accent sur la construction d'organisations syndicales en-dehors du cadre légal, officiel, en se fondant sur le développement de comités d'usines.

En troisième lieu, les « syndicalistes authentiques »<sup>135</sup>, se sont – contrairement aux oppositions syndicales – construit une place au sein des syndicats officiels. Il s'agit d'une fraction minoritaire de l'appareil syndical officiel qui rompt avec les pratiques et les mœurs dominantes dans le syndicalisme. Comme le précise R. Meneguello, ce secteur n'entretient pas de « *liens avec les oppositions syndicales ou avec des tendances idéologiques de la gauche marxiste* »<sup>136</sup>. Il défend donc une transformation radicale de la structure syndicale officielle et du système des lois et des relations définissant le statut du travailleur. C'est ce troisième secteur du syndicalisme qui va jouer un rôle central dans la formation du PT. Mais avant d'y venir, il est utile de comprendre les relations et les divergences existant entre les syndicalistes « authentiques » et les oppositions syndicales. Et il convient de saisir par quels moyens les premiers s'y sont pris pour occuper un espace très visible en quelques années dans le cadre du syndicalisme légal.

Les « authentiques » ont toujours été très distants et critiques vis-à-vis des oppositions syndicales. Ils y voient ce qu'ils considèrent de façon péjorative comme de la radicalité et de la stérilité. Ils y perçoivent aussi une influence politique qu'ils n'apprécient pas. Ainsi, le syndicaliste « authentique » Djalma Bom, proche de Lula, déclare : « *Ces groupes politiques [...] avaient une tactique que nous ne considérons pas comme très correcte. Ils pensaient qu'il fallait d'abord détruire le syndicat 'pelego' pour ensuite entrer dans les syndicats. Ils faisaient opposition aux directions 'pelegas' du syndicat, mais ne faisaient que de l'opposition. Nous, non. Notre tactique était la suivante : nous devons construire un nouveau syndicalisme à partir de la crédibilité du mouvement de São Bernardo et combattre, mais aussi gagner d'autres syndicats, sur la base de la législation existante, pour parvenir à détruire, de l'intérieur et non de l'extérieur, ce syndicalisme 'pelego', jaune* »<sup>137</sup>.

---

<sup>132</sup> Idem, p. 49.

<sup>133</sup> En français on parlerait de syndicalistes « jaunes », ici des dirigeants au service de la dictature.

<sup>134</sup> Mouvement démocratique brésilien, parti d'opposition légale sous la dictature.

<sup>135</sup> Certains, notamment issus des oppositions syndicales, tels V. Giannotti, nient la nouveauté du syndicalisme en question, et voient dans cette appellation et dans celle de « Nouveau syndicalisme » une volonté de mythifier l'histoire et de la déformer à des fins politiques.

<sup>136</sup> R. MENEGUELLO (op. cit. 1989 p. 49).

<sup>137</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 15).



Comment procèdent les « authentiques » pour, de l'intérieur, transformer le syndicat ? Lula, président du Syndicat des Métallurgistes de São Bernardo do Campo et Diadema depuis 1975, a souvent expliqué quelles idées relativement simples il a mises en œuvre avec ses camarades du syndicat. Il raconte : « *Notre première grande décision a été la suivante : au lieu d'attendre que les travailleurs viennent aux assemblées des syndicats au moment des campagnes salariales, pourquoi le syndicat n'irait-il pas à la porte des usines discuter d'autres sujets avec les travailleurs. Au lieu de nous contenter de permettre aux travailleurs de lire les bulletins du syndicat, nous avons commencé à envoyer à la porte de l'usine, sous forme de bulletins, les principaux articles des journaux qui parlaient des travailleurs* »<sup>138</sup>. Et Djalma Bom d'ajouter : « *La direction du syndicat à la porte de l'usine, cela a été d'une grande influence* »<sup>139</sup>. Lula raconte encore : « *Un jour, nous discutons à la direction du syndicat sur la façon de faire pour que le travailleur prenne confiance en nous. Vous savez ce que j'ai fait ? J'ai organisé un championnat de football : la direction du syndicat contre une équipe d'une usine. On y allait et avant de commencer à jouer, je parlais cinq minutes avec les travailleurs. Ensuite, on prenait quelques bières, on buvait un coup, on faisait des grillades. En peu de temps, nous avons réussi à créer une nouvelle conscience : la CLT<sup>140</sup> était une loi, la Constitution était une loi, mais il y a un espace politique important pour notre action. En peu de temps, un syndicat qui était vidé de sa substance et auquel personne ne participait, faisait le plein à toutes ses assemblées. Quel a été notre grand mérite ? Ce fut celui de réveiller chez le travailleur l'idée que le syndicat était son organe de classe, que c'était un organisme qui pourrait dénoncer et lutter. Nous faisons, par exemple, une chose que les travailleurs adoraient : mettre dans le journal – dans le bulletin du syndicat – les noms des chefs qui leur faisaient du tort* »<sup>141</sup>. Autre idée très concrète pour distribuer un bulletin attractif à la porte des usines : l'utilisation de BD. Citons encore Lula : « *on donnait à la porte de l'usine un bulletin avec une histoire en bande dessinée, bien fichue ; on faisait un petit cahier de quatre pages, les gens ne le jetaient pas, ils le mettaient dans la poche pour le lire à l'intérieur de l'usine* »<sup>142</sup>.

Et cette volonté de toucher les travailleurs, de les intéresser, de les mobiliser va porter ses fruits. Lula poursuit : « *Les premières conquêtes, par exemple, la stabilité de l'emploi pour la femme enceinte, c'est nous qui l'avons gagnée en 76. Le 'salaire de substitution' – une allocation chômage – c'est nous. Toutes ces conquêtes ont été obtenues parce qu'avec beaucoup d'innocence politique, on a osé défier les structures existantes. Pour qu'on gagne le salaire de substitution, la stabilité pour la femme enceinte, nous avons dû rompre avec la Fédération, parce qu'avant, c'était la Fédération qui nous représentait. Nous avons décidé de ne plus permettre à la Fédération de représenter les intérêts des métallurgistes de São Bernardo do Campo* »<sup>143</sup>. Lula tire un bilan très positif de l'action que lui et la direction de ce syndicat ont menée : « *Je pense qu'en à peine trois ans, nous avons réussi à faire des choses qui n'avaient jamais pu être faites en 30 ans dans ce pays* »<sup>144</sup>. Plus précisément, qu'est-ce qui a été fait ? Quelles sont les avancées depuis 1975 ? Lula avait déjà répondu à cette question en février 1979 dans une interview donnée à la revue *Isto É* : « *Au-delà d'une partie du pourcentage de rattrapage salarial, nous avons réussi à réunir un groupe de*

<sup>138</sup> Idem.

<sup>139</sup> Idem.

<sup>140</sup> Consolidation des lois sur le travail, voir index des sigles institutionnels.

<sup>141</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 15-16).

<sup>142</sup> Idem, p. 16.

<sup>143</sup> Idem.

<sup>144</sup> Idem.

*dirigeants [syndicaux] qui pensent de la même manière. Nous avons aussi réussi à nous faire respecter face aux autorités et face aux chefs d'entreprises eux-mêmes. Mais le plus important de tout, c'est d'avoir amené les travailleurs à croire à nouveau au syndicat comme organe de représentation de la classe ouvrière »<sup>145</sup>. Pour Lula, l'année 1977 est importante, même si c'est en 1978 que les luttes massives de la classe ouvrière vont commencer. Il raconte en décembre 1979 à l'*ABCD Jornal*, à propos des luttes de 1977 : « En 1977 il y a la lutte pour le rattrapage salarial de 34,1%. Cette lutte est née bien plus du fait de la nécessité pour certains dirigeants syndicaux de participer au mécontentement de toute la société – à cette époque, déjà, des intellectuels, des étudiants, des chefs d'entreprise, des fonctionnaires s'étaient mobilisés – que pour autre chose. C'est à ce moment que certains dirigeants syndicaux ont pris conscience du fait que rien n'allait changer tant qu'il n'y aurait pas de participation effective de la classe ouvrière. Le rattrapage salarial, cela a été un marqueur »<sup>146</sup>.*

Alors que la mouvance « Unité syndicale » va rester dans le giron soit du gouvernement, soit du MDB - lequel se transformera pour sa majorité en PMDB – les « authentiques » et les oppositions syndicales vont se diriger vers la formation du PT en 1979. Et parmi ces deux derniers secteurs, c'est celui des « authentiques » qui y jouera un rôle prépondérant. Mais ce sont les grèves de 1978 et de 1979 qui vont permettre aux « syndicalistes authentiques » d'acquérir le statut d'une force politique et d'être au cœur de la formation du PT. En même temps, ces luttes vont faire évoluer leur vision des rapports entre syndicalisme et politique.

---

<sup>145</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos*. 2<sup>a</sup> Edição, Guarulhos (SP), Editora O Reporter de Guarulhos, 1981, p. 150.

<sup>146</sup> Idem, p. 231-232.

## **Chapitre 2 : La dictature militaire au Brésil à partir de 1964**

---

Revenons un peu en arrière, dans les années 1960. Car la situation sociale et politique se tend au début de ces années-là, et va changer radicalement à partir de 1964. Une dictature militaire se met en place, qui va durer plus de vingt ans. Il est impossible de comprendre pourquoi et comment surgissent des forces nouvelles, sociales – notamment syndicales – et politiques, sans comprendre l'essence du régime de 1964 et en retracer les étapes essentielles. Démêler les raisons du coup d'Etat et bien percevoir son impact sur la vie politique et sociale brésilienne sont des clés pour comprendre la formation du Parti des Travailleurs ; il s'agit aussi de saisir qu'en 1979-80, au moment où ce dernier est pensé puis fondé, le contexte politique est celui d'une crise de plus en plus profonde de la dictature militaire instaurée en 1964. Le PT s'empare d'un vaste espace politique qui s'ouvre alors. Par ailleurs, ce parti lui-même restera marqué, notamment dans sa relation avec les valeurs démocratiques, par son émergence dans un cadre dictatorial.

Cette dictature, instaurée par le coup d'Etat militaire dirigé par le maréchal Castelo Branco le 31 mars 1964, va durer près de 21 ans, et même si son entrée en crise se situe vers le milieu des années 1970, elle durera encore une décennie, ne prenant officiellement fin qu'avec l'élection indirecte – par un collège électoral – de Tancredo Neves le 15 janvier 1985.

Nous tenterons d'abord de comprendre les raisons de ce coup d'Etat, puis nous verrons que la mise en place du régime militaire s'est opérée, essentiellement, en deux temps : une première phase qui s'étend de 1964 à 1968, est suivie d'une seconde, qui démarre à la fin de cette dernière année, et qui apparaît comme un net durcissement du régime. Nous évoquerons pour terminer ce chapitre les méthodes de gouvernement en vigueur pendant toute cette période. Notre objectif est, ici, de poser des jalons permettant de comprendre que la dictature elle-même (avec sa politique et ses méthodes), est un des éléments centraux de l'émergence du Parti des Travailleurs, avec ses spécificités et son idéologie.

### **Section 1 : Pourquoi le coup d'Etat de 1964 ?**

La compréhension des raisons du putsch de 1964 permet de saisir tout à la fois ce que voulaient et ce que ne voulaient pas les élites brésiliennes ; ce qui, à long terme, a rendu possible le déclin et la fin de la dictature ; et le caractère novateur, déstabilisant pour le régime, des mobilisations sociales de la fin des années 1970 et de l'apparition du PT sur laquelle ces mobilisations vont déboucher.

#### **1°) L'évolution de la situation politique et sociale**

Le putsch renverse le président élu João Goulart, mettant ainsi fin au régime de la II<sup>e</sup> République. L'état-major développe une triple analyse, économique, politique et sociale, qui

le conduit à procéder au coup d'Etat. S'ajoutent à cela des préoccupations qui émanent de Washington.

Avant d'exposer cette analyse plus en détail, faisons plusieurs remarques quant au contexte et à l'organisation du putsch, au moment choisi pour celui-ci et au recours à violence politique.

En premier lieu, lors du putsch, il n'existe pas, au Brésil, de mouvements de gauche ayant choisi la voie de la guérilla organisée, urbaine ou rurale. Certains à gauche pensent certes que la lutte armée va s'imposer comme une nécessité, mais à la date du coup d'Etat, les armes sont toutes dans le même camp : celui de l'armée et de la droite. Des organisations de lutte armée de gauche ne naîtront que plus tard, en réaction précisément à la mise en place de la dictature.

En second lieu, une partie de la droite s'est préparée de façon active au coup d'Etat, et cela dès 1961. Comme le note S. Salles, « *on créa l'IPES (Institut de Recherches et Etudes Sociales), avec le financement du patronat et des agences internationales (y compris la CIA), à des fins de préparation politique et idéologique du coup [...] On créa également l'Institut Brésilien d'Action Démocratique (l'IBAD), lié à l'IPES, dont l'objectif était de conduire et de soutenir les campagnes électorales de la droite* »<sup>1</sup>.

En troisième lieu, il faut remarquer qu'au sein des Forces armées brésiliennes, une réflexion sur la « nécessité » d'un coup d'Etat s'était développée depuis plusieurs années, dès l'accession à la Présidence de João Goulart. En 1961, déjà, une fraction de l'armée voulait le putsch. En septembre 1963, il y avait eu une rébellion à Brasilia, de sous-officiers, de marins et de soldats de l'Armée de l'air, suivie de punitions très symboliques prononcées par le gouvernement. Mais, comme l'explique S. Salles, les sphères militaires dirigeantes n'ont décidé d'avoir recours au coup d'Etat qu'au moment où elles ont eu la conviction que les Forces armées seraient unies derrière le putsch, tout en pouvant compter sur le soutien d'une large fraction de l'opinion publique<sup>2</sup>.

En quatrième lieu, précisément, S. Salles explique que « *la préparation du coup a, dès le début, intégré des civils et des militaires : c'est-à-dire qu'une stratégie politique et militaire fut conçue. Le général Golbery do Couto e Silva fut un des maîtres à penser de l'IPES* »<sup>3</sup>. Dans ce cadre, le PSD se rapproche de manière progressive de l'UDN. De plus, des structures paramilitaires sont mises en place comme le CCC<sup>4</sup>, qui sera responsable de nombreux actes terroristes, notamment des assassinats. Les médias jouent aussi un rôle important dans la préparation du coup d'Etat et pour faire accepter celui-ci : la presse de droite, à la pointe du combat, lance des appels nets au renversement du gouvernement travailliste de 'Jango'. V. Giannotti écrit que « *les premières pages de presque tous les journaux – de l'Estadão à São Paulo, de O Globo à Rio et des Diários Associados, l'empire*

---

<sup>1</sup> S. SALLES (op. cit. p. 47).

<sup>2</sup> Il cite (op. cit. p. 57-58) le Général Golbery do Couto e Silva : « *Les activistes militaires partisans ou opposés au gouvernement sont toujours une minorité. Si jamais un secteur des forces armées veut déposer un gouvernement, il lui faudra convaincre la grande majorité des officiers. Ceux-ci sont strictement légalistes, ou, du moins, ils ne sont pas activistes. Les activistes ne souhaitent pas d'effusion de sang ou la division des forces armées, de sorte qu'ils se disposent à attendre qu'il se forme un consensus avec le contenu voulu. Pour cette raison, les mouvements pour la destitution d'un président cherchent le soutien de l'opinion publique pour convaincre les forces armées elles-mêmes que ce coup d'Etat est nécessaire* ».

<sup>3</sup> S. SALLES (op. cit. p. 47).

<sup>4</sup> Voir liste des sigles politiques.

*de communication d'Assis Chateaubriand – stimulaient l'augmentation de la tension entre les deux blocs à travers lesquels la société était nettement divisée »*<sup>5</sup>. Quant à l'Eglise catholique brésilienne, elle est majoritairement à droite à cette époque, et se charge également de faire pénétrer l'anticommunisme et la haine de la gauche dans les familles. Très peu de temps avant le putsch, le 19 mars 1964, la droite politique soutenue par toutes les forces sociales ci-dessus mentionnées organise des manifestations. Le mot d'ordre est celui de « marches des familles, avec Dieu, pour la liberté ».

#### **a) Mettre un terme à l'inflation**

Alors que l'inflation était (seulement) de 12,2% en 1955, elle atteint 30,5% en 1960<sup>6</sup>. Les années suivantes, celles de la présidence Goulart, vont voir une accélération : 47,8% en 1961 (rappelons toutefois que jusqu'en août, c'est Jânio Quadros qui est président); 51,6% en 1962 ; 79,9% en 1963 et 92,1% en 1964 (la présidence Goulart n'intervenant ici que pour les trois premiers mois de cette année-là).

Cette question fait l'objet d'une inquiétude croissante en haut lieu. Dès le début de 1963, une fois muni des pouvoirs liés au présidentielisme que lui a conférés le référendum victorieux en janvier de cette même année, Goulart charge Santiago Dantas (aux Finances), Almino Afonso (ministre du Travail, issu de la gauche du PTB) et surtout Celso Furtado (ministre du Plan) de régler ce problème. Ce dernier, en particulier, lance un plan triennal (qui devait aller jusqu'à 1965) qui veut lutter contre l'inflation dans un cadre global, celui d'une planification économique et sociale. Ce plan prévoit de la réduire à 10% sur ces trois années, tout en conservant une croissance économique de 7%. Il entend aussi réduire le déficit budgétaire. Mais parmi les mesures envisagées dans ce plan, figure la baisse des subventions gouvernementales aux importations de blé ou de pétrole – ce qui ne peut qu'avoir des conséquences fâcheuses et impopulaires, avec des hausses du prix du pain et du carburant, notamment. De plus, une autre difficulté se présente : pour financer ce plan, Santiago Dantas doit notamment obtenir des crédits auprès des Etats-Unis, mais ces derniers ne veulent rien entendre, argumentant qu'il faut d'abord réduire l'inflation. Par conséquent, le plan triennal manque cruellement de carburant pour pouvoir fonctionner, ce qui oblige le gouvernement à se tourner vers le FMI, qui, à son tour impose une politique d'austérité, laquelle sera à l'origine de protestations et de la radicalisation d'une partie de la base sociale du régime. De fait, l'augmentation des prix s'accélère en 1963, et dès le milieu de cette année-là, l'inflation a complètement débordé le cadre du plan de Celso Furtado, qui se donnait pour objectif de la limiter à 25%. Cette dérive va servir de justification aux putschistes et la réduction de l'inflation sera affichée comme un des objectifs prioritaires des militaires après le coup d'Etat. Car pour la droite brésilienne, les choses sont claires et elles sont simples : les responsables de la hausse des prix sont les salaires qui augmentent trop vite, les syndicats qui désorganisent la vie économique, et les communistes qui tirent les ficelles de tout cela !

---

<sup>5</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 179).

<sup>6</sup> Nous nous basons ici sur les chiffres donnés par une étude spécifique de l'inflation brésilienne réalisée par le Pr Dercio Garcia Munhoz, et intitulée « *Inflação Brasileira. Os ensinamentos desde a crise dos anos 30* » (tableau donné p. 61). Ref: [http://www.ie.ufrj.br/images/pesquisa/publicacoes/rec/REC%201/REC\\_1.1\\_03\\_Inflacao\\_brasileira\\_os\\_ensinamentos\\_desde\\_a\\_crise\\_dos\\_anos\\_30.pdf](http://www.ie.ufrj.br/images/pesquisa/publicacoes/rec/REC%201/REC_1.1_03_Inflacao_brasileira_os_ensinamentos_desde_a_crise_dos_anos_30.pdf). Mais à l'époque, les chiffres de l'inflation variaient assez sensiblement selon les sources. Ainsi, les chiffres, pour ces mêmes années, donnés par une étude de Mário M.C. Mesquita, pour le département d'économie de la PUC-Rio et intitulée « *Brasil 1961-1964 : inflação, estagnação e ruptura* » (p. 2) sont respectivement de 11,8% en 1955 et 25,4% en 1960. Ref : <http://www.econ.puc-rio.br/pdf/td569.pdf>.

## b) En finir avec João Goulart

Mais l'inflation, sans être un pur prétexte, n'est pas, loin de là, la seule raison du coup d'Etat. D'ailleurs les généraux putschistes ne pourraient pas justifier ce dernier en se fondant uniquement sur la nécessité de venir à bout de l'inflation. Sur le plan politique, la droite déteste « Jango », et les chefs militaires lui sont hostiles, le jugeant peu fiable et trop proche des communistes, ces derniers constituant pour eux le mal absolu. Certes, le président est sans doute, avec Leonel Brizola, un des éléments les plus à gauche du travaillisme (du PTB), mais cette orientation est très loin de représenter des positions révolutionnaires. Toutefois, la droite n'a pas pardonné à Goulart son passage au ministère du Travail en 1953, sa gestion des grèves à l'époque, et en particulier sa proposition d'augmenter le salaire minimum de 100%. Son arrivée à la présidence après la démission de Jânio Quadros a fait l'objet de menaces et de manœuvres qui l'ont d'abord obligé à composer avec le parlementarisme imposé par le jeu politique des élites. Mais João Goulart a réussi à s'affranchir de ce dernier depuis le référendum qu'il a organisé et remporté et qui, en janvier 1963, lui a permis de retrouver les pouvoirs plus vastes liés à un régime présidentiel. Cela ne plait pas du tout aux chefs de l'armée, qui, de plus, sont inquiets de l'évolution de sa ligne politique.

Depuis qu'il est président, Goulart a tenu des propos qui ont fortement déplu à la droite et aux militaires, et qui les préoccupent beaucoup. Dès mai 1962, il a évoqué la nécessité de réformes profondes, notamment d'une réforme agraire – ce qui revient à agiter un chiffon rouge dans ce pays où les grands propriétaires fonciers ont beaucoup de pouvoir – mais aussi de réformes constitutionnelle, fiscale, et d'une réforme du système bancaire.

En passant, lors des élections de 1962, de 66 députés à 104, le PTB a obtenu une avancée, même si la droite a elle aussi marqué des points, en particulier en faisant élire des gouverneurs dans les Etats clés que sont ceux de São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais. Mais, le référendum du 6 janvier 1963 a également été une grande victoire pour Jango, avec environ 82% des suffrages exprimés en faveur du présidentielisme. Cela dit, Goulart n'est pas le seul dirigeant travailliste à déplaire à la droite et à l'état-major de l'armée. Son beau-frère, Leonel Brizola, gouverneur du Rio Grande do Sul, a scandalisé l'élite brésilienne<sup>7</sup> en mettant la main sur deux grandes fermes de son Etat pour la réforme agraire, et en inventant une forme spécifique de collectivisation majoritaire d'une filiale locale d'ITT<sup>8</sup> – laquelle ne donnait pas satisfaction aux exigences du gouvernement de cet Etat en

---

<sup>7</sup> Ajoutons à cela qu'en 1961, pour assurer la passation des pouvoirs à Goulart contre la volonté de la droite et d'une partie des militaires, dans son Etat du Rio Grande do Sul, « *Brizola, avec le PCB, le PTB, les syndicats et la 3<sup>e</sup> Armée avaient exigé la transmission des pouvoirs au vice-président et réalisé de grandes manifestations. En un geste symbolique, le gouverneur avait donné l'ordre d'envahir l'usine d'armement Taurus et distribué des armes au peuple pour garantir la prise de fonctions de Goulart* ». Cf V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 173).

<sup>8</sup> Brizola s'est affronté à la *Companhia Telefônica Riograndense*, filiale d'ITT. ITT arrivait en fin de concession dans cet Etat, et avait certaines exigences pour investir à nouveau. Les négociations ont duré deux ans avant d'aboutir à un accord, sur la base de la création d'une société d'économie mixte avec participation du gouvernement (25%), d'ITT (25%) et des usagers (50%). Pour régler la question de la valeur patrimoniale d'ITT, ITT et le gouvernement du Rio Grande do Sul ont désigné deux experts, qui pouvaient recourir à un troisième en cas de besoin. Brizola a choisi un adversaire politique, membre de l'UDN, Luiz Leseigneur de Faria, directeur de la Faculté d'ingénierie. ITT a fait le choix de l'ingénieur Frederico Rangel. Brizola trouvait élevé le calcul d'évaluation patrimoniale, mais n'a rien dit. Pourtant, au bout de deux mois, ITT a changé de direction, s'est débarrassée de son vice-président et a exigé de nouvelles négociations, trouvant insatisfaisant le rapport d'expertise. Brizola a alors annoncé l'expropriation des biens de la compagnie, sur la base de la valeur définie par les experts, tout en décomptant, d'une part, ce qui avait fait l'objet d'une donation du gouvernement de l'Etat ; et d'autre part, le montant des profits transférés illégalement à l'étranger. Le pouvoir judiciaire a autorisé ce transfert de propriété. Mais

matière de comptabilité. Certes, João Goulart, manifeste beaucoup d'hésitations sur le plan politique. Mais il veut donner des signes d'attachement à la gauche, et parle souvent de réaliser une réforme agraire radicale. Il veut également donner le droit de vote aux analphabètes. Tout cela contribue, aux yeux de la droite et de la hiérarchie militaire, à rendre le tableau très noir.

### c) Arrêter la montée des luttes sociales

De plus, et peut-être surtout, les mouvements sociaux se développent depuis le début de la décennie, et en soi, cela est insupportable pour les chefs de l'armée et pour la droite. M. Covas Pontes compte, entre 1958 et 1960 (encore sous la présidence Kubitschek) 177 grèves dans tout le pays, contre 430 sous le gouvernement *Jango*, en trois ans<sup>9</sup>.

Dans les campagnes, un mot d'ordre reçoit un succès croissant : « *reforma agrária na lei ou na marra* » (« réforme agraire, par la loi ou par la force »). Ce thème fait l'objet de vastes débats dans des milieux politiques divers et parmi les universitaires. Car la question se pose : quelle réforme agraire ?<sup>10</sup> La CONTAG (Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture) est créée en 1963, et le président João Goulart annonce à cette occasion une vaste réforme agraire, qui ne verra pas le jour, car le putsch l'empêchera. Qui plus est, la situation sociale est marquée par de nombreux mouvements sociaux.

Il existe de fortes mobilisations paysannes, donc ; mais également une forte activité gréviste. Une radicalisation s'opère parmi ceux qui se battent pour les salaires, tout comme parmi ceux qui réclament une réforme agraire. Sur le terrain, le PCB est, jusqu'au putsch, de plus en plus souvent débordé sur sa gauche. Néanmoins, il reste la force politique prépondérante dans le mouvement ouvrier, et domine, avec la gauche du PTB, la CNTI<sup>11</sup> qui, avec la grève générale du 5 juillet 1962, a obtenu l'intégration du 13<sup>e</sup> mois dans la législation brésilienne du travail<sup>12</sup>, une revendication qui remontait à 1953 et qui avait déjà été conquise à São Paulo en décembre 1961 après une grande grève générale locale, fortement réprimée et servant d'aiguillon à de nombreuses actions ouvrières ailleurs dans le pays. Et l'état-major syndical dirigeant cette grève, juste après celle-ci, lors du 4<sup>e</sup> Congrès national des syndicats, se transforme en CGT (Commandement général des travailleurs) qui agit un peu comme une centrale, mais en regroupant des directions sectorielles, des fédérations, et sans laisser de place à la base dans les décisions. Si d'un côté, il y a cette avancée sociale, cette structure va brider le mouvement ouvrier, en limiter la radicalité, tout en diffusant l'illusion de sa toute-puissance, ce qui lui sera fatal au moment du coup d'Etat. Selon V. Giannotti, le CGT était marqué par « *un caractère nettement politique, son grand pouvoir de mobilisation ne venant pas de son enracinement à la base mais d'une alliance avec le gouvernement et avec les*

---

cette affaire a donné lieu à un incident diplomatique avec les Etats-Unis, défendant ITT, et les reculs de Goulart après cet incident, ont conduit Brizola à prendre ses distances par rapport au gouvernement fédéral.

<sup>9</sup> Martisalem COVAS PONTES. *Uma caminhada de luta*. São Paulo, ExLibris, 2014, p. 20.

<sup>10</sup> Cf. S. SALLES (op .cit. p. 41-42). L'auteur distingue quatre courants : les tenants d'une « *réforme agraire anti-féodale* » (en particulier le PCB) ; ceux qui, comme Celso Furtado, préconisent « *une réforme agraire orientée vers l'expansion du marché interne, et favorisant ainsi le développement capitaliste national* » ; un courant en faveur d'une « *réforme agraire axée sur la doctrine sociale de l'Eglise* » ; et enfin une vision « *anticapitaliste de la réforme agraire* », défendue notamment par Caio Prado Junior et par les courants les plus à gauche.

<sup>11</sup> Voir liste des sigles institutionnels.

<sup>12</sup> On peut lire sur le site de la CUT : « *Après de nombreuses mobilisations des ouvriers dans tout le pays, la prime de Noël a été instituée par la loi n° 4.090, du 13 juillet 1962, et signée par le président João Goulart, qui a intégré officiellement la prime de Noël dans la législation du travail* ». Cette prime de Noël est aussi connue au Brésil comme le 13<sup>e</sup> mois.

*militaires progressistes* »<sup>13</sup>. Et pendant ses deux ans d'existence, le CGT a insisté avant tout sur des revendications politiques, dans une perspective d'alliance avec la bourgeoisie. Son programme « d'unité et d'action » de 1963 exigeait la démocratisation du pouvoir, une plus forte intervention de l'Etat dans l'économie, une limitation et un contrôle sur le capital étranger, une réforme agraire et ce qui s'appelait alors les « réformes de base »<sup>14</sup>. S. Salles fait une remarque intéressante : « *L'armée voyait dans les manifestations populaires et dans la vigueur des organisations de masses, une menace à l'ordre, au seul ordre qu'elle connaissait : l'ordre établi. Son sentiment anticommuniste lui faisait voir celles-ci plus puissantes qu'elles ne l'étaient* »<sup>15</sup>. Effectivement, il semble que l'anticommunisme de la haute hiérarchie militaire l'ait conduite à ignorer, ou au moins à sous-estimer largement les faiblesses de la gauche et du mouvement populaire, en termes de confusion, de divisions, de limites stratégiques.

#### **d) La main de l'Oncle Sam ?**

C'est donc un ensemble de facteurs qui pousse l'armée à intervenir. Mais la droite et l'armée brésiliennes sont loin d'agir isolément : elles sont en symbiose avec les volontés discrètes des Etats-Unis. Pour l'oligarchie brésilienne et ses alliés nord-américains, l'activité revendicative qui se développe dans les villes et les campagnes est une menace pour la stabilité du système et pour les investissements des entreprises américaines dans le pays. Les dirigeants américains, échaudés par la révolution victorieuse à Cuba, veulent éviter à tout prix que le reste de l'Amérique latine emprunte ce chemin-là. De plus, le Brésil, de par sa taille et son poids économique, représente un enjeu majeur pour la Maison Blanche.

Or les dirigeants des Etats-Unis se rendaient parfaitement compte que le mouvement populaire, en plein développement au Brésil, avançait des positions anti-impérialistes. Ils ne voulaient pas entendre parler de nationalisations d'entreprises américaines, sauf à ce qu'elles soient compensées par de fortes indemnités. Ils acceptaient très mal la loi brésilienne qui limitait le rapatriement aux Etats-Unis des profits réalisés au Brésil. La réforme agraire, telle qu'elle était voulue par le mouvement paysan, leur faisait peur ; et il semblait fort au gouvernement américain, informé notamment par les dirigeants de la droite et les hauts officiers de l'armée brésilienne, que le gouvernement de Goulart pouvait aller dans cette direction.

Or parmi les futurs putschistes, Castelo Branco, le chef de la junte en préparation, et son éminence grise le général Golbery do Couto e Silva étaient des inconditionnels de Washington et des proches de la CIA. Mais A. Ozai da Silva va plus loin quant à l'implication des Etats-Unis dans le coup d'Etat. Il mentionne, outre l'implication de ceux-ci dans le financement des officines putschistes comme l'IBAD ou l'IPES, de vrais préparatifs d'intervention armée, l'« Opération Brother Sam »<sup>16</sup>. Il commente : « *Tout cela pour éviter la*

---

<sup>13</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 176).

<sup>14</sup> « Réformes de base » (*reformas de base*), c'est ainsi que João Goulart appelait les réformes structurelles proposées par son équipe. Cela incluait les domaines de l'éducation, de la fiscalité, des institutions et de l'agriculture.

<sup>15</sup> S. SALLES (op. cit. p. 48).

<sup>16</sup> A. OZAI DA SILVA (op.cit. 1989 p. 92) écrit : « *Le gouvernement de Washington, à ce moment-là, mettait en place l'opération Brother Sam, qui consistait en l'expédition vers le Brésil d'une force-tâche, composé du porte-avions Florestal, de destroyers en soutien, parmi lesquels un muni de missiles téléguidés, de navires chargés d'armes et de munitions, acheminés avec quatre pétroliers contenant un total de 136.000 barils d'essence normale, de 272.000 barils de diesel, et de 20.000 barils de kérosène. Afin de répondre aux besoins pressants des insurgés, sept avions de transport C135, emportant 110 tonnes d'armes, huit avions de chasse, huit avions ravitailleurs, un avion de communication et un pont aérien de commande devaient établir un pont aérien, reliant les bases nord-américaines et le Brésil. Le général George S. Brown dirigeait les*



'communisation' du Brésil. L'anticommunisme, tel est le principal fondement de l'action des putschistes »<sup>17</sup>. Mais il s'interroge, et donne aussi quelques réponses : « Mais pourtant, c'était quoi, le communisme ? Il y avait des soviets à Rio de Janeiro ou à São Paulo ? Non. Goulart proposait d'abolir la propriété privée des moyens de production ? Non. Le communisme, c'était le CGT (Comando Geral dos Trabalhadores), cet effort d'organisation et d'unification du mouvement syndical, que les classes dominantes, qui avaient l'intention de comprimer les salaires, voulaient bloquer. C'était la réforme agraire. C'était la loi qui limitait le transfert des profits. C'était tout ce qui contrariait les intérêts de l'impérialisme nord-américain, des latifondiaires et du patronat. Le communisme, c'était, enfin, la démocratie elle-même, qui avec la présence de Goulart à la présidence de la République, rendait possible l'émergence des travailleurs sur la scène politique »<sup>18</sup>. S. Salles écrit, comme pour nuancer et en tout cas compléter ce jugement : « s'il y a eu une contre-révolution, c'est parce qu'il y avait, non pas peut-être une révolution de fait, mais du moins un état révolutionnaire en gestation, avec le collapsus du populisme et l'émergence populaire, gestation qui n'aurait pu culminer que très difficilement »<sup>19</sup>. Il nous semble que le fond de l'explication se situe dans une combinaison des deux appréciations ci-dessus, avec sans doute une surestimation du « danger » du côté de la droite et des Forces armées. Cela dit, la prise du pouvoir par l'armée en 1964 se situe dans un contexte international particulier, et la notion de « coup d'Etat préventif » a souvent été utilisée pour caractériser le putsch brésilien, qui s'insère dans toute une série d'interventions autoritaires, dans les années qui suivent le coup de tonnerre de la Révolution cubaine. De l'Argentine au Panama, O. Dabène en présente 11 pour la période entre 1962 à 1969<sup>20</sup>. Et B. Marques-Pereira et D. Garibay se réfèrent également au putsch brésilien de 1964 comme à un coup d'Etat préventif, insistant sur la « radicalisation des masses populaires, dans un contexte de guerre froide, où la révolution cubaine avait provoqué une onde de choc »<sup>21</sup>.

Ajoutons à tout cela que, selon nous, du côté de Goulart et du gouvernement, l'orientation politique générale était capable d'agacer et d'inquiéter le haut état-major, la droite et Washington, mais elle ne représentait en aucun cas une stratégie cohérente permettant d'affronter victorieusement toutes les forces traditionnelles et réactionnaires. Quant au PCB, il s'est contenté dans les faits, et face au coup d'Etat, d'une menace de grève générale, et n'a jamais seulement tenté de la mettre à exécution. Pour les putschistes, le contexte et le rapport de forces étaient finalement très favorables, bien plus favorables sans doute qu'eux-mêmes ne l'imaginaient.

A. Ozai da Silva conclut ainsi sur la nature du putsch du 31 mars : c'était « un coup d'Etat de classe [...] les banquiers, les industriels, les commerçants, les latifondiaires, les riches et les privilégiés fêtèrent la victoire. [...] Ce n'était pas seulement un coup d'Etat militaire ; c'était le coup d'Etat d'une classe exploiteuse contre une classe exploitée »<sup>22</sup>. De son côté, M. Covas Pontes écrit : « Le coup d'Etat avait été décidé, précisément, pour faire taire les travailleurs, pour en finir avec les grèves et avec les occupations de terres [...] Le

---

opérations, qui devaient compter sur la participation d'une force tâche ultra-secrète de l'Armée de Terre, de la Marine, de l'Armée de l'Air et de la CIA, mise en action sur la base du Panama, sous le commandement du général Breitweiser ».

<sup>17</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 93).

<sup>18</sup> Idem, p. 93-94.

<sup>19</sup> S. SALLES (op. cit. p. 69).

<sup>20</sup> O. DABENE (op. cit. p. 126 à 130).

<sup>21</sup> B. MARQUES-PEREIRA et D. GARIBAY (op. cit. p. 82).

<sup>22</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 94).

*capital national et international avait besoin d'en finir avec la stagnation économique qui avait commencé en 1960, et voulait retrouver ses profits. Pour cela, une dictature était nécessaire pour arrêter et écraser tout contestataire de l'ordre nouveau qui devait être instauré [...] Pour faire court, la dictature a cherché à détruire tout noyau de résistance ouvrière et paysanne. Ainsi, elle a pu imposer aux travailleurs ce qu'on a appelé le « décrochage salarial »<sup>23</sup>, c'est-à-dire des pertes de pouvoir d'achat.*

## **2°) Idéologie, influences et divisions de l'armée**

Comme souvent, les putschistes utilisent des mots trompeurs pour se référer à leurs propres actes : en 1964 et les années suivantes, ils parlent du coup d'Etat comme d'une « révolution », la qualifiant tantôt de « démocratique », tantôt de « rédemptrice », selon les situations. Depuis quelques années, pour évoquer le putsch de 1964, les militaires parlent plutôt d'une... contre-révolution. Mais au-delà de la confusion que l'utilisation du vocable de révolution peut causer dans les esprits, ce terme traduit aussi une volonté de rénovation qui habite l'armée, et même le sentiment d'un devoir d'intervention pour sauver la nation. En fait, la question des rapports des militaires avec la nation et avec le pouvoir d'Etat est une vieille question au Brésil. L'influence positiviste pèse sur les Forces armées depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, et a servi de fondement idéologique au renversement de l'Empire en 1889. L'impatience de certains militaires à voir le pays évoluer et se moderniser s'est manifestée par la suite. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, l'armée est marquée par un fonctionnement de caste, avec notamment un système séparé, propre aux militaires, d'enseignement primaire et secondaire, avec une éducation militarisée « *de même que des centres dédiés au perfectionnement des officiers des rangs supérieurs, des mécanismes visant à contenir la contagion externe* », selon S. Salles<sup>24</sup>, qui poursuit, plus loin : « *Les principaux chefs militaires des années 30 ne sont relevés par une nouvelle génération qu'au cours des années 50. Ces derniers sont formés à l'école de la génération précédente. Dix ans après, ils seront les « révolutionnaires » de 1964*<sup>25</sup> ». Et cet auteur de citer, comme « intellectuel militaire » inspirateur de la doctrine dominante à l'époque du putsch, le général Pedro Aurélio de Góes Monteiro, qui écrit notamment, en 1947 : « *Les forces armées doivent être aussi puissantes que possible, de façon à ce qu'aucun événement antagonique aux fins de l'armée ne puisse menacer le fondement de la patrie* ». On trouve là à la fois une volonté d'autonomie des forces armées, une revendication d'un droit naturel de celles-ci à l'intervention politique, et une allusion discrète à l'*Intentona* communiste de 1935.

Avec la Guerre froide, la doctrine de la sécurité nationale va évoluer et englober de plus en plus d'éléments, au point de parler de « guerre totale » - contre le « communisme » ou ce qui est vu comme tel – comme l'explique le général Golbery, qui y inclut toutes sortes d'initiatives et de méthodes, « *ayant pour but la victoire et seulement la victoire, mêlant des soldats et des civils, des hommes, des femmes et des enfants dans les mêmes sacrifices et des dangers identiques, exigeant, en plus, le renoncement en faveur de l'Etat, seigneur tout puissant de la guerre, à des libertés séculaires et des droits durement acquis* »<sup>26</sup>. Le même général en dit davantage sur le contenu social de cette guerre totale à laquelle il faudrait se

<sup>23</sup> M. COVAS PONTES (op. cit. p. 25). Le terme portugais utilisé est celui d'*arrocho salarial*, qui exprime l'idée d'une perte de pouvoir d'achat des salaires.

<sup>24</sup> S. SALLES (op. cit. p. 65).

<sup>25</sup> Idem.

<sup>26</sup> Cité par S. SALLES (op. cit. p. 65-66).

préparer : « *La guerre strictement militaire s'est transformée [...] en guerre totale, tant économique, que financière, psychologique et scientifique, où les armées de terre, navale et de l'air sont engagées. La guerre totale est devenue une guerre globale, et cette dernière est devenue une guerre indivisible, et pourquoi ne pas le reconnaître ?, une guerre permanente [...] où il n'est plus possible de distinguer où se termine la paix et où commence la guerre* »<sup>27</sup>. Autrement dit, comme il s'agit d'une « guerre totale » (du capital contre le travail, mais aussi contre tous ceux qui osent s'en plaindre, ajouterons-nous), les libertés doivent pouvoir disparaître facilement. Et l'armée est là pour le permettre. La doctrine de sécurité nationale implique l'autonomie des forces armées, qui implique à son tour un devoir d'intervention de celles-ci dans la sphère politique. A quels moments ? Le général Geisel, dictateur de 1974 à 1979, répond : « *Aux moments de crise, quand le pays est menacé par de graves dissensions internes [...] quand des dirigeants politiques s'écartent du chemin qui mène à la réalisation des aspirations nationales [...] quand la nation est en danger, les militaires, dans leur ensemble, pourront avoir le devoir d'agir au moyen de leurs forces, afin d'écarter, d'une façon drastique, le danger manifeste* »<sup>28</sup>. Qui décide quels sont les dangers ? Et pour qui, plus précisément pour quelles catégories sociales y a-t-il danger ? C'est l'armée qui décide, en tant qu'institution dépositaire de « l'intérêt national ». Celle-ci, à la fois juge et partie, s'arroge le droit de définir ce qui est bon pour « le pays » et montre en même temps tout son mépris pour les classes populaires et leur droit de choisir leur voie vers une société meilleure, plus juste.

Pour S. Salles, l'armée, après être intervenue plusieurs fois dans la vie politique depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, a fini par ne plus supporter de voir ses interventions déboucher sur des situations qui ne lui plaisaient pas. Il écrit : « *avant 1964, l'armée a renversé plusieurs fois le gouvernement, sans toutefois assumer le pouvoir à aucune de ces occasions* »<sup>29</sup>.

Le coup d'Etat a été soigneusement préparé<sup>30</sup>. L'armée, mue très profondément par un anticommunisme qui sert de ciment à ses différentes factions, a adopté depuis 1961 la doctrine de la sécurité nationale, définie à Washington, et qui conduit notamment à dispenser des cours de « guerre contre-révolutionnaire ». Cette doctrine permet de former des officiers à diriger un pays. La police brésilienne a également reçu des cours donnés par la CIA.

Mais au-delà de l'anticommunisme qui sert de ciment à l'institution, il existe des factions différentes dans l'armée, qui vont bientôt s'opposer jusqu'au sommet du pouvoir. On trouve essentiellement deux camps parmi les « révolutionnaires » qui prennent le pouvoir en avril 1964 : ceux qui sont considérés par l'autre camp comme des « colombes » d'une part ; et les « durs » d'autre part.

Le général Golbery est sans doute la tête pensante de ces « colombes », qui comptent également Castelo Branco, lequel va être propulsé à la tête de l'Etat en avril 1964. Proche du noyau de l'UDN, Castelo défend des idées économiques nettement libérales, quelques idées libérales au plan politique, et des vues élitistes sur la politique. C'est cette faction de l'armée qui va dominer jusqu'à 1968. Elle sera alors remplacée par les « durs » représentés

---

<sup>27</sup> Idem, p. 66.

<sup>28</sup> Idem.

<sup>29</sup> S. SALLES (op. cit. p. 68).

<sup>30</sup> V. GIANNOTTI écrit même (op. cit. 2007 p. 173) que « *la droite mijotait un coup d'Etat pour se débarrasser de la gauche depuis la veille de la mort de Vargas en 1954* ».

notamment par Costa e Silva, et par le futur président Médici. Cette lutte de fractions entre militaires va déterminer l'évolution de la dictature sur l'ensemble de la période, les « durs » dominant de 1968 à 1974, puis se faisant encore très menaçants pendant une sorte d'intérim, sous Geisel, en 1974-1976. Après cela, la ligne « dure » perdra du terrain au profit des militaires cherchant à assurer une transition conservatrice vers un régime « démocratique », c'est-à-dire à maintenir le vrai pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, tout en remettant les « clés » politiques à une élite d'élus.

Pour conclure sur la discipline militaire elle-même et son impact sur la dictature, S. Salles écrit : « *les principes de la hiérarchie et de la discipline furent violés par la lutte politique entre factions et personnalités qui s'accroît jusqu'en 1974-75, ainsi que par l'autonomie des différents appareils répressifs. La lutte politique [...] prit des proportions telles qu'on peut considérer que, dans une bonne mesure, toutes et chacune des successions présidentielles ont constitué des coups de force* »<sup>31</sup>.

### **3°) Institutions, économie et société après le putsch**

Le 1<sup>er</sup> avril 1964, le général Costa e Silva se nomme lui-même ministre de la Guerre. Mais le lendemain, le président du Sénat déclare vacant le pouvoir et le 11 avril, le Sénat élit Castelo Branco président pour la durée restante du mandat de Jânio Quadros.

#### **a) Les premiers « actes institutionnels » de la dictature**

Le 11 avril, l'acte institutionnel n° 1 (AI-1) présente l'Armée comme étant une émanation de la souveraineté populaire, et cela alors que le président élu vient d'être destitué par la force. Les militaires putschistes se présentent eux-mêmes comme les dépositaires de l'intérêt général, contrairement aux partis, qu'ils accusent de ne représenter que des intérêts particuliers. L'AI-1 permet notamment aux putschistes de déclarer l'état de siège pour 30 jours, renouvelable une fois, de casser les mandats d'élus, de suspendre les droits politiques des citoyens pour 10 ans et de suspendre le statut des fonctionnaires – leur garantissant une stabilité d'emploi – pour 6 mois.

Mais, en contradiction apparente avec l'AI-1, en octobre 1965, l'AI-2 institue le bipartisme. Un acte complémentaire viendra, quelques semaines plus tard, préciser la dénomination des organisations « provisoires » : d'une part, le parti de la « révolution » (comprendre donc de la dictature), soit l'ARENA (*Aliança Renovadora Nacional*) ; d'autre part « le parti de l'opposition », le MDB (Mouvement Démocratique Brésilien).

Les AI se succèdent, imposant progressivement le caractère dictatorial du régime. Le 13 décembre 1968, l'AI-5, sans doute le plus tristement célèbre, marque un net tournant vers plus d'arbitraire et de violence de la part du pouvoir. Cet acte, promulgué par le président Costa e Silva, donne au président des pouvoirs supplémentaires : il suspend la constitution, impose la censure, abroge la plupart des libertés individuelles. La police et l'armée sont autorisées à arrêter, à emprisonner tout « suspect ». Et cela, hors de tout contrôle judiciaire.

#### **b) L'économie selon les putschistes**

---

<sup>31</sup> S. SALLES (op. cit. p. 69).

Sur le plan économique, bien avant le coup d'Etat de Pinochet au Chili en 1973, il s'agissait pour les putschistes de promouvoir ce qu'on pourrait désigner comme une modernisation conservatrice, combinant à la fois une économie libérale et un régime autoritaire. La prédominance du capital financier est renforcée, avec notamment un développement considérable du volume des transactions boursières<sup>32</sup>, et une intégration accrue au système capitaliste international. L'installation et le durcissement de la dictature militaire avaient pour but de briser les luttes sociales, à commencer par celles de la classe ouvrière, afin de mener à bien le projet d'intégration du Brésil dans l'ordre capitaliste mondial. Pour cela, le premier objectif, sous prétexte de lutter contre l'inflation, consiste à faire baisser massivement le pouvoir d'achat des salariés. Mais pour y parvenir, le régime dictatorial doit à la fois s'appuyer sur la structure syndicale officielle et se débarrasser des directions syndicales combattives.

### c) Du bon usage des syndicats et des « syndicalistes »

Comme l'explique R. Meneguello, le contrôle des syndicats va revêtir deux formes. D'une part, il se met en place « *un contrôle direct, caractérisé par l'intervention [de l'Etat] et les restrictions politico-idéologiques imposées aux organisations syndicales, le limogeage de dirigeants syndicaux et l'exclusion des équipes dirigeantes marquées par leur engagement avec le régime politique précédent* »<sup>33</sup>. Les syndicats étant des organisations dépendantes de l'Etat, celui-ci intervient directement dans ces organisations, en particulier pour destituer les dirigeants syndicaux combattifs et nommer des « *interventores* » à leur place, qui ne rendent de comptes qu'à leur ministre, c'est-à-dire à la dictature. Et d'autre part, « *un contrôle indirect, fondé sur la mise en place d'une législation d'exception et sur des modifications de la législation du travail qui existait auparavant, visant au contrôle politique et à la réglementation de la vie syndicale* »<sup>34</sup>. Elle ajoute plus loin que ce qui se renforce sous la dictature, c'est un syndicalisme « *de type bureaucratique-assistencialiste, tourné essentiellement vers la prestation de services d'assistance* »<sup>35</sup>. Un des outils légaux dont dispose le régime, c'est « l'intervention » dans les syndicats. Le gouvernement licencie et, parfois, emprisonne, les dirigeants syndicaux qui ne lui plaisent pas, et nomme à leur place des « *interventores* » chargés d'appliquer les directives du ministre du Travail.

Pour Valério Arcary, les syndicats étaient « *des structures puissantes pendant la dictature, cela est peu connu. La dictature ne les a pas éliminés. Les syndicats vivaient dans la légalité, ils avaient des sièges spacieux... [...] La structure syndicale a survécu en restant intacte pendant toute la dictature* »<sup>36</sup>. Mais ce qui domine surtout cette structure syndicale, c'est le « péléguisme », phénomène d'aspiration sociale déjà évoqué plus haut. Lula, dans une de ses interviews, alors qu'il était encore syndicaliste, expliquait : « *Le pelego, c'est*

---

<sup>32</sup> L'évolution du volume annuel des transactions boursières à Rio de Janeiro et São Paulo est impressionnante. Son augmentation est antérieure à la dictature, mais sous celle-ci, elle est frappante, avec des bonds, en particulier, en 1969 et 1971. En valeur constante de 1978, elles évoluent comme suit : 2 122,8M en 1961 ; 3 886,5 en 1962 ; 5 587,7 en 1963 ; 3 981,5 en 1964 ; 4 799,1 en 1965 ; 2 487,7 en 1966 ; 3 497,0 en 1967 ; 4 409,1 en 1968 ; 21 898,9 en 1969 ; 34 011,3 en 1970 ; 156 901,1 en 1971... pour diminuer un peu et se stabiliser à la fin des années 1970, avec 52 960,0 en 1978. Source : Comissão de Valores Mobiliários (1979), cité dans une monographie d'Ana Paula de OLIVEIRA MOREIRA pour le département de sciences économiques de l'université fédérale d'Espírito Santo, en 2009. Lien : <http://www.ccje.ufes.br/economia/MONOGRAFIAS/2009-1/ANA%20PAULA%20DE%20OLIVEIRA%20MOREIRA/Ana%20Paula%20de%20Oliveira%20Moreira%20-%20mono.pdf>.

<sup>33</sup> R. MENEGUELLO (op. cit. 1989 p. 43).

<sup>34</sup> Idem.

<sup>35</sup> Idem, p. 44.

<sup>36</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 19).

*cette pièce de cuir qui sépare la selle du corps du cheval. Pour nous, ce qu'on appelle 'pelego', c'est le dirigeant syndical qui est le pare-choc entre le travailleur et l'entreprise, c'est-à-dire cet homme qui sert d'intermédiaire, seulement pour éviter que la classe ouvrière ne parvienne à gagner quelque chose »<sup>37</sup>. Et sauf dans de rarissimes exceptions, les pelegos ne retournent plus jamais à l'usine ou dans l'entreprise qui les employait.*

Lula l'exprime encore en termes simples et chiffrés : *« Imaginez un travailleur qui, comme moi, gagne 12 000 cruzeiros par mois, passe à 13 000 comme membre d'un conseil, et en arrive à gagner 25 000. S'il n'a pas de principes, il va vouloir lâcher ça pour en revenir à gagner 12.000 cruzeiros ? C'est cela qui définit le 'pelego' »<sup>38</sup>. Ainsi, pour reprendre les termes de Valério Arcary, « la structure syndicale au Brésil a engendré une caste de fonctionnaires, une caste bureaucratique »<sup>39</sup>. Cette caste est rémunérée par l'Etat. En effet, contrairement à beaucoup de syndicats dans le monde, financés par les cotisations des salariés adhérents, au Brésil, toujours selon Valério Arcary, « les syndicats étaient soutenus par les grandes sommes de l'impôt syndical qui leur était remis par le ministère du Travail [...] L'impôt syndical est une contribution annuelle obligatoire, et correspond à une journée de salaire du travailleur. C'est obligatoire, que le travailleur soit ou non affilié au syndicat. Cet argent est déposé par le patronat au ministère du Travail, qui garde par devers lui une partie de la masse d'argent ainsi levée, et transmet l'autre partie aux syndicats »<sup>40</sup>. On le voit : avec cet héritage du varguisme, les syndicats sont bel et bien mis à la remorque de l'Etat qui les finance et qui y intervient chaque fois qu'il le souhaite. Et les dirigeants syndicaux ont un intérêt matériel immédiat et évident à y prospérer. De fait, en très peu de temps, la dictature est parvenue à éteindre presque complètement le mouvement syndical.*

#### **d) Les effets sociaux immédiats du coup d'Etat**

Rétrospectivement, tout cela a permis aux putschistes et à ceux dont ils défendaient les intérêts de marquer des points, mais cela n'a pas été sans contradiction. On peut dire que la résistance à la dictature est d'abord assommée par la répression, mais elle va se réveiller progressivement, pour culminer en 1968.

Très vite, le putsch de 1964 conduit à un net recul des grèves et des revendications, au moyen principalement de l'intervention de l'Etat dans les syndicats, des poursuites contre les dirigeants syndicaux trop combatifs et indépendants, et de leur incarcération. Mais à en croire l'analyse détaillée réalisée par l'organisation brésilienne de la Fraction Trotskyste (FT-QI)<sup>41</sup>, « dès le second semestre de 1966, commence un lent mouvement de résistance dans les usines, qui exprime un processus de réorganisation du mouvement ouvrier contre la baisse du pouvoir d'achat des salaires, contre l'inflation, contre le coût de la vie et contre les pressions patronales destinées à imposer des niveaux de production plus élevés »<sup>42</sup>. Et de citer parmi les méthodes utilisées, « défensives et semi-clandestines », les « sabotages »,

<sup>37</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 68).

<sup>38</sup> Idem, p. 28-29.

<sup>39</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 20).

<sup>40</sup> Idem.

<sup>41</sup> Il s'agit d'une fraction (minoritaire) appartenant à la mouvance de la IV<sup>e</sup> Internationale, ayant rompu avec les courants morénistes majoritaires dans la LIT-QI dans les années 1980 et présente en Amérique latine, principalement en Argentine, avec le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS), avec également une organisation en Espagne et un courant dans le NPA en France. L'organisation brésilienne de ce courant, de petite taille, mais active dans des mouvements de grève récents, est aujourd'hui la *Liga Estratégia Revolucionária-Quarta Internacional* (LER-QI).

<sup>42</sup> FT-QI. *A classe operária na luta contra a Ditadura, 1964-1980*. São Paulo, Cadernos Estratégia Internacional Brasil, publication de la Fraction trotskyste – Quatrième Internationale, juillet 2008, p. 13.

les « opérations escargot »<sup>43</sup>. Mais c'est à partir de la fin de 1967, et surtout en 1968, que cette reprise des luttes se manifeste, comme l'explique le même fascicule de la FT-QI : « *Ce processus de réorganisation, du fait de conditions imposées par le régime militaire, n'a pas réussi à devenir massif, mais il a atteint pratiquement tous les secteurs avancés des différentes catégories, dans différents Etats, principalement celui de São Paulo. A la fin de 1967, le MIA (Movimento Intersindical Antiarrocho, mouvement intersyndical contre la baisse du pouvoir d'achat) a été fondé, regroupant la majorité des syndicats du São Paulo en lutte contre la politique salariale de la dictature, y compris ceux des villes de Guarulhos, Osasco et Campinas, et cette intersyndicale a été maintenue en 1968. Au-début de cette année-là, le CIA (Comitê Intersindical Antiarrocho, comité intersyndical contre la baisse du pouvoir d'achat), s'est organisé à Belo Horizonte* »<sup>44</sup>.

## Section 2 : Le durcissement de la dictature en 1968

### 1°) Pourquoi le durcissement ?

Ce n'est donc pas un hasard si la dictature fait alors le choix d'une escalade de la violence d'Etat : 1968 est marqué par une remobilisation ouvrière et étudiante, avec des grèves historiques, et une forte reprise du mouvement étudiant. De plus, cela a lieu dans le contexte international que l'on sait, avec notamment l'offensive du Têt au Vietnam, mai 1968 en France, le Printemps de Prague... Au Brésil, il faut d'abord noter, avant même l'entrée massive du mouvement étudiant brésilien sur la scène politique, une manifestation le 1<sup>er</sup> mai sur la place de la Cathédrale, à São Paulo, avec « *un choc violent entre les pelegos, membres du parti au gouvernement, et la classe ouvrière, qui s'était unie au mouvement étudiant. Ce fut une grande manifestation avec beaucoup de métallurgistes et des habitants des quartiers populaires de la ville d'Osasco et de la périphérie de Santo André, où il y avait une forte action des organisations populaires* », écrit V. Giannotti<sup>45</sup>.

En juin 1968, une manifestation contre la dictature militaire à Rio de Janeiro compte des dizaines de milliers de manifestants<sup>46</sup>, avec pour mot d'ordre : « A bas la dictature militaire! ».

En cette même année surgissent aussi des grèves à caractère révolutionnaire, avec occupation des entreprises, et en rupture avec les directions syndicales proches de la dictature. C'est le cas, en particulier, à Contagem (une ville de l'Etat de Minas Gerais) et à Osasco (une banlieue industrielle de São Paulo).

En avril, les métallurgistes de Contagem conduisent une grève qui, partie de la compagnie sidérurgique Belgo-Mineira, s'étend à toutes les grandes usines de la région, et

---

<sup>43</sup> Idem.

<sup>44</sup> Idem p. 14.

<sup>45</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 203). Il précise, à la suite, à propos de la place de la Cathédrale: « *La tribune officielle, lorsque le gouverneur pauliste Abreu Sodré, nommé par la dictature, a commencé à parler, a reçu des jets de pierres et a été incendiée par les manifestants. C'était la classe ouvrière et le peuple qui se réorganisaient, et qui empêchaient la dictature de s'appropriier le 1<sup>er</sup> mai* ».

<sup>46</sup> Le chiffre de 100.000 est le plus souvent cité. Cette manifestation est d'ailleurs connue comme de la « Manif des 100 000 » (« *a Passeata dos Cem Mil* »).

touche une grande partie du bassin industriel de Belo Horizonte et Contagem<sup>47</sup>. Au bout d'une semaine, une augmentation salariale de 10% est acquise. V. Giannotti écrit de cette grève qu'elle a été « *organisée par des groupes de base, avec peu de participation du syndicat. Elle a subi une forte répression, il y a eu des dizaines d'arrestations et de licenciements, mais elle a été victorieuse* »<sup>48</sup>.

En juillet, à Osasco, ce sont les métallos qui se lancent dans une grève qui se généralise, emmenés par ceux de la Cobrasma, la plus grande usine de la région, produisant du matériel ferroviaire. A la direction du mouvement de grève, on trouve le syndicat des métallos d'Osasco et le comité d'usine de la Cobrasma. Il s'agit d'obtenir la fin du décrochage des salaires par rapport aux prix (*'arrocho salarial'*) et l'adoption de contrats collectifs de travail. V. Giannotti explique qu'à la Cobrasma, il existait, depuis 1963, « *un comité d'usine très actif, et son modèle d'organisation s'est étendu parmi les usines des environs* »<sup>49</sup>. Dès le premier jour, la grève se montre particulièrement déterminée et radicale : les ouvriers de la Cobrasma organisent des piquets de grève destinés à assurer leur auto-défense, et séquestrent seize directeurs et ingénieurs de l'entreprise, avec l'idée que « *ces derniers ne seraient relâchés que lorsque l'entreprise aurait accepté la revendication de 35% d'augmentation de salaire. L'armée a alors été envoyée à Osasco. Elle a occupé la ville ; elle est entrée dans les usines, avec un énorme appareil répressif ; elle a envahi le syndicat des métallurgistes, en a arrêté la direction ainsi que 500 grévistes. La grève s'est terminée quelques jours plus tard* »<sup>50</sup>.

La reprise de fortes grèves ouvrières, dans ce contexte, doit beaucoup à la « réussite » des militaires en matière de politique salariale : « *sur le terrain économique, au début de cette année [1968], les pertes salariales approchaient les 40%, produit de quatre ans de baisse du pouvoir d'achat* »<sup>51</sup>. Quelle est l'attitude de la dictature militaire face à cela ? « *Si face à la grève de Contagem, le gouvernement a été surpris et a fini par céder y compris sur une augmentation de salaire de 10% concédée à tous les travailleurs, les étapes suivantes ont été celles d'une offensive réactionnaire contre le mouvement ouvrier [...] Les grèves dans les secteurs bancaire et métallurgique, dans le Minas Gerais et le São Paulo, étaient vues comme une menace à l'ordre existant.* »<sup>52</sup>. La dictature comprend bien qu'au-delà du pouvoir d'achat, c'est le régime lui-même qui est en cause. Les généraux au pouvoir sentent leur projet menacé et décident donc de réprimer toujours plus. L'expérience d'une grève auto-organisée, avec des comités d'usines à Osasco en 1968, fait l'objet d'une intense répression. On comprend aussi que du point de vue des militaires au pouvoir, il faut tout faire pour éviter la jonction des mobilisations étudiantes et des grèves ouvrières. D'où ce durcissement du régime. Cette première vague de d'agitation étudiante et ouvrière face à la dictature se solde donc par un échec et par la montée de la répression, dans le cadre de l'AI-5 et sous la houlette du général-président Médici. Cet échec va conduire, pendant 5 ans, à un profond recul de la combativité sociale et même de la conscience qu'il est nécessaire de lutter, dans le cadre de ce qu'on a appelé les « années de plomb ». L'AI-5 ne sera abrogé

---

<sup>47</sup> On le retrouve aussi bien dans un article de V. GIANNOTTI ("O ANO DE 1968 E O MOVIMENTO OPERÁRIO NO BRASIL", publié dans le n° 22 de la revue *ADVIR*, de l'UERJ, en octobre 2008, et figurant sur le site de l'association *Piratininga*. [http://www.piratininga.org.br/novapagina/leitura.asp?id\\_noticia=3927&topico=Hist%F3ria](http://www.piratininga.org.br/novapagina/leitura.asp?id_noticia=3927&topico=Hist%F3ria); que sur le portail de la mairie de Contagem: [http://www.contagem.mg.gov.br/?es=historia\\_contagem&artigo=611529](http://www.contagem.mg.gov.br/?es=historia_contagem&artigo=611529).

<sup>48</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 202).

<sup>49</sup> Idem, p. 203.

<sup>50</sup> Idem, p. 204.

<sup>51</sup> FT-QI (op. cit. p. 15).

<sup>52</sup> Idem, p. 15-16.



qu'en 1979. Entretemps, tortures, assassinats politiques, disparitions et exils seront le lot commun de bien des opposants à la dictature.

## **2°) L'AI-5 et le « miracle économique »**

### **a) Les années de plomb : un aspect double et trouble**

Pour Alain Rouquié, les années de plomb ont un double aspect : « *Sous la présidence Médici, les 'années de plomb' de la répression coïncident avec le 'miracle économique' de la forte croissance et du plein emploi. On épure les administrations, on enlève les suspects, on torture et on exécute les 'subversifs'. Mais l'étouffement des libertés et la violence du pouvoir sont oubliés lorsque résonne le discours de la 'grandeur' nationale. Car les militaires découvrent à cette époque la communication politique. Le succès économique, les victoires sportives – et notamment, pour la troisième fois, au championnat du monde de football –, les 'projets-impact' (Transamazonienne et barrage d'Itaipú), les politiques sociales ciblées en direction du monde rural, sont orchestrées à l'occasion de campagnes menées selon les techniques de la 'guerre psychologique'. Le général-président enlève bientôt ses lunettes noires de dictateur et se rend en civil, et en chemisette, au grand stade Maracanã de Rio de Janeiro, où il est acclamé. Les ouvriers appuient le régime* »<sup>53</sup>. Et A. Rouquié de citer Lula lui-même, qui n'était alors qu'un jeune tourneur : « *S'il y avait eu des élections directes, Médici aurait gagné. La popularité du général Médici dans la classe ouvrière était très élevée, à cause du plein-emploi. Les offres d'emploi étaient énormes* »<sup>54</sup>.

### **b) Le « miracle économique », c'était quoi ?**

Jusqu'où exactement allait ce phénomène d'aliénation? Difficile à dire, vu ce que sont les conditions mêmes d'une dictature. Mais il est sûr que ce « miracle » a au moins permis d'acheter le soutien d'une grande partie des classes moyennes, ce qui a été facilité par le développement d'une société de consommation, et même d'une fraction des ouvriers. Pour les trotskystes de la FT-QI déjà évoqués, le plan quinquennal pendant les années 1968-1973 « *a conduit l'économie à une croissance supérieure, en taux moyen, à 10% par an, à force de baisse du pouvoir d'achat, d'augmentation des inégalités sociales, de concentration des revenus et d'endettement du pays* »<sup>55</sup>. Mais avant que le « miracle brésilien » ne révèle ses limites et ses contradictions, le boom économique impressionne.

Pour l'économiste pétiste<sup>56</sup> Paul Singer, la dictature militaire représente « *une période de croissance économique extraordinaire, qui va de 1968 jusqu'à 1976 ; huit, neuf ans pendant lesquels l'économie brésilienne se multiplie par deux et celle de São Paulo probablement par trois [...]. L'industrie la plus sophistiquée technologiquement croît, mais les services croissent énormément aussi : éducation, santé, transports, communication, etc. Et il y a un enrichissement évident et assez concentré* »<sup>57</sup>. Luís Gushiken commente à ce sujet : « *Delfim Netto, qui était ministre de l'Economie de cette époque, disait : 'Il faut que le gâteau s'agrandisse d'abord, pour ensuite le partager'. Et le gâteau s'est agrandi, mais jamais il*

---

<sup>53</sup> Alain ROUQUIÉ – *Le Brésil au XXI<sup>e</sup> siècle, Naissance d'un nouveau grand*. Paris, Fayard, 2006, p. 186.

<sup>54</sup> Idem, p. 186-187.

<sup>55</sup> FT-QI (op. cit. p. 16).

<sup>56</sup> Pétiste (*petista* en portugais) : adjectif pour désigner tout ce qui se rattache au Parti des Travailleurs (PT).

<sup>57</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 17). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

*n'était partagé* ». Paul Singer ajoute sur ce point : « *cette énorme croissance va bénéficier, à São Paulo, je dirais à 25% de la population ; dans l'ensemble du Brésil, moins. A São Paulo, il y a un groupe qui, effectivement, atteint un niveau de vie qui ressemble à celui de n'importe quel pays développé, avec le grand avantage d'avoir une population très pauvre disposée au travail domestique* ».

La modernisation de l'économie est très visible dans certains secteurs, notamment les télécommunications. Les ventes de biens de consommation durables, en particulier de voitures et d'équipements électroménagers se développent massivement en direction des classes moyennes. Pour Plínio de Arruda Sampaio, « *le Brésil est passé de l'ère du télégramme sans fil au satellite, comme ça, en un claquement de doigts. Il commence à être facile d'acheter un réfrigérateur, une automobile, tous ces biens qui apparaissent comme des symboles de prestige dans la société* »<sup>58</sup>. Cependant, pour la majorité de la population, les conditions de vie dans les villes se dégradent pendant toutes ces années : les favelas se multiplient et s'étendent. Selon Marco Aurélio Garcia « *les services publics déclinent brutalement : école, assainissement, santé, habitation, transports* »<sup>59</sup>.

Conséquence de la modernisation économique : la classe ouvrière croît rapidement, surtout dans le São Paulo. Pour M.A. Garcia, elle a même « *été multipliée par quatre pendant la dictature militaire* »<sup>60</sup>. Cette appréciation nous semble excessive. Jacob Gorender estime de son côté que « *la population brésilienne en 1980 était de 119 millions d'habitants, avec un prolétariat – si l'on exclut sa fraction agricole – de 12 millions d'ouvriers (industrie, transports, communication et construction en général). C'est un chiffre très important, auquel nous devons ajouter près de quatre millions de salariés agricoles [...] Le chiffre de référence, en ce cas, n'est pas la population totale, mais la population économiquement active, qui à l'époque était de 42 millions. Il faut aussi prendre en compte le fait que São Paulo, à ce moment, représentait 55% de la production industrielle du Brésil. Plus ou moins 6 millions d'ouvriers travaillaient [...] dans le Grand São Paulo* ».

Dans les campagnes, c'est également une modernisation conservatrice qui a lieu. D'un côté, on assiste à une répression féroce de la contestation de la paysannerie pauvre et en particulier du syndicalisme paysan. P. de Arruda Sampaio explique que sous la dictature, « *la violence à la campagne est plus grande qu'auparavant, notamment [...] parce qu'il y a un secteur qui est conscientisé et qui se bat. Si avant, il n'y avait pas de conflit, c'est parce que les gens assujettis ne se battaient pas* »<sup>61</sup>. D'un autre côté, l'investissement est massif dans l'agriculture destinée à l'exportation, en particulier dans les secteurs du soja, du café, du sucre et de l'alcool, des agrumes... La productivité augmente nettement dans ces domaines, du fait de l'utilisation massive de matériel agricole et de produits chimiques. Mais en même temps, ce qui continue à prédominer ailleurs, c'est l'archaïsme symbolisé notamment par le char à bœufs. P. de Arruda Sampaio exprime ainsi quel était, selon lui, l'enjeu pour les campagnes au moment du coup d'Etat : « *il y a des crises à la campagne. Et vous avez une alternative. Soit le choix formulé par la gauche : 'nous allons faire une réforme agraire et moderniser la campagne avec les paysans, les travailleurs des champs'. Soit le choix de la droite : 'Nous allons moderniser la campagne avec la bourgeoisie rurale.*

---

<sup>58</sup> Idem, p. 18.

<sup>59</sup> Idem, p. 17.

<sup>60</sup> Idem, p. 19.

<sup>61</sup> Idem, p. 22.

*Nous allons faire entrer le capital à la campagne, nous allons industrialiser la campagne, envoyer l'industrie à la campagne'. C'était cela, la bagarre de 64 »<sup>62</sup>.*

Ce qui mérite d'être relevé, c'est que le gouvernement de Castelo Branco édicte bel et bien une réforme agraire, mais il s'agit d'une loi conservatrice. C'est, toujours selon les termes de P. de Arruda Sampaio, une « *loi de répartition des terres, mais dont la distribution aux paysans sans terre n'a jamais été appliquée. D'un autre côté, c'est une loi hautement modernisatrice, qui donne des facilités à l'entreprise agricole : crédit agricole, expansion, enquêtes, recherche. Ils ont mis de l'argent là-dedans comme jamais ce n'avait été le cas. Ils ont subventionné de façon extraordinaire les industries qui vendent à la campagne et les industries qui achètent et transforment les produits agricoles* ».

Selon P. Singer, la politique agricole de cette époque va conduire à de profonds changements de la démographie et de l'économie agricoles : « *Pour la première fois, cela fait surgir une classe moyenne, parce que la société rurale était une société extrêmement polarisée : des latifundia et des misérables ; des grands propriétaires et des travailleurs sans terre ou avec peu de terres. Cela change. Il y a maintenant, principalement dans le sud du Brésil, de São Paulo jusqu'au Sul, une classe moyenne rurale. Autrement dit, des petits producteurs qui ont des tracteurs, des automobiles pour leur propre usage, qui ont l'énergie électrique à la maison, et un niveau de vie, pas égal à celui de la classe moyenne urbaine, mais bien meilleur que, disons, celui de leurs parents* ». Mais il ajoute ensuite : « *les zones les plus arriérées du pays continuent à être dominées par la faim, il n'y a aucun doute : l'intérieur de la Bahia, l'intérieur du Minas Gerais... Le pays se divise très nettement : de São Paulo jusqu'au Sul, en y ajoutant Rio et le sud du Minas, c'est une chose. Vers le nord, c'en est une autre. Au nord, il y a des îlots de progrès ; des îlots d'économie industrielle capitaliste et un environnement agraire plus moderne. Mais le reste est encore dominé par la faim. Toute l'Amazonie...* ».

En fait, et au-delà des méthodes de communication du pouvoir, et de la perception que peuvent en avoir de larges fractions de la population, cette politique va aggraver sensiblement les inégalités. Le sénateur pédiste Eduardo Suplicy fait un bilan de l'évolution de ces inégalités, en termes de distribution de revenus, sous la dictature. Selon lui, « *les 50% les plus pauvres de la population brésilienne, qui recevaient 18% des revenus en 1960, en percevaient près de 14,5% en 1970, seulement 13% en 1976 ; et en 1972, au cœur du 'miracle brésilien', les 50% les plus pauvres de la population active détenaient seulement 10,8% du revenu national* »<sup>63</sup>. Le « miracle », c'est donc pour les plus riches. « *Les 5% les plus riches détenaient, en 1960, 28% du revenu national ; en 1970, 34%, et en 1976, 39%. En 1972 ce pourcentage s'était même élevé à 40,8%. C'est un indice d'inégalité de revenus qui n'a pratiquement pas d'équivalent dans le reste du monde* »<sup>64</sup>.

### **c) Renforcement de la répression et de la violence d'Etat**

On peut parler d'aliénation et d'aveuglement dans une large partie de la société brésilienne, car pendant que ce « miracle économique » fait un certain nombre d'heureux, les méthodes de la dictature se font de plus en plus violentes, la répression touchant des cibles jusque là préservées. Pour ne prendre qu'un seul exemple, citons l'Eglise. Celle-ci, qui

---

<sup>62</sup> Idem, p. 21.

<sup>63</sup> Eduardo Matarazzo SUPLICY. *Renda de Cidadania, a saída é pela porta*. São Paulo, Cortez / FPA, 2008 p. 254.

<sup>64</sup> Idem.

fait de plus en plus cause commune avec les opposants, fait elle-même l'objet d'une répression violente. S. Salles cite ainsi T. Skidmore : « *La police réalisait fréquemment des perquisitions dans des couvents et des écoles. Une fois, la principale d'un couvent fut arrêtée avec 40 autres personnes. En novembre 1969, l'archevêque de Ribeirão Preto, à São Paulo, a excommunié le chef de la police locale et son adjudant en raison des violences qu'ils avaient pratiquées envers des religieux. A la mi-décembre [de la même année], l'évêque de Volta Redonda, Rio de Janeiro, et seize autres prêtres furent mis en accusation sous le chef de distribuer de la littérature subversive. Le jour suivant, 21 autres accusés ont été arrêtés, dont 9 religieux dominicains. Le Cardinal Rossi, suivi de 18 des 32 membres de la commission centrale de la CNBB, s'est déclaré solidaire avec l'évêque mis en accusation* »<sup>65</sup>.

## **Section 3 : la dictature et ses méthodes**

La dictature s'impose donc, mais pas seulement par la répression. Elle combine plusieurs méthodes et sait notamment communiquer, développant toute une idéologie et un discours qui lui permettent d'asseoir sa domination.

### **1°) L'ordre social, politique et idéologique**

#### **a) Mandats syndicaux et politiques cassés**

Au niveau syndical, les centrales ont été fermées par la dictature, et de nombreuses « interventions »<sup>66</sup> du pouvoir politique à l'intérieur des syndicats ont eu lieu (428 jusqu'à la fin de 1965)<sup>67</sup> mais pour le reste, la législation sur le travail héritée de Vargas et du fascisme italien suffisait amplement à contrôler les syndicats. Ce qui n'était pas contradictoire avec les interventions dans les syndicats qui, à certaines périodes, commençaient à se montrer trop « remuants » aux yeux du régime. Quant à l'UNE, elle a été incendiée.

La « classe politique » brésilienne – notamment ses élus, à tous les niveaux – a été frappée par des destitutions (pertes de mandat) et des interdictions de droits politiques<sup>68</sup>. Parmi les plus célèbres, on peut citer le président João Goulart, le gouverneur du Rio Grande do Sul Leonel Brizola, celui du Pernambouc Miguel Arraes...

#### **b) Idéologie et propagande**

Le régime est brutalement répressif, mais il manie aussi l'idéologie et la propagande. Et la censure, en complément. Pour S. Salles, « *le travail des censeurs était d'empêcher que la presse jette un quelconque doute sur le tableau présenté par l'AERP [l'Agence des relations*

---

<sup>65</sup> S. SALLES (op. cit. p. 118).

<sup>66</sup> Le terme portugais est « *intervenção* » et n'est pas facile à traduire, car il révèle une réalité à laquelle, en France, nous ne sommes pas habitués. Il consiste pour le pouvoir politique, à évincer la direction d'un syndicat, en la remplaçant par des hommes de confiance. Voir glossaire.

<sup>67</sup> A en croire M. COVAS PONTES (op. cit. p. 25), ce sont au total 900 syndicats qui ont vu leur direction démocratiquement élue se faire ainsi évincer, sur toute la période de la dictature. On comprend ainsi qu'une grande partie de ce « ménage » politique dans les syndicats a été fait dès le début du régime autoritaire.

<sup>68</sup> S. SALLES (op. cit. p. 61) parle de 441 opposants touchés par ces mesures, dont « *3 anciens présidents, 6 gouverneurs, 55 membres du Congrès, des militaires, des syndicalistes, des intellectuels et des fonctionnaires* ».

publiques de l'Etat]<sup>69</sup>, celui d'une nation dynamique et efficacement gouvernée par les militaires, manifestement appuyés par la citoyenneté »<sup>70</sup>. Citant la thèse de Silva Telles, S. Salles poursuit sur la relation propagande-répression : « *Les instruments de répression et de propagande les plus différenciés faisaient que les idées de grève, d'action collective, de participation et de revendication s'associaient avec celles de prison, de démission et de persécution. En outre, on associait ces idées au désordre, au chaos et à la subversion, et de cette façon, on faisait émerger une image du passé. Un passé non désiré dont la suppression demandait la construction de la représentation d'un 'Grand Brésil' dans lequel il n'existerait pas de 'désordre', où le 'travailleur honnête' prédominerait : un pays où le travailleur aurait 'la paix et du travail' ».*

### c) Des élections sur mesure

Autre moyen de domination sous la dictature : la manipulation des élections. Il y a toujours des élections pendant la dictature militaire – avec un choix limité à deux partis légaux – mais les règles du jeu changent selon les besoins des militaires au pouvoir. S. Salles cite plusieurs modifications apportées au code électoral après 1970, permettant d'assurer le maintien du pouvoir entre les mains des généraux<sup>71</sup>. Certes, la manipulation des élections est un grand classique des régimes autoritaires... Mais dans le cas du Brésil comme dans d'autres, on laisse un semblant de pluralisme pour canaliser les énergies politiques...

## 2°) Rapt, assassinats, « disparitions », torture

Pour ce qui est des crimes *stricto sensu* de la dictature, même si les coupables sont parvenus à s'en sortir sans être inquiétés, du fait de la volonté officielle de promouvoir l'oubli, aucun doute n'est permis.

La torture a joué un rôle considérable sous la dictature. Elle est intervenue dès 1964, avec des cas assez rares au début, et beaucoup plus nombreux après 1968. Elle a donc précédé les guérillas urbaines et rurales, ce qui retire toute possibilité de justification de la violence d'Etat en raison de ces guérillas, et s'est poursuivie après leur élimination. Elle a été le fait d'organismes spécialisés. Début 1969, l'opération *Bandeirantes* (OBAN) est lancée unissant policiers et militaires. Puis les choses se sont structurées davantage avec les DOI-CODI (détachements d'opérations internes – commandos d'opération de défense interne). Certains hommes d'affaires ont contribué au financement de ces structures, qui ne relevaient pas des tribunaux ordinaires mais seulement de la justice militaire, laquelle couvrait le plus souvent leurs exactions<sup>72</sup>. Face à cette violence d'Etat (torture, mais aussi rapt, « disparitions », assassinats...), la plupart des militaires approuvent, ou se taisent, ou parfois protestent timidement. S. Salles fait deux autres commentaires qui nous semblent très intéressants sur la torture et la violence d'Etat en général. Il souligne, d'une part, « *l'absence d'un commandement unifié qui coordonnerait toutes les actions de renseignement et de*

<sup>69</sup> AERP: Agence des relations publiques de l'Etat.

<sup>70</sup> S. SALLES (op. cit. p. 120). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>71</sup> Idem p. 121.

<sup>72</sup> S. SALLES (op. cit. p. 123) cite des chiffres donnés par T. Skidmore pour les seuls premiers temps de la dictature: « *d'octobre 1965 à novembre 1966, 6196 personnes furent jugées par le STM [tribunal militaire supérieur], dont 68% furent absoutes et 32% condamnées* ».

*répression, et par là même, l'autonomie relative des appareils qui en étaient directement responsables (appareils dont la plupart étaient commandés par des militaires de la ligne dure). [Cela] signifiait que les autorités au plus haut échelon n'exerçaient pas de contrôle sur ces actions »<sup>73</sup>. S. Salles exprime aussi l'idée que « la censure des moyens de communication et la diffusion d'une vision officielle d'optimisme et de paix relative empêchèrent la prise de conscience prompte des proportions du terrorisme d'Etat ».*

Certes, comme il n'existe aucun registre officiel des victimes de la dictature, on doit procéder par estimations. Mais il faut distinguer plusieurs périodes pour cerner l'ampleur de la violence d'Etat et les moyens employés par la dictature. Ainsi, pour S. Salles, il y a eu entre 10 000 et 50 000 détenus, et on a estimé à une centaine le nombre de personnes torturées pendant la première période de la dictature – surtout dans le *Nordeste* - mais le nombre de morts et de disparus pendant le coup d'Etat et au début du régime militaire serait réduit – hormis le nombre de paysans victimes de règlements de comptes<sup>74</sup>. Les chiffres donnés par M. Covas Pontes<sup>75</sup>, plus récents et fondés sur les résultats fournis par la Commission de la vérité de São Paulo<sup>76</sup> sont de près de 50 000 personnes arrêtées dans les 3 premières semaines après le coup d'Etat. Ils montrent donc que le coup a été rapide et brutal dès 1964. Cette même commission a montré que le prix le plus élevé pour l'existence de cette dictature a été payé par les travailleurs, ceux-ci représentant 52% des morts et des disparus pendant sous le régime en question<sup>77</sup>.

Après la promulgation de l'AI-5, la violence se développe et le régime tend vers la barbarie. Un document de la Cimade rapportait en 1970 : « *Des dizaines de syndicalistes ont été arrêtés et liquidés en août dernier dans le Nordeste ; autant de militants étudiants à São Paulo ou Belo Horizonte ; des travailleurs, des professeurs, des hommes politiques disparaissent soudain prisonniers des chambres de torture où l'on dénude, pend, matraque, électrocute, transperce [...] Cette violence, méthodique et inhumaine, nous l'avons trop vue chez nous* »<sup>78</sup>.

Arrestations, torture, disparitions : sur ce dernier point, un graphique très révélateur (ci-dessous)<sup>79</sup> montre le caractère quasiment superposable de deux courbes : celle du nombre de disparus et celle du nombre d'ordres de censure. Ce graphique montre très peu de cas de disparition et une dizaine d'ordres de censure de 1964 à 1968 ; une montée très nette à partir de 1969 ; un pic situé en 1973-74 (avec une quarantaine de disparus, et environ 150 ordres de censure), une diminution parallèle des deux courbes jusqu'à 1975-76 et une disparition des cas de disparition ensuite, tandis que les ordres de censure restent de l'ordre

---

<sup>73</sup> S. SALLES (op. cit. p. 124).

<sup>74</sup> S. SALLES (op. cit. p. 60-61). L'auteur pense que ce sont des ministres militaires (Marine, Aéronautique, vu leurs biographies) qui ont autorisé l'usage de la torture, alors que Costa e Silva, ministre de la Guerre et futur président était censé s'y opposer, et que Castelo l'aurait difficilement accepté.

<sup>75</sup> M. COVAS PONTES (op. cit. p. 20).

<sup>76</sup> *Comissão da Verdade* en portugais. Cette commission existe au niveau fédéral (*Comissão Nacional da Verdade*). Instituée par la loi du 18 novembre 2011 et mise en place depuis le 16 mai 2012, elle a pour objectif d'enquêter sur les violations des droits de l'homme considérés comme graves et survenues entre 1946 et 1988 au Brésil, du fait d'agents de l'Etat brésilien. Elle est formée par 7 membres nommés par la présidente Dilma Rousseff et 14 conseillers, afin de travailler pendant deux ans, afin de publier un rapport. Il existe des commissions du même type, par Etat. Ce qui est mentionné ici provient de la commission du São Paulo.

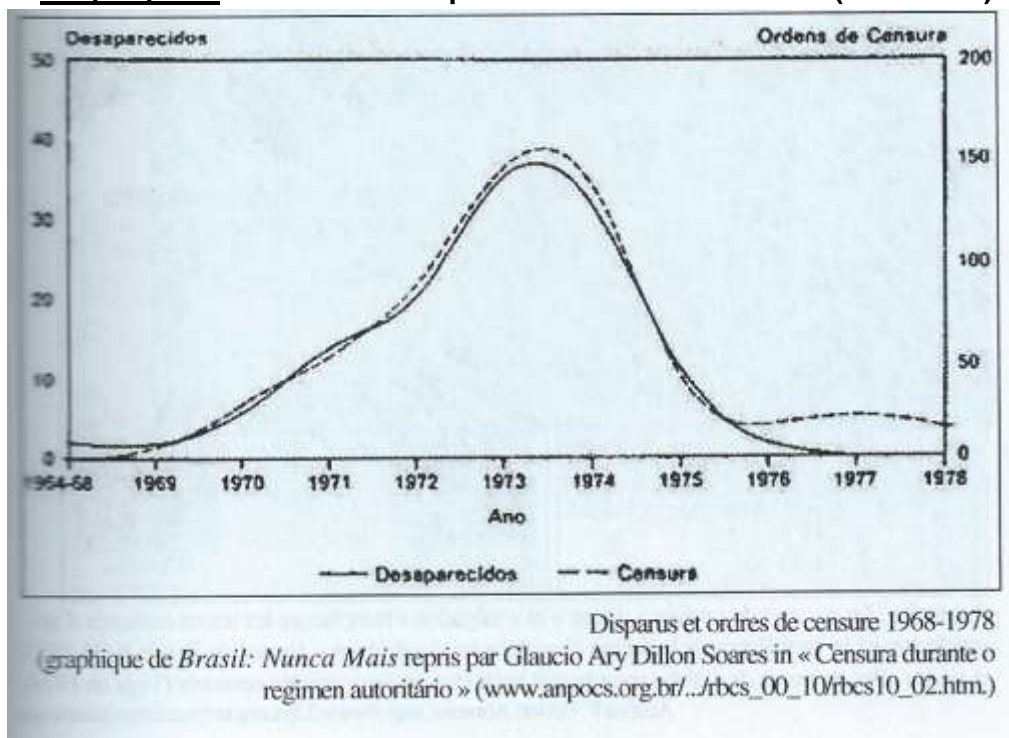
<sup>77</sup> Chiffres donnés par M. COVAS PONTES (op. cit. p. 20).

<sup>78</sup> Il s'agit d'un document de la Cimade intitulé *Terreur et torture au Brésil*, dont l'auteur est Michel de Certeau. Ce passage est cité par Denis ROLLAND dans son introduction à un ouvrage écrit avec Idelette MUZART-FONSECA DOS SANTOS : « *Le Brésil des gouvernements militaires et l'exil (1964-1985)*. Paris, FBI – L'Harmattan, 2008.

<sup>79</sup> Graphique de *Brasil Nunca Mais*, publié dans I. MUZART-FONSECA DOS SANTOS et D. ROLLAND (op. cit. p. 55).

d'une vingtaine jusqu'à 1978. Toutefois, sur le fond, et au-delà des incertitudes de la comptabilité macabre, des milliers de témoignages se sont accumulés sur ces questions.

**Graphique 1 – Nombre de disparus et ordres de censure (1968-1978)**



Malgré toutes ces horreurs, les données concernant les morts et disparus de la dictature brésilienne semblent bien plus faibles que celles des dictatures chilienne, et surtout argentine : de 300 à 400 morts au Brésil (1964-1985) contre 3 000 à 5 000 au Chili (1973-1989) et environ 30 000 en Argentine (1976-1983)<sup>80</sup>

### 3°) L'exil, phénomène massif après 1968

#### a) Une réalité politique et sociale

Parmi les personnes que nous avons interviewées, une bonne part a connu l'exil. L'exil est une forme de répudiation citoyenne et politique qu'ont connue beaucoup d'élu(e)s, de militant(e)s, de personnes engagées qui n'avaient pas l'heur d'être tolérées au Brésil par la dictature. Celle-ci invente vite un slogan assez chauvin et assez racoleur pour être bien toléré par la majorité du peuple brésilien : « *Brasil, ame-o ou deixe-o* : Le Brésil, aimez-le ou quittez-le ». Bien sûr, ceux qui n'aiment pas le Brésil, ce sont les gens de gauche, ceux qui s'opposent au régime ! Denis Rolland fait remarquer que « *l'opposition n'est pas 'seulement' contrainte à l'exil, car la plupart des prisonniers politiques auraient préféré pouvoir quitter le pays plutôt que de se retrouver face à un appareil répressif dont la torture devient l'un des instruments de base* »<sup>81</sup>. La première destination, « naturelle » des exilés, ce sont les pays sud-américains voisins : l'Uruguay, de tradition parlementaire stable, où le président

<sup>80</sup> Chiffres donnés par B. MARQUES-PEREIRA et D. GARIBAY (op. cit. p. 81).

<sup>81</sup> I. MUZART-FONSECA DOS SANTOS et D. ROLLAND (op. cit. 2008 p. 10).

renversé João Goulart et son beau-frère Leonel Brizola trouvent refuge ; l'Argentine péroniste (avant le coup d'Etat du général Videla en 1976) ; le Chili, en particulier pendant les gouvernements de l'Unité Populaire sous Allende (le Chili devenant infréquentable après le putsch de Pinochet en 1973). Par la suite, ce sont plus les pays européens et les Etats-Unis qui servent de terres d'émigration : une bonne partie des exilés brésiliens que nous avons interviewés ou que nous connaissons sont en particulier passés par la France.

Au niveau du flux et de la qualité des exilés aussi, il faut distinguer deux périodes : de 1964 à 1968, puis la période suivant 1968. Aux lendemains du coup d'Etat, le flux est assez limité et ce sont essentiellement des politiciens, des élus, des célébrités connues pour leur engagement de gauche qui connaissent l'exil. Architecte de réputation mondiale, concepteur de Brasilia, « *Oscar Niemeyer fait ainsi l'amère expérience de l'exil : après un temps en Israël, après les honneurs en France en 1965, il travaille pour la ville de Grasse avant de dessiner le projet de siège du Parti Communiste Français place du Colonel Fabien ; en mars 1967, le gouvernement français lui octroie le droit de travailler en France comme architecte. Mais cet accueil exceptionnel pour un communiste brésilien demeure précisément un fait d'exception, de par l'étendue de la réputation de l'architecte et la solidité de ses réseaux politiques et intellectuels. Pour la plupart des autres, pour la cohorte des anonymes, la précarité – des statuts, de la vie ordinaire – est le pain quotidien* »<sup>82</sup>. Après l'A1-5, avec le caractère beaucoup plus massif et systématique de la répression, le flux des exilés grossit et concerne des militants politiques et syndicaux « ordinaires », souvent des gens de la classe moyenne, beaucoup d'anciens étudiants politisés.

## **b) Témoignages d'exilés interviewés**

Tous les témoignages concordent sur la brutalité du régime. Cette époque tient notamment une place particulière dans le cœur et l'histoire de la famille Santa Cruz, dont nous avons interviewé plusieurs membres. Marcelo Santa Cruz a dû s'exiler pour poursuivre ses études de droit. Sa sœur, Rosalina, a été torturée ; et un de leurs frères, Fernando, militant lui aussi, a « disparu ».

Un des militants historiques du PT que nous avons rencontrés, Manoel da Conceição, témoigne à propos de ce régime et de ses méthodes : « *Je suis l'un de ceux, choisis par eux, qui devaient être assassinés par la dictature. Et le 13 juillet 68, j'ai été attaqué lors d'une assemblée générale de travailleurs et de travailleuses des champs [...]. C'était [...] dans la municipalité de Pindaré-Mirim à l'époque, mais le village était Santa Inês, un petit hameau [...] C'est ici dans le Maranhão. A cette date, une occupation de terres était programmée, et nous avons amené un médecin pour qu'il s'occupe de la santé des travailleurs sur place, pour faire des examens médicaux, pour voir quels étaient leurs problèmes de santé. Et Sarney – qui à l'époque était le gouverneur de l'Etat – a envoyé un sergent, un lieutenant et de nombreux soldats, des hommes armés, des militaires, donc, rendre visite à cette réunion. Et à cette occasion, ils ont tiré, sans la moindre discussion. Et dans cette fusillade, j'ai pris une balle et j'ai perdu cette jambe, un tir de la police. Et j'ai été arrêté pour la 6<sup>e</sup> fois [...] Je suis resté à l'hôpital sans traitement médical et ma jambe a été gangrénée. Son état s'est détérioré. Et après six jours, j'ai été libéré grâce à la pression des étudiants de São Luis, mais la jambe était gangrénée et il a été nécessaire de couper à cet*

---

<sup>82</sup> Idem, p. 8.



*endroit. Et je suis comme ça depuis cette époque »<sup>83</sup>. Il ajoute, un peu plus loin dans l'interview : « dans la clandestinité, personne ne pouvait rien faire de façon ouverte, parce qu'on pouvait se faire arrêter. Dans cette période, j'ai été arrêté 9 fois, certaines fois, cela a été enregistré, d'autres non [...]. La dictature ne le mentionnait pas, parce qu'il y avait tellement de crimes qu'ils ne voulaient pas le divulguer »<sup>84</sup>.*

---

<sup>83</sup> Notre interview de Manoel da Conceição, réalisée à Imperatriz (Maranhão) le 24 août 2010.

<sup>84</sup> Idem.



## Chapitre 3 : La gauche brésilienne sous la dictature

---

Le coup d'Etat de 1964 et la répression qui s'ensuit vont profondément affecter toute la gauche, en la désorganisant, en provoquant de multiples scissions – comme nous le verrons dans ce chapitre, il n'est d'ailleurs pas excessif de parler d'émiettement – et en la décimant physiquement. Ce dernier point est tout particulièrement vrai pour ce qui est des organisations qui choisissent la voie de la lutte armée. Tout cela contribue à changer totalement la donne politique à gauche en quelques années seulement. Mais si le régime frappe très brutalement l'ensemble des forces de gauche, l'attitude vis-à-vis de la dictature, les stratégies et les tactiques diffèrent considérablement entre les composantes de plus en plus nombreuses de cette gauche. Pour permettre de mieux se repérer, nous avons emprunté à A. Ozai da Silva, et reproduit en fin de chapitre un organigramme, traduit en français, permettant de visualiser ce vaste processus de scissions et de recomposition. Nous étudierons successivement les deux partis communistes, l'ensemble des groupes de guérilla, le mouvement trotskyste, et enfin la gauche chrétienne. C'est un vaste programme, qui permet de saisir l'ensemble des composantes qui vont confluer dans le PT. Il nous semble nécessaire de passer par là.

### Section 1 : Les deux partis communistes

Même si la stratégie globale du PCB et celle du PCdoB possèdent d'importants points communs – en particulier une vision étapistes de la révolution brésilienne et la recherche d'une alliance avec la « bourgeoisie nationale » – et si la répression qui touche durement les deux partis communistes est un autre point commun, les choix politiques faits par les deux organisations sont malgré tout très différents.

#### 1°) Le « communisme orthodoxe »<sup>1</sup> (PCB)

Malgré une forte répression qui va considérablement l'affaiblir à partir de 1964 – à la fois du fait des assassinats, des tortures, de l'exil de nombreux militants et de la clandestinité qui lui est imposée – le PCB restera quand même la principale force de gauche jusqu'à l'émergence du Parti des Travailleurs en 1979-80. Au cours de ces années, le PCB est marqué par plusieurs scissions sur sa gauche, sur la base de remises en question plus ou moins radicales de son orientation générale, par des groupes qui se lancent dans la lutte armée. Selon H. Cardoso, le PCB est « *la principale arène des dissidences* »<sup>2</sup> politiques à gauche. Le refus par le PCB de la lutte armée proposée par de nombreux groupes de gauche à la fin des années 1960 lui coûtera la rupture avec des dirigeants importants du *partidão*, notamment Carlos Marighella, Mário Alves, Jover Telles et Apolônio de Carvalho.

---

<sup>1</sup> Le terme « orthodoxe » est ici mis entre guillemets car il s'agit d'une expression courante, en français et dans d'autres langues, concernant les partis communistes pro-Moscou. Cette expression n'a rien de scientifique, car il faudrait alors se demander : « orthodoxie par rapport à quoi, à qui ? ». Cela nous mènerait bien au-delà des limites de cette étude.

<sup>2</sup> Hamilton CARDOSO (art. cit. p. 7).

De plus, une partie de ses dirigeants en exil (en Europe) évolue vers « l'eurocommunisme », et donc, selon nous, vers une critique réelle mais partielle du stalinisme et des pays de l'Est<sup>3</sup>.

#### **a) Le PCB avant et pendant le putsch**

Pendant toute la période précédant le putsch, le PCB a joué à fond la carte du pacifisme et de la collaboration loyale, tant avec le gouvernement Goulart qu'avec ce qu'il appelle la « bourgeoisie nationale ». Celle-ci, selon lui, se situait sur une position d'affrontement d'intérêts avec l'impérialisme et se trouvait donc plus éloignée de ce dernier que du prolétariat et de la paysannerie. Le *partidão* mettait également en avant les « traditions démocratiques des forces armées »<sup>4</sup> brésiliennes. Il a donc contribué à désarmer politiquement les travailleurs dont il prétendait être le représentant, en créant parmi eux des illusions sur le caractère pacifique et démocratique de ces forces armées, alors que celles-ci préparaient le coup d'Etat. Et le 1<sup>er</sup> avril 1964, au second jour du coup d'Etat, le PCB menace certes de lancer une grève générale mais on ne trouve pas trace – si ce n'est de façon très marginale – d'actions allant en ce sens (par exemple par des distributions de tracts y appelant ou visant à la préparer)<sup>5</sup>. Cette menace de grève générale ressemblait à un couteau sans lame, en quelque sorte !

Mais il n'y a là rien de bien étonnant, au fond : face à une répression si violente, comment faire si l'on n'a pas prévu les événements et si une stratégie cohérente de résistance n'a pas été adoptée ? Afin d'éviter d'être totalement démantelées, les forces de gauche, à commencer par celles qui ont choisi d'adopter une ligne de non-violence, sont nécessairement sur le recul. Mais dans le cas du PCB, à ce repli forcé et aux coups très durs que lui porte la répression, s'ajoute une autre source d'affaiblissement : le parti est largement discrédité et beaucoup de travailleurs de gauche lui en veulent pour les illusions qu'il a semées sur la fibre démocratique de l'armée brésilienne, et pour son projet d'alliance avec la « bourgeoisie nationale ». Cette dernière, si tant est qu'elle possède une existence sociologique un tant soit peu significative, montrant clairement, à cette occasion, qu'elle est du côté des putschistes et du gouvernement des Etats-Unis qui les soutient en sous-main.

Pour conclure ce point, notons une remarque faite par M. Covas Pontes, reprenant de mémoire une interview donnée par le dirigeant communiste Gregório Bezerra au journal *Pasquim*. Ce dernier aurait déclaré à peu près la chose suivante, établissant un parallèle entre l'*Intentona* de 1935 et le coup d'Etat de 1964 : « *en 1935, j'avais beaucoup d'armes et de munitions, mais je n'ai pas eu de gens avec moi pour lutter. En 1964, j'avais beaucoup de gens pour lutter, mais je n'ai pas eu d'armes* »<sup>6</sup>. Un raccourci assez saisissant sur une trentaine d'années d'histoire du PCB, et deux erreurs politiques opposées.

#### **b) Le PCB analyse la situation après le putsch**

Mais le PCB se trompe également sur la nature et sur les rythmes des événements : il est convaincu que la répression ne va pas durer et que le coup d'Etat n'a pas d'avenir. Toujours plein d'illusions, il est persuadé que les forces démocratiques du pays vont vite

---

<sup>3</sup> On appelle « eurocommunisme » le mouvement, vers le milieu des années 1970, de prise de distance avec « l'orthodoxie » du PCUS – avec des critiques partielles mais plus ou moins virulentes, du « socialisme réel » – qui se développe dans certains partis communistes d'Europe, en particulier en Italie, en Espagne, et dans une moindre mesure en France.

<sup>4</sup> Cf A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 93).

<sup>5</sup> Selon A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 93).

<sup>6</sup> M. COVAS PONTES (op. cit. p. 53).

inverser la situation et faire rentrer les militaires dans leurs casernes. La ligne du parti vise donc à agir en douceur et à « éviter les provocations »<sup>7</sup>. A tel point que lorsque son dirigeant pauliste Carlos Marighella résiste à son arrestation, le CC du PCB condamne son attitude. Cette affaire a d'ailleurs un impact important sur le parti, car Marighella n'en reste pas là et écrit une lettre intitulée « Pourquoi j'ai résisté lors de mon arrestation », dans laquelle il commence à régler des comptes, en particulier en reprochant à la direction du PCB – qu'il juge trop repliée sur elle-même, trop loin des masses – de s'être mise à la remorque de la bourgeoisie dans la période précédente. A noter qu'à ce stade, Marighella ne remet pas complètement en cause l'idée d'alliance avec la « bourgeoisie nationale ». Il accepte l'idée d'un large « front unique » avec celle-ci (ou une partie de celle-ci) contre la dictature. Ce qu'il refuse, c'est que cette alliance pousse le parti à confier les rênes du mouvement à ladite bourgeoisie, en ne faisant pas le travail politique nécessaire auprès des masses travailleuses, et pire, en leur imposant la passivité.

### **c) Marighella, incarnation des critiques de gauche faites au PCB**

On constate alors une division importante du parti sur des questions fondamentales. D'un côté, la commission exécutive (CE) du PCB, qui se réunit en juillet 1964, suit majoritairement les positions critiques défendues par Marighella, notamment sur l'idée d'une « déviation de droite » du parti dès les années précédant le coup d'Etat<sup>8</sup> ; de l'autre, la majorité du comité central (CC), rejette ces critiques<sup>9</sup>. En mai 1965, le CC se réunit pour la première fois depuis le putsch. Cette majorité du CC, autour notamment de Giacondo Dias et Jaime Miranda, estime au contraire que le PCB a commis une « déviation de gauche » en ne collant pas parfaitement à la « légalité démocratique » et en surévaluant le rapport de forces politique, s'engageant donc sur une ligne impossible à tenir. La position majoritaire à la CE se retrouve minoritaire au CC de mai 1965, et le parti adopte, avec le soutien de Prestes, une résolution mettant en avant, en tout premier lieu, la nécessité de la lutte pour les libertés démocratiques.

La crise du PCB rebondit en 1966, avec le texte de Marighella intitulé « La crise brésilienne »<sup>10</sup>, dans lequel il reprend ses arguments précédents et leur ajoute une « perte du sens de classe » par le parti. Il préconise l'alliance ouvrière et paysanne, en privilégiant le travail politique dans les campagnes, l'alliance avec la gauche catholique et commence à évoquer la possibilité d'une guérilla. On remarque qu'à cette époque les positions de Marighella sont déjà en partie influencées par la Révolution cubaine et par les thèses « foquistes »<sup>11</sup> (préconisant l'implantation foyers de guérilla) défendues par Régis Debray. La rupture entre le PCB et Marighella a lieu à propos de la conférence de l'OLAS<sup>12</sup> qui se tient à La Havane en août 1967. Marighella s'y rend alors que la majorité de la direction du PCB, en conflit avec le PC cubain, a décidé de ne pas y participer. Un télégramme du CC du PCB

---

<sup>7</sup> Comme le précise A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 95-96).

<sup>8</sup> Particulièrement, pour résumer, en créant des illusions auprès des masses sur la possibilité d'obtenir des réformes sociales de base en respectant la légalité « démocratique », de façon pacifique, en misant sur une alliance stratégique avec la « bourgeoisie nationale ». Et ce faisant, en les désarmant politiquement au moment du coup d'Etat.

<sup>9</sup> Critiques matérialisées par le « schéma de discussion » proposée par la CE. Cf. A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 97).

<sup>10</sup> « *A crise brasileira* » en portugais.

<sup>11</sup> Ce terme vient de l'espagnol (ou du portugais) « foco », qui signifie « foyer ». Le « foquisme » défend l'idée que la révolution devrait être conduite à partir d'un nombre croissant de foyers de guérilla, dans les campagnes, jusqu'à la création d'une armée révolutionnaire, en misant notamment sur l'exemple donné par les combattants auprès des masses populaires. Plus d'éléments sont exposés dans le glossaire.

<sup>12</sup> Organisation Latino-Américaine de Solidarité.

envoyé au PC cubain interdit à Marighella de représenter son parti à cette conférence. Ce dernier y répond en envoyant une lettre au CC du PCB, annonçant sa rupture définitive avec lui<sup>13</sup>. Le PCB l'exclut officiellement, mais Marighella n'est pas seul à quitter le PCB : il est accompagné dans sa rupture par une large majorité des militants du parti du São Paulo et par d'autres dirigeants qui formaient jusqu'alors ce qui a été appelé « le courant » (« *a corrente* » en portugais). Ce « courant », étant lui-même traversé par des conceptions divergentes, va donner naissance à plusieurs organisations différentes<sup>14</sup>.

#### **d) La répression s'abat sur le parti**

En novembre 1973, alors que la répression et la clandestinité ont réduit le PCB à une petite organisation militante, le CC fait l'analyse que « *le régime a évolué d'une dictature militaire réactionnaire à une dictature militaire fasciste caractérisée* »<sup>15</sup>. Le PCB continue à croire qu'il existe des divergences profondes au sein du gouvernement et même parmi les forces armées et propose la formation d'un « large front patriotique antifasciste ». L'arrivée d'Ernesto Geisel à la présidence, le dérèglement progressif du « miracle économique » et la nette progression du MDB aux élections de 1974, renforcent le PCB dans la conviction que sa ligne est juste, et qu'il faut avancer dans la construction d'un tel front, qui regrouperait, en plus du MDB, l'Église, la « bourgeoisie non monopoliste », mais aussi certains secteurs des forces armées, et même de l'ARENA.

Les années qui suivent l'AI-5 sont celles d'une répression accrue, y compris pour le PCB. En 1972, alors que les règles d'un fonctionnement clandestin sont de vigueur, la répression touche le CC, le comité régional du São Paulo, et le comité municipal de la capitale elle-même. L'escalade répressive continue en 1974-75, parvenant à briser diverses structures du parti. Entre 1973 et 1975, un tiers des membres du CC du PCB ont été assassinés et des centaines de militants torturés, certains jusqu'à la mort, comme le journaliste Vladimir Herzog. C'est dans le cadre de ces investigations policières sur le PCB que l'ouvrier Manuel Fiel Filho ou le dirigeant de l'organisation de jeunesse, José Montenegro sont morts. Après ce démantèlement partiel, le CC décide de quitter le Brésil, et les communistes qui restent au pays tentent de réorganiser le parti, notamment au moyen d'un comité de réorganisation dans l'État de São Paulo qui joue un rôle dirigeant, plus tard reconnu par l'ensemble du parti.

#### **e) Le PCB à la fin des années 1970**

La période qui commence au milieu des années 1970 est aussi celle d'une crise croissante du PCB en termes d'autorité et de crédibilité politiques, ce qui renforce l'apparition et le développement d'une nouvelle gauche, plus radicale que le *partidão*. Une fois obtenue la loi d'amnistie de 1979, dirigeants et militants du PCB retournent au Brésil et Giocondo Dias prend le poste de secrétaire général. Cependant les débats s'aiguisent dans le parti et

---

<sup>13</sup> On peut notamment y lire qu'une direction comme celle du PCB, « *corrodée par l'idéologie bourgeoise, ne peut rien faire pour la révolution* » et qu'il ne veut plus « *continuer à appartenir à cette espèce d'Académie des Lettres, dont l'unique fonction est de se réunir* ». Cf A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 99-100).

<sup>14</sup> Le Regroupement communiste de São Paulo, qui suit Marighella, et va déboucher sur la fondation de l'ALN ; le PCBR autour de Mário Alves, Jacob Gorender et Apolônio de Carvalho ; la Dissidence Communiste de la Guanabara qui allait devenir le MR8 ; et la Dissidence Léniniste dans le Rio Grande do Sul. Nous allons voir cela en détail un peu plus loin.

<sup>15</sup> Cf A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 142). Nous laisserons de côté la question de cette caractérisation, mais certains auteurs, en particulier S. Salles, contestent – de façon convaincante à notre avis – l'utilisation du terme « fasciste » pour la dictature militaire brésilienne, même après l'AI-5. Ce n'est pas tant une question d'intensité de répression que de rapports de classes qui est en jeu.

débouchent notamment sur le départ de Luís Carlos Prestes. La ligne très modérée du PCB – pour un « front large » pour la démocratie – est confrontée aux grèves ouvrières massives des années 1978-1980. L'orientation du PCB, mettant au cœur de son activité sa proposition de front patriotique contre le fascisme apparaît dépassée par les événements, et contradictoire avec les évolutions sociales, car on assiste à une confrontation directe du prolétariat et de la bourgeoisie : les ouvriers et les employés d'une partie du tertiaire s'affrontent avec leurs patrons et avec le gouvernement<sup>16</sup>. Le PCB, déjà affaibli, va évidemment s'opposer à l'émergence du PT, qui prendra pourtant sa place comme principal parti de la gauche brésilienne. Cela va contribuer, en retour, à la marginalisation du PCB, légalisé seulement en 1985, avec la fin de la dictature.

## 2°) Le « communisme mao-stalinien » (PCdoB)<sup>17</sup>

Dans les deux premières années de son existence, avant le putsch, le PCdoB affronte plusieurs types de difficultés pour s'affirmer : un nombre réduit de militants et la concurrence non seulement du PCB – dont les effectifs sont nettement supérieurs – mais aussi des nationalistes et travaillistes ainsi que d'organisations plus radicales qui émergent à la même époque : la PoOp, l'AP et les Ligues Paysannes<sup>18</sup>. De plus, le PCdoB se réclame ouvertement de l'héritage de Staline, à une époque où la jeunesse se détourne de plus en plus du « Petit Père des Peuples ». Enfin, le discours du parti mao-stalinien semble assez abstrait. Tout cela, pendant ses premières années de vie, plonge quelque peu le PCdoB dans l'isolement, alors même que les mobilisations populaires se développent, et tend, en retour, à renforcer des tendances sectaires en son sein, comme il le reconnaîtra bientôt<sup>19</sup>.

### a) Le PCdoB face au coup d'Etat

Le PCdoB, on le voit à la lecture de son journal *A Classe Operária*, dénonçait bien à l'avance, dès 1962, les préparatifs du coup d'Etat<sup>20</sup>. Mais entre Goulart et le putsch, le PCdoB refusait de choisir et avait une sorte d'attitude de renvoi dos-à-dos du gouvernement de l'époque et des putschistes éventuels: le parti défend alors le mot d'ordre « Ni avec les

---

<sup>16</sup> Pourquoi cette constante de très grande modération dans les choix politiques du PCB ? Nous voyons au moins deux raisons : la logique de la recherche d'une alliance avec tous les courants « démocratiques » y compris liés à la bourgeoisie, qui conduit le PCB à tourner le dos à certaines grèves, notamment, qui lui paraissent menaçantes pour ce projet ; et sans doute le vécu, sur de nombreuses décennies, de la clandestinité, qui ont un côté sans doute effrayant pour la direction et les militants, et qui les conduisent à être très « prudents ».

<sup>17</sup> Le terme de « mao-stalinien » nous semble caractériser le PCdoB au moins jusqu'à la fin des années 1970. Il est fidèle à la personne de Staline, loue l'action de ce dernier à la tête du mouvement communiste pendant plusieurs décennies. Il maintient tous les dogmes autoritaires et tout ce qui appartient au mode de fonctionnement des partis staliniens (avec en particulier un centralisme « démocratique » conduisant à des sanctions administratives vis-à-vis des membres du parti qui s'éloignent un peu de la direction. Et, dans la lignée de la pensée Mao-Zedong, il insiste sur le rôle clé de la paysannerie dans la révolution brésilienne, et maintient le dogme stalinien de la « révolution par étapes », ce qui implique une alliance, dans une première étape, avec cette mystérieuse « bourgeoisie nationale », même si c'est pour en élaborer une version plus à gauche que le PCB. Aligné sur Pékin, il critique l'URSS depuis l'ère khrouchtchévienne comme étant « révisionniste ». Il deviendra ensuite « pro-albanais », ce qui le fait, à notre avis, rester dans la même mouvance idéologique.

<sup>18</sup> Comme le fait remarquer J. Rodrigues SALES (art. cit. p. 24) qui précise que les noyaux militants, au début, se trouvent là où se trouvent les dirigeants qui rompent avec le PCB : essentiellement le Rio Grande do Sul, Rio de Janeiro et dans une moindre mesure São Paulo. Ailleurs, comme dans les Etats de Ceará ou de Bahia, c'est après le putsch que certains quittent le PCB et rejoignent le PCdoB, à la fin de 1964 ou au début de 1965.

<sup>19</sup> Cf. J. Rodrigues SALES (art. cit. p. 25-26).

<sup>20</sup> Notamment dans ses numéros du 1<sup>er</sup> au 15 septembre 1962, du 1<sup>er</sup> au 15 mai 1963, du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1963, du 16 au 31 juillet 1963.

gorilles, ni avec Goulart, pour un gouvernement populaire révolutionnaire ! »<sup>21</sup>. Plus on se rapproche du 31 mars 1964, et plus le PCdoB considère comme probable une tentative de coup d'Etat. Mais il affiche sa confiance dans les capacités de résistance de la population.

Néanmoins, lorsque le putsch a lieu, le PCdoB montre qu'il n'est pas mieux préparé que d'autres à s'opposer à lui. Il a néanmoins prévu l'entrée dans la clandestinité de ses dirigeants les plus connus, ce qu'il met en œuvre immédiatement. Malgré tout, la répression touche aussi le PCdoB. Celui-ci, comme l'ensemble des organisations de gauche, a sous-estimé la détermination des putschistes tout en surestimant la résistance populaire. Mais très vite commencent les arrestations et les persécutions de militants de gauche et de syndicalistes, face auxquelles le PCdoB se montre impuissant.

Le PCdoB met un certain temps à réagir après le putsch, le nouveau pouvoir fermant son journal - mais une publication clandestine du parti apparaîtra à partir du 12 mai 1964. Au fond, ce n'est qu'en août de la même année qu'un bilan du coup d'Etat est tiré par le parti. Un document du PCdoB sera publié à cette fin<sup>22</sup>. Celui-ci revient sur le gouvernement Goulart et reconnaît qu'au moins, à cette époque, prévalait la démocratie. Le PCdoB blâme le président et son gouvernement pour avoir laissé faire le putsch et admet avoir parfois été trop loin dans l'opposition à « Jango ». Il avoue, de plus, qu'il n'a pas pu organiser une résistance concrète contre le coup d'Etat parce que «...*malheureusement, le PC du Brésil ne disposait pas d'une influence suffisante parmi les masses pour les amener à intervenir de manière adéquate dans les événements* »<sup>23</sup>. Reconnaisant *a posteriori* quelques légers mérites au gouvernement Goulart, le PCdoB tire des leçons de ce coup d'Etat. Il veut que celles-ci lui permettent de se renforcer politiquement et numériquement dans la clandestinité, en particulier dans un contexte où la politique du PCB a provoqué un grand mécontentement. Pour le PCdoB, le putsch prouve l'impossibilité de la voie pacifique pour la révolution démocratique et populaire ; il démontre la nécessité d'un vaste front unique démocratique et anti-impérialiste, mais il indique aussi qu'il est impossible de laisser la direction du mouvement démocratique entre les mains de la bourgeoisie et que ce sont les ouvriers et les paysans qui doivent être la base principale du mouvement révolutionnaire ; il conclut aussi que c'est l'impérialisme des Etats-Unis, derrière le putsch, qui est le principal ennemi du peuple brésilien.

## **b) Le PCdoB dans la seconde moitié des années 1960**

De fait, la lutte pour les libertés démocratiques tient lieu, dans la seconde moitié des années 1960, de stratégie politique de fait du PCdoB, avec comme corolaire l'importance accordée à la question du front unique, et même à l'élargissement de ce dernier à des organisations bourgeoises (notamment à une partie de l'UDN), ce qui était impensable, du point de vue du PCdoB, avant le coup d'Etat. Mais si la révolution démocratique bourgeoise<sup>24</sup>

---

<sup>21</sup> *A Classe Operária*, N° du 16 au 31 juillet 1963.

<sup>22</sup> Il existe un document de bilan assez complet signé de sa commission exécutive, et intitulé « *O Golpe de 1964 e seus ensinamentos* » (Le coup d'Etat de 1964 et ses leçons).

<sup>23</sup> Cité dans J. Rodrigues SALES (art. cit. p. 39).

<sup>24</sup> Le PCdoB – comme le PCB d'ailleurs – considère que la tâche stratégique est d'établir un capitalisme national au Brésil, hors de la domination de l'impérialisme des Etats-Unis ou d'autres. Pour ces deux partis, le Brésil n'a jamais été en mesure de vivre dans un « régime démocratique bourgeois » stabilisé, et c'est à cela qu'il convient de parvenir, pendant toute une période historique. Pour ce faire, il mise donc sur une longue phase révolutionnaire où la bourgeoisie « nationale » jouerait un rôle essentiel pour développer les forces productives, dans un cadre de démocratie électorale « bourgeoise » où le pouvoir se trouverait dans un bloc historique de quatre classes : le prolétariat, la paysannerie, la petite-bourgeoisie urbaine et la « bourgeoisie nationale ».



est toujours l'horizon indépassable du PCdoB, le choix d'orientation politique pour la période concernée est source de tensions au sein du parti. Les partisans d'une « ligne de masse » s'opposent à ceux favorables à un affrontement armé avec la dictature. Le parti tente de maintenir l'unité en combinant ces deux perspectives, mais celles-ci vont cliver le parti pendant plusieurs années. Dans son document critique sur le coup d'Etat, déjà cité, le PCdoB mettait clairement en avant la perspective de la lutte armée. On y lit : « *L'idée que le peuple brésilien doit répondre par la lutte armée à la répression armée des réactionnaires du pays et des impérialistes yankees, et qu'il a besoin d'être préparé à cela, est aujourd'hui la question fondamentale qui doit servir de boussole à la pensée et à l'action de tous les vrais révolutionnaires* »<sup>25</sup>.

Dans la première période de la dictature militaire, jusqu'à 1968, le PCdoB parvient, malgré ses difficultés initiales, la répression et la clandestinité, à recruter des militants et à être davantage présent dans les mouvements sociaux. Il gagne des militants ouvriers issus du PCB à Rio et développe son intervention en milieu étudiant, notamment grâce au recrutement de leaders étudiants comme José Genoíno Neto dans l'Etat du Ceará. Le parti se rapproche de l'AP, très présente dans ce milieu. Néanmoins, et contrairement aux espoirs de ses dirigeants, le PCdoB ne parvient pas, alors, à capter le mécontentement, voire la colère de la majorité des militants du PCB contre la faillite de leur parti, qui voient souvent trop de similitudes entre les deux partis communistes et qui – notamment sous l'influence du « foquisme » mais aussi parce que le débat se trouve porté au sein même du PCB – se tournent davantage vers les organisations de guérilla issues de ce parti dans la seconde moitié des années 1960, comme l'ALN, ou le PCBR. Ces deux organisations<sup>26</sup>, en particulier, ont choisi la lutte armée, et servent de points de ralliement pour les militants du PCB qui veulent en découdre.

### **c) Le tournant du parti avec l'AI-5**

C'est l'AI-5 qui décide le PCdoB à se tourner clairement vers la lutte armée. Pour autant, dans la déclaration du CC du PCdoB de janvier 1969 sur l'AI-5 et ses conséquences, on peut lire que le parti tend à sous-estimer les forces de la dictature : « *Dans le pays, une nouvelle crise politique est en train de germer, encore plus sérieuse que les précédentes. La dictature s'isole toujours davantage et elle est encerclée par la haine de l'écrasante majorité de la nation [...] Les violences qu'ils commettent sont un signe de faiblesse. Sa base politique est devenue excessivement étroite [...] Le gouvernement dictatorial est fort en apparence, mais en réalité, c'est un pouvoir précaire et assez faible. Il intensifiera la répression, il commettra toutes sortes de crimes, mais il ne pourra pas éviter que les grandes masses populaires se dressent et luttent* ». Le soutien que reçoit le général-dictateur Médici de la part des classes moyennes et populaires va bientôt montrer l'erreur de perspective d'une telle analyse. Si le PCdoB a en partie raison, c'est sur le long terme, car le soulèvement espéré aura bien lieu, mais près de dix ans plus tard.

Le PCdoB décide donc de se lancer dans ce qu'il appelle une guerre populaire prolongée, mais il lui faut du temps pour se préparer et aussi pour tenter de surmonter toutes ses contradictions : en particulier, il choisit la campagne comme terrain privilégié pour l'affrontement avec la dictature. Mais comment maintenir en même temps – comme y tiennent certains dirigeants – une activité dans les villes, en particulier en direction de la

---

<sup>25</sup> Cité dans J. Rodrigues SALES (art. cit. p. 42).

<sup>26</sup> Que nous allons évoquer plus en détail un peu plus loin.

classe ouvrière ? Cette question est d'autant plus cruciale que le parti ne dispose pas d'effectifs militants importants. Pourtant, le PCdoB se lance dans la lutte armée en 1972.

#### **d) La Guérilla de l'Araguaia et la fin de la période de lutte armée au Brésil**

En avril 1972, alors que, comme nous allons le voir, presque toutes les organisations de gauche ont déjà été démantelées par la répression – et leurs dirigeants et militants arrêtés, assassinés ou exilés – le PCdoB lance, au nord du pays, dans la région du fleuve Araguaia, au sud du Pará et au nord du Tocantins (encore dans l'Etat de Goiás à l'époque), ce qui va être la dernière tentative d'action armée contre la dictature : la « guérilla de l'Araguaia ».

Se fondant sur une critique du « foquisme » et sur le choix d'une stratégie de guerre populaire prolongée<sup>27</sup>, le PCdoB envoie ses premiers militants dans cette région. Ils y arrivent en 1966, se fixent sur place, et se mettent à vivre parmi les paysans – en accord avec la thèse maoïste – afin, ainsi, de gagner leur confiance, en créant les conditions pour développer un travail d'éducation politique et de résistance aux attaques des forces gouvernementales. Jusqu'à la fin 1971, on compte, selon A. Ozai da Silva, 63 militants du PCdoB qui arrivent dans la région située entre Marabá et Xamboiá<sup>28</sup>, intensifient le travail entrepris, préparant la guérilla. Les guérilleros présents dans la région se divisent en trois détachements de 21 hommes divisés en groupes de sept et reliés entre eux par la commission militaire du PCdoB, rattachée au CC et fonctionnant dans la forêt en un point central par rapport aux trois détachements<sup>29</sup>. Une « commission d'intendance et de logistique » doit assurer le lien avec le reste du pays, communiquer sur la guérilla, faire des suggestions et fournir les combattants en matériel et en argent.

L'armée est informée de la présence de ces militants subversifs par les polices militaires de Marabá et Xamboiá et décide d'agir : le 12 avril 1972, près de 2 000 soldats vont intervenir dans la région. Le choix des guérilleros<sup>30</sup> est de s'enfoncer dans la forêt, terrain qui leur est favorable. L'armée transforme les villes de Marabá et Xambioá en lieux de casernement. La répression frappe durement les habitants : des maisons, des fermes et des plantations sont détruites ; beaucoup de personnes sont torturées, mais la population continue à soutenir les insurgés paulistes. Le bilan pour l'armée n'étant guère positif, elle interrompt sa campagne en juillet 1972, démoralisée et détestée, et ayant subi de nombreuses pertes. Mais ce n'est pas terminé.

En septembre de la même année, l'armée reprend ses actions dans la région et lance sa seconde campagne militaire. Dans l'intervalle, la commission militaire du PCdoB cherche à intensifier son travail politique : des tracts sont distribués localement et dans tout le pays, faisant connaître l'existence de la Force de guérilla de l'Araguaia (FORGA)<sup>31</sup> et du

---

<sup>27</sup> Nous écrivons cette expression historique « guérilla de l'Araguaia » entre guillemets, car elle est la traduction du portugais "*Guerrilha do Araguaia*". Mais il ne s'agit pas d'une guérilla de type foquiste. Il était du moins dans la préoccupation du PCdoB d'éviter le foquisme, et de s'inspirer de la stratégie maoïste de guerre populaire prolongée. Cette dernière devait se diviser en trois phases. Une première phase visant à l'obtention par les guérilleros du soutien de la population à travers des attaques contre l'appareil d'Etat et par la diffusion de la propagande révolutionnaire. Une seconde phase caractérisée par la montée en puissance des attaques contre l'armée et les institutions vitales de l'Etat. Une troisième phase visant, par le combat conventionnel, à prendre les villes, déborder le gouvernement et contrôler le pays.

<sup>28</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 138).

<sup>29</sup> Ces précisions sont données par A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 138).

<sup>30</sup> Qui, d'après A. OZAI DA SILVA ne voulaient sans doute pas encore commencer la guérilla à ce moment-là (op. cit. 1989 p. 139).

<sup>31</sup> FORGA : *Força Guerrilheira do Araguaia*, Force de guérilla de l'Araguaia.

programme en 27 points qui a été élaboré en lien avec la population locale. C'est à ce moment aussi que se forment les ULDP<sup>32</sup>, des groupes d'information sur la guérilla de l'Araguaia dans différents endroits du Brésil.

Notons que dans la région, les relations sont également mauvaises entre l'Eglise et l'Etat, ce qui est un élément en faveur de la guérilla. Durant la seconde campagne militaire, le gouvernement change donc de tactique : l'armée développe des « actions civiques et sociales » visant le rapprochement avec la population, distribuant des médicaments et des vaccins. Ainsi, les militaires offrent une assistance médicale. Mais ils promettent aussi des lopins de terre avec titre de propriété. Cela accroît les difficultés des guérilleros mais ne permet pas de les réduire. Les arrestations continuent pourtant, même si les enquêteurs militaires montrent plus de retenue dans leurs agissements. Les militaires organisent la prise symbolique de Marabá et préparent des projets de commémoration de la victoire des forces armées sur les guérilleros. Cette seconde campagne se termine en novembre 1972. En octobre, l'armée s'est montrée mieux préparée : des groupes de parachutistes entraînés au combat en forêt et un réseau d'espions mettent les guérilleros en difficulté. La répression cesse d'être généralisée et se fait plus sélective ; la priorité est donnée à l'arrestation de suspects. Nombreux sont ceux qui souffrent voire disparaissent du fait des « spécialistes ».

Vers la fin 1972, la commission d'intendance et de logistique du PCdoB est démantelée, avec l'arrestation de ses membres à São Paulo, ce qui rend plus difficile encore la liaison entre la guérilla, le parti et le reste du pays. Malgré tout, la guérilla se poursuit. En dépit de la sympathie de la population locale pour les guérilleros, les arrestations et la peur de la torture depuis la première campagne militaire provoquent une baisse du soutien des paysans. Cela, ajouté à la bonne préparation des groupes parachutistes et à l'efficacité du travail des espions, débouche sur des pertes constantes du côté des guérilleros. A la Noël 1973, la commission militaire mise en place par le PCdoB est détruite. Cela affaiblit sensiblement la guérilla. En avril 1974 disparaît Osvaldo Orlando Costa, son principal commandant, déjà très connu dans la région. Cela annonce la fin de la guérilla, même si des actes de résistance se poursuivent pendant un certain temps.

#### **e) Le processus de réorganisation du PCdoB**

Après la guérilla de l'Araguaia, le PCdoB se retrouve presque totalement anéanti : beaucoup de ses militants et dirigeants sont morts, d'autres sont prisonniers. Malgré tout, le PCdoB va survivre. Lors de sa réorganisation, le parti lance un débat sur son bilan autour de la mi-décembre 1976. Deux positions s'affrontent. D'un côté, Arroyo et João Amazonas ont une vision « triomphaliste » et présentent la défaite comme la simple conséquence d'erreurs commises et d'une mauvaise évaluation des forces de l'ennemi : la ligne était juste, mais elle a été mal appliquée. De l'autre, Pedro Pomar fait une évaluation très critique, dénonçant des déviations « foquistes » (le parti n'ayant pas appliqué les critères de la guerre populaire prolongée, sans compter une insuffisance du travail politique pour créer une base de soutien) et jugeant que, malgré la bravoure et le sacrifice des guérilleros, la défaite ne peut pas être considérée comme temporaire. Mais ces critiques sont réfutées par le document d'Arroyo et Amazonas.

---

<sup>32</sup> ULDP : *União pela Liberdade e pelos Direitos do Povo*, union pour la liberté et pour les droits du peuple. Il y aura une vingtaine de noyaux dans tout le pays en 1972-73. La population s'y informe sur les objectifs de la guérilla et discute du Programme en 27 points.

A la fin de la réunion du comité central du PCdoB le 16 décembre 1976 dans le quartier de Lapa à São Paulo, des agents du DOI-Codi envahissent le local. Arroyo et Pedro Pomar, désarmés, sont fusillés. D'autres subissent des tortures et meurent parfois dans ce contexte, comme João Batista Franco Drummond. D'autres, comme Vladimir Pomar, le fils de Pedro, sont arrêtés. On ignore comment la police a découvert le local du parti. Cette tuerie est restée dans l'histoire comme « le massacre de Lapa »<sup>33</sup>.

Mais le PCdoB parvient encore à rebondir. Sa 7<sup>e</sup> conférence se tient en juin 1979, clandestinement, mais en pleine ascension du mouvement ouvrier, dans un climat moins répressif. Le débat de bilan sur la guérilla se poursuit. Il s'agit d'élaborer un nouveau document plus complet sur la guerre populaire prolongée. La conférence décide aussi de mettre l'accent sur la lutte pour la plus large liberté politique. Elle se prononce pour une assemblée constituante devant être convoquée par un gouvernement provisoire et pour le mot d'ordre, à long terme, d'un régime de « Démocratie Populaire pour le Brésil ». Le PCdoB décide aussi de donner la priorité au travail militant en direction des ouvriers.

Mais la crise interne du PCdoB s'aggrave avec la proposition de João Amazonas de « Gouvernement des Forces Démocratiques et d'Unité Populaire », selon laquelle la révolution devrait passer par une étape de formation d'un gouvernement libéral, réformiste et « démocratique-bourgeois ». Dans cette proposition, est privilégiée l'alliance avec la bourgeoisie libérale, censée faire partie de l'opposition révolutionnaire. Ce serait une révolution nationale, agraire et anti-impérialiste. Or certains, dans le PCdoB, commencent à remettre sérieusement en question la vision d'une révolution par étapes et la nécessité d'une phase « démocratique-bourgeoise » au Brésil. Les frictions internes s'exacerbent. Dans de telles conditions, l'aile dissidente propose l'organisation du congrès national du parti. Les comités régionaux de plusieurs Etats appuient cette demande.

Le CC refuse et prend des sanctions. Début 1980, il dissout trois comités régionaux et destitue ses membres pour « activités antiparti ». Il condamne le « fractionnisme » consistant notamment à demander l'entrée du PCdoB dans le PT naissant, et qui s'oppose aux décisions de la direction. Face à cela, les comités régionaux de Bahia, São Paulo, Rio de Janeiro, Paraíba et Paraná organisent une « réunion de consultation » en septembre 1980, puis convoquent un congrès extraordinaire du PCdoB. Ces dissidents seront exclus du parti. Le PCdoB évoluera substantiellement à la suite de la scission de 1980-81, renvoyant Mao dans la catégorie des révisionnistes, rompant officiellement avec la Chine et s'alignant sur le parti communiste albanais. Il revient sur la stratégie de guerre populaire prolongée et réaffirme la priorité à la classe ouvrière. Dans les années 1980, le PCdoB non seulement ne va jamais rompre avec une vision étapiste de la révolution, mais il va évoluer graduellement vers des positions toujours plus réformistes, en s'adaptant à la transition voulue par l'élite conservatrice du pays. En particulier, il décidera d'adopter une position de soutien critique à la Nouvelle République, et d'éviter de faire de l'« *opposition systématique visant à la déstabilisation du régime tant qu'il assure les libertés, ni même d'user le gouvernement, ce qui [...] pourrait faciliter le jeu de la droite* »<sup>34</sup>. Il reviendra de façon critique sur ces choix par la suite.

---

<sup>33</sup> «A chacina da Lapa» en portugais.

<sup>34</sup> Cité dans A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 163).

## Section 2 : Les groupes guérilléristes et la lutte armée

Dès la fin des années 1960, certains choisissent la lutte armée, perçue comme l'unique voie possible pour résister au régime militaire. Bruno Maranhão, qui militait à l'époque au PCBR<sup>35</sup> déclare ainsi : « *La lutte armée a été le dernier recours que nous avons utilisé. Quand tous les chemins étaient fermés, il n'y avait plus que la résistance armée. Mais le degré d'affrontement avec l'Etat a été très élevé, et cela n'a pas apporté beaucoup de bienfaits. Et nous avons perdu*<sup>36</sup> ». Dès le début des années 1970, la dictature était venue à bout des différentes expériences de lutte armée, la dernière étant celle de l'Araguaia.

### 1°) Les scissions du PCB : Action libératrice nationale (ALN), Mouvement révolutionnaire du 8 octobre (MR8) et Parti communiste brésilien révolutionnaire (PCBR)<sup>37</sup>

L'Action libératrice nationale, le Mouvement révolutionnaire du 8 octobre, et le Parti communiste brésilien révolutionnaire sont trois groupes guérilléristes issus du *partidão* et de sa crise du milieu des années 1960, canalisée dans le combat de la direction du PCB contre Carlos Marighella, principale figure de l'opposition interne de ce parti. C'est vers ces groupes que se dirigent la majorité des militants de ce parti qui sont en désaccord avec leur direction, et qui veulent défendre des positions révolutionnaires. Ces trois groupes ont aussi en commun l'objectif d'attirer l'attention des médias et de provoquer la libération des militants emprisonnés.

#### a) L'Action libératrice nationale (ALN) et le Mouvement révolutionnaire du 8 octobre (MR8)

Ces deux groupes sont évoqués ensemble car, au tournant des années 70, ils ont bien des points communs. Ils sont marqués par le fort impact de la révolution cubaine sur l'ensemble de la gauche latino-américaine et, en particulier, sur les partis communistes. Les critiques sans fard exprimées par Che Guevara à propos des partis communistes officiels ont fait mouche chez bien des communistes critiques et ont contribué à l'émergence de groupes guérilléristes. L'ALN et le MR8 prônent et pratiquent tous les deux la guérilla urbaine, ont souvent recours aux mêmes méthodes et réalisent certaines opérations en commun.

L'ALN naît en 1967, sous l'impulsion de son principal dirigeant et idéologue, Carlos Marighella, après son expulsion du PCB. Marighella propose une action radicale et immédiate contre la dictature et préconise la lutte armée comme moyen d'action politique. C'est à cette époque qu'il rédige le *Mini-manuel de la guérilla urbaine*. Comme nous l'avons vu plus haut, un certain nombre de communistes paulistes quittent le PCB et suivent Marighella pour former le Regroupement communiste de São Paulo<sup>38</sup>. Dès 1968, ils changent de nom pour devenir l'ALN, dénomination qui exprime ainsi l'idée de libération nationale, formulée par Marighella. L'ALN, dont les activistes les plus engagés sont essentiellement d'origine étudiante, va dès ce moment réaliser des actions illégales comme

<sup>35</sup> PCBR, Parti communiste brésilien révolutionnaire, voir liste des sigles politiques et ci-dessous.

<sup>36</sup> Notre interview de Bruno Maranhão, réalisée à Carpina (Pernambouc) le 21 août 2010.

<sup>37</sup> ALN : *Ação Libertadora Nacional*, Action libératrice nationale; MR8 : *Movimento Revolucionário 8 de outubro*, Mouvement révolutionnaire du 8 octobre; Voir liste des sigles politiques et ci-dessous.

<sup>38</sup> *Agrupamento Comunista de São Paulo* en portugais.

des attaques de banques ou des « expropriations » (des vols) de véhicules pour financer le mouvement et la lutte armée. L'organisation s'attaque également à l'appareil d'Etat, en particulier en pratiquant des enlèvements. C'est dans ce cadre que l'ALN et le MR8 vont être amenés à coopérer. Les deux groupes participent à plusieurs enlèvements.

En septembre 1969, à São Paulo, les deux organisations enlèvent l'ambassadeur des Etats-Unis au Brésil, Charles Burke Ellbrick. Les deux groupes diffusent alors un manifeste dans lequel ils justifient leurs actes, affirment leur volonté de résistance à la dictature et demandent la libération de prisonniers politiques ainsi que la publication du texte dans les journaux. Pour le MR8, il s'agit notamment d'obtenir la libération de son dirigeant Vladimir Palmeira, en prison depuis l'année précédente. Et pour les deux organisations, il s'agit de faire de la propagande politique tout en alarmant l'opinion internationale sur la situation politique au Brésil. L'opération permettra la libération de 15 prisonniers politiques.

Peu après, l'ALN orchestre l'enlèvement de l'ambassadeur allemand Ehrefried Von Hollenbein, une action qui permet la libération de 40 militants emprisonnés, tout en propageant l'idée de la lutte armée.

Marighella est plus tard assassiné dans une embuscade montée par le commissaire Sérgio Fleury, délégué du DOPS de São Paulo, le 4 novembre 1969, dans la capitale pauliste. Son successeur à la tête de l'ALN est également abattu, en octobre 1970. Ainsi, l'ALN subit de lourdes pertes et connaît une scission en 1971, avec la fondation du Molipo (Mouvement de Libération Populaire), dont beaucoup de dirigeants ont été formés à Cuba à la guérilla urbaine. L'ALN a du mal à survivre, mais réussit une autre action d'éclat, le 5 février 1972 ; cette fois-ci, de façon coordonnée avec le PCBR<sup>39</sup> et une autre organisation guérillériste, la VAR-Palmares<sup>40</sup> : l'assassinat du marin anglais David Cuthbert, qui se trouvait au Brésil avec un groupe de la Marine britannique pour les commémorations des 150 ans de l'indépendance du Brésil. Cet assassinat est présenté comme un acte en solidarité avec la lutte du peuple irlandais – et avec l'IRA – contre la domination britannique.

Jusqu'au bout, l'ALN a cherché, par voie de tracts et de discours, à faire connaître à la population son objectif de lutte contre la dictature, pour l'instauration d'un régime socialiste au Brésil. Mais la plupart des membres de l'ALN – et d'ailleurs aussi du Molipo – seront arrêtés, torturés voire tués entre 1970 et 1974. Ces organisations, purement guérilléristes, ne survivront pas sous une autre forme après leur élimination par la dictature.

Le MR8 est aussi issu d'une dissidence du PCB. Elle prend racine dans le milieu universitaire de Niterói (RJ) en 1964. Le MR8 provient d'un ancien groupe baptisé d'abord « DI-RJ », puis « DI de Guanabara »<sup>41</sup>, groupe qui jugeait le PCB trop passif et qui agissait, dès 1966, à Rio de Janeiro, surtout en milieu universitaire, avec notamment comme dirigeant Vladimir Palmeira. En référence à la date de l'assassinat de Che Guevara, en Bolivie, le 8 octobre 1967, le groupe adopte le nom de MR8 et prend le chemin de la lutte armée, privilégiant guérilla urbaine. Du point de vue stratégique, les méthodes du MR8 s'apparentent à celles de l'ALN.

---

<sup>39</sup> Parti communiste brésilien révolutionnaire, que nous évoquons au point suivant.

<sup>40</sup> VAR-Palmares, Avant-garde armée révolutionnaire-Palmares, voir liste des sigles politiques, et plus loin également.

<sup>41</sup> D'abord 'Dissidência do Rio de Janeiro, puis 'Dissidência de Guanabara'.

Pour le MR8, l'objectif de l'enlèvement de l'ambassadeur des Etats-Unis visait aussi à confondre la dictature qui avait déjà, des mois auparavant, annoncé la destruction du MR8. Mais à la suite de cette action, la répression des membres du groupe se fait très dure. Beaucoup seront emprisonnés ou assassinés. Néanmoins, en 1970, le MR8 continue à monter certaines opérations de guérilla urbaine (vols, attaques de banques et de supermarchés) à Rio. Il orchestre aussi diverses évasions de révolutionnaires des prisons brésiliennes.

La direction du MR8 se renforce, par l'intermédiaire de Lara Lavelberg. Celle-ci milite au MR8, et elle est alors la compagne de Carlos Lamarca, dirigeant d'un autre groupe de lutte armée, la VPR<sup>42</sup> en cours de démantèlement en 1971. Lamarca devient un des dirigeants du MR8 avant d'être assassiné, peu après sa compagne Lara, à Salvador (BA). En 1972, le MR8, en pleine déconfiture, entre en sommeil et voit de nombreux militants s'exiler au Chili. Changeant complètement d'orientation, il abandonne la lutte armée pour rejoindre l'opposition légale du MDB sous la houlette d'Orestes Quercia. A part Carlos Lamarca et Lara Lavelberg, on peut citer d'autres noms de gens, connus aujourd'hui au Brésil, qui sont passés par le MR8 : c'est notamment le cas de Fernando Gabeira<sup>43</sup> et César Benjamin<sup>44</sup>, deux noms que nous évoquerons plus loin. Le MR8, contrairement à l'ALN, défendait la nécessité d'un nouveau parti marxiste. Et il allait plus loin sur la gauche dans la critique du programme du PCB, en considérant que la révolution au Brésil devrait être une révolution socialiste et non pas seulement une révolution de caractère « démocratique-bourgeois » ou de « libération nationale ».

#### **b) Le Parti communiste brésilien révolutionnaire (PCBR)**

Le PCBR trouve également son origine dans le PCB. Ses principaux dirigeants sont Mário Alves, Jacob Gorender et Apolônio de Carvalho. Dès 1964, Alves s'était opposé à Prestes au comité central du parti, et avait formé un courant révolutionnaire, surtout implanté à Rio et dans le *Nordeste*. L'ordre bureaucratique propre au PCB avait empêché le débat au VI<sup>e</sup> congrès du parti. Le PCBR, sans lutter sous le drapeau de la révolution socialiste immédiate, rejetait l'idée traditionnelle des staliniens de l'alliance avec la bourgeoisie brésilienne et se voulait un parti marxiste, dont la stratégie consistait en une combinaison de guérilla à la campagne et de « travail de masse » dans les villes, dans le but de parvenir à un « gouvernement populaire révolutionnaire ». Sans que le PCBR ne se revendique de la conception trotskyste de la révolution permanente, il s'en approchait quelque peu, car il incombaît au gouvernement qu'il appelait de ses vœux d'être démocratique et anti-impérialiste, ouvrant ainsi la voie à la révolution socialiste.

Dès 1969, et à partir de bases situées dans les Etats de Rio de Janeiro, São Paulo, Bahia, Ceará et Paraná, le PCBR mène des opérations armées en ville, mais la répression par le régime aboutit assez vite, à compter de janvier 1970, au démantèlement d'une partie du PCBR. Les rescapés de ce parti, souvent condamnés à l'exil, participeront en 1979 au processus de fondation du PT.

---

<sup>42</sup> VPR : Avant-garde populaire révolutionnaire, voir liste des sigles politiques, et plus loin.

<sup>43</sup> Représentant du Parti vert brésilien dont il est l'un des fondateurs, Fernando Gabeira est connu pour ses prises de position sur des sujets sociétaux, comme la professionnalisation de la prostitution, le mariage entre personnes de même sexe ou la légalisation du cannabis.

<sup>44</sup> César Benjamin est un spécialiste de la vie politique, journaliste, éditeur et militant politique. Après l'exil, il a été fondateur du PT, puis membre du PSoL, qu'il a quitté dès 2006.

Ce courant existe encore aujourd'hui sous le nom de *Brasil Socialista*. Celui-ci fonctionne comme une tendance interne au PT avec une branche dans la paysannerie sans-terre à travers le MLST (*Movimento de Libertação dos Sem Terra*). Bruno Maranhão, un des leaders de ce courant, nous explique rapidement, dans l'interview, l'émergence du PCBR : « *En 67 j'ai compris que les positions du PCB, qui faisait un congrès national, étaient toujours plus éloignées de ce à quoi je croyais. Ils croyaient que ce qui résoudrait l'avancée des questions sociales, c'était la compétition entre le bloc socialiste et le bloc impérialiste, alors qu'on pensait aux contradictions de l'époque, entre les pays, les peuples opprimés du Tiers-Monde et l'impérialisme* ».<sup>45</sup> Et de citer tous les grands événements mondiaux de la fin des années 60 et la présence de groupes de guérilla en Amérique latine, avant d'ajouter : « *Il s'est créé une division au sein du PCB, et nous avons formé le PCBR. Il y avait notamment un de nos dirigeants, qui était très jeune, au comité central : il avait 28 ans. Mais il y avait aussi des dirigeants comme Mário Alves qui avait déjà 44 ans ou Apolônio de Carvalho, le héros de la Résistance française*<sup>46</sup>, qui avait 56 ans ». Il cite aussi Jacó Moreno, « *un grand intellectuel marxiste, encore en vie* »<sup>47</sup>. Puis, pour le PCBR, il y a eu le passage à la clandestinité, à la lutte armée et, pour beaucoup, l'exil, comme pour Bruno Maranhão.

## **2°) Les scissions du PCdoB : *Ala Vermelha* (AV) et Parti communiste révolutionnaire (PCR)**

### **a) Naissance et trajectoire de l'*Ala Vermelha* (Ala ou AV)**

La 6<sup>e</sup> Conférence du PCdoB en juin 1966 suit les recommandations du CC et propose « l'union de tous les démocrates et des patriotes » autour de revendications démocratiques (gouvernement provisoire représentatif, assemblée constituante librement élue), tout en plaçant le cœur des luttes à mener à la campagne et en définissant la lutte armée comme axe principal pour renverser la dictature. Face à cela, une minorité du parti considère que l'ensemble stratégie/tactique est incohérent et se plaint des méthodes de la direction, préjudiciables à la démocratie interne. Après cette conférence, ces minoritaires demandent à ce que le débat se prolonge, ce que refuse la direction en les caractérisant comme des « ennemis infiltrés » et en finissant par les expulser.

Les minoritaires vont entraîner avec eux des fragments du PCdoB dans les Etats de Minas Gerais, São Paulo, Ceará et Rio Grande do Sul principalement. Mais ils n'ont pas d'homogénéité politique et ne sont pas préparés à cette expulsion, demandant simplement à pouvoir débattre et proposant, avant leur exclusion, un « document critique ». Ils prennent tout de suite de nom d'*Ala Vermelha*<sup>48</sup> et entament le débat autour de ce document, tout en organisant leur travail militant surtout dans le monde étudiant. Fruit d'une synthèse entre des orientations divergentes, dans le cadre de la mise en place de l'AI-5 et de la fermeture totale du régime, l'*Ala* développe dans un premier temps des actions de guérilla urbaine lui permettant de récupérer des fonds nécessaires à la sa survie politique et de préparer la

---

<sup>45</sup> Notre interview de Bruno Maranhão.

<sup>46</sup> Apolônio de Carvalho était officier. Il adhère au parti communiste brésilien. Getúlio Vargas l'emprisonne et à sa libération il participe guerre d'Espagne contre le général Franco. La défaite des républicains espagnols le conduit en France et il s'engage dans le maquis dans la région de Toulouse. Il participe à la libération du sud de la France. Voir aussi plus loin.

<sup>47</sup> Idem.

<sup>48</sup> *Ala Vermelha*<sup>48</sup> : signifie « Aile rouge ». Les militants de ce groupe et d'autres y font souvent référence en l'appelant par le seul nom de « *Ala* »



guérilla future. La ligne choisie finalement par l'*Ala* est celle d'un mélange de « foquisme » et de guerre populaire prolongée : à la fois l'installation de *focos* et le développement d'un travail politique de masse.

Mais ce « mélange stratégique » provoque des divergences et l'*Ala* perd une partie de ses militants à São Paulo, qui fonde le MRT (Mouvement Révolutionnaire Tiradentes). Ce dernier veut intensifier la guérilla urbaine et, de fait, limite sa pratique au développement d'actions armées, comme si la politique pouvait se résumer à cela. Il sera très vite écrasé par la répression. Le même phénomène, à partir des mêmes divergences politiques, se reproduit à une moindre échelle dans le Minas Gerais et débouche, très rapidement aussi, sur la destruction de ce nouveau groupe par la répression. S'ajoute à cela la perte de cadres de l'*Ala* qui partent vers l'ALN et la VPR<sup>49</sup>.

Dès mai 1969, l'*Ala* subit un coup très dur de la part de l'Etat : presque toute sa direction pauliste et des militants d'unités de combats tombent. L'organisation va réagir à son affaiblissement du fait des scissions et, surtout de la répression, en publiant un « document en 16 points »<sup>50</sup> qui va lui permettre de survivre en tant qu'organisation. En 1971, autre tsunami répressif : cette fois-ci, c'est une partie de ses cadres dans les Etats de SP, RJ et RS qui sont atteints. Les militants survivants produisent alors immédiatement un document d'orientation (intitulé '*Carta Política*') qui va une nouvelle fois permettre à l'*Ala* de rebondir, en définissant trois tâches fondamentales : le renforcement du lien avec les masses (en donnant priorité à l'action en direction du prolétariat industriel urbain, alors qu'au début de l'*Ala*, ce devait être les campagnes) ; la construction du parti ; organisation d'une autocritique des orientations générales des années précédentes et redéfinition de la stratégie et les tâches de la révolution. C'est par ce processus d'autocritique que l'*Ala* va évoluer sur un certain nombre de questions politiques : ainsi, en définissant le Brésil comme un pays déjà industrialisé, et le prolétariat urbain comme la principale force révolutionnaire, en alliance avec la paysannerie, elle commence à se détacher des dogmes staliniens et de la conception étapistes qui caractérise les deux partis communistes.

L'*Ala Vermelha* se tourne en conséquence vers un intense travail dans les syndicats et les mouvements de quartiers. Cela va lui permettre, contrairement aux autres organisations de lutte armée, de survivre à la répression et de parvenir à se régénérer à la fin des années 1970, en participant au mouvement pour l'amnistie et à la construction du PT.

## **b) Le Parti communiste révolutionnaire (PCR)**

C'est en mai 1966, à l'époque où surgit l'*Ala Vermelha*, que dans le Nordeste, surtout dans les Etats de PE et PB, se forme le PCR. Le Parti Communiste Révolutionnaire est la

---

<sup>49</sup> Voir plus loin.

<sup>50</sup> Dans la résolution adoptée par la réunion extraordinaire de la direction nationale provisoire de l'*Ala*, le 1<sup>er</sup> novembre 1969, on peut lire en p. 2 (notre traduction) : « *Au lieu de chercher à modifier notre physionomie politique, en nous liant aux masses, en combattant la bureaucratie, en formant des cadres politiques compétents, profondément enracinés dans les masses, capables d'affronter les tâches vastes et complexes que la révolution brésilienne nous impose, nous avons voulu tout simplifier, en adoptant une position qui s'est révélée objectivement opportuniste, car loin des possibilités de réalisation dans la pratique, et qui s'éloignait encore plus des masses, de la base, et des problèmes qu'elle doit affronter. Nous y avons apporté une solution simpliste au plus haut point : 'Les meilleurs cadres du Parti allaient partir au foco'. Quel parti ? Quels cadres ? Des cadres d'origine petite-bourgeoise (...) formés pour la majorité d'entre eux loin du travail politique réalisé parmi les masses* ». Cité par Cristiane SOARES DE SANTANA, "*O maoísmo na esquerda brasileira: a trajetória do Partido Comunista do Brasil – Ala Vermelha*". [http://www.cedema.org/uploads/Soares\\_Santana.pdf](http://www.cedema.org/uploads/Soares_Santana.pdf). L'auteur de cette étude voit, en p. 5 de son document, une référence claire à la Résolution en 16 points du CC du Parti communiste chinois sur la Révolution culturelle prolétarienne chinoise.

résultante de la sortie d'un autre groupe de militants du PCdoB. Ceux-ci reprochent au PCdoB de ne pas assez accorder d'importance au *Nordeste*, crucial selon eux pour la lutte révolutionnaire. On peut s'étonner qu'il n'y ait pas eu de rapprochement entre le PCR et l'*Ala*, compte tenu surtout du caractère initialement très hétérogène de cette dernière organisation. Mais il est probable que les caractéristiques très éclatées du militantisme clandestin, sous la dictature, soient simplement à l'origine de ce fait. Les militants du PCR proviennent également du milieu étudiant, mais il s'y adjoint certains activistes des Ligues Paysannes<sup>51</sup>.

Le PCR dit se fonder sur les principes du "marxisme-léninisme" (toujours dans sa version maoïste) mais la lecture de son programme d'origine (« La Lettre en 12 points aux communistes révolutionnaires ») fait apparaître une rupture avec l'étapisme du PCdoB : la classe ouvrière y est présentée comme l'avant-garde de la révolution socialiste brésilienne et de la dictature du prolétariat. Dès 1968, le PCR a un programme et des statuts et définit sa stratégie comme étant celle d'une guerre populaire prolongée (encercllement des villes par la campagne). Il défend également des principes « léninistes » d'organisation très rigides et pour cette raison, ne parvient pas à se rapprocher de la VPR<sup>52</sup> en 1968.

Sa stratégie de lutte et d'implantation est, dans ces années, régionale et son théâtre d'opération est le *Nordeste*, où il parvient à s'implanter en dehors des seuls Etats initiaux de Pernambuco et Paraíba. Pendant 7 ans, il va mener une lutte de résistance armée à la dictature, en s'appuyant sur des bases assez bien structurées dans la zone de la canne à sucre des Etats d'Alagoas, Pernambuco, Paraíba et Rio Grande do Norte. Il agit dans un double registre politique et militaire. Il parvient à distribuer des tracts à l'entrée d'usines et à organiser des manifestations étudiantes clandestines. Il attaque aussi des casernes et met le feu à des plantations de canne à sucre. Entre 1969 et 1973, le PCR perd beaucoup de ses militants et de dirigeants emprisonnés, torturés et assassinés par le régime. Dans les années 1970, le PCR va survivre malgré tout, grâce à ses actions et à son implantation en milieu étudiant, notamment dans le Pernambuco où il dirige notamment l'Union des étudiants de cet Etat. A partir de 1981, recherchant l'unité des communistes, il cessera d'exister en fusionnant avec le MR8<sup>53</sup>.

### **3°) Les scissions de l'AP : le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) et l'Action populaire marxiste-léniniste (APML)**

L'AP, après le voyage de certains de ses militants en Chine après le milieu des années 1960, en vient à défendre pour le Brésil une orientation maoïste (révolution « démocratique-populaire », bloc des quatre classes<sup>54</sup>, guerre populaire prolongée, implantation au sein du prolétariat et rôle principal de la paysannerie).

#### **a) Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT)**

---

<sup>51</sup> Ce point a été évoqué au chapitre 1. Nous serons amenés à y revenir plus loin.

<sup>52</sup> Voir plus loin.

<sup>53</sup> Après des années de discorde et de tension, il réapparaîtra sous une forme indépendante en 1995.

<sup>54</sup> Prolétariat, paysannerie, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale sont les 4 classes considérées comme alliées stratégiques, qui selon cette orientation, doivent diriger la première étape, définie comme démocratique-bourgeoise ou démocratique-populaire, de la révolution.

Certains, au sein de l'AP, sont en désaccord avec cette orientation, en particulier quant aux méthodes utilisées pour la « prolétarisation » et, plus généralement, la stratégie. S'ajoute à cela un désaccord sur Cuba et sur l'OLAS<sup>55</sup>, les maoïstes convaincus défendant l'idée que Cuba n'est qu'une sorte de flanc gauche du révisionnisme. Les opposants à la direction, autour notamment de Vinicius Caldeira Brandt (responsable du journal de l'AP), du Père Alípio de Freitas, et d'Altino Dantas Jr, diffusent un document intitulé « *Duas posições* » (deux positions), lors d'une réunion nationale. L'expulsion de la réunion des deux militants signataires présents est immédiate. L'exclusion est étendue à tout le courant oppositionnel, qui a des soutiens surtout concentrés à Brasília et dans l'Etat de Goiás.

Les dissidents se regroupent et lancent, en septembre 1969, le Parti Révolutionnaire des Travailleurs. Le PRT va prendre le chemin de la lutte armée, commençant par des opérations destinées à récupérer des fonds. Puis il se rapproche de la VAR-Palmares et du POC pour former le Front armé (*Frente Armada*).

Le PRT va être démantelé par la répression, et va cesser de fonctionner en mai 1971, après l'arrestation de ses trois principaux dirigeants.

#### **b) L'Action populaire marxiste-léniniste (APML)**

Indépendamment de l'exclusion du PRT, les divergences s'aiguisent au sein de l'AP. Celles-ci tournent autour du maoïsme, de la définition du Brésil comme pays avant tout féodal – qui justifie, pour les maoïstes, la définition d'une étape « démocratique-populaire » - même si, d'ailleurs, les choses ne se sont pas passées ainsi en Chine – et elles vont culminer avec la scission de 1972 : deux fractions de l'organisation revendiquent d'abord le nom d'AP. L'une (plus « mao-orthodoxe ») va cesser de le faire en rejoignant le PCdoB, et l'autre prendra le nom d'Action Populaire Marxiste Léniniste. L'APML tente, autour notamment de Paulo Wright, de faire le bilan de la crise interne qui vient d'être traversée, mais entre 1972 et 1973, cette organisation subit de grosses pertes du fait de la répression. Paulo Wright lui-même, officiellement disparu, en fait assassiné par la dictature, connaît le même sort que beaucoup de ses camarades<sup>56</sup>. L'APML rejoindra finalement le PT à sa fondation, dans lequel elle se fondra complètement.

#### **4°) Scissions de la PolOp : le Commandement de libération nationale (Colina), l'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR), l'Avant-garde armée révolutionnaire-Palmares (VAR-Palmares), la nouvelle VPR (Nova VPR), le Parti ouvrier communiste (POC) et le Mouvement d'émancipation du prolétariat (MEP)**

Les organisations de matrice stalinienne et l'AP ne sont pas les seules concernées par les phénomènes de ruptures et de scissions. La PolOp est également touchée par ce phénomène, dès 1967, avec le Colina<sup>57</sup>.

#### **a) Le Commandement de libération nationale (Colina)**

---

<sup>55</sup> OLAS : Organisation latino-américaine de solidarité. Une organisation fondée en août 1967 à Cuba, et composée de divers mouvements révolutionnaires et anti-impérialistes qui partagent peu ou prou les choix stratégiques de la révolution cubaine.

<sup>56</sup> C'est le cas notamment, aussi, de Fernando Santa Cruz, que nous évoquons dans cette étude.

<sup>57</sup> Colina : *Comando de Libertação Nacional* (Commandement de libération nationale).

C'est dans le Minas Gerais que la PolOp est la plus forte. Et c'est précisément là qu'elle va subir la première scission. Avant cela, elle connaît un processus de différenciation, avec un « groupe du Minas » oppositionnel, majoritaire localement, qui reproche à la direction de l'organisation d'être trop propagandiste, trop doctrinaire et de ne pas proposer une vision globale des tâches à assurer pour la prise du pouvoir. Ce groupe, en recherche d'alternative politique, propose d'abord comme mot d'ordre de résistance à la dictature, celui d'assemblée nationale constituante populaire et souveraine, puis il évolue vers la lutte armée, séduit par le « foquisme » prôné par Régis Debray. Ce processus culmine lors du 4<sup>e</sup> congrès de la PolOp, en septembre 1967, avec la scission, où la faible majorité en faveur de cette ligne ne peut empêcher le départ vers le Colina de la majorité de la section du Minas Gerais, et de minorités à Rio et à São Paulo.

La conférence du Colina qui se tient en avril 1968 défend effectivement une stratégie « foquiste » (avec l'idée de groupes de paysans qui rejoignent la lutte armée, jusqu'au moment où il deviendra possible de construire une armée populaire) ; avec, en complément, l'idée de zones d'opérations secondaires servant à disperser les forces de répression et à faciliter le combat du *foco*. De plus, le Colina maintient une coordination ouvrière et une coordination étudiante, malgré la priorité aux actions armées, en cherchant à faire le lien entre ces dernières et un mouvement plus global. Cela le conduit à des actions comme des attentats contre l'*interventor* du syndicat des employés de banque, ou contre le délégué régional du travail, dans les deux cas à Belo Horizonte.

La branche de la lutte armée du Colina était divisée en trois groupes : le premier en charge de la « collecte de fonds » (des attaques de banques), le second devant préparer le travail militant en milieu rural et le troisième s'occupant de renseignements et de sabotages. Mais, dès 1969, cette organisation est réduite par la répression, des militants sont torturés ou assassinés et sa branche militaire est démantelée, forçant les militants liés à la lutte armée à partir vers d'autres pays.

#### **b) L'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR)<sup>58</sup>**

Ces rescapés du Colina vont fusionner avec 3 autres groupes. Le premier est un groupe de dissidents de la PolOp – une dissidence apparue un mois après la conférence de l'OLAS à la Havane, et défendant les positions foquistes de Régis Debray – et qui, après avoir tenu son congrès et quitté la PolOp, prend contact avec les deux autres groupes. Le second groupe est un groupe de sous-officiers issus du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) de Leonel Brizola, exclus de l'armée après le coup d'Etat et déçus par l'évolution de leur leader après l'échec de la tentative guérillériste du MNR dans le Caparaó (à la frontière des Etats de MG et ES). Ces deux derniers groupes ont fusionné dès mars. Le troisième, le « Groupe d'Osasco », est formé de dirigeants métallurgistes démis de leurs fonctions par la dictature et de militants ouvriers (notamment de militants des comités d'usine après la grève menée dans cette ville). Rapidement, ce dernier groupe, courtisé par d'autres organisations, va fusionner avec les deux premiers.

Si bien qu'en décembre 1968, ce regroupement prend le nom de VPR. Auparavant, les opérations militaires ont commencé, avec une attaque de l'hôpital militaire de Cambuci (SP), permettant la récupération de fusils, et l'attaque à l'explosif de la caserne de la même ville. Des actions de ce type se multiplient par la suite, et débouchent sur des divergences, entre

---

<sup>58</sup> VPR : *Vanguardia Popular Revolucionária* (Avant-garde populaire révolutionnaire).

d'une part, les majoritaires du congrès suivant, qui défendent les positions du professeur de philosophie João Quartim, en faveur d'une orientation de révolution socialiste et d'évolution-diversification des luttes ; et d'autre part, ceux qui suivent Debray, soutenant qu'il n'y a pas besoin d'un parti et de discussions politiques. Mais dans une organisation militarisée, les majoritaires n'ont pas forcément les cartes maîtresses, car la force se trouve surtout au bout du fusil. Finalement, c'est ce qui se passe avec Quartim et sa majorité, qui sont exclus et quittent clandestinement le Brésil.

Mais des divergences d'un autre type apparaissent autour d'un projet de la VPR, au moment où le capitaine Carlos Lamarca rejoint cette organisation. Il s'agit de l'attaque de la caserne de Quintaúna (SP) où plusieurs militants de la VPR étaient de service. Cette action était de nature à rapporter beaucoup de matériel militaire à la VPR, mais comportait des risques importants. La majorité de la VPR décide de la mener malgré tout. Mais cela tourne mal et à la suite d'arrestations – y compris celle de José Ibrahim, dirigeant de la fameuse grève d'Osasco – les appareils répressifs du régime obtiennent beaucoup d'informations et la VPR est presque totalement démantelée.

### **c) L'avant-garde armée révolutionnaire-Palmares (VAR-Palmares)<sup>59</sup>**

Celle-ci poursuit l'action de la VPR malgré son démantèlement. Elle regroupe des rescapés de celle-ci, qui s'associent avec des militants du Colina et d'autres, proches du Colina à Rio, ainsi qu'avec des groupes du Rio Grande do Sul : un groupe ouvrier du nom de *União Operária* (Union ouvrière) et un groupe d'origine étudiante, appelé *Brancaleone*, une « Dissidence léniniste » (DL) du PCB (passée un moment par le Parti Ouvrier Communiste)<sup>60</sup>.

En juin 1969, la fusion est décidée à la majorité, malgré des inquiétudes et des oppositions, entre les anciens du Colina et ceux de la VPR. Et cette fusion est scellée par une action d'envergure : le vol du coffre de l'ex-gouverneur de São Paulo, Adhemar de Barros. Cette opération va permettre de doter la VAR-Palmares de moyens matériels importants et lui conférer beaucoup de prestige auprès des autres résistants à la dictature. Mais la VAR-Palmares va vite prendre conscience du caractère trompeur du mythe guérillériste selon lequel il suffirait de disposer de moyens matériels pour régler les problèmes. En outre l'organisation va finir par imploser en raison de divergences internes non régulées.

A l'automne 1969, se tient le congrès de la VAR-Palmares qui compte environ 330 militants. Il y a un délégué pour dix militants à ce congrès, et deux positions sont en présence : d'une part une ligne « foquiste-debrayiste », et, d'autre part, des « thèses sur la tactique » préconisant le « travail de masse », particulièrement dans la classe ouvrière. Les débats s'enveniment et Carlos Lamarca, emmenant avec lui la partie la plus guérillériste de l'organisation rompt avec la VAR-Palmares. Ils refondent alors la VPR sur une base purement foquiste. Les deux organisations vont donc exister parallèlement.

La VAR-Palmares, à la suite de cette scission, se retrouve privée de nombreux responsables de ses opérations armées, et le militarisme ambiant affaiblit son orientation :

---

<sup>59</sup> VAR-Palmares : *Vanguarda Armada Revolucionária* (Avant-garde armée révolutionnaire). Palmares est un hommage à une action héroïque de résistance d'esclaves au Brésil.

<sup>60</sup> Voir liste des sigles politiques et voir plus loin.

d'un côté elle doit engager des actions de lutte armée pour prouver son engagement dans cette stratégie, sinon les guérilleros restants risquent de partir également ; mais d'un autre côté, elle a beaucoup de mal à rendre compatible cette lutte avec la réflexion et les débats qui lui permettraient de sortir de cette voie étroite. De ce fait, la répression parvient plus facilement à lui porter des coups qui obligent ses militants épargnés par les arrestations et la torture à s'exiler vers le Chili d'Allende et à y rechercher le dialogue avec d'autres formations de gauche.

#### **d) La nouvelle VPR (Nova VPR)**

Cette nouvelle VPR lance le projet d'un camp d'entraînement pour la lutte armée dans la région de Vale do Ribeira, au sud du São Paulo et à l'est du Paraná. L'objectif est d'améliorer la formation des combattants. Mais des militants vont trahir l'organisation et révéler l'existence de ce camp, qui sera encerclé par 2 000 soldats au printemps 1970. La fuite réussie de la dizaine de guérilleros présents à destination de São Paulo le 31 mai n'évite pas la capture de 4 militants.

La nouvelle VPR va encore mener un certain nombre d'actions. Peu après la fuite réussie du Vale do Ribeira, l'organisation obtient la libération de 40 militants au moyen de l'enlèvement de l'ambassadeur allemand au Brésil, von Hollenbein. Début 1971, c'est le tour de l'ambassadeur de Suisse, Bucher, et cela permet de sauver 70 militants, mais cette fois-ci le pouvoir refuse de satisfaire certaines revendications et certains cadres importants de l'organisation restent dans les geôles de la dictature.

Après ces opérations, la dictature va parvenir à démanteler la VPR, par vagues successives, en l'infiltrant. A Recife, 8 militants seront massacrés. Lamarca quitte la VPR et rejoint le MR8, avant d'être assassiné à son tour.

#### **e) Le Parti ouvrier communiste (POC)**

Les militants de la PoOp qui ne se sont pas engagés dans les deux organisations guérilléristes que sont le Colina et la VPR cherchent une issue dans une restructuration et une fusion avec la Dissidence léniniste, issue du PCB dans le Rio Grande do Sul. C'est ainsi qu'en avril 1968 naît le Parti ouvrier communiste. Le POC se présente comme une continuation de la PoOp. Il reprend son programme, se positionne au départ en opposition au foquisme et donne priorité à l'action en direction des ouvriers.

Mais les très grandes difficultés d'insertion de ce petit parti et son influence quasi nulle dans le prolétariat l'empêchent de sortir réellement de la lutte armée et de développer la stratégie qu'il s'est fixée. Cela contribue à des divisions internes. Une partie des militants défend des thèses stratégiques de façon abstraite, sans pouvoir répondre aux questions de l'intervention politique immédiate. L'autre partie pense que la solution se situe dans la combinaison de la lutte armée avec le maintien d'une ligne syndicale. C'est cette orientation qui l'emporte après l'AI-5. Cependant les faiblesses matérielles et organisationnelles du POC en matière de lutte armée le conduisent à intervenir dans le cadre d'un front armé avec la VAR-Palmares et le PRT<sup>61</sup>.

Les difficultés à mener la lutte armée et les divergences stratégiques entre les deux parties de l'organisation amènent d'abord cette dernière à fonctionner en respectant le droit

---

<sup>61</sup> C'est le Front armé, déjà évoqué plus haut. Voir liste des sigles politiques et plus loin.

de tendances. Mais en 1969, une minorité significative du POC le quitte et décide de refonder la PoOp sous le nom d'OCML-PO<sup>62</sup>. La nouvelle organisation entend se consacrer exclusivement au militantisme en milieu ouvrier.

Le POC est pratiquement démantelé par la répression et une partie des militants qui en réchappent choisit l'exil, en particulier au Chili. Mais il n'existe pas de cohérence politique suffisante entre eux pour leur permettre de continuer à fonctionner comme parti. C'est à Paris que sont forgées les cinq thèses du POC-*Combate*, tendance défendant une combinaison de lutte armée avec l'action en direction du monde ouvrier. L'autre tendance met plus l'accent sur la nécessité d'accumuler des forces au sein de la classe ouvrière et accuse le POC-*Combate* de déviations foquistes. Le débat ne pourra guère s'approfondir entre les deux groupes, car la répression viendra démolir l'organisation. Néanmoins, les deux tendances, à partir de la seconde moitié de 1970, vont prendre contact avec le secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, notamment avec Daniel Bensaïd et Alain Krivine. Les deux groupes adhéreront finalement à ce courant trotskyste international.

#### **f) Le cas particulier du Mouvement d'émancipation du prolétariat (MEP)**

Le MEP constitue une des très rares organisations de gauche à ne pas avoir choisi la lutte armée, et c'est la seule organisation issue de la PoOp à être dans ce cas.

L'OCML-PO, à son tour, voit surgir en son sein, en 1970, la Fraction bolchevique (FB), qui critique le « doctrinarisme » abstrait, inapplicable, conduisant à un centralisme autoritaire et sectaire de la nouvelle PoOp. La FB, également frappée par la répression, choisit la voie de la critique du volontarisme politique et de la lutte contre la dispersion des forces politiques de gauche. C'est ainsi que, fin 1971, le 1<sup>er</sup> congrès de la FB débouche sur la création du Mouvement d'émancipation du prolétariat. Le MEP se veut antistalinien mais il est en désaccord avec le trotskysme.

Du point de vue de son fonctionnement, il accepte les tendances dans la préparation des congrès mais interdit les fractions, c'est-à-dire le maintien de courants organisés entre les congrès. Du point de vue programmatique, le MEP considère le Brésil comme un pays capitaliste monopoliste dépendant, ce qui le conduit à rejeter l'idée d'une nécessaire phase « démocratique-bourgeoise ». Pour le MEP, les conditions existent pour une révolution socialiste, qui doit passer par le renversement de la dictature militaire et le démantèlement de son appareil répressif, et il faut pour cela que se développent une insurrection ouvrière et populaire et la lutte armée contre le régime. Il faut aussi que des organes de pouvoir créés par les travailleurs au cours de ce processus surgisse un gouvernement ouvrier et populaire, sous la direction du prolétariat et défendu par l'armement généralisé des travailleurs.

Pour ce qui est de la politique au jour le jour, le MEP ne s'engage pas dans la guérilla et veut au contraire se rapprocher des travailleurs et faire des propositions permettant à ces derniers de gagner en conscience et en organisation. En fin de compte, cette orientation permettra au MEP de traverser bien mieux que d'autres les pires années de la dictature et d'étendre et de renforcer son organisation au plan national.

---

<sup>62</sup> OCML-PO : *Organização de Combate Marxista Leninista – Política Operária*. Voir liste des sigles.

## **Section 3 : Le trotskysme sous la dictature : le POR et ses dissidences**

Lorsque l'on étudie les organisations trotskystes, il faut toujours avoir présent à l'esprit le contexte international, en particulier le contexte de l'internationale, notamment parce que les organisations trotskystes, plus que d'autres, cherchent toujours – à quelques exceptions près – à se regrouper internationalement.

### **1°) Le contexte : la IV<sup>e</sup> Internationale**

Il faut d'abord comprendre que la Révolution cubaine a eu une forte influence sur la IV<sup>e</sup> Internationale, pour au moins deux raisons, et à deux moments principaux.

Dans un premier temps, en 1963, la IV<sup>e</sup> Internationale, qui était divisée depuis 1952 entre un secrétariat international et un comité international, se réunifie partiellement, notamment autour de la reconnaissance de la révolution cubaine comme révolution socialiste et de la décision de la soutenir. De ce fait, le secrétariat international (Pablo, Mandel, etc.) devient le secrétariat unifié (SU). Et il en vient à regrouper une majorité des organisations et militants trotskystes dans le monde, notamment le SWP<sup>63</sup> des Etats-Unis et le PST<sup>64</sup> argentin de Nahuel Moreno. Le SU devient majoritaire dans la IV<sup>e</sup> Internationale, mais des organisations refusent de s'y rattacher, notamment l'OCI (de Pierre Lambert) en France et le SLL<sup>65</sup> (de Gerry Healy) en Grande-Bretagne, ces deux dernières organisations se divisant plus tard, en 1966, pour finalement rompre en 1971. Après 1963, alors que le SU s'auto-dénonce IV<sup>e</sup> Internationale, les minoritaires décident de « reconstruire » cette dernière, en formant le CORQI (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale).

Un peu plus tard, l'influence de la Révolution cubaine sur la IV<sup>e</sup> Internationale (SU) va à nouveau se faire sentir, mais cette fois-ci dans un sens de division des forces. Alors que la guérilla et le foquisme sont devenus la stratégie concrète de nombreuses organisations de gauche en Amérique latine, il s'agit de définir la position du SU sur ces questions clés. Le débat sur l'adoption de la lutte armée a lieu en 1969, lors du 9<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. Celle-ci se divise : les majoritaires (Tendance majoritaire internationale ou TMI), sous la houlette d'Ernest Mandel et Livio Maitan, votent une résolution favorable à la lutte armée et à la guérilla, notamment en Amérique latine. Les minoritaires, sous l'influence prédominante du SWP des Etats-Unis et du PST argentin, s'y opposent, accusant la TMI de renoncer à la construction du parti révolutionnaire et de capituler devant le castrisme, vu comme une variante du stalinisme. Les événements internationaux qui vont suivre ce congrès vont renforcer les tensions et conduire à la transformation de la tendance minoritaire en Fraction léniniste trotskyste (FLT). Mais en 1977, le SWP se rapproche de la TMI et fait éclater la FLT. Peu après, une nouvelle division survient dans la TMI : le SWP refuse de prendre position dans la guerre angolaise, tandis que la plus grande partie de la IV<sup>e</sup> Internationale décide de prendre parti pour le MPLA (notamment soutenu par Cuba) contre l'UNITA (aidé par les Etats-Unis). Face à cela, les morénistes (PST argentin, avec ensuite,

---

<sup>63</sup> SWP: *Socialist Workers' Party*.

<sup>64</sup> *Partido Socialista de los Trabajadores*.

<sup>65</sup> SLL : *Socialist Labour League*.



notamment, la CS au Brésil) vont former la Tendance Bolchevique, qui deviendra Fraction Bolchevique.

Au milieu des années 1970, on a donc, du côté du trotskysme, une structuration internationale marquée par les regroupements suivants :

- Le SU, divisé entre une majorité et une minorité.
- Le CORQI, regroupement international lambertiste qui vise à reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale.
- L'internationale posadiste, essentiellement latino-américaine et en perte de vitesse.

Chaque regroupement international est représenté au Brésil à cette époque. Et pour ce qui concerne le SU, aussi bien la majorité que la minorité y sont représentées. Et donc, pendant les années 1970, ce sont différents groupes trotskystes qui se forment au Brésil, et on verra ces différents groupes, avec leur histoire et leurs caractéristiques propres, rejoindre le PT à partir de 1979. Quelles ont été les conséquences de ces évolutions pour le paysage politique brésilien ?

## **2°) Les trotskystes brésiliens et le POR**

Après le coup d'Etat de Castelo Branco, Posadas et le Bureau latino-américain de son internationale continuent à défendre la même orientation. Le POR rejette la lutte armée, considérant que ce n'est pas la voie correcte pour développer le processus révolutionnaire. Il continue à chercher à radicaliser les luttes, proposant notamment la grève générale contre le gouvernement Castelo Branco. C'est dans ce cadre qu'il envoie ses membres travailler à la campagne et dans l'industrie. Par ailleurs, il faut noter que, contrairement à l'ensemble des groupes trotskystes dans le monde, le POR est assez acritique par rapport au positionnement de l'Union soviétique au plan international. Au Brésil, il veut mener un travail de résistance en lien avec Brizola et son groupe de militants nationalistes ainsi que de militaires rejetés par la dictature. En 1965, Posadas, qui supporte mal la contradiction, parvient à faire destituer plusieurs dirigeants importants du POR qui ne lui conviennent pas.

Le POR va aussi être frappé par la répression : Olavo Hansen, un de ses membres, est sans doute le premier ouvrier brésilien à être mort sous la torture de la police politique (le DOPS à São Paulo) en 1970, et la dictature est parvenue à bloquer les enquêtes menées par les organisations humanitaires et syndicales internationales à son sujet.

La répression, ajoutée à la rigidité organisationnelle, qui est en elle-même un facteur favorisant les scissions successives, va graduellement amener le POR à n'être plus que l'ombre de lui-même et à ne plus du tout peser sur la vie politique brésilienne. Par ailleurs il défend des positions de plus en plus crypto-staliniennes.

Nous allons présenter, ci-dessous, les étapes de la réorganisation de la mouvance trotskyste au Brésil, en tentant de faire le lien avec la chronologie et avec la crise du POR. Nous évoquerons d'abord les scissions du POR : la Fraction bolchevique-trotskyste au point a), puis le Groupe Communiste du 1<sup>er</sup> Mai au point b). Puis nous tenterons de comprendre comment la réorganisation de certains groupes s'est réalisée, sous la houlette

lambertiste (point c). Nous passerons ensuite à un autre courant de la IV<sup>e</sup> Internationale, le courant moréniste, et son influence au Brésil. Nous terminerons cette présentation par un aperçu des groupes qui vont se lier au SU de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### **a) La Fraction bolchevique-trotskyiste**

Le contexte très dur, lié à la répression et à l'isolement, facilite les scissions. Mais au-delà, l'orientation politique que veulent imposer Posadas et son internationale parait, aux yeux de beaucoup de militants du POR, s'éloigner complètement du trotskysme. Un groupe de militants du Rio Grande do Sul, en opposition à la direction posadiste, tout en se revendiquant du trotskysme, forme en 1967 une tendance d'opposition à la direction. Exclue du POR en 1968, ils créent la Fraction bolchevique trotskyiste (FBT) en se regroupant avec des militants de São Paulo et du *Nordeste* (Pernambouc et Fortaleza). A Fortaleza, ces militants cherchent à réaliser un « travail à la base », parmi le prolétariat urbain. Dans le Pernambouc, les oppositionnels du POR appellent à l'unification de tous les trotskystes, et sont exclus du POR en 1969 ; ils se réunissent en assemblée régionale nordestine, et décident de rejoindre la FBT.

La 1<sup>ère</sup> conférence nationale de la FBT se tient en février 1970 avec les militants de São Paulo, du Rio Grande do Sul et du *Nordeste*. La direction nationale est élue, mais le mouvement décide de ne pas adhérer à une internationale trotskyiste. Sur le fond, la FBT affirme une position très critique par rapport à la lutte armée et défend l'idée que les travailleurs doivent s'organiser de façon indépendante. La FBT, certains de ses dirigeants l'ont ensuite reconnu, va développer une position très sectaire vis-à-vis notamment des groupes guérilléristes, croyant vraiment être le noyau du parti révolutionnaire des travailleurs en construction. Mais elle ne présente pas de projet alternatif global. Elle commet, de plus, l'erreur fatale de croire que dans le contexte de la dictature (qui plus est, à la pire époque de celle-ci), elle peut se passer d'un fonctionnement très cloisonné et très secret comme doivent l'adopter les groupes clandestins.

De plus, la FBT commet une erreur d'analyse de la période : elle croit la dictature bien plus fragile que cette dernière n'est en réalité et s'imagine que celle-ci va entrer en crise de façon imminente. Cette erreur d'analyse et le manque de mesures de sécurité internes font que rapidement, en avril 1970, des coups de filet répressifs s'abattent sur les militants du *Nordeste* et débouchent sur le quasi-démantèlement de toute l'organisation. Les militants qui en réchappent émigrent vers l'Amérique latine et tentent d'y réfléchir aux moyens de relancer le militantisme au Brésil, en lien avec les organisations trotskystes existantes sur place.

### **b) Le Groupe Communiste du Premier Mai**

Il s'agit ici d'une autre dissidence du POR, pratiquement à partir des mêmes considérations et des mêmes critiques que la FBT. Mais ce groupe se forme à São Paulo. Tout comme la FBT, ce dernier ne fait pas le choix de la lutte armée. Toutefois, contrairement à elle, il adopte des normes strictes de fonctionnement clandestin. Cette dernière caractéristique va lui permettre de mieux survivre à la pression de la dictature. En contrepartie, il va rester assez isolé, malgré une certaine influence dans le mouvement étudiant où il continue à agir.

### **c) La réorganisation des groupes trotskystes sous la houlette lambertiste**

Un à deux ans après la mise en déroute de la FBT par la répression, celle-ci commence à se réorganiser à São Paulo et dans le Rio Grande do Sul, avec la sortie de prison de nombreux militants.

Par ailleurs, en exil à Paris, le Groupe Octobre (nom donné à ce groupe du fait de sa revue, la *Revista Outubro*), formé par des militants de la FBT qui avaient réussi à échapper à la répression au Brésil, propose l'adhésion à l'internationale lambertiste, le CORQI.

Au Brésil – où le trotskysme n'est pas relié à une autre internationale que celle, en déclin, de Posadas – c'est ainsi le CORQI qui va, pendant un certain temps, devenir le pôle de regroupement de militants trotskystes issus du POR et en rupture avec le posadisme. Sous l'impulsion du CORQI, plusieurs groupes vont se rapprocher. En 1975, la FBT fusionne avec le Groupe Octobre et l'OMO (*Organização pela Mobilização Operária* – Organisation pour la mobilisation ouvrière). Cette dernière est une dissidence du Groupe Communiste du 1<sup>er</sup> mai à São Paulo. C'est ainsi que naît l'OMB (*Organização Marxista Brasileira* – Organisation marxiste brésilienne). Mais le processus d'unification va plus loin : en novembre 1976, l'OMB et le Groupe Communiste du Premier Mai fusionnent à leur tour et c'est ainsi qu'apparaît l'OSI (*Organização Socialista Internacionalista* – Organisation socialiste internationaliste). A cette époque, c'est donc le lambertisme qui au Brésil représente le trotskysme avec les effectifs les plus significatifs.

L'OSI est une organisation essentiellement étudiante, dont le nom est moins connu que celui de *Libelu* (*Liberdade e Luta* – Liberté et Lutte) qui est, au départ, une liste étudiante soutenue par l'OSI pour les élections au sein de l'Université de São Paulo. L'OSI accroit son intervention dans ce milieu, les étudiants défendant les positions de la *Libelu* étant clairement identifiés. En milieu ouvrier, l'OSI est d'abord hostile aux oppositions syndicales, refusant ce qu'elle voit comme la construction de syndicats parallèles. Mais elle change sur ce point, et dès 1978, défend avec intransigeance les syndicats libres, considérant « *les syndicats officiels comme de véritables camisoles de force contre les travailleurs* »<sup>66</sup>.

#### **d) De la *Liga Operária* à la Convergence Socialiste**

Un groupe de militants brésiliens exilés en Argentine et influencés par les positions du PST argentin et de Nahuel Moreno, parviennent à lancer un journal, « *Independência Operária* », au début de 1978. Avant cela, ils s'organisent autour de la Tendance Léniniste Trotskyste de la IV<sup>e</sup> Internationale (la minorité du SU à cette époque), et retournent au Brésil en 1974. Ils unissent leurs forces à un groupe issu de la FBT à São Paulo, et c'est ainsi qu'apparaît la LO (*Liga Operária* – Ligue Ouvrière), trouvant une inspiration directe auprès du PST argentin. En 1974, cette organisation participe aux élections parlementaires en soutenant des candidats qualifiés de « candidats ouvriers » dans le cadre du MDB. Au début de 1975, La LO décide de concentrer ses forces en milieu ouvrier, à Rio et à São Paulo, et d'envoyer ses militants travailler en usine afin de développer des oppositions syndicales aux dirigeants *pelegos*.

En juillet 1977, lors de son congrès national, la LO change de nom et devient le PST (Parti Socialiste des Travailleurs) – tout comme l'organisation argentine qui lui a servi de modèle – et c'est au début de l'année 1978 que l'on voit apparaître le nom de Convergence Socialiste (*Convergência Socialista*). La CS est conçue comme un mouvement pour un parti

---

<sup>66</sup> Cf A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 178).

socialiste des travailleurs au Brésil, autour du PST. Ce dernier est majoritaire au sein de la CS et, dans les faits, va disparaître en tant qu'organisation séparée. La CS regroupe également des posadistes en rupture et des indépendants.

#### **e) Les groupes liés à la majorité du SU de la IV<sup>e</sup> Internationale**

Ce qui va devenir l'ORM-DS (ou Démocratie Socialiste) se construit par le rapprochement de plusieurs groupes différents, à commencer par deux :

- Dans le Minas Gerais, il y a d'abord un groupe de militants étudiants, apparu à la fin de 1970, auquel s'adjoint en 1973 un groupe de militants ouvriers, issu de l'opposition syndicale métallurgiste de Belo Horizonte.

- On trouve également des militants parmi les étudiants dans le Rio Grande do Sul, formé à partir de 1974.

Ces deux groupes forment la DS, et le groupe du Minas Gerais lance en 1977 la tendance *Centelha* dans le mouvement étudiant. Les militants de l'Etat de Minas Gerais envoient des cadres dans d'autres Etats, notamment à São Paulo, et c'est ainsi que les militants issus du POC dans cette ville rejoignent la DS.

Mais la DS va aussi pouvoir se faire connaître et recruter grâce à un journal politique, *Em Tempo*. Ce dernier, lancé à la fin 1977, est conçu comme un « front journalistique » regroupant des journalistes de diverses obédiences, au début très large, puis de plus en plus identifié avec la DS.

## **Section 4 : Les chrétiens de gauche**

L'Eglise brésilienne, au moment du coup d'Etat, est majoritairement favorable à celui-ci. C'est surtout vrai pour les évêques du pays. Pourtant, la CNBB (Conférence nationale des évêques du Brésil), fondée en 1952, était au départ d'inspiration plutôt progressiste. Mais en 1964, les chrétiens de gauche sont très nettement minoritaires. Toutefois, le positionnement de l'Eglise catholique, très influente, va beaucoup évoluer durant la dictature militaire. Mais cette évolution ne va pas se faire de façon linéaire<sup>67</sup>.

### **1°) Les phases de l'évolution de l'Eglise brésilienne**

S. Salles, reprenant la thèse de Ralph Della Cava, distingue quatre phases dans ce processus :

- La première phase va du putsch à l'AI-5, donc de 1964 à 1969. Ce sont alors les évêques conservateurs qui dominent, même si ces derniers font l'objet de nombreuses critiques de la part de prêtres et de religieuses.

---

<sup>67</sup> Perseu Abramo indique que dans la lutte pour l'amnistie et la démocratie au cours des années 1970, bien sûr l'Eglise catholique était ultra-majoritaire au sein de la chrétienté, mais qu'un secteur du protestantisme s'est également impliqué, ainsi qu'une fraction du judaïsme : « *Un secteur petit mais de grande qualité. Le pasteur James Wright – pasteur presbytérien de la coordination du projet 'Brasil nunca mais' – et le rabbin Henry Sobel ont eu un rôle très important dans les actions œcuméniques contre la répression et en faveur de la démocratie* ». In M. HARNECKER (op. cit. p. 24).

- La seconde phase correspond à la période la plus dure de la dictature – celle de la présidence Médici – et va de 1969 à 1973. A ce moment, « *animés par le message de la Deuxième Conférence des Evêques de l'Amérique Latine de Medellin (1968), les évêques brésiliens résolurent de s'unir autour d'une position modérée et de voter en faveur des droits de l'homme. Le 'bas clergé' eut alors une participation remarquable dans les luttes pour les libertés publiques* »<sup>68</sup>.

- La troisième phase couvre la période 1973-1978. Elle est marquée par un fort développement des Communautés ecclésiales de base (CEB) dont nous allons parler davantage un peu plus loin. L'Eglise « *se sent alors autorisée à représenter la société civile et déploie un rôle notable dans la recherche du respect des droits de l'homme et de la démocratie* »<sup>69</sup>. En s'ouvrant au monde des opprimés, elle est bien plus en contact avec les sentiments d'injustice, d'insécurité et de privation qui dominent dans cette partie de la population. L'Eglise rencontre aussi des militants de gauche, politiques, syndicaux, qui lui font part de leurs échecs, et un phénomène d'osmose opère, autour de la notion de résistance. S. Salles estime qu'à la fin de cette période, la CNBB se divise en trois parties inégales : environ 15% d'évêques conservateurs ; un peu plus de 25% progressistes ; enfin 60% de modérés<sup>70</sup>.

- La quatrième phase va de 1978 à 1985. Elle est marquée par un retrait relatif de l'épiscopat de la scène politique, avec le développement de courants conservateurs et une reprise en main par le Vatican, sous l'égide de Jean-Paul II.

Parmi les hautes autorités catholiques les plus en pointe au sein du courant progressiste, on trouve « l'archevêque des pauvres » d'Olinda, Dom Helder Câmara. Mais un autre nom, moins connu en France, revêt une grande signification au Brésil. Il s'agit de Dom Paulo Evaristo Arns, archevêque de São Paulo. Alípio Freire, militant de gauche qui était en prison lorsque Mgr Arns a été nommé à cette fonction, développe : « *quand il a été nommé archevêque, avant même d'aller rendre visite au maire, ce qui faisait partie de son devoir protocolaire – sauf erreur, à l'époque, c'était Maluf – la première visite qu'il a faite a été celle de la prison pour prisonniers politiques. Il faut imaginer cela dans les années 1970 au Brésil, sous le gouvernement Médici [...] Dans tous les moments de grande crise, comme lors de la mort d'Alexandre Vanucchi Leme, lors de l'assassinat de Vladimir Herzog, de Santo Dias, de Manoel Fiel Filho et du massacre de Lapa, où ont été assassinés des dirigeants communistes du PCdoB, Dom Paulo a assumé les réactions les plus audacieuses qui ont lieu dans cette ville [...] Il a été capable d'entrer au DOI-CODI et de dire : 'Arrêtez cela', le jour du massacre de Lapa. Et sans son geste, sans doute que ceux qui étaient en prison à vie auraient pu être assassinés sous la torture* »<sup>71</sup>.

## 2°) Les paroisses

C'est au sein des paroisses, les implantations locales et populaires de l'Eglise, que les mentalités des ecclésiastiques vont évoluer le plus fortement. Et cette évolution-là va avoir, graduellement, des conséquences au niveau de la hiérarchie catholique.

---

<sup>68</sup> S. SALLES (op. cit. p. 116).

<sup>69</sup> S. SALLES (op. cit. p. 117).

<sup>70</sup> Idem p. 108.

<sup>71</sup> In M. HARNECKER (op. cit. p. 24).

Pour Marco Aurélio Garcia, « *l'Église a été une des rares institutions épargnées dans le pays, notamment en fonction de sa présence très disséminée sur le territoire – les paroisses existent dans tous les coins – et ces espaces paroissiaux se sont un peu transformés en espaces sociaux, en véritables sanctuaires [...] L'espace du quartier a été un lieu de lieu de réunion, de réflexion. Et dans de nombreux cas, les militants de nombreuses organisations de gauche qui ont été détruites dans cette période ont fait leurs premières armes dans cette direction. Dans certains cas avec des restes d'organisation, et même avec des organisations petites, minuscules. Et dans d'autres cas, y compris avec des personnes qui ont perdu leur lien avec une organisation particulière et même leur enthousiasme pour celle-ci, mais qui voulaient continuer à lutter socialement à un niveau plus conscient, plus construit, plus réfléchi, et qui ont commencé à y développer un certain militantisme* »<sup>72</sup>.

Il nous faut toutefois nuancer ces propos. Car ce qui va d'abord faire évoluer l'Église dans son ensemble, y compris dans sa haute hiérarchie, c'est que la répression de la dictature, à un certain moment, commence aussi à toucher des prêtres, des religieuses, des militants chrétiens. Comme le dit Plínio de Arruda Sampaio, « *les prêtres conservateurs eux-mêmes – ils étaient conservateurs par peur du communisme – quand ils voient les militaires envahir un couvent, se disent : 'J'étais contre le communisme parce que celui-ci envahit les couvents, mais maintenant ce sont eux [les militaires] qui envahissent les couvents'. Alors que penser? 'Ils violent des religieuses' – parce que les militaires violaient des religieuses...Et donc les évêques ont été très perturbés et ont commencé à changer de position* »<sup>73</sup>. S. Salles donne des exemples de heurts entre l'Église et l'appareil répressif<sup>74</sup>.

### **3°) La théologie de la libération**

Il n'est pas question de faire ici une présentation exhaustive de ce courant de pensée religieux. Il s'agit seulement de faire apparaître quelques repères – des points théoriques ou des pratiques mises en œuvre – dont Leonardo Boff est le concepteur le plus éminent, afin de comprendre comment ce courant a pu, pendant toute une période, avoir une grande influence sur le mouvement social brésilien.

Citons donc Leonardo Boff. Il écrit : « *La théologie de la libération [...] se veut un point de vue nouveau à partir duquel tous les contenus théologiques sont considérés [...] L'histoire du salut est l'histoire de l'oppression à tous les niveaux [...] et des tentatives libératrices quand Dieu et les hommes font un pas en avant, vers le Royaume de la paix et de la justice* »<sup>75</sup>. Et encore : « *La théologie de la libération se veut la théorie adéquate aux pratiques du peuple opprimé et croyant* ».

La stratégie mise en œuvre, c'est la démocratie à la base et la mise en valeur des savoirs du peuple et des témoignages individuels, avec comme point de départ la vie quotidienne. Ces pratiques sont soutenues par une conception spécifique des relations entre vie terrestre et royaume céleste. Pour Leonardo Boff, « *évidemment, la foi chrétienne*

---

<sup>72</sup> Idem p. 23.

<sup>73</sup> Idem p. 22.

<sup>74</sup> Ainsi, entre autres, « *en juillet 1976, le père de l'Église Rodolfo Lumberkein, de nationalité allemande, membre de la Commission Pastorale Indienne, est assassiné par des tueurs à la solde de fermiers dans la région amazonienne pour avoir essayé de préserver des territoires indigènes. Le mois suivant, le père João Bosco Penido Burnier, qui avait dénoncé la torture de femmes d'extraction populaire, est également assassiné* ». S. SALLES (op.cit. p. 119).

<sup>75</sup> Cité dans S. SALLES (op. cit. p. 111). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

élabore et annonce un message sur l'Absolu et la fin de la vie en Dieu. Toutefois, la fin n'annonce pas seulement la culmination heureuse au terme de l'existence (de la vie) dans le monde, mais aussi des urgences et sollicitations relatives au monde ; ceci est dû au fait que cette fin dépend de la façon dont nous conduisons notre vie dans les instances avant-dernières et précédentes, soit, dans l'histoire »<sup>76</sup>.

Il y a aussi une dimension festive, conviviale dans les pratiques à mettre en œuvre. S. Salles, citant L. Boff en soulignant les points qui lui paraissent essentiels, écrit qu'il s'agit d'« accéder au royaume de la liberté, dans la joie de la rencontre, des jeux qu'ils apprécient tellement, de la danse, des fêtes, des célébrations religieuses. Ces activités qui ne posent pas de problèmes pour les classes privilégiées, signifient pour les pauvres des espaces où ils retrouvent la joie de vivre, nourrissent l'espoir, et reconstituent, pour eux, le sens de la vie, incessamment détruit par l'irrationalité d'un système social qui les écrase. Un peuple qui ne sait pas célébrer n'aura pas la force nécessaire pour se libérer et pour la liberté »<sup>77</sup>.

Il vaut enfin la peine de mentionner l'élément éthique de « gratuité radicale » qui préside aux rapports entre les membres de la communauté et, au-delà, entre tous les êtres humains, rapports tels que veut les instaurer la théologie de la libération. A ce sujet, S. Salles cite un autre auteur, Perani : il s'agit ici d'être « concerné par la situation et les souffrances des autres, acceptant même de 'sacrifier' sa propre identité »<sup>78</sup>, car le chrétien « doit affirmer sa vie et, en même temps, la donner. Toute personne qui perd sa vie, la sauvera, affirme l'Evangile »<sup>79</sup>.

Alcides Modesto revient sur l'apport de la théologie de la libération, telle qu'elle était dans les années 1970: « Aujourd'hui, nous disposons de cette conception déjà construite de la Théologie de la Libération. A l'époque, nous en étions encore à la formulation de cette Théologie, mais ce n'était pas une formulation théorique, c'était une formulation faite en commun avec la communauté, avec le peuple, avec les gens qui discutaient cette méthodologie du Voir, Juger et Agir de l'ancienne Action Catholique : réfléchir sur la réalité, découvrir, former sa conscience comme agent de transformation de cette réalité et s'organiser pour faire cela en commun avec les autres [...] Ce type de travail amenait la personne à réfléchir sur sa propre réalité : comment vit-elle, comment est-ce que nous allons changer cette réalité ? [...] Les faibles, leur force est dans leur union avec les faibles. Les petits avec d'autres petits deviennent plus forts. Et nous, nous sommes la majorité ; eux, ils ne sont forts que parce que nous sommes désunis. Nous sommes désorganisés »<sup>80</sup>.

Et il ajoute, par rapport au mode de communication avec le peuple : « Cette méthodologie, cette ligne directrice a fait que nous avons accumulé cette culture du peuple, le vécu, l'expérience, et nous avons dû la formuler avec lui [...] A partir de là, que se passe-t-il ? On commence à découvrir que l'un des grands échecs de la gauche, c'est de ne pas savoir parler le langage du peuple [...] La gauche est trop 'intellectualisée' pour parler de façon compréhensible au peuple [...] Toutes les idées les plus profondes, le peuple peut les comprendre, ça dépend si l'on parle son langage. Sinon, c'est comme si un Chinois arrivait ici et me parlait chinois. Je ne comprendrais rien. Et donc, nous avons commencé à nous

---

<sup>76</sup> Idem p. 110.

<sup>77</sup> Idem p. 109.

<sup>78</sup> Idem p. 111.

<sup>79</sup> Idem, Perani (souligné par S.SALLES).

<sup>80</sup> Marta HARNECKER (op. cit. p. 40-41).

*poser ces questions, à faire en sorte que tout le monde parle, à apprendre à parler et à apprendre à écouter, à apprendre à discuter, à tirer des conclusions, et à partir de là, on définissait une ligne d'action. Et on voyait qu'une personne, même analphabète – comme j'en ai eu l'expérience plusieurs fois – cette personne, qui ne savait ni lire ni écrire, elle arrivait maintenant à discuter politique, elle était capable d'aller à Brasilia pour représenter ses camarades et discuter avec n'importe quel ministre »<sup>81</sup>.*

Parler un langage compréhensible pour le peuple, qu'est-ce que cela signifie ? Alcides Modesto donne des exemples concrets : « *Dans leur langage, on n'allait pas parler de lutte de classes, on faisait des comparaisons... On commençait par dire : 'Regarde, l'huile ne peut pas s'unir avec l'eau. Le patron est un patron et le travailleur est un travailleur. Le travailleur ne s'unit qu'avec d'autres travailleurs. L'eau ne s'unit qu'avec l'eau. On peut la mélanger avec l'huile, mais pas les unir'. Et là, on commençait à leur montrer cette lutte permanente de l'exploitation du patron sur le travailleur [...] On commençait à créer en même temps un mouvement populaire et à avoir aussi des groupes plus spécifiques, organiques, qui faisaient des mobilisations, et qui appelaient les autres à aller à telle manifestation, à telle action de protestation, pour telle revendication. On commençait à organiser cela. Des communautés de base naquirent les syndicats »<sup>82</sup>.*

#### **4°) Les pastorales**

Les commissions pastorales sont des organes émanant de l'épiscopat, créés par la CNBB et visant à mettre en œuvre concrètement la doctrine sociale de l'Eglise. Dans le domaine social, il en existe aujourd'hui une bonne dizaine au Brésil, sur des sujets divers comme la santé ou le « peuple de la rue » (les gens qui dorment dans les rues). Ici, ce sont surtout deux commissions pastorales qui nous importent pour la période considérée. La Pastorale Ouvrière (PO), tournée vers la classe ouvrière urbaine et la Commission Pastorale de la Terre (CPT), tournée vers les travailleurs des champs.

De nombreux dirigeants politiques ou syndicaux très en vue dans les années 1980-90 en particulier, voire encore aujourd'hui, ont commencé à s'engager dans un cadre pastoral. Le député et ancien président de la CUT, Vicentinho – interviewé pour cette étude – a d'abord été membre de la PO. Jair Meneguelli, le premier président de la CUT – également interviewé – a fait partie du mouvement pastoral « *Encontro de Casais com Cristo – Rencontre de couples avec le Christ* ». Frei Betto cite encore le cas de José Genoíno, ancien président du PT, qui a commencé à militer dans le cadre de la JEC, la Jeunesse étudiante catholique<sup>83</sup>.

Plínio de Arruda Sampaio explique que la PO était entièrement sur des positions de gauche et insiste sur la symbiose qui a progressé, notamment en son sein, entre les militants de gauche et les chrétiens de base. Paulo Skromov témoigne de l'ouverture d'esprit qu'il a trouvé dans une pastorale ouvrière de Santo André, dans l'ABC pauliste, où il travaillait en 1973-74. Il a toujours clairement annoncé, au sein de cette pastorale dans laquelle il militait,

---

<sup>81</sup> Idem, p. 41-42.

<sup>82</sup> Idem, p. 42.

<sup>83</sup> Idem, p. 25.



qu'il était athée et cela ne l'a pas empêché d'effectuer un travail militant en son sein, sa présence étant bien acceptée par les membres de cette communauté<sup>84</sup>.

La CPT, de son côté, est fondée en juin 1975, à Goiânia (GO). Pour Hamilton Pereira, poète et fondateur du PT dans l'Etat de Goiás, un moment secrétaire national du PT en charge des questions agraires, et aujourd'hui parlementaire pédiste, « *la CPT n'est pas un mouvement, c'est une commission de soutien aux luttes des travailleurs. Son objectif n'est pas de faire un mouvement des travailleurs des champs chrétiens, mais il est de favoriser des actions qui vont dans le sens de faire en sorte que les travailleurs, chrétiens ou non, construisent et renforcent leurs syndicats en s'y intégrant* »<sup>85</sup>. Il ajoute que la CPT « a contribué à la naissance de mouvements importants à la campagne : MST, MAB, etc. »<sup>86</sup>.

## 5°) Les Communautés ecclésiales de base (CEB)

### a) Qu'est-ce qu'une CEB ?

Maurílio Alves Rodrigues commence par dire ce que n'est pas une CEB : « *ni un mouvement apostolique ni une branche de l'action pastorale, ni une confrérie, ni une association pieuse, ni un cercle de travail, ni un groupe de prière. Même si elle peut, sous certains aspects, leur ressembler, elle représente néanmoins une expérience neuve et spécifique* »<sup>87</sup>. Puis cet auteur cite la définition qu'en donne le document issu de la III<sup>e</sup> Conférence générale de l'épiscopat latino-américain, qui s'est tenue à Puebla, au Mexique, en 1979 : « *La communauté ecclésiale de base, en tant que communauté, est composée de familles, d'adultes et de jeunes, en relation vraiment interpersonnelle dans la foi. En tant qu'ecclésiale, c'est une communauté de foi, d'espérance et de charité ; elle célèbre la Parole de Dieu et se nourrit de l'eucharistie, sommet de tous les sacrements ; elle réalise la parole de Dieu dans la vie, à travers la solidarité avec le commandement du Seigneur, s'engageant ainsi avec lui ; elle rend présente et agissante la mission ecclésiale et la communion visible avec les pasteurs légitimes, à travers les services de coordinateurs mandatés. En tant que communauté de base, elle est formée de peu de membres et cela de manière permanente : c'est une cellule de la grande communauté* »<sup>88</sup>. Puis M. Alves Rodrigues insiste sur le sens de chacun des termes utilisés dans la dénomination CEB.

C'est une communauté, terme qu'il convient, selon lui, d'opposer aux notions de groupe et de masse. Une communauté est « *constituée d'un nombre restreint de participants. Sa cohésion est forte. Elle suppose une autorité partagée et une participation active de tous. Elle est durable* ». L'auteur insiste aussi sur le terme « ecclésial » qui « *se réfère à la motivation première des membres des CEB, c'est-à-dire leur foi en Jésus-Christ et leur désir de vivre son projet évangélique en communion avec l'Eglise locale et universelle. La lecture et la méditation communautaire de la parole de Dieu sont le moyen privilégié pour discerner le projet fraternel et libérateur de Jésus-Christ. Dans un esprit prophétique, l'engagement des membres des CEB au côté des plus pauvres est la concrétisation logique de leur*

---

<sup>84</sup> Idem, p. 23.

<sup>85</sup> Idem, p. 25.

<sup>86</sup> Idem.

<sup>87</sup> Maurílio ALVES RODRIGUES, *Les communautés ecclésiales de base au Brésil – Genèse, structure et fonctions*. Paris, L'Harmattan, 2006, p. 46.

<sup>88</sup> Idem, p. 47. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

*adhésion à ce projet* ». Le mot « base », enfin, « est lié au caractère cellulaire, nucléaire, fondamental, familial et populaire des CEB. Les gens peuvent y vivre, approfondir et développer une expérience chrétienne. C'est le niveau ecclésial le plus proche du peuple simple »<sup>89</sup>.

M. Alves Rodrigues insiste sur toute la profondeur de ce terme « base ». Il précise que le terme « base » « sert à établir l'identité des CEB dans la structure sociale. Ne font pas partie des CEB n'importe quels membres de la société. Les CEB sont une option de classe. La dimension économique de la représentation 'base' n'est pas seule en cause. Ce concept inclut les habitants des périphéries des villes, des villages, des zones rurales, des bidonvilles et des banlieues ; les noirs, les indigènes et les migrants ; les illettrés et les exclus des cercles de la culture dominante ; les femmes, les chômeurs, les clochards, etc. (...) Les membres de la classe moyenne et de la bourgeoisie peuvent participer aux CEB à condition d'avoir fait préalablement une option de classe. Ils y participent alors souvent en tant qu'animateurs, en tant qu'agents de l'action pastorale »<sup>90</sup>. Cet auteur ajoute : « La force symbolique du terme 'base' (...) puise ses racines dans certains textes et personnages de la Bible, laquelle reste le paradigme fondamental de l'Eglise. La Bible montre que Dieu a fait le premier l'option pour les pauvres et les opprimés de la société. L'identité de 'base' des CEB signifie alors l'identification avec la volonté de Dieu, l'expression de la marche à la suite de Jésus-Christ lui-même ».

Leonardo Boff écrit, à propos des relations entre théologie de la libération et CEB, que celles-ci « représentent la pratique de la libération populaire et la théologie de la libération la théorie de cette pratique »<sup>91</sup>. Concrètement, la CEB, explique L. Boff, est « constituée par un groupe de 15 à 20 familles ou plus, qui se réunissent autour de la Parole de Dieu pour exprimer et alimenter leur foi, discuter à la lumière de cette Parole leurs problèmes et s'entraider »<sup>92</sup>. Dans ces CEB, on adopte l'optique du « voir-juger-agir », ce qui amène les membres des CEB à découvrir en premier lieu l'Eglise ; en second lieu la vie ; et en troisième lieu la société.

## **b) Emergence et développement des CEB**

C'est en 1960 que naissent les Communautés ecclésiastiques de base. Et comme l'explique Frei Betto, c'était une proposition des conservateurs de l'Eglise : « ces évêques conservateurs ne voulaient pas de l'entrée de l'Action Catholique dans leurs diocèses, et comme ils n'avaient pas de prêtres – le problème du manque de prêtres au Brésil a toujours été une question difficile pour l'Eglise – il a fallu former des laïques pour faire le travail d'évangélisation, le travail pastoral, dans de petites communautés »<sup>93</sup>.

Pour S. Salles, les CEB étaient estimées au nombre de 40 000 en 1974, et celles-ci, en 1978, pouvaient regrouper environ un million de personnes<sup>94</sup>. Quant à M. Alves Rodrigues, il écrit sur cette question : « la dissémination des CEB au Brésil a été spontanée et constante, à partir des années soixante, jusqu'aux années quatre-vingts. Dès le début du phénomène, on constatait l'absence d'une coordination solide et le manque de moyens, facteurs de

---

<sup>89</sup> Idem, p. 48.

<sup>90</sup> Idem p. 51.

<sup>91</sup> S. SALLES (op. cit. p. 111).

<sup>92</sup> Idem p. 115.

<sup>93</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 22-23).

<sup>94</sup> S. SALLES (op. cit. p. 115).

faiblesse. Ce mouvement aurait pu se scléroser, se transformer en ghetto ou en sectes et perdre sa signification globale »<sup>95</sup>. Et il pose la question : « Comment se fait-il que les CEB ont pu continuer leur essor et conserver leurs intuitions initiales ? ». Et cet auteur accorde, dans la réponse qu'il donne à cette question, une place centrale à l'organisation des CEB en mouvement, qui s'est mise en place : « Malgré les moments difficiles vécus pendant la période de répression militaire des années soixante et soixante-dix, Les CEB ont trouvé des moyens pour échanger leurs réflexions, leurs expériences et leurs difficultés ».

Et M. Alves Rodrigues insiste, dans son ouvrage, sur les caractéristiques des rencontres qui se sont mises en place, une série de rassemblements nationaux à partir de 1975, à Vitória, capitale de l'Espírito Santo, qui ont permis de faire vivre ce mouvement en échangeant sur les expériences vécues. Il écrit ainsi : « L'échange des expériences servait d'atelier d'apprentissage aux moyens de résoudre les problèmes concrets, y compris ceux relatifs aux persécutions des années de répression »<sup>96</sup>.

Vitor Buaiz décrit, dans cette même ville de Vitória, la sienne, l'influence de l'Eglise progressiste : « De 74 à 79, nous avons ici dans cet Etat l'archevêque Dom João Batista da Mota e Albuquerque, qui avait pour évêque adjoint Dom Luís Gonzaga Fernandes, un homme de la Paraíba qui avait une vision très avancée de l'Eglise, qui s'est inséré dès le début dans la Théologie de la Libération. A cette occasion, Frei Betto est venu habiter à Vitória. Il est sorti de prison et a passé quatre années ici dans l'Espírito Santo. Betto a apporté une très grande contribution à la formation de ces Communautés Ecclésiales de Base (...) C'est ici, dans l'Espírito Santo, que ces Communautés Ecclésiales de Base ont eu la croissance la plus rapide, et que l'expérience a été la plus riche »<sup>97</sup>. Il précise qu'ils travaillaient avec l'association Caritas de l'archidiocèse et que c'est dans ce cadre qu'ils ont pu faire un travail militant en matière de santé publique : c'est auprès de Caritas qu'ils trouvaient « des médecins, des professions libérales, des étudiants en médecine, en odontologie, en assistance sociale [...] [Ce mouvement dans la santé] voulait constituer ses bases dans différents quartiers et municipalités hors de la capitale pour que les gens puissent discuter de leur propre santé, y compris en mettant en avant les connaissances qu'elles avaient des plantes médicinales, des thés, des herbes [...] Logiquement, un travail comme celui-là, dans la santé, n'était pas détaché des questions politiques, au contraire. C'était un travail dans la santé, et en même temps, de conscientisation politique de la population, pour montrer pourquoi les gens étaient dans cette situation de pénurie : pourquoi il existait ces maladies infectieuses et contagieuses, qui touchaient surtout les enfants les plus pauvres et les familles les plus pauvres »<sup>98</sup>.

### **c) Rôle social et politique des CEB**

Les CEB se développent donc dans tout le pays et s'investissent dans des questions très diverses de la vie quotidienne. Comment s'opère le passage de l'Evangile à une compréhension critique de celle-ci ? Leonardo Boff écrit à ce sujet : « La relation entre l'Evangile et la vie se noue au cours d'un processus long et difficile. Au début, la Parole conduit à s'intéresser aux plaies du groupe réuni : maladie, chômage, etc. Avec le temps, le groupe s'ouvre à la problématique sociale du milieu dans lequel il vit, en abordant des sujets

---

<sup>95</sup> M. ALVES RODRIGUES (op. cit. p. 68). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>96</sup> Idem, p. 70.

<sup>97</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 42).

<sup>98</sup> Idem, p. 43.

*tels que l'électricité, les égouts, la voirie, les dispensaires, les écoles, etc. Dans la phase suivante, le groupe prend politiquement position devant le système social. On remet alors en question le mode d'organisation sociale en vigueur. L'action correspondant à ce niveau de conscience s'accompagne d'une participation aux instruments dont dispose le peuple pour sa lutte : syndicats, mouvements populaires divers, partis, etc. »<sup>99</sup>.*

Pour Perseu Abramo, le mouvement des CEB de l'Eglise catholique « *organise le peuple des banlieues, des quartiers, autour de revendications très simples telles que des écoles, un poste de santé, un médecin supplémentaire à l'hôpital* »<sup>100</sup>. M. Alves Rodrigues ajoute : « *Le cas de la région de São Paulo a été typique. Les CEB y sont devenues des cellules de création et d'animation de mouvements de quartier, que ce soit dans le mouvement des favelas, celui contre les lotissements clandestins, les clubs des mères, etc. Quelques-uns ont acquis une notoriété nationale, tels le mouvement contre [la vie chère] et le mouvement des paysans sans terre* »<sup>101</sup>.

M. Alves Rodrigues énumère, dans son ouvrage, les différentes fonctions des CEB, en distinguant notamment les fonctions socio-économiques et les fonctions politiques.

Parmi les premières, il évoque le domaine de la santé, qui « *dès le début, a mérité une attention spéciale. Les personnes âgées étaient visitées, les malades étaient soignés, et, quand il le fallait, acheminés vers les dispensaires. Pour faciliter la vie de ces personnes, plusieurs pharmacies communautaires ont été organisées* »<sup>102</sup>. Et il ajoute plus loin : « *Les causes des maladies les plus habituelles n'étaient pas difficiles à repérer. La misère et l'exploitation des travailleurs jusqu'à l'esclavage déguisé représentaient la source de la plupart des maux qui affligeaient les pauvres* ». Un autre domaine a été une priorité pour les CEB : celui de l'amélioration des conditions d'habitation. A ce niveau, M. Alves Rodrigues mentionne le « *travail bénévole et systématique entre voisins et proches pour aider quelqu'un qui ne dispose pas des moyens économiques suffisants pour achever une maison ou un travail* »<sup>103</sup>. Il souligne aussi les « *luttés pour la réglementation des lotissements clandestins* » et précise : « *Le succès de ces actions menées en commun motivait d'autres communautés à unir leurs forces. Une pastorale de l'habitation a été créée dans les régions métropolitaines. Malgré l'opposition de certaines autorités communales et d'agents immobiliers malhonnêtes, la population a connu de mémorables victoires* ».

Parmi les fonctions socio-économiques des CEB, M. Alves Rodrigues évoque aussi<sup>104</sup> la création de crèches par les communautés, afin d'aider les mères qui devaient quitter le foyer pour travailler. Il cite le cas de formations professionnelles, organisées pour les travailleurs non qualifiés de la communauté. Il parle aussi de la création, par des CEB rurales, de coopératives pour la production et la vente de produits de petites exploitations agricoles. L'auteur évoque aussi les activités artistiques et de loisirs qui sont pratiquées par certaines CEB, dans le domaine des fêtes religieuses et folkloriques, mais pas seulement : on assistait également à des représentations théâtrales, poétiques ou musicales. M. Alves Rodrigues insiste aussi sur le rôle des CEB en matière d'éducation : il relève les expériences d'écoles communautaires, de bibliothèques, de cours d'alphabétisation, marquées par « *le souci de*

<sup>99</sup> Cité par M. ALVES RODRIGUES (op. cit. p. 54).

<sup>100</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 24).

<sup>101</sup> M. ALVES RODRIGUES (op.cit. p. 57). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>102</sup> Idem, p. 104.

<sup>103</sup> Idem, p. 105.

<sup>104</sup> Idem, p. 105 à 107.

*ne pas répéter les schémas scolaires traditionnels* »<sup>105</sup> et il cite un rapport fait lors d'une rencontre de CEB, qui affirme : « *Le travail d'alphabétisation des adultes a lieu en de nombreuses CEB. Pendant qu'on leur apprend à épeler les mots, on les aide aussi à épeler la vie afin qu'ils puissent la changer. Nous voulons pratiquer une éducation libératrice* ».

Les militants des CEB insistent sur le droit du peuple à revendiquer. Avec le principe de revendication, on se trouve à la jonction de l'activité d'ordre socio-économique et de l'activité politique des communautés.

Parmi les fonctions et les initiatives à caractère politique des CEB, M. Alves Rodrigues commence par citer la formation politique. Il précise que celle-ci « *avait lieu dans toutes les régions du pays* »<sup>106</sup> et qu'il s'agissait souvent de « *discussions dans les innombrables groupes de base rassemblant les voisins. Un animateur recevait des orientations, et parfois aussi des matériaux, et proposait au groupe le thème de formation* ». Il ajoute : « *tous participaient aux discussions (...) la méthodologie de formation utilisée considérant la pratique comme le complément nécessaire à la discussion théorique* ». L'auteur évoque également l'expérience de « *cahiers populaires, appelés 'syllabaires politiques' (...), un autre moyen très répandu. Ces cahiers étaient préparés par de nombreux diocèses, par des centres pastoraux et par des organisations non gouvernementales* ».

Le même auteur cite également l'exemple, dans l'Etat de Paraíba, de « *marches de protestation et d'autres manifestations populaires importantes destinées à attirer l'attention des autorités sur des problèmes graves qui menaçaient le peuple* »<sup>107</sup>. Il insiste aussi sur les « *actions poussant les travailleurs à se syndicaliser* », et ajoute qu'avant même la première rencontre inter-ecclésiale des CEB, où cette question a été débattue, « *l'Eglise catholique avait déjà lancé à plusieurs reprises des campagnes visant à la syndicalisation des travailleurs* ». M. Rodrigues Alves explique aussi que « *l'insertion des membres des CEB dans la pastorale ouvrière et dans la pastorale de la terre peut être aussi considérée comme une prise de position politique. Les programmes de ces deux branches de l'action pastorale de l'Eglise au Brésil se caractérisaient par une analyse poussée des causes des inégalités sociales existantes dans les domaines du travail et de la possession ou de l'exploitation de la terre* »<sup>108</sup>.

Avec l'émergence du PT, on le verra, on assistera également beaucoup à l'engagement politique, à proprement parler, de militants des CEB, dans le cadre de ce parti. On peut dire, à ce niveau, que le terrain de l'engagement politique dans le cadre des CEB avait été bien préparé par tout ce que nous venons d'évoquer.

Frei Betto explique ainsi le rôle particulier que tiennent les CEB sous la dictature : « *Avec le coup d'Etat, le CEB deviennent en pratique le seul réduit d'organisation populaire tolérée par la répression [...] Mais à ces gens qui se réunissaient pour prier, avec la Bible, la répression ne faisait pas attention. Des militants de gauche, y compris, ont hiberné dans les CEB* »<sup>109</sup>. Paulo Freire et sa pédagogie de l'opprimé ont permis de féconder ces espaces dans un sens émancipateur. Frei Betto lui rend hommage, en précisant : « *Les CEB – après le coup d'Etat et grâce à la méthodologie de Paulo Freire qui est adoptée par ses conseillers*

---

<sup>105</sup> Idem, p. 106.

<sup>106</sup> Idem, p. 109.

<sup>107</sup> Idem, p. 110.

<sup>108</sup> Idem, p. 111.

<sup>109</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 23).

et ses dirigeants – se transforment en écoles de formation politique bien davantage liées à la pratique. La pratique vient avant la théorie »<sup>110</sup>. Le même Frei Betto donne un exemple de discussions concrètes sur la vie quotidienne qui se déroulent au sein de CEB : « *‘Nous avons vu que la situation au travail est très difficile, que le salaire est bas et qu’ici, dans le quartier, nous n’avons pas encore obtenu un poste de santé. Et l’Evangile demande qu’on défende la vie, qu’on lutte pour la vie. Alors, qu’allons-nous faire pour être en accord avec l’Evangile ?’. Et c’est là qu’apparaissent des mesures concrètes qui se concrétisent à travers l’organisation de mouvements populaires* »<sup>111</sup>.

#### **d) Les CEB et le marxisme**

On ne sera pas étonné, dans ce contexte, par une certaine perméabilité des CEB au marxisme. Ainsi Alder Calado, militant d’une CEB à João Pessoa (PB) nous dit dans l’interview qu’il nous a accordée qu’il est à la fois marxiste et chrétien : « *Je dirais que la Théologie de la Libération et le marxisme, depuis un très jeune âge, ont été pour moi des sources [idéologiques] importantes dans ma trajectoire (...) Les deux ensemble, associés l’un à l’autre. Je n’ai jamais eu de problème d’impossibilité à concilier l’un et l’autre. Il est clair qu’il y a toujours ceux qui choisissent toujours un des deux engagements et qui, s’ils sont marxistes, disent : ‘tu n’es pas marxiste parce que tu es chrétien. Et ceux qui sont chrétiens : ‘tu n’es pas chrétien parce que tu es marxiste’. Moi, enfin, en ce qui me concerne, je n’ai jamais été gêné par ça, mais je ressens fortement la présence de ces deux courants de pensée dans ma trajectoire, encore aujourd’hui* »<sup>112</sup>.

D’un côté, si une bonne partie des marxistes s’est toujours tenue à distance de tout ce que représente l’Eglise, y compris la théologie de la libération et les CEB, cette situation ne relève pas d’une règle absolue, loin de là. D’un autre côté, on constate l’utilisation, par les militants des CEB, d’outils de compréhension du monde emprunté au marxisme.

M. Alves Rodrigues précise que les CEB ont été reconnues comme étant capables d’influencer certains aspects du courant marxiste. Il se réfère à Michael Löwy, qui écrit : « *L’émergence du christianisme révolutionnaire et de la théologie de la libération en Amérique latine (et ailleurs) ouvre un nouveau chapitre historique et pose de nouvelles et stimulantes questions auxquelles on ne saurait répondre sans renouveler entièrement l’analyse marxiste de la religion* »<sup>113</sup>. M. Alves Rodrigues se réfère toujours à M. Löwy lorsque celui-ci cite le marxiste péruvien José Carlos Mariategui, qui écrivait en 1925 : « *La force des révolutionnaires ne réside pas dans la science, elle réside dans leur foi, leur passion, leur volonté (...). L’émotion révolutionnaire est une émotion religieuse. Les motivations religieuses sont descendues du ciel à la terre. Elles ne sont plus divines, elles sont humaines et sociales* »<sup>114</sup>. M. Alves Rodrigues évoque également Marx lui-même, en écrivant : « *De nombreuses similitudes dans l’utilisation des citations de la Bible faites par Marx et par les milieux populaires latino-américains ont été repérées par Hugo Assmann* ».

La collaboration et l’influence réciproque de théologiens de la libération et d’une partie du courant de pensée marxiste se vérifie à divers niveaux. M. Alves Rodrigues dit à ce sujet : « *Aux côtés des théologiens de la libération, un groupe d’économistes, de sociologues, de*

<sup>110</sup> Idem p. 23-24.

<sup>111</sup> Idem p. 24.

<sup>112</sup> Notre interview d’Alder Calado, réalisée le 22 juin 2014 à João Pessoa (PB).

<sup>113</sup> M. ALVES RODRIGUES (op. cit. p. 143).

<sup>114</sup> Idem, p. 144.

*juristes, de planificateurs, d'anthropologues, a constitué une sorte d'appareil intellectuel laïc de l'Eglise latino-américaine, qui ouvrit cette dernière aux acquis des sciences sociales, surtout la sociologie et l'économie, lesquelles ont développé, dans une perspective marxiste, la théorie de la dépendance »<sup>115</sup>. Le même auteur cite aussi une lettre que le Père Arrupe, supérieur général des jésuites, a adressée aux responsables provinciaux de l'ordre en Amérique latine. Ce dernier écrit : « au-delà des réserves à faire à l'endroit de l'analyse marxiste, il faut comprendre les raisons de son attraction : la sensibilité des chrétiens au projet de libérer les hommes des dominations et des oppressions, la dénonciation des idéologies qui masquent la vérité, la volonté de surmonter les divisions sociales »<sup>116</sup>. M. Alves Rodrigues cite encore Frei Betto : « Aujourd'hui, les communautés de base font une analyse de la réalité en se servant de l'analyse marxiste, non pas d'un système marxiste. L'analyse marxiste, c'est seulement la façon qu'a le peuple de comprendre sa lutte ; le marxisme est scientifique en ce sens qu'il part de l'expérience du peuple. Mais pour eux, ce qui est important, c'est que cette analyse de la réalité soit animée par la foi »<sup>117</sup>.*

Un autre texte est également mis à contribution par M. Alves Rodrigues. Il s'agit du document final d'une rencontre du mouvement « Chrétiens pour le Socialisme », qui s'est tenue à Santiago du Chili au début des années 1970, avant le coup d'Etat, animée par deux jésuites, le théologien Pablo Richard, et l'économiste Gonzalo Arroyo, soutenus par l'évêque mexicain Sergio Mendez Arceo. On peut y lire : « *Le vrai contexte de la foi vivante aujourd'hui est l'histoire de l'oppression et de la lutte pour se libérer de cette oppression. Mais, pour se situer dans ce contexte, il faut vraiment participer au processus de libération en adhérant à des partis et à des organisations qui sont les instruments authentiques de la lutte de la classe ouvrière* ».

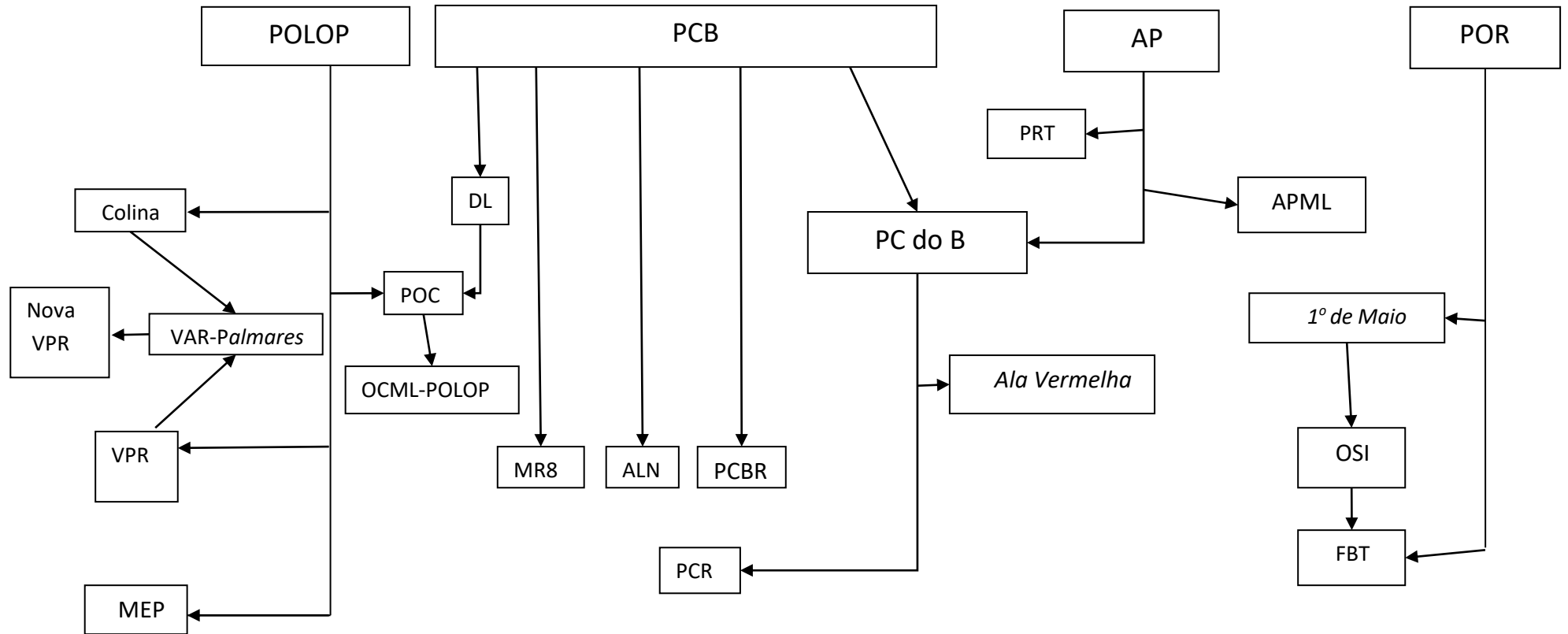
---

<sup>115</sup> Idem, p. 145.

<sup>116</sup> Idem, p. 145-146.

<sup>117</sup> Idem, p. 146.

Organigramme1 : la gauche brésilienne (1961 – 1976)



Source : Repris d'A. Ozai da Silva (op. cit. 1989 p. 122)



# Conclusion de la partie 1 : Crise du régime et conditions d'émergence du PT

---

Deux groupes de conclusions paraissent s'imposer après ces trois premiers chapitres. Le premier a trait aux conditions générales, historiques, économiques, politiques et sociales dans lesquelles de grandes luttes ouvrières vont éclore à partir de 1978, ouvrant ainsi la voie à l'émergence du PT. Le second groupe de conclusions concerne la dictature elle-même, sa crise et « l'ouverture lente, graduelle et sûre », que propose le régime à partir de la présidence Geisel en 1974, visant à assurer une transition conservatrice vers un pouvoir civil qui resterait entre les mains des élites ; c'est aussi dans le cadre de cette volonté d'ouverture contrôlée que va naître le PT.

## 1°) Quelques conclusions sur les conditions d'émergence du PT

De tout ce que nous avons fait apparaître dans les trois premiers chapitres, quelles leçons essentielles pouvons-nous tirer quant au contexte général qui prévaut, vers la fin des années 1970, à la veille de l'irruption de la « classe travailleuse » (pour reprendre et traduire l'expression utilisée au Brésil)<sup>1</sup> sur la scène sociale et politique, et sur les conditions d'émergence du projet pétiste ? Il nous semble nécessaire de faire apparaître trois ensembles d'éléments de nature à marquer profondément les traits distinctifs de ce qui sera le PT lui-même. Tentons, à travers ces trois ensembles de leçons, de comprendre les caractéristiques du vide politique qui va se révéler et qui, de fait, va être comblé par le PT. Car il nous apparaît clairement que les grandes luttes sociales qui commencent en mai 1978 vont vite révéler un vide politique, et c'est ce vide politique qu'il convient d'analyser, à la lumière des chapitres qui précèdent.

### a) Des leçons quant à l'histoire de la gauche brésilienne

Nous avons montré, au chapitre 1, à quel point l'histoire de la gauche brésilienne, après une prime jeunesse libertaire et révolutionnaire dont plus rien ne subsistait après les années 1930, avait été longtemps dominée par la présence du PCB. Ce parti se voulait d'avant-garde ; il a pratiquement acquis un caractère de masses entre 1945 et 1947 ; mais de retour à une clandestinité qui a été son lot durant presque toute son existence, il a dû reprendre des dimensions plus modestes. Nous avons également pu constater que sa ligne politique, dans l'histoire, a beaucoup fluctué, et cela, d'ailleurs, largement en fonction des injonctions de l'IC et du Kremlin : il a connu des phases unitaires et des périodes de repli sectaire ; les instants ultragauchistes et incandescents d'une insurrection écrasée, mais aussi de

---

<sup>1</sup> A ce sujet, signalons dès maintenant une difficulté de traduction du portugais vers le français. Tous les textes brésiliens du PT ou bien à son sujet utilisent l'expression '*classe trabalhadora*', bien plus que celle de '*classe operária*'. En français, on parle plutôt de 'classe ouvrière'. Mais le terme '*operário*' en portugais représente quelque chose de plus précis que ce qui est généralement compris en français dans « classe ouvrière ». La notion de '*classe trabalhadora*' est à la fois plus vaste que celle de '*classe operária*', et contrairement à cette dernière, elle n'est pas connotée négativement dans le portugais brésilien contemporain. C'est pourquoi, chaque fois que nous rencontrerons l'expression '*classe trabalhadora*', nous préférons la traduire par 'classe travailleuse', même si cette collocation n'est guère courante en français.

nombreux moments de ligne tiède ou de grande modération politique. A côté de cela, le PCB ne s'est jamais départi, au moins à partir de la prise en main de l'IC par Staline, de deux grandes caractéristiques, l'une d'ordre organisationnel ; l'autre au plan programmatique et stratégique. Au niveau organisationnel, le PCB s'est très vite mis à fonctionner de façon verticale, autoritaire, n'admettant pas le libre débat et le droit de tendance, ce qui s'est plusieurs fois traduit par des traitements administratifs des divergences et par des exclusions. Sur le plan programmatique et stratégique, dès les années 1930, il adopte la conception stalinienne de la révolution par étapes. Et pour préparer ce qu'il considère comme devant être la première grande étape (s'étendant sur toute une longue période historique), de la révolution brésilienne, à savoir une révolution démocratique-bourgeoise antiféodale et anti-impérialiste, il s'attèle à créer les conditions d'une alliance stratégique durable du prolétariat non seulement avec la paysannerie et la petite-bourgeoisie, mais aussi avec une « bourgeoisie nationale » plus fantasmée que réelle. Ou plutôt, ce qu'il qualifie de « bourgeoisie nationale », lors du coup d'Etat, a fini par montrer sa nette préférence pour l'alliance avec les multinationales, le gouvernement des Etats-Unis et les militaires putschistes. Finalement, au moment crucial de 1964, le parti « d'avant-garde » n'avait pas vu venir le coup d'Etat ; il n'y était donc pas préparé ; pire, il avait désarmé la classe dont il se voulait le représentant – le PC parlait, lui, de « *classe operária* » - en lui faisant croire aux traditions démocratiques de l'Armée, et à la nécessité de trouver un accord de fond avec la « bourgeoisie nationale ».

A quelques différences près, les réflexions précédentes valent aussi pour le PCdoB, car ce dernier n'a mené sa propre barque que deux années seulement avant le coup d'Etat. Avant la scission conduisant à cette prise d'indépendance, ses dirigeants étaient au PCB. Nous avons observé que le PCdoB, contrairement au PCB, voyait venir le coup d'Etat, même s'il n'était pas en mesure d'y réagir efficacement et s'il était aveuglé par des illusions sur la capacité de résistance des travailleurs. Mais pour ce qui est de l'alliance avec la « bourgeoisie nationale », nos remarques concernant le PCB valent, à peu de chose près, pour le PCdoB. Ces éléments, ajoutés à la taille plus petite et à la moindre implantation ouvrière du PCdoB que du PCB, ont fait que les communistes mao-staliniens ne pouvaient guère apparaître comme une alternative de masse crédible au parti pro-Moscou. Certes, l'attitude des deux partis communistes face à la dictature a été très différente, comme nous l'avons souligné. Cela a sans doute contribué à que le rejet du parti communiste, parmi la classe travailleuse, concerne tout particulièrement le PCB, jugé responsable de la défaite, le PCdoB étant plus petit, indépendant depuis 1962 et s'étant montré plus combatif depuis lors. En tout cas, il nous semble qu'au moment où la classe ouvrière a repris le chemin des luttes, en 1978, ni le PCB, ni le PCdoB ne pouvaient apparaître comme vecteurs de cette combativité nouvelle : le PCB, parce qu'il avait durablement déçu ; et le PCdoB, au moins parce qu'il n'avait pas pu fournir la preuve de son utilité militante, malgré le courage qu'il avait démontré dans l'Araguaia.

Pour le reste, l'autoritarisme des deux partis, leur prétention à parler au nom de la classe ouvrière, auxquels il faut ajouter les coups de chapeau à Staline dans le cas du PCdoB – et cela après les expériences des années 1960 et 1970 – apparaissent aujourd'hui comme de sérieux handicaps qu'ils auraient eu à affronter si, par ailleurs, ils avaient été en mesure d'être les porte-paroles de la nouvelle combativité des travailleurs à partir de 1978. En effet, les expériences de la décennie qui précède (Mai 1968 en France ; Cuba, les conceptions du Che et le « foquisme » ; les luttes étudiantes et les grèves radicales au Brésil

en 1968 menées à l'écart des syndicats officiels et des PC, et dirigées par des militants situés à leur gauche) ; et l'apparition, à partir du tout début des années 1960, de forces, encore très minoritaires et atomisées, mais contestant l'hégémonie du PCB et l'étapisme des deux partis communistes (et comprenant les divers groupes trotskystes, l'AP et la PoOp et leurs descendants, et les scissions de gauche des PC prônant la lutte armée), tout cela avait contribué à saper considérablement l'autorité des deux partis communistes et principalement du plus important des deux, le PCB.

Quant à ces forces et groupes politiques qui, précisément, s'étaient, tout au long des années 1960, détachées des PC et/ou opposées à leur orientation, nous avons également pu mesurer, au chapitre 3, à quel point elles n'avaient pas pu constituer une alternative crédible : petits groupes isolés très vite en butte à la répression, coupés des masses, montrant généralement beaucoup de courage politique mais souvent au prix d'un aventurisme substitutiste qui les éloignait davantage de la possibilité d'influencer le plus grand nombre, ils avaient pour la plupart été brutalement détruits par les forces armées du régime et ses supplétifs. A la fin des années 1970, cette myriade de résistance était décimée et, parmi ses rescapés, ceux qui croyaient encore en la lutte aspiraient à pouvoir mener des activités politiques dans un cadre légal.

On comprend ainsi comment s'est mise en place la configuration politique de la gauche brésilienne avant et pendant la dictature : d'un côté des partis communistes affaiblis et incapables de chevaucher le tigre des luttes ouvrières qui allaient bientôt se multiplier ; d'un autre côté, de petites organisations plus radicales, mais émiettées et largement détruites par la dictature, dont les survivants, souvent en exil, avaient vu la mort de près, connu l'échec de la lutte clandestine, et aspiraient pour beaucoup à un combat politique au grand jour. On saisit que si la poussée combative des travailleurs à venir était en mesure de se doter d'une organisation politique représentative, ce n'était certainement pas avec les premiers (les partis communistes). Mais on devine aussi que les seconds (les petits groupes à gauche des PC) étaient bien mal placés pour jouer les premiers rôles. Rétrospectivement, on saisit donc que la force politique susceptible de naître des luttes à venir avait de fortes chances d'être d'un type assez original, et de mettre au premier plan des acteurs nouveaux, même si certains des combattants défaits des années 1960 et 1970 pouvaient y trouver une place. On arrive donc à la conclusion que le PT va apparaître à un moment où il existe un vrai besoin de renouveau politique à gauche. Et l'on se dit, à ce niveau, que l'émergence d'une Eglise de gauche et la place qu'elle a prise dans les années 1970, avec la multiplication des CEB et la Théologie de la Libération, pouvait en faire un acteur potentiel de la recomposition politique à venir. Cela dit, bien sûr, rien n'était écrit d'avance et il semble juste, de façon complémentaire à tout ce qui précède, de défendre l'idée que ce besoin aurait pu ne pas être satisfait : certains choix politiques erronés, certaines décisions inadaptées de ses promoteurs auraient parfaitement pu faire avorter ce qui allait devenir l'expérience pétiste.

## **b) Des leçons quant aux spécificités du syndicalisme brésilien**

Nous avons pu constater, à la lecture de la seconde section du chapitre 1, que le syndicalisme brésilien possédait des caractéristiques très particulières. Il s'agit d'un syndicalisme dépendant de l'Etat et rattaché à un ministère du travail, basé sur l'unicité syndicale par catégorie professionnelle en un même lieu géographique, financé par l'impôt, qui s'est spécialisé dans la fourniture de prestations d'assistance médicale et odontologique, sur lequel a proliféré une couche de dirigeants *pelegos* directement intéressés à ce que les

travailleurs se tiennent tranquilles... Telle est la base du système. Cette base, la dictature a su l'exploiter et l'adapter à son bénéfice, en réprimant brutalement les luttes, en démettant de leurs fonctions les syndicalistes trop remuants et en les remplaçant par des hommes « sûrs »... Tel est, pour l'essentiel, le tableau général du syndicalisme brésilien sous la dictature militaire.

Mais c'est ici qu'apparaît une contradiction importante : ce syndicalisme verrouillé, corrompu, autoritaire, est censé défendre les intérêts d'une classe travailleuse jeune, toujours plus nombreuse, largement concentrée dans de grandes unités de production. Ce contraste entre le prolétariat réel qui grandit et l'organisation chargée de le défendre (mais qui ne le fait pas, et au contraire l'empêche de résister à l'oppression et à l'appauvrissement) nous semble tellement brutal qu'il ne nous apparaît pas si étonnant, finalement, qu'un petit nombre de dirigeants syndicaux différents de la moyenne, plus rebelles et plus respectueux de leurs mandants, aient pu servir de vecteur à l'expression d'une colère qui montait, d'abord en silence, puis qui allait bientôt s'exprimer dans les clameurs des rues et des usines occupées. Car face à la baisse du pouvoir d'achat voulue par le patronat et par le régime, et à des conditions de travail bien difficiles à supporter, si les *pelegos* étaient en place pour faire taire cette colère montante, il existait, au départ, bien peu de syndicalistes désireux d'améliorer la situation des travailleurs : des militants syndicaux des oppositions syndicales, hors du système légal ; et aussi, un peu plus nombreux sans être légion, des syndicalistes agissant dans le cadre du système, mais qui n'avaient pas pris le chemin du *peleguisme*. Et ces deux petits groupes – le second surtout – allaient se trouver investis d'un rôle historique qu'ils n'imaginaient sans doute pas auparavant : ouvrir une brèche dans le système qui étouffait la colère populaire, devenir porte-parole de grandes luttes à venir.

On saisit également, dans ce cadre, que les revendications relatives aux libertés syndicales avaient des chances de prendre une grande place dans les combats à venir. En effet, les luttes des travailleurs ne pouvaient pas, du fait de la loi et du régime en général, se dérouler dans un cadre légal : les grèves étaient interdites par la dictature, et celle-ci était à tout moment en mesure d'envoyer des *interventores* dans les syndicats combattifs, d'emprisonner les syndicalistes rebelles – ou pire – et elle n'avait jamais montré la moindre volonté de satisfaire les besoins et les exigences des salariés. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que les travailleurs et leurs syndicats combattifs réclament le droit de se battre sans risquer la prison, la torture ou la mort !

### **c) Des leçons quant au contexte dictatorial de la période**

La nature du régime, sa raison d'être et ses pratiques, présentées au chapitre 2, tout cela constitue un cadre politique avec lequel les luttes à venir allaient devoir compter. On en déduit que face à un régime tel que celui qui prévaut depuis 1964, une nouvelle force politique de gauche, si elle devait émerger, serait forcément encline à accorder beaucoup d'importance à la lutte pour les libertés individuelles, citoyennes, démocratiques et notamment syndicales. A la fois parce que les libertés démocratiques, lorsque le plus grand nombre en est privé, sont ressenties comme un manque cruel dès que la colère gronde ; et parce que pour pouvoir se défendre et lutter contre l'exploitation, l'oppression et l'injustice, il apparaît comme hautement souhaitable, voire nécessaire, de pouvoir s'appuyer sur des droits et une législation plus ouverte et respectueuse.

On peut d'ailleurs ajouter qu'au-delà même de la revendication de droits et de libertés démocratiques face à l'Etat, l'absence de ceux-ci conduit peut-être aussi une bonne partie des militants à mettre au premier plan le respect des droits démocratiques lorsqu'il s'agit de construire un parti – ou une autre organisation – dans et pour son fonctionnement même.

Avec les trois groupes de leçons que nous venons de tirer de ce qui a été présenté dans les chapitres 1 à 3, il nous semble que nous avons donc fait apparaître en creux une partie, au moins, des manques et des besoins qui apparaissent progressivement à celles et ceux qui, parmi la classe travailleuse et à ses côtés, n'ont pas renoncé à lutter ou qui reprennent graduellement le chemin du combat. Bien sûr, ce vide politique et les manques spécifiques qui le composent ne sont ressentis, dans un premier temps, que par un petit nombre d'activistes. Mais l'accumulation de la colère et le jaillissement de la combativité du monde du travail va bientôt révéler tout cela. Face à ces manques et à ces besoins, il se créait un espace pour un parti politique soucieux de les combler.

Nous avons ainsi composé en partie le portrait-robot d'un nouveau parti de gauche susceptible, peut-être, d'apparaître dans la période qui s'ouvre en 1978. Résumons-en les traits principaux, tels qu'ils peuvent apparaître comme souhaitables face aux leçons récentes que peuvent tirer les éléments les plus conscients et les plus combatifs de la classe travailleuse : un parti de masse ; non autoritaire ; qui organise et défend les travailleurs sans les conduire dans l'impasse d'une alliance avec la « bourgeoisie nationale » ; qui accorde une grande place aux droits et aux libertés démocratiques ; et qui n'ait pas peur d'affronter la dictature et la répression. Au début de 1978, à part un petit nombre de militants, personne n'y songe encore sérieusement. C'est que les masses du monde du travail ne se sont pas encore réveillées. Pourtant, la dictature n'est pas au mieux de sa forme. Elle a réprimé et même, dans une large mesure, écrasé les organisations de gauche existantes, fait taire le mécontentement, mais déjà, à partir de 1974-1975, la croissance diminue, l'opposition légale se renforce, et les classes moyennes s'éloignent progressivement du régime. Le « miracle brésilien » tant mis en exergue touche à sa fin.

## **2°) Crise du régime et ouverture lente, graduelle et sûre**

La situation politique commence réellement à changer à partir du milieu des années 1970. Le Brésil se trouve plus intégré qu'auparavant dans la division du travail voulue par les pays dominants, à commencer par les Etats-Unis. Il devient, du coup, plus perméable aux cycles économiques qui se manifestent dans ces pays, et donc, dans une certaine mesure, aux crises qui les touchent. Le « miracle brésilien », par conséquent, va bientôt s'évanouir. L'économie capitaliste internationale entre en récession après le premier choc pétrolier. Au Brésil, « *le taux d'inflation, qui était de 15,5% en 1973, fait un bond à 34,5% en 1974* »<sup>2</sup>. Avec cette forte inflation, et la baisse des salaires réels qui lui est liée ; avec, également, la chute du taux de croissance, les classes moyennes voient leur niveau de vie diminuer. Le mécontentement qui s'ensuit est à l'origine de leur rupture progressive avec le régime dictatorial. A partir de ce moment, on va voir graduellement « *les classes moyennes urbaines s'organiser contre la cherté de l'existence et pour la liberté des prisonniers, et les paysans reprendre la lutte pour la terre* ».

---

<sup>2</sup> FT-QI (op. cit. p. 17). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

Face à cela, alors que l'aile la plus conservatrice de l'armée a déjà assuré le plus gros de la répression des organisations de gauche, le « *gouvernement Geisel (1974) proposait la perspective d'une 'ouverture lente, graduelle et sûre'* ». L'objectif de la dictature devenait dès lors de canaliser le mécontentement au moyen d'un pacte avec l'opposition conciliatrice. Pour la bourgeoisie, il fallait mettre en œuvre la transition entre la dictature militaire et l'opposition modérée. Pour cela, après avoir piétiné les principes démocratiques les plus élémentaires, la dictature militaire doit recréer des illusions à propos du jeu parlementaire et institutionnel. Pour que les classes dominantes continuent à mener la danse, mais sous une forme mieux adaptée, elles doivent rebâtir un soutien dans la société. Pour cela, la transition doit conduire à « *l'institutionnalisation de l'autocratie* », pour reprendre les termes de Ricardo Antunes, cité par le fascicule de la FT, dont les auteurs concluent sur ce point : « *Cette rupture des classes moyennes a laissé le régime suspendu en l'air et a ouvert les brèches par lesquelles la classe ouvrière en a profité pour reprendre le chemin initié en 1968* ».

Ce chemin sera repris, de fait, au moment des grandes luttes ouvrières qui éclatent à partir de 1978. Mais avant cela, et dans un premier temps, les opposants bourgeois à la dictature et les directions réformistes du mouvement ouvrier – tout particulièrement le PCB, dans le cadre de l'opposition officielle constituée par le MDB – vont jouer la partition de la transition négociée, en abandonnant le cri des mobilisations de 1968 : « A bas la dictature ! ». A ce mot d'ordre, qu'ils jugent périlleux, ils préfèrent la perspective d'une « redémocratisation », lente et graduelle, et surtout acceptable par le pouvoir. Ce qui doit être réalisé, c'est une sorte de chirurgie esthétique institutionnelle. Ce qui est programmé, finalement, c'est une affaire menée par en haut, confinée aux sommets de la classe dominante, et laissant donc les affaires sérieuses de la politique loin des mains du peuple. En 1974, lorsque le général Ernesto Geisel accède à la présidence, les travailleurs sont encore sous le joug, très largement atomisés par la répression et la reprise en main systématique des syndicats jugés trop remuants. Geisel, qui cherche à mener une politique de « décompression » et de normalisation institutionnelle, comprend qu'une bonne partie des officiers est lassée des affrontements internes à l'armée, et semble prendre conscience du début d'usure du régime. Cette usure apparaît dans les chiffres des élections. En effet, comme le met en évidence Alain Rouquié, alors qu'en 1970, le MDB avait moitié moins de sièges que l'ARENA, « *en 1974, il talonne le parti officiel. Au Sénat (renouvelable par tiers), l'opposition emporte 16 sièges sur 22. L'exécutif voulait donner un nouveau souffle au bipartisme ? Il y a réussi. Au prix de l'échec de son parti.* »<sup>3</sup>

On comprend, dès lors, que le mécontentement croissant vis-à-vis de la dictature, en l'absence, dans un premier temps, de luttes de travailleurs à caractère massif, emprunte à ce moment la voie légaliste du vote pour l'opposition tolérée par le régime. La manœuvre du régime vise avant tout le retour, dans le calme, à un gouvernement civil conservateur. Mais les résultats des élections de 1974 agacent une bonne partie de l'armée et des rumeurs de coup d'Etat se répandent. On assiste, comme pour calmer les plus durs du régime, à une nouvelle vague de répression, contre des groupes clandestins opposés au régime, et même contre des composantes du MDB. Les élections municipales de 1976 se déroulent sans campagne à la radio et à la télévision, car le régime a interdit la propagande électorale.

Cette opposition, respectueuse, du MDB, se montre particulièrement timorée. Comme l'écrit Alain Rouquié : « *Les dirigeants du MDB redoutent plus que tout le succès électoral.*

---

<sup>3</sup> A. ROUQUIÉ (op. cit. p. 188-189).

*Les leaders de l'opposition ne se sont-ils pas empressés parfois, comme en 1976, de proclamer leur défaite de crainte que les ultras n'exigent l'arrêt brutal du processus de 'normalisation' ? La tenue régulière d'une élection apparaît en soi comme une victoire remportée sur les 'durs' de l'armée et les forces obscures des appareils répressifs »<sup>4</sup>. Que penser, en effet, d'une opposition qui fonde sa stratégie sur l'accord avec une fraction de la dictature, qui mise sur un processus électoral mais... qui a peur de gagner les élections ?! C'est que dans l'armée, l'aile la plus dure n'accepte pas la perspective de quitter le pouvoir, même de façon lente et graduelle. Et les organismes étatiques et paraétatiques chargés de la répression politique, qui ont depuis plusieurs années anéanti les guérillas rurales et urbaines, s'attaquent maintenant à des opposants de la gauche pacifique, à des avocats, ou à des journalistes. Le PCB, à cette époque, fait face à une puissante vague de répression. Geisel, confronté aux scandales qui montent sur le terrain des droits de l'homme, limoge le commandant de la 2<sup>e</sup> armée, qui sévissait de manière trop visible, et il décide en octobre 1977 de destituer son ministre de l'Armée de terre, le général Frota.*

Mais la crédibilité de la dictature continue à décliner et le MDB est promis à une victoire électorale aux élections de 1978. Pour éviter ce scénario, qui conduirait à avoir les deux chambres dirigées par l'opposition, le pouvoir change les règles du jeu électoral, notamment en décidant de nommer un tiers des sénateurs et en pratiquant le charcutage électoral au profit des zones rurales et contre les villes, lesquelles s'éloignent du régime. Des pratiques que l'on retrouve d'ailleurs sous d'autres cieux et à d'autres époques... Et c'est ainsi que le régime remporte les élections en 1978. 1979 voit, après la levée de l'AI-5, l'arrivée à la présidence du général Figueiredo, une amnistie, la fin de la censure de la presse et le rétablissement de l'élection directe des gouverneurs et de tous les sénateurs. Figueiredo décide aussi d'en finir avec le bipartisme.

C'est dans ce contexte que le MDB voit apparaître des concurrents et en particulier, sur sa gauche, le PT. Que disent les fondateurs du PT de cette opposition officielle, tolérée, celle que représentait le MDB ? Le ton et les propos diffèrent d'un interlocuteur à l'autre, et certains, comme Eduardo Suplicy, avaient d'abord été élus dans le cadre du MDB. Mais de manière générale, les futurs pétistes n'acceptaient pas – ou mal – de voir l'opposition limitée à ce qui était tolérable par le régime, dépendant de son bon vouloir et de sa stratégie.

Bruno Maranhão revient sur les relations entre le régime politique et les classes sociales, en particulier la bourgeoisie pendant la seconde moitié des années 1970 : « *il y avait un affaiblissement de la dictature militaire et l'ouverture d'un processus de discussion de la transition. Cette forme de domination par la dictature portait préjudice à la bourgeoisie d'une manière générale, parce qu'elle est très rigide et le processus de développement impliquait certaines nouvelles composantes dont le progrès était beaucoup freiné par le style des militaires. Et donc, les groupes bourgeois eux-mêmes ont commencé à être en désaccord, à faire des critiques. Et on a commencé à censurer, de plus en plus* »<sup>5</sup>. Il cite le cas de ce « *quotidien de l'extrême droite brésilienne* », qu'est l'*Estado de São Paulo* et du journal '*O Globo*'. « *Donc, le consensus des classes dominantes sur la dictature était terminé* ». Pour lui, les mesures prises en 1979 s'expliquent dans ce cadre : la dictature est moins soutenue par la bourgeoisie, et elle se retrouve avec « *un mouvement paysan, un mouvement ouvrier, un mouvement étudiant qui se renforcent et qui se retrouvent sur le mot*

---

<sup>4</sup> Idem, p. 190.

<sup>5</sup> Interview de Bruno Maranhão. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

*d'ordre de l'amnistie large, généralisée, illimitée. Car celle qui avait eu lieu n'était pas très large. Le peuple a repris des forces. Et Figueiredo a été obligé de signer la Loi d'Amnistie. Et c'est ainsi que sont rentrés au pays tous les exilés, les intellectuels, des camarades qui avaient été faits prisonniers.».*

Pour Luiz Tenório, qui fait partie des fondateurs du PT à Rio de Janeiro, c'est plutôt l'aspect fourre-tout, non-délimité, du MDB qui posait problème, mais la perspective de fonder le PT n'allait pas de soi dans cette ville : *« Tout le camp progressiste, la gauche, s'est retrouvée alignée sur le MDB, qui est devenu PMDB. Et certaines personnes, un groupe de gens, ne se reconnaissaient pas dans cette perspective d'un parti large sans grande définition idéologique, qui ne disait pas pour quoi il était, quelle était sa vision du monde. Et alors ont commencé à surgir une série de discussions dans différents domaines : les intellectuels, le mouvement syndical, l'Eglise – principalement l'Eglise catholique à l'époque – des gens qui voulaient construire quelque chose de nouveau et qui ne se sont pas mis à la remorque de la dictature pour se transformer en quelque chose de démocratique. A cette occasion, nous étions très minoritaires, parce que la majorité des intellectuels, des militants, etc. s'est accommodée du MDB/PMDB. Mais quelques autres ont commencé à penser à un autre choix en termes de parti. »*<sup>6</sup>.

Mais parmi l'opposition démocratique tolérée par la dictature dans le régime bipartite en vigueur jusqu'en 1979, on trouvait, au sein du MDB, des gens qui se situaient dans une perspective socialiste ou socialisante, et qui ensuite ont rejoint le PT. C'est ainsi qu'Eduardo Suplicy, économiste, journaliste économique à la *Folha de São Paulo*, membre du MDB depuis 1977, et déjà député de l'Etat de São Paulo pour ce mouvement, rejoindra le PT en tant que membre fondateur.

Mais les quelques élus du MDB qui partiront vers le PT le feront dans le cadre des grandes grèves ouvrières de 1978-1979, en tirant des leçons politiques de celles-ci. C'est l'histoire de la fusion entre ce vaste mouvement ouvrier renaissant, les cadres syndicaux dont il se dote, les nombreux mouvements populaires largement sous l'influence de l'Eglise catholique, le mouvement renaissant de la paysannerie, les groupes politiques de gauche rescapés de la répression et agissant toujours dans la clandestinité, les élus et intellectuels de gauche, à laquelle nous allons nous intéresser maintenant. C'est l'histoire de cette fusion qui est celle de l'émergence du PT.

---

<sup>6</sup> Interview de Luiz Tenório, réalisée à Rio de Janeiro (RJ) le 18 août 2010.







---

## **Partie 2 – L'émergence du PT**

---

Dans cette seconde partie, nous tenterons de répondre à trois groupes de questions :

- Quels milieux militants vont composer le Parti des Travailleurs lors de son émergence sur la scène politique? Quel a été le rôle de chacun d'eux ? Quel a été leur poids dans la nouvelle force politique en constitution ?
- Comment s'est déroulé le processus qui a permis d'aboutir à la naissance du parti ? Quelles en ont été les étapes ?
- Finalement, dans quelle mesure le PT est-il un parti d'un type nouveau ? Comment le caractériser ? Quelle est sa nature ?

Nous espérons que les réponses données à ces questions permettra, en tournant le dos aux approches réductrices, de saisir dans sa richesse, sa complexité et ses éléments novateurs, le parti qui naît officiellement le 10 février 1980 au *Colégio Sion* à São Paulo.

Nous commencerons par l'analyse des différentes composantes du PT, en séparant les composantes liées au mouvement social et celles plus liées à la sphère politique et aux milieux intellectuels. Puis nous suivrons les étapes du processus de fondation du parti.

Il est courant de lire ou d'entendre que le PT a été créé par des syndicalistes. Souvent aussi, on évoque la confluence de trois éléments : les syndicalistes combattifs, l'Eglise progressiste, et les groupes politiques de gauche alors dans la clandestinité.

La première présentation est très réductrice, même s'il est indiscutable que ce sont des dirigeants syndicaux qui ont tenu le premier rôle ; ce sont eux qui ont organisé et lancé le nouveau parti, et un noyau de syndicalistes va, ensuite, rester au cœur de l'appareil de ce dernier. La seconde approche est plus correcte car elle insiste sur le rôle majeur des militants liés à l'Eglise catholique, en particulier des CEB, qui ont apporté un fort élément de capillarité et permis au nouveau parti de s'implanter dans les banlieues et les campagnes, à l'échelle de cet immense pays ; plus correcte aussi parce qu'elle prend en compte les groupes de gauche qui, dans leur pluralité, ont joué un rôle central de construction du parti dans certaines régions, et l'ont fécondé, certes non pas d'un programme achevé, mais d'éléments programmatiques, et y ont en permanence alimenté le débat d'idées.

Néanmoins, ne citer que ces trois éléments nous paraît insuffisant, et il nous semble nécessaire d'ajouter trois autres éléments qui ne sont pas sans importance : les élus de gauche (MDB) ralliés au PT, peu nombreux mais ayant contribué à donner d'emblée au nouveau parti une assise institutionnelle ; les intellectuels de gauche, souvent non liés à un groupe politique, et qui vont affluer dans le PT, permettant aussi l'enrichissement du débat en son sein, se transformant pour certains en intellectuels organiques du parti ; et enfin, les militants des campagnes, syndicalistes paysans, ouvriers agricoles, paysans sans terre, sans qui le PT n'aurait pas vu le jour – au moins pas aussi vite et pas à cette échelle – dans certains Etats de la Fédération. C'est donc la convergence de ces six milieux vers les Parti des Travailleurs que nous devons considérer.



# Chapitre 4 : Le PT à la confluence de divers mouvements sociaux

---

## Section 1 : Mobilisations des salariés et militants syndicaux

Avant même d'évoquer le rôle des militants syndicaux dans la fondation du PT, il nous faut parler du réveil politique et du mouvement de la « classe travailleuse » elle-même, car sans l'irruption massive de cette dernière sur la scène politique en 1978, jamais les syndicalistes à l'origine du PT n'auraient eu la possibilité ou même l'idée de lancer ce nouveau parti. Et à ce niveau, indubitablement, l'ABCD pauliste, et tout particulièrement le syndicat de la métallurgie de São Bernardo do Campo et Diadema tient le premier rôle, même s'il ne faut pas négliger d'autres apports.

### 1°) São Bernardo do Campo et Diadema : une évolution particulière

Ce n'est sans doute pas un hasard si les métallurgistes de l'ABCD ont joué un rôle clé dans l'histoire du mouvement social et syndical brésilien. Il n'est pas surprenant que d'une telle concentration ouvrière, il apparaisse un mouvement social puissant à un moment donné. André Singer écrit : « là, se concentraient les entreprises multinationales de l'automobile qui avaient commencé à s'installer au Brésil à la fin des années 1950. Avec environ 1,5 million d'habitants, l'ABCD était connu comme la 'Detroit brésilienne' »<sup>1</sup>.

Mais là comme ailleurs, au tournant des années 1970, l'extrême violence de la dictature de Médici, et les nombreuses interventions dans les syndicats font presque totalement disparaître les grèves et même les formes moins visibles de mobilisations ouvrières. Traçant le panorama de celles-ci, V. Giannotti note qu'il n'y a eu aucune grève en 1971<sup>2</sup> et il avance le chiffre de 12 grèves dans tout le Brésil pour l'année 1972<sup>3</sup>. La situation va ensuite évoluer sur plusieurs années. La trajectoire particulière du syndicalisme de São Bernardo n'est sans doute pas unique au Brésil<sup>4</sup>, mais elle est représentative d'une évolution au départ extrêmement minoritaire. Le même auteur indique que, dès l'année 1973, on voit ressurgir des formes de mobilisation dans certaines usines du pays et non des moindres : dès cette année-là, commencent à « éclater, dans les usines de certains Etats, de petits arrêts de travail, limités à certaines catégories du personnel, pour de meilleures conditions de travail ou des augmentations de salaire. Des boycotts étaient organisés contre les heures supplémentaires que les patrons imposaient à leur guise, ou bien les fameuses 'opérations escargot' se mettaient en action pour faire pression sur les entreprises. Un autre moyen

---

<sup>1</sup> André SINGER (op. cit. 2001 p. 15).

<sup>2</sup> Vito GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 234).

<sup>3</sup> Idem, p. 217.

<sup>4</sup> On peut également noter, avec V. GIANNOTTI, que le 1<sup>er</sup> mai 1977, dans la ville symbolique d'Osasco, apparaît « la première tribune en place publique depuis 1968. Entre 500 et 1 000 travailleurs montrèrent à la dictature que les temps avaient changé, aux cris de 'Vive le 1<sup>er</sup> mai' et 'A bas la dictature' » (op. cit. 2007 p. 240).

*adopté par les travailleurs pour mettre en avant leurs revendications était celui des pétitions »<sup>5</sup>. Vito Giannotti explique aussi que dès 1973, des grèves se produisent dans des usines très significatives : « A São Bernardo, dans ces années-là, des départements de certaines usines de construction automobile s'arrêtent, pendant quelques heures, pour 10% d'augmentation. C'est le cas de Mercedes, de Volkswagen et de Chrysler, où les travailleurs parviennent à obtenir une petite augmentation »<sup>6</sup>.*

Dans ce contexte, São Bernardo est un cas particulier, car alors que la quasi-totalité des syndicats ne font rien pour mobiliser les salariés, et obtenir des augmentations de salaire ou quelque amélioration que ce soit à leur condition, les mouvements d'arrêt de travail pour des augmentations de salaire qui se développent à partir de 1973 dans les entreprises citées ci-dessus sont organisés par un syndicat qui va progressivement affirmer sa combativité dans un environnement pourtant très défavorable. V. Giannotti précise que le groupe de syndicalistes qui dirige le syndicat des métallurgistes de São Bernardo et Diadema se compose alors « *de militants du PCB, d'autres qui viennent de diverses organisations politiques, mais la majorité y sont venus simplement avec dans leurs bagages l'expérience vécue de l'exploitation* ».

## **2°) Les oppositions syndicales : le cas de l'Opposition syndicale métallurgique à São Paulo**

La ville de São Bernardo n'est pas la seule à voir une augmentation de la combativité à cette époque. Dans la capitale pauliste, dès 1973 aussi, « *les métallurgistes arrêtaient le travail, à raison de dix minutes par jour, pendant une semaine, en exigeant 10%, aux Industries Villares. La victoire obtenue chez Villares a été un exemple de reprise des luttes dans la capitale pauliste. Dans les usines, se multiplièrent de petits mouvements, comme les "opérations escargot" et les arrêts de travail de tel ou tel département, de façon séparée, pour exiger des augmentations* » principalement.

Mais dans la capitale, le cadre syndical est différent de celui de São Bernardo. On trouve d'un côté le syndicat officiel des métallos, qui n'est rien d'autre qu'un relais de la dictature au sein des usines; et de l'autre le travail militant à la base de l'OSM (Opposition syndicale métallurgique). M. R. Batistoni présente ainsi l'OSM : c'était « *un front de travailleurs centré sur un programme de défense du syndicalisme libre, démocratique et de masse et pour l'auto-organisation des travailleurs dans les usines, au travers de groupes et de comités orientés vers la perspective d'indépendance politique et idéologique des organes ouvriers [...]* Son objectif immédiat fut de conquérir la direction du syndicat des métallurgistes du municipe de São Paulo, au moyen des élections syndicales, et donc, de l'intérieur de la structure, en s'appuyant sur le soutien et l'organisation de la base dans les usines du centre de la plus grosse concentration ouvrière du pays. L'OSM a développé une action qui visait à intégrer le syndicat et d'autres organismes de résistance ouvrière à une perspective de lutte de classe. Avec une pratique à l'intérieur du syndicat et à l'extérieur de

---

<sup>5</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 216). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>6</sup> Idem, p. 218.

*celui-ci à partir de l'organisation de la base dans les usines, il est apparu pour l'OSM un dilemme entre l'usine et le syndicat »<sup>7</sup>.*

L'OSM existe depuis 1967. C'est la plus significative des oppositions syndicales du pays, et elle combat clandestinement la direction syndicale « *pelega* ». V. Giannotti, qui a lui-même été un des animateurs de ce courant, précise que cette dernière « *était composée d'interventes au service de la dictature et des patrons de la Fiesp. Pour en donner une petite idée, dans ce syndicat, aussi bien le président que le vice-président faisaient parti de la Direction de l'Arena, le parti de la dictature, et collaboraient directement avec les organes de répression* »<sup>8</sup>.

### **3°) Le mouvement pour le rattrapage salarial**

En août 1977, de façon presque fortuite, un article publié par le *Washington Post* et reproduit par l'*Estado de São Paulo* va avoir un impact important : il va servir d'aiguillon à la mobilisation pour le rattrapage salarial. Visant à alerter les investisseurs au Brésil, il fait état d'un rapport de la BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) et parle d'une « erreur » du gouvernement brésilien concernant la publication de l'indice des prix. La dictature a publié un indice correspondant à une hausse des prix de 12,6% en 1973-1974, alors que la véritable augmentation avait été de 22,5%.

Du côté des salariés, la nouvelle circule assez largement, la colère monte, et cette falsification de l'indice officiel des prix est surnommée « le vol de Delfim » (du nom du ministre de l'économie Delfim Netto). A São Bernardo, les métallurgistes coordonnent un mouvement avec d'autres syndicats et se lancent dans une bataille pour un rattrapage de 34,1%, un chiffre actualisé, tenant compte de l'évolution des prix depuis lors. En septembre 1977, une assemblée de travailleurs devant le siège du syndicat parvient à réunir près de 5 000 personnes. Dans la ville de São Paulo, c'est l'Opposition métallurgique qui parvient à mobiliser plus de mille personnes, qui décident d'une grève pour le rattrapage salarial par rapport à l'inflation depuis 1973<sup>9</sup>.

Pour Perseu Abramo, « *c'est avec ce mouvement que la classe travailleuse commence à se lever. La classe travailleuse 'de pointe', il est vrai : la classe ouvrière métallurgiste, qui était bien mieux rémunérée et avait un certain niveau de conscience politique* »<sup>10</sup>. Djalma Bom précise : « *Ce fut la première lutte syndicale que nous avons eue contre la dictature* »<sup>11</sup>. Car depuis quelques années, les mobilisations ouvrières n'étaient pas dirigées contre le régime et le gouvernement, mais contre les patrons. Et Lula – alors président du syndicat des métallos de São Bernardo et Diadema, ajoute, à propos de cette campagne pour le rattrapage salarial : « *Nous avons décidé qu'il fallait placer le syndicat sur la scène politique* »<sup>12</sup>.

---

<sup>7</sup> Maria Rosângela BATISTONI – *Confronto operário - A oposição metalúrgica de São Paulo nas greves e comissões de fábrica (1978-1980)*. Rio de Janeiro, NPC - IIEP, 2010, p. 15.

<sup>8</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 226).

<sup>9</sup> Idem.

<sup>10</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 36). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>11</sup> Idem, p. 35.

<sup>12</sup> Idem, p. 36.

J. Gorender explique que les entreprises travaillaient avec les véritables chiffres de l'inflation parce que « *la règle à cette époque était que les salaires étaient réajustés rigoureusement en fonction de l'indice des prix, il n'y avait pas de querelles salariales, et encore moins de grèves* »<sup>13</sup>.

Comment ont procédé les dirigeants syndicaux pour développer le mouvement initié par São Bernardo ? O. Dutra raconte : « *le Dieese<sup>14</sup> a été mis en mouvement pour vérifier ce que disait le régime par la voix de Delfim Netto et alors on a pu vérifier qu'il y avait moyen, concrètement, avec les études techniques et économiques, de démentir Delfim Netto. Cela fut fait et on passa à la lutte. Le gouvernement n'avait plus d'arguments et nous, nous ne pouvions simplement rester dans la dénonciation. [...] Avec le détonateur de São Bernardo, en 77 nous avons invité Lula à venir ici [à Porto Alegre]. Lula n'était pas encore connu au niveau national* »<sup>15</sup>.

C'est d'ailleurs ce mouvement, le plus important au plan national depuis 1964, qui va propulser Lula sur la scène politique fédérale, car après cette campagne, comme l'affirme L. E. Greenhalgh, Lula était devenu « *le type qui avait affronté la dictature et qui avait gagné, car la dictature a été obligée de reconnaître qu'elle avait tort* »<sup>16</sup>. Mais précisons que la victoire en question n'était que politique, car cette campagne n'a pas débouché sur un rattrapage salarial. J. Gorender précise qu'à la suite de cela, « *Lula a reçu, pendant deux ans et demi à trois ans, un traitement très privilégié dans la presse ici à São Paulo et à Rio de Janeiro* ». Et ce mouvement de 1977 a sans doute servi de tremplin pour la suite, en étant, comme le dit Marco Aurélio Garcia, un « *élément d'agitation très forte dans certains secteurs du mouvement syndical* ».

#### **4°) Une vague de grèves à partir du 12 mai 1978**

Les premiers mois de 1978 vont permettre de poursuivre sur la lancée de la campagne de 1977. Cela est vrai à la fois à São Bernardo et à São Paulo. Pour citer V. Giannotti, à São Bernardo, dans diverses usines relevant du Syndicat de la métallurgie, « *des groupes de militants commencent à préparer une grève, revendiquant 21% d'augmentation salariale. Le journal du Syndicat de São Bernardo, Tribuna Metalúrgica, parvenait également aux quartiers ouvriers de la périphérie de la Grande São Paulo dans des bars, des écoles, des crèches et des centres communautaires. Des militants de l'Opposition Syndicale Métallurgique intensifient également la préparation d'une grève, dans les usines de la capitale, pour le même rattrapage des pertes de salaires de 1973-74. Son journal, Luta Sindical, annonçait en première page : '20% ou sinon c'est la grève'* »<sup>17</sup>.

##### **a) Lula évoque les grèves de l'ABC de 1978**

A São Bernardo, Lula et son équipe syndicale ont réussi à construire un outil syndical déjà doté d'une réputation de combativité. Début avril, à la veille des grèves de 1978, explique Lula, c'est un gros syndicat, mais la mentalité des travailleurs par rapport à ce

---

<sup>13</sup> Idem, p. 35.

<sup>14</sup> Dieese : département intersyndical de statistiques et d'études économiques.

<sup>15</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 35). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>16</sup> Idem p. 36.

<sup>17</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 227).



dernier doit évoluer : « *Le Syndicat des Métallurgistes de São Bernardo et Diadema a 39 000 syndiqués. Sur ce nombre, 80% se servent du syndicat pour quelque chose et 10% participent activement à la politique syndicale. Cela signifie que nous devons encore changer les mentalités : le syndicat n'est pas un organe d'assistance médicale ; c'est une entité de revendication et de participation des travailleurs* »<sup>18</sup>. On trouve, à l'origine de ces grèves, à la fois la spontanéité de la révolte, qui surgit de la frustration des besoins des travailleurs – « ça craque » du fait de la situation matérielle concrète des travailleurs – et l'effet du patient travail de construction d'une conscience collective réalisé par le syndicat. En mai 1978, alors que les premières grèves ont déjà eu lieu, Lula échange les propos suivants avec un téléspectateur lors d'une émission :

« Question posée : *Et les grèves récentes, comme dans certaines industries fabriquant des automobiles et des camions, sont dues à votre discours ou à quelque chose en plus ? – Réponse de Lula* : [...] *Je crois que les grèves surgies dans certaines entreprises de mon secteur et dans d'autres secteurs sont la conséquence du fait que la classe ouvrière étouffe. Tout travailleur, quand il sent son estomac lui faire mal, veut se libérer de cette douleur. Et c'est là que surviennent les grèves* »<sup>19</sup>. Mais ailleurs, il insiste également sur l'expérience accumulée les années précédentes : « *Je ne pourrais pas parler de cette grève sans revenir sur l'année 74, lorsque, déjà, pour des raisons de salaire, la classe travailleuse cessait le travail, comme chez Ford, chez Mercedes et chez Volkswagen* »<sup>20</sup>.

Lula déclare, le 10 juin, que la grève de l'ABC « *n'a fait que commencer. Ce n'est pas fini. Certaines entreprises ont repris le travail, d'autres s'arrêtent. La grève ne va s'arrêter que quand un rattrapage général sera concédé à tous les travailleurs* »<sup>21</sup>. Le syndicaliste critique en outre l'hostilité des médias, qui selon lui limite les grèves et leur impact<sup>22</sup>.

## **b) Des grèves chez les métallos de l'ABC, mais pas seulement**

L'année 1978 voit donc éclater des grèves massives, dans diverses catégories professionnelles et dans plusieurs Etats. Les luttes des métallurgistes de l'ABC sont sans doute les plus connues. Cette région et ce secteur ont effectivement joué un rôle très important, servant de détonateur ; et les métallos de São Bernardo se sont de fait retrouvés à plusieurs moments comme étant le centre de gravité de l'affrontement avec la dictature à partir de 1978. Mais il est faux et injuste de réduire la grande vague de mobilisation des salariés de l'époque aux seuls métallos de l'ABC.

Le secteur bancaire se mobilise également beaucoup à cette période. Luiz Azevedo, à cette époque syndicaliste de ce secteur dans l'Etat de São Paulo, le souligne : « *le cycle de*

---

<sup>18</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 42-43).

<sup>19</sup> Idem, p. 57.

<sup>20</sup> Idem, p. 116.

<sup>21</sup> Idem, p. 96.

<sup>22</sup> Quelques jours auparavant, dans une interview à la *Folha de São Paulo*, il déclare que cette lutte qui n'a « *que commencé* » aurait pu être plus importante si les médias n'étaient pas hostiles : « Question : *A votre avis, le mouvement a été complètement victorieux ? – Réponse* : *Non, ce serait une utopie de ma part de dire que cela a été une victoire complète, ne serait-ce que parce que ça n'a pas été une grève de toute la catégorie. – Question* : *Cela aurait pu l'être ? – Réponse* : *Cela aurait pu. Ce qui a gêné, c'est l'isolement par la radio et la télévision. Le travailleur écoute beaucoup la radio, il regarde beaucoup plus la télévision qu'il ne lit les journaux. Je dirais que cela a été une victoire raisonnable pour les travailleurs, qui ont décidé de s'arrêter pour gagner quelque chose. En termes d'ouverture de la politique syndicale, cela a été une grande victoire. Cela a signifié s'asseoir à la table de négociation avec les patrons, et eux, après une longue période, ont signé un accord, brisant ainsi une barrière de la politique salariale du gouvernement* ». Cité dans LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 87-88).

*grèves commence à la Saab-Scania en 1978 dans l'ABC pauliste, et ce cycle de grèves passe aussi par une grève du secteur bancaire en 78, puis une grève en 79 – donc il y a eu deux grèves à la fin des années 70 dans les banques – et le mouvement de grève s'étend à tout le pays à partir de 1979 »<sup>23</sup>.*

En 1978, selon l'universitaire R. Meneguello, 75,9% des grèves concernaient des travailleurs industriels, le reste se partageant entre la construction civile (5,8%), les travailleurs non qualifiés des services (9,4%), ce qu'on appelait alors les salariés de la classe moyenne – et qui comprenait des médecins, les enseignants, les employés de banque – (5,8%) et les non-salariés (2,9%)<sup>24</sup>. V. Giannotti, de son côté, donne le chiffre d'environ un million de grévistes sur toute l'année 1978, avec une majorité des grèves dans la métallurgie, et considère São Bernardo do Campo et la ville de São Paulo comme les points forts du mouvement<sup>25</sup>.

De mai à juin 1978, la vague de grèves s'étend bien au-delà du seul ABC, à la capitale et à tout l'Etat de São Paulo. Ces grèves, dirigées par des groupes de militants clandestins, en surprennent beaucoup. De plus, dans toute cette période, les confrontations à la campagne, notamment pour la récupération de terres accaparées par les latifundistes, s'accroissent entre les paysans et les propriétaires fonciers – ce qui donnera finalement naissance au MST en 1984. Le Nordeste est touché : « *en septembre 1978, dans la ville de Cabo de Santo Agostinho (PE), intervient la première grève de coupeurs de canne à sucre depuis le coup d'Etat de 1964. Cette grève a été victorieuse et a montré l'insatisfaction des travailleurs de la campagne par rapport à leurs conditions de vie* »<sup>26</sup>, et leurs salaires misérables. La production sucrière est en pleine expansion dans les années 1970, mais les salariés concernés, sont souvent employés de façon temporaire, et subissent les conditions de vie et de travail très pénibles propres à ceux que l'on appelle les *boias-frias*<sup>27</sup>.

En octobre de cette même année, à partir du 10, ce sont environ 250 000 travailleurs de la métallurgie de la ville de São Paulo qui se lancent dans une grève générale, la première du pays depuis le coup d'Etat pour toute une catégorie professionnelle. Mais cette grève sera défaite par la collusion du patronat, du gouvernement et de la direction *pelega* du syndicat. V. Giannotti raconte que cette dernière, « *d'un commun accord avec les patrons de la Fiesp et avec les militaires, a trahi le mouvement des travailleurs. Même les conquêtes obtenues en mai, juin et juillet, lors des grèves usine par usine, sont annulées. Les comités d'usine ont tous été détruits* »<sup>28</sup>.

### **c) Les grèves démarrent dans la métallurgie de l'ABC**

Un mouvement de grève se développe donc à compter du 12 mai 1978, touchant d'abord l'usine de camions de la Scania Vabis à São Bernardo. C'est une grève « les bras croisés », où plus de 3 000 travailleurs, après avoir pointé, refusent de mettre les machines en route. Elle dure 4 jours, jusqu'au lundi 15 mai, la reprise se faisant le 16 avec une promesse d'augmentation de 20%, qui était la revendication du personnel. Dans la même semaine, toujours à São Bernardo, les métallos de Ford croisent les bras à leur tour, et des

<sup>23</sup> Notre interview de Luiz Azevedo, réalisée à Brasília (DF) le 10 août 2010.

<sup>24</sup> Chiffres fournis par R. MENEGUELLO (op. cit. 1989 tableau p. 47).

<sup>25</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 228).

<sup>26</sup> FT-QI (op. cit. p. 61).

<sup>27</sup> Voir glossaire des principaux termes brésiliens utilisés.

<sup>28</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 228).

arrêts de travail ponctuels ou partiels ont lieu chez Mercedes et Volkswagen. A partir de São Bernardo, d'autres grèves démarrent dans l'ABC, à Santo André, à São Caetano, et vont toucher presque toutes les usines de la région<sup>29</sup> et s'étendre au-delà. V. Giannotti précise que « *la première grève en dehors de São Bernardo, le 26 mai, éclate dans l'usine de composants électroniques Toshiba, à São Paulo. La revendication était presque la même dans les deux villes. A São Paulo, on exigeait, en plus du rattrapage salarial, la légalisation des Commissions d'usine, car on ne pouvait pas compter sur la direction syndicale alliée aux patrons* »<sup>30</sup>.

P. Skromov insiste sur le caractère largement spontané de ces grèves : « *Cette avalanche de grèves d'usines, qui a commencé dans l'ABC, à São Bernardo, et s'est étendue en direction de São Paulo, arrêtant tout, n'était pas organisée par le syndicat, il n'y avait pas d'assemblées pour décréter les grèves, il n'y avait pas tout cela. C'était une conspiration qu'on appelait 'radio-peão'<sup>31</sup>, comment dire ? La personne qui communique dans le bus, qui a entendu parler, qui a lu la nouvelle de la première grève dans le journal... Un climat explosif en ce sens. Il est difficile à expliquer parce que c'était un mouvement spontané, pas coordonné* »<sup>32</sup>. Partout, c'est la base qui décide de partir en grève, même si cette combativité révèle souvent un travail militant de fond. P. Skromov précise : à partir du 12 mai, « *tous les jours il y avait 10, 20, 30, 40 usines nouvelles en grève. C'était des grèves rapides, les patrons ont été aussi surpris que nous. Il est clair qu'on avait le sentiment que quelque chose pouvait arriver* »<sup>33</sup> mais sans trop savoir comment ni quand exactement. Et il évoque l'euphorie qui animait les militants syndicaux, notamment lorsqu'ils distribuaient des bulletins à l'entrée des usines, et qu'ils constataient une telle combativité du monde ouvrier<sup>34</sup>.

Le mouvement de 1978 est essentiellement un mouvement de grèves salariales. C'est la question du pouvoir d'achat qui est mise en avant. Les salaires ont décroché par rapport aux prix pendant des années. Les travailleurs de l'ABC refusent le rattrapage du salaire nominal de 39% qu'on veut leur imposer. C'est à São Bernardo que le mouvement démarre, alors que les ouvriers de la métallurgie à cet endroit disposent d'un pouvoir d'achat plus élevé qu'ailleurs. Pourquoi cela ? Lula répond à cette question souvent posée : auparavant « *notre niveau de vie était très bon : le travailleur avait du jus d'orange, du lait, il gagnait un bon salaire. Et avec la faillite du modèle économique en vigueur, ils ont retiré aux travailleurs ce qu'ils avaient déjà conquis, ce à quoi ils étaient déjà habitués [...]* Le mouvement surgit à São Bernardo parce qu'il y avait une qualité de vie qui se perdait et parce que là, les travailleurs avaient un syndicat très actif, tous les jours à la porte de l'usine »<sup>35</sup>. On constate qu'ici comme en d'autres lieux et d'autres temps, ce sont des salariés mieux « lotis » que la moyenne qui sont à l'origine de grands mouvements sociaux – on pense notamment à ceux de l'aéronautique en France en 1936...

#### **d) Le syndicat de la métallurgie de São Bernardo et Diadema et les grèves de 1978**

---

<sup>29</sup> V. GIANNOTTI cite les chiffres, pour la seule première semaine de ces grèves, de soixante mille métallurgistes de 24 entreprises dans le mouvement (op. cit. 2007 p. 227).

<sup>30</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 227).

<sup>31</sup> Traduction littérale : 'radio piéton'. Un équivalent français de cette expression serait sans doute « le bouche à oreille ».

<sup>32</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 44).

<sup>33</sup> Notre interview de Paulo Skromov, réalisée à Avaré les 7 et 21 août 2012.

<sup>34</sup> Idem.

<sup>35</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 44).

Quant à la conduite de la grève, le syndicat ne la prend pas directement en main, mais il agit en tant que médiateur. Lula défend l'idée qu'il n'était pas possible pour son syndicat d'assumer en son nom propre un appel à une grève générale de la catégorie au lieu des grèves spontanées, tournantes, entreprise par entreprise. Pourquoi cela ? Est-ce parce que le syndicat pensait ne pas encore disposer d'assez d'influence sur la catégorie ? C'est peu probable. Craignait-il tout simplement une intervention du gouvernement ? C'est ce que pense l'historien pédiste J. Gorender : « *Dans cette grève, le Syndicat des Métallurgistes de São Bernardo n'est pas apparu comme direction, cela aurait été dangereux à ce moment-là, il aurait pu subir une intervention et la direction aurait pu être destituée. La position du syndicat a été de se proposer comme médiateur entre les grévistes et le patronat. La médiation a été faite, et a apporté un grand prestige au syndicat, car elle a été une médiation avec des résultats très positifs pour les travailleurs* »<sup>36</sup>.

Quant au soutien obtenu par les grévistes, Lula déclarait début juin 1978 : « *Des syndicats de base, nous avons reçu pas mal de soutien. Mais des fédérations et des confédérations il n'y en a eu aucun. Tout au plus, ils ont dit que la grève était illégale* »<sup>37</sup>. Plus tard, son appréciation s'est globalisée et politisée – certes pas à propos de l'appareil syndical, mais sur la solidarité à la base : « *Ce fut la première grève générale depuis 1968. Cette grève a évolué, peut-être, vers un des mouvements qui ont reçu le plus de solidarité. Dit autrement, et toutes proportions gardées, je pense que notre grève en 78 a représenté pour la société brésilienne ce que la grève de Gdansk a représenté pour les Polonais. C'était la première fois que la classe ouvrière se manifestait avec une si grande force* »<sup>38</sup>. Pour ce qui est de la solidarité, Lélia Abramo, présidente du Syndicat des artistes et techniciens du spectacle de l'Etat de São Paulo raconte : « *j'ai installé une assemblée permanente dans un théâtre de la capitale et nous avons recueilli de l'argent, des aliments et des vêtements au profit des travailleurs de l'ABC* »<sup>39</sup>. Et pour Djalma Bom, la solidarité de l'Eglise catholique progressiste a été fondamentale, en 1978 et ensuite. Celle-ci, selon lui, « *a apporté une très grande contribution au mouvement gréviste de São Bernardo do Campo. Pour que nous ayons pu obtenir ce que nous avons obtenu en termes de lutte revendicative, je pense que 60% reviennent à la participation de l'Eglise Catholique, de la Pastorale Ouvrière* »<sup>40</sup>.

Finalement, Lula a tiré la leçon suivante du mouvement de l'ABC en 1978 : « *Je crois que le plus important n'est pas le pourcentage d'augmentation obtenu. Je pense que le plus important, c'est que les travailleurs ont découvert qu'il est possible de se mesurer à la classe patronale* »<sup>41</sup>. Tous les acteurs de ce mouvement gréviste de 1978 – ainsi que les chercheurs travaillant sur cette période – concordent sur le fait qu'il s'agit d'une vague de grèves pionnière, aux vertus éminemment pédagogiques. Après 14 années de silence forcé, un secteur clé du monde ouvrier a relevé la tête et s'est mis à parler haut et fort. Une prise de conscience parmi les travailleurs en a été la conséquence, et elle a marqué toute la période suivante et l'histoire du Brésil. L'idée s'est répandue qu'en luttant de façon solidaire, les travailleurs pouvaient conquérir de nouveaux droits, améliorer leur condition, et faire reculer tant les patrons qu'un régime politique brutal, et de plus en plus rejeté par l'ensemble de la population.

---

<sup>36</sup> Idem, p. 43.

<sup>37</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 88).

<sup>38</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 43).

<sup>39</sup> Idem, p. 44.

<sup>40</sup> Idem, p. 44-45.

<sup>41</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 112). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

### e) Le choix des formes de grève selon Lula

Autre aspect important des grèves de l'ABC : les formes de grève adoptées, et les préconisations de Lula et de son équipe. Lui, et les syndicalistes de São Bernardo sont adeptes de la grève « les bras croisés » et ne cachent pas leur hostilité aux piquets de grève. Lula déclare en juillet 78 : « *Le travailleur s'est rendu compte qu'il n'y a pas besoin d'organiser des piquets de grève ou un carnaval pour faire grève. Il s'agit purement et simplement d'éteindre les machines quand il prend son service* »<sup>42</sup>. Il y revient un peu plus loin dans la même interview : « *Il y avait un concept erroné sur la grève. De façon inégale, de nombreuses grèves politiques ont été pratiquées au Brésil, et nous disposons de faits historiques montrant que certaines entreprises dans les années 72 et 73 avaient l'intention d'avoir les travailleurs en grève, elles sont même arrivées à organiser des grèves déterminées. Et donc, la conception du travailleur était que pour faire grève, il fallait des piquets, il fallait casser l'usine, il fallait que la police s'en mêle, qu'il y ait des morts et une intervention du gouvernement dans le syndicat* »<sup>43</sup>. On peut ici peut-être risquer une caractérisation du type de syndicalisme incarné par Lula, du moins à cette époque : un syndicalisme combatif, dans la mesure où la grève est revendiquée ; mais marqué par la prudence, dans la mesure où le dirigeant syndical craint des actions trop dures, synonymes pour lui, de la répression qu'elles pourraient déclencher.

### f) Lula et la crainte de la répression des grèves

A propos de la répression des grèves et de la police, Lula exprime l'idée que si la classe travailleuse montre de la maturité et évite les voies de la provocation, si elle reste dans le cadre d'une grève passive, « les bras croisés », sans piquet et sans occupation, la répression et les violences policières n'ont aucune raison d'être. Le 10 juin 1978, il donne une interview au journal *Manchete* dans laquelle on peut lire l'échange suivant : « *Question : une entreprise a appelé le Ministère du Travail et le DOPS pour réprimer une grève. Vous pensez que dans l'avenir, la question sociale cessera d'être une affaire dont la police se mêle ? – Réponse : En premier lieu, à partir du moment où il n'y a pas de désordres, où la classe démontre une telle conscience – le travailleur, pacifiquement, ne fait qu'éteindre une machine et s'arrête de travailler – je ne vois pas pourquoi il y a intervention policière. Je pense qu'il y a eu une attitude pleine de maturité et une attitude politique, y compris des organes de sécurité, ils ont cessé d'intervenir. La police pourrait venir si les travailleurs se livraient à des déprédations de machines, en endommageant les biens* »<sup>44</sup>. Au cours du même entretien, il tire son chapeau à la classe ouvrière de sa catégorie pour son sens des responsabilités, et évoque aussi la conversation qu'il a eue avec le général en charge de la II<sup>e</sup> Armée : « *J'ai cherché à contacter le général Dilermando, commandant de la II<sup>e</sup> Armée, précisément pour lui parler de mes préoccupations, par rapport à ses prédécesseurs. Avant, la grève signifiait des coups de matraque. Mais j'ai senti, dans la personne du général, beaucoup de compréhension pour les problèmes des travailleurs.* ». Il reviendra, en juillet 1979, sur sa volonté de rassurer les autorités militaires pendant les grèves de l'année précédente : « *il y avait beaucoup de rumeurs sur ce qui allait se passer, des pressions, les patrons mentant à la presse, dénonçant des choses qui n'arrivaient pas. Comme je savais qu'ils avaient pris contact avec le général Dilermando pour dire que les travailleurs faisaient*

---

<sup>42</sup> Idem, p. 118.

<sup>43</sup> Idem, p. 120.

<sup>44</sup> Idem, p. 94.

de la subversion, j'ai jugé bon d'aller lui exposer notre version »<sup>45</sup>. Lula appréciera ainsi la réaction de cet officier : « J'ai trouvé très correcte la position du général Dilermando à cette époque. Il a dit que, tant qu'il serait commandant de la II<sup>e</sup> Armée, et tant que ça dépendrait de lui, les travailleurs ne prendraient pas de coups ».

### **g) Un mouvement purement spontané ?**

Malgré tout, il faut relativiser le caractère spontané de ces grèves de 1978. En effet, même lorsque celles-ci démarrent en-dehors du cadre général de syndicats organisés, on trouve souvent à leur origine la conjonction d'un long travail militant clandestin, d'une grande colère ouvrière accumulée et parfois des organismes de base, les comités d'usine, qui échappent au cadre syndical officiel ou « authentique ». On comprend par ailleurs que ce n'est pas non plus un hasard si les grèves éclatent d'abord à São Bernardo : il existe un syndicalisme particulier, proche des salariés, combatif et qui a réussi à s'implanter fortement pendant les dernières années dans les grandes usines de la métallurgie. La spontanéité des grèves intervient donc dans un environnement marqué par une forte présence militante et où un gros travail d'organisation syndical a été préalablement réalisé.

Mais les syndicats de ces « boîtes », explique P. Skromov, « n'avaient aucune coordination, pas de lien entre eux ». C'était des grèves usine par usine<sup>46</sup>. Il raconte : « Quand nous nous sommes réunis à Rio en juillet, personne n'avait fait grève par catégorie professionnelle, c'est à ce moment-là que se déroulait la première grève par catégorie, celle des céramistes d'Itu (SP) [...] Il y avait environ 15 000 céramistes, et ça a été la première catégorie à arrêter le travail »<sup>47</sup>.

P. Skromov explique aussi qu'au-delà de la colère accumulée parmi ces ouvriers, qui arrêtent le travail sans mot d'ordre syndical central, la qualité de leur syndicat joue un grand rôle : « Il y avait des dirigeants syndicaux qui voyaient ce mouvement comme une bonne chose, quelque chose qui était attendu, désiré, et il y avait aussi ceux qui étaient contrariés de voir ça, du genre : 'M... Qu'est-ce qu'on va faire maintenant qu'ils ont arrêté le travail. Finie la tranquillité !' ». Il cite encore l'exemple de deux usines de São Bernardo situées l'une en face de l'autre, et où les choses ne se sont pas passées de la même manière. « A la Scania, travaillait Gilson Menezes, qui a été maire PT [...] de Diadema, le premier maire du parti [...] C'était lui le directeur du syndicat, mais il n'avait pas de décharge, il était à l'intérieur de l'entreprise. [...] Et là, on a commencé à voir apparaître une différence, entre l'arrêt de travail de Scania et celui de Wilton. C'est que chez Wilton, le syndicat, dirigé par un pelego – le syndicat avait son siège à São Paulo – l'entreprise a appelé le syndicat. Mais qu'est-ce qui se passe, alors ? Dans le cas du syndicat de São Bernardo, ce dernier était là, ils ont fait une assemblée, ils ont fait des choix, et le jour suivant il y a eu un accord. Et les patrons étaient effrayés par ce phénomène, et d'ailleurs, ils se rendaient compte que ce n'était pas l'œuvre du syndicat. Mais l'attitude du syndicat face à la grève était bien différente. De l'autre côté de la rue, chez Wilton, même milieu ouvrier, même arrêt de travail, dès le début, mais le pelego se rend sur place et dit 'Je veux que vous retourniez au travail parce que l'entreprise n'aime pas négocier sous la pression. Et ils ont repris le travail, quelques heures seulement après avoir commencé la grève ». On perçoit ici en creux le rôle

---

<sup>45</sup> Idem, p. 214.

<sup>46</sup> Traduction du portugais 'greves fabris'.

<sup>47</sup> Notre interview de Paulo Skromov Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

subjectif essentiel que peuvent jouer des syndicalistes combattifs dans une entreprise où les salariés démontrent une volonté d'« en découdre ».

#### **h) Une vision critique de la gestion des grèves par Lula et les « authentiques »**

Nous venons de voir ce que pensait Lula de l'action à mener par son syndicat et des formes de grèves à adopter. Mais tout le monde n'est pas d'accord sur ces appréciations. Certaines voix, minoritaires, critiquent sévèrement Lula et les « authentiques », estimant que le rôle du syndicat, son orientation générale, et les formes d'organisation choisies ont dévoyé les potentialités de ces grèves dans le contexte politique du moment. C'est le cas du fascicule de la FT : *« Les 'authentiques' de l'ABC, très tôt, et tout au long du processus, défendaient une politique syndicaliste et corporative, en renforçant parmi les ouvriers des grandes usines de l'ABC le sentiment de 'supériorité', empêchant par tous les moyens qu'ils ne prennent conscience des tendances objectives de l'affrontement au régime. Il ne pouvait en aller autrement, s'agissant de dirigeants qui étaient dans les syndicats en accord avec la dictature militaire, avec laquelle ils collaboraient. Pour cela, la direction 'authentique' s'opposait au surgissement des comités d'usines comme organes de lutte du mouvement ouvrier »*<sup>48</sup>.

Il vaut la peine de revenir sur ces critiques, point par point.

Une politique syndicaliste ? On comprend ici « limitée à une action de type syndical », « pragmatique » – on pourrait aussi dire « économiste » (au sens que donnait notamment Lénine à ce mot) – c'est-à-dire ne se préoccupant pas de maximiser l'impact à proprement parler politique de la lutte sociale. C'est évident : les syndicalistes « authentiques » de l'ABC, et Lula en particulier, n'inscrivent pas encore leur action dans un projet politique bien défini en 1978. Même si pour Lula et d'autres syndicalistes, l'idée d'un parti des travailleurs germe au long de cette année-là. Mais Lula s'en défend et veut rester dans le seul domaine des relations professionnelles. Nous y reviendrons.

Une orientation corporative ? C'est sans doute une conséquence de la structuration syndicale, qui regroupe les travailleurs par branche d'activité et sur une base géographique : ici les métallos de São Bernardo et Diadema. La grève fait tache d'huile par ouïe dire, comme on l'a vu. Mais effectivement, il n'apparaît pas, chez les « authentiques » au premier rang desquels Lula, de volonté d'étendre systématiquement les grèves à d'autres secteurs. En tout cas, pas en 1978. D'ailleurs, les choses vont même plus loin, puisque le choix assumé alors par Lula est de ne pas déclarer la grève dans la métallurgie en tant que dirigeant syndical, mais d'accompagner le mouvement en tant que médiateur. On comprend donc, *a fortiori*, que chercher à étendre le mouvement à d'autres secteurs ne faisait pas partie des préoccupations de Lula et de la direction syndicale à laquelle il appartenait.

Le fascicule de la FT parle ensuite des tendances objectives à l'affrontement au régime. Il faut sans doute comprendre ici le fait que l'explosion de la colère et les grèves de 1978 interviennent dans un contexte de crise de la dictature et d'affaiblissement politique déjà marqué de celle-ci. En effet, d'une part, une fraction de la bourgeoisie prend ses distances vis-à-vis du régime ; de l'autre, on assiste au réveil du mouvement démocratique, étudiant, populaire sur plusieurs terrains. Il est juste de replacer les grèves dans ce contexte.

---

<sup>48</sup> FT-QI (op.cit. p. 63).

Il nous semble par contre excessif de parler de collaboration avec la dictature militaire, car les « syndicalistes authentiques » ont fait le choix de développer leur action dans le cadre des syndicats officiels. Tant que le gouvernement les supporte et ne voit pas de raison de s'alarmer face aux mobilisations, ces dirigeants syndicaux restent en place. Mais le gouvernement peut intervenir à tout moment, arrêter ces dirigeants et mettre à leur place des individus aux ordres. Cette perception contribue sans doute à ce que Lula et la direction du syndicat de São Bernardo en 1978 fassent le choix tactique d'être médiateur et non pas un protagoniste de type activiste. On verra qu'il en ira autrement en 1979 et 1980

### **i) Syndicalisme et auto-organisation**

A l'inverse, sur la question des comités d'usine, la remarque est juste : la direction du syndicat n'envisage pas du tout que le contrôle de la lutte des métallurgistes puisse lui échapper. Et on rejoint ici le point précédent : il n'est pas question de préparer les travailleurs à s'auto-organiser dans des comités d'usine ou de grève, notamment pour tenir le mouvement en cas d'intervention de la dictature dans le syndicat. Quand Lula déclare peu après, en janvier 1979 : « *la grève est de la responsabilité du syndicat* »<sup>49</sup>, c'est aussi cela qui est en jeu. Comme on pourra le constater plus encore par la suite, il ignore ou rejette cette forme d'organisation des travailleurs. Lula tente d'éviter l'intervention – c'est-à-dire la destitution et l'emprisonnement de lui-même et de la direction du syndicat, et par conséquent la paralysie de l'outil syndical – et non pas d'y parer en prônant l'auto-organisation.

Qu'est-ce que l'auto-organisation d'une grève ? C'est un mode d'organisation à travers lequel c'est l'ensemble des grévistes qui est collectivement responsable de la conduite de la grève. C'est, en pratique, un mode d'organisation qui se veut à l'opposé de la délégation de pouvoir<sup>50</sup>. Les grévistes réunis en assemblée décident d'élire un comité de grève qui est responsable devant l'assemblée, qui lui rend des comptes, et dont les membres sont révocables par cette même assemblée. Vu l'ampleur des tâches qui attendent toujours les travailleurs dans de telles grèves, des commissions sont mises en place pour faire progresser et gérer le mouvement : par exemple, une commission chargée des relations avec la presse ; une autre, chargée de populariser le mouvement dans la population des alentours ; une autre qui doit prendre des contacts pour l'extension du mouvement à d'autres entreprises, voire à d'autres secteurs, etc. C'est une forme de lutte a priori démocratique dans la mesure où ce sont les travailleurs qui ont le pouvoir, collectivement, de décider de la conduite de la grève, y compris en changeant tout ou partie du comité de grève qui anime la lutte au quotidien). C'est une forme d'organisation qui favorise la participation des travailleurs dans la mesure où il n'existe pas de structure intermédiaire, faisant écran et pouvant se substituer à la volonté collective des travailleurs comme peut le faire une direction syndicale. Dans une lutte ainsi auto-organisée, les syndicats ne disparaissent pas. Ils peuvent même

---

<sup>49</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 143).

<sup>50</sup> Les grèves auto-organisées ne sont pas que le fruit des rêves et des cogitations des militants révolutionnaires. Cela a bel et bien été mis en pratique bien avant 1978, même si ces formes de grèves sont restées minoritaires, à différents moments et en des lieux très divers. Les formes de participation et d'organisation démocratiques des travailleurs dans les grèves étaient courantes dans les premiers temps du syndicalisme brésilien sous l'influence des anarchistes. Plus près de l'époque de Lula, les *cordones* (« cordons industriels ») du Chili d'Allende mériteraient sans doute une plus grande attention. En Europe, les années 1960 et surtout 1970 voient l'émergence de ce type d'organisation gréviste. On le voit dans certaines entreprises lors du Mai 1968 français; on le constate dans le « Mai rampant » italien en 1969. Dans la décennie 1970, les grèves auto-organisées vont se multiplier, la grève des Lip en France étant sans doute l'une de celles qui est allée le plus loin sur ces bases. Et surtout, si l'on revient au Brésil, dans la métallurgie de la ville de São Paulo, à quelques dizaines de kilomètres de São Bernardo do Campo où Lula dirigeait son syndicat, l'OSM privilégiait l'auto-organisation des grèves et du combat ouvrier de manière générale.



garder une importante influence sur le cours des événements, car ils restent une force d'analyse, de débat, de propositions. Mais ils ne se substituent pas aux travailleurs dans la prise des décisions.

Or, ici, on voit clairement que Lula n'essaie absolument pas de faire évoluer la lutte vers une telle organisation. Il ne l'envisage même pas. On comprend que pour lui et la direction du syndicat des métallos de São Bernardo, c'est le syndicat – en accord avec les grévistes – qui, de manière générale, doit mener le combat ; et dans ce cas précis servir de médiateur. La différence entre une telle direction syndicale et une direction formée de '*pelegos*' est toutefois bien réelle : ces derniers se moqueraient éperdument de décider quelque chose qui n'est pas conforme aux vœux et aux aspirations des travailleurs, tandis que le syndicat de São Bernardo cherche à convaincre et à mobiliser<sup>51</sup>.

La critique centrale qui est faite par le fascicule de la FT à Lula tourne autour de l'idée que la direction « authentique » du mouvement, en luttant contre l'auto-organisation ouvrière, et en refusant l'affrontement généralisé qu'aurait porté le mot d'ordre « à bas la dictature », a considérablement limité les potentialités de la période prérévolutionnaire que représentait cette année 1978 ; et que cette direction a largement contribué à insérer la classe ouvrière dans le processus de la transition négociée avec la dictature. Plus précisément, la critique réside dans l'appréciation qu'en refusant la voie révolutionnaire d'une grève générale dans un cadre auto-organisé, l'élection de délégués ouvriers et la création d'un front unique associant les organisations démocratiques, de quartier, contre la vie chère ; en voulant avoir l'air « responsables » face à la dictature, les syndicalistes « authentiques » ont bouché la voie qui aurait permis aux travailleurs de s'émanciper de façon radicale, d'abord de la dictature, tout en accumulant un élan considérable pour, ensuite peut-être, abattre le capitalisme lui-même.

Bien sûr, il s'agit là d'un point de vue, et il vaudrait peut-être la peine de se demander quelles étaient les chances qu'une telle stratégie aboutisse au renversement révolutionnaire de la dictature ? Il n'est point aisé de répondre à cette question. Une chose est certaine, toutefois : bien peu nombreuses étaient les forces qui prônaient une telle orientation dans le Brésil de cette époque.

C'est sans doute du côté des oppositions syndicales, et particulièrement de l'OSM dans la capitale pauliste que l'on trouve les forces organisées les plus significatives parmi celles et ceux qui veulent le renversement de la dictature par la lutte de classe. Pour situer ce projet sur le plan idéologique, M. R. Batistoni en dit la chose suivante : l'OSM « *a établi une connexion entre une pensée et des stratégies définies dans le camp de la gauche révolutionnaire d'orientation marxiste, et l'action humaniste et innovatrice des catholiques, alliée à des idées d'essence libertaire* »<sup>52</sup>. Et elle ajoute un peu plus loin : « *L'OSM a été l'héritière de ce qu'on appelait la gauche communiste révolutionnaire, avec laquelle elle a établi une relation de continuité et de rupture, en étant également tributaire de la crise aiguë des générations et des défaites antérieures* ».

Au niveau de l'auto-organisation des grèves, en tout cas, la volonté de l'OSM de procéder sur ces bases est affirmée dans ses résolutions internes et confirmée dans la pratique des luttes de ces deux années, à travers les comités d'usine et les coordinations

---

<sup>51</sup> Nous reviendrons plus loin sur cette question, en particulier à propos de la grève de 1979.

<sup>52</sup> M.R. BATISTONI (op. cit. p. 34). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

inter-usines. Le 26 mai 1978, la grève « les bras croisés »<sup>53</sup> éclate dans la capitale et s'appuie sur les comités d'usine, se propageant comme une trainée de poudre jusqu'au mois d'août 1978<sup>54</sup>, en même temps que se tiennent des élections syndicales où les fraudes sont multiples et permettent le maintien des *pelegos* à la tête du syndicat. Cette phase voit la paralysie de bon nombre de grandes entreprises notamment Toshiba, Barbará, Massey-Ferguson et Caterpillar. Cette volonté de donner le pouvoir à la base, de la part des militants de l'OSM, est déclarée et tente de se mettre en pratique concrètement, même si la stratégie de l'opposition par rapport au syndicat *pelego* de la métallurgie de São Paulo est assez fluctuante et révèle des divisions internes, et si la mise en place d'une direction alternative réellement efficace dans les grèves a rencontré divers obstacles, à commencer par la répression policière. Une grève générale se déroule quelques mois plus tard, à l'occasion de la campagne salariale, en novembre 1978, mais la direction du syndicat, après avoir fait mine de jouer le jeu de la grève, y met fin par des manœuvres bureaucratiques, sans jamais avoir défendu les revendications émanant d'assemblées générales représentatives.

La question des comités d'usine est d'ailleurs, historiquement, un marqueur fondamental des divergences entre les syndicalistes « authentiques » et les Oppositions syndicales, dont l'OSM était le plus beau fleuron. Alors que l'OSM leur attribuait un rôle central, les « authentiques », écrit M. R. Batistoni, considéraient ces comités « *comme des organisations 'parallèles', qui conduiraient à faire double emploi avec le rôle des syndicats dans les efforts de la classe ouvrière. Au lieu des comités, ils défendaient la reconnaissance du rôle des délégués syndicaux – ouvriers syndiqués, avec un emploi stable – représentant l'ensemble des travailleurs d'une entreprise au sein du syndicat. Toute initiative de mobilisation et d'organisation dans les usines devait converger vers les syndicats, en les renforçant. Les syndicalistes « authentiques » ne reconnaissaient les comités d'usine que comme outils dans la lutte contre les directions pelegas* »<sup>55</sup>.

## **5°) Nouvelles évolutions du paysage syndical**

La conjonction des grandes vagues de grèves et de l'influence croissante et organisée des syndicalistes « authentiques », ainsi que la participation des oppositions syndicales à ce mouvement, vont conduire, dans le cadre de l'émergence du projet pétiste, à une nouvelle évolution du paysage syndical. Dès avant la naissance du PT, on assiste en effet, après une tentative d'unité syndicale, à la formation de deux blocs syndicaux opposés : un bloc regroupant la majorité conservatrice des *pelegos* et la gauche « traditionnelle » (PCB, PCdoB, MR8) d'une part ; et un bloc regroupant les « authentiques » et les Oppositions syndicales d'autre part.

### **a) Vers l'unification du mouvement syndical ?**

Un premier mouvement, dans le cadre des grèves de 1978, pousse le syndicalisme dans le sens de l'unification de ses forces. Ainsi le 10<sup>e</sup> Congrès national des syndicats de la

---

<sup>53</sup> C'est ainsi que l'on parle au Brésil de grèves où les travailleurs arrêtent leurs machines et, souvent, croisent les bras pour afficher leur détermination. Tous les combats de l'année 1978 dans la capitale pauliste sont montrés et expliqués de façon saisissante dans le film intitulé '*Braços cruzados, máquinas paradas*' (bras croisés, machines arrêtées) qui nous a été projeté au Brésil.

<sup>54</sup> M.R. BATISTONI cite, pour la période de mai à août 1978, les chiffres de 117 231 métallurgistes en grève à São Paulo, dans 132 entreprises (op. cit. p. 45).

<sup>55</sup> M.R. BATISTONI (op.cit. p. 62).

métallurgie, qui se tient en juin 1978 à Poços de Caldas (MG), décide dans l'une de ses résolutions que « *les entités syndicales devront être coordonnées par une centrale unique des travailleurs* »<sup>56</sup>.

C'est aussi dans ce contexte de grèves que se tient du 24 au 29 juillet 1978, dans le quartier de São Cristóvão à Rio de Janeiro le 5<sup>e</sup> Congrès de la CNTI<sup>57</sup>, sous la houlette de celui qui se targue d'être le « premier *pelego* du pays », Ary Campista. P. Skromov livre quelques anecdotes assez croquignoles et révélatrices de l'ambiance de ce congrès et de la personnalité de ce leader du syndicalisme officiel : « *Nous avons vu arriver une limousine dans laquelle il se trouvait avec Geisel [...] Le congrès a été ouvert par le président de la République [...] Et là, au Congrès de la CNTI, la presse est venue nous voir, elle voulait découvrir qui étaient les auteurs de ces fameuses grèves, et elle a commencé à nous donner l'appellation de dirigeants syndicaux authentiques, une appellation que nous avons portée pendant un certain temps* »<sup>58</sup>. Un congrès ouvert donc par un général dictateur et dans lequel le chef Ary Campista commence par poser la question « *Qui est avec moi ? Et qui est contre moi ?* ». Puis, en fonction de la réponse, il répartit les délégués en deux camps visiblement distincts dans la salle. Le même P. Skromov raconte que tous les délégués au congrès étaient hébergés dans des casernes de la marine, de l'armée de l'air...<sup>59</sup> Il nous fournit également des chiffres sur les rapports de forces au sein de cette réunion : sur les quelque 1 500 délégués, et en fonction de la réponse à la question discriminante d'Ary Campista, la « gauche » ne représentait que quelque 30%, tout le reste étant composé de *pelegos*. Et encore ! Dans cette « gauche » que la presse appelle « authentique » (et dans laquelle on retrouve des opposants très divers à la direction du syndicat), on compte aussi un *pelego* comme Joaquim de Santos Andrade, connu par son surnom, Joaquinzão, le chef des métallos de São Paulo, exécré par l'Opposition métallurgiste; et des syndicalistes du PCB, désireux, au nom de l'unité, de continuer à collaborer avec le secteur *pelego* du syndicalisme. P. Skromov raconte encore : « *Il [Joaquinzão] était là avec nous. Nous avons travaillé avec lui. Il y avait les gens du PCB, Perez, il y avait Arnaldo Gonçalves, des militants du MR8 comme João Carlos, des pétroliers de Caxias. Nous sommes restés plusieurs jours côte à côte au Congrès de la CNTI, contre les pelegos. Une lutte peu glorieuse pour ce qui est de faire passer des résolutions. Nous avons perdu sur tout [...] Enfin, au congrès, il n'est rien arrivé d'important. Toutes les résolutions que les pelegos ont voulu faire passer, ils les ont fait passer. Mais en marge du congrès, c'est la bagarre entre la majorité et la minorité du congrès qui est devenue la coqueluche de la presse. Dans cette situation, logiquement, Lula s'est distingué parmi nous comme l'une des personnes les plus talentueuses et disposant de beaucoup de charisme, d'affabilité et d'un fort sentiment de camaraderie. C'était lui, la grande star du congrès. Une fois le congrès terminé, nous avons convenu de nous revoir, mais tout cela était très peu organisé* »<sup>60</sup>.

Au niveau des votes du congrès, tout était déjà décidé d'avance ! Mais d'un autre côté, non seulement la presse en parle, mais les grèves ayant réchauffé le climat syndical, des réseaux militants se créent. Et ce travail en commun de la « gauche » hétéroclite du congrès de la CNTI, contre la majorité, plus proche de la dictature, va avoir un effet. C'est ainsi que, comme nous l'explique V. Giannotti, « *João Paulo Pires de Vasconcellos, président du*

---

<sup>56</sup> Cité par V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 244).

<sup>57</sup> Voir liste des sigles institutionnels.

<sup>58</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 47).

<sup>59</sup> Notre interview de Paulo Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>60</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 47-48).

*Syndicat des métallurgistes de João Monlevade (MG) lance l'idée de créer un front d'opposition à la direction immobiliste de cette entité, et le Congrès, immédiatement, échappe des mains des pelegos traditionnels. Il y a une jonction entre les dirigeants syndicaux liés au PCB, à la tête desquels se trouvent les métallurgistes de Santos (SP), qui n'avaient pas fait grève en mai et juin, et ceux qui avaient pris la tête de toutes les grèves pendant ces deux mois »<sup>61</sup>.*

Et un certain nombre de dirigeants syndicaux se rapprochent de Lula. La presse commence à citer, notamment, les noms de Jacó Bittar, du syndicat des travailleurs du pétrole de Paulínia (SP), et d'Olívio Dutra, dirigeant syndical des employés de banques à Porto Alegre (RS). Deux noms qui vont jouer un rôle essentiel dans le lancement du PT. Dans certains congrès syndicaux de branche et locaux, les vieux dirigeants *pelegos* qui collaboraient avec la dictature sont battus et une liste d'opposition s'empare du syndicat. C'est le cas dans les banques, et notamment à Belo Horizonte (MG). Des célébrités de gauche s'engagent en faveur du processus d'unification syndicale, comme le chanteur Chico Buarque, et l'architecte Oscar Niemeyer, qui contribuent au financement d'une rencontre nationale de dirigeants syndicaux à Niterói en septembre 1978, laquelle réaffirme la décision de créer une centrale unique des travailleurs. Cette décision est encore confirmée par le congrès des métallurgistes de São Bernardo en octobre suivant.

Dans cette phase, on croit que l'unification du mouvement syndical dans une centrale unique des travailleurs va pouvoir se réaliser. Et cette croyance est renforcée par le fait que le principal parti organisé dans la classe ouvrière, le PCB, ne s'oppose pas frontalement à ce mouvement. Ce parti, par ses prises de positions en interne et dans sa presse, soutient les grèves. M. A. Santana explique qu'il faut distinguer dans l'orientation du *partidão* une position sur le plan syndical, et une position sur le plan politique. Il précise : « *Sur le plan syndical, la perspective communiste était celle d'une analyse positive de la grève, devant proscrire, toutefois, le triomphalisme, en évitant de retomber dans les erreurs du passé. Au plan politique plus général [...] le parti estime que le régime montre un affaiblissement croissant, qui se révèle clairement avec l'ascension du mouvement populaire en quête de ses droits. Ainsi, ces mouvements et les luttes ouvrières ont ouvert une première brèche dans un des domaines les plus sensibles du système, à savoir sa 'politique salariale anti-ouvrière, base de la politique économique du régime'* »<sup>62</sup>. De même, cet auteur relève la position du PCB lors du 5<sup>e</sup> Congrès de la CNTI, en faveur de la « *création de la CUT, et l'identification des communistes avec les secteurs émergents et leurs critiques vis-à-vis des 'pelegos'* »<sup>63</sup> à cette occasion. Mais bien vite le choix du PCB en matière d'alliances syndicales va subir une involution, devenant, par là-même, plus cohérente avec sa ligne politique générale consistant à donner la priorité à l'unification de toutes les forces d'opposition même modérée à la dictature, et rechercher une alliance stratégique avec la bourgeoisie « nationale ».

Du côté des Oppositions syndicales, l'OSM participe aux élections du secteur de la métallurgie dans la capitale. Trois listes (« chapas ») s'affrontent : la « Chapa 1 » des *pelegos*, à la tête desquels se trouvait Joaquinzão ; la « Chapa 2 », composée de métallurgistes proches du PCB ; et la « Chapa 3 », une liste est clairement d'opposition, sur

---

<sup>61</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 244).

<sup>62</sup> M.A. SANTANA (op. cit. p. 185).

<sup>63</sup> Idem, p. 187.

un programme revendicatif et une ligne révolutionnaire. Cette dernière s'est déjà formée avant l'éclosion des premières grèves. Dans un contexte de grèves massives depuis le mois de mai, et avec la grève générale des métallurgistes de la capitale pauliste, la direction du syndicat, honnie par un grand nombre de métallos, parvient, avec l'aide du ministère du Travail – qui a notamment validé ces élections – à éviter une défaite probable en ayant recours à des fraudes massives<sup>64</sup>. Peu après cela, Joaquinzão brade la grève générale des métallurgistes de São Paulo en faisant fi des revendications, et en organisant un vote truqué autour de deux options ne reflétant pas les décisions des assemblées générales. On comprend que dans ces conditions, on pouvait difficilement assister à un processus de réunification syndicale regroupant l'OSM et les *pelegos* qui s'affrontaient en permanence.

## **b) Formation de deux blocs dans le mouvement syndical**

C'est à partir de janvier 1979 et du congrès des métallos paulistes de Lins (SP) que se produit l'involution déjà évoquée et que commence à s'éloigner la perspective d'unification syndicale. L'approbation par ce congrès d'un appel à la création d'un parti des travailleurs sans patrons met sur leurs gardes les syndicalistes liés au PCB, au PCdoB et au MR8. C'est à partir de ce moment, en particulier, que l'on voit le PCB prendre graduellement ses distances avec les « authentiques ». M. A. Santana pointe les contradictions dans lesquelles se débat ce parti. « *La société brésilienne sortait assez transformée du long tunnel de la dictature. Le PCB allait devoir composer avec des circonstances qui le conduiraient à avoir une place de plus en plus secondaire, non seulement en termes syndicaux, mais aussi en termes politiques généraux. En ce sens, le parti allait devoir affronter une réalité émergente en termes politiques et syndicaux qui allait se cristalliser plus tard dans le Parti des Travailleurs* »<sup>65</sup>. Car en 1978, contrairement à d'autres périodes dans le passé, « *le PCB ne serait pas identifié immédiatement comme 'le parti de la classe ouvrière'* ».

Et donc 1979 voit vite se consolider deux blocs à l'intérieur du monde syndical : d'un côté *Unidade Sindical* (Unité Syndicale) ; de l'autre le bloc des « authentiques ». Entraîné notamment par le syndicat des métallurgistes de Santos, dirigé par Arnaldo Gonçalves, le PCB se rapproche de plus en plus des directions syndicales *pelegas*, et l'Unité Syndicale est constituée par l'alliance des syndicalistes d'obédience stalinienne et de la bureaucratie syndicale conservatrice. Pour citer M. A. Santana, « *si en 1978, le ton était au soutien beaucoup plus marqué et à la perception de possibilités existantes, maintenant, on sentait déjà des critiques vis-à-vis de certaines positions, et la crainte que des résultats négatifs deviennent possibles, tant pour les travailleurs que pour la société, en quête de démocratisation. Cette position du parti allait se durcir par la suite, dans la mesure où il avait vent de la consolidation d'un bloc alternatif aux positions du PCB* »<sup>66</sup>. Le PCB dit soutenir les grèves, mais il critique souvent des revendications qui ne sont pas d'ordre strictement matériel (c'est-à-dire surtout la lutte contre la perte de pouvoir d'achat). En particulier il conteste le mot d'ordre d'exigence de délégués syndicaux. Le *partidão* est aussi qualifié d'« étapiste » à ce niveau, dans la mesure où dans sa vision, le centre de ses préoccupations est occupé par la lutte contre le décrochage des salaires réels, et que pour lui, « *le reste, sans 'insertion de masse' viendrait avec la lutte et la consolidation de la démocratisation* ».

---

<sup>64</sup> M.R. BATISTONI cite notamment l'interdiction faite aux listes d'opposition d'accéder aux listes d'émargement, de suivre les urnes itinérantes, de désigner des scrutateurs, en plus d'urnes non scellées, ou qui n'avaient pas fait le tour des usines prévues, et de voter à qui les dirigeants syndicaux présents ne demandaient pas leur identité.

<sup>65</sup> M.A. SANTANA (op. cit. p. 187). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>66</sup> Idem, p. 192.

Cette orientation s'oppose alors à celles des « authentiques » qui mêlent généralement des revendications matérielles immédiates et d'autres, à plus long terme, d'ordre démocratique.

Le PCB, en 1979, se dit solidaire des mobilisations ouvrières en cours. Il défend les grèves, mais il insiste sur la nécessaire unité des travailleurs dans la grève. Or il existe au moins deux façons de le faire : la première est de jeter toutes ses forces dans la bataille, pour étendre les grèves en les coordonnant; la seconde consiste à dire que les grévistes ont raison, que les revendications sont justifiées, mais... que le rapport de forces n'est pas bon, que les travailleurs sont isolés, qu'ils devraient être plus unis... En bref, cela revient à dire que les grévistes ont raison, mais qu'ils n'ont pas de chance : ce n'est pas le bon moment pour se battre... Mais tout en disant cela, le PCB ne tente pas d'étendre le mouvement là où il jouit d'une certaine influence. C'est cette seconde orientation qui prévaut du côté du PCB. Il ne prend aucune initiative, là où il le pourrait, pour renforcer les grèves. La recherche de l'unité lui sert de prétexte à cette inactivité. Et le choix des alliances du PCB sur le plan syndical le renvoie jouer dans la cour des « grands », c'est-à-dire les dirigeants syndicaux les plus nombreux, autrement dit les *pelegos*.

Cette orientation, conduisant à une moindre combativité, et cherchant même à éviter des grèves et l'affrontement avec le gouvernement, se renforce tout au long de l'année 1979, et elle a des racines politiques. Elle est liée au fil à plomb du PCB, du PCdoB et du MR8, consistant toujours en la recherche d'une vaste alliance antiféodale et antidictatoriale entre 4 classes : le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie, et cette bien mystérieuse « bourgeoisie nationale ». Or il s'agit d'une alliance qui implique en particulier que le premier de ces éléments ne montre pas trop de combativité ni de velléités d'indépendance, sans quoi le dernier élément de cette même alliance pourrait tourner le dos, effrayé. Le mot d'ordre, dans ces conditions, est « pas d'aventure » qui pourrait remettre en question l'ouverture mise en œuvre par le régime. Et dans toute cette phase, c'est bien à ce niveau que se nouent les problèmes croissants d'intervention du PCB – comme d'ailleurs de tous ceux qui veulent une révolution par étapes et une alliance avec la « bourgeoisie nationale », en particulier le PCdoB et le MR8 « restalinisé ». Leur problème, c'est que la classe ouvrière montre de plus en plus d'esprit d'indépendance, entre en conflit de plus en plus ouvert avec le patronat – qu'il soit brésilien ou étranger – et commence à comprendre qu'elle doit s'organiser par elle-même, sans ingérence externe. C'est dans ce cadre que le projet pétiste prend corps. Et c'est dans ce cadre qu'il vient percuter de plein fouet les projets d'alliances de classes du PCB, du PCdoB et du MR8.

L'année 1979 voit l'amplification des grèves. Avec celles-ci, pour reprendre les mots de V. Giannotti, « *le fossé entre les deux tendances du mouvement syndical de l'époque est devenu public. Il y avait ceux qui misaient sur les grèves comme une façon de forcer la dictature à reculer, et ceux refusaient cette voie et qui prônaient la conciliation avec la bourgeoisie et avec le gouvernement militaire* »<sup>67</sup>. Pour donner une idée de l'attelage qui se renforce avec « l'Unité syndicale », il faut penser à la signification concrète de cette alliance. Bien symbolique, à ce titre, est encore une fois la situation dans la ville de São Paulo. La direction du syndicat des métaux, entre les mains d'*interventores* mis en place par la dictature dès 1964, des *pelegos* traditionnels très liés à celle-ci, devient ainsi l'alliée du PCB et du MR8, auxquels s'ajoutera le PCdoB en 1981.

---

<sup>67</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 248).

Comme l'explique V. Giannotti, le syndicat des métallos de la capitale devient en 1979 une pomme de discorde entre les deux blocs syndicaux. Après sa victoire frauduleuse aux élections syndicales de 1978 – des fraudes ensuite reconnues par le tribunal mais finalement couvertes par le ministère – c'est la direction *pelega* qui reste à la tête de ce syndicat. Un axe syndical São Bernardo – OSM<sup>68</sup> se met en place et devient stratégique pour faire route vers la centrale unique, et contre la volonté du bloc formé par les *pelegos* et les staliniens. Ce nouvel axe ne va pas non plus sans difficultés et sans contradictions entre les « authentiques » et les Oppositions syndicales. Cela s'illustre notamment par le fait qu'en 1978, malgré le contexte d'affrontement très dur sur place, la direction syndicale des métallos de São Bernardo do Campo avait refusé de soutenir la « *Chapa 3* » (la liste présentée par l'OSM) lors des élections dans la capitale, sous le prétexte qu'une direction syndicale ne peut avoir de relations qu'avec une autre direction syndicale et non avec une liste d'opposition. On voit d'ailleurs une partie des militants de l'OSM critiquer sévèrement les « authentiques » de São Bernardo do Campo lors du 1<sup>er</sup> Congrès de l'OSM en mars 1979 : un texte dénonce « *la pratique des 'authentiques', du fait de l'inexistence d'une démocratie ouvrière fondée sur des mécanismes de décision et de contrôle par la base, maintenant la bureaucratisation, la centralisation, le système de délégation de pouvoirs à la direction syndicale, dans un style : 'c'est le dirigeant qui fait les choses pour la classe'* »<sup>69</sup>.

Du côté des salariés – et c'est là une donnée essentielle – la multiplication des grèves en 1978 et 1979 est porteuse d'une leçon : avec des grèves isolées, les patrons en sortent toujours gagnants ; il faut donc un outil permettant d'unifier les travailleurs en un mouvement beaucoup plus puissant, pour améliorer le rapport de forces. D'où le besoin ressenti par eux pour une centrale unifiée. Et de fait, le bloc syndical formé par les « authentiques » et les oppositions syndicales, va se diriger clairement dans cette direction. A partir de 1979, plusieurs rencontres ont lieu pour avancer dans cette voie. Ainsi, début 1980, tandis que les diverses Oppositions syndicales se retrouvent en une ENOS<sup>70</sup>, les syndicalistes « authentiques » se retrouvent à João Monlevade. Les grandes grèves de la métallurgie d'avril-mai 1980 poussent au renforcement des liens, dans l'action, entre oppositions syndicales et « authentiques ». Cela conduit, quelques mois plus tard, à l'ENTOES<sup>71</sup>. Le PT existe déjà officiellement, et pour clivant qu'il soit par rapport au PCB, au PCdoB et au MR8, il est porteur d'une force propulsive capable d'entraîner de nombreuses structures syndicales. Il va maintenant s'agir d'avancer vers une centrale unique. Mais cela prendra encore du temps.

## **6°) Quelques syndicalistes au cœur du projet pétiste**

C'est au sein du groupe des syndicalistes « authentiques » que l'on trouve le noyau des fondateurs du PT, plus précisément des quelques dirigeants syndicaux qui, tout au long de l'année 1979 et au début de 1980, vont prendre tous les contacts nécessaires et mettre le nouveau parti sur les rails.

Parmi le noyau des sept dirigeants syndicaux les plus actifs dès la préhistoire du PT, nous avons longuement interviewé P. Skromov, qui a joué un grand rôle d'intermédiation et

---

<sup>68</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 249) explique que des relations régulières entre les deux entités existaient dès 1977.

<sup>69</sup> M.R. BATISTONI (op. cit. p. 68).

<sup>70</sup> ENOS : *Encontro Nacional das Oposições Sindicais*.

<sup>71</sup> ENTOES : *Encontro Nacional dos Trabalhadores e a Oposição à Estrutura Sindical*.

d'organisation en cette année 1979. Pour les biographies des six autres, les interviews diverses et notamment celles accordées à Marta Harnecker offrent une quantité largement suffisante d'information pour notre recherche. Il s'agit donc, ici, avec ces sept noms, de dirigeants syndicaux qui vont donner l'impulsion décisive à la formation d'un parti de travailleurs visant à devenir un parti de masse. Qui étaient-ils en 1979 ? D'où venaient-ils ? Comment pensaient-ils ? Quels étaient leurs liens avec le socialisme, le marxisme ? Quels étaient leurs objectifs syndicaux et politiques ?

### a) Lula

Il n'est pas courant qu'un président de la république ait connu la faim et la misère. C'est bien le cas de Lula, qui sait ce que signifie dormir le ventre vide et qui raconte qu'adolescent, il n'avait qu'un seul pantalon, et qu'il empruntait un costume pour sortir le week-end.

De très nombreux ouvrages existent sur sa vie. Limitons-nous ici à quelques éléments pour comprendre qui il est en février 1980<sup>72</sup>. Né en 1945 dans un village de l'Etat de Pernambouc, il est le septième et avant-dernier enfant d'une famille modeste. Son père, analphabète, quitte sa famille et la misère du *Nordeste* pour s'engager comme docker sur le port de Santos (SP). En 1952, peinant à élever seule cette famille nombreuse, la mère de Lula décide de rejoindre son mari, accompagnée de ses enfants. Une fois arrivés sur place, il apparait que ce dernier a fondé une autre famille. Le père, porteur de sacs de café dans un entrepôt à Santos, partage alors sa vie entre ses deux ménages jusqu'à 1955. Cette année-là, la mère de Lula se sépare de son mari pour de bon. Elle et ses enfants vont déménager, d'abord à Santos, puis à São Paulo. Tous les enfants doivent alors gagner de l'argent pour contribuer à faire vivre la famille. Lula vendait déjà des oranges sur les quais du port lorsqu'il avait sept ans. A douze ans, il travaille dans une teinturerie, tout en étant cireur de chaussures, et assistant dans un bureau : il répond au téléphone. En 1958, il obtient un diplôme de « *curso primeiro* » (une sorte de certificat d'études). Il lui faut alors travailler à temps complet : il obtient sa carte de travail<sup>73</sup>, se forme au métier de tourneur, trouve un emploi dans une fabrique de vis, et c'est là, ouvrier métallurgiste, qu'il laissera un doigt dans une machine. Dans une autre entreprise, il est licencié pour refuser de travailler le samedi, et reste 5 mois au chômage en 1965. En 1966, devenu chef de famille, il obtient un emploi chez Villares.

C'est dans cette grande entreprise métallurgique qu'à partir de 1968, il fait ses premiers pas de syndicaliste. Au départ, seul un frère aîné était favorable aux syndicats dans la famille. Lula apprendra plus tard que celui-ci était militant du PCB. Lula est coopté à la direction de son syndicat – le syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo et Diadema – et s'aperçoit assez vite de la corruption qui y règne, et du fait que l'intérêt des « syndicalistes » passe avant celui des travailleurs qu'ils sont censés défendre. Il remarque aussi qu'à l'entrée des usines, on ne distribue pratiquement jamais de tracts ou de bulletins syndicaux. Pour lui, l'opposition syndicale ne valait alors pas mieux que la direction, et ne proposait aucune alternative crédible. Mais après plusieurs mois pendant lesquels Lula s'est mis à l'écart, cette opposition le compte dans ses rangs. Elle le nomme premier secrétaire, en fait un permanent et le charge de la sécurité sociale et des retraites, dont personne ne

---

<sup>72</sup> Nous nous référons notamment aux informations contenues dans un petit livre d'entretiens réalisés avec Lula, du 1<sup>er</sup> au 15 janvier 1981, « *Lula Sem Censura* ». São Paulo, Vozes, 120 p., 3<sup>ra</sup> Edição Duplicada ; et à la biographie en français de Christian DUTILLEUX, *Lula*. Paris, Flammarion, 2005, 314p.

<sup>73</sup> La fameuse « *carteira* » mise en place sous Vargas. Voir plus haut.



voulait (représentant 85 000 salariés). En 1975, il est élu président du syndicat – sur liste unique – et son prédécesseur, Vidal, est rétrogradé au poste de secrétaire général. La réélection de Lula en 1978 se fera aussi sur liste unique.

A propos de ses rapports à la politique, Christian Dutilleux écrit : « *Elu du syndicat des métallurgistes à trente ans, Lula reste, comme il le confessera plus tard, un aliéné, sans grande conviction politique* »<sup>74</sup>. Lula dit que c'est après 1975 qu'il a cessé d'avoir peur et qu'il a acquis une conscience de classe. En 1976, il obtient, avec le syndicat, de premières victoires : judiciaires – contre la fédération – mais aussi syndicales – avec la stabilité de l'emploi pour les femmes enceintes et les travailleurs en service militaire – et à partir de 1977, il contribue à faire changer les pratiques syndicales : les diffusions de tracts deviennent monnaie courante à l'entrée des entreprises, de grandes AG sont organisées, les informations sont publiées sous forme de bandes dessinées afin de pouvoir notamment s'adresser aux nombreux illettrés. Et de fait, les travailleurs vont affluer de plus en plus au syndicat. Lula raconte les pressions de l'Etat en 1978, notamment le délégué général au travail (représentant officiel du ministère) lui disant à l'époque : « *Vous êtes président du syndicat, c'est à vous d'arrêter la grève !* ».

Le personnage fascine et fait même l'objet d'une véritable idolâtrie, encore très perceptible aujourd'hui, notamment à São Bernardo do Campo. De nombreux témoins évoquent le charisme de Lula, sa capacité à captiver un auditoire. Ainsi, Frei Betto note « *une aura capable d'illuminer, et qui habite peu d'êtres humains, comme s'il en émanait une énergie, une chaleur capable de réchauffer ceux qui s'approchent de lui. Son discours exhortatif, éthique, était exempt de formulations idéologiques et ne faisait jamais appel aux clichés du vocabulaire de gauche. Et la catégorie des métallurgistes de l'ABC, sa base syndicale, le regardait avec la même confiance que le voyageur qui a l'œil rivé sur la boussole en direction du port d'arrivée* »<sup>75</sup>. Frei Betto, par ailleurs auteur d'une biographie de Lula, évoque encore, un peu plus loin : « *une force indélébile, le verbe catégorique, la perspicacité aigüe, l'intelligence agile, la conviction apostolique, l'absence de crainte face aux risques, un art oratoire prophétique, l'audace politique, le don de parler avec le cœur* »<sup>76</sup>. Le même auteur remarque aussi que « *Lula se tenait à distance de la gauche organisée et des politiciens professionnels, à l'exception de peu d'entre eux, comme le sénateur Teotônio Vilela, du MDB de l'Alagoas, qui l'a soutenu dans les grèves de l'ABC* »<sup>77</sup>.

Il nous semble nécessaire d'apporter une touche critique à une vision très admirative qui domine dans les portraits et biographies de Lula, même du Lula de 1978-79. En tant que dirigeant syndical, il nous semble juste de faire un portrait plus équilibré. D'un côté, il affiche bel et bien de la combativité : il informe et mobilise les travailleurs, il recourt à la grève pour faire céder les patrons, et c'est en cela qu'il se situe en rupture avec les dirigeants syndicaux 'pelegos' mis en place par la dictature. Mais d'un autre côté, cette rupture n'est pas complète : il évolue malgré tout dans des jeux d'appareil (avec notamment l'acceptation d'élections sur liste unique), et même si la réputation de son syndicat est celle d'une organisation qui pratique la liberté de discussion, certains choix faits par Lula et son équipe méritent discussion, en particulier le fait de ne pas soutenir la « Chapa 3 » soutenue par l'OSM à São Paulo, sous le prétexte que son syndicat ne peut passer des accords qu'avec

---

<sup>74</sup> C. DUTILLEUX (op. cit. p. 101).

<sup>75</sup> Frei BETTO. *A mosca azul. Reflexão sobre o poder*. Rio de Janeiro, Rocco, 2006, p. 38.

<sup>76</sup> Idem, p. 39.

<sup>77</sup> Idem, p. 58.

d'autres syndicats et non des oppositions (non officielles). Cela revient à soutenir implicitement des dirigeants syndicaux fraudeurs et corrompus (tels Joaquinzão) plutôt que les travailleurs qui s'opposent à eux. Mais cela est cohérent avec ce que nous avons tenté de faire ressortir plus haut : Lula s'oppose à l'auto-organisation, aux comités de grève révocables ; et même s'il cherche à dialoguer avec les travailleurs, c'est, selon lui, au syndicat de diriger la lutte, pas aux travailleurs auto-organisés.

## **b) Paulo Skromov**

Paulo de Mattos Skromov a joué un rôle de tout premier plan, aux côtés de Lula, dans la genèse du PT, contribuant tout particulièrement aux premiers textes et à l'organisation concrète du nouveau parti alors même que ce dernier était encore dans les limbes, en 1979. Lorsque le PT naît en 1980, il est président du Syndicat des Travailleurs du Cuir à São Paulo. Paulo Skromov est atypique à plus d'un titre. Mentionnons seulement, ici, deux caractéristiques originales du personnage. En premier lieu, et contrairement aux autres syndicalistes du petit noyau d'origine des fondateurs du PT, Skromov dispose dès avant cette époque d'une solide formation politique. Il est passé par des organisations trotskystes. Aujourd'hui encore, il se réclame toujours du marxisme, et ne craint pas de citer en exemple, dans notre interview, la pratique de Lénine en matière de droit de tendance, par opposition aux pratiques du PT en la matière. En second lieu, et à l'inverse de beaucoup de pétistes, une fois le PT devenu une réalité politique, Paulo Skromov se mettra en retrait, au lieu de briguer des postes dans l'appareil ou des mandats parlementaires, et consacra ses efforts militants au travail à la base du parti et dans son syndicat.

Originaire par son père d'une famille russe de Lituanie, et d'une mère enseignante brésilienne, Paulo Skromov, né en août 1946 à Piracicaba, ville moyenne de l'Etat de São Paulo, a eu une enfance mouvementée, faite de beaucoup de déménagements principalement dans l'Etat pauliste (souvent pour suivre sa famille le long des rivières, en quête de poisson), et marquée par des influences culturelles assez diverses : une riche expérience de vie acquise sur le terrain, et complétée par des études et une solide formation politique. Orphelin de mère à 10 ans, le jeune Paulo sera pris en charge par ses oncles. Il suit les cours d'une école de commerce et après plusieurs « petits boulots », commence à travailler en 1962 dans une grande entreprise de la chimie. A partir de ce moment il va être attiré par le syndicalisme, tout en prenant le temps de la réflexion. Dès le coup d'Etat, il est licencié : en 1962 et 1963, sans encore être syndiqué, il avait participé à l'organisation de grèves générales et cela s'est su... L'influence du mouvement ouvrier et du communisme sur Paulo Skromov a également emprunté une voie familiale. Un de ses oncles était cheminot et militant du PCB. Paulo, alors encore enfant ou adolescent, allait lui rendre visite pendant les vacances. C'est ainsi qu'il est devenu un temps sympathisant de la jeunesse communiste.

Après le putsch, son engagement syndical est une information qui circule parmi les patrons, et il a du mal à retrouver un emploi. Il réussit toutefois un concours et entre à la Banespa (Banque de l'Etat de São Paulo) dans la capitale. En 1967, Paulo Skromov est déjà inséré depuis plus d'un an dans cette banque et participe à une liste syndicale de gauche. Tout au long de ces années, il lit, notamment des ouvrages politiques, et s'approprie des notions de marxisme. Il s'identifie, de manière générale, avec les courants situés à la gauche du PCB et affirme sa proximité avec les syndicats ayant été conquis par ces secteurs, comme le syndicat des métallurgistes d'Osasco, animé par José Ibrahim. Il participe à la préparation de la grève dans cette dernière ville, aux côtés de ce dernier.

Skromov raconte son opposition, à partir de 1968, à la ligne guérillériste défendue par de très nombreux groupes de gauche, et qu'il semble avoir un peu perçue comme une forme de trahison, à un moment où les travailleurs les plus engagés espéraient progresser dans une direction d'auto-organisation. S'inscrivant un temps à l'université de São Paulo, il rencontre des intellectuels marqués par un parcours trotskyste. Avec l'AI-5, ses conditions d'action et même de survie se dégradent encore, et il passe à la clandestinité en mai 1970. Pour lui comme pour tant d'autres, la première partie des années 1970 est très dure. Il échappe de peu au DOPS, abandonne alors sa vie « normale » et quitte sa famille, séjournant clandestinement chez des membres de la famille de sa compagne. Un an plus tard, il devient acheteur chez Embratel (géant brésilien du téléphone) mais doit vite à nouveau fuir la traque du tristement célèbre Sérgio Fleury, délégué du DOPS. Il se cache encore, obtient un an plus tard, avec des papiers différents et sous un faux nom, un emploi dans une entreprise de chaussures et de maroquinerie. Il se syndique et va devenir militant syndical de la branche du cuir. Il est sur le point d'entrer à la direction du syndicat lorsqu'en 1973, il se fait arrêter sur un marché.

Conduit dans les locaux de l'OBAN, il y est emprisonné, sans jugement, pendant un mois et subit la torture, à des fins de vérification d'informations. Puis un jour, on le relâche alors que sa femme et une de ses cousines ont été entretemps arrêtées, jetées dans des cellules pour femmes, mais libérées avant lui. Pour échapper à une nouvelle traque, il part en Argentine et reste à Buenos Aires de novembre 1973 à février 1974, où il côtoie des militants du PST et rencontre le dirigeant trotskyste Nahuel Moreno. Puis il retourne au Brésil, à l'usine et au syndicalisme, de nouveau dans le secteur du cuir.

Début 1975, il est élu à la direction du syndicat, et il décide alors de se faire embaucher par une grande entreprise. Il rejoint ainsi, en avril 1975, sous sa véritable identité, à São Bernardo do Campo, une entreprise qui l'emploiera jusqu'à sa retraite, 20 ans plus tard. Parallèlement, il milite politiquement, cherchant à réunifier les groupes trotskystes et rapprocher l'OSI, à laquelle il appartient, de la classe ouvrière. Il nous raconte dans son interview qu'en 1979, il sera d'ailleurs expulsé sans ménagement de cette organisation, accusé d'être un « *ennemi de la classe ouvrière* » par le dirigeant lambertiste Luis Favre, depuis Paris, et sans avoir la possibilité de donner la moindre explication pour sa défense. Skromov se rapproche de Mário Pedrosa, puis il va jouer un rôle décisif dans la gestation et la naissance du nouveau parti. Dès décembre 1978, il organise le Mouvement pro-PT et participe à la rédaction du projet de la Charte des principes devant régir le nouveau parti, en 1979, comme nous le verrons. C'est lui qui présidera l'assemblée plénière lors de la fondation du PT au Collège Sion, le 10 février 1980. Il fera partie de la première direction nationale du PT, ainsi que de celle de l'Etat de São Paulo. Plus tard, il sera également membre de la direction nationale de la CUT. Il est retraité en 2016.

### **c) Jacó Bittar**

Né en 1940, J. Bittar a été, dès le début, parmi les syndicalistes ayant agi pour la création d'un nouveau parti pour les travailleurs. En 1979-80, il est président du syndicat des pétroliers de Campinas (SP)<sup>78</sup>.

---

<sup>78</sup> Précisons que Jacó Bittar n'est plus au PT depuis longtemps. Après avoir été candidat au Sénat en 1982 et 1986 pour le PT de São Paulo, il sera élu maire de Campinas en 1988, toujours pour le PT. Puis en 1991, en plein milieu de ce mandat, il quittera ce parti, pour aller rejoindre les rangs du PSB.

Il raconte qu'après avoir perdu son père, commerçant, à l'âge de neuf ans, il a commencé sa formation professionnelle à douze ans, dans une école professionnelle<sup>79</sup>. Travaillant à compter de 1957 comme apprenti mécanicien sur le port de Santos (SP), il va acquérir des sympathies socialistes de par la fréquentation d'un milieu très influencé par le PCB : « *Là-bas, la classe ouvrière, surtout dans les docks du port de Santos, était formée politiquement, de façon supérieure à tous les autres travailleurs au Brésil, et donc, j'avais tendance à soutenir l'Union soviétique, à beaucoup lire et à m'enthousiasmer pour le lancement du sputnik, mais là n'est pas le plus important. Ce que nous ressentions dans cette lutte au quotidien, c'était que, réellement, il était insuffisant de lutter pour de meilleurs salaires, parce qu'il y avait un système qui créait des conditions contre cela, et que nous devions dépasser ce système* ». Le socialisme est donc un mot porteur de valeurs positives pour lui : « *Nous sentions aussi que le chemin naturel de la classe ouvrière informée, de celle qui participait à des actions, de par notre formation, était le socialisme. Ce n'est que par manque d'information politique que la classe ouvrière n'est pas socialiste, qu'elle est 'cooptée' par le système capitaliste* ».

Mais il reconnaît lui-même les limites de ses sympathies et de ses aspirations, en termes de formation politique : « *Je n'avais pas de formation marxiste, mais je sentais que le capitalisme n'était pas le modèle à suivre. Je pensais que l'homme avait besoin de s'épanouir dans un système basé sur la solidarité et cela n'existe que dans le socialisme* ».

Bien qu'influencé, au départ, par un milieu où le PCB est hégémonique, il a une confiance instinctive dans la classe ouvrière et une opposition de principe aux partis de cadres. « *Mais ce que je ressentais, c'était la chose suivante : il ne faut pas donner une formation à des cadres pour la classe ouvrière, parce que la classe ouvrière informée, qui participe, est socialiste. J'ai toujours critiqué les grandes formations pour les cadres, pour qu'ils nous disent les chemins à emprunter. Je disais toujours que ce que nous devons apporter, c'était l'information et la participation de la classe ouvrière. Une classe ouvrière informée lutte naturellement contre un système qui s'oppose à ses intérêts* ».

#### **d) José Cicote**

Au moment de la fondation du PT, il est secrétaire du syndicat des métallurgistes de Santo André (SP)<sup>80</sup>. Ouvrier métallurgiste né en 1937, J. Cicote a une formation scolaire limitée au primaire, sur une durée de 4 ans. Il commence à gagner sa vie comme cultivateur et comme chauffeur de camion. Il raconte qu'après s'être marié à la campagne, il est parti pour la capitale, São Paulo. « *C'est là que j'ai découvert ce qu'était le syndicat, la réforme agraire, tout ça. [...] Je suis arrivé et je suis allé travailler chez Pirelli. J'y ai travaillé 17 ans – une usine de pneus et de câbles électriques* »<sup>81</sup>. Il y devient syndicaliste.

---

<sup>79</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 49). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>80</sup> Précisons que J. Cicote, décédé en 2013, n'était plus membre du PT depuis longtemps. Il avait rejoint, comme Bittar, le PSB, après s'être éloigné de l'action politique à un haut niveau. Mais avant cela, dans les années 1980, il s'est beaucoup investi dans le PT. En 1980 il est démis de ses fonctions syndicales par le gouvernement militaire. Dirigeant du parti, il est plus tard élu député de l'Etat de São Paulo pour le PT, à deux reprises : de 1983 à 1987 et de 1987 à 1991. A l'Assemblée Constituante, il travaille à la Commission de l'administration publique. Il devient également député fédéral entre 1991 et 1995, et adjoint au maire de Santo André entre 1993 et 1997.

<sup>81</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 48). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

Il reçoit à ce titre une formation syndicale donnée par Walter Barelli, le directeur du Dieese<sup>82</sup> en janvier 1975 et déclare à ce sujet : « *On ne savait pas ce qu'était la plus-value [...] A ce moment-là, je ne pensais pas que cette formation était très importante. Je n'y trouvais pas beaucoup de sens, je pensais que c'était une bêtise, qu'on gâchait beaucoup d'argent avec ça* »<sup>83</sup>. Sa formation politique ne va pas beaucoup plus loin sur le plan historique et théorique, et il apprend surtout sur le terrain, comme il le dit lui-même : « *En plus du cours de Walter Barelli, j'avais quelques idées grâce à quelques livres qu'on lisait, que certaines personnes faisaient passer clandestinement [...] J'ai beaucoup aimé 'Historia da Riqueza do Homem' (Histoire de la Richesse de l'Homme), un livre que j'ai trouvé très bon. Et ensuite, des choses sur Marx, sur Lénine. On ne lisait pas beaucoup, parce qu'il existait peu de chose à lire [...] Là où j'ai appris vraiment, c'est dans la lutte, au quotidien, en réunion, aussi bien avec le patron qu'avec les travailleurs* ».

### **e) Wagner Benevides**

Wagner Benevides est originaire du Pará et est né sur une plantation d'hévéas. Encore très jeune, il perd son père et part vivre à Belém (PA), puis à Manaus (AM), où il grandit et étudie. Il suit une école technique et devient technicien, ce qui lui permet de trouver un emploi dans une raffinerie de pétrole en Amazonie. Il raconte : « *J'exécutais des tâches manuelles [...] Dans la raffinerie on travaillait en continu, sans arrêt. Nous travaillions en équipes* »<sup>84</sup>.

Il rejoint la JOC. A propos du syndicalisme local, il déclare : « *La vision syndicale, là-bas, c'était : vous faites un syndicat pour qu'on ait une coopérative, afin d'acheter de la nourriture moins chère et pour qu'on ait plus facilement une bourse d'études [...] Un syndicat de services [...] assistentialiste* ». Mais les relations des salariés avec leur employeur, nord-américain, ont quelque chose de particulier : à la raffinerie, ce dernier « *a besoin de main d'œuvre qualifiée. Donc plutôt que de perdre de la main d'œuvre qualifiée, il a autorisé le syndicat. J'ai été un des fondateurs de ce syndicat. Au début, le syndicat était seulement un club social qui n'avait comme finalité que des questions très simples* ».

Plus tard, en 1960, W. Benevides quitte le Norte et part travailler à la « Reduque », la grande raffinerie de la ville de Duque de Caxias (RJ). Le PCB est implanté dans l'usine : « *Le Parti sort un journal du syndicat, 'O Petroleiro' [...]. Cela avant la dictature, avant le coup d'Etat militaire. Et on prend contact* ». Puis, nouveau déménagement, vers encore un autre Etat de la Fédération : « *Je pars pour le Minas, et là, tout recommence à zéro. Une nouvelle raffinerie, formation du personnel. Il y avait déjà un syndicat, mais il subissait l'intervention de l'Etat, mais même dans ces conditions, nous commençons à fréquenter le syndicat. En 68, il survient une chose très sérieuse dans le Minas : la grève des métallos de Contagem. Cela a été un mouvement violent. Le syndicat a été envahi, les travailleurs ont été frappés* ». W. Benevides affiche clairement son hostilité aux grèves radicales comme celle de Contagem : « *Ces grèves-là n'apportent pas d'éclaircissements pour les travailleurs, elles les amènent à avoir peur parce que la réaction a été si violente que les travailleurs n'avaient jamais vu une telle chose. Ils ont tué des gens, ils ont fait disparaître des gens* »<sup>85</sup>.

---

<sup>82</sup> Voir liste des sigles des organisations de la société civile.

<sup>83</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 49). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>84</sup> Idem, p. 54.

<sup>85</sup> Idem, p. 55.

W. Benevides reconnaît que dans les premières années de la dictature, il ne comprend pas bien ce qui est en jeu, il ne voit pas clair politiquement. L'éveil politique, chez lui, est fondé sur un mélange de vécu et de lectures : « *la prise de conscience politique commence à partir de 72. A ce moment, j'ai assisté à des violences, et alors j'ai commencé à lire d'autres choses aussi, j'ai commencé à avoir accès à des documents qui venaient d'organisations clandestines. A lire des documents de la Polop, du MR8, du PCB, du PCdoB. Un journal clandestin du PCdoB, racontant la guérilla de l'Araguaia a circulé, nous est arrivé entre les mains, et à partir de là, j'ai commencé à me poser des questions [...] Pourquoi ces gens-là luttent-ils ? Pourquoi ils tuent ? Pourquoi cela ? Il doit y avoir une raison importante. Et je commence à découvrir que le pouvoir a ses raisons et qu'ils ne vont pas se séparer de ce pouvoir sans le faire payer* ».

Le milieu des années 1970 voit W. Benevides s'investir davantage dans le syndicalisme : « *En 74, 75, 76, on commence à participer au syndicat. La question du miracle économique commence déjà à être mise en question. En 78, nous nous sommes organisés et nous avons fait une liste pour participer aux élections syndicales en novembre. Nous avons été élus par une majorité écrasante de travailleurs* ». Pourquoi cela ? Parce que c'était « *une proposition nouvelle. D'abord, la liste a été choisie dans une assemblée de 450 travailleurs [...] et j'ai été choisi pour être le candidat à la présidence du syndicat* ».

Lors de la phase de regroupement d'organisations syndicales favorables à la création du PT, et au congrès de fondation de celui-ci, W. Benevides est dirigeant syndical des travailleurs du pétrole dans l'Etat de Minas Gerais. Pour la petite histoire et d'après P. Skromov, il a pris une initiative pour relancer la perspective de la création du PT. Alors que le PCB, très inquiet du projet de nouveau parti, mobilisait les retraités dans une réunion intersyndicale à Osasco (près de São Paulo) le 18 janvier 1979, afin d'éviter que les dirigeants syndicaux ne se lancent dans la construction du PT, et tandis que les dirigeants syndicaux présents – dont Skromov lui-même – commençaient à penser que le lancement du parti ne pouvait pas être l'affaire de syndicalistes, Benevides lâchait cette phrase : « *Eh bien si vous, à São Paulo, ne voulez pas construire le PT, nous, dans le Minas, nous le voulons !* »<sup>86</sup>. Suite à cela, rendez-vous a été pris pour la première réunion pro-PT. Skromov raconte que Lula et J. Bittar, qui s'étaient rendus dans le Minas Gerais pour le rencontrer, lors de sa prise de fonction, l'ont entendu tenir ces propos, lors de son discours, y compris devant des journalistes, et en sont retournés revigorés à São Paulo : avec cette adhésion de W. Benevides, l'espoir et la confiance renaissent. Ce dirigeant a perdu de l'influence syndicale juste après la création du PT, et est aujourd'hui politiquement discret, avec un poste dans la structure régionale du Minas Gerais, du secrétariat national de la pêche.

#### **f) Olívio Dutra**

Né en 1941 dans le Rio Grande do Sol, O. Dutra vient d'un milieu modeste. Sur ses origines, il déclare : « *Je suis fils de charpentier, habitant de banlieue, pauvre ; et mon père voulait que je fasse des études. Mon père n'était pas religieux mais travaillait pour l'Eglise ; c'est le curé qui le payait, qui se préoccupait aussi des enfants du charpentier et il pouvait nous faire étudier dans les écoles qu'ils avaient, qui étaient des écoles de curés* »<sup>87</sup>.

---

<sup>86</sup> Notre interview de Paulo Skromov.

<sup>87</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 53). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

Il commence à travailler en 1961 dans la banque de cet Etat, la Bannisul, et raconte ainsi les débuts de sa prise de conscience et de son action au sein de sa catégorie professionnelle : *« Je suis employé de banque depuis 1961. Ma première participation politique comme travailleur des banques c'est en 1962, à São Luis Gonzaga [sa ville natale au nord-ouest du RS], une grève au niveau de l'Etat. Le syndicat le plus proche était dans une ville située à 80km de là. Du fait de mon action dans le syndicat, et de l'action que nous menions, nous sommes entrés en conflit avec l'ex-président de la Banque de l'Etat du Rio Grande do Sul, où j'étais un modeste employé de banque. J'ai immédiatement été transféré de São Luis Gonzaga à Porto Alegre, dans l'agence la plus périphérique de la ville ».*

Il arrive à Porto Alegre en 1970 et rejoint le syndicat des employés de banque de Porto Alegre. De cette période de sa vie, il dit : *« C'est à ce moment que mon militantisme a commencé à être totalement consacré à ma catégorie professionnelle [...] Je faisais ce travail à la base du syndicat, dans les agences, particulièrement dans la région du nord de la ville. En 74, j'ai assumé la direction de l'information et de la culture dans le syndicat ».* Un syndicat dont il prend la direction en 1975. Comment les choses se passent-elles ? De quelle façon devient-il dirigeant syndical ? *« Nous avons fait sortir le syndicat de son siège et nous l'avons fait travailler à l'intérieur des banques, en mettant en avant une série de choses, en en critiquant d'autres, etc. Et en 75, quand il y a eu une élection, j'étais le candidat naturel à la présidence. J'ai gagné dans une élection disputée. Et alors nous avons imprimé encore davantage ce style de travail à la base, pour que le syndicat ne soit plus seulement l'endroit où siège sa direction, mais toute la catégorie professionnelle ».* Il ajoute dans la même interview : *« Nous avons aussi fait en sorte que notre syndicat travaille en relation avec d'autres catégories professionnelles et ne reste pas aux prises avec les seuls problèmes des employés de banque. Nous avons reconstitué la vieille intersyndicale, qui était une coordination du mouvement syndical dans différentes catégories de travailleurs de la ville, et aussi de l'Etat. Tout cela se passait en plein milieu du 'miracle brésilien'. Ce travail n'était pas facile »*<sup>88</sup>. O. Dutra va devenir un des dirigeants syndicaux d'opposition les plus en vue. En septembre 1979, il dirige la grève générale des employés du secteur public, ce qui lui vaut d'être emprisonné par la dictature et de perdre son mandat syndical. Il est très vite devenu un défenseur très actif du projet de PT.

Auparavant, le 21 janvier 1979, des partisans du nouveau parti de São Paulo vont le rencontrer à Porto Alegre, et à cette occasion, O. Dutra réunit une vingtaine de présidents de syndicats de sa région favorables au projet. C'est encore ce que raconte P. Skromov dans son interview<sup>89</sup>. Par la suite, O. Dutra deviendra un personnage de premier plan au sein du PT, puis de la politique nationale. Il présidera la section du Rio Grande do Sul du PT jusqu'en 1986, avant d'être président national du parti. En 1982, il fera une première tentative – qui échouera – pour se faire élire gouverneur de l'Etat. Par contre, en 1988, il sera élu maire de Porto Alegre, initiant une série de 4 mandats successifs du PT à la tête de cette ville (interrompus en 2004). Il a été un des artisans de premier plan du fameux budget participatif à Porto Alegre. En 1994 il échouera encore à l'élection au poste de gouverneur de l'Etat, mais y parviendra en 1998. En 2002, il sera nommé ministre de la Ville par Lula.

Quant à sa culture politique d'origine et à sa conception du monde, il se dit un « chrétien marxiste ». Il explique les choses ainsi : *« J'avais des liens avec des secteurs de*

---

<sup>88</sup> Idem, p. 54.

<sup>89</sup> Notre interview de Paulo Skromov.

*l'Eglise populaire [...] [où il s'agissait de] mettre en question cette réalité pour la transformer [...] [J'étais] un chrétien marxiste. Chrétien d'abord, et je devenais marxiste [...] avec la vision du fait que le chrétien, pour être vraiment chrétien, doit être avec les autres, pour apprendre, et avec les autres, transformer les choses. Et là-dessus, la littérature marxiste, les conversations avec les camarades de gauche, apportent plus d'éléments en ce sens »<sup>90</sup>. A propos des lectures qui l'ont le plus influencé, il cite notamment : « La Mère, de Gorki ; Les Misérables, de Victor Hugo ; l'ABC du Communisme, de Boukharine »<sup>91</sup>. Cette dernière lecture lui inspire notamment la réflexion suivante : « Je me définissais comme communiste, mais je ne militais dans aucun parti. J'avoue que je ne savais pas pourquoi les communistes devaient avoir deux ou trois partis ». Et à propos des rencontres militantes faites dans ce contexte, il ajoute que dans la région de Alto Uruguai (RS), il y avait des militants politiques dont un en lien avec des secteurs du PCdoB : « Ces conversations ont permis de construire une vision où un christianisme inquiet, qui ne faisait pas que de se conformer à la liturgie, se mélange aussi avec le marxisme, avec une vision selon laquelle ce qui fait l'histoire, c'est l'organisation du peuple, et l'idée que la conscience se construit dans la lutte ».*

### **g) Henos Amorina**

Alors que certains le considèrent comme un *pelego* au moment où va être fondé le PT, H. Amorina répond : « Parmi les types qui se disaient 'authentiques', j'ai été le seul à avoir convoqué un meeting de solidarité à l'ABC (...) et nous avons réussi au moins à réunir 300 travailleurs dans un meeting de solidarité, ce qu'aucun syndicat n'a fait [...] C'était à l'apogée de la grande grève [de 79] dans l'ABC. Et nous avons participé à toutes les actions, à toutes les réunions là-bas dans l'ABC »<sup>92</sup>.

Né à Tambaú, dans la région de Mojiana (SP) d'une famille de pauvres, H. Amorina raconte : « Nous, les enfants, nous sortions en courant de l'école, à 11h, pour déjeuner et travailler là bas, à la fabrique de céramique. Nous étions huit frères et sœurs. C'était dur. Nous sommes venus à Osasco en 39, et tous nous travaillions à l'entreprise frigorifique Wilson ». Il n'a pas fait d'études approfondies, mais a suivi l'école primaire et des cours de spécialisation, notamment de formation technique.

Il devient métallo en 1946, à l'âge de 16 ans : « c'est là que j'ai commencé à ressentir la nécessité de l'organisation du faible contre le fort ». Il se syndique donc et devient dirigeant du syndicat. Il en parle ainsi : « j'ai été élu président du syndicat parce que j'avais l'esprit d'un lutteur, d'un organisateur, envie de faire comprendre les choses aux camarades, et même d'harmoniser les choses ». Figurant sur une liste noire, il reste assez longtemps sans emploi « jusqu'en 69 ou 70 », avant, dit-il, « qu'il y ait une avalanche de travail à la Cobrasma »<sup>93</sup>, où il est embauché. Lors de l'élection du maire d'Osasco, il accepte d'être candidat au poste de maire adjoint pour le PMDB et s'éloigne alors du syndicat pour faire campagne. Le candidat au poste de maire est élu, mais pas lui. Ensuite, « il y a eu une élection au syndicat et j'ai été élu président. J'y suis resté jusqu'à 1981 », dit-il. Il ajoute, à propos de son activité syndicale à cette période : « malgré toute cette répression, je pense que ce n'est pas de la peur que j'ai ressentie. C'était une certaine envie. J'avais une espérance brute en moi ». Quant à sa formation politique, il déclare que la prison lui a permis

---

<sup>90</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 52-53). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>91</sup> Idem, p. 53.

<sup>92</sup> Idem, p. 51.

<sup>93</sup> Idem, p. 52.



de s'instruire : « *J'ai pas mal lu. D'ailleurs j'ai été mis en prison 3 fois. J'ai lu Lénine* ». Il entretenait de bons rapports avec le PCB dans toute cette période, et se montre reconnaissant à son égard : « *Le Parti a vachement aidé. A la fondation du PT, constamment, Lula, moi ou Jacó, on allait à Rio, on allait là-bas dans le bureau de Niemayer pour discuter des problèmes, et Niemayer aidait à faire avancer les choses [...] Ca a eu de l'influence, et on a appris et mis en pratique ce qu'il y avait de bon à en tirer* ».

#### **h) Quels profils de dirigeants syndicaux ?**

Qu'ajouter, à propos du profil de ces syndicalistes fondateurs du PT ? De Lula, Rosalina Santa Cruz nous dit : « *Lula lui-même était un syndicaliste qui n'avait pas une formation politique, marxiste. Lula n'en a jamais eu et il n'a jamais dit : 'Je suis marxiste'* »<sup>94</sup>. Chico de Oliveira va plus loin, et analyse de façon très acerbe, avec un fort recul critique, le petit groupe des fondateurs du PT : « *Aucun d'eux n'était de gauche [...] Ce que je dis, c'est que les syndicalistes sont allés vers la gauche en y étant poussés par le mouvement de la société. Si les choses avaient exclusivement dépendu d'eux, il n'y aurait pas eu de mouvement de gauche au Brésil. On n'en connaît aucun parmi eux, parmi les noms importants à l'époque, qui ait été de gauche, à part un, que l'on appelait 'Paulo dos Couros'*<sup>95</sup> *qui était [...] un militant trotskyste déjà connu ; il y en avait d'autres qui suivaient davantage les orientations de l'Eglise catholique [...] et qui avaient un positionnement idéologique légèrement à gauche, et non pas nettement de gauche. Parmi les syndicalistes de São Bernardo, aucun n'était de gauche* »<sup>96</sup>. Dans l'interview qu'il nous a donnée, Chico de Oliveira revient sur cette question, et déclare abruptement : « *Lula n'a aucun programme* »<sup>97</sup>. Et il maintient l'idée que, parmi les dirigeants syndicaux à l'origine du PT, P. Skromov « *était le seul qui était politisé. Les autres, non* ». Quant à Lula, « *il continue à dire qu'il n'est pas de gauche, jusqu'à aujourd'hui. Et il ne l'a jamais été, réellement* ».

Plusieurs interviews de Lula à l'époque où, syndicaliste, il évoquait le projet d'un parti pour les travailleurs, corroborent sa volonté de rester à l'écart des idéologies et des programmes bien définis. Lors d'une interview donnée à *Playboy*<sup>98</sup> en juillet 1979, notamment, Lula refuse de choisir entre capitalisme et socialisme. Puis il ajoute : « *Ce qu'il faut faire, c'est faire en sorte que la société participe à la mise en place d'un régime qu'elle considère comme meilleur. Ni capitaliste, ni communiste. Je ne sais pas... Je pense que la pratique va montrer que ça existe... Qui sait... quelque chose d'autre qui puisse améliorer la situation du Brésil* »<sup>99</sup>. Au journaliste qui lui demande alors si beaucoup de gens veulent qu'il se définisse idéologiquement, il répond : « *Il y en a, mais je ne l'ai jamais fait. Je dois respecter la catégorie que je représente, je dois respecter les idéologies, les points de vue qui existent dans la catégorie. C'est clair que je pense certaines choses, mais cela ne m'intéresse pas de les révéler. Cela ne convient pas, d'impliquer la catégorie*<sup>100</sup>  *dans des luttes idéologiques* ».

---

<sup>94</sup> Notre interview de Rosalina Santa Cruz, réalisée à São Paulo (SP) le 7 août 2010.

<sup>95</sup> *Paulo dos couros* : littéralement : « Paulo des cuirs ». Il s'agit de Paulo Skromov.

<sup>96</sup> Chico de Oliveira, interviewé dans l'émission de télévision Roda Viva, le 2 juillet 2012.

<sup>97</sup> Notre interview de Chico de Oliveira, réalisée à São Paulo (SP) le 22 mai 2014. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>98</sup> Lula, particulièrement à cette époque, était interviewé par toutes sortes d'organes de presse...

<sup>99</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 225). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>100</sup> Par catégorie (*categoria*), il faut entendre les travailleurs de sa branche d'industrie.

Si l'on regarde de plus près la biographie de ces syndicalistes fondateurs, et plus encore si l'on s'intéresse au plus grand nombre des militants syndicaux qui se lancent dans la construction du PT, on voit que sur le fond, l'appréciation de Chico de Oliveira est certes brutale, mais assez réaliste. A part Paulo Skromov, la lecture des interviews données par les syndicalistes fondateurs du PT présentés ci-dessus révèle qu'ils se caractérisent tout au plus par une sympathie socialiste mais que celle-ci est très peu étayée par des connaissances théoriques, par exemple sur l'histoire du mouvement ouvrier, le pouvoir politique, l'économie. Ce sont des syndicalistes de terrain et leur vision du monde est logiquement façonnée à partir d'une approche très empirique. Cette question n'est pas secondaire, surtout si l'on s'interroge sur l'importance que revêt, pour un parti qui aspire à changer radicalement la société, de disposer d'une direction politisée et armée sur le plan théorique. La plupart de ces syndicalistes avaient construit des liens de proximité avec des milliers de travailleurs, défendant leur catégorie professionnelle, sur le terrain de la lutte syndicale au sens le plus strict. Certains avaient une orientation assez marquée à gauche, plus ou moins liée à l'Eglise catholique – ici, on pense en particulier à O. Dutra – et J. Bittar avait une coloration politique favorable au socialisme, comme on l'a vu, mais sans que cela ne soit étayé par une culture politique très élaborée. D'autres ne se reconnaissaient même pas clairement comme étant de gauche. Cela était le cas de Lula et mais c'était aussi vrai de son groupe de syndicalistes de São Bernardo do Campo, avant tout des syndicalistes de terrain sans formation politique. Lula lui-même apporte un élément d'explication : « *Près de 70% des travailleurs de São Bernardo à l'époque avaient moins de 35 ans. C'était des gens qui n'avaient pratiquement pas vécu le mouvement syndical avant 1964* »<sup>101</sup>. Qui plus est, comme on le verra plus loin, une hostilité non dissimulée à l'égard des groupes politiques de gauche d'essence marxiste, surtout implantés en milieu étudiant, servait de ciment à une bonne partie de ces syndicalistes fondateurs du PT.

Néanmoins, ces syndicalistes incarnent indubitablement un certain esprit de rupture et de renouveau dans le paysage politique brésilien. Mais on doit retenir l'idée mise en avant par Chico de Oliveira : les travailleurs se radicalisant, cela poussait vers la gauche des dirigeants syndicaux qui n'étaient pas (ou pas solidement) de gauche par eux-mêmes.

## Section 2 : Autres mouvements sociaux

Avant même l'irruption de la classe ouvrière sur la scène politique le 12 mai 1978, on a vu se développer différents mouvements sociaux<sup>102</sup>. Ceux-ci vont fournir des militants qui intégreront le PT : nous évoquerons successivement le mouvement pour l'amnistie, le mouvement étudiant et le mouvement contre la vie chère. Ces mouvements prennent leur essor au long de la seconde moitié des années 1970. Au sein de ceux-ci, l'influence des catholiques de gauche, en particulier des CEB, est très variable : très faible parmi le

---

<sup>101</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 60).

<sup>102</sup> Margaret KECK (op. cit. p. 64) s'interroge sur l'antériorité d'autres mouvements sociaux à l'entrée en scène du mouvement ouvrier. Elle cite plusieurs facteurs pouvant l'expliquer : « *l'effet inhibiteur de la loi brésilienne corporatiste sur le travail ; la prudence due à la sévère répression des dernières grandes grèves en 1968 ; la rapide expansion de la classe ouvrière urbaine à partir de l'incorporation de migrants en provenance de zones rurales, qui jugeaient la pauvreté et l'exploitation à l'aune de leur lieu d'origine et non par rapport aux conditions de la vie urbaine en général ; la croissance du marché du travail dans les principales zones métropolitaines à la fin des années 60 et au début des années 70* ».

mouvement étudiant, où prédomine l'influence des groupes politiques marxistes, elle est réelle mais non exclusive dans le mouvement pour l'amnistie, et elle est massivement prééminente dans le mouvement contre la vie chère.

## 1°) Le mouvement pour l'amnistie

### a) Chronologie et structuration du mouvement

Le journaliste Alípio Freire raconte la façon dont le mouvement pour l'amnistie a démarré. « *La première grande dénonciation qui a été faite à São Paulo est un document que les journalistes emprisonnés envoient au congrès des journalistes qui se tenait à Salvador en 1971. Signent ces documents Jacob Gorender, Rose Nogueira, Frei Betto, Elza Lobo, moi-même, et d'autres. Nous sommes 11 journalistes à signer [...]. En 1973-74 environ, il y a eu une rencontre de journalistes à Brasília, qui traitaient de la question des droits de l'homme de façon générique [...]. En 73-74, Terezinha Zerbini – qui était mariée à un général et qui a été emprisonnée – va avec certaines mères recueillir des signatures pour l'amnistie, créant le Mouvement Féminin pour l'Amnistie (MFA)* »<sup>103</sup>.

Le Comité brésilien pour l'amnistie (CBA) est créé en 1975, à l'initiative d'avocats et de familles de prisonniers politiques. Marcelo Santa Cruz en est fondateur, et il y participe à la fois en tant qu'avocat et comme membre d'une famille durement touchée par la répression de la dictature (une sœur, Rosalina, arrêtée et torturée ; et un frère, Fernando, « disparu »). Dans son interview, il raconte que c'est en faisant des recherches sur son frère qu'il a rencontré d'autres familles de disparus et que l'action commune s'est ainsi mise en place. Il témoigne ainsi à propos du CBA : « *après sa fondation, nous avons participé au regroupement des forces pour la fondation du Comité à São Paulo, et à partir de ce moment, il a été créé dans presque tous les Etats de la Fédération un comité pour l'amnistie. Et nous avons fait trois congrès: un dans la Bahia, un dans le Minas et l'autre à São Paulo. A l'intérieur du comité, se sont formées diverses commissions, parmi lesquelles la commission des familles de disparus politiques. Il y avait aussi la commission des exilés, et il y avait une commission des prisonniers [...] mais parmi ces commissions, celle qui était la plus active était celle des disparus, peut-être parce que c'était la partie la plus violente de la répression politique au Brésil. Dans la question de la disparition, il fallait agir parce que chaque minute, chaque heure, chaque jour étaient fondamentaux pour sauver la personne, qu'on imaginait encore en vie, sous la torture. Et donc c'était une course effrénée à la recherche d'informations, de personnalités éminentes pour faire des demandes, et à la recherche des avocats pour avancer dans les voies de recours légaux à cette époque [...] J'avais déjà terminé ma formation, et j'ai été un des avocats de Fernando. Et j'ai aussi défendu d'autres prisonniers politiques, et avec la formation du Comité, on a commencé à avoir une action plus efficace, au plan juridique, dans la défense des prisonniers politiques* »<sup>104</sup>.

Ce mouvement pour l'amnistie se développe dans les années suivantes. Le pétiste Perly Cipriano, militant des droits de l'homme, précise que « *même les prisonniers ont eu un rôle important dans cette question. Par l'intermédiaire de leurs proches, ils sont entrés en contact avec des artistes, des intellectuels, des syndicalistes, le mouvement populaire, et*

---

<sup>103</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 60).

<sup>104</sup> Notre interview de Marcelo Santa Cruz, réalisée à Olinda (PE) le 20 août 2010.

*cela a été en s'amplifiant. Et la société elle-même a créé un espace plus vaste pour la lutte pour l'amnistie, qui était une espèce de déversoir de diverses luttes »<sup>105</sup>.*

Après la fondation du comité pour l'amnistie de São Paulo, des comités sont créés dans d'autres villes de l'Etat, puis le mouvement s'étend ailleurs, dans tous les Etats. Alípio Freire ajoute : « *Dans les villes, ces comités s'organisaient par secteurs professionnels, par associations, etc. Il y avait le comité des étudiants, celui des médecins, des journalistes, du personnel de la santé, etc.* ». C'est le journal 'Em Tempo', de la DS, qui est le premier journal à donner la liste des tortionnaires brésiliens, dans un document de dénonciation signé par les prisonniers politiques qui va avoir un grand retentissement. Raul Pont précise : « *Jusqu'alors, quand un prisonnier politique disait qu'il avait été torturé, que la torture existait, les gens ne le croyaient pas »<sup>106</sup>.*

## **b) Militants politiques et syndicalistes face à la question de l'amnistie**

Comment se positionnent les organisations politiques et les syndicats par rapport à ce mouvement ? Alípio Freire raconte que lors du premier « Congrès pour l'Amnistie », le 2 novembre 1978, « *le 'partidão' (PCB) a été la seule organisation de gauche qui s'est tenue en retrait de ce processus. L'OSI<sup>107</sup> a décidé, au début, de créer un mouvement parallèle : Pour la Libération des Prisonniers d'Itamaracá<sup>108</sup>* ». Les autres organisations de gauche participent de façon loyale et unitaire à ce mouvement.

Par contre, on trouve des réticences, une distance nette, exprimée par Lula et d'autres, du côté des syndicalistes. Lula a montré son indifférence sur cette question lors de plusieurs interviews<sup>109</sup>. Et pour W. Benevides, « *le sentiment que les travailleurs avaient à cette époque était que l'amnistie n'était pas une lutte des travailleurs. Il était difficile pour les syndicalistes de comprendre ce qu'était l'amnistie »<sup>110</sup>. Le même syndicaliste précise plus loin : « *la presse elle-même racontait que l'amnistie était une affaire de communistes, de guérilleros, d'assassins, de terroristes »*.*

Perly Cipriano analyse ainsi ce phénomène : « *L'amnistie ne montrait pas aux travailleurs ce qu'il y avait de bon pour eux, ce que l'amnistie pourrait leur apporter [...] Pour les syndicalistes, ça apparaissait ainsi : s'il y a cent ou deux cents prisonniers, c'est peu de chose. Et la presse a beaucoup diffusé l'idée que c'étaient tous des gens de la classe moyenne qui avaient été fait prisonniers. De fait, un syndicaliste qui est un travailleur qui voit chaque jour des gens arrêtés, torturés, il a du mal à comprendre la question de la torture »*. Il ajoute : « *Une partie [des amnistiés] sont entrés en contact directement avec les*

<sup>105</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 37). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>106</sup> Idem, p. 38.

<sup>107</sup> Voir la liste des sigles politiques, et plus loin.

<sup>108</sup> Une île de l'Etat de Pernambouc où il y avait un pénitencier pour prisonniers politiques.

<sup>109</sup> Il déclare dans une interview à la Gazeta Mercantil le 5 avril 1979 : « *Quand on parle d'amnistie [...], ce que je comprends, c'est que beaucoup de gens demandent cela pour les prisonniers et les gens qui ont été bannis pendant ces années. Et la classe travailleuse, qui a été la grande victime de la Révolution, pourquoi ne demande-t-on pas l'amnistie pour elle ? Les gens sont en colère après moi, exigent du respect, et moi-même j'ai eu un frère qui, en 1975, s'est fait démolir pendant 75 jours là-bas au DOI-CODI. Mais la classe travailleuse dans son ensemble, a souffert autant ou même plus que ces gens. Parce qu'elle a eu faim, qu'elle a vécu sous les ponts et qu'elle a vécu cela pendant de nombreuses années – mais à cela, il y a très peu de gens qui y pensent »<sup>109</sup>. Le 29 du même mois, Lula déclare au Jornal da Semana de São Bernardo do Campo e Diadema : « *Les revendications démocratiques des travailleurs ont trait au logement, à l'éducation, aux transports, à la santé, au salaire. Nous pouvons demander à la masse des travailleurs ce que c'est que l'amnistie, ils ne savent pas »*, in LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 171 et p. 184-185).*

<sup>110</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 38). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

*syndicalistes eux-mêmes. Certains sont arrivés sans trop d'humilité pour voir ce qui se passait au Brésil, ils sont mêmes venus avec un langage qui venait de l'étranger, ils apportaient une série d'idées nouvelles en provenance d'Europe, sur la question de l'écologie, de l'homosexualité, mais ces questions n'étaient pas des questions que les travailleurs se posaient de façon immédiate ».*

Malgré tout, la jonction va pouvoir se faire avec le mouvement syndical. On apprend comment, avec le témoignage de l'avocat pétiste L. E. Greenhalgh, qui a d'ailleurs été défenseur de Lula : « *Dans le Mouvement pour l'Amnistie, les intellectuels, la classe moyenne, l'Eglise, tout le monde participait, et dans une réunion, on a dit : 'Tout ça est bien, mais il manque les masses dans ce mouvement, il faut se trouver un syndicaliste' [...] On a donc pris rendez-vous avec Lula [...] Il ne nous a pas plu. Il a dit : 'Ecoutez, cette histoire d'amnistie, de prisonniers politiques, c'est une histoire de classes moyennes. Nous ici, on s'occupe de l'amnistie de l'estomac de la classe ouvrière. Je ne veux pas me mêler de cette histoire d'amnistie [...] Quinze jours plus tard environ, le gouvernement est intervenu dans le syndicat. Il a démis la direction de ses fonctions »<sup>111</sup>. Lula appelle alors L.E. Greenhalgh, disant : « *'Ecoutez, je suis Lula, je sais que nous allons subir une intervention, nous allons être poursuivi politiquement, et donc ça nous intéresse d'en savoir plus sur cette histoire d'amnistie' [...] Le 1<sup>er</sup> mai 1979, il y a une action pour l'amnistie là-bas à São Bernardo. C'est là que la classe ouvrière est entrée dans la lutte pour l'amnistie. Amnistie pour faire revenir Lula à la direction du syndicat, pour en finir avec l'intervention ».* Le rapprochement avec les syndicalistes va se renforcer par la suite, notamment avec l'application de la LSN<sup>112</sup> contre ces derniers. Nous reviendrons plus loin sur cet épisode, qui va déboucher sur une victoire remportée sur la dictature, même de façon partielle.*

## **2°) Le mouvement étudiant**

L'influence de l'Eglise progressiste dans le milieu étudiant est bien moins marquée que dans le combat pour l'amnistie ou, *a fortiori*, le Mouvement contre la vie chère. Dans le mouvement étudiant qui renaît dans les années 1970, la place centrale est tenue par les groupes de la gauche marxiste.

Après 1968 et la répression consécutive à l'AI-5, le mouvement étudiant refait surface progressivement, et se reconstruit à partir d'une grande manifestation qui se tient le 17 mars 1973, après l'assassinat par la dictature de l'étudiant Alexandre Vanucchi, accusé d'appartenir à l'ALN. Ce mouvement regroupe bon nombre d'organisations de gauche. Alípio Freire évoque un autre moment fort : « *l'assassinat du journaliste Vladimir Herzog, en octobre 1975. A ce moment, le mouvement étudiant participe à une grande manifestation »<sup>113</sup>. Les manifestations étudiantes redémarrent donc, et l'année 1977 est marquée par ce qu'on a appelé le « massacre de la PUC »<sup>114</sup>. A São Paulo, doit se tenir, sur le campus de la PUC, la 3<sup>e</sup> Rencontre nationale étudiante pour la réorganisation de l'UNE (Union nationale étudiante), les forces de répression pénètrent sur les lieux, dissolvent violemment la réunion, blessant de nombreux étudiants et faisant 700 arrestations.*

---

<sup>111</sup> Idem, p. 39.

<sup>112</sup> Loi de Sécurité Nationale, voir liste des sigles institutionnels.

<sup>113</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 34-35). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>114</sup> PUC : *Pontificia Universidade Católica*: université catholique de São Paulo.

Valério Arcary ajoute qu'à la fin des années 1970, « le mouvement étudiant est capable, à São Paulo où il est le plus puissant, de réaliser des manifestations de dix ou quinze mille étudiants »<sup>115</sup> et il précise : « Il n'existait pas d'autonomie universitaire, mais il existait un climat de liberté sur les campus universitaires qui permettait une activité, de fait, légale de la gauche ». Valério Arcary note que « les étudiants s'intègrent ensuite avec beaucoup de force dans le mouvement pour l'amnistie » et précise les noms d'emprunts utilisées par les partis de gauche à l'université<sup>116</sup>. Dans l'interview qu'il nous a donnée, P. Skromov insiste sur la violence des relations qui existaient entre ces groupes étudiants. Il explique qu'il n'existait pas « de débat démocratique. Ils avaient un niveau d'affrontement [entre eux] que nous n'avions pas dans le mouvement syndical [...]. Nous étions très gentils à côté d'eux, les uns envers les autres<sup>117</sup>. Eux, s'ils avaient pu, ils se seraient entretués. Au point qu'ici nous avons l'habitude de dire, lorsqu'il y avait de ces vilaines bagarres, que c'était des méthodes étudiantes ! »<sup>118</sup>.

### 3°) Le mouvement contre la vie chère<sup>119</sup>

Ce mouvement prend ses racines dans le travail militant effectué par des militants liés à l'Eglise catholique de gauche, dès avant la moitié des années 1970.

#### a) Un mouvement venant de loin, ancré dans les quartiers populaires, lié à l'Eglise

Irma Passoni, qui a joué un rôle dirigeant dans ce mouvement avant d'intégrer le PT, témoigne ainsi, et mentionne notamment le rôle de protection que l'Eglise jouait pour ces tâches militantes : « En 1972 ou 73 [...], nous faisons un travail avec deux objectifs : professionnaliser les femmes dans différents domaines, par exemple, sur la question de la santé, de l'éducation, dans les travaux manuels ; et discuter des problèmes du mouvement, comme le problème du coût de la vie [...] Dans le contexte historique, il n'y avait pas de possibilité de faire un mouvement qui ne soit pas avec l'Eglise, parce que la répression militaire était très forte [...] D'une certaine manière, le Mouvement contre la vie chère est apparu, intrinsèquement lié aux communautés de base [...] Le soutien apporté pour de bon aux mouvements contre la dictature, et particulièrement au Mouvement contre la vie chère, est venu de l'organisation des femmes [...] Nous avons eu beaucoup de contacts avec les femmes des travailleurs, des ouvriers. A cette époque, nous n'avions aucun lien avec un parti. Il est clair que nous savions que dans ce mouvement, il y avait des gens liés à certains

---

<sup>115</sup> Idem, p. 35.

<sup>116</sup> « Pour ne pas apparaître sous leur propre nom, [ils] utilisaient d'autres sigles, de tendances étudiantes » ». Si l'on essaie de traduire, « l'AP se dénommait 'Refazendo' ('Repartir') ; le PCdoB, 'Caminhando' ('Chemin faisant') ; le MEP, 'Resistência' ('Résistance'), le MR8 pendant toute une période à São Paulo était avec 'Refazendo', mais ensuite il a lancé un nom à lui : 'Mãos à Obra' ('La main à la pâte') ; et le PC, 'Reforma' ('Réforme'), (...) Les trois noyaux étudiants utilisaient les sigles les plus variés. Le seul sigle au niveau national était celui de l'OSI, qui était Libelu (Liberdade e Luta). Les camarades qui venaient de celle-ci se dénommaient 'Centelha' ('L'étincelle'), dans le Minas, et 'Peleia' ('Combat'), dans le Rio Grande do Sul ; et nous [la CS], nous nous appelions 'Ponto de Partida' ('Point de départ'), à Rio de Janeiro, et 'Novo Rumo' ('Nouvelle voie') à São Paulo ». In M. HARNECKER (op. cit. p. 35).

<sup>117</sup> « Même les pelegos », précise-t-il. Et il ajoute : « Joaquinão me prêtait de l'argent quand je n'arrivais pas à payer les factures du syndicat, et il m'avancait de l'argent pour que je puisse faire un voyage pour lancer le PT je ne sais où ».

<sup>118</sup> Notre interview de Paulo Skromov.

<sup>119</sup> *Movimento contra a Carestia*, en portugais.

*partis de gauche, mais ils n'avaient pas le droit d'apparaître comme tels* »<sup>120</sup>. Paulo Vanucchi ajoute que parmi ces organisations de gauche, il voyait beaucoup le PCdoB<sup>121</sup>.

Ce travail militant dans les quartiers populaires était, le plus souvent en tout cas, ouvert à tous, et orienté vers la conquête d'avancées matérielles pour la vie quotidienne des catégories défavorisées<sup>122</sup>. Pour São Paulo, Irma Passoni raconte encore : « *nous avons organisé le mouvement pour l'éducation et nous avons réussi à construire de nombreuses écoles dans la municipalité de São Paulo. Nous avons réussi à construire 300 crèches, comme résultat de ce travail. Nous agissions dans le mouvement pour les transports, nous étions très présents dans le mouvement pour le logement* »<sup>123</sup>.

## **b) Les formes de la mobilisation**

C'est dans ce cadre qu'est apparu le Mouvement contre la vie chère, en s'autonomisant, tout en restant œcuménique. Celui-ci va mettre environ cinq années à se développer, jusqu'à atteindre une visibilité et une influence de masse en 1978, en passant par un seuil notable d'accumulation de forces en 1975, où il apparaît publiquement avec l'Année Internationale de la Femme. Irma Passoni évoque la patience nécessaire et les sacrifices consentis pour parvenir à construire un mouvement réellement significatif à travers ce lent processus : « *les gens n'avaient pas cette vision du droit à la citoyenneté, l'idée de remettre en cause les pouvoirs publics ne serait-ce que pour avoir leur propre école, pour avoir l'eau courante chez eux, pour avoir un bus, et encore bien moins pour une action politique plus globale. C'était un travail pédagogique, un processus quotidien, des réunions qui n'en finissaient pas, on passait d'un groupe à l'autre* »<sup>124</sup>.

Elle évoque le contexte socio-économique de sa naissance: « *En 1972, en plus d'un décrochage salarial massif, nous avons aussi un chômage massif. Face à la situation économique du pays, nous demandions le gel du coût de la vie, la réforme agraire, la reprise de l'emploi et un rattrapage salarial* »<sup>125</sup>. Pour soulever publiquement le problème du coût de la vie, le moyen choisi à l'époque afin de mobiliser massivement tout en s'adressant aux autorités est celui d'une lettre écrite par des femmes et envoyée au Congrès. Irma Passoni précise que les rédactrices de cette lettre agissaient dans plus de trente quartiers différents et raconte la suite, une étude socio-économique puis un travail militant de terrain, de porte à porte : « *Dans un second temps, nous avons fait une étude sur ce qui survenait d'une année sur l'autre, tant au niveau du rattrapage salarial qu'à celui de l'inflation annuelle des produits alimentaires de base [...] Nous faisons du porte à porte, nous présentant comme le Mouvement contre la vie chère, disant quel était notre objectif, et nous avons utilisé ce travail comme un outil en le transformant en pétition, pour aborder les gens chez eux, d'une maison à l'autre, et pour commencer à faire des réunions en petits groupes de communauté, de femmes, d'ouvriers, jusqu'à ce que nous arrivions sur la place publique* » .

---

<sup>120</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 32-33). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>121</sup> Idem p. 33.

<sup>122</sup> Irma Passoni fait le commentaire suivant à ce sujet: « *Les gens ont besoin, dans un mouvement populaire, de se nourrir de la satisfaction de leurs besoins. L'idéologie seule n'apporte pas cette satisfaction. L'idéologie doit être liée aux actions pratiques, et la pratique doit soutenir la vision théorique. Si nous n'avions pas fait cela, le mouvement se serait dissout, parce qu'il n'aurait pas perçu l'objectif immédiat* ». Idem, p. 34.

<sup>123</sup> Idem, p. 33.

<sup>124</sup> Idem, p. 34.

<sup>125</sup> Idem, p. 33.

Ce mouvement connaît un réel succès militant et la pétition obtient 1,3 million de signatures, ce qui en période de dictature est considérable. Irma Passoni apporte encore quelques précisions sur différents aspects de l'organisation de ce mouvement: « *L'apparition publique se faisait en même temps que la cueillette des signatures. Nous avons des réunions de 500, de 1 000 personnes, et au sommet des manifestations, le 20 août 1978, sur la place de la Cathédrale, nous en avons réuni [...] vingt ou trente mille* »<sup>126</sup>. En ce qui concerne son origine et son extension géographique, elle déclare : « *Le mouvement s'est organisé en premier lieu ici, dans la Zone Sud de São Paulo [...] et immédiatement, il s'est étendu vers la région Est, ce qui a également créé un solide point d'appui. Ensuite, à Osasco, dans l'ABC, et finalement dans le pays tout entier. Il en est arrivé à être organisé dans de nombreuses capitales du pays* ».

E. Suplicy évoque ce combat populaire et cette pétition, et explique qu'il a été choqué par le mépris affiché par le régime, mais aussi par l'inégalité de traitement au détriment des travailleurs : « *au moment où les travailleurs s'organisent pour revendiquer, pour obtenir 1 300 000 signatures, que plusieurs dizaines de représentants vont en car à Brasilia pour remettre ce document, qu'ils arrivent là-bas, les autorités refusent purement et simplement de les recevoir [...]. Quotidiennement, des patrons vont à Brasilia et la porte du Palais du Planalto leur est pratiquement ouverte pour discuter avec le président Geisel et faire avancer les revendications concernant leurs affaires* »<sup>127</sup>.

#### **4°) CEB et pastorales dans les mouvements sociaux**

Les trois mouvements sociaux décrits ci-dessus se développent donc à l'échelle nationale dans la seconde moitié des années 1970. Ces trois mouvements entretiennent des relations différenciées avec la partie de la gauche qui est liée à l'Eglise catholique, un acteur majeur du lancement du PT. Notons que parmi les trois mouvements sociaux décrits ci-dessus, c'est le mouvement le plus basé sur les quartiers populaires, celui contre la vie chère, qui entretient les relations les plus intimes, les plus organiques avec l'Eglise progressiste. L'Eglise s'implique dans le mouvement pour l'amnistie, avec d'autres. Elle est pratiquement absente des universités où de nombreuses organisations se réclamant du marxisme tiennent le premier rôle, et se disputent la jeunesse étudiante.

Mais là encore, gare aux visions simplistes : Lincoln Secco précise que ce n'était pas toute l'Eglise catholique qui défendait le projet du PT, loin de là : « *Dans certains cas [...] l'Eglise ne s'est pas contentée de ne pas collaborer, elle s'est opposée au parti* »<sup>128</sup>.

La mobilisation sociale croissante est aussi le fruit de l'action de centaines de prêtres et de religieuses, entourés par des milliers de laïques agissant dans les CEB. Pour V. Giannotti, celles-ci sont porteuses « *de la nécessité de la mobilisation pour lutter contre la Dictature, et du développement de la solidarité envers les revendications populaires, les grèves, les manifestations et les actions* »<sup>129</sup> servant à organiser le mouvement. Il précise que « *les CEB, dans tout le Brésil, sont parvenues à avoir plus de 80 000 noyaux, regroupant deux millions d'activistes des mouvements sociaux* ». L'influence des CEB et de

---

<sup>126</sup> Idem, p. 34.

<sup>127</sup> Eduardo Matarazzo SUPPLICY (op. cit. 2008 p. 252-253).

<sup>128</sup> Lincoln SECCO (op. cit. p. 43).

<sup>129</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 222). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.



la théologie de la libération a été très grande aussi, de par le fait qu'elles ont contribué à former de nombreux militants, dans les mouvements sociaux, dans le syndicalisme et, ensuite dans la sphère politique. V. Giannotti ajoute : « *De nombreux militants de mouvements sociaux, à la périphérie des grandes villes, dans les syndicats et les oppositions syndicales ont été éveillés à la lutte politique par les activités des CEB. Ces Communautés agissaient en lien étroit avec la Pastorale Ouvrière* ». En dehors du syndicalisme, il en va ainsi des mouvements pour le droit au logement, pour la santé, pour l'éducation, qui tous se forment ou renforcés avec des militants chrétiens des communautés de base.

La question se pose d'une façon analogue pour les CEB et pour les syndicats : quelle relation entre le PT en gestation, puis en construction, et les communautés ? La réponse de Frei Betto est la suivante : « *Elles ne se sont pas laissées absorber par les noyaux du PT. Et elles n'ont pas cédé à la tentation de 'confessionnaliser' la politique, de proposer un parti chrétien, niant ainsi la laïcité intrinsèque aux institutions sociales de la modernité. Et le PT n'a pas non plus prétendu répéter l'erreur commise dans des pays socialistes, dont les partis communistes ont fait de syndicats et de mouvements sociaux de simples courroies de transmission de leurs propositions politiques* »<sup>130</sup>.

## **5°) Luites agraires et projet pétiste**

Dans certains Etats peu industrialisés, ou dans des régions peu industrialisées d'Etats industrialisés, les travailleurs de la terre, qu'ils soient paysans ou salariés agricoles, ont constitué une composante essentielle de la base du nouveau parti. Celle-ci s'est construite dans un processus en général bien plus lent et graduel que pour la classe ouvrière industrielle et les salariés urbains. Les luttes agraires de la fin des années 1970 – voire plus anciennes – vont fournir au PT ses premiers militants dans les campagnes brésiliennes dès le processus de fondation du parti. Ainsi en est-il, par exemple, de Manoel da Conceição. Mais ce qui domine dans les campagnes, c'est surtout un processus de maturation, qui permettra au PT de croître en milieu rural, dans certains Etats, après sa fondation, tout au long des années 1980.

### **a) Les mobilisations à la campagne et le PT : généralités**

Nous avons vu que la modernisation de l'agriculture, privilégiant la monoculture et l'exportation, a caractérisé les années de la dictature. A la fin des années 1970, cette situation va fournir le cadre structurel d'une nouvelle vague de mobilisations populaires dans les campagnes.

L'économie d'exportation se développe au détriment de l'agriculture familiale et de la production de cultures vivrières, et provoque d'importants déplacements de la population paysanne d'une région à une autre. Car, comme l'explique João Pedro Stédile, leader national du MST<sup>131</sup>, il y a eu « *une forte croissance des plantations de soja, de canne, de coton, de riz, des orangeries et de l'élevage extensif (...) cela a eu pour conséquences sociales la concentration de la propriété de la terre, l'expulsion de millions de paysans de leurs terres. De 1960 à 1990, plus de 30 millions de paysans ont dû quitter les campagnes.*

---

<sup>130</sup> Frei BETTO (op. cit. 2006 p. 57).

<sup>131</sup> Mouvement des paysans sans terre.

*C'est le peuple le plus migrant au monde. Et la petite production a été marginalisée, ainsi que les produits de consommation intérieure, du fameux panier alimentaire de base : haricots, manioc, lait, maïs, etc. Dans la région Norte, [...] [ce sont de grands] projets d'élevage, d'exploitation de bois et d'extraction de minerais »<sup>132</sup>.*

Il est important de préciser que la syndicalisation dans les campagnes était une tâche difficile, que les paysans et les ouvriers agricoles payaient cher. Lincoln Secco dénombre 1377 travailleurs assassinés entre 1975 et 1989 dans des conflits agraires<sup>133</sup>. Au niveau des conflits sociaux agraires, la situation est différenciée selon les régions. Mais un facteur important est le changement d'attitude de l'Eglise. Alors qu'elle avait majoritairement soutenu le coup d'Etat en 1964, on assiste dans la seconde partie des années 1970 aux effets du concile Vatican II. L'option pour les pauvres et la théologie de la libération deviennent dominants au niveau national, et la pastorale de la terre se charge de développer un vaste travail de conscientisation politique de la paysannerie dans un certain nombre d'endroits. C'est particulièrement vrai dans la région *Sul*. Cela permet le développement d'un syndicalisme paysan. De plus, à partir de 1978, l'exemple des grèves ouvrières conduit une part importante des masses paysannes à se débarrasser de leurs peurs, et de prendre le chemin du combat pour la terre et contre l'exploitation à la campagne. Avec ce combat, ce sont les illusions vis-à-vis des partis traditionnels (ARENA, MDB, puis leurs descendants) qui disparaissent et ainsi, les travailleurs des champs (petits paysans, paysans sans terre, ouvriers agricoles) ressentent, tout comme les ouvriers de l'ABC, la nécessité d'avoir un outil politique réellement conçu par eux et pour eux.

Au niveau des mouvements populaires et des forces syndicales présentes à la campagne, c'est la Contag, fondée en 1964 et regroupant, en une grande centrale, paysans et ouvriers agricoles, qui domine. Le PCB y est assez hégémonique. Mais là comme dans l'industrie ou les services, le syndicalisme est dominé par la notion de service et d'assistance : on se syndique pour avoir de l'assistance médicale ou en matière d'orthodontie. La fin des années 1970 est marquée par le réveil des luttes agraires, un processus qui va s'étendre dans les années 1980, avec en conséquence, l'émergence du PT dans les campagnes, et l'évolution vers la gauche du cours de la Contag. Le mouvement des paysans sans terre est en gestation, et débouchera sur la fondation du MST en 1984, puis sur l'implantation de la CUT rurale.

Certes, dès la fondation du PT en 1980, il existe quelques noyaux militants dans les campagnes, mais le processus d'implantation du nouveau parti est progressif et s'étend essentiellement sur les années 1980, en relation avec les mobilisations qui se développent dans les campagnes brésiliennes. Comme le précise João Pedro Stédile : « *La croissance du PT à la campagne a été un processus naturel. Il s'est fait en lien avec le développement de la conscience des travailleurs et celui des luttes, et les travailleurs [...] ont commencé à s'apercevoir que les syndicats et les mouvements n'étaient pas suffisants pour résoudre leurs problèmes [...] Ainsi, [là où cela bougeait], le pas suivant était la formation du PT* »<sup>134</sup>. Selon lui, l'implantation du PT dans les campagnes se fait en deux temps : de 1980 à 1983 d'abord ; puis de 1985 à 1989. Entre 1980 et 1983, explique-t-il, le PT s'implante là où le travail militant existait déjà et était bien enraciné. Et « *la seconde étape qui s'est caractérisée*

---

<sup>132</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 110-111).

<sup>133</sup> L. SECCO (op. cit. p. 46).

<sup>134</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 111-112). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

*par une énorme croissance du PT, c'est la période de 1985 à 1989 » - période que nous étudierons plus loin. Hamilton Pereira<sup>135</sup> ajoute que « c'est à partir de 1982, lors du premier processus électoral auquel participe le PT, que l'on observe le rapprochement plus massif des travailleurs ruraux vers les rangs du PT »<sup>136</sup>. Il n'en demeure pas moins que, même graduel, ce processus va contribuer à donner un profil très rural au PT dans certains Etats. L'implantation du PT dans les campagnes a un double ressort, comme l'explique Hamilton Pereira : en premier lieu, « vu que le PT est un parti dont le berceau est urbain, le rapprochement des travailleurs ruraux s'est fait surtout par une voie principale : la voie des luttes des travailleurs ruraux. Et donc on va trouver du militantisme agraire dans le PT exactement là où se déroulent des luttes agraires »<sup>137</sup>. Et en second lieu, il y a la voie « des coordinations du mouvement syndical, soit par des liens qui viennent d'avant la naissance du PT, qui ont été établis dans le processus de gestation de la CUT, particulièrement de 77 à 83, soit par le biais du travail pastoral, particulièrement de la CPT ».*

De manière générale, ce ne sont pas les masses les plus pauvres des campagnes qui entrent au PT, car comme le dit encore Hamilton Pereira : « le degré d'exploitation auquel sont soumis ces travailleurs les empêche de participer à quelque action politique que ce soit. Il ne leur reste plus de temps dans leur bataille pour la survie, pour s'adonner à toute autre activité que celle du gagne-pain [...] Ces travailleurs ne disposent pas de temps de loisir. Telle est la donnée de base. Le bóia-fria sort de chez lui à 4h du matin pour monter dans le camion, il travaille une journée de 7, 8, ou 10 heures. Il rentre à la maison et en arrivant il est absolument épuisé [...] C'est la raison pour laquelle c'est le secteur de petits propriétaires qui s'approche du PT, parce que le petit propriétaire est le maître de son emploi du temps »<sup>138</sup>. Il est difficile, particulièrement pour les salariés agricoles, de s'engager dans cette voie, car la répression est très présente. Comme le dit Valdir Ganzer : « Dans le Pará, de grandes entreprises sont venues s'installer. Il suffit que le patron sache qu'un de ces travailleurs s'est réuni avec quelqu'un du PT, le lendemain il se retrouve à la rue. Et donc, il ne participe pas... »<sup>139</sup>.

## **b) Des exemples dans le Nordeste**

Le Nordeste est une région contrastée, avec, l'intérieur, le Sertão, touché par un problème récurrent de sécheresse. Jamais les investissements nécessaires n'ont été faits pour rendre vivable cette région semi-aride. Les rapports sociaux y sont extrêmement violents, et les conditions de travail souvent proches de l'esclavagisme. C'est dans ce cadre que vont se dérouler prise de conscience et mobilisations de cette population paysanne. Alcides Modesto, pétiste du sertão de la Bahia évoque le processus d'organisation et de politisation dans sa région : « Le Nordeste a plus de 20 milliards de mètres cubes d'eau accumulée mais elle n'est pas distribuée à la population, tout cela est sous contrôle, les écluses, les barrages, les puits artésiens sont contrôlés par ce pouvoir. C'est dans ce contexte que ce travailleur commence à prendre conscience qu'il faut changer cette situation, et conquérir non seulement la terre, mais [...] aussi tous les autres services que le

---

<sup>135</sup> Fondateur du PT dans l'Etat de Goiás, il a été responsable des questions agraires au PT.

<sup>136</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 112).

<sup>137</sup> Idem, p. 126.

<sup>138</sup> Idem, p. 126-127.

<sup>139</sup> Idem, p. 127.

*gouvernement a l'obligation de fournir et ne fournit pas. Il n'apporte pas l'école, la santé, les routes, l'eau. Il ne crée pas de structure de stockage et de distribution d'eau, d'irrigation »<sup>140</sup>.*

A cela s'ajoute une situation courante de confusion juridique par rapport à la terre : « *Le posseiro est celui pour qui les terres sont là, elles n'appartiennent à personne, elles n'ont de titre de propriété de personne, c'est à l'Union ou à l'Etat [...] Comme il n'a pas le titre de propriété, le latifundiaire, le grileiro [l'escroc qui falsifie des documents pour s'approprier la terre], étendent son latifundio et l'expulsent de là* ». Cela est générateur de nombreux conflits, avec une multiplication des organisations destinées à assumer cet affrontement. A. Modesto apporte des précisions : « *Le syndicat entre en jeu comme élément organisateur de ces luttes ; souvent la lutte est antérieure au syndicat. Les affrontements commencent parfois de façon spontanée ; et d'autres dirigeants, de l'Eglise elle-même, viennent et aident à organiser et à donner une forme plus permanente à cette lutte. De nombreux syndicats surgissent de cette façon »<sup>141</sup>.*

On relève le rôle central de la Pastorale de la Terre, avant même l'apparition des syndicats de travailleurs ruraux et du MST. Dans le Nordeste, il y avait eu les Ligues Paysannes, mais l'expérience est oubliée par presque tous, la dictature l'ayant brutalement interrompue. Jaime Amorim, dirigeant national du MST en charge du Nordeste, nous explique : « *Nous disons que nous sommes héritiers [...] des Ligues Paysannes, mais en vérité, quand le mouvement [le MST] arrive dans le Pernambouc, et commence à se construire, en vérité, il n'existait plus rien des Ligues Paysannes [...] Du point de vue organisationnel, il n'y avait rien. Et du point de vue subjectif, il y avait bien plus ce sentiment d'une volonté de lutter, mais de la peur en même temps. Et la volonté de lutter, c'était ce qui restait des Ligues Paysannes »<sup>142</sup>. A partir de la moitié des années 1970, les syndicats de travailleurs ruraux apparaissent, malgré les difficultés, et s'unissent dans la Contag, sans que ceci ne vienne se substituer aux CEB, mais avec une autonomisation par rapport à l'Eglise. A. Modesto ajoute que cela s'est déroulé dans un cadre de démocratie participative, et en se servant uniquement des syndicats dominés par les 'pelegos' comme protection contre la répression : « *Il y a des luttes concrètes, spécifiques de ceux-ci, indépendante de l'Eglise, et parfois, contre la volonté même ou l'orientation de l'Eglise. Les principaux leaders de nos communautés de base ont été ceux qui sont devenus les premiers dirigeants de ces syndicats. Et nous sommes parvenus non seulement à faire des syndicats mais nous avons aussi créé des coordinations syndicales »<sup>143</sup>.**

Cela se passe au moment des grandes grèves dans l'ABC et ailleurs, mais pendant un premier temps, précise encore A. Modesto, « *nous ne savions même pas qu'il se passait ça dans l'ABC* ». C'est dans ce cadre qu'intervient la question du PT, car la montée des mobilisations paysannes se déroule en confrontation avec les structures politiques de domination traditionnelles. Les paysans comprennent que ceux pour qui ils votent se retournent contre eux lorsqu'ils entrent en action. C'est ainsi que naît aussi la compréhension qu'ils ont besoin d'un parti, pour eux-mêmes. Ensuite, le cheminement vers le PT est simple, explique A. Modesto : « *Depuis le début, nous avons une relation avec le camarade Lula en tant que dirigeant du PT. Nous avons eu une relation avec lui encore en tant que dirigeant syndical, dont l'expérience dans l'ABC brillait dans tout le Brésil. Les grèves, les résistances,*

---

<sup>140</sup> Idem, p. 123.

<sup>141</sup> Idem p. 124.

<sup>142</sup> Notre interview de Jaime Amorim, réalisée à Recife (PE), le 16 juin 2014.

<sup>143</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 125). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

*les luttes concrètes. Et cela n'arrêtait pas de stimuler d'autres luttes, y compris des luttes qui étaient antérieures à celles de l'ABC. La direction de Lula était une stimulation permanente ».* Et c'est ainsi qu'a lieu le rapprochement avec le PT, permettant l'organisation d'une partie de ces paysans en révolte.



# Chapitre 5 : Le PT, la gauche et les intellectuels

---

## Section 1 : La gauche politique et le projet pétiste

Si, comme on va le voir, la quasi-totalité des groupes de gauche rescapés de la lutte armée, ou bien d'obédience trotskyste, ou d'autres comme le MEP (issu de la Polop), ou bien l'AP, rejoignent le PT dès sa fondation ou peu après celle-ci, les organisations de gauche plus « traditionnelles », n'ayant pas rompu avec le stalinisme et ses conceptions, considèrent avec hostilité le projet, puis *a fortiori* l'émergence du Parti des Travailleurs.

### 1°) Les opposants au projet pétiste au sein de la gauche

Il s'agit ici du PCB, du PCdoB, et du MR8<sup>1</sup>. Il existe des différences entre ces trois organisations politiques, notamment quant à leur attitude concrète par rapport au PT, mais elles partagent une même compréhension globale de la société brésilienne, et une même conception fondamentale de la politique à mettre en œuvre pour dépasser cette réalité sociale. Ces deux éléments, liés, créent une incompatibilité entre leurs projets et le projet pétiste (du moins à ses débuts). Le PCB, le PCdoB et le MR8 sont mus par l'idée que le Brésil est un pays dominé par les structures du féodalisme, et non pas par celles du capitalisme. Et en conséquence, ils défendent tous les trois une conception étapiste de la révolution à mener à bien au Brésil, ce qui a valu des scissions aux deux premiers de ces partis. L'apparition du PT va marquer la fin d'une période. Le *partidão*, en particulier, se retrouve mis sur la touche. En voulant freiner le mouvement impétueux des grèves et éviter la radicalisation politique qui l'accompagne, de peur d'effrayer la bourgeoisie « nationale » qu'il continue à voir comme une alliée stratégique, il se met en travers du mouvement réel de la classe dont il continue à prétendre être le représentant, et qui va dès lors le considérer de plus en plus comme une vieille chose inutile, y compris dans les syndicats.

Sans entrer dans les détails, on peut dire que de ces trois partis, c'était sans nul doute le PCB, de loin le plus implanté au départ, qui avait le plus à perdre dans l'émergence du PT, et qui, de fait, a fini par être totalement marginalisé par ce dernier. Déjà très affaibli et beaucoup critiqué pour son rôle dans la défaite historique de 1964, il a « loupé le coche de l'histoire » au moment où les luttes des travailleurs ont ressurgi, et en a payé le prix fort. Le PCdoB, quant à lui, après avoir dénoncé et calomnié le PT<sup>2</sup>, parviendra, à la fin des années

---

<sup>1</sup> Dans le chapitre précédent, nous avons présenté le MR8 tel qu'il a été dans sa jeunesse : une scission de gauche du PCB, d'inspiration guévariste, choisissant la lutte armée et organisant, notamment avec l'ALN, des enlèvements de diplomates. Le MR8 que l'on retrouve à la fin des années 1970, au moment de la gestation du PT, n'a plus grand-chose à voir avec l'organisation guérillériste d'autrefois. Dans le courant des années 1970, il a subi un processus d'involution qui a conduit les rescapés de l'organisation de combat à une sorte de « retour au bercail » dans le giron du stalinisme – y compris en défendant la personne de Staline – et dans une situation de proximité politique avec le PCB.

<sup>2</sup> Le PCdoB se montre très hargneux vis-à-vis du PT en le qualifiant de « réformiste » - alors même que ce dernier défend des positions plus à gauche ; et il est volontiers calomnieux vis-à-vis du nouveau parti : il l'accuse « *tout comme le PDT,*

1980, à survivre en s'adaptant à la nouvelle situation, notamment par une politique d'alliance avec dernier. Le MR8 « restalinisé »<sup>3</sup> va tenter de jouer vis-à-vis du PT naissant un double jeu<sup>4</sup> qui va échouer, puis survivra en tant que petite secte stalinienne sans prise sur la réalité.

## 2°) Syndicalistes et « groupes de gauche »

Mais la presque totalité de ceux qui au Brésil étaient appelés les « groupes de gauche » (c'est-à-dire des groupes militants d'extrême-gauche), ont fait le choix de rejoindre le PT. Ce choix n'a pas revêtu la même valeur d'engagement militant pro-pétiste selon ces groupes, certains étant plus sceptiques que d'autres sur les capacités du nouveau parti de devenir ce qu'ils souhaitaient : le grand parti révolutionnaire des travailleurs brésiliens. Mais si l'on observe les choses globalement, les dirigeants syndicaux à la tête du processus de lancement du nouveau parti n'avaient pas beaucoup de sympathie pour ces militants politiques, et se méfiaient d'eux. Certains, parmi ces « groupes de gauche », leur rendaient bien, d'ailleurs.

### a) Méfiance des syndicalistes « authentiques » contre les « groupes de gauche »

Un journaliste pose à Lula, quelques jours à peine après la naissance officielle du PT, la question suivante : « *Mais vous admettez que la présence de ces groupes ultra-radicaux nuit à la construction du parti ?* ». La réponse de Lula est celle-ci : « *Je pense que la façon d'affronter ces groupes extrémistes, c'est de les mettre en contact avec la classe travailleuse, et elle, la classe travailleuse, se chargera de faire en sorte que ces groupes cessent d'être radicaux et finissent par exécuter les ordres de ceux qui peuvent déterminer les règles du jeu, c'est-à-dire la classe travailleuse elle-même. Tout cela est très simple, il suffit de les retirer du monde théorique et de les mettre dans le monde réel* »<sup>5</sup>. Un peu plus loin dans la même interview, Lula explique qu'il pense que les militants d'extrême gauche vont comprendre d'eux-mêmes que leurs positions ne peuvent pas gagner la majorité de la classe ouvrière : « *Ce que je comprends, c'est que ces groupes radicaux doivent évoluer politiquement jusqu'au point de comprendre que les propositions politiques radicales n'ont pas leur chance parmi la classe ouvrière. Ces camarades devront comprendre que le travailleur n'est pas un moyen d'action ou de pression, c'est quelque chose de beaucoup plus important, c'est l'élément de transformation* ». Et plus loin : « *D'un point de vue pratique, j'ai la certitude que tous ceux qui, d'un point de vue théorique, se disent eux-mêmes de gauche, devront se convaincre de la nécessité de s'incliner devant la sagesse de la classe travailleuse* ». Le journaliste insiste : « *Mais, en mettant ces groupes radicaux de gauche en contact direct avec la classe ouvrière, vous ne courez pas le risque d'amener le parti à une position plus radicale ?* – Réponse de Lula : *Non. D'abord parce que les gens qui se disent*

---

*d'être mis sur orbite par la social-démocratie allemande, et de compter 'sur le soutien discret mais effectif des impérialistes yankees' ».*

<sup>3</sup> P. Skromov, dans notre interview, déclare : « *le MR8, c'était le grand groupe stalinien. A tel point qu'aujourd'hui, c'est le seul groupe stalinien (...) Il voulait corriger les déformations causées par Khrouchtchev - vraiment des staliniens, dans le sens 'Marx-Lénine-Staline. C'était le MR8 qui nous gênait le plus parmi les staliniens, avec un quotidien 'O olho do povo' [L'œil du peuple], un journal aussi important que les journaux bourgeois (...) Ils n'acceptaient même pas Khrouchtchev, ils pensaient que c'était pour ça que les choses allaient mal, à cause de la disgrâce de Staline* ».

<sup>4</sup> En particulier en faisant mine de vouloir participer à la fondation du nouveau parti, en tentant de le manipuler de l'intérieur pour le faire dévier de sa route. Voir plus loin, dans la partie sur les étapes de la gestation du PT, les explications données notamment par P. Skromov sur les pratiques de ce groupe.

<sup>5</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 256). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.



démocrates dans ce pays ont besoin d'apprendre à vivre avec des groupes d'extrême-gauche. Le rôle des travailleurs n'est pas de se subordonner à des extrémistes, mais de les avoir comme subordonnés. En second lieu, la grandeur de la classe travailleuse ne permettra pas que des groupes radicaux rétrécissent la proposition d'un parti de masse, comme est le PT »<sup>6</sup>.

Lula se défend donc d'ostraciser les militants de l'extrême gauche organisée, mettant en avant le caractère démocratique de sa pratique vis-à-vis de ceux-ci. Il précise encore, ailleurs : « *Malgré la méfiance, la direction du syndicat autour de moi a peut-être été la plus démocratique que ce syndicat ait jamais connu, parce qu'on mettait en œuvre une politique de bonne cohabitation avec tous ces regroupements. Je ne leur ai jamais manqué de respect. Je ne les ai jamais marginalisés et je n'ai jamais été marginalisé par eux. Ce n'est qu'en 80 qu'ils ont décidé de me défier et de faire une liste contre la liste de Meneguelli et là, nous avons gagné contre eux à 90%* »<sup>7</sup>. Mais Lula révèle aussitôt ce qui apparaît comme un certain simplisme dans sa perception de ces groupes d'extrême gauche : il explique que, pour eux, « *tout est déjà écrit, tout est déjà fait, Marx, Lénine, Trotski, Engels ont déjà tout dit. Ce n'est pas vrai. Y compris parce qu'à l'époque où vivaient ces personnes, il n'y avait pas le système d'exploitation moderne qu'il y a aujourd'hui ; il n'y avait pas la technologie qu'il y a aujourd'hui. Ce n'est pas vrai que tout est déjà écrit. Il reste beaucoup de choses à écrire [...] C'est vrai que les organisations de gauche ont perdu beaucoup de cadres sous la dictature, mais les gauches organisées, toutes réunies au Brésil, n'ont pas perdu autant de cadres que nous. Rien que dans la grève de 81, 15 000 travailleurs ont été renvoyés, dont au moins quelques 2 000 militants en première ligne [...] A chaque grève, nous perdions des milliers de cadres ; ils en perdaient un ou deux et nous en perdions 100, 200, 300* ». En procédant par amalgame, Lula montre son manque de connaissances par rapport à ces forces politiques qui sont pourtant parties intégrantes du PT, comme nous y reviendrons. Par ailleurs, la forme adoptée par la dernière partie de son discours, opposant le « eux » (les militants politiques de gauche) et le « nous » (les travailleurs) montre bien que Lula se méfie : il ne considère pas ces militants comme étant réellement des alliés, comme étant vraiment dans le camp des travailleurs.

D'autres syndicalistes se montrent plus cassants à l'égard des « groupes de gauche », tels Henos Amorina, qui déclare que ceux-ci, « *d'une certaine façon, ont fait un peu trainer la discussion sur le Parti des Travailleurs [...] à cause de leurs propositions mirobolantes* »<sup>8</sup>, même si par ailleurs H. Amorina reconnaît que ces groupes ont permis la réflexion, notamment la *Convêrgencia Socialista* (CS), « *d'un très bon niveau d'éducation politique* », dit-il. Olívio Dutra se veut nuancé, et ne met pas tout le monde dans le même sac : « *Il y a eu des organisations de gauche qui, immédiatement, se sont intégrées au projet de construction du PT, avec une vision stratégique. Et d'autres, ensuite, qui sont arrivées avec l'idée que le PT était un front de gauche* ». Mais lorsque l'on rentre dans le détail, on se rend compte que ce sont souvent des divergences politiques profondes, d'ordre programmatique ou stratégique, qui étaient en cause. Ce sont de tels points que nous évoquerons lorsque nous étudierons le processus de discussion conduisant à la naissance du PT, et notamment les débats parfois tendus autour des textes fondateurs.

---

<sup>6</sup> Idem, p. 257.

<sup>7</sup> M. HARNECKER (op. cit. p.137). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>8</sup> Idem, p. 163.

Les pratiques de prolétarianisation de jeunes étudiants étaient courantes à l'époque, et la Convergence socialiste (CS) notamment, avait fait de l'envoi des militants étudiants à l'usine, une tactique de construction pendant un certain temps<sup>9</sup>. Ces petites organisations avaient en général parfaitement conscience de leur isolement par rapport à la classe ouvrière, et c'est précisément ce qui les conduisait, ou les avait conduites à des choix de construction dont elles espéraient qu'ils les mettraient en prise avec la classe sociale dans laquelle ils percevaient la nécessité d'agir : embaucher des militants, être à la porte des usines, faire un travail politique dans les quartiers populaires... et finalement, rejoindre le PT, dont l'écho dans la classe ouvrière a été favorable dès le début.

Alípio Freire (militant pétiste issu de l'*Ala Vermelha*, elle-même scission du PCdoB), critique une certaine vision spontanéiste du mouvement syndical, selon laquelle les militants de gauche n'auraient eu aucune influence sur les grandes grèves à partir de 1978, notamment dans l'ABC. Il rejette le « *mythe [selon lequel] le mouvement syndical de l'ABC aurait été un mouvement spontané* »<sup>10</sup>. Pour lui, « *Cette vision répondait entre autres, aux intérêts des forces qui voulaient exclure les cadres d'origine marxiste et d'origine révolutionnaire de la direction du PT, une certaine force anticomuniste qui imprégnait nettement le PT à cette époque. Elle répondait aussi aux intérêts de certains nouveaux militants, nés du ventre des grèves de l'ABC, qui n'avaient pas accumulé d'histoire, pour s'assurer que la direction de tout le mouvement resterait entre leurs mains* »<sup>11</sup>. Mais même si les militants d'extrême gauche existaient bel et bien, et même si, dans la seconde moitié des années 1970, ils agissaient, ou tentaient d'agir, malgré leurs forces limitées, au sein du prolétariat industriel, ou tout au moins de s'adresser à lui, leur impact sur la grande majorité de ce dernier était infiniment plus limité que celui de leaders de masse comme Lula. C'est d'ailleurs cette conscience qui permet à Lula, comme on l'a vu dans différentes interviews, d'afficher sa sérénité et sa tolérance vis-à-vis de ces groupes d'extrême gauche<sup>12</sup>.

Cela dit, les militants de ces « groupes de gauche » eux-mêmes se rendaient parfaitement compte qu'ils n'étaient guère appréciés par les syndicalistes à la tête du processus d'émergence du PT. Parmi nos interviewés originaires de ces petites organisations politiques, ce rejet est assez souvent mentionné. Ainsi, Cyro Garcia, ex-militant de la CS et fondateur du PT, répond ainsi à la question suivante, très directe : « *Depuis le début, Lula n'a jamais aimé la Convergência ?* – Réponse : *Jamais, jamais, jamais. Nous lui donnions beaucoup de boulot !* (rires) ». Et plus loin, Cyro Garcia précise : « *Ils pensaient qu'on profitait du Parti, mais la différence était, au fond, bien plus politique. Nous étions un courant plus à gauche, nous avons toujours mené des polémiques à l'intérieur du Parti, en essayant toujours de tirer le programme vers la gauche* »<sup>13</sup>. Ana Lúcia Santa Cruz était elle aussi de la CS, mais elle a ensuite rompu avec son passé trotskyste. Cela ne l'empêche pas de tenir des propos voisins de ceux de Cyro Garcia, tout en précisant que l'hostilité à l'encontre de son organisation d'origine est même antérieure à la naissance du PT : « *Les*

---

<sup>9</sup> Lula se gausse, notamment dans l'interview donnée à M. Harnecker, de ces jeunes militants dont l'origine de toute évidence non ouvrière sautait aux yeux des travailleurs. In M. HARNECKER (op. cit. p.136).

<sup>10</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 132).

<sup>11</sup> Idem, p.132-133.

<sup>12</sup> Cette bienveillance affichée par Lula semble contradictoire avec ce que raconte Alípio Freire [in M. HARNECKER (op.cit. p. 143)] lorsqu'il explique que l'*ABCD Jornal* était bien accepté par les travailleurs et les syndicalistes de São Bernardo do Campo, fief de Lula, contrairement au journal de la *Convergência Socialista*, dont les militants devaient parfois décamper en courant de devant le siège du syndicat, parce que les syndicalistes de São Bernardo refusaient leur présence.

<sup>13</sup> Notre interview de Cyro Garcia, réalisée à Rio de Janeiro (RJ), le 12 mai 2014.

*syndicalistes ne nous aimaient pas beaucoup. C'était nous qui les affrontions. On disait qu'ils avaient une vision erronée des choses, et beaucoup d'entre nous se sont opposés à eux à l'intérieur des syndicats. Et c'est ensuite que nous sommes allés travailler ensemble avec eux, au sein du Parti des Travailleurs ».* Même si la CS remporte sans doute la palme du groupe de gauche le plus rejeté par les dirigeants d'origine syndicale du PT, elle n'était pas la seule à inspirer, au moins, de la méfiance. Joaquim Soriano, dirigeant de la Démocratie Socialiste, moins encline à cogner sur les dirigeants syndicalistes du parti, déclare : du côté du « *groupe des syndicalistes [...] l'image qu'ils utilisaient était que nous avons deux chemises l'une au dessous de l'autre, etc.* »<sup>14</sup>. Les militants politiques de gauche étaient donc perçus comme portant une chemise cachée, de la couleur de celle de leur petite organisation, et recouverte hypocritement par celle aux couleurs du PT : telle était la vision qu'avaient beaucoup de dirigeants syndicaux.

### **b) Méfiance des « groupes de gauche » contre les syndicalistes « authentiques »**

En sens inverse, certains préjugés ou au moins une certaine méfiance, avaient cours contre les dirigeants syndicaux, en particulier du fait qu'ils étaient liés à l'appareil syndical officiel, comme le signale Vinicius Brandt : « *Beaucoup de gens pensaient que, du fait qu'ils étaient reconnus par le pouvoir, ils étaient complices de ce pouvoir (...) A l'une de ces réunions, la gauche pensait que Lula était 'pelego' parce qu'il ne faisait pas partie de la gauche organisée officiellement (...) La gauche organisée pensait que c'était absurde que quelqu'un qui ne soit pas membre de sa tendance ait un rôle d'avant-garde* »<sup>15</sup>. Ivan Valente est un peu plus précis, et cite des noms : « *Les motifs de défiance que les organisations de gauche avaient à l'époque, c'est le fait que beaucoup d'organisations les côtoyaient, en tant qu'opposition syndicale, par exemple à Osasco, avec Henos Amorina. Il était considéré comme un 'pelego' à l'époque. Et à l'époque où Lula a réuni plusieurs syndicalistes, y compris un de São Caetano do Sul (...), João Lins – qui est un des pires 'pelegos' ayant jamais existé dans ce pays, qui a fraudé dans quatre élections consécutives pour gagner face à l'opposition métallurgiste – en est venu à faire une réunion avec Lula. Pour nous, il ne suffisait pas que le type ait une tête d'ouvrier. Il était nécessaire qu'il ait une définition politique, idéologique, dans le sens de ce qu'on comprend comme étant les intérêts des travailleurs* »<sup>16</sup>.

Toutefois, la méfiance vis-à-vis des dirigeants syndicaux était assez loin d'être unanime. A l'Action Populaire, c'est une autre réaction qui prévaut, comme le précise Jorge Almeida : « *A l'AP, le syndicalisme authentique était vu avec sympathie, car il était possible de développer le projet d'un nouveau syndicalisme en travaillant avec les secteurs les plus authentiques, les plus combattifs, à l'affrontement du 'pelego' et à la lutte pour le syndicat officiel. Notre ligne était d'agir dans les oppositions, mais là où il y avait la possibilité d'agir en commun avec la direction du syndicat, nous agissions avec elle. Même dans l'organisation d'oppositions, nous défendions des mouvements larges capables de battre les 'pelegos' et de changer l'action du syndicat dans la pratique* ».

### **c) Un vide politique à gauche ?**

---

<sup>14</sup> Notre interview de Joaquim Soriano, réalisée à Brasilia (DF), le 10 août 2010.

<sup>15</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 134). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>16</sup> Idem, p. 135.

Une autre question utile est de savoir quel était le degré de « nécessité », du point de vue des « groupes de gauche », de rejoindre le PT. Autrement dit, est-ce que le vide politique à gauche – que nous avons tenté de faire ressortir en conclusion de la première partie – que des petits groupes d'extrême-gauche atomisés ne pouvaient sans doute pas combler par eux-mêmes, les conduisait à voir dans un projet plus vaste, comme celui du PT, avec son ancrage syndical, une opportunité ou même une nécessité historique ?

Les avis sont partagés : P. Skromov semble penser qu'après tout, le vide était très relatif et que les petits groupes d'extrême-gauche avaient déjà le vent en poupe : « *quand le PT surgit, les organisations de gauche étaient dans un processus de franche récupération (...) La gauche avait déjà des groupes de milliers de personnes quand les PT a surgi. Par exemple, le MEP était assez grand. Au début du PT, dans plusieurs Etats, le MEP avait quasiment le monopole, le contrôle. Dans le Paraná, dans l'Espírito Santo, dans plusieurs autres Etats. Il avait un poids très important à Rio de Janeiro. A Rio, tant que le MEP n'a pas adhéré à la proposition du PT, celle-ci est restée marginale. Je pense que la caractérisation ne peut pas être celle d'un vide, mais plutôt peut-être d'une absence de proposition agglutinante* »<sup>17</sup>.

C'est ce que conteste Valério Arcary : « *Il existait un grand vide politique à gauche. [...] Tout vide en politique est relatif : s'il n'est pas rempli par une force, il est rempli par une autre. Il existait huit grandes organisations qui, à la rigueur, en 78 et 79 avaient une implantation seulement dans le mouvement étudiant, qui ne possédaient pas de base d'influence de masse ou d'implantation sérieuse dans le mouvement ouvrier, à part localement. Il s'agit : du MR-8 ; de l'Ação Popular ; du MEP ; du PCdoB ; du PCB ; et des trois noyaux d'organisations qui se réclamaient de la IV<sup>e</sup> Internationale : la Convergência en 79 ; la Démocratie Socialiste ; et l'OSI-Libelu (...) [Il s'agit] d'une gauche qui a été pratiquement décimée et qui ne s'est reconstruite à partir de 74, 75 que dans le mouvement étudiant : là est la base de la reconstruction. Certaines d'entre elles dépassent déjà la condition de petits noyaux fondateurs et de petits groupes de propagande, avec quelques centaines, et pour certaines d'entre elles avec plus de mille militants, mais leur influence réelle est très restreinte aux libertés qui ont été conquises à l'intérieur des universités et à la capacité de mobilisation dans le mouvement étudiant* »<sup>18</sup>.

On comprend que la prise en compte de cette réalité sociologique et numérique pousse ces organisations à affluer vers le PT, si elles veulent avoir une quelconque influence sur le monde du travail, en plein renouveau et en plein mouvement.

### **3°) La gauche pétiste issue du PCB**

#### **a) Les rescapés de l'ALN**

Ce sont quelques dizaines de militants dont il est question ici. L'ALN sort démantelée de la phase de répression, et son noyau dirigeant disparaît en tant que structure en 1974, explique P. Vannuchi. Mais les militants issus de l'ALN tirent un bilan nettement moins à droite que d'autres groupes, en particulier le MR8 avec lequel ils ont collaboré quelques

---

<sup>17</sup> Idem, p. 137.

<sup>18</sup> Idem, p. 138.

années plus tôt. Ce qui est identifié comme problème, c'est la relation entre avant-garde et masses, remarque P. Vannuchi, qui précise : « *On est sortis de prison disposés à corriger cela (...) Quand nous sommes revenus, il y a eu un processus pour retrouver des restes de l'ALN au Brésil. Il s'est agi aussi de retrouver des camarades d'autres organisations que nous connaissions (...) Nous étions quelques dizaines, avec une structure qui n'était pas rigoureusement organisée (...) Nous avons discuté avec les camarades issus du PCBR, de l'Ala Vermelha et d'autres restes de la lutte armée et nous sommes arrivés à la conclusion qu'il ne suffisait pas de penser de la même façon que la lutte armée était nécessaire (...) pour travailler ensemble. Avec les trotskistes il y a eu aussi beaucoup de discordance (...) Avec le MEP, dans certains endroits, nous avons maintenu un contact de respect mutuel* »<sup>19</sup>.

Le projet est dès lors, plutôt, de regrouper des marxistes ayant vécu la lutte armée et des chrétiens de gauche dans quelque chose de plus vaste. A la fin des années 1970, le petit groupe autour de P. Vannuchi accède à une relation plus ouverte avec l'Eglise, ils sont invités à monter un centre d'éducation avec l'Institut Sedes Sapientiae – lié à la PUC et donc à l'Eglise catholique – et c'est à cette occasion qu'il reprend contact avec Frei Betto, avec qui la coopération sur São Paulo va être concrète. P. Vannuchi raconte : « *Entre 77 et 78, nous commençons à faire un travail que, je crois, nous étions les seuls à faire dans la gauche ici : un travail large avec l'Eglise, des prêtres, des sœurs, des communautés de base, la Pastorale ouvrière et la Pastorale de la terre, et nous nous proposons pour structurer des cours de formation politique. Le cadre dans lequel nous opérons était celui des communautés, de la Pastorale ouvrière et aussi l'opposition syndicale des métallos de São Paulo. Moins de contact avec l'ABC et à l'extérieur de São Paulo (...) Nous avons conscience que ce n'était pas le moment de la lutte armée au Brésil* »<sup>20</sup>.

Quant à la perspective de l'entrée de son petit groupe dans le PT, P. Vannuchi affirme clairement qu'il s'agissait pour lui d'une perspective majeure et stratégique : « *L'idée ne nous est jamais venue d'y être dans le but de l'utiliser, parce que nous n'avions pas un projet pour lequel la voie révolutionnaire au Brésil, c'était l'ALN ou un nouveau sigle. [...] Nous défendons, tout d'abord, l'idée que ce n'est pas un front, pas un parti tactique. Nous nous considérons comme marxistes-léninistes, mais sans être liés à une structure léniniste d'organisation [...] Pour nous, ce qui était fondamental, c'était la capacité pratique d'une proposition à répondre aux défis historiques qui étaient face à nous [...] Nous n'allions pas agir dans le PT comme un groupe organisé pour disputer des positions ou pour intervenir* »<sup>21</sup>.

## **b) Le PCBR**

Le PCBR avait – on l'a vu – subi une défaite militaire dans sa lutte armée contre la dictature, et ce dès 1969. Apolônio de Carvalho compte 145 disparus parmi ses camarades<sup>22</sup>. L'exil et la clandestinité sont le lot des rescapés du PCBR, et ces derniers essaient difficilement de se réorganiser, jusqu'au moment où le PT apparaît. La proposition pétiste est immédiatement perçue comme nécessitant un investissement profond des militants du PCBR, sans arrière-pensées, nous dit Bruno Maranhão, qui précise comment son groupe comprenait l'émergence du PT : « *Il y a eu une reformulation, pour faire un*

---

<sup>19</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 145).

<sup>20</sup> Idem, p. 145-146.

<sup>21</sup> Idem, p. 146-147.

<sup>22</sup> Idem, p. 148.

*travail de masse, à la base, une réorganisation de l'affrontement politique. Et d'un autre côté, il se formait une avant-garde ouvrière, sans parti politique – il y avait, comme organisation, de petits groupes – et il y a eu aussi une avancée très forte du mouvement étudiant, avec des intellectuels de gauche, et donc un débat à ce moment-là »<sup>23</sup>.*

Le PT est considéré par les anciens du PCBR comme un « *outil stratégique* », explique, ailleurs, le même Bruno Maranhão, qui précise l'état d'esprit de son groupe par rapport au nouveau parti émergent : « *Nous avons parié sur le PT. Notre contribution au PT s'est faite depuis le premier instant d'une façon extrêmement positive, sans instrumentalisation et sans utilitarisme. Nous n'avons jamais pensé que le PT était un espace de recrutement de militants. Confondre le noyau du PT et le noyau d'une organisation communiste serait une erreur très grave. Tout en respectant les décisions majoritaires du PT, les militants du PCBR cherchaient à mener la lutte politique, en visant à approfondir le caractère révolutionnaire du PT, en lui donnant les moyens de devenir une des forces sociales et politiques de transformation radicale de la société (...) Notre orientation générale était de construire les instances pétistes dans la ligne du PT (...) Nous avons fait une réunion début février 1979, d'où nous avons tiré la première élaboration globale sur la situation brésilienne (...) En 1980, nous disions la chose suivante : 'L'axe principal pour que le PT devienne viable comme outil alternatif de transformation sur le terrain de la lutte pour le socialisme est le lien avec le mouvement'. Nous considérons que la composante doctrinaire était une entrave à ce processus, mais nous avons clairement à l'esprit que l'adversaire stratégique principal était la social-démocratie »<sup>24</sup>. Bruno Maranhão insiste encore sur les efforts de son groupe dans la campagne de légalisation du PT, et sur la franchise et le respect qui caractérisent sa relation avec Lula.*

C'est surtout dans le *Nordeste* que l'apport de forces militantes du PCBR est significatif. Bruno Maranhão précise cela : « *Nous avons le journal quinzomadaire 'O Povão' qui circulait dans 9 Etats, étant plus implanté dans le Nordeste. Il a atteint un tirage de 20.000 exemplaires. C'était un journal de masse. Sur notre invitation, le camarade Lula a participé au conseil éditorial pendant son existence. Notre engagement vis-à-vis de Lula a été que dans la mesure où le PT aurait un journal de masse, nous fermerions 'O Povão'. Avec le lancement du premier journal du PT, 'O Jornal dos Trabalhadores', nous avons fermé 'O Povão' et nous nous sommes intégrés à cette initiative pétiste en 1982. La grande contribution de 'O Povão' a été de faire connaître au mouvement ouvrier urbain les expériences de lutte du mouvement paysan (...) Nous avons eu une présence décisive dans l'implantation du PT dans la région du Nordeste : dans les Etats de Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambouc et Bahia. Nous n'avons jamais escamoté notre histoire et nos positions. Nous avons toujours pensé qu'il n'existait pas de sortie pacifique aux impasses structurelles de la société brésilienne. La violence injuste des classes dominantes est déjà présente au quotidien dans la vie sociale de notre pays, de mille façons. La réponse des travailleurs et des marginaux sociaux sera la violence juste. Le PT doit être préparé à ce moment »<sup>25</sup>.*

#### **4°) La gauche pétiste issue du PCdoB**

---

<sup>23</sup> Notre interview de Bruno Maranhão.

<sup>24</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 149). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>25</sup> Idem, p. 149-150.

Le projet pétiste ne va pas laisser insensible une partie du PCdoB. En 1979, une scission se dessine dans le PCdoB, matérialisée par des expulsions et l'adhésion de tout un courant du parti au PT, officielle en 1981. Un peu plus tard, en 1984, d'autres dissidents du PCdoB formeront le PRC (*Partido Revolucionário Comunista*) et rejoindront le PT.

### a) L'*Ala Vermelha*

L'*Ala* (nom communément donné à l'*Ala Vermelha* ou encore AV ('Aile Rouge'), est une dissidence du PCdoB dont l'origine remonte à 1966, une dissidence formée alors par des membres des Ligues paysannes et par des membres du mouvement étudiant qui défendait une position de type foquiste dans la lutte armée, et qui tout en se référant globalement au maoïsme du PCdoB, parlait déjà du caractère capitaliste de l'économie brésilienne...

En juin 1979, une minorité se dégage lors de la VII<sup>e</sup> Conférence du PCdoB, rejetant l'orientation du parti, qui privilégie l'alliance avec la bourgeoisie libérale, censée être une composante de l'opposition révolutionnaire à la dictature, à l'impérialisme et au féodalisme. Après une tentative de faire entendre leurs voix dans le cadre du parti, par l'organisation de son 6<sup>e</sup> Congrès, ce qui leur est refusé, les opposants à la direction du PCdoB, qui défendent l'entrée du PCdoB dans le PT en gestation, se font sanctionner, avec la dissolution de plusieurs comités régionaux dès le début de 1980. Réagissant à ce refus et à ces mesures punitives du CC, les comités régionaux des Etats de BA, SP, RJ, PA et PR organisent une réunion nationale de consultation, en septembre 1980, et prennent l'initiative d'appeler au 6<sup>e</sup> Congrès (Extraordinaire) de leur parti. Cela débouche sur leur expulsion du PCdoB. Dès lors, l'AV prend le chemin de l'intégration au PT. Son adhésion officielle se fera lors de la 1<sup>ère</sup> Rencontre Nationale du PT, en 1981. Mais cette adhésion n'a pas été sans causer des tensions internes à l'Ala, avec des divergences en particulier autour de la conception de cette entrée dans le PT – avec la question : parti stratégique ou front ? - et sur la question du maintien d'un appareil clandestin. Mais de nombreux militants de l'AV choisiront de se diluer au sein du PT, renonçant à la clandestinité<sup>26</sup>.

Alípio Freire, dirigeant de ce groupe, précise que cette organisation d'inspiration maoïste avait comme projet « *la construction d'un parti marxiste du prolétariat* »<sup>27</sup>. Il raconte aussi comment la perspective stratégique – ou plus exactement son insertion populaire a évolué : « *Dans un premier temps, le projet était celui d'une alliance ouvrière paysanne avec la participation de secteurs de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie nationale* »<sup>28</sup>. Alípio Freire précise sur ce point : « *à aucun moment, l'Ala n'a nié la nécessité de la violence révolutionnaire pour prendre le pouvoir et le garder. Cependant, elle comprenait que cette violence n'était pas immédiate dans le sens de l'assaut pour le pouvoir. Celui-ci serait une action des masses et non celle d'un groupe isolé* »<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> En 1985, l'AV, affaiblie par les pertes militantes, décidera, lors de son 2<sup>e</sup> Congrès, de fusionner avec l'OCDP et le MEP pour devenir le *Movimento Comunista Revolucionário* (MCR). En 1989, le MCR sera à l'origine de la tendance *Força Socialista* (FS), interne au PT, laquelle deviendra *Ação Popular Socialista*, qui quittera le PT en 2005 pour adhérer au PSoL. Une partie de l'AV, toutefois, refusera cette évolution, et décidera la réorganisation d'un petit groupe sous le nom de *Partido Comunista – Ala Vermelha*, entretenant des relations avec le groupe trotskyste *Causa Operária* (CO). Certains sortiront du PT lors de l'exclusion de la CO en 1991, puis rejoindront le Front Révolutionnaire, prélude à la fondation du PSTU sous la houlette de la CS, exclue peu après.

<sup>27</sup> M. HARNECKER (op. cit. p.141).

<sup>28</sup> Idem, p. 141-142.

<sup>29</sup> Idem, p. 142.

En conséquence de quoi, à la sortie de prison des militants en 1974, la décision est prise de développer un « travail de masse », en fonction des qualifications professionnelles disponibles parmi eux, et en se tournant vers les quartiers populaires. Dès 1975, sort l'ABCD Jornal conçu, selon le journaliste Alípio Freire, comme un « *outil d'organisation et de débat dans l'ABC et dans les grèves de l'ABC* »<sup>30</sup>. Ce journal va avoir, en 1978 et 1979, un grand retentissement pendant les grèves. Mais le travail d'insertion dans le mouvement social (syndicats, quartiers, favelas) commence bien avant cela. L'équipe du journal entre notamment en contact avec Lula, Djalma Bom, Devanir Ribeiro. La confiance ayant été établie, le journal est déjà en mesure de jouer un rôle de porte-paroles des grèves et du syndicat en 1978-79. Cette démarche a donc permis à l'AV de se lier, notamment, avec des syndicalistes « authentiques », et avec les métallurgistes de l'ABC pauliste.

Les efforts et les initiatives de ces militants s'étendent à d'autres terrains, notamment culturels, et à d'autres lieux que l'ABC, comme le raconte en détail Alípio Freire<sup>31</sup> : implantation du Département de cinéma du Syndicat des métallurgistes de São Bernardo, participation à la création de la caisse de grève, mise sur pied d'une association culturelle dans l'ABC avec groupes de théâtre, cycles de cinéma, etc. ; même type de travail à Guarulhos avec lancement d'un autre journal du même type, dès 1976 (*O Repórter de Guarulhos*), création d'une association culturelle locale, avec beaucoup d'expositions d'art, d'histoire, conférences, débats ; même type de travail journalistique et culturel, avec toutefois moins d'écho, à Campinas (SP) ou dans la zone est de la capitale pauliste, ou encore dans une zone défavorisée de la banlieue de Rio (RJ).

Alípio Freire revient sur les relations que son groupe entretenait avec les métallos et avec les syndicalistes « authentiques » de São Bernardo : « *Les gens, les syndicalistes savaient qui était dans l'ABCD Jornal et l'ABCD Centro Cultural. Mais ils ne savaient pas que nous étions militants de l'Ala* »<sup>32</sup>. Et il précise que Lula non plus n'était pas au courant. Ce qui mérite d'être noté, ici, c'est la conception du PT qui prévaut dans l'AV : « *On mettait en avant la nécessité de créer un front politique légal et de masse (...) Il fallait organiser tous ces gens (...) dans un front politique. Il faut préciser que nous parlions de front dans le sens de force, de bloc, et non pas dans le sens de fédération d'organisations (...) Nous sommes une des premières organisations à proposer la création d'un parti de travailleurs, légal et de masse* »<sup>33</sup>. Il est à noter que l'AV parle de front ou de bloc plutôt que de parti, ce qui a été reproché sévèrement à de tels groupes par le noyau des syndicalistes « authentiques ». Malgré cela, ces militants, contrairement à d'autres, sont parvenus à créer des liens de confiance avec les dirigeants syndicaux à l'origine du PT. Alípio Freire confirme aussi que ce mouvement en direction du PT n'a pas été unanime au sein de l'AV au plan national. « *Tous, de l'Ala de São Paulo, nous nous sommes jetés dans la construction du PT. Bien que la création de ce front de masse ait été une décision nationale de notre part, au moment où cette proposition a surgi, plusieurs camarades de l'Ala ont reculé. Ils n'ont pas réussi à comprendre que ce grand front de masse dont ils rêvaient ne pouvait être que ce PT (...) A ce moment, nous défendions le maintien d'une structure clandestine de cadres et de*

---

<sup>30</sup> Idem.

<sup>31</sup> Idem, p. 142-143.

<sup>32</sup> Idem, p. 143.

<sup>33</sup> Idem, p. 144.



*militants capables d'élaborer et de faire des propositions au PT, mais se soumettant sincèrement à la structure démocratique que le PT avait à cette époque »<sup>34</sup>.*

## **b) Le PRC**

Après l'expulsion de l'*Ala*, le PCdoB n'a pas encore fini de voir ses forces militantes diminuer au profit du PT, car le problème de fond demeure : la bourgeoisie « nationale », « démocratique », est-elle une alliée à la fois possible et nécessaire du prolétariat, comme le défend la direction de ce parti ? En observant la réalité concrète et en recourant aux critères de l'analyse marxiste, à cette époque, certains groupes militants de ce parti répondent : non ! C'est un nouvel épisode de cette lutte idéologique que nous narre Valter Pomar dans son interview. Ce dernier était adolescent lorsque le PT est né. C'est à ce moment de sa vie que, dans un cadre familial intimement lié au PCdoB – son grand-père, Pedro Pomar, fondateur de ce parti, a été assassiné lors du massacre de Lapa en 1976 ; son père, Wladimir Pomar a assisté à cette scène et émettait des critiques, précisément, sur l'étapisme du PCdoB – Valter Pomar<sup>35</sup> a suivi ces mouvements vers le PT des secteurs de la gauche de ce parti. A écouter son interview, la scission du PRC apparaît en partie comme un *remake*, quelques années plus tard, de celle de l'*Ala Vermelha*. La constitution du PRC en tant que parti indépendant aura lieu en 1984, à la gauche du PCdoB. C'est après la période étudiée dans ce chapitre – celle du lancement du PT – mais il nous semble correct d'anticiper un peu, en racontant le déroulement d'un mouvement de contestation qui a commencé avant, à l'époque où le PT était en formation.

Valter Pomar nous rappelle qu'à l'époque où se développait le projet du PT, alors qu'il était encore lycéen, « *le Parti Communiste du Brésil connaissait un processus de lutte interne sur la question du bilan de la guérilla d'Araguaia [...] et une des conséquences de cette lutte interne au PCdoB a été l'apparition en son sein d'un courant qui mettait en cause la stratégie générale du parti, pas en ce qui concerne la lutte armée, mais sur l'alliance avec la bourgeoisie nationale. Il faut dire que la stratégie du PCdoB était une stratégie classique du mouvement communiste brésilien, avec l'idée d'une révolution socialiste en deux étapes : la première de ces étapes serait une révolution nationale-démocratique ; et la seconde étape serait une révolution socialiste. Et dans cette première étape, le parti défendait l'idée que la classe ouvrière devait s'allier à ce que l'on appelait à l'époque la bourgeoisie nationale. Au sein du PCdoB, dans le cadre de la lutte interne autour du bilan de la guérilla d'Araguaia, il est apparu une appréciation critique de cette stratégie étapistes, et une position a commencé à se développer, qui défendait l'idée d'abandonner cette logique des deux étapes, en reconnaissant le fait que le Brésil était un pays capitaliste développé et que ce n'avait pas de sens d'imaginer d'abord une révolution bourgeoise-démocratique, pour faire ensuite une révolution socialiste dans un pays qui était déjà un pays capitaliste développé. Et cela a eu pour conséquence le fait que ce secteur du PCdoB s'est rapproché du mouvement pour la création du PT, parce que, bien que le mouvement pour la création du PT ne fût pas explicite au plan programmatique sur cette question, dans la pratique, il était une manifestation d'indépendance de classe de la part de la classe travailleuse brésilienne, par rapport à la bourgeoisie nationale. Et cela a permis à ce secteur du PCdoB, ainsi qu'à des groupes d'autres organisations de gauche qui existaient à l'époque, de se rapprocher du PT, pas*

---

<sup>34</sup> Idem, p. 144-145.

<sup>35</sup> Valter POMAR est devenu un dirigeant national du PT. Après avoir rejoint le nouveau parti quelques années après sa naissance, il a été proche, politiquement, du petit noyau dirigeant du PT. Puis il s'en est éloigné, évoluant vers la gauche, dès 1993, tout en restant un pétiste convaincu.

*seulement parce que le PT avait une grande capacité d'attraction, vu qu'à la tête du PT se trouvait l'avant-garde de la classe travailleuse de la fin des années 70, mais aussi parce que du point de vue programmatique, cela correspondait. C'était une sorte de traduction dans la pratique de la stratégie que ces secteurs défendaient, une stratégie selon laquelle la classe travailleuse devait avoir une posture de classe, ne pas s'allier avec la bourgeoisie, de ne pas soumettre ou subordonner ses intérêts spécifiques aux intérêts de la bourgeoisie. Et donc ce secteur du PCdoB, auquel appartenaient – pour donner une idée des noms de gens qui sont actifs aujourd'hui – José Genoíno Neto, Tarso Genro, ce secteur se rapprochait peu à peu du Parti des Travailleurs »<sup>36</sup>.*

C'est à son second congrès, en octobre 1985, que le PRC décida de rejoindre le PT. Ce dernier, pourtant, y était caractérisé, lors du congrès précédent, en janvier 1984, comme « *un parti de réformes, qui est ancré dans l'économisme, et prône l'ascension des masses laborieuses pas à pas, à l'intérieur de l'ordre bourgeois, sans affrontement avec le régime militaire. Et en son sein tous les courants trotskystes sont immergés idéologiquement* »<sup>37</sup>. Un peu moins de deux ans plus tard, à son second congrès, le PRC décide que ses militants y seront adhérents exclusifs, car le PT est « *le seul parti non intégré à la transition bourgeoise et à la politique de 'conciliation nationale', avec des chances d'évoluer dans un sens démocratique radical* »<sup>38</sup>. On sent là la force d'attraction que pouvait avoir le PT au début des années 1980, notamment par rapport à des groupes militants qui quittaient les partis communistes officiels en rompant sur la gauche.

## **5°) L'Action Populaire (AP)**

Le troisième signataire du Manifeste de Fondation du PT – et premier encore en vie – Manoel da Conceição, est un ancien de l'AP. Il établit un lien direct entre l'AP et le PT : « *Il y avait à l'époque [à la fin des années 60 et dans les années 70] de nombreuses organisations de gauche, dans la clandestinité. Et ces organisations de gauche, qui pensaient en termes de parti, organisaient les comités d'usine, de petits comités dans les usines, et à la campagne. Il y avait une organisation, qui s'appelait l'APML, l'Ação Popular, qui travaillait dans tout le Brésil en créant ces comités. Et ces comités se sont réunis dans les syndicats, dans le parti politique lui-même, dans l'église. Cela a pris de l'ampleur, cela s'est développé, et cela s'est terminé par le surgissement du PT, sa création* »<sup>39</sup>.

Ricardo de Azevedo, que nous avons également interviewé, vient aussi de l'AP. Il déclare : « *Notre objectif principal à l'AP a toujours été la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs au Brésil, et il est clair que nous l'imaginions comme un parti marxiste-léniniste, et nous imaginions la construction de ce parti à partir des organisations de gauche qui existaient dans la clandestinité* »<sup>40</sup>. Il ajoute que 90% de l'AP est entrée au PT, même si celui-ci n'était pas marxiste-léniniste, ni révolutionnaire. Mais une partie pensait qu'il

---

<sup>36</sup> Notre interview de Valter Pomar, réalisée à Brasília (DF), le 9 août 2010.

<sup>37</sup> Résolution du 1er Congrès du PRC, cité dans A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 196).

<sup>38</sup> Résolution du 2e Congrès du PRC, cité dans A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 197).

<sup>39</sup> Notre interview de Manoel da Conceição.

<sup>40</sup> Notre interview de Ricardo de Azevedo, réalisée à São Paulo (SP), le 6 août 2010.

fallait se maintenir comme organisation agissant à l'intérieur du PT. « *Un an après, l'AP cessait d'exister* »<sup>41</sup>.

Jorge Almeida, dirigeant national de l'AP, retraçant le parcours de son organisation depuis les années 1960, raconte qu'après la déconfiture de la lutte armée, l'AP reprend son travail « *dans les mouvements étudiant, syndical et populaires, et en 1978, elle a fait élire des députés à Rio de Janeiro et à São Paulo, sous les couleurs de l'ancien MDB. Ensuite, elle a recommencé son travail dans la paysannerie. Ce n'est qu'au début de 1979 lors de la IV<sup>e</sup> Réunion Nationale Élargie, qu'a été définie une ligne politique et reconstruit le premier Comité Central depuis la scission* »<sup>42</sup>. Cela arrive alors que déjà commençait la discussion sur le PT (...) Il y avait diverses tendances et opinions à l'intérieur de l'organisation. Pas de tendances organisées, mais des opinions différentes sur la question du parti, du marxisme, du léninisme, de la relation avec d'autres forces, de la stratégie et de la tactique. Bref, sur presque tout (...) Elle parlait de la nécessité d'une accumulation prolongée de forces avant une rupture révolutionnaire »<sup>43</sup>.

A la fin des années 1970, selon Jorge Almeida, l'AP « *s'est maintenue comme marxiste-léniniste, mais cela était déjà remis en question ou compris de manière différenciée (...) Plus personne ne se revendiquait du maoïsme, même si certains défendaient plusieurs de ses contributions. Il y a eu encore une autocritique sur les méthodes antérieures de direction* »<sup>44</sup>. Une réunion élargie a lieu, mais elle ne parvient pas à redynamiser l'AP. En février 1979, cette organisation propose alors, à propos de la réorganisation du parti, un « *parti populaire, qui serait plus large que le PT, mais elle espérait la participation à ce dernier de tous ceux qui le défendaient* ». Quelles sont alors les désaccords entre la majorité de l'AP et le PT ? Et dans l'AP, y avait-il consensus sur cette question ?

D'après Jorge Almeida, les désaccords avec le PT « *avaient en gros deux versants : les uns trouvaient que le PT était une espèce de parti travailliste et voyaient cette proposition avec méfiance ; d'autres trouvaient que c'était une proposition très étroite, qui n'aurait pas les moyens d'être viable sur le plan institutionnel, de remplir les conditions légales, et c'était essentiel. A ce moment, la construction du parti révolutionnaire était vue comme quelque chose de réalisé parallèlement à un parti institutionnel, qui devait avoir un caractère populaire, mais être plus large pour incorporer l'ensemble des secteurs progressistes dans l'affrontement à la dictature militaire* ». L'AP n'a pas alors une orientation bien définie pour se construire. L'une des conséquences de cette situation est qu'avec l'apparition du mouvement pro-PT, l'AP se divise beaucoup et, pour l'essentiel, finit par se dissoudre dans le PT : « *A la mi-79, lorsqu'il est devenu clair que la proposition d'un parti populaire était, de son côté, non viable, le comité central s'est réuni pour redéfinir une position et, par une large majorité, a décidé de s'incorporer au Mouvement pro-PT. Une partie plus petite, essentiellement basée dans l'Etat de São Paulo, défend l'entrée dans le MDB, et a été caractérisée comme la droite. Mais toujours dans cet Etat, ceux qui défendaient le PT se divisaient en deux positions. Une gauche, qui défendait le PT comme parti de classe, plus clairement défini dans une perspective socialiste et révolutionnaire. Et un centre, qui défendait le PT comme un parti populaire, plus large et plus tourné vers les institutions. Pourtant, dans chacune de*

---

<sup>41</sup> Idem.

<sup>42</sup> Scission qui a eu lieu en 1972-73, avec une partie de l'organisation qui est partie vers le PCdoB.

<sup>43</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 138-139). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>44</sup> Idem, p. 140.

ces trois positions, il y avait des camarades qui défendaient le maintien de l'organisation ou son but, avec la dilution des militants ou bien la formation d'un courant interne et ouvert au sein du PT (...) Ainsi, nous avons six positions, avec des divergences qui sont devenues inconciliables<sup>45</sup> (...) C'est dans ce cadre qu'a été réalisé le II<sup>e</sup> Congrès de l'AP. Ce congrès n'a sorti pratiquement aucune résolution, à part définir la participation à la construction du PT sans esprit utilitariste d'auto-construction. Et il a été formé une coordination nationale sans pouvoir de centralisation ». C'est ainsi que l'AP disparaît, se fondant presque complètement dans le PT, et sans se constituer en tendance organisée en son sein<sup>46</sup>.

## 6°) Le Mouvement d'émancipation prolétarienne (MEP)

Nous avons vu au chapitre 3 que le MEP est apparu comme un cas particulier parmi les descendants politiques de la Polop : une organisation qui se détourne de la lutte armée et qui en fait une critique politique. Formé à partir d'une dissidence de l'ORM-PoLOp, à Rio de Janeiro, jusqu'alors dénommée 'Fracção bolchevique', ce groupe devient le MEP en janvier 1976, et adhère aux principes du « marxisme-léninisme », défendant le caractère socialiste de la révolution brésilienne, refusant l'alliance avec la « bourgeoisie nationale » et misant sur un fort mouvement ouvrier pour résister à la dictature militaire. Le MEP avait des cellules dans les Etats de SP, RJ et MG et était essentiellement implanté dans le milieu étudiant. La plupart des membres du MEP vont participer à la fondation du PT.

Dirigeant de ce courant, Ivan Valente, aujourd'hui dirigeant du PSOL, décrit la place qu'occupait le MEP au moment de la formation du PT : « Le MEP, en trois ou quatre ans, est passé d'une dizaine de militants à plus de mille (...) Il y avait un espace pour croître. Ce n'était pas que le mouvement étudiant. Le MEP est parvenu à avoir un impact important, particulièrement dans le mouvement des enseignants (...) Dans le Minas Gerais, l'Etat de São Paulo, du Pernambouc, de Rio de Janeiro, la majorité des dirigeants étaient des militants du MEP. Et nous avons eu également une présence dans le mouvement ouvrier »<sup>47</sup>. Le journal du MEP, 'O Companheiro', était quinzomadaire et, raconte I. Valente, il « a fonctionné pendant trois ans. Il a eu un rôle important, avec d'autres (...) Dans les grèves de l'ABC, ce journal était largement vendu (...) Nous en sommes arrivés à tirer à 20.000. C'est clair : avec des hauts et des bas »<sup>48</sup>.

Par rapport au projet pétiste, le MEP est d'emblée enthousiaste. Mais, contrairement à l'AP, cela ne l'empêche pas de maintenir sa propre organisation. I. Valente déclare : « Au MEP, nous avons été dans la construction du PT dès le premier instant. Nos journaux montrent que nous parions sur la construction d'un parti de masses, logiquement socialiste. Il est clair qu'il y avait beaucoup de méfiance. Et donc, le maintien d'une organisation politique en parallèle avec divers autres qui se sont maintenues dans la période, était une affaire naturelle, à mon avis ». Il précise aussi que lorsque les militants du MEP sont entrés dans le PT, « le double militantisme créait beaucoup de conflits internes parmi les militants,

<sup>45</sup> Jorge Almeida précise : « Ceux qui défendaient l'entrée dans le MDB ont formé une fraction et une dissidence appelée Ação Comunista qui peu après est entrée au MDB ». In M. HARNECKER (op. cit. p. 140).

<sup>46</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 140). Jorge Almeida précise encore : « Un secteur de l'AP s'est maintenu organisé pendant l'année 1981, comme 'Fracção Organizada da Ação Popular' qui, au début 82, a réalisé un congrès pour fonder une nouvelle organisation appelée Organização Comunista Democracia Proletária. (OCDP) C'est le seul secteur qui a été organisé pendant un certain temps ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>47</sup> Idem, p. 150.

<sup>48</sup> Idem, p. 151.

*notamment parce que le temps était limité. Il fallait aller à toutes les réunions du noyau, de la direction, des instances de direction du PT. On y allait, et on maintenait en plus les réunions internes, de cellules, etc., dans un premier temps, en 79, 80 (...) Progressivement, les réunions externes sont devenues prédominantes sur les réunions internes et cela a même été très conflictuel* ». Le MEP considère très vite le PT comme un parti socialiste, et une force durable, insiste I. Valente : « *l'idée marquante, pour le MEP, est que le PT est un parti qui est venu pour durer. Nous avons lancé la majorité des cadres pour organiser le PT. Il y avait quelques résistances (...) et plus tard une scission* ». Quelle relation entre participation au PT et maintien d'une structure propre en son sein ? « *Stratégique, le PT l'était, mais nous gardions l'idée de maintenir un noyau politique et de disputer politiquement ce processus* »<sup>49</sup>.

## **7°) Les groupes trotskystes**

Le chapitre 3 nous a permis de suivre les différentes fractions et tendances du trotskysme dans les années 1970. En 1979, quand se forme le PT, il existe ainsi, pour l'essentiel, 4 courants d'obédience trotskyste au Brésil. Si ces quatre courants vont finalement tous entrer dans le PT, leur appréciation sur le nouveau parti, sur ses dirigeants et sur ce qu'il convient d'y faire, diffère de l'un à l'autre.

### **a) La Convergence socialiste (CS)**

Ce premier secteur du trotskysme brésilien, assez influent, est d'obédience moréniste. Il compte des militants disposant d'une réelle implantation syndicale. C'est le cas notamment de José Maria de Almeida, militant du syndicat des Métallurgistes de Santo André. Ce militant et son syndicat auront un rôle tout particulier dans la création du mouvement pro-PT.

Dans le contexte mouvementé de la grève des métallurgistes de l'Etat de São Paulo – qui regroupe l'ABC et d'autres régions de l'Etat mais pas la capitale – et tirant un bilan de ce qu'est la Convergence Socialiste, le PST, illégal, se dissout dans le MCS (Mouvement Convergence Socialiste), tout en menant la lutte pour un parti de masses regroupant des travailleurs et des syndicalistes. Ce courant va finalement rejoindre le PT comme tendance du parti (la CS), tout en maintenant une existence par ailleurs, avec le MCS : un pied dedans, un pied dehors, en quelque sorte. Cette tendance, pour sa majeure partie, quittera le PT en 1992, date à laquelle seront exclus du parti tous les militants qui se déclarent comme appartenant à celle-ci. Nous avons interviewé plusieurs militants et dirigeants de ce courant politique, qui ont, après 1992, et même avant, suivi des voies diverses.

Pour Ana Lucia Santa Cruz, le projet initial de la CS « *était de regrouper tous les socialistes, tous les militants, dans un grand parti. Notre proposition n'a pas porté ses fruits, parce qu'on n'a pas réussi à regrouper les forces comme le PT allait le faire. Et le PT a réussi ce regroupement du fait qu'il a réussi à unir toutes les organisations de gauche sous la houlette, sous la direction des grands dirigeants syndicaux de l'époque : Lula à São Paulo, Olívio Dutra à Porto Alegre...* »<sup>50</sup>. A lire ce témoignage, on a l'impression que le PT a réussi ce que la CS n'a pas été en mesure de faire. Mais Ana Lucia Santa Cruz corrige largement cette impression, car elle évoque, si ce n'est le programme d'une façon détaillée, au moins le projet politique. Quel était le projet de parti socialiste lancé par la CS? Et comment cela se

---

<sup>49</sup> Idem, p. 152.

<sup>50</sup> Notre interview d'Ana Lucia Santa Cruz.

compare-t-il au projet du PT ? Pour elle, « *C'était un projet qui visait à la révolution. Et pour faire la révolution, il faut prendre les armes. Mais pour cela, il fallait gagner la classe ouvrière à ce processus. Autrement dit, c'était la classe ouvrière qui allait diriger le processus révolutionnaire* »<sup>51</sup>. Et elle ajoute : « *c'est là la différence fondamentale avec le PT : il n'a jamais prêché la lutte armée, la révolution armée. Il a une idée du socialisme dans le cadre d'un modèle égalitaire, de lutte contre l'oppression des travailleurs, pour de meilleures conditions de vie. Et c'est un chemin, avec la prise du pouvoir au moyen des institutions démocratiques (...) renforcer la démocratie pour assumer le pouvoir et la direction de la société* ».<sup>52</sup>.

Cyro Garcia raconte comment la CS a fini par entrer au PT, après avoir tenté sa propre expérience d'élargissement de son espace politique : « *Lorsque nous avons formé la Convergência, dans un premier temps notre aspiration était de former un parti socialiste. Nous faisons une analyse de conjoncture selon laquelle le pays passait par un processus de réouverture réelle, et il y avait de l'espace pour légaliser un parti de gauche. Sauf qu'à cette époque, nous pensions que ce parti pouvait être un parti socialiste, et la Convergência avait un caractère de front, dans un premier temps (...) C'est ensuite qu'elle s'est transformée, de fait, en une tendance moréniste, et c'est à ce moment-là que nous sommes entrés au PT. La proposition d'un Parti Socialiste a été défendue par un journal de gauche dont le titre était Versus. Il a eu beaucoup d'impact, c'était un journal qui parlait de culture, de politique, de plein de choses, un journal alternatif important qui existait ici. Ensuite, la Convergência a fini par être hégémonique dans Versus, et ça a coulé. Mais c'était un journal très pluriel, large, toujours tourné vers les intellectuels. [...] Mais en réalité, c'était un journal défendant notre plateforme politique, principalement pour le PS, et ensuite pour le Parti des Travailleurs. Nous avons participé à l'expérience politique pour un parti socialiste, et ça a foiré. Mais nous voyions qu'il existait un espace, peut-être pas pour un Parti Socialiste, mais pour un parti plus large. Et donc, c'est à ce moment qu'est apparue la proposition, même que c'est notre camarade Zé Maria, de Santo André, qui a lancé cette proposition d'un parti de travailleurs sans patrons. Et c'est cette proposition qui est reprise par différents secteurs au Congrès des Métallurgistes. Evidemment, nous n'avons pas la prétention de dire que c'est nous... parce que cette proposition n'a réellement eu de force que parce que Lula et Cie... »<sup>53</sup>.*

Luciana Genro revient sur le regard que portait la CS sur le PT et sa direction, dès la fondation du parti : « *La Convergência a toujours eu une vision très critique du PT, comprenant que le PT était un parti à la direction réformiste et qu'il avait son importance, du fait que c'était un parti de masses, un parti ouvrier, et que donc, il était important d'agir à l'intérieur du PT. Mais la CS n'a jamais eu l'illusion que le PT puisse se transformer en un parti révolutionnaire, n'est-ce pas ?* »<sup>54</sup>. Elle poursuit sur ce point, plus loin, en une sorte de mise en perspective : « *Et jusqu'à 1989, c'était le cours typique d'un parti ouvrier, de gauche avec une direction réformiste, mais avec des mots d'ordre très radicaux (...) Notre appréciation c'est que toute la direction luliste a toujours été une direction réformiste. Sauf*

---

<sup>51</sup> Dans son interview, elle revient aussi sur le choix de ces militants d'aller travailler en usine, pour être parmi les travailleurs : « *beaucoup, parmi nous, avons quitté les universités pour aller à l'usine, pour être ouvriers. Mon mari était étudiant en économie, il a quitté l'université pour aller à l'usine, il a fait un cours de chaudronnier mécanicien, il a un diplôme de chaudronnier mécanicien. Parce que cela ne servait à rien d'être marxiste, l'important était que la classe ouvrière s'organise pour faire la révolution* ».

<sup>52</sup> Notre interview d'Ana Lucia Santa Cruz.

<sup>53</sup> Notre interview de Cyro Garcia.

<sup>54</sup> Notre interview de Luciana Genro, réalisée à Porto Alegre, le 2 juin 2014. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

*que la gauche du PT avait un certain poids, et il y a même eu un congrès où la gauche l'a emporté. Principalement la DS, qui était le courant le plus fort de la gauche du PT. Eux, ils croyaient qu'ils pouvaient disputer la direction du PT, qu'ils pouvaient transformer le PT en un parti révolutionnaire. Et nous, nous pensions que cela était impossible, parce que le noyau luliste ne laisserait jamais lui échapper le contrôle du parti ».*

Sur la question de savoir si pour la CS, le PT était un parti tactique, ou stratégique, la réponse de Luciana Genro est très claire : le PT a toujours été vu comme un parti tactique, et les militants de la CS faisaient de « *l'entrisme dans le PT, parce que cette définition était bien claire. On faisait de 'l'entrisme' !* ». Sans hésitation, donc, car il s'agissait d'un choix politique basé sur la certitude que jamais le PT ne pourrait devenir un parti révolutionnaire. Et cela en fonction du fait que sa direction, le noyau dirigeant du parti était non seulement réformiste, mais, précise en riant Luciana Genro, « *une direction traître – la Convergência disait plutôt les choses ainsi : c'était une direction potentiellement traître, elle allait trahir, nécessairement, à un certain moment* » ! V. Arcary ajoute, à propos de la caractérisation de la direction du PT par la CS : « *La majorité de la direction de la Convergência fait une caractérisation sociale : 'C'est un courant qui est né dans l'appareil syndical bureaucratique, qui évolue vers la gauche, et dont le processus d'évolution n'est pas clair'* »<sup>55</sup>.

Et logiquement, cette appréciation, très claire, depuis le début du PT, a toujours conduit la CS à bien plus de méfiance que d'autres vis-à-vis de la logique d'appareil du PT et des risques que cela représentait pour son projet politique. Mais sur la forme choisie, Luciana Genro a un regard plus critique aujourd'hui : « *la Convergência est le seul courant qui a gardé, disons, une indépendance, une attitude... une partie est allée vers le PSTU, une autre, c'est nous, qui avons fini par faire le PSoL. Et donc le noyau moréniste (...) malgré le sectarisme – et aujourd'hui quand je regarde en arrière, je vois beaucoup de traces de sectarisme politique (...) dans la Convergência. Je fais une réévaluation critique de certains moments (...). Par exemple, sur le refus que la Convergência avait d'être davantage pétiste. On n'a pas pu profiter beaucoup d'être au PT, parce que notre attitude était de passer notre temps à cogner sur la direction, tout le temps. Et cela conduisait à ce que, du point de vue de l'avant-garde plus large, qui regardait vers le PT, nous soyons perçus comme ceux qui étaient toujours contre le PT bien qu'étant du PT. Mais l'essence de notre appréciation était tellement juste qu'elle nous a permis de ne pas capituler* ».

Babá apporte des précisions importantes sur la méfiance que cultivait la CS par rapport aux postes que pouvait offrir le PT aux militants: la CS et les courants pétistes, ensuite, qui en sont issus, n'ont jamais accepté le rôle d'avoir des postes dans les institutions pétistes, notamment. « *Jamais de postes. Nous participions à la direction [du parti] en fonction du pourcentage de votes que nous récupérions, dans le congrès de la CUT, par exemple* »<sup>56</sup>. Cela a toujours été la ligne. « *Nous avons même eu des camarades qui ont rompu avec nous pour accepter des postes au sein des gouvernements, des mairies, quelques-uns, qui ont rompu avec la Convergência pour pouvoir assumer des postes dans ces structures. Mais en tant que politique nationale, cela a toujours été de ne pas participer à ces structures* »<sup>57</sup>.

## **b) 'O Trabalho' : l'OSI et la 'Libelu'**

<sup>55</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 135). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>56</sup> Notre interview de Babá, réalisée à Rio de Janeiro le 9 mai 2014.

<sup>57</sup> Idem.

'*O Trabalho*' (OT, 'Le Travail'), c'est le nom d'un journal, qui existait déjà avant la création du PT. Il a commencé à circuler en pleine dictature, le 1<sup>er</sup> Mai 1978. *O Trabalho* était l'organe de l'OSI (*Organização Socialista Internacionalista*), se réclamant également du trotskysme, et provenant de l'unification, sous l'égide du courant lambertiste, de plusieurs groupes existants au Brésil. Il a existé, en 1980-81, une tentative de rapprochement international entre l'OSI et la CS, les courants lambertiste et moréniste au Brésil, mais cette affaire a tourné court rapidement<sup>58</sup> et CS et l'OSI n'ont jamais fusionné.

Syndicalement, on l'a vu, l'OSI a d'abord été hostile aux oppositions syndicales, puis après un tournant complet, elle a défendu de façon intransigeante les syndicats libres, c'est-à-dire en dehors de l'appareil syndical officiel, proposant, après le début des grandes luttes ouvrières, la formation d'une centrale syndicale indépendante, et s'investissant massivement dans une CSI (Conférence pour des syndicats libres) en décembre 1979. Mais l'orientation syndicale de l'OSI évolue encore avec le développement du mouvement de masse, et en 1980, « *l'OSI fait l'analyse selon laquelle les syndicats régis par la CLT sont ceux que les travailleurs prennent comme référence, et cherchent à canaliser la lutte pour leurs droits à travers ce moyen* »<sup>59</sup>. Comprenant mieux cette réalité, et ne perdant pas de vue que la structure étatique du syndicalisme s'oppose à la dynamique de ces luttes, certains militants de l'OSI parviennent à gagner des élections syndicales sur des listes d'opposition. Enfin, l'OSI jettera ses forces dans la réalisation de l'ENTOES (Rencontre des travailleurs en opposition à la structure syndicale en 1980), visant à la rencontre des oppositions syndicales et de secteur des « authentiques », afin d'avancer vers une centrale syndicale indépendante.

Quant à son positionnement politique par rapport au PT, il faut noter également un virage à 180° dans la posture de l'OSI vis-à-vis du projet pétiste. Dans un premier temps, l'OSI, qui défend le projet d'un parti révolutionnaire des travailleurs indépendant, dénonce le projet pétiste, plus large que le sien. Sa presse et ses tracts, à l'époque, sont incendiaires contre le projet de PT et ses promoteurs, voyant cela comme une affaire de *pelegos*, une façon de sauver la mise à la dictature de Figueiredo. On peut lire, par exemple : « *Surgi de l'intérieur de l'appareil syndical corporatiste, regroupant de vieux et (...) de nouveaux pelegos, le PT montre à chaque grève que son véritable rôle est de maintenir la structure syndicale corporatiste* »<sup>60</sup>. L'OSI explique également que le PT cherche à « *briser le mouvement de grèves, aux côtés du PCB, jouant ainsi un rôle de soutien à la dictature* ». C'est cette orientation que définit le 3<sup>e</sup> Congrès, en juillet 1979.

Mais, sentant sans doute que cette position a du mal à être comprise dans les milieux où elle intervient, l'OSI convoque une conférence nationale pour traiter de la question pétiste, alors même que le nouveau parti voit le jour officiellement. La tonalité est alors assez différente, et on lit dans la résolution adoptée à ce moment-là : « *le PT est une réponse donnée au mouvement des ouvriers, qui va dans le sens de leur organisation indépendante. C'est une réponse qui correspond aux intérêts bien compris d'auto-préservation de la pelegada 'authentique'* ». A cette étape, on perçoit une évolution : le projet pétiste est considéré comme allant vers l'indépendance politique des travailleurs ; mais pas encore de rupture complète avec la caractérisation initiale : la direction du mouvement est « *pelega* ». On lit aussi que le PT naissant est une « *coordination d'agents de la bourgeoisie dans le*

---

<sup>58</sup> Suite à un désaccord sur l'orientation à suivre face à l'expérience du gouvernement Mitterrand à partir de 1981.

<sup>59</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1980 p. 179). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>60</sup> Idem, p. 180.



*mouvement ouvrier, mais que [ce parti] n'a pas évolué comme un 'pilier de la dictature' [...] car la force motrice de son organisation est la lutte des travailleurs et non pas les partis bourgeois, ni la dictature militaire* ». Le virage à 180° arrive à son terme au 4<sup>e</sup> Congrès de l'OSI, qui déclare que le nouveau parti « *se construit comme un parti ouvrier, occupant la place d'un parti ouvrier, de par les relations qu'il entretient avec les masses* ». Par conséquent, déclare l'OSI à ce moment, il faut construire le « PT sans patrons »<sup>61</sup>, car cela « *contribue à la construction du parti révolutionnaire* ». A cette date, l'OSI décide d'intégrer le nouveau parti, tout en maintenant son organisation propre.

Lorsque l'OSI, après un virage à 180 degrés, rejoint le PT en 1981, elle est organisée en tendance, sous le nom de son journal « *O Trabalho* ». L'OSI et son journal avaient un certain prestige au sein de la gauche au Brésil du fait de leur lien avec un courant du mouvement étudiant, connu sous le nom de *Libelu* (contraction de '*Liberdade e Luta*', « liberté et lutte »), courant très respecté pour avoir été le premier – ou au moins parmi les premiers – à défendre publiquement le mot d'ordre « A bas la dictature ! ». En tant que courant étudiant, la *Libelu* a pris part à la reconstruction de l'UNE et de l'UBES<sup>62</sup> dans le secondaire. Certains de ses militants seront par la suite des politiciens ou intellectuels connus, comme Luiz Gushiken, Markus Sokol, ou Antônio Palocci, ou encore le sociologue Glauco Arbix. La *Libelu* rejoint aussi le PT puis va disparaître comme tendance séparée à l'intérieur de celui-ci dans les années 1980, une partie de ses membres rejoignant le courant '*O Trabalho*', les autres partant vers d'autres regroupements pédistes ou restant à l'écart des tendances. Le courant '*O Trabalho*' et le journal du même nom existent toujours au sein du PT, mais ils n'y ont plus guère de poids aujourd'hui. La plus grande partie de ses animateurs a, dès 1983, rejoint le courant majoritaire du PT, '*Articulação*'. Les relations de la tendance '*O Trabalho*' avec les morénistes ont toujours été très distantes dans le PT, et elles n'ont jamais non plus été cordiales avec l'autre courant se réclamant du trotskysme et de la IV<sup>e</sup> Internationale, la Démocratie Socialiste (DS).

Deux de nos interviewés, ayant milité au sein de l'OSI, et ayant connu un sort très différent dans le PT, s'expriment sur cette organisation, son projet et ses relations par rapport au PT. Le premier, Paulo Skromov, en a été exclu fin avril 1979<sup>63</sup>. Le second est M. Sokol, toujours dirigeant du même courant politique au sein du PT.

Dirigeant syndical, P. Skromov avait du poids dans son syndicat et le mouvement syndical de la capitale pauliste. Il nous raconte que 34 ouvriers ont quitté l'OSI lorsqu'il en a été exclu pour « trahison à la classe ouvrière », sans même pouvoir s'expliquer, nous dit-il<sup>64</sup>. Il précise qu'avec lui, sont partis « *des métallos d'Osasco, de São Paulo, peu de Guarulhos ; des travailleurs de l'industrie alimentaire... Ils avaient créé un mouvement pour un parti ouvrier. Il y avait déjà eu discussion avec Lambert en 1975. Ce dernier était d'accord, mais sur une base individuelle et non pas sur le modèle du Labour avec le TUC* ». En 1979, l'OSI avait toutefois du prestige et recrutait, marquait des points, au niveau syndical notamment.

---

<sup>61</sup> Idem, p. 181.

<sup>62</sup> *União Brasileira dos Estudantes Secundaristas* (Union brésilienne des lycéens).

<sup>63</sup> Il nous explique que cette décision avait été consécutive à l'indécision du comité de São Paulo de l'OSI quant au choix tactique de manifestation pour le 1<sup>er</sup> mai, Markus Sokol défendant une manif avec le mouvement étudiant à Osasco, soutenue par le vice-président du syndicat des métallos de cette ville, alors que Paulo Skromov était partisan d'une manifestation intersyndicale à Santo André, pour laquelle il avait déjà organisé le déplacement de ses collègues du secteur du cuir. Cela lui a valu une expulsion prenant effet le 1<sup>er</sup> mai 1978, sur décision du « Bureau Politique » auquel il appartenait pourtant, mais sans recours possible.

<sup>64</sup> Notre interview de Paulo Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

En mars-avril 1979, nous explique P. Skromov, « *les employés de banque de la capitale pauliste gagnent l'élection syndicale sur les positions des 'authentiques', avec de nombreux travailleurs liés à l'OSI, à la Libelu, qui sont contre le PT* ». Et à Campinas, il y a une grève lancée par l'OSI, avec un « *syndicat à l'air libre* », au milieu de la rue, ajoute P. Skromov<sup>65</sup>. Le « *truc* » de l'OSI, c'était de se prolétarianiser, explique-t-il encore.

Une question mérite d'être posée : comment expliquer le virage à 180 degrés réalisé par cette organisation ? N'ayant pas eu accès aux documents internes de l'OSI, il est difficile de savoir précisément comment les débats ont été menés en interne. On peut imaginer qu'ils ont été assez tendus. Mais P. Skromov raconte une anecdote qui peut être un élément explicatif : « *Un de nos camarades [du] PT, de la Paraíba (...) était un ami de Pierre Broué, qui était son directeur de thèse de doctorat (...). Il y avait un accord [entre nous] parce que nous avons été exclus, lui comme nous, de l'OSI. Broué avait été autorisé à garder la direction de sa thèse 'à condition de ne pas parler de politique'... Il ne pouvait pas parler de politique [rires] ! Lambert l'aurait exclu et nous on ne voulait pas lui nuire. On ne parlerait donc pas de politique. Un jour, ce dénommé Zito a écrit à Broué sur le PT, lui disant 'Quelle contradiction : toute notre vie nous avons attendu ça, nous avons lutté pour ça et maintenant que le phénomène se produit, le groupe lié à vous ici au Brésil, est contre !' ». P. Skromov donne moult détails, et conclut : « *Broué a capté (...) : il a parlé à Chesnais et d'autres intellectuels et ils ont appelé Lambert, disant qu'il y avait eu des exclusions, faisant en sorte que Lambert soit convaincu... Et alors... Lambert a donné l'ordre à l'OSI du Brésil de rentrer au PT. Sauf que Lambert ne savait pas... Ca s'était passé avec ce Luis Favre, qui est un Argentin. Disons que c'était l'Alemãozinho<sup>66</sup> de Lambert, un coquin bon vivant. Et il ne s'attendait pas à ça. Alors quand Luis Favre a vu ça – ce qui était en train de se passer – il en a profité pour diviser l'orga ici et là-bas aussi et il a provoqué une scission, autour de la question du PT. Au bout du compte, [...] qu'est-ce qui se passe ? Des centaines de militants qui étaient en marge – le seul secteur de la gauche révolutionnaire qui était en marge du PT – entrent dans le PT. C'était le seul secteur en-dehors jusque là. Et jusqu'alors... 'neopelego', blabla, etc. !!! Ils avaient rompu complètement avec la ligne : le PT était l'ennemi numéro 1. Alors ils entrent [au PT], mais ils entrent en y perdant parce qu'il y a cette scission de Luis Favre, etc. ».**

Dans l'interview qu'il nous a accordée, M. Sokol n'a guère évoqué cette question. Il nous a déclaré : « *je suis entré au PT dès sa fondation* »<sup>67</sup>. Mais dans son entretien avec M. Harnecker, il en dit un peu plus, et il dit autre chose : « *Quand les dirigeants syndicaux, qu'on appelait le groupe 'authentique' à l'époque, ont commencé à concrétiser des discussions au sujet de la construction du nouveau parti, naturellement nous nous sommes identifiés à ce processus et nous y avons participé, pas seulement à travers P. Skromov, mais aussi à travers un autre dirigeant du syndicat des artistes, qui d'ailleurs a eu un rôle plus prépondérant à l'époque* »<sup>68</sup>. Sauf qu'à l'époque, P Skromov avait déjà été exclu de l'OSI, et ce dernier explique que cette organisation affichait « *une hostilité énorme au PT, et*

---

<sup>65</sup> Il défend le principe d'un travail à l'intérieur des structures syndicales officielles, pour en éliminer la bureaucratie *pelega* : « *Il y a des brèches démocratiques possibles pour contrer les pelegos dans les syndicats : il est possible d'appeler à une AG pour prendre le contrôle du syndicat légalement par assemblée, si un certain nombre d'adhérents sont d'accord, contre la volonté de la direction, et définir l'ordre du jour, avec la possibilité de diriger l'AG pour les pétitionnaires. Souvent des syndicats ont été pris comme ça, mais l'OSI ne voulait pas et envoyait les gens sur des places publiques à Campinas* ».

<sup>66</sup> Voir plus loin. L'allusion à Alemãozinho se réfère à un militant du MR8 qui se faisait, selon Paulo Skromov, bien voir de Lula pour mieux le manipuler.

<sup>67</sup> Notre interview de Markus Sokol, réalisée à São Paulo (SP), le 12 août 2010.

<sup>68</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 158).

voyait en Lula, en Jacó, en moi [P. Skromov] des 'néopelegos' »<sup>69</sup>... M. Sokol le reconnaît d'ailleurs lui-même, de façon feutrée : « Au Congrès de Lins, en 79, quand a été approuvée l'idée de former un parti des travailleurs, nous avons commis une erreur politique, en faisant une évaluation unilatérale, non réaliste, du phénomène représenté par ces dirigeants syndicaux (...) C'était une erreur politique d'emprisonnement dans un schéma théorique. Quel était le schéma théorique ? A syndicat indépendant, parti indépendant. A syndicat non indépendant, un syndicat qui était en contact avec la dictature, il n'y avait pas de rupture... Il y avait des dirigeants syndicaux au passé douteux et au futur encore plus incertain qui, à ce moment, ont signé le document. Cela nous a fait considérer que ce parti n'était pas assez délimité, n'avait pas assez de clarté politique pour pouvoir être soutenu. Cela a duré six mois. De la mi-79 à la fin 79. Ensuite nous nous sommes rendu compte de la réalité et nous avons participé à sa fondation, même si c'était avec une position un peu réticente, dans le sens de ne pas s'engager complètement »<sup>70</sup>. M. Sokol poursuit : « Mais il y avait plusieurs camarades à nous qui y participaient, signaient des documents et ainsi de suite. Je ne me réfère pas à Skromov qui sur ces entrefaits s'était éloigné, en fonction d'une querelle interne »<sup>71</sup>. On l'a vu aussi : il s'était éloigné car il avait été exclu ! Au niveau de la chronologie, M. Sokol parle de six mois, mais l'adhésion pleine et entière de l'OSI au PT va mettre beaucoup plus de temps que cela. M. Sokol poursuit : « D'après mes souvenirs, nous sommes restés ainsi six mois... En tout cas moins d'un an, d'une conférence que nous avons faite en mars ou avril 79, jusqu'à un congrès que nous avons fait à la fin de l'année, au passage de 79 à 80. Tout au long de l'année 79, nous étions à l'extérieur du Mouvement pro-PT, mais tout en maintenant la propagande pour un parti ouvrier ». Il révèle aussi que l'OSI devait être assez divisée sur une question aussi brûlante : « Il y avait des secteurs qui avaient une appréciation plus positive du mouvement concret et de ce que faisaient ces dirigeants syndicaux. Il y en avait d'autres avec une position plus réticente ». En fait, c'était plus de six mois, et même bien plus d'un an car le Congrès de Lins était en janvier 1979, et le Congrès de Fondation du PT en février 1980. Et ce n'est qu'après la fondation du PT, comme nous l'avons vu, que l'OSI s'est réellement rapprochée du PT. L'observation du journal du PT, 'O Trabalho', confirme très clairement nos affirmations : plusieurs mois encore après le Congrès de Fondation, l'OSI montrait sa méfiance vis-à-vis du PT, et se situait dans une posture de mise au défi, d'exigences formulées au PT par des travailleurs en lutte etc<sup>72</sup>. Ce n'est qu'à partir du 15 juillet 1980 que l'on voit apparaître une défense du PT<sup>73</sup>, et c'est dans le numéro du 22 octobre qu'est annoncée l'adhésion de 'O Trabalho' au PT. P. Skromov pense même qu'en 1980, l'OSI faisait semblant mais ne s'intéressait pas encore au PT, et que son entrée réelle au PT s'est réalisée en 1981<sup>74</sup>.

<sup>69</sup> Notre interview de Paulo Skromov.

<sup>70</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 158-159). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>71</sup> Idem, p. 159.

<sup>72</sup> Par exemple : dans le numéro du 10 mars (un mois après la fondation du PT), dans un article intitulé « Quel doit-être le programme du PT », on peut lire que « le mouvement pro-PT contient la possibilité de se transformer en parti de classe » ; le numéro du 1<sup>er</sup> juin 1980 met en garde le PT contre le risque politique que représenterait une fusion avec le PTB ; le numéro du 7 juin 1980 interroge un ouvrier en grève à Ribeirão Preto et lui fait dire ce que devrait, selon lui, être le PT, qui débat de son programme à ce moment-là.

<sup>73</sup> Numéro du 15 juillet : article en p. 6-7 intitulé : « En défense du Parti des Travailleurs ».

<sup>74</sup> Nous avons demandé à P.Skromov ce qu'il fallait penser du tournant de l'OSI en direction du PT et sur sa chronologie, et voici la réponse qu'il nous a envoyée, par écrit, le 6 août 2014 : « Même à cette date d'octobre 1980, il ne s'est pas agi d'une adhésion au PT, non. Ils aplanissaient un peu les choses pour se mettre en accord avec le morénisme. C'est que Lambert s'était entendu avec Nahuel Moreno pour recréer ensemble la IV<sup>e</sup> Internationale !!! Et pour cela ils ont convoqué en octobre – et ont, de fait réalisé – une Conférence d'unification à Paris, en décembre 1980, dans laquelle moi-même, qui me battais pour les amener au PT (où je subissais la grande hostilité des staliniens) j'ai participé comme « invité ». Ils ne voulaient rien

Sur le parti lui-même, M. Sokol nous dit : « *Jamais le PT n'a eu une doctrine propre. Il n'a pas été un parti fondé sur la base de la doctrine de A ou de B. Même dans sa meilleure période, il s'agissait d'un programme incomplet. C'est une caractéristique bien particulière du PT* »<sup>75</sup>. Son appréciation sur sa qualité de parti et ses rapports avec les classes sociales est la suivante : « *Dès sa naissance, le PT est un parti qui a une grande ampleur (...) Le terme de parti ouvrier est un peu doctrinaire et inadapté parce qu'il ne rendrait pas compte d'une série de secteurs sociaux y compris des secteurs 'prolétaires', qui ne se reconnaissent pas dans la figure de l'ouvrier urbain. Et le PT est né avec une représentation paysanne dès le début, avec une représentation populaire au sens des banlieues des grandes villes, qui ne sont pas exactement ouvriers, et dans certains Etats, la petite bourgeoisie classique, des petits propriétaires. Il est donc né comme un parti très large de travailleurs au sens large, de la ville et de la campagne* ».

Parti de cadres, ou de masses ? Parti tactique ou stratégique ? Dans l'interview qu'il nous a concédée, ce ne sont pas pour M. Sokol des questions très pertinentes : « *Une polémique qui a marqué sa fondation (...) Certains de ces dilemmes étaient faux, surtout pour les termes dans lesquels ils étaient présentés – un de ces dilemmes était de savoir si c'était un parti sans patrons ou un parti de la société (...) Formellement la position d'un parti de la société a été battue, parce que le nom du parti et son programme confirment cette nature, mais dans les faits le parti ne s'est jamais fermé* »<sup>76</sup>. Mais M. Sokol est aussi plus prolix sur cette question dans son entretien avec M. Harnecker, dans lequel il déclare : «  *finalement, nous nous sommes intégrés pleinement au PT. Nous revendiquons le fait d'être la première des organisations politiques, comme on les appelle, à établir l'engagement vis-à-vis du PT comme un engagement de la lutte pour le socialisme. Ce n'était pas un front. Ce n'était pas un parti tactique* »<sup>77</sup>. Le fait est qu'après avoir réalisé son virage pro-pétiste, le courant 'O Trabalho', représenté par M. Sokol, malgré un net effritement militant, a réellement et toujours défendu le PT comme un projet partisan stable, durable, et donc stratégique.

### **c) La Démocratie Socialiste (DS)**

La DS était, avant même la naissance du PT, le courant organisé autour du journal 'Em Tempo' et lié au Secrétariat Unifié (SU) de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont le principal dirigeant, à l'époque, était l'économiste belge Ernest Mandel. Même si Mandel lui-même semble avoir insisté sur la nécessité de construire méthodiquement une tendance révolutionnaire dans le

---

*savoir du PT, alors. Les morénistes savaient, depuis le départ, que le PT n'avait rien de pelego ou d'une manœuvre de la dictature, mais ils ne participaient déjà plus au PT de façon claire, car ils avaient l'illusion que l'unification avec les lambertistes leur ouvrirait un nouveau chemin, exclusif, vers le parti de masses et ils ont amené les lambertistes brésiliens sur cette position moins dure sur le PT. Mais l'enthousiasme pour cette 'unification' particulière s'emparait des deux côtés et ni Sokol ni aucun autre militant de l'OSI n'a jugé important d'entrer dans le PT avant la mi-1981, autrement dit, avant l'échec de 'l'unification' Lambert/Moreno et que cet échec ne plonge l'OSI dans une crise profonde. Mais il existait une réelle inquiétude de militants syndicaux lambertistes par rapport à l'incompréhension sur le PT, comme par exemple Luis Gushiken, qui, lorsqu'il a su que j'allais aller à Paris pour cette conférence de 1980, est venu me chercher (malgré Sokol), et m'a même fait don de 200 dollars, car il savait que par manque de moyens je ne pouvais pas payer ne serait-ce que le billet. Gushiken souhaitait vivement que je revienne de Paris avec une décision commune de Lambert de de Moreno en faveur d'une forte entrée des 'trotskystes' dans le PT, et il a été visiblement contrarié quand je lui ai raconté que ses chefs ne voyaient rien d'important dans le PT, et que leur attention était tout entière tournée vers l'unification, pour clamer [en espagnol] : 'Si ça, ce n'est pas la IV, elle est où la IV ?'. Eux, Sokol et Júlio Turra, racontent aujourd'hui des fables pour minimiser le viscéral anti-pétisme qui a été la règle jusqu'à 1981 ».*

<sup>75</sup> Notre interview de Markus Sokol.

<sup>76</sup> Idem.

<sup>77</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 159).

PT, on peut sans doute dire que, parmi les groupes de matrice trotskyste ayant intégré le PT, la DS est l'organisation qui a le moins hésité et qui s'est le plus identifiée avec le nouveau parti. La DS existe toujours comme tendance interne au PT, même si certains de ses membres ont été exclus du parti (comme Heloísa Helena en 2003) ou en sont partis, notamment pour former le PSoL en 2004 et 2005. Parmi les personnes interviewées dans le cadre de cette étude, plusieurs font ou ont fait partie de la DS. Nous donnons ici la parole à certains d'entre eux pour évoquer ce qu'était le projet de la DS et saisir comment, à l'époque, l'engagement dans le PT a été décidé et vécu.

Carlos Henrique Arabe, l'un des dirigeants nationaux de cette tendance, nous explique que la DS voulait construire un parti. Dès le départ, elle « *s'identifie avec le PT, enfin tous ses membres y entrent dans une démarche à la fois individuelle et collective* »<sup>78</sup>. Elle était « *une organisation de jeunesse, essentiellement dans le mouvement étudiant et avec quelques contacts – peu – avec le mouvement ouvrier organisé (...) surtout à Belo Horizonte et Porto Alegre, les deux pôles qui conduisirent à l'apparition de la DS* ». L'émergence du PT, le militantisme de masse vont changer la donne pour la DS.

Mais tous les membres de la DS avaient-ils la même position? « *Non – selon C.H. Arabe – parce qu'il y avait diverses formulations, dans le cadre d'une position commune (...) D'abord, la DS n'était pas un parti, c'était un courant, un groupe qui pouvait contribuer à un parti. Et donc, le défi était de comprendre ce qui se passait et ne pas rester à l'extérieur. Nous étions terrorisés à l'idée de rester en-dehors* ». Comment les décisions ont-elles été prises ? Quel a été le lien avec le SU de la IV Internationale dans les choix faits ? C.H. Arabe nous déclare que les discussions au sein du SU, en particulier avec Daniel Bensaïd et Michael Löwy, ont eu « *beaucoup d'influence* ». Il précise : « *Nous sommes arrivés à une formulation plus unifiée en 1982, et donc un peu après la fondation du PT [...] et dans ce débat, il y avait un doute très important sur le potentiel [du PT], autrement dit : comment allait évoluer un parti construit de cette manière, sans prédefinitions très claires, sans un programme, comment se transformerait-il en un parti révolutionnaire? Cela a toujours été une interrogation* ». Mais « *construire un parti socialiste, cela a été une position consensuelle en pratique, dès le début de la DS (...) Ce débat, il va durer [dans le PT], grosso modo – il faudrait vérifier un peu les dates – mais les 10 premières années du PT, jusqu'à 1989, un peu avant* ».

Le même C.H. Arabe en dit un peu plus sur la vision que la DS avait du PT : « *Notre formulation, à l'époque, dans un document intitulé 'Le PT et le parti révolutionnaire'*<sup>79</sup> *était l'idée que c'était vraiment un parti, de caractère stratégique dans lequel nous devions nous intégrer complètement, et en même temps, constituer une organisation marxiste à l'intérieur du PT (...) Dans la position de 80, qui va marquer la DS jusqu'à 87, on remarque principalement quatre facteurs. Premièrement, l'idée que le léninisme se référait beaucoup plus à une compréhension d'aspects essentiels du processus révolutionnaire et ne répondait pas à comment construire des partis révolutionnaires (...) Il y avait aussi une critique très forte à l'idée d'avant-garde autoproclamée et de définitions programmatiques très achevées. Nous considérons que la construction de partis était un processus bien plus complexe que l'idée d'une simple croissance endogène (...) Pour la constitution de la classe avec une démarcation, il y a nécessité de valoriser des partis même s'ils sont dans une phase initiale,*

---

<sup>78</sup> Notre interview de Carlos Henrique Arabe. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>79</sup> 'O PT e o Partido Revolucionário' en portugais.

*confus, mais qui expriment un sentiment propre de la classe. Ce serait absurde que les secteurs les plus conscients se positionnent contre, en exigeant qu'un mouvement énorme ait le même niveau de conscience qu'eux. Michael Löwy insistait là-dessus. Une autre discussion importante a eu lieu avec Daniel Bensaïd qui insistait sur le fait qu'il n'y avait rien de plus important et de plus stratégique au monde que le PT »<sup>80</sup>.*

J. Soriano est lui aussi toujours au PT, et il est toujours un des animateurs nationaux de la DS. Il confirme que cette organisation a fait le choix du PT de façon non ambiguë. « *A la Démocratie Socialiste [...] nous étions regroupés nationalement autour du journal 'Em Tempo', journal de résistance à la dictature militaire. Et dans ce débat sur la réorganisation partisane, nous nous positionnions pour la formation d'un parti des travailleurs, un parti de classe, classiste (...). Ce débat commença avec la redémocratisation en 77-78, au cœur des événements importants de la fin des années 70. Ce furent les grandes grèves ouvrières de São Bernardo, l'émergence de Lula comme dirigeant et la généralisation de ce type de mouvement syndical. Et donc nous nous sommes engagés dans la construction du PT »<sup>81</sup>.*

Raul Pont raconte que dans le Rio Grande do Sul, ceux qui allaient rejoindre la DS ont fait le choix, notamment, et dès 1976, d'occuper l'espace institutionnel qui était offert par le MDB. « *Nous en sommes venus à organiser une tendance au sein du MDB, un groupe avec sa propre direction, avec ses propres finances. Parce que le MDB était un front, légal, un front consenti, mais qui avait très peu d'organicité. Et il n'exigeait pas non plus de discipline par rapport à une ligne politique. C'était un vaste front, qui était convaincu de l'intérêt de travailler avec la jeunesse ; et nous nous avons intérêt à profiter de la protection légale de l'institution »<sup>82</sup>. Il s'agissait, explique-t-il, d'aller vers un parti des travailleurs, et la Tendance Socialiste – celle au sein de laquelle son groupe opérait à l'intérieur du MDB, s'y employait : « *A partir de 1976-77, on commence à avoir un poids plus important, on commence à avoir des contacts en dehors de la capitale. Les gens voyaient le MDB, et la jeunesse en particulier : un conseiller municipal ici, un autre dans une autre ville... Nous avons élu un député ici en 1978 : il était déjà député du MDB, et il est entré dans notre tendance. Et il est resté jusqu'au moment où nous sommes partis pour le PT. Là, 99% de la tendance s'en va vers le mouvement pro-PT, tout à fait à la fin de 1978, ou au tout début de 1979 ».* Et, malgré des choix de construction différents, ce groupe *gaúcho* s'était de plus en plus rapproché du groupe – essentiellement étudiant – du Minas Gerais, notamment, grâce au journal 'Em Tempo', à partir de 1977.*

R. Pont met également l'accent sur le rôle de ce journal : « *'Em Tempo' naît pour être un organe de défense du socialisme de façon générique, mais visant à se mettre au service du mouvement de la classe. [...] Au début, c'était un front journalistique ».* Il explique que c'est à partir du moment où une crise est intervenue dans de nombreuses succursales du journal, au sein de ce front très large, que l'identification avec la DS s'est progressivement installée, de nombreux autres secteurs quittant le journal, mais certains journalistes autour de R. Pont insistant pour le maintenir. Et il conclut : « *Et c'est cette attitude, cette décision, qui nous a permis d'organiser la DS, d'organiser un courant politique auquel nous nous identifions, qui n'était pas un parti, surtout parce qu'il était alors visible que le mouvement pro-PT avait de l'avenir ».*

---

<sup>80</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 158).

<sup>81</sup> Notre interview de Joaquim Soriano.

<sup>82</sup> Notre interview de Raul Pont, réalisée à Porto Alegre (RS), le 10 juin 2014. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

Enfin, le choix pétiste qu'affirme R. Pont apparaît comme beaucoup plus profond et durable que dans le cas d'autres courants d'obédience trotskyste. Cela s'applique en premier lieu au groupe qui s'était construit autour de la Tendance Socialiste du MDB, dans le Rio Grande do Sul<sup>83</sup>, car ailleurs les résistances par rapport à l'investissement dans les institutions prévalait : « *Nous nous distinguons aussi, par rapport à d'autres groupes, par le fait que, de par cette trajectoire, par cette expérience vécue dans le POC, dans la relation avec la Polop, et ensuite dans la réorganisation des années 1973-74, on concevait le PT comme devant être construit comme un parti. On n'y entrait pas pour en ressortir. Nous n'avions pas la conception d'un front, un front électoral, ou un parti de type frontiste, ou un parti tactique. Non ! Dès le début nous nous sommes caractérisés par la défense du PT comme un parti stratégique, comme un parti qui lutte pour l'organisation indépendante des travailleurs, dans un sens classiste. Les autres questions : le féminisme, la question raciale, l'internationalisme, toutes ces choses-là devaient entrer dans le débat, dans le cadre du niveau de compréhension qui était possible, parce que nous étions encore dans une dictature. Et donc, on ne pouvait pas vouloir que le parti ait clairement un programme de A à Z sur l'Union soviétique, la Chine, la lutte socialiste mondiale, ça aurait été une erreur. Et il n'était pas non plus question d'y entrer en 1979-80 pour en sortir en 1985 après avoir recruté (...). Mais il n'y avait pas non plus d'alternative : et personne n'a proposé de construire un autre petit parti, tout petit, bien tenu, mais qui ne reçoive pas de suffrages, sans personne dedans. Cela n'a aucun sens d'avoir un parti bien clair, mais avec une demi-douzaine de membres, sans aucun poids. Notre vision, ici, c'était qu'il fallait faire de la politique en grand, nous battre sur la question de l'amnistie, du retour des exilés, sur la question de la réorganisation des partis ».* Il ajoute juste après cela que pour la DS, le PT ne devait pas être monolithique selon les modèles traditionnels. Ce n'était pas un parti tactique, « *mais il devait reconnaître le droit de tendance, le droit au débat, à la question de la proportionnalité dans la direction, sur la question du féminisme, du racisme* ».

#### **d) La Cause Ouvrière<sup>84</sup> (CO)**

Ce courant politique trotskyste a été créé en 1979 par un groupe de militants en rupture avec l'OSI lambertiste, alors clandestine, notamment autour de la question syndicale. Dès le mois de juin de cette année-là, apparaît un journal mensuel du même nom, *Causa Operária*, défendant l'idée que les syndicats au Brésil étaient bourgeois, d'où la nécessité de maintenir le mot d'ordre de syndicats libres. La nouvelle organisation sera fondée par près de 40 délégués à São Paulo en janvier 1980, juste avant le PT, sous l'appellation d'OQI (*Organização Quarta Internacional*). Cette nouvelle organisation était implantée surtout à São Paulo, Rio de Janeiro et Brasilia, et comprenait essentiellement des étudiants, et des ouvriers. Ce groupe s'est rapproché du POR (*Partido Obrero Revolucionário*) bolivien et du PO (*Partido Obrero*) argentin pour fonder un regroupement international éphémère, la TQI.

Contrairement à l'OSI, les militants de la CO décident, dès l'apparition du projet pétiste, de s'y investir et d'en influencer l'orientation. Dans cette discussion initiale, la CO défend « *la formation 'de comités pour le PT dans tous les syndicats pour l'organiser massivement à partir de chaque lieu de travail, en discutant dans des assemblées, en le structurant dans des congrès de travailleurs dans les syndicats', autrement dit, un PT organisé dans les*

<sup>83</sup> Dans l'interview, Raul Pont évoque le fait qu'ailleurs, à São Paulo notamment, des militants de la DS critiquaient le choix de l'intervention institutionnelle qui avait prévalu à Porto Alegre, ou étaient moins confiants sur le devenir du PT.

<sup>84</sup> *Causa Operária* en portugais.

*syndicats, classiste et de masse : un parti ouvrier* », écrit A. Ozai da Silva<sup>85</sup>. La CO restera pendant 10 ans organisée comme tendance du PT, en y défendant la construction d'un parti ouvrier, la lutte pour un gouvernement ouvrier et pour le socialisme et l'indépendance de classe face à la bourgeoisie. Régulièrement accusée de « radicalisme » et de « sectarisme » par les dirigeants du PT ainsi que par de nombreux courants du parti, CO rompit avec le PT en étant exclue en 1991, sur un désaccord sur la question des alliances avec les partis bourgeois. Après cela, tout en gardant le même journal, les exclus fondèrent le PCO (*Partido da Causa Operária*), afin de bien marquer la continuité organisationnelle, politique et idéologique.

## **Section 2 : Le PT, la politique institutionnelle et les intellectuels**

Le PT en gestation n'est pas un sujet de débat et un cadre d'intervention que pour des groupes d'extrême gauche. Un petit nombre d'élus (du MDB) décident aussi de le rejoindre. Et le PT va également gagner quelques intellectuels de renom.

### **1°) Des élus progressistes ralliés au PT**

Après la campagne de 1977 contre le « vol de Delfim Netto » sur les salaires, les grandes grèves de 1978 permettent de se rendre compte que très peu d'élus sont, dans les faits, proches des préoccupations de la classe travailleuse. Seule une poignée de parlementaires de la gauche de cet immense front électoral qu'était le MDB se montre réellement solidaire. De ce point de vue, les grèves de 1978, puis de 1979 jouent un rôle de catalyseur. Le sentiment généralisé qu'ont les grévistes de n'être guère soutenus par ceux à qui ils ont donné leurs suffrages va avoir des conséquences qui revêtent un double aspect : d'un côté, il pousse les travailleurs et les syndicalistes à leur tête à créer leur propre outil politique ; d'un autre côté, il les conduit à accepter volontiers, et même à rechercher, dans le cadre de ce projet, les élus qui se montrent favorables aux mouvements sociaux en cours. Quelques interviews données par Lula dans cette période sont d'ailleurs très révélatrices.

#### **a) Les grèves ouvrières et les élus**

Peu après la fondation du PT, Lula répond à une question sur les raisons qui l'avaient poussé à s'engager dans la création de ce nouveau parti. En avril 1980, il déclare à la présentatrice de radio et télévision Xênia Bier : « *Après avoir fait un des plus beaux mouvements de la classe ouvrière qui aient eu lieu dans ce pays, on a remarqué que la classe politique n'était pas sensible à nos problèmes, que les partis politiques n'avaient pas pris position sur la grève. Et ils ne s'étaient même manifestés par rapport à aucun grand problème national que nous avons affronté pendant les années d'arbitraire. Et donc je suis arrivé à la conclusion que la classe travailleuse ne pourrait pas purement et simplement arriver au moment des élections et donner sa voix à des gens qui se déguisent en*

---

<sup>85</sup> A. OZAI DA SILVA (op. cit. 1989 p. 184).



*travailleurs pour obtenir leurs suffrages, en leur offrant, parfois, des faveurs. C'est de là que j'ai compris que les travailleurs avaient besoin de s'organiser politiquement »<sup>86</sup>.*

Auparavant, le 21 février 1979, Lula avait accordé une interview à la revue *Isto É*, dans laquelle il s'exprimait ainsi : « *le pouvoir politique au Brésil a toujours été constitué par une élite, et n'a jamais accepté avec facilité le syndicalisme. Je pense qu'il manque des travailleurs dans la classe politique [...] C'est à partir de cette expérience, de notre déception par rapport au voyage à Brasília, de nos conversations avec des parlementaires des deux partis, que nous avons ressenti la nécessité d'un parti qui représente les travailleurs »<sup>87</sup>.*

A travers ces deux interviews, qui à notre connaissance n'ont pas fait l'objet de polémiques dans la mouvance pétiste, et qui devaient au contraire être fort consensuelles, on perçoit le premier aspect évoqué plus haut : Lula explique qu'il faut un parti des travailleurs parce que la classe politique n'est pas vraiment du côté du salariat. Mais deux autres extraits d'interviews du principal dirigeant syndical brésilien permettent d'illustrer le second aspect de la question du lien avec les élus : Lula explique que le nouveau parti doit rechercher des parlementaires parmi les élus existants.

Avant cela, tandis que se déployait la vague gréviste, le 24 septembre 1978, le leader syndical avait déclaré à la *Folha de São Paulo* : « *Dans la période actuelle, nous devons nous efforcer d'identifier des politiciens disposés à défendre nos combats, notamment parce que nous ne pouvons pas abandonner nos syndicats pour disputer des élections législatives. Il est préférable, actuellement, de chercher ces politiciens qui s'identifient le plus à la classe travailleuse. Il existe des gens comme cela au Brésil »<sup>88</sup>.*

Un peu plus tard, le 31 mai 1979, Lula va plus loin. Il déclare à la revue *Em Tempo* (n° 65) qu'il veut faire participer certains parlementaires du MDB et des politiciens bannis par la dictature à la discussion sur le programme du PT : « *nous ne pouvons pas perdre de vue le fait que nous avons un groupe de politiciens, aujourd'hui à l'intérieur du MDB, des éléments sérieux, qui sans nul doute pourraient participer à cette discussion. Il y a aussi d'autres groupes de politiciens qui sont bannis, mis à l'écart, qui n'ont même pas participé à cette affaire »<sup>89</sup>. Et il cite des noms de parlementaires qu'il aimerait voir rejoindre le futur parti des travailleurs : « *créer un parti aujourd'hui impose nécessairement de converser avec un type comme Jarbas Vasconcelos, qui est un très grand leader dans le Nordeste. Il faudrait aller là-bas discuter avec lui : 'Écoute, Jarbas, on essaie de faire ça et on aimerait savoir quelle est ton opinion, si tu es d'accord pour discuter ou non' ; il faudrait également aller à Rio de Janeiro, trouver un type bien au sein du MDB et dire les mêmes choses ; lui faire dire ce qu'il en pense ; il faudrait faire la même chose avec quelqu'un comme Chico Pinto [...] Et à partir de là, alors, faire une grande réunion avec 100 ou 200 personnes, une réunion spécifique, en dehors du syndicat »<sup>90</sup>.**

Ici, il ne s'agit plus seulement d'accueillir, au sein du PT en construction, des élus solidaires des travailleurs. On voit qu'il existe une démarche proactive, une véritable volonté du principal leader syndical du pays de ratisser large au niveau des élus existants. Nous

---

<sup>86</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 259).

<sup>87</sup> Idem, p. 154.

<sup>88</sup> Idem, p. 140.

<sup>89</sup> Idem, p. 193.

<sup>90</sup> Idem, p. 196.

croyons d'ailleurs que cette approche n'était pas consensuelle dans le PT en gestation, même parmi les syndicalistes qui œuvraient à son lancement.

## **b) Le témoignage d'Eduardo Suplicy**

E. Suplicy nous explique son cheminement dans cette période. « *En 76 [...], différents amis m'ont dit : 'tes articles d'économie dans la Folha<sup>91</sup> sont beaucoup lus, et ce serait bien que tu défendes tes idées au Parlement.' Et c'est à ce moment que j'en suis venu à envisager l'idée d'être un représentant du peuple. Il y avait à l'époque l'ARENA qui était le parti qui soutenait le régime militaire, et le MDB – Mouvement Démocratique Brésilien – qui était dans l'opposition. Je suis alors allé discuter avec différentes personnes, comme Ulysses Guimarães, Franco Montoro et d'autres parlementaires, pour savoir ce que cela représentait d'être un député. Et en 78, avec le MDB, auquel j'ai adhéré en 77, j'ai été député de l'Etat avec le quatrième nombre de suffrages, à l'Assemblée législative de São Paulo. Et donc, de 79 à 83, j'ai été député de l'Etat – c'était mon premier mandat – pour le MDB. En 79, le Président Ernesto Geisel a mis fin au MDB et à l'ARENA, afin que de nouveaux partis politiques se forment. Et en 76, 77, 78 et 79, j'ai eu une interaction avec les mouvements de travailleurs, d'abord comme un professeur d'économie qui écrivait sur l'économie, et qui disait à quel point il était important que les économistes sachent écouter les travailleurs, et pas seulement les patrons, à l'heure où il fallait prendre des décisions de politique économique, afin qu'il y ait une meilleure distribution des revenus. Et donc, il s'est trouvé que pendant les grèves de 77, 78 et 79, j'ai été très solidaire avec les métallurgistes, les enseignants, les éboueurs qui étaient en grève. Et donc, une fois terminés l'ARENA et le MDB – bien que le MDB se soit reconstitué sous la forme du PMDB – il y a eu un mouvement de dirigeants syndicaux et d'intellectuels qui ont fondé le PT, et qui, par affinité, m'ont invité à être au PT »<sup>92</sup>.*

Il raconte, ailleurs, comment il est devenu l'ami de Lula : « *J'étais professeur d'économie à la Fondation Getúlio Vargas [...] De 76 à 78, j'ai écrit des articles pour la Folha de São Paulo, sur l'économie. Je cherchais surtout à analyser ce qui se passait avec la politique salariale, avec la distribution de revenus, l'inflation [...] J'ai été invité à parler dans des universités et des syndicats. Et c'est là que, en 1976, donc bien avant le PT, un jour, je suis allé faire une conférence à Santo André, et l'assesseur économique du Syndicat des Métallurgistes de l'ABC a invité Lula à assister à cette conférence [...] [A la fin], Lula a dit : 'Venez nous voir au syndicat pour que nous conversions davantage, que nous échangions des idées'. Je suis alors devenu son ami. [...] En 1979, ce fut un moment de grèves, de poursuites contre les travailleurs, et moi, en tant que député de l'Etat, je suis allé quelques fois à la porte de l'usine, et tout ça... Et donc, je me suis beaucoup rapproché »<sup>93</sup>.*

Un passage d'un livre d'E. Suplicy témoigne de son engagement auprès des ouvriers en lutte de São Paulo et de l'ABC<sup>94</sup>, et de sa proximité avec leurs dirigeants syndicaux. Il s'agit de l'interview donnée par Suplicy à Lula (représentant alors les métallurgistes de São Bernardo) et à Afonso de Souza (secrétaire du syndicat des boulangers et confiseurs de São Paulo) à l'occasion de son livre 'Compromisso' en 1978. Lula y explique qu'après avoir

<sup>91</sup> Le grand quotidien « *A folha de São Paulo* ».

<sup>92</sup> Notre interview d'Eduardo Suplicy, réalisée à São Paulo (SP) le 26 août 2010.

<sup>93</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 107).

<sup>94</sup> L'ABC pauliste est une vaste banlieue industrielle située à la limite sud-est de São Paulo, ainsi dénommée du fait du nom des municipalités concernées : Santo André, São Bernardo do Campo et São Caetano do Sul. On parle parfois aussi d'ABCD, en y ajoutant le D de Diadema, municipalité située dans le même secteur.

refusé de nombreuses invitations à l'occasion du lancement de livres, il a accepté celle-ci, « en premier lieu par amitié pour Eduardo Matarazzo Suplicy, et en second lieu pour [...] ce qu'il a écrit sur la classe travailleuse, pour l'attention spéciale qu'il a porté à la classe travailleuse et à sa défense ». A. de Souza exprime le même point de vue<sup>95</sup>. On voit ainsi comment quelqu'un comme E. Suplicy, qu'on peut définir, au long de son parcours, comme un intellectuel social-démocrate convaincu et cohérent, situé dans l'aile gauche du MDB, s'en est détaché pour venir s'incorporer au projet de PT. Et cela s'est fait, pour l'essentiel, du fait du contexte social prévalant à partir de 1978, celui de grandes luttes ouvrières.

### **c) Le PT et la « Tendance populaire » du MDB**

Dans le MDB, il existe donc un petit courant d'élus à différents niveaux, défavorables à la transformation de leur parti en PMDB, et qui voient d'un bon œil le rapprochement avec le PT. Les discussions vont prendre forme entre le noyau fondateur du PT et ce groupe d'élus, appelé « Tendance populaire » du MDB<sup>96</sup>, et s'accélérer juste avant le lancement officiel du nouveau parti, en janvier 1980. A la tête de ces parlementaires, on trouve le député fédéral Aírton Soares (SP), qui annonce alors son adhésion au PT, précisant que d'autres parlementaires du MDB ont décidé de faire comme lui. C'est le cas, pour le Rio de Janeiro, de José Eudes, également député fédéral. A l'Assemblée Législative de São Paulo, c'est le parlementaire Geraldo Siqueira (lié à l'AP) qui lance l'attaque contre le PMDB et déclare à son tour son adhésion au PT, ainsi que d'autres députés de cet Etat : Eduardo Suplicy, Irma Passoni, Marco Aurélio Ribeiro. Dans le Goiás, le Sénateur Henrique Santillo, un des fondateurs du MDB dans cet Etat, adhère au PT et entraîne avec lui des élus locaux.

Néanmoins, beaucoup de militants de la base du PT, notamment des syndicalistes à différents niveaux, se sont toujours méfiés, par principe, de ces premiers élus pétistes issus du MDB. Cette méfiance perdurera longtemps dans le parti. Un certain nombre d'élus, attirés par le PT en 1980, tenteront en vain de convaincre les dirigeants du nouveau parti de se fondre dans une force politique plus large, avec le PMDB et le parti de Brizola. Beaucoup d'élus issus du MDB n'adhéreront finalement pas au PT. D'autres seront exclus plus tard.

## **2°) Le PT et les intellectuels**

### **a) L'évolution de l'intelligentsia sous la dictature**

Sous la dictature, même si la répression s'attaque avec plus de brutalité au milieu étudiant, les intellectuels brésiliens subissent, au minimum, la répression idéologique imposée par le régime, avec une censure qui empêche d'exprimer des idées que le régime peut juger dangereuses. Les entraves mises à la recherche seront d'ailleurs une des raisons qui, dans le contexte d'une contestation de plus en plus massive du régime, amèneront la SBPC (Société brésilienne des chercheurs scientifiques), pourtant conservatrice dans les années suivant le putsch, à évoluer, pour prendre une position claire contre le régime à partir de 1977. En 1980, écrit Daniel Pécaut, « le président de la SBPC, le physicien Goldenberg, déclare lors de l'assemblée de Rio de Janeiro: 'la prise de conscience du rôle d'avant-garde éclairée de la nation que les scientifiques ont exprimée en 1977 est irréversible (...) A

---

<sup>95</sup> Eduardo Matarazzo SUPPLICY (op. cit. 2008 p. 251 et suivantes).

<sup>96</sup> « *Tendência Popular* » en portugais.

*présent, la société brésilienne attend nos réunions comme un moment important du développement d'une société démocratique' »<sup>97</sup>.*

Sur la situation des intellectuels sous la dictature, D. Pécaut écrit : « *La répression touche de plein fouet le milieu intellectuel (...) De nombreuses revues disparaissent (...) Les universités sont mises sous étroite surveillance et placées sous la tutelle de recteurs sûrs et tout-puissants. De nombreux enseignants sont mis d'office à la retraite. Il s'agit souvent des plus prestigieux. A titre d'exemple, parmi les vingt-sept enseignants de l'USP frappés par cette mesure en avril 1969, on trouve Florestan Fernandes, Fernando Henrique Cardoso, Octavio Ianni, Paulo Duarte, José Arthur Giannotti, Paul Singer et d'autres encore »<sup>98</sup>, tous des grands noms dans le domaine des sciences sociales.*

Cela, même si, comme l'explique D. Pécaut, « *après 1974 la chape de plomb est quelque peu allégée (...) le journal 'alternatif' O Pasquim, fondé en 1969 et qui fait de la satire un instrument de contestation, la revue hebdomadaire Opinião créée en 1972 et qui publie des articles de Cardoso, Furtado, Singer, Callado, Weffort, Millôr Fernandes etc. et reproduit des articles du Monde et du Guardian, restent soumis à une censure sans merci. Ni les universités ni des instituts privés de recherche comme le CEBRAP ne sont à l'abri des incursions policières et des menaces, et pas davantage les théâtres et autres lieux de manifestation artistique »*. Et cet auteur de préciser : « *ce n'est qu'en 1976-1978, malgré le maintien de la censure, que la liberté d'expression est en partie récupérée, et plus encore en 1979 avec la proclamation de l'amnistie »<sup>99</sup>. Le même D. Pécaut ajoute encore que nombre des intellectuels d'opposition « *doivent prendre le chemin de l'exil. Tous sont exposés aux sanctions et à la censure »<sup>100</sup>.**

Cependant, comme l'écrit Margaret Keck, « *ces intellectuels ont tenté, pas à pas, de reconstruire le discours oral et écrit de la société sur elle-même, et en même temps d'assumer un rôle dans le travail consistant à façonner, en les regroupant, les forces qui s'opposaient au régime militaire »<sup>101</sup>. D. Pécaut précise : « *ils ne cessent à aucun moment de maintenir un espace de contestation, voire de constituer une force politique. Cela vaut pour la période la plus sombre. Les spécialistes en sciences sociales continuent à influencer sur un vaste public. En témoigne le rayonnement des travaux réalisés dans le cadre du CEBRAP, cet institut qui accueille en 1969 beaucoup des 'retraités' de l'USP »<sup>102</sup>. Et avec l'essor des formations doctorales en sciences sociales, « *le paradigme marxiste triomphe »*, explique-t-il.**

D. Pécaut poursuit sa présentation de l'histoire de l'intelligentsia sous la dictature : « *Cela vaut davantage encore pendant la 'détente' et 'l'ouverture'. Les débats qui agitent les sciences sociales ou qui concernent la politique scientifique du Brésil ont désormais un écho qui va bien au-delà des enceintes fermées. Ils deviennent partie intégrante du débat politique à travers lequel l'opposition se consolide. Les intellectuels se transforment véritablement en un acteur collectif »*. Mais il ajoute que, si l'expression de « parti intellectuel » – avec des croyances communes, des leaders, et une quasi-organisation – a un sens, cela ne vaut que

---

<sup>97</sup> Daniel PECAUT. *Entre le peuple et la nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*. Paris, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme Paris – 1989, p. 260.

<sup>98</sup> Idem, p. 241.

<sup>99</sup> Idem, p. 242.

<sup>100</sup> Idem, p. 243.

<sup>101</sup> M. KECK (op. cit. p. 59).

<sup>102</sup> D. PECAUT (op. cit. p. 243). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

pour le début de « l'ouverture » politique. Ensuite, « *l'intervention politique des intellectuels se traduit de plus en plus par l'insertion individuelle dans les partis politiques entre lesquels se redistribue l'opposition : le MDB (rebaptisé PMDB après le nouveau changement des règles du jeu imposé par le régime), puis le PT, et dans une moindre mesure, les autres formations partisans qui voient le jour à partir de 1982* »<sup>103</sup>.

A ce niveau, le tournant des années 1980 est marqué par une mutation au niveau du comportement politique des intellectuels : « *Jamais auparavant les intellectuels n'avaient, dans une si grande proportion, fait passer leur engagement politique par l'adhésion à des partis politiques. Avec la conséquence qui s'en déduit et se révèle au grand jour à partir de 1980 : les divisions du milieu intellectuel en fonction des préférences partisans* ». Et cette tendance se poursuivra dans les années 1980, avec les élections de 1982, et la Constituante en particulier, où l'on voit que « *nombre d'économistes et de sociologues qui avaient participé à la lutte pour la démocratisation sont appelés à des postes de responsabilités, dans les ministères, les gouvernements locaux et les administrations* ».

### **b) Des intellectuels célèbres rejoignent le PT**

Effectivement, l'émergence du PT, à partir de 1979, marque une rupture au sein de l'intelligentsia. Pour schématiser, certains intellectuels, autour de F.H. Cardoso défendent un projet social-démocrate, assez modéré, autour duquel nous verrons qu'ils tentent aussi de regrouper les syndicalistes. D'autres sont séduits par le radicalisme pétiste et le projet d'une gauche nouvelle, regroupée autour d'une classe ouvrière en pleine ascension, dans un cadre marqué par des grèves massives dans tout le pays et l'expansion des CEB à l'échelle nationale. Marco Aurélio Garcia précise que le groupe qui se scinde alors comprend des intellectuels qui dénonçaient, ensemble, « *le modèle économique, la politique d'exploitation de la force de travail, la question de la dette extérieure* »<sup>104</sup>. A peine un an plus tôt, tout le monde ou presque s'était réuni autour de « *la candidature de Fernando Henrique Cardoso à l'élection sénatoriale pour São Paulo, à laquelle Lula participe activement (...) Fernando Henrique a fait, pour la première fois, une campagne alternative, qui a eu beaucoup de soutien de Lula parmi les syndicalistes. Artistes et intellectuels l'ont aussi soutenu* ».

Parmi les intellectuels qui se tournent vers le PT, on pense plus particulièrement à des noms comme Florestan Fernandes, éminent sociologue marxiste, à Chico de Oliveira, à Paul Singer – tous deux issus du CEBRAP et respectivement sociologue et économiste bien connus – ou encore à Francisco Weffort, qui va devenir le secrétaire général du PT, se transformant, pendant la première décennie de vie du parti, en intellectuel organique de celui-ci. A propos de F. Weffort, Daniel Pécaut note qu'il s'illustre par « *un incessant va-et-vient entre le marxisme et d'autres formes de théorisation, entre le social et le politique, entre les classes et la visée démocratique, tout cela sous le signe d'une même volonté de réalisme* »<sup>105</sup>.

Comment une partie de l'intelligentsia se rapproche-t-elle du PT ? On observe, dans ce contexte de fortes turbulences sociales, un net virage à gauche des intellectuels à la fin des années 1970. V. Arcary remarque que « *ce virage à gauche très profond de l'intelligentsia*

---

<sup>103</sup> Idem, p. 244.

<sup>104</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 105). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>105</sup> D. PECAUT (op. cit. p. 281).

*dans les années 77 à 79 a permis à la gauche de pénétrer dans le milieu des intellectuels et dans celui des artistes »<sup>106</sup>. F. Weffort explique sa démarche de 1979 : « Pourquoi ces gens se sont ils rapprochés ? Premièrement, ces syndicalistes rompaient avec la tradition getuliste. Et deuxièmement, la gauche brésilienne était soit brisée par la défaite de 64, soit écrasée par la répression. Donc, on n'avait pas à ce moment-là une gauche socialiste organisée, le PT était une alternative »<sup>107</sup>.*

Les luttes des travailleurs en 1978-1979 jouent un grand rôle dans le rapprochement entre une partie des intellectuels et le projet pétiste. Lélia Abramo raconte son propre chemin vers le PT, et elle évoque un mélange d'attraction et de méfiance entre intellectuels et syndicalistes promoteurs du PT : *« j'ai compris qu'avec les grèves dans l'ABC, il était en train d'apparaître au Brésil la seule force capable d'ébranler la dictature. En tant que présidente du Syndicat des acteurs de 76 à 78, je me suis beaucoup rapprochée, politiquement, pas idéologiquement, des grèves de l'ABC (...) Il y avait beaucoup de méfiance parmi les intellectuels. Personne ne savait qui était ce garçon [Lula]. On savait qu'il n'avait aucune idéologie, qu'il ne voulait pas parler avec les étudiants, qu'il ne voulait rien savoir des artistes. Cet homme ne savait même pas ce qu'était le socialisme, et pourtant, il avait écrit une page de l'histoire des travailleurs. Quand le PT est légalisé, les intellectuels se sont rapprochés de cette grande espérance (...) L'adhésion des intellectuels au PT a été quelque chose d'impressionnant. Les intellectuels de bonne foi, ceux qui n'étaient pas stalinien et beaucoup aussi de ceux qui avaient été stalinien (...) ont adhéré au PT »<sup>108</sup>.*

On se rend compte, aussi, que beaucoup de rencontres d'intellectuels avec le PT passent par la personne de Lula. Certains intellectuels témoignent de leur découverte de ce dernier et de leur rapprochement avec lui. Vinícius Brandt, sociologue, déclare l'avoir rencontré alors qu'il était déjà président du syndicat de São Bernardo, au siège de celui-ci, avec Paul Singer et Chico de Oliveira. Frei Betto est un peu un cas à part : penseur célèbre de la théologie de la libération, il va devenir un ami très proche de Lula. Mais il ne le rencontre, ainsi que les autres fondateurs du PT, qu'en 1980, en arrivant à São Paulo (il vivait auparavant à Vitória). Il se lie d'amitié et devient assesseur du Syndicat de la métallurgie de São Bernardo. Il est chargé de la formation, et se trouve aussi très lié aux travailleurs de cette ville par l'intermédiaire de la Pastorale ouvrière. Mais il précise sa distance relative par rapport au parti : il est très proche du nouveau parti, mais il reste en dehors. Il ne participe pas à ses réunions et ne le fera pas par la suite non plus. Il donne des conseils pour la formation, pour écrire des textes : *« J'ai effectivement participé à la rédaction de plusieurs documents, mais comme assesseur personnel de dirigeants du parti, pas comme un membre de la machine du parti »<sup>109</sup>.*

Perseu Abramo, journaliste fondateur du PT, ajoute une autre idée : celle de l'apport du syndicalisme des classes moyennes dans ce rapprochement. *« Ce qui a été important à ce moment, ce sont les syndicalistes de la classe moyenne : syndicats de journalistes, d'architectes, associations d'enseignants, syndicats d'artistes... (...) Ce qui fait implorer la distance [entre syndicalistes des classes moyennes et monde ouvrier] ce n'est pas une grève, c'est un mouvement de rattrapage salarial. Pour moi, c'est à ce moment que la classe ouvrière commence à se lever (...) Alors, les intellectuels, les gens instruits se rappellent*

---

<sup>106</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 108).

<sup>107</sup> Idem, p. 106.

<sup>108</sup> Idem, p. 106-107.

<sup>109</sup> Idem, p. 107-108.

*qu'il existe une classe travailleuse (...) On commençait aussi dans certains syndicats à faire des réunions (...) avec d'autres syndicalistes. Ce sont le syndicat des journalistes, des artistes et le syndicat des architectes avec les métallurgistes. Les premiers métallos n'étaient pas ceux de Lula, mais ceux de Santos (...) Le syndicat des journalistes a commencé à prendre contact, à connaître Lula et d'autres syndicalistes de l'ABC dans cette période (...) Nous aidions quand il y avait un mouvement de grève »<sup>110</sup>.*

Alípio Freire, journaliste pétiste lui aussi, a été président de la l'ABI (Association brésilienne de presse). Il déclare, dans le même sens, que « *certaines réunions horizontales qui ne pouvaient se tenir dans les locaux syndicaux se tenaient à l'ABI* »<sup>111</sup>.

### **c) Intellectuels et leaders syndicaux : des rapports compliqués.**

Mais les rapports entre syndicalistes et intellectuels ne sont pas simples. D'un côté, une partie des intellectuels brésiliens espérait, de façon traditionnelle, l'apparition d'une représentation politique indépendante des travailleurs, par eux-mêmes. De l'autre, certains syndicalistes ne cachaient pas vraiment une certaine méfiance vis-à-vis des intellectuels. Des rapports compliqués donc. Mais, malgré tout, une rencontre entre les deux.

L'espérance de voir surgir un mouvement ouvrier indépendant, avec un ou des leaders indépendants, est une idée exprimée, de façon très différente, par deux intellectuels renommés, à deux moments bien distincts. Francisco Weffort déclarait à M. Harnecker au début des années 1990 : « *Il y a une nostalgie dans les milieux intellectuels, surtout à São Paulo, par rapport à un mouvement ouvrier indépendant* ». Les intellectuels veulent, explique F. Weffort, « *une classe travailleuse indépendante (...) Quand arrive la grève de 78 dans l'ABC, surgissent la direction de Lula et le mouvement ouvrier des métallurgistes de São Bernardo. Ce mouvement rencontre un niveau de légitimité dans la société brésilienne, dans son ensemble, qui aurait été impensable quelques années plus tôt* »<sup>112</sup>. De son côté, Chico de Oliveira analyse ce phénomène d'une façon radicalement critique, et avec le recul de plusieurs décennies, dans l'interview qu'il nous a donnée, autour de la personnalité de Lula : « *Lula était le rêve de la gauche. La gauche, dans laquelle je m'inclus, a toujours rêvé d'un leader ouvrier capable de faire de la politique. Tel était le rêve de la gauche. Et il semblait que Lula, c'était ça. Mais il n'est pas cela, en vérité. Cela, c'est la critique que moi je fais. Lula a semblé être un dirigeant ouvrier, percutant, qui disait les choses dans les meetings, mais c'est un type très pragmatique. Et il l'a toujours été. Et, ce qui est important, sans aucune éducation politique* »<sup>113</sup>.

Mais les intellectuels qui se rapprochent du PT, puis l'intègrent, ne peuvent pas ne pas percevoir un anti-intellectualisme que Lula et d'autres dirigeants syndicaux, au moins à la fin des années 1970, ne cachaient guère. Alípio Freire remarque qu'on trouvait chez les syndicalistes « *un discours anti-intellectuel, le discours du spontanéisme, le discours du basisme* »<sup>114</sup>. Il critique beaucoup cette attitude mais précise que cela marque surtout les débuts du processus ; il croit aussi en déceler un élément aggravant dans l'entourage de certains syndicalistes : « *Cela prévalait au début du PT, parce que dans le mouvement la*

---

<sup>110</sup> Idem, p. 105-106.

<sup>111</sup> Idem, p. 106.

<sup>112</sup> Idem, p. 104.

<sup>113</sup> Notre interview de Chico de Oliveira.

<sup>114</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 134). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

version dominante est celle de la spontanéité, parce que c'est spontanément que ces gens sans aucune instruction ont fait les choses (...) Ce discours est beaucoup renforcé par les secteurs les plus arriérés de l'Eglise ».

Wagner Benevides confirme cet anti-intellectualisme et explicite les craintes sous-jacentes à celui-ci. Il avoue sa méfiance de l'intelligentsia : « *Leur participation est très importante, mais il se trouve que, selon moi, certains d'entre eux ne se sont pas comportés de façon éthique (...) [Certains sont venus avec] une intention : comme ils ne réussissaient pas à faire un parti de masses, qui avait toujours été leur rêve, ces intellectuels venaient à l'intérieur du parti et imposaient (...) des projets, des discussions (...) A l'époque nous avions envie qu'ils viennent plus pour aider à construire que pour commander* »<sup>115</sup>.

Certains syndicalistes ne mettent pas tous les intellectuels dans le même sac. José Cicote corrobore les propos de W. Benevides, et tient en même temps à rendre hommage à F. Weffort et Frei Betto, qu'il veut distinguer d'autres intellectuels : « *Le camarade Francisco Weffort était un intellectuel très respecté. Il a été très bien accepté par les syndicalistes, parce que, comme le dit Wagner, à l'époque, il y avait quelques intellectuels qui se sont infiltrés dans notre mouvement pour vendre leurs idées, pour donner des ordres, mais pas pour aider ou pour enseigner quelque chose, c'est ça qu'on n'aime pas (...) Betto a eu un rôle des plus importants, mais c'était celui qui n'apparaissait pas. Il a eu un rôle pour conseiller, pour donner des idées, pour écrire certains textes pour nous (...) Il nous enseignait beaucoup de choses* »<sup>116</sup>.

#### **d) Des militants de gauche évaluent l'apport des intellectuels pétistes**

Quels ont été les rôles d'intellectuels pétistes tels que Francisco Weffort, Frei Betto, José Alvaro Moisés, Chico de Oliveira, Paul Singer, ou encore Plínio de Arruda Sampaio ? Y aurait-il donc de bons et de mauvais intellectuels au PT, des intellectuels « gentils » et fiables, fidèles au parti – ou à sa direction ? – et d'autres, aux intentions supposées plus douteuses, dont les syndicalistes dirigeant le processus de lancement du parti se méfiaient publiquement ? On a un peu l'impression aussi que certains des syndicalistes, comme W. Benevides dans la citation ci-dessus, confondent un peu intellectuels indépendants et militants politiques, lesquels peuvent aussi être d'authentiques intellectuels.

En tout cas, tous les intellectuels n'ont pas la même implication dans le PT. Et tous les intellectuels n'y défendent pas les mêmes positions. Comment les militants des courants politiques organisés percevaient-ils les intellectuels du parti, certains devenant comme F. Weffort des intellectuels organiques, avec de hautes responsabilités dans le parti ? Et comment évaluent-ils l'apport des intellectuels les plus connus au sein du PT ?

I. Valente distingue deux types d'intellectuels pétistes, F. Weffort et Frei Betto : « *Alors que Weffort est un intellectuel qui part pour mener la bataille à l'intérieur du PT, pour construire le PT, il participe activement aux instances du PT, y compris à la direction et au comité exécutif national, certains autres ont un autre genre de rôle. Par exemple Frei Betto n'a pas eu de participation aux structures du PT* »<sup>117</sup>. Il opère aussi une distinction sur le plan de l'influence idéologique (influence catholique de gauche, social-démocrate...) :

---

<sup>115</sup> Idem, p. 108.

<sup>116</sup> Idem, p. 108-109.

<sup>117</sup> Idem, p. 109.



« L'influence qu'un secteur de l'Eglise a dans le PT est l'influence qu'il a sur Lula (...) Une partie de l'intelligentsia impliquée dans les bagarres avait des positions plus clairement socio-démocrates (...) José Álvaro Moisés<sup>118</sup> est quelqu'un qui a toujours défendu des positions proches de cette mouvance. Weffort aussi, mais lui c'est plutôt ce que j'appellerais radicalisation de la démocratie, sans parler de socialisme. Et avec des positions que, pour l'époque, on pourrait qualifier de modérées. Mais avec des intellectuels comme Frei Betto, c'est différent, du fait du lien qu'il entretient lui-même avec la lutte révolutionnaire latino-américaine, Cuba en particulier ».

P. Vannuchi se montre enthousiaste par rapport aux intellectuels et à leur participation au PT. Mais ses compliments semblent plus marqués pour F. Weffort, qui a « élaboré la proposition initiale (...) Sa participation a été très importante (...) de 80 à 83 et ce fut une période d'élaboration de certains documents de base, où la présence de Weffort a été très importante ». Il évoque aussi la participation d'autres intellectuels, « une contribution, mais contradictoire ou plus limitée, comme celle de Moisés (...) et plusieurs autres. Eder<sup>119</sup> aussi, bien qu'Eder soit une figure hybride – on peut classer sa contribution comme celle d'un intellectuel ou comme celle d'un militant de la gauche organisée (...) Paul Singer, dans cette phase initiale, 80, 81, a été très écouté. Je ne me souviens pas qu'il ait participé à l'élaboration d'un des documents essentiels. C'était un analyste politique, membre de la Direction Nationale. Il prenait la parole, ses discours provoquaient des polémiques »<sup>120</sup>.

Tout le monde reconnaît le rôle clé de F. Weffort dans les premières années de vie du PT, même les militants qui étaient en désaccord avec lui. Ainsi, I. Valente déclare : « Weffort, à mon avis, est l'intellectuel qui a eu la plus grande présence organique et militante dans la période qui va de la fondation jusqu'à 86 (...) Il a été secrétaire général, et une personne très présente, très agissante. Et malgré les divergences que j'ai avec Weffort, je veux insister sur son caractère ouvert et démocratique »<sup>121</sup>. P. Vannuchi revient sur ce point, en comparant F. Weffort à Chico de Oliveira et Plínio de Arruda Sampaio : « Chico de Oliveira a eu une contribution bien moindre que celle de Weffort dans ces premiers temps, et ensuite, il s'éloigne. Cet éloignement, qui n'est pas une rupture, dure un certain temps. Après 85, il se rapproche à nouveau (...) Plínio est vu dans le PT comme le représentant des chrétiens pétistes [...] Dans les premières années, quand il vient converser avec Lula, par exemple, c'est avec l'orientation de prendre contact avec Dom Paulo, de converser avec les évêques ».

Perseu Abramo insiste sur le rôle de Paul Singer : « dans les premières années, Paul Singer a eu beaucoup d'influence et a été l'auteur du premier Plan Economique du PT ».

Quant à Frei Betto, si tout le monde reconnaît sa grande influence, son statut est différent et conduit à l'appréciation suivante de P. Vannuchi. Précisons que P. Vannuchi est issu du même courant politique que Frei Betto (l'ALN). Il déclare : « Betto aussi est une figure hybride, vu les trois composantes fondamentales qu'il réunit (...) C'est quelqu'un avec une expérience militante. Au moment de l'apparition du PT, c'est principalement un activiste de l'Eglise (...) D'une manière croissante, il acquiert la composante de ce qu'on appelle ici un intellectuel. A cette époque, il s'affirme progressivement comme ce qu'il est aujourd'hui,

---

<sup>118</sup> José Álvaro Moisés, universitaire et spécialiste de politiques publiques, membre du PT.

<sup>119</sup> Eder Sader, universitaire, philosophe et spécialiste de sciences politiques, membre connu du PT.

<sup>120</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 109-110). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>121</sup> Idem, p. 110.

*fondamentalement un écrivain (...) Il a eu un rôle très important. Au moins dans cette période, de 79 à 81, dans plusieurs discussions à la croisée des chemins. Des moments de dilemme dans lesquels Lula avait besoin de converser avec davantage de gens, appelait plus de gens pour échanger des idées sur les chemins à prendre. Betto participait en général à ce noyau, et a élaboré des textes de base. Lui et Weffort, avec Lula, ont discuté et rédigé le discours de la Première Convention Nationale quand le PT a été légalisé, avec notre première formulation sur le socialisme. Je pense que son rôle a été très important ».*

## Chapitre 6 : Du Mouvement pro-PT à la fondation du parti

---

Dans ce chapitre, nous exposerons les étapes de la gestation du PT et présenterons d'une façon synthétique les principaux documents issus de cette phase<sup>1</sup>. Nous tenterons, en même temps, de replacer ce processus dans son contexte social. Car l'année 1979, qui voit le PT mis sur sa rampe de lancement, est marquée par une impétueuse vague de grèves au plan national. Il se développe une interaction entre, d'un côté, les grèves et mouvements sociaux, et de l'autre, le processus constituant du PT. Le parti se construit, dans de nombreuses villes et régions du pays, à partir des mouvements de grève dont l'éclosion caractérise toute cette année de mise en place du projet pétiste.

### Section 1 : Naissance du projet pétiste

Nous examinerons ci-dessous quand et de quelle façon est apparu le projet pétiste. A quand remonte l'idée d'un nouveau parti pour les travailleurs brésiliens ? Quand commencent les discussions concrètes à ce sujet ? Certains points font débat mais les éléments clés sont bien établis.

#### 1°) L'émergence de l'idée de parti des travailleurs

##### a) A l'origine de l'idée de PT

Dans un document édité par la Fondation Perseu Abramo, et destiné à la formation des candidats pétistes aux élections municipales de 2000 dans l'Etat de São Paulo, on lit que le 23 mai 1978, au moment des grèves de l'ABC pauliste, dans une interview publiée dans un quotidien intitulé "*Diário do Grande ABC*", Lula affirmait déjà la nécessité pour la classe ouvrière de lutter pour la création d'un parti politique qui puisse la représenter.

Mais beaucoup d'autres font remonter le tout premier pas au congrès des travailleurs du secteur pétrolier dans la Bahia, avec un discours de Lula<sup>2</sup>. Mais c'est surtout la réunion qui s'est tenue le 11 décembre 1978, au siège du Syndicat des Métallurgistes de São Bernardo do Campo et Diadema qui fait date. Et c'est Lula, le président de ce dernier, et qui avait déjà gagné une stature nationale, qui a présenté l'idée de fondation d'un parti des travailleurs à des dirigeants syndicaux. Lula lui-même répond à une question à propos de la réunion de juillet 1978 dans la Bahia. Un journaliste lui demande : « *Quand vous étiez à Salvador, il est parvenu à São Paulo l'information selon laquelle vous proposeriez au congrès de la CNTI<sup>3</sup> la*

---

<sup>1</sup> Nous procéderons à une analyse plus détaillée de certains aspects programmatiques plus loin dans ce travail.

<sup>2</sup> C'est par exemple le cas de Gislene Edwiges de LACERDA : « *O retorno ao pluripartidarismo brasileiro: a fundação do Partido dos Trabalhadores e a "Carta de Princípios"*, Texto integrante dos Anais do XIX Encontro Regional de História: Poder, Violência e Exclusão. ANPUH/SP-USP. São Paulo, 08 a 12 de setembro de 2008. Cd-Rom -P.6 - Texte disponible sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.anpuhsp.org.br/downloads/CD%20XIX/PDF/Autores%20e%20Artigos/Gislene%20Edwiges%20de%20Lacerda.pdf>.

*création d'un Front Large de Travailleurs. Dans quelle mesure est-ce la vérité ? »<sup>3</sup>. La réponse de Lula est la suivante : « Que ce soit bien clair : je n'ai pas dit qu'il devrait être créé ou que j'allais créer un parti. Ce que j'ai dit aux journalistes de là-bas, c'est que peut-être surgirait au congrès de la CNTI le désir de créer un parti politique pour la classe travailleuse. C'est exactement ça que j'ai dit, en ajoutant, peut-être, le désir d'un Front Large de Travailleurs. [...] Personne ne doute que c'est le moment pour la classe travailleuse de revendiquer sa participation politique. Peut-être que Lula n'y participera pas, mais divers camarades y participeront »<sup>4</sup>. L'idée d'un parti, ou d'un front politique pour les travailleurs a été évoquée, et Lula a dit que cela pourrait surgir de la CNTI<sup>5</sup> du même mois, c'est tout. Cela reste une idée, une supputation ; ce n'est pas encore un projet.*

## **b) Pourquoi un parti ?**

Pourquoi des dirigeants syndicaux se préoccupent-ils de la création d'un parti politique, alors que par ailleurs ils défendent l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et aux partis ? Nous avons, plus haut, évoqué la conscience qu'avaient les syndicalistes « authentiques » et les travailleurs autour d'eux du fait que les élus à qui ils donnaient leurs suffrages n'étaient guère fiables, et ne s'intéressaient pas à eux une fois l'élection passée.

Lula, en septembre 1978, fait un voyage à Brasilia qui va lui servir d'expérience. Il veut, explique André Singer, obtenir un soutien parlementaire pour une législation moins répressive du droit de grève. Et A. Singer raconte cette expérience de Lula : « Au Congrès, il est impressionné par le fait que, parmi les plus de cent députés à la recherche desquels il se trouve, avec les camarades qui l'accompagnent, il n'y en a que deux qui ont une origine ouvrière. [Et Lula déclare] : 'Là-bas, après avoir conversé avec tous les députés, je suis rentré chez moi en me disant que je n'étais qu'un idiot, un imbécile, moi et tous les autres. Comment pouvions-nous vouloir que les alliés de nos patrons se mettent à faire des lois dans l'intérêt de la classe ouvrière ? Sur les 482 députés, il n'y avait que deux députés, qui étaient Aurélio, du PCdoB, et Benedito Marcílio, qui était du MDB. Il n'y avait plus aucun camarade lié à un syndicat, lié à la classe travailleuse' »<sup>6</sup>.

Avant la mise en route du PT, Lula avait déclaré : « Les travailleurs réunis dans leurs syndicats pourraient créer un parti politique, ils pourraient choisir les camarades qui participeraient aux partis politiques existants pour qu'ils représentent justement la classe ouvrière. Mais je vois la possibilité que, avec un travail de préparation de la classe travailleuse, dans un futur très proche, nous, les travailleurs, créions un parti qui vienne de la base, avec la participation, peut-être, non seulement de travailleurs, mais de tous les gens qui sont en accord avec les principes de la classe travailleuse »<sup>7</sup>. Lula répond de façon assez longue et très précise à cette question en avril 1980, après la fondation du PT. Citons-le : « Jusqu'à l'an dernier, j'étais la personne la plus apolitique de ce pays. Certes, personne plus que moi n'a contesté la corruption, la façon de faire de la politique au Brésil. Cependant, je pense que je paye et que je vais payer le prix pour le purisme avec lequel je défendais ma propre catégorie. Jusqu'à un certain moment, je pensais que nous ne devions participer à rien qui soit de nature à écarter les travailleurs de ce purisme ; mais après avoir réalisé un

---

<sup>3</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p.123).

<sup>4</sup> Idem, p.123-124.

<sup>5</sup> Voir plus haut le déroulement de cette conférence à Rio de Janeiro.

<sup>6</sup> André SINGER (op. cit. 2001 p.21).

<sup>7</sup> Rachel MENEGUELLO (op. cit. 1989 p. 52).

des plus beaux mouvements de la classe ouvrière ayant jamais eu lieu dans ce pays, on a compris que la classe politique n'était pas sensible à nos problèmes »<sup>8</sup>. Et c'est ainsi, comme nous l'avons vu, que Lula a compris que les travailleurs devaient s'organiser politiquement, former un parti.

L'idée de constituer un parti des travailleurs naît donc en 1978, mais le processus s'enclenche vraiment en 1979. Avant cela, la réunion du 11 décembre 1978, organisée par Lula, fait date, car il s'agit de la première tentative structurée d'avancer vers ce parti.

### **c) Réunion de dirigeants syndicaux le 11 décembre 1978**

P. Skromov apporte quelques précisions : « *En 1978, on en parlait déjà [du PT], mais il y a eu un moment pendant lequel nous nous sommes un peu séparés, parce qu'un groupe [de syndicalistes] a été faire la campagne de Fernando Henrique et des soi-disant candidats populaires. J'ai fait campagne pour le vote nul, et ce n'est qu'après le 15 novembre qu'il y a eu un rapprochement avec cet autre groupe* ».

C'est dans ce contexte que Lula fait des invitations... P. Skromov raconte que, le 11 décembre, Lula téléphone au syndicat du cuir, dont P. Skromov est dirigeant, et l'invite à participer à un *churrasco* au siège du syndicat des métallos de São Bernardo. Selon P. Skromov, Lula formule ainsi le sujet soumis à la discussion, en présence de douze présidents de syndicats des Etats de São Paulo et Rio de Janeiro : « *Je vous ai invités parce que je voudrais savoir ce que vous pensez de l'idée que nous fondions un parti seulement de travailleurs, sans patrons ? [...] Je veux entendre l'opinion de chacun d'entre vous* »<sup>10</sup>. Puis P. Skromov se remémore le détail des prises de parole en réponse à la demande de Lula. Laissons-lui la parole pour la narration de ce moment historique : « *Par chance, Cicote était juste à côté de Lula [...] et il a dit qu'il était pour : 'Lula, tu peux compter sur moi. J'ai toujours voulu faire une chose comme ça. J'ai essayé de participer à la gauche, et ça n'avait pas marché... Enfin il a dit quelque chose de ce genre. Et j'ai la certitude que Marcílio, mon président – parce que c'était le seul cas [dans l'assemblée] où le président du syndicat n'était pas venu ; lui, il était deuxième secrétaire – mais je peux parler au nom de Marcílio et [du premier secrétaire], ces deux-là sont d'accord avec moi. Tu peux compter sur nous'* ». Toutefois, les réponses suivantes ne vont pas dans le même sens : « *un syndicaliste de Caxias (RJ), un métallurgiste de Cubatão (SP) [...], du MR8 et du PCB, des gens du secteur du caoutchouc [...]. Chacun d'eux a pris la parole. Tout le monde contre. Il y avait deux cas. Certains penchaient vers la droite et disaient : 'c'est absurde. On vient de dépouiller les urnes dans une élection, au mois de novembre, et la tendance populaire du MDB a connu une grande victoire. On a élu un groupe parlementaire comme jamais auparavant, un groupe de parlementaires populaires, et maintenant tu viens déjà nous parler de diviser l'opposition !? [...] Vous faites le jeu de la dictature, disaient-ils, agressifs. Et les autres, plus engagés, qui disaient un truc du genre plus historique : 'camarades, je ne sais si vous êtes au courant, mais le parti des travailleurs existe déjà. Depuis 1922<sup>11</sup> ! [rires !]. Lula ne le connaissait que trop, ce parti. Mais pour lui, il n'existait aucun parti des travailleurs... Parce que le frère de Lula avait été arrêté deux cents fois [...] Lula n'avait jamais entendu dire que le PCB était le parti de la classe ouvrière. Le PCB n'avait jamais dit ça à personne, combien*

<sup>8</sup> Idem, p. 51 (citant une interview figurant dans le livre intitulé "*Lula Entrevistas e Discursos*").

<sup>9</sup> Une sorte de barbecue version brésilienne.

<sup>10</sup> Notre interview de P. Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>11</sup> L'année de fondation du PCB, bien sûr !

de décennies cela faisait qu'il ne disait pas que c'était le parti de la classe ouvrière ? (...) Mais alors ! Quelle avalanche ! C'était comme ça : tous contre ! Ainsi, l'un après l'autre, comme s'ils se copiaient entre eux ». Puis c'est le tour de P. Skromov : « J'ai dit : 'Lula, tu peux compter sur moi, Cicote aussi'. [...] Et ensuite, Henos [Amorina] a dit qu'il était contre. Mais un mois plus tard, il allait nous rejoindre. Mais à ce moment-là, il était contre. Ça ne faisait que trois. Et alors, Jacó a pris la parole, et il était pour. Et il a même cité le cas, lors de la rencontre des travailleurs du pétrole, de quatre syndicats qui étaient favorables [...]. Henos disait aussi que c'était faire le jeu de la dictature. Et donc le 11 décembre 1978, c'est une date importante... Et je suis sorti de là !! Imaginez la nouvelle que je devais apporter à mes camarades »<sup>12</sup>. Dans une autre interview, P. Skromov cite les noms d'importants dirigeants syndicaux du PCB présents : Arnaldo Gonçalves, du syndicat des métallurgistes de Santos ; et Hugo Perez, du syndicat des industries urbaines de la capitale<sup>13</sup>.

Mais P. Skromov raconte aussi qu'après cette réunion du 11 décembre, il a organisé des AG avec 200 ou 300 travailleurs, de divers secteurs, notamment des enseignants, et qu'il y avait une euphorie générale malgré le mauvais rapport de forces du 11 décembre<sup>14</sup>. Mais il pense que « Lula avait mal fait ses convocations. C'étaient des personnages connus. On savait qu'ils étaient du PCB ou du MR8 [...] Le type de Caxias était du MR8 [...] Ils soutenaient Joaquinzão. Ils cognaient sur l'opposition syndicale [...] L'un d'eux, qui était un dirigeant important du MR8, avait participé à l'invasion de la Tchécoslovaquie... ». Des gens, on le comprend, peu susceptibles de suivre un projet tel que celui du PT !...

Mais W. Benevides avait gagné une élection au syndicat de Belo Horizonte, dans le secteur pétrolier, et W. Benevides « nous invita à participer à sa prise de fonctions, peu avant le nouvel an 1979 ». Arrive donc l'invitation, et P. Skromov poursuit son récit : Lula et J. Bittar s'y sont rendus « Et c'est Wagner lui-même qui est allé les chercher à l'aéroport [...] et qui les a accompagnés. Et il voulait en savoir plus auprès de Lula : 'C'est quoi cette histoire de parti des travailleurs ? [...] Mais Wagner est très impulsif<sup>15</sup>. Et qu'est-ce qu'il a fait ? Au moment de son discours de prise de fonction, il a pris la défense du parti des travailleurs. Par surprise. La presse y était... La raffinerie de la Petrobrás, ce n'est pas rien [...] Un syndicat fort, puissant [...] Et finalement, Lula revient, Jacó rentre lui aussi, avec une bouffée d'oxygène. Ils ont le moral parce que, se disent-ils, l'idée n'était pas si mauvaise que ça. Elle avance, elle fait son chemin [...] Et dans le Minas la presse en avait parlé ». Et W. Benevides parle de l'accueil donné à son intervention parmi les ouvriers autour de lui : « Les travailleurs du pétrole ont réagi d'une manière extrêmement favorable. 'C'est vraiment ça ! Nous devons avoir notre propre parti ! »<sup>16</sup>. La conclusion à laquelle parviennent les premiers promoteurs de l'idée de PT, ici Lula, J. Bittar et P. Skromov lui-même, c'est que certains, en entendant parler, y adhèrent spontanément, et que cela va donc valoir la peine de se battre pour cette idée.

Au début de 1979, les choses vont s'accélérer et commencer à se concrétiser. H. Amorina, président du syndicat des métallurgistes d'Osasco, entouré – précise P. Skromov –

---

<sup>12</sup> Notre interview de P. Skromov.

<sup>13</sup> P. Skromov, interview donnée à *Teoria e Debate* n°63 – julho/agosto de 2005 - Memória: P. Skromov - publicado em 20/12/2006. Disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.fpa.org.br/o-que-fazemos/editora/teoria-e-debate/edicoes-antiores/memoria-paulo-skromov>.

<sup>14</sup> Notre interview de P. Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>15</sup> P. Skromov raconte aussi dans notre interview une diatribe de W. Benevides, disant : « Si vous les Paulistes, vous vous dégonflez [sur le PT], nous ici, dans le Minas, on va le faire ».

<sup>16</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 64).

de conseillers liés au PCB<sup>17</sup>, annonce aux promoteurs de l'idée de PT qu'il a changé de position et qu'il les rejoint. A la réunion du groupe intersyndical, tenue à Osasco le 18 janvier, le PCB fait momentanément échouer l'appel à un nouveau parti en mobilisant massivement les retraités. Mais le camp des partisans d'un parti des travailleurs se renforce, avec l'adhésion de Robson Camargo, du syndicat des artistes, successeur de Lélia Abramo, et lié à la CS. Puis, 3 jours plus tard, le 21, c'est dans le *Sul*, à Porto Alegre, que se tient une autre réunion intersyndicale, en présence d'O. Dutra qui a mobilisé les syndicalistes locaux partisans du lancement du PT. Là, est annoncée à nouveau l'idée de création d'un parti des travailleurs qui, à partir des mobilisations grévistes et de la lutte pour la redémocratisation du pays, soit de nature à surmonter le front des oppositions à l'affirmation d'un projet politique propre aux travailleurs.

## 2°) La thèse de Santo André – Lins

C'est surtout à Lins que le projet pétiste va faire un grand pas en avant. Le premier document écrit issu d'une démarche collective appelant à la formation d'un parti des travailleurs est le texte resté dans l'histoire sous le nom de « thèse de Santo André – Lins »<sup>18</sup>. Pourquoi ce nom ? Le 9<sup>e</sup> congrès des travailleurs métallurgistes, mécaniciens et électriciens de l'Etat de São Paulo se tient dans la ville de Lins (SP), du 22 au 27 janvier 1979.

### a) Comment un texte radical parvient-il à être majoritaire ?

A Lins, explique P. Skromov, « *il y avait 32 syndicats de métallurgistes de l'Etat de São Paulo. Et nous avons passé un accord. Je n'étais pas métallurgiste, je ne pouvais pas entrer. Et Jacó, lui aussi, a été empêché de passer la porte. Et le PCB tenait deux syndicats : celui de San Carlos et Cubatão [...] Benedito Marcílio (lié à des gens de la CS) fait une motion en faveur de la formation d'un parti de travailleurs (...). Pourquoi avons-nous obtenu 30 votes en faveur de cette motion ? Car nous avons de notre côté les syndicats de São Bernardo, Santo André, nous venions de gagner Osasco et Aguas de Santa Bárbara. Nous en avons quatre en faveur du PT. Comment avons-nous pu obtenir trente bulletins ? Parce que nous avons passé un accord avec Joaquinzão. Il voulait fonder un parti travailliste, dans le style brésilien, c'est-à-dire n'ayant rien à voir avec le travaillisme, mis à part le nom*<sup>19</sup>. [...] *Et la rédaction du texte de la Convergência répondait également à ses intérêts. Ce n'était pas LE Parti des Travailleurs, c'était un parti de travailleurs [...] Ce n'est pas que nous avons 30 syndicats de métallurgistes de l'Etat qui soutenaient le PT. Jamais. D'ailleurs nous avons fini par perdre le soutien de Claudio Nord, de Santa Bárbara. Nous nous sommes retrouvés réduits à Osasco, São Bernardo et Santo André* »<sup>20</sup>. Et P. Skromov conclut sur cet épisode : « *Lins a l'effet de nous donner l'illusion d'un flot irrésistible [...] Et en fait, il n'y avait que nous cinq [Lula, J. Bittar, J. Cicote, H. Amorina, et P. Skromov], plus Robson, [du syndicat] des artistes [...] et Wagner Benevides [...] Et finalement on était sur un petit nuage* ».

<sup>17</sup> Notre interview de P. Skromov.

<sup>18</sup> *Tese de Santo André-Lins*.

<sup>19</sup> P. Skromov précise dans notre interview que « le parti voulu par Joaquinzão était un parti travailliste dans le style Vargas, bourgeois, latifundiste mais qui courtise les travailleurs (il y avait des magouilles de Joaquinzão avec les propriétaires fonciers d'Iraçatuba, secrétaire du gouvernement de l'Etat du gouvernement Maluf) pour lancer un tel parti ».

<sup>20</sup> Notre interview de P. Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

La motion du syndicat des métallurgistes de Santo André, à la tête duquel on trouve, comme principal dirigeant, Benedito Marcílio, avec une influence déterminante de ses conseillers membres de la CS – en particulier José Maria de Almeida<sup>21</sup>, qui présente le texte – est savamment rédigée. Elle est donc approuvée par le congrès, obtenant le soutien de secteurs opposés du syndicalisme présent, et notamment celui du président de la fédération des métallurgistes de l'Etat, ou celui du syndicat des métallurgistes de la ville de São Paulo, Joaquinção<sup>22</sup>. Ce dernier pensait donc qu'en votant cette motion, il pourrait y apporter un tout autre contenu que celui défendu par ses promoteurs trotskystes. Mais sur ce point, Joaquinção a perdu son pari.

### **b) Le contenu du texte**

Néanmoins, quand on lit ce texte, adopté le 24 janvier 1979, et conçu comme un appel lancé par un congrès syndical, on est quand même surpris que l'accord avec les secteurs *pelegos* du syndicalisme ait pu se faire. Son contenu est incontestablement très radical, sur une base anticapitaliste, probablement peu digeste pour Joaquinção ou ses semblables ! Il s'agit d'un court texte d'agitation d'environ une page et demie, et visant à mettre le nouveau parti sur sa rampe de lancement. Il insiste dès le premier paragraphe sur l'analyse de classe de la société, affirmant que tant que vivra le capitalisme, dont la finalité est le profit, il y aura exploitation des hommes, femmes et enfants, et parfois des dictatures sanguinaires pour maintenir cette exploitation. Il met l'accent, juste après cela, sur la nécessité pour les travailleurs de s'organiser en partis politiques – au pluriel – afin de se libérer de l'exploitation. La notion d'indépendance de classe est structurante de ce texte, qui explique que l'indépendance politique des travailleurs implique la construction de leur parti, car le MDB, hétérogène, ne peut jouer ce rôle. Le texte insiste encore sur la question des libertés démocratiques (amnistie complète, assemblée constituante démocratique libre et souveraine, réforme agraire et liberté d'existence pour les partis politiques) ; sur la liberté d'existence et la démocratisation des syndicats et leur indépendance par rapport à l'Etat ; sur le nécessaire régime démocratique du parti. Enfin, il est précisé que le PT ne doit pas être un parti électoraliste : il doit donner la priorité aux luttes sur les élections. Pour avancer, le congrès doit élire une commission pour contacter les secteurs absents, avancer dans la prise de contacts, mener la discussion au plan national, en se tournant vers la base, et rédiger un manifeste.

### **c) Après Lins, comment continuer ?**

P. Skromov explique encore<sup>23</sup> qu'après la victoire des défenseurs du projet pétiste, et la défaite politique subie par le PCB à Lins, le mouvement intersyndical s'en tient, de son côté, à trois mots d'ordre – celui sur le PT disparaissant – car c'était, pour le PCB, une condition pour maintenir l'unité. P. Skromov, Lula, J. Bittar, H. Amorina, W. Benevides et R. Camargo décident donc d'agir indépendamment du mouvement intersyndical et de créer un mouvement pro-PT spécifique, sur le seul mot d'ordre de la création d'un parti des travailleurs. Ils prévoient, donc, d'organiser une réunion à São Bernardo do Campo pour donner suite à ce projet.

---

<sup>21</sup> Aujourd'hui dirigeant du PSTU, et candidat à la présidence de la république en 1998, 2002, 2010 et 2014.

<sup>22</sup> Cette situation ne va pas d'ailleurs pas sans interloquer les dirigeants syndicaux membres du PCB, comme Arnaldo Gonçalves, qui eux s'opposent à cette idée, qui ne va pas dans le sens de l'unité autour du MDB. Parler d'un parti, oui, mais le faire, non ! Cf. Marco Aurélio SANTANA (op. cit. p. 197).

<sup>23</sup> Notre interview de P. Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.



En février-mars 1979, Lula était moins disponible pour le mouvement pro-PT, car il était occupé par la nouvelle campagne salariale de son syndicat. Et, selon P. Skromov, Lula savait « *qu'après cette vague de grèves par usine, et après la grève générale de São Paulo, Osasco et Guarulhos, il était impossible de ne pas mettre en grève l'ABC. L'ABC allait s'arrêter de travailler, cela allait de soi, sauf s'il l'empêchait, s'il sabotait le mouvement [...] Et [le syndicat de São Bernardo] a favorisé la grève, ils ont mené campagne pour arrêter le travail dans tout le secteur automobile* ». Mais avant même que la grève n'éclate dans l'ABC, se déroulent trois réunions du mouvement pro-PT au syndicat de São Bernardo. Dans l'une d'elles, raconte P. Skromov, « *nous avons choisi le symbole du PT, l'étoile (...) La Convergência a proposé que le symbole soit un poing fermé, et j'ai proposé, comme symbole, une étoile à cinq branches avec les lettres PT à l'intérieur [...] Enfin, c'est cette étoile [à quelques nuances près] qui a été choisie* »<sup>24</sup>.

## **Section 2 : La toile de fond - une grande vague de grèves**

En 1979, le mouvement de grèves s'étend par rapport à l'année précédente, prend une dimension nationale incontestable et devient nettement interprofessionnel. Les chiffres disponibles montrent cette extension : en 1979, la métallurgie ne représente plus que 27,2% des secteurs touchés<sup>25</sup>. Après l'ABC, la grève « *a continué à São Paulo, mais on disait que la ville-capitale de la grève changeait selon le mois : Curitiba, Vitória, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre, surtout ces villes-là* », déclare P. Skromov<sup>26</sup>. Une grève générale démarre parmi les métallurgistes, puis s'étend à d'autres catégories de travailleurs : les employés de banque, les enseignants, la construction civile ; et, donc, à d'autres Etats que celui de São Paulo : Paraná, Espírito Santo, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Pernambouc également... On assiste également au développement des piquets de grève indépendants, favorisant la grève dans des entreprises isolées. Contrairement à l'année précédente, 1979 met en mouvement des catégories professionnelles entières et pas seulement celles de certaines usines. Les grèves sont souvent de longue durée. Des affrontements violents ont lieu avec la police dans plusieurs endroits. Des manifestations de masse contre la dictature sont organisées à São Paulo, à Maceió ou ailleurs. On voit, dans de nombreux cas, apparaître des structures démocratiques de lutte appelées '*comandos de greve*'. Mais au début de tout ce processus, une question domine. C'est celle de la grève massive qui se prépare chez les métallurgistes de l'ABC.

### **1°) La grève des métallos de l'ABC**

Comment, du côté de Lula et du syndicat des métallos, se prépare l'action, plus précisément la campagne revendicative de 1979 ?

#### **a) Grève ou pas grève ? Les dispositions du syndicat de São Bernardo**

---

<sup>24</sup> Idem. P. Skromov revendique la paternité du symbole du PT, et critique la « légende » d'un dessin fait sur une table de restaurant à São Bernardo do Campo par un garçon de l'*Ala Vermelha* – groupe initialement hostile au PT selon P. Skromov malgré l'aide qu'il a apporté à la grève notamment par l'*ABCD Jornal*.

<sup>25</sup> Chiffre donné par Rachel MENEGUELLO (op.cit. 1989, tableau p.47).

<sup>26</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 73).

Dès le début de l'année 1979, une question gagne de l'importance : va-t-il y avoir la grève chez les métallos de l'ABC ? Le 14 janvier, Lula déclare au *Jornal do Brasil* : « *Nous sommes dans l'expectative, mais dès maintenant, nous assurons que l'intention est de négocier sans grèves. Mais pour qu'il y ait négociation sans grèves, il faut que l'on reçoive une proposition raisonnable* »<sup>27</sup>. Dans la même interview, il dit : « *le radicalisme entraîne le radicalisme, et je comprends que la radicalisation n'est dans l'intérêt ni des travailleurs ni des patrons, et encore bien moins du pays* »<sup>28</sup>.

### **b) Les AG de grève et Lula l'orateur**

Que se passe-t-il ensuite au niveau de l'ABC ? Dans une assemblée tenue le 14 mars dans le stade de Vila Euclides à São Bernardo do Campo, plus de 80 000 ouvriers métallurgistes décident d'arrêter le travail, jusqu'à ce qu'on réponde à leurs revendications. Ce stade va devenir un symbole, un repère, un marqueur historique. C'est, sauf interdiction gouvernementale, là que se tiendront dorénavant toutes les AG. Lors de celles-ci, à lire les documents d'époque et les témoignages, on a l'impression que les travailleurs venaient écouter Lula, qui faisait une sorte de *one-man show*. P. Skromov a assisté à de nombreuses AG de ce type. Il raconte comment se déroulaient ces assemblées, comment aussi Lula écoutait les conversations qui se déroulaient avant que l'AG ne démarre : « *Lula est un type qui a une bonne capacité d'écoute. Il prenait les meilleures choses qu'il entendait, et les inscrivait sur sa main. Il préparait son discours, quelquefois, avec cinq, six ou sept annotations dans la paume de la main. L'assemblée de São Bernardo n'était pas une véritable assemblée, c'était un truc du genre : un seul homme qui parle et un vote à la fin. Lula terminait son propos en faisant une proposition : 'Nous allons continuer la grève ? Qui est d'accord ?'. Ce n'était pas du style : 'le micro est ici, tout le monde peut prendre la parole. Qui s'inscrit ?'. Ces 70.000 à 80.000 personnes y allaient pour écouter Lula, c'était cela la réalité, c'était un fait. On ne peut pas le nier. S'il y avait un orateur de plus, le stade commençait à se vider. Le discours de Lula captivait les gens. C'était riche de contenu. Très riche sur la forme. On écoutait et après une demi-heure on pensait qu'il avait parlé deux minutes tout au plus ; on voulait l'écouter davantage. Quand on voit les photos de l'époque de la Vila Euclides, on voit le visage des gens. Je me souviens très bien comment était la réaction des gens. C'était la réaction typique de quelqu'un qui boit, qui déguste ces paroles. Une chose impressionnante ! J'ai vu peu de dirigeants syndicaux qui avaient cette capacité* »<sup>29</sup>. Ces observations sont importantes, car elles permettent de mieux comprendre la fascination pour Lula, qui expliquera sans doute bien des choses par la suite ; d'appréhender, aussi, le type de relations qui prévaut dans le syndicat à São Bernardo.

### **c) Trêve ou grève le 22 mars ?**

Le 22 mars, réunis à nouveau en assemblée, ce sont quelque 90 000 métallurgistes qui discutent d'une proposition de trêve. Il s'agit d'un document signé par les représentants des patrons et des salariés de la métallurgie, qui prévoit la reprise du travail et la constitution d'une commission réunissant syndicat, patronat et gouvernement pour étudier pendant un délai de 45 jours (la trêve) un accord qui pourrait mettre fin au mouvement de grève. Lula avertit les travailleurs du risque d'intervention sur le syndicat. Cependant, à la mise au vote, la trêve est rejetée par les salariés qui décident de poursuivre la grève. Que faire en ce cas ?

---

<sup>27</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 143).

<sup>28</sup> Idem, p. 144.

<sup>29</sup> M. HARNECKER (op. cit. p.67-68).

Vers la fin de cette assemblée générale, Lula dit : « *Le camarade Augusto fait la proposition suivante : qu'à la fin de cette assemblée, tous les camarades qui le peuvent se dirigent vers le syndicat, et là nous attendrons les événements, en nous rappelant une chose : vous avez approuvé ici le fait de continuer la grève. Même s'il arrive que la direction soit cassée, ou qu'il y ait intervention dans le syndicat, vous devez continuer, parce qu'il faut sortir vainqueur de tout ceci. Alors, les camarades qui veulent aller au syndicat, je vais au syndicat, et là, nous attendrons les événements, en nous rappelant une chose : les entreprises n'ont pas de stock. Peut-être qu'elles ne tiendront pas très longtemps* »<sup>30</sup>. Il appelle donc les travailleurs à continuer la grève qu'ils ont décidée, quoiqu'il arrive, même si l'intervention a lieu. Mais une remarque s'impose ici, dans la droite ligne des remarques que nous faisons sur l'attitude de Lula et des syndicalistes autour de lui lors des grèves de 1978. Par opposition avec ce qu'on constate dans les choix de l'OSM, Lula ne dit rien sur la possibilité d'auto-organisation de la grève, ni avant son démarrage, ni alors que l'intervention risque d'être décidée. Cette éventualité n'est absolument pas prise en compte.

#### **d) *Intervenção* dans le syndicat**

Le jour suivant, comme cela était prévu, le gouvernement décrète l'intervention dans trois syndicats des métallurgistes de l'ABC. Leurs directions, qui avaient été élues librement, sont écartées et remplacées par des fonctionnaires de confiance du ministre du Travail, Murilo Macedo. Lula est donc mis officiellement à l'écart de la direction de la grève. La prise du syndicat par les émissaires du gouvernement ne va pas sans provoquer des résistances. P. Skromov raconte qu'au siège du syndicat, « *environ 1500 ou 2000 ouvriers sont restés pour ne rien lâcher, pour résister. Mais de façon correcte, la direction du syndicat n'avait pas envie d'une aventure de ce type. Comme la grève continuait, il fallait s'occuper de la grève et montrer que c'était possible d'être à la direction sans disposer de la machine du syndicat [...], montrer que la grève continuait, et que c'était eux le syndicat, que la machine du syndicat pouvait être cassée, mais pas sa direction* »<sup>31</sup>.

Mais d'une façon qui va sembler mystérieuse à plus d'une personne, et qui va susciter des rumeurs, Lula se retire et se met à l'écart de la lutte. Il décide de ne plus aller aux AG. Il explique : « *La direction du syndicat a pensé qu'il était prudent que je n'aille pas à l'assemblée, parce qu'ils avaient peur que je sois arrêté* ». Et l'avocat Luís Eduardo Greenhalgh précise : « *le général commandant la 1<sup>re</sup> Armée avait téléphoné au domicile de Lula en disant 'Vous n'allez pas à l'assemblée, si vous y allez, vous allez y être arrêté, et vous en sortirez affaibli. Et Lula, qui ne connaissait encore rien à des organismes de répression aussi brutaux que celui-là, a fini par ne pas y aller* ». Le lendemain, l'AG ne peut pas se tenir au stade, interdit d'accès, pas plus que sur la place de l'église, également occupée par les forces de l'ordre. Elle se réunit à l'hôtel de ville de São Bernardo, et bien sûr, dans ce genre d'errance forcée, beaucoup de gens s'égarèrent ou rentrent chez eux. Lula absent, c'est Djalma Bom qui prend la parole et, raconte P. Skromov, malgré la confiance qu'il inspire aux travailleurs, « *quand Djalma a cessé de parler, la masse des gens n'est pas partie, on n'avait pas l'impression que la question était réglée, les gens sont restés sur place, et là il y avait toutes sortes d'aventuriers qui étaient venus parler. Après deux jours de cette*

---

<sup>30</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 313).

<sup>31</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 68). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

situation, avec la répétition de ces assemblées chaque jour plus désertées, nous savions que la grève perdait sa force, parce qu'elle n'avait plus de direction »<sup>32</sup>.

#### e) Lula, reviens !

P. Skromov fait la narration d'une anecdote qui a son importance dans ce contexte difficile : lui et trois autres militants syndicaux, J. Bittar, Lélia Abramo et David de Moraes (du Syndicat des Journalistes) entreprennent de ne pas laisser Lula dans une sorte de torpeur clandestine et vont le chercher chez sa belle-famille, où il végète. Lula ne sait que faire ; il semble craquer, passant par une phase d'inhibition ; et les quatre syndicalistes ci-dessus vont, en le secouant un peu, parvenir à le convaincre de sortir de sa retraite et d'aller en premier lieu à l'Assemblée législative où se tient une manifestation d'opposition. Lélia Abramo bouscule et sermonne Lula, lui permettant de retrouver son statut de tribun et de dirigeant syndical<sup>33</sup>. Et P. Skromov d'épiloguer ainsi sur ce point : « *Le lendemain, toutes les premières pages des journaux disaient que Lula était de retour. Et cela a eu un impact important. Les patrons et le gouvernement étaient très préoccupés parce que cela signifiait une radicalisation. [...] D'une certaine manière, la grève était en train de se terminer, et soudain, il revient [...] et il met au vote la question : 'On va continuer la grève ?' – 'On va continuer'. Et le lundi, le lendemain à la messe, la grève de fait se maintient, reprend même un peu de forces, et Lula se retrouve à nouveau face à l'assemblée* ».

#### f) La trêve, finalement

Mais le 27 mars, à l'hôtel de ville de São Bernardo do Campo, Lula appelle à la reprise du travail dans la perspective de la trêve de 45 jours qui avait été rejetée le 22. Vers le début de son discours, les travailleurs l'entendent dire : « *On ne peut plus négocier, il n'existe plus de direction du syndicat. Alors, hier, dans une conversation avec le Dr. Maurício (avocat du syndicat), je lui ai demandé de représenter les travailleurs, à la place de l'interventor. J'ai aussi demandé devant le ministre que soit accordée la possibilité à D. Cláudio, évêque du diocèse de l'ABC, d'être aussi médiateur, représentant des travailleurs métallurgistes* »<sup>34</sup>.

Pourquoi une trêve ? Quelle était l'intention de Lula ? Ce dernier répond : « *Je pensais que si on ne faisait pas une trêve, le temps pouvait petit à petit détruire la grève et qu'on pourrait retourner au travail sans n'avoir rien gagné. J'ai pensé qu'il était mieux de retourner au travail et, quand nous serions préparés, on pourrait faire grève au moment où on penserait que c'est le bon* »<sup>35</sup>. Sur le principe on comprend que cela peut fonctionner, à partir du moment où les ouvriers ne rentrent pas au travail en étant démoralisés. Mais on peut faire le même type de remarques qu'à propos des grèves de 1978 : alors que la trêve aurait pu être mise à profit pour aider les travailleurs à avancer vers une grève auto-organisée, il n'apparaît toujours pas la moindre idée d'auto-organisation, ni de tentative pour aider les travailleurs à s'organiser en comité de grève, ou en comités d'usine pour continuer leur combat sous une forme différente, qui leur permette d'être moins dépendants du syndicat et

<sup>32</sup> Idem, p. 69.

<sup>33</sup> Elle raconte (Idem, p. 70) : « *A l'arrivée à l'Assemblée, je l'ai pris par la main et je lui ai dit : 'Maintenant tu ne vas pas m'échapper'. Je l'ai emmené jusque là, dans le Grand Salon des Assemblées plénières. Le Salon était plein à craquer, il devait y avoir, au minimum, deux milles personnes. Quand il est arrivé là, il a fait un tour dans le Salon et quand il est arrivé à la table, il a fondu en larmes, de façon convulsive, il a pleuré... Il a été ovationné. Une ovation qui a duré ainsi quelque dix minutes... Lula s'est repris et a fait un beau discours. Lula, à ce moment, se positionne, politiquement, avec les forces de l'opposition. Parce que jusqu'alors, il n'avait pas pu se positionner* ».

<sup>34</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 314).

<sup>35</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 70).

de la répression gouvernementale sur ce dernier. L'idée qui prévaut ici, c'est encore et toujours que c'est au syndicat de mener la lutte, et s'il ne le peut pas, parce que l'adversaire patronal et gouvernemental ne le permet pas, il n'y a malheureusement pas d'autre choix que de renoncer, au moins temporairement. Dans ce contexte, les métallurgistes votent pour la reprise du travail et acceptent le principe de la « trêve », avec l'idée que 45 jours plus tard, si les revendications des travailleurs ne sont pas prises en compte de manière satisfaisante, la grève sera décrétée à nouveau.

### **g) L'impact de l'intervention et de la trêve**

Quels ont été les effets de l'intervention sur le cours de la grève ? La question est posée peu après à Lula, qui répond : « *Les travailleurs ont perdu le lieu de rencontre, ils ont perdu ce lieu de soutien qu'ils avaient, et qu'était la direction du syndicat, qu'étaient les gens qui étaient sur place 24 heures sur 24 pour répondre à leurs attentes. A partir de l'intervention, les travailleurs ont été orphelins de père et de mère, et ont fait les choses surtout dans la rue, et chacun a fait ce qu'il avait en tête. Il n'y avait pas de lieu pour se rencontrer, pour faire des réunions, pour rien* »<sup>36</sup>. Lula ajoute lors une autre interview le 5 avril : « *Pourquoi avons-nous repris le travail ? Comprenez : avec la mise à l'écart des directions syndicales, et malgré la disposition favorable des travailleurs, le fait est que le mouvement s'en est trouvé très dispersé. Nous sommes retournés et nous avons assumé le commandement de la grève – sans avoir aucunement le droit de l'assumer* »<sup>37</sup>. Vers quels objectifs orienter alors la colère et la combativité des métallos ? C'est à la fois une question de chiffres, et une question de principes. Les métallos ne veulent pas entendre parler de perte des acquis. Lula précise cela dans la même interview<sup>38</sup>.

En fait, le dirigeant syndical subit une forte pression de la dictature pendant cette période de trêve. En gros, le régime promet à Lula de lui rendre la direction de son syndicat s'il renonce à la grève. P. Skromov explique que « *pendant ces 45 jours, il y a eu plusieurs négociations, et Delfim Neto, le ministre de l'économie, ou du plan, qui était l'homme fort du gouvernement, a manœuvré et a promis que s'il ne recommençait pas à faire la grève, s'il ne reprenait pas la grève à la fin de la trêve, il lui rendrait le syndicat* »<sup>39</sup>.

### **h) L'AG du 13 mai : Lula appelle à renoncer à la grève**

Et Lula raconte la suite : « *Quand est arrivée la date à laquelle on devait décider si nous allions ou non continuer la grève, j'ai pensé que l'accord était bon, qu'il était raisonnable. J'ai décidé de proposer à l'assemblée que nous ne reprenions pas la grève, que nous acceptions cet accord. A cette époque, nous avons des divergences avec Jacó Bittar, avec Paulo, parce qu'ils voulaient que la grève ait lieu* ». Arrive donc l'assemblée générale du 13 mai. Lula est donc persuadé que si les travailleurs se lancent dans la grève dans le contexte de l'intervention, il n'en résultera qu'échec et démoralisation. Et qu'il faut donc appeler les travailleurs à ne pas faire grève et à accepter l'accord négocié avec les patrons. Cela, il le

---

<sup>36</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 162).

<sup>37</sup> Idem, p. 180.

<sup>38</sup> Idem. Il dit : « *Nous ne voulons rien de plus ou de moins que l'accord que nous ont proposé les chefs d'entreprises. Nous ne voulons pas plus que 57%, nous ne voulons même pas les 63% qu'ils ont offert, nous laissons tomber ces 63%. Nous ne voulons que les 57%, mais nous n'admettons pas que l'on décompte les 11% que nous avons gagnés en mai. Nous avons 90% de la catégorie qui a gagné cette augmentation (11%) en mai l'an dernier. Mais écoutez, les patrons veulent nous donner 59,8% et nous ne l'acceptons pas* ».

<sup>39</sup> Marta HARNECKER (op. cit., p. 71). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

sent bien, revient à contrarier la volonté de lutte qui se manifeste nettement parmi les métallos. P. Skromov pense de son côté qu'il est « *très difficile d'expliquer un geste tactique de cette nature à une base radicalisée* ». Et Lula reconnaît aussi : « *Comme nous avons radicalisé notre discours à la porte des usines, les travailleurs voulaient faire grève* ». Et au cours de l'assemblée, après des tentatives ratées d'autres syndicalistes pour appeler à la reprise, Lula se dit : « *si je propose la fin de la grève, il est possible que ça ne passe pas, il est possible que les gens m'infligent une défaite. Alors, au lieu de proposer la fin de la grève, je vais proposer un vote de confiance envers la direction du syndicat* ». Finalement Lula obtient la confiance, et la grève n'a pas lieu.

P. Skromov se souvient de ce moment en ces termes : « *Nous espérions que Lula allait venir là, et qu'il serait ovationné, consacré, parce que la grève allait être très forte, à ce moment où elle devait reprendre. Mais à notre grande surprise, on a commencé à entendre un discours un peu bizarre, et déjà, avant, les dirigeants du syndicat de Lula circulaient au milieu de la foule, pour tenter de convaincre qu'il était nécessaire de ne pas faire la grève. Quand nous avons entendu ça, nous avons pensé en termes de PT, de l'image du PT, du mouvement syndical, nous avons commencé, Jacó Bittar et moi, à nous dire que Lula était en train de s'autodétruire. Mais nous avons préféré ne pas intervenir. Il nous disait toujours de venir à la tribune, cette fois-là, il ne nous l'a pas demandé, nous sommes venus là au milieu de la foule et quand il a terminé, il s'est débrouillé pour filer en douce, et les gens qui le huaient... C'était quelque chose d'horrible ! La majorité était venue pour recommencer la grève. Et quand il a commencé à parler, à tergiverser – alors que jamais, il ne tergiversait, il allait droit au but, il parlait très clairement, tout le monde aimait l'écouter [...] Et ce jour-là, c'était complètement différent. Une réaction opposée, de la contrariété, du désespoir, le fait de savoir qu'ils étaient en train de perdre leur leader, qui enterrait les espoirs du peuple. Et précisément, les meilleurs éléments ne le conspuaient pas. Ils ont préféré tourner le dos, d'une façon insolente : ils ont commencé à lui tourner le dos et à partir pendant qu'il était en train de parler. Sur 70.000, on a commencé à en voir partir, peut-être, environ 10.000. Et ceux-là, c'était justement l'avant-garde ! Et lui, en fin de compte, demande un vote de confiance etc.* »<sup>40</sup>. Alors que le projet du PT semble prendre corps, son initiateur le plus célèbre semble gêné et manœuvre donc pour annuler une grève qui s'annonçait très suivie.

A la lecture dudit discours, on se rend compte que Lula est effectivement embarrassé. Et tacticien. L'accord négocié, qu'il jugera, plus tard, « bon » et « raisonnable », il le présente tout à fait autrement aux travailleurs. Il leur déclare : « *Ceux qui ont vu mes déclarations à la télévision ont vu que j'avais cet accord en travers de la gorge. Tout le monde l'a vu, et je peux vous le garantir, ce n'est pas un bon accord* »<sup>41</sup>. Et sur le fond, demander aux travailleurs s'ils gardent leur confiance en la direction du syndicat est une pratique très manœuvrière, car elle détourne la question du bien fondé de la grève vers quelque chose qui relève plus de l'affect. La pilule a du mal à passer dans l'assemblée. Mais Lula parvient malgré tout à convaincre son auditoire. Et la grève n'a pas lieu.

### **i) « Lula, Trahison » ?**

Pour la première fois, parmi les promoteurs syndicalistes du projet pétiste, il y a une divergence importante, et celle-ci concerne une grève majeure : Lula sur une position, J. Bittar et P. Skromov sur une position opposée. Ce dernier déclare : « *C'est curieux que le*

---

<sup>40</sup> Notre interview de P. Skromov.

<sup>41</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 326).

syndicat qui travaille dans le sens de la radicalisation, de façon correcte, pour pouvoir mettre la pression, causer de la peur parmi le gouvernement, les patrons, en disant que la grève va redémarrer [Or] le gouvernement ne s'en était pas mêlé, les patrons n'avaient pas modifié leur proposition, qui était très mauvaise, et déjà rejetée par les travailleurs. Et finalement arrive l'assemblée, et la veille de cette assemblée il y a eu un accord entre Lula et le ministre de l'économie, Delfim Netto, ministre de la dictature : ils lui rendaient le syndicat, mais il devait signer un accord, accepter la proposition qui avait été faite. Il a estimé qu'il fallait le faire, et l'a fait ». Mais on comprend que cette décision a forcément un impact sur le projet de PT, sur sa crédibilité et sur sa nature. Et le PT ne concerne pas que Lula et son syndicat... « Sauf qu'il ne nous a consultés sur rien du tout », poursuit P. Skromov, qui ajoute : « on lui rend le syndicat et il signe l'accord. Jacó et moi, on sort de l'assemblée [...] Jacó pleurait [...] On va à Santo André pour savoir si là-bas il s'était passé la même chose. Mais là, ça avait été pire, parce qu'au contraire de São Bernardo do Campo, qui avait fait un travail pour que la grève redémarre, Santo André avait fait un travail pour que la grève ne redémarre pas. Benedito Marcilio avait œuvré pour que le mouvement se vide, pour ne pas faire tout ce travail d'agitation, et ensuite, le moment venu... Jacó se disait que tout était fini, que le projet du PT était mort. Parce que Lula était l'atout maître du PT, une personne qui avait cette popularité, ce côté mythique !... Imaginez : le chemin à parcourir sans Lula aurait été tortueux, ça aurait été autre chose, je ne sais pas si nous aurions réussi à organiser le parti. Parce que la gauche agissait de façon différente avec Lula, elle faisait des concessions, etc. Et ce n'est pas pareil avec moi, parce qu'il y avait déjà une tradition de choc idéologique avec toutes les ailes de la gauche »<sup>42</sup>. On comprend qu'à ce stade, d'autres initiateurs du PT, comme P. Skromov, en sont venus à se demander s'il ne fallait pas envisager un PT sans Lula, si toutefois cela était possible.

Plus de dix ans plus tard, Lula s'en souvient ainsi : « Beaucoup de travailleurs sont sortis du stade en me traitant de traître, en disant que j'avais vendu la catégorie, que je les avais trahis. Ce fut une période très difficile pour moi personnellement. Des spécialistes en sciences politiques pensaient que jamais plus on ne réussirait à faire grève et que jamais plus nous n'allions reconquérir les travailleurs. Des gens comme P. Skromov, y compris, pensaient qu'on était détruits politiquement. Et que s'est-il passé ? Pendant six mois, nous avons été vaincus psychologiquement, toute ma direction syndicale »<sup>43</sup>.

Quelques jours après, le 22, Lula donne une interview dans laquelle on peut lire les échanges suivants. « Question : Dans tout ce mouvement, votre vision des patrons et du gouvernement a changé ? – Réponse : Une chose qui en est ressortie très clairement pour moi, c'est qu'il n'existe pas de différence entre les patrons et le gouvernement. Lorsqu'il s'agit de flanquer des coups la classe travailleuse, lorsqu'il s'agit d'extorquer de l'argent à la classe travailleuse, les patrons et le gouvernement s'unissent, et une preuve de cela réside dans le fait qu'à la table des négociations les employeurs disaient qu'ils ne pouvaient pas donner plus d'augmentation parce que le gouvernement ne le permettait pas. D'un autre côté, le gouvernement, à l'inverse de démentir cela, disait qu'il ne permettrait pas que plus de 60% d'augmentation soient accordés »<sup>44</sup>.

---

<sup>42</sup> Notre Interview de P. Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>43</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 72).

<sup>44</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 187). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

Ce qui est intéressant, c'est que Lula semble réellement découvrir ici que patrons et gouvernement sont deux facettes d'une même classe sociale, arc-boutée sur la défense des mêmes intérêts fondamentaux. On peut croire à sa sincérité, car il a toujours prôné les négociations directes entre employeurs et salariés, hors de la présence du gouvernement, qu'il croyait être une tierce partie gênante dans la discussion. Mais pourquoi renoncer à la grève ? Le sujet vient plus loin dans l'entretien. « *Question* : Lula, alors, comment s'explique le fait que vous n'avez pas mis la catégorie en grève ? Pourquoi vous n'avez pas demandé à ce qu'ils soient en grève, en rejetant l'accord ? – *Réponse* : Je n'ai pas mis la catégorie en grève pour un fait très simple. Premièrement, parce que j'avais ressenti dans mon être le problème de l'intervention dans le syndicat, et les travailleurs, beaucoup plus que moi, ressentaient le problème de l'intervention dans le syndicat. Pendant les deux jours où je n'avais pas assumé la grève, les travailleurs, en pratique, sont entrés dans le jeu de la police, ils sont allés à la confrontation avec la police, et si cela, historiquement, paraissait très joli, dans la pratique, nous avons même eu des travailleurs avec la jambe cassée. Quand je suis arrivé sur le terrain, les travailleurs me disaient : 'Lula, attention à ton image ! Tu ne dois pas abîmer ton image. Tu as l'image d'un leader, d'un héros, et si tu ne mets pas les travailleurs en grève, ils vont penser que tu es devenu lâche, que tu as été acheté'. J'ai préféré échanger tout ce que j'aurais gagné en mettant les travailleurs en grève contre du bon sens. J'ai préféré échanger tout cela en pensant à ma famille, en pensant à la famille des travailleurs, en pensant à une confrontation, à une répression plus importante, et en pensant à une chose : nous n'avions plus de local pour les réunions, nous n'avions plus de stade, parce que la police l'aurait investi, nous n'avions plus le siège du syndicat, et, qui sait, nous n'aurions même pas eu la place [pour se réunir en ville], parce que cela aurait été un défi contre le gouvernement lui-même. Et je crois que la lutte n'est pas terminée avec cela, je pense que la lutte s'est seulement arrêtée à ce point, momentanément »<sup>45</sup>. Pour Lula, donc, ce n'est pas la fin de l'histoire et d'autres occasions se représenteront pour des grèves victorieuses.

Dans son discours pour demander la confiance, Lula dit : « *vendredi, alors que beaucoup de gens disaient qu'un comité d'usine allait diriger la grève, c'était un mensonge, parce que les travailleurs respectaient beaucoup plus la direction du syndicat qu'un camarade qui, même s'il était meilleur, n'était pas un camarade connu par la base* »<sup>46</sup>. C'est clair : pour Lula, l'auto-organisation, cela n'existe pas, ou ce n'est pas légitime. Pour lui, c'est au syndicat et à lui seul de jouer le rôle d'organisation de la lutte.

P. Skromov explique la suite des événements<sup>47</sup> : quand Lula perd le syndicat, il continue à entretenir des relations avec lui-même et avec J. Bittar, qui lui apportent la Charte des Principes. Mais ils remarquent que Lula s'est placé en retrait par rapport au PT.

La période de disgrâce (relative) de Lula va durer effectivement quelques mois. Selon P. Skromov, le même groupe de 1 500 ou 2 000 syndiqués qui avaient tenté d'occuper les locaux syndicaux en mars pour empêcher l'intervention sur le syndicat, était « *maintenant contre le fait que Lula récupère l'appareil syndical. Il est clair que c'était une autre situation, un autre cadre, d'autres circonstances, mais c'était exactement le secteur qui s'était le plus radicalisé, le meilleur qu'il y avait, la crème de la catégorie* »<sup>48</sup>. P. Skromov narre un fait très

---

<sup>45</sup> Idem, p. 189-190.

<sup>46</sup> Idem, p. 343.

<sup>47</sup> Notre interview de P. Skromov.

<sup>48</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 72).



significatif de cette situation, en expliquant : « *J'étais en train de dîner ou de déjeuner avec Lula, dans le resto du syndicat, et il y avait de la soupe avant le plat principal, et on était en train de manger la soupe, lorsqu'arrive un ouvrier, plein d'insolence et de défi, qui prend sa carte syndicale et la jette dans l'assiette de soupe de Lula ! C'était la suite de ce qui s'était produit à l'assemblée... De la rage, vraiment ! Sans retenue ! Il y avait là un cinéaste, dénommé Renato Tapajós, qui après ça, alors que j'étais avec Lula, a demandé à s'asseoir avec nous, s'est assis avec nous. Lula a dit : 'ça, c'est peu de chose par rapport à ce que je vis en ce moment'. Et alors, il a pris une trentaine de jours de congés et il a fait une chose qu'il n'avait pas faite depuis très longtemps : il a parti sur sa terre d'origine, dans l'intérieur du Pernambouc. Se reposer »<sup>49</sup>. W. Benevides semble opter pour une vision plus policière de cette histoire et y voit la main de groupes organisés : « *Les travailleurs de l'ABC ne feraient jamais ça* »<sup>50</sup>. Mais P. Skromov n'est pas de cet avis : « *Lula a été coupé de ce qu'il y avait de mieux dans la catégorie pendant de nombreux mois, jusqu'à ce qu'il reconstruise la relation. Nous nous demandions : 'Est-ce qu'il a vraiment fait ça pour aller de l'avant par la suite, ou bien est-ce qu'il est si attaché que ça à l'appareil ? Quel accord a-t-il passé avec le gouvernement, en fin de compte ?' Enfin, il y avait beaucoup de doutes, mais nous avons quand même confiance* ». L'interview que nous a donnée Alberto Eulalio ('Betão da Ford'), un vieux syndicaliste qui a toujours appartenu à l'Articulation, même s'il se montre critique sur certains points, confirme que la rage et la colère étaient loin d'être marginales parmi les métallos de São Bernardo, frustrés de cette grève : « *beaucoup de gens étaient contre le fait de terminer cette grève. Et on a même été en colère contre Lula. Vachement contrariés ! (...) Même avec le vote de confiance, beaucoup de gens étaient contre, y compris moi, parce qu'elle était trop belle, cette grève* »<sup>51</sup>.*

#### **j) La solidarité avec les métallos de l'ABC**

Indépendamment des hauts et des bas de ce mouvement et des choix tactiques adoptés pour sa conduite, la grève des métallos a fait l'objet d'un grand intérêt et d'un vaste mouvement de solidarité. Le sociologue pétiste Vinicius Brandt se souvient qu'alors qu'il coordonnait une caisse de grève au nom du PT, « *il est arrivé une dame à l'Assemblée Législative avec deux sacs, un de riz et l'autre de haricots. Elle était allée faire du porte à porte dans la favela où elle habitait, en demandant une tasse de riz et une tasse de haricots dans chaque maison, pour être solidaire avec la caisse de grève de São Bernardo. Il venait un médecin qui arrivait avec un caddy de supermarché et du camembert. Il avait fait pour la caisse de grève les mêmes achats que pour son propre domicile* »<sup>52</sup>. Et Irma Passoni, à l'époque présidente du Mouvement contre la vie chère, en témoigne également : « *Nous organisons le système de soutien aux grèves. Les femmes organisaient le soutien aussi bien pour assurer l'alimentation des grévistes qu'au niveau de l'organisation, dans des manifestations publiques de soutien à la grève* ». La solidarité s'est exprimée également du côté d'autres secteurs organisés syndicalement. W. Benevides évoque ainsi l'aide apportée aux métallos de l'ABC par les travailleurs du secteur pétrolier dans le Minas Gerais : « *Nous collections de l'argent dans la branche, ainsi que des aliments, et nous les faisons parvenir*

<sup>49</sup> Notre interview de P. Skromov.

<sup>50</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 72). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>51</sup> Notre interview d'Alberto Eulalio, réalisée à São Bernardo do Campo, le 15 août 2014.

<sup>52</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 68).

à l'ABC, parce que les grèves dans le Minas ont été limitées, elles étaient de trois ou quatre jours »<sup>53</sup>.

## **2°) Etendre les luttes ? Durcir le mouvement ?**

Le fascicule édité par la FT-QI critique Lula et les syndicalistes « authentiques » pour leur attitude pendant cette année sur plusieurs points : « *Lula a séparé la revendication salariale de l'ABC du reste de la catégorie, affaiblissant ainsi l'offensive des masses contre le régime. Il ne s'est pas seulement opposé aux piquets que les ouvriers organisaient de manière indépendante [...], il était bien loin de se situer à la hauteur des tâches que la grève de 1979 avait mis à l'ordre du jour : la nécessité d'organiser l'auto-défense des piquets contre la répression. Il n'a même pas lutté pour la grève générale pour obtenir les avantages pour lesquels l'ABC était en grève* »<sup>54</sup>. Regardons cela de plus près, point par point.

### **a) Piquets de grève ? Autodéfense des travailleurs ?**

En ce qui concerne les piquets et l'autodéfense – on comprend ici l'organisation des travailleurs en milices munies d'armes défensives pour se protéger face aux actions violentes de la police et de l'armée – il est tout à fait logique que Lula, qui a toujours préconisé la grève « les bras croisés » et par arrêt des machines, et qui a appelé les travailleurs à éviter les piquets au sein de sa propre catégorie professionnelle, n'ait même pas imaginé appeler à la formation de piquets ou, *a fortiori*, à leur autodéfense, dans d'autres branches ou dans d'autres secteurs géographiques. Le Lula de 1979 est encore, avant tout, un syndicaliste qui se consacre à sa catégorie et qui veut s'en tenir là. Ce n'est pas à proprement parler un dirigeant politique, car le PT est encore dans les limbes. Et ce n'est surtout pas un militant révolutionnaire, qui penserait en termes de stratégie d'affrontement violent avec le régime. Il cherche même à éviter cela à tout prix.

### **b) Grève générale ou enchaînement de grèves sectorielles**

Pour ce qui est de l'absence de propagande ou d'agitation pour la grève générale et du fractionnement des luttes, on constate qu'effectivement Lula n'avait pas non plus cela en tête. Une petite anecdote vient en témoigner. Lorsque J. Bittar lui dit qu'il pense que la grève des métallos de l'ABC doit reprendre, il répond à ce dernier : « *Jacó, tu veux faire grève, va la faire dans ta branche. Vas-y, prépare les pétroliers et fais grève avec ta catégorie. Pourquoi tu veux faire grève ici à São Bernardo ?* »<sup>55</sup>. Cela, c'est Lula lui-même qui le raconte dix ou douze ans plus tard. On comprend l'agacement de Lula, en proie à des doutes et une sorte de déchirement personnel dans cette situation délicate. Cependant, sa réaction traduit cette idée de « chacun chez soi » qui est justement à l'opposé de ce qui serait une volonté réelle d'étendre les luttes à d'autres secteurs. Il ne dit pas à J. Bittar qu'il serait bon d'organiser une grève coordonnée de différentes branches, en comptant d'abord sur les « syndicalistes authentiques ».

Peut-être que l'industrie pétrolière n'était pas mure pour la grève à ce moment-là. C'est ce qu'explique W. Benevides, dirigeant syndical de cette branche, tout comme J. Bittar : « //

---

<sup>53</sup> Idem, p. 73.

<sup>54</sup> FT-QI (op. cit. p. 69-70).

<sup>55</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 71).

*est intéressant de constater que les pétroliers forment une catégorie très bien organisée. Comme dans le pays entier, ce ne sont que 45 000 travailleurs, ces syndicats, en 78, 79, étaient très bien organisés. Ce fut la première catégorie à conquérir les 40 heures de travail par semaine [...]. Il n'y avait donc pas de motif, sauf politique, pour faire grève à ce moment. Alors, le choix qu'ont fait les pétroliers a été de soutenir et d'apporter de l'aide aux mouvements qui portaient des métallurgistes de São Bernardo, de l'ABC. Il y a eu certaines grèves dans le Minas, des grèves spontanées, de catégories qui n'avaient jamais fait grève, comme la construction civile, les ébénistes, et quelques autres catégories »<sup>56</sup>. Ce n'est donc pas, semble-t-il du côté des *petroleiros* qu'une grève durable et massive pouvait se développer, contribuant à la généralisation du mouvement initié dans l'ABC. Mais dans la capitale pauliste, un vaste mouvement avait lieu.*

### **c) La grève des métallurgistes de São Paulo**

Cette même année, la ville de São Paulo connaissait une grève de 300 000 métallurgistes qui exigeaient l'unité avec l'ABC, et les dirigeants syndicaux « officiels » de la branche sur cette ville avaient manœuvré au cours d'une réunion qui avait déclaré la fin de la grève contre la volonté des grévistes. Les ouvriers de la capitale décidèrent, face à cette décision, de créer un '*comando de greve*' réunissant les comités d'usines de la ville et se posant en direction alternative. Après cela, écrit le fascicule de la FT, Lula « *propose de créer une intersyndicale, mais reconnaît comme direction des métallurgistes de la ville de São Paulo le 'pelego' Joaquinzão, celui-là même qui avait décidé d'enterrer la grève, et non pas l'Opposition Métallurgiste qui la dirigeait à partir des usines. Pour Lula et les 'authentiques', il était possible d'accepter une unité des appareils – les syndicats officiels – mais pas une unité de fait, combative, plus dangereuse et surgie de la base* »<sup>57</sup>. On retrouve ici chez Lula une des caractéristiques mentionnées plus haut : une grande méfiance vis-à-vis des oppositions syndicales. Mais à ce niveau, cela va plus loin : Lula préfère privilégier les accords avec la bureaucratie syndicale qui casse une grève, que d'aider les oppositions. L'action de Lula et des « authentiques » de l'ABC est marquée ici par une sorte de pragmatisme « légaliste », et sans doute par la crainte de s'engager dans une lutte radicale contre la dictature. C'est, à n'en pas douter, une approche d'appareil, une approche bureaucratique. Cherchaient-ils, ainsi, l'efficacité ? Si c'est le cas, cela révèle une surestimation des secteurs '*pelegos*', de leur mode de fonctionnement, des intérêts qu'ils représentaient. Mais Lula et les « authentiques » connaissaient bien le syndicalisme conservateur, et c'est pourquoi nous pensons que cela montre plutôt qu'ils étaient mus par une vraie crainte de l'auto-organisation, et une hostilité par rapport à des mouvements qui leur semblaient sans doute trop radicaux et qu'ils ne pouvaient pas contrôler. Il faut sans doute aussi voir ici chez Lula une volonté d'agir de façon « réaliste », graduelle, en rejetant la coopération avec des courants révolutionnaires dont la stratégie lui semblait vouée à l'impasse.

Finalement, les grandes luttes de cette année 1979 nous font apparaître Lula et son courant « authentique » des métallos de l'ABC comme un courant syndical bureaucratique « de gauche ». En effet, d'un côté il rompt avec les pratiques « *pelegas* » du syndicalisme officiel ; et il cherche à mobiliser les travailleurs, à les aider à combattre. Toutefois, d'un autre côté, il entretient une relation verticale avec eux, il s'oppose à l'auto-organisation, il

---

<sup>56</sup> Idem, p. 73.

<sup>57</sup> FT-QI (op. cit. p. 71).

rejette l'idée d'une unification des combats épars dans une grève générale, et il privilégie l'accord avec les directions syndicales officielles ('pelegas') à une action coordonnée avec d'autres secteurs combatifs en mouvement. Cela nous semble un élément important à souligner, car le syndicalisme des métallos de l'ABC autour de Lula apparaît clairement, dès cette époque, comme le secteur le plus en vue du projet pétiste.

### 3°) « Le PT se construit dans les luttes »

Le mouvement gréviste de cette année 1979 va servir à la popularisation de l'idée du PT, et fonctionner en partie comme un tremplin pour sa construction à l'échelle nationale.

#### a) Les émissaires syndicalistes pro-PT et la vague gréviste

Pourquoi parler de tremplin? Essentiellement parce que les syndicalistes qui portent ce projet politique vont parcourir le pays pour apporter du soutien aux grèves et pour y prendre la parole. On note ici que le syndicalisme « authentique » de l'ABC et d'ailleurs, peut ne pas défendre explicitement une stratégie d'unification des luttes, mais il n'hésite pas à « mouiller la chemise » pour aller aider les travailleurs qui se battent. Les syndicalistes porteurs du projet pétiste vont ainsi beaucoup intervenir dans les luttes de l'année 1979. P. Skromov raconte ainsi : « *Les ouvriers d'autres endroits venaient toujours avec des appels au secours, par exemple les ouvriers de Vitória, de Belo Horizonte, de Curitiba. Ils téléphonaient en demandant aux « authentiques » d'aller jusque chez eux pour diriger la grève, pour diriger l'assemblée, parce que, quelquefois, ils restaient quatre ou cinq jours en grève, mais il n'y avait pas d'assemblée, il n'y avait pas de direction visible, seulement une direction invisible, celle de la masse elle-même. Et alors, c'était toujours le même groupe qui se proposait pour y aller. C'était moi, Cicote, Lula, Jacó* »<sup>58</sup>. D'ailleurs, ces voyages coûtaient cher aux syndicats qui envoyaient ces émissaires<sup>59</sup>. H. Amorina confirme la fréquence de ces situations et y ajoute des informations sur les affrontements auxquels elles donnaient lieu : « *Dans ce mouvement, quand une grève démarrait dans le Minas, dans le Rio Grande do Sul ou là-bas dans le Pernambouc ou la Bahia, où que ce soit, on recevait une info ici demandant de l'aide, pour que ce groupe y aille. Nous en sommes arrivés à affronter les pompiers, la police, les paramilitaires ('jagunços'). Tout cela, nous l'affrontions pour créer le PT [...] Dans les mouvements de coupeurs de canne, de tous ces gens, on apportait le message de la classe travailleuse, le fait que tout ça ne pourrait changer que quand nous serions dans la cohésion entre nous* »<sup>60</sup>. P. Skromov définit ainsi ces actions: « *C'était une espèce de direction itinérante du mouvement syndical. On courrait dans tout le pays, surtout cette région du centre au sud du pays, où l'on voyait éclore des grèves de masse. [...] Par exemple, dans la grève des banques, une grève très forte dans le Rio Grande do Sul, en septembre 79, Olívio Dutra était prisonnier, sans possibilité de communiquer avec lui, à la Police Fédérale. Nous avons fait le voyage [...] et nous avons tenté de rompre la situation d'incommunicabilité d'Olívio à la Police Fédérale* ». Il conclut sur ce point en disant : « Ce

<sup>58</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 73-74).

<sup>59</sup> Dans l'interview qu'il nous a accordée, P. Skromov ajoute que certains syndicats avaient plus de moyens que d'autres, pour qui il était très difficile de contribuer massivement à ces déplacements. Le syndicat du cuir de São Paulo, de P. Skromov était dans ce cas-là. Et ce dernier de préciser que le *pelego* Joaquinzão, à la tête d'une structure riche et puissante, et bien que n'étant pas d'accord avec la démarche des « authentiques », aidait souvent la démarche, et envoyait sa secrétaire chercher les billets d'avion pour que les « authentiques » puissent partir en déplacement.

<sup>60</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 74). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

*processus a été très riche. L'année 79 a été une expérience extraordinaire. Et on nous demandait toujours, au milieu d'une assemblée, de parler du PT, et nous disions d'attendre le soir. Alors, nous définissions le lieu, un syndicat ou parfois même un bar. Ces voyages ont beaucoup aidé à la construction du PT ». J. Cicote évoque de son côté un « très gros travail dans la Baixada Santista<sup>61</sup> »<sup>62</sup>.*

#### **b) Tout cela au milieu de la répression...**

Ana Lucia Santa Cruz, qui était militante syndicale du secteur bancaire à Porto Alegre (RS) témoigne de la répression des grèves : au lancement du PT, « *nous sortions d'un fort processus de mobilisation en 79. J'étais militante syndicale du secteur bancaire, et en 79 [...] nous, les travailleurs des banques, avons fait une grève (...) qui a duré 25 jours. Il est clair que c'est la majorité des dirigeants qui ont été faits prisonniers, et moi aussi, j'ai été arrêtée 7 jours par la police fédérale [...]. Et à Porto Alegre, la mobilisation avait été très forte* »<sup>63</sup>.

### **Section 3 : Parti social-démocrate, parti populaire ou parti des travailleurs ?**

C'est le 1<sup>er</sup> mai 1979 qu'apparaît le premier document émanant à proprement parler du mouvement pro-PT : la Chartes des principes<sup>64</sup>. Entre juin et septembre 1979, le projet pétiste va se confronter à deux projets politiques différents, l'un émanant d'intellectuels en lien avec la gauche du MDB, l'autre en provenance de l'APML. Le premier de ces projets occupera les esprits bien plus longtemps, sera bien plus compliqué à gérer par le PT, et donnera lieu à plusieurs réunions, à partir du début juin. Mais cela n'empêche pas, parallèlement, le PT de commencer à apparaître publiquement. Ce n'est qu'à la mi-octobre 1979, toutefois, que le nouveau projet partisan sera consolidé.

#### **1°) 1<sup>er</sup> mai 1979 - la Charte des principes**

Ce document est le premier à présenter par écrit le projet pétiste. Il possède à ce titre un caractère historique indiscutable. Mais il a également fait l'objet de controverses.

#### **a) Le comité de rédaction et ses objectifs**

P. Skromov indique que c'est lors de la troisième réunion de São Bernardo do Campo après le congrès de Lins qu'a été prise la décision de discuter de la charte des principes du mouvement pro-PT, lancée le 1<sup>er</sup> mai. Mais, précise-t-il, « *A partir de la troisième réunion, Lula nous a demandé : 'continuez les réunions, faites connaître, dans tous les Etats, notamment, le contenu de la Charte des Principes, essayez d'en discuter avec tout le monde. Mais moi, je ne vais pas pouvoir continuer, parce que j'arrive dans une phase cruciale de la campagne salariale. Alors occupez-vous en, sans moi, mais tenez-moi au courant. Passez me voir, même à la maison [...]' C'est ce que nous avons fait. A partir de ce*

---

<sup>61</sup> *Baixada Santista*. Région métropolitaine du littoral sud de l'Etat de São Paulo, autour de Santos.

<sup>62</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 74).

<sup>63</sup> Notre interview d'Ana Lucia Santa Cruz.

<sup>64</sup> *Carta de Princípios* en portugais.

*moment, une série de réunions a lieu* »<sup>65</sup>. C'est à cette période qu'au niveau syndical, a lieu une évolution importante : la victoire de l'opposition dans le syndicat des employés de banque de São Paulo. Cela permet, selon P. Skromov, de « *faire participer Augusto [Campos] du secteur bancaire, un camarade avec qui nous avons déjà milité ensemble, et qui avait gagné les élections dans un syndicat important* ». Pour la préparation de la Charte des Principes, les participants au mouvement pro-PT se déplacent : P. Skromov raconte qu'il se rend dans le Minas Gerais, et rencontre plus de trente présidents de syndicats, dans une réunion préparée par W. Benevides ; J. Bittar va, de son côté dans le Ceará la veille du 1<sup>er</sup> mai, pour le lancement de la Charte dans cet Etat du *Nordeste*. Il y a également une réunion dans le Rio Grande do Sul, avec O. Dutra et plus de vingt dirigeants syndicaux.

Sur l'élaboration du contenu et surtout sur les circonstances qui y président, les avis divergent entre P. Skromov et V. Arcary<sup>66</sup>. Le premier porte publiquement<sup>67</sup>, contre la CS, des accusations d'abus de confiance et de manipulation, que le second conteste fermement<sup>68</sup>.

Cette Charte des Principes du PT est un document de 6 pages, émanant de la commission nationale provisoire. Elle a été élaborée par un comité qui comprenait J. Bittar, P. Skromov, W. Benevides, Robson Corrêa de Camargo (à l'époque directeur du syndicat des artistes et techniciens du spectacle de l'Etat de São Paulo), H. Amorina et Benedito Marcílio (du syndicat des métallurgistes de Santo André). Ce comité lance ce document le 1<sup>er</sup> mai 1979, pour marquer l'occasion de la fête des travailleurs, dans les plus grandes villes brésiliennes, mais avec une très faible diffusion.

## **b) Un document avant-gardiste, concocté par des trotskystes, sans concertation ?**

Selon Gislene Edwiges de Lacerda, cette diffusion a eu lieu « *sans discussion préalable avec les dirigeants syndicaux. De ce fait, ce comité a été critiqué comme avant-gardiste, pour avoir lancé ce document de façon prématurée, et aussi parce que ses membres*

---

<sup>65</sup> Notre interview de Paulo Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>66</sup> Le premier pense que la CS avait décidé de s'éloigner du Mouvement pro-PT, sans le dire, et est réapparue pour participer à la Charte des Principes ; en outre il reproche à la CS d'avoir chipoté sur des détails dans l'élaboration du texte dans le but de saboter le lancement du PT. Le second conteste, et situe la prise de distance de la CS, destinée à réévaluer le Mouvement pro-PT, à après le 1<sup>er</sup> mai 1979, avec la crise qui a eu lieu à propos de l'impression du texte (voir plus loin). Aussi bien P. Skromov que V. Arcary expliquent cela dans les interviews qu'ils nous ont accordées.

<sup>67</sup> Il avait déjà fait des déclarations dans le même sens dans l'interview concédée à M. Harnecker.

<sup>68</sup> P. Skromov déclare, en substance, dans notre interview, que la CS, à qui avait été confiée la mission d'imprimer et de tirer le texte de la Charte des Principes à 5 000 exemplaires, en a profité pour tirer le texte sur du papier à en-tête de *Versus*, revue de la CS, donnant malhonnêtement l'impression que le texte émanait de la Convergence socialiste. Et il explique qu'à la suite de cela, il a fallu tout retirer à la main, avec la technologie de l'époque, pour obtenir seulement 200 exemplaires, et il précise : « *un petit paquet est envoyé à Olivio dans le Rio Grande do Sul, un autre est pour Jacó qui l'emmène dans le Ceará, un autre est destiné au Minas Gerais. (...) Mais les 5000 exemplaires du tract ont été livrés par la CS* », et alors lui, [P. Skromov], H. Amorina, J. Bittar décident que pas un seul tract ne soit distribué. Ils appellent la presse le samedi soir pour avertir la sortie de la Charte. Nous n'avons malheureusement pas pu interviewer José Maria de Almeida qui a participé à la rédaction de cette Charte. Il était alors militant très actif de la CS dans le mouvement pro-PT (jusqu'à ce moment), et il a participé à cette commission. Mais par l'intermédiaire de Cyro Garcia, nous avons pu obtenir indirectement la réponse apportée par José Maria sur cette question. Ce dernier rappelle qu'il faisait partie de ladite commission, avec Jacó Bittar, Henos Amorina, Paulo Skromov lui-même et d'autres. Il se souvient d'un texte finalement bien à gauche, et avec une forte influence marxiste. Pour José Maria, Lula n'a pas aimé le texte, et a profité du fait que sur la version imprimée du texte, il y avait le CGC (*Cadastro Geral de Contribuintes* – un numéro d'enregistrement auprès de l'administration fiscale) des Editions *Versus*, qui publiaient le Journal *Versus*, auquel participaient des gens de la CS, pour accuser cette dernière d'instrumentalisation et justifier le refus de distribuer la Charte, mais en réalité, il s'agissait d'un veto politique. D'après José Maria toujours, le numéro fiscal en question était écrit en petit, se trouvait dans la pliure du document, et il y avait l'obligation légale de faire figurer ledit CGC de l'imprimerie qui avait tiré le matériel.

*appartenait à des organisations trotskystes ou en étaient proches* »<sup>69</sup>. Cette accusation paraît, au moins, excessive. Qui plus est, elle nous semble tendancieuse, et émaner de militants, notamment syndicaux, qui avaient toutes les raisons de craindre et de refuser la naissance du PT, à commencer par des syndicalistes liés au PCB, au PCdoB et au MR8. Nous ne chercherons pas à le prouver formellement ici, mais cela nous paraît très probable.

C'est une critique que l'on retrouve chez Lula<sup>70</sup>. Ce dernier, qui, rappelons-le, ne participait pas, pendant cette période, aux réunions de la coordination du Mouvement pro-PT, déclare le 31 mai 1979 à *Em Tempo* : « *J'ai dit aux camarades qui ont lancé cette ébauche de programme que les choses étaient trop précipitées, parce que je comprends que nous devrions trouver d'autres secteurs de la société avant de lancer cette affaire* »<sup>71</sup>. Il ajoute un peu plus loin dans la même interview : « *A mon avis le programme est quasiment bon. Il est quasiment bon dans le cadre de mon raisonnement. Maintenant, je ne sais pas si le syndicat de Rio, celui de l'Alagoas, etc. trouvent qu'il est bon. C'est pour cela que je pense qu'il aurait dû y avoir une plus grande discussion avant le lancement* »<sup>72</sup>. Il ajoute plus loin : « *Nous devrions discuter avec d'autres leaders syndicaux, de façon à ce que plus de camarades participent à la chose* »<sup>73</sup>, et précise encore : « *Il est indispensable que nous allions dans le Nordeste et dans plein d'autres coins du Brésil pour converser avec les dirigeants à chaque endroit, pour savoir s'ils sont d'accord, si cela est viable, s'ils peuvent contribuer à l'amélioration du projet* »<sup>74</sup>.

On retrouve aussi une tonalité critique à propos de ce point d'histoire, dans un article écrit vers la fin du premier mandat de Lula et consacré à l'évolution de la stratégie et de la politique du PT. Le journaliste Mario Grabois – pas exactement pétiste – fait ce commentaire à propos de la Charte des Principes : « *bien que la lecture attentive du texte permette de percevoir une difficulté des organisateurs du PT à trouver les points communs permettant d'affiner une conception finale – qui convienne aux innombrables tendances et groupes internes – on y remarque la préoccupation d'éclaircir le but final de la lutte des travailleurs, bien qu'il y manque l'exactitude des termes. Le texte finit par préciser, de façon générique et avec une inspiration trotskyste impossible à cacher, que 'le PT cherchera à s'emparer du pouvoir politique et à implanter un gouvernement des travailleurs, basé sur les organes de représentation créés par les masses travailleuses afin de parvenir à une grande démocratie directe'* »<sup>75</sup>.

L'historien Gelsom Rozentino de Almeida<sup>76</sup> consacre quelques développements à cette question polémique. Il fait mention de dirigeants syndicaux pas tenus au courant, ou distants, voire même hostiles à la démarche du groupe informel qui cherche à faire connaître le projet de PT à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai. C'est le cas, à Rio, du président du syndicat du pétrole, Ronaldo Cabral, qui selon l'auteur « *a reçu la nouvelle avec surprise et a affirmé qu'il n'avait*

---

<sup>69</sup> Gislene Edwiges de LACERDA (art. cit. p. 7).

<sup>70</sup> Ce n'est guère étonnant, vu l'influence que des militants opposés au lancement du PT, et liés notamment au MR8, avaient sur Lula – qui a mis du temps à le comprendre – comme nous allons le voir plus loin.

<sup>71</sup> LULA, *Entrevistas e Discursos* (op. cit. p. 192).

<sup>72</sup> Idem, p. 195.

<sup>73</sup> Idem, p. 193.

<sup>74</sup> Idem.

<sup>75</sup> Mario GRABOIS – *Notas sobre estratégia, tática e mudanças na política no PT*, p. 9 "Na carta de princípios [...] uma primordial democracia direta". Notre traduction. Texte disponible à l'adresse suivante : [http://www.achegas.net/numero/34/grabois\\_34.pdf](http://www.achegas.net/numero/34/grabois_34.pdf).

<sup>76</sup> Gelsom Rozentino de ALMEIDA, *História de uma década quase perdida – PT, CUT, crise e democracia no Brasil: 1979-1989*, Garamond Universitária, 2011, p. 199 à 202. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

*pas été consulté, et qu'il ne connaissait personne qui l'avait été »<sup>77</sup>. D'accord sur la Charte sur les revendications démocratiques, ce syndicaliste se dit opposé au lancement du parti, car, déclare-t-il, c'est « trop tôt [...] : il faut d'abord renforcer la base, pour que puisse surgir un parti qui incarne réellement la défense des besoins des travailleurs' ». L'historien cite encore José Moreira, président du Syndicat des métallurgistes de Niterói et São Gonçalo (RJ), lequel dit en substance qu'il était « au courant des travaux visant à former le PT, mais ne savait rien du programme rendu public, et s'étonnait que l'on n'attende pas une vaste discussion au Congrès national des métallurgistes à Poço de Caldas (MG), au début du mois de juin »<sup>78</sup>. Dans le même sens, G. Rozentino de Almeida évoque la protestation d'Almir Pazzianoto, « parlementaire du MDB et avocat du Syndicat des Métallurgistes de São Bernardo do Campo », critiquant ce lancement en expliquant que « 38 syndicats favorables à l'Unidade Sindical et qui participent aux manifestations du 1<sup>er</sup> Mai dans l'ABC ne sont pas intéressés à discuter ce sujet maintenant ». Dans les trois cas cités ci-dessus, l'influence du « communisme officiel » est évidente. A Rio et dans sa région, comme nous l'avons vu, l'influence du PCB sur le mouvement syndical reste très forte. Sans même savoir si les deux leaders syndicalistes concernés sont eux-mêmes membres du PCB, on comprend qu'au minimum, ils évoluent dans un milieu où celui-ci est très influent. Pas étonnant, dans ces conditions, que ces dirigeants syndicaux se méfient, à tout le moins, d'une démarche consistant à lancer un nouveau parti, nécessairement concurrent du *Partidão*. Quant aux 38 signataires favorables à l'Unidade Sindical, ils représentent précisément des forces qui, au sein du mouvement syndical, refusent le PT, parce qu'un nouveau parti les affaiblirait, notamment en mettant en cause leur stratégie de maintien dans la collaboration de classes, en particulier dans le cadre du MDB. A l'inverse, on comprend le souci d'efficacité, et, peut-être, l'empressement, du comité chargé de rédiger ce texte : d'un côté, ils ne veulent pas perdre l'opportunité du 1<sup>er</sup> Mai, au milieu d'une grande vague de grèves ; de l'autre, ils se rendent compte que cela serait forcément contreproductif d'envoyer ce document à des syndicalistes hostiles au projet pétiste. Par principe, discuter de la Charte avec des syndicalistes, cela a du sens ; mais si les interlocuteurs sont, pour des raisons politiques et militantes évidentes, opposés à l'idée d'un nouveau parti, en débattre avec eux serait, dans le meilleur des cas, une pure perte de temps.*

Mais G. Rozentino de Almeida évoque aussi des protestations de syndicalistes pro-PT, comme Lélia Abramo. Celle-ci déclare que sa catégorie (les artistes de São Paulo) « n'a pas été consultée, et qu'aucun dirigeant [de son syndicat] – se référant à Robson Camargo – n'a été autorisé à participer au lancement ». Le même historien cite enfin un pétiste convaincu, qui proteste contre cette Charte, João Paulo Pires de Vasconcelos, dirigeant syndical métallurgiste à João Monlevade (MG) qui déclare, irrité : « On dirait qu'ils veulent griller le parti [...] L'engagement avait été pris que le document ne serait distribué qu'après avoir consulté la base et avoir discuté le sujet entre tous les leaders syndicaux brésiliens. Et que cela ne serait fait qu'après avoir solutionné la question des métallurgistes de l'ABC [...] Cette rupture constitue un manque de respect pour tous ceux qui regroupaient le parti et, plus encore, un manque de respect pour les travailleurs de base ».

Des membres du comité de rédaction répondent, directement ou indirectement, à ces critiques. On a vu que, selon P. Skromov, il a été organisé, à propos de ce texte, des réunions avec des dirigeants syndicaux, au moins dans les Etats du Minas Gerais et du Rio

---

<sup>77</sup> Idem, p. 200.

<sup>78</sup> Idem, p. 201.



Grande do Sul, et que J. Bittar est parti dans le Ceará pour le lancer, à la veille du 1<sup>er</sup> Mai. Il semble bien que les voyages organisés par les syndicalistes « authentiques » pour soutenir des grèves dans de nombreux endroits du pays ont contribué à la discussion sur le texte de la Charte des Principes du PT. J. Cicote, qui n'était pas trotskyste, et qui n'a pas participé à la rédaction du document, confirme la thèse d'une consultation assez large de dirigeants syndicaux avant la publication du texte, et donne des détails intéressants sur le déroulement de la discussion : « *Nous avons discuté, avec 90 ou 100 dirigeants syndicaux de différents Etats, le texte de la Charte des Principes du PT, en recevant de nombreuses suggestions, des amendements, etc. Henos et l'avocat de son syndicat en avaient assez de faire des amendements, secondaires évidemment, parce que l'avocat n'était pas pro-PT. Nous avons dû travailler ainsi, avec des gens qui n'étaient pas en notre faveur ; c'était un travail très ardu pour parvenir au texte final [...] le dirigeant syndical venait avec un assesseur, et parfois, il faisait confiance à l'assesseur du fait du quotidien du syndicat dans lequel il y avait recours, mais sans savoir que l'assesseur était hostile au PT* »<sup>79</sup>. Mais ces voyages coûtaient cher aux petits syndicats, comme celui du cuir à São Paulo<sup>80</sup>.

A propos de l'influence trotskyste, J. Cicote évoque aussi la présence des militants de la CS, dont il dit : « *Toutes les discussions étaient valables, que ce soit pour s'opposer à telle ou telle position, mais ils créent des tensions à propos des définitions* »<sup>81</sup>. Et pour P. Skromov, les militants de la CS « *en général, se positionnaient contre le texte de la Charte des Principes. Souvenons-nous que leur projet avait été rejeté, mais plusieurs passages de leur texte avaient été insérés [...] Pourquoi ne pas le faire, si c'était exactement ce que nous pensions ?* ». W. Benevides, sans doute l'un des plus hostiles parmi les syndicalistes fondateurs à l'égard des groupes d'extrême-gauche, ajoute un point important : « *Pour satisfaire ces groupes organisés, nous avons mis : 'Pour un parti sans patrons'. Voilà la grande dispute que nous avons eue pour éviter que l'on caractérise le parti comme celui des travailleurs en bleu de chauffe. Cette discussion a été très violente à propos de ce qu'est ou n'est pas un patron* ». W. Benevides poursuit son récit sur ce point : « *Nous avons fini par considérer que le patron, c'est une question d'idéologie. Par exemple, on peut avoir un camarade qui soit propriétaire d'une entreprise moyenne et qui se comporte comme un type correct, sans avoir l'idéologie du patronat. On ne va pas vouloir comparer ce camarade, petit entrepreneur, à un banquier. Le banquier représente tout ce qu'il y a de plus vampire. [...] A ce moment là, nous avons été incapables, incompetents, et pour cela, nous avons payé cher. Nous avons eu beaucoup de gens qui, à cette époque, auraient pu rester avec nous et qui ne sont pas restés. Et c'était notre faute [...], la miennne, celle de Paulo, de Jacó, de Lula lui-même. Nous avons beaucoup expliqué cela ensuite. Les groupes organisés ont mis ça comme mot d'ordre : 'Ce parti est un parti sans patrons'. Nous avons accepté et là, ça a compliqué les choses* ». W. Benevides semble ignorer, ou oublier, que c'est Lula lui-même, qui le 11 décembre 1978 avait convoqué douze dirigeants syndicaux pour discuter de la fondation d'un parti de travailleurs sans patrons. Il révèle en tout cas que parmi les syndicalistes fondateurs du PT eux-mêmes, il n'y avait pas, dès l'origine du parti, unanimité sur cette question.

Mais P. Skromov pense qu'il était visé personnellement à travers les attaques anti-trotskystes qui avaient eu un réel impact sur Lula. Il nous déclare : « *Quand la Convergence*

---

<sup>79</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 74).

<sup>80</sup> C'est ce que nous explique P. Skromov dans son interview.

<sup>81</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 74). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

*imprime cette fameuse Charte des Principes, le MR8 qui était dans les locaux de Lula 24h par jour, commence à intriguer. Du genre : ‘tu vois bien ? Je t’avais parlé de Paulo, je t’avais bien dit qu’il était un peu du côté de...’ [...] Ces gens-là sont allés voir Lula et lui disaient : ‘Paulo... – ils ne savaient rien de moi – comme ils ne participaient pas, ils n’étaient pas là au quotidien, ils ne voyaient pas l’hostilité dont je souffrais du fait d’eux justement... Et j’avais l’image d’un trotskyste, d’un dirigeant syndical qui avait été un militant trotskyste, qui était ami de Mario Pedrosa. [Leur raisonnement était] du genre : la Convergence est trotskyste, je suis trotskyste, donc je suis de la CS, et je fais seulement semblant de ne pas l’être... Quelque chose comme ça. Ce genre d’intrigues est un truc extrêmement destructeur, le fait de marteler des idées comme ça »<sup>82</sup>. Et nous comprendrons bientôt que le MR8 avait de bonnes raisons politiques de vouloir amener Lula à se méfier et à s’éloigner de P. Skromov. Ce dernier précise ailleurs : « La mauvaise action de la Convergência<sup>83</sup> a servi de prétexte à des secteurs du MR8 qui étaient infiltrés dans notre milieu et c’était un mouvement très dynamique à l’époque. Connaissant les problèmes que nous avons eus avec la Convergência, et comme ils n’aimaient pas notre texte, ils se sont mis à dire que c’était le texte de la Convergência. Ils ont causé de la confusion, ils ont créé une version extérieure de cette affaire qui a été un peu préjudiciable à la circulation de notre document. Mais il n’y a rien eu de grave, parce que c’est grâce à lui que nous avons eu la séquence débouchant sur la fondation du PT. C’est le premier document définissant l’identité du PT »<sup>84</sup>.*

### **c) Le texte proposé le 1<sup>er</sup> mai 1979**

Tout comme la thèse de Santo André-Lins, le texte est centré sur la notion d’indépendance de classe, qui apparaît comme un leitmotiv. Il part de la nécessité historique pour les travailleurs d’avoir leur propre parti, permettant de s’organiser pour résister aux méfaits de la société actuelle, basée sur l’exploitation et sur l’inégalité entre les classes, avec des exploités et des opprimés, et un besoin intrinsèque des classes dominantes d’opprimer pour accumuler des privilèges. Faisant le lien avec les grèves se multipliant depuis le 12 mai 1978, le texte insiste sur le fait que le soutien aux métallurgistes est nécessaire, mais insuffisant, car il pâtit des limites du mouvement syndical et de l’inexistence d’une organisation politique des travailleurs.

La Charte déclare que le mouvement pro-PT se prononce pour une centrale syndicale unique qui ne peut venir des combinaisons de sommet, mais suppose le renversement de la structure syndicale officielle, inféodée à l’Etat. Quant aux syndicalistes, le texte les considère comme les promoteurs du PT, sans qu’ils soient propriétaires de celui-ci. La question syndicale inclut aussi celle des libertés syndicales, et pour l’indépendance syndicale.

Divers passages sont consacrés à l’analyse de la situation politique et des manœuvres gouvernementales, ainsi qu’à celle du MDB, critiqué comme étant un parti exclusivement parlementaire, pro-capitaliste, et imposant des limites aux luttes pour de meilleures conditions de vie et pour un régime démocratique avec une véritable participation populaire. Reprenant l’idée que l’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes, la Charte reprend l’idée du texte de Santo André – Lins : le PT doit être un parti sans patrons. Les travailleurs sont vus comme une avant-garde sociale du peuple brésilien. Leur intervention organisée est nécessaire pour apporter au peuple justice et démocratie. .Le

---

<sup>82</sup> Notre interview de Paulo Skromov.

<sup>83</sup> Se reporter à la note de bas de page sur ce point, un peu plus haut.

<sup>84</sup> M. HARNECKER (op. cit. p.78).

texte critique la démocratie formelle et parlementaire, et déclare que le PT veut s'emparer du pouvoir politique et implanter un gouvernement des travailleurs, qui doit être basé sur les organes de représentation créés par les masses laborieuses dans la perspective d'une démocratie directe. Et il exprime un lien de priorité entre luttes et élections : la participation du PT aux élections et ses activités parlementaires seront subordonnées à un objectif plus élevé, celui de stimuler et d'approfondir l'organisation des masses exploitées.

La Charte exprime l'objectif programmatique, historique, du PT : en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Il est défini comme parti des masses populaires : les ouvriers sont perçus comme l'avant-garde de toute la population exploitée. C'est un parti militant, qui se construit en lien avec le processus d'organisation populaire, dans les lieux de travail et d'habitation ; et un parti démocratique : la Charte insiste sur le droit des minorités d'exprimer leurs points de vue, qui doit être matérialisé par le droit de tendance et de fraction. Le PT veut permettre un large débat qui implique tous les militants et les directions populaires, même si elles n'appartiennent pas au PT. Le texte affirme le but socialiste du PT, et utilise la formule suivante : pas de démocratie sans socialisme, pas de socialisme sans démocratie, une « *démocratie complète, exercée directement par les masses* ». Et qui dit socialisme dit internationalisme, même si les choses restent floues à ce niveau.

## **2°) Juin 1979 : nouvelles étapes militantes**

### **a) Poços de Caldas : le PT a la faveur des métallos**

Au Congrès national des travailleurs de la métallurgie, qui se tient du 4 au 9 juin 1979, dans une ville du Minas Gerais du nom de Poços de Caldas, la formation d'un parti des travailleurs revient sur le tapis, et il est voté une résolution qui va dans le même sens que le texte voté à Lins en janvier de la même année. Ce congrès intervient environ un mois après la polémique sur le lancement de la Charte. Ce dernier texte, malgré les critiques formulées par ses détracteurs, a déjà le mérite, comme l'écrit G. Rozentino de Almeida, de lancer le débat sur la question : « *quel type de parti et quel processus de formation* »<sup>85</sup> pour celui-ci ? L'auteur précise : « *un parti des travailleurs, et pas seulement ouvrier, et un parti formé par des syndicalistes, et qui ne soit pas un parti de syndicats* ». Le congrès de Poços de Caldas, par lui-même, va avoir pour effet d'accélérer la discussion sur le nouveau parti, en donnant une légitimité renforcée à celui-ci.

### **b) Belo Horizonte : première apparition publique du PT**

C'est le 26 juin qu'a lieu la première apparition publique du PT. C'est W. Benevides qui en est l'organisateur. Elle se tient à Contagem, centre industriel chargé d'histoire<sup>86</sup> de la banlieue de Belo Horizonte. Parmi les présents, se trouvent O. Dutra et Mário Pedrosa, figure historique du mouvement ouvrier et du trotskysme au Brésil, dans une salle comble, de plus 800 personnes<sup>87</sup>, avec beaucoup d'ouvriers. P. Skromov l'évoque ainsi : « *C'était [...] une réunion large, convoquée publiquement [...] En hommage à Mário, nous l'avons nommé*

---

<sup>85</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 204). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>86</sup> Avec en particulier la fameuse grève de 1968 – voir plus haut.

<sup>87</sup> P. Skromov raconte que la revue *Istoé* a « *publié un article qui parlait du PT (...) avec photo et une déclaration de Wagner qui disait qu'il espérait 25.000 personnes. Cela n'était pas vrai. (...) Dans la salle on ne pouvait même pas mettre 1.000 personnes* ». In M. HARNECKER (op. cit. p. 79).

*président honoraire de la tribune [...] Nous avons reçu un appel de Lula disant qu'il ne pouvait pas venir, parce qu'il devait régler des problèmes liés aux luttes menées par son syndicat. La réunion a été un succès. Quelque temps après, le Mouvement pro-PT a recommencé à se réunir ici à São Paulo pour faire un bilan de la première activité publique que nous avons réalisée. Nous sommes allés chercher Lula, mais il continuait à être en vacances par rapport à nous et il n'y a pas eu de contact entre nous. Il avait été très demandé, principalement par Almino Afonso, par les gens du MDB, qui pensaient maintenant à créer un nouveau parti »<sup>88</sup>.*

A cette période, le discours de Lula sur les adhérents qu'il veut voir affluer au PT commence à évoluer : après l'avoir envisagé comme un parti de travailleurs basé avant tout sur les syndicats, il se met à penser qu'il faut aussi s'appuyer sur les associations populaires dans les quartiers. C'est un changement important, qui vu l'influence de Lula sur le parti est de nature à infléchir grandement sa nature et surtout sa structure.

C'est de la création de ce nouveau parti qu'il va être question entre juin et septembre 1979. En fait les discussions avec Lula et le groupe des syndicalistes promoteurs de l'idée du PT on commencé avant cela, dès le 2 juin de la même année. La question posée est la suivante : ce parti, projeté par A. Afonso et d'autres, se confond-il avec le PT ?

### **3°) Vers un parti social-démocrate ? São Bernardo et ses suites**

Lula, et son entourage proche, sont au cœur des préoccupations d'une série d'intellectuels et de politiciens du MDB. Mais quel était le projet politique de ces derniers ?

#### **a) La réunion du Pampas Hotel**

D'abord, les faits. Les 2 et 3 juin 1979, est organisée, sous la houlette d'Almino Afonso, au Pampas Hotel de São Bernardo do Campo, une réunion rassemblant des intellectuels, des hommes politiques et militants de la gauche organisée, et des syndicalistes. Le terme de « réunions tripartites » va commencer à s'appliquer à partir de ce moment-là. F. Weffort en était, faisant alors partie des intellectuels liés à F.H. Cardoso. Il décrit un peu plus les participants à cette réunion : « *Sont venus les syndicalistes, comme nous appelions à l'époque Lula, Olívio, Jacó et d'autres ; sont venus les intellectuels [...] : Fernando Henrique Cardoso, Chico de Oliveira, José Álvaro Moisés, Paul Singer. Et d'autres [...] de plusieurs origines, mais qui étions des intellectuels du mouvement démocratique [...] Et il y avait les politiques. Les politiques comprenaient des figures de cette époque comme Almino Afonso et Fernando Lyra [...] Et la tentative, tant du côté des intellectuels que du côté des politiciens, était de trouver une manière de se fondre avec le mouvement ouvrier qui ressurgissait, en rupture avec le populisme »<sup>89</sup>.*

P. Skromov donne des chiffres sur la composition de cette assemblée : il y avait, selon lui, « *45 présidents de syndicats ; il y avait à peu près 67 personnes qualifiées d'intellectuels, des sociologues, des philosophes [...] et il y avait cent et quelques politiciens, 56 au niveau fédéral, 26 au niveau des Etats. Les politiciens étaient ceux qui avaient un mandat, de conseiller municipal jusqu'à député d'Etat ou député fédéral. Il y avait même un sénateur.*

---

<sup>88</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 79).

<sup>89</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 80).

*Tous, disons, de centre-gauche, comme on disait, ils avaient la perspective d'un MDB sans les 'adesistas' [ceux qui se tournaient vers l'Arena, le parti qui soutenait la dictature]. Et il y avait les dirigeants syndicaux du MR-8, quelques bureaucrates, dont personne ne savait ce qu'ils pensaient, et le groupe du Mouvement pour le PT »<sup>90</sup>.*

### **b) Le projet de F.H. Cardoso et A. Alfonso : appréciations divergentes**

Tous les futurs pétistes ne perçoivent pas de la même façon cette réunion et le projet porté par Almino Afonso. Et même longtemps après, les avis divergent.

Perseu Abramo juge très positivement l'apport de cette réunion pour le futur PT : *« Almino faisait partie d'un regroupement qui commençait à penser à la possibilité de créer un nouveau parti, différent du MDB et des partis de gauche traditionnels. Ce regroupement réunissait principalement des intellectuels de gauche, des politiciens de l'époque de João Goulart, qui revenaient d'exil ou sortaient de prison [...], de vieux militants syndicaux de l'époque du 'Partidão', de nouveaux militants syndicaux liés à l'Eglise progressiste et aux mouvements d'opposition syndicale, d'anciens membres du vieux PSB d'avant la dictature... Ce nouveau parti voulait avoir des caractéristiques socialistes, démocratiques, populaires. Le regroupement est parvenu à réaliser plusieurs réunions – dans certains cas dans des locaux loués à l'Eglise catholique – et a produit de nombreux documents de caractère analytique et programmatique qui, ultérieurement, ont inspiré en grande partie les documents fondateurs du Parti des Travailleurs. Ce regroupement a été un des principaux éléments précurseurs du PT, dans la mesure où la majeure partie des gens qui en faisaient partie ont opté pour la formation du PT »<sup>91</sup>.*

E. Suplicy était à l'époque un parlementaire du MDB. Voici comment il décrit cette tentative de rapprochement, pour laquelle il avait sans doute une certaine sympathie : *« A partir de 78, les parlementaires ayant le plus d'affinités avec le mouvement syndical, avec les forces populaires, cherchaient à s'unir pour converser davantage. Par exemple, à l'Assemblée Législative, il y avait un groupe d'environ 15 députés de l'Etat qui avait l'habitude de se réunir une ou deux fois par mois avec Fernando Henrique Cardoso. C'était justement le secteur le plus à gauche [...] Ayrton Soares était député fédéral et avait également des affinités avec ce groupe »<sup>92</sup>.*

D'un autre côté, on sent de la méfiance, et même une franche hostilité du côté des syndicalistes. O. Dutra déclare à ce sujet : *« Dans cette réunion, nous les syndicalistes, nous avons vu un choc entre les intellectuels qui voulaient parrainer le mouvement et les groupes de gauche, plus des petits soldats dans cette affaire, qui pensaient qu'ils devaient nous protéger, protéger les travailleurs, les syndicalistes de ce harcèlement d'intellectuels [...] Nous nous sentions pris en sandwich. Nous avons vu que c'était un coup, une tentative pour s'approprier un mouvement qui n'avait pas encore la force suffisante pour marcher de son propre pas. Je pense que cette rencontre a été très éducative, parce qu'elle nous a laissés pleins de méfiance, d'un côté comme de l'autre. Et nous avons senti que nous devons être plus affirmatifs, avoir un projet, construire des arguments »<sup>93</sup>.*

---

<sup>90</sup> Idem.

<sup>91</sup> Idem, p. 79.

<sup>92</sup> Idem, p. 80.

<sup>93</sup> Idem, p. 81.

W. Benevides dit les choses plus brutalement et raconte la suite de la réunion : « *Nous, nous avons déjà la proposition du PT qui circulait dans les rues, et eux non. Ils avaient la proposition de ce qu'on a appelé le PP, le Parti Populaire, Mais ils ne le disaient pas, ils nous l'ont caché. Et alors, le MR8, le Partidão, tout le monde est entré dans la danse pour perturber ça et pour rendre inviable notre proposition. Ceux du MR8 avaient la mission de faire implorer le PT à quelque prix que ce soit [...] Cette rencontre a été une affaire extrêmement confuse [...] A la fin, ils [ont dit] : 'Réellement, votre proposition est bonne, mais elle est inviable. Elle est sectaire, c'est une proposition qui n'a pas d'avenir. C'est une proposition qui n'a pas de parlementaires'. Nous en avons un, Edson Khaír, l'unique député fédéral qui a osé venir au PT. Alors Lula s'est levé et a dit : 'tout cela a été très joli, vous avez bien parlé, mais nous, nous continuons avec notre proposition'* »<sup>94</sup>.

P. Skromov analyse à sa façon les personnalités et les forces politiques qui veulent promouvoir ce projet : « *Tous ces gens ont commencé à encercler Lula, à ne plus vouloir le quitter. [...] [Almino Afonso], un ex-ministre du travail, démis de ses fonctions [...] était un des types dans le sillage de FHC*<sup>95</sup>. *FHC avait du charisme parmi les intellectuels, et il a commencé à recruter des politiciens aussi. Il était encore au PCB, mais il était du genre PCB un peu light, 'eurocommuniste'... Sauf que le groupe qui le soutenait, c'était le MR8. Et avec le MR8, ils avaient un projet de parti appelé Parti Populaire Démocrate et Socialiste (PPDS)* »<sup>96</sup>. Il déclare par ailleurs : « *Cette réunion a été une victoire pour nous [...] La majorité des intellectuels ne parlaient pas. En pratique, elle ne faisait qu'écouter [...] Et les politiciens ont parlé, mais de la manière la plus détournée qui soit [...] Mais il y avait un noyau dur qui était Fernando Henrique, José Serra, Almino Afonso et Weffort – il était encore avec eux à cette époque – qui était l'intellectuel le plus dur. Ce noyau dur savait exactement ce qu'il voulait [...] On disait que le mariage avec eux était impossible, et ils disaient que c'était possible* »<sup>97</sup>.

Frei Betto n'était pas un syndicaliste, mais son témoignage sur cette initiative est très critique : « *J'ai été appelé à São Paulo, convoqué par un trio récemment revenu d'exil, FHC (Fernando Henrique Cardoso), Plínio de Arruda Sampaio et Almino Afonso [...] Ils venaient avec une proposition 'lumineuse' : fonder un Parti Socialiste. Pas le socialisme des Soviétiques, ni des Chinois et des Cubains. Rien à voir avec Marx ou Lénine. Un socialisme à l'ombre de la social-démocratie européenne, avec le pluralisme des partis politiques et un respect vénérable de la richesse accumulée par les élites. Ils venaient là avec la forme, et je devais entrer dans leur jeu avec le contenu : le peuple [...] Je n'ai pas cédé, j'ai refusé ce rôle de conducteur des masses, de manipulateur de la base* »<sup>98</sup>.

Il nous semble clair que les promoteurs du projet de PPDS avaient un projet politique de type social-démocrate modéré, et qu'ils voulaient y associer Lula, en l'éloignant des syndicalistes et des militants plus radicaux avec qui Lula avait déjà le projet de lancement du PT. Sur la force politique que devait être ce PPDS, FHC aura bientôt une sorte de lapsus qui en dira très long : alors qu'on lui demande ce qu'est le PPDS, il répond : « *en peu de mots,*

---

<sup>94</sup> Idem, p. 80.

<sup>95</sup> FHC : C'est ainsi qu'au Brésil tout le monde surnomme Fernando Henrique Cardoso au Brésil.

<sup>96</sup> Notre interview de P. Skromov. Le nom en portugais était *Partido Popular Democrata Socialista*.

<sup>97</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 81).

<sup>98</sup> Frei BETTO (op. cit. 2006 p.54).

c'est le MDB sans les 'adhésistes' [C'est à dire les parlementaires de la droite du MDB qui avaient voté avec la dictature]»<sup>99</sup>. On comprend ainsi qu'il était très loin du projet pétiste.

### c) Séparation, puis « comité de mariage » !

Toujours est-il que, début juin, la Rencontre de São Bernardo avait échoué. C'est d'ailleurs ce que reconnaît F. Weffort : « Cette réunion [...] ne parvient pas à ses objectifs, parce que le mouvement ouvrier était très distant par rapport à la gauche et très distant par rapport aux intellectuels [...] De leur côté, il y avait une vision syndicaliste et ouvriériste de la politique qui était très étroite. Et du côté des intellectuels, il y avait une idéalisation de la classe ouvrière, dans un style socialiste marxiste, disons, de manière générique »<sup>100</sup>. Et Raul Pont d'ajouter : « Cette réunion n'a débouché sur rien de concret, et la proposition du PT continue à se consolider et à avancer dans les Etats, car les syndicalistes n'acceptaient pas de se retrouver sous la tutelle du MDB. La proposition d'un parti populaire, portée par ceux qu'on appelait les 'authentiques' du MDB avait le même objectif d'empêcher le caractère classiste et l'organisation indépendante du PT »<sup>101</sup>.

Néanmoins, pour ne pas avouer l'échec de cette rencontre qui devait être historique, les promoteurs du projet parviennent à faire accepter aux syndicalistes le principe d'un comité de suivi. Et ils ont la bonne idée de vouloir appeler ce dernier « comité de mariage »<sup>102</sup>. Vont participer au suivi, du côté syndical, Lula, J. Bittar, J. Cicote et P. Skromov, qui raconte : « Après, il y a eu des réunions dans le bureau de Fernando Henrique, là-bas dans le quartier des Jardins. [...] Je me suis beaucoup cramé avec ces politiciens, avec ces intellectuels de centre-gauche, parce que c'était moi le type qui gênait le plus pendant la réunion [...] Jacó ne venait pas à ces réunions »<sup>103</sup>. Il ajoute : « Les réunions qui faisaient suite à la Rencontre ont été très dures, parce qu'ils commençaient à nous accuser de vouloir être très bolcheviques. Une absurdité [...] C'était une tentative pour planter un coin entre nous et Lula. Mais nous avons su éviter ça. Ils ont fini par renoncer aux réunions. Ils devaient écrire un programme et ne sont pas parvenus à l'écrire [...] C'est alors que nous avons renoué le contact avec Lula, parce je pense qu'il était un peu sous le charme de ces intellectuels. Almino était un exilé. Cela impressionnait beaucoup un dirigeant syndical qui n'avait pas vécu les époques antérieures à la dictature, tout cela [...] Et Lula s'est aperçu que c'était

---

<sup>99</sup> Anecdote racontée par P. Skromov dans notre interview. Ce dernier précise que cette phrase a été lâchée par FHC dans les discussions du mois de septembre, dans le comité de suivi mis en place après le 3 juin 1979. Et il commente dans l'interview : FHC « a cette manie de vouloir faire des phrases lapidaires, réductrices, sauf que là, il a fait une réduction qui se passait de commentaires. Un truc qui venait de... qui était un secret à ne pas divulguer (...) Là, il a vraiment tout perdu ».

<sup>100</sup> Idem, p. 80-81.

<sup>101</sup> Idem, p. 82.

<sup>102</sup> *Comité de Enlace* en portugais. P. Skromov raconte que J. Bittar a refusé ce nom, lançant : « il n'y a pas eu de mariage ». Est finalement resté le nom sarcastiquement plat de « Comité pour l'organisation d'une nouvelle rencontre », proposé par le même J. Bittar ! In M. HARNECKER (op. cit. p. 82).

<sup>103</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 82). P. Skromov précise aussi, dans notre interview, qu'en pratique les discussions reposaient sur lui, car J. Bittar n'y allait pas, « Lula était hors concours, il devait participer à la commission sans être rattaché à une catégorie (...) Et donc, dans la pratique, il est resté moi et Cicote – et Cicote, avec ses difficultés – imaginez ça : dans une commission avec des gens qui aimaient parler, et lui, il avait de difficultés, des problèmes d'alphabétisation à proprement parler. C'était un ouvrier authentique, avec tous les problèmes que peuvent avoir les ouvriers (...) Et moi, je ne voulais pas y aller. Parce je ne pouvais pas, parce que je le savais : je me ferais massacrer (...) Il n'y avait pas moyen d'y échapper parce que Cicote passait en voiture dans mon syndicat (...) et klaxonnait jusqu'à ce que j'arrive, en disant : viens Paulo, tu ne peux pas manquer à l'appel. Et donc j'allais aux réunions. Il y en a eu cinq. Et ils n'ont pas réussi à rédiger un texte commun. Alors ils ont commencé à perdre patience ».

avec nous qu'il fallait vraiment discuter. Et finalement, nous avons convenu de la première réunion organique pour consolider le parti pour le 13 octobre 79 »<sup>104</sup>.

Mais avant cette réunion importante, P. Skromov explique aussi que ces réunions ont permis de diviser les intellectuels qui étaient liés à FHC, et d'en gagner certains au PT. « *Les intellectuels, nous avons commencé à en gagner certains, mais peu encore à ce moment-là. Nous avons réussi à diviser ce secteur, parce qu'on savait qu'il fallait le faire. Nous commençons à faire un travail avec un organisme qui se trouvait face à la PUC. Et j'y allais, et je ne lâchais pas Zé Alvaro Moisés, Francisco Weffort [...] Mais on a commencé à en éloigner ces gens qui étaient avec Weffort, et c'était une discussion artisanale avec chacun d'entre eux. On prenait les œuvres de la bonne période de chacun d'eux et on opposait ça à leur présent, en leur disant : « vous n'êtes pas comme ça, vous êtes des nôtres », etc. Mario Pedrosa avait déjà réussi à en amener certains. Avec lui, je suis allé chez Antônio Cândido, qui était, en fait, le véritable prince de nos intellectuels [...] Il est très content qu'on soit allé lui rendre visite, et en lisant le journal, les nouvelles, il avait déjà pris position en notre faveur [...] et ça a été une conquête fantastique, et nous avons commencé à faire ce travail de rassemblement, l'un après l'autre, artisanal, parce que chacun d'entre eux était un esprit particulier, chacun avait ses trucs... Et Chico de Oliveira [...] Sauf qu'à ce moment-là, Lula était partagé entre d'un côté, les syndicalistes du PT, et de l'autre côté, ce groupe, qui a fini par devenir notre parti néolibéral »<sup>105</sup>.*

#### **4°) Nouvelles questions sur le PT, sa construction et sa nature**

##### **a) Pas besoin du PT dans le Nordeste ?**

Lula a montré du talent pour donner de l'espoir aux promoteurs de projets différents du projet pétiste, avec des déclarations peu dans la ligne de la mouvance pro-PT. Et celles-ci ont, bien sûr, incité les gens qui avaient un autre projet et qui jugeaient bon d'y associer Lula, à le courtiser politiquement. Ainsi, alors qu'il est parti se mettre « au vert » dans son Pernambouc natal, Lula participe, le 15 septembre 1979, à l'accueil de Miguel Arraes, ex-gouverneur de l'Etat nordestin, qui revient d'exil, amnistié, et au moins 50 000 personnes l'accueillent à l'aéroport, dont Lula, qui discute avec lui.

P. Skromov raconte à ce sujet : « *Arraes était une légende : le gouverneur des pauvres, un type qui a été destitué... Et Lula, dans ce moment d'enthousiasme, fait des déclarations dans les journaux. Ils lui demandent : 'et le PT ici dans le Pernambouc, vous allez en profiter, puisque vous êtes ici, pour faire des réunions ?' Lula répond : 'ici ce n'est pas la peine, ici, il y a déjà Arraes, Jarbas Vasconcelos' ». Ces deux personnalités étaient des résistants à la dictature, mais de là à leur abandonner le projet pétiste ... Et P. Skromov de poursuivre : « [ils] allaient devenir des néolibéraux [...] Alors imaginez un peu : en pleine bagarre ici, on ouvre le journal et on lit que Lula dans le Pernambouc dit que là-bas il n'y a pas besoin du PT parce qu'il y a déjà Arraes... [...] FHC a lu ça aussi et alors il lui est tombé dessus. Il ne l'a pas loupé. Le MR8 était déjà là pour faire le siège de son bureau... Alemão notamment ». Et P. Skromov dit de lui-même qu'il symbolisait tout ce dont Alemãozinho voulait éloigner*

---

<sup>104</sup> Idem, p. 82-83.

<sup>105</sup> Notre interview de Paulo Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.



Lula<sup>106</sup> : un militant trotskyste qui s'opposait au projet politique du MR8 (qui était de son côté un parti complètement stalinien) : « moi, j'étais un fauteur de trouble. J'étais là pour essayer d'éloigner FHC, Arrães, Brizola des fréquentations de Lula ; et ce gars-là, lui, il racontait que tous ces gens étaient absolument super, que c'était des amis, que le PT et le parti que FHC voulait faire, c'était le même projet ». Lula confessera plus tard son ignorance et sa naïveté : « Je ne savais pas que beaucoup de mes camarades étaient organisés. Je ne savais pas qu'Osmarzinho avait été exilé, qu'Alemãozinho avait appartenu au MR8, que Paulo Skromov appartenait à un groupe. Je ne savais pas qu'Arnaldo était du PC, je ne savais rien... »<sup>107</sup>.

## **b) Parti populaire ou parti des travailleurs ?**

Bientôt, en septembre 1979, c'est une autre confrontation de type projet contre projet qui a lieu, mais de façon plus franche cette fois : l'APML propose un débat ouvert aux promoteurs du projet pétiste. A son retour d'exil Manoel da Conceição retrouve son parti divisé, certains en faveur du PT, d'autres contre. C'est dans ce contexte que le débat PT-APML a lieu. P. Skromov évoque « un débat, à la base et à la direction, tout mélangé. Il s'agissait de débattre, et de voir ce qui en sortirait, au Colégio Sion. Ce secteur [de l'APML] défendait l'idée de ce qu'ils appelaient un Parti Populaire. C'est un débat Parti Populaire contre PT »<sup>108</sup>. P. Skromov analyse aussi ce débat de la manière suivante : « Au bout du compte, il est clair que sont venues les personnes qui voulaient construire le PT, et donc ça a été un succès : 400 personnes. Et ça, à cette époque-là... Du Brésil, les gens sont venus de 8 Etats, plus ou moins. C'était une réunion déjà quasiment nationale pour nous »<sup>109</sup>. Le résultat de ce débat, c'est que la quasi-totalité de l'APML finit par adhérer au projet pétiste, se fondant dans le nouveau parti, c'est-à-dire se dissolvant en tant que structure politique.

## **5°) 13 octobre 1979 : le PT sur les rails**

Ce n'est qu'après avoir clarifié les choses par rapport au projet de PPDS, et, dans une bien moindre mesure, par rapport au projet de parti populaire de l'APML que les promoteurs du PT vont pouvoir réaliser les étapes suivantes du processus d'émergence du parti en gestation. Le 13 octobre 1979, deux documents seront adoptés par la Commission Nationale Provisoire, réunie à São Bernardo do Campo : la Déclaration Politique, document qui évoque notamment ce qu'est le mouvement pro-PT, ses origines, ses rapports avec les syndicats, et son positionnement par rapport à la réforme des partis politiques ; et la Plateforme Politique, qui exprime les engagements du PT dans trois grands domaines : libertés démocratiques ; amélioration des conditions de vie et de travail ; et question nationale.

### **a) Le contexte**

---

<sup>106</sup> P. Skromov raconte dans son interview une anecdote prouvant à quel point Lula était sous l'influence de ce militant du MR8, surnommé Alemãozinho. « Une fois dans une assemblée, en 1980 (...), la veille de son arrestation – il a été arrêté seulement pour cette raison – il arrive à l'AG, au stade Vila Euclides, plein de monde, il met la main sur l'épaule d'Alemãozinho, qui était ouvrier métallo (...) Et Lula se tourne vers la foule et dit : 'si je meurs, si je me fais arrêter, etc. il y a une seule personne de confiance pour me remplacer, c'est ce garçon ici à côté de moi'. Voilà, un petit gars du MR8 ! Une crapule ! Un bandit ! Ensuite Lula s'est rendu compte que c'était un bandit (...). Mais ça a pris du temps ».

<sup>107</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 81). Et Lula confirme, un peu plus loin, que la théorie marxiste et lui, ça faisait vraiment deux ! : « Pour moi aussi, ça a été très difficile quand ont commencé à se joindre à nous les intellectuels et les étudiants. Ils faisaient des discours où je ne comprenais rien. L'un parlait de Rosa Luxemburg, d'autres parlaient de Lénine, de Marx, de Trotsky. Je ne voulais rien de tout ça, je ne voulais qu'un parti politique, un outil politique » Idem, p.82.

<sup>108</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 82-83).

<sup>109</sup> Notre interview de Paulo Skromov.

Cette réunion du 13 octobre est décisive, car sans elle il n'y aurait sans doute pas eu la fondation du PT. Avant même la fin du mois de septembre, le projet pétiste a de nouveau le vent en poupe, et c'est vers lui que Lula, qui a été hésitant et confus pendant quelques mois, se tourne à nouveau. Le « comité de mariage » pour le projet de PPDS se transforme en une sorte de « comité de divorce », car les deux parties constatent qu'il n'y a pas de vie commune possible entre les deux projets. Le débat avec l'APML tourne complètement en faveur du projet pétiste. P. Skromov ajoute d'autres éléments, qui vont tous dans le même sens : le projet de PT gagne du terrain à l'échelle nationale. « *Nous avions déjà conquis Zé Ibrahim<sup>110</sup>, Manoel da Conceição, le premier député, Edson Khaír, à Rio de Janeiro, qui avait déjà adhéré... Enfin, nous mettons le pied à Rio – c'était encore un peu faiblard – mais nous avons Olívio [Dutra] qui s'occupait bien du Rio Grande do Sul – nous avons fait plusieurs réunions là-bas, autour de la Charte des Principes – il y avait le Minas, le Ceará – Francisco Alto dans le Ceará, qui était un type important, un journaliste, ex-prisonnier politique aussi [...]. Ces gens sont venus à São Bernardo do Campo le 13 octobre 1979* »<sup>111</sup>. Le projet pétiste gagne aussi cet intellectuel de renom qu'est F. Weffort : « *Il a fait une belle déclaration d'adhésion, bien élégante, comme il en avait l'habitude* », déclare P. Skromov qui ajoute : « *une merveille cette réunion, ce qui pouvait se faire de mieux* »<sup>112</sup>.

Il faut aussi faire ressortir le fait que la réunion du 13 octobre arrive dans un contexte où, en différents points du pays, des commissions *ad hoc* tentent de créer des commissions provisoires pour lancer le PT. M. Keck cite plusieurs exemples : « *un groupe de leaders syndicaux a organisé une commission de ce type à Porto Alegre le 27 mai 1979, et proposé la convocation d'une rencontre régionale dans les 45 jours. Dans le Minas Gerais, il a été fixé pour le 27 juillet la réalisation d'une rencontre au niveau de l'Etat pour lancer le PT. En septembre, on relève l'existence de rencontres pour fonder le PT dans le Ceará, le Paraná et l'Etat de Rio de Janeiro [...]. Le 30 septembre, une série de débats a été à l'origine du lancement du PT dans l'Etat de Rio de Janeiro, avec la participation de divers syndicalistes (d'ailleurs – aucun des présents n'étaient de l'Etat de Rio) et de parlementaires. Parmi les syndicalistes de Rio, seuls les membres de la liste 2 des conducteurs de bus, de l'opposition, étaient disposés à participer au débats* »<sup>113</sup>. On remarque en lisant tout cela que, vers la mi-1979, beaucoup de promoteurs du PT voulaient ne pas perdre de temps.

## **b) Définir un fonctionnement provisoire**

P. Skromov explique l'enjeu de cette réunion, et les choix organisationnels qui ont été faits : « *nous avons défini une mesure organisationnelle fondamentale, qui était une grande préoccupation pour moi. Parce que, jusqu'alors, qu'était le PT ? Un petit groupe de présidents de syndicats. Même leurs propres directions syndicales, les autres camarades de leurs syndicats, n'avaient pas la possibilité d'y participer. Dans la Charte des Principes, nous parlions des noyaux : 'fondez, partout, etc. les noyaux élémentaires de ce parti, etc.'* [...]. *Et je savais qu'il fallait avancer dans l'organisation alors, et le 13 octobre, ça a été ce moment-là. Alors je me suis assis avec Zé Ibrahim [...], et nous avons écrit la résolution politique du 13/10/79. Et nous avons écrit – et là, c'est un document clé – les 'normes transitoires de*

<sup>110</sup> Dirigeant de la grève historique d'Osasco en 1968, fraîchement revenu d'exil.

<sup>111</sup> Notre interview de Paulo Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>112</sup> Idem. P. Skromov ajoute un détail cocasse : « *Alemãozinho [ce militant du MR8 très proche de Lula]... a été le garçon du restaurant ce soir-là. Il n'était pas pétiste, mais je ne sais pas comment il s'est débrouillé pour être le garçon. Alors, il nous apportait le café. Imaginez un peu ce que le MR8 oblige ces types à faire...* ».

<sup>113</sup> M. KECK (op. cit. p.88).

*fonctionnement'. Ca c'était la clé. Là, nous avons créé une structure, une porte d'entrée. Nous avons défini, nous avons pourvu le PT de statuts : qu'est-ce qu'il y avait à l'intérieur du PT, qu'est-ce qui n'y était pas ? Qui allait être militant, participant ('integrante'), et qui allait être sympathisant ? Et nous avons créé une structure basée sur le noyau, le noyau large, qui avait au moins 21 participants. Il fallait qu'il y ait des réunions périodiques au minimum deux fois par mois. C'était les normes transitoires, et il y avait déjà un chemin pour construire les directions provisoires dans les Etats. Et, également, formaliser la direction nationale. Sauf que nous [avons déjà] [...] une direction nationale provisoire de 11 membres – [...] 10 syndicalistes en incluant Manoel [...] et Zé Ibrahim qui était le président des métallurgistes d'Osasco – et donc, disons, 10 syndicalistes, y compris ceux qui revenaient au Brésil, qui avaient été amnistiés, plus le député Khaír. Onze. Nous avons créé la commission exécutive nationale de 11 personnes. Et c'est celle-ci qui a organisé la fondation, l'acte formel de la fondation ». Sur ces onze membres, huit sont de l'Etat de São Paulo, un (E. Khaír) de Rio, un (W. Benevides) du Minas Gerais et un (O. Dutra) du Rio Grande do Sul.*

### **c) La Déclaration politique**

Ce document de 3 pages, structuré en 4 points, prend acte, en une sorte de préambule, de la popularité croissante de l'idée du PT, dans différents secteurs de la société brésilienne et dans les mouvements populaires. Revenant sur les origines du PT, il évoque les luttes des travailleurs pour de meilleures conditions de vie, et explique que le PT surgit à la fois de la multiplication de ces luttes et de la compréhension que la lutte économique est très importante mais insuffisante pour affronter le pouvoir concentré de l'Etat et garantir une vie meilleure.

Le texte affirme que le PT veut être un parti national de masses, regroupant celles et ceux qui veulent transformer l'ordre économique, social et politique. Le PT veut que tout le pouvoir politique et économique soit exercé directement par les travailleurs, ce qui est indispensable pour en finir avec l'exploitation. Et l'outil partisan doit être adapté au but, donc être démocratique.

Sur la question syndicale, il est dit que le PT naît des luttes revendicatives mais ne se confond pas avec les syndicats. L'indépendance des syndicats et de tous les mouvements sociaux est défendue, par rapport à l'Etat et aux partis politiques. Sur la réforme des partis politiques, le mouvement pro-PT revendique le droit de se constituer en parti légal, tout en exigeant le même droit pour tous les courants de pensée.

Enfin, la Déclaration appelle toutes les forces démocratiques à se retrouver dans un front de masse contre le régime, chaque courant devant s'y organiser de façon indépendante. Le texte revendique, dans l'immédiat, la totale liberté d'organisation en partis, et de manifestation ; et il appelle à la lutte contre la politique salariale du gouvernement, pour des contrats collectifs ; pour un vrai salaire minimum, unifié nationalement ; pour la stabilité de l'emploi ; pour la liberté et l'autonomie syndicale ; le droit de grève ; et l'amnistie pour toutes les victimes du régime.

### **d) La Plateforme politique**

C'est le deuxième document écrit adopté le 13 octobre 1979. La première partie de la plateforme énumère les revendications du PT. La seconde fournit des précisions concernant le processus en cours, tant par rapport à la réforme des partis politiques qu'en ce qui

concerne la démarche de fondation du PT et les prochaines étapes. Il est d'abord question des libertés démocratiques, avec en particulier des revendications au niveau du droit syndical et d'organisation sur les lieux de travail, la centrale unique des travailleurs, le droit de grève illimité, une amnistie sans restriction, le démantèlement des organes répressifs, la fin de la torture, des élections libres et directes, une assemblée constituante démocratique et souveraine. Le texte se termine par la revendication d'un gouvernement des travailleurs.

La Plateforme exige de meilleures conditions de vie et de travail, avec la fin de la politique salariale en place et la récupération des pertes dues à celle-ci. Elle défend un salaire minimum national unique satisfaisant les besoins fondamentaux des travailleurs, l'échelle mobile des salaires. Pour l'emploi, elle revendique notamment la réduction de la semaine de travail à 40 heures, la fin des heures supplémentaires, des contrats collectifs de travail, un salaire de remplacement pour les chômeurs, la stabilité de l'emploi dès l'embauche et la fin des entreprises de location de main d'œuvre. Le texte exige des avancées avec des congés payés au double, la retraite intégrale, des organismes de travailleurs pour contrôler la sécurité au travail. Il prône la socialisation de la médecine et développement de la médecine préventive ; la démocratisation de l'enseignement, avec un enseignement public gratuit pour tous. Il exige l'extension aux travailleurs ruraux de tous les droits des travailleurs urbains, et revendique et un gel des prix à la consommation de tous les biens et services de première nécessité.

Un point intitulé « Question nationale » regroupe de nombreuses sous-questions, essentiellement relatives aux structures socio-économiques à mettre en place, à la campagne et à la ville. Il prône une réforme agraire ainsi que des nationalisations. Il défend aussi le principe d'un contrôle populaire sur les fonds publics, le respect des particularismes culturels et des droits des minorités raciales, une politique économique et sociale qui empêche l'inégalité entre régions, et une politique extérieure indépendante. Le texte s'élève contre les manœuvres du gouvernement visant à bloquer une réelle démocratisation, et déclare que le Mouvement pro-PT se mettra au côté de toutes les forces démocratiques pour l'unité dans le rejet du projet du gouvernement sur les partis politiques. Enfin le texte définit les normes transitoires de fonctionnement du Mouvement pro-PT et les prochaines étapes de construction.

#### **e) Derniers obstacles à lever avant la fondation**

La loi sur les partis politiques mettant fin au bipartisme présentait des exigences élevées pour la création de nouveaux partis. Parmi celles-ci, il était nécessaire de rendre publics un manifeste national et une liste d'une centaine d'électeurs affiliés au parti. Et le processus pour y parvenir a été compliqué par les amitiés de Lula avec des militants du MR8, et notamment, en plus d'Alemãozinho, un autre jeune homme, du nom d'Osmarzinho. Si, selon P. Skromov, Alemãozinho ne savait pas écrire, Osmarzinho avait, lui, le profil « *du genre petit étudiant qui a une certaine base idéologique* »<sup>114</sup>. Et Il précise que confiant, « *Lula amenait toujours Osmarzinho qui était là pour écrire* » aux réunions du groupe des onze, mis en place après le 13 octobre. P. Skromov commente la situation : « *Vous imaginez le désespoir des gens autour de Fernando Henrique, de Serra, d'Alemãozinho? [...] Ils sont entrés dans un de ces états d'exaspération, à ce moment-là...* ». Et donc la commission provisoire des onze se retrouve avec, comme « scribe », pour rédiger le projet de manifeste,

---

<sup>114</sup> Notre interview de Paulo Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

un militant du MR8, extérieur à la commission et radicalement opposé au projet de PT. Et sans projet de manifeste consensuel, impossible d'appeler à la réunion de fondation...

Comme on peut l'imaginer, dans ces conditions, le projet de manifeste n'avancait pas. Du coup, la réunion de fondation, initialement imaginée pour la fin 1979, avait ensuite été prévue pour janvier, puis reportée au 10 février, mais bientôt la date du 10 février n'allait pas pouvoir être tenue... Pourquoi ces retards ? P. Skromov analyse la situation de la manière suivante : « *Ce que je comprends, c'est qu'ils [le MR8] ne voulaient pas seulement retarder la date de la fondation. Il y avait cela, je pense. Mais le principal, c'est que les réunions étaient tellement sens dessus dessous que les syndicalistes n'y allaient plus. Jacó n'y allait plus, Cicote non plus. Moi, j'y allais, parce que j'étais préoccupé et qu'il fallait organiser la fondation. Car après le 13 octobre, le parti est devenu une réalité. Quand il y a eu la fondation, grâce aux normes transitoires de fonctionnement, il y avait des milliers de noyaux dans le pays. Des milliers. Et il y en avait des centaines déjà en voie de légalisation, qui avaient fait l'objet de communication, formalisés. Le PT est né, de fait, le 13 octobre 1979 [...] Cela a créé une vraie dynamique [...] Alors dans ce contexte, il n'y avait plus de temps à perdre, parce que si vous vous endormez à ce moment-là, les autres groupes vont entrer dans le noyau de votre quartier, de votre usine, de votre école, etc. Vous êtes piégés [...] Il était important de formaliser la fondation* ». Les retards s'accumulent, aucun texte ne sort, au point que pour maintenir la date du 10 février, P. Skromov fait un choix : « *Osmarzinho y avait été uniquement pour ça. Un type, un intellectuel à eux, du groupe du MR8, me dit : 'laisse-le écrire'. Et alors [...] j'ai accepté quoi que ce soit qui pouvait sortir de cette larve d'Osmarzinho. Qu'il sorte vingt lignes, et je dirais que c'était ça l'avant-projet du manifeste, là-bas, on discuterait, on ferait les amendements, lors de la Fondation [Rires] Parce que je voulais tenir la date, je savais quelle était la priorité* ». Il ajoute que ça ne pouvait de toute façon plus continuer ainsi : « *Les syndicalistes en avaient ras-le-bol de se réunir, un certain nombre m'ont délégué ce travail. Du genre : Paulo est en mesure de le faire, et il est ici à São Paulo. Jacó était là-bas à Campinas, Cicote à Santo André, ce genre de choses* ».

## **Section 4 : la fondation du parti**

Après cette année de gestation, le nouveau parti voit finalement le jour le 10 février 1980 : son congrès de fondation se tient dans le Collège Sion à São Paulo. C'est généralement cette date qui est retenue comme celle de la naissance officielle du PT. En fait, la fondation du PT a été réalisée en deux temps.

### **1°) Une fondation en deux temps**

Le premier moment est l'acte national de lancement du PT, qui a donc lieu ce 10 février, avec un nombre de militants présents qui varie selon les estimations entre 700 et 1 200, représentant environ 400 noyaux du parti dans 18 Etats. Cette réunion approuve (par acclamation) le Manifeste pétiste. Lors de cette journée, la Commission nationale provisoire du Mouvement pro-PT (qui restera en place jusqu'à la réunion nationale de fondation) fournit un texte de son cru, visant à donner des indications sur la future élaboration du programme officiel du parti.

Le second moment de ce lancement est la réunion nationale de fondation du PT, regroupant 242 délégués de 23 Etats. Initialement prévue les 12 et 13 avril, mais retardée du fait d'une grève dans l'ABCD, elle va finalement se tenir les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 1980, à l'Institut *Sedes Sapientiae* de São Paulo. Cette réunion va approuver le programme officiel du parti ainsi que ses premiers statuts, contresigner le Manifeste approuvé précédemment, et « *élire le Comité directeur national provisoire, conformément à la LOPP<sup>115</sup>, et dont l'une des attributions est de solliciter l'enregistrement provisoire du parti jusqu'à sa Convention nationale et l'élection du Comité définitif* »<sup>116</sup>.

Telle est du moins la chronologie de la naissance du parti qui, à défaut d'être officielle, est celle qui fait consensus parmi la quasi-totalité des militants et des historiens. Notons toutefois que la perception de quelqu'un comme Vicentinho qui, à l'époque, était un syndicaliste ouvrier, ne coïncide pas avec cette vision. Pour lui, le PT ne naîtra véritablement comme parti de masse pour les travailleurs qu'un peu plus tard, après la grève de 1980 : « *à mon avis, le Parti des Travailleurs n'est pas né au Collège Sion, il n'est pas né là-bas au congrès des métallurgistes. A mon avis, il est né pour de bon quand nous sommes retournés à l'usine après 41 jours de grève. Parce qu'on avait fait l'expérience, dans cette grève de 1980, de l'action de la police, de l'action de l'Etat au travers du pronunciamiento de ministres militaires, et de l'action des médias. Tous ceux-là ont agi contre nous tous. S'il n'y avait pas eu la solidarité populaire, nous aurions été détruits à ce moment-là. Mais le mouvement social était ascendant. Et donc cela a été très important pour nous. Alors, quand on est rentrés à l'usine – certains ont été licenciés, d'autres non – les conversations, c'était : 'nous allons vraiment devoir créer un parti, nous allons devoir avoir notre parti', parce que les députés étaient contre nous, la grande majorité [...]. Alors on a réellement fait le choix à ce moment-là, convaincus qu'après cette grève, on devrait renforcer la création du parti* »<sup>117</sup>. Certes, le PT avait déjà été lancé officiellement, mais selon lui, « *Nous avons déjà des partis de gauche valables au Brésil, mais des partis d'avant-garde. Alors jusqu'à ce moment-là, le PT lui aussi était un parti qui se proposait d'être un parti de masse, mais il restait d'avant-garde [...]. Donc à mon avis le PT est réellement né à ce moment-là* ». Laissons de côté ces remarques et revenons à la narration des faits historiques.

## **2°) 10 février 1980 : acte de naissance officiel**

### **a) Une ambiance de ferveur et d'émotion**

Qu'est-ce qui domine, dans cette journée du 10 février 1980 ? Pour E. Suplicy et beaucoup d'autres, c'est la ferveur, l'espoir, l'émotion. Laissons-le en retracer l'ambiance : « *Je me souviens de ce samedi après-midi ensoleillé, dans les jardins du Collège Sion, sur l'avenue Higienópolis. Comment oublier la satisfaction de Mario Pedrosa en signant la carte n°1, l'émotion de Paulo Freire, la joie d'Apolônio de Carvalho, les larmes de Perseu, Zila et Lélia Abramo ? Et ceux qui venaient de mouvements comme celui pour l'amnistie pour les exilés et les prisonniers politiques, avec Luiz Eduardo Greenhalgh et tant d'autres, qui nous rappelaient ce qu'était, sous la dictature, la bataille dans la clandestinité, de ceux qui là-bas*

<sup>115</sup> *Lei Orgânica dos Partidos Políticos* (loi organique sur les partis politiques), loi concoctée par le régime et qui servira de cadre aux élections de 1982.

<sup>116</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções de Encontros e Congressos – 1979-1998*, FPA, 1999, p. 64.

<sup>117</sup> Notre interview de Vicente Paulo da Silva, alias Vicentinho, député fédéral, réalisée à São Bernardo do Campo (SP) le 23 juillet 2012. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

*pouvaient déjà montrer leur visage ? Je me souviens de tant de jeunes, comme Alípio Freire et Julinho de Grammont, qui se serraient dans les bras et qui distribuait à tous les premières broches à une étoile, qui allaient devenir le symbole du parti qu'ils contribuaient à créer. Je me souviens du dirigeant paysan Manoel da Conceição, avec le journaliste David de Moraes et le dirigeant des travailleurs du cuir P. Skromov. Je ne peux pas oublier Freitas Diniz, du Maranhão, Antonio Carlos, du Mato Grosso ; Benedito Marcilio et Ayrton Soares, qui ont été nos premiers élus en tant que députés fédéraux. Je me souviens que quelqu'un a ouvert le premier drapeau rouge à étoile blanche. »<sup>118</sup>*

## **b) Des difficultés d'organisation**

Bien sûr, l'organisation d'un tel congrès de fondation, pour un parti qui veut être un parti de masses, n'est pas chose facile. La géographie d'un pays de taille continentale n'aide pas, et il faut aussi tenir compte des nombreuses divergences politiques dès le début du projet. On a l'impression d'un joyeux bazar. Qui est mandaté pour quoi ? Qui parle au nom de qui ? On ne sait pas trop : « *toutes les délégations qui venaient d'ailleurs que de São Paulo – il y avait 18 Etats représentés – n'avaient pas répondu à la demande de mandater un représentant pour chaque groupe de 21 militants de noyaux, mais y avaient envoyé les dirigeants et militants syndicaux nommés par les noyaux ou par les régions* »<sup>119</sup>. En conséquence, vu qu'il y avait « *un nombre énorme de gens non mandatés* », la direction de cette rencontre a été « *obligée à admettre tout le monde dans l'enceinte des débats, en donnant le droit à la parole aux non-mandatés* ». Et la « *recommandation de séparer physiquement, au sein de l'auditorium, mandatés et non mandatés n'a pas été intégralement respectée par ces derniers* ». Mais le texte ajoute que dans les votes des cinq commissions, par contre, « *le critère a été respecté* », et que dans la plénière finale, le critère en question a été inutile, car « *les résolutions ont été adoptées par acclamation* », sans aucun problème.

Mais malgré les difficultés rencontrées, pour Paul Singer, cette fondation « *a démontré que le scepticisme n'est pas fondé dans la réalité* »<sup>120</sup>, avec « *la présence, dans cette réunion, de délégués de 18 Etats représentant les principaux mouvements sociaux du pays – de syndicats ouvriers, paysans, d'habitants de quartiers pauvres et de favelas, de communautés de base* ». Il ajoute alors : leur « *unification est en marche* ». Il défend également l'idée que ces racines sociales « *déterminent un autre sens pour le PT, par rapport à l'activité politique courante [...] Le but du PT est [...] d'intégrer dans l'activité politique légale des couches sociales qui en étaient à l'écart, surtout après 1964* ».

## **c) Forces en présence et rapports de forces**

Le poids du syndicalisme dans le nouveau parti, et tout particulièrement du syndicalisme « authentique », se confirme au congrès de fondation. Il n'y a pas de rupture à ce niveau avec les mois de gestation. Cela est confirmé par la composition du bureau de ce congrès : J. Bittar (président) ; Henrique Santillo, sénateur du Goiás (secrétaire) ; H.

---

<sup>118</sup> Eduardo Matarazzo SUPPLY, article du *Jornal do Brasil*, le 12/02/2006 et intitulé «*PT, parabéns pelos 26 anos*», et publié dans son ouvrage intitulé *Um notável aprendizado*, Ed. Futura, 2007, p. 205-206.

<sup>119</sup> Texte intitulé : «*Divergências na fundação do PT. Avaliações diferentes das perspectivas de legalização do Partido*» – Perseu Abramo – Movimento, São Paulo, n. 242, de 18-24 fev. 1980, p.8. PERSEU REVISTA N°1, Dossiê '*Primeiros passos do PT*', « *O Partido dos Trabalhadores na voz de seus fundadores : história oral, memória coletiva e institucionalização* », p.123. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>120</sup> «*A fundação*» - Paul Singer, *Folha de São Paulo*, 14 fev. 1980, p.3 («*Tendências e Debates*») – PERSEU REVISTA N°1, Dossiê '*Primeiros passos do PT*', p.126. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

Amorina; W. Benevides; J. Cicote ; P. Skromov ; Lula ; O. Dutra ; Edson Khair, député fédéral de Rio de Janeiro ; M. da Conceição; Arnóbio Vieira da Silva, leader populaire de Itanhaém; Lourin Martinho dos Santos, du secteur de la construction civile dans le Rio Grande do Sul. Sur ces 12 noms, on trouve 9 militants ou dirigeants syndicaux, un leader populaire de quartier, et les deux autres sont des élus (sénateur et député).

On remarque qu'au niveau symbolique aussi, ce sont les syndicalistes qui dirigent le mouvement. Et cela, même si les six premiers signataires du Manifeste ont un profil plus varié, de militants et d'intellectuels, placés en tête notamment en raison de leur prestige et de leur engagement, voire de leur héroïsme. Viennent ainsi signer, sous les applaudissements, Mario Pedrosa (écrivain, critique d'art et leader socialiste), Manoel da Conceição (leader paysan), Sérgio Buarque de Holanda (historien), Lélia Abramo (présidente licenciée du syndicat des artistes de São Paulo), Moacir Gadotti (au nom de Paulo Freire, un spécialiste renommé des sciences de l'éducation, qui ne pouvait être présent) et Apolônio de Carvalho (ancien combattant de la Guerre Civile espagnole et de la Résistance en France, un des leaders du mouvement de résistance populaire au Brésil).

En février 1980, le syndicalisme « authentique » a un poids déterminant. C'est aussi ce qui fait l'originalité de ce nouveau parti. Pour Paul Singer, « *le PT a été lancé par des leaders syndicaux, c'est-à-dire une partie représentative de la société civile, alors que les autres partis en formation ont leur origine dans la sphère politique* ». Certains, comme Marcelo Badaró Mattos ont critiqué l'idée selon laquelle le PT serait un cas unique à travers le monde de parti de gauche construit à partir de la base. Pour lui, « *On peut dire que le PT a exagéré sur l'affirmation de son caractère novateur. Des partis nés du mouvement syndical, il y en avait beaucoup au plan international. L'histoire du Parti Travailleiste anglais ou du Parti Social-démocrate allemand est une histoire qui a beaucoup de points communs avec celle du Parti des Travailleurs* »<sup>121</sup>. Mais il évoque certaines différences : « *le PT a cherché à maintenir, à ses origines, un lien différent avec les mouvements sociaux de celui de type 'courroie de transmission' et a recherché une démocratie interne. Le PT avait le projet de prendre ses distances avec le modèle du parti communiste et de la social-démocratie* ».

P. Singer conclut son article en argumentant, face aux sceptiques, sur les raisons de son optimisme. Il exprimait d'abord l'idée que « *beaucoup de ceux qui ont 'a priori' de la sympathie pour l'idée du PT manifestent à son égard deux types d'incertitude [...] 1) quant à l'authenticité du parti et 2) quant à sa viabilité* »<sup>122</sup>. Et il répond : le PT « *sera un authentique représentant des mouvements sociaux des pauvres de ce pays* », ajoutant : « *le PT sera difficilement dominé par sa direction parlementaire ou bureaucratique. Sa viabilité dépendra de la vitalité des mouvements sociaux qui sont à son origine* ».

On trouve ici un élément fort qui a fait que pratiquement toute la gauche militante au Brésil a misé sur le PT, beaucoup étant convaincus à ce moment que le PT allait être et rester le parti de masse militant dont les travailleurs avaient besoin. Il s'agit du poids des classes et couches défavorisées représentées en son sein, et du caractère central pris par le lien avec les mouvements sociaux qui lui ont donné naissance. Toutefois, le contexte et l'ambiance au moment de la création du PT n'étaient pas uniformes dans toutes les villes et

---

<sup>121</sup> Marcelo Badaró Mattos, in « *As transformações do PT e os rumos da esquerda no Brasil* », coord. Felipe DEMIER, 2003, Bom Texto, p. 104. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>122</sup> *A fundação*, Paul Singer, art.cit. – PERSEU REVISTA N°1, p. 127-128. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.



toutes les régions. Et l'élan initial du nouveau parti n'est pas identique partout. Alors que la dynamique est extrêmement puissante dans l'Etat de São Paulo, les débuts sont bien plus laborieux à Rio, ville dans laquelle, nous explique Joaquim Soriano, « *le poids du parti communiste dans le mouvement syndical était encore très fort à cette époque. A Rio de Janeiro, le poids social du PT est celle d'un petit syndicat* »<sup>123</sup>.

#### **d) Le Manifeste du PT**

Au sein même de l'assemblée, le 10 février, des divergences politiques réelles se sont exprimées. A ce sujet, Paul Singer note : « *l'assemblée était loin d'être homogène. Alors que pour beaucoup il y avait clairement la nécessité de renforcer le parti avec l'adhésion de parlementaires et d'intellectuels, les discours d'autres intervenants laissaient transparaître un 'ouvriérisme' exacerbé. Il y avait également des divergences quant aux formulations idéologiques. Le projet de manifeste a été critiqué par beaucoup pour ne pas contenir les formules consacrées [...] de la gauche traditionnelle [...] Pour d'autres, l'important était de marquer avec fermeté certaines positions fondamentales – en faveur de la démocratie à tous les niveaux, de l'égalité et de la liberté – sans fermer a priori les questions, que seule la pratique politique au fil du temps pourrait résoudre* »<sup>124</sup>. Et il ajoute que le texte a été unanimement voté et que « *la façon démocratique de procéder, pas seulement dans cette réunion, mais dans tout le processus de formation du PT, a certainement aidé à dissoudre les pires intransigeances, car il assure à tous la possibilité de continuer à défendre ses points de vue* ».

Ce que n'écrit pas P. Singer – P. Skromov nous a avoué que cela n'a pas été rendu public, afin éviter de salir l'image du nouveau parti<sup>125</sup> – c'est que le Manifeste qui a été approuvé n'a rien à voir avec celui issu des réunions de préparation antérieures, dans le cadre de la commission provisoire, et rédigé par un opposant au PT, du nom d'Osmarzinho ! P. Skromov apprécie ainsi le texte initial : « *C'était le manifeste du PSTD en vérité ! J'ai averti tout le monde, je leur ai dit : 'vous allez trouver un texte très mauvais', il n'est même pas possible de le transformer, de l'amender. Donc je vais mettre en route un vote, pour savoir s'il va servir de texte de base ou non. Et si ce n'est pas le cas, il faut en rédiger un immédiatement. Et là, le 10 février, dans la partie « tâches pratiques » du bureau de coordination... [...] Le texte horrible n'est pas passé comme texte de base. Donc il a été suspendu par l'assemblée plénière pour rédiger un autre texte [...] C'est Francisco Alto qui a rédigé, cet homme du Ceará, de Fortaleza. Ensuite, [le nouveau texte] est parti vers les différents groupes. Parce que nous avons divisé l'assemblée plénière entre des salles de cours dans ce Collège, et nous avons fait circuler ce texte fait par Francisco Alto [...] Mais il y a eu peu d'amendements, etc. Parce l'esprit était celui de la tactique dont nous débattions* ».

Le seul document adopté par le congrès de fondation est le Manifeste de lancement du parti. C'est un texte d'environ 2 pages et demi visant à exposer de façon synthétique d'où vient le PT et ce qu'il ambitionne de faire. Ce document insiste sur l'origine du parti, son lien avec les mouvements populaires, sur le fait qu'il est né des luttes sociales. Il insiste sur les notions d'intérêts de classe et d'indépendance de classe. Le texte dit même que le PT veut

---

<sup>123</sup> Notre interview de Joaquim Soriano.

<sup>124</sup> *A fundação*, Paul Singer, art. cit. – PERSEU REVISTA N°1, p. 127. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>125</sup> Notre interview de Paulo Skromov. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

que la politique soit une « *activité propre des masses qui veulent participer légalement et légitimement à toutes les décisions de la société* ». Le parti qui se construit a vocation à être un parti de masses, un parti large et ouvert. Et son objectif est de favoriser la participation politique des travailleurs et d'« *agir, pas seulement au moment des élections mais, principalement* » dans le quotidien de tous les travailleurs. La démocratie et les droits démocratiques occupent une place centrale, mais les élections apparaissent comme subordonnées au projet d'organisation des classes laborieuses. Pour conduire à une telle démocratie, la structure du parti elle-même doit être démocratique, explique le Manifeste.

#### **e) Points pour l'élaboration du programme du PT**

Le 10 février, en une journée, l'assemblée ne dispose pas du temps nécessaire pour voter sur un programme complet. Mais depuis la réunion du 13 octobre 1979, la Commission nationale provisoire du Mouvement pro-PT a déjà travaillé sur ce programme. Et le 10 février 1980, est présenté un texte devant permettre des débats approfondis dans le parti, et servant de base au programme qui doit être approuvé ultérieurement. Ce texte, intitulé « Points pour l'élaboration du programme », en comporte 6 : sur la méthode d'élaboration dudit programme ; sur sa conception ; le troisième point s'intitule « un programme pour la démocratie » ; le quatrième, « un programme pour la société » ; le cinquième, « un programme pour la conjoncture » ; et, finalement, vient « un programme d'action ».

Le texte de la commission provisoire suggère de partir des documents écrits dans le cadre du mouvement pro-PT et insiste pour que la base sociale du parti participe à l'élaboration du programme. Pour ce qui est de la conception du programme du PT, il répète la volonté de construire un parti de masses et insiste sur la question des élections et de la démocratie, tout en évoquant la perspective socialiste. Il met l'accent sur l'importance des mouvements populaires et de leur indépendance. Le « programme pour la démocratie » insiste sur l'importance de cette dernière pour les travailleurs et les exploités, et se présente comme une assez longue liste de points *a minima* devant être nécessairement revendiqués par le PT, à commencer par le respect absolu des droits de l'Homme et l'exigence d'une amnistie totale qui s'accompagne d'une punition des responsables des morts et des tortures. Le point intitulé « Un programme pour la société » aborde la question économique, la question de l'Etat, la question nationale, la question agraire, la question sociale et la question internationale. Le point suivant a pour titre « Un programme pour la conjoncture : les intérêts des travailleurs ». C'est un point de méthode, avec des pistes de réflexion, mettant l'accent sur la nécessité de lutter d'abord contre l'inflation et le chômage. Le « programme d'action pour le parti » exprime l'idée d'un parti-mouvement, pour la coordination et la convergence des luttes sociales. Il évoque aussi la question syndicale, celle des quartiers, et termine par celle du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise et l'ensemble de la société.

Le PT existe donc maintenant officiellement, il a commencé à vivre dans de nombreux noyaux militants. Mais il lui manque encore des documents de base, qui restent à finaliser.

### **3°) La réunion nationale de fondation (31 mai - 1<sup>er</sup> juin 1980)**

Après l'acte de fondation, il faut finaliser programme, plan d'action et statuts du parti. Tel est le rôle de la réunion nationale de fondation, initialement prévue les 12 et 13 avril 1980, mais reportée du fait de la longue grève qui secoue le berceau du PT, l'ABC pauliste,

et conduit en prison un certain nombre de dirigeants syndicaux engagés dans la construction du Parti des Travailleurs, dont Lula<sup>126</sup>.

Cette réunion élit le Directoire national (DN) du parti, sur la base de la liste unique proposée par la commission nationale provisoire qui siégeait depuis le 13 octobre 1979. On trouve là le résultat d'un compromis difficile entre les soutiens – en particulier parmi les syndicalistes – de Lula, et les organisations de gauche intégrante du PT, derrière José Ibrahim. Trois documents sont issus de cette réunion, qui se tient à l'Institut *Sedes Sapientiae* de São Paulo, et qui achève de donner naissance au Parti des Travailleurs : le programme général du parti ; le plan d'action du PT, situé davantage dans l'immédiateté ; et les statuts de la nouvelle formation politique. Présentons brièvement ces documents.

### a) Le programme du PT

Ce programme est approuvé le 1<sup>er</sup> juin 1980, mais il ne sera publié au journal officiel que le 21 octobre de la même année. Pris globalement, c'est un document de 6 pages, qui fait suite aux recommandations de la commission nationale provisoire, et à plusieurs mois de débats. Il prend la forme d'un texte général un peu touffu, exposant (sur 4 pages) les objectifs et les moyens, suivi de 2 pages consacrées au plan d'action du PT.

Le PT se présente lui-même d'emblée comme un « *parti de masses, large et ouvert, qui s'appuie sur les travailleurs de la ville et de la campagne* »<sup>127</sup>. Un point important, dont nous serons amenés à reparler, apparaît dans les paragraphes suivants, qui insistent sur sa non-délimitation stratégique et programmatique ; volontairement indéfini à ces niveaux, le PT se conçoit lui-même comme ce que l'on pourrait appeler un parti-processus : un parti qui doit préciser et enrichir son programme en lien avec les travailleurs et leurs luttes.

Il y figure aussi que le PT doit construire une alternative de pouvoir économique et politique, démantelant la machine répressive de la dictature et garantissant les plus larges libertés pour les travailleurs et les opprimés. Pour cela, il doit s'appuyer sur la mobilisation et l'organisation du mouvement populaire, expression de son droit à décider des destinées du pays. Il s'agit de bâtir un pouvoir qui avance vers une société sans exploités ni exploités. Un point est crucial : le lien du parti avec l'ensemble des mouvements sociaux ; et la priorité est donnée à la lutte sur le terrain par rapport à celle dans les institutions.

Les paragraphes consacrés aux questions économiques et sociales traitent de la politique agricole et de la réforme agraire, de l'environnement et de l'écologie, des services publics de base, de la dépendance économique et sociale et de l'internationalisation du

---

<sup>126</sup> Dans l'interview qu'il nous a accordée, P. Skromov rappelle le contexte : [la dictature] « nous a obligés à faire une deuxième rencontre. Mais pendant cet intervalle, de deux mois, du 10 février au 31 mai, 1<sup>er</sup> juin, comme dans la semaine avant, les rencontres par Etat (\*) – une semaine avant ce 31 mai et 1<sup>er</sup> juin – dans cet intervalle le parti a fait un bond en avant. Pour donner une idée, une étude Gallup, à l'époque, a donné le PT comme parti préféré, déjà, de la population – le MDB avait encore du prestige, il était un peu vu comme le parti contre la dictature par les secteurs retardataires de la population – mais malgré ça, dans cette étude, le PT avait plus, il avait 19% de l'électorat (...) Il était apparu une dynamique, le mouvement avait gagné une dynamique irrépressible. Il n'y avait plus moyen de le retenir. Le processus était lancé. Et alors, cette période entre le 10 février et 31 mai – et même avant, dans la semaine des rencontres par Etat – a été une période terrible. Lula était dans sa campagne salariale, il y a eu les arrestations, la grève de 41 jours, et ça a été une période de très forte pression sur lui ».

(\*) M. KECK (op. cit. p. 111) précise qu'en mai 1980, « des réunions régionales avaient eu lieu dans 19 Etats, pour élire les directoires régionaux ».

<sup>127</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op.cit. p. 68). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

capital, des spécificités régionales et de la satisfaction des besoins populaires. Le programme pédiste inclut aussi la lutte contre « *les discriminations sur tous les plans* », et avance le principe d'une politique internationale de solidarité avec les peuples opprimés et les mouvements de libération nationale. Notons enfin qu'il n'emploie pas le terme de socialisme.

## **b) Le plan d'action**

Il suit donc le programme général, et contrairement à ce dernier, il est axé sur le court terme. C'est une sorte de programme d'urgence qui présente un catalogue de revendications plus précises pour chacun des sept points suivants. On remarque la place centrale prise par les revendications d'ordre démocratique

- la liberté d'organisation dans des partis et des syndicats
- le démantèlement des organes de répression politique et fin de la législation d'exception
- le combat contre la politique salariale du gouvernement
- la lutte pour de meilleures conditions de vie
- la question agraire
- le thème de l'indépendance nationale
- le soutien aux mouvements de défense des droits des femmes, des Noirs et des Indiens

## **c) Les statuts du parti**

C'est le dernier point discuté les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 1980. La réunion de fondation désigne une commission d'avocats en charge de la rédaction définitive de ces statuts. C'est le document ainsi finalisé qui sera ensuite approuvé par le Comité directeur national provisoire, après de longues discussions, puis transmis au Tribunal Supérieur Electoral avec le Manifeste et le Programme. Il n'est pas question d'entreprendre ici une analyse fouillée de ce texte d'une vingtaine de pages. Faisons juste quelques remarques.

D'abord, ces statuts font beaucoup référence à la loi. La volonté de créer un parti légal, enregistré selon les exigences de la loi de la dictature sur les partis, y est pour beaucoup.

On note que les adhérents du PT, qui incluent des jeunes de 16 à 18 ans, ont des devoirs vis-à-vis du parti, notamment : la participation « *régulière aux réunions des organes du parti auquel appartient* » l'adhérent; la nécessité « *d'approfondir ses connaissances sur la réalité du pays et, particulièrement, sur les problèmes des travailleurs* » ; « *le maintien d'une conduite personnelle, professionnelle et au sein de sa communauté, qui soit compatible avec les principes éthiques du parti* »; et bien sûr, le fait de connaître le programme du parti et de contribuer financièrement.

Les statuts consacrent au moins trois niveaux d'organisation dans le parti, parfois quatre. Le premier niveau est le niveau municipal, puis viennent les niveaux régional et national (ou fédéral). Il est prévu un niveau supplémentaire possible – celui du district, ou de la zone – en fonction de taille du municiple et du nombre de militants – qui correspond à une subdivision du municiple. Chaque niveau est doté d'une série d'organes. On trouve un organe de délibération (la convention - *convenção*), que par la suite on va plutôt appeler « rencontre » ; un organe de direction et d'action : le directoire à chaque niveau (*directório*) ;

un organe d'action parlementaire – la fraction ou groupe parlementaire (*bancada*) municipal, de l'Etat ou national ; un organe d'exécution – la commission exécutive (*comissão executiva*) à chaque niveau ; et enfin des organes de coopération : le conseil d'éthique, le conseil fiscal et les secrétariats municipaux, régionaux et nationaux et les noyaux de base.

Le principe est que c'est la convention à chaque niveau qui est l'instance de base pour élire la direction, et – sauf bien sûr pour la convention nationale – les délégués et leurs suppléants au niveau supérieur.

Au niveau du parti dans son ensemble, on constate que le droit de tendance et de fraction n'est absolument pas mentionné par ces premiers statuts. De fait, l'existence de courants organisés dans le parti a toujours existé et son principe fait consensus dès le départ, mais ce droit ne sera codifié que plus tard.

Il vaut la peine de s'arrêter sur les Noyaux de Base (« *Núcleos de Base* »), conçus pour organiser les adhérents d'un même « *domicile électoral* ». Ces noyaux peuvent structurer les membres du parti par lieu d'habitation, par catégorie professionnelle, par lieu de travail ou par mouvement social. L'ordre des mots dans le texte est celui-là et a sans doute son importance. De fait, la structuration par lieu d'habitation est, d'emblée, bien plus répandue que le regroupement des membres du parti sur la base d'une entreprise, d'une branche ou d'une catégorie professionnelle. Lesdits noyaux ont un nombre minimum d'adhérents uniforme sur tout le territoire national, et à fixer par le « *Régime Interne* » du PT – qui sera adopté plus tard, à la première rencontre nationale du PT, en 1981. Ces noyaux sont conçus pour militer au plus près des mouvements sociaux, et les statuts leur attribuent les fonctions suivantes :

- « *organiser l'action politique des adhérents, selon l'orientation des organes de délibération et de direction du parti, en resserrant les liens entre le parti et les mouvements sociaux* » ;
- « *émettre des opinions sur les questions municipales, régionales et nationales, qui peuvent être soumises à examen par les organes concernés de la direction du parti* ;
- « *approfondir et garantir la démocratie interne du Parti des Travailleurs* ;
- *promouvoir l'éducation politique des militants et des adhérents* ;
- *suggérer aux organes de direction du parti de consulter les autres Noyaux de Base sur des questions locales, régionales ou nationales relevant de l'intérêt du Parti* ;
- *convoquer le Directoire Municipal – selon les termes de l'article 22 des Statuts* »<sup>128</sup>.

Ce point mérite quelques remarques. D'un côté, la structuration du PT en noyaux est sans nul doute un facteur favorisant la participation populaire et la démocratie dans le parti. Mais le fait que ces noyaux soient, de façon massivement prééminente, organisés sur une base géographique, et non pas sur la base des lieux de travail, n'est pas un détail insignifiant. Les promoteurs du nouveau parti ne semblent pas avoir pensé, ou voulu, structurer le parti, en priorité, sur les lieux de travail<sup>129</sup>. Pour un parti qui veut être celui des

<sup>128</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 83). Estatuto do Partido dos Trabalhadores, Título 83, Art 37.

<sup>129</sup> M. Keck insiste, pour le São Paulo, sur le rôle des syndicalistes métallurgistes de São Bernardo do Campo Djalma Bom et Devanir Ribeiro dans l'organisation des noyaux. Elle évoque le mécanisme qui lui apparaît comme quasiment spontané, par lequel on assiste à une structuration du parti par lieu d'habitation : « *Djalma Bom et Devanir Ribeiro travaillaient à l'organisation du premier noyau qui est devenu la base d'un directoire à São Bernardo. Les militants qui travaillaient à cet endroit mais qui vivaient dans d'autres lieux ont été incités à organiser le parti dans leur quartier : ainsi Devanir a organisé*

travailleurs, c'est un choix qui ne peut manquer d'avoir des conséquences. Comment le parti espère-t-il peser, par exemple, en cas de grève générale – un outil de la mobilisation globale que de nombreux pétistes cherchent par ailleurs à construire – avec une structuration essentiellement par lieu d'habitation ? On a le sentiment, ici, que soit les principaux dirigeants du PT ne sont pas alors porteurs d'une perspective stratégique attribuant un rôle important à la grève générale, soit qu'ils font des choix statutaires incohérents avec cette perspective. Mais la première hypothèse semble prévaloir, si on rapproche cette remarque du fait que ni en 1978, ni en 1979, Lula et d'autres, autour de lui, n'avaient la volonté de coordonner et d'étendre les grèves pour parvenir à une telle grève générale. Il faut noter que la structuration du PT répond largement aux exigences de la loi sur les partis politiques concoctée par la dictature. L'objectif étant de construire un parti légal, rien d'étonnant à cela. Toutefois, on remarque que ce choix de structuration, d'abord géographique et non en fonction de l'implantation dans l'économie, pousse d'emblée la nouvelle force politique dans le sens d'un parti « institutionnel » et non d'un parti « révolutionnaire » qui viserait, d'abord, à prendre le pouvoir sur les lieux de travail. Mais cela n'est pas dit. Au contraire, nos interviews et nos lectures nous ont convaincus que ce fait et ses implications sont très peu relevés par les militants du PT, à commencer par l'immense majorité de ses fondateurs. Les analystes du parti, politistes ou historiens, ne s'y attardent pas non plus. Cela nous semble pourtant être un élément important pour saisir la nature et la dynamique du nouveau parti.

Un dernier point de ces statuts mérite, selon nous, d'être évoqué ici. Il concerne les ressources financières du PT, particulièrement pour ce qui est de la contribution des permanents du parti et de ses élus. Le texte dit : « *Les militants désignés pour exercer des fonctions au niveau du district, de l'Etat, ou au niveau national, y compris les élus à chacun de ces niveaux, fixeront leur contribution en en discutant avec les Directoires correspondants* »<sup>130</sup>. Les choses seront définies plus tard. Mais on peut observer dès maintenant que pour les parlementaires, le PT ne se fonde pas sur la tradition communiste du versement de l'intégralité des indemnités parlementaires au parti, lequel reversait à ses élus un salaire d'ouvrier (qualifié ou moyen, selon les cas).

---

*la base d'un directoire à Vila Prudente et a aidé à faire la même chose à Ipiranga, un quartier voisin, et dans d'autres quartiers* ». M. KECK (op. cit. p. 121).

<sup>130</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...*(op. cit. p. 91) Estatuto do Partido dos Trabalhadores, Título 8 Cap.1 .

## Conclusions analytiques de la partie 2 : Le PT : un parti nouveau ? De quelle nature ?

---

Le Parti des Travailleurs, à partir d'influences diverses, est donc lancé officiellement, après une gestation d'un peu plus d'un an et bien des péripéties, comme nous l'avons vu dans les trois derniers chapitres. Concluons maintenant cette deuxième partie avec trois points d'analyse qui nous serviront à mieux saisir le nouveau venu sur la scène politique brésilienne et mondiale, et aussi à pointer certaines des forces et des faiblesses avec lesquelles il vient au monde. Pour commencer, nous tenterons d'appliquer des typologies de science politique (celles de Duverger et de Panebianco) pour comprendre à quel type appartient le PT naissant. Puis, en nous aidant des écrits de Panebianco et Przeworski, nous tenterons d'appréhender les points communs et les différences entre le nouveau-né brésilien et la social-démocratie européenne lorsque cette-ci émerge, dans les années 1870 à 1900. Nous terminerons par une évaluation de ce qui, déjà, dans le PT naissant, peut apparaître comme des forces ou comme des faiblesses, et qu'il nous faudra suivre par la suite.

### 1°) Le PT naissant et les typologies courantes de science politique

La science politique a mis en place différentes typologies, manifestant une évolution liée à celle des partis politiques eux-mêmes. Nous commencerons par voir comment le nouveau PT s'insère dans la typologie proposée par l'ouvrage pionnier de Maurice Duverger. Puis nous tenterons de saisir comment les apports analytiques d'Angelo Panebianco s'appliquent au cas pédiste.

#### a) Le PT et la typologie de Duverger

Duverger s'intéresse d'abord à l'origine des partis politiques, et il établit un lien entre le type de parti, sa structure et son origine<sup>1</sup>. Il distingue les partis de création interne au système (parlementaire) et ceux de création externe (extra-parlementaire), pour en venir ensuite à l'analyse des structures partisans. Pour Duverger, les partis de cadres relèvent de la première catégorie, tandis que les partis de masses possèdent de leur côté une origine externe au système, extérieure au parlement. L'auteur ajoute une autre distinction, quant à la structuration du parti : « *Les partis de cadres correspondent aux partis de comités, décentralisés et faiblement articulés ; les partis de masses correspondent aux partis basés sur les sections, plus centralisés et plus fortement articulés* »<sup>2</sup>. Remarquons qu'il traite aussi des partis de masses basés sur les cellules (typiquement, les partis communistes) ; et de ceux basés sur les milices (typiquement, les partis fascistes).

Cette distinction majeure, selon Duverger, entre deux grands types de partis, les partis de cadres et les partis de masse, est bien connue. Nous avons vu que le PT lui-même ambitionnait de devenir un parti de masses, mais l'est-il ou peut-il le devenir selon les critères définis par Duverger ? Celui-ci précise qu'« *il ne s'agit pas d'une différence de taille,*

---

<sup>1</sup> M. DUVERGER (op. cit. notamment p. 79).

<sup>2</sup> Idem, p. 91.

*mais de structure* »<sup>3</sup>. Le clivage est d'abord d'ordre politique et financier. Pour le parti de cadres, « *il s'agit de réunir des notables pour préparer les élections, les conduire et garder le contact avec les candidats. Des notables influents, d'abord, dont le nom, le prestige ou le rayonnement serviront de caution au candidat et lui gagneront des voix ; des notables techniciens ensuite, qui connaissent l'art de manier les électeurs et d'organiser une campagne ; des notables financiers enfin, qui apportent le nerf de la guerre* »<sup>4</sup>. Il observe plus loin : « *Ni financièrement, ni politiquement, la droite bourgeoise n'avait besoin d'encadrer les masses : elle possédait ses bailleurs de fonds, ses notables, ses élites* »<sup>5</sup>. Par opposition, pour ce qui est du parti de masses, Duverger prend l'exemple du Parti socialiste français (en 1951), et note que « *le recrutement des adhérents présente, pour lui, un caractère fondamental, au double point de vue politique et financier* »<sup>6</sup>, d'une part, parce qu'il veut faire « *l'éducation politique de la classe ouvrière* » ; et d'autre part, parce que sur le plan financier, « *le parti repose essentiellement sur les cotisations versées par ses membres* ». Et pour ce qui est des élections, « *la technique du parti de masses a pour effet de substituer au financement capitaliste des élections, un financement démocratique* ». Il s'agit de répartir la charge financière « *sur un nombre aussi élevé que possible d'adhérents, qui contribuent chacun avec une somme modeste* »<sup>7</sup>. En somme, « *les partis de masses se caractérisent par l'appel au public : au public payant [...] ; au public agissant, qui reçoit une éducation politique et apprend le moyen d'intervenir dans la vie de l'Etat* ». Le parti de masse se donne donc aussi un rôle éducatif : il veut former les masses à la politique.

Sur la base de ces éléments, que pouvons-nous affirmer quant au type de parti auquel s'apparente le PT de 1980 selon la classification de Duverger ? Si l'on prend le critère de distinction politico-financier, il entre dans la catégorie des partis de masses. Certes, le PT n'organise pas encore des centaines ou même des dizaines de milliers de travailleurs, mais ce sont tout de même des milliers de militants qui se lancent d'emblée dans l'aventure. Surtout, la taille n'étant pas le critère adéquat, selon Duverger, on comprend que le PT, qui comme l'expliquent ses textes fondateurs, vise à regrouper, à organiser et à éduquer les travailleurs, en se définissant d'emblée comme un parti sans patrons, remplit ainsi un des critères du parti de masses de Duverger. Et comme il vise à organiser une classe travailleuse défavorisée, il compte sur le nombre, sur la masse des cotisants pour se financer. Cela correspond à un second critère, d'ordre financier. De plus, le premier texte pro-PT (la Thèse de Santo André – Lins) donnait la priorité aux luttes sur les élections ; depuis, la Charte des principes et le Manifeste de fondation présentent les élections comme secondaires par rapport à l'organisation de la « classe travailleuse ». Tout ceci renforce les deux premiers critères d'un parti de masses, et éloigne encore plus le PT d'un parti de cadres selon l'acception de Duverger.

Pour ce qui est de l'origine du parti, le PT relève aussi du parti de masses car sa création prend sa source essentiellement en dehors du parlement : ce sont des militants de la société civile, principalement des syndicalistes, qui en sont les premiers artisans. S'y ajoutent des militants de la gauche politique, qui relèvent également de la société civile. La question se pose pour la composante du PT d'origine religieuse. Certes, l'Eglise est une institution puissante, mais d'une part, elle n'est pas partie prenante à l'appareil d'Etat et n'est

---

<sup>3</sup> Idem, p. 84.

<sup>4</sup> Idem, p. 85.

<sup>5</sup> Idem, p. 90.

<sup>6</sup> Idem, p. 84.

<sup>7</sup> Idem, p. 85.



pas présente en tant que telle au parlement ; et d'autre part, c'est pour l'essentiel à la base, dans les quartiers populaires ou les campagnes, que la gauche militante catholique rejoint le projet pétiste. Enfin, le PT ne tourne pas le dos aux parlementaires qui veulent le soutenir, et recherche même de l'aide de ce côté, mais ceux-ci sont peu nombreux et ont une influence limitée sur le parti naissant. Nous retrouvons donc encore, selon le critère de l'origine, les caractéristiques d'un parti de masse.

Pour ce qui est, enfin, de la structuration du parti, alors que Duverger établit un lien entre parti d'origine externe et forte articulation avec une organisation centralisée du parti, les statuts, présentés au chapitre précédent, révèlent essentiellement deux choses par rapport à la problématique de Duverger. La première, c'est que le PT va se construire comme une organisation fortement articulée entre ses éléments locaux, intermédiaires et nationaux, et centralisée à partir de trois ou quatre niveaux (districts ou zones parfois, et municipal, régional et national toujours). Nous voyons donc ici que le PT correspond à cet autre critère du parti de masses, sa forte structuration et sa centralisation. L'autre leçon que l'on peut tirer de l'analyse des statuts, c'est la place donnée aux « Noyaux de Base » comme élément de base de la structuration pétiste. Si l'on compare ces noyaux aux catégories présentées par Duverger de section (de type socialiste) et de cellule (de type communiste), on a le sentiment que le PT se situe, en partie, quelque part à mi-chemin entre les deux. Par sa taille, le Noyau, est sans doute intermédiaire entre celle, assez vaste, de la section socialiste et celle, plus réduite, de la cellule communiste. Par les nombreuses fonctions qui lui sont attribuées, le Noyau pétiste apparaît comme plus vaste et plus militant que la section socialiste. En particulier, le Noyau témoigne du fait que le PT est un parti qui veut s'inscrire profondément, dans l'action, avec le mouvement social et se structurer en lien avec lui. Mais le Noyau ressemble plus à la section qu'à la cellule, de par le fait qu'il est défini sur une base, de fait, principalement géographique (le lieu d'habitation) et non pas économique (le regroupement de travailleurs par lieu de travail, entreprise ou branche).

Tous ces éléments nous permettent d'affirmer que, selon la typologie de Duverger, le PT de 1980 se présente clairement, d'emblée, comme un parti de masses naissant.

## **b) Le PT et les apports de Panebianco**

Panebianco considère la distinction de Duverger selon l'origine interne ou externe au système comme « *satisfaisante seulement en partie* »<sup>8</sup>. En particulier, explique-t-il, parce que cette distinction « *n'est pas en mesure de rendre compte des différences organisationnelles, y compris considérables, que l'on enregistre entre des partis qui ont la même origine (interne ou externe)* ». Panebianco précise : « *le processus de formation d'un parti est, dans la majorité des cas, un processus complexe et consiste souvent dans le regroupement d'une pluralité de groupes politiques, même parfois fortement hétérogènes* »<sup>9</sup>. Cette remarque semble parfaitement caractériser l'origine du PT, comme nous l'avons longuement développé au cours des chapitres 4 à 6 : si sa composante première est le syndicalisme « authentique », l'influence des CEB (communautés ecclésiales de base) est essentielle dans bien des endroits du pays où naît le PT, et celui-ci regroupe aussi, on l'a vu, de nombreux courants politiques de gauche, souvent très différents entre eux dans leur attitude vis-à-vis du projet pétiste et dans leur essence propre, même si leur référence explicite au marxisme est un point commun.

---

<sup>8</sup> Angelo PANEBIANCO (op. cit. p. 109). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>9</sup> Idem, p. 110.

Le politiste italien, qui s'intéresse particulièrement à la structuration interne des partis, veut expliquer des dynamiques de développement et de fonctionnement qui diffèrent beaucoup selon les partis de même origine, externe ou interne. Il voit trois facteurs qui contribuent à la définition du « *modèle originel particulier à chaque parti* ». Le premier réside dans son mode de développement organisationnel initial, et il distingue les cas de construction par « *pénétration territoriale* », ceux de « *diffusion territoriale* », et ceux de combinaison de ces deux modalités. On a affaire à un cas de « *pénétration territoriale* », écrit-il, lorsqu'« *un 'centre' contrôle, stimule et dirige le développement de la 'périphérie', c'est-à-dire la constitution des regroupements locaux et intermédiaires du parti* » ; tandis qu'il y a « *diffusion territoriale* » lorsque le développement se produit par « *'génération spontanée'* : quand ce sont les élites locales qui, dans un premier temps, constituent les regroupements locaux du parti, et que c'est seulement ensuite que celles-ci s'intègrent à une organisation nationale ». Le second élément clé pour expliquer le modèle originel du parti, selon le politiste, consiste à savoir s'il y a « *présence ou absence d'une institution externe qui 'parraine' la naissance du parti* »<sup>10</sup>, car cela influe sur le système de loyautés qui se met en place. En cas d'institution externe qui sponsorise le parti, on note des « *loyautés indirectes* », et ladite « *institution externe est [...] la source de légitimation des dirigeants* ». Il distingue donc entre « *partis de légitimation externe et partis de légitimation interne* ». Le troisième facteur, enfin, réside dans « *le caractère charismatique ou non de la formation du parti* ». Il précise : « *Le problème est d'établir si le parti est, ou non, une création ou un véhicule d'affirmation d'un leader charismatique* ». Mais il faut être encore plus précis : « *dans la phase de gestation, il existe toujours des composantes charismatiques* », il s'agit donc plutôt de savoir si le parti est « *la création d'un leader qui apparaît comme le créateur et l'interprète incontesté d'un ensemble de symboles politiques (les buts idéologiques originels du parti) qui en viennent à être inséparables de sa personne* »<sup>11</sup>. Se référant à R. Tucker, il évoque aussi le cas possible de « *'charisme de situation'* », qui est « *déterminé non pas par les composantes messianiques de la personnalité du leader (qui, par contre, sont présentes dans la situation de 'charisme pur') mais plutôt par un état de stress aigu dans la société* ». Dans un tel cas de malaise social, « *un leader dont la personnalité n'a pas de tendances messianiques suscite une réponse charismatique simplement parce qu'il offre [...] un leadership qui est perçu comme un recours ou un moyen de se sortir du malaise* ». Et il cite les cas de Roosevelt ou de Churchill pour illustrer de telles situations.

Interrogeons-nous maintenant sur la façon dont cette grille d'analyse s'applique au PT. Pour ce qui est du premier facteur explicatif de Panebianco, quelle est la situation du PT à son stade de nouveau-né ? Nous avons vu que les syndicalistes « authentiques » ont eu une contribution majeure à la construction du mouvement pro-PT, notamment en multipliant les déplacements de São Paulo vers d'autres villes et régions du Brésil. En particulier, tout au long de l'année 1979, des dirigeants comme José Cicote, Jacó Bittar, Lula ou Paulo Skromov ont constitué ce que ce dernier qualifie de « *direction itinérante du mouvement syndical* »<sup>12</sup>, se rendant dans les endroits où éclataient des grèves, et étant amenés, dans ce cadre, à populariser le projet pétiste. On constate donc la présence d'un « centre » (São Paulo et sa proche banlieue, en particulier l'ABC) et une action proactive de ce « centre » vers la « périphérie » (les villes et régions du pays où à l'occasion de luttes, le mouvement pro-PT cherche à pénétrer). Peut-on dire que ce « centre », pour reprendre les termes de

<sup>10</sup> Idem, p. 112.

<sup>11</sup> Idem, p. 113.

<sup>12</sup> Ce sont les termes qu'il utilise dans l'interview qu'il nous a accordée.

Panebianco, « contrôle, stimule et dirige le développement de la 'périphérie' » ? Qu'il le stimule, c'est certain : l'action des dirigeants cités ci-dessus va clairement dans ce sens. Qu'il le dirige, c'est vrai en partie, car les leaders syndicaux en question sont souvent très attendus et on espère même d'eux, parfois, qu'ils vont pouvoir prendre en main des grèves sans direction bien établie. Mais le terme de « direction » nous semble trop fort, car les choses se passent souvent dans une grande improvisation. L'idée que le « centre » contrôle le développement de la « périphérie » paraît encore plus éloignée de la réalité jusqu'à la naissance du PT en février 1980. Le « centre » impulse, mais localement, les choses ne peuvent qu'évoluer sans grand contrôle central. Il faut aussi ajouter à cela que, sans doute dans la majorité des endroits, des équipes pro-PT se mettent en place indépendamment de l'action des initiateurs du « centre ». A partir du moment où le projet pétiste est sur les rails et que des équipes militantes en ont connaissance presque aux quatre coins du pays – en particulier à partir d'octobre 1979 – ce sont des « élites » - pour reprendre le terme de Panebianco, en précisant bien qu'ici il s'agit non pas d'élites sociales mais « d'élites » en termes d'activisme – qui constituent les noyaux militants locaux. Rappelons qu'une large majorité des Etats de la Fédération (18 sur 26 entités fédérées en 1980) étaient représentés dans l'ensemble des délégations au *Colégio Sion* pour le congrès de fondation. Il nous paraît peu probable que les émissaires syndicaux du projet pétiste aient eu la possibilité de mettre les pieds dans ces 18 Etats, et encore plus improbable qu'ils aient lancé le projet dans les différentes localités de chaque Etat où se sont créés des embryons partisans. A ce niveau, les groupes politiques de gauche ont un rôle réel dans certains Etats, et, on l'a dit plus haut, les courants de l'Eglise catholique engagés à gauche tiennent une place prépondérante. On a donc, à ce stade, un mélange de pénétration territoriale et de diffusion territoriale, même si on peut considérer que le premier élément est, peut-être, un peu plus fort. Cette question sera revisitée un plus loin, lorsque nous étudierons les cas locaux de construction du PT, et lorsque nous commenterons les résultats électoraux du parti, qui sont des révélateurs partiels de son implantation.

Pour ce qui touche à la présence, ou non, d'un parrainage externe, les choses semblent un peu plus simples. Ce ne sont pas les syndicats en tant que tels, et encore moins des fédérations ou confédérations syndicales, qui lancent le PT. Celui-ci est mis en route par des dirigeants syndicaux qui agissent en tant que militants, même si à côté de cela, ils sont influents et représentent des structures. Il n'existe donc pas de loyauté externe qui se met en place vis-à-vis du mouvement syndical. Pour ce qui est de l'Eglise, il n'y a pas non plus de « parrainage » officiel de celle-ci. Tout au plus pouvons-nous constater que des hauts dignitaires du catholicisme brésilien voient d'un bon œil l'apparition du PT. Mais d'une part, ce n'est pas le cas de tout l'épiscopat ; et d'autre part, c'est surtout au niveau des paroisses et des CEB, que la construction du PT se fait. Par conséquent, même si l'Eglise catholique jouit de respect et bénéficie de reconnaissance au sein du nouveau parti, il nous semble faux de parler d'un système de loyauté externe à ce niveau, car un bref examen biographique des principaux fondateurs du PT montre qu'aucun de ces dirigeants ne tient sa légitimité de l'institution religieuse, même si certains sont liés à l'Eglise et ont reçu une part de leur formation pratique et idéologique dans ce cadre.

Quant à la question de l'existence d'un leader charismatique, on pense évidemment à Lula. Mais si ce dernier, on l'a vu, exerce une véritable fascination en direction de sa base sociale – on a relevé notamment que les grévistes venaient, pour ainsi dire, pour « boire ses paroles » au stade de Vila Euclides, et de nombreux témoignages insistent sur le charisme

du personnage – il est faux de parler de « créateur et interprète incontesté » à son sujet. La colère que manifestent ouvertement, contre Lula, certains métallurgistes après le renoncement à la grève en mai 1979, ou encore les débats, parfois tendus, sur les points idéologiques ou programmatiques dans le parti en gestation, vont tout à fait en sens contraire. Il serait donc erroné de parler de parti charismatique. Et le terme de « charisme de situation » ne semble pas non plus approprié, Lula n'étant pas dans une situation de pouvoir ou de gouvernement au milieu d'une crise, mais apparaissant au contraire comme un leader d'opposition.

Pour conclure sur les trois facteurs influençant le développement organisationnel d'un parti cités par Panebianco, le PT naissant apparaît comme un parti qui se construit plutôt par pénétration territoriale, mais en s'appuyant aussi beaucoup sur des phénomènes de diffusion territoriale ; il n'apparaît pas comme faisant l'objet d'un parrainage externe ; et il n'est pas un parti charismatique. Nous suivrons, dans les étapes ultérieures de la vie du PT, comment évoluent ces différents éléments, ainsi que ceux provenant de la typologie de Duverger.

## **2°) Ressemblances et dissemblances avec la jeune social-démocratie**

La question que nous abordons maintenant est celle du degré d'originalité du PT. Jusqu'à quel point le nouveau parti est-il un parti nouveau ? Ou à l'inverse, à quel point ressemble-t-il à d'autres partis de gauche, nés avant lui, et lesquels ? Disons d'emblée que parmi les partis de gauche, le nouveau PT apparaît comme fort différent des jeunes partis communistes. Contrairement à ces derniers, il ne dispose pas de programme achevé, de stratégie prédéfinie ; de plus, dans le cas des PC, le rôle de l'Internationale communiste a été crucial : il s'agissait d'un centre décisionnaire tout à fait essentiel, situé avant tout en URSS, et capable de « contrôler, stimuler et diriger » le développement des différents partis. Rien de tel dans le cas du PT. Il nous semble, par contre, utile de relever les points communs et les différences du cas brésilien avec les partis travailliste et socio-démocrates européens à leur naissance. A partir de l'étude de Panebianco, nous pourrions mieux saisir les éléments de comparaison du PT avec trois partis de la II<sup>e</sup> Internationale fort différents : le SPD allemand, le Labour Party britannique et la SFIO française. Car tous les partis de cette mouvance ne sont pas nés identiques – loin de là – malgré des traits communs. Dans une moindre mesure, pour le moment, nous mettrons également à contribution Przeworski pour remarquer un élément de ressemblance entre PT et social-démocratie naissante.

### **a) Eléments de comparaison du PT avec le SPD (allemand)**

Il faut noter que le SPD, dans l'ouvrage de Panebianco, est présenté, avant le PCF et le PCI, comme un exemple de parti fortement institutionnalisé (et que Duverger appellerait sans doute un modèle de parti très articulé et centralisé). Le SPD a longtemps été considéré comme un modèle de parti socialiste : très ouvrier dans sa composition, en croissance rapide, très efficient électoralement. Il naît, au congrès de Gotha en 1875, de l'ADAV (association fondée par Lassalle en 1863, décédé peu après) et du SDAP créé en 1869 à Eisenach et dirigé par August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Panebianco voit dans ces deux groupes, « *malgré leur jeunesse, deux sectes politiques assez consolidées du point de vue organisationnel* »<sup>13</sup>. De plus, il évoque les circonstances historiques mouvementées de la

---

<sup>13</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 142-143). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

période précédant la naissance du SPD, avec « *la guerre franco-prussienne et la Commune de Paris qui radicalisent les milieux ouvriers allemands ; et surtout, une répression d'Etat toujours plus oppressive* » (et il cite l'emprisonnement de Bebel et Liebknecht pour « haute trahison » en 1871 et la mise hors la loi de l'ADAV et la persécution de ses dirigeants en 1874)<sup>14</sup>. Et Panebianco explique le succès de la fusion de Gotha par « *la rencontre entre une tension collective alimentée par la guerre et les vicissitudes qui ont suivi, et une menace externe toujours plus grave* ». Quant au programme de Gotha, il y voit « *un habile mélange d'éléments idéologiques marxistes (imposés par les 'eisenachiens') et de la vision lassallienne du socialisme* ». Comme, de plus, « *eisenachiens et lassalliens se trouvaient équitablement représentés dans les organes de direction du parti* », le SPD s'est montré viable et les groupes d'origine, tout en se dépassant, ont pu s'amalgamer. Voilà pour la naissance de la social-démocratie allemande.

Qu'observe-t-on, si l'on compare avec l'objet de notre étude ? Du côté des points communs, on note d'abord le caractère fortement institutionnalisé, articulé et centralisé des deux partis. On relève aussi le poids des circonstances extérieures, de manière générale, et la répression plus particulièrement. Le Brésil n'est pas en guerre, mais subit une forte répression étatique, qui pousse les travailleurs à s'unir et à s'organiser. Du côté des différences, on voit que le SPD naît de la fusion de deux groupes qui pèsent d'un poids comparable et qui sont déjà fort actifs, tandis que le PT intègre une multiplicité de petits groupes politiques de gauche, en position subordonnée par rapport au poids du syndicalisme et de l'Eglise de gauche. Il existe aussi des éléments de comparaison à nuancer : au niveau du programme, Panebianco nous parle de savant mélange entre marxisme et thèmes lassalliens. Mais le marxisme pèse d'un poids important dans le SPD. Et le programme de Gotha, critiqué par Marx, était toutefois un ensemble assez élaboré. Face à cela, jamais le PT ne s'est revendiqué du marxisme, même si des outils théoriques empruntés à celui-ci servent à son élaboration politique ; et à sa naissance, il est conçu, voulu, en étant muni d'une simple ébauche programmatique, parce que, parmi les tout premiers partisans du PT (comme la figure historique du trotskysme brésilien, Mario Pedrosa), on insiste sur le fait que la création d'un parti large, d'un parti de masses, implique de garder un programme ouvert, non achevé, et de le faire évoluer en lien avec les expériences politiques à venir. Ajoutons à cela que, si la situation allemande de 1875 était marquée par une intense répression d'un côté, et par l'exemple encore tout frais de la Commune de l'autre, qui contribuait à la radicalisation ouvrière, la situation brésilienne de 1979-80 présentait pour le PT un atout supplémentaire qui faisait défaut au futur SPD : la radicalisation se faisait sur place, avec une vague de grèves et une forte combativité de la classe travailleuse. On le voit : on trouve des points communs, mais aussi des différences substantielles entre les deux bulletins de naissance de ces partis.

## **b) Eléments de comparaison du PT avec le Labour Party (britannique)**

Panebianco fait ressortir, dans la préhistoire du Parti travailliste, un élément qui nous semble tout à fait intéressant pour notre étude : il évoque, alors que le mouvement ouvrier s'était longtemps maintenu dans une relation d'alliance « *Lib-Lab* » avec les Libéraux<sup>15</sup>, l'apparition d'un « *phénomène, qui [...] crée un climat plus favorable pour les aventures politiques socialistes de caractère autonome et que l'on connaît sous le nom de 'nouveau*

<sup>14</sup> Idem, p. 143.

<sup>15</sup> Notons que le sens de ce terme en anglais est différent du français, qui lui prête un contenu marqué à droite. Les Libéraux britanniques se situent plutôt au centre de l'échiquier politique.

*syndicalisme* »<sup>16</sup>. Ce dernier « *consiste en une augmentation de l'agressivité syndicale sur une base éminemment locale, face à la pression de jeunes ouvriers qui réagissent, au milieu des années 1880, à l'aggravation conjoncturelle des conditions de travail, et qui manifestent une croissante impatience face à l'alliance 'Lib-Lab'* ». Cela débouchera sur le lancement de candidatures indépendantes des libéraux aux élections, à l'émergence de la figure de James Keir Hardie, et à la création de l'Independent Labour Party (ILP), dans la foulée du « nouveau syndicalisme » en 1893. Plus tard, après bien des péripéties, c'est le TUC (Trade Union Congress) qui, en 1899, vote une motion en faveur d'un parti autonome, soutenue notamment par les cheminots et le secrétaire général du TUC, contre les mineurs et les travailleurs du textile<sup>17</sup>. La motion est adoptée « avec une marge de seulement 112 000 voix (546 000 contre 434 000) »<sup>18</sup>. Une commission est mise en place pour préparer le nouveau parti, dont « *font partie des délégations des syndicats, de la Fabian Society, de l'ILP et de la SDF* »<sup>19</sup><sup>20</sup>. Panebianco commente ainsi la naissance du Labour : il « *naît, donc, de la confluence des syndicats avec une petite secte bien organisée, l'ILP, dirigée par un leader prestigieux du socialisme anglais. La force organisationnelle que les syndicats peuvent jeter dans la balance au moment de la fondation du parti explique pourquoi le parti travailliste naît, et est destiné à rester, pendant toute son histoire, comme le 'bras politique' des syndicats ; un parti parrainé de l'extérieur, nécessairement destiné à être faiblement institutionnalisé. Cependant, il est nécessaire de ne pas sous-évaluer le rôle de l'ILP [qui fournit notamment] la majeure partie des parlementaires du nouveau parti* ».

Que peut-on remarquer, dans cette histoire présentée en deux temps, dans une optique comparative entre le PT et le Labour ? Les éléments de ressemblance sautent aux yeux. On observe, d'abord, la volonté, à l'origine de l'ILP, d'une partie de la base ouvrière des syndicats, de s'émanciper de l'alliance avec les Libéraux (centristes). Plus tard, ce sont des syndicats entiers, comme ceux des cheminots, qui votent une motion du TUC pour la création d'un parti indépendant. Ce mouvement est assez ressemblant avec celui des travailleurs brésiliens à partir de 1978, en opposition aux élus du MDB qui recueillaient leurs voix aux élections, sans les représenter ensuite au Parlement d'une façon jugée satisfaisante. Il faut d'ailleurs observer que le syndicalisme brésilien issu à la fois des « authentiques » et des oppositions syndicales sera baptisé « nouveau syndicalisme » lui aussi ; indiscutablement, dans les deux cas, la nouveauté consiste en une plus grande combativité, en même temps qu'une volonté d'indépendance de classe, notamment au plan politique. On note également l'origine fortement syndicale du processus de constitution tant de l'ILP que, plus tard, du Labour. Et le rôle majeur du syndicalisme est manifeste, on l'a vu, dans le cas du PT. Mais c'est à ce niveau aussi que l'on doit remarquer plusieurs différences : si le Labour naît d'une majorité dans une assemblée générale du TUC, jamais il n'y a eu une majorité syndicale avant 1980 pour soutenir la création du PT ; ce dernier naît, de ce point de vue, à partir de la volonté d'une minorité de dirigeants syndicaux, et ceux-ci agissent de leur propre chef dans le nouveau parti en construction, même s'ils s'appuient sur leurs structures syndicales ; le PT n'est donc pas sponsorisé par une centrale syndicale –

---

<sup>16</sup> Idem, p. 174.

<sup>17</sup> Idem, p. 173.

<sup>18</sup> Idem, p. 177.

<sup>19</sup> *Fabian Society* : courant socialiste modéré né en 1884, favorable à un travail « entriste » du mouvement socialiste dans le Parti libéral. *SDF* : *Social Democratic Federation* ; née aussi en 1884, d'obédience social-démocrate, veut prendre modèle sur le SPD et se dote d'un programme calqué sur celui de Gotha. Avec un de ses dirigeants, William Morris, un secteur de gauche va vite en sortir pour fonder la *Socialist League*.

<sup>20</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 177). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

d'ailleurs à cette époque il n'y en avait pas au Brésil – contrairement au Labour, sponsorisé par le TUC. Et le PT, contrairement au Labour, ne verra jamais adhérer des syndicats en tant que tels. Enfin, on remarque qu'à l'origine de l'ILP, il y a un pari directement électoral : il s'agit de faire élire, localement, des députés représentant les travailleurs. Ce parti, une fois intégré au Labour, a un rôle électoral et parlementaire spécifique, comme le note Panebianco. Rien de tel n'est présent dans le cas du PT naissant : l'accent est mis sur la construction d'une organisation de et pour les travailleurs, et les élections et le travail parlementaire sont relégués au second plan, comme on l'a déjà vu. Pour synthétiser, entre le Labour et le PT, on trouve une même origine essentiellement syndicaliste ; mais dans ce dernier, c'est plus le fait d'individus que de structures syndicales, et le PT, en venant au monde, met beaucoup moins l'accent sur les élections et les institutions que le parti britannique.

### **c) Eléments de comparaison du PT avec la SFIO (française)**

La SFIO naît en 1905, après « *un long processus de gestation pendant lequel diverses organisations [...] naissent, fusionnent, se scindent et se combattent les unes les autres* »<sup>21</sup>. Il y a 5 courants principaux qui se fédèrent dans la SFIO : les Guesdistes (ex-POF) qui se réfèrent au marxisme ; les Possibilistes autour de Paul Brousse ; les Allemanistes (autour de Jean Allemane ; les Blanquistes autour d'Edouard Vaillant ; et les Socialistes indépendants, derrière Jaurès et Millerand. Panebianco note les « *énormes difficultés sur lesquelles a buté le socialisme français dans les premières phases de sa vie* »<sup>22</sup> : même le POF guesdiste, selon lui le groupe « *le mieux organisé* », ce qui « *garantit un rôle prééminent à ce groupe dans la phase initiale* »<sup>23</sup> est, dit-il, « *une organisation née par diffusion territoriale avec une très forte hétérogénéité organisationnelle [...] avec une forte autonomie [des fédérations] par rapport au 'centre' du parti* »<sup>24</sup>. Et cela impacte la SFIO : « *Les traits cruciaux du modèle originel de la SFIO sont donc sa naissance par fédération d'une pluralité de groupes (ce qui implique un compromis politique entre tendances hétérogènes) et un 'modèle organisationnel' qui hérite du POF les traditions de la décentralisation et une faible cohésion structurelle* ». De plus « *la SFIO va hériter aussi du POF des relations faibles, et par moment inexistantes, avec le syndicalisme ouvrier* ». Les relations POF/CGT puis SFIO/CGT n'ont rien à voir avec les rapports SPD/syndicats allemands. La CGT a une forte composante anarcho-syndicaliste hostile aux partis, et donc le POF, puis la SFIO ne parviennent pas du tout à devenir hégémonique dans le syndicalisme français. En lien direct avec cela, Panebianco met aussi l'accent sur un autre aspect particulier de la naissance de la SFIO : « *à l'exception de l'ouvrier moyen de Paris et de peu d'autres zones, la France rurale va devenir l'aire d'expansion électorale (et organisationnelle) la plus importante du parti* » ; d'où, explique-t-il, la place de plus en plus prépondérante que prendra Jaurès à côté de, et face à, Guesde.

Quels points communs et quelles différences avec le PT ? Ce dernier naît bien, comme la SFIO, par l'intégration de nombreuses organisations déjà existantes. A ce niveau, la SFIO regroupe 5 organisations déjà en place, plus d'autres plus petites. Le nombre de groupes qui fusionnent en France est sans doute comparable à ce qui se passe en 1980 au Brésil. Dans le cas du socialisme français comme dans le cas du PT, on a donc affaire à la mise en place

---

<sup>21</sup> Idem, p. 187.

<sup>22</sup> Idem, p. 188.

<sup>23</sup> Idem, p. 187.

<sup>24</sup> Idem, p. 188.

d'un parti pluraliste et hétérogène. Mais une première différence réside dans le fait qu'en France il s'agissait d'un rapprochement entre organisations politiques, alors qu'au Brésil, l'impulsion vient, d'abord, de syndicalistes non organisés politiquement, ce qui permet, dans la foulée, d'attirer les groupes politiques existants. Une seconde différence est sans doute liée au fait qu'au Brésil, il n'existait pas de groupe de gauche pro-PT organisé d'une taille et d'une influence comparable au POF. Les organisations brésiliennes existantes avaient une très faible implantation ouvrière et peu dépassaient les 1 000 membres 1979. Par ailleurs, la situation du PT vis-à-vis du syndicalisme brésilien est totalement différente de celle de la SFIO face à la CGT, et même inversée, pour ainsi dire : alors que le socialisme guesdiste et la SFIO étaient largement rejetés dans le syndicalisme français, plus à gauche, plus radical et méfiant vis-à-vis des réformistes et des électoralistes, c'est au contraire une fraction largement majoritaire du syndicalisme brésilien, dominée par les *pelegos*, qui voyait d'un très mauvais œil l'émergence d'un syndicalisme combatif et la mise sur orbite d'un parti de gauche basé sur ce syndicalisme-là. Par ailleurs, le PT naissant est avant tout un parti urbain, un parti des grandes agglomérations. La ruralité n'occupe qu'une place marginale dans le tout nouveau parti brésilien. Notons enfin, entre la SFIO naissante et le PT un élément à la fois semblable et différent : si c'est une grande diversité de programmes et de pratiques différenciés qui fusionnent dans la SFIO, celle-ci donne, au départ, la prééminence à un courant (guesdiste) qui se réclame du marxisme ; dans le PT qui émerge en 1980, des composantes idéologiquement très diverses se retrouvent aussi, mais si le marxisme y est présent, il n'occupe pas le premier rôle et n'est pas mis en avant.

#### **d) Éléments de comparaison avec l'ensemble de la social-démocratie**

Dans les trois exemples choisis et exposés ci-dessus, on relève, à chaque fois, des ressemblances et des divergences avec le cas étudié. A la social-démocratie allemande, le PT ressemble par une structure fortement articulée et centralisée, mais aussi par une naissance dans une période trouble et fortement teintée de répression. Au travaillisme britannique, le nouveau-né brésilien ressemble en partie par ses forts liens avec le syndicalisme et par la volonté des travailleurs de prendre leur indépendance politique par rapport à des partis bourgeois. A la SFIO française, le PT ressemble par le regroupement en son sein de courants idéologiques très variés.

Il faut ajouter un élément important, même s'il ne vaut sans doute pas pour toute la social-démocratie, et en tout cas pas pour le Labour Party. Przeworski remarque, en citant la résolution du Congrès d'Eisenach, qu'au début de la social-démocratie, son « *attitude envers la participation électorale était, comme on peut le comprendre, prudente. Les socialistes sont entrés dans la politique électorale avec précaution, 'seulement afin de l'utiliser à des fins de propagande', et se jurait bien de 'ne pas entrer dans des alliances avec d'autres partis ou d'accepter des compromis'* »<sup>25</sup>. Le PT naissant affiche également, on l'a vu, de la prudence et de la distance vis-à-vis de la compétition électorale, et la fait passer après la nécessité de soutenir les luttes des travailleurs et d'œuvrer à leur organisation. De ce point de vue, le nouveau parti brésilien se rapproche du SPD, et aussi de nombreux autres courants constitutifs de partis socio-démocrates à leur origine. Nous verrons que cette question va mériter de notre part un suivi tout particulier.

---

<sup>25</sup> Adam PRZEWORSKI (op. cit. p. 9).



Mais si l'on constate des points communs entre PT et partis socio-démocrates naissants, on remarque que le PT ressemble à tel parti social-démocrate par certains traits, et à tel autre parti social-démocrate par d'autres traits. A l'inverse il se distingue de la même façon des uns et des autres partis socio-démocrates. Il en est ainsi, en premier lieu, pour une bonne raison : pour ne prendre que les trois cas considérés, les différences sont considérables entre partis de ce qui va constituer l'Internationale socialiste. Mais la suite de l'existence du PT va nous montrer d'autres ressemblances avec les partis de la social-démocratie, nous le verrons.

Terminons sur ce point en soulignant deux particularités du PT qui n'ont pas de correspondance dans la social-démocratie d'autrefois. Le premier point concerne les rapports avec l'Eglise : si le PT naît avec, en son sein, un secteur important lié à l'Eglise catholique de gauche, rien de tel n'était en gestation, ni même envisageable dans la social-démocratie européenne de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du début du 20<sup>e</sup> ; au contraire, d'une façon différenciée selon les pays, le socialisme était laïque dans son essence, et l'anticléricalisme dans certains pays comme la France, faisait partie de son bagage politique ; mais cela était aussi beaucoup lié au positionnement politique de l'Eglise : où était donc l'Eglise de gauche en Europe à cette époque ? Le second point est lié au simple fait qu'une centaine d'années s'est écoulée entre les deux époques, et que même si le Brésil n'a pas encore connu, en 1980, un mouvement ouvrier fort et structuré, les courants internationaux qui ont émergé dans l'histoire des ruptures de celui-ci (social-démocrate, puis communiste, puis trotskyste en opposition à l'évolution stalinienne du communisme, sans oublier le maoïsme, etc.) ont aussi trouvé une place, même modeste, au Brésil. Et une partie de ces courants se retrouvent dans le PT. Ce simple fait empêche le PT d'être un parti purement social-démocrate, car il incorpore des courants qui sont par essence post-social-démocrates. Toutefois, il faut considérer qu'il existait dans la social-démocratie originelle des courants révolutionnaires comparables programmatiquement à une partie des composantes qui ont rejoint le PT.

Voilà ce qu'il est possible de constater quant à la nature du PT qui vient au monde en 1980, et quant à ses ressemblances et à ses dissemblances avec certains de ses aïeux de la lignée socialiste. Nous serons amenés à reprendre ce travail sur la typologie et sur ces comparaisons, plus loin, en avançant dans l'histoire pétiste.

### **3°) Forces et faiblesses du nouveau venu sur la scène politique**

C'est donc un avenir prometteur qui se dessine pour le peuple de gauche brésilien, avec ce nouveau parti, qui a vocation à devenir un parti de masse, militant, ancré dans des syndicats et des mouvements populaires. Et l'enthousiasme prédomine parmi les activistes présents dans les usines, les banques, les services publics, les quartiers populaires, les campagnes rebelles, les universités... Le dirigeant syndical qu'est P. Skromov déclare ainsi qu'à cette époque, « *le pays explosait de tous les côtés (...) On apprenait des choses à une vitesse immense (...) On vivait des moments où les gens se formaient du jour au lendemain (...) A cette époque il n'était pas illusoire de penser que nous allions transformer le pays, créer une inflexion historique (...) Il y avait cette dynamique dans laquelle on vivait peut-être des moments rarissimes de l'histoire dans lesquels on peut rêver à voix haute* »<sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> M. HARNECKER (op. cit. p. 60).

La force des mobilisations populaires, la détermination perceptible parmi les millions de grévistes, et le dynamisme de l'outil politique dont les travailleurs brésiliens se dotent en 1980, permettent de penser que l'avenir a de bonnes chances d'être radieux pour eux.

Mais inquiétudes et critiques ne sont pas pour autant illégitimes. Certains rejettent celles-ci comme relevant nécessairement d'un vulgaire sectarisme. Ces condamnations sont sans doute un peu rapides et paresseuses. Car même si le sectarisme n'est pas absent chez certains, et même si c'est la ferveur qui est avant tout au rendez-vous, notamment parce que le nouveau parti semble destiné à occuper à lui seul l'essentiel de l'espace politique à gauche, il ne peut échapper à personne que le Parti des Travailleurs qui vient de naître est très hétérogène. Il comprend en son sein des personnalités et des groupes qui défendent toute la palette des positions de gauche, dont certaines sont politiquement très éloignées entre elles. Certains courants défendent des vues révolutionnaires, et d'autres groupes ou personnalités assument une obédience social-démocrate. Et parmi les premiers, certains comme la DS, misent beaucoup sur le PT avec l'objectif de le transformer en parti révolutionnaire ; tandis que d'autres, comme la CS, y entrent en étant convaincus que celui-ci ne pourra pas devenir un parti révolutionnaire, et qu'il va falloir batailler ferme à l'intérieur, sans illusions et tout en restant nettement organisés, dans une perspective d'entrisme.

Mais l'essentiel des forces militantes du PT se situe ailleurs que dans les groupes politiques organisés, et provient de deux composantes, d'ailleurs en partie liées. La première est celle du syndicalisme « authentique », qui apporte au parti, autour de dirigeants syndicaux populaires mais le plus souvent, on l'a vu, peu formés politiquement, combatifs mais assez empiriques, une grande masse de travailleurs qui aspire à prendre leur destin en main en utilisant le levier de ce parti. La seconde composante est liée à l'Eglise catholique de gauche. Celle-ci, porteuse d'une dimension éthique, influence d'ailleurs directement une part importante des dirigeants syndicaux promoteurs du parti, mais elle agit aussi, à travers les CEB et les pastorales, dans les quartiers populaires, à la périphérie des grandes villes, ou dans les campagnes. Cette seconde composante donne au parti sa capillarité à travers ce pays-continent, et lui permet de s'implanter d'emblée dans la grande majorité des Etats.

Pour comprendre l'avenir de l'histoire pétiste, il est juste, pensons-nous, de poser dès maintenant les trois questions suivantes, quant aux choix politiques qui ont été faits.

- On note, dès le départ, que certaines composantes du parti entretiennent entre elles des relations tendues, et qu'une certaine hostilité prédomine : c'est le cas en particulier, entre la composante du syndicalisme « authentique » et, au moins, une grande partie des « groupes de gauche ». Comment le parti va-t-il pouvoir gérer ces conflits, qui sont infiniment plus liés à de profondes divergences politiques qu'à des incompatibilités de personnes ?
- Nous avons remarqué à plusieurs reprises qu'à aucun moment, le principal leader du parti, Lula – mais la remarque vaudrait pour d'autres syndicalistes – n'a envisagé, pendant la vague de grèves qui monte au Brésil à partir de 1978, de favoriser l'auto-organisation, et l'implication directe des travailleurs dans la gestion de leurs grèves. Une certaine forme de verticalité prédomine, avec le syndicat qui commande sur la classe travailleuse, les travailleurs viennent écouter leur chef, et font ce qu'il dit (même si, on l'a vu, à un certain moment, la base a pu se rebiffer). On se demande, dans ce contexte, comment, notamment en période de crise politique aigüe, l'initiative des masses populaires pourrait se canaliser d'une façon indépendante autour d'un tel parti. S'il s'agit de construire un parti démocratique

de masses, qui soit l'expression de la base, pourquoi les dirigeants pétistes ne pas favorisent-ils pas plus complètement l'initiative de la base, dans les grèves notamment ?

- Le PT naît avec un programme inachevé, d'apparence confuse et en partie contradictoire, que nous analyserons en détail dans la dernière partie de ce travail. Ce caractère inachevé est revendiqué publiquement par ses dirigeants, dont Lula, qui estime que c'est aux travailleurs de définir le contenu du projet à long terme. Mais il est légitime de se poser alors deux questions par rapport à cet espoir affirmé. La première consiste à se demander comment le nouveau parti devra procéder, souvent dans l'urgence, face à des situations politiques tendues, si pour y faire face, il ne peut s'appuyer que sur ses propres «vides programmatiques» ou des éléments programmatiques contradictoires. La seconde question est celle-ci : est-ce que le traitement de questions programmatiques complexes, souvent abstraites – c'est-à-dire loin des préoccupations immédiates des travailleurs – parviendra à s'imposer dans le débat interne au parti, alors qu'on sait bien qu'en politique, ce qui domine le plus souvent est l'urgence et l'immédiateté ?

Voilà donc quelques points qui méritaient d'être signalés, révélant à la fois des forces et des faiblesses du nouveau parti. Il sera utile de les garder en mémoire pour mieux appréhender la suite de l'histoire du PT, de cette expérience politique inédite au Brésil.



---

## **Partie 3 – L’affirmation du PT comme opposition sociale et politique**

---

Tous les militants pétistes qui ont connu le parti dans les années 1980 – période traitée dans cette troisième partie – s’accordent sur l’idée d’un parti caractérisé par une intense vie militante, soulevant de grands espoirs (avec aussi, certes, son lot de désillusions). Ils gardent le souvenir d’une période enthousiasmante, ponctuée de luttes sociales et politiques d’ampleur. Ce moment correspond d’abord à la fin de la dictature. Celle-ci, agonisante mais toujours brutale et menaçante jusqu’à 1985, s’est fixé le but, avec les élites brésiliennes, d’assurer une transition politique d’essence conservatrice. Après 1985 la période de la ‘*Nova República*’, qui voit la mise en place d’une nouvelle Constitution, est agitée et instable. Cette période historique s’achève avec les élections présidentielles de la fin 1989.

Dans toute la décennie 1980, le parti se construit et devient progressivement une réalité nationale. Même si l’obtention de résultats électoraux significatifs n’est pas immédiate, c’est une force politique qui s’enracine parmi les travailleurs et diverses catégories populaires. Certes, le PT possède à la fois ses zones de forte influence et ses déserts militants. Mais les premiers se renforcent numériquement. Et, graduellement, les seconds se comblent partiellement durant cette période historique.

Le Parti des Travailleurs évolue en se construisant : sa force militante est vive et motivée tout au long de cette période, et son ancrage dans les combats populaires, notamment syndicaux, est notable. Nous verrons que PT de 1989, parti encore jeune, n’est déjà plus le même PT que le nouveau-né de 1980 : durant cette décennie, il trempe dans une actualité politique et sociale intense et mouvante, et il fait des choix politiques et organisationnels qui contribuent à l’évolution de son profil et de son orientation. Cette troisième partie tentera de voir clair dans le fil des événements internes et externes au parti qui expliquent cette évolution.

Nous essaierons de percevoir, dans les trois chapitres qui suivent, comment, une fois passé le cap de la fondation, le PT se construit et s’insère dans un paysage économique, social et politique en mutation et qu’il nous faudra décrypter ; et de faire ressortir plusieurs moments forts et points d’inflexion dans la vie interne du parti, et en lien avec les événements, qui contribuent à façonner sa trajectoire pendant la première décennie de son existence. Le chapitre 7 suivra le tout nouveau PT jusqu’à 1983. Le chapitre 8 traitera du parti au milieu des années 1980. Le chapitre 9 nous conduira de 1987 à la fin de 1989. Ce découpage chronologique peut sembler commode et artificiel. Il ne l’est pas, et nous voulons montrer que la fin de la décennie correspond à la fin d’une période de la vie du PT. Nous avons également conçu la délimitation de ces chapitres de façon à appréhender, à chaque étape, les mutations du PT dans le cadre d’une certaine continuité. Le chapitre 9 nous révélera un parti déjà différent de celui du chapitre 7. De sa naissance à la fin de 1989, toutefois, le PT reste fondamentalement un parti d’opposition, à la fois sociale et politique.



## Chapitre 7 : Les premiers pas du nouveau parti

---

Comment les militants du nouveau parti vivent-ils leur expérience ? Comment se construit, concrètement et localement, le PT à ses débuts ? Comment se déroulent les premières Rencontres nationales (RN) du parti et qu'apportent-elles ? Comment se produit le baptême du feu électoral du parti en 1982 et quelles sont ses conséquences ? Dans quel contexte politique, économique et social le PT évolue-t-il jusqu'en 1983 ? Avec les suites de ce baptême du feu, cette année-là marque en effet, selon nous, une première étape, avec un premier tournant dans la structuration et l'orientation du parti.

### Section 1 : Le militantisme pétiste des débuts

Les premières années de vie du PT sont indubitablement marquées par l'enthousiasme et la ferveur militante. Cela est une constante, même si les conditions concrètes de construction et de fonctionnement du parti varient d'un endroit à l'autre.

#### 1°) L'ambiance et les conditions initiales du militantisme pétiste

Sur le plan de la construction organisationnelle, le principe est que c'est la rencontre du parti à chaque niveau qui est l'instance de base pour élire la direction, ainsi que les délégués et leurs suppléants au niveau supérieur, sauf bien sûr pour la rencontre nationale. Sur le plan de l'ébullition militante, tous les témoignages concordent sur l'enthousiasme qui prédomine dans cette phase : le PT avait une forte capacité d'attraction. Donnons la parole à quelques-uns de nos interviewés.

##### a) Un parti attractif mais qui exige de gros efforts militants

Qu'y avait-il d'attractif dans le PT ? Rosalina Santa Cruz répond : « *Mon expérience au PT au début a été très forte, comme pour nous tous, d'abord parce que nous venions des partis traditionnels avec lesquels nous avons rompu, y compris quand nous avons opté pour la lutte armée* »<sup>1</sup>. Elle va même au-delà : « *nous avons, en tant que génération, en tant que groupe, une rupture avec ces modèles de parti traditionnel, le parti léniniste etc. Et le PT se présentait comme un parti différent, il venait du mouvement, il se disait non pas un parti de cadres mais un parti de masses. Ainsi nous nous sommes identifiés à ce projet dès les premiers instants* ». Le PT « *était l'expression même du mouvement* ». S'agit-il vraiment d'une rupture profonde, culturelle, générationnelle avec les partis traditionnels ? On comprend que Rosalina Santa Cruz a ici en ligne de mire l'autoritarisme qui régnait dans les partis de la gauche « traditionnelle » - c'est-à-dire issue du parti communiste – et qui se manifestait par un fonctionnement verticaliste, des chefs qui ont « toujours raison », des exclusions, etc. De fait, une bonne partie des groupes de gauche qui intégraient le PT n'étaient pas seulement d'origine léniniste, mais de matrice stalinienne, ce qui n'est pas la

---

<sup>1</sup> Notre interview de Rosalina Santa Cruz.

même chose. Et parmi les groupes se référant au trotskysme, ce qui prévalait n'était pas toujours une parfaite transparence et une démocratie irréprochable, comme nous l'avons vu. Mais retenons cette idée : le PT apporte une expérience nouvelle, celle d'un parti construit à partir du mouvement d'en-bas. Nous tenterons de saisir, par la suite, comment l'impulsion par en-bas s'articulera, au fur et à mesure, avec les choix faits au sommet du parti.

Tatau Godinho confirme l'attractivité du nouveau parti, et la relie à une forte dynamique militante : « *Cette période a été une période de militantisme très fascinante, parce que réellement, il y avait une dynamique de participation, d'organisation du parti, le défi d'un combat dans la société brésilienne pour une définition idéologique plus ferme. Et donc tout cela était très positif et c'était une chose qui nous poussait à nous impliquer beaucoup* »<sup>2</sup>.

Même écho très enthousiaste du côté de la très industrielle cité de Volta Redonda (RJ). L'ex-pétiste et syndicaliste métallurgiste Vanderlei Barcelos raconte la première réunion du PT dans cette ville. Il était déjà un militant syndical acharné, et est allé à un meeting, incité par sa sœur, mais croyant se rendre à une réunion sans importance : « *C'était un meeting de masse, déjà, dans le stade de Volta Redonda [...] environ 10 000 personnes. Il y avait Lula (...) Quelle aventure ! C'est là qu'a commencé mon militantisme au PT, c'est là que j'ai découvert qu'il n'y avait pas que cette réunion publique-là, car quand on est allé à celle-là, on finit sans le vouloir par se sentir engagé à aller à la réunion suivante... [La première fois] j'y suis allé sans savoir où j'allais [...] et ensuite, ça a été clair : j'ai continué à y aller* »<sup>3</sup>.

Même quand on entrait au parti quelques années après sa fondation, comme c'est le cas d'Arivelton Machado, qui y a adhéré en 1985 dans la ville de Goiânia (qui est loin d'être le berceau du PT), l'impression d'une grande force militante était très prégnante. La présence de « *l'idéologie était très forte, avec les drapeaux des partis de gauche, du communisme, du socialisme qui servait encore de boussole au parti, à cette époque. Et ce fut donc une période avec beaucoup de militantisme et beaucoup de théorie, très riche* »<sup>4</sup>. Il ajoute plus loin : « *Comme le Brésil vivait une longue période de dictature et d'oppression, le PT, qui surgit dans ce climat, va avoir un militantisme très fort, avec une intervention dans la société, proposant de nouvelles manières d'administrer, revendiquant avec le travailleur [...] le PT a eu toute cette force parce qu'il y avait une exigence réprimée au Brésil* »<sup>5</sup>.

Pour Luis Azevedo, la première période va jusqu'en 1986 et le PT est alors « *tourné vers le dialogue avec les travailleurs* »<sup>6</sup>. Cette période se caractérise par « *beaucoup de militantisme pour construire les noyaux de base dans les catégories professionnelles, dans les quartiers et dans les villes, et donc pour créer les directoires du parti. C'est beaucoup de travail de construction, pour affirmer une nouvelle offre politique* ». Mais pour lui, il n'y a pas que l'enthousiasme et la ferveur, il y a aussi de la douleur dans le militantisme pétiste : le vécu du militantisme pétiste « *jusqu'à 86 est fait de beaucoup de confrontations, souvent d'emprisonnement, d'assassinats [...] Je dirais que jusqu'à 86 nous avons vécu une période de guerre. J'ai été arrêté en 83. Lula a été arrêté en 80. Gushiken a été arrêté en 80 et il y a toute une série d'emprisonnements. Les grèves étaient réprimées [...] On payait cher pour*

---

<sup>2</sup> Notre interview de Tatau Godinho, réalisée à São Paulo (SP) le 12 août 2010.

<sup>3</sup> Notre interview de Vanderlei Barcelos, réalisé à Volta Redonda (RJ) le 14 mai 2014.

<sup>4</sup> Notre interview d'Arivelton Machado, réalisée à Goiânia (Goiás) le 11 août 2010.

<sup>5</sup> Idem.

<sup>6</sup> Notre interview de Luiz Azevedo. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.



*construire le PT, on payait en y consacrant des heures et des heures, et il y a eu beaucoup de relations rompues, de séparations. Cela a été une période très dure pour nous ».*

Markus Sokol confirme les efforts nécessaires pour les militants du PT à cette époque, mais relativise. Pour lui, au moment de la création du PT, *« c'était en partie un acte de courage, parce que c'était une rupture avec la société politique telle qu'elle était organisée, un véritable affrontement. Mais rien d'héroïque [...] Le régime était déjà en situation de crise assez avancée. Mais cela comportait une certaine décision de se dévouer à quelque chose qui n'était pas une carrière politique. Aujourd'hui, quelqu'un peut regarder le PT comme l'instrument d'une carrière politique. A l'époque, non ! C'était un parti militant »*<sup>7</sup>.

## **b) De gros changements pour les militants des « groupes de gauche »**

Au moment de la fondation du parti, et à ses tout débuts, de gros changements se sont produits dans la vie des militants habitués aux débats de groupes de gauche souvent très restreints, dans la clandestinité. Carlos Henrique Arabe explique qu'avant le PT, *« toute l'activité politique de gauche était menée en-dehors du système légal, partisan. Certains secteurs ont tenté d'utiliser le MDB, comme front légal d'opposition, et cela est toujours resté très limité. Donc, le PT est apparu comme une alternative, à la fois légale et vraiment de gauche, dans ce contexte »*<sup>8</sup>. Et les premières années du PT *« ont été, d'abord, très riches en contacts avec la population »*, ce qui pour les militants de la DS – son courant politique – était nouveau. *« C'est très important : nous avons commencé à avoir un contact avec, au moins, une partie du peuple que nous ne connaissions pas [...] On ne connaissait pas les travailleurs, pour nous c'était des personnages qui relevaient presque de la littérature »*.

Bruno Maranhão avait longtemps lutté dans la clandestinité, il avait été exilé. Que représente le développement d'un parti de masses pour un tel militant ? *« Au début des années 80 le travail militant a complètement changé. Cela a été une expérience toute nouvelle, de passer de la clandestinité au travail légal, d'avoir la possibilité de parler normalement au téléphone – avant on parlait par codes, on utilisait des noms de guerre – et là, on commençait à avoir une vie, au sein de la société, en construisant une alternative »*<sup>9</sup>.

Il est probable que cette dynamique militante de masse était vécue d'une façon d'autant plus intense que la différence avec le passé était plus marquée. L'afflux massif de nouveaux adhérents va donc avoir un impact particulier sur des militant-e-s de groupes de gauche préexistants, qui avaient auparavant évolué dans la clandestinité d'un activisme plus ou moins groupusculaire. Ce qui est le cas, parmi les interviewés cités plus haut, de Carlos Henrique Arabe, de Tatau Godinho, de Rosalina Santa Cruz, de Markus Sokol, ou de Ricardo de Azevedo. C'est ce que nous confirme ce dernier, issu de l'AP : *passer au PT, c'est « un changement radical, sortir de la clandestinité, pour des activités politiques ouvertes, légales, c'est un changement radical, dans la vie des gens »*<sup>10</sup>.

C'est aussi ce qu'explicite Ana Lúcia Santa Cruz, qui venait de la Convergence Socialiste. Pour elle, le passage au militantisme pétiste représente un *« changement fondamental. On se retrouve avec une capacité multipliée par cinq de s'adresser à la société. C'est totalement nouveau pour des gens comme nous [...] On peut, à cœur ouvert –*

---

<sup>7</sup> Notre interview de Markus Sokol.

<sup>8</sup> Notre interview de Carlos Henrique Arabe. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>9</sup> Notre interview de Bruno Maranhão.

<sup>10</sup> Notre interview de Ricardo de Azevedo.

*nous qui venions de la dictature militaire, dans la clandestinité – dire haut et fort qu'on est du Parti des Travailleurs, et que les travailleurs votent pour les travailleurs – c'était la consigne, et elle était très gratifiante pour nous – et on peut se balader avec les insignes du parti. Le changement, c'est donc aussi cette capacité à potentialiser les revendications et l'organisation des travailleurs. Je crois que ça a été un grand bond en avant »<sup>11</sup>.*

### **c) Des conditions de construction très variables d'un endroit à un autre**

La dynamique militante était forte de manière générale, mais les conditions de construction du PT étaient très inégales d'un endroit à l'autre, tant en termes quantitatifs qu'en termes qualitatifs et de rapports de forces entre les différentes composantes du nouveau parti. En dehors des endroits à propos desquels nous avons mené notre propre recherche, l'historien Lincoln Secco évoque des situations très variées entre Etats ou entre municipes d'un même Etat.

L. Secco fait référence à l'Etat du Maranhão, où, explique-t-il, « *il n'existait pas un syndicalisme actif, ou bien il était favorable au gouvernement [...], où c'est le PT qui a créé le nouveau syndicalisme et non le contraire* »<sup>12</sup> - une inversion de la situation qui prévalait ailleurs, tout particulièrement dans l'ABC, berceau du pétisme.

Il évoque aussi la situation de la ville de Santo André, où « *le parti est né du MDDF (mouvement pour le droits des habitants des favelas), de l'Eglise locale, et du mouvement des usagers des transports publics* » - pourtant Santo André représente le A de l'ABC, c'est une commune industrielle limitrophe de São Bernardo do Campo (où Lula dirigeait le syndicat) et qui partage avec sa voisine un certain nombre de caractéristiques sociologiques ; néanmoins, malgré les grèves massives qui s'y sont déroulées aussi, le syndicalisme n'y a pas joué le premier rôle dans le lancement du PT.

Il cite deux cas où l'impulsion initiale donnée à la création du parti est venue d'une personnalité politique, « *comme Freitas Diniz dans le Maranhão, ou Henrique Santillo dans le Goiás (même si l'action d'autres segments [militants] a, plus tard, effrayé ces députés)* »<sup>13</sup> - il faut noter toutefois que ces cas sont très peu nombreux, vu le faible nombre des premiers élus gagnés au PT. Une étude sur le PT du Maranhão<sup>14</sup> montre d'ailleurs que la présence d'élus comme éléments fédérateurs pour la construction du PT n'allait pas toujours de soi. Là, Freitas Diniz et son groupe se sont très vite trouvés en conflit avec l'autre élément présent localement au lancement du parti : les « étudiants » qu'ils jugeaient « *naïfs et romantiques* », issus parfois d'organisations clandestines, particulièrement la Polop et le MEP. L'élu et son entourage militant insistaient sur le travail institutionnel pour construire le parti alors que « les étudiants » (qui n'étaient d'ailleurs pas que des étudiants, même si les étudiants étaient l'élément dominant de ce second bloc pétiste) insistaient sur la construction à la base et la nouveauté du PT et n'avaient pas confiance dans le « groupe de Diniz ».

Parfois, explique L. Secco sans plus de précision, le parti ne comptait presque que « *des militants trotskystes ou issus d'organisations ayant survécu à la lutte armée* »<sup>15</sup>. L.

---

<sup>11</sup> Notre interview d'Ana Lucia Santa Cruz.

<sup>12</sup> L. SECCO (op. cit. p. 43). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>13</sup> Idem, p. 44.

<sup>14</sup> Arleth SANTOS BORGES : « *Trajetória e institucionalização do Partido dos Trabalhadores no Maranhão* », in Vitor AMORIM de Ângelo (coord.), (op. cit. p. 39-40).

<sup>15</sup> L. SECCO (op. cit. p. 44).

Secco insiste aussi sur l'importance cruciale de l'action militante liée à l'Eglise catholique en bon nombre d'endroits. Il évoque l'action des CEB, comme à Viana, dans la banlieue de Vitória (ES), où, dit-il, « *le PT a été l'œuvre des CEB* »<sup>16</sup>. Ailleurs, en beaucoup d'endroits, il raconte que les réunions du PT se tenaient à l'intérieur de l'Eglise, et que dans le cas de Bebedouro (SP), « *le PT a été fondé dans la salle paroissiale* »<sup>17</sup>. Quelquefois, l'action de l'Eglise venait renforcer d'autres initiatives. L. Secco expose ainsi la situation à Barretos (SP) : « *le PT est né de l'action d'étudiants en ingénierie civile, mais il ne s'est enraciné socialement qu'avec le soutien de la Pastorale de la jeunesse* »<sup>18</sup>. Mais parfois, cette implication de l'Eglise n'existait carrément pas et l'Eglise pouvait être anti-pétiste. L'historien explique aussi que dans une autre ville du São Paulo, Ubatuba, « *l'Eglise catholique n'a joué aucun rôle sérieux dans la fondation du parti. La ville avait une présence protestante importante et les rôles centraux sont revenus à l'Apeosp (Association des enseignants de l'Etat de São Paulo) et à la Libelu* »<sup>19</sup>.

## **2°) Des conditions de départ contrastées : quelques cas**

Penchons-nous à présent davantage sur quelques exemples de dynamiques régionales et locales, significatives d'une partie de cette immense diversité de situations, mais qui révèle les facteurs favorables, ou au contraire défavorables, à l'émergence du nouveau parti. Nous évoquerons successivement les conditions de lancement du PT dans l'Etat d'Acre, à Rio de Janeiro, à Olinda et dans le Pernambouc, puis à João Pessoa (Etat de Paraíba). Nous traiterons plus loin les cas du São Paulo et du Rio Grande do Sul à propos de la lutte pour la légalisation du parti.

### **a) L'Etat d'Acre : des conditions favorables et des progrès rapides**

Commençons par un cas où le démarrage du PT a été rapidement couronné de succès. Nous nous fondons sur le travail de M. Keck, qui a plus particulièrement étudié le lancement du PT dans cet Etat amazonien. Il est intéressant de le relever, car ce cas permet sans doute de mieux saisir, par contraste, ce qui ailleurs a été source de difficultés et de retards.

Pour M. Keck, les succès rapides remportés dans la construction du PT dans l'Acre proviennent d'un travail militant effectué « *avec une base sociale plus homogène [qu'ailleurs]. Là, le groupe de base pour l'organisation du parti était constitué, d'un côté, par le réseau des communautés de base de l'Eglise, et de l'autre par les syndicats ruraux (qui en vérité, étaient étroitement liés aux communautés de base). Le terrain politique dans l'Acre avait été relativement bien préparé* »<sup>20</sup>. Elle évoque, à l'occasion des élections de 1978, la mise sur pied d'un front populaire des forces progressistes, qui avait présenté au MDB un programme de changements sociaux et politiques à mettre en œuvre, qui sur cette base avait obtenu quelques élus, et qui réclamait la création d'un parti dont les caractéristiques ressemblaient fort à celles du PT qui allait surgir<sup>21</sup>. Cela a contribué à offrir

---

<sup>16</sup> Idem, p. 45.

<sup>17</sup> Idem, p. 45-46.

<sup>18</sup> Idem, p. 46.

<sup>19</sup> Idem, p. 47.

<sup>20</sup> M. KECK (op. cit. p. 119). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>21</sup> Elle précise sur ce point que le front populaire des forces progressistes réclamait un parti « *qui offre l'opportunité, pour la base, de participer, et d'accéder à des positions dirigeantes, qui défende les droits des opprimés, qui soit en recherche de changements sociaux, qui se dresse contre la dictature, et toutes les formes oppressives de pouvoir ; un parti qui lutte pour*

un excellent accueil au PT lorsqu'il a effectivement été lancé. Le nouveau parti a obtenu le soutien du « *délégué de la Confédération des syndicats ruraux (CONTAG) à cet endroit (João Maia)* »<sup>22</sup>, ainsi que celui des autorités religieuses : « *les dirigeants des communautés de l'Église dans presque tout l'Acre semblent avoir été ostensiblement plus politisés que dans la majorité des autres États, probablement parce que l'évêque Dom Moacyr Grechi s'était montré disposé à accepter un degré plus élevé de politisation des communautés à partir du moment où elles remplissaient leur fonction religieuse* ». M. Keck conclut : « *L'Acre constitue l'unique État du Brésil où les directoires du parti ont été organisés dans tous les municipes* ».

## **b) Des débuts difficiles pour le PT à Rio de Janeiro**

Le cas de Rio mérite qu'on s'y arrête assez longuement, d'abord car il s'agit d'une très grande ville, et ensuite parce qu'elle apparaît un peu comme une antithèse de la situation pauliste. Les conditions de lancement du PT ont été indubitablement plus difficiles à Rio que dans l'État et la capitale pauliste – sur lesquels nous revenons plus loin – et la capitale carioca a même été, de façon durable, un gros point faible de l'implantation pétiste.

L. Secco insiste sur l'importance de la réorganisation du mouvement étudiant dans le lancement du PT à Rio : celle-ci, dit-il, « *a fourni des militants au PT [...] où la majorité des adhésions sont venues de leaders étudiants* »<sup>23</sup>, ce qui faisait du PT *fluminense*<sup>24</sup>, à ses débuts, un parti de classes moyennes, explique-il. Comme l'écrit Maria do Socorro Sousa Braga, « *le PT de Rio est né, nettement, parmi les secteurs moyens de la société carioca organisée (ou pas) en associations syndicales, dans les universités et les mouvements sociaux urbains. Cependant, au cours de sa formation, l'adhésion de militants chrétiens, de syndicalistes liés au secteur métallurgique, ainsi que de dirigeants de mouvements populaires, a élargi le profil social du parti* »<sup>25</sup>.

Cyro Garcia témoigne dans le même sens en précisant qu'à ses débuts, « *le PT à Rio était beaucoup constitué de militants de la Zone Sud de Rio [connue pour être peuplée principalement par les catégories socio-professionnelles moyennes et supérieures]. Voilà la vérité, car il n'avait pas une bien grande base ouvrière. C'était le PCB qui dominait les syndicats ouvriers ici, c'était ce qui s'appelait l'Unité syndicale. Donc le PT avait beaucoup de militants qui étaient des intellectuels de la Zone Sud, des universités, des professeurs. Il y avait beaucoup... de travailleurs des banques... mais nous n'avions pas de base ouvrière comme à São Paulo, ou comme en d'autres endroits* »<sup>26</sup>.

La force maintenue du PCB – malgré une conjoncture nationale en sa défaveur – et son influence sur le mouvement syndical *fluminense*, et dans une moindre mesure une présence du MR8, le choix fait par ces partis de rester dans le cadre du MDB, là se trouve sans doute l'élément clé expliquant la faiblesse du PT à Rio. Pourtant des tentatives ont bien eu lieu pour faire évoluer le mouvement syndical carioca vers la projet pétiste. M. Keck ajoute

---

*l'indépendance économique du Brésil et ait une orientation socialiste, c'est-à-dire qui ait pour objectif de remettre le pouvoir économique entre les mains de la population organisée* » (p. 120).

<sup>22</sup> M. KECK (op. cit. p. 120).

<sup>23</sup> L. SECCO (op. cit. p. 44).

<sup>24</sup> *Fluminense* = de l'État de Rio de Janeiro.

<sup>25</sup> Maria do Socorro SOUSA BRAGA : « *Partido dos Trabalhadores : condições de origem e variações estaduais* » in Vitor AMORIM de Ângelo (coord.) (op. cit. p. 77).

<sup>26</sup> Notre interview de Cyro Garcia.

quelques précisions en ce sens : « *la tentative des fondateurs du parti de convaincre les leaders syndicaux de Rio de Janeiro de devenir les porte-parole de la proposition du PT, par exemple, s'est en grande partie soldée par un échec. Bien que quelques dirigeants syndicaux aient fini par entrer au parti, ils n'en pas été les principaux animateurs à Rio* »<sup>27</sup>.

Joaquim Soriano était à Rio à cette époque et il revient assez longuement sur les conditions concrètes des premières années de construction du nouveau parti. Dans l'Etat de Rio et dans la ville même, le « nouveau syndicalisme » est faible, le PC est assez fort. Il faut donc trouver d'autres forces – politiques, syndicales, sociales – pour construire le PT, en essayant de les agglutiner. « *Une personnalité qui a pris de l'importance au début était un député [...] Khaír<sup>28</sup>. A ce qu'il paraît, il est peu resté au parti. Il y avait une dirigeante importante à Volta Redonda, Dona Rosalice Fernandes : son père avait été président du syndicat [...] Après un certain temps, des gens de l'Eglise, de la pastorale se sont rapprochés, comme le président des syndicats de métallurgistes de Niterói [...] et le groupe de Joaquim Arnaldo, qui faisait partie de la section de la Baixada Fluminense – ça faisait partie de l'Eglise – et certaines organisations de gauche, progressivement, participèrent au PT. A Rio, il y avait des forces, pas seulement dans le mouvement syndical mais aussi dans les quartiers populaires, l'Ala Vermelha du PCdoB, et l'Action Populaire (AP) qui était en grand débat pour savoir si elle allait entrer au PT ou bien suivre une autre voie, celle de la création d'un parti populaire [...] et ils étaient déjà forts à Rio, avec une présence dans la classe moyenne, des journalistes, des étudiants. Ils avaient déjà des députés, le député José Eudes* »<sup>29</sup>. Et donc, le PT carioca des débuts apparaissait comme un regroupement de « *dirigeants dans des domaines spécifiques, avec une insertion sociale, etc. mais il y avait un poids important du PCB dans les syndicats. Et c'est alors que l'AP décide d'entrer au PT. Ce fut un grand événement, parce que le rapport de forces se modifiait beaucoup. Et alors, une direction du parti s'est constituée. Là, à Rio de Janeiro, il y avait des figures de la gauche révolutionnaire, de la gauche non communiste très importantes. Il y avait Apolônio de Carvalho, un dirigeant d'une haute stature intellectuelle et morale ; Jair Ferreira, un représentant important de l'AP était aussi sur Rio [...] Il y avait un activisme impressionnant : les week-ends, il y avait toujours des gens de qualité qui voulaient faire de la propagande* »<sup>30</sup>.

M. Keck perçoit ainsi les difficultés : « *Les problèmes à Rio étaient la résultante de deux facteurs principaux : en premier lieu, le manque d'expérience du noyau organisateur de São Paulo pour évaluer ses alliés potentiels ; en second lieu, le fait de ne pas avoir pris en compte les différences très claires qui existaient entre la base potentielle du parti à Rio et à São Paulo* »<sup>31</sup>. Elle ajoute, à propos de la fragmentation des composantes du PT carioca, avec les conflits et les divergences qui en découlaient : « *La diversité était telle que, pendant ses premières années d'existence, aucun groupe n'a réussi à imprimer sa marque de façon permanente au parti à Rio [...] Le parti boitait et parvenait difficilement à survivre* »<sup>32</sup>.

Malgré ces difficultés, le PT va se construire progressivement à Rio. Luiz Tenório explique comment se sont constitués les noyaux. Il se souvient que le mot d'ordre des militants qui allaient chercher des signatures pour légaliser le parti était «Terre, travail et

---

<sup>27</sup> M. KECK (op. cit. p. 118).

<sup>28</sup> Au niveau des élus pétistes, il convient d'ajouter, pour Rio, le nom du député fédéral José Eudes.

<sup>29</sup> Notre interview de Joaquim Soriano.

<sup>30</sup> Idem.

<sup>31</sup> M. KECK (op. cit. p. 118).

<sup>32</sup> Idem, p. 119.

liberté ». Comment, dans le même temps, organiser les gens ? « *Il y avait un directoire du PT dans l'Etat de Rio, ce directoire avait une commission exécutive, et à partir de là, le parti était organisé en noyaux. A l'époque ces noyaux étaient structurés surtout par lieu d'habitation. Par exemple, tous les gens qui habitaient dans la 6<sup>e</sup> zone électorale, qui regroupait Catumbi, Santa Tereza etc. se réunissaient avec le noyau de cette région. Il y avait un noyau à Botafogo, un autre dans la Zone Sud, un dans la Zone Ouest, un noyau à Campos, etc. Et donc des noyaux étaient créés par lieu d'habitation, par secteur géographique. Mais ce noyau par secteur géographique n'était pas le lieu de militantisme de tous les gens, parce que, par exemple, moi, je ne me sentais pas engagé dans le lieu où j'habitais, un endroit qui pour moi ne servait qu'à aller dormir, parce que je passais tout mon temps à travailler en dehors de cet endroit. Je n'avais pas d'identité, malgré le fait que j'étais d'accord avec la lutte de l'association des habitants, qui voulait un parc pour les enfants, l'amélioration du réseau d'égouts. Mais cela ne regroupait pas tant de militants que cela. Et donc la seule alternative que j'ai eue a été la création d'un noyau professionnel. Et il y avait donc un noyau dans la santé, dans mon cas – je suis médecin – et nous avons fondé le noyau dans la santé avec d'autres gens, bien sûr, un grand nombre de camarades infirmiers et infirmières, de médecins, d'assistantes sociales [...] Nous avons créé ce noyau au niveau de l'Etat de Rio. Et nous avons créé aussi un noyau dans l'éducation [...], le noyau des travailleurs du métro – le syndicat des travailleurs du métro était l'un des plus importants à cette époque, le métro de Rio était en construction –, de nombreux noyaux de métallurgistes. Donc, des noyaux par catégorie professionnelle.* »<sup>33</sup>

Luiz Tenório mentionne les noyaux par zone géographique d'habitation et par branche ou secteur professionnel, mais existait-il des noyaux par entreprise ? Il nous donne sa réponse pour Rio : « *C'était très rare, cela pouvait arriver dans une très grosse entreprise – il y avait le noyau de la Petrobrás – et c'était beaucoup plus sur la base de la catégorie professionnelle, ou plus exactement par branche d'activité, la branche santé, la branche éducation, la branche de la culture. Mais cela ne répondait pas aux attentes de tout le monde, et donc on a commencé à créer le noyau féministe du PT, le noyau des femmes du PT. Et ces noyaux avaient leurs réunions, leurs assemblées* ». Et il explique avec force détails ce pour quoi se battait le noyau carioca de la santé, puis celui de l'université<sup>34</sup>.

### **c) Le cas d'Olinda et du Pernambouc : un PT à la composition assez mélangée**

Marcelo Santa Cruz évoque également cette phase initiale et son propre vécu, à Olinda et dans l'Etat de Pernambouc. « *Dans le processus d'affiliation au parti, on parlait avec les statuts du parti, on discutait avec les gens, on faisait payer une cotisation mensuelle pour que les gens puissent adhérer au parti – en plus de l'adhésion, les gens devaient contribuer financièrement au soutien du parti – et quand les gens venaient ici pour fonder, pour*

---

<sup>33</sup> Notre interview de Luiz Tenório. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>34</sup> Il déclare notamment : « *Dans la santé, nous défendions avec ardeur l'implantation de ce qui est aujourd'hui le Système Unique de Santé, le renforcement du secteur public, plus de budget pour la santé, de meilleures conditions de travail pour les professionnels de la santé, une campagne pour que le ministère revienne bien plus à des actions collectives et préventives qu'à des actions curatives, le fait de sortir de la vision centrée sur l'hôpital qui prévalait depuis longtemps. Dans l'éducation, on parlait de la question de la dignité de l'enseignant (...); il y avait la lutte pour le droit au goûter pour les populations pauvres, et on parlait déjà à cette occasion de la perspective d'établir des quotas, pas des quotas raciaux, mais des quotas pour que la population la plus défavorisée puisse entrer dans les universités. Et ensuite, nous avons commencé à créer des noyaux au sein de l'université. Le noyau de l'UERJ ici a été inauguré 3 ou 4 ans après la fondation du PT, en 85 je crois* ».

*organiser le parti, ils logeaient dans la maison des militants, personne n'avait les moyens de loger dans un hôtel »<sup>35</sup>.*

Au niveau des composantes du nouveau parti, le PT dans le Pernambouc en général, et à Olinda en particulier, est d'une composition assez mélangée. Au départ, on trouve deux forces principales : l'Eglise de gauche, et des mouvements sociaux autour de l'amnistie, plutôt liées aux classes moyennes : *« Les premiers militants venaient soit de l'Eglise – ou bien des communautés ecclésiales de base, ou alors ils étaient des dirigeants qui avaient été formés à la JUC, à la JOC – Jeunesse Catholique Ouvrière ; soit ils venaient des comités brésiliens pour l'amnistie, du mouvement féminin pour l'amnistie, ou bien c'étaient des ex-prisonniers qui étaient sortis de prison en 79 avec la Loi d'Amnistie, ou qui étaient revenus de l'étranger »*. Pour ce qui est des militants amnistiés, il ajoute : *« ici dans l'Etat [de Pernambouc] il y a la figure de Bruno Maranhão, qui a été pourchassé, qui est parti à l'étranger, est revenu et a participé à la fondation du parti »*.

On voit que dans le Pernambouc, les secteurs progressistes de l'Eglise ont un rôle essentiel. Ce n'est pas comme à São Paulo : sur Olinda, le syndicalisme combatif n'apparaît pas. Et il y a un poids important des prisonniers et exilés, anciens activistes des organisations de gauche pour beaucoup. Il n'en va pas tout à fait de même sur la capitale, Recife. Marcelo Santa Cruz poursuit sa description des débuts du PT dans l'Etat, en évoquant aussi le cas de Recife, et il précise qu'il y avait là la participation de militants qui étaient notamment des syndicalistes ouvriers : *« Il y a aussi les jeunes et il y a également plusieurs travailleurs<sup>36</sup>, des gens qui venaient du milieu syndical, de la lutte syndicale qui s'organisait, et beaucoup également, avec la formation de la JUC, de la JEC et de la JOC »*. Il corrige donc en partie sur ce qu'il expliquait juste avant : *« Et à ce niveau, il y a beaucoup ce profils [y compris] le profil de gens qui participent au mouvement ouvrier, qui travaillent sur la question de l'organisation syndicale »*. Et il ajoute après avoir mentionné à nouveau la question des amnistiés qui participent au comité, et l'importance des communautés ecclésiales de base dans le PT, *« des personnes qui ont été forgées au cœur de la lutte des pastorales »*, *« certains intellectuels comme Sérgio Buarque de Gusmão »*.

Il rappelle que le PT naît dans un contexte de montée des luttes (ouvrières avec notamment l'ABC ; féministes également avec un mouvement des femmes qui gagne de la visibilité ; avec les pastorales qui reprennent leur travail d'éducation dans les églises et de formation des jeunes ; étudiantes avec un mouvement qui renaît de ses cendres). Cela bien sûr crée une dynamique favorable. En outre, ajoute-t-il, le PT *« est très différent dans sa pratique, de ce que faisaient les partis traditionnels, qui étaient populistes et qui décidaient tout au niveau du sommet, qui n'avaient pas de démocratie interne. Et le PT, quand il s'est organisé, avait un directoire et avait aussi les noyaux de base. Ensuite, on a commencé à créer des noyaux professionnels, d'avocats, d'enseignants, d'architectes, d'ingénieurs, tout le monde s'organisait et participait, et avait de l'influence sur les instances du parti, les directoires municipaux, les commissions exécutives municipales, le directoire du PT dans l'Etat, etc. Il y avait également les noyaux par quartier, comme Rio Doce, Jardim Atlântico<sup>37</sup>, divers quartiers créaient leur noyau, se réunissaient, et le parti agissait »*.

#### **d) Emergence quasi-simultanée de syndicats et du PT : João Pessoa, Paraíba**

<sup>35</sup> Notre interview de Marcelo Santa Cruz. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>36</sup> Dont il cite les noms.

<sup>37</sup> Il s'agit de quartiers d'Olinda.

Le lancement du PT à João Pessoa (PB) est intimement lié à l'émergence d'un syndicalisme d'opposition aux structures officielles, liées à la dictature. En fait les outils politiques et syndicaux apparaissent dans le même mouvement. Plusieurs branches vont se rencontrer à cette occasion, et donneront naissance au PT et à la CUT. Il s'agissait, pour les fondateurs du PT Edvan Silva et Wilson Aragão, de lutter à la fois sur le plan syndical et sur le plan politique.

Wilson Aragão explique que c'est en 1979 qu'a lieu la première grève dans l'enseignement. Il était, raconte-t-il, professeur non titulaire d'éducation physique dans une école située à la périphérie de João Pessoa, dans un milieu très pauvre. Et c'est ainsi qu'il nous narre le début du début des mobilisations populaires dans cette ville : « *le premier séminaire d'organisation des enseignants [a eu lieu]. J'ai été élu par les enseignants de mon école pour représenter celle-ci à ce séminaire. Et alors, le séminaire a débouché sur une grève, il a lancé une grève. Il n'y avait jamais eu de grève dans notre catégorie professionnelle* »<sup>38</sup>. Il nous donne force détails sur l'absence de moyens qui caractérisait l'enseignement dans cette école publique pour les pauvres, et sur la façon dont, progressivement, une prise de conscience sociale a pu avoir lieu, d'abord au niveau des enseignants, puis au niveau de l'ensemble des travailleurs<sup>39</sup>. Et, poursuit notre interviewé, « *de 1979 à 1982, nous avons vécu ce mouvement... Cela a été très rapide [...] Très vite, est arrivée l'Anamos<sup>40</sup>, pour préparer la fondation de la CUT* ».

Entre 1979 et 1982, les enseignants se mobilisent donc à João Pessoa, et ils se politisent. C'est dans cet intervalle de temps que le PT va surgir, et cela va servir de cadre catalyseur, permettant notamment la construction d'autres syndicats indépendants. La fondation du PT précède de peu l'apparition de syndicats indépendants dans l'industrie. Paulo Skromov, en particulier, faisait des déplacements depuis São Paulo, pour aider à la structuration du PT à João Pessoa, notamment autour du regroupement progressif de forces syndicales indépendantes.

Edvan Silva raconte que le PT, né nationalement en 1980, démarre aussi, lentement, dans la Paraíba, et ajoute : « *en 1981, nous avons fondé la commission municipale provisoire [du PT]* »<sup>41</sup>. Il raconte aussi : « *le premier syndicat ouvrier du textile, à João Pessoa, c'est nous qui l'avons organisé, en 1982, et c'est en 1985 qu'il y a eu la première*

---

<sup>38</sup> Notre interview de Wilson Aragão, réalisée à João Pessoa (PB) le 22 août 2014. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>39</sup> Wilson Aragão raconte de façon concrète et passionnante le processus de prise de conscience politique des enseignants, la catégorie à laquelle il appartenait : « *L'école ne disposait d'aucune structure [...] En tant que professeur d'éducation physique, comment pouvais-je faire cours? Le ballon, c'était un fruit à pain, une noix de coco verte ou séchée, on jouait au handball, de cette façon avec les gamins. Mais on participait à des compétitions avec des écoles privées. Autrement dit, des écoles pour les gens qui avaient de l'argent. Alors de notre côté, il fallait faire montre de plus de volonté, être plus accrocheur, pour arriver à dire [à nos élèves], ainsi : 'regardez, en face, ils ont tout ce qu'il faut, mais ils n'ont pas le courage que vous avez, ni la résistance dont vous faites preuve'. Alors, on a commencé à voir les inégalités dans la société, mais de cette façon, à l'école, dans le quartier, dans la compétition; on a vu leurs structures, les vêtements qu'ils avaient, les ballons tout neufs, les voitures pour les amener et aller les chercher, tandis que nous, c'était en bus qu'on y allait. C'est ainsi qu'on a commencé à se poser des questions et à débattre au sein de l'école, et que nous sommes partis en grève. Alors, on n'a plus seulement discuté du mouvement dans notre école, mais du système éducatif dans l'Etat, et de tous les enseignants. Il s'agissait déjà de toute la catégorie professionnelle, et cette notion de catégorie commençait déjà à s'exprimer, et à partir de cette idée de catégorie, on a commencé à dire qu'il ne s'agissait pas seulement des enseignants, mais qu'il y avait d'autres travailleurs, et c'est de cette façon qu'on s'est rapproché des autres secteurs professionnels. C'est alors qu'est venue l'idée de la CUT, avec Edvan* ».

<sup>40</sup> Voir liste des sigles.

<sup>41</sup> Notre interview d'Edvan Silva, réalisée à João Pessoa (PB) le 22 août 2014. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.



grève du secteur textile ». Il précise : « *il y avait peu de militants, ici [...] Il fallait y aller avec ses tripes* », ajoutant encore : « *Au début, au Brésil [...] nous pensions que nous allions faire la révolution [...] et de grandes transformations sociales* ».

Ce pétiste de la première heure insiste lui aussi sur l'importance de l'Eglise, à la fois dans la construction d'un syndicalisme « authentique » et dans le lancement du PT lui-même: « *Ici [dans la Paraíba], nous avons un archevêque, Dom José Maria Pires, un homme important qui a aidé à cette lutte [celle de la construction de syndicats indépendants] [...] Nous avons aussi le Père Cleto qui a créé les noyaux du PT dans les quartiers populaires dans les années 1980* » dans la capitale. Il ajoute encore qu'au niveau de l'Etat de Paraíba, « *à cette époque, ce qui a été important, c'est le secteur rural. Les syndicats ruraux commençaient, eux aussi à créer des oppositions syndicales* ».

### **3°) Construire le parti en militant pour sa légalisation**

Une des tout premiers combats que les militants du PT, quel que soit leur parcours antérieur, vont devoir mener, est celui pour la légalisation de leur parti. En effet, la réforme du 20 décembre 1979, intitulée Loi organique sur les partis politiques (LOPP, présentée ci-dessous), concoctée par la dictature, était très dure pour une nouvelle force politique. Cette lutte va, pendant un temps, largement se confondre avec la lutte pour la construction du PT elle-même : le PT se construit tout en luttant pour sa légalisation. Toutes les personnes interviewées qui ont connu cette époque en témoignent. M. Keck insiste sur la forte influence de cette loi sur la structuration et l'évolution du PT : « *La réglementation étatique sur les partis politiques au Brésil a été cruciale pour la structuration du parti des travailleurs, non seulement à cause du type de structures que la loi rendu obligatoires, mais aussi du fait de l'influence que celle-ci a exercé sur la configuration des relations de pouvoir à l'intérieur du parti* »<sup>42</sup>.

#### **a) Les exigences de la LOPP**

La LOPP dissout les deux partis existants (ARENA et MDB) et définit de façon très tatillonne les conditions légales d'existence de nouveaux partis politiques, tout en laissant à l'Etat le pouvoir de déclarer légale ou illégale telle ou telle formation politique. Parmi les conditions, certaines se situent à un niveau national, d'autres à un niveau plus local. La réalisation de certaines conditions permet d'obtenir une reconnaissance légale provisoire, tandis que d'autres conditions sont décrites comme indispensables à une légalisation définitive. Parmi les étapes préliminaires nécessaires à une reconnaissance légale provisoire, le PT avait déjà rempli la première : publier un manifeste signé par au moins 101 membres fondateurs, après quoi le Comité directeur national provisoire – dont les effectifs, fixés par la loi, devait se situer entre sept et onze membres – a réalisé une seconde étape : rendre publics le programme et les statuts du parti, en déposant ces documents au Tribunal supérieur électoral (TSE). Une fois ces documents transmis au TSE, le parti avait officiellement douze mois pour s'organiser, et s'organiser voulait dire réaliser des congrès dans bon nombre de municipes et d'Etats de la Fédération.

---

<sup>42</sup> M. KECK (op. cit. p. 104). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

Parmi les conditions fixées au niveau national, le PT devait s'implanter dans au moins 9 Etats, afin d'obtenir du TSE un enregistrement du parti à titre provisoire. A ce niveau, les progrès furent rapides, et le 1<sup>er</sup> décembre 1980, le PT avait réussi à constituer des commissions dans 15 Etats de la Fédération brésilienne : Acre, Amazonas, Bahia, Ceará, Espírito Santo, Goiás, Maranhão, Mato Grosso do Sul, Minas Gerais, Piauí, Rio de Janeiro, Rio Grande do Norte, Rio Grande do Sul, São Paulo, et Santa Catarina. On remarque au passage l'absence dans cette liste de quelques Etats où se trouvent pourtant des villes importantes : le Paraná, avec Curitiba ; le Pará avec Belém, ou encore le Pernambouc, avec Recife. Et on voit ainsi une fois de plus que le processus d'accumulation de forces initiales était loin d'être uniforme, en ne considérant que les grandes agglomérations.

Tant au niveau des effectifs globaux que de la structuration, les progrès sont rapides. En juin 1981, un an après la naissance officielle du parti, celui-ci déclare avoir près de 200 000 adhérents, répartis principalement entre les 18 Etats où ont pu se tenir des rencontres municipales. Et lors des rencontres dans 16 Etats organisées en septembre 1981, les effectifs globaux sont de près de 212 000 adhérents, et 13 Etats sont en ordre du point de vue de la LOPP, et la justice est chargée de valider les documents pétistes dans 3 autres Etats<sup>43</sup>. Finalement l'enregistrement provisoire du PT a été obtenu le 11 février 1982, deux ans après la fondation, un résultat obtenu au prix de gros efforts militants.

Il faut savoir que parmi les exigences légales, certaines rendaient parfois la situation très délicate. En particulier, la LOPP exigeait une présence organisée du parti, avec une direction élue, dans au moins 20% des municipes d'un Etat où il était enregistré. Avec cette règle, on comprend que plus un Etat de la Fédération brésilienne est divisé en un grand nombre de municipes, plus il est difficile de remplir cette condition.

#### **b) Le cas de l'Etat de São Paulo**

On saisit donc que même pour un Etat de forte implantation initiale comme le São Paulo, c'était compliqué. Rachel Meneguello, qui a centré ses recherches sur la naissance du PT dans cet Etat, explique que les exigences de la LOPP créaient des « *difficultés significatives à l'organisation du parti, particulièrement au São Paulo, vu le nombre de municipes : avec un total de 572 municipes, il était établi que le PT devrait s'organiser dans au moins 114 d'entre eux (soit 20%)* »<sup>44</sup>.

C'est ce qu'évoque Ricardo de Azevedo : « *C'était un travail très difficile, parce que le PT avait une base dans le grand São Paulo, dans l'ABC, mais ailleurs la situation était déjà différente, à l'exception des grands centres et des centres universitaires, où rapidement le parti s'est formé. Mais cela montait à 50 ou 60 municipes, et il fallait arriver à 120 pour pouvoir légaliser le parti. J'ai beaucoup fait ce travail d'organisation, d'aller dans les petites villes de l'Etat* »<sup>45</sup> Il ajoute : « *en général, il y avait toujours un petit noyau, un regroupement, quelqu'un qui sympathisait avec le PT, principalement dans les villes universitaires – là, cela apparaissait clairement et ils entraient en contact avec nous, en disant : 'Nous souhaiterions discuter, vous connaître mieux, nous voulons organiser le PT'. Et on allait faire des réunions,*

---

<sup>43</sup> Chiffres donnés par M. KECK (op. cit. p. 112).

<sup>44</sup> R. MENEGUELLO (op.cit. 1989 p. 75).

<sup>45</sup> Notre interview de Ricardo de Azevedo.

*on discutait, on donnait des indications sur la manière de construire le parti »*<sup>46</sup>. Cela a duré jusqu'à 1982.

Rachel Meneguello insiste sur la rapidité avec laquelle le PT s'est implanté dans le São Paulo : « *Selon les données du Secrétariat à l'organisation du parti, le PT est passé de 70 commissions municipales provisoires en place jusqu'à septembre 1980, à 170 au milieu de 1981, y compris les districts de la capitale. En novembre 1982, à l'approche des élections, le nombre total de directoires locaux était de 203, dont 149 en province et 54 dans la capitale »*<sup>47</sup>. Elle précise l'importance des noyaux de base du PT, qui regroupaient les militants à cette époque : « *ce travail d'organisation était structuré à partir de 372 noyaux, avec 6 441 militants »*. Elle présente des tableaux chiffrés montrant la dynamique puissante de l'adhésion au PT dans cet Etat, lors de cette phase initiale. En mars 1981, le PT pauliste ne comptait que 1 053 adhérents (fondateurs) – 208 dans la capitale et 845 en province ; mais en septembre 1982, le nombre de personnes affiliés était déjà de 84 906 – 32 748 dans la capitale et 52 158 dans le reste de l'Etat<sup>48</sup>. Etant donné que cette période est une période qui, malgré le maintien de la dictature, est marquée par une ouverture politique pendant laquelle la participation à la vie politique se développait, Rachel Meneguello compare la progression du PT avec celle de ses principaux concurrents, le PDS (parti de la dictature, héritier de l'ARENA) et le PMDB (opposition modérée, héritière du MDB). Sur les 18 mois de sa période de référence, elle conclut que « *le nombre d'adhérents au PT a été multiplié par 80 par rapport au nombre initial dans l'Etat de São Paulo, alors que ses principaux concurrents électoraux, le PDS et le PMDB ont, au mieux, doublé les effectifs de la structure partisane constituée avec les sigles précédents »*<sup>49</sup>. Même si les nombres d'adhérents sont plus importants en septembre 1982 du côté du PMDB (274 335) et du PDS (370 074)<sup>50</sup> que du côté du PT, on voit bien que la dynamique est nettement du côté de ce dernier.

Tatau Godinho raconte la façon dont cela se déroulait : « *on faisait du porte à porte, pour faire adhérer les gens. Ce n'était pas une adhésion à partir du militantisme de ces gens, mais un processus d'adhésion par lequel les militants allaient vers la société, en faisant du porte à porte pour demander aux gens d'adhérer »*<sup>51</sup>. La militante féministe qu'elle est pense d'ailleurs que cela peut avoir contribué à ce qu'il y ait plus de femmes que d'hommes affiliés au PT au début de son existence.

### **c) Le cas du Rio Grande do Sul**

Bien sûr, les conditions générales en un lieu donné, et en particulier les rapports de forces politiques et sociaux font qu'il est plus ou moins facile pour les militants pétistes de remplir les conditions de légalisation de leur parti. Il est donc des endroits où l'environnement politique rend difficile la légalisation du PT, et d'autres où cette tâche est moins ardue.

Ce dernier cas est celui du Rio Grande do Sul. Etant donné la présence de noyaux militants à la gauche du PCB dans cet Etat, et au moins autant, vu le travail parlementaire qui a été mené par une partie de ces militants, les pétistes *gaúchos* partent sur de meilleures bases que d'autres pour avancer localement vers la légalisation de leur parti. C'est ce

---

<sup>46</sup> Idem.

<sup>47</sup> R. MENEGUELLO (op. cit. 1989 p. 75). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>48</sup> Idem, p. 77, 78, 79.

<sup>49</sup> Idem, p.75.

<sup>50</sup> Idem, chiffres donnés p.77.

<sup>51</sup> Notre interview de Tatau Godinho.

qu'explique Raúl Pont, qui insiste aussi sur le rôle du journal *Em Tempo* dans ce processus de construction : « *Le PT a commencé grâce aux contacts que nous avons dans la Tendance Socialiste<sup>52</sup>. Nous avons déjà près de 300 personnes autour de la Tendance Socialiste (...) Certaines agissaient dans les syndicats. Nous avons même des travailleurs ruraux, dont les contacts nous sont parvenus par le MDB. Le journal 'Em Tempo' joue un rôle très important dans la formation de ce groupe [...]. Le rôle de 'Em Tempo' a été plus important que celui d'autres organes de la presse alternative. On y trouvait des interviews de Lula, de José Ibrahim, de Jacó [Bittar], d'Olívio [Dutra]. A ce moment-là, le PT n'avait pas de journal [...]. L'ABCD Jornal n'existait pas en dehors de cette région-là [...]. Em Tempo n'était pas clandestin. Il était en kiosques, mais à l'époque il était hebdomadaire, ensuite quinzomadaire, dirigé éditorialement comme pro-PT [...]. C'était un journal bien plus d'analyse que d'organisation d'un courant, d'un groupe, d'une tendance »<sup>53</sup>.*

Raul Pont explique ailleurs que dans le Rio Grande do Sul, « *le mouvement pro-PT dispose déjà d'un directoire élu sur la base d'une proportionnalité des courants, avant même février 1980. Quand nous sommes allées à la Fondation du PT, nous avons déjà ici, dès 1979, un mouvement pro-PT avec un directoire élu [...]. Olívio [Dutra] était le nom le plus connu ici, parmi les masses, il était président du syndicat des employés de banque, qui était un gros syndicat, très fort. Et nous avons beaucoup de poids ici. Quand on sort du MDB, on sort en bloc, et donc nous avons des contacts à Canoas, Esteio, Sapucaia, São Leopoldo, Novo Hamburgo, à Caxias, à Farroupilha, à Pelotas, à Santa Maria. Et donc quand on sort du MDB, ces cadres militants se consacrent à l'organisation de ces commissions provisoires et le Rio Grande do Sul est l'un des premiers Etats à avoir le nombre minimum de municipes avec une organisation du mouvement pro-PT en condition de parvenir à la légalisation »<sup>54</sup>.*

Ana Lúcia Santa Cruz décrit de façon concrète et détaillée le processus militant qui s'est mis en marche dans tout le Brésil, et plus particulièrement à Porto Alegre. Elle confirme l'expérience générale du porte à porte dont parle Tatau Godinho : « *A Porto Alegre, les samedis et les dimanches, c'était des journées entières. Nous avons divisé la ville entre groupes de militants. En insistant surtout sur les zones où la population était le plus défavorisée. Ainsi, j'ai participé à la campagne d'adhésion du parti dans le quartier de Vila Farrapos – Vila à Porto Alegre, cela signifie favela, c'est comme ça qu'on dit là-bas – et c'était une favela avec une population de travailleurs. On frappait à la porte des gens, on disait bonjour, on demandait le nom de la personne, et on se présentait ainsi : 'Nous sommes des travailleurs et nous créons un parti de travailleurs. Et nous aimerions savoir si vous, Madame, et votre famille, vous voulez nous aider à fonder ce parti'. En règle générale, nous sentions une très grande réceptivité. Pour cela la personne devait prendre sa carte d'électeur ou d'électrice, on remplissait la fiche d'adhésion et ensuite elle était au parti. Et donc, cela a été un travail très gratifiant, avec un très bon accueil »<sup>55</sup>.*

A travers ce travail militant de porte à porte, d'adhésion sur la base de la sympathie vis-à-vis du programme et du projet, le parti se renforce très vite. Et cela lui permet de construire ses directions intermédiaires. Ana Lúcia Santa Cruz poursuit : « *Une fois fait ce travail d'adhésion, nous avons appelé à la création des 'zonais'<sup>56</sup> du parti. Et nous avons donc*

---

<sup>52</sup> Une tendance d'extrême-gauche, dans le MDB local.

<sup>53</sup> M. HARNECKER (op. cit. p.156-157).

<sup>54</sup> Notre interview de Raul Pont.

<sup>55</sup> Notre interview d'Ana Lucia Santa Cruz.

<sup>56</sup> Directoires de zones – souvent des secteurs géographiques dans les villes, NDT.

*envoyé des convocations, et nous avons fait une réunion un dimanche après-midi pour élire la commission de la 'zonal' – des dirigeants de la 'zonal'. Et dans le cas de cette Vila où j'ai participé, la participation a été très significative, je me souviens qu'il y avait plus de cent personnes à cette réunion. Le public était clairement très hétérogène, très mélangé. [...] Mais nous n'y allions pas spontanément. Nous y allions de façon organisée. Et donc ce travail a été fait de l'extérieur vers l'intérieur, il a été fait par les organisations, par les syndicalistes, à la recherche du soutien de la population. Et donc quand nous avons fait cette réunion de fondation de la 'zonal', il y avait cette centaine de personnes (...) Une partie était des habitants de la Vila et une partie importante était des gens de l'extérieur de la Vila. Moi, par exemple, je n'habitais pas dans la Vila Farrapos, j'habitais un quartier de la classe moyenne, le Bonfim à Porto Alegre. Et donc nous sommes allés vers les quartiers populaires pour faire cette campagne d'adhésion, parce que là, c'était plus facile que de faire une telle campagne dans un quartier de la classe moyenne »<sup>57</sup>. Selon elle, l'accueil y aurait certainement été favorable, mais « notre discours pour l'adhésion était : 'les travailleurs ont besoin d'organiser leur propre parti'. C'était ça, le mot d'ordre. Il a été très bien accepté, tant et si bien que le parti n'a pas eu de difficultés pour se structurer et pour parvenir au nombre X d'adhérents dont il avait besoin pour pouvoir être enregistré »<sup>58</sup>.*

Ce que nous venons de présenter ci-dessus avec cette volonté de recrutement systématique et massif, par porte à porte, auprès des milieux populaires, confirme dans ces toutes premières années le caractère de masses du PT. Les développements de toute cette section 1 concernant les conditions de construction du PT dans des endroits très divers du Brésil confirment, par ailleurs, ce que nous écrivions en conclusion de la partie 2 : selon les termes de Panebianco, le développement national du PT dans la phase initiale après sa fondation, prolonge la courte période de la gestation, et se réalise aussi par une combinaison de pénétration territoriale et de diffusion territoriale. On note en effet que dans certains endroits (l'Etat de São Paulo en particulier, mais aussi à Porto Alegre), le « centre », c'est-à-dire la direction nationale du PT, avec ses relais locaux déjà bien structurés, joue un rôle très important pour impulser et encadrer le processus. Ailleurs (le Pernambouc par exemple), les premiers développements se font surtout par diffusion territoriale, avec des secteurs militants divers qui se fédèrent et fondent les premiers noyaux. Le cas de la Paraíba nous semble intermédiaire, dans la mesure où nous savons que, dans les premiers temps, Paulo Skromov était l'émissaire du « centre » dans cet Etat et qu'il a aidé à la mise en place du parti à João Pessoa, la capitale. Mais dans ce cas-là, on observe aussi la très grande latitude qu'avaient les militants locaux pour s'organiser comme bon leur semblait. Si nous considérons qu'il existe peut-être une légère prédominance du processus de construction par pénétration territoriale, c'est parce que le « centre » montre qu'il impulse et qu'il veut suivre sérieusement le développement des « périphéries ». Les premières élections montreront bientôt où en est le PT par rapport à cette question des rapports « centre-périphérie ».

## **Section 2 : De la 1<sup>ère</sup> à la 2<sup>ème</sup> Rencontre nationale du PT (1981-82)**

---

<sup>57</sup> Notre interview d'Ana Lúcia Santa Cruz.

<sup>58</sup> Idem.

Les deux premiers rendez-vous internes du PT se tiennent plus d'un an après la fondation du parti, en août et septembre 1981. Le PT continue alors à se développer et à se structurer. En juillet 1981, il est organisé dans 21 Etats<sup>59</sup>.

### **1°) La 1<sup>ère</sup> Rencontre Nationale du PT (8 et 9 août 1981)**

Celle-ci a lieu à l'Assemblée Législative de São Paulo. Y sont convoqués des membres de droit : les membres du Comité directeur national provisoire, y compris les suppléants ; les parlementaires fédéraux du parti ; les délégués à la RN désignés dans la liste du Directoire national (DN), dans les Etats à liste unique ; et un délégué du District Fédéral (Brasília). A part ces membres de droit, on trouve un délégué pour 1 000 adhérents, avec un minimum d'un délégué par Etat. Au-dessus de 500, on compte un délégué supplémentaire. Soit au total 214 délégués plus les membres de droit.

Cette assemblée ratifie huit résolutions : la première concerne le chômage ; la seconde se rapporte aux élections de 1982 ; les autres ont trait au régime interne, au fonctionnement du parti. Pour ce qui est des élections, nous y reviendrons un peu plus loin. Quelques remarques sur les autres points traités à cette 1<sup>ère</sup> RN.

#### **a) Le problème du chômage**

On constate que la première résolution votée par le PT concerne un problème concret, majeur, et quotidien des travailleurs brésiliens. Ce qui, somme toute, est logique pour un parti qui veut, comme le dit ce texte « *faire en sorte que ce soutien aux luttes des mouvements populaires contre la politique récessive du régime et sa manifestation la plus durement ressentie par les travailleurs : le chômage et le sous-emploi, dans les campagnes et dans les villes, se manifeste dans le quotidien des travailleurs* »<sup>60</sup>. Face à cela, la seule solution, pour le PT, c'est la mobilisation et l'organisation des travailleurs. Et comme base à celles-ci, il propose une plateforme en 10 points, où l'on trouve, en plus des questions générales (liberté et autonomie syndicale, défense de la stabilité de l'emploi contre la politique économique du gouvernement, opposition à la LSN, combat pour la CUT et la réforme agraire), la réduction du coût de la vie par le gel des loyers, le rattrapage trimestriel des salaires sur les prix, la semaine de 40 heures sans réduction de salaires. Malgré tout, le combat central du PT, c'est « *la lutte contre le chômage, en faisant appel aux travailleurs de la ville et de la campagne pour qu'ils s'en saisissent* ». Et le PT se lance dans la réalisation « *dans la seconde quinzaine de septembre, d'une Journée Nationale de Lutte Contre le Chômage* », en soutien à toutes les initiatives populaires, et avec deux aspects prioritaires : « *les luttes pour la stabilité de l'emploi et celles pour le 'salaire-chômage'* [une indemnisation du chômage] ». Et pour préparer cela, le PT annonce l'organisation, avant cette date, d'« *une rencontre nationale de ceux de ses militants qui agissent dans le mouvement syndical, précédé de rencontres municipales et régionales* », ainsi que d'une « *rencontre nationale de ceux de ses militants qui sont des travailleurs ruraux* ».

<sup>59</sup> Chiffre donné par L. SECCO (op. cit. p. 49-50), qui précise qu'à cette date « *le nombre d'adhérents dépassait les 20 000 dans les seuls Etats de São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais et Rio Grande do Sul* ». Dans la liste, que donne l'historien, des Etats où le PT est déjà implanté, on remarque que le PT n'est pas encore organisé complètement dans le *Centro-Oeste* avec une absence dans le Mato Grosso et le District Fédéral (Brasília), et dans les Etats amazoniens d'Amapá, Amazonas et Roraima. Partout ailleurs, il existe déjà.

<sup>60</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 99). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

## **b) Le fonctionnement du parti**

Pour ce qui est du fonctionnement du parti, les cinq résolutions tentent de mettre le parti en ordre de marche. La première fixe les règles de fonctionnement des noyaux du parti qui agissent sur une base territoriale, par lieu d'habitation (notamment le fait qu'ils doivent regrouper au minimum 21 membres et se réunir au moins une fois par mois). La seconde définit les règles de rattachement des noyaux de base par catégorie (professionnelle) et ceux regroupant les militants sur la base de l'action dans un mouvement social – et ce sont les mêmes normes qui s'appliquent à ceux-ci. La troisième résolution organise notamment la mobilisation des militants des noyaux pour la discussion du Plan d'Action, du choix de candidats pour les élections, etc. Dans la quatrième, on trouve la codification de la participation des noyaux : « *Dans les Rencontres Régionales et à la Rencontre Nationale, participeront des représentants des noyaux de base, pour qu'ils soient consultés sur les décisions à prendre* »<sup>61</sup> en référence à l'article 72 des statuts ; elle définit également les quotas de représentation pour les rencontres au niveau supérieur : un pour mille pour chaque Etat. La cinquième résolution programme la discussion du plan d'action du PT, « *au minimum tous les six mois dans les municipalités, les districts et les zones ; et une fois par an dans les Etats, les territoires et au niveau national* ».

## **c) Le premier Directoire national du PT**

C'est cette 1<sup>ère</sup> RN qui élit le premier Directoire national (DN) du Parti, qui comprend 92 membres. Le Président du PT est Lula, et le leader du parti à la Chambre des Députés est Ayrton Soares. Ce directoire est dominé par les pétistes de la région *Sudeste*, qui compte 48 membres (plus de la moitié), dont 22 membres pour le seul Etat pauliste. Pour comparer, on en trouve 17 pour le *Nordeste*, 14 pour le *Sul*, et seulement 8 pour le *Norte* et 5 pour le *Centro-Oeste*. Cette répartition est assez parlante quant à la répartition géographique des forces militantes du parti. Cette observation vaut encore plus pour la Commission exécutive nationale (CEN) qui ressort de cette 1<sup>ère</sup> RN : 12 de ses 19 membres sont originaires du *Sudeste*, dont 7 du São Paulo. Les syndicalistes y sont bien représentés, mais moins que dans le noyau qui dirigeait le lancement du parti dans la phase antérieure, à titre provisoire.

## **2°) La 1<sup>ère</sup> Convention nationale et le discours de Lula (27 septembre 1981)**

Cette convention se tient à Brasília, et a pour mission de contresigner le 1<sup>er</sup> DN, élu le 9 août, ainsi que le Manifeste de lancement, le Programme et les Statuts du parti, votés l'année précédente. Elle réunit seulement 47 délégués, et 51 membres munis du droit de vote, représentant 16 Etats et 1 territoire fédéral – à noter au passage la sous-représentation notable du *Nordeste* à cette réunion. Mais cette convention gagne surtout de l'importance avec le long discours prononcé par Lula, où il évoque largement ce que doit être le socialisme selon le PT. C'est ce discours qui va surtout retenir notre attention ci-dessous.

### **a) La « Lettre de Brasília »**

La Convention vote la « Lettre de Brasília », intitulée « Le PT et la Journée Nationale de Lutte ». A la suite de la résolution sur le chômage votée à la 1<sup>ère</sup> RN, ce texte affiche son soutien à la mobilisation en cours contre le chômage et en particulier à la Journée Nationale

---

<sup>61</sup> Idem, p. 103.

de Lutte Contre le Chômage, programmée pour le 1<sup>er</sup> octobre, à l'appel des 5 000 travailleurs réunis lors de la 1<sup>ère</sup> CONCLAT – Conférence nationale des classes travailleuses. « *Les militants du PT sont invités à participer activement aux manifestations qui, dans tous le pays, se tiendront le 1<sup>er</sup> octobre* »<sup>62</sup>. De plus, « *les parlementaires du PT seront dans la rue, aux portes des usines, sur les places, aux côtés de tous les travailleurs* ».

Par ailleurs, les participants à la Convention écoutent leur Président, Lula, s'exprimer longuement. Son discours fera date et il mérite qu'on s'y arrête. Il est novateur mais il est, aussi, clivant dans le parti sur des points importants. Nous allons tenter de faire ressortir ce qui, d'un côté, est consensuel dans le discours de Lula ; et, de l'autre, ce qui clive le parti.

## **b) Lula et le socialisme**

Lula commence par expliquer : « *une fois réalisées toutes les exigences légales, voici la Convention nationale, qui nous permet d'obtenir l'enregistrement définitif de notre Parti* »<sup>63</sup>. Il insiste sur les difficultés qu'il y a eu à surmonter les obstacles et remet à leur place ceux qui raillaient le projet pétiste quand il était encore dans les limbes : « *Au début, on disait que nous étions un parti de travailleurs en bleu de travail, ouvrieriste, limité, étroit, et fermé aux autres secteurs de la société [...] Le Parti des Travailleurs est né des ouvriers en bleu de travail et est fier d'être né en bleu de travail* »<sup>64</sup>. Lula annonce qu'à cette date, 627 commissions municipales ont été formées, et que le PT compte près de 300 000 adhérents.

Ce qui confère un caractère historique à ce discours, c'est notamment le fait que Lula, qui était toujours parmi les plus réservés quand il s'agissait de parler du socialisme du PT, en parle cette fois avec insistance. Il nous paraît utile de faire une analyse approfondie de ce discours, car il révèle les conceptions et l'enthousiasme, mais aussi les contradictions et les éléments plus flous exprimés par celui qui a toujours été le principal dirigeant du parti. Certains passages méritent d'être décryptés dans la perspective qui est la nôtre, pour tenter de mettre en lumière ce qu'était la pensée politique du principal dirigeant du parti à l'époque, et de ses proches collaborateurs.

Lula met l'accent sur l'origine différente du PT : « *c'est un parti qui naît de la conscience que les travailleurs ont acquise après avoir servi, pendant de longues décennies, de masse de manœuvre aux politiciens de la bourgeoisie et avoir entendu les refrains de prétendus partis d'avant-garde de la classe ouvrière* »<sup>65</sup>. On suppose que les refrains critiqués par Lula étaient avant tout chantés par les partis communistes (PCB et PCdoB), mais on peut imaginer aussi que le Président du PT envoie en même temps une pique à des organisations intégrantes du PT, issues du mouvement communiste et qui ont rompu avec les PCs officiels à un moment ou un autre. Un autre passage de son discours, plus loin, va venir le confirmer.

La prééminence du syndicalisme sur le PT dans l'esprit de Lula transparait également. Il déclare : « *notre parti est né comme expression politique de la lutte syndicale* ». Il pourrait ajouter quelque chose, ou corriger, pour expliquer qu'il y a d'autres éléments constitutifs importants dans la création du PT – comme les CEB, les militants politiques – mais il ne le fait pas. Il en vient ainsi aux relations entre le PT et le syndicalisme, en précisant d'abord que « *le PT n'a jamais confondu la politique du parti et le syndicalisme et n'a jamais admis*

---

<sup>62</sup> Idem, p. 104.

<sup>63</sup> Idem, p. 105.

<sup>64</sup> Idem, p. 106.

<sup>65</sup> Idem, p. 107.



*l'idée de faire du mouvement syndical une courroie de transmission du Parti ». Pourquoi ? Notamment parce que « le syndicat est un outil de lutte de tous les travailleurs, indépendant des préférences partisans qu'ils ont ». Il précise encore : « Si nous luttons pour l'autonomie et la liberté syndicales, ce n'est pas seulement face à l'Etat, c'est aussi face aux partis ». Et il en vient à une réflexion plus profonde sur les rapports parti-syndicat et sur ce qu'est pour lui, le projet pétiste : « dans notre pays, le syndicat, contrôlé par le gouvernement, n'est pas suffisant pour changer la société. Le syndicat est un outil adéquat pour améliorer les relations entre le capital et le travail, mais nous ne voulons pas que cela. Nous ne voulons pas seulement améliorer les conditions de vie et de travail du travailleur exploité par le capitaliste. Nous voulons changer la relation entre capital et travail. Nous voulons que les travailleurs soient maîtres des moyens de production et des fruits de leur travail. Et cela, on n'y parvient qu'avec la politique. Le Parti est l'outil qui nous permettra d'agir et de transformer le pouvoir dans ce pays ».*

Ce passage appelle plusieurs remarques. En premier lieu, Lula le syndicaliste reconnaît les limites de l'action syndicale. Il ne le fait pas dans l'absolu, mais dans le cadre de la situation au Brésil, où il existe une relation particulière de domination de l'Etat sur les syndicats. En second lieu, le Lula qui s'exprime en 1981 détaille un projet qui – même si le mot n'apparaît pas – relève clairement de l'anticapitalisme. Faire des travailleurs les maîtres des moyens de production et des fruits de leur travail conduit logiquement à aller au-delà du capitalisme. Car aujourd'hui, comme en 1981, ce sont bien les capitalistes qui sont les maîtres des moyens de production et des fruits du travail des travailleurs. Cela, Lula le comprend très bien. Et il en déduit qu'il faut un outil politique pour changer cela.

Là où les choses sont beaucoup moins claires, c'est sur la façon de parvenir à ce changement. La suite du discours de Lula le montrera, mais à lire ce qu'il dit dans le passage ci-dessus, on peut déjà se demander ce que signifie l'expression « changer la relation entre capital et travail ». Changer, jusqu'à quel point ? De quelle façon ? Par quelle stratégie ? On doit, au-delà, se poser la question : s'agit-il, pour Lula, qui exprime par ailleurs le souhait d'en finir avec le capitalisme, de simplement améliorer la relation entre capital et travail ? Ou s'agit-il, dans une optique plus radicale, d'en finir avec le capital, pour que le travail ne soit plus exploité ? Ce questionnement nous semble légitime, car si les mots ont un sens, « changer la relation entre capital et travail », c'est aussi maintenir le capital, tout en changeant la relation qu'il entretient avec le travail. Mais si les travailleurs sont maîtres, propriétaires des moyens de production, que deviennent alors le capital et les capitalistes ? Logiquement, ils doivent disparaître ! Cela, Lula ne le dit pas.

Enfin, quand Lula explique que le PT sera l'outil nécessaire pour « transformer le pouvoir », posons-nous la question : comment Lula compte-t-il le transformer ? De l'intérieur (en investissant les appareils d'Etat) ? De l'extérieur (en démolissant ces appareils et en construisant les organes du pouvoir des travailleurs devant le remplacer) ? Ou en combinant les deux – par l'investissement des appareils d'Etat par le Parti, combiné à une forte mobilisation et à une pression d'en bas qui se structure dans des organes de pouvoir, ou de propositions). Ni Lula ni les principaux dirigeants du PT ne répondent à cette question à l'époque. Nous reviendrons sur ces questionnements d'ordre programmatique et stratégique dans la dernière partie de cette étude. Ce qui compte ici, c'est que, quelle que soit le manque de clarté à ce niveau, le Lula de 1981 apparaît comme étant d'une veine anticapitaliste, affirmant vouloir transformer la société et donner le pouvoir aux travailleurs. Nous avons ici, face à celles et ceux qui, aujourd'hui, pensent, veulent croire, ou faire croire

que le PT n'a jamais été anticapitaliste, un discours prononcé par son principal dirigeant qui révèle bien, malgré de réelles ambiguïtés, la veine anticapitaliste du PT de l'époque. Notons aussi que son leader le plus charismatique, représentant pour beaucoup l'aile droite syndicaliste du Parti, s'incluaient dans cette perspective, ce qui conduisait Lula à beaucoup insister sur les liens à nouer et à développer avec les travailleurs.

Plus loin dans le même discours, Lula déclare : « *Ce modèle capitaliste est essentiellement pervers et nous ne croyons pas qu'on puisse y remédier. Mais nous ne pouvons pas attendre le changement du système tandis que les chômeurs viennent grossir les rangs des marginaux, des prostituées, des parias de la société. Nous devons lutter agressivement pour plus d'emplois, pour la stabilité de l'emploi, pour le 'salaire-chômage', pour le salaire réel minimum unifié* »<sup>66</sup>. On perçoit que Lula, de façon implicite, critique des pétistes, putatifs ou réels, qui ne penseraient qu'à long terme, au-delà du quotidien capitaliste, et veut répondre à des critiques déjà entendues de « réformisme » le concernant. Mais tous ou presque, au sein du PT, comprennent que ce n'est pas en soi du réformisme de lutter pour des revendications élémentaires destinées à soulager la détresse sociale. La question qui se pose ici, c'est celle de l'articulation entre ces revendications élémentaires et le projet anticapitaliste global. Par contre, Lula a des vues réformistes – au sens classique – lorsqu'il affirme un peu plus loin que « *c'est en modifiant, dans chaque endroit de ce pays, les relations sociales et les relations de production que notre peuple arrivera, un jour, à modifier dans tout le pays les relations de propriété, en supprimant la contradiction entre le capital et le travail* »<sup>67</sup>. Il semble en effet convaincu que c'est petit à petit, de façon graduelle, en accumulant les luttes victorieuses débouchant à chaque fois sur des changements dans les relations de production que la société changera et que finira par disparaître la contradiction entre capital et travail. Ce gradualisme est en soi une marque de réformisme, en posant que c'est l'accumulation de réformes qui permettra de sortir du système. Il se nourrit de l'espoir – de l'illusion disent les révolutionnaires – que la classe capitaliste laissera s'accumuler ses propres reculs et défaites sans chercher, à un moment donné, à briser cette dynamique en utilisant les outils dont elle dispose, et notamment les appareils d'Etat qu'elle a façonnés dans son intérêt, les médias qu'elle contrôle... et finalement en faisant usage de la violence. En 1981, le PT compte beaucoup de militants qui ont tiré ces leçons de l'expérience encore fraîche du Chili d'Allende et du coup d'Etat militaire de 1964 au Brésil, et qui, donc, ne partagent pas le point de vue exprimé ici par Lula.

Un peu plus loin, revenant sur le PT, Lula évoque son développement rapide en ces termes : « *Si nous ne représentions pas un part significative de notre peuple, nous n'aurions pas la croissance notable que nous avons aujourd'hui, au point de dépasser notre capacité à organiser les noyaux, qui se multiplient partout, chaque jour* »<sup>68</sup>. Et il évoque les organisations politiques que le régime refuse de légaliser, et qui pour beaucoup sont entrées au PT : « *nous luttons et nous lutterons pour la légalisation de toutes celles-ci, afin que leurs pratiques soient approuvées par le verdict populaire. Nous sommes préoccupés, pourtant, si un militant s'habille, sous notre chemise, d'une autre chemise* ». Les critiques contre les organisations de la gauche du PT, sans doute prises globalement, mais sans jamais les nommer, sont nombreuses. Lula rappelle d'abord : « *Ce qui nous intéresse, c'est que tous*

---

<sup>66</sup> Idem, p. 109. "Salaire-chômage" est la traduction littérale de "salário-desemprego", terme brésilien désignant des allocations chômage qui font défaut dans ce pays.

<sup>67</sup> Idem, p. 110.

<sup>68</sup> Idem, p. 112.

soient fidèles au programme et aux normes du PT. Ce qui nous intéresse, c'est que des camarades ne cherchent pas à faire de notre parti une masse de manœuvre pour leurs propositions. Jamais nous n'accepterons que les intérêts de ces tendances se superposent, à l'intérieur du PT, aux intérêts du Parti ». Il critique, plus loin, « le colonialisme de ceux qui se nomment eux-mêmes avant-garde du prolétariat, sans même que les travailleurs ne les connaissent ; le gauchisme, qui exige du Parti des déclarations ou des positions qui ne sont pas adaptées à son caractère légal et à sa nature populaire ; le volontarisme de ceux qui veulent avancer plus vite que le mouvement social ». Ces critiques visent, de toute évidence, la gauche du parti. Notons qu'il est difficile toutefois, du point de vue de n'importe quel militant pétiste, de se montrer fidèle à un programme délibérément inachevé et qui comporte beaucoup d'ambiguïtés et de contradictions. Mais Lula critique aussi les éléments situés à sa droite : « l'électoratisme de ceux qui veulent réduire le PT à un tremplin pour des sièges à des élections [...] ; le bureaucratisme de ceux qui nous critiquent parce que nous allons à la porte des usines et qui veulent un parti bien organisé, mais sans base populaire ; l'opportunisme de ceux qui ne mettent qu'un pied à l'intérieur du PT et qui, de l'autre, sont prêts à partir en courant quand ils sentent que leurs intentions ne sont pas acceptées par les travailleurs ». Moins de deux ans avant la fondation de l'*Articulação*<sup>69</sup>, on trouve exprimées ici quelques-unes des critiques, vers la droite et la gauche du parti, qui formeront le socle de ce regroupement autour de Lula et d'une bonne partie des syndicalistes.

Lula parle aussi des élections de 1982 : « Nous allons participer aux prochaines élections, et nous présenterons des candidats pour tous les postes, dans toutes les régions du pays. Cependant, nous ne croyons pas que les élections soient ce qu'il y a de plus important et de décisif pour notre parti. Sans doute, elles ont leur importance et nous devons conquérir, toujours, davantage d'espace dans la sphère parlementaire et dans les fonctions exécutives, de façon à faire écho aux revendications des travailleurs. Mais nos outils de lutte vont au-delà des élections périodiques : ce qui nous importe, c'est de renforcer le mouvement populaire, les syndicats, les oppositions syndicales, ceux qui luttent pour la terre et toutes les formes d'organisation, de mobilisation et d'union de notre peuple »<sup>70</sup>. On note ici que même si Lula veut « toujours davantage d'espace » dans les parlements et les exécutifs, c'est pour mieux représenter les revendications des travailleurs. Mais le Lula de 1981 n'est pas un électoraliste forcené : il y a, selon lui, plus important que les élections pour le PT.

La question de la religion est également évoquée par le Président du PT : « nous respectons – c'est une question de principe – la foi de notre peuple et son droit à la liberté religieuse, perçue comme une activité publique, mais nous ne serons jamais un parti de croyants ou un parti d'athées. Pour nous la coupure est ailleurs : elle est entre ceux qui sont du côté de la libération et ceux qui sont du côté de l'oppression. Le Parti des Travailleurs ne pourra jamais représenter les intérêts du capital »<sup>71</sup>. L'affaire semble entendue...

Et c'est logique, car le dernier passage du discours s'intitule : « Vers le socialisme démocratique ». Lula répond à des interpellations fréquentes : « Le PT ne serait-il pas qu'un parti travailliste de plus ? Le PT ne serait-il pas seulement un parti social-démocrate, intéressé à trouver des palliatifs aux inégalités du capitalisme ? ». Pour lui, « ces questions ne servent qu'à exprimer la défiance quant à la capacité politique des travailleurs brésiliens à

---

<sup>69</sup> La tendance, autour de Lula, qui deviendra majoritaire dans le PT. Voir plus loin.

<sup>70</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES, *Resoluções...*(op. cit. p. 112-113. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>71</sup> Idem, p.113.

*définir leur propre chemin. Ce sont les doutes des gens qui exigent, tout de suite, une recette pour la société future ; les doutes de ceux qui présentent le plat tout préparé, que les travailleurs devraient manger ; les doutes de gens qui sont loin des tâches concrètes des luttes populaires, qui n'ont pas encore appris à vivre avec le peuple, et encore moins à ressentir ce que le peuple ressent »<sup>72</sup>. Lula s'en prend ici à la gauche révolutionnaire du PT. A lire ce discours, on se demande s'il est légitime (et possible au sein du PT), sans avoir de mépris pour les travailleurs et le peuple, d'exprimer, tout en étant présent dans leurs luttes, des craintes quant à un parti qui se veut si large qu'il refuse de discuter sérieusement des questions programmatiques et stratégiques ? Ce passage du discours de Lula nous semble, en tout cas, évacuer à bon compte des questions complexes. Nous avons ici un point qui fait clairement clivage entre Lula et la gauche du parti. Nous allons voir que le clivage est plus profond encore.*

Lula poursuit en déclarant : *« Nous, au PT, nous savons que le monde est en marche vers le socialisme »<sup>73</sup>. Trente-cinq ans plus tard, cela paraît extraordinairement optimiste. Mais en 1981, les luttes sociales et politiques dans le monde et notamment en Amérique latine pouvaient laisser penser que le capitalisme était voué à reculer et finalement à disparaître, même si les pays dits socialistes incarnaient un « socialisme » qui, à tout le moins, laissait à désirer – ce rejet du « socialisme réel » étant d'ailleurs partagé par quasiment tous les adhérents du PT. Mais l'optimisme de tout le parti, sur les capacités de lutte des travailleurs était très fort à cette époque. Lula déclare encore : « Il est faux de dire que les travailleurs brésiliens, livrés à eux-mêmes dévieront du chemin d'une société juste, libre et égalitaire ». Lula, baignant dans cet optimisme, poursuit : « nous voulons de toutes nos forces une société qui, comme le dit notre programme, devra être une société sans exploités. Quelle société est celle-là sinon une société socialiste ? ». Et il s'interroge ensuite : « La grande question est : quel socialisme ? Sommes-nous, par hasard, obligés de prier sur l'abécédaire du premier théoricien qui frappe à notre porte ? Sommes-nous, par hasard, obligés de suivre tel ou tel modèle, adopté dans tel ou tel pays ? ».*

Ce passage est symptomatique d'un clivage important entre Lula et les courants de gauche du PT. Lula se moque des perroquets putatifs qu'il a en ligne de mire. Il semble vouloir réinventer le socialisme, en comptant sur les expériences que fera le peuple brésilien. Il affiche ici une véritable volonté novatrice, face aux impasses du passé. Mais on sait aussi que Lula, ainsi que d'autres dirigeants syndicaux à l'origine du PT, ne possède pas de culture politique. Il n'a pas lu les ouvrages des divers théoriciens du socialisme. Vouloir évacuer leurs apports, remarque-t-on dans les rangs de la gauche du parti, n'est-ce pas courir le risque de vouloir réinventer la roue ? L'expérience historique internationale offre-t-elle, oui ou non, des leçons à méditer ? Cette question est posée par une partie des militants du PT, même si tous ne tirent pas exactement les mêmes leçons de l'histoire. Mais le positionnement défendu ici par Lula ne s'en préoccupe guère. Il semble négliger la théorie et jeter aux orties les réflexions des auteurs socialistes, réflexions dont beaucoup, justement, sont des leçons tirées des expériences historiques. Ce faisant, Lula ne fait-il pas courir des risques importants au nouveau parti ? C'est aussi cela que des militants situés à la gauche du PT critiquent dans ce type de positionnement, misant – exclusivement ? – sur la nouveauté et la spontanéité des masses. Pour la gauche pétiste, un parti qui ambitionne de conduire les travailleurs au pouvoir devrait au contraire mener une intense réflexion et

---

<sup>72</sup> Idem, p. 113-114.

<sup>73</sup> Idem, p. 114.

promouvoir une formation politique poussée sur le plan théorique, afin de tirer profit, de façon critique, des réflexions déjà menées par d'autres, et être en mesure d'interpréter correctement les événements qui s'enchaînent et qui font l'histoire, car ce serait ainsi se donner de meilleures chances d'éviter de refaire toujours les mêmes erreurs. Cela est-il contradictoire avec une « *totale indépendance, et la résolution de nos problèmes à notre manière* », comme le dit Lula ? Dès les débuts du PT, cette question, sur la place de la théorie, est une grosse pomme de discorde entre le courant majoritaire, représenté par Lula, et une grande partie des militants de ses tendances de gauche. Et ce débat ne va pas manquer de rebondir, comme nous le verrons plus en détail plus loin.

Pour Lula, c'est clair : « *Nous savons que nous sommes en marche vers le socialisme, pour le type de socialisme qui nous convient. Nous savons que cela ne nous convient pas, et que ce n'est pas notre horizon, d'adopter l'idée du socialisme pour trouver des mesures palliatives aux maux sociaux créés par le capitalisme ou pour gérer la crise dans laquelle se trouve ce système économique. Nous savons aussi que cela ne nous convient pas d'adopter comme perspective un socialisme bureaucratique, qui prend plus soin des nouvelles castes de technocrates et de privilégiés que des travailleurs et du peuple. Le socialisme que nous voulons sera défini par tout le peuple, comme exigence concrète des luttes populaires, comme une réponse politique et économique globale à toutes les aspirations concrètes que le PT sera capable de prendre en compte* ». Une nouvelle fois, ici, le PT, et Lula lui-même, en 1981, tiennent un discours anticapitaliste et ils ont un projet, une perspective socialiste qui ne se résume pas à des mesures partielles comme le prône la social-démocratie, et qui n'est pas non plus dans la veine bureaucratique du stalinisme.

Mais ce n'est pas tout, car le discours s'achève ainsi : « *Il serait très facile, assis confortablement ici, dans l'enceinte du Sénat de la République, de nous décider sur une définition ou sur une autre. Ce serait très facile et très erroné. Le socialisme que nous voulons ne naîtra pas d'un décret, ni passé par nous, ni passé par d'autres. Le socialisme que nous voulons se définira au fur et à mesure, dans les luttes quotidiennes, de la même façon que nous construisons le PT. Le socialisme que nous voulons devra être une émancipation des travailleurs. Et la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Cette dernière phrase est un credo assez général à gauche : en un premier sens parce que sans le mouvement déterminé de l'ensemble de la classe travailleuse, il semble qu'aucun changement de société n'est possible ; et en un second sens parce que pour une partie des marxistes, c'est aux travailleurs eux-mêmes, et non à un parti, de prendre le pouvoir pour gérer la société dans leur propre intérêt. Que le socialisme ne puisse pas naître par décret semble aussi assez évident et ne fait guère débat dans le PT.

La question qui, sur ce point, clive le parti est plutôt la suivante : est-ce que cela signifie qu'il faut éviter de chercher à y voir clair sur les grands choix programmatiques et les options stratégiques à définir, à l'avance, pour aider les travailleurs à s'émanciper ? Pour les courants de la gauche du parti, fondés sur diverses variantes de léninisme, les crises révolutionnaires sont des moments où l'histoire « met le turbo », et un parti qui vise le socialisme doit être prêt à agir dans ces conditions. Beaucoup de militants de la gauche pétiste voient donc d'un mauvais œil le fait qu'un dirigeant comme Lula d'un parti comme le PT, qui annoncent leur volonté d'en finir avec le capitalisme et de construire le socialisme, remettent à un futur indéterminé les grands débats et les décisions programmatiques et stratégiques. N'est-ce pas prendre le risque de ne pas être prêt, aux moments où précisément l'histoire s'accélénera ? De ne pas être en mesure, alors, de faire très vite des

choix judicieux pour aboutir à un heureux dénouement plutôt qu'à une catastrophe ? Prendre prétexte du fait que les travailleurs doivent faire leurs expériences eux-mêmes, pour ne pas mener les débats de fond sur le socialisme et la voie pour y parvenir, n'est-ce pas prendre le grand risque d'un échec historique ? Ne serait-ce pas, au contraire, pour le PT, limiter ce risque que de réfléchir et de débattre de ces questions de fond, à l'avance – bien avant que les échéances historiques n'interviennent et ne « mordent la nuque » des militants – dans le but de préparer ceux-ci le mieux possible ? Voilà, en synthèse, ce que pensent les courants de la gauche du PT, même s'ils diffèrent entre eux sur telle ou telle interprétation de l'histoire ou sur telle ou telle réponse concrète à donner.

Pour conclure, notons en synthèse que cet important discours révèle deux éléments : d'un côté une veine véritablement socialiste et anticapitaliste chez le Lula de 1981 ; d'un autre côté, son refus de définir à l'avance – en lançant un vaste débat dans le parti – les voies par lesquelles le parti compte parvenir au socialisme (son programme, sa stratégie), avec l'idée que c'est aux travailleurs de décider. Sur ce dernier point, l'écoute du discours de Lula était de nature à inquiéter une partie des militants de l'assistance, ceux-ci déduisant de ce « non-choix » fait par Lula, qu'en cas de crise sociale et politique majeure, le parti risquait fort de ne pas être en mesure de réagir avec la rapidité et la justesse requises.

### **3°) La 2<sup>ème</sup> Rencontre nationale du PT (27-28 mars 1982)**

Cette seconde RN se tient six mois plus tard, à l'Institut Sedes Sapientiae de São Paulo. Tous les Etats, à l'exception du territoire fédéral de Roraima, y sont représentés ; 369 délégués y sont inscrits. Participent les membres titulaires et suppléants du DN ; les parlementaires fédéraux et ceux des Etats ; les délégués élus dans les réunions au niveau des Etats (ou sous une autre forme là où il n'y a pas eu de Rencontre régionale préparatoire), à raison de 1 délégué pour 1 000 adhérents ; les délégués officiels de chaque Etat à la RN ; et enfin un délégué pour chaque Commission régionale provisoire élue dans une Rencontre régionale ou d'une autre manière. A cette Rencontre, il n'apparaît pas de textes alternatifs et de plateformes concurrentes. L'échéance des élections de novembre 1982 se rapprochant, son contenu sera entièrement lié à celles-ci. La réunion vote deux résolutions : la première est la plateforme électorale nationale, intitulée « Travail, Terre et Liberté ». La seconde concerne ces élections, définissant les principes, le cadre stratégique, la tactique électorale et les mesures internes pour préparer cette échéance.

Cette 2<sup>e</sup> RN est donc centrée sur le baptême du feu électoral du PT, une étape importante de la vie du jeune parti à laquelle nous allons nous intéresser maintenant.

## **Section 3 : Le baptême du feu électoral en 1982**

Pour la première fois, la question électorale se pose concrètement au jeune PT avec les élections générales du 15 novembre 1982, moins de trois ans après sa naissance.

## 1°) Le contexte politique et la décision de participer

Ce sont les premières élections depuis la fin du bipartisme en 1979. Elles concernent près de 70 millions d'électeurs et ont pour objet le renouvellement de tous les conseillers municipaux (*vereadores*) ; des maires (*prefeitos* – qui font l'objet d'un vote séparé de celui pour les conseillers municipaux) – à l'exception de ce que le régime militaire avait désigné comme '*Áreas de segurança*' (zones de sécurité) ; des assemblées législatives au niveau des Etats ; de la Chambre des Députés (fédérale) ; d'un tiers du Sénat. Pour la première fois depuis 1965, les gouverneurs, chargés d'administrer les Etats de la Fédération pour une durée de 4 ans à compter du 15 mars 1983, doivent être élus par des suffrages populaires. La dictature a imposé, par ce que l'on a appelé le '*pacote de novembro*', un système de suffrages liés : les électeurs doivent choisir des candidats d'un même parti pour tous les postes soumis au vote, sans quoi leur choix est considéré comme nul. Il faut donc voter pour le même parti, aussi bien pour le poste de gouverneur que pour les sénateurs et les députés fédéraux. Les alliances et listes jointes sont impossibles. C'est là, sans doute, l'une des dernières manœuvres de la dictature pour tenter de se maintenir au pouvoir.

Les luttes sociales ne se situent plus au niveau des années précédentes. Ce scrutin va représenter le premier test grandeur nature de l'influence du jeune parti sur l'électorat en général, et sur les travailleurs en particulier. Les élites brésiliennes et le gouvernement Figueiredo n'ont pas hésité, dans un certain nombre de cas, à avoir recours à l'arbitraire et à la violence pour tenter d'intimider le PT et ses candidats. Deux exemples seulement<sup>74</sup>. En juillet 1982 à Florianópolis (SC), le siège du PT est envahi et subit des déprédations de la part de la garde présidentielle, à l'occasion de la visite en ville du président-dictateur pour l'inauguration d'un pont, sous le prétexte de la reprise par du matériel d'agitation pétiste du mot d'ordre « Dehors Figueiredo ! ». Début septembre 1982, le gouverneur du Minas Gerais, Francelino Pereira (PDS), décide d'interdire une manifestation du PT à Belo Horizonte ; de son côté, le parti décide de maintenir son action malgré tout, avec des manifestants portant des baillons noirs et tenant des fleurs à la main ; cela débouche sur une répression violente de la manifestation, des arrestations de pétistes, et notamment de candidats.

Malgré le fléchissement des luttes sociales, le parti se montre malgré tout très optimiste quant aux résultats de ces élections. Dans son discours prononcé devant la 1<sup>ère</sup> RN du PT le 27 septembre 1981, Lula a déclaré : « *il y en a qui pensent que le PT n'obtiendra pas les 5% des suffrages exigés par la loi aux élections de 1982 ; que le PT n'obtiendra pas les 3% des suffrages dans 9 Etats. Nous, pétistes, avons la certitude que ces suffrages ne seront pas un problème pour nous, car nous sommes déjà un parti de masse* »<sup>75</sup>.

### a) Pourquoi participer à ces élections ?

Aussi bien les contraintes légales de ces élections, que des considérations liées aux nécessités de sa construction, créent un enjeu d'affirmation du PT. L'année précédente, la 1<sup>ère</sup> RN a voté une résolution faisant le lien entre ces élections et la construction du parti : « *L'élargissement de l'organisation de la base au moyen de l'intégration en masse dans les noyaux doit être considéré comme une tâche fondamentale, pour que notre action dans le*

<sup>74</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 265-266).

<sup>75</sup> Partido dos Trabalhadores. Resoluções de Encontros e Congressos – 1979-1998, Discurso de Luiz Inácio Lula da Silva na 1<sup>a</sup> Convenção Nacional do Partido dos Trabalhadores, p. 105.

*processus électoral puisse signifier une organisation effective des travailleurs* »<sup>76</sup>. Cette résolution insistait aussi sur la nécessité de réagir face aux manœuvres du gouvernement : « *notre réponse à ces mesures antidémocratiques, et à d'autres, que le régime tente d'imposer est la mobilisation des travailleurs dans la lutte pour des élections libres et directes, et non pas des accords de sommet et la fusion avec d'autres partis* ». Le choix, dès août 1981, est l'indépendance des candidatures pétistes à tous les niveaux, pour les postes législatifs et exécutifs. La résolution évoque la nécessité de faire discuter le programme par les militants, et au-delà : « *Le lancement des candidatures du PT doit [...] être précédé d'un vaste débat dans le Parti, car l'élaboration de programmes de gouvernement au niveau de la nation, des Etats, des municipalités est une chose fondamentale* ». Ce débat « *qui précède la désignation des candidats du PT doit être étendu aux mouvements populaires* ». La tâche est programmée : « *Le processus de discussion sur la question électorale, dans le PT, débouchera sur la réalisation, d'ici janvier, de rencontres démocratiques – au niveau des districts, des municipalités, des Etats, et au plan national – dans lesquels seront discutés et approuvés les programmes de gouvernement, la tactique électorale, et où seront choisis, démocratiquement, les candidats du Parti* ».

Le thème de l'indépendance de classe, omniprésent, se retrouve dans les slogans<sup>77</sup>, ou dans un tract central insistant sur l'importance d'afficher l'identité de classe de ce parti « *formé par des travailleurs. Le PT est né des luttes populaires, pas des manœuvres de gros bonnets ou de différences passagères entre les exploités* »<sup>78</sup>. Ce tract ajoute : « *Nos candidats proviennent donc des travailleurs eux-mêmes* »<sup>79</sup> et « *l'heure est venue pour les travailleurs de réaliser leur propre politique, une politique qui réponde à leurs propres intérêts* »<sup>80</sup>. Le texte se veut pédagogique : « *Il y a une division dans la société et ce n'est pas nous qui l'avons inventée [...] Ce qui importe, c'est de définir qui est contre les travailleurs et qui est aux côtés des travailleurs* ». La conception que le PT a de sa participation à ces élections est explicitée dans ce tract et mérite d'être soulignée : « *pas seulement de conquérir des suffrages, mais principalement de servir à l'organisation politique des travailleurs. Pour le PT, les élections sont un outil pour faire avancer et grandir la mobilisation et l'organisation du peuple. Elles sont un pas de plus dans la longue marche pour notre libération* ». Le tract se conclut par la formule : « *Les travailleurs votent pour les travailleurs. Gagner les élections, c'est voter pour le PT* »<sup>81</sup>.

Ce tract est cohérent avec la résolution sur les élections votée par la 2<sup>e</sup> RN<sup>82</sup>, qui développe son argumentation sur l'indépendance de classe<sup>83</sup>. Mais il ne s'agit pas non plus

<sup>76</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES, *Resoluções...* (op. cit. p. 101) Résolution votée à la 1<sup>ère</sup> RN du PT, "Eleições". Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>77</sup> Avec en particulier un slogan qui disait « Votez liste trois, le reste est bourgeois » ('*Vota no 3, o resto é burguês*'). Au Brésil, les candidatures reçoivent des numéros, et à ces élections le PT avait reçu le numéro 3.

<sup>78</sup> « *Pela unidade dos trabalhadores* », Panfleto conservado no CSBH-FPA, in PERSEU REVISTA N°2, Dossiê 1982, p.81. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>79</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 258), observe toutefois que « *le profil des candidats pétistes était composé d'un nombre plus important de jeunes et de femmes, avec une plus grande diversité de professions et de niveaux d'instruction, et moins d'expérience politique. Toutefois, même si la proportion était moindre que dans les autres partis, la majorité des candidats étaient des professions libérales, et 59,7% de ceux qui disputaient un mandat de député d'Etat, et 66,8% de ceux qui disputaient un mandat de député fédéral possédaient un niveau d'études supérieur* ».

<sup>80</sup> « *Pela unidade dos trabalhadores* », Panfleto conservado no CSBH-FPA, in PERSEU REVISTA N°2, Dossiê 1982, p.81. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>81</sup> Idem, p. 82 : « *Trabalhador vota em trabalhador* ».

<sup>82</sup> Publiée dans *Jornal dos Trabalhadores* N°2, São Paulo, 2<sup>e</sup> quinzena de abril de 1982, p. 3 e 4, Encartée et reproduite in PERSEU REVISTA N°2, Dossiê 1982, p. 83. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.



de créer des illusions sur ces élections : celles-ci « ne mettront pas en jeu la structure du pouvoir politique en vigueur, ni ne près, ni de loin ».

Est-il juste, comme semble le penser W. Pomar, de considérer que le PT en 1982 accordait peu d'importance aux élections<sup>84</sup> ? On ne peut certainement pas le dire d'une façon si abrupte. Mais il est certain que, par rapport à l'importance centrale que le PT accordera aux élections par la suite, les ambitions du PT en 1982 sont bien plus réduites. Quels sont, selon la résolution, les objectifs du PT dans ces élections? Il s'agit :

- « d'apporter le programme du PT aux travailleurs, en utilisant la campagne électorale pour donner une continuité aux luttes sociales et pour développer l'organisation et la conscience politique du peuple »<sup>85</sup> ;
- d'exprimer « les intérêts et les revendications du mouvement ouvrier et populaire » ;
- de « participer à la campagne électorale aux côtés des organisations ouvrières et populaires (syndicats, UNE<sup>86</sup>, associations d'habitants, etc.) » ;
- d'infliger « une défaite électorale à la dictature et aux forces qui la soutiennent directement ou indirectement ».

Il s'agit aussi de relever le défi imposé par la loi en termes de seuils : obtenir 5% des suffrages au scrutin pour la Chambre des Députés, et 3% dans au moins 9 Etats. Ces élections ont une fonction tribunicienne : le PT « doit conquérir des groupes parlementaires forts, destinés à représenter une tribune de dénonciation et une caisse de résonance des luttes qui se mènent en dehors du parlement ». Mais il s'agit aussi d'« assumer la gestion d'exécutifs, particulièrement au niveau municipal, en adoptant des mesures qui facilitent l'organisation des travailleurs et qui mobilisent la communauté dans la gestion des pouvoirs publics ». Le PT veut aussi « faire la démonstration que la seule politique qui soit réellement d'opposition est celle qui exprime les intérêts des travailleurs, autour desquels doivent s'unir tous les secteurs qui luttent pour mettre fin à la dictature ». Et il s'agit de construire le parti à travers cette campagne, d'en ressortir avec un « renforcement de sa structuration organique, en augmentant le nombre d'adhérents, en créant des noyaux et en implantant le Parti dans de vastes zones de province »<sup>87</sup>.

Pour résumer, il ne s'agit, pour le PT, ni de gagner le pouvoir politique par ces élections, ni, à l'opposé, de se contenter de témoigner politiquement, mais d'utiliser le scrutin dans un objectif de lutte et de construction militante. Ce n'est pas seulement une tribune politique, mais il n'est absolument pas question de prendre le pouvoir par les urnes, cette dernière option n'étant pas rejetée seulement pour des raisons de circonstances, mais de manière plus fondamentale. Pour la résolution, « les élections représentent seulement un épisode, un moment défini de notre activité politique permanente, à la recherche de l'objectif final qui est de construire une société socialiste, sans exploités ni exploités ». Le texte ajoute : « Notre participation au processus électoral ne peut donc servir à détourner le Parti de ses objectifs programmatiques ». Le lien entre construction du socialisme et participation aux

---

<sup>83</sup> On peut lire dans cette résolution que la conjoncture est « marquée par la conscience que les travailleurs sont en train d'acquérir de leurs vastes et nouvelles responsabilités en tant que force politique indépendante et organisée, et du droit qu'ils possèdent, comme citoyens et créateurs de la richesse nationale, à participer au débat ».

<sup>84</sup> W. POMAR (op. cit. p. 27-28).

<sup>85</sup> PERSEU REVISTA N°2, Dossiê 1982, p. 85. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>86</sup> Idem, p. 85. UNE (*União Nacional dos Estudantes* – Union nationale des étudiants) : le syndicat étudiant fondé en 1937.

<sup>87</sup> Idem, p. 86.

élections reste encore flou, mais une chose est claire : en 1982, les élections ne sont pas vues par le PT comme un élément central pour parvenir au socialisme.

## b) Tactique et thèmes de campagne

La tactique adoptée se veut cohérente avec les objectifs. Pour les travailleurs, il s'agit d'« assurer leur indépendance ». Il y aura donc « des candidats propres au PT à tous les niveaux ». Et « le PT ne fera pas d'alliances électorales. Non pas pour une question de principes, mais pour une question de tactique. Faire ou pas des alliances dépend du moment politique, du programme proposé et des partis qui peuvent être intéressés à les réaliser ».

Le contenu général de la campagne va dans le même sens. Rejetant les pratiques électorales traditionnelles<sup>88</sup>, il s'agit de faire apparaître un parti différent, avec un choix des candidats en conformité avec cette préoccupation. Ces derniers doivent répondre aux critères suivants : « a) participation aux mouvements de travailleurs à différents niveaux ; b) représentativité sociale, être l'expression des différentes luttes populaires démocratiques ; c) participation aux activités concrètes de construction du PT, soutien de la base du parti, et clair engagement en faveur de notre programme et de notre plateforme »<sup>89</sup>. On le voit : le PT de 1982 refuse de se faire « squatter » par des opportunistes et des arrivistes politiques. Il se veut le parti des luttes sociales dans ces élections<sup>90</sup>. Au-delà de ces thèmes généraux de campagne, la 2<sup>e</sup> RN du parti vote une plateforme intitulée « Travail, terre et liberté », programme d'urgence d'une « campagne de lutte, autrement dit une campagne qui s'engage aux côtés de toutes les luttes des travailleurs »<sup>91</sup>, en 11 points<sup>92</sup> dont les intitulés sont des mots d'ordre se voulant didactiques<sup>93</sup>. Ce n'est pas un programme socialiste complet, mais il indique explicitement, au point 11, la nécessité du socialisme. Il veut être un outil pour unir dans l'action les travailleurs des villes et de la campagne, tout en pointant la racine des maux qui les accablent et en cherchant à les éduquer sur des valeurs socialistes : libertés, démocratie réelle, refus de toutes les discriminations, internationalisme...

---

<sup>88</sup> Idem, p. 87. La résolution précise que le PT doit « entrer dans la campagne électorale sans les vices qui ont tant marqué et qui marquent encore les autres partis », vices parmi lesquels sont mentionnés « le personnelisme de candidats autoproclamés, le trafic d'influence, la corruption financière, les promesses mensongères, le clientélisme électoral et, surtout, le manque de respect vis-à-vis des normes et des orientations du Parti ». Le texte précise : « nous n'admettons pas que la plateforme démocratique du PT soit usurpée par ceux qui veulent mettre le parti à la remorque de leurs intérêts individuels, en le transformant en tremplin pour leurs prétentions électorales ».

<sup>89</sup> Idem, p. 88.

<sup>90</sup> Le texte précise enfin (idem, p. 89), que la campagne doit être « unifiée » nationalement autour de « Commissions électorales unifiées, qui doivent s'appuyer sur les Secrétariats du Parti », et sur un « Fonds Financier Commun à tout le PT » afin de « donner à tous [les candidats] des conditions égales dans cette campagne électorale ».

<sup>91</sup> Plateforme publiée sous forme d'une brochure de 15p. par le Directoire régional du PT de São Paulo et reproduite in PERSEU REVISTA N°2, Dossier 1982, p. 93.

<sup>92</sup> Idem p. 93 à 100.

<sup>93</sup> Voici ces intitulés traduits en français : 1) « Sans liberté la vie ne va pas changer : pour la fin de la dictature militaire ». 2) « Dans un pays aussi riche, il est possible d'en finir avec la faim ». 3) « Travailleurs des champs : la terre et de meilleurs salaires ». 4) « Ce n'est pas faute de briques que le travailleur ne peut pas se loger ». 5) « L'éducation et la culture sont un droit et non un privilège de classe ». 6) « Nous sommes tous égaux : assez de discriminations ». 7) « Personne n'a le droit de mettre la main sur l'argent du peuple ». 8) « Avec les 'contrats à risque' (\*), les requins risquent peu mais grignotent beaucoup ». 9) « Le pouvoir pour les travailleurs et pour le peuple ». 10) « La lutte des travailleurs est la même dans le monde entier ». 11) « Seul le socialisme résoudra nos problèmes pour de bon ».

(\*) « Contrats à risque » au point 8) : terme utilisé dans le cadre d'un projet de la dictature destiné à attirer les investissements étrangers dans le secteur pétrolier, à des conditions très avantageuses pour les multinationales et au détriment de la Petrobrás.

## 2°) Les résultats et leurs suites

### a) Les résultats globaux

Sur un plan d'ensemble, le PDS, parti gouvernemental (pro-dictature), remporte 12 postes de gouverneurs sur 22 – dont tous ceux des Etats du *Nordeste* – contre 9 pour le PMDB (opposition modérée, issue de ce qui était le MDB aux temps du bipartisme), 1 pour le PDT (« travailliste de gauche » autour de L. Brizola), et aucun pour le PTB (« travailliste de droite ») et pour le PT. Pour les élections fédérales aux assemblées (Chambre des Députés et Sénat), la répartition est la suivante.

Tableau 1 : suffrages obtenus par les divers partis en 1982 (Chambre des Députés et Sénat)

PARTI	CHAMBRE DES DEPUTES			SENAT		
	SUFFRAGES	% de suffrages exprimés	SIEGES	SUFFRAGES	% de suffrages exprimés	SIEGES (1 tiers à renouveler)
PDS	17 775 738	43,22	235	17 794 069	42,21	15
PMDB	17 666 773	42,96	200	18 410 338	43,66	9
PDT	2 394 723	5,82	23	2 496 189	5,92	1
PTB	1 829 055	4,45	13	1 909 452	4,53	0
PT	1 458 719	3,55	8	1 538 786	3,65	0

Source : Banco de Dados Politicos das Américas.

Il en ressort les éléments suivants. Au niveau le plus global, au plan national et à celui de l'évolution du rapport de forces entre classes sociales, G. Rozentino de Almeida note que « l'élection de dix gouverneurs, et particulièrement dans les Etats les plus importants, et la perte par le gouvernement de la majorité absolue à la Chambre des Députés, ont conféré au système politique un caractère 'diarchique', générant non seulement des difficultés quant à l'approbation de propositions du gouvernement [...] mais pour la succession à la Présidence elle-même [...] [marquant] l'épuisement du processus d'ouverture dans les termes de son projet initial »<sup>94</sup>. De façon plus détaillée, on peut faire quelques autres remarques.

- Le PDS pro-régime arrive en tête et garde une large avance en sièges au Sénat<sup>95</sup>, mais sans obtenir la majorité absolue à la Chambre des Députés (235 sièges sur 479)<sup>96</sup>.

- Le PMDB, qui fait à peu près jeu égal avec le PDS, apparaît comme le principal parti d'opposition, en obtenant 200 sièges à la Chambre et 9 des sièges renouvelés du Sénat, très largement devant les trois autres partis d'opposition (PDT, PTB et PT) qui se partagent des « miettes » à la Chambre et surtout au Sénat.

- Ensemble, PDS et PMDB ont réussi à faire élire 97,8% des conseillers municipaux et 99,2% des maires du pays<sup>97</sup>.

### b) Pour le PT, vue d'ensemble

Le PT n'obtient que 3,55% et 3,65% des voix, respectivement, pour la Chambre et pour le Sénat, des résultats bien en dessous de ses espérances. Il n'atteint pas, au niveau

<sup>94</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 33).

<sup>95</sup> Rappels qu'un tiers seulement des sièges au Sénat étaient renouvelés.

<sup>96</sup> On peut noter que les députés qui ont obtenu le plus de sièges appartenaient au PDS, avec en particulier Paulo Maluf à São Paulo. Le futur président Fernando Collor sera élu à la chambre sous l'étiquette PDS.

<sup>97</sup> Chiffres fournis par G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 270).

national, les 5% qui auraient permis son enregistrement définitif<sup>98</sup>. Le PT obtient 1 589 645 des suffrages de tout le pays, dont 1 144 648 dans le São Paulo (9,8% de l'électorat de l'Etat et 72% de tous les votes pétistes du Brésil). Ailleurs dans le *Sudeste* (qui concentre 88,8% des votes pétistes), le PT n'est pas complètement négligeable, mais reste très minoritaire (Rio de Janeiro : 2,8% ; Minas Gerais : 1,9% ; Espírito Santo : 1,3%). Le PT obtient 4,2% dans le *Sul* ; 4% dans le *Nordeste*, 2% dans le *Norte* et 1% dans le *Centro-Oeste*<sup>99</sup>.

En 1982, le PT n'apparaît donc pas encore comme un parti national : c'est un parti du *Sudeste*, et avant tout pauliste<sup>100</sup>. Seule exception : les bons résultats de l'Etat amazonien d'Acre, pour des raisons évoquées plus haut. A de rares exceptions, les élus pétistes sont concentrés dans le *Sudeste*, surtout dans le São Paulo. Le PT connaît donc un début de reconnaissance électorale dans cet Etat. Mais même là, la poussée est limitée : il ne fait que frôler les 10%. Ailleurs, il n'existe pratiquement pas électoralement. C'est en lien avec les luttes sociales des années précédentes, à partir de 1978. Les principales, les plus symboliques, ont eu lieu dans le *Sudeste*, essentiellement le São Paulo. C'est là que l'organisation des travailleurs est allée le plus loin, et que l'implantation du PT a pu lui donner un début de reconnaissance électorale. Le lien entre parti et luttes sociales est ici confirmé. De plus, comme l'écrit G. Rozentino de Almeida, « *le PT ne possédait pas de représentation locale dans la majorité des Etats brésiliens. Même dans le São Paulo, cœur du parti, il n'y avait d'organisation locale que dans 149 des 573 municipes d'alors* »<sup>101</sup>.

### c) Les élus du PT

Le PT ressort de la bataille électorale avec une toute petite place institutionnelle. Il obtient des élus à 4 niveaux de la Fédération, comme on le voit sur le tableau 2 (ci-dessous).

Tableau 2 : Les élus pétistes en 1982

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>8 députés fédéraux</b>, tous dans la région <i>Sudeste</i> (6 SP, 1 MG et 1 RJ) ;</li> <li>• <b>13 députés dans les Etats fédérés</b> qui se répartissent géographiquement comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 12 dans la région <i>Sudeste</i> (9 SP, 2 RJ et 1 MG) ;</li> <li>○ 1 dans la région <i>Norte</i> (1 AC)</li> </ul> </li> <li>• <b>2 maires</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 1 dans la région <i>Sudeste</i> (1 SP)</li> <li>○ 1 dans la région <i>Nordeste</i> (1 MA)</li> </ul> </li> </ul>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Source : TSE (Tribunal supérieur électoral)

Il faut ajouter à cela 10 conseillers municipaux dans les capitales (dont 5 à São Paulo-SP, 1 à Rio-RJ et 1 à Belo Horizonte-MG) ; et 117 conseillers dans les autres municipes (78 dans 39 municipes du SP, 13 dans le MG et 1 dans le RJ).

Au niveau des députés fédéraux, le seul parlementaire pétiste véritablement ouvrier du point de vue de son origine sociale est Djalma Bom, métallo compagnon de Lula dans le

<sup>98</sup> Dans le même dossier consacré à l'épreuve de 1982, deux tableaux de chiffres permettent de tirer des conclusions plus précises. Les chiffres donnés ne sont d'ailleurs pas tout à fait les mêmes que ceux du tableau ci-dessus, mais sans que cela change fondamentalement les choses. Le premier tableau permet de faire le compte des élus pétistes par Etat. Le second tableau, qui comptabilise les suffrages des différents partis pour les postes de gouverneurs, confirme la même tendance. PERSEU REVISTA N°2, *Dossier 1982*, déjà cité.

<sup>99</sup> W. POMAR (op. cit. p. 27).

<sup>100</sup> A l'exception, peut-être, de l'Etat amazonien d'Acre où le PT obtient 5,3% des voix aux élections des gouverneurs.

<sup>101</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 270).

syndicat de São Bernardo. Plus généralement, les syndicalistes sont minoritaires. Sur les 9 députés pétistes à l'Assemblée Législative pauliste, 3 sont des leaders syndicaux métallurgistes.

Pour ce qui est des maires, un seul compte véritablement, celui élu à Diadema (ABCD pauliste). C'est un symbole : il s'agit le leader syndical Gilson Menezes, de la Scania, première usine automobile de l'ABC à partir en grève en 1978. L'autre victoire, plus circonstancielle, est obtenue à Santa Quitéria do Maranhão<sup>102</sup>.

#### **d) Témoignages et leçons rétrospectives**

La victoire à Diadema et ailleurs ne suffit pas à consoler la grande majorité des militants, qui ressentent un rude échec. Comment ces élections apparaissent-elles de nos jours ? Les fondateurs du parti qui nous en ont parlé ont des points de vue assez contrastés.

Manoel da Conceição, bien qu'originaire du Maranhão, était « *un des premiers candidats au poste de gouverneur d'Etat, dans l'Etat du Pernambouc* »<sup>103</sup> mais sans qu'il puisse recueillir plus de 0,2% des voix. Rosalina Santa Cruz se souvient de la présence des femmes à ces élections : « *nous avons des candidates femmes déjà liées au mouvement des femmes, mais pas dans une perspective féministe, plutôt dans une perspective locale* »<sup>104</sup>. Luiz Azevedo est plus critique sur cette campagne : on voyait « *apparaître à la télévision un type barbu, qui parlait ainsi : 'prisonnier expulsé du pays, révoqué...', comme si cela rapportait des suffrages... Ou un employé de banque qui criait [...] C'est une phase de dure construction du PT, parce qu'il disputait le terrain électoral au PCdoB, qui lui faisait des critiques dures, disant que [le PT] était un parti social-démocrate, etc. [...] Car c'était une proposition politique qui représentait une rupture avec la trajectoire stalinienne au Brésil* »<sup>105</sup>.

Luiz Tenório revient longuement sur cette campagne en la replaçant dans son contexte, national comme local, à Rio. « *Cela a causé une grande confusion dans la gauche brésilienne, parce que la gauche traditionnelle, très dans la logique du PCB, défendait l'unité des gauches, et nous traitait de diviseurs [...] et nous, nous soutenions que le parti que nous voulions construire en avait besoin, nous disions qu'il existait une alternative à cette gauche traditionnelle avec laquelle nous étions en désaccord, quitte à perdre les élections, qu'il était important que l'on marque une position, que nous puissions la faire connaître. Et l'une des choses les plus importantes, c'était la prise de position en faveur de la construction d'un parti socialiste, de la défense du socialisme, à cette occasion [...] Nous avons participé à ces élections avec notre slogan 'Terre, travail et liberté', nous avons réussi à regrouper pas mal de personnes importantes mais nous n'avons pas la moindre capacité de toucher le grand public, principalement les gens les plus défavorisés (le 'lumpesinato'), la population de la rue. Nous n'avons pas les compétences et les outils pour parvenir jusqu'à elle. Nous n'avons pas de politique pour pénétrer les secteurs les plus populaires. Et donc la masse de nos suffrages venait des intellectuels et du mouvement syndical organisé* ». Dans la jeunesse aussi, dans la mesure où le PT représentait « *une perspective alternative* » par rapport au jeu politicien. « *Nous avons des mots d'ordres qui attiraient beaucoup l'attention sur l'homosexualité, la question du droit des femmes, le combat contre la pédophilie [...]*

---

<sup>102</sup> A Santa Quitéria, le maire élu a quitté le PT dans l'année qui a suivi son élection.

<sup>103</sup> Notre interview Manoel da Conceição.

<sup>104</sup> Notre interview Rosalina Santa Cruz.

<sup>105</sup> Notre interview Luiz Azevedo.

*Nous avons réussi à faire élire, ici à Rio, un candidat député fédéral et deux députés d'Etat, pas plus que cela, et nous avons fait élire Benedita comme conseillère municipale »<sup>106</sup>.*

Pour Raul Pont, alors candidat-sénateur du Rio Grande do Sul, le « vote lié » empêchait le PT de pouvoir percer électoralement, au moins au plan national : « *Nous savions ce que nous faisons et nous savions qu'à cette élection, [...] de par la loi électorale mise en place, le PT n'avait pas la moindre chance »<sup>107</sup>. Pour lui, le bilan local n'était pas du tout négatif : « *Nous sommes entrés en campagne en ayant 50 municipes déjà organisés avec une commission provisoire, et nous en sommes ressortis avec 50 000 suffrages. Olívio [Dutra] et moi avons fait pratiquement le même score [...] Nous avons terminé cette élection avec 100 municipes qui se sont organisés pendant la campagne »<sup>108</sup>. Enfin, Eduardo Suplicy, élu député fédéral, n'en a pas non plus gardé un mauvais souvenir : « *J'ai obtenu 78 000 suffrages, le deuxième meilleur score pour le PT »<sup>109</sup>.***

### **e) La réaction du PT après ces élections**

Les bilans tirés par L. Tenório et R. Pont sont plutôt favorables pour le premier et excellent pour le second, mais ce n'est pas ce qui domine alors dans le PT. M. Keck utilise même l'expression de « *dépression collective »<sup>110</sup>. De cette épreuve, R. Meneguello semble tirer les mêmes enseignements que la direction du PT elle-même a tirés par la suite : « *Le test électoral de 1982 a montré que l'appel classiste et l'idée d'une innovation politique, qui donnaient le ton du discours pétiste, n'ont pas eu l'impact espéré par le parti. Le faible développement électoral dans tous les Etats a montré clairement que l'objectif du parti de se transformer en sujet représentatif des larges masses de travailleurs du pays avait été frustré du fait du caractère classiste prononcé exprimé par son discours. Plus encore, cela a montré qu'en limitant son image publique à une notion étroite de travailleur, très accentuée pendant la campagne électorale, il a restreint considérablement l'accès aux couches de travailleurs de la classe moyenne, qui, sans aucun doute, représentent une part significative de l'électorat dans les grands centres urbains, surtout São Paulo »<sup>111</sup>. De son côté, M. Keck écrit : « *Les évaluations des performances électorales [du PT] différaient quant à la cause de l'échec, mais tombaient d'accord sur deux points : la répétition de mots d'ordre avaient souvent tenu lieu d'éclaircissement des objectifs du parti ; et le niveau d'organisation – tant du parti lui-même que de la population – était encore trop faible pour garantir un succès électoral. La solution consistait à revenir aux origines du parti, en promouvant l'organisation et la mobilisation populaire et en élaborant des propositions concrètes pour résoudre des problèmes sociaux urgents »<sup>112</sup>.***

Le parti réagit en deux temps. Dans un premier temps, la critique interne est partielle et vise plus la forme que le fond. Mais la direction lance aussi le débat, et dans un second temps, l'année suivante, des remises en questions plus fondamentales apparaîtront.

---

<sup>106</sup> Notre interview de Luiz Tenório.

<sup>107</sup> Notre interview de Raul Pont.

<sup>108</sup> Idem.

<sup>109</sup> Notre interview d'Eduardo Suplicy.

<sup>110</sup> M. KECK (op. cit. p. 179).

<sup>111</sup> R. MENEGUELLO (op. cit. 1989 p. 195-196).

<sup>112</sup> M. KECK (op. cit. p. 179).

Lors de la CEN des 4-5 décembre 1982, la commission électorale unifiée nationale tire un bilan partiellement critique mais nuancé<sup>113</sup>, comparant les objectifs aux résultats obtenus. Côté jardin, le parti a pu présenter des candidatures nationalement, et s'est déployé de façon militante<sup>114</sup>. Côté cour, le bilan note les mauvais résultats, et appelle à des discussions plus approfondies<sup>115</sup>, mais il pointe déjà un certain nombre de problèmes. Le contexte politique a d'abord créé un effet de « *vote utile [...] pour battre le gouvernement* »<sup>116</sup>. Plus précisément, « *le PT apparaissait dans presque tous les Etats – la seule exception à un moment donné, étant São Paulo – comme un parti qui n'avait aucune chance sur le plan électoral, incapable de faire élire des gouverneurs. Le vote lié, donc, obligeait l'électeur susceptible de voter pour le PT à voter pour le PMDB ou le PDT, pour faire élire le gouverneur et battre le PDS* »<sup>117</sup>. Autre élément : l'incapacité du parti à lier combats immédiats et perspective historique<sup>118</sup>. De plus, l'organisation de la campagne a souvent laissé à désirer. Le texte pointe des dysfonctionnements<sup>119</sup>, et ses auteurs remarquent que « *les plus grands succès électoraux et politiques du PT sont venus des endroits où il y a déjà un travail à la base, avec le peuple : São Paulo, Acre, Minas Gerais, Rio de Janeiro, l'ABCD et les quartiers ouvriers et de banlieue. Là où le PT est mieux enraciné dans les luttes populaires, il y a eu un meilleur résultat ; là où cet enracinement n'existe pas, il n'y a pas eu de réponse sur le plan électoral* ». Cela apparaît dans les chiffres et ce n'est pas fait pour surprendre. Mais la qualité et le niveau d'organisation a également joué : ce qu'on a vu le plus souvent, ce sont « *des directoires qui ne se réunissent pas ; l'inexistence de noyaux ; des secrétariats abandonnés ou transformés en instruments au service de groupes ou de personnes ; des commissions exécutives qui ne parviennent pas à diriger le parti politiquement* »<sup>120</sup>. Ce triste

<sup>113</sup> *O PT e os resultados das eleições*. Documento datilografado, anexo à ata da reunião da Comissão Executiva Nacional do Partido dos Trabalhadores, ocorrida nos dias 4 e 5 de dezembro de 1982, em Bragança Paulista, 6p., reproduite in PERSEU REVISTA N°2, Dossiê 1982, p. 103 à 109. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>114</sup> Idem, p. 105. On lit, pour les points positifs : « *le PT a montré sa présence dans la campagne électorale, en ne parvenant pas à lancer de candidatures que dans un seul Etat – celui d'Alagoas – et dans un Territoire – celui de Roraima. Le parti s'est affirmé comme une organisation nationale* ». De plus, « *le PT est descendu dans la rue, il a organisé des réunions, il a fait du porte à porte, il a été présent – dans la plupart des cas de façon positive – dans les débats à la télévision et à la radio, et il a occupé de la place dans les journaux* ».

<sup>115</sup> Idem. Pour les points négatifs : « *les résultats électoraux ont été faibles, en-dessous de nos attentes les plus pessimistes. Nous n'avons même pas réussi à réaliser ce que la loi électorale exigeait, avant que cette exigence ne soit reportée à 1986 : 5% de l'électorat du pays et 3% dans neuf Etats. Nous n'avons fait élire que deux maires et peu de députés dans les Etats* ». Et la commission ajoute : « *Il est nécessaire que notre évaluation de la campagne électorale soit plus approfondie, qu'elle soit faite dans chaque Etat, chaque municipalité* ».

<sup>116</sup> Idem. Cette pression a fait que « *dans tout le pays les suffrages se sont polarisés entre deux partis, le PDS et le PMDB, les uniques exceptions étant Rio de Janeiro et le Rio Grande do Sul, avec la présence du PDT ; et São Paulo, avec le PT* ».

<sup>117</sup> La pression était si forte que « *de nombreux militants ont succombé aux pressions du type 'le PT va faire perdre des suffrages à l'opposition', 'cela va bénéficier au PDS', etc.* » au point qu'« *en certains endroits, le PT a obtenu moins de voix que le nombre de ses adhérents* » ! Il pointe aussi de nombreux indécis, qui ont voté blanc, et que le PT pouvait gagner.

<sup>118</sup> Idem, p. 106. On lit que le PT proposait « *des changements à long terme, sans parvenir à lier notre proposition de changements structurels avec les questions les plus vivement ressenties par le peuple en ce moment* ». Cela a « *renforcé la perception du PT comme un bon parti, sympathique, correct, mais pour l'avenir – maintenant, l'important était de voter pour des gens qui pouvaient battre le PDS* ». Il s'ensuit un commentaire acerbe, visant implicitement les courants les plus radicaux du parti : « *Il est intéressant de noter que les candidats qui s'identifiaient le plus avec des propositions doctrinaires, qui mettaient de côté les questions immédiates, n'ont pas apporté beaucoup de suffrages au parti* ».

<sup>119</sup> Idem. On lit : « *peu de commissions électorales unifiées ont fonctionné correctement. Le manque de précision de la résolution sur les élections quant à ce que devait être une campagne unifiée a rendu possibles des interprétations diverses* » ; et en fin de compte cela a mené, parfois « *à une absence de centralisation, ou bien à une centralisation excessive et bureaucratique* ». Et « *à certains endroits, la campagne électorale a été réduite à une lutte pour l'hégémonie dans le parti, avec des groupes et des gens qui luttaient pour conquérir des positions, pour imposer des candidatures, pour privilégier certains candidats au détriment d'autres, et cela a même été jusqu'à des boycotts et à des agressions* ».

<sup>120</sup> *O PT e os resultados das eleições*. Documento datilografado, anexo à ata da reunião da Comissão Executiva Nacional do Partido dos Trabalhadores, ocorrida nos dias 4 e 5 de dezembro de 1982, em Bragança Paulista, 6p., reproduite in PERSEU REVISTA N°2, Dossiê 1982, p. 106-107.

bilan est lié au fait que les directoires eux-mêmes ne pouvaient souvent plus fonctionner en tant que tels, leurs membres étant pris par leurs propres campagnes.

Quelle réponse le PT doit-il apporter après ces résultats, face aux tentatives du pouvoir et des autres partis pour l'isoler ? Le texte de la Commission électorale unifiée reprend une des idées de base de la campagne et insiste : « *la seule réponse [...] c'est le lien avec les mouvements populaires et sociaux, la construction du parti sur des bases solides à partir de ce lien* »<sup>121</sup>. Mais il est écrit que le PT doit « *maintenir son identité politique propre comme expression politique des travailleurs, y compris en rejetant des propositions de formation d'un 'parti socialiste' sur des bases populistes et avec l'objectif de présenter des alternatives de gestion du système capitaliste* ». Il faut notamment « *restaurer et revitaliser les directoires* » ; « *organiser et réorganiser les noyaux de base* » ; accroître la « *formation politique des militants* » ; et « *définir une politique du PT* » pour les élus à tous niveaux. Les premières leçons tirées relèvent donc de l'autocritique pour le fonctionnement et l'organisation de la campagne ; pas de la ligne politique. C'est la même tonalité qui prédomine dans le bilan que tire la CEN, à l'issue de sa réunion des 4-5 décembre.

Mais le malaise est grand dans le parti, et dans un texte publié dans le journal du PT, « *la direction du PT fait son autocritique* »<sup>122</sup>, la CEN lance le débat interne, « *de la façon la plus vaste et la plus démocratique possible* »<sup>123</sup>. Elle reconnaît clairement que « *le PT ressort [des élections] en-dessous de ce que nous espérions et même en-dessous de ce que nos alliés et beaucoup de nos adversaires imaginaient* »<sup>124</sup>. Au-delà des circonstances extérieures, ce bilan recherche les erreurs commises par le parti. Il commence par pointer les carences au niveau du nombre de candidatures, et ce n'est pas brillant<sup>125</sup>. Le texte avoue les failles organisationnelles, en particulier la confusion entre directoires et candidatures<sup>126</sup>. Pire, « *dans de nombreux Etats, nos commissions unifiées n'ont existé que sur le papier [...] elles n'ont même pas réussi à exister comme organismes capables de faire avancer la campagne* »<sup>127</sup>. Quant à la commission nationale unifiée, son action est jugée « *très superficielle dans l'aide apportée aux campagnes dans les Etats* ». Quant au contenu, la direction juge que la campagne a souvent « *laissé au second plan les questions concrètes* » et elle s'en prend au « *doctrinarisme* » de nombreux candidats<sup>128</sup>. Les spots de campagne du PT à la TV sont aussi en ligne de mire<sup>129</sup>. Les ambitions électorales de certains sont également dénoncées : « *Pour une partie de nos camarades, la campagne électorale n'a*

---

<sup>121</sup> Idem, p. 107.

<sup>122</sup> *A Direção do PT faz a autocritica – Jornal dos Trabalhadores* n° 19, São Paulo, 20 jan. 1983, p. 8 et reproduite in PERSEU REVISTA N°2, Dossiê 1982, p. 110 à 118. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>123</sup> Idem p. 110.

<sup>124</sup> Idem, p. 111.

<sup>125</sup> Idem, p. 113.

<sup>126</sup> Idem. On lit : « *Il nous a manqué un minimum d'organisation dans le parti pour faire face* » à cette campagne. « *La grande majorité de nos directoires se sont pratiquement dissouts durant le processus électoral. Presque tous les membres de nos directoires se sont présentés comme candidats* ».

<sup>127</sup> Idem, p. 114.

<sup>128</sup> Idem. Le texte de bilan dénonce précisément un « *doctrinarisme caractéristique de beaucoup de nos campagnes dans les Etats et de nombreux candidats* » et ajoute : « *A l'exception de peu d'Etats, nous n'avions pas de programme défini de gouvernement ni de propositions concrètes pour régler les problèmes. D'où le fait que beaucoup d'entre nous ayons préféré partir sur des positions doctrinaires et prêcher abstraitement en faveur du socialisme. De nombreux autres ont transformé les élections en un moment de pure agitation, de slogans, contre les patrons, contre la dictature, etc. sans aucune préoccupation réelle pour les questions concrètes du quotidien des travailleurs et du peuple* ».

<sup>129</sup> Idem p. 114. Un exemple typique est cité : « *le fait de dire pour présenter un candidat qu'il avait été arrêté ou condamné au titre de la LSN, sans pouvoir en expliquer les tenants et les aboutissants, conduisait à transmettre une impression erronée : le candidat en question n'apparaissait pas comme une victime de la répression, mais comme un bandit* ».



*pas été une campagne du PT, qui visait à construire le PT, mais une campagne pour satisfaire les objectifs électoralistes de tel ou tel camarade, de tel ou tel groupe ou tendance* ». Personne n'est cité mais cette phrase reflète la lutte entre le noyau dirigeant du parti – surtout syndicaliste – et deux types d'adversaires de celui-ci : certains élus, d'une part ; des groupes politiques constitués à la gauche du parti, d'autre part.

Pour la CEN, la résolution initiale sur les élections était correcte, mais elle a été mal appliquée, pour ce qui est du lien « *entre lutte électorale et la lutte de masses* ». Son texte reprend les leçons des bons résultats<sup>130</sup>, expliquant que cette lutte électorale « *aurait dû se transformer en outil pour faire le lien du Parti avec les masses* »<sup>131</sup>. Quelles conclusions en tirer pour l'action? Pour la CEN, il faut « *lutter pour organiser les travailleurs en noyaux, de bas en haut, dans un parti ouvert, de masses, démocratique, comme nous voulons l'être. S'organiser à partir des noyaux et être présent, au coude à coude avec les travailleurs, dans leurs luttes concrètes* »<sup>132</sup> et il n'y a pas de « *raison sérieuse de craindre un débat* »<sup>133</sup> entre pétistes, ni que « *ce débat soit mis sur la place publique* ».

Il va avoir lieu et conduire à une première série de changements quant à l'approche du fait électoral et à la configuration des courants internes du PT. En 1983, des directives politiques mettent en avant, selon R. Meneguello, « *la nécessité d'élaborer des propositions capables d'attirer une base sociale comprenant des secteurs qui jusqu'alors s'étaient montrés 'méfiants' par rapport à l'action du PT, surtout les secteurs urbains des classes moyennes. Il s'agissait donc de mettre en œuvre une 'politique d'expansion de la base sociale' car le parti avait également perdu une partie de sa base organisationnelle* »<sup>134</sup>. Et M. Keck d'ajouter : « *Le rejet de l'expérience électorale a probablement été un facteur important des conflits qui ont suivi entre les leaders du parti et les dirigeants élus, ce qui explique pourquoi le parti a eu autant de difficultés à capitaliser sur les succès que, de fait, il avait obtenu dans les élections. Etant donné qu'il ne parvenait pas à se réconcilier avec sa défaite, il lui a semblé difficile de penser stratégiquement son activité dans les institutions politiques* »<sup>135</sup>. Pour V. Arcary, après les élections de 1982, la « *direction était en crise, Lula était en crise [et] il y a un tournant droitier, surtout un raisonnement selon lequel il ne faut pas être trop hostile au MDB [...] Pour le PT, la question est d'abord d'isoler la gauche à l'intérieur du PT. Le poids de la gauche organisée est énorme dans les premières années du PT. Donc le premier problème est de garantir la gouvernabilité interne. C'est un tournant plutôt interne qu'externe* »<sup>136</sup>. On retrouve là l'origine de l'Articulation et du manifeste des 113, dont nous reparlerons bientôt.

Malgré la déception et l'amertume ressenties par beaucoup de militants après les élections de 1982, le PT va poursuivre sa route. Il tente de se structurer en noyaux, il joue un rôle crucial dans les syndicats, dans les mobilisations au sein des entreprises et dans les quartiers, et il va bientôt prendre une part plus visible à la vie politique du pays. Mais ces années sont marquées par une crise économique qui va en s'approfondissant.

---

<sup>130</sup> Idem, p. 115. On lit : « *Nous avons eu des succès électoraux là où nous avons, avant les élections, des luttes de masses. C'est le cas d'Etats comme ceux de São Paulo ou d'Acre, ou de régions comme l'ABCD, à São Paulo, ou de certaines favelas à Rio de Janeiro* ».

<sup>131</sup> Idem, p. 116.

<sup>132</sup> Idem p. 115-116.

<sup>133</sup> Idem p. 116.

<sup>134</sup> Rachel MENEGUELLO (op. cit. 1989np. 198).

<sup>135</sup> M. KECK (op. cit. p. 180).

<sup>136</sup> Notre interview de Valério Arcary, réalisée à São Paulo le 13 août 2014.

## Section 4 : Le PT sous la dictature jusqu'à 1983

### 1°) Le contexte de crise économique

Depuis 1979, la situation économique n'a cessé de se dégrader dans tout le pays. Face à cela, avec des difficultés et malgré une période de reflux, le mouvement social continue à se développer et à s'organiser. Il nous semble nécessaire d'apporter quelques explications sur ce point, car entre 1979 et 1983, les conditions d'intervention politique du PT vont se trouver, de fait, modifiées.

#### a) Quelques mots sur la crise économique et la politique de la dictature

Le Brésil des années 1980 est un pays plongé dans une crise économique profonde et qui va en s'aggravant, au rythme des plans gouvernementaux de stabilisation et de leurs échecs successifs. Quand le PT naît puis commence à se structurer, au début des années 1980, le temps est déjà loin des taux de croissance record et du « miracle économique » du début des années 1970. La crise qui touche le Brésil à la fin des années 1970 a des racines à la fois internationales et nationales. Au plan international, les années 1970 se caractérisent par la remise en cause du keynésianisme et par la crise du système monétaire de Bretton Woods, générant des opérations financières en dehors du contrôle des banques centrales. S'ajoute à cela le premier choc pétrolier en octobre 1973 (multiplication par quatre du prix du baril de pétrole brut), avec comme conséquence le recyclage des pétrodollars. Tout cela débouche sur une surabondance de capitaux privés dans le circuit financier international. Cette situation facilite grandement l'endettement extérieur de toute une série de pays, y compris le Brésil, dont le gouvernement se trouve alors porté par le sentiment euphorique que la croissance pourrait se poursuivre indéfiniment, et les projets industriels se multiplier *ad libidum*.

Quelques années plus tard, une décision politico-économique des Etats-Unis vient bouleverser cette situation et plonger toute une série de pays emprunteurs, et tout particulièrement le Brésil, dans des difficultés économiques et financières croissantes. En octobre 1979, comme le précise l'historien G. Rozentino de Almeida, « *avec l'élévation unilatérale et sans précédent du taux d'intérêt par les Etats-Unis, le dollar s'est régénéré comme réserve universelle, au détriment de sa fonction comme moyen de financement et de paiement* »<sup>137</sup>. Par conséquent, « *l'économie mondiale allait être affectée par de larges fluctuations des taux de change (dollar, yen et mark), accompagnées par une extrême volatilité des taux d'intérêts* ».

Le Brésil, considéré comme une économie continentale en soi, est avant tout, jusqu'à la fin des années 1970, un exportateur de produits primaires et semi-manufacturés, et notamment de produits dont le cours est très volatile et dépendant des fluctuations de l'économie mondiale. Jusqu'à 1982, le pays présente un déficit commercial permanent. De 1975 à 1980, le déficit de la balance des paiements se creuse encore davantage, impacté non seulement par l'acquisition de biens de production (des machines, par exemple pour les constructeurs automobiles), mais par l'afflux de capitaux étrangers. Deux dimensions spécifiquement brésiliennes viennent aggraver le choc pétrolier : d'une part la dépendance

---

<sup>137</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 49). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

pétrolière est massive dans un pays misant sur la construction automobile, tant pour le marché intérieur des particuliers que pour le transport de marchandises ; d'autre part, le gouvernement dictatorial avait trouvé, à la fin des années 1960 et au début des années 1970 une source essentielle de légitimation : la prospérité économique. Une récession, ou même simplement une baisse nette de la croissance économique, représentaient donc, pour cette dernière raison, une situation que le pouvoir voulait absolument éviter. D'où sa propension particulière à avoir recours à l'endettement extérieur pour financer la poursuite du développement économique du pays. Mais l'endettement extérieur a des limites et la « marche forcée » de l'économie, aux alentours de 4 ou 5 % de croissance annuelle sous le gouvernement Geisel, prend fin en 1979, lorsque son successeur, le Général Figueiredo, sous la direction du FMI, impose au pays un plan d'ajustement structurel.

### **b) Développement de la crise dans la première moitié des années 1980**

Les années 1980-1982 sont marquées par une profonde récession à l'échelle internationale, et une intensification de la spéculation sur les monnaies. Au Brésil, le renchérissement du dollar se traduit par une détérioration des termes de l'échange, avec une augmentation du prix des importations et une baisse de celui des exportations, un phénomène qui va durer jusque vers la moitié des années 1980<sup>138</sup>. L'ensemble de ces mécanismes conduit quasi-mécaniquement à une très forte augmentation de la dette extérieure brésilienne. De plus, la structure de la dette brésilienne est un élément en soi de son renchérissement à cette époque. Selon G. Rozentino de Almeida, en sus de la détérioration des termes de l'échange, « *en 1979, près des trois quarts de la dette extérieure à moyen et long terme avait été contractée sur la base de taux d'intérêt flottants, impliquant un choc avec la politique nord-américaine de valorisation du dollar à partir de 1978. Elément de cette politique, les taux internationaux ont augmenté d'un niveau de 1 ou 1,5% par an à 7 ou 8% par an. On estime qu'il en a résulté une hausse de 10 à 16 milliards de dollars de la dette extérieure brésilienne (de près de 64,2 milliards d'US\$ en 1980), entre 1979 et 1982* »<sup>139</sup>. Les deux éléments réunis (baisse des termes de l'échange et hausse des taux d'intérêt) augmentent donc considérablement la dette extérieure brésilienne, tout en affaiblissant la position du gouvernement brésilien face à ses créiteurs.

Les années 1980-81 voient le régime dictatorial prendre des mesures pour lutter contre la dégradation des termes de l'échange : dès 1980, il favorise les exportations et la substitution aux importations, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et du transport. Cette politique va contrebalancer assez vite les effets de la hausse du dollar, le déficit commercial se réduisant, puis se transformant en excédent dans les années suivantes. Une politique d'austérité se met aussi en place, sans même attendre les injonctions du FMI : perte de pouvoir d'achat des salaires, augmentation de la pression fiscale, hausse des taux d'intérêt nationaux, baisse du volume de crédit visant à limiter la masse monétaire. Cela débouche sur une profonde récession, avec une baisse de près de 10% de la production industrielle, et une chute de 4,3% du PIB pour l'année 1981<sup>140</sup>. Le chômage augmente considérablement<sup>141</sup>, et c'est en premier lieu contre cela, et plus

---

<sup>138</sup> G. Rozentino de ALMEIDA cite le chiffre de 27% de baisse des termes de l'échange dans le cas brésilien entre 1980 et 1985, bien plus que dans le cas d'autres économies « émergentes » (op.cit. p. 58).

<sup>139</sup> G.Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 58-59).

<sup>140</sup> Idem, chiffres donnés p. 61-62.

<sup>141</sup> BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 425) précisent à ce sujet : « *Au plus profond de la crise, en l'absence de tout système d'allocation-chômage, l'effondrement de l'emploi prend des allures de calamité nationale. En 1981, d'après les données du*

généralement contre la politique économique menée par le gouvernement, comme nous l'avons vu, que le tout jeune PT se mobilise dès sa première Rencontre nationale.

L'année 1982 est marquée par la décision de moratoire de la dette extérieure prise par le gouvernement mexicain. En réaction à cela, les banques privées, affolées, diminuent considérablement leurs prêts ; et le FMI définit des programmes d'ajustements structurels pour les pays débiteurs, à négocier au cas par cas, et basés sur la réduction de la demande globale. Même si la dégradation de la situation économique du Brésil a commencé avant cela, cette année marque une nette dégradation : à partir de 1982, le déséquilibre des finances et l'inflation deviennent des problèmes permanents et croissants, détruisant la crédibilité du pays et de son gouvernement du point de vue de la finance internationale. Ce dernier initie des conversations secrètes avec le FMI et les banques privées créditrices du pays : c'est que l'ensemble des oppositions s'opposent officiellement au FMI – et pas seulement le PT – et le pouvoir redoute le résultat des élections de novembre 1982. Au fond, les standards du FMI sont acceptés par le gouvernement immédiatement après celles-ci.

Après une croissance très faible en 1982 (0,8%), l'année 1983 voit une nouvelle et brutale récession (-2,9%)<sup>142</sup>. Le chômage augmente encore, fragilisant les mobilisations populaires et ouvrières en rendant plus risquées les grèves. Les négociations entre la dictature moribonde et ses créanciers internationaux ne sont pas simples, avec, selon G. Rozentino de Almeida, « *sept lettres d'intention jusqu'à 1985, avec des promesses et des objectifs non tenus des deux côtés. Cependant, les objectifs définis par l'équipe en charge de l'économie pour ce qui est des relations avec l'extérieur ont été atteints en 1983. Y ont contribué de façon convergente la récession dans le pays, le décrochage des salaires, la maxi-dévaluation du taux de change, la réduction des prix du pétrole et des taux d'intérêt, et la fin de la récession aux Etats-Unis* »<sup>143</sup>. C'est surtout à partir de 1984 que la dictature finissante adopte explicitement les exigences du FMI, visant à comprimer la demande interne pour obtenir des excédents commerciaux croissants, destinés à rembourser la dette extérieure. C'est ce modèle, et l'adaptation à ses exigences, qui va plonger le Brésil dans un chaos qui va s'aggraver dramatiquement, associant une forte baisse du pouvoir d'achat des salaires – une exigence des créanciers – à la montée vers l'hyperinflation, et à un chômage de masse. Cependant, le milieu des années 1980 voit un redémarrage de la croissance au Brésil, mais dans un contexte dégradé pour l'ensemble des travailleurs.

Malgré cela, la constitution de la CUT<sup>144</sup>, sa capacité à organiser une grève générale, et le contexte de l'immense mobilisation populaire et démocratique pour des élections directes sans attendre<sup>145</sup>, ont mis à mal la politique salariale décrétée par la dictature en fin de vie. Sans analyser dans l'immédiat la naissance de la CUT et ses liens avec le PT, évoquons tout de même la grève générale de 1983 et la naissance du MST.

## 2°) Développement des luttes et des organisations populaires

---

*DIEESE, 30,3% de la population en âge productif est au chômage ou sous-employée. En 1983, le grand São Paulo, poumon économique du pays, compte plus d'un million de chômeurs et connaît même des émeutes de la faim, avec pillages de magasins ».*

<sup>142</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. chiffres p. 61-62).

<sup>143</sup> Idem, p. 63.

<sup>144</sup> *Central Unica dos Trabalhadores* (Centrale Unique des Travailleurs), dont nous parlerons plus complètement ultérieurement.

<sup>145</sup> La campagne « *Diretas Já* », qui fait l'objet de larges développements au prochain chapitre.

## a) Un contexte de remontée des luttes du salariat

En 1981, les travailleurs mènent de nombreuses grèves contre le décrochage des salaires sur les prix. On assiste à la construction d'outils d'auto-organisation à la base, tels que les commissions d'usine et les CIPAs<sup>146</sup>. En 1982, c'est sans doute l'industrie automobile qui, dans son ensemble, est la plus atteinte par la crise économique : les grands constructeurs que sont Mercedes, Volkswagen, Fiat et GM licencient des milliers de travailleurs dans leurs usines, dans l'ABC, à Campinas (SP) et dans le Minas Gerais. Cette même année, les coupeurs de canne à sucre exigent des hausses de salaires et le respect d'un minimum de droits, et pour cela se mettent en grève dans plusieurs Etats du pays.

L'année 1983 voit une montée de la combativité et un renforcement de l'organisation des travailleurs à l'échelle nationale, mais aussi la multiplication de pillages populaires dans des supermarchés dans les zones périphériques des grandes villes (São Paulo et Rio surtout)<sup>147</sup>. Contre l'austérité imposée par Delfim Netto, le « tsar » de l'économie au sein du gouvernement du général Figueiredo, marchant main dans la main avec le FMI et les banquiers, des grèves éclatent dans divers secteurs. C'est avant même la création officielle de la CUT qu'est convoquée, le 21 juillet 1983, la première grève générale depuis le coup d'Etat de 1964. C'est la commission pro-CUT, chargée de préparer le lancement de la centrale unique, qui se charge de l'organisation de cette grève générale « carrée », de 24 heures. Celle-ci exprime l'exigence que soit mis un terme, tant aux pertes de pouvoir d'achat des salaires qu'au chômage, et se veut une réponse aux « *pacotes* » gouvernementaux, les plans concoctés par la dictature afin d'organiser la baisse du pouvoir d'achat des salariés et la diminution de leurs droits, dans un contexte de chômage massif.

Cette journée de grève fait descendre entre deux et trois millions de travailleurs dans les rues du Brésil, selon les estimations. Selon les évaluations de la commission nationale pro-CUT, elle a pu compter sur la participation de 138 structures syndicales et associations de fonctionnaires<sup>148</sup>. C'est surtout à São Paulo (ville et Etat) que la grève acquiert une certaine ampleur, donnant d'ailleurs lieu à des centaines d'arrestations. La grève touche aussi le Rio Grande do Sul. Ailleurs, on assiste à des manifestations de protestation. De source syndicale, environ 40 millions de personnes dans tout le pays ont été touchées dans leurs activités quotidiennes, essentiellement du fait de la paralysation des transports<sup>149</sup>.

L'inflation avait atteint le niveau de 100% par an en 1982, et pour obtenir un prêt de 4,4 milliards de dollars auprès du FMI, le gouvernement assumait ses engagements dans une nouvelle « lettre d'intentions », conduisant à la récession, à l'augmentation du chômage et à la baisse du pouvoir d'achat des salaires. Ce dernier point a d'ailleurs fait l'objet de pas moins de quatre décrets-lois lors du seul premier semestre de 1983, tous visant à rogner sur les salaires. C'est à cette époque également que s'est mise en place une campagne de

---

<sup>146</sup> Commission d'usine ('*comissão de fábrica*') : des groupes de travailleurs d'une usine s'organisent pour préparer et gérer les luttes, indépendamment des syndicats. Les CIPAs sont des commissions internes pour la prévention des accidents ('*Comissão Interna de Prevenção de Acidentes*') : des sortes de comité d'hygiène et de sécurité illégaux, et clandestins dans les entreprises.

<sup>147</sup> Pour V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 255), dans le Nordeste, on assiste plutôt à la « *mise à sac de boutiques et de camions remplis de vivres* ». Tout cela est une conséquence directe de l'appauvrissement massif des catégories populaires. Le même auteur estime que le chômage touche 15% de la population active en 1983, et l'inflation atteint 250% par an (idem).

<sup>148</sup> Selon des évaluations de membres de la Commission nationale Pro-CUT selon des observations faites dans les Etats de la Fédération. On trouve ces informations sur le site de la CUT, à la page suivante : <http://www.cut.org.br/noticias/ha-30-anos-trabalhadores-as-desafiavam-a-repressao-militar-na-primeira-greve-geral/>.

<sup>149</sup> Idem.

dénigrement des entreprises publiques (les *estatais*, c'est-à-dire les entreprises appartenant aux Etats de la Fédération), expliquant que celles-ci étaient inefficaces et contribuaient à l'augmentation des déficits publics, campagne préparant par là-même le terrain pour les privatisations à venir. Le *Pacote das Estatais*, dans cette perspective, s'attaquait en particulier au pouvoir d'achat des salariés de ces entreprises, ainsi qu'aux droits syndicaux spécifiques qui y avaient été conquis.

Peu avant la grève générale, le 5 juillet, les salariés de la branche du pétrole, bravant la LSN, avaient organisé une grève contre la politique économique gouvernementale d'attaques antisociales et de soumission au FMI, arrêtant la production des raffineries de Mataripe (BA) et de Campinas (SP). Cela venait après la prise de position, le 16 juin, de 35 structures syndicales et associations de fonctionnaires du secteur public et nationalisé, dont certains dans la branche pétrolière, annonçant « l'état de grève » contre les décrets du gouvernement. Ce mouvement comptait aussi sur le soutien public de divers secteurs de la société : étudiants, partis de gauche (dont, bien sûr, le PT), OAB (ordre des avocats), ABI (Association brésilienne de presse). Dans le secteur pétrolier, différents sites, autres ceux mentionnés plus haut, ont adhéré à cet « état de grève », dans le Minas Gerais, le Rio Grande do Sul, le Pará, ainsi qu'à Cubatão (SP) et Duque de Caxias (RJ). Dès le 7 juillet le syndicat du pétrole de Campinas fait l'objet d'une « intervention », et dans les jours qui suivent, des centaines de licenciements pleuvent dans les raffineries les plus touchées par la grève, qui est suspendue le 11 juillet, sans avoir obtenu d'avancées, mais dans la perspective d'un mouvement interprofessionnel.

La grève du pétrole a immédiatement déclenché une vague de répression, avec en sus des licenciements, d'autres « interventions » gouvernementales dans le syndicat de cette branche dans l'Etat de Bahia, mais aussi dans le Syndicat de la métallurgie de São Bernardo do Campo et Diadema, coupable de délit de solidarité avec les travailleurs du pétrole. C'est dans ce contexte que l'idée d'une grève générale (nationale et interprofessionnelle) visant à s'opposer aux décrets-lois, à la politique économique de la dictature, et à ses mesures de répression, a pris corps, débouchant sur la journée du 21 juillet<sup>150</sup>. A ce moment, une prise de conscience a lieu dans de nombreux milieux syndicaux : les grèves et les luttes doivent faire converger l'ensemble des secteurs professionnels, face à un régime aux abois et à une politique économique qui coûte très cher aux travailleurs. Cette grève générale a ainsi donné une impulsion supplémentaire à la création de la CUT, quelques semaines plus tard.

## **b) Naissance d'un vaste mouvement social et paysan : le MST**

Si les salariés élèvent leur degré d'organisation, il en va de même de la paysannerie pauvre. Le MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre) voit officiellement le jour comme organisation nationale entre le 21 et le 24 janvier 1984. Il est difficile de trouver une date où situer l'origine du MST, car celui-ci n'apparaît pas *ex nihilo*. En fait, ce mouvement emprunte certaines de ses caractéristiques à des organisations disparues au moment de sa naissance, mais qui avaient joué un rôle avant le Coup d'Etat de 1964, comme les Ligues paysannes. Toutefois, c'est à partir de 1978 qu'apparaissent les premières luttes de paysans sans terres. Et c'est à la suite de ces premières expériences, entre 1979 et 1984, que le mouvement va pouvoir se structurer à un niveau plus large. Jusqu'à 1984, le MST se renforce essentiellement dans des régions situées au sud du pays, construisant, avec l'appui

---

<sup>150</sup> A noter d'ailleurs que le régime a aussi imposé, pour fragiliser cette grève générale, une « intervention » dans les syndicats du secteur bancaire et du métro de São Paulo.

de la Pastorale de la Terre, une organisation dans cinq Etats : Paraná, São Paulo, Rio Grande do Sul, Santa Catarina et Mato Grosso do Sul<sup>151</sup>. Ce n'est donc pas pour rien que sa 1<sup>ère</sup> Rencontre nationale se tient dans l'un de ces Etats, à Cascavel (Paraná). Elle définit les formes d'organisation du mouvement ainsi que ses mots d'ordre nationaux. Le rôle du MST est non seulement l'organisation des paysans sans terres, mais leur éducation. Il se charge d'alphabétisation, de formation politique et militante des jeunes et des adultes qu'il organise.

Comme pour la CUT, la synergie avec le PT est bien réelle. Même si le MST est une organisation indépendante des partis politiques, et si sa base militante compte à cette époque de nombreux membres du MDB, du PSB et du PDT, ses principaux animateurs sont membres du PT ou proches de celui-ci. C'est ce que reconnaît son dirigeant João Pedro Stedile : « *parmi les dirigeants, nous étions presque tous pédistes, si bien qu'il y a une symbiose : les mêmes dirigeants et militants qui ont aidé à construire le PT avaient aidé à construire le MST, bien que sous des formes organiquement séparées. Cependant, dans les principes généraux du MST, nous avons toujours dit clairement que c'était un mouvement social, de masses, et que nous ne devrions le lier à aucun parti [...] Le soutien au PT et son identification avec lui ont été un processus naturel. Le PT était l'espace politique électoral vers lequel allaient les dirigeants et militants qui voulaient avoir une activité ou un espace politique électoral* »<sup>152</sup>. Il ajoute, dans la même interview : « *le PT en tant que parti n'a jamais pratiqué l'ingérence dans les affaires du MST. Bien que nous ayons toujours soutenu des candidats travailleurs, y compris d'autres partis de gauche, nous avons toujours cherché à éviter que le MST participe aux querelles internes au parti [...] Nous sommes aussi partie prenante à la construction du projet du PT. Donc, nous nous sentons dans l'obligation de le critiquer chaque fois que nous considérons qu'il dévie de ses objectifs stratégiques. Ou dans la manifestation de déviations telles que le culte de la personnalité, l'opportunisme ou le réformisme, qui nuisent à la classe travailleuse dans son ensemble* »<sup>153</sup>.

Très vite, le MST va se faire connaître nationalement par ses actions, en particulier en lien avec les *acampamentos*<sup>154</sup> et les occupations de bâtiments publics, et par ses affrontements avec le gouvernement. Au moyen des *assentamentos*<sup>155</sup>, il s'agit de resocialiser les sans-terres et de lutter contre l'exclusion. La seconde moitié des années 1980 sera réellement une période d'extension du MST à l'échelle de tout le pays, avec la création de structures dans le Nordeste, le Sudeste, le Centro-Oeste et, partiellement, en

---

<sup>151</sup> L'ouvrage de Jean-Yves MARTIN, « *Les Sans-Terre du Brésil – Géographie d'un mouvement social-territorial* », L'Harmattan, 2001, recense, dans sa chronologie (p. 162), les faits suivants pour la période « d'incubation » du MST.

1979 : 6-7 septembre, occupation des *fazendas* de Macalli et Brilhante Rio Grande do Sul. Des centaines de travailleurs sont expulsés de la réserve indigène de Nonoai. Création du mouvement « Terre et Justice » par les travailleurs chassés par la construction et la mise en eau du barrage d'Itaipu.

1980 : 300 familles occupent la *fazenda* Buro Branco, dans le municipe de Campo Erê (Santa Catarina). 400 familles occupent la *fazenda* Primavera à Andradina (São Paulo). Des milliers d'agriculteurs *arrendataires* commencent une lutte de résistance dans le Mato Grosso do Sul.

1981 : Plus de 700 familles établissent un *acampamento* à Encruzilhada Natalino, dans le municipe de Ronda Alta (Rio Grande do Sul).

1982 : Juillet : Rencontre de travailleurs sans terre des régions Sul, Sudeste et Centroeste du pays à Medianeira (Paraná). 23-26 septembre : rencontre nationale, à Goiânia, de travailleurs ruraux sans terre venant de 16 Etats.

1983 : Janvier : création de la Commission régionale Sul des sans-terres. Nouvelles occupations de terre.

<sup>152</sup> In Marta HARNECKER (op. cit. p. 128).

<sup>153</sup> Idem.

<sup>154</sup> *Acampamentos* : Occupations de terres débouchant sur des campements précaires, illégaux, par des sans-terres exigeant une réforme agraire.

<sup>155</sup> Dans le cas d'*assentamentos*, l'occupation est plus durable : il s'agit de zones officielles de réforme agraire, sous l'autorité de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) où le MST installe des familles de paysans.

Amazonie. Des cadres du mouvement sont envoyés hors de leur région d'origine pour développer le mouvement aux quatre coins du pays. C'est ainsi, par exemple, que dès 1986, après le 1<sup>er</sup> Congrès du MST – tenu en 1985 – Jaime Amorim, originaire de l'Etat méridional de Santa Catarina et déjà militant pétiste et dirigeant local du MST, a été envoyé dans le *Nordeste*, d'abord dans l'Etat de Bahia, puis dans le Pernambouc, pour organiser et éduquer les sans-terres dans cette région<sup>156</sup>. Les *acampamentos* et les *assentamentos* vont se multiplier, s'étendre géographiquement, et dans les années 1990 le MST deviendra le principal mouvement social brésilien, tandis que, d'une manière plus générale, les luttes sociales fléchiront. Mais les luttes dans les campagnes connaissent aussi une vague d'un autre type en mai 1984, avec les coupeurs de canne à sucre qui, dans le São Paulo organisent un grand mouvement pour obtenir de meilleurs salaires et des conditions de travail moins rudes<sup>157</sup>.

### 3°) Luites internes au parti et naissance de l'Articulation<sup>158</sup>

Parallèlement à tout cela, après la déception des élections de 1982, l'ambiance ne s'améliore pas dans le parti. Les tensions s'exacerbent. Mais jusqu'alors, si on trouvait des tendances opportunistes, tirant le parti vers la droite, les seuls courants organisés dans le PT étaient des petits groupes qui se situaient à sa gauche, d'origine guérillériste, maoïste ou trotskyste pour l'essentiel. C'est en 1983 que se structure une force interne au parti, autour de Lula, regroupement qui connaîtra des scissions et des rapprochements avec d'autres groupes militants, mais qui formera, seul ou avec d'autres, la majorité dans presque toute l'histoire du PT par la suite, donnant la tonalité générale de l'action du parti<sup>159</sup>.

#### a) Apparition de l'Articulation des 113 : quel sens pour ce regroupement ?

C'est le 2 juin 1983 qu'est publié le Manifeste des 113, suivi du même nombre de signatures, parmi lesquelles figure celle de Lula. Ce qui se met alors en place, l'Articulation, est une tendance interne qui regroupe des militants pétistes indépendants (c'est-à-dire non liés ou plus liés à des regroupements internes déjà existants), des militants qui agissent au sein du mouvement syndical ou populaire (notamment en lien avec les CEB). On y trouve aussi des ex-organisés comme Paulo Vannuchi, issu de l'ALN. Bref, il s'agit de regrouper des personnalités politiques et des militants qui défendent, certes, des positions variées sur toute une série de questions, mais qui se retrouvent dans une même conception générale de ce que doit être le PT : un parti stratégique. Il s'agit de faire de leur parti « *un des instruments pour que les travailleurs construisent une société socialiste* »<sup>160</sup>. Le texte défend le PT comme « *parti de masses, de lutte et démocratique* ».

<sup>156</sup> C'est ce qu'il nous explique au début de l'interview – déjà citée – qu'il nous a donnée.

<sup>157</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 257) précise que c'est dans la région pauliste de Ribeirão Preto que la grève est la plus forte, débouchant sur une victoire. Cette victoire est néanmoins cher payée, avec « *la mort de deux travailleurs et une vague de répression généralisée contre la population de cette région* ».

<sup>158</sup> Dans toute la suite de cette étude, nous utiliserons ce terme, avec une majuscule. C'est la traduction directe, calquée, du mot portugais *Articulação* qui, dans ce contexte, veut plutôt dire «regroupement». Les lignes qui suivent explicitent le pourquoi et le comment de la naissance de cette tendance dans le parti. Nous emploierons aussi l'abréviation ART.

<sup>159</sup> A. SINGER (op. cit. 2001 p. 32) discerne la « *croissance de la pression anti-institutionnelle de l'aile gauche [du PT], dans laquelle s'abritaient certains des partis d'extrême-gauche qui étaient entrés dans le PT* », et selon lui, « *en réponse, les modérés, parmi lesquels se trouvaient Lula et les syndicalistes, ont créé l'Articulation* »).

<sup>160</sup> Extrait du Manifeste des 113, qui figure en annexe du livre de Gilney AMORIM VIANA, « *A Revolta dos Bagrinhos* », SEGRAC 1991, p. 121. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.



Il faut aussi noter que, dans sa première partie, le manifeste présente l'Articulation comme se situant au centre politique du parti, et comme représentant ce qui doit, selon elle, être son centre de gravité. Car si le texte s'attaque à la gauche organisée dans le parti, il critique aussi les dérives droitières contenues dans certaines positions. La deuxième partie du texte est plus liée aux tâches du parti dans la conjoncture, face à la politique du régime : il s'agit notamment de « *lutter pour les nombreuses revendications contenues dans le mot d'ordre TRAVAIL, TERRE ET LIBERTE* »<sup>161</sup>, et pour cela, de « *militer avec intensité dans les mouvements populaires, syndicaux, ethniques, culturels et de ce qu'on appelle les minorités [...] en respectant leur autonomie* » ; de ne pas ménager les efforts pour « *recruter et de créer des noyaux* » pétistes, noyaux dont le texte appelle à « *revaloriser le rôle* ».

Le manifeste se veut en opposition aux organisations de gauche structurées au sein du PT, organisations qui « *s'enferment dans une proposition de parti d'avant-garde traditionnelle* »<sup>162</sup>, des organisations que l'Articulation juge de plus ambiguës par rapport au parti. On retrouve les thèmes déjà présents avant même la fondation du parti, avec l'idée que les militants de la gauche organisée du PT porteraient « deux chemises ». L'Articulation les accuse, soit de le concevoir comme un parti tactique (un espace légal de remise en selle des organisations de gauche clandestines), soit de tenter de le transformer en un parti à leur image, appliquant des méthodes marxistes et/ou léninistes. Elle leur reproche de « *ne pas se soumettre à la démocratie interne du PT, et de se subordonner à des directions parallèles, donnant la priorité à la diffusion de leurs propres positions politiques, au détriment de celles défendues par le Parti en tant que tel* ».

Mais le Manifeste s'en prend aussi aux positions, au sein du PT, qui « *tentent de le diluer dans un front d'opposition libéral, avec le PMDB, pour une action essentiellement parlementaire et institutionnelle ; ou qui se laissent séduire par une proposition 'socialiste' sans travailleurs, comme le PDT* ». Le texte dénonce le « *comportement individualiste de ceux qui ne croient pas nécessaire d'entendre le parti et qui, pour leur propre compte, avancent des propositions conciliatrices* ».

A. Ozaí da Silva fait l'analyse suivante des conceptions qui président à la naissance de l'Articulation : « *A ce moment-là, l'ART ne se voit pas comme une des Tendances du parti. Dans une symbiose qui écarte la contribution des autres forces politiques, elle se présente comme la seule authentiquement pétiste – les autres étant ceux qui portaient deux chemises. Sa constitution inaugure la période de bipolarisation interne : elle, d'un côté ; de l'autre, un front composé par les secteurs minoritaires (les Tendances)* »<sup>163</sup>. Cette analyse semble confirmée par l'extrait suivant d'un texte de l'Articulation, intitulé « *A revolta dos bagrinhos* ». Pour ce texte, l'existence de l'Articulation « *ne se justifie pas seulement comme outil pour les querelles internes, mais fondamentalement comme outil légitime de pétistes, qui élèvera le PT pour lui donner une dimension de parti stratégique. C'est pour tenir ce rôle qu'elle doit incarner l'esprit authentique du PT* »<sup>164</sup>.

---

<sup>161</sup> Idem, p. 122.

<sup>162</sup> Idem, p. 121.

<sup>163</sup> Antônio OZAI DA SILVA, dans un article intitulé « *Trabalho e política – Ruptura e tradição na organização política dos trabalhadores (Uma análise das origens e evolução da Tendência Articulação – PT)* », disponible sur le site <http://www.espacoacademico.com.br/022/22pol.htm>.

<sup>164</sup> Gilney AMORIM VIANA (op. cit. p. 14) (souligné par nous).

Autre interprétation, celle de L. Secco, pour qui « *l'Articulation se voyait comme la réaction populaire à l'élitisme et à l'avant-gardisme de la gauche du parti* »<sup>165</sup>. De fait, le noyau syndicaliste du parti a souvent été taxé d'ouvriérisme, et il suffit de se rappeler certaines réactions de Lula ou d'autres syndicalistes « authentiques » face aux groupes de gauche, avant même la naissance du parti, pour percevoir qu'il existe un fondement à cette appréciation<sup>166</sup>. L. Secco précise : « *Il existait déjà dans le PT une sorte de culture ouvrière 'basiste' et anti-intellectuelle, bien que, dès sa fondation, il eût attiré de nombreux intellectuels. Un document de 1981, évoquant les membres des regroupements clandestins, disait : 'Qu'ils entrent dans le parti que la classe travailleuse, elle-même, est en train d'organiser, très bien ! Ils seront tous bien accueillis. Mais qu'ils ne le fassent pas comme des détenteurs de la vérité, des gens qui édictent des règles pour les masses'* »<sup>167</sup>.

A. Ozaí da Silva perçoit aussi deux faiblesses dans ce regroupement majoritaire : « *sa force occulte sa vulnérabilité. Premièrement parce que son hétérogénéité rend difficile la formation d'un noyau dirigeant muni d'une stratégie définie (les formulations qui en sortent sont médiées par la nécessité de satisfaire divers intérêts collectifs et individuels. Deuxièmement, parce qu'il y a une disparité entre le sommet et la base (en termes de moyens, d'accès aux informations, de formation politique, etc.). La base ne participe pas à la formulation politique, elle ne fait que la ratifier et lui apporter son soutien* »<sup>168</sup>. Il en découle, selon lui, que « *la majorité ainsi configurée est superficielle, son unité est fragile et de l'ordre de l'apparence. Les débats théoriques et l'expérience acquise tendent à développer l'esprit critique de la base, qui peut se transformer en rébellion et en pression sur le sommet, ce qui accentue la tension existant en son sein. Une des formes de dépassement de cette tension apparaît avec l'émergence de secteurs dissidents et leur rupture postérieure – au-delà des cas individuels* »<sup>169</sup>.

Toutefois, dès sa création, l'Articulation se développe assez vite. Ce courant remporte largement la direction lors de la Rencontre du parti dans le São Paulo en 1983, avec 73% des voix<sup>170</sup>. Les trotskystes « lambertistes » regroupés autour du journal *O Trabalho* tentent d'intégrer l'Articulation, notamment afin de faire concurrence à la DS, qui critique de son côté le noyau dirigeant du parti. Mais l'Articulation ne veut pas d'eux et refuse leur adhésion. On constate d'ailleurs à cette occasion à quel point le groupe originaire de l'OSI a été capable, en quelques années seulement, d'opérer un virage à 180 degrés sur la question du PT et de sa direction historique<sup>171</sup>.

### **b) La 3<sup>e</sup> Rencontre nationale du PT (6-8 avril 1984)**

Celle-ci se tient à São Bernardo do Campo, avec 287 délégués venus de 24 Etats et un Territoire fédéral (n'ayant pas encore le statut d'Etat fédéré). Elle se déroule au moment d'une mobilisation massive dans tout le pays, pour des élections directes du Président de la République<sup>172</sup>. On l'a vu précédemment, le parti est assez divisé, et ces divisions se reflètent

---

<sup>165</sup> L. SECCO (op. cit. p. 94).

<sup>166</sup> Ce point a été évoqué plus haut, au paragraphe intitulé « Méfiance des syndicalistes 'authentiques' contre les 'groupes de gauche' », au chapitre 5.

<sup>167</sup> L. SECCO (op. cit. p. 94-95).

<sup>168</sup> A. OZAI DA SILVA, « *Trabalho e política...* » (art.cit).

<sup>169</sup> Idem.

<sup>170</sup> L. SECCO (op. cit. p. 95).

<sup>171</sup> On se rappelle en effet que ce groupe était le plus ouvertement hostile au PT lors de sa constitution.

<sup>172</sup> Que nous allons étudier de façon détaillée dans le chapitre suivant.

dans le débat tendu sur l'organisation (le régime intérieur) du parti, tout particulièrement sur la question de la proportionnalité – autrement dit de la représentation des minorités dans l'exécutif du parti. Bien sûr, il est question, dans cette RN, de ce qui se passe dans la rue, mais comme l'écrit L. Secco, « *la tonalité principale du débat s'est jouée entre la proportionnalité et le caractère majoritaire de la composition de la Commission exécutive nationale, une chose totalement insignifiante pour les larges masses qui suivaient le PT sur les places* »<sup>173</sup> du pays tout entier. Certes ! Mais ce n'est pas une question sans conséquences pour l'organisation, le fonctionnement et la dynamique politique du parti. Car la question posée ici est directement liée à la représentation des minorités au sein du parti : jusqu'à quel niveau les courants minoritaires doivent-ils être représentés dans le PT ? Pas du tout ? Jusqu'au niveau du Directoire national ? Ou de la Commission exécutive ?

Au départ, 4 textes d'orientation générale s'opposaient. Le texte de la direction (fonctionnant comme thèses-guides) défendu par Lula, et 3 autres textes minoritaires, défendus par plusieurs regroupements de la gauche du parti<sup>174</sup>. Les thèses de l'Articulation ont obtenu 65% des voix, tandis que les autres thèses obtenaient 15 et deux fois 10 % des voix. Pour la constitution de listes de candidatures pour le DN, les trois plateformes de la gauche du parti se sont unies, obtenant finalement 34,2% des voix et 23 sièges, tandis que l'Articulation gagnait 65,8% des votes et 43 sièges. Cette dernière a ainsi pu imposer que la proportionnalité entre les divers courants et tendances du parti s'applique au DN, mais sans aller jusqu'à la CEN. Or, comme l'observe L. Secco, le DN discute de questions larges et se réunit moins souvent que la CEN, qui est, elle, en charge des tâches et des décisions au jour le jour<sup>175</sup>. L'Articulation a donc obtenu, lors de cette 3<sup>e</sup> RN, qu'elle seule soit en charge des décisions politiques quotidiennes dans le parti, sans avoir à subir la moindre influence des tendances minoritaires à ce niveau<sup>176</sup>.

---

<sup>173</sup> L. SECCO (op. cit. p. 114).

<sup>174</sup> On trouvait plus précisément les thèses intitulées « *A Ruptura popular : o projeto político do PT* », défendues par Bruno Maranhão; les thèses intitulées « *O PT na direção da luta* », présentées par Virgílio Guimarães; les thèses « *PT/84 : avançar na luta* », défendues par José Genoíno ; et enfin les thèses de l'Articulation, intitulées « *Teses para a atuação do PT* », présentées par Lula.

<sup>175</sup> En conséquence de quoi, comme l'écrit L. SECCO (op. cit. p. 114) « *seule [l'Articulation] a eu accès à ces postes* » au sein de la Commission exécutive.

<sup>176</sup> Hormis l'orientation générale et le régime intérieur, cette RN a également discuté d'autres sujets : la formation des militants avec la question de la *Fundação Wilson Pinheiro* (ancêtre de la *Fundação Perseu Abramo*) ; et les finances du parti.



## Chapitre 8 : Le PT du milieu des années 1980, un parti d'opposition sociale et politique

---

Ces années correspondent à la fin de la dictature militaire, marquée en particulier par la grande campagne populaire pour des élections directes à la présidence de la république. Celle-ci n'atteint pas à son but, et le régime militaire cède la place à ce a été appelé la *Nova República*. Après les élections générales de novembre 1986, s'installe un Congrès constituant, d'où sortira la Constitution brésilienne de 1988, toujours en vigueur. Après les mobilisations de rues, cette période voit le PT se tourner davantage vers l'action institutionnelle, en particulier dans le cadre de la Constituante.

### Section 1 : Un tournant politique – La campagne « *Diretas Já !* »<sup>1</sup>

Après la déconvenue électorale pétiste de 1982 et les tensions internes qui l'ont suivie, c'est une grande campagne politique, mais non électorale – même si elle a pour thème les élections – qui va jouer un rôle clé au Brésil en général, et pour le PT en particulier.

#### 1°) Le cadre d'intervention du PT

Le PT va s'impliquer dans une campagne politique qui va acquérir un véritable caractère de masse et va le faire apparaître comme une réelle force politique organisée, capable de mener une campagne en lien avec un large spectre de forces politiques et sociales, sur une revendication démocratique élémentaire et une véritable exigence populaire, tout en restant intransigeant sur l'essentiel. Il s'agit de la campagne pour des élections présidentielles directes et immédiates (« *Diretas Já* »).

##### a) Le contexte

La question posée concerne le mode de désignation des exécutifs, et principalement du président de la république. Le gouvernement dictatorial, fidèle à sa stratégie de transition lente, graduelle et sûre, a décidé de faire nommer le prochain président par un collège électoral de 686 parlementaires, c'est-à-dire de procéder à une élection indirecte, sous l'égide de la Constitution de 1967. Mais assez vite, et de partout, y compris au sein d'une fraction de la bourgeoisie elle-même, une volonté va émerger : celle d'une élection directe pour le président. Ainsi, le sénateur Teotônio Vilela, du PMDB, lance un appel public à la création d'un mouvement pour des élections directes. Il semble que la première manifestation populaire recensée en ce sens se soit tenue dans la municipalité d'Abreu e Lima, dans l'Etat de Pernambouc, le 31 mars 1983, à l'initiative du PMDB local. D'autres manifestations auront lieu dans les mois suivants, à Goiânia en juin, à Curitiba en novembre. Mais c'est à partir de la fin 1983 que la mobilisation va prendre de l'ampleur, et le PT va s'y

---

<sup>1</sup> Traduction approximative en français : « Des élections directes, tout de suite ».

impliquer pleinement. Il existe des querelles de paternité pour ce mouvement<sup>2</sup>. Ce qu'on peut dire de façon certaine, c'est que même si le PT n'a pas été massivement et centralement présent sur cette question dès le tout début, ce parti a joué un rôle central pour en faire une campagne de masse, unitaire, en mettant les autres forces politiques et sociales au pied du mur ; et ce dès le dernier trimestre 1983.

## **b) Le sens du combat à mener**

Mais d'abord, pourquoi cette lutte pour l'élection directe du président, du point de vue du jeune PT ? Dans la presse, des dirigeants et intellectuels pétistes s'expriment sur la question, et les instances dirigeantes du parti elles-mêmes vont intervenir publiquement. Ainsi, pour la militante et sociologue Maria Victoria Benevides, il s'agit d'une « *revendication populaire [...] un exercice démocratique qui garantit la participation populaire. Le peuple est conscient que le choix de ses gouvernants est son droit, et il veut l'exercer. Et bien qu'il sache que cela ne signifiera pas, immédiatement, la pleine démocratisation du pays [...], il sait que l'élection directe est un pas décisif pour dépasser ce régime* ». Selon elle, « *pour le PT, la défense des élections directes ne se peut se comprendre que comme une conquête populaire, soustraite au jeu des sommets* ». Elle précise l'opportunité tactique dans le contexte : en cas d'élections directes, « *les chances de Delfim Netto<sup>3</sup> et ses successeurs seraient pratiquement nulles* »<sup>4</sup>. Mais « *au-dessus de tout, il reste dans cette lutte politique des travailleurs un caractère de conquête populaire* »<sup>5</sup>.

Moins de deux mois plus tard, c'est Lula lui-même qui insiste à son tour sur le caractère très populaire de cette lutte : « *On ne peut plus nier que la majorité écrasante du peuple brésilien exige des élections directes pour le Président de la République* »<sup>6</sup>. Et il s'agit de « *démontrer la volonté* » de cette majorité. C'est une campagne militante, de rue : « *Le PT comprend que les élections directes se gagnent dans la rue* ». Autre argument : c'est dans le programme du parti : « *Depuis la fondation de notre parti, nous avons inclus la lutte pour des élections libres et directes* » - et cela figure effectivement dans le programme de fondation du PT. On remarque aussi que Lula croit très fortement en la représentativité et en la fidélité des élus : « *Le président qui sera élu par le processus direct devra être quelqu'un qui s'engage par rapport à nos problèmes. Un président indirect, à coup sûr, sera quelqu'un sans lien avec le peuple et aux côtés des multinationales et du FMI* ». On peut bien sûr émettre de très forts doutes sur ce point. L'histoire du monde foisonne de présidents élus au suffrage universel direct et qui ont mené la politique des multinationales et du FMI. Ce que l'on peut ajouter, toutefois, c'est que selon toute vraisemblance, un président brésilien élu de

---

<sup>2</sup> Pour L. Azevedo, par exemple, c'est le PT qui est à l'origine du mouvement : « *le mouvement pour les élections directes, le PT a été le premier à le convoquer. Parfois, on en attribue l'initiative au PMDB – c'est faux ! La première mobilisation pour les Diretas a été appelée par le PT – et même, dans ce mouvement, il y a une résistance de la part du PT à inclure Brizola, Montoro, et à inclure un ensemble de forces plus important dans ce mouvement. Ce n'était pas une opposition de Lula, Lula était favorable à l'incorporation de tous ces secteurs, mais il y avait une certaine résistance. C'était alors un PT du style 'les travailleurs votent pour les travailleurs'* » (Notre interview de L. Azevedo). Au contraire, même s'il reconnaît que le PT a conquis le premier rôle dans la rue, L. SECCO (op. cit. p. 113) nie la paternité du PT, et explique au contraire que cette campagne « *a été conduite par le PMDB et a commencé le 15 juin 1983 à Goiânia [...] Sa préparation remonte au mois d'avril où les initiatives du PMDB ont compté également sur la participation du PC do B qui, à cette époque, avait trois députés fédéraux sous la bannière du PMDB* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>3</sup> Economiste, ministre en chef du secrétariat au plan de la présidence de la république à ce moment de la dictature.

<sup>4</sup> Maria Victoria BENEVIDES in PERSEU REVISTA N°3 (art. p. 112).

<sup>5</sup> Idem.

<sup>6</sup> Luiz Inácio da Silva, « *Exigência dos Brasileiros* », Art. Publié dans le *Diário Popular* le 22/1/1984, in PERSEU REVISTA N°3, Dossiê *Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p.113. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

façon directe par un peuple fortement mobilisé, descendu dans la rue par millions pour obtenir ce droit, aurait eu beaucoup plus de mal à mener une politique contraire aux intérêts de ces millions qu'un président élu indirectement ou qu'un président élu directement « à froid », dans un cadre « démocratique » apaisé.

Le 18 février 1984, un communiqué de la CEN du PT insiste sur la nécessité de mener cette campagne unitaire jusqu'à la victoire, et met l'accent sur le fait que c'est une conquête populaire que doit obtenir la mobilisation : « *Le Parti des travailleurs comprend que l'ouverture politique est une conquête du peuple brésilien, et non pas une concession faite par ceux qui exercent le pouvoir de façon illégitime. Et pour cette raison il comprend que l'élection directe du Président de la République viendra irrévocablement, non pas comme un cadeau des gouvernants, mais comme une conquête du peuple* »<sup>7</sup>.

La résolution adoptée par la 3<sup>e</sup> RN, réunie du 6 au 8 avril 1984 précise : « *Nous ne sommes pas dans cette lutte pour des élections directes à la Présidence de la République pour des raisons purement tactiques. Nous voulons des élections libres et directes à tous les niveaux parce que nous comprenons que c'est au peuple et à lui seul qu'il revient de choisir ceux qui doivent le gouverner. Nous ne pensons pas que des élections libres et directes soient des attributs exclusifs du régime libéral bourgeois. La lutte pour des élections libres et directes ne signifie, pour nous, que le début de l'avenir démocratique et socialiste que nous souhaitons pour le Brésil* »<sup>8</sup>. On trouve donc, affirmée par le parti, derrière les considérations tactiques et la volonté d'en découdre avec la dictature – on lit en effet : « *la conquête d'élections directes pour la Présidence de la République constitue un pas important dans le renversement du Régime Militaire* » – l'affirmation des élections libres et directes comme un premier pas vers le socialisme. Campagne tactique, stratégique ? La philosophe pétiste Marilena Chauí, en répondant aux détracteurs du PT, écrit quand à elle : « *Pour le PT, la question présidentielle n'est pas 'tactique', ni 'stratégique' [...] mais c'est une question politique proprement dite, en relation avec la participation populaire et oui, c'est, une question de principes. Il s'agit [...] d'une transformation institutionnelle. D'un changement de régime* »<sup>9</sup>. Avant de discuter des fondements de cette campagne et d'en tirer un bilan, voyons quelles en ont été les étapes principales.

## **2°) Montée et affaiblissement de cette campagne**

On peut diviser la campagne '*Diretas já*' en deux phases bien distinctes : une phase montante, de mobilisation croissante ; et une phase de démobilitation, dans laquelle le PT lutte à contre-courant pour continuer à défendre les objectifs initiaux.

### **a) Marée montante**

---

<sup>7</sup> *Nota da Executiva nacional do PT*, São Paulo, 18/02/1984, in PERSEU REVISTA N°3, Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia, p. 116

<sup>8</sup> *Resoluções de Encontros Nacionais do PT*, 3<sup>o</sup> Encontro Nacional, 6 a 8 de abril de 1984, São Bernardo do Campo – SP, *Teses para a atuação do PT*, 4- *Pelas eleições livres e diretas em todos os níveis*, in PERSEU REVISTA N°3, Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia, p. 118.

<sup>9</sup> Marilena Chauí, « *Realismo e princípios* », Art. publié dans la *Folha de São Paulo* le 17/09/1984, in PERSEU REVISTA N°3, Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia, p. 155.

La campagne pétiste démarre à la fin de 1983, et le parti apparaît clairement et publiquement avec une action menée le 27 novembre à São Paulo<sup>10</sup>. Depuis un mois environ, le PT préparait cette campagne et recherchait des partenaires pour créer un solide cadre unitaire pour celle-ci. Ce rassemblement du 27 novembre est caractérisé par ce travail de mobilisation unitaire. Il va servir de déclencheur en permettant à la campagne de dépasser qualitativement les quelques centaines, voire milliers de manifestants qui battaient le pavé jusqu'alors, et réunit quelque 15 000 personnes. Co-organisé par le PT et par la *Comissão Justiça e Paz* de São Paulo – qui lutte pour la paix, le désarmement et contre l'intervention des USA en Amérique latine – ce rassemblement initie une nouvelle étape de la mobilisation. La quasi-totalité des partis politiques – et donc toute l'opposition bourgeoise à la dictature – les organisations syndicales, le mouvement social en général, vont dès lors se mobiliser et co-organiser de vastes actions populaires. Au total, près de 70 organisations politiques ou du mouvement social participent à cette campagne. Des personnalités publiques s'engagent, comme par exemple la chanteuse Fafá de Belém, le chanteur Chico Buarque, le footballeur Sócrates, l'actrice Christiane Torloni, le journaliste sportif Juca Kfourir.

Tout le pays va progressivement se mettre en mouvement sur cette question, et l'on assistera à des manifestations et rassemblements de dizaines voire de centaines de milliers de personnes dans la plupart des capitales d'Etats et même dans des villes de taille plus modeste. Entre janvier et avril 1984, le nombre des manifestants va sans cesse augmenter, culminant le 16 avril lors d'une manifestation entre la place de la Cathédrale et l'Anhangabaú à São Paulo, qui rassemblera 1,5 millions de personnes<sup>11</sup>.

Analysant cette manifestation monstre, le sociologue pétiste Florestan Fernandes insiste sur son aspect populaire, sur la radicalité et l'exigence des manifestants. Pour lui, le personnage central de cette action, c'est « *la masse la plus active et la plus décidée, politiquement parlant, de la population. Une masse qui regroupe les diverses classes et fractions de classe, mais qui, statistiquement, a son centre de gravité parmi les travailleurs salariés, les gens victimes de chômage occasionnel ou structurel, dans une petite bourgeoisie presque complètement appauvrie et prolétarisée et dans certaines strates des classes moyennes et de la haute bourgeoisie. Le centre bourgeois occupe la scène politique à travers sa direction et les sommets des partis. Cependant, la force politique qui aiguillonne l'opposition, qui secoue les partis, qui fait perdre le sommeil aux politiciens et fait peur à un Exécutif irresponsable, se concentre dans la base la plus pauvre de la pyramide des classes* »<sup>12</sup>. Observant les huées accueillant certaines prises de parole et les applaudissements réservés à d'autres interventions<sup>13</sup>, F. Fernandes conclut sur la radicalité des masses présentes, sans se demander toutefois jusqu'où pouvait conduire cette

---

<sup>10</sup> Précisément, place Charles Miller, devant le stade municipal du Pacaembu.

<sup>11</sup> Les chiffres donnés par le site Wikipedia, [http://pt.wikipedia.org/wiki/Diretas\\_J%C3%A1](http://pt.wikipedia.org/wiki/Diretas_J%C3%A1) sont impressionnants : 40 000 personnes à Curitiba le 12 janvier ; 300 000 sur la place de la Cathédrale de São Paulo le 25 ; 60 000 à Belém le 16 février ; 400 000 à Belo Horizonte le 24 février ; 200 000 à Rio de Janeiro le 21 mars ; 50 000 à Natal le 6 avril ; 1 million à Rio, de nouveau, le 10 avril ; 300 000 à Goiânia le 12 avril ; 200 000 à Porto Alegre le 13.

<sup>12</sup> Florestan Fernandes, « *O significado do 16 de abril* », Art. Publié dans la *Folha de São Paulo* le 24/04/1984, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p.122.

<sup>13</sup> Dans le même article, il fait remarquer les huées significatives qui ont accueilli les prises de parole d'hommes politiques [plutôt modérés, au centre de l'échiquier politique], tels que Tancredo Neves, Leonel Brizola et Franco Montoro, ainsi que « *les applaudissements qui ont entouré leurs discours et, particulièrement, celui de Lula* » (idem).



radicalité, et ce que feraient les masses en question si une partie significative des dirigeants venaient à lâcher l'affaire<sup>14</sup>. Car c'est cela qui allait se produire, comme nous allons le voir.

Pendant cette phase ascendante, le PT participe activement à cette mobilisation. Ce qui distingue l'agitation du parti sur cette question par rapport à d'autres forces présentes dans la campagne, ce sont essentiellement trois éléments :

- L'insistance mise à replacer l'élection du président de la république dans un cadre électoral plus global. Lula réclame des « *élections directes à tous les niveaux* »<sup>15</sup> ; « *pas seulement pour le président, mais aussi les maires des capitales et de ce qui s'appelle les aires de sûreté nationale* »<sup>16</sup>. La résolution de la 3<sup>e</sup> RN se veut la plus complète possible<sup>17</sup>.

- Le lien systématiquement établi entre cette campagne et les questions économiques et sociales plus générales<sup>18</sup>. Lula précise le lien entre cette campagne et d'autres combats du PT : « *Pour le PT l'élection directe ne peut pas être vue comme la panacée. Nous comprenons l'élection directe comme un moyen efficace de mettre à l'ordre du jour la solution des grands problèmes de notre peuple, comme la crise économique, où on peut citer, entre autres, la question du chômage et des salaires, la fin de la loi de sécurité nationale, l'autonomie et la liberté syndicales* »<sup>19</sup>.

- L'idée que cette campagne ne doit pas s'arrêter avec le vote d'un amendement constitutionnel au parlement – l'amendement Dante de Oliveira dont le vote à l'Assemblée est prévu pour le 25 avril 1984 – mais seulement avec la victoire politique obtenue contre la dictature. Vu les nombreux signes de flottement observables parmi de nombreux politiciens, cet élément du combat du PT va prendre progressivement plus d'importance. Ainsi le communiqué déjà cité de la CEN du PT du 18 février « *appelle les autres forces politiques à rester fermes sur l'objectif de conquête d'élections directes maintenant* »<sup>20</sup> et précise que cette campagne ne se termine pas avec le vote de l'amendement, déclarant : « *Pour nous, au PT, la campagne n'a pas de date à laquelle elle doit se terminer, elle finira seulement le jour où tous les électeurs déposeront leur bulletin dans l'urne* »<sup>21</sup>. La résolution votée à la 3<sup>e</sup> RN reprendra la même idée<sup>22</sup>.

---

<sup>14</sup> Il écrit : « *les masses politiquement actives ne trouvent pas de champions intégraux, ou bien les champions, quand ils vont jusqu'au bout de leur discours, restent en retrait des positions de ces mêmes masses* ». Et cela, selon l'auteur, concerne aussi Lula, même si c'est dans une moindre mesure : « *Même Lula [...] n'a pas suivi les modifications du contenu des attitudes et des attentes des masses tout au long de la campagne actuelle (son discours est fondamentalement le même que celui du Pacaembu, explicitant le pourquoi des 'élections directes, maintenant' à la lumière du comportement politique du peuple)* » (idem). Et l'auteur de l'article de conclure que la pression populaire ne se manifeste « *pas seulement contre l'ordre illégal existant, elle se manifeste en premier lieu – et d'une manière impatiente – en faveur d'un ordre légal nouveau, véritablement démocratique* » (idem p. 24).

<sup>15</sup> Luiz Inácio da Silva (in PERSEU REVISTA N°3, p. 113).

<sup>16</sup> Idem.

<sup>17</sup> On peut y lire : « *Nous exigeons des élections libres et directes, c'est-à-dire sans conformisme, sans interdiction de procéder à des alliances, sans lois d'inéligibilité, avec une vaste liberté d'organisation et de propagande, un droit de vote qui s'étende aux analphabètes et aux soldats, avec la liberté d'organisation partidairer pour toutes les tendances politiques et idéologiques* ». Resoluções... 4- *Pelas eleições livres e diretas em todos os níveis*, déjà citée, p. 118.

<sup>18</sup> Pour Maria Victoria Benevides, « *il est important que la lutte pour les élections directes se conjugue avec la protestation contre la politique économique* », et « *en liant sa lutte pour les élections directes à la dénonciation d'un modèle économique, le PT veut atteindre le flanc le plus exposé du régime* ». In PERSEU REVISTA N°3, Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia, p. 114.

<sup>19</sup> Luiz Inácio da Silva (art. cit. p.113).

<sup>20</sup> *Nota da Executiva nacional do PT*, déjà citée, p. 116.

<sup>21</sup> Idem.

<sup>22</sup> On peut y lire : « *Pour nous, la lutte pour des élections libres et directes n'a pas de délai pour se terminer, contrairement à ce qui se passe pour d'autres partis d'opposition* ». Elle précise que cette lutte doit être menée « *dans la perspective de faire échouer les tentatives de conciliation, ce qui inclut un positionnement ferme contre le Collège Electoral, que nous*

Pendant toute cette phase, le PT pousse à la mobilisation unitaire et à sa structuration, et propose 3 points en ce sens dans son communiqué du 18 février : 1. « *Une réunion, le 21 février à Brasília, des présidents et dirigeants parlementaires des partis afin de constituer une coordination unitaire nationale de campagne qui devra intégrer les divers segments de la société qui y sont engagés* » ; 2. « *Une journée nationale d'action pour les élections directes, marquée par la participation active de la population* » ; 3. « *La création de comités unitaires dans les Etats, les municipalités, les quartiers et les catégories professionnelles, afin que la campagne soit réellement large et non pas celle de telle ou telle force isolée* »<sup>23</sup>.

## **b) Marée descendante**

Le mouvement va refluer. Pourquoi ? Essentiellement parce que dans cette vaste alliance pour les élections directes, certains sont plus motivés que d'autres à arracher la victoire, et une grande majorité des forces impliquées se sont finalement montrées peu motivées, certains ne reculant pas devant de prometteuses compromissions ! Le moment qui cristallise l'échec du mouvement et sonne l'heure du reflux est le vote de l'amendement Dante de Oliveira. Ce dernier, député fédéral du PMDB, avait présenté un amendement constitutionnel rétablissant l'élection du président de la république au suffrage universel direct, et fixant pour celle-ci la date du 15 novembre 1984. La dictature, très inquiète de l'ampleur de la mobilisation, et voulant à tout prix faire échouer la campagne '*Diretas Já*', prend des « mesures d'urgence pour la sauvegarde des institutions » créées à la fin du gouvernement Geisel en remplacement de l'AI5. Le 18 avril, face à un mouvement disposé à organiser une marche sur la capitale pour faire pression sur les congressistes au moment du vote de l'amendement, ces mesures d'urgence s'appliquent au District Fédéral et à plus de dix villes de l'Etat voisin de Goiás pour la période du 20 au 30 avril. Elles limitent les accès à Brasília, interdisent les manifestations politiques dans ces zones, et prévoient la censure des radios et télévisions, de façon à empêcher la retransmission du vote au Congrès.

Malgré les manœuvres et les intimidations de la dictature, cet amendement, qui obtenait 84% d'approbation dans l'opinion publique<sup>24</sup>, a quand même pu être discuté le 25 avril 1984 à la Chambre des Députés. Mais ce texte a finalement été rejeté, suite à de nombreux « retournements de vestes » à droite et au centre<sup>25</sup>. A la veille de ce vote, la CEN du PT publie un communiqué dans lequel il « *s'adresse aux congressistes, aux travailleurs et au peuple en général pour exprimer son rejet des mesures d'urgence qui gênent maintenant les activités du Congrès National* »<sup>26</sup>. Le PT rappelle que cette campagne « *est aujourd'hui celle de toute la société brésilienne, pas seulement des partis ou des dirigeants politiques* », et affirme son attachement au comité unitaire de mobilisation. Le communiqué réaffirme la « *détermination [du PT] à ce que le rôle de coordination de la campagne appartienne au*

---

*considérons comme bâtard et illégitime. Le PT doit appeler tous les autres partis d'opposition à boycotter le Collège Electoral et à ne participer à aucun processus d'élections indirectes* ». In *Resoluções... 4- Pelas eleições livres e diretas em todos os níveis*, in PERSEU REVISTA N°3 (op. cit. p. 118).

<sup>23</sup> *Nota da Executiva nacional do PT*, déjà citée, p. 116.

<sup>24</sup> Selon un sondage IBOPE réalisé peu avant l'examen de cet amendement.

<sup>25</sup> S'agissant d'un changement constitutionnel, il devait obtenir deux tiers des voix de cette assemblée, soit le soutien de 320 députés ; finalement 298 députés ont voté pour, 65 contre, 3 se sont abstenus et 113 n'ont pas comparu. Or, pour la plupart des forces politiques impliquées dans la campagne, l'examen de cet amendement était perçu comme devant représenter la fin de celle-ci : s'il était voté, parce que la victoire serait ainsi obtenue ; s'il était rejeté, parce que lesdites forces n'envisageaient pas de continuer à affronter la dictature sur ce terrain et certains politiciens cherchaient déjà le compromis avec elle.

<sup>26</sup> *Nota da comissão executiva nacional do Partido dos Trabalhadores*, signée par son président Luiz Inácio da Silva, 24/04/1984, in PERSEU REVISTA N°3, Dossiê *Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 120.

comité. Il conclut qu'il « est nécessaire de vaincre l'indécision et la conciliation »<sup>27</sup>. Ce communiqué montre que certains se préparaient déjà à abandonner cette campagne et que les dirigeants du PT en avaient conscience. Le nombre de votes obtenus par l'amendement et les non-comparutions au parlement au moment fatidique le prouvent bien. Mais les choses allaient se jouer réellement après l'échec du vote de l'amendement Dante de Oliveira.

Tout de suite après cette séance parlementaire, le PT tente de relancer la campagne. L'universitaire pétiste Marco Aurélio Garcia donne le ton en commençant un article par ces mots : « *On a perdu une bataille, mais on n'a pas perdu la guerre* »<sup>28</sup>. Et de fait, dans un cadre profondément chamboulé par l'échec de l'amendement Dante de Oliveira, le PT va dépenser beaucoup d'énergie pendant cette nouvelle phase pour maintenir la campagne malgré tout. Mais très vite, il doit « ramer » très fort à contre-courant pour rassembler autour de lui les forces qui veulent encore lutter pour des élections directes.

Dès les 5 et 6 mai 1984, la Directoire national du PT vote une résolution politique dans laquelle le parti « réaffirme sa disposition à intensifier la mobilisation populaire pour les élections libres et directes »<sup>29</sup>, et qui propose sa plateforme de lutte en 10 points aux forces politiques et sociales. Cette plateforme vise, avec des mesures d'urgence, à donner un contenu politique et social à la revendication d'élections directes<sup>30</sup>.

Au même moment, dans son communiqué de presse, le PT martèle la nécessité de poursuivre et d'intensifier la lutte pour obtenir des élections directes en 1984, « annonce dès maintenant qu'il ne participera pas au Collège Electoral, ni à toutes négociations qui priveraient le peuple de son droit inaliénable à élire, dès cette année, le président de la République »<sup>31</sup>. Le PT argumente sur le fait que la conciliation avec le régime « ne bénéficiera qu'aux élites, au détriment des intérêts de l'écrasante majorité du peuple » ; qu'un président élu indirectement représenterait « la continuation de la soumission au FMI ». Il condamne la « décision du Congrès National [comme] illégitime, parce que contraire à la volonté des Brésiliens et prise sous le joug des mesures d'urgence » et ajoute que ce vote « marque seulement la fin de la première phase de la campagne ». Le PT déclare que « la seconde phase commence maintenant »<sup>32</sup>. Enfin, le texte évoque la stratégie de lutte, en annonçant la volonté du parti de réaliser, avec le comité unitaire, « une succession de journées de luttes, avec des manifestations populaires et des arrêts de travail, de façon que ces initiatives, crescendo, puissent déboucher, selon l'orientation unitaire du mouvement

---

<sup>27</sup> Idem.

<sup>28</sup> Marco Aurélio Garcia, « *Diretas entre o príncipe e os 'sans-culottes'* », Art. Publié dans la *Folha de São Paulo* le 27/04/1984, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 169.

<sup>29</sup> *Plataforma de lutas, Resolução Política*, adoptée par le Diretório Nacional do Partido dos Trabalhadores, São Paulo, 05-06/05/1984, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 145.

<sup>30</sup> Cette plate-forme comprend notamment la révocation de la Loi de Sécurité Nationale et le démantèlement de l'appareil répressif ; la rupture avec le FMI et la suspension immédiate du paiement de la dette ; le rattrapage salarial pour tous ; un salaire pour les chômeurs ; une réforme agraire sous contrôle des travailleurs ; la liberté et l'autonomie syndicales ; le changement des lois sur le travail, les salaires, la retraite ; une taxation des grandes entreprises, propriétés foncières et banques pour satisfaire les besoins de base de la population ; une vaste liberté politique y compris pour les courants illégaux, avec des élections directes à tous les postes exécutifs, et la fin des restrictions en vigueur ; la solidarité avec tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et les gouvernements antidémocratiques.

<sup>31</sup> *Nota à imprensa*, signée par le Diretório Nacional do Partido dos Trabalhadores, São Paulo, 06/05/1984, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 147. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>32</sup> Idem. Le texte précise encore qu'il appartient au « *Comité National pour les élections directes d'être le forum d'orientation de la campagne, dont l'espace principal doit continuer à être celui des rues et des places, des quartiers, des entreprises et des écoles* ».

*syndical, sur une vaste et massive grève générale* ». Le texte ne précise pas s'il s'agit d'une grève reconductible ou d'une grève « carrée », mais il est raisonnable de penser que le parti envisage plutôt une grève « carrée », limitée à 24 ou 48 heures.

Environ un mois plus tard, la direction du parti vote une nouvelle résolution politique pour réaffirmer la nécessité de poursuivre la lutte pour des élections directes, « *sa position opposée à toutes négociations qui priveraient le peuple de son droit à élire le nouveau président cette année* »<sup>33</sup>, répète que « *le PT ne participera pas au Collège Electoral* » et « *plus encore, s'emploiera concrètement au boycott du Collège Electoral pour le rendre inviable* ». Mais il faut gagner du temps pour faire à nouveau monter la mobilisation, et pour cela « *le PT tentera d'ajourner le vote de l'amendement Figueiredo, qui maintient le Collège Electoral en 1984 et remet l'élection directe à 1988* ». La direction répète les éléments de stratégie qu'elle préconisait auparavant : journées nationales de lutte, manifestations populaires croissantes devant culminer en une « *vaste et massive grève générale, en accord avec le mouvement syndical* », tout en appelant ses militants et sympathisants à s'y préparer. Finalement, notamment autour de sa plateforme en 10 points, le PT annonce qu'il va relancer les contacts avec le plus grand nombre de forces politiques et sociales possible, en s'engageant à rendre publics les résultats des pourparlers.

Mais il apparaît de plus en plus évident qu'après l'échec de l'amendement Dante de Oliveira, un nombre croissant de politiciens, en particulier du PMDB, abandonnent la lutte pour les élections directes et se mettent à négocier la succession présidentielle avec le gouvernement. Mis à part le PT, la plupart des partis sont touchés, et il se crée un groupe intitulé *Só-Diretas* (« des élections directes et rien d'autre »), à l'initiative de certains députés du PMDB et du PDT, groupe qui veut continuer à s'appuyer sur des mobilisations de masse pour obtenir des élections directes. De nombreuses organisations de la « société civile » suivent le même mouvement conduisant à l'abandon de la lutte et / ou à la négociation avec le gouvernement. L'arc de forces politiques et sociales disposées à lutter ressemble à une peau de chagrin. A part le *Grupo Só-Diretas*, c'est essentiellement sur la CUT que le PT va compter dans cette phase.

Début juillet, une résolution du PT intitulée significativement « *Campagne nationale pour des élections directes, maintenant, et contre le collège électoral* » définit dans son préambule que « *l'axe central de proposition du PT est le renversement du Collège Electoral, la conquête des élections directes maintenant, contre des candidatures indirectes, et l'obtention de changement de régime sur la base de la plateforme en dix points* »<sup>34</sup>. L'objectif central du PT devient dès lors d'infliger une défaite à ce Collège, en y consacrant toutes ses forces et en cherchant à convaincre le plus possible d'organisations autour de lui sur cet objectif. Dans ce cadre, l'objectif de grève générale est réaffirmé. La résolution définit cette lutte en trois parties : au plan parlementaire, au niveau des luttes populaires et quant au besoin d'élargir et de diversifier les soutiens à cette lutte.

Au parlement, le PT veut mobiliser autour de deux points. D'abord en soutien à un amendement exigeant une élection présidentielle directe à deux tours en 1984, dans l'espoir

---

<sup>33</sup> *Pela reafirmação das Diretas Já, Resolução Política*, adoptée par le Diretório Nacional do Partido dos Trabalhadores, São Paulo, 02-03/06/1984, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 149. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>34</sup> *Campanha nacional pelas diretas já e contra o colégio eleitoral, Resolução Política*, signée par la Secretaria Geral Nacional do PT, Rio de Janeiro, 07/07/1984, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p.150.

de voir ce texte mis en discussion au Congrès début août<sup>35</sup>. Mais cet amendement sera finalement retiré de l'ordre du jour, en septembre, faute d'accord entre les directions des partis. L'autre point de l'action institutionnelle, c'est le boycott du Collège Electoral. Pour cela, les parlementaires au niveau fédéral sont appelés à « *empêcher la réglementation du Collège Electoral [de façon à] créer une impasse institutionnelle* »<sup>36</sup>. Le texte réaffirme, une fois de plus, que le PT n'y participera pas, et plus encore, précise que « *les parlementaires du PT, à tous les niveaux, assumeront l'engagement public de ne pas comparaître au Collège Electoral* ». Et les directions du parti et ses élus, à tous les niveaux, sont appelés à obtenir les mêmes engagements du plus grand nombre possible d'élus d'autres partis.

Quant à la lutte populaire, priorité est donnée à la reprise de manifestations devant culminer en paralysant le pays, et le texte affirme d'abord « *en même temps, un soutien effectif à la grève générale proposée par la CUT* »<sup>37</sup>, ce qui n'empêche pas de soutenir d'autres mobilisations<sup>38</sup>. Le texte précise les mesures organisationnelles que cela implique. Enfin, la résolution réaffirme la place centrale attribuée aux comités unitaires, mais vu que ceux-ci « *se sont en grande partie vidés de par l'action des partisans des élections indirectes, le PT doit travailler de manière à ce qu'ils puisse impulser, et non pas freiner, la mobilisation populaire* »<sup>39</sup>. Mais dans cette phase difficile, il est aussi écrit que « *le PT devra élargir et diversifier l'éventail des soutiens, en cherchant de nouvelles alliances principalement dans les secteurs les plus combatifs, dans les secteurs syndicaux et populaires, à l'intérieur des autres partis et dans les mouvements de masse* ». Et le texte liste les contacts déjà pris en ce sens.

Mais l'hémorragie des forces disponibles pour la lutte se poursuit. Le 7 août 1984, se forme l'Alliance Démocratique, coalition du PMDB et du Front Libéral (une dissidence du PDS), pour soutenir la candidature, dans le cadre du Collège Electoral, du binôme Tancredo Neves / José Sarney face à celui du PDS (Paulo Maluf / Flávio Marcílio). En bref, une part essentielle des forces politiques qui précédemment réclamaient des élections directes s'allie avec une fraction des soutiens de la dictature. Et les « *réalistes* » – ceux qui ont abandonné le combat – reprochent au PT d'agir de façon « *irréaliste* »<sup>40</sup>.

Le rapport de forces se dégrade encore. Un peu plus d'un mois plus tard, la direction du parti reconnaît l'état de la situation : « *La tendance à une succession présidentielle qui*

---

<sup>35</sup> L'amendement Teodoro Mendes, du nom d'un député fédéral du PMDB de São Paulo.

<sup>36</sup> In PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 151. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>37</sup> Idem, p. 152.

<sup>38</sup> Le PT affirme aussi vouloir « *suivre de plus près les diverses luttes sectorielles, de caractère populaire et syndical, pour des revendications économiques, sociales et politiques, avec l'objectif de les articuler avec la lutte politique plus générale pour les élections directes, maintenant et pour le changement de régime* » (idem).

<sup>39</sup> Idem, p.153.

<sup>40</sup> M. Chauí répond à ceux qui voudraient voir le PT mettre fin à la campagne et soutenir le duo présenté par cette Alliance. A la lire, on apprend que pour le PT, avec le programme en 10 points « *il ne s'agissait pas de discuter de noms, mais bien d'entamer la discussion d'un programme minimum de gouvernement* » (M. Chauí, art.cit. p. 155). Mais « *ce programme n'a jamais été discuté, critiqué, modifié ou élargi par les autres partis. Il a été ignoré* » (idem). Une série de questions surgissent ici : le PT espérait-il réellement que son programme minimum soit réellement considéré comme une base de discussion par d'autres partis politiques ? Et lesquels ? Des partis bourgeois comme le PMDB ? Et du côté du PT, s'agissait-il d'une approche purement tactique, ou au contraire, de réellement chercher à créer une alliance pour gouverner ? Et à nouveau, avec quelles autres forces politiques ? On peut aussi poser la question autrement : à supposer que cette proposition n'était pas que tactique et que le PT avait réellement l'intention de regrouper dans une perspective de pouvoir, que devient l'indépendance de classe, quand on envisage de gouverner en alliance avec des partis qui sont bourgeois ou interclassistes ? Pour l'instant, ces questions resteront sans réponse, mais l'histoire même du PT nous conduira à nous poser à nouveau ce type de questions.

culmine dans le Collège Electoral se renforce dans le pays. Aujourd'hui, celui-ci est réglementé grâce à l'accord entre le PMDB et le PDS, malgré les tentatives d'obstruction du PDT et du PT, qui a résisté jusqu'au dernier moment. Ainsi, les chances d'approbation d'un amendement pour des élections directes, maintenant, se réduisent pratiquement à zéro »<sup>41</sup>. Le PT en conclut qu'« il n'est réservé au peuple qu'une place de spectateur dans un jeu auquel il ne participe pas ». Et que « la candidature de Tancredo, qui représente une articulation des classes dominantes plus puissante que celle de Maluf, remplit mieux la fonction de proclamer des changements sans ne rien changer »<sup>42</sup>. Pour la direction du PT, « pour toutes ces raisons, c'est une grave erreur politique d'imaginer qu'il y aura moyen, de l'intérieur du gouvernement de l'Alliance Démocratique, de pousser le bloc des classes dominantes en direction du centre ou du centre-gauche », et il répète une fois de plus son appel au boycott du Collège et redit qu'il ne participera pas au vote déjà programmé pour le 15 janvier 1985. Et le texte de conclure qu'il faut « que le PT et les autres forces démocratiques et populaires s'articulent autour d'un programme commun, ouvrant le chemin à la participation croissante des travailleurs et de leurs organisations au débat et aux décisions sur les problèmes du pays »<sup>43</sup>. On retrouve ici, dans un texte signé par le DN, l'idée d'un programme minimum commun. Programme pour quoi faire ? Pour arracher des revendications par les luttes ? Programme de gouvernement ? Avec qui ? Tous ceux qui veulent ? Ce n'est pas précisé ici. En tout cas, si l'on compare avec les élections de 1982, on trouve une évolution sur cette question, ou au moins un début de remise en cause de la ligne pétiste qui prévalait deux ans auparavant.

Mais c'est un début seulement, et c'est un processus contradictoire, car dans la résolution adoptée lors de la RNE (Rencontre nationale extraordinaire) du PT, on peut lire : « il est fondamental que le parti préserve son indépendance politique. Premièrement, parce que le PT naît de la volonté de l'indépendance politique des travailleurs [...] Deuxièmement, parce que le refus de la domination bourgeoise s'exprime aussi par l'organisation des mouvements sociaux et leurs luttes et par son autonomie par rapport à l'Etat. Ensuite, parce que notre action au Parlement et dans les institutions a pour objectif d'utiliser ces tribunes et ces espaces au service de la lutte pour l'élargissement de la marge de liberté politique et pour la conquête de revendications économique-sociales, toujours avancées en fonction de l'accumulation de forces des travailleurs, en ayant en vue de conquérir le pouvoir et le socialisme »<sup>44</sup>. La résolution se réfère aux textes fondateurs : « Il ne s'agit pas simplement de canaliser les luttes vers le Parlement, ni de croire que la conquête d'avantages sociaux et politique pour les travailleurs viendra des élites dominantes. C'est cela que nous enseigne le manifeste de fondation du PT ». Et le texte de se réclamer de la tradition pétiste : « cette

---

<sup>41</sup> "O PT e o momento político", texte du Diretório Nacional, publié dans PT Boletim Nacional n°8, nov. 1984, São Paulo, 21/10/1984, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 157. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>42</sup> Idem. Tancredo, dont la candidature permet en outre d'isoler les secteurs plus progressistes du PMDB, y est décrit comme « le préféré des grands patrons, des banquiers, des multinationales, et d'une aile des militaires » (idem) et le texte passe en revue quelques points essentiels pour en juger : « Tancredo ne pense pas à une réforme agraire (en fin de compte, comment distribuer les terres de son propre vice-président [une allusion directe à José Sarney qui, avec sa famille et ses proches, possède une grande partie des terres de l'Etat du Maranhão], il ne rompt pas avec la politique du FMI, il propose un SNI (voir glossaire) en costume de ville, il maintient la LSN, il invite les travailleurs à collaborer avec les patrons », in « O PT e o momento político » (art. cit. p. 158).

<sup>43</sup> Idem, p. 159.

<sup>44</sup> *Resoluções de Encontros Nacionais do PT, Encontro Nacional Extraordinário*, 12 e 13 de janeiro de 1985, Diadema – SP, *Plano de ação política e plataforma de lutas*, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 165. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

*posture d'indépendance de classe et de refus de la domination idéologique de la bourgeoisie s'est manifestée à différents moments de l'histoire du PT ».*

Mais ce qui suit dans la résolution est moins clair : il s'agit d'« *établir une ligne politique et un plan d'action qui conduisent à la construction d'une alternative démocratique et populaire capable de s'opposer au pacte des élites* ». Une conception en quatre points principaux. Le point a) réaffirme la plateforme du parti en dix points. Mais le point b) soulève des interrogations quant à sa cohérence avec le précédent : « *établissement de points centraux et prioritaires de luttes dans l'intérêt des travailleurs, à exiger et conquérir comme mesures immédiates du prochain gouvernement* ». S'agit-il, comme on peut le comprendre, de sélectionner une partie des points de la plateforme, un sous-ensemble de celle-ci, pour faire une plateforme encore plus minimale acceptable par d'autres ? Ou bien s'agit-il de mesures qui n'ont pas de forcément de lien avec la plateforme en dix points ? S'agit-il d'une plateforme de lutte au sens strict ou d'une plateforme qui pourrait servir de programme unitaire pour un gouvernement ? Le point c) semble assez fourre-tout et manque de clarté : il avance « *la poursuite de la lutte pour des changements économiques et sociaux, pour la démocratie et pour des élections libres et directes, unitairement avec tous les secteurs sociaux, les forces démocratiques, les partis et fractions de partis politiques qui se sont disposés à lutter contre la transition conservatrice et le pacte social. Cette politique d'alliances ne se confond pas avec une politique d'adhésion, de fusion ou de subordination aux intérêts de la bourgeoisie* ». Mais alors, quelle est-elle donc, cette politique d'alliances ? On sent bien ici que le PT est dans une phase de recherche de cette politique et n'arrive pas encore à la définir clairement. Finalement, le point d), intitulé « *organisation, croissance et consolidation du PT au plan national, des Etats et des municipalités* » rappelle l'évidence : le PT doit se renforcer. Comment articuler tout cela ? Ce n'est pas dit, et la suite immédiate de la résolution revient aux questions politiques au sens le plus strict : « *il faut que le Parti, immédiatement, organise la campagne de mobilisation et la propagande pour l'Assemblée Constituante Libre, Souveraine et Démocratique et pour des Elections Libres et Directes à tous les niveaux* »<sup>45</sup>. Le reste du texte définit les axes de mise en œuvre de cette nouvelle « bataille », pour la Constituante, que nous allons étudier plus loin.

### **3°) Leçons à tirer pour le parti**

#### **a) Sanctions et polémique**

Le PT ressort de cette campagne avec un problème interne à régler. Contrairement aux directives du parti maintes fois répétées et aux engagements publics, trois députés fédéraux pétistes vont siéger au Collège Electoral et voter en faveur de Tancredo Neves. Il s'agit d'Airton Soares et de l'actrice Bete Mendes, du São Paulo, et José Eudes, du Rio de Janeiro<sup>46</sup>. Finalement, les 3 élus pétistes en rupture de discipline – mais convaincus qu'il n'y a plus le choix qu'entre Paulo Maluf et Tancredo Neves, que le PT commet une grave erreur, et qu'il va irrémédiablement s'isoler – sont exclus du parti. Cette exclusion fait polémique à l'époque. Aujourd'hui encore, on remarque que cette décision fait clivage. A l'époque, Paul

---

<sup>45</sup> Idem, p. 166.

<sup>46</sup> L. SECCO (op. cit. p. 116) précise sur ces trois parlementaires: « *Tous étaient des militants politiques avant le PT. L'avocat du Pernambouc José Eudes avait agi au sein de l'AP ; Bete Mendes était de Santos, elle avait étudié les arts du spectacle et la sociologie à l'USP et avait été prisonnière politique ; et l'avocat pauliste Airton Soares faisait partie des 'authentiques' du MDB à l'époque de la formation du PT* ».

Singer intervient dans la presse pour défendre le PT face aux attaques des médias et des politiciens de la droite et du centre. Il commence par rectifier un certain nombre de contre-vérités proférées ici ou là. En premier lieu, « *la résolution demandant aux députés en question de quitter le parti a été adoptée dans une Rencontre nationale qui s'est tenue avant la réunion du Collège. Elle n'était donc pas la mise en application d'une punition mais un avertissement aux parlementaires qui désobéiraient à la directive du parti* »<sup>47</sup>. Il précise encore : « *en avril 1984, la Rencontre nationale du PT a décidé, sans aucune opposition, que ses députés ne comparaitraient pas à une élection indirecte* ». Plus tard, les conditions politiques ayant changé, « *le PT, majoritairement, a adopté une position selon laquelle la probable victoire de Tancredo au Collège ne remplaçait pas l'objectif plus important de la campagne Diretas Já* ». Il raconte que vers octobre 84, deux courants opposés à l'orientation majoritaire sont apparus dans le PT<sup>48</sup>. Mais ces courants sont restés très minoritaires dans le parti<sup>49</sup>. Il pose la question suivante : « *En fin de compte, un parti politique a-t-il, oui ou non, le droit – ou même le devoir – d'exiger que ses parlementaires satisfassent la volonté de ses membres, quand celle-ci est largement majoritaire* »<sup>50</sup> ? Expliquant que les 3 députés n'ont pas réussi à convaincre la majorité de la Rencontre du 13 janvier 1985 qui a traité de cette affaire, et qui a considéré que « *cette question était suffisamment importante pour ne pas admettre une rupture de la discipline du parti* », Paul Singer ajoute : « *L'opinion publique ressent une répulsion naturelle contre une 'machine partisane' qui cherche à imposer à des députés des attitudes contraires à leur conscience. Mais dans le cas présent du PT, il ne s'agit pas d'une 'machine', mais d'une manifestation authentique de la base du parti* ».

Avec, depuis 2003, des alliances gouvernementales tous azimuts du PT, la question se pose aujourd'hui : fallait-il exclure ces députés pour leur présence au Collège Electoral et leur vote pour Tancredo ? On remarque un clivage entre les pétistes qui reviennent sur le bien fondé de cette décision et celles et ceux qui continuent à penser qu'il fallait le faire. Parmi les premiers, L. Tenório pense que non seulement cette exclusion était injuste, mais que c'est toute la ligne du PT consistant à refuser d'aller au Collège Electoral qui était erronée<sup>51</sup>. M. Sokol ne s'exprime pas directement sur le bien-fondé de cette expulsion, mais il confirme une idée exprimée par P. Singer. Pour lui, l'expulsion n'a pas eu lieu « *parce que le PT avait une doctrine, centraliste ou radicale [...] C'était parce que tels étaient les*

<sup>47</sup> Paul Singer, « *O 'autoritarismo' do PT* », Art. publié dans la *Folha de São Paulo* le 11/02/1985, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 169. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>48</sup> Il précise : « *l'un, qui proposait la comparution des députés au Congrès pour voter pour Tancredo [...]; un autre, qui proposait que le PT soumette un programme minimum au candidat de l'Alliance* » (idem).

<sup>49</sup> Il donne les chiffres, expliquant qu'en décembre 84, dans les plus de 450 réunions organisées dans le PT dans le tout le pays pour décider de cette question, selon P. Singer, « *la proposition 1 (non comparution des députés) a obtenu 86% des voix, la proposition 2 (comparution et soutien à Tancredo) a obtenu 5,7% des voix et la proposition 3 (présentation d'un programme minimum à Tancredo) a obtenu 8,3% des voix. Il était clair que la grande majorité de ce qu'on appelle 'la base' du PT était opposée à la comparution au Collège Electoral et au vote pour le candidat de l'Alliance Démocratique* » (idem). Ajoutons que P. Singer lui-même défendait la proposition 3. Néanmoins, L. Secco fait remarquer la faible participation aux rencontres de base organisées par le PT dans tout le pays à cette occasion, notant que « *sur 290 000 membres, seuls 19 916 ont participé, afin de définir si les parlementaires du PT devaient aller au Collège Electoral voter pour Tancredo Neves* ». L. SECCO (op. cit. p. 115).

<sup>50</sup> Paul Singer, « *O 'autoritarismo' do PT* », Art. publié dans la *Folha de São Paulo* le 11/02/1985, in PERSEU REVISTA N°3, *Dossiê Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 170. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>51</sup> Selon lui, « *le PT fut contre le fait d'aller au collège électoral. Aujourd'hui il fait une autocritique sur ce sujet. Et moi, particulièrement, je pense que c'était absurde (...) le parti a vécu à cette époque sur des positions très discutables du point de vue des alliances [...] Et si on pense à l'ensemble des alliances que le parti a aujourd'hui, et que ce parti a expulsé trois députés brillants parce qu'ils sont allés au collège électoral voter pour Tancredo, il est impossible d'imaginer que cela a été possible* ». Notre interview de L. Tenório.



*sentiments de la base mobilisée du PT, à l'époque où il était le plus progressiste* »<sup>52</sup>. On comprend aussi, à travers ce témoignage, que la base du PT de 1985 était certainement bien plus mobilisée et bien plus radicale que celle du PT des années 2000. On trouve aussi des militants qui continuent à penser que cette expulsion était justifiée. Certes, certains sont d'ex-membres du PT qui ont quitté le parti ou qui en ont été exclus. C'est le cas de Babá et de Luciana Genro, tous deux au PSoL aujourd'hui. Pour Babá, « *Cela est significatif du changement de la relation du PT à la bourgeoisie* »<sup>53</sup>. Luciana Genro argumente sur le même thème central : la rupture d'une orientation basée sur l'indépendance de classe<sup>54</sup>. Cette affaire et les clivages existant aujourd'hui autour de son interprétation semblent fort symptomatiques de la différence entre le PT de 1985 et le PT des années 2010.

## **b) Bilan de la campagne**

Il reste à tirer un bilan de cette campagne '*Diretas Já*' pour le PT et sa trajectoire. Au niveau des résultats politiques concrets, cette campagne a débouché sur un échec. Le régime n'a pas cédé, et a su retourner certains des alliés bourgeois du PT dans cette campagne. Pour M. Sokol, « *cette campagne s'est terminée avec la trahison du PTB, qui est allé au collège électoral, le PT a dû expulser des députés parce qu'ils avaient osé politiquement faire une chose comme cela* ». Les anciens alliés du PT dans la campagne ont pour la plupart abandonné la lutte pour les élections directes et ont participé au Collège Electoral. Tancredo Neves a finalement été élu à la présidence du pays par un collège composé de 685 membres (députés, sénateurs et délégués d'Etats). Neves a reçu 480 voix contre 180 pour Paulo Maluf du PDS. Le candidat de la dictature était battu mais l'essentiel pour cette dernière était préservé : la transition prenait le chemin conservateur voulu, dont la bourgeoisie gardait le contrôle. Avec la mort de Tancredo Neves<sup>55</sup> et son remplacement par son vice-président, José Sarney, la dictature réussissait même à placer un de ses hommes, transfuge opportuniste, à la tête de l'Etat fédéral. On ne peut donc pas dire que cette campagne ait été couronnée de succès.

Mais il est d'autres aspects qui méritent d'être évoqués et discutés.

D'abord, selon Wladimir Pomar, la bourgeoisie espérait que le PT explose du fait de sa position intransigeante contre la participation au collège électoral et l'expulsion des 3 députés indisciplinés sur cette question<sup>56</sup>. Sur ce plan, les espoirs de l'élite ont été déçus.

Ensuite, quel bilan le PT tire-t-il lui-même de la campagne '*Diretas Já*' ? Dans la résolution votée lors de la RNE du 12 et 13 janvier 1985, l'appréciation est positive, mettant l'accent sur l'ampleur de la mobilisation, et de la politisation à laquelle la campagne a donné

---

<sup>52</sup> Notre interview de Markus Sokol.

<sup>53</sup> Babá, in F. DEMIER (op. cit. p. 121). Il ajoute : « *A ce moment-là (en 1985), de façon correcte, le PT décida de ne pas aller au Collège Electoral, de continuer la lutte 'Diretas, já' et d'abandonner le comité de campagne qui avait accepté le Collège Electoral. Cela donnait un caractère, d'une certaine manière, classiste, au Parti des Travailleurs, dans le domaine du processus électoral* » (idem).

<sup>54</sup> Elle déclare : « *Ces députés ont rompu avec la trajectoire du PT, qui était celle de l'opposition au Collège Electoral et qui était y compris, d'indépendance de classe, parce que le PT est né en disant que c'était aux travailleurs de gouverner le pays ; et là, au Collège Electoral, c'était un parti de la bourgeoisie et un représentant de la bourgeoisie qui était hissé à la Présidence de la République* ». Luciana Genro, in F. DEMIER (op. cit. p. 122).

<sup>55</sup> Rappelons que ce dernier est tombé malade une journée avant de prêter serment, le 15 mars 1985. Souffrant de problèmes abdominaux et d'une infection qui s'est généralisée, il est décédé, après 7 opérations, le 21 avril 1985.

<sup>56</sup> W. POMAR (op. cit. p. 25).

lieu<sup>57</sup>. La résolution regrette malgré tout un fait intéressant : « *le mouvement syndical et populaire, qui aurait pu faire gagner la campagne des élections directes, en paralysant l'économie et en organisant des journées de protestation, n'a pas réussi à intervenir dans la campagne de manière indépendante et organisée, et a fini par se diluer dans les rassemblements et les manifestations* ». Et finalement, « *les secteurs libéraux et conservateurs du Comité National pour les Elections Directes ont fini par imposer à la campagne un contrôle et des limites qui ont conduit à la conciliation* ». Mais le PT, dans l'affaire, comment s'en sort-il, selon la résolution ? « *L'action du PT dans la campagne a été marquée par l'indépendance, par une politique de mobilisation, par la différenciation exprimée dans la plateforme en dix points et par une politique de front et d'alliances. Notre intervention à l'intérieur de ce front de partis et d'entités, qui s'est organisé sous la forme de comités pour des élections directes, avait pour objectif la rupture avec le régime, la conquête d'élections directes et des changements économiques et sociaux. Il est nécessaire de faire remarquer que le PT était la seule force capable de mettre en pratique une politique indépendante des travailleurs, au travers de la création d'un pôle alternatif* ». Toutefois, la concrétisation de ce pôle a été empêchée<sup>58</sup>. Cela débouche, dans la résolution, sur des éléments d'autocritique partielle, avec un autre fait qui aurait pesé négativement : « *nous avons, à certains moments, donné un poids excessif au caractère unitaire de la campagne, en ne prenant pas en compte – à temps et dans la mesure nécessaire – le fait que le PMDB se dirigeait déjà vers le Collège Electoral avec la thèse de la candidature unique des oppositions* ».

Quant au PT lui-même, il a vu sa crédibilité politique globale renforcée dans cette campagne<sup>59</sup>. Pour L. Azevedo, « *la première phase de construction du PT va, avec le mouvement des élections directes, gagner une meilleure visibilité, alors qu'auparavant il avait une identité fondamentalement basée sur le mouvement populaire et le mouvement syndical, le mouvement étudiant, les mouvements sociaux* »<sup>60</sup>. Cette idée d'autorité politique accrue est reprise par M. Sokol : « *L'apogée de cette première phase [celle du surgissement] du PT, ce fut la campagne des élections directes, qui a donné au PT une autorité, une crédibilité et une originalité au plan national, qui au plan électoral, n'en sont venues à se manifester pleinement qu'avec les élections de 1989* »<sup>61</sup>. L. Tenório reconnaît aussi que le PT, en particulier à São Paulo, a marqué des points dans cette campagne : « *il a gagné une force populaire très importante, y compris parmi des secteurs qui n'étaient pas de gauche,*

---

<sup>57</sup> On peut lire : « *Le résultat principal de la campagne pour des élections libres et directes, c'est la vaste mobilisation de secteurs populaires et des travailleurs. Facteur de politisation, la campagne, en assumant un caractère de masse, a contribué à la désagrégation du PDS et à l'approfondissement de la crise du régime. Du point de vue politique, elle a représenté le retour des classes populaires sur la scène de la lutte institutionnelle [...] La campagne des élections directes a rendu à la population la confiance en ses propres capacités d'organisation et de lutte* ». In *Resoluções de Encontros Nacionais do PT, Encontro Nacional Extraordinário*, 12 e 13 de janeiro de 1985, Diadema – SP, *Avaliação da campanha das Diretas*, in PERSEU REVISTA N°3, Dossiê *Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 160. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>58</sup> Notamment, dit la résolution, « *par le refus de secteurs progressistes du PMDB, du PCB, du PCdoB et du MR8 de s'allier à nous. En se soumettant à l'hégémonie libérale-bourgeoise, ces secteurs ne se sont pas opposés de façon effective à la démobilisation de la campagne pour les élections directes, ils se sont incorporés à l'Alliance Démocratique* » [et finalement], « *aujourd'hui, ils servent à légitimer la transition conservatrice* » (idem, p. 161).

<sup>59</sup> Le texte du Centre Sérgio Buarque de Holanda, qui introduit le dossier, l'exprime ainsi : « *la lutte pour les élections directes a fait savoir au peuple brésilien que le Parti des Travailleurs était arrivé, et allait rester pour de bon au premier plan de la scène politique brésilienne* » Texte '*Diretas Já*', Centro Sérgio Buarque de Holanda, Maio de 2009, in PERSEU REVISTA N°3, Dossiê *Anistia e diretas, ditadura e democracia*, p. 110.

<sup>60</sup> Notre interview de L. Azevedo.

<sup>61</sup> Notre interview de M. Sokol.

*mais qui défendaient des élections directes* »<sup>62</sup>. Cette appréciation positive est également partagée par M. Gadotti et O. Pereira : « *Le fait que le PT n'ait pas abandonné la lutte pour des élections directes entre la fin de 1983 et le début de 1985 [...] lui a conféré un sérieux au plan politique qui a fait qu'il a été bien vu dans les milieux populaires, même si la presse n'était pas en sa faveur* »<sup>63</sup>.

Il y a toutefois débat entre les analystes sur l'ampleur du soutien populaire accordé au PT pour sa fermeté (que certains qualifiaient de « jusqu'au-boutisme ») – ou, à l'inverse, sur le degré de son isolement – dans la phase de déclin de la mobilisation. L. Secco évoque certaines actions de la campagne '*Diretas Já*' dans les mois qui ont immédiatement suivi l'échec du vote de l'Amendement Dante de Oliveira, en ajoutant : « *dans ces rassemblements, le PT se développait* »<sup>64</sup>. Mais pour lui, « *le PT s'est isolé* » plus tard, avec la sortie du PT des trois députés qui étaient allés au Collège Electoral<sup>65</sup>. M. Keck écrit, de son côté : « *Extérieurement, le PT a gagné le respect pour sa capacité de mobilisation dans la campagne [...] mais quand le soutien populaire s'est dirigé vers Tancredo, le public a eu du mal à comprendre la position du parti sur la question du Collège Electoral* »<sup>66</sup>. Toutefois, même si le PT a pu être momentanément incompris par une partie de sa base sur la question du Collège Electoral, on peut aussi penser que plus tard, rétrospectivement, sa fermeté lors de la campagne '*Diretas Já*' lui a valu un soutien plus vaste, en particulier lorsque sa condamnation de la transition conservatrice a été largement confirmée par les faits et par la politique menée par les gouvernements Sarney, conduisant à l'échec de cette équipe issue de la manœuvre réussie autour du Collège Electoral. Car, comme l'écrivent M. Gadotti et O. Pereira, reprenant des conclusions de F. Fernandes : « *La soi-disant Nova República<sup>67</sup> s'est montrée clairement comme étant un rejeton de la dictature, son prolongement politique avec d'autres conditions militaires* »<sup>68</sup>.

Mais la fermeté souvent mentionnée du PT ne semble pas avoir été tout à fait de soi. En sens inverse des critiques mentionnées plus haut, certains reprochent à la direction du PT d'avoir été longtemps confuse et hésitante quant à l'adoption d'une ligne ferme dans cette campagne, en particulier sur la candidature Tancredo Neves et la non-participation au Collège Electoral, et d'avoir perdu du temps dans l'adoption d'une ligne d'indépendance de classe claire à ce sujet<sup>69</sup>. Il en va ainsi de João Machado, à l'époque dirigeant national de la DS, pour qui le PT « *n'a pas été capable – et n'a même pas proposé de le faire – de construire une direction alternative pouvant contrebalancer la prédominance bourgeoise libérale sur ce mouvement de masse. Au lieu d'apparaître comme le moteur d'une alternative propre, ouvrière et populaire, il s'est contenté de jouer le rôle d'une 'aile gauche' du bloc démocratique [...]. Au cours des deux mois suivant [le rejet de l'Amendement Dante de Oliveira], le PT est resté confus et paralysé, discutant de l'appui à apporter à une éventuelle 'candidature unique des oppositions', qui aurait été de toute évidence celle de Tancredo, comme tous le reconnaissaient déjà à l'époque. Le PT avait l'illusion qu'il aurait été ainsi*

---

<sup>62</sup> Notre interview de L. Tenório.

<sup>63</sup> Moacir GADOTTI et Otaviano PEREIRA. *Pra que PT – Origem, projeto et consolidação do Partido dos Trabalhadores*. Cortez Editora, 1989, p. 92.

<sup>64</sup> L.. SECCO (op. cit. p. 115).

<sup>65</sup> Idem, p. 116. Fernandes ajoute : « *Quand le cercueil de Tancredo Neves a traversé l'Avenue du 23 Mai en direction de l'aéroport, des millions de personnes sont descendues dans la rue [...] Le PT avait disparu de la scène principale* ».

<sup>66</sup> M. KECK (op. cit. p. 254).

<sup>67</sup> Voir glossaire et plus bas.

<sup>68</sup> M. GADOTTI e O. PEREIRA (op. cit. p. 91).

<sup>69</sup> Dans la revue *Inprecor*, N°191 du 4 mars 1985, p. 22.

possible de maintenir à la fois la défense des élections 'directes' et de négocier avec Tancredo un programme acceptable pour les travailleurs. Lula et les principaux dirigeants du PT défendirent la thèse du 'candidat unique', et une réunion du bureau national du parti sur cette question s'est terminée par une impasse. Quand il fut clair que Tancredo était candidat à la présidence, dans le cadre des élections indirectes du collège électoral, il y eut encore une tentative de la direction du PT de négocier avec lui [...] Il est bon de noter que pendant que Lula tentait de négocier avec Tancredo Neves, la position officielle du PT était toujours celle du boycott du collège électoral. Aussi, c'est seulement quand l'Alliance démocratique (AD) s'est formée à partir du PMDB et du Front libéral, avec une quantité impressionnante de représentants de la dictature, que le PT exposa finalement clairement sa position et essaya de mettre sur pied une alternative. Mais un temps précieux avait été perdu. Ce n'est que lors d'une réunion du bureau national en octobre 1984, que le PT a fini par adopter une position correcte, position réaffirmée au cours d'une rencontre nationale en janvier 1985. Au-delà du fait de réaffirmer la justesse de la position du boycott du collège électoral, parce que c'est une institution illégitime de la dictature, et de dénoncer la désertion des partis de l'ancienne opposition bourgeoise lors de la campagne pour les 'directes', le bureau national a caractérisé très clairement la candidature de Tancredo comme bourgeoise et pro-impérialiste, fondée sur le plus grand bloc des classes dominantes jamais constitué dans toute l'histoire du pays. Face à cela, il a affirmé la nécessité pour les travailleurs de sauvegarder leur indépendance de classe et de mener une politique indépendante [...] Un élément important a néanmoins été manqué dans les orientations approuvées par le PT : l'objectif clair de construire une alternative ouvrière et populaire au gouvernement de l'Alliance démocratique, d'unir toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire contre les projets de la bourgeoisie ».

A plus long terme, quel a été l'impact de cette campagne ? Cela nous amène à une réflexion plus globale quant au bien-fondé de cette campagne et aux justifications qu'en ont données le PT et ses dirigeants. D'un côté, il paraît évident que le PT, sous peine de s'isoler davantage, ne pouvait pas tourner le dos, ni même ignorer la mobilisation populaire pour des élections directes ; il lui fallait au contraire jouer un rôle central dans cette mobilisation. Il est clair aussi qu'une telle question dans un pays en passe de sortir d'une dictature militaire est tout à fait cruciale, et on a vu que le PT a cherché à faire le lien entre la démocratie, les élections et les questions économiques et sociales<sup>70</sup>. Finalement, il est apparu nettement aux yeux de tous que le PT restait ferme sur les objectifs de la campagne unitaire, contrairement à beaucoup d'autres.

Mais d'un autre côté, il faut relever que, même si le PT déclarait « *Nous ne pensons pas que des élections libres et directes soient des attributs exclusifs du régime libéral bourgeois* »<sup>71</sup>, le parti en est resté, dans cette campagne, à la défense de revendications de démocratie libérale, sans chercher à dépasser celle-ci ou à la combiner avec des formes de démocratie directe à la base, à laquelle le PT des origines se référait souvent par ailleurs. Pour la résolution de la 3<sup>e</sup> RN, « *c'est au peuple et à lui seul qu'il revient de choisir ceux qui*

---

<sup>70</sup> A ce sujet, M. KECK (op. cit. p. 253) écrit : « *C'était la première fois que le PT participait à un front avec d'autres partis pour la mobilisation populaire autour d'une cause. Bien qu'émettant des réserves quand le processus a commencé à se centraliser autour des gouverneurs qui soutenaient la campagne, le PT a continué à mobiliser de façon intense, et à collaborer d'une manière relativement harmonieuse. Les conflits ont surgi du fait du désir du PT d'introduire des questions socio-économiques dans la campagne* ».

<sup>71</sup> Resoluções... 4- Pelas eleições livres e diretas em todos os níveis, déjà citée, p.118. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

*doivent le gouverner* » ; mais rien ne figure et rien n'a été mis en place pour combiner cela avec des formes de démocratie directe à la base revendiquées par ailleurs. Insister ainsi sur l'élection d'un président en la déconnectant de cet autre aspect de la démocratie auquel le PT semblait pourtant attaché, n'est-ce pas donner beaucoup de poids à des formes de délégation de pouvoir ? Sans doute, la période entre la fin de 1983 et le début de 1985 ne facilitait pas des démonstrations concrètes dans ce domaine. Mais, même à titre propagandiste, nous n'avons trouvé nulle part, dans les textes et la communication du PT de cette époque, de traces de revendication d'une démocratie directe à la base exercée par les travailleurs. On peut seulement lire, dans la résolution de la 3<sup>e</sup> RN, que cette lutte pour des élections libres et directes représente « *seulement le commencement de l'avenir démocratique et socialiste* » souhaité pour le Brésil. Le lien entre la bataille 'Diretas Já' et l'avenir socialiste et démocratique est toutefois fort difficile à établir, et l'on peut douter que beaucoup des millions de Brésiliens ayant participé à ces manifestations aient pu l'établir.

Concluons sur la campagne 'Diretas Já' en donnant la parole à L. Azevedo. Pour lui, « *Après la campagne des élections directes, il y a un processus de dissension, allié à une campagne pour la Constituante. Et la campagne pour la Constituante, en vérité, va consolider le processus de démocratisation, en plus des victoires, en particulier dans les gouvernements de São Paulo et de Rio de Janeiro (Brizola à Rio et Montoro à São Paulo). Elle va aider à forcer une ouverture politique* »<sup>72</sup>. On a l'impression, à lire ceci, que pour certains cadres pétistes comme L. Azevedo, l'arrivée de la *Nova República*<sup>73</sup> (même avec J. Sarney à sa tête), et la Constituante sont vus comme des phénomènes positifs en eux-mêmes, notamment parce ce sont les moments d'une ouverture politique. N'est-ce pas comprendre les événements des années 1980 avec le regard dominant dans le PT d'aujourd'hui ? Il nous semble en tout cas fort probable que ce n'est pas tout à fait de cette façon que les pétistes des années 80 comprenaient ces choses.

## **Section 2 : Le PT et les débuts de la *Nova República***

*Nova República*, tel est le nom donné à la période historique brésilienne qui s'ouvre avec la fin de la dictature militaire. D'ordinaire, les historiens font démarrer ladite période au moment de la victoire de Tancredo Neves à l'élection indirecte à la présidence. Finalement, la mise en place du Collège électoral et le choix conservateur du tandem Tancredo Neves/José Sarney est une victoire pour les élites brésiliennes et internationales, y compris du point de vue d'une fraction majoritaire des militaires : la transition « lente, graduelle et sûre », voulue par le Général Geisel dix bonnes années auparavant, parvient à son terme. La bourgeoisie a eu le temps de préparer le passage du pouvoir des militaires aux mains de civils. La transition s'est effectuée progressivement, la répression la plus brutale a cédé peu à peu la place à des formes plus ciblées visant, par exemple, des syndicats combatifs et pouvant menacer les projets du pouvoir. Des hommes « sûrs », des conservateurs élus par un Collège électoral, comme le voulaient les militaires, se retrouvent président et vice-président. Les travailleurs, le peuple, la gauche sont tenus à l'écart du processus.

---

<sup>72</sup> Notre interview de L. Azevedo.

<sup>73</sup> Voir glossaire et plus bas.

## 1°) Le gouvernement Sarney et le Plan Cruzado

Les élites parviennent donc à leurs fins, avec l'aide de beaucoup de « démocrates » pas trop regardants. La mort – imprévisible et quasi-immédiate – du président élu les aide même à installer, à la tête de l'Etat Fédéral, son vice-président, José Sarney, qui a été un fervent défenseur du régime militaire. Comme transition vers la démocratie, les militants de gauche pouvaient sans doute rêver mieux ! Mais au-delà de cette minorité, l'émotion très grande causée par la maladie et la mort de Tancredo Neves, et la joie largement répandue d'être enfin sortis de plus de vingt ans de dictature tendent à obscurcir les consciences, à faire oublier en particulier les circonstances de la transition et son contenu politique concret. Malgré les difficultés économiques<sup>74</sup>, c'est donc porté par une vague d'euphorie assez générale que José Sarney entame sa présidence.

### a) La politique économique et sociale du gouvernement

Présentant la politique économique menée par ce dernier, G. Rozentino de Almeida écrit : « *Entre 1985 et 1989, la politique économique du gouvernement Sarney est passée par divers revirements, avec des plans et des chocs hétérodoxes et des retours au 'feijão com arroz'*<sup>75</sup> orthodoxe, oscillant entre le soutien massif de la population et la perte totale de crédibilité. Dans cette période, l'inflation a été multipliée par quatre, atteignant les 1000% par an, aux portes de l'hyperinflation »<sup>76</sup>. Notons aussi que, malgré l'euphorie dominante, l'année 1985 est celle d'un fort développement de la syndicalisation des travailleurs, et d'un premier record national du nombre de grèves<sup>77</sup>. C'est sans doute aussi en réponse à cette situation et à une première baisse de popularité que le Plan Cruzado est lancé, un peu moins d'un an après l'accession de Sarney à la présidence, le 28 février 1986.

Avant cela, fin août 1985, Sarney nomme l'industriel Dilson Funaro ministre de l'Economie, la préoccupation essentielle étant de freiner l'inflation, qui atteint 14% sur le seul mois qui vient de s'écouler. Après des premières mesures visant à une plus grande indexation de l'économie et à des correctifs mensuels, l'inflation continue d'augmenter avec 15% en novembre de cette année-là<sup>78</sup>. Ce même mois, un plan d'ajustement fiscal est mis en place, visant l'amélioration des rentrées d'argent de l'Etat, une meilleure transparence et une plus grande rationalité de ses dépenses. Tout cela « *n'a pas été couronné de succès. L'inflation n'a pas été contenue, et même l'ajustement fiscal n'a pas été obtenu. Mais la résistance croissante à la mise en place de réformes dans le pays avait renforcé l'idée d'un plan hétérodoxe, conçu secrètement, et présenté par surprise à la société* »<sup>79</sup>.

Le Plan Cruzado est hétérodoxe, car contre les préconisations des économistes orthodoxes (qui bannissent les indexations), il instaure des mesures interventionnistes. On y

---

<sup>74</sup> Comme l'expliquent BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 425), en 1984, « *le Brésil a renoué avec la croissance (+5,3%) et récupéré, pour la première fois depuis dix-sept ans, un solde excédentaire de la balance des paiements. Mais l'inflation est de 223%, et surtout, la dette externe avoisine les 100 milliards de dollars* », soit plus du double de ce qu'elle était à l'arrivée de Figueiredo à la présidence.

<sup>75</sup> Mot à mot « des haricots avec du riz », une expression populaire pour dire que c'est la nourriture quotidienne. Ici, on pourrait peut-être traduire cette expression par « le tout-venant ».

<sup>76</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 68).

<sup>77</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p.75) donne le chiffre de près de 6 millions de travailleurs impliqués dans ce mouvement, précisant aussi que ce record allait encore être battu en 1987, puis en 1988, puis en 1989.

<sup>78</sup> G. Rozentino de ALMEIDA explique (op.cit. p. 70) que pour camoufler ce mauvais résultat, le choix fait par le gouvernement a été de... changer d'indice des prix, pour parvenir au chiffre moins alarmant de 11% sur ce mois.

<sup>79</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 71).

trouve en particulier les mesures suivantes. Les salaires sont réajustés, sur la base d'une moyenne. Le salaire minimum est augmenté de 15% (base de la hausse des prix mensuelle les mois précédents) tandis qu'au-delà, la hausse est de 8%. Les loyers sont gelés sur la base de leur valeur moyenne lors de l'année précédente. Les taux de change et tous les prix sont gelés pour une durée indéterminée. Le *cruzeiro* est remplacé par une nouvelle monnaie, le *cruzado*. Une importante injection monétaire a lieu au début du plan, pour éviter la hausse des taux d'intérêt.

Les premiers temps donnent l'illusion d'une réussite du Plan Cruzado, soutenu par l'immense majorité des forces politiques et par les grands médias. Le plan est d'abord extrêmement populaire<sup>80</sup>. Entre février et juin 1986, l'inflation est nulle et la production industrielle augmente. Mais sur la seconde moitié de la même année, l'échec du plan devient de plus en plus net. L'expansion de la demande (du fait de la croissance et de l'augmentation de l'emploi, mais aussi par la politique monétaire et fiscale), crée une situation de surchauffe, avec des goulots d'étranglement et des distorsions. Avec le gel des prix, on voit apparaître des pénuries : la viande et les produits laitiers, en particulier, viennent à manquer. Cette situation devient de moins en moins tenable et sitôt passées les élections du 15 novembre 1986<sup>81</sup>, le gouvernement annonce un « Plan Cruzado II », consistant cette fois en une augmentation généralisée des prix, des taxes et des impôts.

Peu de forces politiques et sociales s'opposent – du moins dès le début – au Plan Cruzado : parmi elles, on trouve le PDT de Leonel Brizola, le PT et la CUT, dénonçant son caractère électoraliste et contraire aux intérêts des travailleurs. Le PT et la CUT, en particulier, critiquent les pertes de pouvoir d'achat, liées à des modes de calcul différenciés conduisant à un décalage dans la définition du niveau où prix et salaires sont gelés.

## **b) La conflictualité sociale au début de la présidence Sarney**

Si pendant environ deux ans, la combativité sociale semble largement anesthésiée par l'illusion de la démocratie retrouvée et la croyance dans les vertus du Plan Cruzado, elle ne disparaît pas totalement. C'est d'abord au niveau de l'activité des paysans sans-terre qu'elle s'exprime. Le MST tient son premier congrès national du 29 au 31 janvier 1985 dans la capitale du Paraná, Curitiba, devant 1 500 délégués paysans issus de 23 Etats fédérés, soutenu par la CPT et la CUT<sup>82</sup>. Ce développement de l'organisation dans les campagnes autour du MST, dans un contexte de misère croissante dans les campagnes, conduit à l'accroissement du nombre des occupations de terres un peu partout dans le pays<sup>83</sup>. La cible, ce sont principalement des exploitations agricoles aux terres improductives, ainsi que des terres dont se sont emparées de faux propriétaires à partir de documents falsifiés<sup>84</sup>. Face à ces mobilisations populaires dans les campagnes, on voit apparaître l'UDR (Union

---

<sup>80</sup> Comme l'écrit A. ENDERS (op. cit. p. 233), « Sarney invite la population à vérifier les étiquettes et à dénoncer les augmentations. Les autocollants 'je contrôle pour Sarney' fleurissent et montrent la capacité civique des Brésiliens ».

<sup>81</sup> Des élections (que nous étudions un peu plus bas), notamment, pour une Assemblée Constituante, et débouchant sur une victoire politique importante du gouvernement et des forces le soutenant.

<sup>82</sup> CPT : Commission pastorale de la terre. V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 258) cite les mots d'ordre les plus repris de ce congrès : « Sans réforme agraire, il n'y a pas de démocratie », et « L'occupation est la seule solution ».

<sup>83</sup> V. GIANNOTTI (idem p.259) écrit qu'il s'agit de « dizaines d'exploitations agricoles » dans les Etats de « São Paulo, Rio de Janeiro, Sergipe, Santa Catarina, Rio Grande do Sul et Goiás ».

<sup>84</sup> Il s'agit d'une pratique courante au Brésil, connue sous le nom de « *grilagem* ». Le « *grileiro* » est une personne, physique ou morale, qui falsifie des documents pour prendre possession de « *terras devolutas* », des terres en friche de propriété publique n'ayant jamais appartenu à des particuliers. La pratique du « *grilagem* » concerne aussi la vente de terres appartenant aux pouvoirs publics, ou de terres privées avec falsification de titres de propriété des biens concernées.

démocratique ruraliste)<sup>85</sup>, fondée par des propriétaires fonciers pour empêcher la réforme agraire et financer des actions armées contre les sans-terre<sup>86</sup>.

Alors que, dans les premières années de la décennie, se sont multipliés les phénomènes d'auto-organisation ouvrière notamment avec les commissions d'usine et les CIPAs, au point que beaucoup d'entre elles « possédaient leur propre journal destiné à informer et à former politiquement les travailleurs [et qu'étaient ainsi dispensés] des cours de formation politico-syndicale pour les travailleurs, [tout en] les mobilisant pour participer aux luttes générales de leur catégorie professionnelle : grèves, manifestations, piquets de grèves et congrès »<sup>87</sup>, l'année 1985 voit une offensive patronale visant systématiquement à détruire ces organisations de base. Très vraisemblablement, le patronat veut profiter du net recul de la conflictualité dans les entreprises à ce moment pour marquer des points dans ce domaine et se débarrasser d'entités informelles qui remettent concrètement en cause son pouvoir.

Dans l'industrie, la CSN de Volta Redonda continue à être un bastion de la contestation ouvrière, et en mai 1986, l'armée envahit l'usine pour intimider les travailleurs pendant leur campagne salariale annuelle.

Ce sont surtout les événements qui se déroulent à Brasilia à la fin 1986 qui marquent le début d'une remontée de la combativité populaire en milieu urbain. Le 27 novembre, après les élections gagnées par Sarney, une manifestation organisée par la CUT contre la perte du pouvoir d'achat orchestrée par le gouvernement fait l'objet d'une répression violente, qui va jusqu'à la mise en application de l'Etat d'urgence dans la capitale fédérale. Cette situation débouche sur des émeutes, avec des déprédations populaires contre des banques et l'incendie de cars de l'armée, de véhicules de police et de voitures officielles.

## **2°) Le PT au début de la présidence Sarney**

### **a) Les élections municipales de 1985**

Le 15 novembre 1985, se tiennent les premières élections réalisées sous l'égide de la *Nova República* et la présidence de José Sarney. Il s'agit d'élire les maires (*prefeitos*) chargés d'administrer 201 municipes du 1<sup>er</sup> janvier 1986 au 31 décembre 1988<sup>88</sup>. Les villes concernées sont les capitales des Etats et les municipes de ce que la dictature avait appelé les « Zones de sécurité nationale », où l'élection des maires n'avait pas eu lieu en 1982. Pour le PT, la question est de faire oublier les mauvais résultats de 1982 et de montrer sa capacité à mener une campagne électorale de façon efficace<sup>89</sup>.

---

<sup>85</sup> UDR : União Democrática Ruralista

<sup>86</sup> V. GIANNOTTI (idem, p. 258) note que « les assassinats de paysans augmentent d'année en année. En 1985, selon la CPT, ce sont 296 leaders paysans qui sont assassinés ». Plus loin, et pour l'année 1986, il cite les noms de leaders paysans assassinés : le père Josimo Moraes Tavares, coordinateur de la CPT, dans le Maranhão ; Margarida Maria Alves, présidente du syndicat des travailleurs ruraux de Alagoa Grande (Paraíba) ; dans le Goiás, Nativo da Natividade, président du syndicat rural de Carmo do Rio Verde (idem, p.260).

<sup>87</sup> Idem, p.258.

<sup>88</sup> Suite à un texte voté au parlement en mai-juin de cette même année, cette élection se réalise au suffrage direct d'un peu moins de 18 millions d'électeurs. La campagne s'est déroulée avec un large accès aux moyens de communication.

<sup>89</sup> Comme l'écrit M. KECK (op. cit. p. 180), ces élections « étaient considérées par presque tout le monde comme un test grandeur nature de la viabilité du PT sur le plan organisationnel ».



Ce scrutin débouche sur une nette victoire du PMDB au pouvoir, qui gagne 127 villes dont 19 capitales. Mais le gouvernement subit une défaite à Rio de Janeiro et à Porto Alegre, où ce sont des candidats du PDT de Leonel Brizola qui l'emportent. Pour le PT les résultats sont bons<sup>90</sup> et font largement oublier ceux de 1982. Le parti gagne sa première capitale, Fortaleza (CE), cinquième ville du pays, avec Maria Luiza Fontenele<sup>91</sup> et rate de peu la mairie de Goiânia (GO) (dans un contexte de fraude très probable). Il est second à Vitória (ES) et Aracaju (SE) ; et troisième, avec près de 20% des suffrages à São Paulo<sup>92</sup>, remportée par Jânio Quadros (PTB). La capitale pauliste représente une défaite pour le gouvernement, car c'est un « poids lourd » du PMDB, le principal parti gouvernemental, qui est battu. Le PT est aussi en 3<sup>e</sup> position à Porto Alegre avec plus de 11% des voix ou à Santarém (PA) avec plus de 10%.

Si l'on compare les résultats de l'élection des assemblées municipales de 1982 avec l'élection des maires dans les mêmes villes en 1985, la progression du PT est fulgurante par endroits<sup>93</sup>. Ces élections ont aussi pour effet de rééquilibrer en partie le poids des différentes régions dans l'électorat national du PT. Ainsi, le *Sudeste*, qui pesait 88,8% de l'électorat pétiste en 1982 (dont 71,3% pour le seul São Paulo), n'en représente « plus que » 66,2% en 1985<sup>94</sup>. Ce scrutin révèle une première étape dans la diffusion nationale des idées pétistes. Pour M. Gadotti et O. Pereira, cette élection démontre que le PT « *n'est pas un phénomène circonscrit à l'ABCD pauliste, ou à un parti 'en bleu de travail', une image que beaucoup d'adversaires ont toujours voulu faire passer dans l'opinion publique* »<sup>95</sup>.

Pourquoi ces bons résultats et ce début d'implantation électorale nationale du PT ? A n'en pas douter, le PT et ses militants ont déjà été vus à l'œuvre : l'immersion du parti dans la mobilisation massive des '*Diretas Já*' et son attitude ferme lui ont apporté des suffrages. M. Keck évoque deux autres points qui, selon elle, contribuent à cette avancée électorale. En premier lieu, le PT « *a utilisé les moyens de communication de masse d'une façon plus efficace qu'en 1982, et son style pendant la campagne de 1985 est devenu le prototype des campagnes suivantes* »<sup>96</sup>. Cet auteur pense, en second lieu, que la campagne de 1985 a beaucoup mieux su s'adresser aux classes moyennes que celle de 1982 : elle constate « *la*

<sup>90</sup> M. KECK (op. cit. p. 181) note qu' « *à une exception près, le parti présentait des candidats dans toutes les capitales et a remporté plus de 5% des suffrages dans 12 d'entre elles (et plus de 3% dans deux autres)* ».

<sup>91</sup> L'élue est passée par un groupe de gauche dans le PT, le PRC, puis par une scission de celui-ci, le PRO (Parti révolutionnaire ouvrier). M.L. Fontenele a été militante du mouvement lycéen et de la Jeunesse étudiante catholique. Tout en suivant les cours de Service social de l'université du Ceará, dans les années soixante, elle a effectué un travail social à Pirambu, quartier pauvre de Fortaleza. Plus tard, après être devenue professeure à l'Université d'Etat du Ceará et avoir obtenu, aux Etats-Unis, un master de sociologie pendant les années de la dictature, elle a participé au Mouvement pour l'amnistie, et a été élue députée de l'Etat du Ceará pour le MDB en 1979, puis réélue pour le PMDB en 1983.

<sup>92</sup> Pour L. Secco, le PT n'y a pas réussi à combattre le « vote utile » et son score est resté loin de celui du PMDB ; mais les intentions de vote pétistes, en faveur d'E. Suplicy avaient déjà augmenté de 10,7% en mars à 18,4% en mai. Le « vote utile », c'est ici l'idée, brandie par le candidat du PMDB et, de fait, assez efficace, que le seul rempart contre l'anticommuniste Jânio Quadros, c'est le vote pour son candidat, FHC.

<sup>93</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op.cit. p. 251-252) notent que sur cette base, on passe, de 1982 et 1985, de 1,7% à 26,4% à Vitória ; de 0,9% à 35% à Fortaleza ; de 1% à 40,2% à Goiânia, de 0,8% à 15,4% à Aracaju ; et de 0,03% à 11,3% à Porto Alegre.

<sup>94</sup> Chiffres donnés par M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 252-253), qui, sur la même base que précédemment, mais pour l'ensemble des municipes concernés par l'élection de 1985, indiquent que le *Norte* passe de 2,0% à 4,8% de l'électorat pétiste national, le *Sul* de 4,2% à 6,1% ; le *Centro-Oeste* de 1,0% à 7,1% ; et le *Nordeste* de 4,0% à 15,8%.

<sup>95</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 253).

<sup>96</sup> M. KECK (op. cit. p. 181). Elle cite d'ailleurs Lula dans une interview donnée par le leader pétiste après ces élections. Ce dernier déclare : « *Nous avons appris que c'est une chose de parler dans un meeting pour motiver les militants, mais que c'est une autre chose de parler à la TV pour une maîtresse de maison qu'il faut convaincre. Et on ne la convainc pas si on ne l'oblige pas à continuer à suivre l'émission* ».

*prédominance des candidats [du PT issus] de la classe moyenne. Dans les cinq villes où le parti s'en est le mieux sorti, les candidats étaient des professions libérales »<sup>97</sup> ; elle note aussi que le discours du PT évolue vers une thématique et une tonalité moins classistes, plus attentives aux classes moyennes. Cette combinaison d'un registre plus tourné vers les classes moyennes, et d'une certaine percée électorale, au moins dans des grandes villes, offre au PT la possibilité de s'adresser à davantage d'électeurs insatisfaits de la politique du PMDB et de la *Nova República*. Les problèmes socio-économiques ne cessant de s'aggraver, le parti se rend compte que l'équipe au pouvoir court à l'échec, et selon M. Keck, l'idée se renforce, au sommet du PT, « *que cela implique d'attribuer davantage d'importance à la politique électorale, ainsi qu'aux politiciens qui se trouvent à l'intérieur du parti* »<sup>98</sup>. Jusqu'alors, l'idée de former des alliances électorales avec d'autres partis était rejetée par le PT, notamment parce que vu les rapports de forces dans les urnes, cela signifiait pratiquement toujours, pour le PT, soutenir des candidats d'autres partis. Vu cette plus forte crédibilité électorale pétiste, la situation change : le PT pourrait envisager des alliances dans un meilleur rapport de forces. M. Keck en conclut : « *même si les leaders du parti continuaient à affirmer que le PT présenterait ses propres candidats aux élections, la discussion à propos de coalitions cessa d'être un tabou* »<sup>99</sup>.*

Si l'on intègre tous ces éléments, on saisit que les élections de 1985, de façon encore difficilement perceptible, commencent à faire évoluer la pensée du noyau dirigeant du PT dans le domaine électoral. A partir de 1985, les élections et les résultats qui en sont attendus acquièrent plus d'importance dans les choix stratégiques du parti. C'est un élément, peut-être pas encore de rupture, mais au moins de distanciation par rapport aux considérations prévalant à la naissance et dans les premières années du PT, sur la question des rapports entre parti pour les mobilisations sociales et parti pour les élections ; entre parti-mouvement et parti pour la politique institutionnelle. A l'intérieur du PT, cette question fait débat et divise. Il n'existe pas encore une fracture ouverte au sein du parti, mais on relève des divergences réelles sur ce point, et la presse s'en empare, attribuant les sobriquets de « *chiites* » et de « *light* » à deux sous-ensembles qu'elle décèle dans le parti. Les « *chiites* » appartiennent essentiellement à la gauche d'obédience trotskyste ou autres ; le PT « *light* », c'est plutôt l'Articulation, incarnée surtout par Lula. Avec des termes pareillement connotés, on saisit vite pour qui les médias concernés ont le plus de sympathie, ou plutôt le moins d'antipathie<sup>100</sup>.

## **b) La 4<sup>e</sup> Rencontre nationale du PT**

La 4<sup>e</sup> RN se tient du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 1986 dans la ville de São Paulo, et regroupe 334 délégués dont 326 votants, représentant 24 États et un Territoire fédéral, et environ 350 000 adhérents, même si « *on estime que ce sont entre 15 et 20% des membres du PT qui y ont participé, au moins en votant lors de l'élection des délégués au niveau des municipes ou des*

---

<sup>97</sup> M. KECK (op.cit. p. 181). Elle ajoute, juste après : « *après la campagne, les dirigeants du PT ont insisté sur l'importance de mélanger les candidats d'origine ouvrière avec d'autres, de la classe moyenne* » ; et conclut : « *l'idée que le travailleur devrait voter pour un travailleur, bien qu'encore considérée comme importante, n'excluait déjà plus un appel à ceux qui, probablement, ne voteraient pas pour un travailleur* ».

<sup>98</sup> M. KECK (op. cit. p. 183).

<sup>99</sup> Idem.

<sup>100</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op.cit. p. 274-275) ajoute que pour les premiers, « *le PT devait avoir les caractéristiques d'un parti classiste, socialiste et révolutionnaire, excluant la collaboration de classe, la social-démocratie et la voie démocratique (institutionnelle) au socialisme* », tandis que les seconds défendaient « *l'élargissement des bases et de l'électorat du PT – impliquant la révision de son programme et de ses objectifs – [...] et voyaient comme plus évident le processus de négociation politique, quand pourraient survenir des coalitions, des gains et des pertes* ».

*districts des grandes villes* »<sup>101</sup>. Les débats et résolutions portent sur plusieurs sujets, et en particulier : la ligne syndicale du parti ; un document électoral de base, définissant, pour les élections de novembre 1986, à la fois une plateforme politique, une méthode pour choisir les candidatures, des recommandations pour la campagne à venir, et l'encadrement politique des mandats donnés aux candidats ; un plan global d'action et d'organisation du parti jusqu'à 1988 inclus ; les recours présentés par les structures du parti en matière électorale<sup>102</sup> ; la question de la participation à l'Assemblée Constituante, vue comme une priorité du parti et devant être suivie directement par le DN.

La 4<sup>e</sup> RN débat du socialisme et du chemin pour y parvenir, et si la majorité du PT ne considère pas le parti comme marxiste, le marxisme doit être, selon les rapporteurs majoritaires, employé « *comme instrument d'analyse* »<sup>103</sup>. Nous reviendrons sur ce texte dans la 5<sup>e</sup> partie de ce travail. Deux listes se confrontent pour la composition du DN : l'une, intitulée « *Articulation pour une proposition démocratique, de masse et socialiste pour le PT* » est conduite par Olívio Dutra et remporte 226 suffrages, soit 72,2% des voix ; l'autre, intitulée « *Alternative ouvrière et populaire* », menée par Raúl Pont, regroupe la plus grande partie de la gauche du PT et obtient 87 votes, soit 27,8%. Il y a 7 votes blancs et 6 nuls.

Remarquons que l'organe de presse *Em Tempo*, où s'exprime la DS – groupe de Raúl Pont – se félicite, pour l'essentiel, de la tournure de cette rencontre. On peut y lire qu'elle a « *marqué des progrès importants du parti, de nouveaux pas dans sa consolidation, dans l'élaboration de ses positions politiques* »<sup>104</sup>. En particulier, le texte qui parle de la construction du socialisme, selon les auteurs de cet article, « *confirme pour l'essentiel les avancées sur ce thème qui avaient déjà été approuvées* » auparavant, ajoutant même : « *Il s'agit d'un pas important dans la consolidation du PT dans un sens révolutionnaire, de son affirmation comme parti de classe* ». On note aussi que la critique exprimée par la DS porte bien davantage sur les questions de fonctionnement du parti que sur les choix stratégiques et programmatiques : « *les problèmes les plus importants ne se situent pas tant dans les positions politiques générales qu'il adopte, mais concernent plutôt les questions de fonctionnement du parti. Sur ces derniers points, les orientations sont encore mal définies, donnant ainsi un parti trop peu organisé de façon militante et donc toujours sensible au risque d'une déviation parlementariste* »<sup>105</sup>. *Em Tempo*, se félicitant de ce qu'il y aurait « *déjà des points d'accord assez importants* »<sup>106</sup> entre la majorité et la minorité du parti, s'insurge contre « *l'absurdité de l'exclusion* »<sup>107</sup> de la liste minoritaire de l'exécutif du parti.

### **c) Les scrutins de novembre 1986**

C'est à nouveau un 15 novembre que se tiennent des élections générales mobilisant près de 60 millions d'électeurs. Pour la première fois dans l'histoire, le District Fédéral (Brasilia) élit sa représentation politique. Surtout, il faut noter que les élus vont siéger en Assemblée Constituante, et être ainsi responsables de l'élaboration de la constitution de

<sup>101</sup> Selon le compte-rendu de la revue *Inprecor*, N°223 du 7 juillet 1986, p. 8.

<sup>102</sup> Notamment les recours présentés par le PT des Etats de Pernambuco et de Bahia qui contestent la décision de la RN. Nous en parlons davantage un peu plus loin.

<sup>103</sup> Selon le compte-rendu d'*Inprecor* (N°223 du 7 juillet 1986, p. 8), qui commente cela en disant que c'est une « *formule de référence qui est acceptée par tous, même par les très nombreux membres qui sont liés à l'Eglise catholique* ».

<sup>104</sup> *Em Tempo*, N°209, de juin 1986. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>105</sup> *Inprecor*, idem, p. 9.

<sup>106</sup> *Em Tempo*, N°209, de juin 1986.

<sup>107</sup> Idem.

1988. Cette élection est donc sans doute la plus importante de la série 1982, 1985, 1986, mais malgré les critiques faites par le PT, le scrutin se déroule dans le cadre d'élections générales. L'élection de l'Assemblée Constituante est donc quelque peu noyée au milieu de scrutins destinés à élire notamment des gouverneurs dans les Etats (par conséquent sur un registre plus personnel, voire favorisant le clientélisme)<sup>108</sup>.

La campagne se déroule dans un cadre défavorable pour le PT, pendant la phase euphorique qui suit le Plan Cruzado – une euphorie qui ne durera pas, et qui va commencer à se retourner en son contraire juste après ces élections, une fois l'Assemblée Constituante mise en place. La bourgeoisie semble d'ailleurs juger impossible, pendant la campagne, que le PT puisse obtenir un nombre significatif de députés en 1986, à la Constituante et aux assemblées d'Etats, vu sa position d'opposition à ce Plan, encore très populaire à ce moment. Néanmoins, le PT, depuis deux ou trois ans en particulier, est devenu plus gênant pour les élites, après son rôle dans la campagne '*Diretas Já*', et ses bons résultats électoraux en 1985. Comme l'écrivent M. Gadotti et O. Pereira, « *après avoir représenté un tracas sur le seul plan rhétorique, à partir de maintenant le PT devient un tracas politique de fait, encombrant les voies empruntées par les élites de droite, du centre et du centre-gauche [...] Le PT croissait et s'organisait, encore plus en lien avec les mouvements syndicaux et populaires* »<sup>109</sup>. C'est sans doute cette situation qui est à l'origine de l'absence totale de scrupules de la part des élites et des médias qu'elles contrôlent pour déstabiliser le PT en 1986<sup>110</sup>. En avril, on cherche à faire croire à l'implication du PT en tant que parti dans l'attaque d'une agence bancaire à Salvador<sup>111</sup> ; en juillet, la Police militaire tue deux jeunes ouvriers agricoles à Leme (SP) et veut incriminer des militants, des candidats et des parlementaires du PT comme assassins<sup>112</sup> ; toute cette année, les grands médias se déchainent contre la municipalité pédiste de Fortaleza. Et la population croit largement à la propagande de la droite à ce moment-là.

Regardons de plus près ce que représentent ces scrutins pour le PT, en commençant par comprendre les choix électoraux faits lors de la 4<sup>e</sup> RN. Pour L. Secco, en 1985-1986, le PT « *continue à être peu enclin à faire des alliances* ». Il en veut pour preuve le fait que la 4<sup>e</sup> RN « *a interdit aux Directoires régionaux de Bahia et de Pernambouc de soutenir les candidats du PMDB Waldir Pires et Miguel Arraes aux élections [de novembre 1986]* »<sup>113</sup>.

---

<sup>108</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 252) remarquent à ce sujet que ces circonstances « *peuvent avoir neutralisé en partie le sens politique incontestable du processus constituant, en détournant l'attention du peuple vers les scrutins dans les Etats, au détriment de la concentration de forces pour la conquête de revendications populaires dans la constitution* ».

<sup>109</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 253).

<sup>110</sup> Cf. W. POMAR (op. cit. p. 29).

<sup>111</sup> En fait, il s'agit d'une histoire qui a bien embarrassé le PT, absolument pas impliqué en tant que tel. Mais certains militants d'une organisation de gauche intégrante du PT, le PCBR, ont tenté de s'attaquer à une agence du Banco do Brasil à Salvador (BA). Ils se sont fait intercepter et arrêter par la police, et condamner selon le code pénal brésilien. Il s'agissait selon ces militants de récupérer des fonds pour aider financièrement la Révolution sandiniste du Nicaragua. Mais les médias et la droite n'ont pas manqué d'attaquer le PT en tant que tel... même si le parti a condamné cette action et a exclus les militants impliqués.

<sup>112</sup> Les suites de l'enquête montreront que c'est la police qui les avait assassinés. Mais comme le notent M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 256), « *les résultats de l'enquête sur ces faits n'arriveront que tardivement à l'opinion publique, bien après le déclenchement des effets sociaux espérés par les adversaires [du PT] et après que l'affaire se soit refroidie* ».

<sup>113</sup> L. SECCO (op.cit. p. 118). L'historien fait également l'analyse suivante : « *cette phase d'isolement était d'une nature externe qui se réalisait à travers les contradictions internes entre les tendances. Ainsi, l'hégémonie du PMDB dans la campagne des 'Diretas' a mis le PT sur la défensive, mais en interne, cela lui a permis de se consacrer à son organisation et au débat stratégique (...)* Ce que le PT a recherché dans la seconde moitié des années 1980, c'est de créer pour lui-même un espace propre dans la société civile, même au prix de la solitude au plan politique. Ce choix, fait par ses dirigeants, a

C'est surtout la base du PT qui rejette des politiciens en qui elle n'a pas confiance<sup>114</sup>. Le texte approuvé par les délégués exprime à la fois l'idée que, pour aller vers le socialisme, « *des alliances et des accords seront nécessaires, et indispensables, entre l'ensemble hétérogène de forces politiques et sociales qui agissent au sein de la classe travaillieuse* »<sup>115</sup>, mais aussi le principe selon lequel il est « *impossible de supposer des alliances stratégiques avec la bourgeoisie et avec les forces politiques qui soutiennent la domination et l'hégémonie de la classe bourgeoise et la perpétuation du système capitaliste* »<sup>116</sup>. En 1986, la seule alliance électorale importante réalisée par le PT concerne Rio de Janeiro, avec la candidature de Fernando Gabeira, du Parti Vert. Il s'agit donc alors d'un PT qui, très majoritairement, se méfie d'alliances avec des forces ou des politiciens considérés comme douteux. Son orientation, assez solitaire, d'opposition totale à Sarney et au Plan Cruzado confirme que l'idée qui prédomine au PT est qu'à choisir, il vaut mieux défendre seul une position combative, que d'emprunter une voie plus opportuniste pour se faire des alliés, surtout si c'est pour se retrouver à la remorque de ces derniers.

Le 15 novembre 1986, l'euphorie pro-gouvernementale liée au Plan Cruzado, et les coups bas contre le PT portés par la droite et ses médias conduisent à une victoire presque totale du PMDB, principal parti du gouvernement, et à des résultats du PT plutôt faibles, en tout cas jugés insuffisants par sa direction et ses militants. Le PMDB fait élire 22 gouverneurs d'Etat sur 23. La majorité des sénateurs élus sont pour le PMDB, ainsi que 260 des 487 députés fédéraux et la plus grande partie des 953 députés des Etats. Son allié, le PFL, obtient aussi de bons résultats, avec 1 gouverneur, 6 sénateurs et 118 députés fédéraux. C'est donc une assemblée très majoritairement située à droite et au centre droit qui va écrire la nouvelle constitution.

Pour le PT, les élections de gouverneurs, de sénateurs, et de députés des Etats voient un doublement approximatif en voix par rapport à 1982 (6,2% des suffrages exprimés de tout le pays contre 3,1% en 1982)<sup>117</sup>, et l'implantation nationale du PT se confirme lentement, comme le montre le tableau 3 (ci-dessous). On voit que la part du *Sudeste* dans l'électorat pétiste reste très prédominante en 1986. Pour le *Norte*, c'est mauvais, la région retombant presque au niveau de 1982. Pour le *Nordeste*, c'est un peu mieux, malgré un net recul par rapport à 1985. Le *Centro-Oeste* garde approximativement le poids acquis en 1985. Mais celui du *Sul* progresse nettement. M. Gadotti et O. Pereira étudient les résultats et leur évolution dans chaque région et au niveau de chaque Etat<sup>118</sup>. Dans le *Norte*, l'Acre, exception positive en 1982, recule nettement en 1986. Aucun Etat nordestin ne recule ou ne stagne, et ce sont les Etats de SE et PI qui progressent le plus. Dans le *Centro-Oeste*, le DF, qui votait pour la première fois, donne 6% au PT. Dans le *Sul*, l'Etat le plus pétiste est le RS, où le PT a 5% des suffrages (1,1% en 1982). Celui du SC est à 4%, et le PR à 3%. Le PT obtient 10%

---

*renforcé son identité externe comme groupe d'opposition sociale. Ainsi, se développaient le nombre de ses sympathisants et sa présence dans les mouvements sociaux* » (p. 118-119).

<sup>114</sup> *Inprecor* (N°223 du 7 juillet 1986, p. 9) raconte que, dans ces deux Etats, « *les conférences régionales avaient décidé d'appuyer pour ces élections [ces] candidats 'bourgeois-populaires' et de gauche, anciennement exilés sous la dictature. L'écrasante majorité des délégués du congrès national a voté contre une telle politique, qui devra donc être localement rectifiée* ». *Inprecor* est une revue du SU de la IV<sup>e</sup> Internationale, et ce compte-rendu reprend en partie l'article écrit dans *Em Tempo*, le journal de la DS, section brésilienne de ce courant, présent dans le PT.

<sup>115</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...*(op. cit. p.253).

<sup>116</sup> *Idem*.

<sup>117</sup> Près de 3 millions (5,8% du total national, contre 3,3% en 1982) pour les gouverneurs; près de 3,2 millions pour les sénateurs (5,6% du total national, contre 3,2% en 1982) et 3,5 millions pour les députés des Etats (6,2% du total national, contre 3% en 1982). Source : M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 263).

<sup>118</sup> *Idem*, p.260-264.

des voix du *Sudeste*, et il y atteint 13% dans le SP (9% en 1982), il progresse beaucoup dans l'ES (9% contre 1,2%), et il double ses voix dans les Etats de RJ et MG.

Tableau 3 : Ventilation des suffrages obtenus par le PT entre les régions : 1982-1985-1986

REGIONS	ANNEES DES ELECTIONS		
	1982	1985	1986
NORTE	2,0	4,8	2,4
NORDESTE	4,0	15,8	9,1
CENTRO-OESTE	1,0	7,1	7,8
SUDESTE	88,8	66,2	66,7
SUL	4,2	6,1	13,6
Total	100,0	100,0	100,0

Source : M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 260), à partir du DN du PT

A São Paulo, c'est le PMDB Orestes Quercia qui est élu gouverneur, suivi d'Antônio Ermírio de Moraes (un grand patron soutenu par trois partis de droite, le PTB, le PL et PSC) et Paulo Maluf (PDS) aux seconde et troisième places. E. Suplicy ne termine qu'en 4<sup>e</sup> position, avec 11% des voix. Sa campagne ne prend pas<sup>119</sup>, contrairement à ce qu'on pouvait espérer vu l'année précédente, et même si les premiers sondages le donnaient en tête. Mais le combat contre ce dernier a concentré les foudres et les coups souvent bas de ses adversaires représentant les élites locales. Pour M. Gadotti et O. Pereira, du point de vue des élites, « *que le PT fasse élire un maire dans une capitale de Nordeste, passe encore ! Mais faire élire un gouverneur dans la principale machine économique du pays, là ça serait vraiment trop !* »<sup>120</sup>.

L'ensemble de ces élections en termes de nombre d'élus est moyen pour le PT, comme le montre le tableau 4 (ci-dessous). Il n'obtient aucun gouverneur et aucun sénateur.

Avant ces élections, il restait 5 élus pétistes à la Chambre des Députés<sup>121</sup>. Le score du PT à ce scrutin est d'environ 7% des suffrages au plan national mais le PT ne gagne que 16 députés fédéraux constituants (soit 3,28% des 487 sièges)<sup>122</sup>. Malgré ce petit nombre, l'un des sujets de satisfaction pour le PT est que Lula, pour sa première élection à cette fonction, est le député fédéral qui obtient le plus grand nombre de voix (avec 651 763 voix). Parmi les élus, le *Sudeste* se taille toujours la part du lion, mais pour la première fois, le parti a des élus au Congrès originaires des Etats de RS (Olívio Dutra et Paulo Paím) et d'ES (Vitor

<sup>119</sup> Notons aussi que le féminisme pétiste apparaît alors à São Paulo, dans un style qui fait grincer des dents. Dans notre interview, R. Santa Cruz précise que cette campagne a eu certains effets sociaux, et a donné lieu à des débats agités dans le PT, « *avec de nombreuses femmes se séparant de leur mari, les femmes des usines. Et il commençait aussi à y avoir de nombreux contacts avec les femmes de la classe moyenne [...] Il commençait à y avoir des querelles au sein de la famille, du fait du machisme, etc. [et cela] a provoqué de nombreuses polémiques dans le PT. Je me souviens que la majorité des camarades me disaient : 'camarade, j'aime beaucoup ta campagne, ma femme va voter pour toi, ma sœur aussi, mais les hommes, jamais !* ». Elle ajoute que ce combat, « *au sein du parti, a été difficile* ». Mais il y avait quand même des hommes pour soutenir son combat et son style : elle rappelle un tract pour le sociologue pétiste Florestan Fernandes qui « *disait : 'sans féminisme, il n'y a pas de socialisme !' Cela a été une avancée, qu'ils inscrivent ça, parce que la lutte initiale du PT était très économiste et syndicaliste* ».

<sup>120</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 256).

<sup>121</sup> Il y en avait initialement 8, mais après l'exclusion du PT d'Airton Soares, Bete Mendes et José Eudes, il restait 5 députés pétistes au niveau fédéral. Les élections de 1986 font donc plus que tripler le nombre de ses représentants à ce niveau.

<sup>122</sup> Le mode de représentation (par Etat et à la plus forte moyenne) fait que de nombreux « restes » ne vont pas dans l'escarcelle du PT et le privent de beaucoup d'élus, favorisant d'autres partis (PMDB, PDS et PFL principalement). Une représentation proportionnelle sur une base nationale, et au plus fort reste aurait donné 34 députés au PT.

Buaiz)<sup>123</sup>. Ces élus sont majoritairement des syndicalistes (3 de la métallurgie, 2 du secteur bancaire, 1 enseignant) ou des militants de mouvements populaires (3 nettement dans ce cas). 6 élus ont un profil plus intellectuel (même s'ils agissent aussi sur le terrain).

Tableau 4: Les élus pétistes en 1986

- **16 députés fédéraux** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 14 dans la région *Sudeste* (8 SP, 3 MG, 2 RJ et 1 ES) ;
  - 2 dans la région *Sul* (2 RS) ;
- **35 députés dans les Etats fédérés** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 19 dans la région *Sudeste* (10 SP, 3 RJ, 5 MG et 1 ES) ;
  - 6 dans la région *Sul* (4 RS, 1 SC et 1 PR) ;
  - 5 dans la région *Nordeste*  
(1 BA, 2 CE, 2 SE) ;
  - 3 dans la région *Norte* (2 PA, 1 RO) ;
  - 2 dans la région *Centro-Oeste* (2 GO)

Source : TSE (Tribunal supérieur électoral)

Le PT obtient 35 élus dans les Assemblées législatives des Etats contre 13 auparavant. Certains de ces députés sont bien connus, comme fondateurs du parti (par exemple José Cicote) et/ou représentants nationaux de tendances du PT (comme Ivan Valente), ou encore pour d'autres raisons (comme Luiza Erundina, qui sera maire de São Paulo). D'autres seront appelés à jouer un rôle important dans le PT dans les années suivantes (José Dirceu, Sandra Starling...). Certains ont déjà été élus, mais pour la plupart, il s'agit d'un premier mandat. On note des syndicalistes (métallurgie, banques, enseignants...), des militants d'organisations populaires, des intellectuels ; une forte présence d'universitaires et de professions libérales (avocats, médecins, journalistes, architectes...), catégories plus fortes proportionnellement que la base du parti ; et aussi un petit nombre d'élus issus de zones rurales.

### **Section 3 : Le PT à l'Assemblée Constituante**

La question de l'Assemblée Constituante occupe une grande part des activités du PT entre 1985 et 1988. Il définit les principes d'une constitution telle qu'il la souhaite, tout en rejetant le projet de l'élite au pouvoir. Au parlement, le PT doit se positionner sur l'ensemble des questions politiques abordées dans les débats. La RNE en janvier 1985<sup>124</sup>, et surtout la 4<sup>e</sup> RN de mai-juin 1986 ont fait de la Constituante l'un des principaux thèmes discutés dans le parti, un thème auquel il a consacré beaucoup d'énergie.

#### **1°) Participer ou pas? Pour quoi faire ?**

<sup>123</sup> Les élus pétistes à l'Assemblée Constituante proviennent de 5 Etats : SP, MG, RJ, ES et RS.

<sup>124</sup> RNE : Rencontre nationale extraordinaire du PT. Celle-ci se tenait les 12-13 janvier 1985, à deux jours de l'élection de Tancredo Neves et Sarney par le Collège Electoral, rencontre hors calendrier du PT, destinée à prendre des décisions sur le Collège électoral, et connue pour l'exclusion des 3 députés pétistes qui ont décidé de siéger à ce dernier, contre la volonté du parti (point que nous avons évoqué plus haut).

Dès 1985, le PT déclare son opposition au projet constitutionnel de l'Alliance Démocratique au pouvoir<sup>125</sup>. Mais il veut aussi lutter à l'intérieur de la Constituante pour des avancées démocratiques et sociales, en lien avec les mouvements sociaux<sup>126</sup>. Il ressort tactiquement sa plateforme en 10 points de la campagne '*Diretas Já*'<sup>127</sup>.

### a) Les principes devant présider à l'Assemblée constituante selon le PT

Que veut et que refuse le PT en matière de Constituante ? Un texte de juillet 1985<sup>128</sup> définit les points que le PT refuse dans la logique constituante du pouvoir et contre lesquels il va se battre. Il présente sa propre proposition constitutionnelle, qui obtient le nombre requis de parlementaires pour être débattue au Congrès. Le PT insiste sur les différences importantes entre sa proposition et celle de Sarney<sup>129</sup>. Dans le texte pétiste, on retrouve notamment les éléments suivants : une élection pour une assemblée nationale spécifiquement constituante et le refus d'élections concomitantes, en particulier celles de gouverneurs, scrutins beaucoup plus personnalisés, donnant souvent lieu à des pratiques clientélistes – un mélange, donc, de nature à diluer les enjeux constitutionnels ; le choix d'une chambre unicamérale (le congrès proposé par Sarney est composé du Sénat et de la Chambre des Députés) ; la demande d'une convocation dès le 1<sup>er</sup> mars 1986 et d'une assemblée devant siéger dès le 21 avril, élue par tous les citoyens de plus de 18 ans<sup>130</sup> ; l'exigence de conditions justes d'accès aux médias<sup>131</sup>. Le PT exige « *des élections dans tous les municipes, pour la composition de commissions consultatives municipales, chargées de formuler, dans les 90 jours, des suggestions pour l'élaboration de la nouvelle Constitution* »<sup>132</sup>. Le projet du PT revient enfin sur la nécessité d'abroger toutes les lois répressives<sup>133</sup>. Ajoutons un texte écrit quelques mois plus tard par José Genoíno, alors un dirigeant de l'aile gauche du parti, qui condamne « *la loi d'amnistie qui garantit l'impunité des tortionnaires* »<sup>134</sup>. Le projet alternatif présenté par le PT a bien été discuté à l'assemblée. Mais les résultats du vote sur l'amendement pétiste au projet gouvernemental, et basé sur

---

<sup>125</sup> La résolution de la RNE du 12-13 janvier 1985 (in PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 101) déclare : « *Nous sommes en opposition frontale à la réforme de la Constitution proposée par l'Alliance Démocratique [...] D'un autre côté, nous sommes en désaccord avec les conceptions qui voient la Constituante comme une panacée* ».

<sup>126</sup> Idem, p. 101. On peut notamment lire, dans la résolution de janvier 1985, les éléments tactiques que le PT veut mettre en avant : « *donner le plus de poids possible à la lutte pour les revendications démocratiques concentrées dans les 10 points du PT ; [...] donner le plus de poids possible à la lutte pour des transformations économiques et sociales [...]* ».

<sup>127</sup> Voir chapitre précédent, à propos de la campagne '*Diretas Já*'.

<sup>128</sup> PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 104. Extrait du *Boletim Nacional* du PT N°11, juillet 1985 et intitulé : « *A Constituinte que queremos* » (La Constituante que nous voulons).

<sup>129</sup> Idem. Le PT explique que sa proposition « *diffère radicalement de la convocation faite par le président Sarney lui-même [...] Le PT propose des élections spécifiques pour une Constituante en mars [1986] et n'accepte pas que les sénateurs élus en 1982 et détenant un mandat jusqu'à 1990 soient automatiquement des constituants 'bioniques', comme le prévoit le projet du gouvernement. La proposition de Sarney ne met en avant l'élimination préalable d'aucune des lois d'exception (comme la LSN, la loi sur la presse), pas plus que la constitution de commissions municipales pour discuter de la Constituante, comme le propose le PT* ».

<sup>130</sup> Idem p.104 : Le texte pétiste précise que « *le nombre de représentants à l'Assemblée Nationale Constituante sera calculé proportionnellement au nombre d'électeurs par Etat* » (un élément contraire aux pratiques en vigueur, avec une représentation faussée par un nombre de sénateurs fixe pour chaque Etat, indépendamment de sa population).

<sup>131</sup> Idem. Le texte dit : « *La propagande électorale, à la radio et à la télévision, se fera sur des plages horaires gratuites, réparties également entre tous les partis* ».

<sup>132</sup> Idem, p. 105.

<sup>133</sup> Idem. En particulier : « *la LSN (7170), la Loi sur la Grève (4330), la Loi sur la Presse (5230)* ».

<sup>134</sup> PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 107. Extrait du *Boletim Nacional* du PT N°15, décembre 1985 et intitulé : « *A Constituinte que não queremos* » (La Constituante dont nous ne voulons pas).



son projet alternatif, le 27 novembre 1985, sont insuffisants. J. Genoíno dénonce des irrégularités dans le vote au Sénat<sup>135</sup>.

## b) Pourquoi siéger à la Constituante ?

La 4<sup>e</sup> RN accorde une grande place à la question de la Constituante. Le projet pétiste de Constituante ayant été rejeté, le PT décide quand même de participer à l'élection du futur Congrès constituant, malgré ce qu'il y dénonce comme un déficit démocratique. Il fait même le choix, dès avant les élections de novembre 1986, de mobiliser intensément les parlementaires qu'il va faire élire dans les débats constitutants, afin d'infléchir le plus possible le texte final dans un sens d'avancées démocratiques et sociales, contre la probable majorité conservatrice au Congrès. Le PT compte s'appuyer sur la mobilisation populaire<sup>136</sup> pour intégrer, au sein même du texte constitutionnel, des droits démocratiques et sociaux<sup>137</sup>. Fondamentalement, l'orientation pétiste est de combiner lutte sociale et lutte institutionnelle ; pression sociale extra-parlementaire et travail d'élaboration à l'intérieur de la Constituante<sup>138</sup>. Il veut agir dans une double direction : d'un côté, « *radicaliser la démocratie* » ; de l'autre, « *des transformations économiques et sociales qui conduisent à un changement effectif dans la structure de la société* »<sup>139</sup>. Il s'agit aussi de faire le lien entre l'action du PT à la Constituante et son projet socialiste<sup>140</sup>. Pour le PT, le socialisme n'est pas d'une actualité brûlante, mais le travail constituant est conçu comme une manière d'« *accumuler des forces* »<sup>141</sup> et inclut une dimension propagandiste, concernant le projet socialiste du PT, l'obligeant donc à mieux définir sa vision du socialisme.

Tout en combattant implicitement, pour les raisons déjà mentionnées, l'idée d'un boycott de la Constituante, la résolution avertit d'un double écueil à éviter : d'un côté, les « conceptions constitutionnalistes » ; de l'autre le « doctrinarisme ». Le texte les explicite ainsi : « *les conceptions constitutionnalistes consistent à supposer que la Constitution*

---

<sup>135</sup> Idem. Il donne, comme exemple de fraude, le fait que « *les dirigeants du PMDB à la Chambre et au Congrès ont lancé des appels insistants pour que nous ne dénoncions pas cette fraude, car cela aurait impliqué une importante destruction de l'image de marque du Congrès. Nous n'avons pas accepté une telle argumentation et avons réussi à faire annuler le vote et à le reporter au jour suivant* ».

<sup>136</sup> Cela n'a rien d'évident à ce moment-là, car selon Raúl Pont, un sondage de l'Ibope, en octobre 1986 (environ un mois avant les élections à la Constituante) révélait que 82% de la population brésilienne ignoraient ce qu'était une Constituante (article de Raúl Pont dans *Em Tempo* de novembre 1986, p.2).

<sup>137</sup> On lit ainsi (PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 111) que, prenant l'exemple du droit de grève, « *l'expérience des dernières années de lutte nous montre, aussi, qu'inscrire des droits et des garanties dans la Constitution est une façon de s'assurer que la lutte pour leur mise en œuvre et pour leur réalisation puisse se développer, s'élargir toujours davantage* ». Le texte insiste sur « *la nécessité que les travailleurs interviennent de façon décisive et vigoureuse dans le processus constituant [...] [notamment] pour inclure dans la future constitution beaucoup de leurs conquêtes et de leurs droits* ».

<sup>138</sup> La résolution déclare (idem, p. 112) : « *si nous savons articuler la conquête de droits réels avec la pression du mouvement de masse à travers les grèves et les manifestations de rue, notre intervention dans la Constituante peut être très importante, et, à moyen et long terme, peut amplifier l'accumulation de forces et d'expériences, ce qui jouera un rôle décisif pour l'avancée du mouvement populaire et démocratique* ».

<sup>139</sup> Idem. La résolution cite ainsi « *la réforme urbaine et la réforme agraire, les questions de l'éducation publique, la socialisation de la médecine, l'étatisation des banques et de l'industrie pharmaceutique, et aussi, des mesures destinées à garantir une distribution effective de revenus* ».

<sup>140</sup> Donnant tort à certains qui nient aujourd'hui que le PT ait un jour tenu un discours anticapitaliste, la résolution déclare que la Constituante donne « *l'opportunité de montrer le caractère qualitativement supérieur du socialisme pour ce qui est des solutions aux grands problèmes de la société brésilienne. En d'autres termes, il revient au PT de montrer que nous sommes pour le socialisme parce que nous sommes contre le capitalisme* ». Idem, p. 114.

<sup>141</sup> Idem. Le parti déclare vouloir « *avancer en direction de conquêtes sociales, économiques et démocratiques qui, s'il est vrai qu'elles ne sont pas encore le socialisme, montrent sa direction, préparent le chemin, et même, sont fondamentales pour l'accumulation de forces qu'il est nécessaire d'obtenir pour sa construction [du socialisme]* ».

*permettra, par elle-même, la conquête des changements nécessaires, en ignorant ses limites, et l'hégémonie de la bourgeoisie qu'elle subira, et qui doit être brisée. Le doctrinarisme consiste à affirmer que la Constituante ne résout rien, et que nous devons donc seulement la dénoncer, en ignorant le rôle qu'elle peut jouer dans la mobilisation des masses* ». La participation à la Constituante est largement consensuelle dans le parti<sup>142</sup>. Cela étant défini comme une priorité, le Directoire national est chargé de son suivi et tout le parti est mis en mouvement sur cette question<sup>143</sup>. Les constituants du PT n'étant que 16<sup>144</sup> sur 487 sièges, cela rend très prenant le travail parlementaire et limite l'efficacité de celui-ci<sup>145</sup>.

### **c) L'action du PT dans l'Assemblée Constituante**

Le PT est donc impliqué au plus haut niveau dans un processus qui va durer 19 mois. Lors de la mise en place du Congrès Constituant, le 4 février 1987, le discours préliminaire de Lula, au titre du parti, attaque le régime et sa politique économique et sociale ; il défend l'idée de la nécessité du socialisme pour satisfaire les besoins du plus grand nombre, affichant néanmoins l'espoir que la Constituante permettra des avancées sociales importantes<sup>146</sup>, ainsi que des progrès en matière de libertés, de droits et de lutte contre les discriminations<sup>147</sup>. Il exige aussi « *d'attribuer aux forces armées une fonction exclusive de défense de notre souveraineté* ». Le PT lance, par ailleurs, un appel au peuple, lui demandant de se mobiliser et d'intervenir dans le processus constituant<sup>148</sup>. Il est prévu qu'avant début juin 1987, les travaux des commissions et sous-commissions auxquels participent les élus du PT remontent à la Commission de systématisation, chargée de reprendre les propositions pour les « systématiser » en écrivant le projet final de constitution soumis au vote en assemblée plénière. Il y a 8 commissions, chacune divisée en 3 sous-

---

<sup>142</sup> Un représentant d'une des tendances de la gauche du PT, la DS, s'exprime ainsi : « *ne pas participer au processus constituant, même avec toutes les restrictions imposées par le gouvernement, aurait été un désastre. La bourgeoisie aurait les mains libres pour présenter au peuple ce qu'elle n'a pas obtenu avec l'élection de Tancredo et Sarney par le collège électoral : un grand 'consensus national'* » (in *Em Tempo* de novembre 1986, p. 3, article de Paulo Cesar da Rosa).

<sup>143</sup> Le texte de la résolution (PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 113) annonce la création d'un Comité de coordination pour la Constituante, au niveau national ; de comités pour la Constituante dans tous les directoires régionaux, municipaux, de district et dans les noyaux du parti. Une RNE du PT est prévue pour février 1987, afin de finaliser le texte du parti pour une « *Constitution Populaire* » (in PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 115. Extrait de la Résolution votée à la 4<sup>e</sup> Rencontre nationale du PT).

<sup>144</sup> Du point de vue de l'orientation politique des 16 participants, l'Articulation est dominante avec 8 ou 9 membres (mais E. Jorge va bientôt rompre avec le courant majoritaire), contre 2 pour le courant de gauche *Alternativa operária e popular* (José Genoino et Virgílio Guimarães), 5 non membres de tendances (F. Fernandes, G. Milhomem, JP. Pires, V. Palmeira et B. da Silva) - du moins pas membres de tendances à cette époque, notamment car certains ont rejoint le PT de fraîche date.

<sup>145</sup> Le système de représentation au Congrès national a été élaboré par la dictature pour se protéger et est tout sauf équitable. Les distorsions pour garantir une majorité conservatrice sont massives. Une première distorsion vient du fait que le Sénat fait partie du Congrès constituant, et dans celui-ci il y a 3 sénateurs par Etat, quelle que soit la population de chaque Etat. Il y a 72 sénateurs constituants, dont 23 « bioniques ». Du côté de la représentation du peuple à la Chambre des Députés, la représentation n'est pas du tout proportionnelle à la population de chaque Etat. Pour prendre un cas extrême, on peut, comme le fait Raúl Pont (dans un article de la revue *Em Tempo*, de novembre 1986, p. 2), comparer les Etats d'Acre et de São Paulo. Le premier a une population de 301 605 habitants (0,41% de la population totale du Brésil) et a 8 députés à la Constituante. Le second a 25 040 698 habitants (21% de la population du Brésil) et a 60 députés à la Constituante. Ce qui signifie qu'un bulletin de vote dans l'Etat d'Acre compte 23 fois plus qu'un bulletin dans celui de São Paulo.

<sup>146</sup> PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* » (op. cit. p. 117). Il déclare : « *Sans s'illusionner sur la possibilité de satisfaire pleinement les intérêts de la majorité de la population en dehors du socialisme, le PT assume le travail constituant dans un esprit de construction et de dialogue et voit dans ce travail une opportunité d'avancées importantes dans la lutte du peuple* ».

<sup>147</sup> Idem. Le discours demande « *l'élimination de tout type de discrimination contre les femmes, les Noirs et les Indiens, la mise des moyens de communication au service de la culture du peuple* ».

<sup>148</sup> Idem, p. 118. « *Sans le peuple dans les rues et sur les places, pour exiger ses droits, aucun vote en assemblée plénière n'aura la force de s'imposer face au système de privilèges, de corruption et d'autoritarisme qui domine notre pays* ».

commissions (donc 24 sous-commissions). Le PT, avec 16 élus, ne peut pas participer à toutes avec un droit de vote. Les élus, présents dans les 8 commissions, se répartissent donc en 15 sous-commissions, plus la Commission de systématisation<sup>149</sup>.

Les 11 et 12 avril 1987, le PT tient une réunion de son DN élargi, afin d'améliorer son projet de constitution, en revenant sur certains points incomplets ou non consensuels<sup>150</sup>. Le 6 mai, le parti présente à l'Assemblée constituante son projet de constitution<sup>151</sup>, un projet incomplet<sup>152</sup>, conçu comme devant être approfondi au sein du PT et dans des débats à mener avec la société civile. Ce projet de constitution d'une « République fédérative démocratique » est fondé sur deux piliers principaux. D'un côté, « *la perspective d'instaurer des droits et garanties, individuels et collectifs* » pour les Brésiliens ; de l'autre « *un ensemble d'institutions, de principes et de lignes directrices constitutionnelles qui donnent les moyens d'un contrôle populaire effectif sur les pouvoirs publics et le fonctionnement de la société* ». Ce projet constitutionnel est présenté comme « *un outil supplémentaire dans la lutte pour la construction, dans notre pays, d'une société juste, sans exploitation, et démocratique* ». Deux séries de remarques sur ce point.

La première concerne le choix, par le parti, d'un régime présidentiel – le président disposant de pouvoirs supérieurs à ceux du parlement – mais d'un présidentielisme limité toutefois. On lit dans le projet pétiste, au point 6 : « *Le PT défend le présidentielisme, mais un présidentielisme qui empêche l'excès de pouvoirs du président et qui rétablit les prérogatives du législatif* »<sup>153</sup>. Pourquoi le présidentielisme ? Le constituant pétiste V. Palmeira développe : « *Le peuple veut des élections et le présidentielisme* »<sup>154</sup>, et, selon lui, « *C'est un meilleur régime de gouvernement [...], on choisit directement le chef du gouvernement, alors que dans le parlementarisme, le choix est indirect. En second lieu, les*

---

<sup>149</sup> PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 137 à 139. Texte intitulé « *O PT nas comissões* », qui détaille la participation de tous les élus pétistes à ces commissions et sous-commissions. En dehors de la Commission de systématisation, les 8 commissions et les 24 sous-commissions s'y rattachant (mentionnées ici entre parenthèses) sont intitulées comme suit : souveraineté et droits des hommes et des femmes (nationalité, souveraineté et relations internationales + droits politiques, droits collectifs et garanties + droits et garanties individuels); organisation de l'Etat (Union, District Fédéral et Territoires + Etats + Municipales et régions); organisation des pouvoirs et système de gouvernement (pouvoir exécutif + pouvoir législatif + pouvoir judiciaire et du Ministère public) ; organisation électorale, rôle des partis et garantie des institutions (système électoral et partis politiques + défense de l'Etat, de la société et de sa sécurité + constitution, réformes et amendements); système fiscal, budget et finances (impôts, participation et répartition des recettes + budget et contrôle financier + système financier); ordre économique (principes généraux, intervention de l'Etat, régime de propriété du sous-sol et activité économique + question urbaine et transports + politique agricole et foncière et réforme urbaine); ordre social (droits des travailleurs et des fonctionnaires + santé, sécurité et environnement + Noirs, populations indigènes, handicapés et minorités); famille, éducation, culture, sport, communication, science et technologie (éducation, culture et sports, science, technologie et communication ; famille, mineurs et personnes âgées).

<sup>150</sup> Elargie aux députés fédéraux, et aux délégués des directions régionales désignés pour cette occasion. Le projet est largement fondé sur le texte intitulé « *Muda Brasil* », proposé par un juriste pétiste, le Pr. Fábio Konder Comparato. Il comprend également des contributions d'organes du parti et de la société civile.

<sup>151</sup> Idem, p. 142. Texte présenté à l'Assemblée et intitulé « *Por uma República federativa democrática* ». Le PT défend un projet global : « *parce que nous comprenons que, dans le processus de construction du nouvel ordre constitutionnel au Brésil, ce sont toutes les relations, politiques, économiques et sociales qui sont en jeu* ». Faire moins qu'un projet global serait, selon les élus, « *ne pas être à la hauteur de la confiance que les travailleurs et le peuple font au PT* » (idem p. 143).

<sup>152</sup> Idem, p. 143 : « *la proposition du PT présente des lacunes, des limites et des imprécisions* », dit la déclaration. Les citations suivantes proviennent du même texte, même page, jusqu'à nouvel ordre.

<sup>153</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 302). Le même point 6 précise que le PT exige « *l'extinction du Sénat et la transformation du Congrès national en une chambre unique* ».

<sup>154</sup> Idem, p. 166, dans l'interview de Vladimir Palmeira : « *O povo quer eleições e o presidencialismo* ».

*élections pour les postes exécutifs sont celles qui ont un vrai contenu politique* ». V. Palmeira ajoute des considérations sur la fidélité nécessaire à la campagne *Diretas Já*<sup>155</sup>.

On peut s'interroger à plusieurs niveaux. D'abord, un parti qui vise « l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes » doit-il toujours aller dans le sens de ce que souhaite le « peuple » (souvent réduit à une « opinion publique », mesurée par sondages) et reprendre cela dans son programme et ses choix politiques ? Cela nous semble spécieux. Ensuite, est-il nécessairement vrai, comme le dit V. Palmeira, que les élections pour les postes exécutifs ont un contenu plus politique que les autres ? Cela nous semble douteux. Le PT lui-même exigeait des élections purement constituantes – celles d'un parlement – en 1986, voulant clarifier les enjeux politiques, et conscient que les élections pour des postes exécutifs, notamment de gouverneurs, étaient très personnalisées et avaient une dimension clientéliste. Même si la dimension clientéliste n'est pas nécessairement présente dans une élection présidentielle, la personnalisation en fait partie, et le peuple délègue sa volonté et se retire du jeu politique. Cela dit, on constate qu'un régime parlementaire n'est pas forcément plus éducatif et émancipateur.

On en arrive ici à la deuxième série de remarques : tant dans le titre du projet que dans la présentation qui en est faite, le terme « socialisme » n'apparaît pas, même si l'intention déclarée du parti est de profiter de la Constituante pour mener une activité propagandiste en faveur du socialisme. Le projet de constitution pétiste est d'ailleurs extrêmement vague sur la question, liée à celle du socialisme, de l'organisation socio-économique et du régime de propriété, le point 8 du projet constitutionnel du PT se bornant à déclarer : « *Le droit de propriété non seulement doit être subordonné à l'intérêt social, mais il doit permettre l'acquisition des biens nécessaires à l'entretien de l'individu et des membres de la famille dépendant de lui* », et renvoyant à des débats et des choix à faire par les instances du parti pour plus de détails<sup>156</sup>. Le parti se contente, au fond, d'exprimer sa volonté de voir triompher la prévalence du droit à la vie sur le droit à la propriété. Cette priorité n'est pas en soi socialiste, même si elle pointe vaguement dans le sens de valeurs socialistes. Cette absence du socialisme est voulue et revendiquée. La préoccupation du PT, ici, n'est pas de proposer aux travailleurs et au peuple un texte qui pourrait dessiner les contours d'une autre société, mais seulement de pousser le plus loin possible les avancées populaires en termes de droits et de garanties aux plans politique, économique et social dans le cadre d'un capitalisme maintenu et d'une bourgeoisie qui resterait au pouvoir. Lula le reconnaîtra d'ailleurs explicitement, au moment de la déclaration de vote sur le texte final de la Constitution : « *Le Parti des Travailleurs a présenté, en mars 1987, un Projet de Constitution qui n'était en aucune manière un projet socialiste. C'était le Projet de Constitution dans le cadre des paramètres permis par le capitalisme, mais nous comprenions qu'avec notre projet, nous pourrions, même au sein du système capitaliste, diminuer les souffrances de la classe travailleuse* »<sup>157</sup>.

---

<sup>155</sup> Idem. V. Palmeira ajoute plus loin : « *Nous avons un engagement historique vis-à-vis du peuple brésilien, qui s'est exprimé de la façon la plus massive dans la campagne des Diretas Já. Pendant vingt ans, nous avons demandé à choisir directement le président de la République. Nous ne pouvons pas, maintenant que cette élection approche, enlever le pouvoir des mains du président de la République* ».

<sup>156</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 302).

<sup>157</sup> PERSEU REVISTA N°6, Dossiê « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 184, « *Declaração na votação do texto final da Constituição* ».

Quelles sont les raisons et la logique d'une telle autolimitation ? Sans doute, la direction du PT voulait que son projet constitutionnel, qui se situe dans le cadre de sa démarche « démocratique populaire »<sup>158</sup>, soit discuté et voté à la Constituante, et elle sentait qu'un projet de constitution socialiste serait totalement ignoré. Sans doute est-ce vrai. La preuve en est que le parti a déjà eu beaucoup de mal à faire accepter le principe d'un débat et d'un vote sur son propre projet constitutionnel, délibérément non socialiste, par une Constituante située largement à droite. *A fortiori*, donc, un projet constitutionnel ouvertement socialiste aurait sans doute suscité la haine et le mépris de la majorité des constituants, et n'aurait sans doute été ni voté ni même discuté. Mais en tant que document de propagande, est-il préférable de présenter un projet limité au cadre du capitalisme, ou un projet socialiste, se basant par exemple sur les documents fondateurs du PT ? La question mérite d'être posée. Il existe sans doute une autre raison à cette orientation : la volonté du PT de tisser des alliances parlementaires au sein de la Constituante<sup>159</sup>, avec l'idée probable que pour obtenir des accords sur des points particuliers de la Constitution avec d'autres partis, il vaut mieux ne pas effrayer ceux-ci avec un projet trop radical. Enfin, on retrouve, à l'origine du choix de produire un projet délibérément non-socialiste, une sorte de hantise, et la volonté maintes fois répétée de Lula et du noyau dur du PT de ne pas présenter aux travailleurs le socialisme comme un « plat préparé », avec l'idée que ce sont ces derniers qui devront l'inventer. Mais pourquoi, pendant un travail constituant, discuter avec les travailleurs sur la base d'un projet constitutionnel minimaliste (un cadre de référence qui se veut plus « réaliste » en respectant les limites du système), et non pas sur la base des textes programmatiques du PT lui-même – même flous, même incomplets – proposant les contours d'une autre société ? C'est bien un choix politique qui conduit le PT à aller dans une direction plutôt qu'un autre.

Le 11 juillet, la Commission de systématisation publie la première version de la constitution qui, « à *part quelques aspects positifs, a une structure conservatrice marquée* »<sup>160</sup>, malgré une activité débridée du PT sur tous les fronts à l'Assemblée<sup>161</sup>.

## 2°) Bilan de l'expérience constituante

### a) Bilans d'étapes

Dans une interview réalisée quatre mois après le début de la Constituante, Lula tire un premier bilan négatif<sup>162</sup>, dû pour l'essentiel, selon lui, aux rapports de forces internes à la Constituante. Pour Lula, s'il y a eu des avancées dans certains rapports en sous-commissions, « *quand est venue l'heure du vote, la droite et le centre, qui ensemble forment la majorité, ont fait bloc et ont montré qu'ils ont l'objectif bien défini d'empêcher des*

---

<sup>158</sup> Démarche que nous analyserons un peu plus loin, à propos de la 5<sup>e</sup> RN du PT.

<sup>159</sup> Cette volonté du PT, assez nouvelle et systématique, de tisser des alliances, fera l'objet d'une analyse un peu plus loin, lors de l'étude de la 5<sup>e</sup> Rencontre nationale du parti.

<sup>160</sup> PERSEU REVISTA N°6 (op. cit. p. 146), selon l'expression de P. Dallari, dans le texte « *Constituante segundo tempo, hora de virar o jogo* ».

<sup>161</sup> Idem. Le même auteur écrit que les élus pétistes, bien que 16 sur 559, ont été « *les seuls capables de présenter des propositions globales et concrètes qui reflètent le profil programmatique et l'action du parti [...] ceux qui ont présenté le plus d'initiatives par rapport à leur nombre. Les constituants pétistes ont lutté sans relâche pour les 835 amendements proposés, mais le rouleau compresseur des rétrogrades a imposé un recul aux projets finaux des commissions* ».

<sup>162</sup> Idem, p. 144-145. Texte intitulé « *Lula : 'Movimento popular pode mudar os rumos da Constituente'* ».

*avancées en termes de conquêtes pour la classe travailleuse et pour le peuple* »<sup>163</sup>. Il appelle à nouveau la mobilisation populaire à se mêler de la Constituante<sup>164</sup>, proposant de diriger contre elle la colère qui monte contre le gouvernement, reconnaissant toutefois que cette mobilisation n'est pas encore suffisante<sup>165</sup>, avouant aussi que les conversations menées avec d'autres organisations politiques présentes à la Constituante n'ont pas porté leurs fruits<sup>166</sup>.

C'est notamment dans le domaine économique que le caractère conservateur et même souvent réactionnaire du projet de la Commission de systématisation, est très marqué. C'est ce qu'exprime, avec d'autres, le juriste pétiste Pedro Dallari : « *la réforme agraire et la réforme urbaine sont rendues impossibles, et la dénationalisation de l'économie brésilienne y est présente, avec beaucoup d'insistance* »<sup>167</sup>. Pour ce qui est des exigences du PT, « *un nombre relativement faible de propositions pétistes [est incorporé], à l'exception de quelques dispositifs relatifs aux droits et garanties accordés aux êtres humains et à 'l'ordre social'* »<sup>168</sup>.

A cette étape, pour O. Dutra, le PT doit se concentrer sur l'essentiel : « *par exemple la 'stabilité de l'emploi'*<sup>169</sup>, *la réduction de la durée du travail sans réduction de salaire, le droit de grève, la liberté et l'autonomie syndicale, la réforme agraire, la retraite basée sur le critère exclusif du temps de service effectué. Et, naturellement, [...] la démocratisation de l'appareil d'Etat, avec des Forces armées sous le contrôle de la nation, et non l'inverse* »<sup>170</sup>.

## **b) Une constitution autoritaire et conservatrice**

La Constitution adoptée par le Congrès et promulguée le 5 octobre 1988 a finalement de quoi surprendre de nombreux observateurs, notamment européens. Le texte, très long, incorpore des éléments qui, dans la vieille Europe, relèvent de lois ordinaires et non de la Constitution. Cela tient notamment à l'action parlementaire du PT, qui a réussi à faire adopter quelques avancées sociales et démocratiques au sein même du texte constitutionnel. Celui-ci est aussi étrange par son côté hybride et par le contraste entre lesdites avancées, peu nombreuses, et l'équilibre général du texte, autoritaire et conservateur, reflétant l'influence dominante du regroupement de forces politiques baptisé du nom de *Centrão*<sup>171</sup>.

Autoritaire, la constitution l'est à plus d'un titre. D'abord de par le pouvoir laissé à l'armée et la tutelle militaire sur le pouvoir civil<sup>172</sup>. Les origines toutes militaires de la transition conservatrice dont la nouvelle Constitution se veut garante transparaissent dans toute une

---

<sup>163</sup> Idem, p. 144. Il précise : « *les rapports des commissions, à l'exception de celle sur 'l'ordre social', ont été très conservateurs, et en certains cas, comme celui concernant 'l'ordre économique', pires que la Constitution en vigueur* ».

<sup>164</sup> Idem. Il argumente : « *Si ici [à l'Assemblée], nous sommes en minorité, là-bas, dehors, nous sommes la majorité* ».

<sup>165</sup> Idem. Il précise : « *le mouvement social se préoccupe moins, aujourd'hui, de la Constituante, que des problèmes sociaux, ce qui est normal si l'on considère que la classe ouvrière n'a jamais eu autant la tête sous l'eau* ».

<sup>166</sup> Idem, p. 145. Il déclare notamment : « *Il y a une grande distance entre les secteurs de la gauche. Il y a une sorte de querelle parmi ces secteurs pour voir qui dirige, qui doit se mettre le plus en avant, etc. Ce qui est une imbécilité* ».

<sup>167</sup> Idem, p.150. Texte de bilan d'étape de P. Dallari, « *Constituante segundo tempo, hora de virar o jogo* ».

<sup>168</sup> Idem.

<sup>169</sup> Ce que les Brésiliens appellent la « stabilité de l'emploi », c'est à peu près la même chose que le CDI en France.

<sup>170</sup> PERSEU REVISTA N°6, Dossiê « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 154-155, « *Olívio Dutra : 'O relator menosprezou a classe trabalhadora* ».

<sup>171</sup> *Centrão* (grand centre) : il s'agit du groupe, très majoritaire à la Constituante, des parlementaires de la droite, du centre-droit et du centre, composé notamment de beaucoup de politiciens qui avaient soutenu la dictature.

<sup>172</sup> PERSEU REVISTA N°6, Dossiê « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 185, « *Declaração na votação do texto final da Constituição* ». Comme le dit Lula, « *les militaires continuent à être intouchables, comme s'ils étaient des citoyens de première classe, afin qu'au nom de la loi et de l'ordre, ils puissent répéter ce qu'ils ont fait en 1964* ».

série d'aspects. Elle définit les notions d'Etat de défense et d'Etat de siège<sup>173</sup>. De plus, la Constitution ne démantèle pas ce qui reste des appareils répressifs de la dictature<sup>174</sup>. Le nouveau Conseil de défense nationale n'est que le nouveau nom du Conseil de sécurité nationale, institution haïe pour ses nombreux méfaits sous la dictature. « *Organe consultatif du Président de la République pour les sujets liés à la souveraineté nationale et à la défense de l'Etat démocratique* »<sup>175</sup>, les pouvoirs du Conseil de défense nationale ne sont pas minces : il doit notamment « *réfléchir à la mise en œuvre de l'Etat de Défense [et] de l'Etat de siège ; proposer les critères et les conditions d'utilisation des zones indispensables à la sécurité du territoire national et réfléchir à son usage effectif* » et aussi « *étudier, proposer et suivre le développement d'initiatives nécessaires à la garantie de l'indépendance nationale et à la défense de l'Etat démocratique* »<sup>176</sup>. C'est aussi du Conseil de défense nationale que dépendent tous les ministres militaires. Dans ces Etats d'exception, la mise en œuvre de la « défense de la démocratie » est le fait de forces armées, lesquelles n'ont jamais été épurées de leurs éléments les plus impliqués dans la répression mise en œuvre sous la dictature militaire. Celles-ci ont été préservées par la majorité des constituants dans ces prérogatives: l'amendement du PT visant à restreindre leur rôle à la défense contre des agressions extérieures a été rejeté<sup>177</sup>. Une proposition intermédiaire, stipulant qu'elles ne pourraient intervenir que pour « *défendre l'ordre constitutionnel, sur demande des Trois Pouvoirs* » a été battue elle aussi<sup>178</sup>.

<sup>173</sup> L'Etat de défense est défini à l'article 136, situé au chapitre I du Titre V, intitulé « *De la Défense de l'Etat et des Institutions Démocratiques* ». L'article précise que l'Etat de défense peut être décrété pour une durée ne dépassant pas soixante jours au total, par « *le Président de la République, après consultation, [notamment] du Conseil de Défense Nationale* », « *pour préserver ou rétablir rapidement, dans des endroits restreints et déterminés, l'ordre public ou la paix sociale menacée par une grave et imminente instabilité institutionnelle* ». Il porte « *restriction aux droits de réunion, même si celle-ci se tient au sein des associations ; au secret de la correspondance ; au secret des communications télégraphiques et téléphoniques* ». Le même article inclut la prison pour crime contre l'Etat, pour une durée inférieure ou égale à dix jours, « *sauf si le Pouvoir Judiciaire* » en décide autrement. L'Etat de défense est soumis dans un délai de 24 heures au Congrès, pour approbation à la majorité absolue.

L'Etat de siège est défini aux articles suivants (137 à 139). Il peut être décrété, notamment si les « *mesures prises pendant l'Etat de défense* » s'avèrent « *inefficaces* », et ici aussi c'est le Congrès National qui doit décider, à la majorité absolue. L'article 138 précise que dans le décret instituant l'Etat de siège, doivent notamment figurer « *sa durée et les garanties constitutionnelles qui seront suspendues* ». Le Président doit ensuite « *désigner l'exécuteur des mesures spécifiques et les zones concernées* ». Sa durée totale maximale est de soixante jours (30 jours renouvelables une fois). Le délai de réunion et de décision du Congrès est de cinq jours. L'article 139 précise que l'Etat de siège comprend les mesures suivantes contre les personnes : l'assignation à résidence; la « *détention dans un édifice non destiné à des accusés ou à des condamnés pour crimes de droit commun* »; des restrictions relatives à « *l'inviolabilité de la correspondance, au secret des communications [...] à la liberté de la presse, et d'informer à la radio et à la télévision, telles que définies par la loi; la suspension de la liberté de réunion; la recherche d'individus* » et « *leur arrestation à leur domicile; l'intervention dans les entreprises et les services publics* » et la « *réquisition de biens* ».

L'état de défense ressemble beaucoup, en fait, aux mesures d'urgences introduites par Geisel en 1974.

<sup>174</sup> *Em Tempo* N°226 de mai 1988, p. 4 commente : « *Tout le système tentaculaire de renseignement et de répression monté par la dictature est toujours sur pied : les SNU, ESNI, ASI et autres Doi-Codi, tout comme les services de renseignements de chacune des trois armes (CIEX, Cenimar et CISA). L'unique modification introduite fut l'habeas corpus, mais on ne sait toujours pas comment il fonctionnera quand il s'agit d'informations aux mains du SNI* ». *Em Tempo* (idem, p. 16) note la pratique des ministères militaires, au nombre de six : « *les forces armées continuent à être profondément liées à la structure de l'Etat, avec six ministères. [Il s'agit de] celui des trois armes [...], celui du Service National de Renseignement (SNI), le Chef d'état-major des forces armées et le Chef de cabinet militaire de la présidence* ». L'article précise que la proposition pétiste d'un ministère de la Défense unique pour les 3 armes, et dirigé par un civil a été rejetée.

<sup>175</sup> Y participent les membres de droit suivants : le Président de la République, le Vice-Président de la République, le Président du Sénat Fédéral, le ministre de la Justice, les ministres Militaires, le ministre des Affaires étrangères et le ministre du Plan.

<sup>176</sup> *Constituição da República Federativa do Brasil. Texto promulgado em 05 de outubro de 1988.*

<sup>177</sup> L'article (idem, p. 16) ajoute qu'un autre amendement pétiste a subi le même rejet : celui « *qui proposait que la justice militaire n'ait de compétences que pour juger des militaires coupables de crimes militaires tels que les définit la loi* ».

<sup>178</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 313), à partir du bulletin *PT/Constituante* N°10.

Sur le plan institutionnel, le présidentielisme l'emporte, même si certains pouvoirs sont renforcés pour le Congrès, par exemple en matière de fiscalité. Les pouvoirs du Président sont définis au chapitre 2 du Titre IV, qui traite de l'organisation des pouvoirs. L'article 82 définit la durée du mandat présidentiel : cinq ans. L'article 84, qui définit certaines des attributions du Président, donne notamment à ce dernier les prérogatives suivantes : « *mettre son veto total ou partiel à des projets de lois* » (point 5); « *décréter l'Etat de défense et l'Etat de siège* » (point 9) ; « *nommer [...] les ministres du Tribunal des Comptes de l'Union* »<sup>179</sup> (point 15) ; « *nommer les membres du Conseil de la République* » (point 17) ; « *convoquer le Conseil de la République et le Conseil de défense nationale et présider à ceux-ci* » (point 18). C'est également le Président qui doit « *envoyer au Congrès National le Plan pluriannuel, le projet de loi de directives budgétaires et les propositions de budget prévues dans cette Constitution* » (point 23).

Le parlement est bicaméral, avec le Sénat Fédéral en tant que chambre haute et la Chambre des Députés<sup>180</sup>. Si le mandat présidentiel est de 5 ans (telle était la volonté de Sarney...), par contre la durée de la législature est de 4 ans. Les sénateurs sont élus au scrutin majoritaire, et au nombre de trois par Etat (trois aussi pour le DF) ; ils ont chacun deux suppléants et ont un mandat de 8 ans. Ils sont renouvelés pour le tiers ou pour les deux-tiers tous les 4 ans. Les députés fédéraux sont des « représentants du peuple élus selon un système proportionnel au niveau de chaque Etat, dans chaque Territoire et dans le District Fédéral ». Pour ce qui est de leur nombre, il est écrit : « *le nombre total de Députés, ainsi que leur représentation par Etat et pour le District Fédéral, sera établi par loi complémentaire, proportionnellement à la population, en procédant aux ajustements nécessaires, dans l'année qui précède les élections, afin qu'aucune des unités de la Fédération n'ait moins de huit ou plus de soixante-dix Députés* » Mais « *chaque territoire élira quatre Députés* ».

Si une avancée dans la loi électorale permet aux jeunes à partir de 16 d'avoir le droit de vote facultatif<sup>181</sup>, de nombreuses décisions de la Constituante contre des amendements pétistes viennent encore renforcer le caractère ultraconservateur du texte, dans toutes sortes de domaines : ventes d'armes, relations diplomatiques avec des régimes racistes, protection contre les fraudes<sup>182</sup>...

Pour ce qui est de « l'ordre économique », les propositions du PT de nationalisation des « *banques et de toutes les autres institutions du système financier national* »<sup>183</sup> ont été

---

<sup>179</sup> *Tribunal das Contas da União*. Une sorte de Cour des Comptes à la Brésilienne, mais qui dépend de l'Exécutif, et dont les membres ont le titre de ministre.

<sup>180</sup> L'article d'*Inprecor* (n° 270, du 18 juillet 1988, p.16) explique que « *le Congrès national renforce ses pouvoirs dans l'élaboration du budget, puisqu'il peut maintenant proposer des amendements aux projets de loi de l'exécutif sur le budget annuel, les plans et les dispositions budgétaires* ».

<sup>181</sup> Facultatif par opposition aux citoyens de 18 ans et plus, pour lesquels le vote est obligatoire.

<sup>182</sup> Reprenons, pêle-mêle, quelques exemples mentionnés dans l'article (idem, p. 16 et 17) : « *les amendements du PT qui demandaient l'accord préalable du Congrès national pour la vente et l'achat de matériel militaire à l'extérieur, et le transfert du Sénat au Congrès national de la compétence de décision sur les opérations financières intérieures et extérieures d'intérêt public, ont été rejetés* ». Plus loin : « *La Constitution ne prévoit aucune mesure de défense contre l'utilisation et l'abus du pouvoir économique, de défense contre les fraudes, et maintient en vigueur les grandes distorsions existant dans la représentation des différents Etats* ». Autre rejet d'un amendement pétiste : celui « *interdisant au Brésil d'établir des relations diplomatiques et de passer des accords internationaux avec des pays qui adoptent officiellement des politiques de discrimination raciale, à l'instar de l'Afrique du Sud* ».

<sup>183</sup> Idem, p. 17. Les auteurs commentent : « *le nouveau texte constitutionnel laisse intacte la domination du grand capital sur la terre, sur les banques, sur les secteurs industriels-clés et les moyens de communication. Dans un pays où règne le pouvoir des monopoles, il n'existe aucun moyen de contrôle ou de modération des activités économiques des grands*



rejetées. Sur la question de la terre, le texte adopté est même réactionnaire : du point de vue de la petite paysannerie, il est en effet plus rétrograde que le Statut de la Terre, édicté par la dictature militaire en 1964. Les nouvelles dispositions constitutionnelles rendent en pratique impossible toute expropriation pour une réforme agraire un tant soit peu progressiste<sup>184</sup>. En matière économique, quelques secteurs sont réservés au capital national brésilien (pêche, activités d'extraction)<sup>185</sup>. Cela vise sans doute à limiter marginalement l'influence du capital étranger dans l'économie, sans toutefois remettre en cause l'internationalisation de celle-ci et le poids des multinationales.

En matière de droit syndical, nous allons évoquer plus bas l'avancée principale, mais on relève le caractère très conservateur de la Constitution qui, de la législation antérieure, maintient plusieurs éléments très contestables : l'impôt syndical – le financement syndical par l'Etat génère, on l'a vu, corruption et bureaucratie, permettant aux *pelegos* de prospérer si longtemps – ; le système confédéral (avec des instances faiblement représentées), vu la structuration verticale des syndicats) ; le principe de l'unicité du syndicat (par catégorie professionnelle, sur une même unité territoriale), et l'interdiction des syndicats de branche<sup>186</sup>.

Même dans le domaine social, où l'on constate le plus de progrès, ces derniers interviennent dans le cadre de l'existant, et certains refus d'avancées sociales en disent long sur les forces dominant la société brésilienne et ses institutions. Les constituants ont majoritairement refusé l'interdiction du « licenciement sans juste cause »<sup>187</sup> (sans cause réelle et sérieuse). L'idée d'une nationalisation progressive du système de santé, un des plus inégalitaires au monde, a été refusée. De même, la mainmise marchande sur l'école a été maintenue par la majorité des constituants. Celle-ci a refusé la « stabilité » de l'emploi<sup>188</sup>. Enfin, en matière de pouvoir d'achat, alors que l'inflation galope, la proposition pétiste de rattrapage mensuel automatique des salaires sur les prix a été refusée.

---

*capitalistes [...] Les Brésiliens continuent donc d'être soumis au pouvoir désorganisateur de la spéculation et de l'enrichissement parasitaire des groupes capitalistes ».*

<sup>184</sup> On lit dans le bilan tiré par le PT lui-même, in M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 313) : « *La réforme agraire, qui est une des principales exigences de la nation, est rendue pratiquement impossible, ce qui pourra aggraver les tensions dans les campagnes. La nouvelle Constitution contient un dispositif qui exclut génériquement des expropriations les biens immeubles ruraux considérés comme 'productifs'. Ce dispositif est un grand obstacle constitutionnel à la Réforme agraire ».*

<sup>185</sup> *Inprecor* (idem) reprend le texte adopté et se montre également très critique à ce niveau : « *Avec force publicité, furent adoptées certaines dispositions qui privilégient le capital national. Il est peu probable qu'elles bénéficieront à la grande majorité des Brésiliens et notamment aux travailleurs. La nouvelle Constitution prévoit que la pêche et l'exploitation des richesses du sous-sol ne pourront être effectuées que par des entreprises brésiliennes à capital national. Une 'entreprise brésilienne de capital national' ayant des activités 'stratégiques' pour la défense nationale ou 'indispensables pour le développement' pourra obtenir une protection et des bénéfices temporaires spéciaux'. L'Etat se convertira en entrepreneur quand ce sera 'nécessaire' du point de vue 'des impératifs de la sécurité nationale ou d'un intérêt collectif majeur'. Les entreprises d'Etat ne pourront être créées qu'à travers des lois spécifiques et l'attribution de subventions dépendra des autorisations du législatif ».*

<sup>186</sup> L'article d'*Inprecor* (idem) ajoute : « *ces principes sont un obstacle fondamental pour le processus de construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT) ».*

Luis Gushiken, dans un article intitulé « *Unidade x Pluralismo,, uma falsa questão* » (in PERSEU REVISTA N°6, Dossiê « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 161) illustre les conséquences de cette structuration par des exemples : « *Les journalistes, par exemple, ne pourront pas s'unir avec les graphistes dans un seul syndicat, à la satisfaction des propriétaires de la grande presse, qui eux, sont propriétaires uniques des entreprises qui englobent les deux activités professionnelles. Volkswagen, entreprise unique par rapport à ses employés, continuera à avoir en son sein, non pas un seul, mais des dizaines de syndicats de travailleurs, de catégories professionnelles interdépendantes, chacune avec sa plateforme revendicative et ses propres accords collectifs, se présentant devant un même patron de manière atomisée, fragmentée, divisée et affaiblie ».*

<sup>187</sup> Traduction littérale du portugais « *demissão sem justa causa* ».

<sup>188</sup> Cela alors que, comme l'explique l'article d'*Inprecor* (art.cit. p. 17), « *il n'existe aucune garantie de stabilité pour les travailleurs dans un pays où l'armée de réserve industrielle est structurellement massive, où l'assurance chômage est pratiquement inexistante. Les travailleurs peuvent être arbitrairement licenciés moyennant une faible indemnisation ».*

### c) Quelques avancées obtenues

Par rapport à la dictature, il y a bien sûr des progrès en termes de droits et de garanties démocratiques. Les libertés de réunion, d'association, d'expression et d'information sont garanties. La censure est abolie officiellement<sup>189</sup>. La torture, le terrorisme et le trafic de drogues ne pourront pas faire l'objet de libération sous caution et seront imprescriptibles<sup>190</sup>. Un référendum d'initiative populaire – pour lequel luttait le PT – est institué, permettant à 1% de l'électorat du pays, réparti entre au moins 5 Etats fédérés, et avec au moins 3% des électeurs de chacun d'eux, de proposer des projets de lois au Congrès national, sous forme de pétitions. En matière du travail et de droit syndical, le droit de grève est reconnu, y compris pour les fonctionnaires<sup>191</sup>. Et l'Etat n'a désormais plus la possibilité de casser les mandats syndicaux et d'intervenir dans les organisations syndicales<sup>192</sup>.

Répetons-le : c'est dans le domaine social que les avancées sont les plus significatives, même si cela reste limité. Dans le cadre de la « Commission de l'ordre social », Paulo Paím était le responsable titulaire pour le PT de la « Sous-commission en charge des droits des travailleurs et des fonctionnaires »<sup>193</sup>. Son témoignage indique l'état d'esprit qui régnait parmi les constituants pétistes. Certains parlementaires l'accusaient de vouloir transformer la Constitution en une sorte de « convention collective ». Il leur répondait : « *Tout ce qu'on arrivera à coller dans ce texte [constitutionnel], j'aimerais bien vous voir, vous, l'enlever, ensuite'. C'était ça ma théorie. Alors, nous allons y mettre tout ce qu'on peut y mettre [...] Ce qui est écrit ici, ça va rester. Si c'est une avancée, ils vont avoir du mal à l'enlever* ». Il précise qu'il a « *beaucoup travaillé sur les retraites [...], sur la durée du travail, le salaire minimum, les congés annuels, les congés payés, les vacances avec un tiers de salaire en plus* ». Il ajoute : « *cela a été une sacrée bagarre pour augmenter d'un tiers le salaire pendant les vacances [...]. Nous avons voté le préavis de licenciement proportionnel* »<sup>194</sup>.

Parmi les avancées, citons encore les points suivants. Sur proposition du PT, les droits des travailleurs urbains sont étendus aux travailleurs ruraux, souvent les plus exploités<sup>195</sup>. Si la durée maximale hebdomadaire du travail n'est pas ramenée à 40 heures, comme

<sup>189</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 313-314) citent le texte de bilan du bulletin *PT/Constituante* n°10, qui précise : « *La censure deviendra seulement classificatrice, par tranches d'âges, pour la télévision et les spectacles publics. Les publications écrites ne seront plus censurées* ».

<sup>190</sup> Idem, p. 314. Mais la tournure de cet article est suspecte. Le même bulletin précise : « *La nouvelle Constitution a finalement inclus ces trois thèmes dans un seul article. Nous défendons la position selon laquelle la punition pour tortures devait être définie isolément, et nous avons voté contre le fait de mélanger le terrorisme et le trafic de drogues avec la torture* ».

<sup>191</sup> Idem, p.315. Le bulletin précise : « *Cette conquête – une des plus importantes de la Constituante – a été garantie grâce à l'action intransigeante des parlementaires du PT, qui ont refusé quelque accord que ce soit avec le Centrão. Une loi ordinaire devra encore régler le droit de grève dans les 'services essentiels' et définir les 'abus du droit de grève'* ».

<sup>192</sup> Idem. Le bulletin spécifie qu'il est créé constitutionnellement un « *espace d'autonomie syndical* ».

<sup>193</sup> Cf Notre interview de Paulo Paím, réalisée le 11 juin 2014 à Canoas (RS). Celui-ci raconte comment cette responsabilité lui a échoué : « *au moment de nous demander qui allait s'occuper des questions sociales, il y avait trois noms : le mien, celui de Lula et celui d'Olívio [Dutra]. Alors Lula a dit : 'Non, je n'y tiens pas'. Ça, c'était déjà une nomination, non ? Alors Olívio a dit : 'Non, comme Paím a été le vice-président de la CUT Nationale...' – J'étais, je crois, vice-président symboliquement – je trouve juste que ce soit lui'. J'ai trouvé que c'était un beau geste de la part des deux, puisque c'était la doctrine dans notre camp : c'est à des gens qui viennent du mouvement syndical que revient la question sociale, n'est-ce pas ? Ainsi, les deux m'ont laissé la place et j'ai été responsable des questions sociales dans le processus constituant* ». Jusqu'à nouvelle ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>194</sup> Idem. Proportionnel à la durée du service dans l'entreprise. Pas moins de 30 jours pour être précis.

<sup>195</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 315) citant le texte de bilan du bulletin *PT/Constituante* n°10, qui précise : « *Ainsi, les travailleurs des champs commenceront à avoir droit à la FGTS [Fonds de garantie par temps de service, une sorte de 'sécu' très limitée], aux allocations familiales, à la retraite en fonction de la durée de cotisation (et non seulement en fonction de l'âge, comme c'est le cas aujourd'hui)* ».

l'exigeait le PT et tout le mouvement ouvrier depuis le début du siècle, elle passe de 48 à 44 heures<sup>196</sup>. Autres avancées, obtenues par le PT : la durée journalière du travail en équipes passe de 8 à 6 heures<sup>197</sup>. Le congé maternité passe de 12 semaines à 120 jours, avec stabilité de l'emploi entre la confirmation de la grossesse et le 5<sup>e</sup> mois après l'accouchement. Un congé paternité de 8 jours est mis en place. Pour ce qui est du salaire minimum, il n'est pas défini par décret présidentiel, mais par le Congrès : pour mesurer s'il s'agit d'une avancée, il faut comparer, à un moment donné, la volonté de la majorité parlementaire à celle de la présidence<sup>198</sup>. Le paiement des heures supplémentaires passe d'un taux de 25% à 50% en sus des heures « normales »<sup>199</sup>. Il y a des avancées aussi pour les retraites, avec un mode de calcul plus favorable aux travailleurs, exprimé en nombre de salaires minimaux<sup>200</sup>.

Tout cela figure dans la constitution. C'est donc un texte très large, incorporant des domaines qui, ailleurs, font l'objet de simples lois.

#### **d) Dire oui ou non ? Signer ou pas ? Hésitations et débats au sein du PT**

Après les travaux de la Commission de systématisation et les votes en assemblée plénière, article par article, à partir du 27 janvier 1988, le mois de juillet de cette année voit le début de la phase finale du processus constituant. Face au bilan du positif et du négatif, quel choix doit faire le PT ? Le parti doit répondre à deux questions différentes : premièrement, voter oui ou non à la Constitution ; deuxièmement, signer, ou ne pas signer ce document une fois celui-ci finalisé. La première question se pose d'ailleurs à deux reprises. Il y a en effet eu deux votes sur le projet constitutionnel dans sa globalité : le premier le 27 juillet, sur le projet « B » alors en cours de discussion, suite à des manœuvres que nous allons évoquer ci-dessous ; le second, le 22 septembre, pour clôturer les travaux de la Constituante avant la promulgation, le 5 octobre 1988.

Pour ce qui est du vote du texte dans son ensemble, il semblait bien que l'on s'acheminait vers un vote non des constituants pétistes. João Machado évoque<sup>201</sup> la teneur des débats à la réunion du 20 juillet 1988 à Brasilia, entre les constituants pétistes et la Commission exécutive nationale du parti. La Constitution était rejetée de façon consensuelle de la base au sommet du parti. Le vote négatif semblait acquis, et ce qui faisait plus débat était la question de signer ou pas la Constitution. J. Machado rappelle aussi<sup>202</sup> que le 25

---

<sup>196</sup> « Les autres diminutions éventuelles seront fixées par les conventions collectives », note l'article d'Inprecor N°270 (p. 17)

<sup>197</sup> Une conquête qui, selon le bulletin *PT/Constituante* (M. Gadotti et O. Pereira, op. cit. p. 315), touchera 8 millions de travailleurs. João Paulo Pires, principal artisan de cette avancée à la Constituante, considère que cela devrait créer 350 000 nouveaux emplois. In *REVISTA PERSEU*, N°6, Dossî « O PT e a Constituante, 1985-1988 », p. 170).

<sup>198</sup> *Inprecor* n°270 (art.cit. p. 17) donne les chiffres suivants : « En 1985, ce salaire minimum équivalait à 67 dollars, il est aujourd'hui tombé à 59 dollars... pour ceux qui en bénéficient. A titre d'exemple, un coupeur de canne du Nordeste gagne l'équivalent de moins de 37 dollars par mois ».

<sup>199</sup> Le bulletin *PT/Constituante* (M. GADOTTI et O. PEREIRA, op. cit. p. 316) explique que « le PT a lutté pour l'interdiction des heures supplémentaires, comme moyen de créer de nouveaux emplois et de diminuer les accidents du travail. Les secteurs liés aux chefs d'entreprise voulaient maintenir les 25% actuels ».

<sup>200</sup> Le bulletin (idem) présente les réflexions suivantes : « La récupération de la dignité des retraites a été une des grandes luttes du PT et une des principales conquêtes populaires à la Constituante. Il a été décidé que les actuelles pensions et retraites auraient un nouveau mode de calcul, exprimé en salaires minimums, de façon à récupérer la valeur réelle qu'elles avaient à l'époque où elles ont été accordées [...] Au-delà, il a été institué le principe qui interdit dorénavant la réduction de la valeur réelle des retraites. Autre avancée importante : la valeur des nouvelles retraites sera calculé sur la base de la moyenne des salaires des trois dernières années de la vie active, avec correction pour l'inflation, mensuellement [...] Nous avons également réussi à faire approuver la retraite après 25 années de service pour les femmes et 30 années pour les hommes ».

<sup>201</sup> In *Em Tempo*, couvrant les mois de juin et juillet 1988, article intitulé « A mudança de voto no fogo da hora », p. 2-3.

<sup>202</sup> Idem.

juillet, Lula publie même un article dans la *Folha de São Paulo* expliquant que les élus pétistes voteront non. Mais soudain, en quelques heures, la décision de ces parlementaires va s'inverser. Pourquoi ? En substance, les constituants du PT ont cédé face à des pressions organisées par le *Centrão*, menaçant de voter non au texte et de bloquer les travaux de la Constituante, menaces relayées par un discours alarmiste du président J. Sarney. Croyant ce risque de blocage plus grand qu'il n'était en réalité, et cherchant à peser dans le sens du déblocage de la situation, les élus pétistes ont préféré voter oui<sup>203</sup>. Les résultats du vote, au final, sont les suivants : OUI : 403 votes ; NON : 13 votes ; 55 abstentions et 87 absents. Tous les élus pétistes ont voté pour le texte, l'exécutif du parti, consulté, leur ayant majoritairement laissé le choix<sup>204</sup>. La déclaration de vote des constituants pétistes<sup>205</sup>, en date du 27 juillet, cherche à justifier cette décision, d'une façon très confuse. Elle ressemble plus, en effet, à une justification d'un vote négatif qu'à celle d'un vote positif. Les parlementaires pétistes disent voter oui à un texte qualifié d'« extrêmement conservateur » et dont ils disent le plus grand mal, malgré quelques avancées reconnues. Derrière cette prise de décision, on sent les élus pétistes paniqués, déboussolés. Cela est confirmé par les résultats du vote. Très peu de parlementaires ont voté contre le texte. On a la nette impression qu'il s'agissait surtout d'un « coup de pression » de la part des représentants les plus durs de l'élite brésilienne (désireux de mettre un terme à ce qu'ils considéraient comme des dérives de gauche des débats constitutionnels) et que cette pression a fonctionné, en tout cas sur le PT. Bien évidemment, cette décision a été très contestée au sein du parti, la gauche de celui-ci ne ménageant pas ses critiques. Ainsi, par exemple, la DS – sans doute pas la plus virulente – publie un éditorial intitulé « *Le PT s'est trompé* »<sup>206</sup>. On peut y lire que cela a été « *une erreur grave* »<sup>207</sup> de voter oui. L'éditorial

<sup>203</sup> J. Machado (idem) donne plus de détails sur cet épisode. Il raconte les événements qui conduisent à cette volte-face. Synthétisons : depuis le week-end du 23/24 juillet, le leader constituant du PFL et du *Centrão*, José Lourenço, un représentant de Sarney, menace de voter non au projet de Constitution lors du 1<sup>er</sup> tour et insiste pour reporter le 2<sup>e</sup> tour du vote de la Constitution après les municipales, agitant le spectre du chaos que pourrait créer un vote majoritairement négatif au 1<sup>er</sup> tour (avec l'idée que le pays se retrouverait dans un « trou noir » et que le second tour ne pourrait pas commencer). Lundi 25, les pressions se renforcent de la part de Sarney et de l'extrême-droite, on s'attend à ce que les militaires se prononcent dans le même sens, et on annonce un discours de Sarney contre le projet constitutionnel en l'état. Cette situation crée de très gros remous parmi les constituants pétistes. Le discours de Sarney a lieu le 26 juillet au soir, et le président centre ses attaques contre certaines conquêtes des travailleurs et contre la réforme fiscale prévue dans le projet devant être voté, une réforme qui devait décentraliser la collecte des impôts, privant ainsi l'Etat fédéral d'une partie de ses recettes fiscales, ce qui selon Sarney rendrait le pays « ingouvernable ». Le mercredi 27, Ulysses Guimarães, le président (PMDB) du Congrès constituant répond à José Sarney, défendant l'idée que c'est la Constitution qui assurera la gouvernabilité du pays, que certes il y a des imperfections, mais que la réforme fiscale est indispensable pour rendre viable la Fédération, et que donc il faut voter oui. Ulysses Guimarães se taille un franc succès avec le vote qui suit.

<sup>204</sup> J. Machado (idem) précise que V. Guimarães, V. Palmeira, E. Jorge et F. Fernandes défendaient un vote négatif mais ont voté oui par discipline de parti.

<sup>205</sup> Publiée in extenso in PERSEU REVISTA N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », p. 172-173. On peut y lire : « *Bien qu'elle soit profondément en désaccord avec le projet de Constitution approuvé au premier tour – parce que, dans sa globalité, c'est un projet conservateur, qui ne répond pas de façon satisfaisante aux revendications et aux aspirations populaires – les parlementaires du Parti des Travailleurs ont décidé de voter OUI au projet, après avoir minutieusement analysé la conjoncture politique, avec la Commission exécutive nationale du parti. Notre vote est notre réponse aux tentatives des forces réactionnaires de perturber les travaux de la Constituante, et ainsi, de rendre impossible l'approbation des modestes avancées contenues dans ce projet. Ces forces ont adopté le vote NON avec l'objectif de paralyser les travaux de la Constituante, ce qui est reconnu comme dangereux pour le pays. Les parlementaires du PT maintiennent, cependant, leur appréciation critique du projet en question. Nous constatons qu'il est, dans l'ensemble, extrêmement conservateur, et qu'il neutralise en grande partie les avancées qui ont été conquises. Si elle est approuvée au second tour, la nouvelle Charte laissera en vigueur presque toutes les principales injustices, inégalités et la pauvreté dont souffre le peuple brésilien depuis si longtemps* ». Et la déclaration de mentionner la réforme agraire, la question de la propriété, le rôle des Forces Armées, la structure du pouvoir, et la législation en matière syndicale.

<sup>206</sup> Dans la revue *Em Tempo* de juin-juillet 1988, éditorial « *O PT erro* », en p. 3.

<sup>207</sup> Idem. Le même article considère que cela a été une erreur, également, d'avoir voté pour le présidentielisme, qui était ce que voulait Sarney – et ajoute que les parlementaires pétistes reconnaissent aujourd'hui cette erreur-là – et il présente les

explique, en substance, que cette erreur a été motivée essentiellement par la volonté de barrer la route à Sarney, par celle de tenter un rapprochement avec le centre-gauche et pour défendre les avancées attaquées par Sarney.

Après encore plusieurs semaines de débats en plénière, autour du texte dont l'assemblée avait finalement décidé de poursuivre la discussion le 27 juillet, le vote pétiste de clôture, le 22 septembre 1988, se déroulera d'une façon plus simple et plus conforme aux orientations du PT et à son appréciation sur le texte soumis au Congrès, qui finalement le votera, avec 474 voix pour et 15 contre. Tous les votes contre seront pétistes (seul J.P. Pires de Vasconcelos votera oui contre la décision du parti). Car le PT avait déjà pris la décision de voter contre et l'avait annoncé publiquement. Son DN se réunit les 6 et 7 août 1988 à São Paulo et lance un appel au vote NON pour le second tour, qualifiant le projet d'« *essentiellement conservateur, antidémocratique et antipopulaire* »<sup>208</sup>. Détaillant son contenu – le texte n'est alors pas encore totalement finalisé – la direction pétiste estime que celui-ci « *cristallise l'Etat bourgeois d'une société capitaliste, avec un fort penchant conservateur* »<sup>209</sup>. Néanmoins, la déclaration issue de cette réunion définit la décision finale non comme une question de principe (liée au programme et à la stratégie du parti), mais au contraire comme une question tactique<sup>210</sup>. Peut-être la majorité de la direction du PT veut-elle ici faire oublier, en le justifiant, son vote OUI du 1<sup>er</sup> tour, qui a créé des remous dans le parti ; tout en se donnant une marge de manœuvre pour éventuellement modifier la décision finale des constituants pétistes. Peut-on avaliser l'idée que ce n'est qu'une question secondaire, de voter oui ou non, de signer, ou pas, une constitution qui renforce et légitime – hormis quelques avancées – presque tout le contraire de ce pour quoi le parti s'est battu depuis 1979 ? Les sommets du parti sont-ils ici en train de perdre leurs repères ? Y a-t-il une poussée d'opportunisme ? Et, alors, pourquoi ? Quoi qu'il en soit, le 22 septembre, dans sa

---

arguments de la DS contre ce vote positif. En synthèse, on trouve deux arguments de principe, ainsi que la dénonciation de plusieurs erreurs tactiques. Parmi les arguments de principe, on trouve l'idée qu'il y avait peu de risque qu'on confonde le non de gauche du PT avec le non de Sarney et de l'extrême-droite, et la remarque que beaucoup de parlementaires du *Centrão* ont voté oui ou se sont abstenus. Surtout, voter oui signifie qu'on est d'accord avec... un texte constitutionnel qu'on juge, dans la déclaration même du vote, « *extrêmement conservateur* ». Cela revient donc à légitimer ce projet. S'ajoutent à cela ce qui est dénoncé comme des erreurs tactiques : ne pas se différencier du bloc de centre gauche ; renforcer la position d'Ulysses Guimarães comme négociateur avec Sarney, lui laissant le choix dans les conquêtes ouvrières et populaires qu'il jugera bon de supprimer ; en votant oui, voter pour la stabilité et la tranquillité de la transition conservatrice sous la houlette de Sarney ; compliquer le débat interne au parti sur la question de la signature ou de la non-signature ; empêcher un consensus large dans le parti sur la question globale de la Constitution.

<sup>208</sup> Dans la revue *Em Tempo*, septembre 1988, article p. 2 « *Para que assinar a nova Constituição ?* ».

<sup>209</sup> In PERSEU REVISTA, N°6, Dossiê « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », Texte intitulé : « *A posição do PT sobre a nova Constituição* », p. 175. Le même texte poursuit en expliquant que ce caractère conservateur résulte surtout « *du rapport de forces qui s'est créé à partir de la défaite de la campagne pour des élections directes, en 1984, du choix indirect du président au Collège électoral, de la création de 'l'Alliance démocratique' et de l'installation de la 'Nova República'* » (idem), ayant peu avant évoqué « *l'incrédulité généralisée qui s'est abattue sur les classes laborieuses* » (id., p. 174) à partir de ce moment-là. Plus loin, la direction du parti explique que « *l'indifférence ou l'aversion populaire face à l'activité politique en général, et du processus constituant en particulier, rend la conjoncture actuelle très peu propice à une action massive, d'envergure, par rapport à la nouvelle Constitution* » (id. p. 176).

<sup>210</sup> Idem, p. 179. La déclaration dit : « *le geste formel, le geste symbolique – la présence ou l'absence, le silence ou la proclamation, le vote oui ou le vote non, la signature ou la non-signature d'un document – peuvent être porteurs d'un caractère politique qui a une valeur d'exemple, de modèle, ou pédagogique, de grande portée. De telles questions, donc, ne peuvent être traitées comme des questions de principe, ou programmatiques. Ce sont des questions tactiques, et comme telles elles doivent être envisagées en analysant les choses froidement et objectivement, en les considérant sous tous les angles et en prenant en compte toutes les variables de la situation* ».

déclaration de vote sur le texte final de la Constitution, Lula dit non au texte constitutionnel<sup>211</sup>. Ce choix était, sans nul doute, très majoritaire dans le parti.

C'est surtout sur la question « signer ou pas » que les divergences étaient marquées dans le PT. Le débat avait commencé dès les élections pour la Constituante. Si la majorité du parti a toujours voulu éviter de se prononcer à l'avance et par principe, la plus grande partie des courants de gauche du parti déclaraient dès le début qu'il ne faudrait pas signer ce texte. Ainsi, la Démocratie socialiste expliquait en novembre 1986, en substance, qu'il faudrait participer à la Constitution, y lutter contre ce qui serait mauvais et pour ce qui serait bon pour les travailleurs, mais ne pas la signer car ce qui en ressortirait serait nécessairement conservateur, malgré de possibles avancées<sup>212</sup>. Plus tard, le sujet devenant plus d'actualité, et hormis les groupes organisés, des instances du parti se sont prononcées pour la non-signature. Ainsi, le Directoire régional du Rio Grande do Sul prend, dès mars 1988, une telle position<sup>213</sup>. Divers appels de la base ou d'instances intermédiaires du parti, allant dans le même sens remontent, notamment celle, de poids, de la rencontre municipale du PT de São Paulo<sup>214</sup>. Si un recensement exhaustif des positionnements sur cette question dans le PT n'a pas été réalisé dans le cadre de ce travail, nous pouvons néanmoins tenter de rendre compte des principaux arguments mis en avant, favorables ou défavorables à la signature.

Du côté « pro-signature », M. Gadotti et O. Pereira défendent la décision majoritaire avec l'intertitre suivant : « *Dire non à la Charte<sup>215</sup> tout en la signant : un dilemme pour le PT* »<sup>216</sup>. Pour eux, le parti, « *après une discussion intense, a pris la position suivante. D'un côté, il a voté NON au texte, exprimant son mécontentement par rapport au caractère conservateur de la nouvelle Constitution. D'un autre côté, il a SIGNE la Charte – une question formelle -, reconnaissant qu'il avait participé à son élaboration, même en étant minoritaire. Il ne s'agit pas de deux poids, deux mesures. En disant non, le Parti des*

---

<sup>211</sup> Idem, texte « *Declaração na votação do texto final da Constituição* », p. 186 Lula déclare : « *le Parti des Travailleurs [...] va voter contre ce texte, précisément parce qu'il comprend que, même s'il y a des avancées dans la Constitution, l'essence du pouvoir, l'essence de la propriété privée, l'essence du pouvoir des militaires restent intactes dans cette Constitution* ».

<sup>212</sup> Dans la revue *Em Tempo* de novembre 1986, article de Paulo Cezar da Rosa, p. 3, on on lit : « *apposer sa signature en bas du texte constitutionnel reviendrait à courber l'échine face aux injonctions et aux manœuvres de la bourgeoisie* ».

<sup>213</sup> Dans la même revue *Em Tempo*, numéro de mars 1988, en p. 2, on trouve plus de détails : la direction régionale du PT a défendu les positions de Flavio Koutzii, Raul Pont et Tarso Genro de non signature par 27 voix contre 13 et 2 sur les deux autres propositions et 1 abstention, positionnement qui devait être discuté par la direction nationale à la fin mars 1988. Cette position se fonde sur l'idée que les 16 constituants pétistes surestiment la question des avancées dans le texte. Elle insiste sur le « *caractère assumé de la constituante comme couronnement de la transition conservatrice* », avec notamment le rejet par celle-ci d'un vrai salaire minimum, de la stabilité de l'emploi, le maintien des monopoles sur les moyens de communication, le rôle de l'armée, et la sacralisation de la propriété privée. Le parti y est critiqué pour avoir voté avec le *Centrão* le préambule qui attribue « *le même niveau d'importance au droit à la vie, à la liberté et à la propriété privée* », une « *assimilation à la conciliation caractéristique du parlement bourgeois, même si elle est involontaire. Il faut rompre avec cette logique* », conclut le texte du PT *gaúcho*.

<sup>214</sup> Dans la même revue *Em Tempo*, numéro de juin 1988, un article de J. Machado intitulé « *A mudança de voto no fogo da hora* », p. 2 et 3, cite la déclaration issue de cette rencontre : « *Même la constitution bourgeoise la plus démocratique, la plus avancée, est radicalement antagonique avec les objectifs et la lutte des travailleurs. La posture de dénonciation et de délégitimation de la charte constitutionnelle est un devoir pour un parti qui se revendique du socialisme. Dans le cas de la Constitution actuellement en cours d'élaboration – extrêmement conservatrice et opposée à des revendications populaires bien établies – le travail de délégitimation et de dénonciation acquiert un sens spécial, débouchant sur la mise en œuvre de la non-signature comme forme de lutte* ».

<sup>215</sup> La Constitution.

<sup>216</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 309).

*Travailleurs la rejette comme un tout ; en la signant, le Parti des Travailleurs assume la responsabilité d'avoir participé et fait tout son possible pour la rendre progressiste »<sup>217</sup>.*

Du côté « anti-signature », suivons la démarche et les arguments de la DS, dans les mois qui précèdent la finalisation de la constitution. Elle met en avant l'idée que la base du parti est contre la nouvelle Constitution et que donc il ne faut pas signer, pour ne pas s'en couper<sup>218</sup>. Pour ce courant, il est nécessaire d'évaluer les avancées, mais à partir d'une position initiale de rejet, basée sur l'indépendance de classe<sup>219</sup>. La DS refuse la position majoritaire consistant à signer, ou pas, en fonction de ce qu'elle appelle par dérision le « conquistomètre » (qui semble, selon elle, servir de boussole aux constituants et à la direction du PT). Elle appelle à réfléchir à la Constituante elle-même ; à la loi électorale injuste qui l'a mise en place ; au rôle manipulateur du Plan Cruzado, supprimé juste après l'élection ; et à son cadre globalement très réactionnaire<sup>220</sup>. Ce texte de la DS réfute trois arguments de la majorité. Le premier argument est qu'il faut éviter de confondre la non-signature du PT avec celle de l'extrême-droite ; pour la DS, la confusion est peu probable, et il n'est pas vraiment difficile d'argumenter contre cela. Deuxième argument majoritaire : la non-signature pourrait précipiter la mise hors-la-loi du parti ; pour la DS, cette interdiction est hautement improbable en 1988. Troisième idée de la majorité : il vaudrait mieux signer, en émettant des critiques ; pour la DS, cela ne serait pas cohérent et apparaîtrait peu clairement<sup>221</sup>. En mai, *Em Tempo* poursuit sa croisade sur cette question et décrit ainsi ce qui lui semble la menace pour le PT si ce dernier venait à signer la nouvelle Charte : « *La Nova República veut amener le PT à un pacte politique de grande portée. Ils veulent faire en sorte que le PT légitime la nouvelle Constitution en gestation, qu'il amoindrisse son potentiel socialiste et révolutionnaire sous le joug d'un 'réformisme de bas niveau'* »<sup>222</sup>. Un autre article rappelle les circonstances très troubles et les dénis de démocratie dans lesquels la Constituante a été élue et fonctionne depuis lors<sup>223</sup>, et évoque, pendant la Constituante même, des achats de votes<sup>224</sup> et des pressions de l'armée tout au long du processus<sup>225</sup>. Pour la DS, comme pour la gauche du parti en général, signer le texte revient à accorder une légitimité à tout cela ; ne pas signer, au contraire, c'est délégitimer et rejeter tout le

---

<sup>217</sup> Idem, p. 309-310.

<sup>218</sup> Dans la revue *Em Tempo*, n° de mars 1988, p. 2.

<sup>219</sup> Idem.

<sup>220</sup> Idem. Le texte de la DS déclare : « *Ce congrès constituant est le fils légitime de l'accord de la dictature avec les élites bourgeoises, du Collège électoral, des complots contre le peuple* ».

<sup>221</sup> Idem. Tous ces arguments sont développés dans le même texte.

<sup>222</sup> Dans la revue *Em Tempo*, n° de mai 1988, p. 2.

<sup>223</sup> Idem. Article intitulé « *Um poder que tudo dá para receber* ». Militant tous pour le rejet et la dénonciation de cette Constituante, il donne d'autres arguments : sur 69 millions de votants pour les constituants, on a dénombré 13 millions de votes blancs ou nuls ; il n'a pas existé de véritable débat sur les programmes des constituants, du fait de la confusion créée par la concomitance avec les autres scrutins ; on a assisté à une « *distribution oligarchique* » du temps de parole à la radio et TV (avec deux tiers des temps de parole sur horaire gratuit pour les seuls PDS, PFL et PMDB) ; il reste 23 « *bioniques* » sur les 72 sénateurs constituants ; la représentation globale est inéquitable, avec notamment 3,33 millions de suffrages pour le PT, qui lui ont rapporté seulement 16 constituants, contre 4,1 millions pour le PDS qui a eu droit à 32 constituants).

<sup>224</sup> Le même article se réfère au quotidien '*O Estado de São Paulo*' qui chiffre cela : « *la victoire du gouvernement dans ces votes a coûté 9,6 milliards de cruzados destinées à des mairies de l'intérieur du pays, à des demandes de constituants, sans parler de la concession de 46 chaînes de radio et de TV, sous la houlette du ministre Antônio Carlos Magalhães* ».

<sup>225</sup> Idem. L'article explique que ces pressions ont surtout été visibles lors du vote sur le mandat du président (5 ans) et sur la forme du gouvernement. Il relève enfin les menaces proférées par des militaires si vote du mandat de 4 ans devait malgré tout intervenir, avec la déclaration suivante du ministre de l'Armée de terre : « *si le mandat de 4 ans est approuvé, la loi et l'ordre seront perturbés, et fatalement, l'Armée sera appelée à les rétablir comme elle l'a toujours fait, sans que cela n'implique de coup d'Etat* ».

processus. Dans la même livraison de son journal, la DS signe un éditorial<sup>226</sup> où elle reprend point par point les principaux arguments, anciens et nouveaux, de ceux qui, dans le PT, ne rejettent pas le fait de signer. L'éditorial de la DS revient sur le danger du texte : « *La Constitution en cours d'élaboration est et sera pour toute une période une arme puissante entre les mains des classes dominantes. Il n'y a pas, donc, moyen de s'esquiver ou d'adopter une attitude de caméléon face à la lutte démocratique : il s'agit de l'approfondir, et cela passe nécessairement par un positionnement du PT qui nie la légitimité de cette Constitution* ». Et pour la DS, le PT devrait à la fois organiser un large débat dans tout le parti sur cette question, permettant d'étudier toutes les positions ; chercher à se rapprocher de tous les segments de la société qui ont vu leurs espérances frustrées par la Constitution ; et combiner ça avec une offensive politique (par exemple en lançant une candidature Lula pour la prochaine présidentielle).

Le même numéro d'*Em Tempo* propose enfin un bilan critique de l'action du PT dans la Constituante<sup>227</sup>, qui se veut une critique de la tactique politique du parti, et non une dénonciation de l'action des parlementaires pétistes pris individuellement ou collectivement. Où en est-on le 20 juillet, lors de la réunion entre le CEN et les constituants du PT ? J. Machado<sup>228</sup> distingue plusieurs grandes positions. La DS affirme toujours qu'il ne faut pas

<sup>226</sup> Idem, p. 3, éditorial intitulé « *Les raisons de ne pas signer la nouvelle Constitution* ». Il est écrit après la dernière réunion du DN du parti, et au cœur d'un débat qui divise « *les parlementaires, les membres de la direction, et la base* ». Le premier argument mis en avant par la majorité du DN est celui-ci (selon la DS) : « *Nous n'avons pas gagné tout ce que nous voulions, seulement le possible, mais il faut mettre en avant ces conquêtes et défendre leur application* ». La DS répond à cela qu'on peut en partie comparer cela avec une campagne salariale, où l'on finit par signer un accord pas très bon, du fait des rapports de forces. Mais contrairement à une campagne salariale, l'impact de la Constitution sera très durable et, explique la DS, tout ce qui aura été engrangé par les classes dominantes servira (lois répressives, loi agraire, liberté de licenciement, etc.), bien évidemment. La DS ajoute qu'il n'y a « *pas de contradiction entre la dénonciation d'ensemble du caractère conservateur de la Constitution et la lutte ponctuelle pour l'application des petites conquêtes* ». Le deuxième argument majoritaire sur lequel revient la DS est le suivant : « *Ne pas signer la Constitution isolerait le PT et donnerait un argument de poids aux classes dominantes pour mettre le parti dans l'illégalité* » ; ce à quoi la tendance minoritaire répond en trois points : « *Fondamentalement, la mise hors la loi du PT ne dépend pas de tel ou tel argument juridique, [...] mais du rapport de forces réel qui prévaut au plan de la politique à un moment donné de la lutte des classes* », ajoutant que « *l'argument de l'isolement n'est pas nouveau. Le parti l'a déjà affronté dans le débat sur la comparution ou non au Collège électoral, quand l'auréole de la 'Nova Republica' brillait avec bien plus d'intensité* », et rappelant que l'essentiel de la nouvelle Constitution est « *la confirmation du veto mis au projet historique pour lequel le PT est né et lutte* ».

<sup>227</sup> *Em Tempo*, n° de mai 1988, p. 3, article intitulé « *Um balanço crítico* ». Le point de départ de cette analyse se situe dans les déclarations d'intentions initiales de la direction du parti avant même l'installation de la Constituante, concernant les relations entre action parlementaire et action de masses. La critique se situe autour du point suivant : « *Le fait est que la relation du PT avec le Congrès constituant a fini par mettre plus l'accent sur l'action parlementaire que sur l'action des masses, et que son action a accordé bien plus de poids à la dynamique des conquêtes partielles qu'à se démarquer du processus d'ensemble et à le condamner* ». Ce déséquilibre a trois conséquences, selon la DS. « *En premier lieu, cela a fait que l'action du parti a gravité autour de la dynamique et des tendances du Congrès constituant. Elle a été diffuse lorsque les travaux constituants se sont dissous dans les commissions thématiques ; marquée par des alliances ponctuelles avec les libéraux-progressistes du PMDB dans la Commission de systématisation ; elle a excellé dans l'affrontement avec le Centrão au début du travail en plénière ; elle s'est diluée face à la dynamique des accords entre le centre et la droite ultra-conservatrice lors du vote sur les chapitres suivants [...] En second lieu, le parti a eu à certains moments des difficultés à définir ses positions en fonction de son programme, étant englué dans la dynamique des querelles inter-bourgeoises* ». Par exemple « *il s'est profondément mélangé avec des secteurs nationalistes bourgeois lors des votes sur l'ordre économique, dans les chapitres qui définissaient la répartition des droits et des avantages entre le capital national et le capital international* » ; et aussi dans la position en faveur du présidentielisme, dans la « *confrontation entre le bloc pro-Sarney et la proposition d'un 'grand accord parlementariste' parrainé par Ulysses [Guimarães, président PMDB de la Constituante] [...] En troisième lieu, au moins lors d'un épisode, le parti s'est orienté de manière diamétralement opposée à une position correcte. Ce fut lorsque, s'opposant à la menace d'un coup d'Etat militaire, il a signé indistinctement avec tous les partis bourgeois une note en défense du Congrès constituant. Heureusement, ce positionnement n'a pas eu de retombées trop importantes* ».

<sup>228</sup> Dans la revue *Em Tempo*, n° de juin 1988, article intitulé « *A mudança de voto no fogo da hora* », p. 2-3. Tous les éléments narrés et citations présentés ici jusqu'à nouvel ordre sont tirés de cet article. L'auteur précise que la majorité a tendance à surtout critiquer la position de non-signature.



signer la Constitution. La majorité (Articulation) défend l'idée qu'il ne faudra pas signer si l'on assiste à une perte de la plus grande partie des avancées du 1<sup>er</sup> tour, ou si l'on constate de fortes pressions populaires contre une signature. Il existe une position intermédiaire, défendue par J. Genoíno : « *définir un ensemble d'exigences sur des points à maintenir ou supprimer du texte* » pour que le PT puisse le signer. A l'extrême-gauche du parti, la CS explique qu'il ne faut pas signer, et insiste pour que le PT et la CUT dénoncent la Constitution, laissant de côté, selon l'auteur, la question du 2<sup>e</sup> tour (« *tout miser sur la centralisation des luttes économiques, sans donner de l'importance à la lutte institutionnelle* », dit J. Machado). Dans un autre article d'*Em Tempo*, la DS, juste avant la conclusion des travaux constitutants, se demande « *pourquoi signer la Constitution ?* »<sup>229</sup>, et cherche à comprendre ce que le PT a à gagner à le faire. Le même article veut enfoncer le clou, concluant : « *La bourgeoisie tentera d'utiliser la nouvelle Constitution pour essayer de délégitimer et d'empêcher l'action du mouvement de masses* ».

Mais tous ces arguments n'y feront rien : finalement, la décision de voter NON au second tour à la Constituante mais de signer le texte est prise le 17 septembre 1988, lors de la réunion du DN du parti. Pourquoi signer, finalement ? Essentiellement parce qu'il y a eu « *diverses avancées, dans le domaine des libertés démocratiques et des droits des travailleurs* »<sup>230</sup>. Et ainsi, le 22 septembre, les 16 signatures des parlementaires pétistes ont été apposées au bas de la nouvelle Charte fondamentale brésilienne.

#### e) Impact de cette expérience sur le parti

Certaines légendes ont la vie dure. Il en va ainsi d'une croyance erronée sur la signature de la Constitution. Selon l'historien L. Secco, « *bien que pendant un certain nombre d'années les moyens de communication aient affirmé le contraire, il est faux que le PT n'ait pas signé la Constitution* »<sup>231</sup>. Les mensonges médiatiques aidant, la majorité du PT et ses parlementaires auront finalement bien mal été récompensés pour toutes les considérations qu'ils ont développées et fait prévaloir face aux critiques dans le parti<sup>232</sup>.

Quant aux conséquences de cette participation du PT à la Constituante sur le parti lui-même, pour L. Azevedo, il semble y avoir un avant et un après. Pourquoi ? Du fait de sa participation à la Constituante, « *le parti va être obligé de construire des propositions pour tous les domaines de l'Etat et de la société [...] Donc la Constituante [...] a été le premier*

<sup>229</sup> Dans la revue *Em Tempo*, n° de septembre 1988, intitulé : « *Para que assinar a nova Constituição ?* » Tous les éléments argumentatifs et citations présentés ici jusqu'à nouvel ordre sont tirés de cet article, qui cite José Sarney dans son discours du 18 août dans lequel le président déclarait : « *Les travailleurs, pour pouvoir obtenir la victoire [de la Constitution] doivent avoir la conscience qu'en obtenant des droits, ils devront assumer des devoirs, y compris pour préserver les droits acquis* » (discours lu dans la *Folha de São Paulo* du 19 août).

<sup>230</sup> In PERSEU REVISTA, N°6, Dossiê « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », Texte intitulé : « *O 'Não' do PT à Constituição* », p. 187 paru dans le Bulletin national du PT d'octobre 1988. Le texte de présentation de la décision majoritaire ajoute : « *La décision de signer la Constitution est une démonstration politique et pédagogique du fait qu'il est possible de lutter pour un nouveau champ institutionnel, y compris des limites étroites du champ institutionnel bourgeois, au-delà de tout le vaste terrain des luttes extraparlimentaires et populaires* ».

<sup>231</sup> L. SECCO (op. cit. p. 128-129).

<sup>232</sup> C'est ce qu'a tenu à nous rappeler Paulo Paím (cf Notre interview de Paulo Paím). Lui, qui était l'un des 16 constituants pétistes, déclare : « *je me battais sur le fait que nous devons signer la Constitution une fois celle-ci prête. Ce que je dis, c'est : 'regardez, nous pouvons y contester un grand nombre de choses dont nous pensons qu'elles sont mauvaises, mais ne pas signer, ne pas reconnaître le travail que nous y avons fait, c'est une erreur, n'est-ce pas ? ' Et à partir de là, c'est cette thèse qui a prévalu. Il n'y avait pas que moi qui la défendais, d'autres aussi* ». Il tonne encore, plus de 25 ans plus tard : « *tout le monde, au moins beaucoup de gens, au Brésil, disent que nous n'avons pas signé la Constitution. Ce sont des mensonges et des bêtises, nous avons des photos d'archives, cela figure dans les annales et tout, il y a même une vieille photo de moi [...]. Oui, je l'ai signée, nous avons signé la Constitution* ».

*grand moment de construction politique du parti du point de vue de l'acquisition d'une vision plus large de la société, dépassant une vision purement syndicale, et qui permette aussi à nos parlementaires d'avoir une vision qui aille au-delà de ce que pensaient les groupes de gauche organisés. Parce que, jusqu'alors, nous dépendions totalement des groupes de gauche organisés quand il s'agissait de questions d'essence théorique »<sup>233</sup>. Ces remarques sont intéressantes, car cela nous apparaît précisément comme une prise de distance – ou du moins un nouvel éloignement politique et idéologique – entre les leaders de l'Articulation, « noyau dur » du PT, et les courants organisés situés à sa gauche. L'affaire du positionnement sur le vote OUI ou NON à la Constitution et, plus encore, sur la signature de ce texte en témoignent. Les propos de L. Azevedo un peu plus loin renforcent cette conclusion : selon lui, un changement s'était produit dans le PT dès 1986, quant à la façon de fonctionner et de se répartir les rôles entre groupes de gauche organisés et dirigeants syndicaux : pour lui, il y a alors davantage de « symbiose, tant et si bien que de grands cadres des groupes de gauche [...] vont plus tard avoir un rôle important dans le courant majoritaire du parti lui-même : L. Gushiken [...] Palocci [...] Genoíno ». Deux éléments semblent donc jouer dans le même sens : d'un côté certains cadres des courants de gauche se rapprochent du « noyau dur » du parti ; de l'autre, ce dernier, notamment autour de ses parlementaires, apprend à traiter des questions politiques les plus diverses sans avoir besoin des compétences théoriques des militants restant dans les courants de gauche.*

M. Keck dit de cette période : « *Dans la seconde moitié des années 80, a commencé à être surmontée la dichotomie entre le parti comme constructeur d'un mouvement, et comme acteur institutionnel »<sup>234</sup>. S'agit-il, comme elle le dit, d'une dichotomie ainsi surmontée, ou bien d'une nouvelle dynamique pétiste qui s'enclenche, et qui aboutira plus tard à un rapport inversé entre parti-mouvement et parti institutionnel ? Nous y reviendrons. Dans l'immédiat, rappelons qu'une des critiques faites par la gauche du parti à la direction portait précisément sur ce point. La DS critiquait la trop grande attention portée à l'action parlementaire, au détriment de l'action extra-parlementaire et de la mobilisation de masses. La CS le faisait également, avec plus de virulence... Mais au fond, est-ce étonnant ? On comprend que quand des dirigeants d'un syndicat ou d'un mouvement populaire s'installent pour la première fois dans une enceinte parlementaire, les codes, les joutes, les manœuvres, etc. dont ces lieux sont coutumiers doivent sembler étranges aux nouvelles et nouveaux élus. Mais au bout d'un certain temps de travail acharné sur de nombreux textes, le « métier » doit rentrer ! Dans le cas de la Constituante, il s'est agi d'un marathon de 19 mois, et il est logique que les 16 du PT, dont la plupart étaient des néophytes en tant que parlementaires, aient appris qui votait comment, sur quoi, quels clivages idéologiques ou autres étaient à l'œuvre au sein des groupes parlementaires des autres partis, etc.*

Avec la Constituante, le PT devient, plus qu'auparavant, un parti parlementaire et institutionnel, même si, dans le discours des dirigeants du PT et parmi ses parlementaires, l'action institutionnelle est toujours présentée comme complémentaire à l'action de masse. Pour M. Keck, « *le processus de négociations parlementaires, pour lequel les députés pétistes se sont montrés toujours plus capables pendant cette période, a été considéré comme partie intégrante des luttes sociales dans lesquelles le parti était aussi impliqué »<sup>235</sup>. Elle ajoute : « *l'expérience de négocier des alliances au Congrès durant l'Assemblée**

<sup>233</sup> Notre interview de L. Azevedo. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>234</sup> M. KECK (op. cit. p. 254).

<sup>235</sup> Idem, p. 256.

constituante a beaucoup influé sur l'ouverture du PT par rapport aux activités de coalition »<sup>236</sup>. Revenant sur l'évolution de la pratique pétiste par rapport aux institutions<sup>237</sup>, M. Keck conclut : « A mesure que le parti croissait et gagnait de l'expérience, ces problèmes ont commencé à être résolus. Son discours a évolué alors qu'il arrêta de mettre en permanence l'accent sur l'organisation du travail, en acquérant une vision plus globale. Dans la seconde moitié des années 80, le PT était bien plus disposé à coopérer avec d'autres partis, tant dans des élections spécifiques que dans des campagnes politiques déterminées »<sup>238</sup>. C'est sans doute là où l'expérience de la participation à la Constituante a le plus modifié la pensée et l'action politique du PT par rapport aux institutions et aux alliances politiques, notamment en leur sein.

Avec un recul que M. Keck n'avait pas en écrivant son livre, on peut se demander si justement, cette expérience constituante du PT ne peut pas être considérée comme le point de départ d'une trajectoire politique toujours plus parlementariste et institutionnelle. Certes, le groupe parlementaire du PT était encore très réduit, et il s'agissait encore d'un parti parlementaire « débutant ». Mais on remarque déjà, au moins dans les écrits et déclarations de la direction du parti et de son courant majoritaire, que l'accent est davantage mis sur le travail institutionnel et les alliances. Quelques exemples suffiront. Ainsi, alors qu'on lui demande si certains parlementaires jugés « progressistes » du PMDB pourraient rejoindre le PT, G. Milhomem répond : « Très peu, je crois. Il y en a certains que, de la base au sommet du parti, nous devrions faire entrer [au PT] [...] De nombreux conseillers municipaux pourront entrer au PT [et il faut se méfier des] nombreux opportunistes [qui] viendront frapper à notre porte, seulement pour des objectifs électoralistes »<sup>239</sup>. Sa réponse révèle des préoccupations réalistes, mais laisse de côté la question de fond (programmatique, stratégique) : entrer au PT, pour quoi faire, sur quelle base, sur quelle ligne ?

D'autres exemples sont fournis par la résolution du DN du PT du 7 août 1988 où on lit : « Le PT a accepté le terrain institutionnel et la lutte parlementaire, depuis ses origines, comme des forums où la lutte des classes se déroule aussi et où, donc, le parti à travers ses militants, doit être présent ; comme il est également présent, très souvent, dans des luttes qui ont lieu à l'extérieur du cadre institutionnel »<sup>240</sup>. Ici, la direction du parti n'exprime pas de primauté donnée aux luttes sociales par rapport à celles dans les institutions, contrairement au contenu des premiers textes du PT. A l'époque, rappelle Claudio Gurgel, « le parti [participait] aux élections, mais en se référant à celles-ci comme à un angle d'attaque secondaire, seulement en soutien à la lutte politique »<sup>241</sup>. Les deux plans semblent à présent mis sur un pied d'égalité. La résolution accorde aussi une importance d'un niveau jusqu'alors inconnu à la question des alliances. Examinant le choix final du PT sur la Constitution (voter

---

<sup>236</sup> Idem. Elle dit : « vu que la majorité des partis à l'Assemblée constituante ne suivait pas de discipline de parti lors des votes, il était nécessaire de mettre en place des alliances autour de chaque question, négociant individuellement avec les députés ».

<sup>237</sup> Idem. Elle ajoute : « au début, le désir d'exprimer au niveau politique les intérêts des travailleurs et des pauvres faisait que le PT se méfiait des alliances politiques, reflétant ainsi, d'une certaine manière, un manque de confiance en lui comme institution ; on supposait que faire des alliances, même tactiques, entraînerait une dilution de son programme. Dans les premiers temps, le parti tendait à se considérer comme le porte-parole politique du mouvement organisé des travailleurs [...] Cette vision, en plus de la faiblesse électorale du parti, tendait à provoquer dans le PT une dichotomie entre l'action sociale et l'action politico-institutionnelle, spécialement au Congrès ».

<sup>238</sup> Idem.

<sup>239</sup> In PERSEU REVISTA N°6 (op. cit. p. 168). Interview de G. Milhomem intitulée « A prioridade é lutar pelas eleições gerais ».

<sup>240</sup> Idem, p. 179. Déclaration du DN du PT intitulée « A posição do PT sobre a nova Constituição ».

<sup>241</sup> Claudio GURGEL. « Estrelas e borboletas. PT : Origens e questões de um partido a caminho do poder ». Papagaio, 1989, p.71.

OUI ou NON, signer ou pas), elle se demande quelles en seront les conséquences, notamment, « *sur ses relations avec d'autres partis – y compris ceux avec lesquels il a fait et il pense faire des alliances parlementaires lors du premier et du second round des votes au Congrès constituant* »<sup>242</sup>. Autrement dit, l'un des critères de la décision du PT sur la Constitution, c'est ce que vont penser d'autres partis (jusqu'à il y a peu considérés comme suspects), que le PT côtoie au parlement, et avec lesquels il cherche s'allier. Auparavant, les seuls critères que ses déclarations semblaient prendre en compte étaient l'intérêt des travailleurs et du peuple. Face à un choix politique, la direction du PT ne se demande plus seulement ce que vont en penser les travailleurs ; elle se soucie aussi des réactions des alliés parlementaires qu'il souhaite obtenir. Il s'agit là, selon nous, d'un vrai changement dans la démarche politique du PT, peut-être encore embryonnaire, mais dont la logique est sans doute plus puissante que ce que ses dirigeants imaginaient à l'époque.

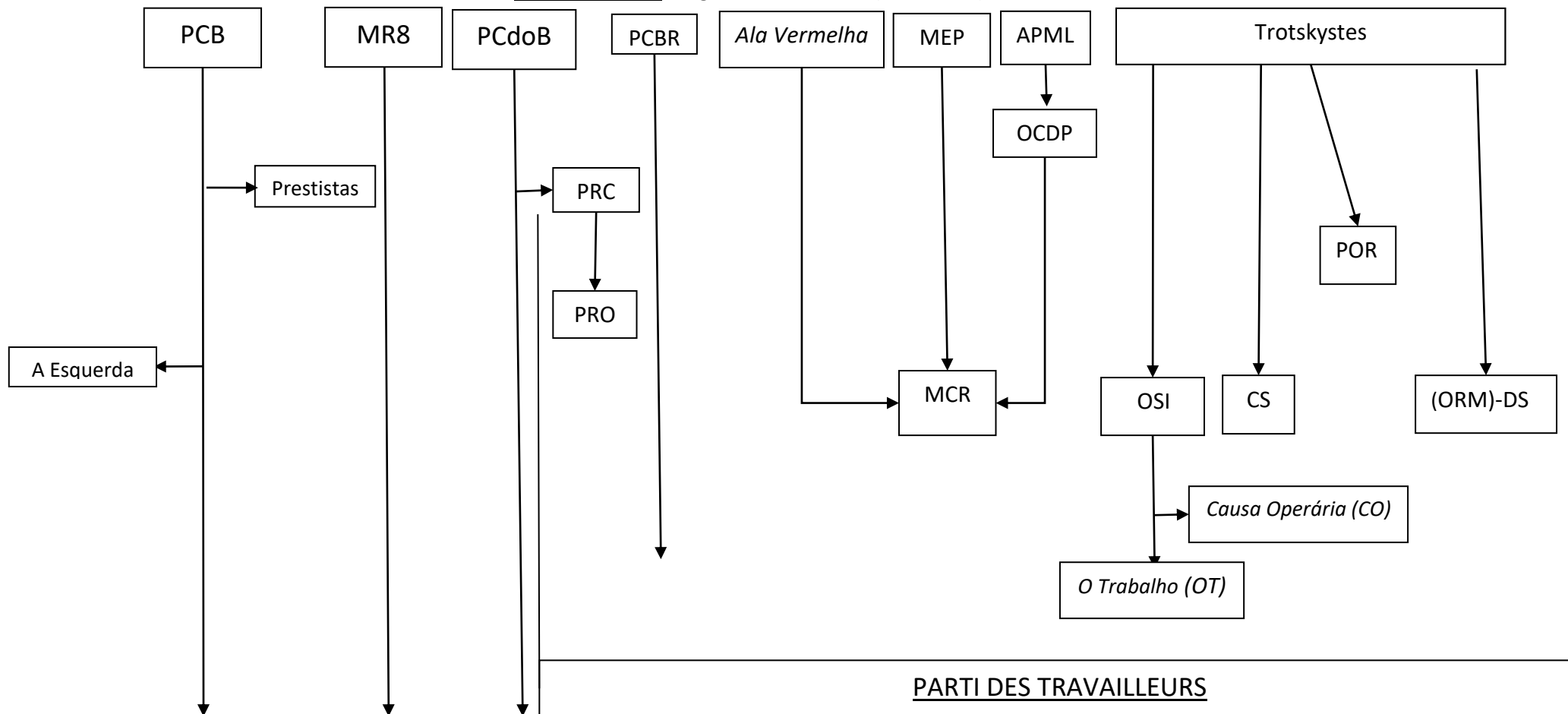
-----

Pour mieux saisir le panorama de la gauche en 1987 et comprendre comment elle a évolué depuis la période précédant la naissance du PT, nous reproduisons à la page suivante un organigramme emprunté à A. Ozai da Silva. Celui-ci nous permettra aussi de mieux suivre les débats de la 5<sup>e</sup> RN, tenue fin 1987 et traitée au chapitre suivant.

---

<sup>242</sup> In PERSEU REVISTA, N°6, Dossî « *O PT e a Constituinte, 1985-1988* », déclaration du DN du PT intitulée « *A posição do PT sobre a nova Constituição* », p. 180.

Organigramme2 : la gauche brésilienne (1976-1987)



Source : Repris d'A. Ozai da Silva (op. cit. 1989 p. 122) avec quelques ajouts et modifications



## Chapitre 9 : Le PT et la fin de de l'ère Sarney

---

La seconde moitié des années 1980 est marquée par un renforcement numérique et organisationnel net et constant du PT, tandis que la crise économique, sociale et politique s'accroît. Fin 1987, le parti définit de nouvelles orientations à sa 5<sup>e</sup> Rencontre nationale, notamment pour préparer deux années électorales très importantes : 1988 et 1989.

### Section 1 : Chaos économique et crise sociale et politique

Le climat politique change immédiatement après le triomphe des partis de l'Alliance Démocratique aux élections de novembre 1986, tenues dans ce qui était encore l'euphorie du Plan Cruzado. On assiste maintenant dans le pays à une désillusion qui se généralise, à une colère qui monte, et qui se tourne de plus en plus contre l'élite dirigeante, ses pratiques et la politique qu'elle incarne. Le ressentiment est alimenté par une inflation qui devient un problème dramatique, perturbant considérablement la vie quotidienne des Brésiliens<sup>1</sup>.

#### 1°) « L'économie du diable – chômage et inflation »<sup>2</sup>

##### a) Du Plan Cruzado I au Plan Cruzado II

Sitôt passées les élections générales du 15 novembre 1986 – très favorables au pouvoir donc – le gouvernement Sarney procède à un « ajustement » : le Plan Cruzado II succède au Plan Cruzado I. Mais sur bien des points, leurs logiques sont opposées. Ce plan est surnommé « *tarifaço* »<sup>3</sup>. Après quelques mois de blocages des prix et des salaires, l'augmentation est brutale et généralisée pour les prix, les tarifs publics, les taxes, les impôts. Et cela fait monter l'exaspération de la population<sup>4</sup> : la désillusion conduit facilement à la colère populaire. Et celle-ci, en l'espèce, conduit à des luttes que le régime, malgré son vernis démocratique, réprime sévèrement<sup>5</sup>. Les grèves sont pour l'essentiel motivées par des

---

1 A. ENDERS (op. cit. p. 234) fournit les taux annuels d'inflation au Brésil. Après les relativement faibles 57,4% (!) de 1986, avec les premiers mois du Plan Cruzado, les chiffres s'envolent : 365,7% en 1987 ; 933,6% en 1988 ; et pour terminer la décennie avec l'année de l'élection présidentielle, 1765% en 1989. L'historienne commente ainsi la situation catastrophique de l'économie du pays à cette époque et ses effets sur la population : « *en cinq ans, le Brésil change trois fois de monnaie et les déficits publics se sont creusés. Ceux qui possèdent un compte en Banque peuvent atténuer les effets de l'érosion de la monnaie par des dispositifs de correction, lesquels contribuent d'ailleurs à alimenter l'inflation. Pour les pauvres, qui touchent leur salaire en liquide, le pouvoir d'achat fond comme neige au soleil. Il faut convertir immédiatement la paye en riz, haricots noirs et autres produits de nécessité pour espérer survivre* ».

<sup>2</sup> C'est le titre d'un ouvrage d'Alfred Sauvy (Calmann-Lévy, 1976), que nous utilisons dans cet intitulé.

<sup>3</sup> Qu'on pourrait peut-être traduire par « méga-augmentations de prix et de tarifs ».

<sup>4</sup> Comme le commente G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 76), « *le gouvernement prétendait rétablir l'équilibre extérieur et budgétaire en en faisant porter le poids sur la baisse du salaire réel (comme dans la période militaire avec Roberto Campos). Mais il y manquait de l'autorité, et de la crédibilité, pour le moins. La déception d'une grande partie de la population sur la politique économique a contribué au développement de l'opposition. Et le gouvernement et les chefs d'entreprise allaient devoir affronter, à partir de 1987, un nouvel essor du mouvement gréviste au Brésil* ».

<sup>5</sup> Le journal *Inprecor* (N° 249, du 21 septembre 1987, p. 15) donne quelques précisions : « *Entre janvier et mai 1987, on recense plus de 530 grèves, dont 11 grèves nationales catégorielles, mouvements qui se heurtent à une répression très*

questions de pouvoir d'achat. L'actualité est aussi ponctuée par des émeutes dans les grandes agglomérations, et des magasins mis à sac. Il faut dire que le pouvoir d'achat a baissé, en quelques mois, de 30% à 37% selon les catégories professionnelles<sup>6</sup>. En fait, la spirale inflationniste étant relancée après le Plan Cruzado II, « l'échelle mobile » des salaires est limitée à 20%, et c'est ainsi que chaque mois s'accumulent des pertes de pouvoir d'achat. Dès février 1987, le contrôle des prix est totalement suspendu. En même temps, Sarney déclare un moratoire sur le paiement des intérêts de la dette extérieure, mesure en partie démagogique visant à faire accepter le reste.

## **b) Le Plan Bresser**

Le Plan Cruzado I ayant fini par implorer, le Plan Cruzado II causant désillusion et exaspération, Sarney change de ministre de l'Economie. Exit Dilson Funaro. C'est l'avocat, homme d'affaires et économiste Luiz Carlos Bresser Pereira qui le remplace dès le 29 avril 1987. Ce mois-là, l'inflation dépasse les 20%. Le Plan Bresser, annoncé le 12 juin, n'est pas hétérodoxe comme l'était le Plan Cruzado. Il se veut officiellement un mélange d'orthodoxie et d'hétérodoxie, mais à y regarder de plus près, il est assez proche de l'application des préceptes du FMI. Côté hétérodoxe, on trouve un gel des prix et des loyers pendant 3 mois au maximum. Mais celui-ci intervient après de très fortes augmentations de prix et de tarifs<sup>7</sup>. Côté orthodoxe, on trouve les éléments classiques de la panoplie du FMI : un gel des salaires (censé favoriser les exportations) à un niveau qui entérine des pertes antérieures (mai - juin)<sup>8</sup>, avec la mise en place d'un nouvel indice, l'URP<sup>9</sup>, destiné à décaler dans le temps le rattrapage des salaires sur les prix. Le Plan Bresser opère une dévaluation du cruzado de 9,5%, et définit une politique fiscale visant à réduire le déficit public, à travers des hausses de tarifs publics et la suppression de subventions à certains produits de première nécessité comme le blé. On le voit : ce plan aggrave, pour l'essentiel, la baisse du pouvoir d'achat des salariés<sup>10</sup> et détériore davantage les conditions de vie des plus pauvres.

Contrairement à l'euphorie qui avait présidé au lancement du Plan Cruzado, le Plan Bresser est mal accueilli. D'un côté le patronat n'y croit pas, et tente d'anticiper les hausses de prix. De l'autre, les salariés entrent à nouveau dans une phase de mobilisation croissante, cherchant à obtenir la récupération intégrale des pertes de pouvoir d'achat. La CUT est l'outil principal dont ils disposent à cet égard. Le 20 août 1987, cette centrale appelle à une grève générale contre le Plan Bresser, en alliance avec une CGT réticente par principe aux grèves, et qui ne fait pas tout son possible pour le succès de l'initiative... Dans ce cadre, ce sont souvent les branches et entreprises les mieux organisées syndicalement, tant dans le secteur privé que dans le public, qui parviennent le mieux, si ce n'est à maintenir le pouvoir d'achat, tout au moins à ne pas trop en perdre. Mais globalement, la spirale inflationniste, un instant freinée par le Plan Bresser, redémarre et accélère graduellement : on est de nouveau

---

*dure. Ainsi, en mars [1987], l'armée occupait avec ses chars les raffineries de pétrole dont les ouvriers étaient en grève, et la flotte militaire intervenait contre la marine marchande, en grève depuis 3 semaines ».*

<sup>6</sup> Chiffres donnés par *Inprecor* (idem, p. 15) qui ajoute : « *Le salaire minimum, que perçoivent 42% des travailleurs brésiliens (62% dans le Nordeste), est le plus bas de toute l'histoire du pays* ».

<sup>7</sup> G. Rozenino de ALMEIDA (op. cit. p. 77) cite les chiffres de 45% pour l'électricité, 34% pour le téléphone, 32% pour l'acier, 36% pour le pain, 27% pour le lait et 13% pour les carburants.

<sup>8</sup> 26,1% d'augmentation des prix sur juin, « oubliée » par le Plan Bresser, selon G. Rozenino de ALMEIDA (op. cit. p. 77)

<sup>9</sup> URP : Unité de référence des prix.

<sup>10</sup> *Inprecor* N°249 du 21 septembre 1987, p. 15, estime qu'entre le Plan Cruzado I (février 1986) et « *la fin juillet 1987, c'est à 45% que s'élève la perte de pouvoir d'achat des travailleurs* ».



confronté à un indice de 14,5% au mois de décembre 1987. Bresser quitte alors ses fonctions.

### c) La politique « *feijão com arroz* »

Immédiatement après le départ de Bresser et son remplacement par Maílson da Nóbrega, les ambitions de la politique économique deviennent plus modestes : on parle de politique « *feijão com arroz* » selon l'expression du ministre lui-même, qui ne propose pas de « solutions miraculeuses »<sup>11</sup>, mais vise seulement, dans un premier temps, à réaliser quelques ajustements ponctuels destinés à éviter la plongée dans l'hyperinflation (limitant la hausse des prix à 15% par mois), avant de parvenir ensuite à une stabilisation graduelle de l'économie (notamment en réduisant progressivement le déficit public vers les 4% définis par l'accord avec le FMI). Au prix, notamment, d'une politique agressive contre les salaires de la fonction publique, bloqués pendant deux mois, le déficit public descend même au-dessous des 4%. Moins d'un an après la décision de moratoire sur le paiement des intérêts de la dette, le versement de ceux-ci reprend et une nouvelle négociation avec le FMI a lieu et débouche sur un nouveau prêt. Mais qui dit négociation avec le FMI dit acceptation des recettes fondamentales de ce dernier, en particulier la diminution des dépenses publiques, l'obtention d'excédents de la balance commerciale du Brésil et le rôle d'exportateur de capitaux attribué au pays. Cette politique connaît un échec patent dès le mois de juillet 1988, avec une augmentation mensuelle des prix de 24%, dépassée dès octobre de la même année par un taux de 27,3%, avec des tarifs publics réajustés tous les 20 jours au lieu de 30, et des hausses de prix anticipées dans le secteur privé. Dans ce contexte, peu avant les élections municipales, Sarney veut un « pacte social », et l'obtient le 4 novembre 1988 : un accord est signé entre le gouvernement, le patronat et une partie minoritaire des syndicats – avec la CGT, mais contre la volonté de la CUT – autour de la hausse des prix pour novembre et décembre 1988. Ce pacte peu légitime (vu son rejet par la CUT) ne fonctionne même pas, car le patronat augmente certains prix dès novembre. L'inflation est de 28,8% rien qu'en décembre ; pour janvier 1989, les prévisions dépassent alors 30%. Finalement, selon la Banque centrale du Brésil<sup>12</sup>, après une hausse annuelle des prix de 415% en 1987, 1988 se termine avec un nouveau record : 1 037%. Avec 1 782%, l'année 1989 (une année électorale décisive) allait encore plonger davantage le Brésil dans le chaos.

### d) Le Plan d'Été

Au niveau économique, 1989 est l'année du *Plano Verão*<sup>13</sup>. Concocté par le même ministre de l'économie – Maílson da Nóbrega – ce nouveau plan est annoncé par Sarney le 14 janvier, et témoigne d'une volonté d'aller à nouveau au-delà des mesurées de la politique « *feijão com arroz* » face à la perte de contrôle sur le niveau des prix. Le Plan d'Été contient une « innovation », avec une nouvelle unité monétaire, le *cruzado novo* : une fois de plus, on divise la valeur de la devise brésilienne par 1 000, et on obtient ainsi 1 nouveau cruzado = 1 000 cruzados anciens, après avoir dévalué la monnaie de 18% par rapport au dollar<sup>14</sup>. Le Plan d'Été affiche la volonté de diminuer la demande globale à court terme – avec notamment des coupes sombres dans les dépenses publiques, l'augmentation des taux

<sup>11</sup> « *feijão com arroz* ». Signifiant littéralement « des haricots avec du riz », cette expression met l'accent sur le caractère banal de la politique menée, aussi banale que la nourriture quotidienne d'un grand nombre de Brésiliens.

<sup>12</sup> Banco Central do Brasil: Price Indices (PDF en anglais - 2005). Vu le 26-05-2013.

<sup>13</sup> '*Plano Verão*' (que nous traduisons ici par Plan d'Été), car décidé en janvier 1989, en plein cœur de l'été au Brésil.

<sup>14</sup> D'après G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 83).

d'intérêt réels et le contrôle du crédit au secteur privé. Il en finit aussi avec l'URP (unité de références de prix) du Plan Bresser – sans la remplacer par un autre mécanisme, considérant que de nouvelles règles devront être trouvées par les négociations du « pacte social » – et vise plus généralement à créer un « choc de désindexation »<sup>15</sup>. Après des augmentations de prix publics et administrés<sup>16</sup> touchant notamment des biens et services, le Plan prévoit un gel des prix d'une durée illimitée. Il contient également des mesures d'ajustement fiscal, avec notamment des privatisations d'entreprises appartenant aux Etats fédérés et une réforme administrative comprenant la suppression de cinq ministères et la révocation de fonctionnaires publics.

Quatrième et dernier « *pacote* » (paquet de mesures) de la présidence Sarney, le Plan d'Été subit à son tour un échec cinglant, souffrant de la perte de crédibilité générale du gouvernement<sup>17</sup> et conduisant à une hausse brutale de la dette publique intérieure et à l'arrivée au seuil même de l'hyperinflation à la fin de l'année 1989. Après les plans précédents, le Plan d'Été accroît la souffrance des couches les plus défavorisées, en particulier, du fait de la perte de pouvoir d'achat des salaires et de la diminution des dépenses publiques qui leur sont utiles. Il mène, selon G. Rozentino de Almeida<sup>18</sup> à « *une augmentation colossale de la dette intérieure et l'augmentation honteuse de la concentration des revenus* ». G. Rozentino de Almeida joint un tableau de l'évolution de la répartition des revenus par groupes sociaux<sup>19</sup> (que nous reproduisons ci-dessous en le traduisant, pour les années 80).

**Tableau 5 : évolution de la répartition des revenus par groupes sociaux 1981-1989**

Groupe	1981	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
10% les plus pauvres	0,9	1,0	0,9	0,8	1,0	0,8	0,6	0,7
20% les plus pauvres	2,9	2,8	2,7	2,5	3,1	2,7	2,2	2,3
50% les plus pauvres	14,5	13,4	13,4	12,8	13,5	13,0	12,0	11,2
10% les plus riches	44,9	46,7	46,8	47,6	47,3	46,9	49,7	51,5
5% les plus riches	31,9	33,1	33,3	33,9	33,9	33,3	35,8	37,5
1% les plus riches	12,1	13,2	13,0	13,3	14,0	13,5	14,2	15,9

## 2°) Remontée des luttes populaires

La période d'euphorie et d'accalmie sociale qui avait suivi la fin de la dictature et les débuts de la présidence Sarney, avec les illusions générées par le Plan Cruzado I prend fin immédiatement après la victoire électorale du camp gouvernemental. Avec l'inflation et les pertes de pouvoir d'achat, la combativité des salariés et autres classes populaires remonte.

### a) 1987 : après les illusions, un réveil douloureux

<sup>15</sup> L'expression est utilisée par G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 82) : « *choque de desindexação* ».

<sup>16</sup> Le même auteur (idem) cite le pain (+33,3%), le lait (+47,9%), les tarifs postaux (+63,5%), les tarifs téléphoniques (+35%), l'énergie électrique (+14,8%), l'essence (+19,9%) et l'alcool carburant (+30,5%).

<sup>17</sup> A titre d'exemple anecdotique, l'intitulé officiel du plan, *Plano Verão*, est très vite pastiché en *Plano Ladrão* (Plan Voleur), et cette dérision fait florès dans tout le Brésil, particulièrement chez les travailleurs.

<sup>18</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 85).

<sup>19</sup> Selon G. Rozentino de ALMEIDA (idem). Tableau élaboré par le Dieese (à partir de données IBGE et PNAD), ne prenant pas en compte l'année 1982 (non disponible) et les revenus des zones rurales de la Région Norte.

A partir de la fin de 1986, les illusions se dissipent peu à peu quant à ce que représentent Sarney, la *Nova República* et la politique économique du Plano Cruzado I, et surtout II. Les pertes de pouvoir d'achat, en particulier, commencent à se faire sentir douloureusement. Grèves et mobilisations se multiplient ; face à elles, la violence se développe aussi, avec des Forces armées qui n'ont jamais abdiqué leur rôle de briseur de contestation. La CSN (Compagnie sidérurgique nationale) déjà occupée par l'armée précédemment, la voit réitérer en 1987 pour y empêcher toute mobilisation d'ampleur. En février 1987, une grève des travailleurs du port de Santos (SP) prend une ampleur nationale, et la Marine brésilienne en vient à occuper les ports de Santos et de Rio de Janeiro. En mars, c'est au tour des raffineries de pétrole de se mobiliser et de menacer d'une grève, et Sarney envoie l'armée les occuper, pour éviter un conflit qui pourrait coûter cher. Fin mars, 800 000 employés de banque de tout le pays se lancent dans une grève d'une semaine pour obtenir un rattrapage salarial et des garanties de stabilité de l'emploi. En décembre, c'est à une grève nationale du secteur aérien que l'on assiste. Tout au long de cette année, le Dieese décompte un total de neuf millions de grévistes, et on voit se développer les grèves dans le secteur public<sup>20</sup>.

Le 20 août, la CUT co-organise avec la CGT<sup>21</sup> une journée de grève générale contre le Plan Bresser et la politique du gouvernement, avec des mots d'ordre concernant à la fois des questions économiques et sociales (pouvoir d'achat, contre la dette et le FMI) et des questions politiques (pour des élections directes sans attendre, pour une Constituante populaire...). Cette journée est soutenue par les partis de gauche (PT, PDT, PSB, PCB et PCdoB) et des mouvements populaires (notamment des associations d'habitants), et reçoit une aide active de l'OAB et de certains journalistes<sup>22</sup>. Les résultats de cette journée sont diversement évalués. Les syndicats rapportent que dans les banques et commerces restés ouverts, la clientèle a été rare, ce qui montre un fort impact de la grève dans les transports. La CUT estime que le soutien a été très majoritaire parmi les travailleurs. Pour V. Giannotti, la grève a surtout touché les capitales du *Nordeste*<sup>23</sup>. Aucun doute n'est permis, par contre, quant au recours à la violence par le gouvernement fédéral et ceux des Etats, en particulier face aux perturbations créées par la grève des transports. Même les grands médias s'en font l'écho, et on compte jusqu'à 311 arrestations, dont 114 pour le seul Etat de São Paulo<sup>24</sup>.

Mais la grève n'est pas la seule forme de mobilisation populaire. Le 30 juin, à Rio, alors que le prix du ticket de bus augmente de 50%, c'est à une véritable révolte populaire contre cette mesure que l'on assiste, avec des incendies de véhicules<sup>25</sup>.

## **b) 1988 : luttes urbaines et rurales face à la répression**

Pendant l'année 1988, avec l'aggravation de la crise, l'accélération de l'inflation et la perte, consécutive, du pouvoir d'achat, les grèves se multiplient encore et démarrent assez tôt dans l'année. Elles touchent surtout le secteur public et les entreprises d'Etat, notamment

<sup>20</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 262) soutient qu'en 1987 « pour la première fois, les grèves des fonctionnaires dépassent, en nombre de grévistes, celles des travailleurs du secteur privé ».

<sup>21</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 262) conteste la participation de la CGT dans les faits.

<sup>22</sup> C'est ce que précise G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 154).

<sup>23</sup> V. GIANNOTTI (op.cit. p. 262).

<sup>24</sup> Ces chiffres sont fournis par G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 154-155), pour qui ces arrestations concernent aussi « des dirigeants de la CUT de divers Etats et de parlementaires du PT. Le cas le plus grave a été celui du conseiller municipal pédiste Antônio Daltro Moura, qui a reçu deux tirs sur un piquet de grève à Utinga (BA), à 200 km de Salvador.

<sup>25</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 262) cite les chiffres de 43 bus subissant des déprédations et 19 incendiés, tandis que plus de 60 personnes sont blessées.

les raffineries, les universités, la production et la distribution d'électricité, et les entreprises Vale do Rio Doce<sup>26</sup> et Embraer<sup>27</sup>. Dans cette dernière, une grève violemment réprimée proteste contre des licenciements<sup>28</sup>. L. Secco évoque aussi, pour l'année 1988, des grèves et des manifestations à Mannesmann, à la Belgo-Mineira, et à Mafersa (matériel ferroviaire)<sup>29</sup>.

Les épisodes les plus dramatiques ont lieu fin 1988. A Volta Redonda (RJ), les travailleurs de la CSN<sup>30</sup> partent en grève pour limiter à 6 heures la durée du travail en équipes, pour récupérer les pertes de pouvoir d'achat dues au plan Bresser, et pour réintégrer tous les licenciés pour faits de grève. Le gouvernement Sarney refuse de négocier, et envoie l'armée occuper l'entreprise. Dans les affrontements qui s'ensuivent, trois jeunes ouvriers sont tués, et on compte de nombreux blessés<sup>31</sup>. Cette tragédie a lieu le 9 novembre, à quelques jours des élections municipales. Bon nombre d'analystes pensent que ces événements ont conduit beaucoup d'indécis à voter pour le PT<sup>32</sup>, non seulement en augmentant le rejet de Sarney et de la *Nova República*, mais aussi en les rapprochant de la force politique la plus proche de cette grève<sup>33</sup>.

Après les municipales, un autre drame frappe, le 22 décembre 1988, cette fois-ci en milieu rural, dans le lointain Etat d'Acre : le leader des *seringueiros*<sup>34</sup>, président du syndicat des travailleurs ruraux, Chico Mendes, est assassiné à Xapuri<sup>35</sup>, recevant des tirs de fusils de chasse dans la poitrine. Cette affaire a fait le tour du monde, mais les assassins n'ont jamais été punis. L. Secco note<sup>36</sup> que ce crime a lieu à un moment où le MST est en plein développement de ses activités, et que les occupations de terre passent de 30 en 1988 à 62 en 1989. Dans les campagnes, les affrontements de classes sont de plus en plus durs, et les propriétaires fonciers (notamment avec l'UDR) recourent facilement à l'intimidation et à la violence pour casser les luttes et les occupations, et rétablir leur ordre là où il est menacé.

### c) 1989 : campagne présidentielle et grève générale

La conflictualité sociale augmente encore d'un cran et atteindra son apogée en cette année électorale cruciale qu'est 1989. Selon G. Rozentino de Almeida, cette année-là, 240 millions de journées de travail sont perdues pour faits de grève<sup>37</sup>. Après le lancement du Plan d'Été, la situation matérielle du plus grand nombre empire encore : nouvelle chute du niveau

---

<sup>26</sup> L'une des plus importantes entreprises minières du monde.

<sup>27</sup> La plus grande entreprise de construction aéronautique d'Amérique latine, siégeant à São José dos Campos (SP).

<sup>28</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 263-264) écrit : « Cette grève [...] coordonnée par le syndicat des métallurgistes de São José dos Campos (SP) a été écrasée, ainsi que l'occupation de la plus grande usine d'avions d'Amérique du Sud, par l'Armée ».

<sup>29</sup> L. SECCO (op. cit. p. 136).

<sup>30</sup> CSN – *Companhia Siderúrgica Nacional*.

<sup>31</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p.266) ajoute qu'après ces tragiques événements, « la grève a continué pendant plus de 15 jours, jusqu'à la victoire complète des grévistes. Au final, toutes les revendications ont été satisfaites ».

<sup>32</sup> Nous y reviendrons un peu plus loin.

<sup>33</sup> *Inprecor* N°277 du 28 novembre 1988 fait ce commentaire: « Cette opération a illustré de manière sanglante ce qu'est le pouvoir des forces armées tel que prévu dans la Constitution dont vient de se doter la Nouvelle république. Donner aux militaires la responsabilité de 'veiller au respect de la loi et au maintien de l'ordre intérieur' n'est pas un vain mot ».

<sup>34</sup> *Seringueiros*. Récolteurs de latex (voir glossaire).

<sup>35</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 267) écrit à propos de Chico Mendes qu'il « revendiquait les droits des *seringueiros* et des Indiens et se battait pour un développement écologiquement soutenable de l'Amazonie. Mais son image, travaillée et allégée par les médias, est restée quasi-exclusivement liée aux luttes écologiques. En vérité, Chico Mendes était un révolutionnaire et un communiste qui rêvait d'un Brésil socialiste ». Il ajoute : « son assassinat a été orchestré par de grands propriétaires fonciers de la région, et leurs mandataires n'ont pas été punis, comme dans presque tous les autres cas d'assassinats de leaders paysans ». Cette réalité est très connue au Brésil, mais justice n'a jamais pu être rendue...

<sup>36</sup> L. SECCO (op. cit. p. 136).

<sup>37</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 156).

de vie<sup>38</sup>, mais aussi début des privatisations d'entreprises publiques et des licenciements de fonctionnaires.

Face à cela, CUT et CGT<sup>39</sup> appellent à une grève générale de deux jours, les 14 et 15 mars 1989, sur deux mots d'ordre principaux : « Contre la baisse du pouvoir d'achat » et « Dehors Sarney ! ». La grève est soutenue par des partis de gauche. Il semble exister un consensus parmi les syndicalistes et les analystes – V. Giannotti et G. Rozentino de Almeida – pour la considérer comme « *la plus grande grève générale de l'histoire du Brésil* ». La CUT estime que ce mouvement a rassemblé 35 millions de grévistes, soit 70% des 50 millions de travailleurs actifs du pays<sup>40</sup>. Les chiffres de la participation à cette grève par catégorie professionnelle<sup>41</sup> sont impressionnants. On lit notamment que la grève a touché 100% des enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur ; 100% aussi des travailleurs portuaires, du téléphone, de la poste, de la santé, des chemins de fer, du métro, des aéroports, et des fonctionnaires et employés des entreprises publiques ; 90% des employés des collectivités locales ; 80% des travailleurs du secteur bancaire, de la métallurgie<sup>42</sup> et des transports routiers. La participation varie d'une région à l'autre, mais partout la grève est massive et paralyse le pays<sup>43</sup>. Ces deux jours voient aussi le rapprochement dans l'action de la ville et de la campagne, et révèlent la sympathie envers les grévistes, le soutien que leur apporte l'ensemble de la population<sup>44</sup>.

A nouveau, la répression est de la partie, en particulier dans les entreprises de transports<sup>45</sup>. Etudiant le traitement de cette grève générale par divers organes de presse, G. Rozentino de Almeida note le caractère mensonger et manipulateur de l'information donnée par la plupart des grands médias audiovisuels et des journaux brésiliens<sup>46</sup>. De nombreux

---

<sup>38</sup> Très vite, les chiffres officiels de l'inflation révèlent le nouvel échec de Sarney avec le Plan d'Été. « *6,09% pour le seul mois de mars, alors que Sarney tablait sur 3%* », peut-on lire dans la revue *Inprecor* (N°287 du 1er mai 1989, en p. 10).

<sup>39</sup> Dans la pratique, dans la CGT, on voit surtout se mobiliser le CSC (son « courant syndical classiste », lié au PCdoB).

<sup>40</sup> Chiffre repris et présentés par *Inprecor* n°287 du 1er mai 1989, art. intitulé « 35 millions contre le plano Verão », p. 10.

<sup>41</sup> Tableau de chiffres donné par G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 157).

<sup>42</sup> Les chiffres nationaux de participation à la grève dans la métallurgie donnés par ce numéro d'*Inprecor* (encadré p.10), s'appuyant sur le bilan de la CUT, sont inférieurs : un million de métallos en grève dans tout le pays, soit 55,4%.

<sup>43</sup> Un autre tableau de données chiffrées est proposé par le même numéro d'*Inprecor*, p.10, intitulé « Le Brésil paralysé ». Il montre que des régions en retard du point de vue de l'organisation des travailleurs ont franchi un pas lors de cette grève. Il est intéressant de mettre en parallèle le bilan région par région de cette grève et la mesure de l'influence pétiste à l'issue des municipales de 1988 (voir plus loin). Si les municipales de novembre 1988 ont révélé une forte poussée pétiste avec un retard net dans le Norte, le Nordeste et le Centro-Oeste, les chiffres présentés ici montrent que dans la région Norte, la grève a paralysé la métallurgie et le secteur de l'électricité (avec une participation de 75%), les fonctionnaires (85%) et les transports (90%). La grève a été énorme dans le Nordeste, avec « *90% de grévistes chez les métallos et dans l'industrie du pétrole, 90% dans les banques* ». Le Centro-Oeste semble avoir été plutôt moins touché : « *grève surtout des fonctionnaires, à 80%, et paralysie partielle des industries et des services* ». Le Sudeste, bastion du syndicalisme combatif et du PT, a vu la paralysation de la majeure partie de ses transports et services publics, et « *en second lieu des secteurs financiers et des services* ». 2,6 millions de travailleurs de l'industrie ont, selon ces données, fait grève dans les seuls Etats de São Paulo (à 60%) et de Rio (à 70%). On remarque ici que pour l'industrie, c'est moins que dans les régions mentionnées plus haut, mais c'est quand même considérable. Dans la métallurgie, la grève a touché, à des degrés divers, les 4 Etats du Sudeste et elle a été totale à Volta Redonda. Dans le Sul, les métallos ont aussi été une des catégories les plus actives dans la grève (à 64%), avec les électriciens (à 75%), et le téléphone a été presque totalement coupé dans tout le Rio Grande do Sul.

<sup>44</sup> L'article « 35 millions contre le plano Verão » (idem, p.11) cite deux exemples de ces rapprochements : des « *milliers de travailleurs agricoles de Pernambuco venus rejoindre le cortège de la manifestation des ouvriers de Recife* » ; et aussi, dans les régions industrielles de São Paulo, des « *petits commerçants qui réclamèrent des informations à la direction de la grève et demandèrent des directives pour apporter leur aide au mouvement* ».

<sup>45</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 156) écrit : « *l'action des piquets de grève et la répression de la police se tournaient vers le secteur des transports et les manifestations de rue. A presque toutes les portes des entreprises de transports, on trouvait des piquets, et dans de beaucoup d'entre elles, des agressions de la Police Militaire et de nervis de ces entreprises contre les militants* ».

<sup>46</sup> Idem, p. 157-158.

pindices concordent : ce mouvement gréviste est historique, et de nature à favoriser la candidature la plus clairement en phase avec elle aux présidentielles : celle de Lula.

Un premier faisceau d'indices du fait que le rapport de forces évolue en ce sens est fourni par des réactions contradictoires au sein du monde patronal, qui se divise – chose assez rare pour mériter d'être notée – face à cette grève générale, notamment le secteur du commerce et le secteur industriel<sup>47</sup>. La fragilité de la position des élites est aussi révélée par la condamnation, par une majorité des commentateurs médiatiques, des journées des 14 et 15 mars comme étant une « grève politique ». Cette critique relève de la lapalissade<sup>48</sup>, car comment une grève de protestation qui met en mouvement des millions de personnes pourrait-elle ne pas être politique, alors même que c'est la politique économique du gouvernement qui est mise en cause ? La politique économique du gouvernement est... politique. Et la grève qui s'y oppose, logiquement, l'est aussi. D'ailleurs, comme l'écrit *Em Tempo*, « *personne, jamais [...] ne cacha [...] le caractère et le contenu politiques de la grève* ». Un autre « argument », mis en avant par le gouvernement et les secteurs majoritaires du patronat, est le suivant : la grève, à les en croire, n'aurait eu lieu qu'à cause de la paralysie des transports, et elle aurait été « *stimulée par les administrations municipales du PT* ». Mais premièrement, la grève des transports collectifs a été massive dans tout le pays, et pas seulement dans les municipalités du PT ; et deuxièmement, comme l'écrit l'article d'*Em Tempo*, vu la nature, l'histoire et le programme pétistes, « *une municipalité du PT est là pour soutenir les grèves et non pour les réprimer* »<sup>49</sup>. Enfin, la grève a fragilisé l'argumentation gouvernementale sur la question des pertes salariales. Le gouvernement en niait jusqu'alors la réalité, mais il « *finit par se démentir, quand il fut contraint de reconnaître les pertes salariales des travailleurs* ». Et dans l'Etat de São Paulo, la fédération patronale « *a décidé de reconsidérer son refus antérieur de payer un réajustement salarial, et a été également contrainte de reconnaître la validité des raisons de la grève générale* »<sup>50</sup>.

Cette grève a un autre effet politisant, en permettant de remettre en cause la dette extérieure et les exigences du FMI acceptées par Sarney. Le rejet de cette dette grandit dans la population. Malgré tout, cette grève historique, qui a mobilisé de très larges masses sur des revendications de base, économiques, et qui, selon le journal, a gagné le soutien de travailleurs jusqu'alors non politisés, révèle quelques points faibles, selon l'article : « *un relatif retard dans le déclenchement de la grande mobilisation [notamment dû] à l'expérience négative qu'a constitué la tentative antérieure de grève générale d'août 1987* » ; pas assez

---

<sup>47</sup> Un article d'*Em Tempo*, reproduit dans *Inprecor* n°287 du 1er mai 1989, et intitulé « La grève et la crise politique », donne (p.11-12) plusieurs exemples de voix discordantes et de divisions au sein du patronat. En premier lieu, le président de la Bourse de São Paulo, Eduardo Rocha de Azevedo, a déclaré, en synthèse, selon la revue, « *qu'une grande partie des industriels avaient gagné beaucoup d'argent avec le réajustement des prix qui avait précédé leur blocage. Aussi, affirma-t-il, ils peuvent payer un réajustement salarial sans augmenter les prix. Il donna l'impression d'être arrivé à la conclusion que, pour le moment, les capitalistes devaient être prudents et prévoyants* ». On comprend que la bourgeoisie commerciale est pénalisée par la baisse massive du pouvoir d'achat. Cela conduit certains de ses représentants à s'en prendre aux patrons de l'industrie. Ainsi, Abram Szajman, président de la Fédération du commerce, « *accusa les industriels d'être des 'rétrogrades et obscurantistes', à la recherche 'd'argent facile'* ». L'article mentionne encore l'exemple « *du banquier José Eduardo Andrade Vieira qui fit des déclarations favorables à la grève* ».

<sup>48</sup> Cet argument est « *quasiment un cri de désespoir* », écrit le même article, p.12. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>49</sup> Idem. L'article d'*Em Tempo* se réjouit du soutien des élus pétistes : « *Olívio Dutra sur un piquet de grève, Erundina refusant d'envoyer la police remplacer les chauffeurs de bus, Buaiz s'affrontant physiquement à la violence policière, sont l'expression claire des transformations initiées avec les récentes victoires du PT* ».

<sup>50</sup> Idem, p.13. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

de « *dirigeants intermédiaires* » de la CUT capables d'organiser efficacement une telle grève dans un pays si vaste. L'article d'*Em Tempo* pointe aussi une faiblesse du PT : « *à tous les niveaux, les directions du parti adoptèrent, en général, l'attitude facile de s'en remettre à l'orientation directe de la CUT. Cette pratique défailante reflète une surestimation politique de la lutte syndicale, ce qui explique aussi l'insuffisante prise en charge de la politisation des jeunes directions émergeant au sein du mouvement ouvrier* ». C'est là une question délicate, concernant les rapports parti-syndicats, mais aussi la capacité du PT à s'implanter organiquement dans les entreprises, à y promouvoir débats, formation et mobilisation, et à élever le niveau politique des travailleurs combattifs.

L'année 1989 voit aussi la mobilisation du secteur de la métallurgie, en différents endroits du pays, et sous différentes formes. D'abord, au mois de mars, c'est à Contagem (MG) que les travailleurs de l'entreprise sidérurgique Belgo-Mineira démarrent une grève, obtenant satisfaction en avril. Leur exemple est bientôt suivi par les métallos de l'ABC et de São José dos Campos (SP), réclamant également des hausses de salaires. Mais le mouvement pour de meilleurs salaires et contre les baisses de pouvoir d'achat touche aussi des entreprises d'autres secteurs que la métallurgie. Ainsi, on voit se mobiliser, dans le sillage de la Belgo-Mineira, les travailleurs de l'entreprise Vale do Rio Doce (extraction de minerais, MG), les employés des chemins de fer du São Paulo, les travailleurs portuaires de Santos (SP), et les employés de banque, dans une grève nationale. Par ailleurs, les métallurgistes de la CSN à Volta Redonda refont parler d'eux. Le 1<sup>er</sup> mai 1989, ils inaugurent un mémorial à la mémoire des trois ouvriers assassinés par l'armée. Ils avaient sollicité pour cela l'architecte Oscar Niemeyer. Mais dès le lendemain, ce monument est détruit à l'explosif par des gens de droite. A São Bernardo do Campo, pendant le même mois, la violence s'abat contre les métallos en grève depuis une vingtaine de jours : une grande manifestation est réprimée par la police. Bilan<sup>51</sup> : 5 ouvriers touchés par balle, et 19 policiers blessés.

## **Section 2 : La 5<sup>e</sup> Rencontre nationale (4-6 décembre 1987), un moment clé de la vie du PT**

L. Secco écrit que « *la 5<sup>e</sup> Rencontre nationale a été la plus importante de l'histoire du PT* »<sup>52</sup>. Cette appréciation semble largement partagée parmi les chercheurs, pétistes ou non. En tout cas, elle mérite une attention particulière, parce que longtemps, elle servira de boussole et de référence dans les débats du parti.

### **1°) Orientations en débat**

#### **a) Un ordre du jour très chargé<sup>53</sup>**

---

<sup>51</sup> Selon V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 268).

<sup>52</sup> L. SECCO (op. cit. p. 121)

<sup>53</sup> Nous laissons de côté ici bon nombre de textes adoptés. Il s'agit notamment des motions, de soutien et/ou de protestation, concernant des problèmes nationaux (lutttes, répression) et internationaux (Pologne, Palestine, Paraguay, Afrique du Sud, Haïti), et la « Lettre ouverte au peuple brésilien » pour annoncer la candidature Lula à la présidentielle. 100 ans après l'abolition de l'esclavage au Brésil, une partie, intitulée « Le Centenaire de l'Abolition », de la résolution majoritaire dénonce la condition détestable des Noirs dans le pays. Par ailleurs, un autre passage de la résolution adoptée,

La Rencontre se tient au Sénat Fédéral de Brasilia, du 4 au 6 décembre 1987, avec 368 délégués<sup>54</sup>. Les débats portent sur un texte de nature politique (incluant des points sur la construction du parti) ; et deux autres résolutions : l'une sur les tendances, et l'autre sur la représentation des courants minoritaires et la proportionnalité dans les instances du parti. Il s'agit de traiter de vastes sujets, touchant des questions essentielles pour l'avenir du parti, et notamment de mieux dessiner les contours du socialisme, réaffirmé comme objectif stratégique du parti ; de définir une politique d'alliances stratégiques et tactiques ; de préciser les orientations du PT dans les syndicats et mouvements populaires ; d'améliorer la construction du parti, en particulier sur la question de ses noyaux de base (*núcleos*) ; de régler le droit de tendances et de dire jusqu'à quel niveau les courants minoritaires doivent accéder dans les instances du parti. Le PT perçoit que son influence augmente et qu'il pourrait jouer un rôle de premier plan dans les prochaines échéances électorales.

## b) Plusieurs orientations politiques

8 thèses politiques générales sont proposées, le texte de l'Articulation (la tendance majoritaire autour de Lula, rappelons-le) rassemblée autour de la Commission exécutive nationale (CEN) sortante servant de thèse-guide : intitulé « Pour un PT de masses, démocratique et socialiste » et présenté par José Dirceu<sup>55</sup>, ce texte a obtenu le plus grand nombre de voix (214). Viennent ensuite les thèses suivantes : « Le PT par la base », présentée par Eduardo Jorge<sup>56</sup> (47 voix) ; « Pour une alternative politique dans une perspective socialiste », José Genoíno<sup>57</sup> (34 voix) ; « Le PT de lutte, démocratique et socialiste », Raúl Pont<sup>58</sup> (28 voix) ; « le PT dans la lutte pour le socialisme », Ivan Valente<sup>59</sup> (21 voix) ; « Le PT dans la rue », Markus Sokol<sup>60</sup> (10 voix) ; « Le PT et le chemin de la

---

suivant immédiatement le point sur « la politique syndicale du PT », concerne « le PT et le mouvement populaire ». Le parti considère ce terrain comme « *un des fronts de la lutte des classes* » et le voit comme ayant « *un important potentiel dans la lutte pour le socialisme* ». Le PT veut aussi œuvrer à l'unification des mouvements populaires dans le pays.

<sup>54</sup> Les délégués ont été élus dans les Rencontres régionales du PT, sur la base d'un délégué pour 1 000 adhérents, ou une fraction égale ou supérieure à 500 adhérents ; s'y ajoutent les membres titulaires et suppléants de la Commission exécutive nationale (CEN).

<sup>55</sup> « *Por um PT de massas, democrático e socialista* » ; José Dirceu, avocat et ancien leader étudiant entre 1965 et 1968, déporté au Mexique en 1969, puis exilé à Cuba. De retour définitif au Brésil en 1975, dans la clandestinité. En 1979, il participe à la fondation du PT, dont il est élu député de l'Etat de São Paulo en 1986. Membre de l'Articulation, il est élu aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> DN, et membre suppléant de la CEN lors de la 4<sup>e</sup> RN, mais son nom n'y figure plus depuis le changement de la composition de celle-ci, en mars 1987.

<sup>56</sup> « *O PT pela base* ». Eduardo Jorge est député fédéral constituant. Il vient de l'Articulation, mais défend maintenant des positions plus à gauche que celle-ci et il s'affiche clairement comme tel lors de cette RN.

<sup>57</sup> « *Por uma alternativa política com Perspectiva socialista* ». José Genoíno est également député fédéral constituant. Il représente un courant de gauche d'origine maoïste, le PRC. Nous avons déjà évoqué sa biographie.

<sup>58</sup> « *O PT de luta, democrático e socialista* ». Voir la fiche interview de Raúl Pont, un des dirigeants de la DS.

<sup>59</sup> « *O PT na luta pelo socialismo* ». Ivan Valente est ingénieur. Ancien militant étudiant, il a participé à la résistance, a été dirigeant du Mouvement d'émancipation du prolétariat (MEP), arrêté et torturé. Le MEP est entré dans le PT dès sa fondation et il en a été dirigeant. I. Valente a suivi la trajectoire du MEP dans le PT (fusion avec l'OCDP – voir liste des sigles – dans le Mouvement révolutionnaire communiste (MRC). Ce courant s'est transformé en Force Socialiste (*Força Socialista* – FS – comme tendance interne du PT en 1985). I. Valente est membre du DN du PT et député de l'Etat de São Paulo.

<sup>60</sup> « *O PT na rua* ». Markus Sokol, dirigeant du courant trotskyste-lambertiste « *O Trabalho* ». Voir sa fiche interview.



révolution socialiste », Renato Afonso<sup>61</sup> (5 voix) ; « Face à la crise, élargir le mouvement de masses et avancer dans la construction du PT », Vladimir Palmeira<sup>62</sup> (3 voix).

Les thèses proposées par l'Articulation insistent – mais c'est très consensuel dans le PT – sur l'importance de lancer la candidature Lula à la future élection présidentielle. De façon moins consensuelle, le courant majoritaire propose un programme non socialiste, qu'il qualifie de « démocratique-populaire », devant servir de base pour des alliances politiques. Il écrit : « *le PT doit présenter un programme à toutes les forces politiques et sociales qui veulent dire 'assez' au gouvernement Sarney et à ses soutiens dans la transition conservatrice et la Nova República* »<sup>63</sup>. S'ensuit ledit programme démocratique-populaire, avec des mesures démocratiques, économiques et sociales conçues pour rester dans le cadre du capitalisme. Pour l'Articulation, il faut passer par une « politique d'accumulation de forces », et il faut définir des alliances, tant stratégiques que tactiques.

Les thèses intitulées « Le PT par la base », signées par E. Jorge, Roberto Gouvêia et Anísio Batista<sup>64</sup> se situent à gauche de la thèse-guide. C'est très net sur un certain nombre de points. Ce regroupement, nouveau dans le parti, va bientôt s'appeler *Vertente Socialista*, (il est temporairement nommé PPS – Pouvoir populaire et socialisme). Issu d'une rupture avec l'Articulation en 1987<sup>65</sup>, ce groupe met l'accent sur « le caractère stratégique du PT » et son texte sur la démocratie et les tendances se situe plutôt contre « l'entrisme » (le fait pour des groupes politiques déjà organisés de « squatter » le PT), mais il réclame aussi plus de démocratie interne. Ces thèses sont un peu plus radicales que le texte majoritaire dans la définition du socialisme, tant sur les chemins à emprunter pour y parvenir que sur le contenu même du socialisme. La politique d'alliances pétiste proposée est d'une touche plus « classiste » que le texte majoritaire. « Le PT par la base » insiste sur l'importance de regrouper, dans les rangs mêmes du parti, l'ensemble des classes populaires<sup>66</sup>. Pour ces militants, « *transformer le PT en parti de masses requiert, surtout, de le transformer en parti de luttes* »<sup>67</sup>, ce qui indique, en creux, leur appréciation : le PT n'est pas encore ce « parti des luttes », et sa construction implique aussi de reconstruire ses noyaux de base.

Les thèses proposées par la DS, « Le PT de lutte, démocratique et socialiste », affirment d'emblée la nécessité d'une « *révolution socialiste* »<sup>68</sup>, conséquence du fait que le

---

<sup>61</sup> « *O PT e o caminho da revolução socialista* ». Renato Afonso de Carvalho a lutté clandestinement avec le PCBR. Militant pétiste de l'Etat de Bahia, il est professeur d'histoire et économiste. Les thèses sont également signées par Bruno Maranhão (PT-Pernambouc, voir sa fiche interview), Edval Passos (PT-Bahia), et Vitório (PT-Paraná). Ce courant de gauche organisé dans le PT va devenir la tendance interne Brésil socialiste (BS – *Brasil Socialista*).

<sup>62</sup> « *Frente à crise, ampliar o movimento de massas e avançar na construção do PT* ». Nous avons déjà évoqué Vladimir Palmeira, député fédéral constituant du PT pour l'Etat de Rio de Janeiro.

<sup>63</sup> Idem, paragraphe 23.

<sup>64</sup> Roberto Gouvêia : député de l'Etat de São Paulo ; Anísio Batista : membre de la Commission exécutive du PT-SP

<sup>65</sup> « PPS – *Poder Popular e Socialismo* ». Son point de départ est un groupe de militants du secteur de la santé de la zone est de São Paulo et de membres de la Pastorale Ouvrière (Eduardo Jorge est médecin et dirige localement la Pastorale ouvrière). L'autre député constituant présent dans ce regroupement est Virgílio Guimarães (du MG). On y trouve aussi le dirigeant pétiste du Goiás, Augusto De Franco, et un groupe de la ville de São Paulo, intitulé *PT Vivo* (PT Vivant) dirigé par le député du SP, Pedro Dallari.

<sup>66</sup> On lit (idem, p. 13) : « *Le PT doit réunir en priorité dans sa composition la classe travailleuse rurale et urbaine, le sous-prolétariat, la grande majorité pauvre de la petite bourgeoisie rurale, les secteurs appauvris de la petite bourgeoisie urbaine liée à la production, au commerce, et autonomes, et finalement, une grande partie des salariés non prolétaires* ».

<sup>67</sup> Idem.

<sup>68</sup> Thèses pour le Congrès, « *O PT de luta, democrático e socialista* », passage intitulé : « *Eléments d'une stratégie pour la révolution socialiste au Brésil* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

Brésil est un « *pays capitaliste monopoliste dépendant* »<sup>69</sup> avec des déformations : dépendance externe (financière, technologique) ; question agraire avec notamment la masse des sans-terres ; question « sociale » avec des dizaines de millions de gens dans le dénuement. Elles notent qu'il n'existe pas de régime politique stable au Brésil. Ces thèses expliquent : « *Il serait complètement illusoire et rétrograde de prétendre que la révolution brésilienne se fasse dans la limite des institutions politiques et de la domination économique de la bourgeoisie* », reprenant des éléments de base d'une stratégie révolutionnaire : l'Etat étant lié au grand capital, « *la révolution doit donc avoir le caractère d'une révolution socialiste. Son axe se situe justement dans le fait de briser le pouvoir économique des monopoles, et de briser le pouvoir politique bourgeois, concentré dans l'Etat* ». La DS ne refuse pas les alliances stratégiques (de classes), et elle prône un « *bloc révolutionnaire* » représentant la majorité écrasante de la population brésilienne, qui a « *un intérêt historique à l'avènement du socialisme* », contre la bourgeoisie tant « nationale » qu'étrangère, sur la base d'une hégémonie du prolétariat. Pour la DS, le PT peut et doit devenir le parti à la hauteur de ces tâches historiques<sup>70</sup>. C'est un des courants en pointe dans la défense du droit de tendance et de l'accès proportionnel des minorités dans toutes les directions et exécutifs.

La Force Socialiste - FS<sup>71</sup> est un autre courant de gauche du PT. I. Valente présente ses thèses (« Le PT dans la lutte pour le socialisme »), qui réaffirment que le socialisme est « *une alternative globale au capitalisme, nécessaire à l'évolution de l'humanité* »<sup>72</sup>. Le texte note : « *Nous pouvons dire qu'il existe l'unité [dans le parti] quant à l'approfondissement de la construction du PT comme un parti socialiste, démocratique et de masses* »<sup>73</sup>. Cette plateforme politique se présente comme large et rassembleuse. Elle insiste sur la dimension anti-impérialiste du socialisme<sup>74</sup>, une lutte à mener notamment contre les Etats-Unis, « *l'ennemi principal* » – se référant explicitement aux exemples de Cuba et du Nicaragua sandiniste. Le texte revient quelques pages sur l'histoire économique et sociale du Brésil, défini aussi comme « *pays capitaliste monopoliste dépendant* ». Cette plateforme présente aussi un paragraphe intitulé « *Avancer dans la construction du PT* », proposant des mesures organisationnelles, financières, défendant le droit de tendance et insistant sur la formation.

Les thèses du courant qui va bientôt s'appeler Brésil socialiste – BS, sont intitulées « Le PT et le chemin de la révolution socialiste ». Elles se revendiquent donc de la révolution socialiste, et veulent en éclairer les tâches<sup>75</sup>, tout en définissant un programme de gouvernement pour le PT. On y lit que le PT doit devenir le parti permettant de conduire cette révolution, et que ce dernier doit donc avancer sur la voie d'un parti révolutionnaire<sup>76</sup>.

<sup>69</sup> Idem. On lit aussi : « *au sein du bloc monopoliste, le capital étranger occupe une position hégémonique, associé au capital national. Au-delà, l'économie brésilienne a atteint un haut degré d'intégration dans le marché capitaliste mondial* »

<sup>70</sup> C'est d'ailleurs une des grandes divergences entre la DS et la CS, dont les dirigeants n'ont jamais cru à cette possibilité.

<sup>71</sup> *Força Socialista* (FS), provenant du MRC, formé en 1985 par d'ex-militants de l'"*Ala Vermelha*" du Pcdob, du MEP et de l'OCDP (issue de l'AP). Voir la liste des sigles politiques.

<sup>72</sup> Thèses pour le Congrès, « *O PT na luta pelo socialismo* », p. 1.

<sup>73</sup> Idem, p. 2. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte, à la même page.

<sup>74</sup> Idem : « *La lutte pour le socialisme est par essence une lutte contre l'impérialisme et pour une nouvelle société* ».

<sup>75</sup> Thèses pour le Congrès, « *O PT e o caminho da revolução socialista* », p. 14. On lit : « *L'un des objectifs fondamentaux de la révolution brésilienne est de démanteler l'Etat bourgeois, en le remplaçant par un régime de démocratie directe des classes laborieuses, qui exprime le nouveau pouvoir révolutionnaire, et dans la composition duquel soient représentées les forces fondamentales de la révolution* ».

<sup>76</sup> On lit ainsi : « *L'histoire a déjà démontré (...) que la seule jonction d'une base sociale de classe et d'une vague définition du socialisme est insuffisante pour transformer de jeunes partis ouvriers combattifs comme le PT, en outils politiques dirigeant la lutte politique pour la fin du capitalisme, et pour l'instauration du socialisme* », et un peu plus loin : « *le caractère*

Cette plateforme insiste sur la nécessité urgente de mener un débat de fond sur les tâches de la rupture avec le capitalisme et de la transition au socialisme. Selon elle, l'absence de discussion sur ces questions dans le parti a la raison suivante : « *Comme la question du pouvoir n'est pas mise à l'ordre du jour, cette tâche (définir le processus de rupture) est reléguée au second plan* »<sup>77</sup>. Pour eux, tout le PT doit vite débattre, car « *à développer un processus politique d'organisation des travailleurs, qui prépare aujourd'hui l'affrontement de demain, sans construire le parti dans le cadre de cette conception, ce dernier ne sera jamais préparé pour diriger cette lutte au moment où la question se posera. Et les classes laborieuses ne seront jamais préparées pour ce moment décisif si leur éducation politique ne les prépare pas à cette perspective* ». Le texte défend le droit de tendance et critique la majorité du PT pour ce qu'il considère être des attaques à la démocratie interne.

### **c) Construction du parti et question des « noyaux »**

Un point très important de l'ordre du jour concerne la construction du parti. La conscience est largement partagée dans les rangs du PT que celui-ci a de grosses faiblesses au plan de ses structures et de son lien avec adhérents et militants. Le texte voté majoritairement commence ainsi : « *le moment est arrivé de transformer le PT et de réaliser un saut qualitatif dans son organisation* »<sup>78</sup>. Première fragilité évoquée : « *les dirigeants pétistes des mouvements sociaux s'organisent à l'intérieur des mouvements mêmes auxquels ils participent, mais ils ont peu, ou pas de participation organique à l'intérieur du PT* »<sup>79</sup>. Autre point faible relevé : l'idée que la culture pétiste vit le parti comme représentant politique des mouvements sociaux (syndical, populaire), et que cela tend à le déporter dans sa structure et son orientation<sup>80</sup>. La résolution rejette clairement l'opposition traditionnelle entre parti de cadres et parti de masses, qui a souvent marqué les débats antérieurs du PT<sup>81</sup>. Elle reconnaît les failles de l'organisation pétiste à la base<sup>82</sup>. Cela conduit le parti, notamment sa majorité, à repenser la question des noyaux de base (*núcleos*) : la résolution y consacre plusieurs pages, et ce point est largement débattu dans la Rencontre.

---

*révolutionnaire d'un parti est donné par sa base de classe, par sa stratégie, sa tactique et son style d'action* ». Idem, p. 14. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>77</sup> Idem, p. 15.

<sup>78</sup> Cette partie de la résolution est intitulée « *A construção do PT* », idem, p. 347. Jusqu'à nouvel ordre, toutes les citations sont issues du même passage de la résolution.

<sup>79</sup> Idem, p. 347-348. Le texte poursuit sur les raisons de cela : « *Ces militants sont pris, la plus grande partie du temps, par la dynamique des mouvements eux-mêmes, mais cela n'est pas la seule explication. L'autre raison est que la structure actuelle du PT ne facilite pas la discussion de la politique que ces mêmes militants doivent mener dans leur action au sein des mouvements sociaux auxquels ils participent. Et nous confondons, souvent, autonomie et indépendance des mouvements sociaux avec absence de propositions politiques et de direction* ».

<sup>80</sup> Idem, p. 348-349 : « *Nous avons souvent l'idée que le PT devrait être le reflet des mouvements sociaux, le représentant de ces mouvements au plan politique – ce qui finit par signifier représentant au plan institutionnel et parlementaire. En poussant à l'extrême, le PT serait une espèce de bras parlementaire du mouvement syndical ou des mouvements populaires. Le PT ne pourrait pas vouloir diriger les luttes des mouvements sociaux, car ainsi il ne respecterait pas leur autonomie* ».

<sup>81</sup> Idem, p. 349 : « *Nous avons besoin d'un parti organisé et militant, ce qui implique la nécessité de cadres organisateurs. Un parti qui soit de masses parce qu'il organisera des milliers, des centaines de milliers ou même des millions de travailleurs actifs dans les mouvements sociaux et parce que ce sera une référence pour les travailleurs et la majorité du peuple* ».

<sup>82</sup> Idem. On lit dans la résolution : « *Nous sommes tous déjà passés par l'expérience de faire adhérer un camarade au Parti et, ensuite, de ne pas savoir quoi lui proposer comme forme de participation en tant que nouvel adhérent. Le manque de participation organisée à la base conduit à de gros problèmes : la tendance à la séparation entre l'intervention dans les mouvements sociaux (où les pétistes agissent de façon désorganisée, ou organisée seulement par les entités du mouvement de masses) et la tendance à la distanciation entre la direction du Parti et sa base* ».

Le texte adopté déclare que « les noyaux de base doivent être la forme fondamentale d'organisation »<sup>83</sup> du PT, avec deux rôles principaux : « organiser les militants pour construire le PT, en faisant adhérer et en préparant les travailleurs à militer dans le parti, en cherchant à développer leurs capacités à diriger et à mobiliser politiquement les secteurs où ils agissent [...] ; être un canal de participation des militants dans les débats et la définition de l'ensemble de la politique du PT, et constituer, donc, un organisme de pouvoir ». La résolution reconnaît que « les noyaux de base sont peu nombreux et, dans la majorité des cas, précaires »<sup>84</sup>. Elle donne quelques orientations : « le fonctionnement régulier des noyaux doit être stimulé et soutenu par les organismes de direction », et cela « exige une alimentation constante de la part de la presse du Parti, seule façon de favoriser une discussion politique plus riche. Un journal de masse est indispensable ». Le texte enfonce le clou : « Les noyaux sont abandonnés. Nous devons les reconstruire comme base principale et caractéristique du Parti »<sup>85</sup>. L'importance de cette structuration et de cette reconstruction est réaffirmée comme une priorité, plusieurs fois dans le texte.

C. Gurgel s'est livré à une lecture critique de cette résolution. Dès le début de son chapitre sur les noyaux de base<sup>86</sup>, il déclare abruptement : « Le PT n'existera pas tant qu'il n'aura pas résolu cette affaire ». Il souligne que la 5<sup>e</sup> RN a pris conscience de l'importance de réactiver les noyaux, mais il critique deux points du texte qui viennent affaiblir cette orientation : la résolution « renforce, de façon acritique, la réalisation de Plénières, et annonce une proposition de modification du Régime intérieur du PT, pour créer le Conseil de noyaux »<sup>87</sup>. C. Gurgel passe au crible les deux formules, qui sont devenues la pratique du PT, lui permettant de contourner la faiblesse ou l'absence de noyaux : la Réunion élargie, et les Plénières<sup>88</sup>. Concernant ces dernières, il dénonce leurs défauts et leur caractère antidémocratique (composition sociale hétérogène, déconnexion de la réalité politique,

---

<sup>83</sup> Idem, p. 350.

<sup>84</sup> Idem. Pour les auteurs de la résolution, les raisons de cette « énorme distance entre nos vœux et la réalité » sont « innombrables, [notamment] le peu d'expérience politique de la majorité des militants pétistes (ce qui est le propre d'un parti en construction et qui grandit rapidement) ; de cadres organisateurs ; le manque d'infrastructures pour le fonctionnement des noyaux (ce qui nous renvoie à la question des finances) ; le manque d'une meilleure formation politique ; les entraves qui viennent de la législation sur les partis héritée de la Dictature, et qui s'expriment dans notre Régime intérieur (qui, en vérité, finit par donner la priorité aux directoires sur les noyaux) ».

<sup>85</sup> Idem. Le texte précise ensuite son diagnostic (p. 350-351) : « Nous continuons à vivre une crise organisationnelle du PT. Les noyaux, plus que jamais, ont perdu leur prestige [...] Ils ont affronté de sérieuses difficultés à se généraliser et à se constituer en organismes de masses [...] La majorité d'entre eux sont tournés vers des questions d'ordre interne – sans refléter les intérêts des communautés ou des catégories professionnelles auxquelles ils sont liés – et donc, sans attirer de nouveaux participants. En outre, on constate que divers pétistes qui ont des positions en vue dans le mouvement syndical et populaire cessent d'avoir un militantisme à proprement parler dans le Parti, et s'éloignent de notre structure organique ». Et plus loin, on peut lire : « Si d'un côté, les campagnes générales d'intervention dans la conjoncture accroissent la sympathie pour le PT, d'un autre côté, dissociées d'une politique correcte de construction du parti, elles n'ont pas réussi à se traduire par une augmentation du niveau d'organisation et d'enracinement du PT dans la réalité sociale. Parfois, il se produit même l'inverse : le Parti ressort généralement des campagnes plus dispersé et désorganisé qu'avant ».

<sup>86</sup> C. GURGEL (op. cit. p. 99). Ce chapitre est intitulé : « Les noyaux : une question mal résolue » ('Os núcleos : uma questão mal resolvida'). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes seront issues de cet ouvrage.

<sup>87</sup> Idem, p. 104. Ces éléments de la résolution apparaissent à la fin du point sur les noyaux, et dans un point qui suit, intitulé de façon significative « Autres formes d'organisation à la base » ('Outras formas de organização de base').

<sup>88</sup> Idem, p. 100. C. Gurgel écrit : « Le PT a adopté dans la pratique deux formules 'ad hoc' pour donner accès aux décisions : la Réunion élargie et les Plénières. La première consiste à réunir le Directoire ou l'Exécutif avec la participation des militants ou intéressés au sujet ou au front politique en discussion. Dans ces réunions, tout le monde a le droit de parler et de faire des propositions, mais seule l'instance formelle – le Directoire ou la Commission Exécutive – vote et décide. La seconde formule, les Plénières, réunissent tout le monde, tout le monde parle, délibère, mais pourtant la délibération a un 'caractère indicatif', autrement dit, pour devenir une décision, elle devra être approuvée par l'instance formelle, quand elle se réunira ».

possibilité de manipulations)<sup>89</sup>. C. Gurgel, ne voit aucun mal en soi – au contraire – à un Conseil de noyaux, mais il ironise : « *pour qu'il y ait Conseil de noyaux, il faut qu'il ait des noyaux* » ! L'auteur, qui lutte pour un pouvoir effectif des noyaux, pense qu'une modification du Régime intérieur devrait s'attaquer d'abord au problème de la composition des Conventions (Rencontres) du PT, et poser comme condition de participation à ces réunions décisionnelles, la « *participation effective de l'adhérent à un noyau* »<sup>90</sup>. Il conclut en écrivant que « *la démocratie interne du PT [...] est compromise par l'absence des Noyaux et par la pratique succédanée des Plénières* ».

L'ouvrage de C. Gurgel permet de saisir, finalement, que la résolution contient à la fois des considérations et des mesures allant vers plus de démocratie et renforçant la construction du PT par ses noyaux ; mais aussi des limites sérieuses, avec des choix qui opèrent en sens contraire. Il ressort de tout ceci que la construction du PT, conçue à ses débuts comme devant être centrée sur ses noyaux de base, révèle de sérieuses faiblesses à ce niveau, et que les solutions proposées et votées à cette 5<sup>e</sup> RN pourraient bien, malgré sans doute de bonnes intentions démocratiques, aggraver le mal.

## 2°) Perspective socialiste, stratégie et tactique

### a) La perspective socialiste : quelles nouveautés ?

Toutes les thèses présentées se réclament d'une perspective socialiste. Ainsi, le texte majoritaire réaffirme dans un de ses titres que le socialisme est « *l'objectif stratégique du PT* »<sup>91</sup>. Mais c'est surtout au sujet du chemin à emprunter pour parvenir au socialisme que l'on observe de réelles divergences dans le parti. L'usage – ou non – de l'expression « révolution socialiste » dans les différentes thèses semble d'ailleurs un assez bon marqueur de la perspective stratégique fondamentale des différents courants du parti, et permet assez nettement de percevoir les contours d'une gauche (composite) et d'un centre et/ou d'une droite dans le PT. Quelles différences observe-t-on entre les différentes thèses à ce sujet ?

Le texte majoritaire sépare deux questions, deux moments stratégiques distincts : la « conquête du socialisme » d'une part ; et la « construction du socialisme d'autre part »<sup>92</sup>. Sur le second point, on trouve – suivies de considérations sur les liens entre socialisme et

---

<sup>89</sup> Idem. Pour l'auteur, ces Plénières « *ne constituent pas un outil démocratique, malgré les apparences* ». Leur composition est « *en général hétérogène, réunissant des militants, des adhérents et des sympathisants, sans compter les passants attirés par le bruit. Les délibérations qui peuvent en émaner courent toujours le haut risque d'être déconnectées de la réalité politique ou structurelle du Parti, ou coupées de la réalité du mouvement mis à l'ordre du jour de la discussion* ». Il ajoute (p. 101) « *Il ne semble pas démocratique de parler, faire des propositions et voter, en délibérant dans une Plénière, sur des sujets et des fronts du travail politique auxquels on ne participe pas fréquemment et dans lesquels on n'est pas impliqué* ». Enfin, « *les Plénières, dans le contexte où elles ont opéré, se prêtent aussi à des manipulations. Des majorités occasionnelles, formées par des groupes enrégimentés avec un objectif bien défini et exclusif, arrachent des délibérations à une Plénière et en viennent à en exiger la mise en œuvre aux directions constituées* ».

<sup>90</sup> Idem, p. 105. C. Gurgel explique cela plus en détail : « *D'après des Statuts du PT (l'article 13), ce sont les adhérents du Parti qui constituent la Convention (Rencontre). C'est là la seule condition – être adhérent – pour participer au 'forum' le plus décisif du PT, celui qui élit les directions, qui choisit les candidats, qui approuve les plans et les programmes, qui définit la politique du parti* ». Critiquant cette « *vision démocratique-libérale de l'organisation* », il conclut : « *Pour être cohérente avec le projet structurel et valoriser la notion de Noyau, avant de créer un Conseil des Noyaux, la révision du Régime intérieur devrait concevoir comme condition, pour composer les Rencontres, la participation effective de l'adhérent à un noyau* ».

<sup>91</sup> « *Objetivo estratégico do PT : socialismo* », dans la résolution politique votée par la 5<sup>e</sup> Rencontre nationale du PT, in PARTIDO DOS TRABALHADORES. Resoluções... (op. cit. p. 312).

<sup>92</sup> Idem. La résolution précise : « *le premier [point] est en rapport avec la prise du pouvoir politique. Le second se réfère à la construction de la société socialiste à partir des conditions matérielles, politiques, etc. léguées par le capitalisme* ».

démocratie – des remarques sur les bases matérielles pour la construction du socialisme et sur la nécessité d’alliances de classes<sup>93</sup>. Intéressons-nous au premier point. La question que nous nous attendons à voir traitée est la suivante : comment la direction du PT envisage-t-elle de conquérir le pouvoir pour ensuite construire le socialisme ? Mais le texte majoritaire ne renseigne guère. On retrouve l’idée, pas nouvelle, que les travailleurs doivent devenir hégémoniques et mettre l’Etat à leur service<sup>94</sup>. Mais ce n’est pas plus clair. Quel Etat ? Nous discuterons cette question clé dans la dernière partie de cette étude. Le texte épingle les courants de la gauche du parti qui « *considèrent comme inévitable l’adoption d’une voie révolutionnaire pour la conquête du pouvoir* »<sup>95</sup>. Ce qui est intéressant ici, c’est qu’en creux, le courant majoritaire révèle une approche qui était absente ou, au moins, restait non explicite dans les textes de congrès antérieurs, à savoir que la voie révolutionnaire ne lui paraît pas incontournable. Si cette voie n’est pas incontournable, c’est logiquement par une voie réformiste qu’on peut l’éviter, en misant sur une « prise de pouvoir » pacifique, de l’intérieur du système, en particulier par des élections, et sur la transformation de la société par une accumulation de réformes, de façon graduelle, sans rupture brutale ; et cette voie réformiste doit être sérieusement envisagée. On n’apprend rien de plus sur les conceptions majoritaires sur la « conquête du socialisme », si ce n’est que cette dernière préconise maintenant de penser en termes d’accumulation de forces, et d’alliances stratégiques et tactiques. C’est ce découplage temporel entre d’une part, la lutte pour des réformes, comprise comme l’horizon de court terme des préoccupations s’exprimant dans les luttes populaires ; et d’autre part, la lutte, à moyen ou long terme, pour la conquête du pouvoir, qui conduit la majorité à proposer un programme de gouvernement explicitement non-socialiste, et qualifié de « démocratique-populaire ».

Les thèses intitulées « Le PT par la base » déclarent : « *La lutte pour la conquête du pouvoir politique doit se combiner, dès maintenant, à l’incitation des travailleurs à s’auto-organiser, avec l’expérimentation de nouvelles formes d’organisation, avec les conseils populaires et les ‘comités d’usines’* »<sup>96</sup>. Remarquons, ici, l’accent mis sur l’incitation à l’auto-organisation vue comme une tâche du parti et non comme un phénomène spontané et devant fatalement se produire. Mais sur les questions stratégiques et programmatiques de fond, en particulier au rôle précis que cette auto-organisation doit jouer dans la conquête du pouvoir, on ne trouve guère plus d’éléments que dans le texte majoritaire. Ces thèses minoritaires insistent beaucoup sur la question des alliances, jusque dans la prise du pouvoir : « *La prise du pouvoir et la construction du socialisme se feront par un travail de coopération de divers partis et organisations des classes laborieuses* »<sup>97</sup>.

La DS présente des thèses de nature différente des précédentes, en ce qu’elles traitent ouvertement de la révolution socialiste à préparer, insistant d’emblée sur la variété des tâches impliquées – des tâches de nature pas uniquement prolétarienne, même si elles doivent être assumées dans le cadre de « *l’hégémonie politique* »<sup>98</sup> du prolétariat – en ce

<sup>93</sup> Sur lesquelles nous y reviendrons au point suivant.

<sup>94</sup> « *Objetivo estratégico do PT : socialismo* », dans la résolution politique votée par la 5<sup>e</sup> Rencontre nationale du PT, le texte dit précisément : « *les travailleurs doivent se transformer en classe hégémonique et dominante dans le pouvoir de l’Etat, en en finissant avec la domination politique exercée par la bourgeoisie. Il n’y a pas le moindre exemple historique d’une classe qui ait transformé la société sans mettre le pouvoir politique – l’Etat – à son service* ».

<sup>95</sup> Idem. Courants accusés d’opposer la révolution à « *la tactique des mouvements sociaux qui luttent pour des réformes* ».

<sup>96</sup> Thèses pour le Congrès, « *O PT pela base* », p. 15.

<sup>97</sup> Idem, p. 12.

<sup>98</sup> Thèses pour le Congrès, « *O PT de luta, democrático e socialista* ». La DS définit « *l’hégémonie politique* » prolétarienne comme « *la capacité du prolétariat de construire un projet politique d’ensemble qui intègre les revendications des classes et*

que les auteurs appellent « *une dynamique historique intégrée* » de ce processus<sup>99</sup>. Le texte reprend la formule de Che Guevara (« *Ou révolution socialiste, ou caricature de révolution* »), et ajoute : « *soit la révolution socialiste intègre les revendications nationales, agraires et démocratiques, et le prolétariat attire dans sa direction les grandes masses opprimées et exploitées, soit la révolution socialiste ne pourra pas être victorieuse* ». En matière d'alliance stratégique, le texte utilise la notion de bloc révolutionnaire sous hégémonie du prolétariat.

La plateforme intitulée « Le PT dans la lutte pour le socialisme » définit ce dernier non comme un but en soi, mais comme un chemin vers une société réellement sans classes, « *un processus de transition du capitalisme vers une société sans classes. Dans le socialisme, la classe ouvrière et ses alliés, de manière consciente, assument le pouvoir politique et initient un ensemble de transformations politiques, économiques, sociales et culturelles* »<sup>100</sup>. Pour auteurs de ces thèses, il est « *nécessaire que la classe ouvrière et ses alliés, les travailleurs et le peuple, constituent un gouvernement qui sera soutenu, de façon totalement conséquente, par les forces qui veulent le socialisme* »<sup>101</sup>. La volonté d'alliances politiques s'exprime ici autour de la question du soutien du gouvernement par un arc de forces socialistes, et pas seulement par un parti. Mais sur les liens organiques entre ce gouvernement et sa base sociale, le texte n'est pas explicite.

#### **b) Un nouveau venu : l'alternative « démocratique-populaire »**

Revenons aux thèses majoritaires. On peut parler de « clivage programmatique » les concernant. La majorité du PT introduit, pour la première fois de façon si nette, une coupure entre d'une part un programme de gouvernement, à appliquer si possible dans le cadre d'alliances ; et d'autre part l'objectif stratégique réaffirmé du socialisme, dont la mise en œuvre se voit, de fait reléguée à un futur indéfini, mais plus éloigné, avec l'idée que les travailleurs et le peuple n'y sont pas prêts. Ce clivage programmatique n'est pas nouveau dans l'histoire<sup>102</sup>, mais cela semble bien être un tournant pour le PT. Les majoritaires disent vouloir s'engager dans une démarche, présentée comme « *tactique* »<sup>103</sup>, « *d'accumulation de*

---

*secteurs de classes qui lui sont alliés, les intégrant à la perspective socialiste* ». Les citations suivantes sont issues du même texte, jusqu'à nouvel ordre.

<sup>99</sup> Il s'agit là d'un concept qui s'apparente visiblement – ce n'est pas explicite – à celui défendu par Trotsky dans sa théorie de la révolution permanente. On lit, plus précisément : « *De caractère socialiste, [cette révolution] devra, cependant, s'appliquer dès le début à la solution des grands problèmes nationaux accumulés par le développement capitaliste sauvage et dépendant. Elle devra combiner la nationalisation des banques, des grands monopoles industriels, des grandes latifundia avec des mesures de distribution de terres dans différentes régions ; elle devra combiner la construction de formes avancées d'exercice direct de la démocratie avec un travail persistant de socialisation des droits politiques vis-à-vis d'une énorme masse de gens* ». Mais la révolution socialiste, sous « *hégémonie prolétarienne* » doit aussi « *absorber et intégrer les revendications de toutes les classes et fractions de classes opprimées par le grand capital* ».

<sup>100</sup> Thèses pour le congrès « *O PT na luta pelo socialismo* », p. 1.

<sup>101</sup> Idem. On peut penser que les termes utilisés ici sont proches de la formulation, typiquement trotskyste, d'un « *gouvernement des travailleurs* ».

<sup>102</sup> Cela a marqué, en particulier, l'histoire de la social-démocratie européenne, avec la coupure du même type entre « *programme minimum* » et « *programme maximum* ».

<sup>103</sup> Dans la résolution politique votée par la 5<sup>e</sup> RN du PT, in PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 320), le chapitre auquel nous nous référons ici est « *Les tactiques du PT* » (*As táticas do PT*) et le second point qui s'y trouve traité s'intitule « *Le PT et son programme* » (*O PT e seu programa*). Le texte dit précisément que « *[malgré les difficultés de la bourgeoisie à stabiliser sa domination], dans le camp des classes laborieuses, il ne s'est pas encore construit un projet face à cette domination, malgré l'existence du PT. C'est là la principale tâche du PT dans la période historique dans laquelle nous vivons. Disons-le haut et fort : la bataille pour l'hégémonie dans la société brésilienne, sur la base d'un programme démocratique-populaire, capable d'unifier politiquement les travailleurs et de conquérir l'adhésion des couches moyennes*

forces »<sup>104</sup> qui les conduit à proposer un programme, non pas socialiste, mais seulement « démocratique-populaire », et qui se contente d'indiquer le socialisme comme un horizon souhaitable, pour le moment où les travailleurs auront conquis l'hégémonie. D'ici là, explique la position majoritaire, le PT doit certes se revendiquer du socialisme<sup>105</sup>, mais aussi « se présenter comme une option réelle de gouvernement, avec un plan économique d'urgence, capable de tirer le Brésil de la crise dans laquelle il s'enfonce et d'améliorer la situation des travailleurs et de la majorité du peuple, ainsi qu'avec des propositions pour une réelle démocratisation du pays »<sup>106</sup>. Cette démarche conduit la majorité à faire le choix, avant d'envisager vraiment la construction du socialisme, d'une étape intermédiaire, dans le cadre du capitalisme, mais pointant déjà, selon elle, vers l'horizon du socialisme, « l'alternative démocratique et populaire »<sup>107</sup>. La résolution rejette explicitement le mot d'ordre de « gouvernement des travailleurs » proposé par certains des groupes de la gauche du PT<sup>108</sup>. Pour le courant dominant du parti, l'objectif à court-moyen terme est de parvenir à un « gouvernement qui réalise un programme démocratique, populaire et anti-impérialiste (...), un gouvernement [...] de caractère anti-impérialiste, anti-latifondiaire et antimonopoliste »<sup>109</sup>. La résolution répète qu'un tel gouvernement se combine avec la lutte pour le socialisme, même s'il n'est pas socialiste en lui-même. Les thèses majoritaires prennent bien soin de se

---

*des villes et des campagnes. Un tel programme doit synthétiser tant notre opposition à la Nova República et à la transition conservatrice que pointer dans le sens d'une réorganisation socialiste de notre société ».*

<sup>104</sup> Idem, p. 321. On peut lire dans le point traité, qui s'intitule effectivement « Une politique d'accumulation de forces » (*Uma política de acúmulo de forças*), que « ni la lutte pour la prise du pouvoir, ni la lutte directe pour le socialisme ne sont à l'ordre du jour ». 3 tâches urgentes pour le PT découlent de cette nécessité « d'accumuler des forces » : sa propre « organisation comme force socialiste, indépendante et de masses », « la construction de la CUT », et « l'occupation des espaces institutionnels dans les élections ».

<sup>105</sup> Idem. Le PT, dit la résolution doit « non seulement se construire comme un parti qui a pour objectif la construction du socialisme, mais se présenter comme un parti socialiste devant la société tout entière ».

<sup>106</sup> Idem. Nous reviendrons plus loin sur les différentes évolutions de ce programme de gouvernement « démocratique-populaire ». Celui-ci est listé *in extenso* (idem p. 309-311) En synthèse, il regroupe des mesures démocratiques et des mesures socio-économiques. Dans les premières, on trouve notamment des élections présidentielles directes et immédiates, des élections générales à tous les niveaux ; la révocation de la LSN et des lois sur les grèves et sur la presse ; la fin de toute censure ; l'élimination de la Constitution des états d'urgence, d'exception, etc. ; des Forces armées limitées à la défense en cas d'agression extérieure ; le démantèlement du SNI et des appareils répressifs issus de la Dictature ; une réforme administrative avec notamment la mise en place de concours ; les libertés d'association, d'organisation, d'opinion, de manifestation, de créer des partis ; l'autonomie syndicale et le droit de grève ; un système électoral proportionnel, avec égalité d'accès aux moyens de communication. Les mesures socio-économiques incluent la rupture avec le FMI, un audit interne sur la dette, et le non-paiement de celle-ci ; une dévalorisation de la dette interne, pour des investissements sociaux ; une réforme fiscale pour notamment augmenter les recettes et faire payer le capital et la grande propriété foncière ; le droit à enseignement public et gratuit à tous les niveaux et l'interdiction des subventions à l'enseignement privé ; un système de santé publique unique, gratuit, de bonne qualité, avec participation populaire, et la nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; la nationalisation des services de transports collectifs, de l'industrie du ciment (pour un programme d'habitations populaires) ; la nationalisation du système financier (garantissant un crédit bon marché aux petits et moyens producteurs agricoles et industriels) ; une réforme agraire sous contrôle des travailleurs ; une réforme urbaine assurant à tous le droit au logement ; des moyens prioritaires pour le Nordeste ; le gel des prix des produits de première nécessité sous contrôle populaire ; le droit pour les travailleurs d'accéder aux informations économiques et comptables dans les entreprises ; une hausse des salaires visant à vite récupérer le pouvoir d'achat perdu et à l'augmenter ; une indexation mensuelle automatique des salaires et pensions sur les prix ; la retraite après 30 ans de service pour les hommes, 25 ans pour les femmes ; la semaine de 40 heures sans réduction de salaire ; le droit à un emploi stable ; contre le programme nucléaire et tous les projets qui détériorent l'environnement.

<sup>107</sup> Pour prévenir les critiques venant de sa gauche, le texte majoritaire précise que « le PT rejette la formulation d'une alternative nationale et démocratique, que le PCB a défendu pendant des décennies », alternative qui incluait la bourgeoisie dite « nationale » dans les alliances de classes définies par le PCB.

<sup>108</sup> Courants accusés (idem, p. 322) « d'éviter la discussion sur la tactique et la politique pour atteindre cet objectif ». La résolution ajoute : « Dans la pratique, ils séparent la lutte revendicative de la lutte politique, en ne comprenant pas la nécessité d'accumuler des forces. La rhétorique apparemment gauchiste recouvre une absence de perspectives politiques et une conception limitée, arriérée, des luttes revendicatives ».

<sup>109</sup> Idem.



distinguer de la vision d'une révolution par étapes (façon PCB et PCdoB), insistant sur le lien avec le socialisme, expliquant qu'en premier lieu, un tel gouvernement démocratique-populaire sera « *un gouvernement de forces sociales en conflit avec le capitalisme et l'ordre bourgeois, un gouvernement sous l'hégémonie du prolétariat, et qui ne pourra devenir viable qu'avec une rupture révolutionnaire ; et en second lieu, la réalisation des tâches qu'il se propose exige l'adoption concomitante de mesures de caractère socialiste dans des secteurs essentiels de l'économie et impliquant d'affronter la résistance capitaliste* »<sup>110</sup>. Malgré tout, le lien avec le socialisme n'apparaît pas comme allant de soi. Certes, on devine qu'en lui-même, un gouvernement « démocratique populaire » exaspérerait la bourgeoisie – le coup d'Etat de 1964 n'est-il pas intervenu contre un gouvernement qui n'allait même pas aussi loin que ce qu'envisage ici la majorité du PT – et serait rapidement amené à une confrontation majeure avec les classes dominantes. Mais que pourrait-il faire s'il accepte le jeu des institutions, avec un mandat d'une durée limitée et des alliances non seulement de classes, mais politiques et électorales dont on peut imaginer facilement qu'ils fonctionneraient comme un carcan pour le PT ? L'histoire montre que la lutte des classes ne se laisse pas enfermer dans un tel carcan institutionnel et des échéances à date fixe. Mais le texte majoritaire ne semble pas s'en préoccuper et, paraît remettre cette réflexion au moment où le problème se posera concrètement.

Cela dit, les thèses d'un courant se réclamant de la révolution socialiste comme celui représenté par Renato Afonso proposent aussi un programme de gouvernement, plus radical que celui de la majorité, mais qui est loin d'être un programme socialiste intégral<sup>111</sup>. Ce programme de gouvernement énumère des mesures démocratiques, salariales, etc., et y ajoute des points clairement anticapitalistes comme « *l'accès des comités d'usine et des travailleurs à la comptabilité des entreprises ; l'étatisation des banques et de l'ensemble du système financier, ainsi que des secteurs des transports, de la santé, de l'éducation et du logement ; et une réforme agraire radicale sous le contrôle des travailleurs* ».

### **c) Alliances stratégiques et alliances tactiques**

Pour la majorité pétiste, l'adoption d'une politique d'alliances basée sur des principes est un point clé de l'orientation que doit choisir le PT dans la période qu'il traverse. La résolution décline cela à plusieurs niveaux : alliances stratégiques (le front unique de classe et le front démocratique et populaire) ; alliances tactiques (notamment dans le cadre de la Constituante, de la lutte contre la *Nova República* et le gouvernement Sarney, dans la lutte syndicale et populaire, au parlement) ; alliances électorales enfin.

Le texte majoritaire cherche d'abord à faire table rase d'un certain passé, où l'idée d'alliances était une sorte de tabou dans un parti fondé sur l'indépendance de classe. Il dénonce le « *sectarisme et l'intolérance* » de certains membres du parti<sup>112</sup>, et ajoute : « *dans la pratique, la réalité nous impose des alliances* »<sup>113</sup>, précisant : « *les alliances ne sont pas une question de principe pour le PT, mais le PT ne fait que des alliances sur la base de principes* ». Quels sont ces principes ? La résolution ne le précise pas à cet endroit, mais

---

<sup>110</sup> Idem.

<sup>111</sup> Thèses pour le Congrès, « *O PT e o caminho da revolução socialista* », p. 10. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>112</sup> In PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 323-324) On peut lire que cela a « *empêché que cette discussion avance dans le parti [du fait d'] accusations [par certains], de 'réformiste' ou d'allié de la bourgeoisie', brandissant en permanence le fantasme d'une transformation du PT en parti réformiste* ».

<sup>113</sup> Idem, p. 324. Toutes les citations suivantes, jusqu'à nouvel ordre, sont issues de ce texte.

nous y reviendrons. La politique proposée est d'abord une politique d'alliances de classes, incluant « *de larges secteurs sociaux et fractions de classes aux intérêts contradictoires à ceux des classes dominantes* ». Quels secteurs sociaux et fractions de classes ? En premier lieu, répond la résolution, les « *soixante-dix millions de Brésiliens [qui] vivent, de fait, privés de droits sociaux et politiques, exclus du marché du travail et en marge des services sociaux* » ; en second lieu, le secteur de la « *petite production et de la petite propriété* ».

La résolution définit deux niveaux de ce qu'elle nomme des alliances stratégiques. Le premier niveau est ce qu'elle appelle le « front unique classiste » : il s'agit, afin de s'opposer efficacement « *à la bourgeoisie et à l'idéologie dominante* »<sup>114</sup>, d'une stratégie d'alliance avec des forces qui agissent dans le mouvement ouvrier et populaire, « *principalement à l'intérieur du mouvement syndical* », ce qui implique de « *prendre des initiatives en direction de la base des partis qui se disent communistes, socialistes et qui se réclament des travailleurs, en leur proposant publiquement l'unité d'action politique des classes laborieuses* ». Mais ce front unique de classe, « *qui englobe tous les travailleurs salariés, n'est pas suffisant* », dit le courant majoritaire. C'est pourquoi, le projet d'un « front démocratique-populaire » figure au deuxième niveau des alliances stratégiques. Si le texte rejette catégoriquement l'alliance avec la bourgeoisie, et mise avant tout sur le prolétariat rural et urbain<sup>115</sup>, il détaille les autres partenaires de classes de cette alliance stratégique : on trouve, pêle-mêle, paysans pauvres, salariés urbains, couches semi-prolétarisées, intellectuels de gauche, couches moyennes, petite bourgeoisie<sup>116</sup>. La résolution majoritaire reconnaît le caractère en soi conflictuel d'une telle alliance de classes : « *il y aura un conflit permanent entre les travailleurs salariés et les secteurs petits-bourgeois. Pour cela, il est fondamental que les classes laborieuses forment leur unité interne, pour ainsi conquérir l'hégémonie dans l'ensemble du front démocratique et populaire* ». Une question simple se pose, qui ne trouve pas de réponse claire dans le texte majoritaire : comment doit réagir le PT en cas de conflit entre des petits patrons et leurs salariés, *a fortiori* si ces situations, comme la résolution l'envisage, se multiplient ?

Comment articuler cette perspective stratégique avec la politique au jour le jour du PT et ses choix d'alliances en termes de partis ? La résolution majoritaire en vient à la notion d'alliances tactiques. Elle rappelle ses choix à ce niveau à la Constituante, autour d'objectifs ponctuels : créer « *l'arc d'alliances le plus vaste possible pour nous opposer à l'alliance conservatrice [...] allant y compris jusqu'à des secteurs bourgeois et libéraux* »<sup>117</sup>, sur des questions comme la souveraineté nationale, le paiement de la dette, la dépendance par rapport au FMI et à l'impérialisme, etc. La résolution rappelle le rôle du PT dans la lutte contre la *Nova República*, contre la transition conservatrice et contre Sarney, en particulier

---

<sup>114</sup> Idem, p. 325.

<sup>115</sup> Idem. La résolution répète qu'il n'y a « *pas d'alliance stratégique avec des secteurs de la bourgeoisie* » et considère « *le prolétariat urbain et rural [comme] la force principale du processus de transformation vers le socialisme, les ouvriers d'industrie [étant] son secteur le plus important, concentré et en capacité de diriger le processus révolutionnaire* ».

<sup>116</sup> Idem. On lit : « *les paysans pauvres et les salariés urbains sont les principaux alliés du prolétariat* ». Mais cette alliance doit également inclure « *de larges secteurs sociaux, comme la couche semi-prolétarisée, en marge du marché du travail et de la consommation, qui manifeste des caractéristiques explosives [et] de nombreux secteurs urbains qui, de par leurs contradictions avec le système bourgeois, peuvent être attirés par un bloc révolutionnaire. C'est à ce niveau que l'on trouve les intellectuels progressistes et démocrates et les petits propriétaires* ». Le texte majoritaire propose également cette alliance de classes stratégique aux « *couches moyennes et à la petite bourgeoisie – ces derniers étant des travailleurs qui sont en même temps propriétaires de leurs moyens de production – bien que ces dernières aient des intérêts communs avec la bourgeoisie (par exemple, certaines couches de petits propriétaires vivent de l'exploitation du travail salarié, même si c'est sur une petite échelle) [mais ces couches se trouvent] également dans une contradiction profonde avec le capitalisme, qui les place quotidiennement sous la menace de la ruine et de la prolétarianisation* ».

<sup>117</sup> Idem, p. 326.

dans la constitution d'une telle alliance dans la campagne *Diretas Já*. Elle recommande des alliances tactiques dans les luttes<sup>118</sup> et les parlements<sup>119</sup>.

Le texte adopté en vient aux alliances électorales. Sont-elles stratégiques, ou tactiques, ou d'une autre nature ? La résolution ne répond pas (mais on perçoit que c'est cette dernière option qui prévaut)<sup>120</sup> mais déclare : « *de manière générale, nous sommes pour le lancement de nos propres candidatures [afin de] construire notre propre force électorale et de faire élire des candidats pétistes, mais nous ne rejetons pas l'hypothèse de coalitions, d'alliances électorales ou de fronts* »<sup>121</sup>. C'est tout ce qui est écrit ici. Mais à d'autres endroits, les défenseurs de la résolution majoritaire envisagent les partenaires possibles d'une coalition électorale, notamment à partir de ce qui est réalisé à la Constituante. On y trouve mention du PCdoB, du PSB, du PDT, et avec plus de difficultés sans doute, du PCB. Pourtant, on lit dans la résolution même, quelques pages plus haut, un commentaire plutôt désabusé sur le « camp populaire » : « *A l'exception du PT – qui soutient une politique d'opposition au Gouvernement Sarney et à la Nova República, de mobilisation sociale – le PCB, le PCdoB, le PSB, le PDT et des secteurs du PMDB sont divisés sur la question de l'opposition à la transition conservatrice, au Gouvernement Sarney, à des gouvernements d'Etats, et même face au PMDB et à sa politique. Il suffit de rappeler que le PCB soutient la transition et le gouvernement, tandis que le PSB et le PDT, s'ils sont dans l'opposition à Sarney, se montrent, dans certains Etats comme São Paulo, serviles vis-à-vis du PMDB et du 'quercisme'* »<sup>122</sup>. C'est malgré tout avec de tels partenaires que la majorité du PT envisage de former une alliance électorale censée soutenir la démarche stratégique d'alliances de classes qu'elle défend par ailleurs. Une autre question se pose ici : s'allier avec des partenaires tous situés nettement à la droite du PT, n'est-ce pas, malgré les précautions rhétoriques d'usage, en venir nécessairement à taillader son propre programme pour mettre en avant des éléments programmatiques compatibles avec les orientations de ces partenaires ? Même le plus à gauche en théorie, le PCdoB, reste « étapiste » en 1987, et semble bien plus modéré que le PT. Mais qui dit alliance électorale, dit nécessairement négociation et compromis programmatiques. Le PT ne va-t-il pas alors logiquement renvoyer le socialisme pour des lendemains qui chantent – voire aux calendes grecques – et se concentrer sur le seul programme commun de l'alliance ? La résolution n'en parle pas.

La politique d'alliances préconisée par le regroupement « Le PT par la base » se fonde aussi sur la structure de classes de la société brésilienne. On y lit : « *Le PT doit rechercher un travail unitaire avec tous les partis qui se revendiquent du socialisme et des classes laborieuses* », et va plus loin : « *La prise du pouvoir et la construction du socialisme se feront dans le cadre d'un travail de coopération de divers partis et organisations des classes laborieuses* ». Toutefois, le texte avertit, contrairement à la résolution majoritaire : « *la*

---

<sup>118</sup> Idem. Le but ? « *chercher l'unité d'action autour des revendications populaires, en faisant pression sur les gouvernements et en proposant des alternatives aux politiques de logement, de santé, d'éducation et d'assainissement, en politisant et en unifiant les mouvements* ».

<sup>119</sup> Idem, p. 327. Le texte cite des « *expériences d'alliances ponctuelles ou partielles avec d'autres forces politiques dans des Conseils municipaux, des Assemblées législatives et au Congrès national* », prenant notamment l'exemple récent d'une lutte des fonctionnaires paulistes, soutenue conjointement par le PT et une partie du PMDB à l'Assemblée législative.

<sup>120</sup> On lit que les alliances électorales « *exigent une discussion sur chaque processus, sur la situation objective de la ville, de l'Etat ou du pays, sur les règles électorales, les autres candidats et les objectifs de notre parti à chaque élection* ».

<sup>121</sup> Idem. Le texte cite en exemple l'alliance avec Fernando Gabeira et le PV à Rio en 1986, et renvoie aux résolutions déjà existantes sur les coalitions et alliances électorales. Il ne faut pas « *perdre l'esprit vigilant du pétisme* », conclut-il.

<sup>122</sup> Idem, p. 306. Le « quercisme » (*quercismo*) désigne ce qui est lié à Orestes Quéricia, alors gouverneur PDDB de l'Etat de São Paulo, situé à la droite de ce parti, patron dans le secteur de l'immobilier et aussi de la communication.

*perspective d'alliances stratégiques avec des secteurs de la petite bourgeoisie ne peut pas donner priorité à son éventuelle représentation en partis* »<sup>123</sup>. Il aborde aussi la question d'alliances tactiques du PT dans la crise de la transition conservatrice, réclamant « *une rupture qui permette aux classes laborieuses d'arriver au pouvoir en s'orientant sur un programme de transition au socialisme* ». Pour y parvenir, il faut, dit ce texte, veiller à la hégémonie dans cette alliance de classes : « *Ce que l'on ne doit pas faire, c'est équilibrer l'influence des travailleurs et de la petite bourgeoisie, comme dans les plateaux d'une balance* ». Sur ce plan aussi, cette orientation se trouve à gauche de celle de l'Articulation.

Le texte de la DS vise à définir les alliances de classes dans le cadre de la révolution socialiste, dans le cadre d'un « *bloc des classes révolutionnaires* » à construire, excluant la bourgeoisie grande et moyenne<sup>124</sup>. Ce bloc comprend quatre éléments. « *L'épine dorsale du bloc révolutionnaire, qui lui donne cohérence et unité politique et idéologique, c'est le prolétariat. Cela inclut le prolétariat industriel [...], les salariés du secteur des services [...] et le prolétariat rural, permanent ou temporaire [...]. Le second secteur important est la petite bourgeoisie rurale et urbaine, les petits propriétaires à la campagne et à la ville, qui souffrent de tous types de spoliations par le grand capital. Ici notre objectif est d'amener la grande masse de ce secteur du côté de la révolution, en l'isolant de l'influence politique et idéologique bourgeoise [...]. Le troisième secteur important est [celui des] masses paupérisées de la ville et de la campagne, des secteurs qui n'ont pas de lien formel et permanent avec le marché capitaliste, vivant d'expédients et de petits boulots. [Ce secteur] se caractérise en général par un bas niveau d'organisation politique, [est composé] par moments de masses influencées par le populisme et [servant] même à la polarisation idéologique de la droite [...]. Le quatrième secteur est [celui] des secteurs moyens, ou des couches moyennes urbaines. Cela inclut les professions libérales, qui ont divers niveaux d'intégration politique, économique et culturelle avec la bourgeoisie. C'est un secteur qui peut être partiellement déplacé vers le camp révolutionnaire* ». On perçoit ici que sur la question des alliances de classes, il y a un assez large accord dans le parti. En fait, c'est plutôt la compréhension du chemin vers le socialisme qui fait clivage.

On remarque cela aussi avec le courant autour d'Ivan Valente, qui défend une stratégie d'alliances de classes plutôt voisine, à quelques différences près<sup>125</sup>. Mais ces thèses-ci, qui saisissent la situation générale du pays d'une façon différente de celles des majoritaires, affirment notamment que « *les conditions générales pour la transformation socialiste au Brésil sont mûres, et que sont réunies les conditions de la formation d'un bloc de classes révolutionnaires capable de mettre en œuvre le changement vers le socialisme* ». Sur les tâches, toutefois, les positions présentées ressemblent à ce que défend la majorité. On trouve en particulier, dans ces thèses, la défense d'un « *programme démocratique et*

---

<sup>123</sup> Idem, p. 12.

<sup>124</sup> Thèses pour le Congrès, « *O PT de luta, democrático e socialista* ». Si ce bloc est vu comme nécessaire par la DS, sa construction « *ne peut être confondue avec la dilution du projet historique des travailleurs, dans la perte de la référence socialiste, dans un processus d'alliances qui nie l'identité prolétarienne. Cela, non seulement désarme le prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie, mais empêche le processus même d'unification du prolétariat, qui a lieu de façon concomitante à la construction de ses alliances* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations qui suivent proviennent du même document.

<sup>125</sup> Thèses pour le congrès « *O PT na luta pelo socialismo* ». On peut y lire : « *le prolétariat urbain et rural est la force principale pour le processus de transformation vers le socialisme au Brésil [...]. Les paysans pauvres et les salariés urbains sont les principaux alliés du prolétariat* ». S'y ajoutent « *des secteurs larges comme la couche semi-prolétarisée, en marge du marché du travail et de la consommation [...] qui doivent être gagnés à la perspective révolutionnaire* ». On remarque ici moins d'insistance sur la petite bourgeoisie et une non-inclusion des « *salariés urbains* » dans le prolétariat (alliés mais pas inclus). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même document.

populaire, et de 'Lula président' » sur cette base ; et l'idée que le PT doit « développer une politique délibérée pour attirer des alliés » – des partis politiques, ici – sur la base de l'idée que « notre parti ne représente pas aujourd'hui tous les travailleurs politiquement conscients, et moins encore, il ne galvanise tout le camp démocratique et populaire ». Pour ces thèses, il s'agit bien d'aller au gouvernement avec ces alliés, sur la base de la candidature Lula et d'un programme d'alliances<sup>126</sup>. La question ici encore, réside à la fois dans le choix desdits alliés et dans la logique programmatique et politique induite par ces alliances.

Evoquons pour finir les thèses présentées par Vladimir Palmeira<sup>127</sup> qui ont le mérite de faire le tour des partis potentiellement partenaires du PT pour une alliance notamment électorale. Ces thèses partent d'une observation factuelle des partis avec lesquels le PT agit dans les luttes populaires et les institutions, notamment à la Constituante. Laissant de côté le Parti Vert, très circonscrit à Rio, V. Palmeira constate d'abord : « le PDT et le PCdoB, presque toujours, ont été avec nous »<sup>128</sup>. Pour lui, le PDT « se rapproche du PT par son combat décidé contre le parlementarisme ; et dans la lutte syndicale, ses militants ont fait du chemin en direction de positions combatives, en agissant et en soutenant la CUT ». Ces thèses indiquent aussi qu'il faut réfléchir à la « fraction progressiste du PMDB, qui cherche à s'organiser dans le MUP »<sup>129</sup>, analysé comme une dissidence parlementaire, donc peu encline à descendre dans la rue. Pour V. Palmeira, le PSB est « insignifiant » malgré un « bon comportement à la Constituante »<sup>130</sup> : il ne mène pas d'actions hors du parlement et passe d'un soutien à la *Nova República* à une opposition modérée, « responsable ». Le parti le plus distant du PT, à gauche, est le PCB, qui soutient « formellement et officiellement » Sarney, et qui, face à la droite et aux militaires, propose « recul sur recul » dans son « ferme combat contre les régressions », même si, « malgré sa participation au gouvernement, il a soutenu les grandes revendications des travailleurs ». Dans ce cadre, le texte dit que le PT va vers un « rapprochement et un resserrement des liens avec le PDT », et pose la question : « le PDT est-il fiable ? ». La réponse vient immédiatement : « Clairement non ! », essentiellement car son leader, Brizola, est jugé peu fiable et le PDT pas socialiste<sup>131</sup>. Malgré tout, V. Palmeira recommande de se rapprocher du PDT, pour former un front contre Sarney et la *Nova República*, et sur cette base, aller au-delà de ce seul parti<sup>132</sup>, en particulier vers le PCdoB, sans négliger PSB, MUP et PCB<sup>133</sup>. Pour lui, « ce n'est pas un front

---

<sup>126</sup> Ce programme est décrit comme « le référentiel de construction d'alliances qui fasse l'unité des secteurs démocratiques, socialistes et populaires ».

<sup>127</sup> Thèses pour le congrès : « Frente à crise, ampliar o movimento de massas e avançar na construção do PT ». Toutes les citations jusqu'à nouvel ordre (et jusqu'à la fin de ce point) sont issues du même texte.

<sup>128</sup> Idem. Il remarque que le PDT et le PCdoB se sont retrouvés à côté du PT dans les '*Diretas Já*' et ont voté avec le PT à la Constituante dans l'immense majorité des cas. Il évoque la position de ces deux partis sur le collège électoral – opposée à celle du PT – et note aussi que le PDT est passé plus tôt dans l'opposition à Sarney que le PCdoB.

<sup>129</sup> Idem. Il précise : « Ce MUP est une chose aux contours encore nébuleux, représentant plutôt une agrégation de parlementaires qu'un vrai groupe politique », évoquant ses positionnements à géométrie variable à la Constituante, parfois avec le PT, parfois capitulant face aux pressions du PMDB officiel. L'auteur prédit au MUP un avenir incertain.

<sup>130</sup> Sauf, pour V. Palmeira, sur la question du débat parlementarisme / présidentialisme.

<sup>131</sup> V. Palmeira explique que Brizola, après avoir « défendu le prolongement du mandat de Figueiredo », « rêve de devenir digne de confiance pour les grands chefs d'entreprises et les militaires ». Quant au socialisme du PDT, l'auteur de ces thèses n'a pas la moindre illusion : de socialisme, il n'a « même pas l'odeur », écrit-il. V. Palmeira définit le PDT comme « un parti pragmatique et ultra-centralisé », dont l'objectif clé est d'« envoyer Brizola à la présidence de la République ».

<sup>132</sup> Ces thèses recommandent de faire du rapprochement avec le PDT, sur la base de son « opposition ouverte au PMDB et à Sarney, et non pas suite à une quelconque évaluation du contenu programmatique et stratégique du brizolisme [...] le point de départ de la construction d'un front d'opposition à la Nova República ».

<sup>133</sup> Les thèses expliquent, par rapport à tous ces partis : « L'approfondissement de la crise diminue leurs marges de manœuvre comme courants de gauche du pacte néo-républicain et, parallèlement, renforce la tentation de dépasser une subordination au PMDB, qui commence à leur causer plus de dégâts que de bienfaits ». Mais pour ces thèses, l'alliance avec

*révolutionnaire, ni un front ouvrier et populaire, embryon de quelque nouveau pouvoir. Il s'agit d'un front d'opposition à la Nova República* ». V. Palmeira se méfie de Brizola et de son « *énorme appétit électoral* », qui pourraient faire de cette alliance un tremplin pour sa candidature à la présidentielle<sup>134</sup>. Mais pour ces thèses, ce doit être « *travail systématique* », qui peut porter ses fruits. V. Palmeira ne se demande pas quels fruits on peut en attendre, et conclut : la « *politique d'alliances du PT [...] doit conjuguer les orientations suivantes : formation d'un front d'opposition à la Nova República ; lutte pour l'unification du mouvement syndical ; lancement de nos propres listes et candidatures aux prochaines élections* ». On constate l'ampleur du spectre des positions politiques dans le PT. On est bien loin, ici, de la perspective trotskyste d'un « gouvernement des travailleurs ». L'étude de cette plateforme nous permet de mieux cerner vers quels partenaires politiques le PT va se diriger dans la période qui s'ouvre. V. Palmeira est très critique à leur égard, mais cela ne l'empêche nullement de prôner l'alliance avec eux. Mais on peut se demander – certains le font – si le rapprochement politique et programmatique, sur ces objectifs, avec des partis tels que ceux décrits ci-dessus ne va pas détourner le PT de ses principes fondateurs et de sa perspective socialiste.

### **3°) Tendances et proportionnalité dans les exécutifs, un débat tendu**

De fait, ce sont ces deux questions qui, ensemble et dans leurs relations réciproques, créent le plus tensions et de clivages dans cette Rencontre.

#### **a) Mise en perspective historique et choix faits par les rencontres régionales**

Le débat sur l'existence de tendances a toujours existé dans le PT, avant même sa fondation. On l'a vu : le noyau *lulista*, de nombreux dirigeants syndicaux, et d'autres, n'ont jamais aimé les courants de gauche et les tolèrent à contrecœur dans le parti ; l'Articulation s'est construite en 1983, notamment pour combattre les militants organisés en tendance au sein du PT, chez qui elle dénonçait le port de « deux chemises », selon l'expression en vogue. La CEN (se confondant *de facto* avec la direction de l'Articulation) veut en finir avec l'existence de courants organisés dans le PT, et a visiblement décidé que cette 5<sup>e</sup> RN en sera le moment. Pour atteindre son objectif, elle ne va pas hésiter à cliver et à tendre le débat d'une Rencontre où se dégageaient jusque-là bon nombre de points consensuels, forçant notamment une bonne partie des délégués majoritaires à voter contre leurs convictions et contre les choix faits dans les rencontres régionales.

---

le PDT ne suffit pas et il faut se rapprocher d'autres partis, en premier lieu du PCdoB. « *Il s'agit, ici, de chercher à le rapprocher de la CUT et d'approfondir sa rupture avec un passé récent sous-courant du PMDB* ». Les thèses ajoutent : « *il ne faut, par principe, exclure ni le PCB, ni le MUP, ni le PSB* ».

<sup>134</sup> Ce texte, très centré sur la politique institutionnelle, définit ensuite des recommandations selon le type d'élections Il distingue notamment les cas d'élections proportionnelles, ou à deux tours... Dans ce dernier cas, la recette selon lui, est « *ne pas parler du second tour avant la fin du premier* ». Les accords doivent se faire, selon lui, dans des conditions à étudier localement. Il propose toute une série de critères pour discuter du soutien à des candidatures autres que PT, à condition qu'elles soient anti-Sarney et *anti-Nova República* et dans le « *camp progressiste* », des candidats « *qui s'engagent sur une partie substantielle de notre plateforme de gouvernement* » (local ou national) ; qui « *ne fassent pas de concessions à des forces de droite afin d'obtenir leur soutien pour le second tour* » ; qui fassent au premier et au second tour, « *une campagne de combat à la Nova República et de soutien aux luttes des travailleurs* ».

Dans la phase préparatoire de la 5<sup>e</sup> RN, la discussion sur ces points a eu lieu au niveau des Etats<sup>135</sup>, et la revue *Inprecor* note que la position ultra-majoritaire, dans les rencontres régionales, était favorable à un large droit de tendances dans le PT, ainsi qu'à la représentation proportionnelle de celles-ci dans tous les exécutifs<sup>136</sup>. Mais ce large consensus ne convenait pas à la direction de l'Articulation et à la CEN, et cette dernière a convaincu le DN de proposer à la 5<sup>e</sup> RN un texte totalement contraire aux choix faits dans l'écrasante majorité des Etats.

#### **b) Droit de tendances et représentation des minorités : débat, formes et enjeux**

Le texte de la CEN sur le droit de tendances est une machine de guerre contre celles-ci, si elles sont un tant soit peu organisées. Il rappelle le « *caractère stratégique* »<sup>137</sup> du PT, se basant sur ses textes fondateurs, à l'opposé de la conception « *de fronts de partis ou d'organisations* ». La CEN s'oppose « *à la pratique du double militantisme et de la double loyauté* ». Un peu plus loin, la résolution déclare : « *le PT considère comme naturelle la formation, en son sein, de regroupements pour défendre des positions politiques déterminées dont les réunions n'ont pas un caractère clandestin et dont les activités sont tournées uniquement vers la vie interne du parti* » et ajoute : « *étant démocratique, le PT admet en son sein une vaste discussion entre diverses opinions* ». Mais le texte adopté y pose des limites<sup>138</sup> : « *Est rigoureusement incompatible avec le caractère du PT, l'existence voilée ou ostensible [...] en son sein d'organisations avec leur propre politique par rapport à celle du PT, avec leur direction, avec leur représentation publique et leur discipline, impliquant inévitablement une double loyauté, avec des structures parallèles et cachées, avec des finances propres, de façon organique et permanente, avec des journaux publics et de périodicité régulière* ». Accepter ces « *partis à l'intérieur du PT* », ce serait, selon la résolution, accepter que le parti soit un « *front politique, autant dire la négation du projet historique du PT* ». Par conséquent, « *prenant en considération qu'il existe au sein du PT des regroupements ayant une structure de parti, le PT engagera avec ces derniers une discussion politique visant à leur dissolution et à la complète intégration de leurs militants dans la vie organisationnelle du PT, en finissant ainsi avec la double appartenance, et ainsi, la double loyauté* ». Opposant « *tendances internes d'opinion* » et « *partis à l'intérieur du parti* », la résolution définit les premières pour mettre au pas ou rejeter les seconds<sup>139</sup>.

---

<sup>135</sup> La Revue *Inprecor*, N° 260 du 29 janvier 1988, p. 9, fait le bilan de cette Rencontre, et note que la question du droit de tendance a été « *avec la question de la politique d'alliances [...] la question la plus débattue par les militants* ».

<sup>136</sup> Idem. L'article raconte plus en détail ce processus : « *A partir d'une proposition élaborée par le secrétariat d'organisation du PT de São Paulo, s'est forgée l'unité d'un large secteur comprenant des composantes de la majorité, Démocratie socialiste, et d'autres secteurs du parti. Cette proposition avait été adoptée, avec quelques modifications, dans les rencontres de Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Rio de Janeiro et Rio Grande do Norte, entre autres. Lors de toutes ces rencontres, avec la réglementation du droit de tendance, l'adoption de la proportionnelle dans les exécutifs de direction fut approuvée. L'exception fut São Paulo, où la proposition de réglementation du droit de tendance ne fut pas approuvée, mais où celle de la proportionnelle dans la formation du nouvel exécutif de l'Etat le fut* ».

<sup>137</sup> Dans la résolution sur les tendances, in PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 356). Jusqu'à nouvel ordre, toutes les citations suivantes proviennent du même texte.

<sup>138</sup> Idem, p. 357.

<sup>139</sup> Idem, p. 357-358. La résolution fait la distinction entre des regroupements (« *articulações* ») qui surgissent au moment des congrès et des tendances internes, qui doivent seulement « *défendre des positions à l'intérieur du PT* ». La résolution précise : « *aucun regroupement interne ou tendance ne pourra s'adresser [...] directement à la société, soit par des manifestations publiques, soit à travers la presse ou quelque autre moyen* ». Les finances des tendances « *ne peuvent être obtenues qu'à l'intérieur du parti* ». Enfin, « *une tendance du parti ne peut constituer un parti distinct du PT, ni utiliser le nom de 'parti'. Elle doit reconnaître expressément et en pratique le PT comme un parti stratégique (vers le socialisme)* ».

La question de la représentation proportionnelle des courants du parti dans ses directions fait l'objet d'une résolution séparée. Dans celle-ci on peut lire le rappel de l'adoption, « *dès les premiers temps [du PT], du critère de la proportionnalité dans la composition de nos directoires régionaux et nationaux* »<sup>140</sup>, permettant la participation des courants minoritaires à ces directions. La résolution reconnaît la pratique de certains exécutifs régionaux de pratiquer de la même façon en leur sein, et leur souhait de voir la proportionnalité s'étendre à la CEN, mais refuse cette mesure. Pourquoi ? Parce que, selon la résolution, « *cette question ne peut être discutée de façon déconnectée du problème de la réglementation du droit de tendance* »<sup>141</sup> et du « *phénomène de partis à l'intérieur de notre parti* ». Et la majorité refuse, tant que cela sera le cas, de prendre « *le risque de confier des fonctions exécutives à des camarades qui ont un autre projet politique que le PT* ».

La plateforme « Le PT dans la rue », de M. Sokol, fait bloc avec la CEN, dénonçant même certains courants du parti<sup>142</sup>. Les propositions d'amendements présentées par E. Jorge vont dans le sens de la majorité et se prononcent pour une réglementation du droit de tendances ; mais elles soutiennent la proportionnalité dans les instances de direction (directoires et exécutifs) pour les courants atteignant au moins 10% des votes<sup>143</sup>. A l'opposé, les thèses du PCBR défendent clairement le droit de tendance, et critiquent l'Articulation pour son recours usuel [selon elles], à des procédés « *antidémocratiques* »<sup>144</sup>, en particulier l'utilisation de l'appareil pour ses fins propres. Cette plateforme rappelle la précédente RN, où la majorité a empêché les autres tendances d'être représentées dans l'exécutif. La DS part de l'existence d'un spectre très large de positions politiques dans le PT, prône tant la proportionnalité que de vastes droits pour les tendances<sup>145</sup>, et tempête contre la vision « *sectaire (pour ne pas dire monolithique)* » de la CEN et la façon dont elle a imposé sa décision, mettant « *en jeu tout son prestige (celui de Lula en particulier) pour inverser la position des délégués du regroupement majoritaire, [qui] presque tous étaient élus sur la base de propositions différentes de celles que l'exécutif défendait* »<sup>146</sup>, ce qui a conduit la Rencontre, dans « *un climat extrêmement sectaire, et une tension générale* », à « *s'écarter de la discussion politique et se concentrer sur la lutte interne* ».

#### 4°) Votes et éléments de bilan

Concernant les votes des délégués, les 8 thèses initiales se sont regroupées sur 4 listes pour l'élection du nouveau DN. La liste 2, majoritaire, de l'Articulation, avec O. Dutra à sa

---

<sup>140</sup> Dans la résolution sur la proportionnalité, in PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 358). Jusqu'à nouvel ordre, toutes les citations suivantes proviennent du même texte.

<sup>141</sup> Idem, p. 359.

<sup>142</sup> Thèses pour le congrès « *O PT na Rua* », p. 9. Point 2 « *A construção partidária* ». On y lit : « *Il est clair que la démocratie interne ne peut couvrir l'existence de courants qui ne respectent pas la discipline, le programme et les décisions adoptées démocratiquement, véritables partis à l'intérieur du parti qui ont leurs propres actions et expression publiques et ainsi, compromettent l'unité d'action du PT. De manière générale, l'aspect le plus nocif de ces regroupements est qu'ils mettent à l'intérieur du parti des pressions qui visent à le dénaturer* ».

<sup>143</sup> Thèses pour le congrès « *O PT pela base* », p. 1-2.

<sup>144</sup> Thèses pour le congrès : « *O PT e o caminho da revolução socialista* », p. 21.

<sup>145</sup> Dans un article d'*Em Tempo* de janvier 1988, repris par *Inprecor* N° 260 du 29 janvier 1988, p. 9, on peut lire cet argument : « *la réglementation du droit de tendance ne peut être traitée abstraitement [et] ne peut être identique à celle qui existerait dans un parti dont toute la structure militante et l'homogénéité sont construites, et dont les définitions politiques et programmatiques sont consolidées* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>146</sup> Idem, p. 9-10. Pour s'assurer un vote majoritaire sur cette question, selon l'article de la DS, la CEN a « *enlevé les aspects les plus absurdes de sa proposition* ».



tête, a obtenu 212 voix, (57,61%) et 50 sièges au DN. La liste 4, regroupant les plateformes défendues par R. Pont, J. Genoino et I. Valente et la CS, a obtenu 86 voix (23,37%) et 20 membres au DN. La liste 1, issue de « *PT pela base* » d'E. Jorge et incorporant les secteurs à la tête desquels on trouvait V. Guimarães et S. Starling (MG) et le député d'Etat João Alfredo (CE), a obtenu 46 voix (12,5%) et 11 sièges au DN. Enfin, la liste 3, de soutien à 'O Trabalho', avec Arlete Sampaio, a obtenu 13 voix (3,53%) et aucun siège au DN.

*Em Tempo*<sup>147</sup> note 3 changements importants dans les rapports de forces au sein du parti. D'abord, l'impact national du regroupement initialement pauliste PPS, autour d'E. Jorge, sur lequel l'article conclut que « *ce regroupement doit assumer un rôle croissant dans la vie du parti* » après cette Rencontre. Ensuite, un recul partiel du courant majoritaire (passant de plus de 70% à 57%), marquant selon l'article, la difficulté de l'Articulation à continuer à regrouper des secteurs du PT non issus de courants organisés, et révélant une perte partielle de contrôle du parti par le regroupement majoritaire. Enfin, une augmentation dans le parti du poids des secteurs ruraux combattifs, avec le passage dans le DN de dirigeants du MST ou de la CPT : H. Pereira, J.P. Stédile, A. Marangon, en plus d'A. Ganzer et G. Pastana, qui y siègent depuis la 4<sup>e</sup> RN. Sur la proportionnalité, la proposition de la CEN, soutenue par V. Palmeira, obtient 199 voix, contre 164 pour celle défendue par E. Jorge, R. Pont et A. de Franco. Juste après cela, le nouveau DN élit une CEN composée exclusivement de majoritaires, présidée par O Dutra, J. Dirceu étant Secrétaire général. Ainsi, plus de 42% du parti et des délégués ne sont pas représentés dans le nouvel exécutif.

Analysée par beaucoup comme un marqueur positif dans l'histoire du PT, la 5<sup>e</sup> RN apparaît comme une croisée des chemins. Elle révèle une évolution discutable d'un point de vue démocratique, et il vaut la peine de s'interroger sur ses choix d'orientation et sur la dynamique qu'ils ont imprimée à la trajectoire pétiste. En premier lieu, si l'on en croit *Em Tempo*, la résolution de 51 pages a été à peine lue par la majorité des délégués présents, car elle a été présentée peu avant le vote sur les plateformes. On se dit ici qu'un parti comme le PT, qui insiste sur la démocratie, a des marges de progression! En second lieu, on note l'insistance de la direction de l'Articulation à faire passer, contre la volonté de la majorité des délégués<sup>148</sup>, ses choix visant à mettre au pas et à marginaliser les tendances organisées. En troisième lieu, l'acharnement de la direction du parti à refuser les tendances minoritaires dans la CEN, tout en continuant à les accepter dans le DN révèle un fonctionnement partisan où le vrai pouvoir se situe de plus en plus au niveau de l'exécutif, tandis que le DN tient lieu de parlement du PT. En quatrième lieu, la résolution, sur la question de la construction du parti et du rôle des noyaux de base, montre, malgré une prise de conscience et un souci démocratique, des contradictions et limitations.

Pour ce qui est de son orientation, certes, le PT sort de la 5<sup>e</sup> RN avec des décisions permettant une action plus coordonnée dans les syndicats et les mouvements populaires, et avec l'annonce de la candidature Lula à la prochaine présidentielle, lui offrant une visibilité encore accrue. Mais la période s'ouvre avec un PT certes en ascension, mais avec une orientation nettement infléchie par rapport aux années antérieures. En adoptant la perspective de « l'Alternative démocratique-populaire », en recherchant les alliances politiques et électorales qu'elle inclut, le PT évolue vers une activité plus institutionnelle qu'auparavant. En même temps, il assume à présent une dichotomie entre un programme

<sup>147</sup> *Em Tempo*, numéro de décembre 1987, p. 3, article de bilan de la 5<sup>e</sup> RN. Jusqu'à nouvel ordre, les citations et remarques suivantes proviennent de cet article.

<sup>148</sup> Au moins 80% de ceux-ci selon l'article ci-dessus référencé d'*Em Tempo*.

gouvernemental non-socialiste, et une perspective historique qui se veut socialiste, ne parvenant pas à clarifier correctement le lien entre ces deux moments. Il est donc légitime de se demander si la volonté affichée par la direction du PT de mettre à l'écart et de marginaliser les tendances de gauche dans la vie du parti n'est pas précisément liée, au moment où son cours s'infléchit sensiblement vers la droite, à la compréhension que, peut-être, l'heure de grandes responsabilités politiques se rapproche, et que dans ce cadre, il est préférable de ne pas trop s'embarrasser de courants qui pourraient la gêner en critiquant et en combattant son cours nouveau, en dénonçant ses hésitations et ses louvoiements.

### **Section 3 : 1988-1989 – Net accroissement du poids électoral du PT**

Dans cette section, nous allons observer de façon approfondie comment le PT met en pratique, au plan électoral, nationalement et localement, les nouvelles orientations issues de la 5<sup>e</sup> RN, aux élections municipales de 1988 ; puis plus sommairement à la présidentielle de 1989 (celle-ci étant traitée de façon plus systématique en partie 5).

#### **1°) Les municipales de 1988 : victoire pétiste et déroute de Sarney**

Le 15 novembre 1988, près de 70 millions d'électeurs sont appelés aux urnes. Pour la première fois, tous les municipes du pays doivent élire leur exécutif et leur assemblée législative, pour un mandat allant du 1<sup>er</sup> janvier 1989 au 1<sup>er</sup> janvier 1993. C'est la 3<sup>e</sup> élection réalisée sous la *Nova República*, la première sous la Constitution de 1988<sup>149</sup>. Jusqu'au début du mois de novembre 1988, les sondages ne donnent pas le PT gagnant. Ce n'est que la semaine précédant le scrutin et à la sortie des urnes que beaucoup commencent à percevoir « *le climat des victoires obtenues dans certaines villes, y compris São Paulo* »<sup>150</sup>. Le PT voyait d'ailleurs plus clair que les instituts de sondages et les commentateurs.

##### **a) Le contexte de la campagne pétiste**

Le chaos économique et social croissant, la violence de la répression et la tragédie de Volta Redonda poussent l'électorat vers la gauche, ce qui bénéficie surtout au PT, mais des expériences municipales fâcheuses pour ce parti à Fortaleza (CE) et Diadema (SP) jouent en sens inverse. Profitant de celles-ci, « *des secteurs de la droite ont déchaîné une intense campagne du type 'PT, plus jamais !'* ». Dans la capitale du Ceará, le PT a essuyé, avec Maria Luiza Fontenele (élue en 1985), son premier échec dans la gestion d'une grande ville. Le PT avait récupéré une municipalité très endettée, un fonctionnariat municipal dont le coût équivalait aux recettes de la ville, avec un financement encore très concentré dans les mains

---

<sup>149</sup> Les Brésiliens élisent séparément les pouvoirs exécutif et législatif, notamment au niveau des municipes. L'exécutif est constitué d'un « *ticket* » composé du *prefeito* et du *vice-prefeito*, (traduit, faute de mieux, par maire et « vice-maire »). Le pouvoir législatif émane de l'*Assembléia Municipal* (traduit par « conseil municipal ») qui se compose, selon la taille du municipe, d'un nombre variable de *vereadores* (en français « conseillers municipaux »). Le maire n'est donc pas élu par le Conseil municipal, et il est courant qu'un conflit apparaisse entre les deux instances locales. Notons aussi qu'en ce 15 novembre 1988, se tiennent des élections générales dans le nouvel Etat de Tocantins.

<sup>150</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op.cit. p. 266). On apprend aussi dans le Bulletin national (BN) du PT N°41 (12/88-01/89) que longtemps les sondages ont donné Luiza Erundina à 10 ou 12%, et le PT le croyait. Le revirement a lieu début novembre, avec un meeting public du PT sur la Place de la Cathédrale le 6 novembre, rassemblant 50 000 personnes selon le PT (contre même pas 15 000, deux ou trois jours plus tard, pour Quercia et son candidat).

de l'Etat et de la Fédération. Sans les ressources indispensables, très isolée – le PT n'ayant aucun conseiller municipal à Fortaleza – la maire s'est heurtée au gouverneur et a été confrontée à une grève des fonctionnaires municipaux et à une croissante insatisfaction populaire. L'expérience s'est terminée dans le chaos, avec les rues de Fortaleza jonchées d'ordures (du fait de la grève des éboueurs), une querelle très dure entre le PT local et la municipalité, et l'exclusion du parti de M.L. Fontenele en 1987<sup>151</sup>.

L'expérience de Diadema est plus complexe. Rappelons que cette ville ouvrière de l'ABCD avait, dès 1982, élu maire le syndicaliste pétiste Gilson Menezes. Celui-ci avait tenté de créer des conseils populaires à partir de 1984, mais était entré en conflit avec ceux-ci et avec l'organisation locale du parti. L. Secco précise : « *le conflit entre l'administration et le Directoire municipal a conduit à l'exclusion [du PT] du maire pendant cette même année, une décision annulée par le Directoire de l'Etat* »<sup>152</sup>. Un article d'*Inprecor* explique que Diadema a été le seul municipe « *où la politique du PT a été vraiment appliquée [et que] la population s'en est rendu compte* », en particulier dans les domaines des transports, de la voirie, du logement, de l'éducation, et des ordures ménagères<sup>153</sup>. Les conflits internes au PT y ont bien joué un rôle, négatif pour lui, mais ils ont pu être réglés, contrairement à Fortaleza : l'ancien maire a voulu s'imposer, mais la base du parti l'a refusé et c'est elle qui a imposé son propre candidat à la mairie. Résultat de tout cela, début 1988, « *50% de la population de Diadema apportait son appui au PT* »<sup>154</sup>.

## **b) La 5<sup>e</sup> RN et les choix de campagne**

Depuis la fin 1987, le PT sentait venir ce que certains allaient appeler un « tremblement de terre ». La résolution politique de la 5<sup>e</sup> RN a défini un cadre d'ensemble pour ces municipales. Rappelant que la campagne, la conquête de municipes et de conseillers doivent être vues « *comme fronts de la lutte des classes* »<sup>155</sup>, elle mise sur une poussée du parti, basée sur « *le débordement du sentiment antigouvernemental, avec de nombreuses voix protestataires, dont le PT peut être un grand bénéficiaire* », même si « *dans la population laborieuse, se manifeste une tendance à ne plus croire à une quelconque alternative politique* ». La résolution recommande de politiser sans attendre « *la campagne électorale dans les municipes, en la liant à la lutte politique générale* »<sup>156</sup>, et d'utiliser les municipales comme une « *accumulation de forces* »<sup>157</sup>. Pour répartir les efforts militants du

---

<sup>151</sup> M.L. Fontenele a adhéré au PSB après son expulsion du PT. M. KECK (op. cit. p. 262) en déduit qu'il est nécessaire d'éviter de « *s'aliéner les classes moyennes : les graves problèmes liés à l'enlèvement des ordures et à l'entretien des rues ont conduit à la sensation généralisée que l'administration de la ville était hors de tout contrôle* ».

<sup>152</sup> L. SECCO (op. cit. p. 54) ajoute : « *Même ainsi, l'administration a eu du succès, car à la fin de son mandat, le maire avait 55% de satisfaction et le PT 68% de sympathie de l'électorat. Cependant, Menezes quitta le PT et il allait être de nouveau être maire, plus tard, pour le PSB* ».

<sup>153</sup> *Inprecor* N°280 du 23 janvier 1989, article intitulé « *Après la victoire du PT* », p. 12. Cet article mentionne, concernant Diadema, la baisse du prix des transports, la municipalisation des transports collectifs et la création d'un conseil populaire des transports représentant tous les quartiers, et responsable de cette question ; l'installation de services de voirie dans les *favelas* ; la construction de logements d'urgence ; la multiplication des écoles publiques et des repas gratuits pour les enfants pauvres ; l'installation d'une usine de traitement des ordures.

<sup>154</sup> Idem.

<sup>155</sup> Résolution votée par la 5<sup>e</sup> RN, in PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 341). Partie intitulée « *La campagne électorale de 1988* » (*A campanha eleitoral de 1988*). Jusqu'à nouvel ordre, les citations sont issues de ce texte.

<sup>156</sup> Idem, p. 342. Fin 1987, le PT croyait encore en la possibilité de municipales dans un cadre d'élections générales, incluant la présidentielle, et la résolution veut articuler les campagnes locales « *à la lutte pour des élections directes, et centrées sur l'opposition à la Nova República, contre le gouvernement et ses alliés locaux, et contre le paiement de la dette extérieure* ».

<sup>157</sup> Idem. Les objectifs généraux sont : « *fixer le profil politique général du PT comme parti socialiste (...); enraciner le PT dans la vie politique de la société (...); faire avancer la lutte pour des conquêtes démocratiques, économiques et sociales [notamment] au niveau municipal (...); conquérir le nombre le plus important possible de mandats électifs de maires et de*

PT, le texte indique que pour les conseillers municipaux, le parti « roulera » pour lui-même, et pour ce qui est des maires, il accordera « *une importance spéciale aux municipes qui ont le plus grand poids politique, dans lesquels le parti possède le plus d'implantation et le plus de densité électorale* ». Enfin, il est décidé, sans préjuger des accords possibles avec d'autres partis, de lancer des candidatures pétistes partout, afin de « *conquérir des mandats populaires réellement engagés dans la lutte du PT* »<sup>158</sup>. Mais la résolution traite les alliances électorales pour les municipales, en termes à la fois de plateforme politique unitaire et de choix de partenaires. Les objectifs énoncés sont : infliger une « *défaite à la Nova República et la droite à tous les niveaux* »<sup>159</sup>; « *renforcer la lutte démocratique des travailleurs* » ; et obtenir « *des gains politiques, organisationnels et électoraux pour le PT* ». La résolution, rejetant clairement les forces de droite, préconise une approche unitaire à géométrie variable : « *prendre en compte d'éventuelles évolutions de la politique du PCB* » – qui, fin 1987, soutient encore le gouvernement – avec l'intention claire de l'inclure dans ces alliances; « *prendre des initiatives politiques* » du côté du PCdoB et du PSB pour les faire évoluer « *vers les positions défendues par le PT [ou bien] attirer des secteurs de ces partis* »; « *analyser ponctuellement ce que signifierait une alliance avec le PDT* », un parti « *dominé par le populisme* » ; enfin, « *inclure le PH<sup>160</sup> et le PV* » dans la politique d'alliances.

Pour W. Pomar et la majorité du PT, les alliances « *ne sont pas une question de principe [mais doivent reposer] sur des principes* »<sup>161</sup> : il s'agit d'alliances « *pour l'unité des secteurs sociaux opposés de différentes manières à la domination du capital et qui ont pour objectif la transformation socialiste de la société brésilienne* ». Il défend l'idée de s'allier avec des partis avec lesquels il y a des divergences, mais qui ont la même perspective générale : anticapitaliste, socialiste. C'est ainsi que de la majorité des pétistes envisagent cette question, mais on peut se demander quels partis ont réellement l'objectif de la transformation socialiste de la société brésilienne. De plus, comment juger de leur anticapitalisme et de leur socialisme? L'objectif socialiste, lorsqu'il est proclamé, est-il pour eux fondamental ou accessoire, voire décoratif ? Quels sont leur programme et leur stratégie ? A la lecture du tableau brossé par les thèses défendues par V. Palmeira à la 5<sup>e</sup> RN<sup>162</sup>, on peut douter que beaucoup (et peut-être même un seul) de ces partis aient une perspective anticapitaliste et socialiste. Même le PCdoB, sans doute le plus à gauche de ces alliés potentiels, garde une vision étapistes et remet la perspective socialiste à une étape ultérieure, forcément lointaine.

### **c) Le passage du plan national au plan local**

La campagne commence pour le PT par des conventions locales devant procéder aux choix politiques et sélectionner les candidats. La revue *Em Tempo* analyse le cas de trois capitales brésiliennes, où interfèrent questions d'ego et choix politiques, des cas révélateurs de frictions internes au PT et de différentes méthodes mises en œuvre pour les gérer.

A Belo Horizonte (MG), le PT doit initialement choisir entre 3 pré-candidatures pour le poste de maire : le député fédéral V. Guimarães ; le président du PT de l'Etat, connu sous le nom de Carlão ; et le président du PT de Belo Horizonte. Ce dernier est Thomas Matta

---

*conseillers municipaux (...); avancer dans l'organisation du PT, en construisant de nouveaux noyaux* » et en recrutant ; « *lutter pour la création de mécanismes et d'outils de contrôle (...)* et de participation populaire ».

<sup>158</sup> Idem, p. 343.

<sup>159</sup> Idem, p. 344.

<sup>160</sup> PH: Parti Humaniste. Voir liste des sigles politiques.

<sup>161</sup> W. POMAR (op. cit. p.48).

<sup>162</sup> Voir section précédente.

Machado, lié à la DS et auteur de l'article, où il évoque les tensions sur le choix du candidat et explique qu'il a retiré sa pré-candidature pour « *contribuer à un accord qui solidifie l'unité du parti pour affronter les élections* »<sup>163</sup>. C'est finalement V. Guimarães qui est retenu comme candidat-maire, l'Articulation devant désigner le candidat au poste de « vice-maire ».

A Porto Alegre (RS), 2300 militants locaux d'un parti en forte croissance doivent arbitrer entre deux grands ensembles de positions politiques et quatre pré-candidats. D'un côté, Olívio Dutra, président du parti, soutenu par l'Articulation, des secteurs liés à l'Eglise et à la CS<sup>164</sup>. D'un autre côté, d'autres propositions et un « *profil plus socialiste, plus révolutionnaire pour le parti, défendant la non-signature de la Constitution* », portées par Flavio Koutzii (DS), Tarso Genro (PRC) et Darci Campani. Les positions représentées par ces trois candidats sont les plus suivies à la convention, même si on note une polarisation entre O. Dutra et F. Koutzii. A la différence des deux autres opposants, D. Campani se déclare contre un front électoral avec les PCs et le PSB. L'article juge le débat argumenté et démocratique, un fait reconnu par toutes les tendances, qui respectent les décisions majoritaires. C'est finalement O. Dutra qui est choisi par la convention, dans des conditions un peu déroutantes toutefois<sup>165</sup>.

A São Paulo, le parti local de 30 000 adhérents (dont environ 3 000 militants<sup>166</sup>), est face à deux pré-candidatures porteuses de projets politiques différents et d'une interprétation différente des choix de la 5<sup>e</sup> RN. D'un côté, Plínio de Arruda Sampaio est soutenu par les dirigeants de l'Articulation, tendance majoritaire à la fois nationalement, dans l'Etat et dans sa capitale. Lula a personnellement pris position en sa faveur, insistant sur la « *viabilité électorale de Plínio* »<sup>167</sup>. Pour ce dernier, la clé est de « *renforcer la démocratie* », et les conseils populaires sont des « *expressions de la démocratie directe qui ne remplacent pas le régime démocratique basé sur la représentation* », la décision finale devant toujours revenir, selon le cas, « *au maire ou au législatif, autrement dit aux personnes qui ont été élues et ont, donc, la légitimité pour décider* ». Plínio se dit, donc, en accord avec les règles de la démocratie représentative, cherche avant tout à l'améliorer, et défend une « *voie électorale au socialisme* »<sup>168</sup>. Luiza Erundina, soutenue par la gauche du PT et une partie de la base de l'Articulation, représente, selon l'auteur de l'article, « *une vision incontestablement plus à gauche* ». Elle veut « *accumuler des forces pour la construction d'une alternative socialiste* », défend une vision plus classiste de la démocratie, et déclare : « *nous ne croyons*

---

<sup>163</sup> *Em Tempo*, N° de juin 1988, article p. 4 intitulé « *Belo Horizonte, Convenção unifica o partido* ». Jusqu'à nouvel ordre, toutes les citations suivantes sont issues du même texte. L'article ajoute qu'à l'origine, l'Articulation ne voulait pas de Guimarães comme candidat à la mairie. Carlão a aussi retiré sa pré-candidature comme maire, se réservant pour le poste de « vice », candidature qu'il a gagnée.

<sup>164</sup> Ceci semble paradoxal, voire contradictoire : d'un côté la CS « *a déclaré ne pas être d'accord avec le programme, avec la tactique, avec la vision du parti défendue par Olívio* » ; de l'autre cette tendance a voté avec lui, parce que c'est « *un syndicaliste* », même si c'est le président du PT et s'il représente la majorité.

<sup>165</sup> *Em Tempo*, N° de juin 1988, encart p. 4, intitulé « *Porto Alegre, Balanço de uma disputa* ». Au 1<sup>er</sup> tour, O. Dutra a obtenu 957 voix (43%) ; F. Koutzii, 650 ; T. Genro, 522 ; et D. Campani, 58. La décision prise par la direction locale du PT suit les recommandations du DN (organiser un 2<sup>e</sup> tour s'il y avait plus de deux pré-candidats). Mais selon l'auteur, à ce moment, l'Articulation et T. Genro, font pression pour éviter le 2<sup>e</sup> tour, misant sur la légitimité donnée par les 43% à O. Dutra. F. Koutzii et ses soutiens décident de se maintenir au 2<sup>e</sup> tour. Les défenseurs les plus en vue de T. Genro soutiennent O. Dutra mais la majorité de sa base marche avec F. Koutzii. Au 2<sup>e</sup> tour, O. Dutra obtient 1205 voix et F. Koutzii 1016. Et O. Dutra choisit T. Genro comme candidat au poste de *vice prefeito*. F. Koutzii s'était engagé clairement à soutenir T. Genro pour le 2<sup>e</sup> tour si ce dernier avait recueilli plus de voix au 1<sup>er</sup> tour, mais l'inverse n'a jamais eu lieu.

<sup>166</sup> Chiffres donnés par L. SECCO (op. cit. p. 129)

<sup>167</sup> *Em Tempo*, N° de juin 1988, article p.5 – São Paulo « *O significado da vitória de Luiza Erundina* » par Tatau Godinho. Jusqu'à nouvel ordre, toutes les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>168</sup> *Idem*. Pour T. Godinho, non seulement ces positions sont à droite de la résolution de la 5<sup>e</sup> RN, en contradiction avec elle ; mais l'auteur nuance, en notant que Plínio déclare quand même qu'il faudra « *affronter les intérêts capitalistes* ».

*pas à la voie électorale comme chemin de construction du socialisme. Par cette voie, il est possible d'accumuler des forces [...] L'essentiel dans le processus de construction du socialisme réside dans l'organisation autonome des travailleurs en tant que classe et dans le développement de leur capacité d'affrontement avec les capitalistes dans les diverses instances de pouvoir existant dans la société* ». La pré-candidate insiste enfin sur la nécessité pour le PT de s'implanter prioritairement parmi les travailleurs et les pauvres et de mettre au second plan les classes moyennes. Ses vues sur les alliances locales, favorables au PDT et au PSB, la placent par contre plus à droite. C'est finalement L. Erundina qui est choisie comme candidate-maire par les pétistes de la ville, par 54,9% des voix contre 43,3%.

Les alliances électorales du PT vont finalement concerner 10 capitales. Dans 15 autres, le parti se lance sous son seul drapeau. Les accords sont à géométrie variable, n'impliquant pas les mêmes forces politiques d'une ville à l'autre. C'est avec le PV que les alliances sont les plus nombreuses dans les capitales, avec 6 villes concernées. Le PCB et le PSB se retrouvent alliés du PT dans 5 capitales ; le PCdoB dans 4<sup>169</sup>. C'est à Vitória que l'alliance électorale à gauche est la plus large, englobant 7 partis (PT, PCB, PCdoB, PSB, PV, PH et PSDB). D'autres capitales connaissent des campagnes d'alliances assez amples, avec 4 partis de gauche : Fortaleza, Cuiabá, et Natal. Ailleurs, les alliances sont plus resserrées, à trois à Rio Branco, Goiânia, João Pessoa et São Paulo, et à deux à Porto Alegre (avec l'alliance du PT et du PCB)<sup>170</sup>. A Belo Horizonte, les espoirs initiaux d'une large entente sont déçus. Remarquons donc l'extrême variabilité des situations, car les partenaires électoraux du PT n'ont pas de politique d'alliances définie nationalement<sup>171</sup>. Les décisions sont prises au plan local, et d'un endroit à un autre, un même parti peut même faire des choix opposés. Prenons deux exemples. Le PDT, avec lequel les accords ont été rares, a mené des combats communs avec le PT, pour les élections directes, et à la Constituante ; mais il fait des choix locaux très variables, jouant très gros et seul sur ses bastions (Porto Alegre et Rio), s'alliant au PT à Goiânia, mais allant très loin vers la droite ailleurs, comme à São Paulo, à Curitiba, à Natal, à João Pessoa et Florianópolis<sup>172</sup>. Autre cas : le PT a signé 5 accords dans des capitales avec le PSB, mais à São Paulo, celui-ci est, selon T. Godinho, une sorte de pseudopode<sup>173</sup> du PMDB et il soutient la candidature d'Orestes Quercia<sup>174</sup>.

#### **d) Les résultats globaux : déroute de Sarney et de la *Nova República***

Notons d'abord que presque le quart (23,5%) des électeurs des capitales votent blanc ou nul, ce qui indique un fort rejet de la politique en général. Surtout, ce scrutin, avec la

<sup>169</sup> L'alliance PT/PV a fonctionné à Rio Branco (AC), Fortaleza (CE), Vitória (ES), Goiânia (GO), Cuiabá (MT) et João Pessoa (PB). L'alliance PT/PCB s'est réalisée à Rio Branco, Fortaleza, Vitória, Porto Alegre et São Paulo ; le PSB a été l'allié du PT à Fortaleza, Vitória, Cuiabá, Natal et João Pessoa ; tandis qu'un accord a été trouvé entre le PT et le PCdoB à Vitória, Cuiabá, Natal (RN) et São Paulo. Le Parti Humaniste (PH) a été associé à un accord et à une alliance Vitória et Natal et le PSDB s'est retrouvé aussi à côté du PT à Vitória. Goiânia (GO) a été la seule capitale où une alliance PT/PDT s'est mise en place.

<sup>170</sup> Ces informations viennent d'un tableau plus complet donné par le livre de M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 270).

<sup>171</sup> Pour Paulo Delgado, les partis avec lesquels il y a alliance « ne possèdent pas d'orientation nationale qui permette d'identifier un genre de critère pour orienter ses alliances. La base pétiste évite des partenaires politiques aussi disponibles sur la place électorale ». In BN n°41 (12/88-01/89), p. 20, article intitulé « O partido em movimento ».

<sup>172</sup> Dans *Em Tempo* (N° de juin 1988, article intitulé « O significado da vitória de Luiza Erundina », p.5), T. Godinho affiche, sur la perspective d'un accord avec le PDT, un désaccord avec L. Erundina, affirmant que le PDT de São Paulo est dominé par « l'Ademarismo » (en référence à Ademar de Barros, ex-maire de la ville et gouverneur de l'Etat de São Paulo, personnalité politique autoritaire et très marquée à droite). Dans un autre numéro (*Em Tempo*, décembre 1988, p.2) on lit que le PDT cherche son inspiration très loin vers la droite : Jayme Lerner, candidat du PDT à Curitiba, vient du PDS ; à Natal et São Luís, il s'appuie sur les oligarchies locales ; à João Pessoa et Florianópolis, il reçoit le soutien d'élus du PFL et du PDS.

<sup>173</sup> « *Sublegenda* » en portugais. In *Em Tempo* (N° de juin 1988, « O significado da vitória de Luiza Erundina », p.5).

<sup>174</sup> Le gouverneur, très à droite, de São Paulo, qui a envoyé la police militaire contre les grévistes des universités.

chute vertigineuse du PMDB, constitue une punition pour le principal parti de la *Nova República*. Après ses succès en 1985 et 1986, le PMDB paye l'impopularité de Sarney, aussi galopante que l'inflation. Des dénonciations concernant des achats de votes à l'Assemblée Constituante amplifient ce discrédit. Le recours à la violence militaire pour réprimer des grèves, en particulier celle de la CSN à Volta Redonda, vient vraisemblablement parachever son KO. Sur 19 capitales gagnées en 1985, il en garde 4, et certains de ses gouverneurs se sont collé une autre étiquette. Bien que le PMDB et le PFL fassent élire le plus grand nombre de maires nationalement, les gauches l'emportent dans dix capitales. Dans le SP, le PMDB perd dans 19 des 20 plus grandes villes, et termine 3<sup>e</sup> dans sa capitale, perdant 20% sur 1985. A Rio, il termine 5<sup>e</sup> avec 4% des voix, malgré son alliance avec le PFL, perdant 40% sur 1985. Dans toute la Région *Sul*, où il détenait 10 des 11 plus grandes villes il n'a plus qu'un maire, à Joinville (SC). On note aussi l'extrême fragmentation de la droite et du centre, alors que le PMDB y était hégémonique peu de temps auparavant.

Ces municipales offrent une nouveauté : la participation du PSDB<sup>175</sup> et sa victoire dans 18 municipes, en particulier dans le MG, avec notamment le gain de la mairie de Belo Horizonte, ainsi que de Fortaleza, seulement 5 mois après sa création. A São Paulo, la défaite de P. Maluf en surprend beaucoup, et semble indiquer que son parti héritier de la dictature, le PDS, n'est décidément pas une force d'avenir. Quant au PDT, on remarque de grandes limites à sa présence sur l'échiquier politique. Le parti de Brizola reste surtout régional, implanté dans deux bastions (Porto Alegre et Rio). Mais, d'une part, dans la capitale *gaúcha*, il subit une lourde défaite, perdant la ville avec seulement 22,5% des voix (contre 42,71% en 1985). D'autre part, si à Rio le PDT gagne la mairie en y écrasant le PMDB, il le fait avec son plus petit pourcentage de voix depuis 1982. Dans ces deux cas, la défaite et le recul du PDT proviennent de la poussée, sur sa gauche, du PT.

### **e) La grande victoire du PT et ses raisons**

Nationalement, le grand vainqueur, c'est le PT. Contrariant la plupart des prévisions exprimées dans les médias, il recueille plus de six millions de voix d'un électorat de près de 60 millions de Brésiliens. Il fait élire 36 maires (plus 3 « vice-maires » dans des coalitions municipales), et obtient 1 007 conseillers municipaux. Il gagne la mairie de trois capitales avec Luiza Erundina à São Paulo (SP), Olívio Dutra à Porto Alegre (RS) et Vitor Buaiz à Vitória (ES). Il croît considérablement ailleurs. Mais l'immense majorité des porte-parole de l'élite cherchent à relativiser cette poussée pétiste. Les vaincus semblent vouloir se rassurer, mettant en avant l'idée d'un vote protestataire, d'une sorte de plébiscite contre la crise économique. De façon complémentaire, certains soulignent le « mauvais effet » des morts de Volta Redonda, ou l'indignation créée par l'envoi de troupes par le gouverneur O. Quéricia contre une manifestation pacifique d'enseignants à São Paulo. La victoire du PT serait due, selon la quasi-totalité des faiseurs d'opinion, au contexte momentanément difficile et à des événements extérieurs regrettables, mais pas aux mérites propres de ce parti.

Le PT obtient des suffrages dans plus de 80% des municipes du pays, et en moyenne 28,8% des votes dans les 100 villes les plus importantes. Il double en voix par rapport aux municipales de 1985. Dans un grand nombre de municipes, il est second, y compris dans

---

<sup>175</sup> Le PSDB (*Partido da Social Democracia Brasileira*), scission de « gauche » du PMDB, est fondé le 25 juillet 1988, notamment par le sénateur pauliste Mário Covas, et l'ex-gouverneur de São Paulo, Franco Montoro, insatisfaits de Sarney, du gouverneur pauliste O. Quéricia et du PMDB de manière générale. Le PSDB se veut social-démocrate, et se positionne au centre-gauche. Le cours néolibéral ne l'emportera clairement dans ce parti que quelques années plus tard.

des capitales (comme Rio, Goiânia ou Belo Horizonte). Au-delà des capitales, le PT remporte 33 des 4 287 municipes brésiliens en jeu. Cela peut sembler peu, mais ainsi, le PT « gouverne 10% de la population brésilienne »<sup>176</sup>, « dans des régions qui représentent aujourd'hui 30% du produit intérieur brut du pays »<sup>177</sup>. La poussée pétiste est très nette dans les capitales<sup>178</sup>, mais plus globalement les grandes villes<sup>179</sup>. Mais elle n'est pas uniforme, et révèle des points faibles dans le Norte, le Nordeste et le Centro-Oeste, malgré la grande pauvreté et la forte conflictualité sociale qui frappent villes et campagnes de ces régions. Le PT fait élire des conseillers municipaux dans tous les Etats de la Fédération, mais certains Etats n'ont pas de maire pétiste. Et c'est dans les régions Sudeste et Sul que le PT a les meilleurs résultats et la plus forte croissance<sup>180</sup>.

Les explications circonstanciées proposées par l'élite ne suffisent pas à expliquer cette victoire pétiste. C'est ce qu'expriment M. Gadotti et O. Pereira : « *Le scrutin, au-delà de la protestation, a signifié la reconnaissance d'un programme et d'une action cohérents du parti, engagé tout au long de l'histoire au côté des travailleurs* »<sup>181</sup>, et il est correct de considérer cette victoire pétiste comme l'aboutissement, dans un contexte politique donné, de près de 10 ans d'efforts d'organisation et de travail militant d'un parti qui compte déjà environ 450 000 adhérents. Pour ces auteurs, « *le vote pour le PT a eu, ainsi, un double sens. Cela a été un vote de protestation, conquis, cependant, par la cohérence de nos propositions. La victoire du PT a aussi sanctionné favorablement le modèle du parti qui nie la politique clientéliste traditionnelle d'un côté, et de manipulation du mouvement social, de l'autre* ». Ces auteurs insistent sur l'installation des « *tensions sociales existantes au sein de cette société extrêmement hiérarchisée et inégalitaire [...] au cœur du système politique* »<sup>182</sup>. Dans ce cadre, « *le PT apparaît aujourd'hui comme une force politique reconnue par les masses* ». Cependant, avertissent-ils, les millions de gens qui ont apporté leurs suffrages au PT ne constituent pas pour le parti « *un électorat nécessairement captif* »<sup>183</sup>. La direction du PT analyse aussi ce scrutin comme « *le reflet du renforcement du PT ces dernières années* »<sup>184</sup> et y ajoute le « *sens éthique de rejet de la corruption, du physiologisme et des fausses promesses* », décelant, de plus, un vote pour « *la cohérence, la combativité, l'engagement sur des principes* », sans négliger le contenu idéologique exprimé par « *l'électorat pétiste fidèle* ». Ce n'est pas « *une victoire inespérée. Aucune victoire n'était inespérée. C'est si vrai que le parti projetait de conquérir une cinquantaine de mairies dans tout le pays* »<sup>185</sup>. L'ensemble est donc un peu inférieur à ce qui était attendu. De cette performance, certes contrastée mais très favorable, P. Delgado, de la commission nationale des élections

<sup>176</sup> A. SINGER (op. cit. 2001 p. 56).

<sup>177</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 271). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes proviennent du même texte.

<sup>178</sup> Idem, p.275. Pour les seules 25 capitales du pays, le nombre de suffrages recueillis par le PT a évolué ainsi : entre 1982 et 1986 (élections des députés fédéraux), il est passé de 1 458 719 à 3 489 950 voix ; entre 1985 et 1988 (élections des maires des capitales), le PT a presque multiplié son score par deux, passant de 1 492 030 à 2 826 782 voix.

<sup>179</sup> A partir d'une projection basée sur le dépouillement des 100 plus grandes villes brésiliennes, représentant 38% de la population, les auteurs déduisent que le PT en sort « *grand vainqueur, conquérant 28,8% de ces voix – autrement dit de ce nombre global de 38% de la population, faisant élire 11 maires* » dans ces villes. Idem, p. 274.

<sup>180</sup> Idem. Très forte poussée, notamment, dans les Etats de MG (236 conseillers municipaux et 7 maires PT), le SP (276 conseillers municipaux et 13 maires, y compris dans la capitale, de loin la plus puissante machine économique du pays). Pour le Sul, si dans le RS il n'y a que 4 mairies conquises, on trouve parmi celle-ci la capitale (Porto Alegre) et s'y ajoute l'élection de 122 conseillers municipaux ; et le SC élit 45 conseillers du PT.

<sup>181</sup> Idem, p. 266.

<sup>182</sup> Idem, p. 268.

<sup>183</sup> Idem, p. 269.

<sup>184</sup> Article intitulé « *Vitória* ». In Bulletin national (BN) du PT N°41 (12/88-01/89), p.4. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes proviennent du même texte.

<sup>185</sup> M. GADOTTI et O. PEREIRA (op. cit. p. 269). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes proviennent du même texte.



municipales, dit : « *de manière générale, c'est là où il y a le plus d'organisation, d'expérience et de constance dans la lutte, de conscience et de détermination au changement, qu'est venue la victoire [...] C'est vers la gauche que va l'électorat, et le PT est aujourd'hui le principal compagnon de ce voyage pour une vie meilleure* »<sup>186</sup>.

Les thèmes nationaux développés par le PT dans cette campagne lui confèrent un profil assez radical et classiste, avec la défense des revendications des travailleurs (emploi, salaires, droits sociaux, etc.), le moratoire de la dette extérieure, et la réforme agraire (au point mort malgré les engagements de Sarney). Relevons que ces thèmes n'ont pas été de nature à éloigner trop d'électeurs du PT. La question se pose aussi de saisir ce qui, dans la politique pétiste, a favorisé cette victoire. Selon nous, parmi ce qui a été assez visible et apprécié positivement par l'électorat dans les années antérieures, il faut à coup sûr inclure la campagne *Diretas Já*, pendant laquelle le PT a été un défenseur intransigeant du principe d'élections directes. Ensuite, le PT s'est opposé à Sarney avec constance, luttant contre la politique économique et sociale et la *Nova República*, et il a refusé de voter la Constitution. Pour finir, peu avant les municipales, alors qu'un « pacte social » a été signé par la bureaucratie *pelega*, la CUT, « où se retrouvent les militants du PT, s'est refusée à entériner un tel pacte réactionnaire »<sup>187</sup>. C'est aussi un syndicat affilié à la CUT qui, avec les métallurgistes de la CSN à Volta Redonda, et malgré la violence, a lutté « *bec et ongles sans jamais jouer la conciliation* ». Depuis plusieurs années, les travailleurs et le peuple ont donc pu, à une échelle inédite, tirer des leçons fondées sur l'actualité récente : « *Les travailleurs brésiliens ont fait l'expérience des autres partis, ils les ont vus à l'œuvre et ont également compris qui les a toujours défendus* », pouvant constater que du côté du PT et de la CUT, on ne trouvait « *aucune conciliation, concertation ou pacte* ». A. Singer semble, lui, convaincu que le « *discours 'light' du PT, et en même temps son identification avec les mouvements revendicatifs* »<sup>188</sup> ont joué un rôle important. Il est difficile de discerner si c'est le premier ou le second élément qui a le plus joué. Avec la forte combativité populaire et l'exaspération sociale, le second a une influence certaine, car l'identification avec les mouvements sociaux est une marque de fabrique du PT, qu'il a eu 9 ans pour démontrer. Le discours *light*, plus axé sur la lutte démocratique que sur la lutte de classe, visant à attirer les classes moyennes, est bien plus nouveau, et il n'est pas simple de mesurer son impact réel sur l'électorat. On peut aussi conclure que dans ces élections, c'est le profil radical, intransigeant du PT sur les questions démocratiques et la défense des intérêts immédiats du plus grand nombre qui, dans le contexte de chaos politique, économique et social de 1988, a joué le rôle principal dans ce succès. La radicalité ne fait pas forcément aussi peur au peuple, et même aux classes moyennes, que certains l'imaginent. Pour Cyro Garcia, dans les années 1980, « *même en étant fidèle à son essence, le PT croissait électoralement à chaque scrutin* »<sup>189</sup>. Le « boom » électoral de 1988 prolonge et amplifie cette tendance.

## **f) Panorama des nouveaux municipales pétistes**

---

<sup>186</sup> P. Delgado, Bilan de la commission nationale des élections municipales : « *O partido em movimento* ». In Bulletin national (BN) du PT N°41 (12/88-01/89), p.20.

<sup>187</sup> *Inprecor* n°280, du 23 janvier 1989, article de G. Vasquez intitulé « *Après la victoire du PT* », p. 11. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes proviennent de cet article.

<sup>188</sup> A. SINGER (op. cit. 2001 p.56).

<sup>189</sup> C. GARCIA (op. cit. p. 95). L'auteur rappelle qu'avant même les municipales qui nous occupent, le PT, « *en 1982, a fait élire 8 députés fédéraux et 12 pour les Etats ; déjà en 1986, il a fait élire 16 députés fédéraux et 40 pour les Etats* ».

Tentons à présent d'appréhender la victoire du PT sur un plan plus local. Cette démarche est riche en enseignements sur l'implantation du parti. Le tableau 6 (ci-dessous) donne la ventilation des mairies gagnées par le PT par Etat et par grande région.

Tableau 6 : Nombre de maires pétistes élus en 1988 par Etat et par région.

Région	Etat	Nombre de maires élus
Sudeste	MG	7
	SP	13
	ES	2
	RJ	1
<b>Total Sudeste</b>		<b>23</b>
Nordeste	BA	2
	CE	1
	RN	1
<b>Total Nordeste</b>		<b>4</b>
Sul	RS	4
	PR	2
	SC	1
<b>Total Sul</b>		<b>7</b>
Centro-Oeste	GO	1
	MS	1
<b>Total Centro-Oeste</b>		<b>2</b>
<b>TOTAL BRESIL</b>		<b>36</b>

Source : *Boletim Nacional* du PT N°41 et TSE (Tribunal supérieur électoral)

Voyons cela de plus près. Pour commencer, ce n'est pas chose banale de voir élue, à la tête de la plus grande ville d'Amérique du Sud, et aux commandes de la locomotive économique du pays, une femme, assistante sociale nordestine (mais vivant à São Paulo depuis 1971), considérée par des élites méprisantes comme une sorte d'« erreur de casting »<sup>190</sup>. Dans sa campagne, elle a pris la défense de *favelados* occupant des terres pour obtenir la construction de logements. Pour elle, « *le droit au logement passe avant le droit à la propriété privée* »<sup>191</sup>. L. Secco relève caractère de classe du soutien apporté à la candidate pétiste<sup>192</sup>. Le PT est maintenant bien ancré dans cette immense métropole<sup>193</sup>. L'ancrage se renforce, donc, dans une situation assez catastrophique, sur les plans des finances, du logement, de la santé et des transports publics<sup>194</sup>. Une difficulté pour le PT réside dans la composition du conseil municipal : sur 53 sièges, le PT en a 16, ses partenaires de la liste « *Partidos do povo* » (PCB et PCdoB, chacun un) ; le PSDB (avec lequel les rapports du PT sont compliqués) 5 ; et le PDT, 1. On saisit que L. Erundina est en minorité au conseil municipal et aura peut-être à affronter un blocage législatif, en particulier si le bureau du conseil municipal passe à droite. Pour favoriser une collaboration efficace entre parlement

<sup>190</sup> Traduction libre de l'expression « *Uma carta fora do baralho* » qui en portugais, veut dire mot à mot « une carte en dehors du jeu » In « *Um voto na esperança* », in Bulletin national (BN) du PT N°41 (12/88-01/89), p.8-9.

<sup>191</sup> Cité dans *Inprecor* n°280, du 23 janvier 1989, article de G. Vasquez, déj. cit. p. 11.

<sup>192</sup> L. SECCO (op. cit. p. 129-130) : 27,2% de soutien dans les hauts revenus, 27,8% dans les classes moyennes, et 34% parmi les plus pauvres. L'auteur précise : « *on ne sait pas quel est le comportement électoral de la classe ouvrière* ».

<sup>193</sup> Un tableau de chiffres donné dans Bulletin national (BN) du PT N°41 (12/88-01/89), p.9, montre qu'à part la contre-performance d'E. Suplicy en 1986, la victoire de L. Erundina prolonge une tendance initiée dans la capitale depuis 1982.

<sup>194</sup> L. Erundina doit satisfaire les principales attentes de la population, touchant le logement, les transports, la santé, l'éducation, et plus loin derrière, l'insécurité. Le déficit en logements en ville est estimé à 1 million; la situation financière est catastrophique : São Paulo, c'est la 3<sup>e</sup> plus grande dette du pays (450 millions de dollars). Pour les transports publics, il n'y a pas de pièces de rechange pour les bus de la *Companhia Municipal de Transportes Públicos*. Idem, encart p. 9.

local et exécutif, E. Suplicy est proposé par le PT comme candidat à la présidence du conseil municipal. C'est ce qui se produit<sup>195</sup>.

Dans l'Etat pauliste, 12 autres municipes élisent des maires du PT, dont trois gros bastions ouvriers de l'ABCD. A São Bernardo do Campo (600 000 habitants), ville symbole, le PT n'était jamais parvenu à gagner la mairie ; c'est fait avec Maurício Soares, avocat de 49 ans travaillant pour le syndicat des métallos<sup>196</sup>. Santo André (637 000 habitants) tombe aussi dans l'escarcelle du PT, avec Celso Daniel (37 ans, ingénieur et professeur d'économie). Dans le contexte délicat décrit plus haut, Diadema est remporté par le pétiste José Augusto, avec trois fois plus de voix que le candidat arrivé second<sup>197</sup>. D'autres grandes villes paulistes sont remportées par le PT. C'est le cas de Campinas, où est élu Jacó Bittar. A Santos (plus de 500 000 habitants, premier port d'Amérique latine, d'importance stratégique), Telma de Souza surprend les élites et arrache la mairie<sup>198</sup>. Le PT gagne aussi Piracicaba, Cosmópolis, et 5 autres municipes, dans l'ouest de l'Etat : Cardoso, Cedral, Conchas, Jaboticabal et Presidente Bernardes.

Dans le Minas Gerais, la poussée pétiste est très forte : à Belo Horizonte, V. Guimarães arrive second avec plus de 32% et rate de peu la mairie, alors que 9 conseillers municipaux pétistes sont élus. Le PT semble avoir bénéficié de sa posture d'opposition intransigeante au gouverneur, et gagne 7 mairies et 236 conseillers dans le MG. Ce bond concerne surtout les concentrations ouvrières, mais il est notable aussi dans les campagnes où existait déjà un mouvement social organisé, malgré une tradition clientéliste et autoritaire. Dans les municipes ouvriers du grand Belo Horizonte, le PT fait une percée, comme à Contagem (où il est second). Le caractère ouvrier du vote PT est flagrant dans la « Vallée de l'acier »<sup>199</sup>, qui concentre la plus grande part des ouvriers de l'Etat, avec les usines Usiminas (à Ipatinga), Acesita (Timoteo) et Belgo-Mineira (João Monlevade). Le PT y fait élire plusieurs maires : Chico Ferramenta (avec 50% des voix) à Ipatinga (15 000 métallos et 180 000 habitants); Leonardo Diniz, président du syndicat des métallos (avec 45%) à João Monlevade (70 000 habitants); Geraldo Nascimento, avocat du syndicat des métallos (avec 27%) à Timóteo (60 000 habitants)<sup>200</sup>. Le PT remporte aussi les mairies de Dionísio et Ilícinea ; et de Santana da Vargem et Santana do Manhuaçu, en milieu rural<sup>201</sup>.

---

<sup>195</sup> Dans l'interview qu'il nous a accordée, Eduardo Suplicy déclare : « *J'ai été élu avec 201 000 voix, cinq fois plus que le second conseiller. Du fait de ce bon résultat, j'ai été élu président du conseil municipal, où j'ai mis en pratique le mot d'ordre de transparence en temps réel, [selon lui] la meilleure façon de prévenir des irrégularités* ».

<sup>196</sup> Le BN du PT N°41 (12/88-01/89) nous donne plus de détails p. 10-11 (article intitulé « *O ABCD é vermelho* »). L'avocat est flanqué (comme « vice-maire ») de Djalma Bom, issu de la même direction syndicale que Lula, ex-député fédéral et vice-président du CEN. Cette campagne a néanmoins été très difficile pour le PT, face au représentant du patronat local soutenu par la droite (PTB/PFL/PDC/PDT) et au député et ancien maire du PMDB. Le PT l'emporte avec 38,26% des voix (contre 35,24 en 1982 et 22,79 en 1986). La campagne a été marquée par l'engagement de dirigeants syndicaux PT et s'est faite dans les quartiers, avec notamment du porte à porte et une manif de femmes. Cette ville hyper-industrielle, les ouvriers y travaillent sans y habiter, et on y compte plus de 100 *favelas*.

<sup>197</sup> Idem. Le PT obtient aussi le poste de « vice » à Americana (SP) dans le cadre d'une alliance.

<sup>198</sup> Idem p.12, l'article intitulé « *Surpresa para eles* » explique que cette victoire difficile a été largement acquise dans les quartiers les plus pauvres, dans le cadre d'une alliance avec PV, PSB et PCdoB.

<sup>199</sup> « *O Vale do Aço* », région située à environ 150-200km à l'est de la capitale. Cf. article « *O ABC das Gerais* », (idem p. 18).

<sup>200</sup> Dans son interview, C. Garcia nous apprend que G. Nascimento appartenait à la Convergence Socialiste. Il précise : « *Ensuite nous l'avons exclu [de la CS] parce que il y a eu une grève des enseignants, et il a voulu traiter les enseignants de la même façon que les autres maires auparavant. Alors on l'a exclu et il est à l'Articulation jusqu'à aujourd'hui* ».

<sup>201</sup> Idem, article intitulé « *Um salto espetacular* », p. 18, avec tableau de données.

Toujours dans le *Sudeste*, à Vitória (ES), le pétiste V. Buaiz était donné favori dans les sondages, et bat largement le candidat des élites locales<sup>202</sup>. Dans le même Etat, on note aussi une victoire du PT à Jaguaré. Pour finir avec cette région, évoquons le RJ. Dans sa capitale homonyme, Rio, le pétiste Jorge Bittar était très à la peine dans les sondages, en 5<sup>e</sup> position avec 6% des intentions de vote<sup>203</sup>. Mais il a quand même réussi à faire sortir le PT local du quasi-anonymat, remportant 17,54% des voix. La progression du PT se remarque aussi au niveau des conseillers municipaux élus dans l'Etat et sa capitale. A Angra dos Reis, ville du littoral surtout connue pour sa centrale nucléaire, le PT remporte la mairie et 3 sièges sur 17 du conseil municipal<sup>204</sup>.

La région *Sul* est aussi très à la hausse, même si c'est un peu moins, avec un autre symbole fort : l'élection du président du PT, Olívio Dutra, à Porto Alegre avec 34,3% des voix<sup>205</sup>. R. Pont nous explique que la division de la droite a grandement aidé à cette élection<sup>206</sup>. Toutefois, si le PT fait élire de nombreux conseillers municipaux dans cette ville, ils ne sont pas majoritaires. Le PT gagne la mairie de trois autres municipes du RS : à Rio Grande (grand port de 170 000 habitants), et aussi à Ronda Alta et Severiano de Almeida, deux municipes ruraux de la région de l'Alto Uruguai *gaúcho*, dans le nord-ouest de l'Etat<sup>207</sup>. En remontant vers le nord, on compte encore 3 maires élus par le PT : un dans le Santa Catarina, à Campo Erê ; deux dans le Paraná, à São João do Triunfo et à Salto do Lontra<sup>208</sup>.

Dans les autres régions du Brésil, il subsiste beaucoup de lieux de très faible implantation pétiste, mais il en est d'autres où le parti progresse. La région *Centro-Oeste* se situe à mi-chemin entre les bons résultats des régions *Sudeste* et *Sul*, et les mauvais résultats des régions *Nordeste* et *Norte*. Le PT du *Centro-Oeste* s'en sort plutôt bien dans le Goiás, et mal dans le Mato Grosso et le Mato Grosso do Sul. Selon le bulletin national, le PT régional « *sape les bases de l'UDR* », et pénètre progressivement dans la population<sup>209</sup>. L'UDR est très forte dans le *Centro-Oeste*, notamment le Goiás. Les campagnes électorales y ont été marquées par des pressions exercées contre les candidats PT et même des menaces de mort. Goiânia, capitale du GO, ne passe toujours pas au PT, mais son candidat Pedro Wilson, termine second<sup>210</sup>. Dans le même Etat, le PT réalise aussi un bon score à Anápolis, et emporte la mairie à Guapó (12 000 habitants), y obtenant 5 des 9 conseillers municipaux. Le PT gagne aussi à Amambaí (45 000 hab.) dans le Mato Grosso do Sul et y obtient un conseiller. Mais à Campo Grande et Cuiabá (respectivement capitales du MS et MT), les résultats du PT sont carrément mauvais. Notons enfin l'élection de 9 conseillers municipaux pétistes dans le MT, après des affrontements violents avec l'UDR, surtout dans la région du Baixo Araguaia. Les régions *Nordeste*, et surtout *Norte* obtiennent des résultats

<sup>202</sup> D'après l'article intitulé « *O V de Vitória* » (BN du PT N°41 (12/88-01/89, p. 14), cette victoire « *change le profil politique de l'Etat* », contre le clientélisme et les manipulations des électeurs. L'Objectif déclaré du nouveau maire est d'affronter la machine de corruption électorale à la tête de laquelle il se retrouve.

<sup>203</sup> Pour la ville de Rio, l'article « *O carioca bittô* » (idem, p. 15) nous apprend que J. Bittar a obtenu 550 000 voix, doublant le score de F. Gabeira en 1986.

<sup>204</sup> Idem, article intitulé « *Um japonês de Sampa no litoral fluminense* ». Un municipe de 45 000 électeurs qui choisit comme maire un pétiste, Neiróbis Nagae, dentiste de 44 ans actif dans des mouvements populaires, ex-président d'un mouvement de défense de l'environnement, avec 28,5% des voix.

<sup>205</sup> Idem p.12-13, article intitulé : « *Vence o desejo de mudança* ». O. Dutra l'emporte par 90 000 voix d'avance.

<sup>206</sup> Notre interview de R. Pont. Il précise : « *Olívio gagne les élections au premier tour : la droite se divise, le PMDB lance son candidat, le PDS lance son candidat, le PTB, le PD... Tous lancent leur candidat et Olívio devient maire* ».

<sup>207</sup> BN du PT N°41 (12/88-01/89, article intitulé « *No litoral e no campo* », p.12-13.

<sup>208</sup> Idem, encadré sur les Etats de PR et SC, p. 16.

<sup>209</sup> Idem, article intitulé, « *Solapando as bases da UDR* ». L'UDR (Union Démocratique Ruraliste) est une organisation parapolitique lancée par de grands propriétaires fonciers, pour une défense intransigeante, souvent violente, de leurs intérêts.

<sup>210</sup> Idem. Avec 27,11% des voix, derrière le PMDB (30,29%).

encore pires pour le PT. On compte quatre municipes gagnés par le parti dans tout le *Nordeste*, et aucun dans tout le *Norte*. Dans le *Nordeste*, le PT garde la mairie d'Icapuí dans le Ceará. Dans la Bahia, il remporte celles de Amélia Rodrigues et de Jaguaquara. Il gagne Janduis dans le Rio Grande do Norte<sup>211</sup>. Il n'obtient aucun maire dans tout le *Norte* (la région la plus étendue), et n'y fait élire que 64 conseillers, dont 37 pour le seul Pará.

### g) L'impact de cette victoire sur le parti

Selon W. Pomar, après les élections de 1988, le PT est implanté dans près de 3000 municipalités du Brésil, possède environ 600 000 adhérents et bien plus de sympathisants, et mène une activité parlementaire dans 13 Etats<sup>212</sup>. Après ces élections, le PT devient le plus grand parti d'opposition à la *Nova República*. Il est hégémonique à gauche, notamment face au PCB et au PCdoB<sup>213</sup>. *Em Tempo* note aussi qu'après les municipales, pour ne compter que les capitales, « le PT est déjà le parti qui a le plus d'influence électorale du pays, avec environ 3 millions de voix »<sup>214</sup>. Ce vote pétiste a un sens classiste, révélé par les exemples de la capitale pauliste (avec le PT en tête dans les zones est et sud de la ville, plus ouvrières), celui du vote PT dans l'ABCD, et enfin du *Vale do Aço*. Par ailleurs, pour la première fois d'une façon aussi claire, le PT recueille les voix de nombreux travailleurs ruraux, du moins quand ceux-ci sont mobilisés. Hamilton Pereira, secrétaire national du PT pour les questions agraires, note un net développement du PT dans les zones rurales, avec une multiplication du nombre de ses élus dans ce secteur, calculant que sur le millier de conseillers municipaux pétistes au plan national, environ « 40% sont des travailleurs ruraux ou des militants liés au luttes agraires »<sup>215</sup>. Beaucoup d'entre eux, dit-il, sont des références de par leur engagement syndical, pour les occupations de terres, les luttes des *posseiros*, etc. L'observation des résultats dans de nombreux municipes de tout le pays le confirme, et ce nouveau type d'élu devient emblématique des municipes ruraux gagnés par le parti<sup>216</sup>.

Quelles leçons la direction du parti tire-t-elle? Elle note que le PT « est devenu le principal parti de gauche du pays, avec une implantation significative dans le centre-sud, mais déjà une audience nationale »<sup>217</sup>. Les sommets du parti veulent profiter de ce contexte favorable pour continuer à marquer des points. Le BN déduit deux tâches politiques à court terme : en premier lieu, la « nécessité d'anticiper les élections » présidentielles, en présentant un amendement constitutionnel pour raccourcir le mandat de Sarney ; en second lieu, la relance de proposition d'un « front politique, qui devrait intégrer le PDT, le PCB, le PCdoB, le PSDB, et des secteurs du PMDB pour assurer la vigilance sur les conquêtes démocratiques inscrites dans la Constitution et leur élargissement ».

---

<sup>211</sup> Idem, article intitulé « *As quatro estrelas do Nordeste* », p. 17. Icapuí (CE) municipe de 18 000 habitants. Amélia Rodrigues (BA), municipe de 20 000 habitants. Jaguaquara (BA), municipe de 45 000 habitants à 60% rural. Janduis (RN), 5 400 habitants.

<sup>212</sup> Cf W. POMAR (op. cit. p. 44).

<sup>213</sup> Pour *Em Tempo* de décembre 1988, le PT commence à les attirer dans son camp. Le PCdoB passe nationalement de 22 à environ 70 conseillers municipaux, il est présent dans 13 capitales (5 avant), mais n'a aucun maire dans tout le pays.

<sup>214</sup> Idem, p. 2, article intitulé « *A nova cena dos partidos - Cinco faces de uma grande vitória* ». Le PT se trouve, selon l'article, devant le PMDB (2,4 millions), le PDS (1,6 million), le PDT (1,5 million), le PSDB (993 000) et PFL (702 000). Les citations suivantes, jusqu'à nouvel ordre, sont issues du même article.

<sup>215</sup> BN du PT N°41 (12/88-01/89), p.16-17, article intitulé « *Voto com sabor de alforria* ».

<sup>216</sup> De nombreux exemples sont cités, parmi lesquels, dans le seul MG, le maire de Santana do Manhuaçu, Roberto Carlos de Assis (petit agriculteur) ; et à Illicínea, José Nicodemos (travailleur rural) (Idem, p. 18).

<sup>217</sup> BN du PT N°41 (12/88-01/89), p.4, article intitulé « *Vitória* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes proviennent du même article.

## 2°) 1989, rude et intense campagne présidentielle

1989 a été une année charnière, pas pour le seul PT, mais dans de manière générale. Les Brésiliens qui ont vécu la campagne et l'élection présidentielles de 1989 n'ont pas oublié. C'est sans doute encore plus vrai pour les militants du PT de l'époque, ou celles et ceux qui ont rejoint le combat de ce parti à ce moment-là.

Cette élection n'est pas une élection *lambda*. Au moins cinq éléments en font un marqueur historique. Premièrement, c'est la première élection présidentielle au suffrage universel depuis 1960. Deuxièmement, c'est le point final apposé avec retard à l'exigence démocratique exprimée dès 1983 par le mot d'ordre « *Diretas Já* ». Troisièmement, nous verrons que cette présidentielle est un épisode très clivant, un moment de polarisation croissante entre classes sociales antagoniques. Quatrièmement, cette année voit la politisation d'une grande partie la société brésilienne. Cinquièmement, le contexte de l'élection est complètement délétère : on peut parler, au moins, d'un début de crise de régime, avec une *Nova República* qui perd sa légitimité, avec un président Sarney si impopulaire et un gouvernement tellement à bout de souffle que « *tous les 22 candidats à la présidence se sont présentés comme des candidats d'opposition* »<sup>218</sup> !

### a) Pléthore de candidatures

De fait, au premier tour, les électeurs brésiliens ont eu affaire à cette pléthore de candidatures. Présentons en quelques mots chacun des candidats les plus représentatifs<sup>219</sup>. C'est essentiellement à droite et au centre que les candidatures sont très nombreuses. Parmi les gauches, on recense, selon les critères utilisés, quatre ou cinq candidats.

**Luis Inácio da Silva, dit Lula**, est le candidat du FBP – Front Brésil Populaire – sur lequel nous allons revenir<sup>220</sup>. C'est la première fois qu'un syndicaliste, ouvrier métallurgiste participe à la vie politique à ce niveau, tandis que bon nombre de ses concurrents sont des « stars de la politique brésilienne ».

**Leonel Brizola** (PDT) a déjà été évoqué. Ingénieur civil *gaúcho* de 67 ans, il représente la tradition populiste et travailliste. Ancien gouverneur du Rio Grande do Sul puis député fédéral contraint à l'exil en 1964, il est élu gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro en 1982. Le PDT, dont il est le chef charismatique, devient membre de l'Internationale Socialiste en 1986, et le candidat à la vice-présidence, Fernando Lyra, est aussi issu de ses rangs.

**Roberto Freire** (PCB), avocat du Pernambouc de 47 ans, reçoit l'investiture de son parti, légalisé en 1985 (tout comme le PCdoB). Freire a milité au MDB et a été élu député de l'Etat de Pernambouc en 1974 sous cette étiquette. Il passe au PMDB en 1979, et à la fin de la campagne *Diretas Já*, se range clairement du côté de la participation au Collège électoral, soutenant le tandem Tancredo Neves / José Sarney. Il participe à la Constituante pour le PCB. Son partenaire candidat à la vice-présidence est Sérgio Arouca (PCB également).

---

<sup>218</sup> C'est ce qu'écrit G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 278). Le mot « tous » est en italique dans le texte en portugais.

<sup>219</sup> Certains des candidats de 1989 ont déjà été présentés dans ce travail. De plus, beaucoup de ces candidats sont anecdotiques, et beaucoup de partis – un candidat devant être rattaché à un parti – sont éphémères, créés pour l'occasion.

<sup>220</sup> FBP, *Frente Brasil Popular* en portugais : c'est le nom donné à l'alliance de gauche qui se constitue pour le premier tour, et qui inclut, outre le PT, le PCdoB, le PSB et, temporairement, le PV qui quitte le Front en juillet 1989.

**Fernando Gabeira** est un ancien du MR8 (à son époque guérillériste) qui a notamment participé à l'enlèvement de l'ambassadeur Charles Elbrick en 1969. Exilé, il se forme en anthropologie, devient journaliste et revient au Brésil en 1979. Il rejoint le PT, puis est fondateur du Parti Vert – PV. Il se spécialise dans la défense de l'environnement et part en guerre contre les tabous culturels comme l'homophobie. En 1986, il est candidat gouverneur pour l'alliance PT-PV dans l'Etat de Rio. Après des difficultés avec le FBP sur lesquelles nous reviendrons plus loin, il est finalement en lice et porte les couleurs du Parti Vert (PV).

**Mário Covas** (PSDB) est difficile à classer. Son parti vient de rompre sur la gauche avec le PMDB. Il représente une gauche très modérée, mais le PSDB n'est pas encore le parti néolibéral qu'il deviendra quelques années plus tard. Il se veut « social-démocrate » et représente un « centre gauche » à la brésilienne. Si Covas est le plus « à gauche » des candidats centristes, on peut se demander s'il est plus à droite que Brizola, toujours classé « à gauche » et dont la campagne évolue vers la droite, comme nous le verrons<sup>221</sup>. Covas, ingénieur de 59 ans, originaire de Santos (SP) a été vice-président de l'UNE en 1955, puis élu député fédéral avec l'étiquette PST, une dissidence de l'ancien PTB varguiste. Covas est fondateur du MDB, mais il est révoqué de son mandat de parlementaire en 1969. En 1982, il est réélu député fédéral PMDB, puis nommé maire de São Paulo (mai 1983-décembre 1985). Il devient sénateur en novembre 1986, puis leader du PMDB à la Constituante, votant souvent avec la gauche. En 1988, Covas est l'un des grands fondateurs du PSDB. Le candidat à la vice-présidence, Almir Gabriel, est issu du même parti.

Au centre et à droite, les électeurs ont l'embarras du choix. Certains candidats sont des « vieux routiers » de la politique brésilienne, d'autres sont plus fraîchement entrés en scène.

**Ulysses Guimarães** (PMDB), politicien et avocat pauliste de 73 ans, était déjà élu à l'assemblée de l'Etat de São Paulo pour la Constituante de 1947, pour le compte du PSD varguiste. Depuis, il a été de façon ininterrompue député fédéral pour l'Etat pauliste à partir de 1951. Ancien ministre de Tancredo Neves en 1961-1962, il a d'abord soutenu le coup d'Etat de 1964, avant de passer au MDB, parti dont il devient vice-président puis président. Il devient président national du PMDB à sa création en 1979. Il soutient d'abord la campagne *Diretas Já* puis se positionne comme pré-candidat PMDB pour le Collège électoral devant désigner le président de la République, avant de se retirer en faveur du tandem Tancredo Neves / José Sarney. Il était le président de la Chambre des Députés et de la Constituante en 1987-1988 et a approuvé la Constitution qui en est issue. C'est le gouverneur PMDB de la Bahia, Waldir Pires, qui est candidat au poste de vice-président.

**Paulo Salim Maluf** (PDS) a 68 ans. Il est, au départ, un ingénieur civil et un chef d'entreprise issu d'une riche famille libanaise immigrée au Brésil. Il a commencé sa carrière politique avec la dictature dont il a toujours été un pilier, d'abord dans l'ARENA, puis avec le PDS dont il a été un des principaux fondateurs. Très influent dans le milieu politique pauliste,

---

<sup>221</sup> Sur l'échiquier politique brésilien, les classements entre gauche, centre et droite ne sont pas les mêmes qu'en Europe. Raymundo Faoro, un homme de gauche, juriste, sociologue, historien et politiste brésilien, classe Mário Covas et le PSDB à gauche, mais remarque que les repères ne sont pas les mêmes : « *Au Brésil, quand on parle du centre, en général, il s'agit de la droite. Si on compare avec la droite européenne, notre centre correspond à la droite ou à l'extrême droite* ». A la question « *Mário Covas n'est pas un candidat de gauche ?* », il répond plus loin : « *Si, sans aucun doute* » et il ajoute, comparant le PSDB au PMDB : « *le PSDB est un parti mieux tenu, avec une proposition plus moderniste, plus évoluée en termes de social-démocratie* ». In PERSEU REVISTA N°8, Dossî « *O PT e as eleições presidenciais de 1989* ». Interview de Raymundo Faoro intitulée : « *Vamos ter que improvisar o diabo* », p.172-173.

il jouit aussi d'une solide réputation de corruption<sup>222</sup>. Ancien vice-président de l'ACSP (Association commerciale de São Paulo), la dictature le nomme, en 1967, président de la Caixa Econômica Federal (une grande banque) sur les recommandations de son ami Delfim Netto ; puis maire de São Paulo en 1969 ; puis en 1971, Secrétaire de l'Etat de São Paulo aux transports, poste qu'il occupe jusqu'à 1975. Il se fait alors élire président de l'ACSP. Il devient gouverneur en 1978, puis est élu député fédéral pour le PDS en 1982. Il est présenté par le PDS au Collège électoral pour la présidence de la République, battu en janvier 1985 par Tancredo Neves. En 1986, il termine 3<sup>e</sup> à l'élection au poste de gouverneur pauliste. Après la fin de son mandat de député fédéral PDS en 1987, il est battu par L. Erundina à l'élection municipale de São Paulo en 1988. Dans l'Etat et sa capitale, le nom de Maluf est associé à de grands ouvrages d'art (voies rapides, routes, ponts, gare routière, égouts, hôpitaux, extension du métro, etc., et même l'aéroport international de Guarulhos...). C'est le vice-leader du PDS, Bonifácio José Tamm de Andrada qui est candidat à la vice-présidence.

**Fernando Collor de Mello** (PRN<sup>223</sup>) est un journaliste et chef d'entreprise de 40 ans. Après une formation en sciences économiques, il entre en politique en 1979 du côté de la dictature. L'ARENA le nomme alors maire de Maceió. En 1982, il est élu député fédéral PDS. Au Collège électoral de janvier 1985, il vote pour la candidature de P. Maluf. En 1986, il adhère au PMDB et est élu gouverneur d'Alagoas sous cette étiquette. Ensuite, il rompt avec Sarney, rejoint le PRN, lâche son mandat de gouverneur et se porte candidat à la présidentielle. Comme « Vice », il choisit le sénateur *mineiro* Itamar Franco, du même PRN.

**Guilherme Afif Domingos** (PL<sup>224</sup>), chef d'entreprise de 46 ans dans les assurances, ancien directeur de l'ACSP, est très influent dans le milieu bancaire et patronal. En 1980, il est chargé des questions agricoles et d'approvisionnement dans le gouvernement de P. Maluf, rejoint le PDS en 1981, en sort en 1985 pour fonder le PL, est élu député constituant pour ce parti en 1986. Son partenaire au poste de « Vice » est Aluísio Pimenta, du PDC<sup>225</sup>.

**Aureliano Chaves** (PFL<sup>226</sup>) a 50 ans. Ingénieur de travaux publics, puis directeur technique de l'Electrobrás, il a débuté sa carrière politique à l'UDN aux côtés de Carlos Lacerda, avant de participer au coup d'Etat de 1964 et d'être élu député fédéral ARENA en 1966. Il est gouverneur du Minas Gerais entre 1975 et 1978, vice-président de la République entre 1979 et 1985, occupant même temporairement la présidence en 1981 et 1983, en remplacement de Figueiredo qui a des problèmes de santé. En 1984, il propose sa candidature au PDS pour l'élection indirecte à la présidentielle de 1985. Lorsque c'est P. Maluf qui l'emporte, A. Chaves quitte le PDS pour fonder le PFL, qui concocte ensuite le

---

<sup>222</sup> Maluf est si influent que son nom a même conduit à l'invention du terme « *malufismo* ». Sa réputation sulfureuse l'a accompagné dans une très longue partie de sa carrière, se prolongeant bien au-delà de l'année 1989, et elle s'est enrichie de nombreuses affaires où son nom a été cité. Juste un exemple, antérieur à la période qui nous occupe ici : en 1980, son nom se trouve associé à un grand scandale, qui donne lieu à une commission d'enquête parlementaire dans l'Etat, au sujet de nombreuses irrégularités dans la gestion de la VASP (compagnie aérienne pauliste) – disparition de carburant et de pièces de rechange, concurrence faussée, falsifications comptables, distribution de milliers de billets d'avion et utilisation politique de l'entreprise. Le nom de Maluf viendra orner bien d'autres affaires. Malgré tout, la justice brésilienne n'accusera jamais Maluf de dol ou d'enrichissement illicite, lui permettant ainsi légalement de continuer à se présenter à des mandats électifs. En 2014, la revue Forbes le citait comme le 5<sup>e</sup> politicien le plus riche du Brésil.

<sup>223</sup> Le PRN, *Partido da Reconstrução Nacional* (Parti de la reconstruction nationale) est un petit parti de droite issu du PJ (*Partido da Juventude*, Parti de la jeunesse) créé en 1985. Depuis le début, le PJ-PRN prône le libéralisme économique. Le PRN, en 1990, deviendra PTC (*Partido Trabalhista Cristão*, Parti travailliste chrétien). Ce parti et tous ceux présents sont listés dans la liste des sigles avec des commentaires.

<sup>224</sup> PL : *Partido Liberal* (Parti libéral), fondé en 1985, d'orientation officiellement « libérale sociale ».

<sup>225</sup> PDC : *Partido Democrata Cristão* (Parti démocrate chrétien), fondé en 1985.

<sup>226</sup> PFL : *Partido da Frente Liberal* (Parti du front libéral), déjà cité.



ticket Tancredo Neves / José Sarney. Il devient ministre des mines et de l'industrie du gouvernement Sarney. C'est Cláudio Lembo, du PFL, qui postule au poste de vice-président.

**Ronaldo Caiado** (PSD<sup>227</sup>) est un médecin de 40 ans, issu d'une famille de propriétaires fonciers et de politiciens du Goiás. Il préside, de 1986 à 1989, l'Union démocratique ruraliste. Mais l'UDR n'étant pas un parti, il prend l'étiquette du PSD, en alliance avec le PDN<sup>228</sup>, parti de circonstance qui propose Camilo Calazans Magalhães comme candidat « Vice ».

**Affonso Camargo Neto** (PTB<sup>229</sup>), ingénieur de 60 ans issu d'une grande famille du Paraná, a été dirigeant de l'ARENA de cet Etat, et sénateur « bionique » de ce parti. Il suit ensuite Tancredo Neves (et son Parti Populaire) en direction du PMDB, dont il devient secrétaire-général. Il obtient de Sarney le ministère des transports, qu'il lâche en 1986.

En plus de ces douze candidatures considérées comme plus ou moins « sérieuses », les Brésiliens assistent aussi au défilé d'une candidate et de neuf candidats (essentiellement de droite, mais qui ne représentent guère qu'eux-mêmes), et de sigles partisans correspondant surtout à des coquilles presque vides créées pour les besoins de l'élection<sup>230</sup>.

### **b) Quel candidat pour les élites ?**

Une grande majorité des prétendants se situent quelque part entre l'extrême droite et le centre droit. C'est un problème pour la bourgeoisie brésilienne, car ainsi ses forces sont divisées, et même si la présidentielle se joue sur deux tours, un tel fractionnement risque de rendre délicate l'émergence d'un candidat de rassemblement à même de l'emporter face aux gauches brésiliennes. Au moins sept candidatures ont un certain poids à droite et au centre – peut-être huit en comptant le candidat du PTB, une personnalité très locale dans un parti devenu peu représentatif – et si l'on y ajoute le PSDB et son candidat Mário Covas, cela peut monter jusqu'à neuf. Cette situation est liée au naufrage du gouvernement Sarney, et son prix politique apparaît très vite dans les sondages d'opinion. Un prix élevé, non seulement payé *cash* par le principal parti au gouvernement, le PMDB, mais à partager par les alliés de la coalition comme le PFL, entraînés dans sa chute. D'où la débandade généralisée à droite, et des candidatures qui se disent toutes d'opposition. Vu ce contexte, on saisit les inquiétudes des élites brésiliennes, et la nécessité qu'elles ressentent de construire une candidature à la fois rassembleuse et défendant fidèlement leurs intérêts. On comprend aussi leurs tentatives de se trouver des porte-paroles moins liés aux partis existants, moins pénalisés par leurs rapports à un gouvernement à bout de souffle.

Ainsi, sont lancés des ballons d'essais, et l'on assiste à des spéculations sur des candidatures se voulant plus rassembleuses. Certains milieux<sup>231</sup> sont favorables au lancement d'une candidature d'Antônio Ermírio de Moraes, grand chef d'entreprise,

---

<sup>227</sup> PSD : *Partido Social Democrático* (Parti social démocratique), un vieux parti varguiste, dissout par la dictature, et rené de ses cendres en 1987 en s'associant au lobby des grands propriétaires fonciers.

<sup>228</sup> PDN : *Partido Democrático Nacional*, un parti créé pour la présidentielle de 1989 et mort la même année.

<sup>229</sup> PTB : *Partido Trabalhista Brasileiro*, le parti d'Ivete Vargas, déjà rencontré.

<sup>230</sup> Parmi les candidatures considérées comme « naines » (*'nânicas'*) dans les médias, on peut citer à titre anecdotique celle d'Enéas Ferreira Carneiro, candidat du PRONA (sigle qui signifie « Parti de la réédification de l'ordre national », créé en 1989 pour les besoins de la présidentielle), un médecin de 51 ans, ultranationaliste et conservateur, originaire de l'Acre, qui commence sa carrière politique avec cette élection, mais connaîtra plus de succès en 1994.

<sup>231</sup> Milieux qui pour G. Rozenino de ALMEIDA (op. cit. p. 279) sont liés à des chefs d'entreprises et à des militaires.

président du Grupo Votorantim, et porté sur l'action caritative<sup>232</sup> ; mais ce dernier a déjà été candidat en 1986 pour le poste de gouverneur du São Paulo, soutenu à l'époque par PTB, PL et le PSC. Il semblerait qu'il en ait retiré un regard assez critique sur le milieu politique, et il refuse l'aventure présidentielle. Une autre tentative infructueuse concerne Ozires Silva, ingénieur aéronautique, colonel de l'armée de l'air et ex-président de deux géants de l'industrie brésilienne : l'Embraer (1969-1986) puis la Petrobrás (1986-1989). Enfin, certains – notamment Roberto Marinho, le patron de la Rede Globo<sup>233</sup> – soutiennent l'idée d'une candidature du gouverneur PMDB de São Paulo, Orestes Quéricia, situé à la droite de ce parti ; mais son positionnement en faveur de la défense du mandat de José Sarney semble peu engageant, et le PMDB choisit Ulysses Guimarães, décidé à entrer en lice.

Parmi les candidats de la droite et du centre déjà déclarés, qui peut bien convenir à l'ensemble des classes dominantes brésiliennes ? Au centre gauche, la candidature de Mário Covas est admise « *comme une façon d'empêcher la victoire du PT comme du PDT. Mais si le patronat urbain voyait en lui un allié, l'UDR le considérerait comme un adversaire* »<sup>234</sup>. A l'opposé du spectre politique de la droite et du centre, Maluf, pilier décomplexé de la dictature militaire, est trop clivant et risquerait de faire perdre l'ensemble de son camp. Les candidatures de Guilherme Afif Domingos, d'Ulysses Guimarães et d'Aureliano Chaves ne fonctionnent guère, les deux derniers étant sans doute pénalisés par leur appartenance partisane et leur lien à la déconfiture gouvernementale. Une grande partie de leur base et des membres de leurs partis se tournent soit vers Covas, soit vers Collor.

Le jeune gouverneur d'Alagoas, Fernando Collor, apparaît donc comme le plus rassembleur du point de vue des élites brésiliennes. Bien qu'étant un produit politique de la dictature, il a su habilement louvoyer lorsque le régime militaire prenait visiblement l'eau, et il semble un parfait trait d'union entre les factions les plus proches de l'ex-dictature et les courants issus de l'ancienne opposition officielle, plus orientés vers le centre. Collor prend soin de ne pas apparaître comme trop marqué à droite, s'efforçant au contraire d'afficher un profil de centre-droit. Il a déjà accumulé une expérience de gestion, comme maire d'une capitale, puis comme gouverneur. Il défend les valeurs du « libéralisme » mais sait aussi user de démagogie populiste, comme celle qui se cache derrière sa prétendue « chasse aux 'Maharajas' »<sup>235</sup>. Surtout, il est considérablement aidé dans sa campagne par les médias – la Globo particulièrement – qui aident à façonner son profil de chasseur de privilèges et de « gardien de la moralité », de nature à berner l'électorat le plus dépolitisé du pays. Ambitieux et mettant en œuvre une stratégie bien construite de marketing politique, il cogne aussi très fort sur Sarney, son régime et sa politique – un exercice politique indispensable, car ceux-ci sont unanimement honnis – et il n'a qu'une faiblesse du point de vue des élites : il ne peut pas s'appuyer sur un puissant parti politique. Mais avec tous ses atouts, on comprend que Collor devienne le candidat préféré du patronat et des élites brésiliennes en général.

### **c) Enjeux pour la gauche brésilienne**

---

<sup>232</sup> Un conglomérat industriel et financier au départ dans l'industrie textile, puis ayant intégré progressivement de multiples branches d'activité (ciment, aluminium, zinc, nickel, sidérurgie, cellulose, papier, chimie et même jus d'orange). Ce groupe a beaucoup grandi, au point de devenir une multinationale brésilienne et de développer des activités bancaires.

<sup>233</sup> Selon le journaliste biographe du patron de presse, in Pedro BIAL. *Roberto Marinho*, Ed. Jorge Zahar, 2004. On apprend aussi beaucoup en regardant le documentaire produit par Simon Hartog (1993) et diffusé par *Channel 4*, intitulé « *Beyond Citizen Kane / Muito além do cidadão Kane* ». Il analyse les mécanismes de la puissance et les méthodes de la *Rede Globo*.

<sup>234</sup> C'est ce qu'explique G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 279-280).

<sup>235</sup> C'est ainsi ('*marajás*' en portugais) qu'il appelle les hauts fonctionnaires qui reçoivent des émoluments très élevés, et même disproportionnés par rapport à leur travail effectif.

En 1989, il devient vite clair que si la gauche brésilienne parvient à être présente au second tour de la présidentielle, elle aura le visage d'un de ses deux candidats les plus charismatiques, Brizola et Lula. Si le premier a décidé de mener sa campagne sous les seules couleurs du PDT, le second va concourir dans le cadre d'un front, le FBP<sup>236</sup>, où le PT est le principal parti, mais qui regroupe aussi le PSB, le PCdoB, et (dans un premier temps) le PV. Début 1989, le PT qui a décidé à la 5<sup>e</sup> RN le principe d'une démarche d'alliance, laquelle a déjà commencé à être mise en application aux municipales de 1988, doit définir quels autres partis il juge souhaitable et possible d'inclure dans le FBP, et à quelles conditions. Le parti vise, dans sa démarche « démocratique-populaire », une campagne de premier tour sur la base d'un programme de gouvernement commun à une alliance regroupant dès le premier tour les deux partis communistes (PCB et PCdoB), le PSB, le PV, tout en associant si possible des personnalités d'autres partis (PMDB, PSDB, PDT), en rupture avec Sarney et son gouvernement, et prêtes à s'associer à un engagement programmatique commun. Mais cela ne fonctionne pas avec le PCB qui, très vite, décide de faire cavalier seul avec la candidature de Roberto Freire. Quant au PDT et au PSDB, ils s'alignent respectivement derrière les candidatures de L. Brizola et M. Covas. Le PV est un temps partie prenante de l'alliance, mais après des péripéties sur lesquelles nous reviendrons plus tard, il sort du cadre unitaire et présente sa propre candidature.

Dans le camp des gauches, on arrive vite à une concurrence entre Lula et Brizola. Ces derniers n'ont ni les mêmes atouts, ni les mêmes faiblesses, et leur rivalité a sa propre logique. Lula peut compter sur une force militante beaucoup plus vaste, et l'alliance avec le PSB et le PCdoB renforce encore ce différentiel – même si le PT est à la fois le parti le plus nombreux et le plus implanté dans les milieux populaires, et sans doute le plus militant des trois. Le FBP manque certes d'implantation dans les campagnes et les petites et moyennes villes du pays. Mais le PDT n'a de véritable poids politique qu'à Rio et dans le Rio Grande do Sul, et l'on a vu, lors des municipales de 1988, l'influence du brizolisme dans ces endroits se faire grignoter par celle du PT. Dans un pays de la dimension du Brésil, ne pouvoir compter sur un appareil efficace que dans deux Etats est un sérieux point faible pour Brizola. Par ailleurs, le leader du PDT, comme le note Daniel Bensaïd, est un « *ancien banni de la dictature, [et il] compte, à droite, de tenaces ennemis et aura du mal à rassembler sur son nom, au deuxième tour, tous les morceaux de cette mosaïque* »<sup>237</sup>. Cette situation de rivalité avec Lula tend aussi à déporter la campagne de Brizola vers la droite. D. Bensaïd l'exprime ainsi : « *Pour se présenter comme un candidat anti-Lula efficace et donner les gages nécessaires à la droite, [Brizola] est obligé, bien que déclarant se désister en faveur de Lula dans l'hypothèse d'un deuxième tour entre Lula et la droite, de radicaliser son discours contre le PT, et à travers lui contre les revendications et les mouvements sociaux. Ce qu'il a commencé à faire dans sa pré-campagne, au risque d'en payer le prix électoral* »<sup>238</sup>. Ce phénomène de distanciation politique entre les deux principaux candidats des gauches est aussi relevé par le juriste R. Faoro, qui critique ainsi Brizola : « *Le PDT, [...] au lieu de se maintenir dans son orientation originale, et de rechercher l'entente avec des forces de même nature, est sorti du cadre de la gauche, et fait route vers la droite ou vers le centre* »<sup>239</sup>.

#### **d) Lula et Collor au second tour**

<sup>236</sup> FBP : *Frente Brasil Popular* (Front Brésil populaire)

<sup>237</sup> Dans la revue *Inprecor*, n° 286 du 17 avril 1989, article de Daniel Bensaïd intitulé : « Métallo président ? », p. 21.

<sup>238</sup> Idem.

<sup>239</sup> In PERSEU REVISTA N°8, Dossî « *O PT e as eleições presidenciais de 1989* ». Interview de Raymundo Faoro intitulée : « *Vamos ter que improvisar o diabo* », p.172.

Comme l'indique A. Singer<sup>240</sup>, le premier tour a représenté une bagarre pour déterminer les participants au second. Entre candidats des gauches, d'un côté ; et ceux des droites, de l'autre. Et « *il a vite été clair que les partis du centre n'avaient aucune chance de gagner* ».

Au premier tour, Collor est très en avance sur ses concurrents. Il obtient 20 611 011 voix, soit 30,47% des suffrages exprimés nationalement<sup>241</sup>. Ses concurrents de la droite et du centre éliminés au premier tour sont loin derrière : M. Covas est seulement en 4<sup>e</sup> position, obtenant 7 790 392 voix (11,51%) ; Maluf 5<sup>e</sup> avec 5 986 575 (8,85%) ; Afif 6<sup>e</sup> avec 3 272 462 (4,83%). Ulysses Guimarães n'arrive qu'en 7<sup>e</sup> position, avec 3 204 932 voix (4,73% des exprimés). Les autres candidats de la droite et du centre sont tous au-dessous de 1%. Le leadership de Collor à droite, issu de la décomposition du gouvernement et des grands partis – PMDB en tête – de la majorité, de son positionnement populiste, de sa savante utilisation du marketing politique et des médias, s'est construit sur toute la campagne du premier tour, et ne souffre pas de contestation. W. Pomar observe<sup>242</sup> que l'ensemble des candidats conservateurs obtiennent près de 50% des votes au 1<sup>er</sup> tour, presque à égalité avec ceux des gauches, et en tire la conclusion qu'au moins 20% des secteurs, jusqu'alors dépolitisés, de la société, se sont éveillés aux questions politiques pendant cette campagne.

Dans le camp des gauches, Lula se retrouve en seconde position derrière Collor, avec 11 622 673 voix, soit 17,18% des suffrages exprimés dans tout le pays. Lula devance Brizola, arrivé 3<sup>e</sup> avec 11 168 228 voix (16,51%). La différence entre les deux candidats des gauches est faible : un peu plus de 0,6 points de différence, soit environ 450 000 voix sur 72 millions de votants. Les deux autres candidats des gauches sont très loin derrière : R. Freire (PCB) n'arrive qu'en 8<sup>e</sup> position (769 123 voix et 1,13%) ; et F. Gabeira entraîne le PV dans un fiasco complet (en arrivant 18<sup>e</sup> avec seulement 0,18% des voix). Pour W. Pomar, le résultat de Lula exprime avant tout le poids acquis par le PT<sup>243</sup>, et l'on assiste à une mobilisation forte en faveur de Lula de la part des secteurs organisés de la société, représentatifs du PT et du FBP, qui contraste avec une grosse faiblesse électorale de ceux-ci du côté de la population pauvre, peu éduquée et peu organisée du Brésil<sup>244</sup>. Mais pour L. Secco, la surprise est générale : tout le monde attendait Brizola au second tour, pas Lula<sup>245</sup>.

Le second tour va donc donner un match Collor-Lula. Un match de quoi ? Un sport violent, en tout cas, avec un combat où le *fair-play* n'est pas de mise, au moins du côté du candidat de droite... Les forces présentes au 1<sup>er</sup> tour vont vite se réaligner pour le second. Seuls resteront divisés le PMDB et le PSDB. A droite, Collor obtient le soutien du PDS, du PFL, du PL et de certains secteurs du PMDB et du PSDB ; il devient surtout le candidat, en bloc, du patronat. Lula parvient encore à rallier le PDT, le PCB, une partie du PSDB (autour de Mário Covas), et un segment du PMDB (Miguel Arraes, Pedro Simon, Waldir Pires). Lula reçoit aussi le soutien d'Ulysses Guimarães, mais le PT refuse cette aide problématique<sup>246</sup>.

A gauche, les alliances s'élargissent donc rapidement. On sort du cadre du FBP, jugé trop étroit pour gagner au second tour. Dès l'annonce des résultats du 1er tour la base veut

---

<sup>240</sup> A. SINGER (op. cit. 2001 p. 56).

<sup>241</sup> A noter qu'il y a plus de 4,6 millions de suffrages blancs ou nuls, soit 5,7% des votants. D'autres décomptes, incluant les votes blancs et nuls, ramènent Collor à 28,52%, Lula à 16,08%, Brizola à 15,45% etc.

<sup>242</sup> W. POMAR (op. cit. p. 102).

<sup>243</sup> Idem, p. 100.

<sup>244</sup> Idem, p.102.

<sup>245</sup> L. SECCO (op. cit. p. 137).

<sup>246</sup> Cf. L. SECCO (idem).

l'unité de toutes les gauches (PCB, PDT, PSDB, PV, PH et PMDB). Le slogan de l'Unité Populaire chilienne est réaménagé en un « *Esquerda unida, jamais será vencida* »<sup>247</sup>. C'est ainsi qu'est lancé le Mouvement *Lula Presidente*. La base de tous les partis des gauches (PCB, PV, PDT, la fraction « progressiste » du PSDB), et même la base du PMDB pousse à la conclusion de cette alliance. Pour Lula et son entourage, il faut isoler Collor du centre-gauche et du centre. Pour W. Pomar, l'afflux dans la campagne Lula de militants du PDT, du PSDB, et la force de l'unité à la base sont tels que certains dirigeants du PT pensent que cela rend inutiles les efforts pour ramener Brizola et Covas dans le camp de Lula<sup>248</sup>. Pour le même auteur, contrairement à Brizola, Arraes et Freire qui soutiennent Lula au 2<sup>e</sup> tour, la position du PSDB est plus ambiguë, particulièrement à São Paulo, et W. Pomar y reconnaît le caractère anti-pétiste et anticommuniste d'une partie de l'électorat du PSDB<sup>249</sup>.

### e) Coups bas politiciens et médiatiques

Les péripéties de la dernière partie de la campagne méritent que l'on s'y arrête, car selon nous, elles sont révélatrices de la violence des rapports de classes au Brésil, notamment dans un contexte électoral, en montrant de quoi sont capables les élites pour se maintenir au pouvoir, 25 ans après le coup d'Etat. Il nous semble nécessaire de prendre en considération les faits relatés ci-dessous pour saisir dans quel cadre politique opère le PT et mesurer, notamment, la crédibilité et le réalisme de ses propositions et de sa stratégie, et mieux appréhender le sens de son évolution.

Pour L. Secco, traditionnellement, « *les campagnes menées par les candidats de droite au Brésil n'ont jamais été propres* »<sup>250</sup>, et cela semble – selon lui comme pour l'historien N.W. Sodré, qu'il cite – tenir du fait que « *la droite brésilienne n'a jamais obtenu le consensus de la population et a toujours dû gouverner en l'excluant des décisions* ». Pourtant, explique L. Secco, « *le mouvement anti-Lula a commencé de façon soft (pour les standards brésiliens)* »<sup>251</sup>. Quelques exemples de ce que signifie « *soft* », dans une campagne au Brésil, selon cet auteur : « *la direction de campagne [de Lula] recevait des dénonciations de brigades de mercenaires portant des T-shirts du PT qui parcouraient les favelas pour menacer les gens [...]; des pasteurs protestants et des curés conservateurs disaient que Lula allait fermer les églises [...]; dans le Ceará, des tracts représentaient Lula comme un monstre, et à Brasilia un tract d'une pseudo-jeunesse pétiste prônait la lutte armée* ». Le 12 septembre 1989, raconte encore L. Secco, une manifestation dans le centre de São Paulo s'arrête devant un théâtre où se produit l'actrice Marília Pêra, qui soutient publiquement Collor. Celle-ci ne reçoit que quelques huées, mais cela suffit à une certaine presse pour lancer une campagne contre les « *patrouilles idéologiques pétistes* ».

D'autres pratiques malhonnêtes ont cours dans cette campagne : « *la distribution de tracts apocryphes qui insultaient les pétistes en plaisantant* »<sup>252</sup> ; ou encore « *la visite rendue à des milliers de personnes par de prétendus militants supposés être là pour préparer le partage de leur maison* ». Lula est pris pour cible, « *vilipendé 24 heures sur 24 par la presse. Les plus délicats disaient qu'il n'avait pas d'expérience et qu'il avait besoin de commencer sa carrière politique comme maire de São Bernardo do Campo ou comme conseiller municipal.*

<sup>247</sup> W. POMAR (op. cit. p. 108).

<sup>248</sup> Idem, p. 120-121.

<sup>249</sup> Idem, annexe p.168.

<sup>250</sup> L. SECCO (op. cit. p. 135). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>251</sup> Idem, p. 137.

<sup>252</sup> Idem, p. 141.

*Les plus impudents (comme le journaliste de télévision Ferreira Neto) le traitaient d'analphabète* »<sup>253</sup>. Autre coup bas donné par le « chasseur de maharajahs » au leader pétiste : « *Le candidat Collor a encore essayé de faire croire que Lula était un riche qui avançait masqué. La rumeur se répandait (même sur des programmes de TV) qu'il habitait le quartier chic de Morumbi à São Paulo et non pas à São Bernardo do Campo* ».

Basses manœuvres aussi contre des municipalités pétistes : G. Rozentino de Almeida rappelle que « *des accusations non fondées sur les administrations pétistes étaient faites, puis démenties* »<sup>254</sup>. En fin de campagne, les difficultés du « socialisme réel » en Europe de l'Est sont utilisées pour harceler le PT, même si ce dernier s'est toujours démarqué de ces régimes, et notamment s'il a toujours soutenu fidèlement le syndicat libre Solidarnosc en Pologne. C'est plutôt une sorte de vision étroite, mâtinée de mauvaise foi et de volonté de nuire, qui se manifeste ici. Le même auteur le rappelle : « *Les événements de l'est européen et de la crise du socialisme étaient brandis à tout instant pour chercher à acculer le PT* ». De fait, avant le second tour, la TV Globo passait en boucle des images du la Chute du Mur de Berlin, cherchant à identifier le PT au « socialisme » déchu de l'Europe de l'Est.

Mais le pire restait à venir, et allait salir la toute fin de campagne. Au Brésil, les gens politisés qui ont connu cette époque se souviennent que durant la semaine précédant le second tour, du 11 au 15 décembre 1989, Collor et Lula étaient presque à égalité dans les sondages. La *Rede Globo* s'est alors illustrée. En très peu de temps, trois manipulations politico-médiatiques de grande ampleur, destinées à détruire Lula, vont se combiner. Avant d'y venir, il faut rappeler plusieurs éléments à propos de la *Globo*. Cet empire dirigé par Roberto Marinho s'est construit avant le Coup d'Etat de 1964, mais c'est sous la dictature militaire – après le soutien de R. Marinho au renversement de J. Goulart – qu'il a acquis un statut de quasi-monopole et une position de domination insolente sur le paysage médiatique brésilien, obtenue non seulement en taisant les crimes du régime – la censure l'y obligeait de toute façon – mais en soutenant le pouvoir dictatorial de multiples façons. La biographie de R. Marinho réalisée par P. Bial<sup>255</sup> raconte que pour la présidentielle de 1989, le patron de la *Globo*, homme de droite sans complexes, avait d'abord préféré, comme candidat-président, Jânio Quadros. Ce dernier ayant décidé de mettre un terme à sa carrière politique, les préférences de Marinho, selon le biographe, se sont portées sur le gouverneur pauliste O. Quéricia. Mais la discussion avec ce dernier a tourné court, car les candidatures Guimarães et Covas n'ont laissé aucune place à Quéricia. Marinho voulait à tout prix éviter la victoire de Lula, qu'il percevait comme une menace socialiste pour toute la société ; et celle de Brizola, qui risquait de remettre en cause le pouvoir de la *Globo* s'il était élu<sup>256</sup>. C'est ainsi que, selon P. Bial, Marinho a fait le choix de soutenir F. Collor pour battre la gauche. Cependant, le documentaire de S. Hartog sur la *Globo*<sup>257</sup> révèle que bien avant cela, F. Collor était déjà très bien vu par la direction du monopole médiatique. On y apprend qu'en 1975, à Rio, Collor épousait, dans un faste de maharajah, Lilibeth Monteiro de Carvalho, fille d'un riche associé de R. Marinho. Dès 1987, on voit aussi apparaître Collor, jeune gouverneur d'Alagoas

---

<sup>253</sup> Cette fable est même encore colportée, notamment dans des milieux populaires mal informés, dans les années 2010.

<sup>254</sup> G. Rozentino de ALMEIDA (op. cit. p. 281).

<sup>255</sup> P. BIAL (op. cit.).

<sup>256</sup> Dans le documentaire de S. Hartog, on voit d'ailleurs Brizola qui déclare, à propos du système médiatique et du pouvoir de la *Globo* : « *Quand notre parti arrivera au pouvoir, nous allons changer ce système. Dès le matin du premier jour, nous prendrons des mesures contre ce monopole* ».

<sup>257</sup> Documentaire de S. Hartog, déjà cité.

encore inconnu du grand public, dans les programmes de *TV Globo*<sup>258</sup> ; et sa présence va y devenir assez fréquente. En 1989, les électeurs-télespectateurs avaient déjà pu s'y habituer.

Revenons à la semaine du 11 décembre. Une première manipulation de l'opinion publique, visant à démolir Lula juste avant le 2<sup>e</sup> tour, relève de l'achat de témoignage et de la mise sur la scène publique de questions de vie privée. Elle table sur les préjugés populaires et le large rejet, dans le Brésil de 1989, des pratiques d'avortement. Elle implique directement F. Collor et son équipe de campagne. C'est ce qu'on a appelé « l'affaire Lurian ». Le 12 décembre, « *l'infirmière Miriam Cordeiro a affirmé, [...] dans une émission de la campagne électorale de F. Collor à la TV, qu'elle avait eu une fille avec Lula et que ce dernier avait tenté de l'obliger à avorter* »<sup>259</sup>. L. Secco raconte que « *l'équipe de télé à ce moment avait à sa tête le frère du candidat, Leopoldo Collor, un ex-employé de la TV-Globo. L'utilisation de ce témoignage a été tellement choquante que la journaliste du programme du PRN, Maria Helena Amaral, a déclaré (dans le *Jornal do Brasil* du 13/12/89) que Miriam Cordeiro avait été payée par l'équipe de Collor pour faire des révélations contre Lula* ».

La seconde manipulation politico-médiatique est de type policier. C'est l'affaire Abílio Diniz. Ce dernier, PDG du groupe *Pão de Açúcar* (une chaîne de supermarchés), est enlevé le 11 décembre. Quel rapport avec Lula et la présidentielle ? Aucun, normalement. Sauf qu'on devine que dans l'entourage de Collor, la tentation est forte – et certains décident d'y succomber – de s'emparer de ce fait divers pour faire croire que le PT y est mêlé. Car la pression est élevée : Collor a toujours mené dans les sondages mais pendant les 32 jours de l'entre-deux-tours, il n'a cessé de perdre du terrain, tandis que les intentions de vote pour Lula augmentaient très vite. Le 12 décembre, un sondage donne les deux candidats dans un mouchoir de poche, alors que le soir même, un face à face décisif doit avoir lieu sur plusieurs chaînes de télévision en même temps, dont *TV Globo*. Ce moment représente sans doute la dernière chance d'arrêter la progression de Lula. Comment le PT doit-il réagir sur l'affaire Diniz ? L. Secco se réfère aux informations divulguées par W. Pomar, pour affirmer qu'après discussion interne, le PT a décidé de ne pas condamner l'enlèvement, pour 2 raisons : « *1. La presse n'en parlerait pas; 2. Si le chef d'entreprise devait être assassiné, le PT en serait tenu pour responsable* »<sup>260</sup>. L'historien affirme qu'avec O. Quércia et « *d'autres autorités militaires et civiles* »<sup>261</sup>, la *Globo* « *a décidé d'intervenir directement [en] attribuant « subrepticement au PT la séquestration d'Abílio Diniz, qui finalement, allait être libéré le jour de l'élection. La veille, le secrétaire de la sécurité publique de São Paulo, Luiz Antônio Fleury Filho [...] a déclaré à TV Globo, sans qu'on le lui demande, que 'le PT n'avait rien à voir avec l'enlèvement'* »<sup>262</sup>. On voyait pourtant, presque au même moment, le même Fleury Filho déclarer en une du journal *O Rio Branco* : « *Le PT séquestre Diniz* »<sup>263</sup>. L. Secco raconte encore que « *le jour de l'élection, quand les ravisseurs ont été arrêtés, ils sont sortis de leur*

---

<sup>258</sup> La première fois, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire du célèbre animateur de télé, « Chacrinha ».

<sup>259</sup> L. SECCO (op. cit. p. 139). La fille de Lula et de Miriam Cordeiro porte le prénom de Lurian.

<sup>260</sup> L. SECCO (op. cit. p. 140) précise : « On sait aujourd'hui que l'enlèvement a été réalisé par des militants chiliens, chiliens et un Brésilien au nom du MIR chilien, mais on ne sait pas si le groupe était infiltré par quelque espion d'extrême droite, comme c'était souvent le cas des groupes gauchistes des années 1970 ».

<sup>261</sup> Idem, p. 138.

<sup>262</sup> Idem, p. 140.

<sup>263</sup> On peut voir une photo saisissante de Lula le 19/12/1989, reconnaissant sa défaite face aux micros, mais dénonçant la manipulation et brandissant la « une » mensongère de ce numéro de '*O Rio Branco*', in André SINGER (coord.) « *Sem Medo de Ser Feliz – Cenas de campanha* », Scritta, 1990, p. 89).

*captivité avec des T-shirts du PT* »<sup>264</sup>. Pourquoi, alors qu'il s'agissait officiellement de récolter des fonds pour la guérilla d'El Salvador ? Cela ne pouvait que porter préjudice au PT. De forts doutes subsistent sur les diverses responsabilités dans cette affaire.

La troisième affaire consiste en une grossière manipulation d'images et implique directement *TV Globo*. L. Secco écrit que celle-ci « *a manipulé, à travers le Journal National, les images du dernier débat télévisé entre les candidats pour favoriser Collor* ». En quoi consiste cette manipulation ? Le documentaire de S. Hartog, '*Beyond Citizen Kane*'<sup>265</sup>, le montre très clairement. Après le 1<sup>er</sup> tour, un premier débat Lula-Collor a eu lieu le 3 décembre et a tourné très clairement en faveur du dirigeant pédiste. Ce n'est pas le second débat en lui-même qui est en cause, mais le traitement qui en est fait par *TV Globo* dans son journal national. Le 13/12, celui-ci résume le débat en 6 minutes, et Collor dispose d'une minute et dix secondes de plus que Lula. Le montage est conçu spécialement pour nuire à Lula et faire élire Collor, choisissant les pires moments de Lula (qui y apparaît perturbé) et les meilleurs de Collor (qui semble décidé et clair dans ses déclarations). De plus, après le résumé, est présenté un sondage national réalisé au téléphone par Vox Populi, l'agence responsable de la construction de l'image électorale de Collor. Les questions posées aux téléspectateurs sondés sont vagues. Bien sûr, Collor gagne sur toute la ligne. Mais on n'a pas demandé pour qui les personnes interrogées allaient voter. Les résultats de ce sondage très particulier sont les suivants. A la question « qui a réalisé la meilleure performance ? », Collor obtient 44,5% et Lula 32% ; à la question « qui avait les idées les plus claires ? », Collor est crédité de 45% et Lula de 34,1% ; et à la question « qui est le mieux préparé pour gouverner ? », Collor devance encore Lula, par 48% contre 30%. Le documentaire nous apprend aussi que le même jour (13 décembre) au matin, la *Globo* avait réalisé et diffusé un journal différent du journal du soir, lequel serait vu par 64% des téléspectateurs du Brésil. Le journaliste de la *Globo*, Vianey Pinheiro, qui a supervisé la première édition, déclare dans '*Beyond Citizen Kane*' que le résumé du débat a été modifié entre l'édition du matin et celle du soir. Cette manipulation a eu lieu alors que Lula était à 1% de Collor dans les sondages. Après la présentation malhonnête du débat par la *Globo* le vendredi, le sondage du samedi a montré une augmentation de l'écart entre les deux candidats, et le dimanche la différence était remontée à 4 points. V. Pinheiro a été licencié de la *Globo* pour avoir protesté publiquement contre ce compte-rendu du débat. Armando Nogueira, alors directeur du journalisme de la *Globo* a, lui, été mis à la retraite après 22 ans de bons et loyaux services, pour avoir protesté en privé, et il a été remplacé par A. Souza Cruz, responsable du résumé du débat pour l'édition du soir du 13 décembre... V. Pinheiro explique que dans l'édition du matin, qu'il avait supervisée, la couverture des deux candidats était équilibrée, que le même temps leur était réservé, sous formes de questions-réponses, ajoutant : « *le soir, c'était de la publicité pour Collor, pas un débat politique* »<sup>266</sup>.

---

<sup>264</sup> M. KECK (op. cit. p. 318) ajoute que « *du matériel du PT destiné à être distribué a été retrouvé (ou selon certains, 'mis entre les mains') en possession des ravisseurs. Ce fait a été très divulgué, et certains moyens de communication ont été jusqu'à dire que le PT s'était impliqué dans l'enlèvement. Plus tard, Fleury a reconnu que, comme Secrétaire à la Sécurité publique, il avait à l'époque subi une pression considérable pour impliquer le PT* ».

<sup>265</sup> Documentaire de S. Hartog, déjà cité. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce documentaire.

<sup>266</sup> A. Nogueira dit dans le documentaire qu'il a protesté contre la version remaniée auprès de R. Marinho, le lendemain (14/12) et qu'il lui a dit : « *je n'ai pas vu ce résumé ; si je l'avais vu, j'aurais empêché qu'il soit diffusé ; et si je n'avais pas pu l'empêcher, j'aurais dit la chose suivante : 'la Rede Globo a été mal inspirée en faisant une édition stupide, très stupide. Elle n'avait pas besoin d'être stupide* ». Le documentaire montre aussi le témoignage d'Armando Poltemberg, président de l'union des journalistes, qui déclare : « *C'est un attentat flagrant à l'éthique du journalisme, une manipulation éhontée* ».



La participation de la *Globo* à l'élection de Collor est évidente, et certains analystes défendent même l'idée, aujourd'hui encore, que la victoire de Collor dans les urnes n'aurait pas été possible sans l'intervention du géant médiatique et de son président lui-même, dont le chanteur Chico Buarque dit, au début du documentaire : « *il est plus puissant que Citizen Kane [...] Roberto Marinho aujourd'hui est la force politique la plus importante d'un pays de 150 millions d'habitants. On ne peut rien faire sans consulter Roberto Marinho. Cela fait peur* ». Mais toute cette manipulation est niée, tant par la *Globo* que par Collor lui-même.

#### **f) Les résultats, une approche globale**

Collor est vainqueur avec 35,1 millions de voix, devant Lula (31,1 millions de voix, soit 38% des électeurs, 47% des suffrages exprimés, 5% ou 6% de moins que Collor). Par rapport au 1<sup>er</sup> tour, c'est de loin Lula qui a le plus progressé en termes de suffrages recueillis : +172% de voix supplémentaires pour Lula, contre +70% pour Collor<sup>267</sup>. Sans nous attarder pour l'instant sur l'analyse détaillée des résultats, disons que Lula ne l'emporte que dans 4 Etats : RJ, RS, DF et PE. Lula gagne dans les villes de plus d'un million d'habitants, dans les grands centres ouvriers, dans la jeunesse, chez les hommes. Collor fait mieux que son adversaire dans les campagnes, les villes petites et moyennes. Le candidat de droite emporte la majorité chez les plus pauvres, les plus opprimés, les moins instruits, les exclus... ceux qu'on appelle, au Brésil, les « *descamisados* ». Collor sort vainqueur dans ces milieux. Suite à ce combat politique, et à cette défaite proche d'une grande victoire, après ce « *Quase lá* »<sup>268</sup>, le PT va devoir tenter de tirer les leçons de cette riche expérience. Nous tenterons de voir dans les chapitres de la partie 4 comment il va procéder, et quelles nouvelles dynamiques seront à l'œuvre en son sein et dans le contexte dans lequel il évolue.

---

<sup>267</sup> Comme le fait remarquer G. Rozentino de ALMEIDA (op.cit. p. 281).

<sup>268</sup> Titre du livre de W. POMAR, difficile à traduire, mais qui exprime à peu près l'idée suivante : « On y était presque ».



## Conclusions analytiques de la partie 3 : Le PT entre mouvement social et institutions

---

Au tournant de la décennie, le PT a 10 ans. Les années 1980 s'achèvent sur une énorme poussée du pétisme, avec d'abord une grande victoire électorale aux municipales de 1988, puis une grande campagne présidentielle qui s'est soldée par une quasi-victoire en 1989. Après cela, le parti ne peut plus être exactement le même que dans ses premières années de vie.

Les faits présentés dans les trois chapitres précédents permettent de tirer des leçons dans plusieurs directions. D'abord, il faut observer que le PT, depuis sa naissance, a évolué dans le contexte d'une forte combativité de la classe travailleuse. Rappelons, plus précisément, que sa naissance se situe, sur ce plan, à un niveau très élevé ; il y a un recul jusqu'à 1983 ; puis une remontée de la combativité, avec un aspect politique important (la campagne *Diretas Já*) ; puis un creux en 1985 et 1986 ; puis une très forte poussée des luttes sociales et un mouvement vers la gauche à partir de 1987, qui culmine, en 1989, avec une réelle polarisation électorale et la quasi-victoire de Lula. On peut donc observer que le contexte social global (une forte combativité de la classe travailleuse – ouvriers, employés, travailleurs ruraux) qui présidait à l'émergence du PT, s'est globalement maintenu.

Ensuite, le PT a montré qu'il était viable, et il est parvenu à se consolider et à s'implanter. Les scrutins des dernières années de la décennie indiquent que si le PT est toujours plus fort dans la région *Sudeste* (principalement São Paulo), il a commencé à posséder une réalité nationale, avec un développement très net de son audience dans le *Sul* (principalement le Rio Grande do Sul). Ailleurs, les choses sont plus fragiles mais on constate, malgré tout, des progrès. Son enracinement, à la fin de la décennie, est très clairement plus prononcé dans les capitales et les grandes villes, même si les élections de 1988 ont aussi montré que, là où il existait des luttes en milieu rural, le PT parvenait à s'y construire. De façon générale, le patient travail d'implantation dans les milieux populaires commence à porter ses fruits, principalement électoraux, à la fin des années 1980.

Beaucoup d'analystes – notamment M. Keck – se sont attachés à saisir la double dimension du PT des années 1980 (et ensuite) : un aspect de parti-mouvement, d'un côté ; et un parti en relation avec les institutions, de l'autre. Une question souvent étudiée concerne la façon de la PT a géré les rapports entre ces deux dimensions de son intervention. Nous voulons conclure cette partie en menant, nous aussi, la réflexion sur ce double aspect du PT. Si l'insertion du parti dans le syndicalisme et les mouvements populaires ne fait pas de doute, il nous semble nécessaire d'appréhender les grandes lignes de la trajectoire de ce qui a fait l'ancrage initial du PT : le monde syndical. Par ailleurs, nous espérons avoir fait ressortir qu'au long de sa première décennie de vie, ses rapports avec le monde des institutions a connu une évolution : alors que le jeune PT dédaignait quelque peu la sphère institutionnelle et les élections, le parti de la fin de la décennie 1980 est déjà beaucoup plus inséré dans cette sphère. Nous tenterons d'en tirer quelques leçons.

## 1°) Les évolutions du syndicalisme brésilien dans les années 1980

Un débat entre spécialistes du PT consiste à savoir si le PT a, au fil des ans, gardé son ancrage dans la société civile (notamment le mouvement syndical) ; ou bien si, au contraire, il s'est éloigné de celle-ci<sup>1</sup>. Cette question mérite d'être étudiée, mais il nous semble nécessaire de réfléchir aussi, parallèlement, aux évolutions du mouvement social lui-même. Car si l'on peut montrer que les liens entre parti et mouvement social se maintiennent, même en se distendant quelque peu, il est fort utile, pensons-nous, de mieux saisir ce qui se passe aussi du côté du mouvement social. En particulier, ici, nous nous demanderons quelles évolutions a connu le syndicalisme brésilien dans les années 1980. Nous nous reposerons d'ailleurs la même question plus tard, lorsque le PT sera sur le point d'accéder à la présidence et au gouvernement central. Ce n'est certes pas un historique détaillé du mouvement syndical brésilien qu'il s'agit de présenter ici, mais l'énoncé des grandes lignes de sa trajectoire pendant les années 1980, en nous appuyant sur la littérature existante<sup>2</sup>.

### a) L'émergence de la CUT

Nous avons vu, dans la première et la seconde partie de cette étude, que la naissance du PT était intimement lié à un certain type de renouveau syndical, en opposition à un cadre général profondément marqué par l'histoire, en particulier par les structures héritées de la période varguiste, et l'utilisation de celles-ci par la dictature militaire. Nous avons également remarqué que l'apparition du PT avait eu des implications au niveau des courants du syndicalisme brésilien, en particulier en amenant à coopérer le courant des syndicalistes « authentiques » et les oppositions syndicales, tandis que d'un autre côté, le courant « Unité syndicale » (regroupant, dans une attitude de coopération avec les dirigeants *pelegos*, le PCB, le PCdoB et le MR8) prenait ses distances par rapport à cette évolution. En 1980, au milieu de grèves ouvrières massives, les syndicalistes combatifs provenant aussi bien des oppositions syndicales que du groupe des « authentiques » organisaient plusieurs réunions et finissaient par se rapprocher, notamment dans l'ANAMPOS, constituée cette année-là à Vitória (ES). Ce « regroupement national des mouvements populaires et syndicaux » visait, de plus, à établir un lien organique entre syndicats et mouvements populaires, mais ces deux espaces allaient s'organiser chacun de son côté avec une 'Anamos syndicale' et 'une Anamos populaire'. Initialement, les « authentiques » cherchaient à faire participer les syndicalistes du PCB à l'Anamos, mais en vain. Là se trouve l'origine du rapprochement entre « authentiques » (conduits notamment par les métallurgistes de São Bernardo) et oppositions syndicales (avec à leur tête l'OSM), qui se concrétise dans une réunion unitaire en septembre 1980 : l'ENTOES. C'est de ce rapprochement et, à partir de cette rencontre, que vont, progressivement se mettre en place les conditions de changement du paysage syndical qui conduiront à la naissance de la CUT. S. Lopes Neto et V. Giannotti utilisent les

---

<sup>1</sup> C'est notamment un point qui oppose P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008) et O. AMARAL (op. cit. 2010)

<sup>2</sup> Nous nous appuyons, pour l'analyse des évolutions du mouvement syndical dans cette période, sur les ouvrages suivants (voir bibliographie) : ALMEIDA, Gelson Rozentino (2011) ; ANTUNES, Ricardo (1991) ; ARAGÃO, Wilson Honorato (2007) ; BATISTONI, Maria Rosângela (2010) ; COVAS PONTES, Martisalem (2010) ; DUARTE, Ozeas (1988) ; FRANÇA, Teones (2013) ; GIANNOTTI, Vito (2002) et (2007) ; GIANNOTTI, Vito et LOPES NETO, Sebastião (1991) ; INÁCIO, José Reginaldo (org.) (2007) avec les textes de Giovanni ALVES, Ricardo ANTUNES, Sávio BONES, José CALIXTO RAMOS, José INÁCIO, Edésio PASSOS, João Paulo PIRES, Márcio POCHMANN, Antônio Augusto QUEIROZ, Delze SANTOS et Sebastião SOARES ; LOPES NETO, Sebastião et GIANNOTTI, Vito (1993) ; MACHADO, Carlos Eitor (2006) ; MARQUES, Guilherme (2000) ; NOGUEIRA, Arnaldo José (1997) ; RODRIGUES, Iram Jácome (1997) et (1999) ; RODRIGUES, Leôncio Martins (1990a) et (1990b) ; SOARES, José de Lima (2005) ; TEIXEIRA, Rodrigo Dias (2013) ; VIANNA, Cláudia ; VIEIRA, Agamenon (1986).

images des « *deux racines de la CUT* »<sup>3</sup> et aussi des « *deux affluents du fleuve de la CUT* »<sup>4</sup> pour parler des « authentiques », d'une part ; et des oppositions syndicales, d'autre part. Ce rapprochement organisationnel et dans l'action sera appelé le « Nouveau syndicalisme ».

La principale étape qui suit l'ENTOES est la CONCLAT (Conférence nationale des classes travailleuses), lancée par une initiative de 183 entités syndicales issues de 13 Etats en mars 1981, conférence qui se tient à Praia Grande (SP) du 21 au 23 août 1981. La CONCLAT, est préparée par des conférences locales et régionales, puis regroupe plus de 5 000 participants et plus de 1 000 entités syndicales de 22 Etats et du DF. Y participent donc des structures et des dirigeants d'options très diverses. C'est à ce moment que l'on voit se cristalliser deux blocs dans le mouvement syndical (hormis les *pelegos*) : d'un côté le « bloc des combatifs » regroupant « authentiques » et oppositions syndicales, voulant avancer le plus vite possible vers une centrale unique des travailleurs (CUT) ; de l'autre l'Unité syndicale (avec PCB, PCdoB et MR8), aussi appelé « bloc de la réforme » préférant agir avec prudence, et voyant d'un mauvais œil la présence de syndicalistes opposés et extérieurs à la structure officielle. La CONCLAT se conclut par la mise en place d'une Commission nationale pro-CUT, composée des deux blocs qui se sont affrontés devant des délégués très divisés, avec le mandat de mettre en œuvre le « Plan de luttes » approuvé par la Conférence et de réaliser le CONCLAT (congrès national de la classe travailleuse) qui devra fonder la CUT en août 1982. Mais entre les deux blocs présents dans la Commission pro-CUT les tensions se développent, car l'Unité syndicale, qui y majoritaire, et qui révèle son fort attachement au syndicalisme officiel, freine le mouvement et ne s'emploie efficacement ni à la réalisation du « Plan de luttes », ni aux tâches de préparation de la fondation de la CUT. Le CONCLAT et la fondation de la CUT sont, par conséquent, reportés d'un an, et le bloc combatif s'en explique publiquement auprès des travailleurs, en dénonçant l'attitude de la majorité de la Commission pro-CUT.

Le CONCLAT est donc reprogrammé pour août 1983, à l'appel de ceux qui veulent réellement former la CUT. Nous avons vu que les événements vont aider à réaliser cet objectif, avec une grève générale en juillet 1983 qui donne une impulsion majeure à ce lancement. Le CONCLAT se tient donc à São Bernardo do Campo, avec la participation de 5 059 délégués issus de 912 entités, représentant plus de 12 millions de travailleurs. Un nouveau « Plan de luttes » est adopté, et des votes permettent la création d'une coordination, d'un exécutif et des statuts provisoires. C'est ainsi que la CUT est créée le 28 août 1983. Toutefois, « unique », la centrale voudrait l'être mais n'y parvient pas. Le bloc de la réforme, redoutant toujours un durcissement du régime, et que l'on avait déjà vu très tiède, pour le moins, face à la grève générale de juillet, avait décidé de ne pas participer à la CUT sur ces bases, jugées « avant-gardistes », et organise son propre CONCLAT, en novembre 1983. Les divergences entre les deux blocs ne sont pas que tactiques. Comme le dit L.M. Rodrigues : d'un côté, les uns voulaient « *limiter l'action syndicale à la lutte pour la consolidation du régime démocratique [...] à l'autre extrémité, il y avait les syndicalistes qui cherchaient à promouvoir des transformations sociales plus profondes qui ouvriraient la voie au socialisme* »<sup>5</sup>.

## **b) Syndicalisme classiste et « syndicalisme de résultats »**

---

<sup>3</sup> S. LOPES NETO et V. GIANNOTTI (op. cit. p. 17)

<sup>4</sup> Idem, p. 19

<sup>5</sup> L.M. RODRIGUES (op. cit. 1990b, p. 7)

La CUT naît ainsi sur la base de principes radicaux, que l'on peut synthétiser comme suit : syndicalisme de masses, unitaire et classiste ; indépendance de classe ; lutte pour l'objectif historique du socialisme vu comme une « société sans exploitation et démocratique ». Pour atteindre ses buts, la CUT veut instaurer une grande démocratie interne, et enraciner celle-ci à la base. Les statuts affirment clairement ces principes<sup>6</sup>. Le « Plan de luttas » décidé en 1983 est vaste et comprend de nombreux points, qui seront repris par la suite et parmi lesquels on peut citer : la fin de la politique économique du gouvernement ; la rupture des accords avec le FMI ; le non-paiement de la dette extérieure ; une réforme agraire sous contrôle des travailleurs ; la réduction de la semaine de travail à 40h sans réduction de salaires ; un emploi stable (avec contrats type CDI) et l'indemnisation du chômage ; le rattrapage du pouvoir d'achat et l'échelle mobile des salaires ; le droit au logement et la légalisation des zones occupées illégalement ; et au plan politique, la fin de la LSN et du régime militaire, des élections présidentielles directes, et la mise en place d'un gouvernement contrôlé par les travailleurs. La CUT réclame l'autonomie et la liberté syndicale, et ses statuts provisoires prévoient « *l'organisation par branche d'activité productive et l'organisation par lieu de travail* »<sup>7</sup>.

Les premières années de vie de la CUT sont marquées par cette combativité, cette radicalité, et par cette volonté d'un fonctionnement interne démocratique donnant une grande place à l'organisation des travailleurs à la base. La centrale ne craint pas d'affronter le patronat et le régime militaire et considère notamment la grève générale comme un outil de combat, qu'elle met en œuvre dans sa pratique concrète : on l'a vu en 1983, avant même sa naissance officielle ; on le reverra à trois reprises encore jusqu'à la fin des années 1980, (en décembre 1986, août 1987, puis les deux journées historiques des 14 et 15 mars 1989).

Le premier congrès de la CUT (I CONCUR) a lieu en août 1984 à São Bernardo do Campo avec plus de 5 200 délégués. Il approuve les statuts définitifs qui reprennent les définitions générales et la structure voulue l'année précédente. Il s'y manifeste un large consensus sur la plupart des questions abordées, même si les différentes plateformes mettent plus ou moins en avant tel ou tel point. Il débat de la campagne *Diretas Já* et du Collège électoral ; de la réduction de la durée du travail sans réduction des salaires ; discute de la dette et du FMI et programme une rencontre latino-américaine sur la dette extérieure, en collaboration avec des centrales en Uruguay et en Bolivie. Ce congrès élit au consensus une commission exécutive nationale.

Deux ans plus tard (du 31 juillet au 3 août 1986), le II CONCUR se réunit à Rio et compte plus de 5 500 délégués représentant plus de 1 000 entités syndicales. La CUT y définit davantage son objectif socialiste et précise ses notions de classisme et d'indépendance de classe. Le Congrès met l'accent sur l'organisation démocratique à la base, valorisant les assemblées générales. Il dénonce par ailleurs la politique économique et sociale de Sarney. Il est décidé de se battre pour la fin de l'impôt syndical et la fin du rôle assistentialiste (santé, loisirs, etc.), à partir de l'idée que c'est à l'Etat d'assumer ces fonctions et non aux syndicats. Dans certains débats (structuration de la base syndicale, proportionnalité dans les directions, importance du travail à réaliser par rapport à la Constituante), il apparaît des divergences entre courants syndicaux : « *si le II CONCUR a*

---

<sup>6</sup> Exposés notamment dans Rodrigo TEIXEIRA (op. cit. p. 22), et S. LOPES NETO et V. GIANNOTTI (op. cit. p. 25 à 32)

<sup>7</sup> L.M. RODRIGUES (op. cit. 1990b, p. 7)

*représenté un approfondissement des positions de gauche de la CUT, il a aussi signifié une exacerbation de la lutte politique et idéologique entre les principaux courants politiques »<sup>8</sup>.*

Dans toute la décennie, la CUT va représenter un syndicalisme classiste. Mais la CUT, malgré son nom et la volonté de ses promoteurs, n'est pas l'unique centrale brésilienne. Face au « Nouveau syndicalisme » qu'elle représente, combatif et en pleine expansion, depuis la fin de 1983, les opposants syndicaux à la CUT se sont organisés. En 1986 naît la CGT, sur la base du regroupement du vieux *peleguismo* et du bloc de la réforme, moulée dans le cadre du syndicalisme officiel. Cette CGT verra naître une aile combative, en particulier le « Courant syndical classiste » influencé par le PCdoB, mais son orientation générale est marquée par la passivité et l'immobilisme : si officiellement elle appelle avec la CUT à la grève générale contre le Plan Bresser le 20 août 1987, elle mobilise très peu ; de même, lors de la grève générale des 14 et 15 mars 1989, son rôle sera très restreint en comparaison de la CUT ; surtout, le 4 novembre 1988, la CGT est signataire du « pacte social » voulu par Sarney, contrairement à la CUT.

Surtout, à partir de 1987, surgit une nouvelle variété de syndicalisme, d'une autre nature que le *peleguismo* traditionnel, et qui va prendre le nom de « syndicalisme de résultats ». Ce courant est principalement animé par deux dirigeants syndicaux de la ville de São Paulo : l'ex-communiste Luiz Antônio de Medeiros, à la tête de l'énorme syndicat des métallurgistes ; et Antônio Rogério Magri, président du syndicat des électriciens. Ce courant se veut très pragmatique en paroles, mais il est en fait très marqué idéologiquement : il va se constituer, dès la fin des années 1980, comme un élément clé du projet néolibéral au Brésil. Dans ses principes, il respecte l'économie de marché et le capitalisme, et ne conçoit son rôle que comme celui d'un négociateur cherchant uniquement à obtenir (en termes salariaux, principalement) ce qui est permis par le système. O. Duarte caractérise ce syndicalisme comme étant marqué par une « *vision étriquée et marchande* »<sup>9</sup>, et une volonté d'insertion dans la « *dictature de l'économie* »<sup>10</sup>. Pour le « syndicalisme de résultats », si grève il doit y avoir, c'est pour obtenir ce que le système peut offrir, pas plus. Ses promoteurs considèrent aussi que la dette extérieure doit être payée à tout prix. Medeiros, dans ce cadre, fait allégeance à Sarney ; et son « apolitisme » le pousse, en 1989, à choisir le « tout sauf Lula » et devenir un soutien de Collor, dont Magri deviendra ministre. Face au syndicalisme de lutte et de classe incarné par la CUT, il se développe donc, dès la fin des années 1980, une nouvelle mouture de syndicalisme, d'essence néolibérale, soutenu par les élites politiques et économiques, et qui jouera un rôle beaucoup plus important dans la décennie suivante.

### **c) La CUT à la fin des années 1980**

C'est à partir du III CONCUR que l'on constate une première inflexion majeure dans la trajectoire de la CUT, sans doute pas au plan de la combativité, mais plutôt au niveau de son fonctionnement et de sa démocratie interne ; ce qu'Iram Jácome Rodrigues exprime ainsi : « *le début de la transformation d'une conception 'mouvementiste' vers une vision plus 'organisationnelle'* »<sup>11</sup> de la centrale. Ce congrès, réalisé en septembre 1988, marque les

---

<sup>88</sup> R. TEIXEIRA (op. cit. P. 37)

<sup>9</sup> O. DUARTE (op. cit. p. 24-25)

<sup>10</sup> Idem, p. 30 à 33

<sup>11</sup> I.J. RODRIGUES (op. cit. p. 117)

cinq années de vie de la centrale et, avec ses 6 244 délégués provenant de 1157 entités<sup>12</sup>, constitue la plus grosse rencontre syndicale brésilienne de tous les temps. Ses délibérations contre le « Pacte social », pour la défense du classisme et la réaffirmation de la défense du socialisme montrent que, pour l'essentiel, les grandes caractéristiques de la centrale sont toujours les mêmes. Le consensus obtenu lors de la définition d'un plan de luttes actualisé va dans le même sens.

Toutefois, certains signes montrent clairement que des divergences se développent dans la CUT à propos de l'orientation générale de celle-ci. Un débat de bilan a lieu à propos de l'action de la CUT face à la Constituante. La majorité de la direction considère que l'orientation adoptée, de type pression-négociation (pour aller vite), était correcte. Les différents courants de la gauche cutiste critiquent, au contraire, une approche trop institutionnelle, basée sur des négociations piégeuses, un trop faible recours aux luttes directes des travailleurs, et auraient souhaité une orientation visant à combattre plus frontalement une constitution très conservatrice. Un autre débat du III CONCUT concerne les rapports entre revendications économiques et revendications politiques, et de façon liée, entre luttes et négociations : si le courant majoritaire insiste sur l'importance des luttes revendicatives et de négociations avec le gouvernement et le patronat pour obtenir des acquis, la gauche syndicale combat une orientation qui peut conduire à l'acceptation des Pactes sociaux et rapprocher la CUT du « syndicalisme de résultats », et elle critique précisément certains dirigeants majoritaires pour aller clairement en ce sens. On voit donc apparaître, ici, des divergences stratégiques au sein de la centrale.

Mais, selon nous, ce qui apparaît surtout, en 1988 – peut-être, d'ailleurs, en lien avec les divergences énoncées plus haut – c'est un phénomène de bureaucratisation naissante de la centrale, avec des conséquences en termes de fonctionnement. Déjà, le II CONCUT avait modifié les critères d'élection des délégués aux congrès, avec l'effet de diminuer la représentation des délégués de base par rapport à celle des directions syndicales, ce qui se manifeste dans la composition du congrès de 1988 : si les I CONCUT et II CONCUT comptaient respectivement 65,9% puis 70,51% de délégués de base, et 34,1% puis 29,49% de dirigeants syndicaux, le III CONCUT voit la participation de 51% de délégués de la base pour 49% de dirigeants syndicaux<sup>13</sup>. On constate que les règles définies au II CONCUT ont diminué la participation des délégués de base : cela ne va pas dans le sens du rôle majeur attribué à la base dans les principes définis par la centrale ; cela signifie une baisse de la représentation de syndicalistes de terrain, généralement travailleurs dans l'entreprise, au profit de dirigeants qui, eux, sont le plus souvent des permanents syndicaux. On comprend que, malgré les plus de 6 200 participants au III CONCUT, le poids relatif des professionnels du syndicalisme se trouve accru à ce congrès par rapport aux précédents.

C'est autour du débat et des choix faits afin de modifier les statuts de la CUT et de réorganiser sa structure organisationnelle que le III CONCUT apparaît comme un point d'inflexion, même si, logiquement, les modifications organisationnelles interviennent comme la conséquence de choix politiques. Le débat statutaire porte sur les principes de la démocratie ouvrière et met aux prises la majorité de la direction aux divers syndicalistes de gauche présents dans la centrale. Les choix faits par le courant majoritaire de la CUT visent à restreindre le pouvoir et la participation de la base et à donner plus de poids aux directions,

---

<sup>12</sup> Chiffres donnés par R. TEIXEIRA (op. cit. p. 42). S. LOPES NETO et V. GIANNOTTI comptent 6 243 délégués L.M. RODRIGUES (op. cit. 1990b, p. 14) dénombre, lui, 6 218 syndicalistes présents.

<sup>13</sup> Chiffres donnés par R. TEIXEIRA (op. cit. p. 24, 32 et 42)



dans la CUT et dans les syndicats. Cela peut être réalisé en combinant plusieurs mesures. Pour la majorité, les congrès à plus de 5 000 délégués, ça ne peut plus durer, notamment car une telle participation empêche un fonctionnement démocratique des réunions : pour permettre la réduction du nombre des délégués, il est proposé de mettre en place un « entonnoir », mais celui-ci contribue à rendre très difficile l'élection de délégués de base, et renforce encore le poids des permanents. Le courant majoritaire veut aussi espacer les congrès, et passer d'une périodicité de 2 à 3 ans. Un autre aspect très important est celui des critères quantitatifs choisis pour l'élection des délégués : si jusqu'alors chaque entité envoyait des délégués au prorata du nombre de travailleurs de la catégorie professionnelle représentée, le changement consiste à élire les délégués en proportion du nombre des seuls travailleurs syndiqués. Ce choix a des conséquences très importantes : il accorde une priorité gigantesque à la représentation du secteur formel sur le secteur informel (peu ou pas syndiqué), alors que ce dernier correspond à plus de 50% des travailleurs brésiliens ; il génère des distorsions entre le nombre des délégués élus et le poids politique de l'action syndicale (en donnant par exemple à l'énorme syndicat des enseignants du São Paulo plus de poids que plusieurs Etats nordestins réunis)<sup>14</sup> ; il renforce le poids des grands syndicats face aux petits ; du secteur public face au secteur privé ; et il diminue drastiquement dans la CUT la représentation du syndicalisme paysan (qui représentait près du tiers des délégués au I CONCURTO). Enfin, les propositions de la majorité conduisent à diminuer dans la centrale le poids des oppositions syndicales (hors du système officiel) en se basant, pour leurs délégations, non plus sur les effectifs de la catégorie professionnelle représentée, mais sur le nombre de voix obtenues par ces oppositions aux dernières élections syndicales (ce qui revient à entériner les fraudes et les évictions de militants orchestrées par les *pelegos*).

On saisit que le courant majoritaire dans la CUT et dans sa direction est déterminé, en 1988, à renforcer son poids dans la centrale, au détriment des petits syndicats, de la paysannerie, des travailleurs informels et des oppositions syndicales (situées à gauche du courant majoritaire). Cela apparaît, sans nul doute, comme une lutte pour le pouvoir d'un courant syndical face à ses concurrents. Les modifications statutaires, voulues par le courant majoritaire, sont adoptées par le III CONCURTO à plus de 60%, malgré la bataille menée par les divers courants d'opposition de la gauche cutiste. Après l'adoption de ces transformations organisationnelles, le poids du courant dominant sera donc accru, celui des dirigeants syndicaux professionnels également, au détriment des syndicalistes de terrain. Des conceptions plus bureaucratiques et plus autoritaires qu'à l'origine s'installent, selon nous, à la tête de la centrale. Quelles en seront les conséquences ? Nous en reparlerons.

#### **d) PT et CUT dans les années 1980 : une mise en parallèle**

Mais qui sont donc les courants syndicaux présents dans la CUT, à commencer par celui qui constitue la majorité de la direction de la centrale ? C'est ici qu'il est très intéressant de faire apparaître les liens de la CUT avec l'objet de notre étude, le PT.

Le courant majoritaire de la CUT porte le nom d'Articulation syndicale (*AS, Articulação sindical*). Rien que ce nom est un indice d'une sorte de copier-coller entre la structuration du PT et celle de la CUT. L'AS est le correspondant syndical de l'ART dans le PT : ses conceptions générales, son origine et ses structures d'implantation sont, pour l'essentiel, les mêmes que ce qui prévaut dans le PT : les pétistes membres de l'ART, lorsqu'ils sont

---

<sup>14</sup> Remarque faite par R. TEIXEIRA (op. cit. p. 50)

syndicalistes, se retrouvent dans l'AS au sein de la CUT ; et les animateurs de la CUT appartenant à l'AS, soit agissent avec l'ART au PT, soit en sont sympathisants. Il faut noter, à ce sujet, une tendance, depuis l'émergence de la CUT, à ce que bon nombre d'activistes pétistes s'éloignent du parti pour se concentrer sur l'action syndicale. Cette remarque vaut, d'ailleurs, pour l'ensemble du PT et pas seulement pour tel ou tel courant de celui-ci. Toujours est-il que l'AS tient des syndicats leaders, au premier rang desquels on trouve, dès sa constitution, le Syndicat des Métallurgistes de São Bernardo do Campo et Diadema. Notons aussi le Syndicat des *bancários* de São Paulo. L'AS s'appuie donc sur des syndicats aux effectifs nombreux, souvent ceux dont proviennent une grande partie des syndicalistes « authentiques » initiateurs du PT. Pour ne prendre que quelques exemples parmi nos interviewés qui ont été syndicalistes dans ces secteurs, on y trouve Jair Meneguelli (président de la CUT), ex-dirigeant du syndicat des métallos de São Bernardo ; Vicentinho (qui sera le successeur de Meneguelli à la tête de la CUT, issu du même syndicat) ; Osvaldo Bargas (du même syndicat) ; Edson Campos, Gilmar Carneiro et Luiz Azevedo (tous les trois du syndicat des *bancários* de la capitale pauliste). Tous ces dirigeants syndicaux, ainsi que beaucoup d'autres, sont alors membres de l'ART au PT, ou en sont très proches, même si certains se sont formés dans des courants politiques plus à gauche<sup>15</sup>.

Du côté des minoritaires, les tendances présentes aux congrès de la CUT changent de nom, peuvent ou non se regrouper<sup>16</sup>, mais on retrouve, dans la plupart des thèses, présentées par des syndicats ou regroupements de syndicats, la présence des divers courants pétistes en leur sein. Par exemple, au III CONCUT, les thèses 1 émanent du syndicat de la pétrochimie de la Bahia et du 7<sup>e</sup> Congrès de la pétrochimie et du plastique du même Etat, mais on décèle très clairement les positions du MCR, qui devient ensuite FS (Force socialiste) dans le PT ; les thèses 3 proposées par une association de travailleurs des mines de la Bahia, par le syndicat de la métallurgie du RN, et par 2 syndicats ruraux du GO et du PE, portent la marque du PCBR. Et ainsi de suite : on encore, notamment, la patte d'OT dans les thèses 6, 11 et 13 ; de CO, du PRO et de dissidents du PCB dans les thèses 8 ; de la CS dans les thèses 9 et 12. Les thèses 6 sont le fait d'un regroupement de courants politiques et syndicaux, où l'on trouve l'OSM de São Paulo plus les tendances pétistes de la DS, du PRC et de VS. De manière générale, le courant identifié ici (thèses 6) comme '*CUT pela Base*' représente la plus grosse minorité (de gauche) au sein de la centrale.

Ce courant est, comme on le voit, composite, ne se résumant pas à un courant politique identifié et présent dans le PT. On y trouve des influences de l'Eglise de gauche, de la DS, d'une partie des courants issus du maoïsme, autour de l'opposition syndicale métallurgiste de São Paulo. Un peu comme cela se passe au sein du PT, les défenseurs des diverses thèses se regroupent pour constituer les différentes plateformes avec des listes nominatives permettant l'élection de la direction de la CUT. Le II CONCUT donnait ainsi 59,98% des voix à l'AS, contre 28,95% à la '*CUT pela Base*' et 11,07% aux secteurs regroupés autour de la CS. Au III CONCUT, les rapports entre majorité et minorités restent à peu près stables, mais au sein de la gauche syndicale, on constate une hausse de l'influence de la CS : 60,43% pour l'AS ; 23,24% pour la '*CUT pela Base*' et 16,32% pour la CS. On note donc, sur ces deux congrès où il y a élection de la direction sur la base de plateformes concurrentes, que

---

<sup>15</sup> Ainsi Edson Campos nous narre son expérience à l'OSI, aux côtés de Luiz Gushiken. (Notre interview d'Edson Campos, réalisée à Brasília, le 22 juillet 2014)

<sup>16</sup> L.M. RODRIGUES (op. cit. 1990b, p. 83) dénombre 17 thèses différentes présentées au III CONCUT, dont 3 seulement qui sont de nature purement syndicale, les 14 autres ayant une forte dimension politique. Il les expose (idem, p. 99 à 111).

le courant majoritaire s'impose avec environ 60% des voix, contre environ 40% pour les courants de gauche. Une remarque s'impose pour notre parallèle PT/CUT : dans les années 1980, le poids cumulé des secteurs de gauche est, de manière générale, plus important dans la CUT que dans le PT<sup>17</sup>.

Pour reprendre l'image des « deux affluents » de la CUT mentionnés plus haut, il semble donc bon de préciser que les « authentiques », dès le début, disposaient d'une plus forte influence que les oppositions syndicales – auxquelles appartenaient les auteurs de cette image – dans la centrale. Et il faut ajouter qu'avec les changements de statuts décidés par le III CONCUR à l'initiative de l'AS, le poids des oppositions syndicales (et en particulier de l'OSM de São Paulo) qui poussent la CUT vers la gauche, est amené à diminuer par la suite. Comme, par ailleurs, l'AS est à la tête de gros syndicats – métallurgistes de São Bernardo, banques de São Paulo...), les dirigeants de la majorité cutiste espèrent aussi, de cette façon, accroître leur emprise sur la centrale en s'appuyant sur le changement de statuts votés au III CONCUR. On comprend mieux, ici, que ces réformes de statuts représentent un enjeu de pouvoir. Un autre élément mérite encore d'être signalé à ce niveau : au II CONCUR, en 1986, l'AS avait le projet d'empêcher la proportionnalité des exécutifs dans la CUT, pour que le seul courant majoritaire puisse décider de l'action au jour le jour au niveau de la centrale ou dans les entités rattachées. L'ambiance de ce congrès a conduit les syndicalistes majoritaires dans la CUT à ne pas proposer cette réforme, car ils savaient alors que cela serait refusé et provoquerait un tollé parmi les congressistes.

Tout ceci nous permet d'avancer un peu plus dans notre mise en parallèle du PT et de la CUT. Quelques mois après la 5<sup>e</sup> RN du PT (décembre 1987) où l'on a vu la majorité du PT (l'Articulation) s'arc-bouter sur son projet de réglementation des tendances et imposer le refus de la proportionnalité dans la CEN, le III CONCUR (septembre 1988) décide d'une réforme des statuts dont la majorité (l'Articulation syndicale), devrait sortir gagnante en voyant son poids renforcé dans la centrale. Un vote sur la non-proportionnalité des exécutifs n'a pas eu lieu, car le rapport de forces dans la CUT ne le permettait pas. Mais l'intention de l'AS existe sur ce plan. Dans les deux cas, toutefois, il faut noter que, dans la même période, les courants majoritaires du parti et de la centrale syndicale, unis par des liens nombreux, par les mêmes orientations générales et les mêmes origines historiques, sociologiques et politiques, prennent des mesures visant à renforcer leur emprise sur leurs appareils respectifs. Cela mérite d'être signalé. Ajoutons encore à cela que, si les premières années du PT comme celles du « Nouveau syndicalisme » (pendant la gestation de la CUT et ses tout débuts) ont été marquées par une radicalité socialiste et démocratique, on remarque, de façon encore limitée mais réelle, un intérêt croissant, à la fin des années 1980, pour le travail en direction des institutions et en leur sein, tant dans le parti que dans la centrale. Le débat du III CONCUR sur le bilan de l'action vis-à-vis de la Constituante en est un bon exemple.

## **2°) PT, élections et institutions : une évolution dans les années 1980**

Nous avons vu que le PT a manifesté lui aussi une évolution de ses conceptions et de sa pratique par rapport à la sphère institutionnelle et notamment aux élections.

---

<sup>17</sup> Rappelons que l'ART, dans le PT, obtenait 65,8% à la 3<sup>e</sup> RN en 1984; 72,2% à la 4<sup>e</sup> RN en 1986 ; et 57,61% à la 5<sup>e</sup> RN (une baisse à ce moment, certains secteurs de l'ART prenant momentanément leurs distances avec celle-ci, sur sa gauche.

### a) Le positionnement du PT par rapport aux élections

L'étude, au chapitre 7, de la campagne électorale de 1982 ; puis, au chapitre 8, des campagnes pour les élections municipales de 1985 et générales de 1986 ; puis, au chapitre 9, des municipales de 1988, fait apparaître des inflexions successives dans les orientations électorales du PT. L'attitude pétiste par rapport aux élections se modifie dans les années 80.

Le baptême du feu de 1982 correspondait en partie à des nécessités liées à la LOPP, afin de permettre au PT d'obtenir sa légalisation dans un contexte encore dictatorial. Le caractère classiste de la campagne était très marqué, aussi bien dans sa communication (avec des slogans électoraux comme « les travailleurs votent pour des travailleurs » ; ou bien « votez liste trois, le reste est bourgeois »...) ; que dans sa stratégie générale, avec un discours visant la classe travailleuse et l'absence d'une prise en compte des sentiments et préoccupations des classes moyennes. L'objectif du PT, outre sa légalisation, était tribunitien : profiter de la campagne pour délivrer un message politique ; et organisationnel : se saisir de cette occasion pour recruter, organiser les travailleurs et renforcer les noyaux de base du parti. Pour s'imposer sur la scène politique, en particulier du fait des règles imposées par la dictature en 1982, le PT fait cavalier seul – la question des alliances ne se pose même pas – et il n'hésite pas à frapper dur sur le PMDB, qu'il présente comme un parti des élites qui ne veulent pas réellement changer la société, et qu'il combat. Enfin, le PT diffusait largement l'idée que ces élections en elles-mêmes ne changeraient rien, et que seul le renforcement de l'organisation et du combat des travailleurs permettrait de changer la société et de répondre aux besoins du plus grand nombre et pour aller vers le socialisme.

Après la digestion des mauvais résultats de 1982, on observe une première inflexion lors des élections des années 1985 et 1986. Le PT se montre moins hostile aux alliances électorales (même si la seule ayant un certain impact est celle autour de Fernando Gabeira, avec le PV, à Rio, en 1986). Le parti préfère toujours largement se présenter seul, notamment parce que la deuxième partie de la campagne '*Diretas Já*' lui a montré que peu de forces étaient fiables sur la scène politique. Mais ayant pris plus de poids sur celle-ci – notamment avec ladite campagne – le PT considère aussi moins la question des alliances comme un tabou qu'auparavant, car il serait en meilleure posture pour négocier un accord électoral. Par ailleurs, il a appris à mieux utiliser les médias qu'à sa première apparition électorale qui avait été assez désastreuse à ce niveau. Il frappe beaucoup moins fort sur le PMDB qu'en 1982. Surtout, ce qui change dans cette période, c'est un discours moins classiste : le PT mise moins sur des candidatures de leaders populaires et prolétariens, présente plus de membres des professions libérales, et dans son discours et son programme, il accorde plus d'attention qu'en 1982 aux aspirations des classes moyennes. Ces deux années électorales, enfin, révèlent que le parti commence à accorder plus d'importance aux élections. En particulier, on constate le recul de l'idée pétiste initiale selon laquelle les élections comptent peu, que seule l'organisation et les luttes de la classe travailleuse importent.

La bataille électorale de 1988 manifeste une accentuation des tendances relevées dans la politique électorale pétiste en 1985 et 1986. Le soin apporté à la recherche de voix parmi les classes moyennes contraste beaucoup avec la première apparition électorale du parti en 1982. Le fiasco pétiste à la mairie de Fortaleza pousse à la prise en considération des soucis et des souhaits des classes intermédiaires, et non plus seulement ceux des catégories les plus défavorisées. Surtout, ce qui tranche avec les échéances électorales précédentes,

c'est, aux municipales de 1988, la recherche systématique d'alliances, en fonction de principes qui ont été définis à la 5<sup>e</sup> RN et d'une stratégie « démocratique populaire » qui lui sert de cadre. Ces alliances électorales visent en particulier à sceller des alliances de classes, notamment avec lesdites classes moyennes. Le cadre de la pensée politique élaborée par le PT, d'ailleurs, fait que non seulement les élections sont devenues des échéances importantes pour le parti, mais qu'elles constituent un axe essentiel de la stratégie « d'accumulation de forces » qui a été décidée en décembre 1987. Les élections sont un « front de la lutte des classes », mais un front où la présence du parti est jugée indispensable. Le discours pétiste des origines minimisant l'importance de la compétition électorale disparaît, et à partir de la mise en place de la *Nova República*, et surtout de la Constituante, le PT assume pleinement sa participation au jeu institutionnel.

### b) Sens du travail institutionnel et place du PT dans les institutions

Aux débuts du PT, sa participation aux institutions est très limitée : du MDB, il récupère une poignée d'élus au niveau fédéral et un peu plus sur le plan des Etats fédérés. Les mauvais résultats des élections de 1982 ne changent pas fondamentalement la situation du parti, pas plus que les municipales de 1985 (malgré les progrès du PT en voix), élections qui ne concernent que les seules capitales et les ex-« Zones de sécurité nationale ». Les choses changent assez peu, sur le fond, en 1986 avec l'élection, en elle-même, de seulement 16 députés constituants pétistes dont nous avons parlé. La situation se modifie en 1988, lorsque le parti fait élire 36 maires et 1007 conseillers municipaux.

Tableau 7 : augmentation du nombre des élus du PT dans les années 1980

	1982	1985	1986	1988	Cumul fin 1988
Députés fédéraux	8 (passés à 5 en 1985)		16		16
Députés dans les Etats	13		35		35
Maires	2 (puis 1, l'autre quittant le PT)	1 puis 0 (maire exclue du PT en 1987)		36	36
Conseillers municipaux	10	?		1007	1007

Source : *Boletim Nacional* du PT et TSE (Tribunal supérieur électoral)

Il ressort du tableau ci-dessus qu'à la fin des années 1980, le PT reste un petit parti électoral au plan national : il n'a aucun sénateur, aucun gouverneur d'Etat, et peu de députés fédéraux. Par contre, sa présence institutionnelle au plan local a réalisé un bond en 1988. On note aussi que la situation institutionnelle du parti entre 1982 et la fin 1988 a quand même nettement évolué : il est passé de 33 élus (toutes catégories confondues) au soir des élections de 1982 à 1092 après les municipales de 1988. Il apparaît, enfin, que d'une élection comparable à une autre (en comparant 1982 + 1985 avec 1988 pour les scrutins

municipaux ; et 1982 avec 1986 pour les députés fédéraux et ceux dans les Etats), le PT progresse de façon régulière tout au long de la décennie.

L'élection de plusieurs dizaines de maires, certains à la tête de grandes villes et même de plusieurs capitales, dont São Paulo, est de nature à modifier les équilibres internes du PT et sa façon de faire de la politique. Gérer des monstres urbains tels que la capitale pauliste, ou même des capitales de dimension moindre telles que Porto Alegre ou Vitória n'est pas une affaire simple. Il faut noter qu'en 1988, le PT n'a que très peu d'expérience dans ce domaine, et sa réflexion sur ces questions reste très limitée. Il va donc devoir apprendre sur le tas. Mais il va forcément se trouver confronté à plusieurs difficultés majeures, de différentes natures. A l'origine, il veut faire de la pratique pétiste dans les municipes une vitrine qui contribue à renforcer l'attractivité du PT et à créer des bastions pour la classe travailleuse qu'il cherche à organiser. Mais il ne se rend pas vraiment compte, fin 1988, que les écueils sont très nombreux. Résumons les principaux.

Le premier consiste dans le fait que les maires et les conseillers municipaux ne font pas l'objet de la même élection et qu'avec le système électoral qui prévaut pour le versant législatif du pouvoir municipal, il est très difficile, pratiquement impossible, d'obtenir une majorité pétiste, même avec des alliances à gauche (comme nous l'avons noté à propos de São Paulo : les risques de blocage entre un maire pétiste et son conseil municipal d'opposition sont dès lors très élevés. Le second écueil tient au fait que les puissances économiques, le patronat tout particulièrement, ne se réjouissent guère de voir le PT s'installer à la tête de municipes, et tout particulièrement dans la capitale pauliste. On peut s'attendre à de l'obstruction et à des pressions de leur part, visant à mettre en difficulté les administrations pétistes. Le troisième écueil est lié à la notion même d'exécutif : le PT se retrouve à la tête d'institutions où il détient des fractions de pouvoir, dans un cadre institutionnel, socio-économique et politique qui n'est pas celui qu'il souhaiterait. Il va donc devoir gérer des instances de pouvoir, à la tête d'appareils qui ont été confectionnés, au cours de l'histoire, par les élites du pays. A ce sujet, *Em Tempo* note aussi qu'avec cette victoire du PT, « *il y a eu un changement qualitatif de sa relation avec les institutions bourgeoises, avec l'Etat* »<sup>18</sup>. Les électeurs qui ont voté PT ne tiennent majoritairement pas compte de cela et attendent des résultats concrets et souvent rapides. Or le PT, en même temps que de municipes, hérite, par exemple, de leur dette – nous l'avons évoqué à propos de São Paulo – et cela limite considérablement ses marges de manœuvre, d'autant que souvent, des mauvaises surprises l'attendent à son installation dans les mairies. Quatrième écueil : les élus pétistes seront amenés, par la nature même de leur place à la tête d'exécutifs, à raisonner, plus globalement qu'avant, en termes de satisfaction des électeurs, et moins, ou plus seulement, en termes d'organisation de la classe travailleuse et d'avancées pour celle-ci. Cela signifie des possibilités réelles de déviation de la ligne politique du parti : dans son apparition au plan local, déjà ; mais aussi, au sein du PT lui-même, par la multiplication éventuelle de cadres pétistes placés dans à la tête de municipes et confrontés aux mêmes difficultés. Cinquième écueil : il faut ajouter à cela la distribution de milliers de postes, dans les administrations municipales, distribués à des militants du parti, lesquels, quelle que soit la force de leurs convictions, vont acquérir un intérêt matériel évident à la réussite de l'expérience et à la réélection du PT. Mais réussite et réélection ne veulent pas forcément dire application du programme du parti...

---

<sup>18</sup> *Em Tempo*, N° de décembre 1988, article p.2

On voit, en fin de compte, que cette réussite du PT aux municipales créé en même temps sur lui une forte pression et des éventualités de bifurcation politique, notamment avec la possibilité, à partir de 1989, de voir émerger un « pétisme municipal » qui s'autonomise du parti et introduise en son sein des valeurs, une logique et un discours de type nouveau, imprégnés des pressions subies par les municipalités pétistes, et qui éloignent toujours plus le PT de ses valeurs et de sa pratique d'origine. La question, que nous examinerons plus loin, est de savoir comment le PT va gérer ces contradictions, ces difficultés, et tenter d'éviter les écueils listés plus haut.

Un autre moment important dans la première décennie de vie pétiste, et qui précède les élections de 1988, consiste indubitablement dans l'expérience du travail institutionnel réalisé au sein de l'Assemblée Constituante. Nous avons vu, dans le chapitre 8, qu'à cette occasion le PT commence à agir au parlement d'une façon plus systématique et acquiert une méthode de travail parlementaire. La variété des thèmes traités dans les débats et la production des textes constitutionnels oblige les parlementaires pétistes, eu égard à leur petit nombre, à développer des domaines d'expertise assez étendus (pour les députés constituants eux-mêmes mais aussi parmi leurs équipes d'assistants parlementaires), et cela contribue certainement à un processus de « qualification professionnelle » de ces élus en tant que tels, ainsi que de leur entourage pétiste dans les bureaux de l'assemblée. Plus importante encore, à nos yeux, est l'acquisition par le PT d'une culture parlementaire. Le parti s'imprègne d'une pratique de recherche d'alliances ; il apprend à négocier avec des parlementaires d'autres partis ; il se rode au fonctionnement du Congrès et se familiarise avec tous les petits « trucs » du parlementarisme et des tactiques que celui-ci induit. La concomitance du travail constituant et de la préparation, puis de la tenue de la 5<sup>e</sup> RN joue aussi sur les choix du parti. L'expérience constituante joue, à coup sûr, un rôle crucial dans l'adoption par le PT, à commencer par sa majorité, d'une orientation qui met en avant la nécessité d'alliances à plusieurs niveaux (stratégiques, tactiques, électorales). Le parti, par l'intermédiaire notamment de ses parlementaires, apprend à raisonner en termes d'alliances et de coalitions, alors que cela était largement absent de ses habitudes antérieures. Accoutumé plutôt, de par sa nature originelle de parti-mouvement, à faire des choix politiques en fonction de l'intérêt des travailleurs, de l'état de leur conscience et de la réaction prévisible de ceux-ci, le PT se met à considérer comme paramètres à prendre en compte ce que peuvent penser les politiciens d'autres partis, avec lesquels il veut s'allier.

Finalement, si le PT des origines dédaignait le travail institutionnel et parlementaire, considérant que l'essentiel relevait des luttes, le PT de la fin des années 1980 considère le travail institutionnel comme l'un des terrains de luttes, pas moins important que les grèves ou les manifestations. Les parlementaires pétistes, satisfaits de leur travail accompli à Brasilia pendant la Constituante, et la majorité de la direction du parti, considèrent la Charte finalement adoptée comme autoritaire et conservatrice, voire réactionnaire, mais ils choisissent de le signer malgré tout, pour affirmer la participation du PT à l'œuvre accomplie par le Congrès. Or, signer un texte constitutionnel, n'est-ce pas aussi reconnaître sa validité et sa légitimité, malgré son contenu critiquable et les circonstances douteuses qui ont présidé à la mise sur pied du Congrès ? N'est-ce pas s'engager logiquement à respecter cette Constitution, même si on n'approuve pas son contenu ? N'est-ce pas, en fin de compte, contribuer à ligoter le parti et les travailleurs qu'il veut représenter, et à les placer finalement dans un carcan qui rend impossible la réalisation du projet historique de socialisme qui présidait la naissance du PT ? Ces questions prendront assez vite un contenu concret.

### c) Apports de la science politique et comparaison avec la jeune social-démocratie

Duverger observe la tendance à la baisse du niveau démocratique dans un parti de masses. Il note que les « *dirigeants tendent naturellement à conserver leur pouvoir et à l'accroître* »<sup>19</sup> et observe que « *les procédures autoritaires et oligarchiques se développent généralement à l'insu des statuts, par une série de procédés détournés mais efficaces* »<sup>20</sup>. Ces remarques n'aident-elles pas à interpréter l'attitude de la direction majoritaire du PT à la 5<sup>e</sup> RN, lorsque celle-ci décide de restreindre le droit de tendance, et qu'elle n'hésite pas, dans un climat sectaire, à créer de fortes tensions parmi les délégués, pour rejeter la proportionnalité dans les exécutifs ? Il s'agit, à ce niveau, non pas de contourner, mais carrément de modifier les statuts. N'est-il pas question, donc, de renforcer l'emprise d'une direction déjà solidement installée, mais cherchant sans doute à s'assurer que des trublions, situés sur sa gauche, ne seront pas en mesure de gêner la mise en œuvre des nouveautés stratégiques et tactiques décidées à cette période ? Et ne peut-on pas étendre ces questions à l'alter-ego du courant pétiste majoritaire dans la CUT, lors de son troisième Congrès ?

Quant aux questions de participation aux institutions, Michels, se fondant sur l'étude du SPD, relève la tendance, liée au parlementarisme, à l'éloignement des élus avec la base du parti. Il note, à propos des parlementaires : « *les questions qui se posent devant eux et qui exigent, pour être comprises, une préparation sérieuse, ont pour effet d'élargir et d'approfondir leur compétence technique et d'augmenter d'autant la distance qui les sépare des autres camarades* »<sup>21</sup>. Dans ce contexte, « *les chefs acquièrent une importance qui les rendra indispensables, tant que les partis pratiqueront la tactique parlementaire, et peut-être même après qu'ils l'auront abandonnée* »<sup>22</sup>. Dans quelle mesure ces remarques s'appliquent-elles aux parlementaires du PT, en particulier dans le contexte de l'expérience constituante qui marque le parti ? Certes, le groupe pétiste au parlement national est encore réduit, mais le savoir-faire acquis à cette occasion et l'initiation aux pratiques parlementaristes a été capable d'infléchir une partie des conceptions pétistes

Duverger, à propos des élections, et des relations électeurs-militants-élus, écrit : « *le conflit 'militants-parlementaires' masque un conflit plus large et plus grave : 'militants-électeurs'. Les premiers sont plus révolutionnaires que les seconds, qui ne le sont guère. Et les députés se trouvent naturellement portés à suivre les seconds plutôt que les premiers* »<sup>23</sup>. On pourrait ajouter que les systèmes électoraux ont une certaine influence à ce sujet. Surtout, cette situation s'applique-t-elle, et de quelle façon, aux élus pétistes à la tête des municipalités ? D'un côté, on peut mettre en doute le fait que les militants soient nécessairement moins révolutionnaires que les électeurs – c'est sans doute le plus souvent vrai, mais pas toujours, en tout cas pas en période révolutionnaire – et donc, comme la situation en 1989 n'est pas révolutionnaire, acceptons cette idée. D'un autre côté, on imagine que les maires pétistes seront fortement tentés de donner plus satisfaction à leurs électeurs qu'aux militants de leur parti. Il sera intéressant, de ce point de vue, d'observer comment évolue les rapports entre élus, militants et électeurs dans les municipes gagnés par le parti en 1988.

---

<sup>19</sup> M. DUVERGER (op. cit. p. 160)

<sup>20</sup> Idem, p. 161

<sup>21</sup> R. MICHELS (op. cit. p. 60-61)

<sup>22</sup> Idem, p. 61

<sup>23</sup> M. DUVERGER (op. cit. p. 221)



Przeworski relève que la place du travail dans les institutions (au parlement, pour commencer) a soulevé des débats dans l'ensemble de la social-démocratie européenne<sup>24</sup>. On relève ici un point commun avec le PT, car la place de celui-ci dans les institutions et ses conséquences politiques ont déjà commencé, à la fin des années 1980, à faire débat dans le parti. Pour cet auteur, la participation de la social-démocratie européenne était indispensable à sa survie : « *Le fait est que les seules organisations durables sont celles qui choisissent de participer aux institutions bourgeoises. Car, sauf si une telle participation est totalement inefficace pour faire avancer les intérêts des travailleurs à court terme, toutes les organisations de travailleurs doivent soit y participer, soit disparaître* »<sup>25</sup>. Mais en participant à ces institutions, explique Przeworski, le parti socialiste court le risque de « *renforcer l'ordre social existant, qui est capitaliste* », et d'« *entraver la réalisation des buts finaux* », ou de les « *abandonner* ». Même si dans le PT, l'idée de participer aux élections et aux institutions bourgeoises n'a jamais été rejetée catégoriquement par aucun courant de ce parti, la place que cette participation doit tenir dans la politique pétiste commence à faire plus débat à la fin des années 1980, avec une gauche qui se réjouit des bons résultats électoraux, mais qui mesure, plus ou moins, les risques encourus par le PT. On remarque donc que le débat pétiste sur la participation, non seulement aux élections, mais aux institutions, sur l'importance que l'on doit y accorder et sur les rapports que le travail institutionnel doit entretenir avec la politique de mobilisation de la classe travailleuse, n'est pas vraiment nouveau : la social-démocratie européenne l'a mené cent ans plus tôt.

Dans sa présentation des rapports du SPD avec les institutions, Panebianco relève qu'en 1884, alors que sa fraction parlementaire était jusqu'alors marginale, le parti fait élire 24 députés. Cette influence accrue au parlement conduit à des changements : « *D'une situation où l'unique politique praticable était de type « négatif », tribunicien, on passe à une nouvelle situation dans laquelle il existe une marge pour une politique « positive », d'accords, limités et partiels, avec les partis 'bourgeois' [...] les possibilités se sont diversifiées* »<sup>26</sup>. La situation du PT en 1989 n'est pas exactement comparable avec celle du SPD après 1884. Mais cet exemple montre que pour la social-démocratie allemande, il est arrivé un moment où son insertion dans les institutions lui a ouvert des possibilités nouvelles. Le PT de 1989 n'a pas le poids parlementaire du SPD après 1884, mais l'expérience de ses 16 députés constituants a influé sur les choix faits par la direction pétiste après 1987, avec la mise en place d'une politique d'alliances, à différents niveaux. Surtout, la première décennie de vie du PT se termine par la conquête de plusieurs dizaines de municipalités. S'agissant d'exécutifs, il s'agit d'un changement d'une autre nature qu'une victoire dans un parlement. Un succès comportant des risques, et dont nous allons suivre les développements.

---

<sup>24</sup> A. PRZEWORSKI (op. cit. p. 10)

<sup>25</sup> Idem, p. 13

<sup>26</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 409)



UNIVERSITE DE BOURGOGNE

UFR de Droit, Sciences économique et politique, Credespo

THÈSE

Pour obtenir le grade de  
Docteur de l'Université de Bourgogne  
Discipline : Science politique

par

Philippe Degrave

le 16 décembre 2016

Le Parti des Travailleurs brésilien

De son émergence à la conquête du *Planalto* (1979-2002)

Vol. 2

Directeur de thèse

Dominique Andolfatto

Professeur de science politique, Université de Bourgogne-Franche Comté

Jury

Pierre Bréchon, professeur de science politique, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble,  
rapporteur

Alexandra Goujon, maître de conférences en science politique, Université de Bourgogne-  
Franche-Comté

Michel Hastings, professeur de science politique, Institut d'Etudes Politiques de Lille,  
rapporteur

©



---

## **Partie 4 – Le PT face à la vague néolibérale**

---

Pour certains, la campagne de 1989 apparaît comme une sorte d'apogée du Parti des Travailleurs. Il y aurait, en quelque sorte, un avant-1989 et un après-1989<sup>1</sup>. Dans les années 1980, le PT a accumulé des forces, sociales, politiques, institutionnelles. A partir de 1990, il dirige plusieurs dizaines de villes, dont trois capitales, et il a déjà failli gagner une élection présidentielle. Il est devenu un parti majeur, mais dans un contexte politique et social en pleine transformation. Pour les pétistes critiques et les ex-pétistes ayant par la suite rompu sur la gauche avec le parti, 1989 marque donc un tournant dans la vie et l'orientation PT<sup>2</sup>.

De fait, le parti va beaucoup se transformer dans les années 1990. Avant d'entreprendre l'analyse détaillée des mutations de son projet et de son programme (qui fera l'objet de la 5<sup>e</sup> et dernière partie de ce travail), les chapitres (10 à 12) de cette quatrième partie, tenteront de mettre en lumière les moments importants et les lignes de force de la trajectoire pétiste dans son environnement des années 1990. Nous avons fait le choix d'entrer pleinement dans les débats qui agitent le PT tout au long de cette période. Nous voulons ainsi montrer que les mutations internes à ce parti ne se sont pas produites sans occasionner des discussions, souvent passionnées, parfois tendues, en son sein. Un grand nombre de courants internes participent à ces débats, ce qui tend à complexifier la retranscription de ceux-ci. Pour mieux suivre ces débats, et se repérer plus facilement dans la jungle des tendances et regroupements internes au parti, nous avons inclus, à la fin du chapitre 12 un organigramme historique représentant les trajectoires des tendances du PT entre 1983 et 2002.

Le chapitre 10 présentera le PT dans les années qui suivent immédiatement la courte défaite de Lula en 1989. Le parti doit digérer la victoire de Collor et s'adapter au monde « nouveau » qui s'installe : effondrement du « socialisme réel » et déferlement de la vague néolibérale, laquelle n'atteint pour de bon le Brésil qu'avec le changement de décennie. Le PT doit « gérer » l'opposition à Collor et au vice-président qui lui succède, Itamar Franco. Puis le parti connaît une nouvelle déconvenue à l'élection présidentielle de 1994. Un certain ministre de l'économie, du nom de Fernando Henrique Cardoso parvient à terrasser l'inflation galopante et devient président du Brésil. Il y restera pendant deux mandats, jusqu'à la fin de l'année 2002.

---

<sup>1</sup> Brièvement, et pêle-mêle : Moisés Selerges, syndicaliste de l'automobile de São Bernardo do Campo (SP), juge cette campagne comme « *la plus belle* » (notre interview de Moisés Selerges, réalisée à São Bernardo do Campo (SP) le 15 août 2014) ; Luiz Tenório la trouve « *fantastique* » et « *extrêmement riche* » (notre interview de L. Tenório) ; et Eurelino Coêlho utilise le terme d'« *apothéose* » (notre interview d'Eurelino Coêlho, réalisée à Feira de Santana (BA), le 4 juillet 2014).

<sup>2</sup> Ainsi, par exemple, Luciana Genro, dirigeante et candidate du PSoL à la présidence de la république en 2014, exclue du PT en 2003, pour qui « *le programme du PT et le programme présenté par Lula comme candidat aux élections (...) allaient être progressivement domestiqués (...) à partir de la défaite de 1989* » (notre interview de Luciana Genro, réalisée à Porto Alegre (RS) le 2 juin 2014).

Le chapitre 11 sera centré sur le contexte des 8 années de l'ère « FHC ». Après l'instabilité des premières années de la décennie, c'est une période marquée par l'installation durable du néolibéralisme dans le pays. La vie interne, les débats et l'action du PT dans ce cadre et pendant ces 8 ans feront l'objet du chapitre 12.

Pendant ces treize années (1990 à 2002), le PT devient une opposition de plus en plus présente au plan institutionnel, gagnant parlementaires et exécutifs aux niveaux locaux et régionaux. Ses luttes intestines ne cessent pas mais connaissent plusieurs moments forts, en particulier à l'occasion de ses Rencontres nationales et de ses Congrès. Les chapitres 10 et 12 tenteront d'en faire ressortir les enjeux et les effets.

En 2002, à la fin de la période étudiée, Lula – pour sa 4<sup>e</sup> tentative – deviendra président d'un pays très largement transformé, à la tête d'un parti lui aussi très largement transformé.

## Chapitre 10 : Crise ou mutation du PT ? (1990-1994)

---

La première partie de la décennie 1990 est marquée au Brésil par la présidence de Fernando Collor, interrompue suite à un énorme scandale de corruption ; puis, jusqu'aux élections d'octobre 1994, par une sorte d'intermède sous la houlette d'Itamar Franco, élu vice-président en 1989. Pour le PT, l'année 1990 débute donc sur une presque-victoire qui a auprès du parti un goût assez curieux, du genre doux-amer. Sur fond d'effondrement du Bloc de l'Est et de crise du socialisme, Collor est élu et met en œuvre une politique d'austérité néolibérale très brutale.

### Section 1 : La crise du PT en 1990-1991

Identifions les facteurs de crise, avant de nous pencher sur la réaction du parti.

#### 1°) Trois facteurs de crise majeurs

Ces trois éléments, en gros concomitants dans leur survenance (essentiellement de fin 1989 à mi-1991), se combinent et s'entremêlent dans leur impact sur le PT.

##### a) Digérer la « défaite » de 1989

Au DN de fin janvier 1990, le premier bilan tiré par le PT des élections de 1989 indique un « *solde politique très positif* »<sup>1</sup>, même si le texte reconnaît des faiblesses. Ce qui apparaît en premier, c'est la consolidation d'une alliance politique assez large autour du PT : « *la victoire politique constituée par l'unification du camp démocratique avec le PT et Lula à sa tête est le solde positif principal des élections présidentielles* ». La CEN écrit : « *notre parti a fait la démonstration, malgré nos erreurs et nos insuffisances organiques et politiques, qu'il est préparé pour disputer le gouvernement du Brésil, qu'il a un programme, une politique d'alliances, une large base sociale et, principalement, des militants qui ont toujours surmonté les erreurs de direction et les faiblesses matérielles et organisationnelles du parti* ». Et l'exécutif de noter, pour la première fois au Brésil, « *la possibilité réelle de disputer le pouvoir, en construisant une politique de front et un programme commun* ». Pourtant, l'euphorie n'est pas de mise après la victoire de Collor<sup>2</sup> et beaucoup vont considérer cette quasi-victoire avant tout comme une défaite.

Mais demandons-nous, comme Virgínia Fontes : « *Pourquoi considérons-nous quelque chose comme une défaite ? [...] On peut avoir un candidat à la Présidence de la République qui ne soit pas élu, sans que cela ne signifie, en aucune façon, une défaite. Et cela peut*

---

<sup>1</sup> *Boletim Nacional* Fevereiro 1990, N°48, p. 16 : « *A campanha deixou grande saldo político* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>2</sup> Lula, dans une interview, vise ainsi le « blues » qui saisit certains militants du parti : « *je ne vois aucune raison d'être frustré parce que nous avons perdu les élections [...] Jamais les classes laborieuses n'étaient arrivées à ce niveau dans la vie politique brésilienne* ». In *Boletim Nacional* Fevereiro 1990, N°48, p. 4 : « *O gabinete paralelo, segundo Lula* ».

*même signifier, y compris, une avancée. Tout dépend de ce qui est fondamental pour le parti* »<sup>3</sup>. Car la « presque-victoire » de Lula en 1989 a été une accumulation de forces, une avancée de la politisation des classes populaires, permettant une vague de recrutement du PT. Comme l'explique V. Fontes, l'échec électoral en 1989 « a été considéré comme fondamental par les secteurs qui misaient tout sur le jeu électoral et pas sur l'activité organisatrice du parti »<sup>4</sup>. On note un tournant majeur : la direction du PT tire le bilan qu'il est possible d'arriver au pouvoir en gagnant les élections. Lula fait son aggiornamento : « Ce que je disais il y a cinq ans, à savoir qu'il est impossible pour les classes laborieuses d'accéder au pouvoir par les élections, je ne pense plus que ce soit si impossible ; avec un peu plus d'organisation, on va y arriver »<sup>5</sup>. Et bien sûr, cette vision renforce le poids donné au travail institutionnel, aux élections et aux alliances<sup>6</sup> dans le PT. Cet élément nous semble fondamental : les sommets du parti tirent la leçon qu'en 1989, ce dernier est passé très près d'une victoire historique et qu'il est très possible de gagner à la prochaine présidentielle. Mais ce positionnement a un corollaire : on attend les élections et une sorte d'immobilisme s'empare du parti. Cela va durer plus de deux ans, alors que la politique de Collor frappe durement le plus grand nombre et que, progressivement, croît son impopularité<sup>7</sup>. Mais le contexte international pèse aussi et joue un rôle dans l'immobilisme du parti.

#### **b) Chute du Mur, effondrement du Bloc de l'Est, quelles conséquences ?**

« *Le Mur de Berlin est tombé sur le parti* », résume L. Secco<sup>8</sup>. Le PT n'a jamais été un parti stalinien : il a toujours défendu les travailleurs et les peuples en rébellion contre les régimes autoritaires des pays de l'Est (notamment en Pologne avec le syndicat Solidarnosc). Néanmoins, il est percuté par les événements à l'Est entre 1989 et 1991 et par l'ampleur des changements géopolitiques qu'ils induisent. Le PT est en proie au doute et se met à débattre : s'agit-il de la faillite de tout socialisme ? Si le socialisme en tant que tel a failli, pourquoi continuer à le préconiser, et par quoi le remplacer ? Si cet échec n'est pas celui du socialisme, mais d'un régime spécifique, alors quel socialisme construire et comment ?

<sup>3</sup> V. Fontes, in F. DEMIERS (op. cit. p.21).

<sup>4</sup> Idem. Elle ajoute: « *Déjà, entre 1989 et 1994, le PT s'est déplacé, de façon croissante, vers un but davantage de marché électoral que de modèle d'organisation, et de ce fait le jeu de la compétition électorale est devenu bien plus important* »

<sup>5</sup> *Boletim Nacional*, Fevereiro 1990 N°48, p. 4 : « *O gabinete paralelo, segundo Lula* ». C. Benjamin confirme : « *L'idée qu'elle avait était la suivante : au quotidien nous menions nos luttes, en ayant toujours à l'esprit l'idée que nous avions une autre carte dans la manche, qui était la possibilité de faire élire Lula et ainsi de changer le rapport de forces* ». C. Benjamin, in F. DEMIER, op. cit. p.13).

<sup>6</sup> Luiz Azevedo explique, dans l'interview qu'il nous a donnée : « *Après la défaite de 89, le PT a commencé à prendre conscience du fait que pour arriver à la Présidence de la République, les forces d'un seul parti n'étaient pas suffisantes et qu'au lieu de cela, il fallait rechercher des politiques d'alliances. Et c'est ainsi que des politiques d'alliances ont été mises en place, et le PT s'est davantage rapproché du PMDB, du PDT, du PCdoB, du PCB, et a commencé à monter des ensembles d'alliances. Et parfois nous gagnions des administrations en tête de coalition, parfois, c'était en position de vice. Et ainsi une nouvelle étape a commencé* ». Même si ce choix remonte à la 5<sup>e</sup> RN en 1987, dans les faits la politique d'alliances continue à prendre de l'ampleur après 1989.

<sup>7</sup> Ainsi, en octobre 1991, une résolution du DN rejette la lutte pour chasser Collor par une procédure d'*impeachment*. Le texte approuvé respecte, au contraire, le calendrier électoral préétabli, avec des municipales en 1992, la révision constitutionnelle en 1993 et des élections présidentielles et dans les Etats en 1994. Pour José Dirceu, « *le moment est mal choisi pour la gauche. Soit on a un projet alternatif, soit on ne va pas réussir à remettre le peuple dans la rue, simplement avec des mots d'ordres magiques* ». Et l'idée, c'est que les masses ne sont pas mobilisables, du moins pas sans projet. Cette position s'impose mais elle est jugée attentiste et critiquée par une forte minorité du parti. On lit ainsi le commentaire du député fédéral Jacques Wagner (PT-BA) : « *Cette résolution est la garantie totale du respect des institutions jusqu'à 94* ». Pour Markus Sokol (membre de la CEN, tendance 'O Trabalho'), « *le DN a choisi une position passive et attentiste* ». In *Boletim Nacional*, Outubro 1991, N°59, p.3, article intitulé « *Chega de saudade* ».

<sup>8</sup> L. SECCO (op. cit. p. 146).



L. Azevedo déclare : « nous avons été affectés, du point de vue de notre état d'esprit, de notre disposition : une chose est de faire la critique du socialisme qui régnait dans ces pays ; une autre est de se sentir heureux de la rupture, de l'effondrement de l'unique bloc qui faisait contrepoids aux Américains et au capitalisme qui dominait le monde »<sup>9</sup>. Pour R. Santa Cruz, en 2010, « nous sommes dans une crise complète du socialisme depuis la Chute du Mur de Berlin »<sup>10</sup>. A la gauche du PT, on partage l'idée que l'effondrement du Bloc de l'Est a eu un fort impact sur le parti. Ainsi, J.M. de Almeida<sup>11</sup> considère que ces événements ont « rendu possible l'apparition d'une composante idéologique importante pour la transformation du parti »<sup>12</sup>. Cela a « provoqué une accélération, à la direction du PT, ou parmi ses cadres les plus importants, de l'abandon de toute perspective de transformation socialiste. Ces cadres ont assimilé le concept, diffusé par les défenseurs du néolibéralisme, que ce n'était pas le stalinisme qui était tombé, mais bien le socialisme dans sa totalité ». Il ajoute un détail assez significatif : « Il y avait un groupe de dirigeants et de militants du PT qui suivaient une formation en Allemagne de l'Est à ce moment, et qui l'ont quittée en fuyant le siège du Parti Communiste parce que celui-ci était envahi par les masses du pays qui changeait de gouvernement ». J. Machado revient sur l'anecdote, ajoutant que les pétistes présents en RDA n'appartenaient pas tous, loin de là, au secteur le plus « castriste » du PT : « Lula par exemple n'a jamais été du secteur 'castriste', mais il avait de nombreuses relations [...] Luiz Eduardo Greenhalgh avait de nombreuses relations avec ces secteurs. Avec la crise du soi-disant 'socialisme réel', une idée a fortement progressé : celle que le socialisme n'est pas viable »<sup>13</sup>. Selon J. Machado, « l'incrédulité accrue vis-à-vis des alternatives socialistes »<sup>14</sup>, alliée à l'institutionnalisation du PT, expliquent sa trajectoire ultérieure. Pour Babá aussi, « la chute du Mur de Berlin a commencé à faire passer l'idée que le capitalisme était éternel et, dans cette situation, les secteurs d'avant-garde aussi commencèrent à abandonner le mouvement des masses, certains allant vers la bureaucratie syndicale et d'autres vers les structures du PT. Les directions syndicales et politiques furent happées par ce processus ; elles se mirent à croire que la seule chose à faire était d'humaniser le capitalisme »<sup>15</sup>. Ce débat va avoir lieu, en particulier, au 1<sup>er</sup> Congrès du PT. Au Brésil comme ailleurs, l'effondrement du « socialisme réel » a servi à discréditer le socialisme tout court et le marxisme pour renforcer l'idéologie néolibérale. A.L. Santa Cruz raconte : « quand le Mur de Berlin est tombé, j'étais à l'université. Après, les gens ne voulaient plus discuter de marxisme, donner des cours de marxisme. On est devenus des hommes de Neandertal, une chose complètement obsolète »<sup>16</sup>.

<sup>9</sup> Notre interview de Luiz Azevedo.

<sup>10</sup> Notre interview de Rosalina Santa Cruz.

<sup>11</sup> A l'époque membre de la CS, aujourd'hui dirigeant du PSTU et candidat pour ce parti à la présidentielle de 2014.

<sup>12</sup> José Maria de Almeida, in F. DEMIER (op. cit. p.29). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

<sup>13</sup> Notre interview de João Machado, réalisée à São Paulo le 26 août 2010. Dirigeant de la DS et membre de la CEN à l'époque, J. Machado a observé les plus hauts dirigeants du parti et, dans son interview, il offre quelques détails sur ce point : « on pouvait voir presque physiquement tout au long de 89 et juste après, le changement de quelqu'un comme José Dirceu, par exemple. J. Dirceu était très lié à Cuba. Il avait la conception du socialisme officiel en général, une vision plus critique, mais c'était une référence fondamentale pour lui. Je me souviens très bien qu'en 89, au début du processus là-bas, Lula a dit, en parlant du rapport de forces en Hongrie, et d'un secteur plus réformiste du parti [unique en Hongrie] : 'le secteur social-démocrate a pris le pouvoir'. Clairement [pour lui], avant, c'était mieux, même s'il avait une vision critique. Et [José Dirceu] pensait à sa propre tête, et Lula aussi, parce que même si, à l'origine, Lula n'était pas une personne liée [à ces pays], son frère, connu sous le nom de Frei Chico était du parti communiste [...] Lula, lui, avait plus de liens avec l'Eglise catholique qu'avait la vision du soi-disant camp socialiste, mais pour lui, c'était quand même une référence ».

<sup>14</sup> Idem.

<sup>15</sup> João Batista Araújo, dit "Babá", in F. DEMIER (op. cit. p.23).

<sup>16</sup> Notre interview d'Ana Lúcia Santa Cruz.

### c) La poussée du néolibéralisme et le Plan Collor

Le terme de « néolibéralisme » étant parfois contesté<sup>17</sup>, nous devons rapidement préciser le sens que nous lui donnons dans cette étude. Ce terme n'est sans doute pas parfait, il peut être trompeur et il est parfois galvaudé. Pour nous, il s'agit ici à la fois d'une idéologie et d'un choix de politique économique fondé sur cette idéologie. On trouve dans l'idéologie, en particulier, la dénonciation de l'Etat-providence et des interventions publiques dans l'économie ; la promotion du marché comme régulateur essentiel voire exclusif, au nom de la liberté de l'individu et de l'efficacité économique. Les politiques économiques néolibérales dérèglent les marchés (censés se réguler par eux-mêmes par le jeu de la concurrence et les « lois du marché ») ; elles visent à la disparition graduelle du secteur public dans l'économie, au profit du secteur privé, notamment par des privatisations. C'est ce corpus idéologique qui va devenir dominant au Brésil dans les années 1990, avec des étapes, la première étant la mise en œuvre du programme du président Collor. Mais celui-ci ne vient pas du néant. Le terrain a été préparé pour le programme néolibéral de Collor, les grands médias se faisant, dès la seconde moitié des années 1980, les hérauts du néolibéralisme, créant graduellement un consensus dans le pays. C'est ce que montre, en particulier dans le domaine de la presse écrite, une étude de Francisco Fonseca<sup>18</sup>.

Depuis les élections de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux Etats-Unis, le consensus keynésien (favorable à l'interventionnisme de l'Etat providence, à la réduction des inégalités et à l'existence d'entreprises publiques) est de plus en plus rejeté par les élites gouvernantes. Au Brésil, il y a une transition. La presse écrite et les grands médias audio-visuels transmettent de façon croissante les préceptes du néolibéralisme : équilibre et même excédent budgétaire, paiement de la dette extérieure, réduction de la taille de l'Etat, fin de l'interventionnisme économique, privatisation du secteur public, suppression des protections accordées au travail et au capital national, ouverture sur l'extérieur, etc. La mise en œuvre de l'ordre du jour néolibéral commence avec le Plan Collor, le 16 mars 1990,

---

<sup>17</sup> Certains parlent plutôt, dans le cas du Brésil de Collor, d'ultralibéralisme. D'autres contestent ce terme car il contient la racine « libéral », donc un lien avec « liberté », ce qui est trompeur : liberté de quoi, pour qui ?

<sup>18</sup> Francisco FONSECA, *O Consenso Forjado*, Ed. Hucitec, 2005. L'auteur a étudié le contenu des 4 principaux quotidiens brésiliens : *Jornal do Brasil*, *O Globo*, *Folha de São Paulo* et *Estado de São Paulo*. Son travail révèle que la croisade néolibérale connaît plusieurs phases. Elle commence sous Sarney, d'abord sans grande cohérence idéologique et avec de courantes prises de position hétérodoxes. Un rapprochement des 4 journaux, dans le sens d'une avancée qualitative vers un consensus néolibéral a lieu au moment de la Constituante et du moratoire sur la dette extérieure, à partir de 1987. Notamment, la *Folha de São Paulo* se débarrasse peu à peu de son orientation national-développementaliste et social-démocrate. La place, jugée trop grande, de l'Etat, le statut des entreprises publiques, la différence de traitement des entreprises nationales et étrangères dans les projets constitutionnels sont critiqués, avec des nuances, par l'ensemble de ces quotidiens. Et ceux-ci insistent sur la « nécessité » de l'ouverture de l'économie sur le monde (c'est-à-dire de la libre circulation des marchandises et des capitaux), et de privatiser tout (pour certains) ou partie (pour d'autres) des entreprises d'Etat. Pendant la campagne présidentielle de 1989, à des nuances près, et sans doute un peu plus de retenue pour la *Folha de São Paulo* que d'autres, les journaux en question soutiennent le candidat Collor et attendent de lui qu'il applique tout son programme économique et qu'il fasse entrer le Brésil dans l'ère de la « modernité », un mot clé du bréviaire néolibéral. Quand il est élu, les principaux organes nationaux de la presse écrite ont utilisés les quelques années écoulées depuis 1985 pour, graduellement, faire pénétrer les dogmes et exigences du néolibéralisme parmi leurs lectorats, et il existe un consensus idéologique, à droite, pour exiger que Collor s'engage à fond dans cette voie.

lendemain de la prise de fonction du nouveau président<sup>19</sup>, dans un contexte où l'inflation mensuelle moyenne pendant toute l'année 1989 a été de 28,9%<sup>20</sup>.

Le Plan Collor I vise à donner une très forte secousse à l'économie du pays pour en finir avec l'inflation. Il inclut toute une panoplie monétariste qu'il combine avec quelques mesures hétérodoxes. Fondamentalement, pour vaincre l'inflation, il a recours à la récession, ne craignant pas de se montrer autoritariste et de prendre des mesures anticonstitutionnelles. Socialement, c'est une déclaration de guerre au mouvement ouvrier, visant à infliger une défaite aux syndicats et à la gauche. Et la récession qu'implique ce plan, avec son lot de licenciements, est à la fois l'occasion de démanteler des secteurs socialement combattifs et un chantage adressé à l'ensemble des classes laborieuses. Cela donne, *a priori*, un caractère explosif à ce plan : il ne peut aboutir qu'en parvenant en défaisant le mouvement ouvrier ; or ce dernier a montré une forte combativité en 1989.

Techniquement, le plan combine plusieurs réformes. La réforme monétaire consiste à revenir à l'ancienne monnaie (le cruzeiro) et vise à diminuer la liquidité de l'économie, sous la forme d'une vaste saisie des comptes en banque, notamment les épargnes des particuliers, remettant entre les mains de la Banque centrale la plus grande part des liquidités en circulation<sup>21</sup>. Cette mesure a un fort impact récessif et a un côté injuste<sup>22</sup>. S'ajoute à cela une réforme fiscale, qui vise à passer d'un déficit public de 8% du PIB à un excédent de 2%<sup>23</sup>. La réforme du système d'imposition est limitée : la structure fiscale brésilienne continue à être d'une injustice flagrante, avec des très riches qui ne paient pas d'impôts ou presque<sup>24</sup>. La réforme fiscale inclut une hausse des tarifs publics (notamment le gaz, l'électricité, les services postaux)<sup>25</sup>. En guise de réforme administrative, certains instituts d'Etat sont fermés, et le gouvernement annonce le licenciement de près de 360 000 fonctionnaires<sup>26</sup>. Il est aussi établi un contrôle des prix – mesure hétérodoxe – et des salaires. Côté prix, c'est un gel (qualifié de « *farce* » par le PT) de certains prix qui ont déjà

---

<sup>19</sup> En fait, ce qu'on appelle le Plan Collor se compose de 3 étapes et vise officiellement à stabiliser l'inflation. On parle de plans Collor I, Collor II et Collor III, les deux premiers sous l'égide de la ministre de l'Economie, Zélia Cardoso de Mello. Celle-ci quitte le gouvernement en mai 1991, remplacée par Marcílio Marques Moreira. La 3<sup>e</sup> étape du Plan Collor portera donc le nom de Plan Marcílio.

<sup>20</sup> Source IBGE.

<sup>21</sup> Par cette mesure de « *confiscation* », 80% des dépôts *overnight*, comptes courants et livrets d'épargne de plus de 50 000 cruzados novos sont gelés 18 mois, avec une rémunération équivalente à l'inflation plus 6% par an. La Banque centrale gère la transformation de cruzados novos en cruzeiros (à parité) et détermine les pertes subies par les détenteurs de comptes.

<sup>22</sup> Le 19 mars 1990, la CEN du PT critique le Plan Collor en proposant, pour chaque point de celui-ci, des mesures alternatives. Document reproduit dans *Inprecor* N° 307 du 20 avril 1990, p. 17. Le PT critique l'injustice, le caractère récessif de ces mesures, et le fait que le Plan « *encourage la concentration et la dénationalisation de l'économie [...] La réforme n'établit aucune différence entre le patrimoine des familles riches et celui des familles pauvres ; elle ne prend pas en compte les cas particuliers des personnes qui n'ont que la rente financière pour vivre ; elle n'établit aucune différence entre les grandes et les petites entreprises, entre les secteurs essentiels et ceux qui ne le sont pas, et entre les différents types d'activité économique (...)* Elle favorise le grand capital, les secteurs nécessitant peu de capital circulant, les groupes économiques qui organisent la fuite des capitaux et les secteurs financiers les plus solides ».

<sup>23</sup> M. Borges, économiste de l'Université du Minas Gerais, a calculé que « *les mesures prises atteindraient 7,5% du PIB (le moratoire de la dette intérieure atteindrait 2,5% ; la réduction des stimulants, des subventions etc. atteindrait 4% et la réforme administrative équivaldrait à près de 1%)*. En additionnant les ressources produites par la réforme du patrimoine, le déficit pourrait être annulé ». In *Inprecor* N°307 du 20 avril 1990.

<sup>24</sup> Cf. analyse du Plan Collor par la CEN du PT, en date du 19 mars 1990. In *Inprecor* N° 307 du 20 avril 1990. Le PT dit de cette réforme qu'« *en ne touchant pas à d'autres formes du patrimoine spéculatif, tout particulièrement à la grande propriété rurale improductive, elle montre ses limites et ses insuffisances* ».

<sup>25</sup> Idem. Pour le PT, « *avec cette mesure, c'est le gouvernement fédéral qui centralise l'augmentation du prélèvement fiscal, ce qui va par conséquent à l'encontre des principes fondamentaux de la réforme fiscale définie par la Constitution* ».

<sup>26</sup> Idem. Pour le PT, cela a été « *élaboré sans aucune discussion sur les critères qui doivent la diriger [...] les boucs émissaires seront les travailleurs du service public, comme s'ils étaient responsables de la désorganisation de l'appareil d'Etat* ».

largement augmenté de façon préventive avant le plan. Côté salaires, il est prévu une sorte de « gel des pertes » de pouvoir d'achat<sup>27</sup>. Ce Plan, très récessif, table sur des pertes pour les salariés dans leur ensemble. Or qui dit récession dit aussi attaques sur l'emploi<sup>28</sup>.

Pour Collor, le Plan impose des sacrifices équitablement répartis, le président déclarant qu'il bénéficie à 90% de la population en n'en frappant que 10%. Le PT et les économistes de gauche contestent cette version<sup>29</sup>. Collor libère les importations et adopte un taux de change libre. Pour la dette extérieure, il retourne négocier avec le FMI, autorisant la conversion des titres de la dette brésilienne en actions des entreprises publiques à privatiser<sup>30</sup>. Les réactions aux Etats-Unis sont très favorables<sup>31</sup>. La grande presse brésilienne se réjouit aussi, tout particulièrement le *Jornal do Brasil*<sup>32</sup>. Mais la première phase du Plan Collor ne parvient pas à terrasser l'inflation. Celle-ci accélère encore dans un premier temps et diminue ensuite, se maintenant toutefois au niveau de 20% par mois en janvier 1991, alors que la récession s'installe et que le mécontentement augmente<sup>33</sup>.

Le Plan Collor II est bien plus limité, avec des gels de prix supplémentaires et quelques mesures financières d'ordre technique. Pendant quelques mois, l'inflation est moins forte, mais la récession empire, avec une montée du chômage (68 700 licenciements en janvier

---

<sup>27</sup> Idem. Pour le PT, la politique salariale nuit aux travailleurs : « un mois d'inflation n'est pas pris en compte, les salaires ont été fixés à l'avance sans aucune garantie pour que la différence entre l'inflation prévue et l'inflation réelle soit payée aux travailleurs ». Et, contrairement aux promesses de Collor, « le salaire minimum n'a été modifié que dans un mauvais sens : au lieu d'une réelle augmentation mensuelle de 3%, le gouvernement propose une augmentation trimestrielle de 5% ».

<sup>28</sup> Pour le PT, « il n'y a aucune garantie sur la stabilité de l'emploi, ni de préavis de licenciement, aucune extension des droits aux allocations-chômage et au revenu minimum, contrairement à ce que le gouvernement avait promis ».

<sup>29</sup> Selon M. Borges, « la bourgeoisie s'est bien préparée [...] elle a pris des précautions (en accumulant des réserves), son argent travaille à l'extérieur du Brésil, et surtout, le secteur le plus dynamique de l'économie brésilienne dans la période récente, le secteur exportateur (habitué à la surfacturation de ses ventes), est le responsable d'une part considérable de l'économie 'souterraine' – calculée par la Fondation de recherche Getúlio Vargas à près de 50 milliards de dollars ». Pour cet économiste, « le grand capital n'est pas la principale victime : les couches moyennes sont les grandes perdantes ». In Article d'*Em Tempo* repris dans *Inprecor* N°307 du 20 avril 1990, p.15.

<sup>30</sup> Cf. Analyse du Plan Collor par la CEN du PT, en date du 19 mars 1990. Le PT remarque que « les créanciers internationaux n'ont pas été touchés par les mesures ». Il craint que la libération du change conduise à de « graves problèmes pour l'économie brésilienne, comme la 'dollarisation' d'une partie de la dette publique, qui facilitera les transferts de capitaux à l'étranger ». Au sujet des privatisations, elles aussi à l'ordre du jour, le PT rejette « avec force la vision qui ressort du discours et des actions du nouveau gouvernement quant aux privatisations », y voyant la probabilité de « vrais cadeaux au capital étranger ou aux grands groupes industriels du pays ». Dans la sidérurgie, par exemple, il s'agit d'abord de privatiser les plus rentables (Usiminas, Tubarão) (précisions données par *Em Tempo*, in *Inprecor* N°307 du 20 avril 1990, p.15).

<sup>31</sup> Idem. Pour N. Brady, secrétaire au Trésor, « les mesures tournent le Brésil vers le monde moderne ». Au département du Commerce américain, on déclare : « les mesures annoncées par Collor sont en symbiose avec les revendications du département d'Etat ». *Em Tempo* (idem) note « la timidité employée dans la 'confiscation' de ceux qui gagnent réellement avec l'inflation », concluant : « La récession imposera des pertes draconiennes pour 90% de la population que Collor prétend favoriser, provoquant des pertes d'emploi et de salaires ».

<sup>32</sup> Entre le second tour des présidentielles et l'intronisation de Collor, le quartet des 4 journaux étudiés par F. FONSECA (op. cit. 2005, p. 331) a insisté pour que le nouveau président mette vraiment en œuvre le programme néolibéral. Une fois le Plan annoncé, ils ont « conflué, à l'unisson, en soutien à l'Ordre du jour ultralibéral représenté par Collor » (idem). Ensuite, « souvent, les journaux se sont plaints de la lenteur et des ambiguïtés de [cette] mise en œuvre » (idem, p.332).

<sup>33</sup> Moins de 3 mois après le lancement du Plan, la résolution de la 7<sup>e</sup> RN fait un diagnostic : « La récession s'approfondit, et le gouvernement, en plus de perdre le contrôle sur la liquidité de l'économie, s'entête à mener une politique salariale qui va conduire à des pertes jamais vues de pouvoir d'achat [...] la tendance récessive se manifeste par la chute du niveau de l'emploi, la diminution de la consommation et le décrochage des salaires sur les prix, créant un cercle vicieux qui, ajouté à la séquestration des liquidités, a désorganisé une partie du système productif. Avec cela, les agents économiques n'investissent pas, vu l'incertitude du contexte économique, ce qui, ajouté aux coupes sombres dans les investissements publics et aux problèmes du secteur exportateur, forme le tableau de la récession ». De plus, « le risque de l'hyperinflation est réel, le système financier ne fonctionne pas comme pas comme filet de contention et pour cela, ne parvient pas à éviter la fuite des liquidités, l'économie se dirigeant vers le dollar, l'or et la spéculation immobilière ». Le PT note aussi la « dégradation de l'image de Collor dans l'opinion publique », ainsi que des « manifestations de mécontentement des militaires, [face auxquelles] il a reculé, perdant son autorité ». In PARTIDO DOS TRABALHADORES, *Resoluções...* (op. cit. p. 454-455).

1991)<sup>34</sup>, et des biens de première nécessité qui viennent à manquer. En mai 1991, l'inflation remonte. Zélia Cardoso est alors remplacée au ministère de l'Économie par Marcílio Marques Moreira, un économiste jusqu'alors ambassadeur du Brésil aux États-Unis. La 3<sup>e</sup> phase du Plan Collor commence alors, avec le Plan Marcílio, prenant des mesures plus déflationnistes encore, combinant des taux d'intérêts élevés et une politique fiscale restrictive. Les prix sont libérés, et un prêt de 2 milliards de dollars est obtenu du FMI. Cette 3<sup>e</sup> phase ne fonctionne pas mieux que les précédentes et l'hyperinflation s'installe. Le ministre s'en va le 2 octobre 1992.

## 2°) Un PT qui se montre hésitant et paralysé

Le 19 mars 1990, la CEN appelle militants et sympathisants du PT, « *ainsi que toutes les forces démocratiques et populaires, à se mobiliser au Congrès et dans les mouvements sociaux pour défendre les propositions alternatives qu'il présente* »<sup>35</sup>. Remarquons l'ordre : d'abord l'institutionnel (Congrès, propositions alternatives), puis les mouvements sociaux.

### a) Le gouvernement parallèle

Le premier choix fait par la direction du parti, dès les jours suivant le 17 décembre 1989, porte le nom de « gouvernement (ou « cabinet ») parallèle ». Inspiré de ce qui existe notamment en Grande-Bretagne avec le « *shadow cabinet* », ce projet vise à mettre sur pied un gouvernement fantôme, indépendant de celui de Collor, chargé d'analyser et de critiquer les projets gouvernementaux, et de proposer des mesures alternatives, dans l'esprit du PAG (programme d'action du gouvernement de la campagne de 1989). Ce gouvernement parallèle se veut ouvert à des experts, des intellectuels et des politiciens d'autres partis, dans le cadre de l'alliance large constituée en 1989<sup>36</sup>. Lula explique<sup>37</sup> qu'avant même Noël 1989, des contacts ont été pris avec les dirigeants politiques de la coalition du second tour, pour constituer des groupes de travail ouverts à différents partis et à des personnalités compétentes. Dans l'immédiat, ce sont des pétistes qui y affluent. Le projet se met en place progressivement. Après l'approbation du projet de Gouvernement parallèle au DN des 27-28 janvier, Lula rencontre, le 19 février, 21 représentants de groupes thématiques du PAG<sup>38</sup>. Dans le cadre de cette démarche, un séminaire se tient les 5 et 6 mai 1990, à São Paulo, intitulé *Brasil 90*, regroupant pétistes et personnes extérieures au parti, afin de procéder à une analyse critique des mesures économiques prises par le gouvernement Collor. On y trouve maires, économistes, juristes, syndicalistes, sociologues, journalistes, intellectuels,

---

<sup>34</sup> Selon *Inprecor* n° 325 du 1<sup>er</sup> mars 1991, p. 22.

<sup>35</sup> Analyse du Plan Collor par la CEN du PT, en date du 19 mars 1990. In *Inprecor* N° 307 du 20 avril 1990, p.18.

<sup>36</sup> Pour Lula, il s'agit de maintenir mobilisées et organisées « *les personnes qui ont voté pour la candidature du Front Brésil Populaire. Nous avons réussi à rassembler autour de ma candidature, surtout au second tour, un nombre immense de camarades aux compétences les plus élevées, et aux activités les plus variées, politiques, artistiques, intellectuelles. (...) L'idée est d'avoir des groupes de travail fonctionnant pour chaque domaine spécifique, pour chaque domaine où Collor fera des annonces, chaque ministère, de façon à faire un suivi systématique des mesures gouvernementales* ». In *Boletim Nacional*, Fevereiro 1990, N°48, p. 3 : « *O gabinete paralelo, segundo Lula* ».

<sup>37</sup> Idem.

<sup>38</sup> On trouve notamment, parmi les participants, Aloízio Mercadante et Plínio de Arruda Sampaio (économie), Antônio Cândido (culture), Fábio Konder Comparato (démocratisation de l'État et de la société), Maria Victória Benevides (combat contre la corruption), Moacir Gadotti (éducation), Chico de Oliveira (développement régional)... In *Boletim Nacional*, Março 1990, N°49, p. 3, « *Gabinete paralelo – estrutura será independente da oficial* ».

artistes, techniciens, etc. Les leaders du PT y voient l'occasion de débattre avec des leaders politiques qui ont des positions parfois très éloignées, comme FHC ou José Serra<sup>39</sup>.

Le 15 juillet, le gouvernement parallèle fait ses premiers pas, commençant par travailler sur « *cinq grands thèmes : pauvreté, organisation de l'Etat, privatisation, développement, et société civile ; ensuite les problèmes ont été classés en conjoncturels ou d'urgence, et structurels ou de moyen et long terme* »<sup>40</sup>. Les premières priorités définies pour le travail du gouvernement parallèle sont les suivantes : « *politique salariale, production d'aliments de base, réforme agraire, éducation et santé* »<sup>41</sup>. Les coordinateurs par domaine sont nommés<sup>42</sup>, et il commence à faire des propositions alternatives à la politique de Collor. Dès lors, il va produire des projets dans toute une série de domaines, en fonction des priorités établies<sup>43</sup>. Lula s'investit personnellement. Cela démarre petit, vu les difficultés financières du PT<sup>44</sup>. Ainsi, écrit A. Singer, le PT « *fonde et dirige le Gouvernement parallèle qui plus tard se transformera en 'Instituto Cidadania', une structure avec des conseillers techniques et une capacité à formuler des politiques publiques qui fonctionne en dehors du parti* »<sup>45</sup>.

## **b) Préparer les élections de 1990**

Dès le début de 1990, la direction du PT veut préparer le parti pour les élections suivantes et contester le gouvernement Collor dans les urnes, notamment pour l'empêcher de « *consolider la victoire électorale de 1989, à travers la conquête des principaux gouvernements d'Etats et d'une majorité au Congrès National* »<sup>46</sup>. Aussitôt passées les présidentielles de 1989, place donc aux élections générales de 1990, qui concernent les gouverneurs des Etats, une partie des sénateurs, les députés fédéraux et les députés des assemblées législatives d'Etats. Cela implique de s'y investir à fond et de renforcer la

---

<sup>39</sup> Le séminaire est structuré en 5 ateliers, regroupant tous les participants autour d'experts et de responsables politiques et 8 tables rondes par thème spécifique. En plus des présents à la réunion de janvier cités plus haut, on trouve notamment des dirigeants pétistes comme Francisco Weffort, Olívio Dutra, José Dirceu, Wladimir Pomar, Luiza Erundina, Luiz Dulci, Jacó Bittar, Telma de Souza, João Machado, Hamilton Pereira, Avelino Ganzer ainsi que le dirigeant (pétiste) de la CUT Jaír Meneguelli. Mais, en particulier dans l'atelier consacré aux défis à relever par l'opposition, on note, entre autres, la présence de Leonel Brizola (PDT), Roberto Freire (PCB), Miguel Arraes (PMDB) ainsi que de Fernando Henrique Cardoso et José Serra (PSDB). Le premier groupe planche sur « le Gouvernement Collor, la crise de l'Etat et la question démocratique » ; le second est intitulé : « Plan Collor, alternatives et impacts » ; le troisième traite du thème « Emplois, salaires et relations de travail » ; le quatrième s'appelle : « administrations populaires, bilan et perspectives » ; et le dernier est intitulé « Les défis de l'opposition populaire ». Les thèmes des tables rondes sont les suivants : évaluation de la politique agraire et agricole; évaluation des politiques sociales; évaluation de la politique environnementale et énergétique; la politique internationale et le nouveau gouvernement; la réforme de l'Etat et les entreprises publiques; la question régionale; politique culturelle; démocratie et moyens de communications. In *Boletim Nacional*, Maio 1990, N°51, p. 5, "*Seminário discute medidas econômicas*".

<sup>40</sup> *Boletim Nacional*, Setembro 1990, N°52, p. 5, article de Perseu Abramo: "*Governo paralelo – Os primeiros passos*".

<sup>41</sup> Idem.

<sup>42</sup> Idem. On remarque que les coordinateurs sont très majoritairement pétistes. Il y a Antônio Cândido pour la culture; Aziz Nacib Ab'Saber pour l'environnement ; Benedita da Silva pour la défense de la citoyenneté et le combat contre les discriminations ; Carlos Nelson Coutinho pour les affaires étrangères ; Cristóvam Buarque pour l'éducation et le développement ; José Gomes da Silva pour l'agriculture ; José Leôncio de Andrade pour la santé ; José Paulo Bisol pour la réforme constitutionnelle ; Luis Carlos de Menezes pour l'énergie et les mines ; Luiz Pinguelli pour les sciences et la technologie ; Maria Cristina Tavares pour les communications ; Marcio Thomas Bastos pour la justice ; Paulo Paim pour le travail et les retraites ; Walter Barelli pour l'économie ; Chico de Oliveira pour le développement régional et Ademar K. Sato pour la réforme de l'Etat.

<sup>43</sup> Par exemple, en avril 1991, il propose publiquement deux projets, concernant la réforme agraire et la politique agricole.

<sup>44</sup> *Inprecor* n°331 du 24 mai 1991, p. 17 publie une interview de Lula à la revue du PT *Teoria e Debate* de décembre 1990. Lula parle de la crise financière du PT : « *Toutes les semaines, nous sommes obligés d'aller chercher des prêts pour le parti. Ceci a des répercussions sur le 'gouvernement parallèle' qui dispose d'une structure très réduite* » (4 permanents).

<sup>45</sup> A. SINGER (op. cit. 2001 p. 56-57).

<sup>46</sup> *Boletim Nacional*, Fevereiro 1990 N°48, p. 5 : "*DN aprova nova tática para 1990*".

politique d'alliances. Dès mars 1990, le mot d'ordre « *Batrer Collor dans les urnes en 90* »<sup>47</sup> s'affiche en « une » d'un bulletin national où est également présenté un article intitulé « *notre gouvernement prépare la baisse du pouvoir d'achat des salaires et la récession* »<sup>48</sup>. C'est ici sans doute un nouveau signe annonciateur d'une période où le PT donne la priorité aux élections et non aux luttes populaires, grèves et manifestations. Le BN du PT dénonce une politique économique et sociale régressive, mais la solution proposée consiste d'abord, non pas à en appeler aux luttes sociales contre les choix du nouveau président, mais à lui infliger une défaite à ces élections. Un appel aux urnes, pas un appel à la mobilisation populaire. Lula lui-même n'appelle pas à lutter dans la rue. Dès janvier 1990, il veut remobiliser ainsi les militants du parti : « *l'appel que je fais est pour que chaque militant, chaque camarade se lance à nouveau corps et âme dans ces élections pour qu'on puisse toujours plus mettre le Brésil dans les mains des secteurs progressistes* »<sup>49</sup>. La préparation des élections générales de 1990 va occuper une grande place dans l'activité du PT.

Elles se tiennent les 3 octobre et 25 novembre. Le camp gouvernemental obtient 15 gouverneurs, contre 12 pour l'opposition. Le PFL va gouverner 9 Etats (6 dans le *Nordeste*). Le PMDB en obtient 7, dont São Paulo. Mais le PRN de Collor n'a aucun gouverneur et le dénouement du scrutin en Alagoas (l'Etat de Collor) est remis à 1991. Ces élections sont marquées par des fraudes en série, notamment en Alagoas. Au Sénat, il s'agissait de renouveler, à raison d'un siège par Etat, 31 sièges (ceux pourvus en 1982) – les nouveaux Etats d'Amapá et de Roraima devaient, eux, élire 3 sénateurs. A ce niveau aussi, c'est la droite qui gagne. Le PFL et le PMDB (avec Sarney élu en Amapá) raflent le plus gros de la mise, avec 8 sénateurs chacun. Mais le PDS, qui avait 15 sièges en 1982, n'en a plus que deux. La Chambre des Députés voit l'élection de 503 parlementaires. Le PMDB y est aussi le plus fort (108 élus), suivi par le PFL (83), le PDT (46), le PDS (42), le PRN (40), le PSDB (38) et le PT (35). On constate donc, au final, un parlement dominé par la droite, contrairement aux vœux de Lula. Mais Collor ne dispose pas d'une majorité stable. En fait, sa perte de crédibilité et ses difficultés démarrent à partir des élections de 1990, ce qui va fragiliser sa politique néolibérale. Pour le PSDB, c'est un mauvais résultat, surtout pour les élections des gouverneurs dans le Minas Gerais et dans le São Paulo.

Le tableau 8 (ci-dessous) indique la ventilation régionale et par Etat des élus pétistes. Les résultats sont moins bons que ceux que le PT espérait. Comme on le voit, il fait toutefois élire son premier sénateur : le premier mandat sénatorial d'Eduardo Suplicy commence à ce moment. Au niveau de ses 35 élus à la Chambre des Députés (soit un peu moins de 7% des sièges), on constate un début d'implantation à l'échelle nationale, car le parti fait élire des parlementaires dans toutes les régions, même si le *Sudeste* représente toujours la majorité. Le *Sul* est sa seconde meilleure région avec 8 élus. Le *Norte* élit ses premiers députés fédéraux, ainsi que le *Nordeste* et que le *Centro-Oeste*. Ce début d'implantation nationale est plus net encore avec les résultats des élections aux Assemblées législatives des Etats où le PT passe de 35 à 81 députés élus, et l'on voit que dans cette catégorie d'élus le *Sudeste* ne représente plus la majorité des sièges obtenus. Les autres régions obtiennent toutes une dizaine d'élus (au moins) et c'est le *Norte* qui est la seconde région avec 13 élus, surtout grâce aux progrès réalisés dans l'Etat du Pará.

---

<sup>47</sup> *Boletim Nacional*, Março 1990, N°49, p.1 : « *Derrotar Collor nas urnas em 90* ».

<sup>48</sup> Idem. On lit : « *La recette du nouveau président pour sortir le pays de la crise dans laquelle l'ont plongé les oligarchies ne passe par aucune rupture avec le passé. Les formules économiques, parmi lesquelles la baisse des salaires réels et la récession (...) rendent plus difficiles les conditions de développement du mouvement populaire et syndical* ».

<sup>49</sup> *Boletim Nacional*, Fevereiro 1990 N°48, p. 4 : « *O gabinete paralelo, segundo Lula* ».

Tableau 8 : Les élus pétistes en 1990

- **1 sénateur**, Eduardo Suplicy (SP, région *Sudeste*)
- **35 députés fédéraux** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 19 dans la région *Sudeste* (10 SP, 6 MG et 3 RJ) ;
  - 8 dans la région *Sul* (4 RS, 3 PR et 1 SC) ;
  - 4 dans la région *Norte* (2 PA et 1 AP) ;
  - 2 dans la région *Nordeste* (2 BA) ;
  - 2 dans la région *Centro-Oeste* (2 DF)
- **81 députés dans les Etats fédérés** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 34 dans la région *Sudeste* (14 SP, 10 MG, 7 RJ et 3 ES) ;
  - 13 dans la région *Norte* (6 PA, 2 AC, 2 AP, 2 RO et 1 AM) ;
  - 12 dans la région *Sul* (5 RS, 4 SC et 3 PR) ;
  - 12 dans la région *Nordeste*  
(3 BA, 2 MA, 2 PE, 2 SE, 1 CE, 1 PB et 1 RN) ;
  - 10 dans la région *Centro-Oeste* (5 DF, 3 GO, 1 MS, 1 MT)

Source : TSE (Tribunal supérieur électoral)

Les différents secteurs du parti constatent que cette élection n'a pas donné au PT la place qu'il espérait après la campagne de 1989 et sa quasi-victoire présidentielle. Mais les interprétations varient beaucoup selon les courants. Marco Aurélio Garcia, du courant majoritaire regrettera l'incapacité de la direction nationale en 1990 à imposer des alliances<sup>50</sup>. A l'extrême-gauche du PT, la CS écrira : « *nous n'avons pas été vus par la majorité des masses comme une alternative nationale, 10 mois à peine après la campagne de Lula* »<sup>51</sup>.

### c) La 7<sup>e</sup> Rencontre nationale (31 mai-3 juin 1990)

La 7<sup>e</sup> RN se tient à São Paulo. 8 thèses<sup>52</sup> sont proposées aux 568 délégués issus des 27 Etats. Un des plats principaux au menu concerne la conception du socialisme. « *Le socialisme pétiste* » : ainsi s'intitule la résolution adoptée. Commencant par un éloge de la démocratie, elle indique ensuite que le parti « *ne possède pas de philosophie officielle* »<sup>53</sup> mais insiste sur le « *choix anticapitaliste* » du PT, par fidélité aux valeurs démocratiques. Le capitalisme, qualifié d'« *injuste et excluant* » est, au Brésil, « *responsable de la faim de millions de gens, de l'analphabétisme, de la marginalité, de la violence* »<sup>54</sup>. Le texte reprend les critiques habituelles du PT contre la social-démocratie, qui n'offre « *aucune perspective réelle de dépassement historique du capitalisme* »<sup>55</sup> ; et réitère son rejet des « *supposés modèles du soi-disant socialisme réel* », notamment du fait de « *sa profonde carence de*

<sup>50</sup> *Boletim Nacional*, Fevereiro 1992 N°61 p.7, "Alianças, sim" . Il écrit : « *nous avons échoué lorsque la direction nationale n'a pas su imposer la politique, tracée globalement pour tout le Brésil, à Rio et dans le Pernambuco* ».

<sup>51</sup> CS, Congrès de 91, Jornal 5, thèses 5 p. 34.

<sup>52</sup> La 7<sup>e</sup> RN voit l'émergence de nouveaux courants au sein du PT, sur lesquels nous reviendrons plus loin. Les thèses sont intitulées comme suit (si l'on traduit en français) : 1) 'Socialisme et stratégie' de l'Articulation ; 2) 'En défense du socialisme avec la démocratie; pour un PT de lutte', de la CS; 3) 'Le PT et le socialisme', de la DS; 4) 'La lutte socialiste aujourd'hui' de 'Força Socialista'; 5) 'Le choix socialiste du PT au Brésil' du 'Movimento por uma Tendência Marxista'; 6) 'Pour un socialisme démocratique et humaniste' de 'Nova Esquerda'; 7) 'Sur la question du socialisme' de 'O Trabalho'; 8) 'Une nouvelle ère de la lutte pour le socialisme dans le monde' de 'Vertente Socialista'.

<sup>53</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 430). Les mots en italique dans la résolution sont soulignés par nous. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>54</sup> On note dans ce passage des collocations telles que « *oppression capitaliste* » ou « *barbarie capitaliste* ».

<sup>55</sup> Idem, p. 431.



démocratie », de la « *domination de la bureaucratie en tant que couche ou caste privilégiée* », et au niveau économique, de la « *planification verticale, autoritaire et inefficace* ». Il ajoute : « *nous n'avons jamais ignoré le leurre que représente ce terme* »<sup>56</sup>. Dans l'analyse des régimes du Bloc de l'Est, même si c'est le texte de l'Articulation qui a prévalu, on relève une influence trotskyste<sup>57</sup>. A l'Est, « *l'issue de ce processus est ouverte* »<sup>58</sup>, déclare la résolution. Quel socialisme pour le PT ? Les réponses ne sont pas nouvelles, notamment : « *le pluralisme et l'auto-organisation [...] devront être favorisés à tous les niveaux* ». Pour l'économie, le PT prône une « *démocratie économique effective* », qui « *dépasse à la fois la logique perverse du marché capitaliste et l'intolérable planification autocratique par l'Etat* »<sup>59</sup>. Sur la « *crise du socialisme* » et d'autres points, la réponse est remise à plus tard. L'effet sur le PT apparaît en creux : les changements internationaux « *obligent le PT à un profond réexamen de la théorie et de la pratique* »<sup>60</sup>.

Un autre point majeur en débat concerne la construction du parti. La résolution adoptée note un « *net décalage entre l'importance croissante du PT et la croissance de sa structure organique* » et reconnaît que « *beaucoup critiquent le fonctionnement réel de la démocratie interne et se plaignent de ce que le parti s'est éloigné de ses origines, en se fermant à la masse des travailleurs et courant le risque de devenir élitiste et de se bureaucratiser. D'autres voient dans l'action du parti des déviations électorales* ». Face à cela, le texte tient à réaffirmer « *le PT comme parti révolutionnaire* »<sup>61</sup>, avec un « *profil de parti qui agit toute l'année et non pas seulement au moment des élections. Un parti qui agit dans la société, avec le peuple, dans les luttes, en construisant une conscience socialiste, et non pas un parti qui agisse seulement dans les lieux réservés aux classes dominantes pour les batailles politiques (c'est-à-dire le Parlement et les Exécutifs)* »<sup>62</sup>. Cela semble en contradiction avec les premières réactions du parti de l'après-1989, mettant au premier plan l'action institutionnelle. Et dans un autre texte de la 7<sup>e</sup> RN, on lit que l'opposition à Collor est une « *tâche centrale* »<sup>63</sup>, qui va se jouer à « *différents niveaux* », le premier étant « *la bataille au plan institutionnel, au Congrès National et dans les élections de 1990* » ; la « *bataille dans la société* », avec « *la CUT et les mouvements organisés* », etc. n'est cité qu'en second.

Mais le PT, sans se désintéresser des travailleurs organisés, dit vouloir aller vers « *les larges contingents dépolitisés et inorganisés de la société* »<sup>64</sup>, notamment en combinant « *des formes de communication de masse avec des visites à domicile* ». La question des noyaux de base, débattue à la 5<sup>e</sup> RN, réapparaît, car le rôle tant des noyaux de base que des directoires s'exerce « *de manière précaire et insatisfaisante* » vu que « *la majorité des noyaux a cessé d'exister et, quand ils existent, ils se limitent à n'exercer de façon précaire que quelques-uns des aspects de base de la démocratie interne, que le plus souvent, ils n'ont qu'une action épisodique, les veilles des rencontres et des conventions, se*

---

<sup>56</sup> On lit, à la suite, que c'est un terme utilisé par « *les médias conservateurs pour faciliter le combat idéologique contre tout projet historique qui s'insurge contre la domination capitaliste* ». La résolution condamne aussi le caractère fourre-tout de cette expression. André SINGER (op. cit. 2001 p. 36) note que, « *par rapport à Cuba, le parti a toujours évité, dans les rencontres et les congrès nationaux, une condamnation explicite du régime révolutionnaire* ».

<sup>57</sup> Ne serait-ce que de par l'usage de termes comme « *bureaucratie (...) couche ou caste privilégiée* »...

<sup>58</sup> Idem, p. 433.

<sup>59</sup> Idem, p. 435.

<sup>60</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 436). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>61</sup> Idem, p. 437.

<sup>62</sup> Idem, p. 438. Les mots en italique dans la résolution sont soulignés par nous.

<sup>63</sup> Idem, p. 456. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>64</sup> Idem, p. 436.

*transformant en comités électoraux de soutien à des candidats »<sup>65</sup> ; ils souffrent aussi d'« interminables querelles internes au parti pour des postes de direction ou pour le soi-disant pouvoir dans le parti ». La résolution renouvelle le vœu que les noyaux disposent « d'un réel pouvoir dans les décisions du parti ». Elle déplore aussi les carences du parti en matière de communication, l'absence en particulier d'un grand journal national du PT.*

Sur la démocratie interne, la majorité veut « démarquer avec une précision et une netteté absolues les limites entre, d'un côté, le PT avec ses tendances internes, et, de l'autre, les organisations politiques autonomes qui agissent comme partis à l'intérieur du PT »<sup>66</sup>, afin « d'intégrer toutes les tendances politiques à ses normes de fonctionnement et, en même temps, éloigner de lui les organisations politiques autonomes, qui sont d'autres partis politiques, pas le PT ». Le texte reconnaît aussi le caractère inclusif des exécutifs aux courants minoritaires, avec proportionnalité. On se souvient que la CEN avait choisi la crispation de la 5<sup>e</sup> RN sur ce point. A présent, « il faut inclure dans le Régime intérieur la composition proportionnelle dans toutes les instances de direction, avec représentation de toutes les plateformes qui atteignent 10% des votes dans les Rencontres ». On saisit le calcul de la direction du parti : d'un côté, des menaces contre les courants qui veulent garder leur organisation, avec presse, mini-appareil, et d'éventuels liens avec des organisations internationales ; de l'autre, un pas vers l'intégration des tendances qui « jouent le jeu »... Sur les institutions, notons un passage révélateur : « Il existe une claire conscience qu'on ne passe pas impunément par les institutions. On enregistre, en provenance de nombreux secteurs du parti, une préoccupation par rapport à un certain niveau d'accommodement, d'adaptation 'exagérée' vis-à-vis des démarches et des us et coutumes de la vie institutionnelle [et] une certaine perte d'ardeur révolutionnaire »<sup>67</sup> par rapport au début du PT.

Troisième résolution, « Conjoncture et tactique » traite des élections de 1990 et évoque la situation sociale et politique générale : « différents secteurs de la société qui prennent conscience de la nature du Plan Collor »<sup>68</sup> et le fait que « les mesures illégales, l'autoritarisme et la propagande éhontée qui ont accompagné le Plan Collor » en conduisent certains à se coordonner et à lutter<sup>69</sup>, notant : « les mobilisations populaires et les grèves reprennent »<sup>70</sup>, et concluant : « Les travailleurs ne vont pas accepter, comme ils le montrent à São Bernardo do Campo, la réduction de la journée de travail avec réduction de salaire et, encore moins, le chômage ». Pour le PT, il faudrait « lancer le mouvement syndical dans des journées de protestation et de lutte contre le Plan et préparer une grève générale ». Selon la résolution, la « nouvelle situation révèle une crise politique du Gouvernement Collor et une perte de base sociale de celui-ci, mais elle ne peut pas être confondue avec la fin du projet Collor et des plans néolibéraux de la grande majorité du patronat brésilien ». Il semblerait pourtant, à la lecture de ce passage, que les conditions mûrissent pour une offensive sociale généralisée du monde du travail. Ce qu'on lit ensuite va dans un autre sens. Il s'agit, face à Collor, de « créer un pôle alternatif », en cherchant à « attirer le PCdoB, le PCB, le PDT et le

---

<sup>65</sup> Idem, p. 443.

<sup>66</sup> Idem, p. 447.

<sup>67</sup> Idem, p. 451.

<sup>68</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 455). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>69</sup> Il cite les journalistes de l'ABI, les avocats de l'OAB, des secteurs de l'Eglise, les manifestations syndicales de métallurgistes à São Bernardo do Campo (SP), d'employés de banques à São Paulo (SP), le congrès du MST à Brasília.

<sup>70</sup> La résolution mentionne : « employés de justice de São Paulo, chauffeurs de bus et cheminots de diverses capitales, employés des ports, coupeurs de canne à sucre de São Paulo, enseignants du secteur public du Rio Grande do Sul, du Paraná, du Minas Gerais et du Santa Catarina ».

*PSB pour un front démocratique d'opposition au Congrès National et dans les élections. Nous créerions, ainsi, les conditions, à moyen terme, pour la lutte contre le paquet de mesures et la restructuration du capitalisme brésilien* »<sup>71</sup>. Alors que la majorité du PT reconnaît elle-même que les mobilisations remontent, on retrouve donc un choix avant tout institutionnel et électoral. Priorité est donnée aux alliances et aux élections ; pas aux luttes sociales, qui devraient apparemment attendre que les conditions politiques soient mûres, grâce au jeu institutionnel du PT...

Sur les 4 plateformes soumises au vote, la 1) (E. Jorge et J. Genoíno, droite du parti), obtient 17% de voix et 14 élus au DN ; la 2) (Lula), 56% des voix et 46 élus au DN. La 3) (V. Arcary, CS et M. Sokol, OT, 11% et 9 élus au DN ; la 4) (J. Machado, DS), 16% et 13 élus au DN. Les minoritaires de droite et de gauche intègrent une CEN de 19 membres. Finalement, d'un côté la majorité reconnaît les faiblesses du PT et le malaise militant face au poids du travail institutionnel, tenant à réaffirmer la combativité, l'anticapitalisme et la nature révolutionnaire du PT ; de l'autre ses choix concrets (plus institutionnels et politiques que militants et populaires) renforcent des travers que beaucoup critiquent. Ce qui ressort de cette contradiction, c'est la confirmation de la paralysie et de l'immobilisme du PT.

### **3°) Le 1<sup>er</sup> Congrès (27 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1991) : un moment important**

Le 1<sup>er</sup> Congrès du PT a lieu à São Bernardo do Campo. Sa préparation a duré plusieurs mois et la collection de bulletins intérieurs de débat est assez volumineuse<sup>72</sup>. Pourtant, beaucoup s'interrogent sur le manque de participation de la base du parti<sup>73</sup>. Participent au Congrès 1 196 délégués venus de 26 Etats, 406 observateurs et 300 invités, plus 110 représentants d'organisations et partis progressistes nationaux et internationaux. Les critères de participation sont plus larges que pour une rencontre nationale<sup>74</sup>. 14 thèses différentes sont en débat, sur deux thèmes : a) le socialisme et b) le parti. 3 points feront l'objet d'une résolution : le socialisme ; le parti ; la conjoncture.

#### **a) Le contexte du Congrès**

Ce contexte mérite d'être rappelé, car il influe fortement sur les débats du PT. Au moment où se prépare et où se tient le 1<sup>er</sup> Congrès, la crise du Bloc de l'Est s'est approfondie au point d'aboutir à un effondrement complet, y compris en URSS. Et ce qui émerge de ce champ de ruines, ce n'est pas une poussée d'une gauche socialiste et antibureaucratique, mais une claire restauration du capitalisme. Ce dernier semble triompher, et F. Fukuyama parle déjà de fin de l'histoire<sup>75</sup>. Au Brésil, la présidence Collor est là pour mettre en œuvre les préceptes néolibéraux.

---

<sup>71</sup> Idem, p. 457.

<sup>72</sup> Une collection de 6 journaux de congrès (format A3, total 296 pages), plus 5 cahiers (même format, total de 73 pages).

<sup>73</sup> Ainsi, le journal '*O Trabalho*' note : « *il existe une constatation unanime : nous ne sommes pas parvenu à impliquer la base du parti. Il y a une réflexion à mener : pourquoi ? Pourquoi la base, qui n'a jamais manqué un appel à la lutte de notre parti, se tient maintenant à distance ?* ». '*O Trabalho*', N° du 22 novembre 1991, p. 4.

<sup>74</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 480). « 1) sont délégués au 1<sup>er</sup> Congrès, avec droit à la prise de parole et droit de vote dans les sous-groupes, plénières sectorielles et plénières générales, les adhérents élus dans les rencontres municipales ou zonales, dans les rencontres d'Etats ou sectorielles, selon les 'critères de participation' au 1<sup>er</sup> Congrès du PT, approuvés à la réunion du Directoire national du 19 mai 1991 ; 2) les membres de la Commission exécutive nationale actuelle sont délégués de droit au 1<sup>er</sup> Congrès ».

<sup>75</sup> Un article publié en 1989, intitulé (avec un point d'interrogation, notons-le) « *The end of History ?* ».

Au PT, la défaite du FSLN<sup>76</sup> a renforcé le blues des militants, et José Dirceu l'avoue : en Allemagne, « *la réunification capitaliste a beaucoup secoué nos rangs* »<sup>77</sup>. Le PT semble toujours plus ébranlé par la « crise du socialisme », alors que Collor ne cesse de clamer la supériorité de la « modernité » qu'il veut incarner, et qui secoue le Brésil : selon J. Dirceu, le pays « *connait la pire des récessions depuis 1981-1983, avec un recul de 4,1% de son [...] PIB et une chute de 12% de son PIB industriel* »<sup>78</sup>. Le gouvernement Collor a ses crédos néolibéraux : il veut privatiser sans attendre<sup>79</sup>, défend la déréglementation économique et l'ouverture du Brésil au monde extérieur<sup>80</sup>. Pour J. Dirceu, « *la politique économique de Collor est déjà épuisée* », mais « *aucune alternative ne semble apparaître avant les nouvelles élections de 1994* ». Pourquoi ? Selon lui, « *le PT porte une grande responsabilité ; depuis des mois, nous sommes pratiquement immobilisés, nous ne parvenons pas à développer des actions politiques significatives. C'est le produit des campagnes électorales à répétition des deux dernières années* »<sup>81</sup>. Il ajoute : « *l'administration des mairies nous a privés de milliers de militants, de centaines de cadres et de dizaines de dirigeants nationaux qui étaient auparavant à la tête des secteurs paysans, ouvriers, étudiants, du mouvement des femmes, etc. Beaucoup de nos camarades sont aujourd'hui députés au Parlement, d'autres conseillers municipaux* ». On comprend la saignée que cela représente pour le PT. Mais pour son secrétaire général, « *le front institutionnel [...] semble fondamental* »<sup>82</sup>. Résumons la situation. 1) Le PT est paralysé depuis début 1990. 2) La résolution votée à la 7<sup>e</sup> RN listait des luttes ouvrières et populaires assez nombreuses contre le Plan Collor. 3) Il y a plusieurs manifestations de la CUT et même de la CGT contre la récession et le chômage, et des grèves, surtout dans le secteur industriel, mais selon J. Dirceu, « *la réaction populaire et ouvrière n'est pas encore massive ; la population, en général, est convaincue que la récession et le chômage vont s'accroître mais cela ne se traduit pas par des mobilisations et par une opposition politique forte* ». 4) La CUT a participé à des négociations avec le gouvernement Collor – une participation très critiquée dans ses propres rangs – et le président espère obtenir la construction d'un consensus national<sup>83</sup>.

On peut finalement émettre l'hypothèse explicative suivante : la direction du PT (parti paralysé), priorisant l'action institutionnelle dans le cadre d'un partage des tâches avec le mouvement syndical, compte sur la CUT pour mener la lutte sur le front social. Mais rien, ou pas grand-chose, n'émerge du côté syndical<sup>84</sup>.

<sup>76</sup> Le FSLN (Front Sandiniste de Libération Nationale) dirigeait le Nicaragua depuis l'insurrection victorieuse du 19 juillet 1979.

<sup>77</sup> Dans *Inprecor*, N°325 du 1<sup>er</sup> mars 1991, interview de José Dirceu, secrétaire général du PT, intitulée « *Gouverner et se battre* », p. 24. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>78</sup> Idem, p. 22.

<sup>79</sup> A ce sujet, J. Dirceu observe : « *qui va acquérir aujourd'hui les entreprises brésiliennes ? Les investisseurs étrangers ne veulent rien acheter tant que le problème de la dette n'est pas réglé ; le capital national est frappé par la récession et la hausse des taux d'intérêt* ». Idem.

<sup>80</sup> Mais pour J. Dirceu, les grands patrons « *ne font aucune confiance à l'équipe économique du président ; ils ne croient pas au gel des prix* ». Idem.

<sup>81</sup> Idem, p. 23. Il parle des problèmes liés à « *sa pratique récente d'administration de certaines grandes villes* », et revient aussi sur les faiblesses organisationnelles du parti, notamment sa structuration à la base.

<sup>82</sup> Il poursuit : « *On ne peut pas convaincre les gens que la gauche, les socialistes, constituent une alternative, s'ils ne sont pas capables de mettre en pratique l'action politique qu'ils prônent à l'Assemblée ou dans les gouvernements fédéraux* ».

<sup>83</sup> Idem, p. 23. J. Dirceu défend la CUT, déclarant qu'il n'y a pas de pacte. « *La CUT a présenté ses revendications au gouvernement sous forme d'une plate-forme radicale, qui dénonce la politique de Collor* ». Il ajoute toutefois : « *A mon avis, il aurait fallu combiner ces négociations avec des mobilisations sociales* ».

<sup>84</sup> Nous reviendrons plus loin sur les liens PT-syndicats et l'évolution de la CUT à cette époque.

## b) L'idéologie socialiste du PT du 1<sup>er</sup> Congrès

La question du socialisme, très englobante, tient une place majeure au Congrès. Nous donnerons un aperçu de diverses positions<sup>85</sup>, en insistant sur les textes majoritaires.

Les thèses 8 présentées par J. Genoíno se situent très loin de la révolution socialiste et même de la lutte des classes. Adeptes de la non-violence<sup>86</sup>, elles préconisent, « *en tout premier lieu, l'exigence de construction d'un ordre mondial démocratique* »<sup>87</sup>, notamment au moyen d'une « *ONU qui doit être démocratisée et acquérir un vrai pouvoir* ». On y voit le socialisme comme un « *approfondissement de la démocratie* »<sup>88</sup>. Le texte « *diverge de la conception qui identifie socialisme et égalitarisme collectiviste* »<sup>89</sup>, et admet qu'il existe, dans une société socialiste (pas seulement pendant la transition), « *dans certains secteurs stratégiques, des entreprises privées sous un contrôle public non étatique* »<sup>90</sup>, et « *la présence de capital étranger ou d'entreprises internationales [...], bénéfiques à la société* » dans un cadre de « *relations internationales démocratisées* ».

Les thèses majoritaires (11), reprises dans la résolution votée, indiquent que le PT vise à « *l'actualisation de son projet historique* »<sup>91</sup>. Le texte englobe un grand nombre d'éléments, certains sur l'avenir socialiste, beaucoup sur le présent capitaliste, mais pratiquement rien sur la rupture entre les deux. Il commence par l'analyse des évolutions récentes au plan international (effondrement du Bloc de l'Est, fin de la guerre froide, hégémonie militaire des Etats-Unis, « *impasse historique* »<sup>92</sup> du néolibéralisme et son l'impact sur l'Amérique latine et le Brésil). Dans certains pays de l'Est, le texte voit « *de véritables révolutions démocratiques* », mais aussi « *des illusions énormes sur le capitalisme* ». Il remarque aussi qu'avec « *la défaite électorale du FSLN [au Nicaragua], le seul régime d'orientation socialiste qui survit en Amérique latine est le régime cubain* »<sup>93</sup>. Mais « *ce qui s'est écroulé à l'Est* », c'est quoi ? A nouveau, le texte majoritaire reprend bien des éléments de l'analyse trotskyste de la bureaucratisation de l'URSS : « *circonstances objectives* »<sup>94</sup> défavorables après 1917 (mais aussi « *erreurs commises par les révolutionnaires* ») ; « *bureaucratie qui s'est autonomisée* », puis « *transformée en nouvelle couche dominante* » ; « *Etat bureaucratique radicalement séparé de la société civile* » ; un « *parti unique imposé par la loi* » ; « *vulgarisation – en réalité la négation – du marxisme et sa transformation en idéologie d'Etat* » ; « *poids décisif* » du « *modèle* » de l'URSS et pressions exercées par elle « *sur le cours de processus révolutionnaires postérieurs* » (Chine, Yougoslavie, Vietnam, et « *de façon moindre* », Cuba). La résolution déclare rejeter tous les « *dogmes* » liés à ces régimes, en particulier « *tout ce que l'on connaît sous le nom de dictature du prolétariat* ».

---

<sup>85</sup> Dans les cahiers de débats, ces thèses sont numérotées. Nous reprenons ces numéros ci-dessous.

<sup>86</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 08, p. 53. On lit : « *Le PT a toujours refusé de choisir [...] la confrontation armée comme voie de construction socialiste. Allant au-delà de cette définition, nous nous affirmons maintenant comme une organisation adepte de la non-violence* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>87</sup> *Idem*, p. 49.

<sup>88</sup> *Idem*, p. 50.

<sup>89</sup> *Idem*, p. 51.

<sup>90</sup> *Idem*, p. 52.

<sup>91</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 481. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>92</sup> *Idem*, p. 489.

<sup>93</sup> *Idem*, p. 493.

<sup>94</sup> *Idem*, p. 494.

Qu'est-ce que le socialisme ? On y trouve des éléments formulés négativement : « *une nouvelle société où la force de travail ne sera pas une marchandise* »<sup>95</sup> ; « *où il n'y aura aucune oppression pour des raisons de race, d'âge ou de convictions religieuses ; où les terres ne seront pas occupées de façon destructrice et les écosystèmes dévastés* ». En positif, l'« *égalité sociale rendra possible le plein essor des potentialités individuelles* » dans un « *ordre social qualitativement supérieur, basé sur la coopération et la solidarité* »<sup>96</sup>. Le socialisme pétiste n'est « *ni le socialisme réel, ni la social-démocratie* »<sup>97</sup>, rappelle la résolution, qui dit « *refuser le marché capitaliste, organisé selon la logique du profit et de l'exploitation du travail salarié* »<sup>98</sup>. Sur la rupture avec le capitalisme, la résolution ne dit presque rien. Elle met au premier plan « *la lutte pour l'hégémonie* »<sup>99</sup> et « *la généralisation des formes d'auto-organisation populaire, du pouvoir construit dans les usines, les écoles, les entreprises, à la campagne* ». Faisant le lien avec le court-moyen terme, le texte explique ensuite que la lutte pour l'hégémonie inclut forcément « *la lutte pour le gouvernement fédéral en 1994* »<sup>100</sup>, en venant aux élections prévues cette année-là. Là est l'horizon concret de la résolution, qui voit le présent, le futur proche (la « *perspective de la conquête de la Présidence de la République en 1994 – et comme bataille déjà en cours la compétition pour les élections de 1992 et la réforme constitutionnelle* »<sup>101</sup> et un futur très lointain. Entre les deux, on note un grand vide. Quel lien entre, d'une part, la conquête du gouvernement en 1994 – de plus, le gouvernement, est-ce le pouvoir ? – dans un cadre d'alliances encore plus larges qu'en 1989, avec une Constitution « globalement conservatrice » que le PT n'avait pas voulu voter ; et, d'autre part, l'objectif du socialisme ? Cela n'apparaît guère. Par contre, la majorité du PT a clairement tourné la page des ambiguïtés sur la voie vers le socialisme : cette voie ne sera pas insurrectionnelle, mais électorale.

A gauche de la majorité, les thèses 10 insistent sur les méfaits du capitalisme, « *système social inique* »<sup>102</sup>. Ne voulant « *ni stalinisme ni social-démocratie* », elles voient le socialisme comme « *une période de transition entre le capitalisme et une société sans classes, humaniste, universelle, qui ne peut se réaliser que mondialement* » ; avant cela, elles évoquent la nécessité de la « *rupture révolutionnaire [...] comme moment fondamental pour la conquête du pouvoir* ». BS (thèses 3), réaffirme l'objectif de « *suppression de la propriété des moyens de production* »<sup>103</sup>, et écrit que « *seule une révolution socialiste peut offrir les conditions historiques d'une désappropriation des actuelles classes dominantes et la destruction de leur machine étatique* », prônant « *une démocratie directe, soutenue par une structure de pouvoir ouvrier et populaire* »<sup>104</sup>, et remplaçant l'Etat bourgeois, dont « *un des objectifs fondamentaux de la révolution brésilienne est de [le] démanteler* »<sup>105</sup>. Les thèses 9 parlent de « *rupture révolutionnaire* »<sup>106</sup>, et ajoutent : « *il y a certaines institutions étatiques et des noyaux du pouvoir bourgeois (Forces Armées, centres de la bureaucratie*

<sup>95</sup> Idem, p. 495.

<sup>96</sup> Idem, p. 500.

<sup>97</sup> Idem, p. 499.

<sup>98</sup> Idem, p. 501. A ce niveau, la résolution examine des questions programmatiques (Etat, pouvoir démocratie ; propriété des moyens de production) que nous étudierons dans la 5<sup>e</sup> partie.

<sup>99</sup> Idem, p. 503.

<sup>100</sup> Idem, p. 505.

<sup>101</sup> Idem, p. 515.

<sup>102</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 10, p. 72. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>103</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 03, p. 16. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>104</sup> Idem, p. 17.

<sup>105</sup> Idem, p. 19.

<sup>106</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 09, p. 65. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

*d'Etat et du pouvoir judiciaire, le pouvoir du grand capital) qui se ferment aux possibilités d'une réforme progressive et graduelle. Leur pouvoir doit être 'brisé' », car « les classes dominantes défendent leurs privilèges (et c'est particulièrement vrai dans l'histoire du Brésil) à travers la violence ». Pour CS (thèses 5), « le socialisme conserve toute son actualité »<sup>107</sup> car à l'Est, ce qui « a été battu, c'est la bureaucratie stalinienne, régime politique d'une caste sociale basée sur l'oppression et la tyrannie sur les travailleurs pour maintenir ses énormes privilèges »<sup>108</sup>, pas le socialisme<sup>109</sup>. Tirant les leçons du Chili d'Allende, la CS déclare : « c'est une illusion de croire que la bourgeoisie n'agira pas de manière résolue quand son Etat, son régime et sa propriété seront menacés par les travailleurs. Il n'y a pas d'espace pour réformer politiquement et économiquement le capitalisme et, de réforme en réforme, arriver au socialisme »<sup>110</sup>.*

### **c) La question du parti**

On trouve au Congrès un large consensus sur le fait que le parti fonctionne mal, que la base participe peu et que le PT n'est pas en mesure, tel quel, de répondre aux défis de la période. Par contre, les diverses thèses proposent des explications et des modifications organisationnelles très différentes, et même opposées dans certains cas.

Dans les thèses 8, le PT « se définit comme un sujet parmi d'autres, un nouveau sujet de la transformation socialiste »<sup>111</sup>, et « parti laïc, sans 'philosophie officielle' », il n'est « représentant des intérêts historiques d'aucune classe sociale », et « ne se constitue pas comme un parti 'classiste' ». Ce texte marque une forte dilution du projet qui faisait un large consensus dans le PT : celui d'un « parti stratégique pour le socialisme ». Le PT, pour ce courant, doit être un « parti de dialogue ».

Pour la résolution adoptée (les thèses de l'Articulation), « il faut dépasser notre politique actuelle d'organisation »<sup>112</sup>. L'organisation du PT est vue comme « caduque » et « n'offre pas de canaux de participation à une couche plus large de pétistes ». Le texte diagnostique « une division du travail à l'intérieur du parti : aux pétistes qui militent dans les mouvements sociaux, il reviendrait de prendre soin de la lutte revendicative ; aux parlementaires et à nos cadres à la tête des exécutifs municipaux il reviendrait de s'occuper de la lutte institutionnelle ; et aux directions du parti, il reviendrait d'administrer la vie interne du parti, d'être aux commandes pendant les campagnes électorales et de fonctionner comme une espèce de tribunal de dernière instance pour les querelles entre pétistes ». Le texte revient sur les noyaux, qui « sont une priorité de notre politique d'organisation »<sup>113</sup>. La résolution veut plus de permanents intermédiaires, prévoyant « la professionnalisation de cadres dans les

---

<sup>107</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 05, p. 29. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>108</sup> *Idem*, p. 30. Ces thèses disent que « le stalinisme n'est pas et n'a jamais été une variante, même perverse, du socialisme. Le stalinisme a été une contre-révolution politique qui a usurpé le pouvoir en Union soviétique, sur une montagne de cadavres de travailleurs et sur la liquidation physique du parti bolchevique ».

<sup>109</sup> Notons que pour la CS, « la social-démocratie et le castrisme ne sont pas des alternatives ». Elle note aussi des erreurs majeures de la « la direction du FSLN » ayant conduit à sa défaite électorale au Nicaragua. *Idem*, p. 31.

<sup>110</sup> *Idem*, p. 32.

<sup>111</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 08, p. 55. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>112</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op.cit. p. 518). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>113</sup> *Idem*, p. 521. Le texte précise : « Les noyaux doivent devenir, progressivement, une des formes de base, pas la seule [...] de délégation de pouvoir dans le parti, à travers la réunion d'adhérents et de rencontres larges, ouvertes et massives pour la délégation de pouvoir ». Cela doit figurer dans le prochain règlement intérieur. « Il faut aussi inclure les 'prévias' (réunions préalables), les plénières d'adhérents, les forums de consultation, les forums décisionnels par secteurs ».

*directions des Etats des diverses régions, afin de faire le travail d'intégration partisane* »<sup>114</sup>. La majorité veut combattre « *la prolifération et le renforcement de centres autonomes de pouvoir (groupes parlementaires, administrations [, etc.]* »<sup>115</sup>, et reconnaît les problèmes de relation entre parti, exécutifs et parlements<sup>116</sup>. Un passage concerne aussi la rémunération des mandataires (élus, permanents, etc.) du parti<sup>117</sup>.

La résolution envisage d'importants changements dans les structures, leurs noms et leurs sigles : les exécutifs deviennent des « *commissions dirigeantes* »<sup>118</sup>. Sont créées des coordinations micro-régionales, macro-régionales et sectorielles. Les conseils délibératifs remplacent les directoires. Ces derniers doivent aussi être « *constitués par des élections profondément modifiées* »<sup>119</sup>. Notons aussi des quotas de femmes<sup>120</sup>, et l'institution d'une commission électorale permanente pour les élections de 1992 et 1994<sup>121</sup>, ce qui confirme la priorité donnée aux élections. Congrès et rencontres sont réformés par la résolution<sup>122</sup>, ainsi que la structuration des directions<sup>123</sup>. Pour les dirigeants du parti, il est prévu une forme (assez relative) de rotation<sup>124</sup>. Mais ce qui domine ce projet, c'est une tendance à plus de pouvoir pour les exécutifs, à une professionnalisation accrue, et la fin de la représentativité proportionnelle directe et de la souveraineté des congrès et conventions du PT.

Parmi la gauche du PT, on trouve des points communs : la volonté de garder un parti de classe, de lutte, démocratique, et de surmonter une tendance marquée à l'immobilisme, au poids de l'intervention institutionnelle, et une bureaucratisation (dont l'ampleur est perçue de façon différenciée). Tous ces courants se retrouvent aussi sur l'idée que la faible implication de la base du PT n'est pas dû à l'existence de tendances, mais à au fonctionnement du parti.

---

<sup>114</sup> Idem, p. 522.

<sup>115</sup> Idem, p. 524.

<sup>116</sup> Idem p. 530.

<sup>117</sup> Idem, p. 531. Le PT fixera « *aux niveaux municipal, d'Etat et national – des sommes minimales (planchers) et maximales (plafonds) pour la rémunération des détenteurs de mandats. Les sommes qui excéderont le plafond seront intégralement restituées au parti. Sur les sommes situées dans l'intervalle entre plancher et plafond, s'appliqueront des aliquotes progressives* ». Il est prévu une « *politique de qualification professionnelle pour les permanents du parti, accompagnée de critères de performance et de politiques de rémunération* ».

<sup>118</sup> Idem. 'Zonal' devient CZ ; commission exécutive municipale devient CDM ; commission exécutive de l'Etat devient CDE ; CEN devient CDN.

<sup>119</sup> Idem, p. 532. Ils doivent être « *composés à partir de représentations régionales, de représentations sectorielles / sociales et à partir de listes et de candidatures indépendantes du parti qui se présenteront* ». « *Les macro-régions seront dirigées par des coordinations macro-régionales* ». « *Le conseil délibératif national (CN) sera constitué par des représentants des Conseils délibératifs d'Etats (CE)* ».

<sup>120</sup> Idem: « *dans la composition des conseils délibératifs et des commissions dirigeantes de niveaux municipal, d'Etat et national du parti, en respectant la proportionnalité, il sera garanti une présence minimal de 30% de femmes* ».

<sup>121</sup> Idem, p. 533 : « *il est constitué une commission électorale permanente, subordonnée à la commission dirigeante, dont la tâche spécifique est de préparer le parti pour ces batailles* ».

<sup>122</sup> Idem, p. 534. Les instances délibératives les plus élevées du PT sont le Congrès national (convoqué tous les 3 ans), les rencontres d'Etat et les rencontres municipales. Entre un congrès et un autre, le CN peut, par une majorité des 2/3 de ses membres, convoquer une rencontre nationale extraordinaire. Participent au congrès national des délégués élus aux rencontres sectorielles, aux rencontres municipales et aux rencontres d'Etats. Les délégués pourront être élus sur listes ou, dans le cas de rencontres d'Etats, sur listes et par des candidatures indépendantes. Même logique pour les rencontres d'Etat et les rencontres municipales.

<sup>123</sup> Idem, p.535. Le conseil délibératif doit être composé de Dirigeants élus directement par le congrès, en nombre jamais inférieur à 50% du total des membres du conseil délibératif national ; de dirigeants élus directement par les rencontres d'Etats préparatoires au congrès, proportionnel au nombre d'adhérents de chaque Etat ; de dirigeants élus directement par les rencontres sectorielles nationales préparatoires au congrès, proportionnellement au nombre d'adhérents participant aux rencontres. C'est le Conseil délibératif national qui élit en son sein une commission dirigeante nationale. La même logique s'applique, en gros, aux niveaux inférieurs.

<sup>124</sup> Idem, p. 138 : « *Un dirigeant du parti ne pourra pas occuper le même poste dans le conseil délibératif plus de 2 mandats consécutifs (pour la même fonction) ou pour plus de 4 mandats consécutifs (sans tenir compte des fonctions occupées)* ».



Pour la CS (thèses 5), la crise du PT est une « *crise d'identité politique qui prend racine dans la relation du parti avec les appareils où il agit : mairies, parlement et, de façon différente et contradictoire, les syndicats. La pression de ces appareils a été plus forte que le parti, le programme, ses instances et ses militants. Autrement dit, le parti s'adapte aux institutions, et la solution que les refondateurs veulent apporter va dans le sens de conduire ce processus jusqu'à ses ultimes conséquences, cela se terminant par une dénaturation du parti* »<sup>125</sup>. Ces thèses s'opposent à la « *refondation* » du PT, sous prétexte de « *modernité* », car sous ce mot, on trouve « *la démocratie bourgeoise* ». Il faut rester « *le PT des rebelles* ». Cette tendance combat les attaques au droit de tendance<sup>126</sup>. La CS s'en prend aussi à la fraction parlementaire du PT : « *nos élus fédéraux ont agi en pratique comme des étrangers aux principales luttes et revendications du mouvement de masses* »<sup>127</sup>. Il faudrait, au contraire, « *utiliser le parlement comme tribune pour mobiliser les travailleurs* ».

Pour OT (thèses 7), la « *distance entre la base et la direction du Parti* »<sup>128</sup> est la faute de la direction qui « *à différents moments a rompu avec ses obligations de représentation souveraine de la base, par exemple dans la définition des alliances au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> tour dans divers Etats* » aux élections de 1990. OT rejette totalement l'idée de « *refondation* »<sup>129</sup>. Ce courant veut aussi « *donner du pouvoir aux noyaux* », et ces thèses, en faisant la critique des changements organisationnels voulus par la majorité, s'attelle à faire des propositions très précises pour démocratiser le fonctionnement du PT et augmenter la participation de la base du parti<sup>130</sup>. Ce courant préconise un « *contact plus étroit* » avec des élus du PT, et « *à la limite, un contrôle* » de ceux-ci<sup>131</sup>.

Les thèses 9 (DS) notent des avancées récentes (droit de tendance, proportionnalité). Mais à l'« *origine de la crise 'politico-organisationnelle* »<sup>132</sup>, il y a, selon la DS, « *la distanciation entre la situation organique du parti et les conditions pour remplir ses objectifs* ».

---

<sup>125</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 05, p. 33. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>126</sup> Idem, p. 34 : On lit : « *la crise du PT n'est pas dans les tendances, mais dans la majorité de sa direction, l'Articulation, qui a conduit le parti à une adaptation progressive aux institutions bourgeoises* ».

<sup>127</sup> Idem. Pour la CS, c'est beaucoup un « *travail sur des amendements aux projets bourgeois* » pour « *obtenir le 'moins pire', avec des résultats assez douteux du point de vue des travailleurs* ». Il faut refuser « *un bloc permanent avec le PDT et le PSDB [...] qui a dilué notre profil face aux travailleurs* », ce qui n'empêche pas « *des accords ponctuels ou des votes en commun* ». Pire : il « *commence à exister un abandon des revendications des travailleurs afin d'obtenir le 'moins pire'* ».

<sup>128</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 07, p. 46. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>129</sup> Idem. On lit : « *c'est une énorme erreur d'opter pour un 'clubisme' dilettante et de condamner ou de dissoudre l'essence de notre structure d'organisation – noyaux et directoires, contrôle de la direction, proportionnalité et droit de tendances – comme manière de dépasser le fossé entre la base et la direction* ». Ces thèses critiquent l'auto-prorogation du mandat du DN élu en 1990 pour préparer le 1<sup>er</sup> Congrès au-delà du 1<sup>er</sup> Congrès, et demande l'élection d'un nouveau DN.

<sup>130</sup> Pour les noyaux, ces propositions sont les suivantes : 1) établir que par exemple 1/3 des membres de tout DM soient élus par les noyaux existants et enregistrés. 2) que les noyaux par catégorie, lieu de travail ou mouvement social aient une représentation privilégiée dans les délégations aux rencontres du parti (aujourd'hui ils sont pénalisés). Pour les congrès et rencontres, OT est pour la délégation directement proportionnelle et l'élection par les présents à la Rencontre, mais demande l'abolition des délégués indépendants, « *formules dépolitisantes qui stimulent le carriérisme* » [...]. Pour ce courant, il ne faut surtout pas accepter « *la 'frauduleuse' ouverture du PT à la société élargissant le droit de délégation interne à n'importe quels représentants de non-adhérents : au lieu de renforcer ses relations avec la société, ce procédé, s'il s'appliquait, diluerait les frontières du parti et nuirait à la représentation des secteurs que notre programme met en avant* ».

<sup>131</sup> Citons : « *n'enregistrer que des candidatures à des postes électifs présentées par des noyaux* » ; la « *disposition du mandat par l'instance correspondante (par exemple la démission du conseiller municipal quand il est désavoué par une majorité des 2/3 d'une rencontre municipale)* » ; « *que les salaires perçus par les pétistes élus soient payés par la caisse du parti, selon un barème national conforme au standard d'ouvrier qualifié* ».

<sup>132</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 09, p. 65. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte. Les thèses parlent de « *rétrécissement institutionnaliste* » du PT qui « *donne peu d'impulsions à la lutte de masse* » et regrettent : la « *base militante est peu organisée, peu informée et peu formée politiquement* ».

stratégiques »<sup>133</sup>. De plus, « *il s'est créé un hiatus entre les militants pétistes dans la lutte sociale et les militants du parti* »<sup>134</sup>, et cela empire : « *le PT en arrive à perdre sa capacité de décision comme parti* », avec des « *centres de décision toujours plus autonomes (administrations, élus, syndicalistes) [...] et concurrents* ». DS défend les tendances, contre la volonté de leur faire porter la responsabilité de la baisse de motivation de la base<sup>135</sup>. Ce texte prône aussi de renforcer le lien parti-élus, avec des mandats du parti pour des élus avec une autonomie mais sous la direction politique du parti<sup>136</sup>.

Les thèses 10 répètent à plusieurs reprises l'idée du rôle dirigeant du PT dans la lutte pour le socialisme. Mais le parti est en difficulté. On lit : « *Jamais nous n'avons surmonté la séparation entre travail intellectuel et travail manuel, typique des partis bureaucratiques, bourgeois ou non : certains pensent et d'autres font* »<sup>137</sup>. Le texte évoque « *la forte adaptation aux exigences de la loi organique [sur les partis], la tension institutionnelle et le manque de renouvellement des cadres dirigeants* ». L'éloignement base-sommet est dû à l'absence de noyaux, et aussi aux « *taches de la bureaucratization naissante* ». Pour les finances, les thèses prônent « *de diversifier les sources pour ne pas dépendre des mandats électifs et, par extension, des ressources rattachées aux institutions bourgeoises* ».

#### **d) La conjoncture et les choix tactiques du 1<sup>er</sup> Congrès**

La crise économique au Brésil s'est encore aggravée pendant l'année 1991, la situation des travailleurs aussi ; la crise politique a pris aspect critique. La résolution constate que « *le Gouvernement Collor est, aujourd'hui, le principal instrument d'approfondissement de la crise. D'abondantes dénonciations de corruption, largement diffusées par la presse, entourent son gouvernement, impliquant des ministres, des conseillers directs et même sa famille* »<sup>138</sup>. Le texte note les violations de la Constitution, et condamne « *la politique odieuse de décrochage des salaires sur les prix, la confiscation des retraites, le délabrement de la Sécurité sociale* ». Il précise que « *grandit dans la population le sentiment légitime qu'il est nécessaire de dire 'assez' à la politique de Collor* ». Le gouvernement « *chute dans les sondages d'opinion, traduisant [...] l'angoisse et le mécontentement du peuple* ». Collor garde le cap, mais « *la peur du chômage est plus forte que la capacité, jusqu'ici démontrée par le mouvement syndical, d'articuler des luttes parvenant à récupérer et à maintenir le pouvoir d'achat des salaires* ». Le PT prône « *la construction d'un vaste mouvement d'opposition populaire et institutionnelle* », combinant « *mobilisation sociale [...] intervention parlementaire et [...] action dans les mairies* ». Il s'agit de « *rendre impossible les politiques prédatrices de Collor de Mello, en faisant prévaloir, socialement et institutionnellement, une sortie de crise démocratique et populaire* »<sup>139</sup>. Une « *campagne d'urgence* » est évoquée,

---

<sup>133</sup> Idem. Il précise : « *le PT se définit par le socialisme, subordonne dans ses résolutions la lutte institutionnelle à l'organisation indépendante des travailleurs, à la lutte de masses et à la stratégie plus générale de conquête du pouvoir. Mais cela, pourtant, ne s'est pas reflété dans l'organisation du parti, qui continue à agir en fonction du calendrier électoral et pour la conquête de postes dans les institutions* ».

<sup>134</sup> Idem, p.66. D'où tendance à la « *réduction de la démocratie interne à un système d'élections (dans les rencontres) et de délégation de pouvoir* ».

<sup>135</sup> Idem, p. 67: pour les thèses 9, la non-participation des adhérents sans tendance réside d'abord dans « *l'absence de structures d'organisation et de participation de la base partisane, comme les noyaux* ».

<sup>136</sup> D'où l'idée de salaires payés par le parti pour les élus et les postes de confiance dans les cabinets, le parti recueillant l'excédent (la différence entre les indemnités payées par l'Etat et les salaires payés par le parti).

<sup>137</sup> *Jornal do Congresso*, N°5, Teses 10, p. 75. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>138</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit., p. 539. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>139</sup> Idem, p. 540.

mais on remarque que le champ d'action du PT se situe, là encore, prioritairement, dans les institutions : « *Le PT soutiendra les luttes de la société civile et des secteurs marginalisés, et y sera présent* » ; « *le PT sera un allié de tous ceux qui, dans la société civile, veulent dire stop à la corruption, à l'impunité, à la violence et la spoliation, marques du Gouvernement Collor* ». Les mots ont un sens : le PT « soutiendra », « sera présent », « sera un allié »... Autrement dit, le PT n'impulsera pas la lutte sociale. En d'autres termes, si ça bouge dans le pays, le PT sera là. La réponse est, encore une fois, prioritairement institutionnelle et électorale : « *le PT considère que les élections de 92 seront aussi un important moment de lutte contre le projet Collor* »<sup>140</sup>. Ce sont des élections municipales, donc locales... La solution, pour la majorité du PT, c'est de « *négoier avec le mouvement social et populaire ; les partis démocratiques et de gauche ; les entités représentatives de la société civile* » autour d'un « *ensemble de revendications* » et de réformes, recensées par la résolution.

On pourrait attendre un ton plus martial d'un parti qui, en même temps, parle encore de « révolution ». Fin 1991, il ne se donne pas comme objectif de chasser le président, mais seulement d'essayer de gêner ou de bloquer sa politique. Chasser Collor, le texte majoritaire l'envisage si et seulement si est prouvé, « *juridiquement et politiquement* », un « *crime de la responsabilité du président* », auquel cas « *le PT n'hésitera pas à recourir à l'impeachment, en défense de la démocratie* ». La gauche du parti se bat contre cette tiédeur, et veut une campagne pour chasser le président. Dans le texte de la CS, la mobilisation populaire est mise au tout premier plan. On lit : « *Ce congrès doit approuver une campagne nationale immédiate 'Dehors Collor'*<sup>141</sup> *qui s'appuie centralement sur l'action directe des masses et, en même temps, soit accompagnée par une proposition alternative concrétisée par un plan économique d'urgence qui montre qu'il y a une autre issue à la crise pour les travailleurs. Sur cette base, au plan institutionnel, nos parlementaires doivent proposer l'impeachment et la dissolution du Congrès, avec une convocation à suivre d'élections générales, en ayant clairement à l'esprit que nous ne battons Collor qu'avec la mobilisation de millions de gens, et non pas en alimentant des illusions sur le Congrès National qui est un point d'appui pour le gouvernement et non pas pour le déstabiliser* »<sup>142</sup>. V. Arcary raconte la suite : « *toute la gauche se réunit dans un front qui représente 30% du congrès, avec la formule 'initier un mouvement politique pour essayer d'obtenir la chute du gouvernement Collor', et anticiper les élections. C'était une opportunité historique [...] Et le PT a voté contre la campagne 'Fora Collor' ; il a voté pour respecter le calendrier électoral* »<sup>143</sup>. Pourquoi ? Selon V. Arcary, « *ils voulaient démontrer à la société bourgeoise, aux milieux bourgeois, aux institutions, aux militaires qu'ils respectaient la règle du jeu. Que c'était un parti du régime. Qu'il était en opposition à Collor, mais que c'était un parti du régime. Et ça a été dur* ».

#### **e) L'ambiance du Congrès et son issue**

Le Congrès a très mal commencé. V. Arcary raconte comment : la direction du PT a invité un diplomate américain au 1<sup>er</sup> Congrès, qui « *s'ouvre sur une crise, parce que nous, de la gauche, on prend la parole et on dit : 'dehors l'ambassadeur des Etats-Unis'. L'Articulation se divise. Un premier vote montre que la gauche, avec la scission de l'Articulation, a gagné*

---

<sup>140</sup> Idem, p. 541.

<sup>141</sup> 'Fora Collor' en portugais, une expression que nous allons bientôt retrouver, dans les rues notamment.

<sup>142</sup> Texte cité dans un compte rendu du congrès donné par la revue *Em Tempo*, article de Juarez Guimarães, intitulé '*O PT e a crise nacional*', N° 256, Décembre 1991, p. 9.

<sup>143</sup> Notre interview de Valério Arcary, réalisée à São Paulo (SP) le 13 août 1994. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

*sur ce vote pour expulser l'ambassadeur – je crois [plutôt] que c'était le consul ; bref, c'était une autorité du gouvernement nord-américain – La gauche se lève à ce moment-là ; le cri proposé par les castristes était : 'Cuba, Cuba, Cuba ! Dehors l'émissaire américain'. On a participé [...] Le congrès a été interrompu. L'Articulation est sortie et a fait un congrès en parallèle. Ils sont restés 3 heures dans un ancien studio de cinéma à São Bernardo [...] pour décider entre eux que l'autorité des USA reste. Le congrès a recommencé ensuite ».*

Dans leurs interventions, leurs contributions, jusque dans le titre de leurs thèses, des courants de gauche du parti se réfèrent à un PT originel qu'il faudrait sauver<sup>144</sup>. Non pas « gauchir » ses fondements en dépassant les ambiguïtés initiales dans un sens révolutionnaire : juste revenir aux caractéristiques du PT des débuts. C'est symptomatique du déplacement vers la droite du centre de gravité du parti. Pour la gauche pétiste, le PT est en danger. V. Arcary est catégorique : « *C'est un moment clé [...] du point de vue de la direction du PT. C'est la social-démocratisation complète du courant majoritaire. [...] Il mène une attaque formelle contre l'idée de la rupture révolutionnaire. L'idée, c'est qu'il ne peut plus rester, après [...] la chute du Mur de Berlin, aucun doute sur le fait que le PT est un parti de la démocratie, qu'on accepte la défaite de 89, qu'on respecte les institutions du régime, et qu'on se prépare pour la victoire de 94, par les élections ».*

Finalement, l'Articulation l'emporte<sup>145</sup>. Sur le socialisme, elle obtient 476 voix (46,3%) ; l'ensemble des thèses à sa gauche (thèses 3, 5, 7, 9 et 10), 380 voix (37%) ; et les thèses à sa droite (thèses 8), 127 (12,4%). Sur la question du parti, l'Articulation remporte 463 voix (42,2%) ; l'ensemble des thèses à sa gauche (thèses 5, 7, 9 et 10), 377 (38,5%); et les thèses à sa droite (thèses 8), 129 (13,2%).

## **Section 2 : Le PT du « Collorgate » et de l'intermède Itamar Franco**

La situation politique du pays va beaucoup changer dans les trois ans qui suivent le 1<sup>er</sup> Congrès du PT. Le peuple brésilien va renvoyer son président, celui-ci sera remplacé par son « vice », Itamar Franco. Et en 1994, une échéance électorale majeure attend le PT.

---

<sup>144</sup> Ainsi pour le texte d'OT (intitulé 'En défense du PT') ou celui de la CS ('En défense du PT des origines, pour un Brésil socialiste'). BS (Brésil socialiste, ex-PCBR) écrit – dans le cahier 5 où figure son résumé de thèses (3) – qu'il s'agit de « rétablir la proposition et le profil révolutionnaire du PT », face à la crise. Sur des bases différentes, le texte de résumé des thèses de la DS (9), conclut qu'il s'agit d'une « question de survie du PT comme outil d'une politique révolutionnaire ». Plus mesurées dans l'expression d'inquiétudes, les thèses (10) rappellent la « naissance du PT avec des éléments d'un parti révolutionnaire », et déplore que le parti vive « une crise qui est fruit de l'absence d'une formulation stratégique claire ».

<sup>145</sup> Idem. Liste des thèses avec leur score : 1) 'Et maintenant, PT: action politique et économique vers la société socialiste', inscrites par Carlos Roberto Viaz e non défendues : a) 2 voix et b) 3 voix ; 2) 'Sur le socialisme, la révolution brésilienne et le PT', défendues par Vladimir Palmeira : a) 30 voix et b) non présentées ; 3) 'Socialisme et stratégie', par Bruno Maranhão : a) 10 voix et b) non présentées ; 4) 'Pour l'indépendance de classe et pour le socialisme', par Antônio Justino : a) 3 voix et b) non présentées ; 5) 'En défense du PT des origines, pour un Brésil socialiste', par Valério Arcary et Mauro Puerro : a) 74 voix et b) 74 voix ; 6) 'Socialisme et liberté', inscrites par Luiz Alberto Ravaglio : retirées ; 7) 'En défense du PT', par Markus Sokol et Júlio Turra : a) 36 voix et b) 37 voix ; 8) 'Un projet pour le Brésil', par José Genoíno et Augusto de Franco : a) 127 voix et b) 129 voix ; 9) 'Une voie révolutionnaire pour le PT', par Wagner Lino, Tatau Godinho et Raul Pont : a) 115 voix et b) 114 voix ; 10) 'Pour un PT socialiste et révolutionnaire', par Florestan Fernandes, Luiz Araújo et Vila Nova : a) 145 voix et b) 147 voix ; 11) 'Pour un Brésil démocratique et populaire', par José Dirceu, Marco Aurélio Garcia et César Alvarez : a) 476 voix et b) 463 voix (thèses-guide) ; 12) 'Le rôle du PT face à la crise du capitalisme et sa stratégie en direction du socialisme', par Afonso Magalhães, retirées ; 13) 'Révolutionner, il le faut', défendues par Mozart et Fernando : a) 9 voix et b) non présentées ; 14) 'Une contribution des travailleurs pour le 1<sup>er</sup> Congrès', par José Zico: a) non présentées et b) 8 voix.

## 1°) Changements dans les courants du PT

Avant de l'évoquer, nous devons saisir l'évolution des rapports de forces internes au parti et de sa structuration en tendances. Cela concerne tant la droite que la gauche du PT.

### a) A droite, du nouveau

En août 1989, le PRC (d'origine maoïste), jusqu'alors dans la gauche du PT, voyant d'abord ce dernier comme un « parti tactique », et étant pour cela critiqué par sa majorité comme étant l'un des « partis dans le parti », décide de se dissoudre en tant que parti et de devenir une des tendances internes du PT. Cela intervient au 3<sup>e</sup> Congrès du PRC, à une majorité de près de 90%, après des évolutions internes et des autocritiques quant à son rôle dans le PT. Ce courant s'interroge sur des questions de fond (programme, stratégie et tactique pour le socialisme ; bien-fondé du léninisme et même du marxisme)<sup>146</sup>. Cette dissolution aboutit bientôt à la formation de deux courants internes du PT : la *Nova Esquerda* (NE, Nouvelle Gauche)<sup>147</sup>, formée par la majorité de l'ex-PRC ; et le *Movimento por uma Tendência Marxista do PT* (MTM-PT, Mouvement pour une Tendance Marxiste du PT), créé en 1990 par la minorité, et devenu par la suite la *Tendência Marxista* (TM, Tendance Marxiste). La rupture entre les deux groupes issus de l'ex-PRC a lieu à la 7<sup>e</sup> RN, avec la présentation de thèses largement opposées : « *Les premières défendues par la majorité [de l'ex-PRC] sont intitulées 'Pour une stratégie révolutionnaire', affirment le marxisme comme une référence théorique parmi d'autres et récusent la filiation à celui-ci ; rejettent la dictature du prolétariat ; et défendent le caractère non-communiste de la tendance. Les autres thèses, 'PT : quel socialisme ?', défendent aussi une posture antidogmatique par rapport au marxisme, mais en maintenant beaucoup des principes et valeurs considérés par la majorité de ceux qui ont formé la NE comme orthodoxes. Ces thèses ont reçu le soutien d'environ 25% des délégués élus dans les Etats* »<sup>148</sup>. Puis la NE va approfondir sa critique du marxisme et constituer l'aile droite du PT, « *identifiant la crise en Europe de l'Est comme celle du socialisme et du marxisme* », et « *centralisant son action au parlement, vu comme le lieu privilégié de la mise en œuvre de la réforme de l'Etat* ».

Une partie du courant VS (*Vertente Socialista*), qui avait pris des postures à la gauche de l'Articulation en 1987, fait aussi un tournant vers la droite, concluant comme la NE « *que le stalinisme a représenté la continuité historique de Marx et de Lénine* », rejetant donc l'explication trotskyste du stalinisme par la bureaucratisation de l'URSS<sup>149</sup>. Avant le 1<sup>er</sup> Congrès, la NE se rapproche de ce courant (à la tête duquel on trouve Augusto de Franco et Eduardo Jorge). Les thèses 8 (« *Projet pour le Brésil* », PPB) du Congrès naissent de ce

---

<sup>146</sup> Dans la revue en ligne *Espaço Acadêmico* N°89 – octobre 2008 (<http://www.espacoacademico.com.br/089/89ozai.htm>), Antônio OZAI DA SILVA ajoute dans un article intitulé "A esquerda marxista e o PT (II) – A Nova Esquerda (NE) e o Movimento por uma Tendência Marxista do PT (MTM-PT)", qu'« avec le lancement d'un manifeste 'Por uma Nova Esquerda' (Pour une Nouvelle Gauche), les militants de l'ex-PRC ont prétendu favoriser le débat, dénué de dogmatisme, sur les principaux problèmes affrontés par la gauche: la conception du parti, le socialisme et le marxisme lui-même ». Pour cet auteur, le manifeste « veut unir, dans une nouvelle tendance, les forces voulant un 'engagement radical contre le dogmatisme', étant alors à la fois en désaccord avec ceux qui voient le socialisme comme le 'résultat spontané des luttes revendicatives' et ceux qui le 'pensent comme la résultante d'une 'stratégie qui prétend modifier, de réforme en réforme, la nature de l'Etat' ».

<sup>147</sup> Dans le BN N°49 (mars 1990), p.6, article intitulé 'Nova esquerda define princípios', NE précise bien : « nous sommes une tendance du PT et non pas au PT » ; « ses militants comprennent que le seul centralisme qui vaille est celui du PT ».

<sup>148</sup> "A Nova Esquerda (NE) e o Movimento por uma Tendência Marxista do PT", art.cit. Thèses intitulées 'Para uma estratégia revolucionária' et 'PT – que socialismo?' Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes viennent de la même étude.

<sup>149</sup> Idem. Pour VS, « les origines du stalinisme seraient dans la conception léniniste de l'organisation, laquelle serait fondée sur une 'conception politiste de la transformation sociale' ».

rapprochement et d'autres, avec une partie de l'Articulation, avec « le groupe 'PT Vivo' qui avait une forte influence dans l'administration Erundina ; un groupe à Rio de Janeiro, composé par Carlos Nelson Coutinho et Leandro Konder ; et une aile de l'Eglise représentée par Plínio de Arruda Sampaio e Irma Passoni ». Mais certains de ces protagonistes ne resteront pas dans cette alliance et feront d'autres choix au 1<sup>er</sup> Congrès, ou par la suite<sup>150</sup>. Le PPB va avoir une suite politique avec la création de DR (*Democracia Radical*), en 1993. Ce courant sera surtout représenté, nationalement par José Genoíno et Eduardo Jorge.

De son côté, le MTM-PT puis la TM (constituée en tendance interne du PT) vont se situer dans la gauche pétiste : pour ce courant, l'Etat garde une nature de classe, bourgeoise, et « la TM assume la nécessité de la rupture révolutionnaire et de la destruction de l'Etat bourgeois, etc. ». Au 1<sup>er</sup> Congrès, on retrouve la TM avec la FS (*Força Socialista*, dirigée notamment par Ivan Valente) et des personnalités indépendantes comme Florestan Fernandes, sur les thèses 10 ('Pour un PT socialiste et révolutionnaire')<sup>151</sup>.

## b) Noyau et pépins : départs et exclusions

Au cours de l'année 1990, la question concrète de l'enregistrement des tendances est posée. Une résolution votée à une large majorité lors de la réunion du DN du 25 mars, sur la base du texte adopté à la 5<sup>e</sup> RN, distingue trois cas parmi les courants du PT : premièrement, les regroupements qui satisfont la réglementation adoptée, en particulier en concevant « le PT comme parti stratégique pour la construction du socialisme »<sup>152</sup>, sont reconnus comme tendances internes ; deuxièmement, deux courants (OT et CS) se proclament tendances internes mais « montrent de flagrantes ambiguïtés [...] tantôt elles appliquent les délibérations du PT; tantôt elles suivent leurs propres décisions » ; troisièmement, il y a le cas d'« organisations politiques autonomes, différenciées du PT », donc de « *Causa Operária* » (CO). Une commission des tendances est désignée par le DN pour résoudre les problèmes et définir une réglementation plus fine. Après avoir rencontré les regroupements concernés<sup>153</sup>, la commission admet l'admission d'OT comme tendance interne, ce qui est validé par la CEN. Elle considère que la CS doit montrer au moins un début d'adaptation à la réglementation ; et, comme cela paraît décidé par le congrès de la CS en juillet 1990, CS devient aussi tendance interne. Le seul refus d'enregistrement concerne CO<sup>154</sup>. La porte reste entrouverte 3 mois, à condition que CO revienne sur sa caractérisation du PT : « un parti petit-bourgeois démocratisant inconsistant et qui ne joue aucun rôle comme canal d'organisation de la lutte et de l'évolution politique des masses »<sup>155</sup>,

<sup>150</sup> A. OZAI DA SILVA précise, dans *Espaço Acadêmico* N°89 : à Rio, « Carlos Nelson Coutinho, Leandro Konder et Milton Temer, entre autres, l'ont quitté; dans le Rio Grande do Sul, Tarso Genro, a adopté une position indépendante; ceux de l'Articulation qui ont signé les thèses PPB ont pris cela comme un choix de repli; dans la VS, on remarque le départ de Augusto de Franco, non seulement de PPB, mais du PT lui-même [...] Irma Passoni a suivi l'exemple de Franco et a adhéré au gouvernement FHC; Plínio Sampaio, au contraire, est resté au PT et y a tenu une position indépendante – la gauche pétiste a même pensé à lui pour la représenter pour la présidence nationale du PT à la 10<sup>e</sup> RN ».

<sup>151</sup> A. OZAI DA SILVA précise encore (idem) que « l'intervention conjointe au 1<sup>er</sup> Congrès a renforcé les liens politiques entre ces forces. Après le congrès, elles ont intensifié leurs efforts dans le sens de former un forum commun qui leur donne un minimum d'organicité politique. Ce projet a évolué avec la formation de NLPT, en avril 1992, qui incorporait les Tendances BS et OT et le collectif du député fédéral Luiz Eduardo Greenhalgh ».

<sup>152</sup> BN N°52, septembre 1990, p. 6-7. Article de J. Machado intitulé « *Um partido pluralista* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>153</sup> C'est à dire OT, CS et CO, plus « des camarades du DF qui plus tard feront la demande d'enregistrement de la tendance 'Movimento pela Afirmação do Socialismo Proletário' ».

<sup>154</sup> Deviennent ainsi tendances internes enregistrées officiellement dès le 31 mai 1990 : Articulation ; DS ; MTM-PT ; NE ; OT ; VS. Puis, lors du DN du 14 juillet, s'y ajoutent CS, LPS (*Luta Pelo Socialismo*) et VP (*Voz Proletária*).

<sup>155</sup> BN N°52, septembre 1990, p. 7. Encadré « DN nega registro à Causa Operária ».

et sur ses intentions. CO a déclaré : « *la rupture avec le PT est à l'ordre du jour, pour ouvrir une nouvelle voie de regroupement révolutionnaire* ». CO ne sera jamais enregistrée.

Au 1<sup>er</sup> Congrès, l'Articulation n'en a pas fini avec les tendances qui la gênent le plus. La résolution adoptée considère que la réglementation en vigueur a joué un « *rôle important dans la dissolution des partis dans le PT* »<sup>156</sup>, que « *le droit de tendance ne peut pas être compris comme le monopole des tendances sur la vie du parti* », et constate : « *Aujourd'hui [...] le fonctionnement précaire de nos instances, la carence de mécanismes de formation et la quasi-inexistence de moyens de communication partisans finissent par marginaliser les adhérents* » ; ceux « *qui ne font pas partie d'une tendance ont un accès difficile aux informations, aux discussions et aux directions du parti* ». Le texte poursuit avec les fractions : « *l'application de la réglementation des tendances n'est pas parvenue à éliminer l'existence et la cristallisation, dans le parti, de véritables fractions* »<sup>157</sup>.

C'est la CS qui est visée. Malgré son admission comme tendance interne en 1990, l'affaire rebondit avec la question du mot d'ordre *Fora Collor*. La tendance se rebelle et décide, contrairement à la décision du 1<sup>er</sup> Congrès, de se battre pour chasser le président et de dénoncer publiquement la direction du PT qui s'y refuse<sup>158</sup>. Cela conduit à son exclusion, en mai 1992<sup>159</sup>. Quel est le sens de cette exclusion ? Les avis divergent. Certains refusent de parler d'exclusion, expliquant que CS voulait quitter le PT. Luciana Genro, alors militante PT et CS va un peu dans ce sens : pour elle, la CS a « *à moitié provoqué son exclusion, elle voulait se faire exclure ; [elle] estimait que c'était le moment de rompre et de construire un nouveau parti [...]* On sait, on y était. [...] *C'était aussi un moment où le PT voulait dompter ses courants internes* »<sup>160</sup>. C. Garcia et V. Arcary ne voient pas les choses ainsi. Le premier affirme : « *Nous savions que [l'exclusion] allait arriver à un moment, mais on voulait que ça dure le plus possible* »<sup>161</sup>. Il explique que les choses ont été un peu « *précipitées* » parce que « *le Congrès avait voté qu'il ne fallait pas faire campagne pour le 'Fora Collor' et nous n'avons pas appliqué cette décision* ». V. Arcary précise : « *Convergência n'a pas décidé un an à l'avance de rompre avec le PT. [...] C'est plus compliqué. CS voulait gagner du temps en restant dans le PT. Gagner du temps, mais sans faire les concessions qui nous étaient imposées* »<sup>162</sup>. Il narre le processus de cette exclusion avec moult détails.

---

<sup>156</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 524. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>157</sup> Et en p. 525, on lit une dénonciation de « *sièges publics* » et de « *journaux publics* » pour certains courants, ainsi que du « *fractionnement de l'action publique du parti, particulièrement dans le mouvement syndical* » ; et un rappel : « *le PT doit être un parti avec des tendances, mais pas un parti de tendances* ».

<sup>158</sup> La lecture du journal '*Convergência Socialista*' après le 1<sup>er</sup> Congrès ne laisse aucun doute : CS bataille fort contre la majorité du PT et martèle '*Fora Collor*'. Le 1<sup>er</sup> février 1992, la CS met en avant des « *candidatures alternatives* », pour chasser Collor ; elle va appeler à des manifestations de rue sur ce thème le 13 mars. Le 15 février, elle annonce : « *l'Articulation veut exclure Convergência du PT* », fait témoigner des militants du PT mécontents, dénonce les accords des élus pétistes avec le patronat. Etc. Jusqu'à son exclusion, elle a choisi de mobiliser.

<sup>159</sup>V. Arcary précise : « *nous avons été expulsés jusqu'à fin mai 92. C'est le dernier moment de l'exclusion. C'est la rencontre de l'Etat de São Paulo du PT, et le dernier moment, c'est au Directoire national. On a fini d'être expulsés pendant la réunion du DN* » (notre interview de V. Arcary). A partir de mai, la CS tente de mobiliser au maximum les pétistes contre cette décision, et de regrouper les forces révolutionnaires, surtout syndicales, avec lesquelles travailler une fois exclus du PT.

<sup>160</sup> Notre interview de Luciana Genro, réalisée à Porto Alegre, le 2 juin 2014. Elle ajoute : « *On ne pouvait plus avoir un journal public, on ne pouvait plus avoir de siège. Cela a été un ensemble de mesures administratives que le PT a prises pour que les courants ne se superposent pas au parti. Et Convergência n'a pas accepté [...] et donc a désobéi à ces règles et a été exclue [...]* Et nous pensions que le moment était mal choisi, parce que le PT était encore un parti de masses, qu'il n'était pas encore arrivé au gouvernement central, et que, donc, l'expérience du PT n'était pas complète pour le peuple ».

<sup>161</sup> Notre interview de Cyro Garcia.

<sup>162</sup> Notre interview de Valério Arcary. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

Tentons une synthèse : pour CS, le refus du mot d'ordre « *Fora Collor* » au Congrès est un symptôme de la « *social-démocratisation complète du courant majoritaire* »<sup>163</sup>. On comprend donc que pour CS, appliquer la décision de non-mobilisation sur ce thème, ce serait trahir les travailleurs et qu'une organisation révolutionnaire se déshonorerait en y obéissant. CS voulait « *gagner le plus de temps possible* », mais sans « *faire aucune déclaration politique de renoncement à nos positions* ». Pour V. Arcary, l'exclusion de CS est « *une combinaison de notre décision de ne faire aucune concession et de la décision de Zé Dirceu* »<sup>164</sup>. Pourquoi ne pas faire de concessions ? Il y a des raisons internes à la CS : « *Dans une organisation révolutionnaire, il y a toujours des positions plus à gauche ou plus à droite [et] dans une organisation qui avait beaucoup grandi on aurait perdu une partie des militants* ». Il y a aussi des raisons plus générales : « *l'effet démoralisateur* » qu'aurait une capitulation de la CS, en particulier parmi les militants syndicaux qui sympathisent avec l'extrême-gauche<sup>165</sup>. Et cela, surtout, vu le contexte : « *pour la première fois la CUT, dans quelques régions du pays, avait une position publique en rupture avec la direction du PT. Il y avait une campagne sur le thème Fora Collor* »<sup>166</sup>. Dans la décision de rompre la discipline du PT et de se battre publiquement pour chasser le président, il y a aussi « *l'espoir de vaincre sur la campagne Fora Collor* »<sup>167</sup>. V. Arcary revient aussi sur les conditions, jugées « *provocatrices* », posées par la direction du PT pour ne pas aller à l'exclusion<sup>168</sup> : que CS ferme ses locaux, son journal, tout cela alors que CS avait gagné une réelle influence dans la CUT<sup>169</sup>. CS déclarait « *publiquement que c'était des conditions provocatrices, visant à détruire la démocratie [du PT], pour défendre un programme de collaboration de classes avec des méthodes bureaucratiques* ». Parmi les reproches faits à CS, il y a également celui des liens internationaux : mais « *si un trotskyste déclare publiquement, pour des raisons politiques concrètes, 'je renonce à la 4<sup>e</sup> Internationale', c'est le chemin d'une capitulation*

<sup>163</sup> CS se dit, au Congrès : « *L'initiative, c'est à eux de la prendre, pas à nous. On ne sort pas sur notre propre initiative* ».

<sup>164</sup> Il ajoute : « *C'est Zé Dirceu qui a décidé ça. Pour l'essentiel, Lula était d'accord, mais doutait un peu, il voulait une négociation, une petite renonciation, du genre 'Si vous faites un geste, on peut changer de position'. Quelques jours avant l'exclusion, Lula nous invite à aller diner chez lui, à son domicile, à São Bernardo. Parce que son calcul était le suivant : il savait qu'à l'intérieur de la CS, il y avait plusieurs sensibilités. Il y avait des gens qui donnaient plus d'importance à gagner du temps, et des gens qui y donnaient moins d'importance. Et tous savaient plus ou moins que moi qui étais la représentation publique de la CS dans le PT, j'étais sur la position de gagner du temps sans faire des concessions, mais de gagner du temps. Alors j'étais disponible pour faire un petit geste. Une déclaration hypocrite... Mais leur calcul, c'était aussi de diviser la CS, alors ils donnaient un peu d'air pour voir si la CS se divisait. Et bien sûr, moi, j'étais contre la division de la CS. Cette hypothèse n'était pas du tout sur la table. Dans les derniers jours, l'initiative était dans les mains de Zé Dirceu* ».

<sup>165</sup> Il précise : il craignait « *la répercussion de ces thèmes sur la CUT où il y avait des milliers et des milliers de militants qui n'étaient organisés dans aucune tendance politique, car ils étaient plutôt syndicalistes – le syndicalisme c'était leur vie – et qui avaient beaucoup, comme référence, les organisations révolutionnaires, parce qu'ils savaient que les révolutionnaires étaient plus impliqués, plus idéologiques, plus politisés, avec une vision stratégique* ».

<sup>166</sup> Il ajoute encore : « *La question était : faire ou non une campagne pour la chute du gouvernement Collor. Le PT était contre, une partie de la CUT était pour. Notre calcul a été que la démoralisation allait être énorme, si nous qui étions une réserve morale de cette génération de 84, qui venait des Diretas (une génération formée entre 84 et 92) ; sur ces gens qui ont entre 5 et 10 de militantisme, si nous, nous capitulons* ».

<sup>167</sup> Et aussi, que si Collor tombe, « *la situation ouverte par la défaite de Collor soit aussi une situation politique plus favorable pour une présence politique légale indépendante du PT, qui ouvrirait un chemin vers un développement très positif. Il y avait vraiment une possibilité d'unification. Trente groupes [...] avaient répondu positivement à un regroupement défensif que CS avait constitué, qui s'appelait Front Révolutionnaire [et notamment] un secteur de CUT pela Base* ».

<sup>168</sup> « *La dissolution est un mouvement de pression, de menaces, c'est-à-dire : si tu n'acceptes pas les conditions du règlement des tendances de 87 (5<sup>e</sup> RN), tu seras exclu. Cette campagne commence en 87 et va se terminer en 92* ».

<sup>169</sup> Sur ce point, il déclare : « *On avait des dizaines et des dizaines de locaux, près de 100 dans tout le pays : on devait les fermer. Le journal était hebdomadaire, déjà, avec un tirage de 10 000 exemplaires, donc un large tirage. On a fait une campagne de signatures qui a été un grand succès. Et surtout, la capacité d'initiative dans la CUT, où ils ne pouvaient pas nous imposer une centralisation comme dans le PT parce qu'on avait vraiment des positions dans les syndicats de base. Donc, on avait de fortes positions dans la CUT* ».



*irréversible. C'est une signalisation inacceptable. On ne fait jamais ça »!*<sup>170</sup> Et CS ne se gênait pas pour qualifier de « *ridicules* »<sup>171</sup> les exigences de la direction du PT. Mais pour V. Arcary, à travers l'exclusion de CS, un message est adressé aux autres tendances qui pourraient avoir envie de se rebeller contre la direction : CS, « *c'est le bouc émissaire. On vise Convergência, mais tout le monde autour, tout ce qui est à gauche, est visé, [du style] 'Vous comprenez bien ?' »*. Sur ce point, V. Arcary conclut : « *toutes les autres tendances avaient peur. Pourquoi elles avaient peur ? Tu sors du PT : tu perds la légalité. Alors tu ne peux pas participer aux élections. Alors tu ne peux pas avoir de députés... »*.

## **2°) « L'affaire Collor »**

Après cette « remise en ordre » du PT, les choses vont se précipiter au plan national, avec ce qu'on a appelé « l'affaire Collor » ou encore le « Collorgate ». C'est l'« apothéose » politico-judiciaire d'une présidence qui n'aura duré que deux années et demie. La crise politique a lieu dans un contexte économique et social toujours plus catastrophique.

### **a) Méaventures d'un président-maharajah**

A partir de la fin 1991, un parfum de corruption et de scandale commence à entourer le président. C'est d'abord sa femme, Rosane, qui est accusée de détournement de fonds. Puis les ministres de la santé et du travail, impliqués dans des affaires d'argent sale, doivent démissionner. Mais fin mai 1992, c'est le président lui-même, « chasseur de maharajahs », qui est accusé... par son propre frère. En envoyant une cassette au magazine *Veja* et en lui accordant une interview, Pedro Collor, en voulant défendre ses intérêts de chef d'entreprise de presse<sup>172</sup>, va ouvrir un scandale qui débouchera sur l'éjection de la présidence du premier chef de l'Etat élu au suffrage universel après la fin de la dictature. Le frère du président se plaint de menaces de mort de la part d'hommes de main du trésorier de campagne du président, P.C. Farias, que le patron de presse décrit comme « *un érudit du vol, de la corruption et du chantage [...] capable de tuer pour pouvoir extorquer* »<sup>173</sup>, à la tête d'un vaste réseau de corruption, et dans une « *sybiose profonde* » avec le Président. Ce dernier n'est pas épargné. La presse s'en mêle et fait ressortir d'autres affaires, obtenant des

---

<sup>170</sup> Il précise : « *on nous demandait de dire qu'on n'avait plus de relations avec le centre international. On ne peut pas dire ça. C'est démoralisateur pour notre organisation. Nous sommes des trotskystes. On ne peut pas admettre qu'on est seulement un courant national et que notre loyauté va d'abord au PT et ensuite à la 4<sup>e</sup> Internationale [...] Ce sont des principes* ». Il raconte aussi les questions-réponses entre la direction du PT et celles de la CS : « *Vous avez des liens internationaux ? - Mais c'est évident ! On appartient à un mouvement qui s'appelle 4<sup>e</sup> Internationale. Rien que le nom, c'est transparent ! [...] Et vous êtes disciplinés par rapport à un centre international extérieur au PT ? - Evidemment !* ».

<sup>171</sup> V. Arcary raconte que la CS tenait ce discours à la majorité : « *On respecte votre autonomie, on veut la liberté de nous exprimer nous-mêmes, aussi. Qui parle au nom du PT ? C'est vous, on ne parle pas au nom du PT. On respecte le fait que vous êtes les porte-paroles du PT. Mais on parle en notre nom. Sinon, c'est ridicule. On a lutté contre la dictature et on n'a pas accepté d'être réduits au silence par la dictature. Et on accepterait de se taire à cause de la direction du PT ? Ce n'est pas raisonnable. On existait avant vous. On a subi des arrestations, des tortures, des morts, et on n'a jamais cessé de défendre nos idées, et on devrait cesser de défendre nos idées à cause des menaces de la direction du PT !... Soyez moins ridicules !* ».

<sup>172</sup> L'affaire Collor ressemble au départ à une simple querelle familiale sur fond d'intérêts commerciaux : Pedro Collor, patron du groupe de presse familial Arnon de Mello, se plaint de la concurrence déloyale que lui fait Paulo César Farias, l'ex-trésorier de campagne du président. N'arrivant pas à se faire entendre, à bout, Pedro avertit les médias : le patron de presse se plaint de voir son projet de quotidien du soir rejeté, ainsi que ses besoins en matière de stations de radio près de la capitale de l'Alagoas, Maceió, tout cela pour combler d'aise PC Farias, qui monte, avec l'aide présidentielle, un journal concurrent, *Tribuna*, et obtient une douzaine de radios, tout en recrutant au prix fort des salariés de la *Gazeta* de la famille Collor.

<sup>173</sup> VEJA, N° 27 de maio de 1992.

témoignages très compromettants pour le président<sup>174</sup>. Sur l'insistance des parlementaires pétistes J. Dirceu et E. Suplicy, une commission d'enquête parlementaire (CPI en portugais) est mise en place<sup>175</sup>. Il apparaît bientôt que c'est Collor lui-même qui est le chef de tout le réseau de corruption<sup>176</sup>. Le président, à la TV, parle de « complot », et implore le soutien populaire, mais ses jours sont comptés : la presse continue ses investigations et la CPI obtient une cascade de révélations sur le « système PC » et les sommes énormes volées par Collor et ses proches. Certains flairent même l'argent de la drogue<sup>177</sup>.

## b) La colère monte

Ces révélations mettent un certain temps à faire descendre le peuple dans la rue. Au début, beaucoup sont persuadés que le président est bien en lien avec le sulfureux PC Farias, mais pensent que la CPI ne va mener à rien<sup>178</sup>. Mais lorsque les liens PC-Collor sont rendus évidents, Congrès et CPI deviennent crédibles. Dans un premier temps, à l'initiative de la CUT, de l'UNE, des avocats de l'OAB, et du PNBE (regroupement patronal opposé à la ligne de la Fédération des industries), il naît un Mouvement pour l'éthique en politique. S'appuyant sur le réseau militant de la CUT, ce mouvement va se structurer et permettre des manifestations dans tout le pays. Mais les choses démarrent mollement : un meeting du PT à São Paulo avec Lula ne réunit que 5 000 personnes. V. Arcary ajoute qu'il y a eu « à São Paulo une manif de 10 000 personnes, pour le 'Fora Collor', sur convocation de la CUT de São Paulo. La CUT, à São Paulo, était dirigée par la gauche (nous<sup>179</sup> et CUT Pela Base) »<sup>180</sup>.

C'est la jeunesse qui fait changer la taille des manifestations. C'est l'UNE, le syndicat étudiant dirigé par le PCdoB et où se trouvent aussi beaucoup de jeunes pétistes, qui lance ce combat<sup>181</sup>. Le 11 août, une manifestation a lieu en plein cœur de São Paulo, rassemblant

---

<sup>174</sup> Des victimes de PC Farias parlent. Le chauffeur de Collor, Eriberto França narre à la revue *Istoé* les entretiens entre le président et PC Farias ; le rôle de la secrétaire présidentielle Ana Acioli ; les nombreux chèques à destination de Collor et ses proches ; la place d'EPC, entreprise dirigée par PC Farias, dans le paiement des dépenses de la famille Collor, « *des salaires aux garde-robes, des maisons aux voitures* ». Cf Pierre BROUÉ (op. cit. p. 17). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>175</sup> CPI dont le secrétaire déclarera : « *J'avoue avoir été surpris de l'importance et de la généralisation de la corruption à tous les niveaux de l'administration publique, fédérale, d'Etat et municipale* ». (Idem, p. 24).

<sup>176</sup> Le 20 juin, un ancien conseiller de Collor dénonce ce dernier comme le véritable chef de tout le réseau de corruption, PC Farias étant décrit comme un simple « *voleur de poules* ». Idem, p. 18.

<sup>177</sup> Résumons, avec quelques exemples seulement, tant la liste est longue : les contacts du président, via PC Farias, avec le milieu et les trafiquants de devises (*doleiros*) à Rio ; profusion de chèques émis par l'EPC ou par des « inconnus » inexistantes détenteurs de comptes illégaux, et à destination de Collor, sa famille, ses proches. P. Broué donne le chiffre, à mi-août, de 1,3 million de dollars reçus sur 2 ans par Rosane Collor, la première dame ; de US\$ 465 000 pour Ana Acioli, etc. Des cadeaux somptueux aussi pour d'autres proches, dont la maman, Leda Collor (Idem, p. 19). P. Broué note aussi que la restauration de la maison et des jardins de la Casa de Dinda, propriété du président, a coûté environ 10 millions d'US\$, soit 22 fois la réfection du Jardin Botanique, propriété nationale (idem, p. 20). P. Broué évoque de colossaux pots-de-vin, mais pense que cela n'explique pas tout. Comme J. Dirceu, il flaire l'argent de la drogue. Il précise : « *Nous sommes loin encore de tout savoir aujourd'hui sur ce sujet* ». Mais il évoque des indices concordants : 1 milliard d'US\$ « *placés au-dehors* » par PC Farias ; développement de l'EPC dans le domaine des lignes aériennes en direction de Medellín, d'autres grandes villes de la drogue, et de Miami ; relations proches entre PC Farias et des personnages compromis dans des trafics de drogue ; l'évolution de l'enquête internationale en direction des Iles Vierges et Caïman, et du Libéria... (Idem, p. 21-22).

<sup>178</sup> J. Dirceu reconnaît cet état d'esprit (BN N°64, juillet 1992, « *alguma coisa está fora de ordem* », p. 3) : « *Pourquoi l'opinion publique ne croit pas à la CPI ? Parce que tout le monde sait que le Brésil est le pays de l'impunité. Parce qu'il a été dit et répété sur tous les tons que les CPI ne mènent à rien, et aussi parce qu'il y a une piètre idée du Congrès national* ».

<sup>179</sup> « Nous » fait ici référence à la tendance syndicale influencée politiquement par la CS, qui vient d'être exclue du PT.

<sup>180</sup> Notre interview de V. Arcary.

<sup>181</sup> V. Arcary commente : « *Curieusement, le PCdoB était pour le Fora Collor. Et la UNE, où toute la gauche participait – la UNE avait déjà une structure proportionnelle – avait une forte majorité pour faire la campagne. Alors la UNE fait une campagne de masse, et cela depuis le début de l'année 91* ».

environ 50 000 jeunes dans un cortège peu encadré, très spontané<sup>182</sup>. Puis pendant 40 jours, la colère populaire va enfler, et les rues brésiliennes vont se remplir de manifestants, sous l'aiguillon d'une jeunesse qui va imprimer son propre style. On va les surnommer les '*caras pintadas*' (les « visages peints ») : ces jeunes défilent grimés. Les cortèges penchent à gauche, mais sans caractère partisan ; on y trouve certainement assez peu de socialistes et de révolutionnaires organisés, plutôt l'expression d'aspirations démocratiques radicales<sup>183</sup>.

Le 13 août, Collor fait un choix qui va précipiter son isolement : lors d'une manifestation officielle du régime, devant des chauffeurs de taxis, il adopte une attitude de combat, appelant ses défenseurs à manifester le dimanche suivant, en arborant les couleurs nationales (jaune et vert). Le président ne se rend pas compte qu'il est déjà très largement rejeté par la population. Le 16 août, a donc lieu ce qui a été appelé la Bataille des Couleurs. Dans de nombreuses villes, pros et anti-Collor manifestent, arborant des couleurs différentes : dans l'improvisation, le choix, spontané mais répété à peu près partout, se porte sur le noir. Le noir s'empare de bien des rues. Ils sont 100 000 à défiler en noir le long des plages de Rio<sup>184</sup> ; 100 000 aussi à Brasilia, jusqu'en face du palais du *Planalto* ; des dizaines de milliers à Belo Horizonte ; et un nombre difficile à estimer à São Paulo, où 4 cortèges différents n'ont pu se rejoindre. Face à cela, peu de soutiens (en vert et jaune) pour le président. Le lendemain, toute la presse brésilienne note l'échec de Collor, et la victoire du noir sur le vert et jaune<sup>185</sup>. Un sondage publié le lendemain montre que seuls 5% soutenaient encore Collor le 16 août. Mais apparemment, ce dernier ne veut toujours pas comprendre.

Après le 16 août, dans le cadre très souple du Mouvement pour l'Éthique en Politique, rassemblements et marches géantes s'organisent<sup>186</sup>. A Rio, une manifestation a lieu le 21 août, « *hérissée de pancartes, banderoles et drapeaux du Front révolutionnaire, de la Convergence socialiste et du Mouvement révolutionnaire du 8 octobre rattaché pour le moment au PMDB* »<sup>187</sup>. Mais les calculs politiques ne fonctionnent pas toujours : le 24,

---

<sup>182</sup> V. Arcary, présent ce matin-là, rapporte quelques anecdotes : « *J'étais probablement la seule personne de plus de trente ans [...] Comme je travaillais dans une institution publique, j'avais un contact quotidien avec les étudiants. Quelque chose me disait que ça allait être différent, pas comme les autres manif avec 2000 ou 3000 étudiants [...]. A Paulista [...] avant 8h, il y avait [déjà] un énorme camion avec la sono [...] Il y avait Lindbergh [Farias, le président de l'UNE, militant du PCdoB]. Il me reconnaît. Il est désespéré, parce qu'il est 8h du matin et il y a déjà environ 15 000 étudiants. Il me dit : 'Valério, viens ici, monte et donne-moi un coup de main'. Il m'appelle très fraternellement, parce qu'à 8h du matin il n'avait déjà plus de voix [...] Il était le seul qui avait un minimum d'expérience pour animer la manif étudiante. Il n'y avait plus personne d'autre* ».

<sup>183</sup> Avec, en particulier, la chanson, très souvent reprise, de Caetano Veloso, *Alegria, Alegria*, emblématique d'une série télévisée à succès, « Les années rebelles », contant l'histoire des résistants à la dictature militaire dans les années 1960-70. P. BROUE (op. cit. p. 41) commente : les jeunes « *se veulent 'les nouveaux rebelles', continuant le combat des anciens. Pour eux, la lutte pour démettre Collor est le même combat que ceux de leurs aînés contre la dictature* ». P. Broué a recensé des slogans contre Collor et la corruption, mais aussi des slogans contre la *Rede Globo*, et une sympathie pour Lula (idem).

<sup>184</sup> P. Broué note que les manifestants sont allés conspuer le gouverneur Brizola (qui continuait alors à soutenir Collor) !

<sup>185</sup> Le noir représente le « *deuil symbolique pour les crimes commis par le Président contre le peuple* », selon P. Broué (idem, p. 47). Fantaisie et humour sont au rendez-vous. Deux exemples donnés par P. Broué (idem, p. 54) : « *une femme, revêtue d'un simple slip, enceinte jusqu'aux dents, s'était inscrit sur le ventre le mot d'ordre prêté à l'enfant à naître : 'Collor, dehors !* » ; ou une pancarte dans un cortège : « *Fernandinho, nous ne te laisserons pas seul : tes prisons sont pleines !* »

<sup>186</sup> P. BROUE (idem p. 81) note que pour ce qui est d'être au-dessus des partis, ce Mouvement « *n'est pas une réussite totale. D'abord parce qu'il est partout plus ou moins animé par la CUT alors que la plupart des cadres de la CUT sont généralement des militants du PT [...]. Ensuite parce que [les autres partis que le PT] ne se placent pas 'en dessous' du Mouvement, mais, quand ils rejoignent ses manifestations, se veulent 'à côté', ce qui va être à l'origine de nombreuses frictions* ».

<sup>187</sup> P. BROUE (idem, p. 82) remarque que « *les jeunes dont beaucoup ne sont ni électeurs, ni près de l'être, n'ont à l'égard des partis ni complaisance ni sectarisme* ». Quand Benedita da Silva, candidate PT à la mairie de Rio, « *entourée de son état-major de campagne [...]. vient se joindre au défilé, elle est d'abord copieusement huée. Mais cette femme, qui est l'héroïne des habitants des favelas où, députée, elle continue à habiter, n'est pas de celles qui ont honte d'être des militantes.*

toujours à Rio, le gouverneur Brizola demande l'*impeachment*, tout en organisant une manifestation qui ne comptera que 20 000 personnes<sup>188</sup>, sur un mot d'ordre confus (« contre la corruption et pour la légalité »), visant à « *prendre ses distances à la fois de Collor et de l'opposition* ». Le 25, São Paulo voit par contre un rassemblement très massif : 500 000 personnes, dans un cadre qui se veut au-dessus des partis ; mais une partie de la foule (notamment pétiste) hue « *des positions hostiles, des mensonges, des chantages, des ralliements électoralistes* »<sup>189</sup>. Beaucoup refusent les consignes d'apparaître en vert et jaunes (façon de récupérer les symboles du pays) et se présentent en noir, ou avec des drapeaux rouges. Le 26 août, au soir du vote du rapport de la CPI, ils sont environ 100 000 à manifester à Brasilia devant le Palais des Congrès. Le même jour, l'ABC se mobilise contre Collor, sa corruption et sa politique néolibérale qui a déjà jeté à la rue des dizaines de milliers de travailleurs<sup>190</sup>. Le 30 août, Collor s'adresse à nouveau à la nation, prenant encore « *une posture de victime et de moraliste* »<sup>191</sup>. Mais tout le pays sent bien que son sort est scellé. Les semaines suivantes, la rue ne va pas se taire. Après avoir un peu fléchi, le mouvement populaire va culminer le 19 septembre, avec une journée nationale de mobilisation : sous des trombes d'eau, ils sont « *un million à manifester à São Paulo selon les calculs de la Police Militaire* »<sup>192</sup>, avec des premiers cortèges étudiants et lycéens, et un meeting final avec 20 orateurs, beaucoup d'entre eux étant d'ailleurs hués par la foule<sup>193</sup>.

### c) Le rapport de la CPI et l'*impeachment*

La rue poursuit donc son combat, mais partis et institutions sont mobilisés et l'issue politique va intervenir de ce côté. Du 11 août au 28 septembre, le soutien politique à Collor est une peau de chagrin. Au sein de la majorité gouvernementale, la préférence va d'abord une « solution de bon sens » : « *le départ volontaire du Président apaiserait la colère civique, ramènerait le calme et leur laisserait les mains libres* »<sup>194</sup>. Mais cela se heurte à l'obstination de Collor. Dès lors, pour un nombre croissant de politiciens, un vote sur une procédure d'*impeachment* contre lui semble être la seule solution. Brizola semble une curieuse exception : il fait preuve d'aveuglement politique, et continue à soutenir Collor alors que, dans le camp conservateur, certains ont déjà lâché le président<sup>195</sup> et que, dans le PDT, des députés ont fait de même, dès la mi-août, avant le rapport de la CPI. Des ministres hésitent à claquer la porte, et beaucoup attendent de connaître le rapport de la CPI pour faire leur choix. Mais presque tous commencent déjà à s'éloigner du président. Les parlementaires ne

---

*Marchant sur le groupe hostile, elle interpelle de toute sa force : pour qui la prennent-ils ? Pourquoi la sifflent-ils au lieu de siffler Collor ? Pourquoi cherchent-ils à briser l'unité de ceux qui combattent Collor ? Elle est follement applaudie ».*

<sup>188</sup> Selon P. BROUE (idem, p. 86), qui précise : « *malgré des efforts considérables, fermetures des bureaux, des écoles, des usines, 6000 autobus gratuits pour le transport* ».

<sup>189</sup> C'est l'interprétation des huées donnée par P. BROUE (idem, p. 84), en particulier contre la presse anti-pétiste.

<sup>190</sup> Selon P. BROUE (idem, p. 109), ils sont 30 000 manifestants puis 100 000 au rassemblement.

<sup>191</sup> Idem, p. 96.

<sup>192</sup> Idem, p. 112.

<sup>193</sup> C'est une journée nationale. Il n'y a pas que São Paulo : citant des capitales bien plus petites, P. BROUE (idem, p. 116) note : « *il y avait 40 000 manifestants à João Pessoa, 5 000 à Rio Branco, 12 000 à Natal. Le mouvement grandit, grossit* ».

<sup>194</sup> Idem, p. 60.

<sup>195</sup> Sarney et ses proches ont été parmi les premiers à déclarer qu'ils allaient voter l'*impeachment*. Le PFL, de droite et ultra-libéral, déclare d'abord conserver sa confiance à Collor, tout en laissant ses parlementaires voter selon leur conscience. Le président de la CPI, Benito Gama, est membre de ce parti et il juge inévitable la demande d'*impeachment*. Quant au PDS, après avoir annoncé que 80% de ses députés voteront contre l'*impeachment*, il voit son sulfureux leader Paulo Maluf faire un virage à 180 degrés et chercher à entraîner ces parlementaires dans un vote pour chasser Collor, sans lequel il risque fort de ne pas remporter la mairie de São Paulo qu'il convoite en octobre.

sont pas les seuls à le lâcher: les milieux d'affaires<sup>196</sup> et les militaires<sup>197</sup> font de même. Ces derniers n'ont pas viré à gauche. Au contraire : l'attitude de Collor les embarrasse beaucoup car elle favorise la poussée du PT et de la CUT.

Le rapport de la CPI<sup>198</sup> ne fait que corroborer les découvertes déjà égrenées par la presse. Les dépositions confirment les malversations les plus abracadabrantesques. On lit que « *Collor a dit que PC Farias [et lui-même] formaient une 'société informelle' et que le Président recevait 70% des bénéfices* »<sup>199</sup>. Le « schéma PC » de détournements de fonds est analysé<sup>200</sup>. Surtout, le lien entre PC et Collor est établi, ainsi que le fait que ce lien s'est « *intégralement maintenu' dans la période de la présidence* »<sup>201</sup>. Le rapport conclut que « *les faits décrits [...] contredisent les principes inscrits dans la Constitution comme incompatibles avec la dignité, l'honneur et le prestige de la charge de Chef de l'Etat* »<sup>202</sup>. Le rapport conduit toujours plus de parlementaires à déduire que, puisque Collor ne veut pas démissionner, il faut le faire partir. Pour U. Guimarães, Collor « *n'est plus président. Il n'est plus que le locataire du Planalto* ». Mais le discours de celui-ci le 30 août le prouve : ledit locataire ne veut toujours pas vider les lieux. Septembre est marqué par une décomposition du pouvoir, un sauve-qui-peut des politiciens de droite et du centre pour tenter de mettre sur pied des combinaisons politiciennes diverses leur évitant d'être rayés de la carte politique et balayés aux prochaines municipales. La désertion du camp présidentiel culmine sans doute le 3 septembre : Antônio Carlos Magalhães (dit ACM), tout-puissant gouverneur bahianais, lâche Collor, décide d'œuvrer pour l'*impeachment*<sup>203</sup> et laisse la liberté de vote aux élus du PFL. Les débats et le vote, le 28 septembre, devant quelque 200 000 manifestants à Brasilia et 500 000 à São Paulo, sont retransmis sur les écrans de tout le pays. L'*impeachment* obtient 441 voix contre 39<sup>204</sup>. Collor part et cède la place au vice-président, Itamar Franco.

#### **d) Et le PT dans tout cela ?**

A son 1<sup>er</sup> Congrès, PT refusait le mot d'ordre « Dehors Collor ». Selon C. Garcia, la majorité du parti, après 1989, « *misait sur une perspective du genre : 'nous perdons aujourd'hui, mais nous allons gagner la prochaine fois* »<sup>205</sup>. Dans ce contexte, le mot d'ordre '*Fora Collor*' « *donnerait le droit à la bourgeoisie de demander la tête de Lula ensuite. C'était une mesure préventive : pour éviter une campagne contre Lula, le PT ne pouvait pas participer à une campagne contre Collor* ». Mais cette question n'a pas cessé de diviser le parti après le 1<sup>er</sup> Congrès, et la CS n'a pas été la seule à défier la décision majoritaire. Bien

---

<sup>196</sup> P. Broué cite notamment C.A.Reis, président de la Bourse de Rio; l'ex-président de la Chambre brésilienne de l'industrie de la construction à Brasilia ; le président de la FIESP, M. Amato. Le patronat est très agacé de l'obstination de Collor.

<sup>197</sup> Le président (de droite) du Club militaire, le général Newton Cerqueira, déclarant notamment que les « *officiers des Forces Armées étaient 'indignés' par la 'corruption de haut niveau' révélée par l'enquête de la CPI, ajoutant que le Congrès 's'autodétruirait en ne prenant pas ses responsabilités* » (idem, p. 68).

<sup>198</sup> Un rapport de 329 pages publié largement ou totalement par la presse, contenant notamment 23 dépositions, présenté pendant 5 heures par le rapporteur Amir Lando, sénateur PMDB.

<sup>199</sup> Idem, p. 92.

<sup>200</sup> Paulo Maluf est épinglé par le rapport qui montre que ses campagnes, entre autres, sont aussi financées par ce schéma.

<sup>201</sup> P. BROUE (idem, p. 93).

<sup>202</sup> Idem, p. 94 (citation du rapport de la CPI)

<sup>203</sup> Cette procédure nécessitant une majorité des deux tiers au Congrès, soit 336 voix, le président n'a besoin que de 168 fidèles. Le 26 août, il manque encore 52 voix à une décision en faveur de l'*impeachment*. Collor tente le débauchage de parlementaires, promettant notamment des crédits pour leurs Etats ou région. Cela ne l'empêche pas de se dire confiant, jusqu'au bout.

<sup>204</sup> P. BROUE (idem, p. 137) note que « *la majorité des députés PFL, 64 sur 87, celle du PRN de Collor, 18 sur 28, ont voté pour l'impeachment* ».

<sup>205</sup> Notre interview de Cyro Garcia. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

des structures pétistes se sont lancées dans le 'Fora Collor'. A Feira de Santana (BA), par exemple, les militants ont « défendu le 'Fora Collor' avant l'autorisation du Directoire national »<sup>206</sup>, ce qui a causé des frictions et leur a valu d'être censurés par la direction du PT de l'Etat. A la réunion du DN des 8 et 9 mai 1992, les débats sont tendus. Le BN porte la trace de positions exprimées alors. Jorge Almeida, secrétaire national de la Jeunesse du parti, tonne contre la majorité : « Les résolutions sur la conjoncture et la tactique, approuvées au 1<sup>er</sup> Congrès, étaient déjà insuffisantes pour armer le parti dans la lutte politique contre Collor [...] Mais la mise en pratique de cette tactique a été un véritable désastre. Cela fait des mois que le PT est hors-jeu, à la remorque des faits, sans initiatives, incapable de mobiliser la base pour lutter contre le gouvernement »<sup>207</sup> ; il regrette que le PT semble « se comporter comme alternative de gouvernement dans le cadre du statu quo ». Il dénonce un « cas typique de fractionnisme à l'initiative de la direction elle-même », le fait que celle-ci « se refuse à assumer [...] l'impeachment de Collor » alors que cela avait été voté au 1<sup>er</sup> Congrès, en cas de « crime de responsabilité », et face à « l'évidente existence de cas constitués les plus divers » appartenant à cette catégorie. La droite du PT, par la plume de José Genoíno se réjouit, par contre, de « la défaite de la proposition du 'Fora Collor' »<sup>208</sup>. C'est, selon lui, « une proposition qui ne fraie pas la voie à une perspective de mobilisation pour le parti [...] du point de vue purement légal, elle est inviable ; et dans les rapports de forces actuels, elle est inviable comme proposition de rupture institutionnelle ».

L'attitude majoritaire va changer. En juillet, le BN montre que la direction du PT a décidé d'attaquer Collor. J. Dirceu et E. Suplicy, en se battant pour la création de la CPI d'une façon qualifiée de « donquichottesque » par le premier, puis en faisant en sorte qu'elle aille au bout de ses missions contre ceux qui voudraient étouffer la vérité<sup>209</sup>, décident de se mettre en avant sur le plan institutionnel. Début août, le PT a déjà décidé de lutter pour l'impeachment, et la CEN discute notamment de la façon d'y parvenir. La question de la mobilisation populaire n'est pas à l'ordre du jour – les manifestations massives n'ont pas encore commencé – mais A. Mercadante considère cette mobilisation comme « une condition fondamentale pour garantir l'approbation de l'éloignement du président »<sup>210</sup>. Le débat sur l'après-Collor a commencé à la CEN, et va rebondir dans le PT, mais pour l'instant le parti a décidé de le remettre à plus tard et de mettre l'accent sur le départ du président. Mais ne pas choisir sur l'après-Collor, n'est-ce pas logiquement se limiter à agir dans le cadre des institutions, comme le veulent les forces politiques et sociales qui sont de plus en plus nombreuses à rejeter Collor dans le cadre de la Constitution de 1988 ? Or ce cadre est clair. Si Collor part, c'est le vice-président, Itamar Franco, qui devra le remplacer. Dans le PT, le débat a lieu, en août et septembre 1992, « entre, d'une part, ceux qui prétendaient limiter l'action politique de ce parti au cadre étroit du Parlement, c'est-à-dire en défendant la perspective de la lutte électorale et en préservant l'alliance avec d'autres partis ; et ceux qui, de l'autre, voulaient donner la priorité à la mobilisation populaire sans abandonner le terrain institutionnel, signalant que, devant la probable démission du président, l'arrivée au gouvernement d'Itamar Franco devait être provisoire pour que des élections anticipées

<sup>206</sup> Notre interview d'Eurelino Coêlho, qui ajoute : « il aurait pu nous arriver ce qui est arrivé à la CS ». Il précise que « le PT de Feira avait une majorité de gauche. Bien que le PT de la Bahia ait une majorité de l'Articulation, le PT de Feira était sous l'hégémonie de la Força Socialista et du MTM et de notre groupe » (le groupe dit 'Labuta').

<sup>207</sup> BN N°63, mai 1992, « Desafiante comportamento », p. 3. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>208</sup> BN N°63, mai 1992, « Polo renovador », p. 4.

<sup>209</sup> BN N°64, juillet 1992, art. cit. p. 4. J. Dirceu accuse nommément A.C. Magalhães, U. Guimarães et Brizola de vouloir « faire taire et rendre inviable » cette CPI. Il déplore alors les difficultés rencontrées dans la mobilisation populaire.

<sup>210</sup> BN N°65, août 1992, « Centrar fogo no 'Fora Collor' », p. 3.

*soient convoquées* »<sup>211</sup>. Nous allons bientôt voir que dans le PT, ce sont les premiers qui l'ont emporté. Dans cette atmosphère politique et sociale incandescente, la direction du PT donne la priorité à la lutte institutionnelle, et refuse de globaliser le combat, c'est-à-dire de lier la bataille contre la corruption présidentielle à celle pour en finir avec l'austérité néolibérale.

Pourtant, à partir de la mi-août, certains mots d'ordre ont un contenu social dans les manifestations : « *les étudiants appelaient à défendre l'enseignement public. Les ouvriers dénonçaient les privatisations. Les travailleurs de la santé clamaient la grande misère des hôpitaux* »<sup>212</sup>. Pourquoi ne pas se battre sur l'ensemble de ces terrains, pour politiser au maximum la lutte populaire, d'autant plus que la demande vient de manifestants, et vu l'ampleur du drame social ? N'était-ce pas là la vocation du PT ? Mais il nous semble que ce dernier n'est déjà plus le parti des luttes sociales qu'il était dans les années 1980. Il donne la toute première priorité aux alliances pour arriver à chasser Collor dans le cadre des institutions. Il passe notamment un accord avec le PMDB et son leader pauliste O. Quéricia. Une anecdote racontée par V. Arcary est significative de cette priorité : le PT « *fait une coalition avec la bourgeoisie. Orestes Quéricia [...] est invité par Lula à parler pour le 'Fora Collor' au meeting final de la campagne. Et la foule résiste furieusement, et insulte Quéricia. Il ne peut pas parler. Lula prend le microphone et attaque la foule. Il dit : 'Silence ! On fait une alliance. Il faut respecter les alliés'* »<sup>213</sup>. Au-delà, on a même l'impression que la direction du PT est embarrassée par cette mobilisation populaire, qui l'empêche de disposer du temps suffisant pour construire ses alliances et ses réponses programmatiques pour faire élire Lula en 1994 dans le cadre des échéances institutionnelles « normales ». En 1983-84, le PT avait été à la pointe de la lutte des '*Diretas Já*' ; en 1992, il est à la remorque des mobilisations, surtout celles de la jeunesse. Alors que le dirigeant de l'UNE, Lindbergh Farias, du PCdoB – censé être situé à la droite du PT – déclare : « *Il ne suffit pas de chasser Collor, il faut barrer la route à cette politique néolibérale, à la politique de récession de Márcio et du FMI* »<sup>214</sup>, la direction du PT refuse un combat de classe global à l'occasion d'une mobilisation historique.

### **3°) L'intermède Itamar Franco et le virage à gauche du PT en 1993**

Collor démissionne donc le 28 septembre<sup>215</sup>, mais l'inflation et la récession restent. Itamar Franco va devenir président, selon les règles d'une constitution contre laquelle le PT – rappelons-nous – avait voté, mais qu'il avait signée en 1988 ; et qu'il a respectée en 1992. Que va faire le parti face à Itamar Franco ?

#### **a) Le choix du PT face à Itamar Franco**

---

<sup>211</sup> *Inprecor*, N°358 du 11 septembre 1992, article « L'arroseur arrosé », p. 27.

<sup>212</sup> P. BROUE (op. cit. p. 80).

<sup>213</sup> Notre interview de Valério Arcary. Ce dernier commente ensuite : « *Ça, c'est le Lula de 1992. Incroyable ! Dur !* ». Notons que cela se produit alors que, selon P. Broué et la *Folha de São Paulo* du 19 septembre 1992, lors de l'immense manifestation de ce jour-là, « *pour assurer la présence massive de ses partisans près de la tribune et éviter ainsi les gestes et paroles désagréables des pétistes contre ses dirigeants, le PMDB avait loué les services d'une équipe en uniforme qui est arrivée le matin* » sur place. (P. BROUE, op.cit. p. 113). Ajoutons encore que quelques mois auparavant, le DN du 31 janvier au 2 février votait une résolution où la majorité du PMDB, dont Quéricia est leader, était considérée par le PT comme étant « *responsable de la Nova República et de l'extension de la corruption et du physiologisme au Brésil* ». Lula fait donc taire la foule en colère pour ne pas nuire à une alliance avec ce politicien. (BN N°61, février 1992, p. 5).

<sup>214</sup> P. BROUE (op. cit. p. 87).

<sup>215</sup> Selon la Constitution, il doit encore être jugé par le Sénat pour « crimes de responsabilité ».

Début août 1992, la CEN révèle des positions très tranchées. Pour la droite du parti, E. Jorge, leader du groupe parlementaire, estime que « *le PT ne doit pas refuser de participer à la discussion sur un éventuel gouvernement 'd'union nationale'* »<sup>216</sup> et pour J. Genoíno, « *le PT peut s'asseoir avec le vice-président Itamar Franco pour discuter ponctuellement des politiques gouvernementales* », et le parti doit « *ouvrir le dialogue avec toutes les forces, même les forces gouvernementales* ». A l'autre extrémité du PT, J. Machado s'oppose à ces perspectives et estime que « *l'issue n'est pas dans la participation à un gouvernement d'union nationale, mais bien d'obtenir l'impeachment et de convoquer de nouvelles élections, y compris présidentielles* ». Mais A. de Franco (de la droite pétiste) « *trouve absurde la position de mettre en avant le mot d'ordre d'élections générales* » et pense que le PT doit se concentrer sur l'impeachment. J. Soriano, E. Suplicy et M.A. Garcia<sup>217</sup> s'opposent à la participation du PT au gouvernement. Du côté du courant majoritaire, J. Dirceu se positionne également « *contre le gouvernement d'union nationale* ». Mais vu l'ampleur des divergences, l'exécutif décide de ne rien décider concernant l'après-impeachment. La réunion suivante de la CEN, le 17 août, continue à tout centrer sur l'impeachment et à « *considérer comme précipité de prendre une position sur l'après-Collor* ». Ce débat est instructif : il fait apparaître des positions qui voient d'un bon œil une participation à un gouvernement d'union nationale avec des forces de droite et du centre, ce qui était impensable moins de trois ans auparavant – notons que l'Articulation est alors contre cette orientation – et vu les divergences internes, le PT (CEN en tête), est englué dans une gestion à très court terme (obtenir d'abord l'impeachment ; et décider plus tard de l'orientation pour l'après-Collor).

La réunion du DN du 24 octobre vote une résolution qui déclare : « *Gouvernement plus faible, mais au projet politique pas si différent [de celui de Collor], le Gouvernement d'Itamar, qui avant l'impeachment, s'est déclaré néolibéral, a constitué le noyau de son pouvoir autour de l'alliance PFL-PMDB, avec une coordination de la politique économique sous le contrôle du PFL. Itamar arrive pour appliquer la même politique économique que ses prédécesseurs, malgré les pressions pour modifier la politique récessive ; il se plaint de la misère sociale, mais maintient la politique qui génère cette misère* »<sup>218</sup>. En conséquence, le PT « *se déclare dans l'opposition, et donc ne participera ni directement, ni indirectement au gouvernement* »<sup>219</sup>. Le compte-rendu du BN dit que cette réunion a été « *l'une des plus polémiques réalisées dans le parti ces derniers temps* »<sup>220</sup> et indique que sur la caractérisation du nouveau gouvernement et sur la position du PT face à lui, d'énormes divergences se sont exprimées<sup>221</sup>. De fait, difficile pour le parti de sortir de l'immobilisme quand d'un côté, son aile gauche (notamment DS, FS, ainsi que des membres de l'Articulation) défendent des élections générales anticipées, se fondant sur l'absence de légitimité du nouveau président ; tandis que son aile la plus à droite serait favorable à une participation au gouvernement, avec l'idée d'y faire pencher la balance vers le centre-gauche, et que l'Articulation ne propose, au fond, rien d'autre que d'attendre les élections de

<sup>216</sup> BN N°65, août 1992, art. cit. p. 3. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>217</sup> M.A. Garcia ajoute que « *le PT doit dire qu'il ne participera pas à un gouvernement Itamar* ».

<sup>218</sup> BN N°66, octobre 1992, « *O PT na oposição* », p. 3. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>219</sup> Idem, p. 4. La résolution précise aussi un peu avant cela : « *Le PT ne désigne et n'a désigné aucun de ses membres et adhérents pour participer au Gouvernement Itamar* ».

<sup>220</sup> Idem, p. 5, compte-rendu de J. Machado, intitulé '*O debate no DN*'.

<sup>221</sup> Idem. On voit que le DN a retiré, notamment, un passage du texte proposé par la CEN : « *Le PT considère qu'il lui revient, ainsi qu'aux autres forces démocratiques du pays, de donner au gouvernement Itamar les conditions constitutionnelles et légales lui permettant d'assumer les tâches propres à cette période de transition* » (avant l'élection de 1994).



1994, en proposant une plateforme minimale de mesures d'urgence pour le très court terme. De fait, la majorité de l'Articulation semble embarrassée : son discours est très confus<sup>222</sup>.

## b) Les municipales de 1992

Immédiatement après la démission du « chasseur de maharajahs », se tiennent les élections municipales. Sur l'ensemble des deux tours, le bilan est bon pour le PSDB, mais mitigé pour le PT. Le tableau 9 (ci-dessous) détaille la répartition des mairies pédistes par région et par Etat, et permet de tirer quelques conclusions quant à l'implantation du parti.

Tableau 9 : Nombre de maires pédistes élus en 1992 par Etat et par région.

Région	Etat	Nombre de maires élus
Sudeste	MG	13
	SP	11
	ES	1
	RJ	1
<b>Total Sudeste</b>		<b>26</b>
Nordeste	BA	2
	CE	2
	PE	2
	AL	1
	MA	1
	RN	1
<b>Total Nordeste</b>		<b>9</b>
Sul	RS	7
	PR	1
<b>Total Sul</b>		<b>8</b>
Norte	RO	3
	AP	2
	PA	2
	AC	1
<b>Total Norte</b>		<b>8</b>
Centro-Oeste	GO	1
	MT	1
<b>Total Centro-Oeste</b>		<b>2</b>
<b>TOTAL BRESIL</b>		<b>53</b>

Source : *Boletim Nacional* du PT (10/1992) et TSE (Tribunal supérieur électoral)

Loin des espérances de certains<sup>223</sup>, sa performance est assez comparable à celle de 1988, ce qui n'est pas très bon si l'on tient compte de deux faits majeurs : la campagne présidentielle de 1989, qui avait porté Lula et le PT au premier plan ; et surtout, la vaste mobilisation populaire qui vient de chasser Collor. Le PT passe de trois à quatre capitales : d'un côté il perd Vitória et surtout São Paulo ; de l'autre il gagne Belo Horizonte (MG), Goiânia (GO) et Rio Branco (AC) tout en gardant la mairie de Porto Alegre. Il augmente le nombre de municipes qu'il administre dans tout le pays, passant de 36 à 53, plus 38 « vice-maires » (contre 3 en 1988), par le jeu des alliances électorales. Mais la population locale

<sup>222</sup> Ainsi, Lula, interviewé le 12 octobre 1992, déclare : « Si Itamar se demande si le PT est dans l'opposition, je réponds : s'il poursuit la politique de récession de Collor, s'il ne prend aucune mesure en faveur du développement économique, s'il n'est pas capable de résoudre les conflits à la campagne, s'il ne revoit pas les accords sur la dette, s'il ne procède pas à un ajustement fiscal, afin de faire payer les plus riches, s'il n'adopte pas une politique salariale de redistribution de rente, alors, oui, le PT sera dans l'opposition ». Ou encore : « Bien que nous refusions de participer au gouvernement, nous sommes prêts à discuter avec d'autres partis d'un programme minimum d'urgence qui pourrait être approuvé par le Congrès national ». Cité dans *Inprecor* N°363 du 20 novembre 1992, article « Le départ de Collor » par G. Covas, p. 6.

<sup>223</sup> Dans *Em Tempo* N° 263 (décembre 1992), p. 3, on lit que dans le PT, on « misait sur l'idée d'au moins 100 maires (beaucoup parlaient de 200, 300, ou même de chiffres plus élevés), et 2000 conseillers municipaux ».

administrée par le PT diminue globalement. Le parti augmente très peu son nombre de conseillers municipaux (environ 1050 nationalement, à peine plus qu'en 1988).

La région *Sudeste* globalement représente près de la moitié des maires pétistes à elle seule, une part nettement moindre qu'en 1988, lorsqu'elle regroupait 23 des 36 maires du PT. Dans cette région, le berceau pauliste recule par rapport à 1988, passant de 13 à 11 municipes. Le PT y perd des villes importantes, à commencer par sa capitale, gagnée par Paulo Maluf ; mais aussi des villes symboles comme Campinas, et les bastions de l'ABC que sont Santo André et São Bernardo do Campo. Par contre, il garde Santos et Diadema, et gagne deux villes importantes : São José dos Campos et Ribeirão Preto. Le MG se trouve légèrement devant le SP, passant de 7 à 13 maires. Le PT y gagne en particulier la capitale (Belo Horizonte) et remporte la ville ouvrière de Betim, tout en gardant une autre ville ouvrière gagnée en 1988, comme Ipatinga, mais en perdant João Monlevade.

On voit aussi sur ce tableau la poursuite, encore limitée, de l'implantation dans le *Nordeste* et le *Norte*. Dans cette dernière région, il faut noter le gain d'une capitale, Rio Branco, dans un Etat (relativement) très pétiste dès l'origine du parti, l'Acre. Quant au *Centro-Oeste*, il reste encore fort peu pétiste, à part la conquête d'une capitale, Goiânia.

### **c) La nature du gouvernement Itamar et la déstabilisation du PT**

Fin 1992 et début 1993, le gouvernement confirme les vues de ceux qui prédisaient la poursuite du néolibéralisme, avec récession et inflation. Certes, le style Itamar est bien différent de celui de Collor. Le « vice » souffre d'un certain déficit de légitimité ; il aimerait parvenir à une forme de consensus et d'union nationale ; il semble vouloir combiner la *doxa* néolibérale avec un populisme à l'ancienne et une certaine dose de nationalisme. Ce cocktail débouche sur une forme d'immobilisme où divergent discours (contre la misère et la récession) et actes (renouvellement des accords sur la dette extérieure, qui saignent le pays ; et chute du pouvoir d'achat des salaires). Itamar Franco a décidé une pause dans les privatisations, mais lorsque les milieux d'affaires s'en plaignent, il leur répond que c'est temporaire. Son gouvernement, qui reprend de nombreux ministres de l'ère Collor, se fonde certes sur une ossature PFL-PMDB, mais il possède un côté attrape-tout : s'y ajoutent des ministres de poids du PSDB (en particulier F.H. Cardoso) ; des membres du PTB (parti de droite qui a soutenu Collor) ; et aussi des ministres du PSB (d'ordinaire allié « social-démocrate » du PT, ainsi que Roberto Freire (ex-PCB, devenu PPS) et Walter Barelli (ex-directeur technique du DIEESE, économiste réputé de gauche) au ministère du Travail.

Itamar Franco avait ouvert son gouvernement aux pétistes, mais la ligne majoritaire du PT a fermé cette voie. Mais le nouveau président réussit une opération politique en nommant ministre (responsable du secrétariat fédéral) Luiza Erundina, qui vient de perdre la mairie de São Paulo, et accepte le maroquin. De 1989 à 1992, cette dernière a évolué vers la droite du PT, très influencée par le courant « Un projet pour le Brésil ». Les représentants de cette mouvance sont eux-mêmes favorables à une participation gouvernementale. Dans ce contexte, et après les quatre années difficiles qu'elle vient de passer, largement en conflit avec le PT de la capitale pauliste, il n'est pas tout à fait étonnant que l'ex-édile aille, ainsi, jusqu'à la rupture de discipline partisane. Face à cela, au milieu d'une campagne de presse pour Erundina et contre le PT, raconte J. Machado, « *la réunion du directoire national qui a discuté de ce point, les 6 et 7 février [1993], a été retransmise en direct à la télévision (le PT a exceptionnellement ouvert la réunion à la presse). Luiza a été suspendue pour un an (40*

voix au second tour, contre 25 pour la désaffiliation) »<sup>224</sup>. Cette préférence pour l'éloignement d'un an sur une exclusion pure et simple s'accompagne pour elle d'une possibilité de recours à la 8<sup>e</sup> RN (juin 1993) et est ainsi justifiée : Luiza Erundina « *a maintenu une relation éthique exemplaire avec la politique, [et] par son geste d'indiscipline, ne nie pas les valeurs supérieures du PT, ses idéaux socialistes et démocratiques et sa volonté transformatrice, n'ayant rien mis en pratique qui pourrait s'assimiler à de la trahison* »<sup>225</sup>.

Le DN réaffirme le choix d'être dans l'opposition. Mais celle-ci « *doit s'appuyer sur les luttes du mouvement populaire et syndical* » ; le PT « *ne refusera pas de soutenir des projets qui [selon lui] seront bénéfiques au pays* » ; il « *proposera des alternatives pour chaque question en débat dans la société* ». Le texte critique « *l'hégémonie conservatrice* »<sup>226</sup> sur le gouvernement, « *malgré la rhétorique parfois progressiste* » de celui-ci et « *la présence de ministres de gauche* ». Le PT reproche notamment au gouvernement les points suivants : « *il ne rompt pas avec le monétarisme récessif, il maintient l'accord inacceptable signé avec les créanciers étrangers au crépuscule du gouvernement Collor, en plus de liens explicites avec l'héritage néolibéral* ». Il critique son « *immobilisme* », face à une inflation à « *27% par mois* », un « *taux d'intérêt annuel de 30%* » et « *un endettement intérieur qui compromet plus de 65% du budget 1993* ».

Le 21 avril 1993, les Brésiliens votent sur un amendement constitutionnel portant sur la forme du gouvernement. Initialement prévu pour septembre, ce plébiscite est avancé et voit la majorité des électeurs choisir un régime républicain et présidentiel. Le PT s'est montré divisé sur cette question, mais sa base partisane tenait au présidentialisme, contre certains courants ou élus pétistes qui défendaient le parlementarisme, et y voyaient notamment une occasion d'avancer vers une alliance avec le PSDB, défenseur d'un régime parlementaire. La majorité du PT redoute notamment un parlementarisme qui viendra largement couper les ailes à Lula une fois celui-ci élu président, en lui retirant beaucoup de pouvoirs. L'histoire, pas si ancienne, de la présidence Goulart, est porteuse de leçons à ce sujet<sup>227</sup>.

#### **d) Rupture de l'Articulation**

Avant la 8<sup>e</sup> RN, le PT connaît une importante recomposition. Le courant majoritaire se divise ouvertement. La division ne naît pas en 1993 : l'accroissement des divergences et l'accumulation des tensions au sein de cette tendance remontent à l'immédiat après-1989. A partir de ce moment-là, les militants de la gauche de l'Articulation acquièrent une conscience de plus en plus critique d'un virage à droite qu'opère la majorité de la direction de leur tendance, virage en lien avec l'émergence dans le PT de courants droitiers, la *Nova Esquerda* (l'ex-PRC) et une partie de l'ancienne *Vertente Socialista*<sup>228</sup>. Le rapprochement de la majorité de l'Articulation avec ces courants et leurs leaders (J. Genoíno, E. Jorge) crée des tensions au sein du regroupement jusque-là majoritaire. L'opposition initiale de la majorité de l'Articulation au '*Fora Collor*' ; puis, pendant le « Collorgate », sa volonté de limiter l'opposition à Collor à des questions éthiques, sans chercher réellement à mettre en

---

<sup>224</sup> *Inprecor* N°367, mars 1993, « Le gambit d'Itamar », p. 33. J. Machado précise que « *beaucoup de militants considéraient que la désaffiliation aurait été plus correcte, mais ils ont tenu compte lors du vote des répercussions négatives qu'aurait générées une exclusion dans la presse et dans l'électorat (qui selon les sondages de la Folha de São Paulo, approuvait l'entrée de Luiza au gouvernement)* ».

<sup>225</sup> BN N°68, mars 1993, « *Resolução do DN sobre Luiza Erundina* », p. 4.

<sup>226</sup> BN N°68, « *O PT e o Governo Itamar* », p. 4. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>227</sup> Comme nous l'avons évoqué en première partie (chapitre 2).

<sup>228</sup> Comme nous l'avons vu plus haut dans ce même chapitre.

échec, en même temps, sa politique néolibérale ; puis la complaisance de la droite de l'Articulation vis-à-vis du gouvernement Itamar : cette succession de positionnements politiques ne passe pas dans la gauche de la tendance. L'idée du rapprochement organique de l'Articulation avec la droite partisane, afin de constituer un camp hégémonique apte à diriger le PT, conduit finalement à la rupture du courant majoritaire. La manifestation des colères et des divergences est cumulative. En juin 1991, déjà, un fondateur du PT, Ricardo de Azevedo, rompt de façon assez cinglante avec la tendance majoritaire, écrivant une lettre ouverte stigmatisant sa paralysie et le poids des intérêts particuliers en son sein<sup>229</sup>. Signe avant-coureur ? Six mois plus tard, le 1<sup>er</sup> Congrès révèle une Articulation divisée sur certains votes, en particulier sur la question symbolique de la légitimité de la violence révolutionnaire. Mais tant bien que mal, l'Articulation maintient jusqu'alors une unité apparente sur la plupart des questions. Après le Congrès, les tensions et les divergences s'amplifient.

La rébellion de la gauche de l'Articulation devient ouverte avec le lancement, le 4 février 1993, du manifeste '*Na Hora da Verdade*' (« L'heure de vérité », HV)<sup>230</sup>. Voyant le PT « dans une impasse politique et théorique »<sup>231</sup>, le texte avertit : « il est indéniable que nous courons le risque, auquel ont succombé d'innombrables partis d'origine ouvrière et populaire, de nous convertir en parti de l'ordre », au point que « par moments, les traits qui nous ont distingués des partis du système semblent s'atténuer ». Les critiques y sont nombreuses, parfois cinglantes : pour le manifeste, « l'éventualité d'établir des alliances, autour de programmes ou de propositions ponctuelles, se transforme en objectif à tout prix » ; l'attitude du parti est jugée « ambiguë », face au « gouvernement Itamar, traité comme un allié gênant, avec lequel on collabore en cachette ». Rejetant la « domestication » du parti, et brandissant fièrement sa « radicalité », le manifeste s'inquiète des « symptômes dangereux de bureaucratisation », car il perçoit la conjonction de plusieurs phénomènes : un « blocage des mécanismes démocratiques de prise de décision » ; « l'éloignement visible entre directions et base » ; le « vide » qui s'empare des instances ; « le pragmatisme, la compétition, l'électoratisme [qui] se développent à toute vitesse, faisant s'effiloche l'esprit de camaraderie, la cohabitation fraternelle et la solidarité » ; bien sûr, tout cela « fait fuir les adhérents et décourage les militants ». Le PT « se concentre quasi-exclusivement sur les batailles institutionnelles »<sup>232</sup>, selon le texte, qui déclare : « il est inacceptable qu'au nom d'inexistantes 'responsabilités', notre parti ne fasse pas de l'opposition ferme à un gouvernement qui, nonobstant ses différences avec Collor, est nettement conservateur »<sup>233</sup>. Il ajoute : « le parti que nous voulons ne peut pas être celui qui pense à soutenir des gouvernements que le PFL soutient aussi ». Sur les liens entre court et long terme, le texte déclare finalement : « La bataille de 1994 est une référence importante, un marqueur décisif. Mais notre projet ne s'épuise pas avec celle-ci, avec la victoire ou la défaite. Il faut, dès maintenant, dans le débat démocratique, sans sectarisme, sans étiquettes ou préjugés,

---

<sup>229</sup> Lettre de Ricardo Azevedo (10/6/1991) « aux pétistes que cela peut intéresser ». Pour lui, l'Articulation a eu ses mérites, particulièrement en 1983 et 1987, lorsqu'elle a proposé l'« alternative démocratique-populaire ». Mais la tendance, selon lui, est maintenant paralysée « par l'existence de conceptions politiques antagoniques en son sein, particulièrement quant à l'appréciation du soi-disant 'socialisme réel' et à la définition du projet socialiste du PT ». L'auteur de la lettre ouverte estime que la paralysie est due, « en second lieu, au poids des intérêts particuliers et électoralistes qui y existent, qui agissent dans le sens de son maintien à tout prix, même si cela revient à la transformer en une chose sans profil politique défini, qui se cache derrière des documents ambigus ». Il précise qu'il reste au PT, mais sans participer à une tendance.

<sup>230</sup> Texte collectif, dont la version initiale a été écrite par Rui Falcão, député du São Paulo et vice-président national du PT.

<sup>231</sup> « *A Hora da Verdade e outros escritos – Coletânea de textos da Articulação de Esquerda* », disponible sur Internet, p. 7. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>232</sup> Idem, p. 8.

<sup>233</sup> Idem, p. 9.

*rouvrir les chemins pour concrétiser notre rêve, plus vivant que jamais, d'une société juste, fraternelle, solidaire, sans répression ni exploitation : l'utopie du socialisme démocratique ».*

A l'approche de la 8<sup>e</sup> RN, le BN apprend à certains militants pétistes que « *dans de nombreux Etats – et depuis pas mal de temps – il existe deux Articulations, complètement séparées ; dans d'autres Etats, les rapports entre militants qui se revendiquent de l'Articulation sont souvent plus conflictuels qu'entre l'Articulation et d'autres tendances* »<sup>234</sup>. La gauche de l'Articulation condamne maintenant publiquement le fait qu'une partie de leur ancienne tendance défende « *un rapprochement politique et aussi organique avec les camarades liés à ce qui est appelé le 'Projet pour le Brésil'* », voulant « *de fait l'apparition d'une nouvelle tendance* », baptisée « *'nouvelle hégémonie' ou 'nouvelle majorité'* », sur des positions jugées « *incompatibles avec ce que l'Articulation a toujours défendu* ». Cette situation en a conduit certains « *à reléguer les forums de l'Articulation au 3<sup>e</sup> plan* », et même « *à dire que l'Articulation n'existait plus* ». A l'opposé des aspirations d'HV, dans les premiers mois de 1993, la majorité de l'Articulation, notamment Lula et José Dirceu (qui va prendre le nom d'Articulation–Unité dans la Lutte, AUNL), met tout l'accent sur les présidentielles de 1994<sup>235</sup>. Peu après, ce courant reconnaîtra la paralysie et l'impuissance qui se sont emparées de lui après 1989 et fera son autocritique<sup>236</sup>. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il a renoncé à son rapprochement avec la droite du PT, comme nous le verrons.

#### **e) La 8<sup>e</sup> Rencontre nationale (11-13 juin 1993)**

La 8<sup>e</sup> RN a lieu à Brasilia, et occupe une place particulière dans l'histoire du PT. Son issue est largement l'aboutissement de la rupture au sein de l'Articulation : les secteurs de la gauche du parti en prennent la direction nationale. La préparation de cette convention a vu 8 pré-thèses, puis le travail de regroupement entre courants a débouché sur 5 plateformes (PF) différentes : la PF1 est constituée des textes de ce que certains ont appelé le « groupe de Rio », autour de V. Palmeira ; la PF2 est celle de l'AUNL ; la PF3, intitulée '*Na luta, PT*' (NLPT) regroupe des secteurs de la gauche pétiste (BS, FS, MTM, OT)<sup>237</sup> ; la PF4 représente

---

<sup>234</sup> BN N°70, juin 1993, article de Sonia Hypolito, du secrétariat des mouvements populaires (SP). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>235</sup> *Articulação – Unidade na Luta*. On lit dans un document de ce courant avant la 8<sup>e</sup> RN, parmi des considérations sur la crise du gouvernement Itamar et la reprise des luttes sociales, que la campagne de 1994 « *est au centre de la tactique de la période* ». Document intitulé : « *Anexo 2 p.6 – Capítulo III – A conjuntura e as eleições : as candidaturas, as campanhas e a política de alianças. Tendências da conjuntura nacional e desafios do PT* ». La question est, pour ce courant, de créer un programme de gouvernement, de « *surmonter cette résistance passive au néolibéralisme* », en proposant « *un ensemble de réformes structurelles* » et de parvenir à un « *vaste marché de consommation de masse* ».

<sup>236</sup> Après sa défaite à la 8<sup>e</sup> RN, on pourra lire dans un texte de bilan de septembre 1993 d'Articulation–Unité dans la Lutte, servant à préparer des séminaires régionaux et un séminaire national : « *La défaite électorale de Lula en 89 a en partie paralysé Lula et le parti lui-même. L'idée de lancer un 'gouvernement parallèle' pour canaliser l'opposition à Collor n'a pas pleinement atteint ses objectifs. Pendant la première partie du mandat de Collor, le PT s'est vu désorienté. Il 'était' dans l'opposition mais il ne faisait pas d'opposition. Collor prenait l'initiative politique et le PT, au mieux, a réagi à ces initiatives. Quérzia a été, d'une certaine façon, le chef sur la scène politique, et le PT s'est limité, en pratique, au calendrier électoral. Ce cadre négatif va nuire à la réussite du PT lors des élections de 90 et 92* » (point 5). On lit aussi, à ce sujet, que « *les élections de 90 et 92 ont constitué de grands échecs non seulement électoraux, mais surtout politiques et organisationnels, pour le pays comme un tout* » (point 6, p.3). Sur la campagne contre Collor, on lit (point 2, p.4), « *D'une certaine façon, l'issue défavorable à Collor l'a été aussi pour les forces politiques d'opposition. En partie pour cette raison, les partis qui ont le plus lutté pour la chute de Collor, le PT en tête, ont fini par avoir des positions ambivalentes face à la nécessité d'un nouveau gouvernement* ». Enfin, sur la toute dernière période et le gouvernement en place, on lit (point 3) : « *Après des hésitations, le PT a fini par se mettre dans l'opposition au gouvernement Itamar. Mais il semble ne pas savoir comment mettre en pratique cette opposition à Itamar : au-delà des dénonciations – qui déjà sont devenues très courantes – des défaillances et de la corruption institutionnalisées, le PT continue à être désorienté face au scénario politique* ».

<sup>237</sup> On trouve notamment la signature de B. Maranhão (PE), M. da Conceição (MA), J. Almeida (BA); P. Skromov, L.E. Greenhalgh, M. Sokol, F. Fernandes et I. Valente (SP).

la droite du parti (*'Democracia Radical'*, DR) ; la PF5 (*'Opção de esquerda'*, ODE) est formée d'HV, de la DS et de militants non membres de tendances.

Si les réunions nationales précédentes (7<sup>e</sup> RN et 1<sup>er</sup> Congrès) s'étaient penchées sur des questions d'ordre largement théorique (notamment celle du socialisme), ce sont des questions d'orientation pratique qui dominent à la 8<sup>e</sup> RN : attitude vis-à-vis du gouvernement Itamar ; choix d'une majorité dans le parti pour définir les orientations de la campagne Lula en 1994 ; et surtout définition des alliances politiques et électorales. Sur ce dernier point, deux partis font particulièrement clivage au sein du PT : le PDT, et plus encore le PSDB. Le PT est divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis de ces partis, en un spectre qui va de la recherche d'une alliance stratégique au rejet pur et simple d'une alliance durable avec ces deux partis. A la droite du PT, l'alliance stratégique avec le PSDB est défendue avec insistance par E. Jorge, notamment, en une perspective basée sur une conception du PT comme parti interlocuteur, et non pas parti dirigeant. L'AUNL insiste sur l'importance d'obtenir les alliances les plus larges possibles et souhaite parvenir à un accord avec le PSDB, qu'elle voit comme un parti à gagner. La gauche de l'Articulation insiste sur le rôle dirigeant du PT et, pour les élections de 1994, préconise des alliances avec les partis de gauche, ce qui inclut le PSB, le PCdoB, le PCB, le PPS, le PV, et aussi le PSTU (formé récemment après l'exclusion du PT de la CS) ; avec le PDT, l'alliance lui paraît possible et souhaitable pour le second tour, vu la posture de présidentiable de Brizola ; et elle considère aussi le PSDB comme « *un camp en conflit* »<sup>238</sup>, autrement dit un parti à conquérir pour une perspective d'alliances avec le PT. Dans ses « pré-thèses », la DS rejette, par contre, les alliances avec les « *partis réformistes bourgeois, comme le PSDB ou le PDT* »<sup>239</sup>. NLPT pense de son côté qu'il faut chercher à « *attirer les secteurs démocratiques et populaires d'autres partis, comme le PSDB et le PDT* »<sup>240</sup>.

Les plus de 500 délégués votent trois résolutions, correspondant à ce qui veut être la nouvelle orientation du PT sur les semaines et mois à venir.

Sur le très court terme, la « *Lettre de Brasilia* » est adoptée. Celle-ci dénonce la reprise par le gouvernement Itamar Franco du Plan national de privatisations<sup>241</sup> et la conspiration « *contre les droits sociaux de la Constitution* » de la part d'élites qui « *tentent d'approfondir l'ajustement néolibéral dans la révision constitutionnelle prévue le 5 octobre* »<sup>242</sup>. Face à cela, « *il faut inverser l'immobilisme qui s'étend dans le pays et atteint les mouvements sociaux [et] redonner vigueur aux luttes sociales* ». Le texte annonce des batailles dès les jours suivants, notamment : pour une hausse salariale mensuelle (avec la CUT) ; pour la réforme

---

<sup>238</sup> *Caderno de Pré-teses do 8º Encontro Nacional do PT*, p. 27.

<sup>239</sup> Idem, p. 30. La DS fait une distinction. D'un côté, les alliances stratégiques exigent « *un accord général sur le programme démocratique et populaire* », et sur cette base rejette les forces comme le PSDB et le PDT « *qui ont un programme stratégique antagonique au nôtre* ». Pour le PSDB, précise le texte, une « *une perspective antimonopoliste est inacceptable (...) et les réformes structurelles de la société sur lesquelles le PT s'est engagé sont inviables sans affronter les monopoles* ». D'un autre côté, des alliances plus larges sur « *des points délimités (...) peuvent être réalisées dans l'action parlementaire ou dans la mobilisation de masse, mais pas dans la conduite d'un éventuel gouvernement* ».

<sup>240</sup> Idem, p. 38. On lit, avant cela : « *nous donnerons priorité à des alliances avec tous les partis de gauche, comme le PSB, le PCdoB, le PPS et d'autres* ». Mais les alliances envisagées, est-il précisé juste après, doivent se faire sur la base « *non négociable* » du « *soutien à un programme de réformes radicales dans le pays* » (idem). Parmi ces réformes, il y a, en particulier, celles allant dans un « *sens antimonopoliste, anti-latifondiaire et anti-impérialiste* » (p. 42).

<sup>241</sup> Et notamment les conditions « *scandaleuses* » qui s'appliquent pour la CSN. Idem.

<sup>242</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 545). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

agraire (avec la CUT, le MST et la Contag) ; contre la révision des droits sociaux dans la Constitution ; contre la corruption et pour la punition des coupables du « Collorgate ».

Pour le court terme, la résolution adoptée dénonce Itamar Franco qui « *pratique, pour l'essentiel, la même politique économique* »<sup>243</sup> que Collor ; réaffirme l'opposition du PT à ce gouvernement ; et dit qu'il agira « *pour que nos alliés potentiels s'en éloignent* »<sup>244</sup>. Le PT se réjouit du verdict populaire pour le présidentielisme<sup>245</sup>. La révision constitutionnelle « *manque de légitimité* »<sup>246</sup> et le PT va la combattre. Pour la nouvelle majorité, « *l'opposition à Itamar et la victoire en 1994 exigent une reprise de la mobilisation sociale* », et le PT va s'y employer. Sur le plan des alliances, c'est la position de HV qui a prédominé sur celle de la DS<sup>247</sup>.

Pour le moyen-long terme, la résolution « *Pour un gouvernement démocratique-populaire* »<sup>248</sup> définit des axes pour la campagne présidentielle et pour la suite en cas de victoire. Nous reviendrons, dans la dernière partie de ce travail, sur ce programme et son évolution au cours de la campagne de 1994. Signalons seulement deux points ici. En premier lieu, la résolution insiste sur le mouvement social : « *sans un niveau élevé d'activité du mouvement social, le potentiel d'avancées de notre gouvernement sera limité. Le succès de notre gouvernement, en dernière analyse, réside dans l'auto-organisation, la participation et la conscientisation populaire* »<sup>249</sup>, des accents qui prédominaient dans le discours pétiste des années 1980. En second lieu, le nouveau noyau dirigeant déclare se fonder sur 5 points : « *le caractère socialiste et révolutionnaire du PT* » ; « *la valeur stratégique de la démocratie* » ; « *le sens révolutionnaire du programme démocratique-populaire, [...] anticapitaliste, antimonopoliste, anti-latifondiaire, et anti-impérialiste* » ; « *la viabilité d'un parti de cadres et de masses* » ; et « *le renouvellement du contrat éthique et démocratique entre les militants* ». Dans ce dernier point, il est explicitement fait référence à la nécessité, grâce à la « *démocratie interne* » et à la « *valorisation des instances* » du PT, de « *diluer les centres de pouvoir parallèle* »<sup>250</sup>. Ce dernier élément a été un problème souvent évoqué, et va constituer, comme nous le verrons, un défi pour la nouvelle direction du parti.

Finalement, la 8<sup>e</sup> RN voit la victoire de la gauche du PT : la PF5 (DS, HV et d'autres) obtient 189 voix, soit 36,48% ; en s'alliant avec la plateforme 3 (NLPT) qui réalise 19,11% (99 voix), elle accède à la direction du parti. L'AUNL ne reçoit que 152 voix (29,34%) ; la droite du PT (DR) en a 60 (soit 11,58%) ; et la PF1, 18 (soit 3,47%). Ce qui rend cette convention historique, c'est que pour la première fois, le courant autour de Lula<sup>251</sup> devient minoritaire dans le PT et en perd la direction ; et que pour la première fois, c'est une alliance

---

<sup>243</sup> Idem, p. 565. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>244</sup> Idem, p. 566.

<sup>245</sup> Idem. Le parlementarisme, selon le texte, « *aurait donné un chèque en blanc au Congrès* » pour modifier la Constitution dans un sens « *encore plus conservateur* ».

<sup>246</sup> Idem, p. 567.

<sup>247</sup> On lit notamment qu'il est nécessaire pour gouverner, de créer une alliance de partis « *plus large que celle des partis qui s'assument comme étant de gauche, comme le PSB, le PPS, le PCdoB, le PC et le PST-U* » (idem, p. 568) et que « *le PSDB est un camp en conflit* » (p. 569).

<sup>248</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 547. Le texte débute par des chiffres forts, dont la source n'est pas citée : « *cent millions de Brésiliens vivent dans la pauvreté : 60 millions dans des conditions de misère et pas moins de 32 millions dans une indigence totale. Sur mille Brésiliens qui naissent, 90 meurent avant d'avoir 5 ans ; sur les 910 survivants, seuls 90 parviennent à terminer des études secondaires* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>249</sup> Idem, p. 562.

<sup>250</sup> Idem. Le texte avertit qu'il faut éviter « *la pratique désagrégatrice et antidémocratique de ceux qui, transformés en notables par l'énergie des militants, font tout pour être plus égaux que les autres* ».

<sup>251</sup> Courant dont les noms les plus en vue en 1993 sont Olivio Dutra, José Dirceu, Luis Dulci, Aloísio Mercadante, notamment

des secteurs de la gauche pétiste qui prend les commandes. DN et CEN étant élus à la proportionnelle, la plateforme gagnante (ODE) obtient sept noms à la CEN, contre cinq à AUNL, quatre à NLPT et deux à DR. On retrouve Lula à la présidence du parti, flanqué des leaders du PT au Sénat (E. Suplicy) et à la Chambre des Députés (V. Palmeira)<sup>252</sup> qui ne font pas partie de la gauche du parti. Les trois vice-présidents sont Rui Falcão (HV), Aloízio Mercadante (AUNL) et Luiz Eduardo Greenhalgh ('*Na luta, PT*').

Le 18 septembre 1993, HV devient tendance interne, l'Articulation de gauche (AE)<sup>253</sup>.

#### f) La nouvelle direction et ses faiblesses

Remarquons que la nouvelle majorité pense à l'horizon d'un socialisme que certains, dans le parti, jugent passé de mode ; mais sa vision stratégique immédiate est celle définie par la 5<sup>e</sup> RN : celle d'une alternative et d'un programme démocratiques et populaires. Contre ce que les courants majoritaires au nouveau DN considèrent comme des déviations (de la part de DR et d'AUNL) par rapport au PT des origines, ce qui prévaut, ce n'est pas le mot d'ordre trotskyste de « gouvernement des travailleurs », tel qu'il a été défendu à la naissance du PT, et que la CS, notamment, mettait en avant<sup>254</sup>. Cette remarque vaut pour ODE (des thèses signées par HV et la DS), et aussi pour l'autre bloc de la gauche pétiste, NLPT<sup>255</sup>. Mais même sur des bases qui étaient largement majoritaires à la 5<sup>e</sup> RN, la question qui se pose à la nouvelle direction est la suivante : comment imprimer sa marque et appliquer la ligne majoritaire alors qu'existent des « *centres autonomes de pouvoir* »<sup>256</sup> et que le candidat du parti pour l'échéance majeure de 1994, Lula, a défendu des positions minoritaires à la 8<sup>e</sup> RN ? Les municipalités PT sont parmi les meilleurs exemples de « centres autonomes de pouvoir » et du grand écart existant entre des orientations nationales propres à la gauche du parti, et un pragmatisme local sans rivages. L. Secco cite les cas d'Antônio Palocci, maire de Ribeirão Preto (SP) et de Luiz Eduardo Cheida, maire de Londrina (PR), villes « *qui avaient des entreprises municipales de télécommunications et ont initié la vente de la téléphonie locale au capital privé* »<sup>257</sup>. Des maires pétistes « *'privatiseurs' avant la lettre, bien avant le gouvernement de FHC* », conclut l'historien. Il écrit aussi que l'AUNL, « *insoumise, avait une*

---

<sup>252</sup> Ce dernier sera remplacé par José Fortunatti (PT-RS) en 1994 puis Jacques Wagner (PT-BA) en 1995.

<sup>253</sup> AE, *Articulação de Esquerda* en portugais. Ses principaux animateurs nationaux sont alors Rui Falcão, Hamilton Pereira, Luci Choinaski et David Capistrano.

<sup>254</sup> On lisait dans les thèses de la CS au 1<sup>er</sup> Congrès : « *la formulation de gouvernement démocratique populaire que notre parti a adopté dès la 5<sup>e</sup> RN n'est pas correcte, parce qu'elle présuppose une alliance avec des secteurs et des partis dits démocratiques et progressistes de la bourgeoisie nationale elle-même ou, dans le meilleur des cas, des éléments égarés lui appartenant. Rigoureusement, un gouvernement de ce type est incapable d'appliquer les mesures minimales de caractère anti-impérialiste [...] Seul un gouvernement des travailleurs peut appliquer de façon cohérente un programme anticapitaliste* » (*Jornal do Congresso*, N°5, Teses 05 (CS), p. 33).

<sup>255</sup> NLPT assume un projet temporairement « *non socialiste* », mais dit que ses « *mesures contribuent de façon décisive à une avancée dans cette direction* » (idem, p.38). On lit : « *Le PT réaffirme que la lutte pour un gouvernement démocratique et populaire et la possibilité de le conquérir à partir d'une majorité électorale sont un objectif stratégique* ». Il s'agit de « *l'expression actuelle d'un gouvernement sous hégémonie des travailleurs, tourné vers la satisfaction des besoins concrets du peuple et dans la perspective du socialisme* ». Au-delà des « *formes représentatives* » de la démocratie, NLPT évoque la « *construction de conseils populaires et de l'institution de fréquentes consultations directes de la population* » (idem, p.37).

<sup>256</sup> Les pré-thèses de la DS déploraient déjà « *l'éloignement des militants du quotidien du parti* », le fait que la « *vie interne du PT se vide* », et surtout que le PT « *perd beaucoup de sa capacité de direction politique face aux centres autonomes de pouvoir qui se sont développés à partir des pétistes et qui sont des dirigeants syndicaux, des maires, des parlementaires, etc.* ». Ce texte expliquait que tout cela « *fait augmenter de façon exponentielle les pressions pour la domestication du parti exercées par les élites politiques et les moyens de communication de masse sur les directions du parti, souvent avec succès* » (*Caderno de Pré-teses do 8º Encontro Nacional do PT*, p. 30).

<sup>257</sup> L. SECCO (op. cit. p. 165-166). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.



*carte cachée dans sa manche* »<sup>258</sup>, Lula lui-même. Il ajoute : « *le candidat s'est substitué à l'exécutif, et a misé, dans la campagne, sur des personnes en qui il avait confiance* ».

6 mois après la 8<sup>e</sup> RN, C.H. Arabe tire un bilan très nuancé. D'un côté il juge que « *le profil de gauche, retrouvé dans les résolutions [...], répond à une détérioration de la crise que traverse le pays et est en partie responsable de la croissance de la popularité de Lula* »<sup>259</sup>. Mais pour lui, cela ne « *constitue pas un levier suffisant pour enclencher une réanimation du mouvement de masse* ». Il note un « *net contraste entre le renforcement de la candidature et la construction des candidatures majoritaires dans les Etats* ». De plus, écrit-il, « *la crise de fonctionnement et d'organisation matérielle du parti persiste et s'aggrave même par certains côtés, ce qui entraîne des blocages dans la mise en pratique des décisions du parti* ». Mais, ajoute-t-il, « *le terrain qui a causé le plus de difficultés dans la dernière période a été celui du fonctionnement du parti. La tendance à l'aggravation de la crise organisationnelle ne s'est pas inversée suite à la 8<sup>e</sup> Rencontre. Il n'y a pas de lien automatique entre la récupération d'un profil plus affirmé à gauche et la reconstruction organique de la capacité dirigeante du parti* »<sup>260</sup>. Il précise encore : « *Il fallait une majorité possédant une compréhension commune des tâches stratégiques, des compromis et de la cohésion nécessaire à l'établissement d'un projet de direction du parti ; une condition qui n'est pas encore réunie* »<sup>261</sup>. On note donc, quelques mois après l'arrivée de cette nouvelle direction, un manque de cohérence et de cohésion de celle-ci.

#### **4°) 1994, année électorale et Plan Real**

L'année 1994 est une année électorale à la fois importante pour le Brésil en général et le PT en particulier, et surprenante par son déroulement même. L'enjeu, les 3 octobre et 15 novembre 1994, est d'élire non seulement le président et le vice-président devant succéder à la paire Collor-Itamar Franco, mais aussi, au niveau de chaque Etat, un gouverneur et deux sénateurs, des députés fédéraux et des députés des Etats, et ce dans tout le pays.

##### **a) Lula et les autres**

Il y a finalement<sup>262</sup> 8 candidats à la présidentielle. Lula reprend J.P. Bisol (PSB) pour la vice-présidence, mais celui-ci sera remplacé par le pétiste Aloízio Mercadante. Ils sont à la tête d'une alliance de gauche à nouveau baptisée « Front Brésil Populaire » (FBP), où le PT est associé aux PSB, PCdoB, PPS, PCB, PV et PSTU. Brizola est candidat pour le PDT, avec, comme « vice », le professeur Darcy Ribeiro. En mai, le PSDB a finalement montré à tous les pétistes qui espéraient l'attirer vers la gauche qu'il penchait clairement vers la droite, en scellant une alliance avec deux partis ouvertement situés dans ce camp, le PFL et le PTB, en une coalition qui porte le nom d'« Union, Travail et Progrès », et place à sa tête Fernando Henrique Cardoso (FHC), flanqué d'abord, pour la vice-présidence, de Guilherme Palmeira (du PFL), puis de Marco Maciel (également du PFL, ancien soutien de la dictature

<sup>258</sup> Idem, p. 165. Il ajoute : « *Cette carte dans la manche a généré un double commandement qui a aidé à le faire battre* ».

<sup>259</sup> In *Inprecor* N°375, décembre 1993, « Après la 8<sup>e</sup> rencontre », article de Carlos Henrique Arabe, p. 28. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>260</sup> Idem, p. 29.

<sup>261</sup> Idem. C.H. Arabe écrit aussi qu'il faut « *une consolidation de l'Option de gauche* », et en particulier adopter « *des réponses communes aux problèmes organisationnels* » du PT.

<sup>262</sup> Il y en a eu 9 et il y aurait pu en avoir 10, mais l'un des candidats, Flávio Rocha (du Parti Libéral) a dû renoncer, suite à un scandale ; un autre, Caetano Matano Jr, n'a pu se présenter car son parti, le PTdoB n'avait pas été enregistré.

et sénateur « bionique » du Pernambouc). C'est l'ex-gouverneur pauliste Orestes Quécia qui est candidat du PMDB. On retrouve Eneas Ferreira Carneiro, déjà candidat en 1989<sup>263</sup>. Ce qui est frappant, c'est qu'en 1993 et pendant six mois en 1994, Lula semblait devoir gagner cette élection haut-la-main. Jusqu'en juin 1994, Lula tournait aux alentours des 40% d'intentions de votes et sa victoire paraissait probable dès le premier tour. Personne ou presque n'imaginait la suite<sup>264</sup>. En juin, Lula prend un coup avec l'acharnement de la presse contre le sénateur J.P. Bisol, accusé de profiter personnellement de dépenses publiques et de surfacturation. Aloízio Mercadante le remplace comme candidat à la vice-présidence. Mais ce n'est pas l'élément déterminant du renversement complet de situation.

## b) Le Plan Real et son impact électoral

Le facteur clé pour comprendre ce retournement spectaculaire à partir du mois de juin, c'est le Plan Real, l'œuvre de FHC lui-même, quand il était ministre de l'Économie d'Itamar Franco. Ce plan a historiquement permis de venir à bout de l'hyperinflation au Brésil<sup>265</sup>. Un débat existe sur son impact électoral réel et précis<sup>266</sup>, mais on comprend aisément qu'après des années de flambée des prix, ce n'est pas rien, pour des millions de gens aux revenus modestes, d'assister à un arrêt subit de cette course folle. Le *timing* de ce plan est conçu en trois étapes<sup>267</sup> et vise, en cas de réussite, à retourner la situation politique en faveur de FHC, qui quitte le gouvernement le 30 mars 1994, pour être candidat à la présidence. Et cela va marcher<sup>268</sup> ! Ce n'est qu'avec le lancement de la nouvelle monnaie, le real (noté R\$ au Brésil) que le succès apparaît dans la lutte contre l'inflation. L'effet est immédiat : pour juillet, la Banque centrale annonce un taux d'inflation de 6,08% ; puis 5,46% pour août et 1,51% pour septembre. Après de multiples plans de stabilisation qui avaient échoué, le Plan Real montre son efficacité à vaincre l'inflation, et s'inscrit dans la durée.

Face au Plan Real, le PT est pris par surprise, et ne sait trop comment réagir. Au début, il ne s'attend pas à son succès dans la lutte contre l'inflation. Puis, alors que les premiers résultats de stabilisation des prix parviennent, puis se confirment, il ne sait trop sur quelle base combattre le Plan et on entend des appréciations et des jugements divergents issus de

---

<sup>263</sup> Et toujours pour son petit parti, le PRONA. Il y a aussi 3 candidats très à droite, Esperidião Amin (pour le PPR, de Paulo Maluf), Carlos Antônio Gomes (pour le PRN, de Collor) et Hernani Fortuna (un militaire, pour le très anti-communiste PSC).

<sup>264</sup> J. Machado veut se montrer prudent dans une interview du 5 juin 1994, déclarant : « *Pour le moment, certains sondages donnent environ 40% des intentions de vote à Lula et près de 20% à Cardoso. Toutefois, l'adoption de la nouvelle monnaie et ses effets sur l'inflation pourraient augmenter la popularité de Cardoso* ». Il y sent un péril potentiel, ajoutant : « *Je crois que c'est le seul véritable danger pour la candidature de Lula, car toute la campagne va être centrée sur cette question, Cardoso se présentant comme l'homme qui a vaincu l'inflation* ». Mais il n' imagine sans doute pas, à ce moment, à quel point ce danger va se concrétiser, et à quelle vitesse. (In *Inprecor* N°382, juillet 1994, p. 15).

<sup>265</sup> Selon l'indice IGPM, l'inflation annuelle cumulée a atteint le taux record de 2 567% lorsque FHC devient ministre de l'économie en mai 1996.

<sup>266</sup> André SINGER y a consacré une partie d'un livre : « *Esquerda e Direita no Eleitorado Brasileiro* », EDUSP/FAPESP, 1999.

<sup>267</sup> Notons que le 1<sup>er</sup> août 1993, la monnaie nationale change à nouveau, passant du Cruzeiro au Cruzeiro Real. Ce changement consiste une nouvelle fois à enlever trois zéros à l'unité monétaire. Déjà prévu, ce changement ne change rien à la dynamique des prix et l'inflation mensuelle, qui dépasse alors les 30%, va vite atteindre et dépasser les 40%. Pour le Plan Real, dans un premier temps, fin 1993, il s'agit de rétablir l'équilibre budgétaire (en diminuant certaines dépenses et en augmentant certaines recettes). Le Plan Real lui-même comprend deux phases : la première, dès le 28 février 1994, institue l'unité de valeur réelle (URV), une monnaie scripturale dont les indicateurs sont publiés chaque jour par le Banco do Brasil, qui sert à toutes les transactions économiques, avec conversion obligatoire de valeurs, pour aller vers une désindexation générale de l'économie. Le FSE (fonds social d'urgence) est créé le 1<sup>er</sup> mars, permettant le détachement de subventions du budget fédéral en transférant les ressources vers ce fonds. Cela permet au gouvernement de restructurer les dépenses publiques. L'inflation calculée en monnaie officielle continue à augmenter (jusqu'à un taux évalué entre 45,2 et 50,7% en juin – sur 6 mois, l'inflation moyenne cumulée a atteint 758,77%). Mais en URV, l'inflation tend à diminuer. La seconde phase du Plan Real débute le 1<sup>er</sup> juillet 1994 et le lancement de la nouvelle monnaie, le real (notée R\$ au Brésil).

<sup>268</sup> Bilan à 20 mois : [http://www.fazenda.gov.br/divulgacao/publicacoes/plano-real/balanco\\_dos\\_20\\_meses\\_do\\_real.pdf](http://www.fazenda.gov.br/divulgacao/publicacoes/plano-real/balanco_dos_20_meses_do_real.pdf).

ses rangs. Lorsqu'au bout de deux mois, le real semble bien être un succès, que la confiance s'installe dans le pays et que les intentions de votes se sont inversées en faveur de FHC et en défaveur de Lula, une sorte de panique s'installe dans le PT et des appels au sursaut sont lancés, mais trop tard.

### **c) La victoire de FHC et de son camp**

En août, un sondage montre que 70% des électeurs se disent favorables au Plan Real. Le 30 de ce mois, le renversement de tendance est déjà complet : FHC a 40% d'intentions de votes, tandis que Lula a chuté à 22%. Pourtant, en août, un scandale de corruption, touchant cette fois-ci le candidat à la vice-présidence de FHC, Guilherme Palmeira, aurait pu discréditer le père du Plan Real. Rien de tel ne se produit : Palmeira est remplacé par Marco Maciel, dont le passé pro-dictature ne semble guère déranger ; il n'aura qu'à se taire ! Parler le moins possible, et laisser les chiffres de la hausse des prix parler pour lui, c'est d'ailleurs pour l'essentiel la stratégie de FHC lui-même en septembre. Nul besoin de calomnier Lula, comme en 1989 ! Cela fonctionne bien : FHC est élu dès le 1<sup>er</sup> tour, avec 54,28% de voix, devant Lula qui en obtient à peine moitié moins (27,04%). Enéas Carneiro est un étonnant 3<sup>e</sup> avec 7,38%, suivi de Quércia (avec seulement 4,38%) et Brizola qui subit un gros échec avec 3,18%. Un seul Etat place Lula en tête : le Rio Grande do Sul, avec 33,48% des suffrages exprimés, devant FHC (29,57%).

Pour l'ensemble des résultats électoraux, il faut attendre le 15 novembre. Du côté des gouverneurs, le PMDB en fait élire 9, devant le PSDB qui en obtient 6 (dans les « principaux » Etats toutefois : São Paulo, Minas Gerais et Rio de Janeiro). Le PFL n'en a plus que 2, comme le PT (Espírito Santo et Distrito Federal). Sur les onze groupes présents au nouveau Sénat, les principaux sont ceux du PMDB (14 membres), du PFL (11) et du PSDB (8). La nouvelle Chambre des Députés est nettement dominée par la droite et le centre : 107 élus pour le PMDB, 89 pour le PFL, 63 pour le PSDB, 51 pour le PPR...

### **d) L'implantation institutionnelle du PT se poursuit**

Pour le PT, l'ensemble est en hausse sur 1990, mais très loin des espoirs nourris jusqu'à la mi-1994. Néanmoins, pour la première fois, il fait élire des gouverneurs. On remarque une poursuite du caractère national de son implantation : il a maintenant des parlementaires fédéraux dans toutes les régions. Il n'a pas encore de députés fédéraux dans tous les Etats de la Fédération, mais au niveau des Assemblées Législatives, il assure maintenant une présence dans l'immense majorité des unités fédérées : il n'y a guère plus que dans le *Norte* que 3 Etats n'ont pas de parlementaires pétistes à ce niveau : les Etats d'AM, TO et RR. Son implantation dans les institutions à la fin de l'année 1994 est maintenant la suivante.

Tableau 10 : Les élus pétistes en 1994

- **2 gouverneurs**, tous les deux élus au second tour, l'un dans la région Sudeste, et l'autre dans la région Centro-Oeste
  - Vitor Buaiz dans l'*Espírito Santo*, élu avec 55,49% des voix
  - Cristóvam Buarque dans le *Distrito Federal*, élu avec 53,89% des voix
- **4 sénateurs**, en plus de l'élus pétiste de 1990, Eduardo Suplicy (SP), qui garde son mandat (pour 4 années encore). Ce sont :
  - Benedita da Silva (RJ, région *Sudeste*) avec 2 249 861 voix
  - Lauro Campos (DF, région *Centro-Oeste*) avec 352 464 voix
  - José Dutra (SE, région *Nordeste*) avec 184 225 voix
  - Maria de Souza (AC, région *Norte*) avec 64 436 voix
- **50 députés fédéraux** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 24 dans la région *Sudeste* (14 SP, 6 MG, 3 RJ et 1 ES) ;
  - 12 dans la région *Sul* (7 RS, 3 PR et 2 SC) ;
  - 8 dans la région *Nordeste* (2 BA, 2 PE, 2 MA, 1 CE et 1 SE) ;
  - 2 dans la région *Norte* (2 PA) ;
  - 4 dans la région *Centro-Oeste* (2 DF, 1 GO, 1 MT)
- **92 députés dans les Etats fédérés** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 33 dans la région *Sudeste* (16 SP, 8 MG, 5 RJ et 4 ES) ;
  - 20 dans la région *Nordeste*  
(5 BA, 3 CE, 3 PB, 2 PE, 2 PI, 2 SE, 1 MA, 1 RN) ;
  - 16 dans la région *Sul* (6 RS, 5 PR et 5 SC) ;
  - 14 dans la région *Centro-Oeste* (7 DF, 3 GO, 3 MS, 1 MT) ;
  - 9 dans la région *Norte* (4 PA, 2 AC, 2 RO, 1 AP)

Source : TSE (Tribunal supérieur électoral)

# Chapitre 11 : Fernando Henrique Cardoso, 8 années qui ont changé le cadre d'action du PT

---

Au Brésil, les années 1990 – et surtout leur fin – ont des caractéristiques largement opposées à celles des années 1980. Après un début de mise en œuvre en 1990-1991, le programme néolibéral a été ralenti par le « Collorgate » et l'intérim d'Itamar Franco. L'élection facile du père du Plan Real en 1994 offre maintenant l'occasion de poursuivre et d'amplifier cette politique. Ce chapitre vise principalement à décrire le contexte général, économique, social et politique dans lequel évolue le PT de 1995 à 2002. Nous étudierons d'abord les caractéristiques économiques de la période, avec précisément la mise en œuvre du néolibéralisme de façon conséquente et prolongée. Nous analyserons ensuite les effets de cette politique et le contexte social des années FHC. Enfin, nous nous pencherons sur les principaux marqueurs politiques, notamment électoraux, de ces 8 années.

## Section 1 : Une politique clairement néolibérale

Nous avons brièvement défini ce que nous entendions par ce terme au chapitre précédent, à propos de la politique mise en œuvre par Collor. Après une mise en veilleuse sous la présidence Itamar Franco, les recettes du néolibéralisme fondent les deux mandats de FHC qui s'inscrivent, à notre avis, dans une profonde unité politique, économique, sociale et idéologique. Cette première section veut faire le point sur l'idéologie néolibérale et sur ses implications au niveau de la politique économique mise en œuvre.

### 1°) Glossaire et idéologie néolibérale sous FHC

Sous FHC, tous les préceptes néolibéraux sont mis en avant : une sorte de novlangue est utilisée, outil d'une pensée qui se veut unique ; la nouvelle monnaie a une parité surévaluée face au dollar, tandis que le remboursement de la dette extérieure est une priorité affichée. Le gouvernement privatise à tout va et cherche à « flexibiliser » dans tous les domaines, ce qui le conduit à vouloir en finir avec tous les acquis sociaux.

#### a) Eléments de langage

L'éjection de Collor n'ayant été obtenue par le peuple qu'en opposition à la corruption, et non pas en un mouvement visant aussi à éradiquer sa politique néolibérale, FHC étant ensuite parvenu à créer une monnaie stable avec des prix stabilisés eux aussi, ce dernier dispose d'un environnement politique favorable pour relancer le programme voulu par les élites brésiliennes et mondiales. Les grands médias, audiovisuels et écrits étant au diapason sur cette ligne depuis plusieurs années, il reste à faire pénétrer dans les cerveaux du plus grand nombre des préceptes et une terminologie. Ce que le « Chasseur de

maharadjahs » n'a pu réaliser, FHC va s'en charger, avec bien davantage de réussite, d'autant qu'il est précédé d'une réputation d'intellectuel sérieux et brillant.

Avec du retard sur les Etats-Unis et sur l'Europe, toute une série de vocables s'installent dans les esprits. Les mots de la novlangue néolibérale et les idées qu'ils véhiculent vont être répétées à l'envi, par le Président, ses ministres, et par l'immense majorité des idéologues. Parmi les plus mystificateurs, arrivent en tête les mots de « modernisation » et de « réformes »<sup>1</sup>. Les Brésiliens vont également être abreuvés par les médias d'expressions telles que « flexibilisation », « ajustements structurels », « rationalisation des dépenses publiques », « diminution de l'intervention de l'Etat », « réduction de la machine étatique », « Etat-minimum », « privatisation des entreprises d'Etat », et même « mise au rebut de l'Etat »<sup>2</sup>. Toute cette terminologie s'impose comme définissant de soi-disant évidences, camouflant les contenus réels et les conséquences concrètes. Par exemple, la flexibilisation signifie la casse des garanties en matière de contrat de travail, d'horaires et de salaire qui pouvaient exister dans certaines entreprises ; la mise au rebut de l'Etat – un Etat contre lequel les idéologues néolibéraux tonnent depuis les années 1980 – signifie concrètement la destruction des services publics en matière de santé, d'éducation, bref, des quelques rares protections dont pouvait bénéficier la population pauvre. Le « marché » devient un « mot-synthèse »<sup>3</sup>. Celui-ci est vu comme une solution miracle à tous les problèmes, et il est censé remplacer l'Etat. Le néolibéralisme préconise l'Etat-minimum, s'attaque au modèle national-développementaliste qui a été à la base de l'industrialisation du Brésil avant d'entrer en crise et, comme l'écrit le PT, « *prône le retrait total de l'Etat de l'économie, en exploitant l'hostilité justifiée de secteurs sociaux croissants vis-à-vis d'un appareil étatique autoritaire, inefficace, bureaucratique, et surtout privatisé par les grands groupes nationaux et internationaux, qui s'avèrent incapables de réaliser une politique sociale surtout dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement, des transports et du bien-être. La droite traditionnelle et ceux qui se sont récemment convertis à ses thèses, expliquent que la généralisation des mécanismes de marché pourrait rectifier les distorsions sociales actuelles en redonnant de la vigueur aux pays du continent par leur intégration complète à l'économie mondiale* »<sup>4</sup>. C'est à ce nouveau contexte politique et idéologique que le PT va donc être confronté pendant toute cette période.

## **b) Une pensée que se veut unique**

---

<sup>1</sup> « *Modernização* » et « *reformas* » en portugais sont des mots mystificateurs. Qui peut vouloir être archaïque ? L'idée de modernisation est intimement liée à celle de progrès, une notion valorisée positivement et très inhérente au capitalisme. La question, étouffée par l'idée de modernisation, est celle-ci : le progrès pour qui, et à quel prix ? Quant à l'utilisation par la novlangue néolibérale du vocable de « réforme », elle consiste à reprendre un terme qui a longtemps été synonyme de progrès, d'améliorations par touches successives – un terme donc connoté positivement lui aussi – pour y faire entrer l'inverse : des contre-réformes consistant à supprimer graduellement tous les acquis sociaux, toutes les garanties gagnées au fil des ans par les luttes des travailleurs.

<sup>2</sup> En portugais, respectivement : « *flexibilização* » ; « *ajustes estruturais* » ; « *enxugamento dos gastos públicos* » ; « *diminuição da intervenção estatal* » ; « *redução da máquina estatal* » ; « *Estado mínimo* » ; « *privatização das empresas estatais* » ; « *sucateamento do Estado* ». On pourrait poursuivre la critique sémantique de cette terminologie. Qui, par exemple, revendiquerait la « rigidité » face à la flexibilité ?

<sup>3</sup> Selon l'expression de Vito GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 276-277). L'auteur ajoute : « *Ce mot sera répété sur tous les tons, dans n'importe quel débat, n'importe quelle négociation ou n'importe quelle conversation entre amis. Le 'marché' en vient à réguler tout, sans l'intervention de l'Etat. A l'Etat, revient la fonction de faciliter l'expansion continue du capital et d'administrer les nouvelles masses de misérables créées par cette nouvelle politique, en les maintenant dociles et inorganisées* ».

<sup>4</sup> Article intitulé « Tirer les leçons », document du PT présenté lors de la rencontre de Montevideo du Forum de São Paulo, et publié dans *Inprecor* N°393, de juillet 1995, p. 26.

La pensée néolibérale se veut unique et prétend chasser le marxisme, non seulement des principaux médias – cela a déjà été réalisé plus tôt – mais aussi des lieux où s'élaborent les idées. L'effet est globalement très fort, mais contradictoire sur le moyen terme. Comment les intellectuels de gauche ont-ils résisté à cette déferlante idéologique ? En 2003, un débat entre certains d'entre eux nous permet d'appréhender ces questions. Comme le dit Virginia Fontes, à propos des universités et de la recherche dans les années 90 et suivantes : « *la 'pensée unique' a exercé, de fait, une censure sur la manière de penser à travers le contrôle de la recherche, autrement dit les subventions pour la recherche sont accordées si celle-ci va dans une certaine direction* »<sup>5</sup>. Et les conditions de l'élaboration idéologique dans les universités ont bien évidemment des conséquences en retour sur celles où se joue la lutte des classes dans la société en général, en particulier dans les entreprises<sup>6</sup>.

Qu'en est-il de la force du marxisme et de sa capacité de résistance dans l'intelligentsia des années 1990 ? En fait, s'il existe beaucoup d'intellectuels de gauche au Brésil, dans un sens très large, l'influence du marxisme est bien plus étroite. Pour Valério Arcary, « *la part marxiste des intellectuels est petite, mais la part des intellectuels qui sont sensibles à la pression des luttes populaires est relativement large. Au Brésil, on trouve difficilement quelqu'un qui dit être de droite [...] La société brésilienne est si inégalitaire, si brutalement injuste, que c'est très difficile de dire qu'on est réactionnaire au Brésil, même ACM ne dit pas qu'il est de droite* »<sup>7</sup>. Il ajoute : « *La majorité de la gauche n'est pas marxiste sur les 25 dernières années ; être de gauche au Brésil, c'est être pétiste, mais le fait d'être pétiste n'a rien à voir avec le fait d'être marxiste. Être marxiste, ce n'est pas seulement être anti-néolibéral. C'est être anticapitaliste. C'est reconnaître la nécessité du socialisme. Pour cela, il est nécessaire d'aller au-delà du marché et de la propriété privée* ». Mais le néo-libéralisme débridé de l'ère FHC a des effets contradictoires : s'il s'érige d'abord en pensée unique, ses effets sociaux dévastateurs poussent vers la gauche une partie de l'intelligentsia. Pour Marcelo Badaró-Mattos également, l'impact du néo-libéralisme sur les intellectuels a des effets opposés : « *Dans un contexte comme le nôtre, où les intellectuels sont formés dans le cadre d'un accès si restreint au système universitaire, les liens les plus importants de l'intelligentsia brésilienne ne sont pas avec la classe travailleuse. Il n'y pas d'intellectuels organiques de la classe travailleuse qui dominent le débat intellectuel brésilien* »<sup>8</sup>. Mais il pense que cela n'empêche pas certains de continuer à résister aux vents néolibéraux, même quand ces vents soufflent depuis le gouvernement fédéral, dirigé par Lula à partir de 2003<sup>9</sup>.

### **c) Le real, monnaie et idéologie**

Un autre élément rend la tâche plus ardue pour le PT, au moins pendant les premières années de la présidence FHC : la nouvelle monnaie. Le real tient un rôle qui va bien au-delà du programme qui a permis la naissance et la stabilité de la nouvelle monnaie. La monnaie, tout particulièrement dans le Brésil de FHC, est aussi un vecteur idéologique, un élément

---

<sup>5</sup> In F. DEMIER (op. cit. p. 133). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>6</sup> V. Fontes poursuit, en expliquant à ce sujet : « *Le problème, c'est le développement de la social-démocratisation d'une intelligentsia qui continue à se voir comme une chose au-dessus de la mêlée, hors de l'horizon des luttes sociales, et à s'attribuer un caractère de 'neutralité'. A ce niveau, oui, la réaction au marxisme peut avoir une incidence sur la démobilisation sociale, comme cela a une incidence, du fait de la proximité de cette intelligentsia, y compris au plan idéologique, avec les médias dominants* » (idem, p. 134).

<sup>7</sup> Idem, p. 135.

<sup>8</sup> Idem, p. 136.

<sup>9</sup> Idem.

jouant un rôle de cohésion sociale. Selon le Dieese<sup>10</sup>, de nombreux travailleurs ont des illusions par rapport au real. A celles-ci s'ajoutent deux phénomènes réels : la baisse de l'inflation à un niveau proche de zéro (qui conduit à une satisfaction relative après les angoisses quotidiennes de l'hyperinflation) ; et l'augmentation du chômage (qui est, par les risques qu'il induit, un découragement à la lutte collective). Tout cela conduit à une massive diminution des luttes des salariés dans les années 1990, particulièrement leur seconde moitié. Les illusions par rapport au real sont entretenues par le gouvernement, surtout par sa politique d'ancrage par rapport au dollar, qui donne à croire que l'économie brésilienne et celle des Etats-Unis partagent des caractéristiques communes et une évolution parallèle. De fait, la monnaie brésilienne a un cours qui suit le dollar pendant tout le premier mandat de FHC. Mais l'arrimage officiel du real sur le dollar est complètement irréal et remplit aussi une fonction politique et idéologique. Sans doute les institutions financières internationales aident-elles en sous-main à la réélection de FHC<sup>11</sup>. Le real va décrocher par rapport à la devise américaine après cette réélection. Le décrochage par rapport au dollar était prévisible et envisagé depuis longtemps, mais FHC et son équipe ont réussi à reporter cette échéance, qui aurait eu mauvais effet pendant la campagne électorale. Logiquement, le real, qui avait inspiré la confiance en FHC, perd une partie de sa capacité mystificatrice en perdant beaucoup par rapport au dollar lors du second mandat, particulièrement à la fin de celui-ci<sup>12</sup>.

## 2°) Le néolibéralisme en action

Mais le néolibéralisme, ce ne sont pas que des mots et la politique néolibérale ne se limite bien sûr pas au lancement de la nouvelle monnaie. Cette dernière est solidement liée à un ensemble de recettes politiques qu'on retrouve ailleurs. Au Brésil la politique néolibérale se manifeste surtout par les privatisations et l'évolution des relations de travail.

### a) Une vague de privatisations

Pour FHC, il est primordial de rembourser la dette extérieure abyssale. C'est en lien logique avec le choix d'ouvrir le pays aux échanges internationaux et la volonté d'y attirer les

---

<sup>10</sup> Auquel se réfère V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 300).

<sup>11</sup> Vito GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 304) écrit à ce sujet : « une fois passée l'élection, le soutien garanti par le FMI en vient peu à peu à être connu du public. Josef Stiglitz, lui-même, haut dirigeant du Fonds, écrit dans un livre que le FMI avait facilité un prêt de quarante milliards de dollars au Brésil. C'est de cette manière que le gouvernement a réussi à assurer artificiellement la valeur du real par rapport au dollar avant l'élection. En échange, FHC devait réaliser toutes les réformes structurelles que le Fonds exigeait ».

<sup>12</sup> Plus précisément, sur le cours de la monnaie brésilienne, on peut résumer les choses comme suit. Après la création du real à parité avec le dollar le 1<sup>er</sup> juillet 1994, le 5 mars 1995, il est même procédé à une réévaluation, qui conduit le real à avoir un cours supérieur à celui de la monnaie nord-américaine (1 US\$ = 0,83 R\$). Puis le real va connaître une très lente baisse de son cours sur les marchés internationaux. Mais jusqu'à la fin 1995, le real a un cours supérieur au dollar, et continue à être officiellement accroché au billet vert. Pendant tout le premier mandat de FHC, le dollar remonte très progressivement, passant de 0,9717 R\$ au 1<sup>er</sup> janvier 1996, à 1,0389 R\$ au 1<sup>er</sup> janvier 1997, à 1,1160 R\$ au 1<sup>er</sup> janvier 1998 et à 1,2080 R\$ au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Cette dernière date correspond à la fois au début du second mandat de FHC (réélu en octobre 1998), et à l'introduction de l'euro sur les marchés. L'année 1999 s'ouvre sur un effondrement rapide de la monnaie brésilienne. Elle dégringole, du 12 au 30 janvier, de 1,2108 R\$ à 2,07 R\$ pour un dollar. La fin de l'accrochage officiel au billet vert est décidée le 1<sup>er</sup> février 1999, sur la base de 1,95 R\$ pour 1 US\$. Les fluctuations de la monnaie brésilienne vont être fortes pendant plusieurs semaines, puis le real va baisser lentement, avant de se stabiliser aux alentours de 2 R\$ pour 1 US\$ dans le courant de l'année 1999. Après une remontée modérée et temporaire vers le début de l'an 2000, la monnaie brésilienne va renouer avec une tendance baissière lente jusqu'avant la fin 2001, passant de 1,80 R\$ pour 1 US\$ le 21 juin 2000 à 2,65 R\$ pour 1 US\$ le 28 septembre 2001. La dernière année du second mandat de FHC marque son usure politique et les perspectives croissantes d'une victoire de Lula à la présidentielle de 2002 voient le cours du real baisser plus rapidement, passant de 2,23 R\$ pour 1 US\$ le 1<sup>er</sup> janvier 2002 à 3,54 R\$ pour 1 US\$ le 1<sup>er</sup> janvier 2003.



capitaux étrangers. Privatiser, c'est aussi obtenir des ressources permettant à l'Etat d'assurer les remboursements. Néanmoins, vu les nouveaux prêts obtenus et les taux d'intérêt élevés, la dette extérieure sous les deux mandats de FHC passe de 159,2 milliards d'US\$ en 1995 à 210,7 milliards d'US\$ en 2002<sup>13</sup>.

Ce programme de privatisations concerne la Petrobrás dès 1995, mais la grève qui s'y déroule amène plutôt à une privatisation déguisée, en 1997 : ce fleuron de l'industrie brésilienne demeure public, il garde sa place en matière de raffinage et de gestion des réseaux de gazoducs et d'oléoducs, mais il perd son monopole sur le pétrole, car les entreprises étrangères acquièrent le droit de prospecter et d'explorer les gisements situés sur le territoire brésilien. Mai 1997 voit un autre bastion de l'industrie brésilienne passer aux mains du secteur privé : la plus grande entreprise minière du monde, la Vale do Rio Doce, fondée par Vargas en 1942. Le prix de vente, aux enchères, s'élève à 3,4 milliards de dollars à la Bourse de Rio. Pour V. Giannotti, il s'agit d'une vente pour une bouchée de pain : la valeur réelle de l'entreprise « *était estimée à plus de 100 milliards. Ses seules réserves minières dans le Pará étaient évaluées à 150 milliards de dollars* »<sup>14</sup>. En juillet 1998, c'est le tour de Sistema Telebrás, la compagnie téléphonique brésilienne : le gouvernement touche 22 milliards de R\$ pour les 20% des actions qu'il possédait et qui lui permettaient d'avoir le contrôle sur l'entreprise<sup>15</sup>. Il s'agit de la plus grosse privatisation au monde dans ce secteur, et les 5 000 manifestants qui protestent devant la Bourse de Rio, où elle a lieu, n'y pourront rien. La CUT a appelé à s'opposer à cette privatisation, mais l'idéologie favorable aux privatisations, qui domine déjà depuis une dizaine d'années, a déjà fait son œuvre<sup>16</sup>.

Le programme de privatisations touche aussi des entreprises qui appartiennent à des Etats fédérés. En 1999, c'est Eletropaulo, compagnie de l'Etat de São Paulo créée en 1981 et chargée de la distribution de l'électricité, dont une partie est privatisée après la division de l'entreprise, à partir de 1995, en quatre entités différentes par le gouverneur Mário Covas, du PSDB<sup>17</sup>. Les privatisations concernent aussi les principales banques des Etats. Ainsi, dans le São Paulo, le même Mário Covas privatise la Banespa (Banque de l'Etat de São Paulo), vendue au groupe Santander ; à Rio, un autre gouverneur PSDB, Marcelo Alencar, fait subir le même sort à la Banerj (Banque de l'Etat de Rio de Janeiro). La privatisation d'éléments clés du système bancaire fédéral (Banco do Brasil, Caixa Econômica, BNDES) a également été à l'étude, mais cela ne s'est pas concrétisé.

Les conditions concrètes de ces privatisations, et notamment les prix de ventes des entreprises publiques et les personnes favorisées, vont ensuite s'envelopper d'un parfum de scandale. Des informations concernant des cas de corruption ont affleuré peu à peu.

## **b) Casser tous les acquis sociaux**

---

<sup>13</sup> Source : *Gestão das dívidas do Brasil no Governo FHC*, d'après des données de P.H. Amorim : <http://democraciapolitica.blogspot.fr/2008/02/gesto-das-dvidas-do-brasil-no-governo.html>.

<sup>14</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 302) ("*a preço de banana*" ; à prix de banane).

<sup>15</sup> Amaury RIBEIRO. *A privatária Tucana'*, Geração Editorial, 2011 est un livre de journaliste qui s'intéresse de très près à cette question. Il nous fait notamment voyager des rivalités internes au PSDB aux sociétés *offshore* et aux Iles Vierges. On apprend, pour la Telebrás, que l'Etat Fédéral avait investi 21 milliards deux ans et demi avant la privatisation (p.70).

<sup>16</sup> Selon V. GIANNOTTI (op. cit. 2007, p. 304), le néolibéralisme a déjà gagné sur ce plan : « *L'immense majorité des travailleurs et de la population en général avait déjà adhéré à l'idée que 'privatiser, c'est bien' et que 'tout ce qui est à l'Etat ne fonctionne pas'* ».

<sup>17</sup> Plus précisément, la partie la plus rentable, Eletropaulo Metropolitana, est privatisée en 1999 et devient AES Eletropaulo, opérant dans la capitale et la région métropolitaine ; une autre part est privatisée en 1999, et deviendra Bandeirante de Energia. Une troisième fraction de l'entreprise sera privatisée en 2006 ; et la quatrième est toujours du domaine public.

FHC ne s'en prend pas qu'au statut de la propriété des entreprises jusqu'alors publiques. Il s'attaque aussi aux fonctionnaires et veut « flexibiliser » les lois sur le travail, dont une partie remonte à l'époque de Getúlio Vargas.

Pendant huit ans, les travailleurs de la fonction publique sont une des principales cibles des attaques gouvernementales. Ils servent de boucs émissaires. Leurs salaires sont gelés, on ne leur laisse aucun espoir d'amélioration, et les protestations syndicales, chaque année, n'auront presque pas d'effet. Par ailleurs, une autre façon de faire diminuer la taille de l'Etat consiste aussi à ne pas recruter de fonctionnaires, c'est-à-dire à assécher les concours de la fonction publique. C'est ce qui se produit. De plus, l'étiollement des appareils étatiques a pour effet une perte d'efficacité, ce qui renforce la propagande à destination de l'opinion publique, selon laquelle ce qui est étatique ne fonctionne pas, en en faisant porter la faute sur les fonctionnaires eux-mêmes, tout en légitimant les privatisations. Au Brésil comme ailleurs, cette méthode montre une réelle efficacité. C'est aussi un nombre massif de droits qui sont retirés aux fonctionnaires sous la présidence de FHC. V. Giannotti fait état d'une liste de 56 droits ainsi supprimés, une situation dénoncée plus tard par la presse syndicale<sup>18</sup>.

La réélection de FHC en 1998 se joue sur une perspective assumée de continuation de la mise en œuvre des préceptes néolibéraux. 3 grandes « réformes » sont annoncées alors : la première concerne les lois sur le travail ; la seconde vise les administrations publiques ; la troisième a trait à la sécurité sociale. Au niveau du droit au travail, le choix fait consiste, pour flexibiliser les textes en vigueur, à introduire dans la loi le principe selon lequel les accords obtenus par négociation priment sur les textes de lois<sup>19</sup>. Cette méthode, utilisée ailleurs, permet, en particulier dans les secteurs économiques peu syndiqués ou dont les syndicats sont peu combatifs, d'obtenir des accords « au rabais », défavorables aux travailleurs : des loups libres lâchés dans des poulaillers libres obtiennent assez facilement ce qu'ils veulent. Ce sera l'objet de la grande bataille de la fin du second mandat FHC, en 2001-2002, sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin. La « réforme administrative » voulue par FHC est liée à la première. Elle consiste, non plus seulement à assécher les concours de la fonction publique, mais à les supprimer carrément. Il s'agit ici de précariser les fonctionnaires, en brisant leur statut protecteur, en leur appliquant un droit du travail commun, après la « flexibilisation » de celui-ci. Pour ce qui est de la sécurité sociale, l'objectif du président-candidat est d'en finir, à long terme, avec l'obligation de l'Etat de garantir santé et retraites à tous les travailleurs. Le premier pas en cette direction concerne ces dernières : il s'agit d'en finir avec les retraites par durée de service réalisé, et de leur substituer des retraites en fonction de la durée de contribution, en introduisant aussi une hausse de l'âge de départ. Cela favorise les retraites complémentaires privées, en apportant des affaires au secteur financier. On trouve aussi la proposition d'en finir avec des retraites spéciales pour les professions à risque ou concernant les métiers à conditions de travail insalubres<sup>20</sup>.

## Section 2 : Une société violente, un mouvement social en recul

<sup>18</sup> Idem, p. 305.

<sup>19</sup> Comme le précise V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 303, la formule juridique est : *“O negociado vale mais que o legislado”*.

<sup>20</sup> Un des paramètres introduits par la réforme des retraites de FHC porte le nom de « *fator previdenciário* », qui selon des méthodes de calcul complexes, introduit un âge minimum pour le départ en retraite. Les syndicalistes que nous avons rencontrés pestent contre cette mesure, toujours en vigueur, et qu'ils jugent particulièrement injuste, notamment pour toute une série de travailleurs ayant commencé à travailler jeunes.

« *Le Brésil n'est pas un pays sous-développé, mais c'est un pays injuste* ». Ce diagnostic émane de FHC lui-même<sup>21</sup>. Il l'a répété pendant sa campagne de 1994. Pourtant, la mise en œuvre de la politique présentée précédemment amplifie des inégalités sociales déjà immenses, plongeant l'immense majorité des Brésiliens dans des difficultés matérielles accrues. D'une part, flexibilité veut dire précarité, et les mesures de flexibilisation néolibérales accroissent sensiblement la précarité du monde du travail ; d'autre part, les tendances récessives lourdes conduisent à l'accroissement dramatique du chômage et de la misère. Les villes sont des lieux de plus en plus ghettoïsés, où se développent rapt, trafics, et tueries, notamment d'enfants. Dans la même période, les assassinats de travailleurs ruraux rebelles se poursuivent dans l'impunité.

## 1°) Misère et violence

### a) Précarité, chômage et misère

L'ère FHC est une période de croissance économique faible, avec des phases de récession. Le tableau 11 permet d'évaluer la croissance de 1995 à 2002. Elle est très faible dans les années 1998 et 1999, avec des reculs temporaires du PIB ces années-là.

Tableau 11 : Evolution du PIB du Brésil pendant les présidences FHC

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
PIB en MM R\$ courants	705,6	857,9	955,5	1 006	1 092	1 202	1 316	1 491
PIB en MM R\$ de 2014	3 130	3 258	3 368	3 380	3 397	3 546	3 591	3 701
Taux de croissance	+4,3%	+2,2%	+3,4%	+0,4%	+0,5%	+4,4%	+1,3%	+3,1%

Source : IBGE

Avec un taux de croissance de la population de 15,4% entre 1991 et 2000, et un passage de 157 millions à 169,6 millions d'habitants de 1996 à 2000<sup>22</sup>, on constate que cette période correspond à une stagnation du PIB par habitant<sup>23</sup>.

Tel est le cadre général. Concrètement, le néolibéralisme se traduit d'abord par l'explosion du chômage pendant l'ère FHC. Sur le premier mandat, la *Folha de São Paulo* estime la hausse à 38%. L'estimation du chômage est une affaire compliquée au Brésil, vu le poids de l'économie informelle, et celui-ci s'est développé pendant les années considérées. Mais un article d'Altamiro Borges<sup>24</sup>, écrit en 2002 et se fondant sur des données de l'IBGE, indique que le chômage touche 4,5 millions de personnes fin 1994 (6,1% de la force de travail) ; en 1998, 7 millions sont concernés (9,2% de la population active). En 2000, le chômage atteint 11,5 millions de personnes (près de 15% de la population active), touchant surtout les jeunes, principalement dans les classes populaires, mais également des classes moyennes.

<sup>21</sup> Cité par BENASSAR et MARIN (op. cit. p. 508).

<sup>22</sup> Idem.

<sup>23</sup> Plus précisément, une augmentation du PIB par habitant de 0,75% sur ces cinq années.

<sup>24</sup> Article d'Altamiro Borges, journaliste membre du PCdoB, éditeur de la revue *Debate Sindical*, sur le site *Espaço acadêmico*, intitulé *A regressão do trabalho na 'era FHC'*. [http://www.espacoacademico.com.br/016/16col\\_borges.htm](http://www.espacoacademico.com.br/016/16col_borges.htm). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

Si cette explosion du chômage n'est guère contestée, l'idée est fréquemment propagée que les salaires ont augmenté pendant les années FHC. En fait, ce n'est vrai que pour certaines branches du privé (pas toutes), et on a vu que le pouvoir d'achat des fonctionnaires a chuté de par la volonté gouvernementale. De plus, pour l'ensemble des travailleurs, une étude IBGE indique une chute du pouvoir d'achat des salaires de 1998 à 2002<sup>25</sup>.

Les « petits boulots au noir » explosent. Selon l'OIT, à la fin de l'ère FHC, seul un Brésilien sur trois a un travail officiellement enregistré, et « *sur les 76,5 millions de personnes qui composent la population économiquement active, seuls 24 millions possèdent un certain type de protection sociale et légale. Le reste est sans emploi ou végète sur le marché informel* ». Cela veut dire longues journées de travail, revenus très bas, et aucune sorte de protection, sans parler de possibilité d'action syndicale. Dans le secteur privé, plus généralement, « *les rythmes de travail augmentent [ainsi que] les maladies liées au travail [...] et le harcèlement moral, un nouveau concept qui commence à apparaître dans les entreprises* »<sup>26</sup>. En 2000, selon V. Giannotti, « *le chômage est au niveau de 20% et la misère augmente à vue d'œil. Il n'y a aucun programme de construction d'habitations populaires et les favelas s'agrandissent dans toutes les grandes villes. La violence et le chômage deviennent les deux préoccupations principales de la population* »<sup>27</sup> dans les sondages.

## **b) Violences urbaines**

Toutes les villes brésiliennes sont, à des degrés divers, le théâtre de fréquentes violences. Et les années 1990 ont vu se renforcer cette tendance. Selon B. Bennassar et R. Marin, qui se fondent sur une étude menée par une commission de l'ONU sur la fréquence des crimes dans 49 pays pendant l'année 1997, « *le Brésil arrive au troisième rang, devancé seulement par la Jamaïque et l'Afrique du Sud. Cette enquête révèle également qu'il détient le record mondial du pourcentage des homicides par armes à feu. En 1997, 45 400 personnes ont été assassinées, la plupart dans les métropoles. Près d'un tiers de ces homicides ont été perpétrés à São Paulo et à Rio* »<sup>28</sup>. Cela représente environ 124 morts par homicide chaque jour. Rio, en particulier, « *est devenue l'une des capitales mondiales de la violence urbaine, avec un taux de 97 homicides sur 100 000 habitants* »<sup>29</sup>. Selon Human Rights Watch Americas, la ville a connu 8 408 assassinats en 1995 (environ trois fois plus qu'en 1980), ce qui correspond à « *un toute les heures, 23 par jour* »...<sup>30</sup>. B. Bennassar et R. Marin précisent : « *A la catégorie dite du 'crime organizado', s'oppose une délinquance née de la misère, qui est le plus souvent, mais pas toujours, une petite délinquance. Dans les années 1990, le policier, le 'bicheiro' et, surtout, le trafiquant de drogue sont, directement ou*

---

<sup>25</sup> On lit dans l'article cité ci-dessus : « *le revenu réel des travailleurs, une fois enlevée l'inflation, est en chute pendant quatre années consécutives. Depuis 1998, la perte cumulée est de 10,8%. Plusieurs facteurs expliquent une telle corrosion. L'un d'eux est le chômage lui-même, qui diminue le pouvoir de négociation de ceux qui sont en activité et comprime les salaires. Un autre est l'augmentation du marché informel du travail, où les revenus sont bien inférieurs. Il y a aussi toute l'action planifiée du gouvernement pour dévaloriser les salaires* ». Et selon le Dieese, « *le revenu du travail n'a pas suivi, au long de cette période, les gains de productivité de l'économie. Il n'a même pas maintenu le pouvoir d'achat de ceux qui vivent de leurs salaires. Au contraire, malgré certains moments de récupération, le solde de la période est la perte de pouvoir d'achat de tous ceux qui ont leur source de revenus dans le travail. Le salaire minimum, un outil important de redistribution et de régulation du marché du travail, a atteint les niveaux les plus bas de son histoire* ».

<sup>26</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 305).

<sup>27</sup> Idem.

<sup>28</sup> BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 516).

<sup>29</sup> Idem, p. 517.

<sup>30</sup> Chiffres donnés par BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 517).

non, à l'origine de la grande criminalité »<sup>31</sup>. Ils notent le rôle de nombreux policiers qui, bien loin de lutter contre le crime, en sont les acteurs directs : « *Mal équipées, mal payées et corrompues, les polices civile ou militaire, habituées pendant les années de dictature à vivre au-dessus des lois en toute impunité et à faire de la torture une pratique ordinaire, ont souvent été impliquées dans les 'hold-up', les contrebandes diverses, les enlèvements, le trafic de drogue ou l'exécution sommaire d'enfants des rues et de petits délinquants* »<sup>32</sup>.

A São Paulo, alors que le taux d'homicides pour 100 000 habitants était de 5,8 en 1960, il franchit un seuil à la fin des années 1970, et bondit à nouveau dans les années 1990, avec 49,50 en 1995 et 55,60 en 1998 (par comparaison, en 1998, Paris a 4 homicides pour 100 000 habitants, et New York 18,4)<sup>33</sup>. O. Dabène note que les différents types de criminalité n'évoluent pas au même rythme dans la capitale pauliste : « *ce sont surtout les 'crimes contre le patrimoine', notamment les vols et tentatives de vols et les 'crimes contre l'ordre public', tout particulièrement le trafic de drogue, qui ont augmenté de façon spectaculaire en quinze ans* »<sup>34</sup> (entre 1983 et 1998). Il remarque aussi que les jeunes en sont davantage les victimes que leurs aînés, et que « *la criminalité se concentre dans les zones de la ville où réside une population jeune, par ailleurs frappée par la marginalité sociale* »<sup>35</sup> et que si « *dans certains secteurs centraux de la ville, la criminalité était en baisse en 2001-2002 [...], dans les périphéries sud et est, les taux d'homicides demeuraient élevés* »<sup>36</sup>. Or ces secteurs sont connus pour être parmi les plus déshérités de la ville. Une leçon mérite d'être tirée : les victimes les plus nombreuses de cette violence sont les pauvres, dans les quartiers pauvres. Le même auteur, reprenant plusieurs études spécifiques sur cette ville, fait aussi deux observations qu'il nous semble utile de relever. La première concerne le comportement de la Police militaire de l'Etat de São Paulo ; elle tue aussi beaucoup : 8 422 morts provoquées par la PM entre 1990 et 2002.<sup>37</sup> L'autre observation concerne la poussée d'une nouvelle forme de criminalité : « *les enlèvements et prises d'otage étaient en hausse spectaculaire en 2000-2001* »<sup>38</sup>. C'est, ici, une forme de criminalité où il s'agit de frapper au porte-monnaie des familles très aisées.

Il nous semble que ce type de délinquance, en particulier, possède un lien, même souple, avec à la fois le niveau absolu des inégalités et leur développement. D'un côté, plus de misère et d'exclusion ; de l'autre, plus d'opulence pour les « *happy few* » : il n'est pas étonnant que, dans ce contexte, surgisse l'idée de rançonner ces derniers. Cette violence, triste réalité des grandes métropoles brésiliennes, ne naît pas avec la casse sociale propre au néolibéralisme mis en place par FHC, mais cette politique, en créant plus d'exclusions, de misère et d'inégalités ne fait qu'aggraver la situation préexistante. La violence urbaine, écrivent B. Bennassar et R. Marin, a pour principaux facteurs « *la mauvaise répartition des revenus, le faible niveau de scolarité et le chômage [...]. Mais l'insuffisance ou l'état de délabrement des services y contribuent aussi. C'est dans les quartiers périphériques où les conditions de logement, de transport, de loisir et de sécurité publique sont précaires que l'on*

---

<sup>31</sup> Idem, p. 517.

<sup>32</sup> Idem.

<sup>33</sup> Chiffres donnés par Olivier DABENE, *Exclusion et politique à São Paulo – Les outsiders de la démocratie au Brésil*, Karthala, 2006, p. 92.

<sup>34</sup> Idem, p. 93.

<sup>35</sup> Idem, p. 95-96.

<sup>36</sup> Idem, p. 96.

<sup>37</sup> Certes, après un pic au début des années 1990 (1492 tués par la PM en 1992), le milieu de la décennie voit une diminution (entre 350 et 600 environ), mais on remonte à 769 morts en 2000 et 725 en 2002. Chiffres donnés en p. 94.

<sup>38</sup> Idem, p. 96.

*enregistre la plus grande violence* »<sup>39</sup>. Bien sûr, une politique qui a pour effet d'aggraver tous ces phénomènes contribue logiquement à renforcer cette violence.

### c) La violence dans les campagnes

La violence se développe dans les villes, mais ne s'y limite pas, et si la violence urbaine est protéiforme et complexe, la violence rurale est presque toujours liée à la conflictualité autour de la question de la terre, et fondée sur l'oppression séculaire exercée par les grands propriétaires fonciers sur les classes subordonnées des campagnes (paysans sans terres, petits paysans, ouvriers agricoles). La vieille « tradition » des assassinats politiques dans les campagnes montre de la vigueur à l'ère FHC. Elle est sans doute liée à la forte combativité des paysans sans terre, que nous évoquerons un peu plus loin. Les assassins sont souvent des tueurs des brigades armées de l'UDR (Union démocratique rurale), mais appartiennent parfois aussi à des forces répressives parfaitement légales, comme la Police militaire (PM). L'impunité est la règle après ces meurtres. Que leurs auteurs appartiennent à des appareils légaux ou non, ils sont toujours au service des latifondiaires. Le graphique 2 (ci-dessous) donne un aperçu du nombre d'assassinats par an. Le nombre de victimes a nettement diminué depuis la fin des années 1980, sans jamais être inférieur à une vingtaine par an, et il tend à remonter à la fin de l'ère FHC.

41 paysans sont ainsi assassinés en 1995 dans des conflits agraires, dont 12<sup>40</sup> dans le « Massacre de Corumbiara », dans le Rondônia le 9 août : des paysans sans terre, luttant pour la réforme agraire, sont massacrés par les hommes armés de la droite ruraliste locale. Pendant l'ère FHC, deux autres tueries font particulièrement parler d'elles, l'une mettant en cause la PM, l'autre des nervis privés. Les campagnes du Pará sont statistiquement les plus violentes de la Fédération, et c'est dans cet Etat, à Eldorado dos Carajás, que 19 paysans sans terre de Curionópolis sont assassinés par la PM le 17 avril 1996. Parties le 8 avril, 1200 personnes veulent obtenir l'expropriation de deux *fazendas* et barrent une route lorsqu'elles sont attaquées par la PM, avec des grenades lacrymogènes, puis des tirs en l'air, puis des tirs à hauteur d'homme. Ce massacre fait beaucoup de bruit et va rester tristement célèbre, donnant lieu à des commémorations, notamment lors du premier anniversaire, le 17 avril 1997, avec la « Marche des 100 000 » à Brasilia, organisée par le MST et la CUT. L'un des paysans sans terres, Oziel Alves, y est notamment tué à coups de crosse avant d'être criblé de balles devant ses compagnons. Selon le MST, sur 155 membres de la PM de l'Etat ayant participé à cette opération, 144 ont été interrogés, 2 seulement ont été condamnés, mais se trouvaient encore en liberté 10 ans après les faits<sup>41</sup>. L'année 1997 connaît une autre tuerie ayant également comme origine la structure des classes rurales, mais elle est le fait d'assassins stipendiés par un pouvoir oligarchique local : le « Massacre de Caramazol », dans l'Etat du Pernambouc (deux morts et cinq blessés, tués par des *pistoleiros* de l'usine de canne à sucre locale). Ce sont encore, selon J-Y. Martin, 47 paysans qui sont assassinés dans les conflits agraires en 1998, et 42 en 1999. Son livre, publié en 2001, recense 1 167 assassinats de paysans sur les 12 années précédant sa sortie, et précise que « pendant

---

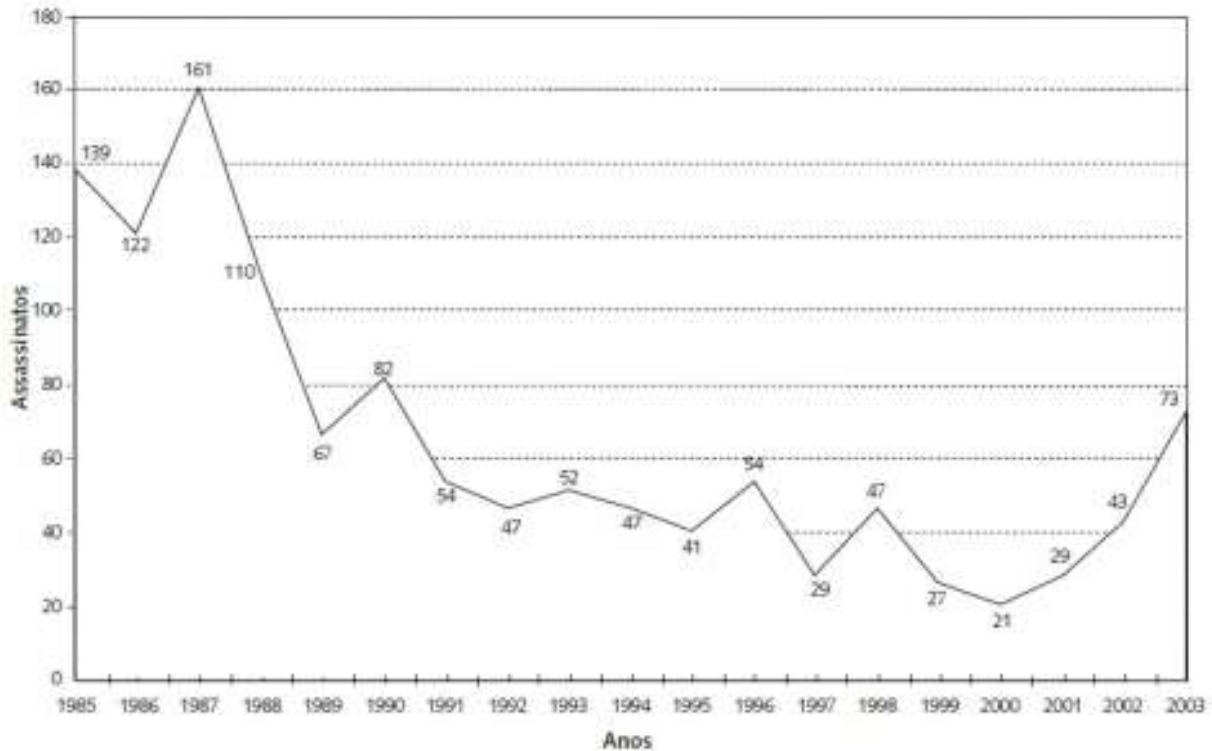
<sup>39</sup> BENNASSAR et MARIN (op. cit. p. 516).

<sup>40</sup> Précisions données, d'après la CPT, par Jean-Yves MARTIN, *Les sans-terre du Brésil – Géographie d'un mouvement socio-territorial*. L'Harmattan, 2001, p. 21.

<sup>41</sup> Chiffres donnés par V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 301).

toute cette période, il n'y a eu, suite à ces assassinats, que 86 procès au cours desquels seulement 7 meurtriers – ou commanditaires de ces crimes – ont été condamnés »<sup>42</sup>.

**Graphique 2 : nombre annuel d'assassinats dans les campagnes brésiliennes (1985-2003)**



Source : *Revista Crítica de Ciências Sociais* N°75. "Geografia da violência no campo brasileiro: o que dizem os dados em 2003?". <https://rccs.revues.org/908>

**2°) Un très fort recul du mouvement social**

Face à la politique néolibérale mise en œuvre pendant l'ère FHC et à la catastrophe sociale qui s'approfondit dans le pays, le niveau des luttes sociales, globalement, ne cesse de décliner, contrairement à l'agitation qui prévalait dans les années 1980. On note de rares poches de résistance, avec des grèves éparées, et une exception majeure : le mouvement des paysans sans-terre, le seul mouvement social qui ne s'effondrera pas au cours de ces années et donnera du fil à retordre à FHC. Mais dans l'ensemble, ce n'est guère que vers la fin du second mandat que le peuple recommence à faire entendre sa voix.

**a) Déclin massif des grèves**

L'année 1989 avait vu culminer le nombre de grévistes, avec plus de vingt millions dans tout le pays, pour environ 4000 grèves et 250 millions de journées de travail ainsi perdues. A partir de 1990, le phénomène gréviste reflue. On passe d'une moyenne de 90 grèves par mois en 1990 à 46 en 1999 ; et la chute de la moyenne mensuelle du nombre de grévistes est plus impressionnante encore : de plus de 757 000 en 1990, on arrive à moins de 115 000

<sup>42</sup> J-Y. MARTIN (op. cit. p. 21).

en 1999. C'est à partir de 1992 que l'on assiste à une forte diminution de l'activité gréviste au Brésil<sup>43</sup>. L'ère FHC est donc celle du déclin massif des grèves, même si la baisse a débuté un peu plus tôt.

A l'origine de cette diminution, on trouve la conjonction de plusieurs facteurs. Certains, d'ordre objectif, tiennent à la situation économique et sociale et à l'évolution des structures productives, qui rendent plus difficile les grèves. Un chômage de masse non indemnisé rend plus risquées les grèves et autres manifestations de résistance face aux offensives patronales et gouvernementales. C'est un phénomène bien connu et assez universel : en période de chômage, les travailleurs ont peur de se faire licencier, car d'autres attendent à la porte de l'usine, et il est dur de retrouver du travail. Mais à cela s'ajoute un autre phénomène : les structures productives, l'organisation du travail, changent, au Brésil et ailleurs. Les modèles tayloriste et fordiste sont remplacés. Comme l'écrit V. Giannotti, « *il n'existe plus le modèle de la chaîne de montage selon lequel, d'après Ford et Taylor, l'ouvrier n'aurait pas besoin d'être autre chose qu'un singe dressé. Maintenant, le nouveau fétiche pour vaincre dans la guerre de la concurrence capitaliste devient la 'qualité totale' et les travailleurs sont impliqués dans ce projet d'entreprise à travers les Cercles de contrôle et de qualité, qui se sont largement diffusés à partir du Japon [...]. Dans les entreprises, ces concepts commencent à être mis en application à travers la 'gestion participative', qui n'est rien d'autre que l'adhésion des travailleurs au nouveau plan d'exploitation et d'oppression* »<sup>44</sup>. Ajoutons-y le développement de la polyvalence. Cette dernière évolution a de multiples conséquences à la fois sur l'emploi, et sur le ressenti par rapport au travail. V. Giannotti note que la polyvalence a une « *première conséquence immédiate : [...] l'accumulation des fonctions. Le professionnel, qui assumait sa fonction sur la chaîne productive, devient un 'travailleur multifonctionnel', autrement dit bon à tout faire, de la mise en œuvre d'une machine à haute technologie, jusqu'au nettoyage des lieux. Dans cette logique, il n'y a plus de place pour un gardien ou un nettoyeur. Leurs fonctions ont disparu. Le résultat est évident : plus de stress, plus de pression, plus de folie et la fin de toute vie personnelle ou familiale. Et, c'est clair, plus de chômage* »<sup>45</sup>.

Il faut encore noter un autre élément. Le même auteur écrit que « *le mot 'partenariat' a remplacé, dans la tête et dans le discours de nombreux travailleurs et dirigeants syndicaux, le concept de classe sociale et de lutte des classes* ». Pour schématiser, si dans les rapports capital-travail, au niveau des entreprises, la lutte des classes avait le vent en poupe dans les années 1980, c'est la collaboration de classes qui prédomine dans les années 1990. Ceci nous conduit à la conclusion qu'en plus des facteurs objectifs (état du marché du travail, structures productives et organisation du travail), il faut convoquer, pour expliquer le reflux des luttes et des grèves, l'analyse des facteurs subjectifs. La question est ici : que se passe-t-il du côté des organisations représentatives des travailleurs ? Celles-ci n'ont-elles aucune prise sur l'évolution de la combativité ? Ou bien peuvent-elles influencer, et comment ? Du côté du paysage syndical, nous verrons plus loin qu'il existe une évolution importante. Quant aux partis du côté gauche de l'échiquier politique, le plus influent est toujours, de loin, le PT. Une notable transformation de son comportement politique était déjà perceptible au début des

---

<sup>43</sup> Vito GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 295-296). Ces chiffres, donnés par l'auteur, sont issus d'études réalisées par le Dieese.

<sup>44</sup> Idem, p. 281. Il ajoute : « *L'objectif déclaré de la perfection de la production fait l'objet de propagande, comme s'il s'agissait d'une préoccupation concernant le service rendu au client. En vérité, cela sera un mécanisme important pour augmenter les profits et impliquer les travailleurs, dans une attitude de coopération. Tous sont endoctrinés, conditionnés et harcelés afin qu'ils collaborent à la défense de 'leur entreprise'* ».

<sup>45</sup> Idem, p. 282.



années 1990 ; nous tenterons de saisir de façon assez précise, un peu plus loin, ce qu'il en est pendant l'ère FHC, et nous verrons que non seulement le Brésil après FHC n'est plus le même qu'avant son arrivée à la présidence, mais que la politique néolibérale a aussi un impact sur le PT et son projet politique. A ce sujet, arrêtons-nous sur ce qu'en dit un cadre du PT appartenant à sa mouvance majoritaire. Pour Luiz Azevedo, les dirigeants du PT ont vu fondre les bases matérielles de leur projet politique et le néolibéralisme a eu un effet « *dissolvant* »<sup>46</sup>. Pendant les années 1990, « *il va y avoir déstructuration [...] des fondements qui, chez nous, alimentaient la perspective du socialisme. Il s'agit des bases de la classe ouvrière organisée – sans qu'à aucun moment, nous n'ayons transformé cela en une thèse à l'intérieur du parti – mais le plus grand contingent militant dans le parti voyait la perspective de Marx de la révolution à partir de l'organisation dans les centres capitalistes les plus avancés du pays lui-même. L'ABC pour nous était un point fort, avec les grandes usines, les grandes unités, c'était là que nous allions organiser les travailleurs pour mener ce processus de transformation [...] Nous voyions que cette classe ouvrière n'avait déjà plus toute cette force, et cela était vrai à la puissance dix dans les années 90, parce qu'il y a une fragmentation des unités industrielles, la tertiarisation, il y a une profonde modification du marché du travail, des classes. Et si nous étions restés dans ce champ d'action, nous nous serions transformés en un courant idéologique qui s'affirmait dans un programme socialiste très joli, mais avec une demi-douzaine de personnes derrière nous* ».

#### **b) Mai 1995 : une épreuve de force, la grève du secteur pétrolier**

Les premiers mois de la présidence Cardoso sont marqués par la même atonie sur le front des luttes que la fin de 1994. Mai 1995 vient toutefois rompre le calme social, avec une grève qui va prendre un caractère historique : celle des *petroleiros*. On l'évoque comme une grève historique, parce qu'il s'agit d'un affrontement aux enjeux majeurs. La question est de savoir si la résistance des travailleurs, dans un secteur clé, bien organisé, peut briser l'offensive néolibérale. A l'inverse, il s'agit pour FHC de montrer sa force et sa détermination. La grève commence le 3 mai. Ce jour-là, diverses catégories professionnelles du secteur public décident de joindre leurs forces pour s'opposer à la politique de privatisations, à la fin programmée des monopoles publics dans le pétrole et les télécommunications, et aux diverses attaques décidées par le pouvoir. Une grève est décidée, réunissant les travailleurs des secteurs de l'électricité, de la téléphonie, de la poste, et des fonctionnaires de l'Etat fédéral, grève à laquelle la participation des *petroleiros* est particulièrement massive.

Alors que, rapidement, la grève dans les autres secteurs s'étiole, elle se poursuit, massive, dans le secteur pétrolier (touchant environ 90% des salariés dans les raffineries, les plateformes, les terminaux de distribution et les unités administratives de la Petrobrás). Leur mouvement va durer 32 jours. Les travailleurs croisent les bras, mais se relaient pour assurer l'approvisionnement de base de la population et préserver les équipements. Mais la manifestation de ce souci n'empêche pas la presse de se déchaîner et de monter la population contre les grévistes, en les accusant notamment du manque de produits dérivés, en particulier du gaz servant à faire la cuisine. La grève porte sur un objectif : le respect de trois accords obtenus par les travailleurs à l'époque d'Itamar Franco sur le pouvoir d'achat et l'emploi<sup>47</sup>. FHC, une fois élu, décide d'ignorer ces accords. S'ajoutent à cela les intentions

---

<sup>46</sup> Notre interview de Luiz Azevedo. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>47</sup> Plus précisément, le premier accord date du 5 octobre 1994, et stipule que la Petrobrás doit négocier sur des points d'ordre économique et sociaux pour lesquels il n'existe pas de décision du Tribunal supérieur du travail. Le second accord, signé par les ministres des Mines et de l'Energie et du Travail, ainsi que par le président de la Petrobrás, date du 11

non ambiguës de FHC d'en finir avec le monopole de la Petrobrás sur l'exploitation et la production pétrolières, et matérialisées par un projet d'amendement constitutionnel envoyé au Congrès pour parvenir à cette fin. FHC choisit d'emblée l'affrontement : il demande au Tribunal supérieur du travail (TST) de ne pas reconnaître la validité de ces accords et de déclarer la grève abusive. Au 7<sup>e</sup> jour de grève, le TST juge la grève abusive. Mais les grévistes ne se laissent pas intimider pour autant, pas plus que le 11 mai, lorsque la direction de l'entreprise rend publique auprès des médias une première liste de 25 noms de travailleurs licenciés, à la tête desquels figure celui d'Antônio Carlos Spis, coordinateur de la FUP<sup>48</sup>. Le lendemain, 34 autres travailleurs sont licenciés. A la fin du mouvement, et en y intégrant les 12 sanctionnés pour grève pendant l'année 1994, on arrivera à 85 salariés mis dehors. Le 24 mai, l'Armée est envoyée occuper des raffineries à Araucária (PR), ainsi qu'à Paulínia, Mauá et São José dos Campos (SP). Le lendemain, les travailleurs reçoivent leurs fiches de paie à zéro. Cela ne brise toujours pas la grève, qui voit affluer, du Brésil et de l'étranger, des déclarations de soutien d'autres syndicats, d'étudiants, de mouvements sociaux divers et de parlementaires. Le 26 mai, le TST réaffirme son jugement précédent sur l'illégalité du mouvement et y ajoute des pénalités astronomiques à payer par la FUP et les syndicats de *petroleiros* : 100 000 R\$ par jour de grève. Le 31 mai, la CUT appelle à une journée nationale de solidarité avec les travailleurs de la Petrobrás : dans les manifestations de tout le pays, on voit autocollants, affiches et T-shirts « Nous sommes tous des *petroleiros* ». Le 1<sup>er</sup> juin, des parlementaires forment un front pour obtenir la réouverture de négociations dans l'entreprise. La direction de la Petrobrás revient à la table, elle s'y engage à annuler les sanctions et à fragmenter les retenues sur salaire pour faits de grève. Le 2 juin, la FUP appelle à la reprise du travail, ce qui est suivi d'effet, à part plusieurs centaines de salariés, en particulier à Cubatão (SP). Malgré – ou, peut-être, à cause de – la reprise du travail, la direction de l'entreprise et le gouvernement s'acharnent : ils font bloquer les comptes de la FUP et de tous les syndicats de *petroleiros* du Brésil, saisir leurs biens, annuler l'étalement des prélèvements sur salaires pour jours de grève, et infliger à chacun des 20 syndicats en lutte des pénalités de 2,1 millions de R\$. Pour maintenir l'unité et limiter le prix à payer, les AG de *petroleiros* décident de retirer l'argent des comptes courants des syndicats, pour le transférer à des « associations de *petroleiros* » qu'ils vont bientôt créer.

Le but très clairement poursuivi par une telle répression, c'est de mettre à genoux le mouvement syndical et de montrer aux travailleurs du pays que la politique du gouvernement s'appliquera quelle que soit la résistance et le mécontentement engendrés. Les suites judiciaires du conflit vont durer longtemps. 6 mois plus tard, la justice fédérale reconnaît que l'arrêt de l'approvisionnement en gaz de particuliers pendant la grève a été le fait, non pas des grévistes, mais des entités chargées de la distribution<sup>49</sup>. FHC va, jusqu'au bout, s'acharner contre les *petroleiros* et refuser de voir annulées les sanctions, ou les pénalités imposées aux syndicats<sup>50</sup>. La FUP va poursuivre le combat pour la réintégration des licenciés

---

novembre 1994 et prévoit le paiement de la seconde partie du 13<sup>e</sup> mois par l'URV, une avance sur les pertes liées au Plan Bresser et le maintien de la garantie de l'emploi. A l'époque, FHC est ministre de l'Economie, et il se bat contre ces accords, amenant le gouvernement à reculer et à proposer un troisième accord, signé le 25 novembre 1994 par Itamar Franco lui-même, qui prévoit de faibles augmentations salariales.

<sup>48</sup> FUP : *Federação Única dos Petroleiros* (Fédération unique des travailleurs du pétrole).

<sup>49</sup> Selon le site de la CUT (<http://www.cut.org.br/noticias/grave-historica-dos-petroleiros-completa-15-anos-3b60/>), avec une page consacrée à ce sujet pour célébrer le 15<sup>e</sup> anniversaire de la grève, ce fait était connu de la Petrobrás, selon les aveux d'un dirigeant des RH de l'entreprise, José Lima Neto.

<sup>50</sup> Selon le même site, en avril 1996, un projet de loi est approuvé par le Congrès, amnistiant les syndicats pour les amendes imposées par le TST; mais FHC y appose son veto. Deux ans plus tard, le président tente d'empêcher l'amnistie des salariés sanctionnés. La page en question précise que « certains syndicats allaient déjà, de façon imminente, voir leurs biens vendus ».

pendant les années suivantes, et ce n'est qu'en 2003 que la Petrobrás reviendra sur les licenciements et autres sanctions et que l'ensemble des travailleurs seront amnistiés.

En fin de compte, aucun syndicat n'a été fermé, et la quasi-totalité des licenciés ont été réintégrés à la Petrobrás, après beaucoup de temps. Sur les revendications salariales, le gouvernement et la direction de l'entreprise n'ont pas cédé et les grévistes ont perdu. On peut penser, par contre, que sans cette grève, FHC aurait privatisé complètement la Petrobrás, ce qui n'a pas été le cas. Mais comme l'écrit V. Giannotti, l'année 1995 « a été marquée par le début, déguisé, de la privatisation de la Petrobrás [...] Le gouvernement, à travers un amendement constitutionnel qui porte le nom d'EC-9, donne le droit à des groupes privés d'exploiter les réserves de pétrole et de gaz dans des zones découvertes et cartographiées par la Petrobrás. Cela arrivera par mises aux enchères. C'est le début de la destruction du monopole créé par le gouvernement Vargas en 1953 »<sup>51</sup>. Surtout, le signal donné par l'échec de la grève a sans doute été que, face au rouleau compresseur néolibéral, il ne sert à rien de résister. Cette grève apparaît comme la dernière grande lutte ouvrière, clôturant un cycle de forte combativité ouvert en 1978.

### **c) Luites au sein du salariat après la grève des *petroleiros***

Certes, les années suivantes, des grèves ont lieu, mais avec des caractères éparés et sectoriels. Et jusqu'à la fin de la décennie, le nombre de grèves décline chaque année<sup>52</sup>.

La structure et l'origine des grèves changent : les fonctionnaires, peu grévistes jusqu'à la Constitution de 1988, renforcent leur organisation et leur participation à des grèves ensuite. Dans les années 1990, les grèves de fonctionnaires prennent plus de poids, dans le contexte global de recul des luttes. Si bien que les grévistes du secteur public contribuent, malgré tout, à limiter l'effondrement de l'activité gréviste. Si en 1995, 19% des grévistes appartiennent au secteur public, en 2000 ce pourcentage dépasse les 50%. V. Giannotti précise à ce sujet pendant cette période, « tous les ans, les travailleurs du secteur de la santé et de la sécurité sociale réalisaient une longue grève, toujours avec peu de résultats positifs. De nombreuses autres catégories de fonctionnaires faisaient la même chose. Pendant ce temps, dans le secteur privé, les grèves devenaient chaque jour plus rares ».

En 1998, année de la réélection de FHC, le nombre de grèves diminue encore sauf dans la santé et la sécurité sociale, des secteurs auxquels il faut ajouter cette fois-ci les enseignants et travailleurs de l'université, ainsi que du ministère de la Justice. Face à la politique économique et sociale de FHC et aux « promesses » de sa campagne (de casse du droit du travail, du statut de fonctionnaire, de la sécurité sociale et des retraites), la CUT appelle à une grève générale au mois d'août. V. Giannotti note que « même la *'Força Sindical'*, pour la première fois, dit qu'elle adhère à une grève générale et *'fait semblant'* d'y participer »<sup>53</sup>. Mais cette grève n'obtient pas tout le soutien nécessaire et, ajoute le même

---

aux enchères par le Tribunal [...] Mais prévoyant le prix politique qu'il allait devoir payer pour cela, le président Fernando Henrique a reculé et a accepté, en partie, la loi d'amnistie, en juillet 1998, mettant son veto à l'article qui donnait le droit aux syndicats de recevoir en retour les sommes bloquées par le TST depuis 1995 ».

<sup>51</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 298-299).

<sup>52</sup> V. GIANNOTTI (idem, p. 300) donne les chiffres de 111 grèves par mois, en moyenne, pour 1996 ; puis 57 en 1997 ; 50 en 1998 ; et enfin 46 en 1999. Jusqu'à nouvel ordre, les données et citations présentées sont issues du même texte.

<sup>53</sup> Idem, p. 303. Nous évoquerons plus loin l'évolution du paysage syndical dans les années 1990.

auteur, « *s'appuie plus sur la campagne de 'marketing' véhiculée par la télévision que par l'organisation effective des travailleurs disposés à la lutte* »<sup>54</sup>.

En décembre 1999, la Novacap, société d'économie mixte fondée alors que Brasilia n'était pas encore devenue capitale fédérale, et chargée localement des services urbains, connaît une grève d'un certain retentissement contre le blocage des salaires. Un nettoyeur, José Ferreira da Silva, meurt d'une balle dans la tête tirée par la police, envoyée par le gouverneur du DF. L'année 2000 ne connaît pas de grève majeure, mais une lutte s'organise dès le début de l'année autour de la critique de la dette extérieure, regroupant mouvements sociaux et partis de gauche, qui mènent un important travail éducatif auprès d'une population généralement très désinformée sur cette question. Il s'agit de faire connaître un objectif simple : parvenir à la suspension du paiement des intérêts de cette dette. Le 7 septembre, un référendum populaire non-officiel est réalisé, exigeant un audit de la dette. Plus de six millions de personnes participent, dont 96% veulent la rediscussion de la dette extérieure.

En 2001, les grèves de fonctionnaires prennent de l'ampleur, après 8 ans sans rattrapage salarial et presque sans recrutement par concours publics. On retrouve les travailleurs de la sécurité sociale, comme chaque année. La fonction publique au niveau fédéral revendique un rattrapage de 75,48%<sup>55</sup>, pour récupérer les pertes de pouvoir d'achat depuis le passage au *real*. La grève touche les écoles techniques fédérales, et les professeurs et fonctionnaires de 52 universités fédérales mènent une grève de plus de trois mois. Au départ, le gouvernement joue l'isolement et le pourrissement, mais il doit reculer : les salariés des universités obtiennent l'intégration de certaines primes au salaire, 12 ou 13% d'augmentation pour les professeurs, et conservent le mode de recrutement antérieur. Pendant la même période, une grève éclate à São Bernardo do Campo, chez Volkswagen, dont la direction propose une diminution de 20% de la durée du travail et des salaires, contre une promesse de garantie de l'emploi. Les salariés refusent et l'entreprise en licencie près de 3000. Finalement, après négociation avec le syndicat, une baisse de 15% est acceptée en échange de la suppression des licenciements.

Alors que le PT surfait sur une forte combativité pendant les années 1980, et qu'il se développait en lien avec les mobilisations dans lesquelles il était bien implanté, le changement du paysage social, avec en particulier la baisse globale du nombre de grèves, rend plus difficile la tâche du PT pendant les années FHC. De plus, les secteurs en pointe lors de l'émergence du parti (métallurgie, banques, pétrole) voient leur participation aux grèves diminuer (les *petroleiros* étant un cas à part subissant une défaite en 1995). Le noyau dur de la base sociale d'origine du PT est donc affaibli. On comprend que cette situation générale favorise ceux qui, dans le parti, misent avant tout sur le travail institutionnel. Toutefois, il serait faux de dire que toutes les mobilisations populaires s'arrêtent pendant l'ère FHC : les fonctionnaires prennent, dans une certaine mesure, le relai des métallos et rejoignent les syndicats. Surtout, les campagnes restent mobilisées.

#### **d) L'exception du MST : une mobilisation maintenue**

Depuis 1985, la CPT publie chaque année un bilan des conflits agraires. On voit dans le graphique 3 (ci-dessous) le nombre de personnes impliquées dans des conflits agraires

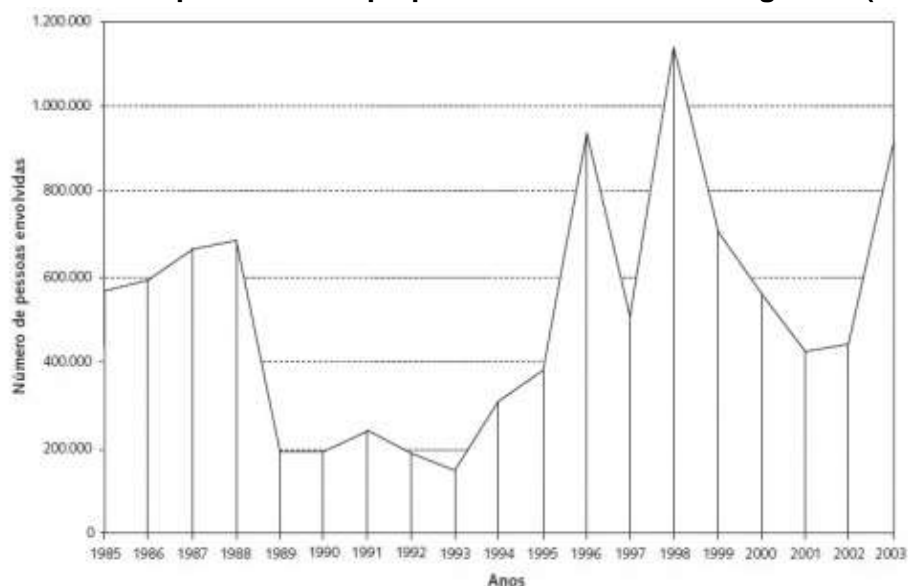
---

<sup>54</sup> Idem, p. 304.

<sup>55</sup> Idem, p. 308.

chaque année. La seconde moitié des années 1990 a une forte conflictualité, avec deux pics : 1996 et 1998.

**Graphique 3 : Nombre de personnes impliquées dans des conflits agraires (1985-2003)**



Source : *Revista Crítica de Ciências Sociais* N°75. "Geografia da violência no campo brasileiro: o que dizem os dados em 2003?". <https://rccs.revues.org/908>

Cette combativité maintenue dans les campagnes est, pour beaucoup, l'œuvre du MST. Mais l'implantation et le développement de ce dernier est en lien direct avec la structure de la propriété foncière au Brésil et avec les aléas de la (non)-réforme agraire. En 1995, cette structure a très peu changé par rapport à la fin de la dictature dix ans plus tôt. A la fin des années 1980, on parlait d'une réforme agraire. Elle n'est pas venue, le chantage des latifondiaires et de l'UDR ayant permis d'enterrer le sujet. Depuis, on n'en parle plus du tout dans les sphères du pouvoir. Lorsque FHC prend ses fonctions en 1995, 89,3% des établissements agricoles de moins de 100 ha occupent 20% de la superficie du pays (contre respectivement 90% des établissements et 21,2% des terres en 1985). A l'opposé, les latifundia de plus de 1000 ha représentent 1% des établissements (contre 0,8% en 1985) et occupent 45% des terres (contre 44,1% en 1985). Entre les deux, la part des propriétés de taille moyenne (de 100 à 1000 ha) représentent 9,7% des établissements en 1995 et occupent 34% de la superficie<sup>56</sup>. D'autres sources présentent des chiffres saisissants : d'une part, 2% des propriétaires ruraux sont maîtres de 50% du total des terres enregistrées<sup>57</sup> ; d'autre part, « seulement 28,35% des terres arables du pays sont utilisés dans une quelconque activité productive ; 62,4% d'entre elles sont improductives, autrement dit ne sont employées à aucune activité »<sup>58</sup>. A cette époque, les 27 plus grandes latifundia du pays occupent un total de 25 millions d'ha, et la plus grande exploitation dépasse 4 millions d'ha, tandis que la plus petite de ce classement atteint presque les 400 000 ha. On remarque que ces géants ont presque tous leurs quartiers généraux dans le *Norte* et le *Nordeste*<sup>59</sup>.

<sup>56</sup> Chiffres donnés par J-Y. MARTIN (op. cit. p. 23).

<sup>57</sup> Article de Jair BORIN, 'Reforma agrária no governo FHC', in O. COGGIOLA, 'A crise brasileira e o governo FHC', Xamã, 1997, p. 25. Les sources proviennent du très officiel "Atlas Fundiário Brasileiro", élaboré par le ministère de la politique foncière, et sont basées sur le recensement de l'INCRA, l'institut de réforme agraire.

<sup>58</sup> Idem.

<sup>59</sup> J-Y. MARTIN (op. cit. p. 22). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

Analysant les différentes catégories de travailleurs ruraux (23 millions environ en 2000), J-Y. Martin conclut qu'il existe « *un contingent total d'environ 5 millions de familles de paysans sans-terre, soit plus de 25 à 30 millions de personnes concernées* »<sup>60</sup>. Au milieu des années 1990, le MST est devenu « *une sorte de référence pour l'ensemble du mouvement social brésilien* »<sup>61</sup>. Le mouvement fait l'actualité, alors que longtemps ses actions n'avaient pas la couverture des grands médias, et « *même les 'telenovelas' [séries télévisées] finissent par incorporer la question agraire dans leurs intrigues, vu l'importance que ce thème a acquise pour toute la société* »<sup>62</sup>. Face à une « classe politique » dont la corruption est bien connue et qui suscite un dégoût populaire massif, le MST apparaît comme « *un mouvement propre, qui a des orientations authentiquement populaires, mais pas populistes* »<sup>63</sup>. Cette image positive est aussi un problème pour le pouvoir politique et pour l'élite ruraliste, d'où la volonté de lui infliger des coups par la répression, la criminalisation du mouvement, et la « *judiciarisation* » de la question agraire<sup>64</sup>. Tel est le cadre général dans lequel le MST développe son action.

En opposition à l'agriculture capitaliste qui prévaut en excluant massivement les paysans et en provoquant l'exode rural, le projet agraire défendu par le MST est celui d'une « agriculture paysanne », consistant à réinstaller de nombreux petits paysans à la campagne, pour développer agriculture d'autosubsistance et cultures commerciales dans un cadre différent, notamment coopératif. Après une phase de « *germination* » de 1979 à 1984 dans le sud du pays, le MST s'est peu à peu étendu dans l'ensemble du Brésil à la fin des années 1980 et dans les années 1990, en commençant par le *Nordeste*, et en utilisant surtout la méthode des *acampamentos* (campements). Il s'agit d'occuper des terres improductives, et cela s'assimile à une forme militante de « *squat rural* »<sup>65</sup>, qui nécessite une excellente préparation, pour regrouper du monde et mettre les terres en culture. En juillet 1995, le MST envoie 5 226 délégués de 22 des 27 Etats de la Fédération à son 3<sup>e</sup> Congrès national<sup>66</sup>. Le mot d'ordre est alors : « *Réforme agraire : une lutte de tous* », et le mouvement recherche, et obtient, un très large soutien dans le pays (pas uniquement auprès des ex-ruraux déracinés)<sup>67</sup>, en expliquant qu'il ne s'agit pas d'une « *lutte dans le seul intérêt des paysans, mais aussi une façon d'améliorer la vie de ceux qui vivent dans les villes, avec la réduction de l'engorgement urbain et, surtout, avec la production d'aliments sains et accessibles aux travailleurs* »<sup>68</sup>. Ce congrès décide d'augmenter le nombre d'occupations de terres, et d'obtenir le plus possibles *d'assentamentos* (installation officielle de travailleurs

---

<sup>60</sup> Idem, p. 24.

<sup>61</sup> Idem, p. 25.

<sup>62</sup> Jair BORIN (art. cit. p. 23).

<sup>63</sup> J-Y. MARTIN (op. cit. p. 38-39).

<sup>64</sup> L'un des exemples les plus connus de cette volonté gouvernementale de régler le problème de la mobilisation des sans-terres par des décisions de justice concerne l'un des dirigeants nationaux du MST, José Rainha. Ce dernier, accusé d'un double homicide commis le 5 juin 1989 à Pedro Canário (ES) contre un policier et un propriétaire agricole, a été condamné à 26 ans et 6 mois de prison en premier jugement, en 1997 suite à une parodie de justice visant à condamner le MST. En second jugement (un droit brésilien qui permet un second procès en cas de plus de 20 de peine), après une mobilisation considérable du MST, José Rainha a été acquitté le 5 avril 2000 à Vitória (ES).

<sup>65</sup> J-Y. MARTIN (op. cit. p. 28).

<sup>66</sup> D'après le site du MST lui-même : <http://www.mst.org.br/nossa-historia/94-95>.

<sup>67</sup> Le soutien de l'opinion publique est massif, y compris parmi les classes moyennes. J-Y. MARTIN (op. cit. p. 36) cite deux sondages qui en témoignent. Une enquête Vox Populi du 26 mai 1996 montre que 59% des électeurs potentiels de plus de 16 ans dans 8 capitales d'Etats approuvent le MST, contre 24% qui désapprouvent et 17% sans opinion. Une autre enquête, Ibope, de 1997, présente des résultats qui vont encore au-delà : 94% des Brésiliens comprennent que le MST doit lutter pour la réforme agraire ; 88% acceptent l'idée que le gouvernement devrait confisquer les terres improductives et les distribuer aux sans-terre ; et 85% pensent que l'invasion-occupation est un instrument de lutte important, dès lors qu'il n'y a pas violence ou mort.

<sup>68</sup> «*Reforma agrária, uma luta de todos*». Texte trouvé sur le site du MST (idem).

ruraux sans-terre occupants dans le cadre de mesures minimalistes d'une réforme agraire officielle elle-même au point mort) à partir d'un nombre d'*acampamentos* lui-même en hausse. Entre un *acampamento* et sa transformation en *assentamento*, il se passe souvent des mois ou des années. Souvent les autorités décident d'expulser des gens qui misent très gros sur l'occupation et rencontrent parfois des difficultés matérielles (manque d'eau, d'infrastructures...). De toute façon, l'exode rural dépasse le nombre de personnes installées par des mesures de réformes agraires restant très locales et non systématiques.

La décision du congrès du MST est vite mise en application. La courbe du nombre d'occupations par le MST, qui était à peu près plane entre 1987 et 1994, autour d'une moyenne de 80 occupations par an, monte très nettement : 146 occupations en 1995, 398 en 1996, 463 en 1997, 599 en 1998 et 581 en 1999. Le nombre de familles dans les *acampamentos* révèle la même dynamique : toujours moins de 20 000 familles jusqu'à 1994, environ 30 000 en 1995, autour de 60 000 en 1996-97, et environ 80 000 en 1998-99<sup>69</sup>. Avec un mouvement social en net recul dans les autres domaines, J.-Y. Martin, observe que « *le MST se retrouve dans la situation d'avoir à assumer le rôle de fer de lance de la gauche populaire brésilienne* »<sup>70</sup>. Mais il note aussi qu'« *une réforme agraire ne sera viable qu'intégrée dans un nouveau projet pour l'économie nationale, dans un autre modèle de développement. Les sans-terre n'ont pas, à eux seuls, la force suffisante pour imposer un tel projet. Ils ont besoin que d'autres forces récupèrent leur capacité de mobilisation* ». Ici on pense tout particulièrement au PT et au mouvement syndical, et on comprend, en creux, que ceux-ci passent par une phase difficile, dans laquelle ils ne parviennent pas (ou plus) à tenir le rôle de relais évoqué par cet auteur. Toutefois, la vague de répression déclenchée par le pouvoir central et ses relais locaux (Paraná, puis Mato Grosso do Sul, Pará et Alagoas, avec menace d'extension nationale) contre les *acampamentos* ne parvient pas à briser le MST. Au contraire : ce dernier résiste. Dans le Paraná, la violence déclenchée<sup>71</sup> sous la direction du gouverneur PFL de l'Etat, Jaime Lerner, pendant les mois d'avril à juin 1999, s'avère contre-productive : le MST et la CPT organisent une marche à Curitiba contre les violences policières et pour libérer les prisonniers. Les sans-terre occupent pendant près de 6 mois l'esplanade face au siège du gouvernement de l'Etat, et négocient avec FHC et avec Lerner, obtenant finalement 23 000 hectares pour la réforme agraire. C'est finalement 3 200 familles qui pourront être installées, contre les 1 800 prévues initialement<sup>72</sup>.

Le MST ne se limite pas à des actions locales d'occupations de terres. Les sans-terre marchent à travers les campagnes, et aussi dans les villes. C'était d'ailleurs déjà le cas dans les années antérieures, à partir d'un « document de base » adopté en 1991 où le mouvement déclarait vouloir « *conduire la lutte pour la terre et la réforme agraire dans les villes, pour qu'elle soit assumée par les travailleurs urbains en général et pour réussir à sensibiliser l'opinion publique à sa cause* »<sup>73</sup>. Sous FHC, il y a des marches régionales, ou dirigées vers les lieux où se décident les mesures de réforme agraire (en particulier l'INCRA), ou bien encore des marches nationales. Rappelons la marche de 100 000

<sup>69</sup> Source : graphes présentés par J.-Y. MARTIN (op. cit. p. 48).

<sup>70</sup> J.-Y. MARTIN (op. cit. p. 49). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>71</sup> J.-Y. Martin se base sur les chiffres de la CPT du Paraná pour établir un bilan (provisoire au 20 novembre 2000) de la violence du gouvernement Lerner contre les sans-terre : 16 assassinats, 468 emprisonnements, 322 blessures ; 124 dispersions violentes d'*acampamentos*, 7 cas de tortures, 31 tentatives d'assassinats et 45 menaces de mort (idem, p. 90). Des témoignages existent de la barbarie des forces de l'ordre de l'Etat, agissant souvent de concert avec des nervis privés pour terroriser non seulement les militants, mais leurs familles (femmes et enfants).

<sup>72</sup> Chiffres donnés par J.-Y. MARTIN (op. cit. p. 93). Les sans-terre seront finalement délogés brutalement de l'esplanade.

<sup>73</sup> Texte cité par J.-Y. MARTIN (op. cit. p. 51).

participants sur Brasilia du 17 avril 1997, pour le premier anniversaire du massacre d'Eldorado dos Carajás. Spectaculaire est aussi l'apparition du MST, à l'occasion de la Fête de l'indépendance nationale, le 7 septembre, chaque année à partir de 1995 : le « Cri des exclus » est une action qui touche d'abord 180 localités, puis 300 en 1996, 800 en 1997 et plus de 1000 en 1998. Le MST est ainsi, avec la Pastorale sociale et la CNBB, à l'origine d'une manifestation qui a passé les frontières du Brésil à partir de 1999.

Finalement, le mouvement des sans-terre est le seul mouvement social dont le poids et la capacité de résistance et d'initiative se sont renforcés pendant l'ère FHC, imposant des limites et même des reculs au président dans la mise en œuvre du projet néolibéral des élites. Pour F. de Oliveira, « *le MST échappe, en croissant, à la furie délégitimante et destructive du néolibéralisme. En tant que modèle innovateur pour tous les mouvements sociaux, il s'organise et dispose d'une stratégie qui rend ses adversaires incapables de le mettre en pièces sur le terrain du conflit* »<sup>74</sup>. Ni la répression, ni la campagne idéologique orchestrée par le gouvernement fédéral et visant, avec l'aide de grands organes de presse (notamment *Veja* et la *Folha de São Paulo*), à le faire passer pour archaïque et même à le calomnier (en l'accusant de détournement de fonds) n'atteignent leur but : briser le MST, et lui faire perdre le soutien acquis dans la population, notamment les classes moyennes.

### **Section 3 : Elections et autres marqueurs politiques de l'ère FHC**

Malgré la force du MST, la présidence FHC est ponctuée de peu d'évènements sociaux majeurs, contrairement à la période qui s'étale de la fin des années 1970 au début des années 1990, Sur un plan plus politique, des élections locales ont lieu en 1996 et en 2000 ; et en 1998, la réélection du président est une affaire assez facile pour lui. La fin de son second mandat est toutefois marquée par l'usure et par un mécontentement croissant dans le pays. Toutefois, si les deux mandats de FHC s'inscrivent dans une profonde unité politique et sociale, il ne faut pas en conclure que les deux périodes de quatre ans se déroulent dans une ambiance tout à fait identique. Si dans le premier mandat de FHC, le gouvernement et le néolibéralisme qu'il incarne sont conquérants, le second mandat est marqué par davantage de difficultés pour le président.

#### **1°) Un premier mandat sans trop de difficultés pour FHC**

Après avoir vaincu les *petroleiros* pratiquement par KO et avec un fort revanchisme social, la voie est libre pour la suite de l'agenda néolibéral, et en particulier les privatisations. C'est dans ce cadre qu'ont lieu les élections municipales, à peu près à mi-mandat pour FHC.

##### **a) Les élections locales de 1996**

Les élections municipales des 3 octobre et 15 novembre 1996 sont présentées avant tout comme ayant une portée locale, tant du fait du gouvernement que de l'opposition, ni l'un ni l'autre ne tenant à les politiser pour en faire une sorte de plébiscite pour ou contre la politique menée nationalement. La coalition présidentielle n'a aucune raison de le faire, et la

---

<sup>74</sup> F. de Oliveira, cité dans J-Y. MARTIN (op. cit. p. 129).



gauche, PT en tête, craint de ne pas avoir la force de réussir, et considère qu'il est plus sage de tabler sur les enjeux locaux, surestimant peut-être son adversaire.

A l'issue de ce scrutin, le PMDB est toujours le parti qui a le plus grand nombre de maires<sup>75</sup> : il recule par rapport à 1992, mais obtient 1 288 *prefeitos* (ne représentant toutefois que 17,2% des voix du pays). Le parti de Paulo Maluf, (à présent PPB) gagne 624 mairies, avec 13,2% des voix. Les partis de la coalition gouvernementale s'en sortent bien : ils remportent 2 220 municipes dans tout le pays, dont 910 pour le PSDB du président FHC (qui n'en avait que 317 en 1992), 928 pour le PFL et 382 pour le PTB<sup>76</sup>. Si l'on cumule les maires issus des divers partis des gauches (PT, PSB, PCdoB, PPS, PV, et PDT), on obtient un total de 711. Le PT augmente ses résultats, en obtenant 114 ; le PSB est mieux loti, avec 150 ; le PPS en gagne 32. Mais le PDT, à lui seul, a plus de la moitié de ces élus (435).

Le rapport entre le nombre de municipes tenus par des forces de la droite et du centre (tous les partis allant du PPB au PSDB) et les 711 municipes ayant des maires « de gauche » – pour de nombreux maires du PDT, cette qualification étant particulièrement sujette à caution – est écrasant en faveur des premiers. Aux élections locales, le Brésil continue à voter massivement pour des élites de droite. Mais cela est surtout vrai dans les campagnes et les municipes peu peuplés du pays. Dans cette catégorie, le PMDB est roi. Les résultats sont déjà un peu différents si l'on considère le Brésil urbain, c'est-à-dire les 100 plus grandes villes du pays : les gauches y ont plus de poids. Le poids électoral de São Paulo (6,7 millions d'électeurs en 1996), et Rio (4,2 millions) est forcément massif. Le PPB (qui remporte São Paulo) pèse ainsi plus de 8,4 millions d'électeurs. Il est suivi par le PFL (qui remporte Rio) et pèse donc plus de 6,3 millions de voix. Dans cet autre classement, le PSDB est 3<sup>e</sup> avec presque 4,5 millions de voix. Derrière, le PDT obtient un peu moins de 3,8 millions et le PMDB ne compte plus « que » 3,7 millions d'électeurs, suivi par le PSB (plus de 2,5 millions) et le PT (plus de 2,3 millions). Sur les 100 plus grandes villes, qui cumulent un peu moins de 26 millions d'électeurs, le total des gauches est à moins de 8,7 millions de voix, soit un tiers environ. Les leçons sont encore différentes si l'on se réfère aux résultats du 1<sup>er</sup> tour. Sur les 100 premières villes, le PT recueille, au premier tour, 5,64 millions de voix et arrive premier, devant le PSDB (5,3 millions)<sup>77</sup>.

Au final, si le PT gagne des élus (il poursuit sa progression, passant de 53 maires à 114), il n'obtient que deux capitales d'Etats. Le PT est le parti qui, au premier tour, reçoit le plus de voix dans les capitales (3,8 millions), suivi du PPB (3,2 millions)<sup>78</sup>. Mais après le second tour, la coalition gouvernementale détient 9 des 26 capitales en jeu. L'ensemble des gauches dirige 8 capitales : le PT en a deux avec Belém (PA) et Porto Alegre (RS) ; le PSB trois, tout comme le PDT. Mais c'est le PMDB qui tient le plus de capitales (5), tandis que PPB en dirige 4. Si l'on observe la ventilation géographique des maires pédistes élus en 1996, on obtient le tableau 12 (ci-dessous).

---

<sup>75</sup> Nous nous sommes ici appuyés sur les chiffres donnés par l'étude de David Fleischer, de l'Université de Brasilia, intitulée '*As eleições municipais no Brasil : uma análise comparativa (1982-2000)*' - <http://www.scielo.br/pdf/op/v8n1/14875.pdf>.

<sup>76</sup> Le PSDB recueille 17,6% des suffrages et le PFL 13,6%. On remarque une implantation locale très complémentaire de ces deux partis, le PSDB étant particulièrement présent dans le *Sudeste*, alors que le PFL a toujours le *Nordeste* comme bastion.

<sup>77</sup> Source : Article de J. Soriano, *Eleições 96: potencial de oposição*, dans *Em Tempo* n°290 d'octobre 1996, p. 5.

<sup>78</sup> Idem.

Tableau 12 : Nombre de maires pétistes élus en 1996 par Etat et par région

Région	Etat	Nombre de maires élus
<i>Sudeste</i>	MG	30
	SP	12
	ES	3
	RJ	2
<b>Total Sudeste</b>		<b>47</b>
<i>Sul</i>	RS	26
	SC	7
	PR	6
<b>Total Sul</b>		<b>39</b>
<i>Norte</i>	RO	4
	AC	3
	AP	2
	AM	1
	PA	1
	TO	1
<b>Total Norte</b>		<b>12</b>
<i>Nordeste</i>	BA	4
	MA	2
	PE	2
	CE	1
	PI	1
<b>Total Nordeste</b>		<b>11</b>
<i>Centro-</i>	MS	3
	GO	1
	MT	1
<b>Total Centro-Oeste</b>		<b>5</b>
<b>TOTAL BRESIL</b>		<b>114</b>

Source : TSE (Tribunal supérieur électoral)

Ce tableau appelle plusieurs commentaires. Ce qui saute aux yeux, d'emblée, c'est que si l'implantation municipale la plus importante concerne toujours le *Sudeste*, cette région ne compte plus que pour 47 des 114 municipes pétistes, c'est-à-dire un peu plus de 40% de ce nombre. C'est saisissant, quand on a en mémoire le poids du *Sudeste* dans les scrutins des années 1980 pour le PT. Ensuite, il est frappant de constater que les résultats de l'Etat pauliste sont mauvais : seuls 12 maires sont élus, alors qu'il s'agit du berceau du PT. Le parti a perdu des villes importantes du SP, qu'il avait gagnées en 1992 : Santos, Ribeirão Preto, São José dos Campos, Diadema, et Luiza Erundina n'a pas pu reprendre la capitale qu'elle avait perdue en 1992. Cela n'est pas compensé par la reprise de Santo André, perdu en 1992. C'est le Minas Gerais qui sauve la situation dans le *Sudeste*, avec 30 municipes gagnés, contre 13 en 1992 (mais en remarquant toutefois la perte de la capitale Belo Horizonte). Mais globalement, la contre-performance pétiste dans le SP contribue au net rééquilibrage géographique de l'implantation municipale au détriment du *Sudeste* et au profit des autres régions. On note aussi la bonne santé du pétisme municipal dans le RS, avec 26 municipes contre 7 en 1992. La région *Sul* en général progresse nettement, entre les deux dates : de 8 à 39 maires. Et Porto Alegre (RS) représente le seul cas de capitale gardée par le PT, avec Raúl Pont qui succède à Tarso Genro. En donnant au PT son troisième mandat consécutif, la métropole *gaúcha* apparaît de plus en plus comme la capitale du pétisme municipal. Ailleurs au Brésil, on note une poursuite, encore assez lente mais réelle, de l'implantation locale du PT dans les régions *Norte*, *Nordeste* et *Centro-Oeste*, même si cela reste encore à une faible échelle.

Ce qui n'apparaît pas sur ce tableau, c'est que le PT, qui détenait 4 capitales en 1992, en a perdu 3 en 1996. Rio Branco (AC), Goiânia (GO), et Belo Horizonte (MG) n'ont pas renouvelé leur confiance au parti. Reste Porto Alegre (RS), toujours pétiste, et Belém (PA) qui le devient en cette édition 1996. Ce qui n'apparaît pas non plus, c'est que ce bilan contrasté cache un fait politique propre au parti : ses meilleures performances, au moins dans les deux capitales susmentionnées, sont à mettre au crédit de représentants de la gauche pétiste, Edmilson Rodrigues à Belém (PA) et Raúl Pont à Porto Alegre (RS) ; tandis que bien des battus, notamment dans le SP, sont des tenants du courant majoritaire du parti. Un autre fait politique n'apparaît pas dans les chiffres présentés plus haut : en 1996, on trouve, plus encore qu'avant, des alliances électorales à géométrie variable qui rendent moins clair le sens politique du gain d'une élection municipale par le PT. Nous reparlerons de ces deux points au prochain chapitre.

### **b) Une réélection facile pour FHC en 1998...**

La popularité du *real* et de son créateur FHC permet à ce dernier de « tenir » facilement tout au long de son premier mandat, et de réussir des « coups politiques » qui facilitent sa tâche. Citons-en plusieurs exemples remarquables. Peu après son accession à la présidence, il a obtenu des ralliements, parvenant en particulier à faire changer de camp un intellectuel de renom, son collègue sociologue et ex-secrétaire général du PT, Francisco Weffort<sup>79</sup>, ainsi qu'une fondatrice et députée constituante du PT, Irma Passoni. Plus important encore : FHC veut être réélu et les élites brésiliennes le souhaitent également, mais pour cela il faut modifier la constitution. Qu'à cela ne tienne ! En 1997, il fait voter – ce qui va déclencher des affaires d'achats de voix de parlementaires – un amendement constitutionnel permettant la réélection aux divers mandats exécutifs. Cela étant fait, une alliance, baptisée, comme en 1994, « Union, travail et progrès », mais plus vaste, se met en place autour de FHC. Elle inclut les forces présentes depuis le début (PSDB, PFL et PTB) ainsi que le PPB. Le président obtient aussi le soutien informel de la plus grande partie du PMDB. Pour situer cette alliance, disons que FHC parvient à s'entourer du soutien d'un arc de forces politiques qui regroupent ce qui est issu de l'ensemble des factions autrefois présentes dans les deux partis officiels de la dictature. Le programme de cette alliance pour un second mandat de FHC (avec, à nouveau, le PFL Marco Maciel pour la vice-présidence), c'est la poursuite et l'approfondissement de l'adaptation de la société et de l'économie brésiliennes aux exigences du néolibéralisme.

Face à cela, le PT décide d'élargir ses alliances dès le premier tour. En plus du PSB et du PCdoB, la coalition inclut le petit PCB, et surtout le PDT de Brizola. Elle se matérialise notamment par la candidature de ce dernier à la vice-présidence. Mais Lula ne parvient pas à unifier toutes les forces de gauche autour de sa candidature : le Parti Vert présente Alfredo Sirkis ; à l'extrême-gauche on trouve José Maria de Almeida pour le PSTU. Au sein des gauches, on voit aussi apparaître une candidature qui relève d'un phénomène politique en partie nouveau, qui va avoir un certain succès électoral : celle de Ciro Gomes. Il brigue la

---

<sup>79</sup> Celui-ci évoque son « for intérieur » (« *le respect, l'admiration et l'amitié qui le lient à son ex-professeur et collègue* ») pour expliquer sa décision. Mais celle-ci intervient parmi d'autres ralliements et pour O. COGGIOLA. « *A esquerda e o governo FHC* », in O. COGGIOLA (op. cit. 1997 p. 29), « *il y a bien plus que de la fascination personnelle dans la volée d'adhésions de gauche conquises par l'ouverture néolibérale Fernando Henrique Cardoso après sa victoire électorale* ». Il vaut effectivement la peine de se demander comment de telles adhésions sont possibles, alors que la politique annoncée et mise en œuvre est à l'opposé de ce qu'a toujours défendu le PT sur les points clés. Nous reviendrons sur la question de tels retournements dans la dernière partie de ce travail.

présidence pour le compte du PPS, parti créé en 1992 sur la décision de Roberto Freire et d'une partie de la direction de l'ancien PCB de dissoudre le *partidão*, qui survivra malgré tout avec le sigle créé en 1922. Contrairement à celui-ci, le PPS se réclame de la social-démocratie, d'un socialisme démocratique très modéré et de la « troisième voie ». L'avocat Ciro Gomes est venu à la politique en 1979. Il est passé par le PDS, puis le PMDB, puis le PSDB, pour lequel il a été gouverneur du Ceará avant d'être ministre de l'économie d'Itamar Franco en remplacement du candidat FHC en 1994. Ciro Gomes quitte l'attelage présidentiel et le PSDB en 1996, avant de migrer vers le PPS en 1997 et de se présenter en 1998 (avec Roberto Freire comme « vice »), soutenu par une alliance entre le PPS, le PL (Parti Libéral) et un parti qui vivra quelques années, le PAN (parti créé spécifiquement pour défendre les intérêts des retraités brésiliens)<sup>80</sup>.

La campagne de 1998 a un côté quelque peu surréaliste, avec un président-candidat qui refuse notamment de participer à des débats télévisés avec ses adversaires, arguant du fait que toute son attention est tournée vers la gestion du pays et la crise internationale. Il prend la posture du gestionnaire sérieux, du manager responsable, du président au-dessus de la mêlée. Pas un seul débat télévisé n'a lieu entre les candidats lors de cette campagne. Cela réussit parfaitement à FHC : il est réélu, le 4 octobre 1998, dès le premier tour, avec près de 36 millions de voix (53,06%), devançant largement Lula (31,71%) et Ciro Gomes (10,97%). Derrière eux, Enéas Carneiro recule par rapport à 1994 et obtient 2,14%. Les autres candidatures sont au-dessous de 0,4% des voix. FHC l'emporte dans tous les Etats sauf le Rio de Janeiro et le Rio Grande do Sul (où Lula est en tête) et le Ceará (où c'est Ciro Gomes).

### **c) ... Et pourtant, de nombreux facteurs de crise étaient présents**

C'est donc encore une grande et facile victoire pour FHC, une victoire au premier tour à laquelle les médias s'attendaient largement. Pourtant, l'examen de la situation et de certains événements pendant la campagne elle-même amène à la conclusion que les choses auraient pu être plus difficiles pour le président : l'approfondissement de la crise économique et financière, l'aggravation du chômage, mais aussi certains faits choquants qui n'ont pas, pendant cette période, pris l'ampleur qu'ils auraient pu prendre. La lecture d'un livre d'un conseiller de Lula, Bernardo Kucinski, nous le confirme, et nous permet d'entrer dans les détails. On y découvre, à travers une série de « lettres acides » envoyées par l'auteur à Lula entre le 27 juillet et le 30 septembre 1998, que bien des éléments auraient pu gêner beaucoup plus la réélection de FHC, si... Si, en particulier, la presse avait joué un rôle réellement indépendant, au lieu de se montrer extrêmement partielle, comme lors des présidentielles précédentes. Evoquons seulement les éléments les plus saisissants.

Certains de ces éléments sont révélés par la presse et ou par des études réalisées pendant la campagne, mais possèdent un caractère plus durable et structurel. Pour le plus

---

<sup>80</sup> La campagne verra, au total, la déclaration de 14 candidatures, dont 12 iront jusqu'au bout. La plus connue d'entre elles est celle, pour la troisième fois consécutive, d'Enéas Carneiro, la figure emblématique du PRONA, qui avait connu un certain succès en 1994. Les autres sont celles d'Ivan Moacyr da Frota pour le petit PMN (Parti de la mobilisation nationale, déjà présent en 1989) ; de João de Deus Barbosa de Jesus pour le PTdoB (né d'une scission, en 1989, du PTB) ; de Thereza Tinajero Ruiz, du PTN (Parti travailliste national, une autre micro-mouture du travaillisme brésilien) ; de José Maria Eymael pour le PSDC (Parti social démocrate chrétien, qui se veut démocrate-chrétien) ; de Sérgio Bueno du PSC (Parti social chrétien, d'un christianisme très intégriste et opposé au marxisme) ; et de Vasco Azevedo du PSN (Parti de la solidarité nationale, créé en 1996 et qui deviendra ensuite le Parti Humaniste de la solidarité). A noter que l'ex-président Collor verra sa candidature rejetée, et qu'Oswaldo Souza Oliveira abandonnera en août 1998.

grand nombre, on l'a vu, les conditions de vie se sont aggravées dans les années 1990. En matière sanitaire, notamment : « *le Brésil est champion de la dengue* »<sup>81</sup>. Par ailleurs, les loyers sont devenus plus chers depuis l'arrivée du *real*, alors qu'auparavant ils perdaient de la valeur du fait de l'inflation<sup>82</sup>. Il y a aussi un manque criant d'eau courante et d'égouts<sup>83</sup>. Il s'agit dans les exemples ci-dessus d'éléments touchant les conditions de vie d'une grande masse de Brésiliens et qui, par eux-mêmes, seraient de nature à créer un fort mécontentement, si les conditions subjectives y étaient propices. D'ailleurs, les couches défavorisées se sentent abandonnées, révèle un article de la journaliste D. Kremer auquel se réfère B. Kucinski : « *l'une des principales raisons de la préférence pour Lula dans les classes C et D dans les grandes métropoles brésiliennes est le sentiment d'abandon par l'Etat. Dora Kremer a recueilli son diagnostic à partir de l'équipe de campagne de FHC elle-même. La sensation des classes C et D dans les grandes villes est que le gouvernement FHC n'a rien fait pour en finir avec les égouts à ciel ouvert, pour améliorer les transports publics, le logement, la satisfaction des besoins de base d'une vie urbaine. Ce sentiment dépasse déjà celui du bien-être apporté par la fin de l'inflation* »<sup>84</sup>. Malgré tout, le mécontentement et le sentiment d'abandon ne va pas jusqu'à la révolte, et n'empêchera pas la réélection de FHC.

Certains faits qui pourraient être considérés comme exaspérants et touchant à la vie quotidienne des Brésiliens surviennent pendant la campagne elle-même. Ainsi, B. Kucinski dénonce les mensonges du président sur le prix de l'essence et du diesel<sup>85</sup>. Une mesure, passée inaperçue mais annoncée par la *Folha de São Paulo* et reprise par B. Kucinski, de nature à discréditer le gouvernement, est le fait que le ministère de l'Education diminue les subventions aux repas scolaires<sup>86</sup>. De plus, pendant la campagne elle-même, plusieurs drames se jouent, dans lesquels le gouvernement se montre au mieux impuissant, au pire inactif et indifférent. Le premier concerne le *Nordeste*, qui subit une sécheresse dramatique qui dure environ 4 mois, causant des dégâts économiques et humains considérables. Cela fait monter la mortalité infantile dans cette région du pays<sup>87</sup>. Mais le gouvernement semble vouloir cacher ce drame et étouffer l'affaire. Par ailleurs, la campagne électorale de 1998 est ponctuée d'incendies, dans la forêt amazonienne et dans le *Nordeste*, notamment dans le *sertão* bahianais. Et là encore, le gouvernement ne montre guère d'empressement à arrêter ces malheurs.

---

<sup>81</sup> Un record peu reluisant révélé par la *Folha de São Paulo*. In Bernardo KUCINSKI, *As cartas ácidas da campanha de Lula de 1998*. Ateliê Editorial, 2000. *Carta ácida* N°44, du 22/09/1998, p. 228. Dans chacune de ces 50 « lettres acides », B. Kucinski part de faits concrets de l'actualité, trouvés essentiellement dans la presse, et en déduit des préconisations pour la campagne de Lula, qu'il transmet au candidat. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>82</sup> B. Kucinski précise : « *aujourd'hui le loyer d'un studio (pièce et cuisine) en périphérie n'est pas inférieur à 300 reais ; un logement avec deux chambres et les dépendances ne se trouve pas à moins de 500 reais. Le loyer est devenu une dépense importante pour ceux qui n'ont pas leur propre maison et c'est pourquoi tant de gens vivent sous les ponts ou sont allés rejoindre les sans-terre* ». Idem, *Carta ácida* N°18, du 19/08/1998, p. 99.

<sup>83</sup> Idem. « *Un rapport récent de la BIRD [révèle que] 17,9 millions de Brésiliens vivent en zone urbaine sans eau courante et 46,5 millions sans égout* ».

<sup>84</sup> Idem, *Carta ácida* N°8, du 05/08/1998, p. 45.

<sup>85</sup> Il parle de « *farce des prix de l'essence et du diesel* », à propos de laquelle il écrit : « *jamais Fernando Henrique n'a menti autant que lors de l'annonce de cette ridicule réduction des prix des carburants. FHC a dit que la réduction a seulement été possible à cause du real. C'est un mensonge. Ce qui est arrivé pendant le real est exactement le contraire : le prix de l'essence a augmenté de 50% au Brésil, passant de 55 centimes à 80 centimes le litre, bien que le prix du pétrole ait baissé de moitié à la même période* ». Idem, *Carta ácida* N°2, du 28/08/1998, p. 22-23.

<sup>86</sup> Idem, *Carta ácida* N°20, du 21/08/1998, p. 109.

<sup>87</sup> Idem, selon la *Folha de São Paulo*, in *Carta ácida* N°23, du 26/08/1998, p. 123.

Une place particulière est occupée par un scandale qui n'éclate pas vraiment, mais qui pourtant aurait pu, lui aussi, perturber sérieusement la campagne du clan présidentiel. C'est ce qu'on a appelé la « crise des médicaments », ou « l'affaire des médicaments falsifiés ». De quoi s'agit-il ? Le marché des médicaments a été dérégulé, le gouvernement n'y contrôle plus rien, et des Brésiliens payent de leur santé ou de leur vie une dérive dénoncée y compris à droite. Une large part du marché relève de faux médicaments, et le gouvernement a une lourde responsabilité dans ce phénomène, ainsi que les trusts pharmaceutiques, selon B. Kucinski<sup>88</sup>. En effet, le gouvernement FHC a libéré le prix des médicaments, qui a beaucoup augmenté (de 300% pendant le *real*)<sup>89</sup>, et on a vu apparaître des médicaments falsifiés, faisant concurrence aux vrais médicaments devenus très chers<sup>90</sup>. On se dit que l'impact politique de cette atteinte à la santé publique aurait pu être bien plus important, car les Brésiliens suivent l'affaire<sup>91</sup>. Des informations sont données par la presse, montrant que l'industrie pharmaceutique elle-même est en cause<sup>92</sup>, avec la fabrication d'une quantité énorme d'échantillons gratuits<sup>93</sup>, et que le gouvernement n'a pas réagi à temps<sup>94</sup>. Dans toute cette affaire, c'est le ministre de la Santé, José Serra, qui est en première ligne. Celui-ci fait publier un dépliant d'information, et une loi est votée contre les « crimes odieux ». Mais selon B. Kucinski, cette loi « *ne résout rien, elle ne fait qu'exempter le gouvernement et calmer l'opinion publique* »<sup>95</sup>, alors que « *c'est FHC qui a fermé la Centrale des médicaments, un autre outil important qui aurait pu interdire ces abus* ».

Enfin, la crise économique et financière s'invite au Brésil pendant la campagne. D'abord, la récession s'est installée, débouchant sur un chômage d'un niveau alarmant. Selon une étude Dieese/Seade reprise par la presse, « *le chômage dans le SP bat son record de tous les temps : 19%. Le chômage a augmenté en juillet, un mois où d'habitude il*

---

<sup>88</sup> Ce dernier écrit : « *Il y a des années, certaines entreprises avertissaient que près de 30% du marché relevaient de faux médicaments. Et qu'a fait le gouvernement ? Rien. Il y a deux ans, le ministre de la Santé Adib Jatene a aussi averti le gouvernement. Et qu'a fait le gouvernement ? Rien. Maintenant, il court pour arrêter un incendie qu'il aurait pu éviter* ». Le ministre a entretemps démissionné. Idem, *Carta ácida* N°1, du 27/07/1997, p. 19.

<sup>89</sup> Idem. Chiffres se fondant sur une étude de l'Ecole nationale de santé publique, *Carta ácida* N°11, du 10/08/1998, p. 61.

<sup>90</sup> B. Kucinski écrit : « *Le prix des médicaments au Brésil est parmi les plus élevés au monde [...] Parce que le gouvernement Fernando Henrique a libéré les prix des médicaments, après quarante ans de prix sous contrôle. Il les a libérés en alléguant qu'il y aurait la concurrence. Mais la seule concurrence qui existe est celle entre un médicament cher et un médicament falsifié. N'importe quelle maîtresse de maison sait qu'un médicament ne fait pas concurrence à un autre médicament. Que le médecin prescrit un nom de médicament particulier et non pas le nom générique de la substance active. Résultat : [...] Le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique a presque doublé, de 6,2 milliards de dollars en 1994 à près de 11 milliards en 1998. Certains remèdes ont vu leur prix doubler* ». Idem, p. 20

<sup>91</sup> Idem. Une étude parue vers la mi-août « *révèle que 100% des Brésiliens suivent le scandale des faux médicaments* ». In *Carta ácida* N°18, du 19/08/1998, p. 100.

<sup>92</sup> Idem. B. Kucinski revient sur les mécanismes ayant présidé à l'apparition d'un marché de médicaments falsifiés et sur l'implication de l'industrie pharmaceutique elle-même dans ce scandale : « *Plus de la moitié (53%) des médicaments falsifiés et donc commercialisés illégalement étaient faits à partir d'échantillons gratuits. Or il n'est pas possible que cela se soit produit sans la connivence de la grande industrie, car elle fait un contrôle rigoureux de ce qu'elle fait et distribue* ». In *Carta ácida* N°22, du 24/08/1998, p. 116.

<sup>93</sup> Idem, p.117. Il précise qu'une quantité énorme d'échantillons « gratuits » étaient ainsi fabriqués, dont « *l'objectif était de ne pas payer l'ICMS* » (des taxes), selon le secrétaire général de la Vigilance sanitaire en personne. Pour B. Kucinski, le trafic de médicaments est complexe et emprunte plusieurs voies, avec notamment les échantillons « *vendus sous le manteau, pour fournir un marché de banlieues défavorisées, de gens pauvres, de drogués et de régions à l'écart* » ; la « *revente sur ce marché secondaire de médicaments périmés* » ; les « *ventes de lots de médicaments hors de tout contrôle, tant par la grande industrie que par des petits profiteurs, pour satisfaire spécifiquement le marché des drogués* » ; et la « *simple fabrication frauduleuse de médicaments sans principe actif, ou ayant ce principe actif dilué, par des gangs de profiteurs* ».

<sup>94</sup> Idem. En 1995, une commission d'enquête parlementaire avait déjà « *recommandé au gouvernement une restructuration du Service de vigilance au vu des irrégularités rencontrées, mais le gouvernement n'a rien fait* ». *Carta ácida* N°20, du 21/08/1998, p. 107.

<sup>95</sup> Idem, *Carta ácida* N°21, du 23/08/1998, p. 114.

diminue. Le temps moyen pour retrouver un nouvel emploi a aussi augmenté à 34 semaines, soit 8 mois »<sup>96</sup>. D'autres chiffres, immédiatement après, indiquent que cette durée est passée à neuf mois et que le nombre de chômeurs à São Paulo est de 1,7 millions<sup>97</sup>. Une autre lettre de B. Kucinski, basée sur une étude du BNDES, révèle que « *seulement dans les deux dernières années, 1996 et 1997, 250 000 emplois ont été détruits dans l'industrie brésilienne* »<sup>98</sup>. Une étude de l'IBGE fournit d'autres chiffres de l'appauvrissement populaire : « *le revenu moyen des Brésiliens en activité a chuté de 5,1% de janvier à juin de cette année à São Paulo. La donnée la plus dramatique est la déflation de 1,15% à São Paulo. Cette déflation est un symptôme grave de récession. Une économie gelée* »<sup>99</sup>.

A cette récession vient encore s'ajouter une crise financière qui aggrave la récession en retour. Les troubles financiers surviennent dans la foulée de la tempête monétaire ayant débuté en 1997 avec l'éclatement de la bulle financière thaïlandaise, dont les effets se sont ensuite propagés aux bourses asiatiques, et qui a récemment rebondi avec la dévaluation du rouble par Boris Eltsine le 17 août 1998, accompagnée d'un moratoire sur le paiement de la dette extérieure russe. Pendant toute la fin de la campagne présidentielle brésilienne, les marchés financiers, nerveux, perçoivent la fragilité de la situation du pays et spéculent contre le real. Pour maintenir la parité avec le dollar, ou plus exactement éviter, avant la date fatidique de l'élection présidentielle, une dévaluation de la monnaie ayant scellé le prestige de FHC ; et afin d'éviter, ou plutôt de ralentir, la fuite des capitaux, le gouvernement élève les taux d'intérêts jusqu'à des niveaux astronomiques. La fuite des capitaux se compte en milliards de dollars : on lit, en date du 2 septembre, qu'elle a été de 12 milliards en août 1998, avec une forte accélération à la fin août (« *en moyenne 1,2 milliard par jour. A ce rythme, la Banque centrale ne tiendra pas jusqu'au 20 septembre* »)<sup>100</sup>. L'affaire est donc très sérieuse, les réserves de la BC étant menacées à court terme. En septembre, le rythme des sorties de capitaux diminue, tout en se comptant toujours en centaines de milliers de dollars par jour<sup>101</sup>. Mais pour obtenir cette diminution, dans sa logique, le gouvernement FHC n'a d'autre choix que d'augmenter les taux d'intérêts, au-delà de 30% par an<sup>102</sup>. Bien sûr, de tels taux sont éminemment récessifs et ne peuvent qu'aggraver les faillites et la mise au chômage des travailleurs. De plus, en augmentant les taux d'intérêts, le président aggrave d'autant la dette brésilienne. Les sorties d'argent continuent toutefois à affecter le Brésil jusqu'au 1<sup>er</sup> tour, et un marché noir du dollar apparaît, où la devise américaine est cotée à 1,4 reals. Tout cela, alors que pour FHC, il faut garder le real officiel à parité avec le dollar jusqu'à la date fatidique de la réélection<sup>103</sup>. C'est pourquoi il négocie un accord secret avec le FMI. Selon B. Kucinski, « *les banquiers veulent un accord avec le FMI de toute façon* »<sup>104</sup>,

<sup>96</sup> Idem, *Carta ácida* N°3, du 30/07/1998, p. 28.

<sup>97</sup> Idem, *Carta ácida* N°23, du 26/08/1998, p. 123.

<sup>98</sup> Idem, *Carta ácida* N°9, du 06/08/1998, p. 51.

<sup>99</sup> Idem, *Carta ácida* N°25, du 28/08/1998, p. 131.

<sup>100</sup> Idem, *Carta ácida* N°29, du 02/09/1998, p. 154.

<sup>101</sup> « *Encore 700 millions doivent être sortis du pays* » le mercredi 16 septembre, lit-on par exemple dans la *Carta ácida* N°41, du 17/09/1998, p. 218. Le lendemain, « *les réserves sont à 48,5 milliards et si l'argent continue à sortir plus lentement, le gouvernement peut attendre après les élections, et alors il annoncera l'accord avec le FMI* », lit-on dans la *Carta ácida* N°42, du 18/09/1998, p. 222.

<sup>102</sup> On trouve même à la fin septembre, selon B. KUCINSKI (op. cit. p. 254), le taux d'intérêt annuel inouï de 49%. Idem, *Carta ácida* N°50 du 01/10/1998.

<sup>103</sup> B. Kucinski commente à la mi-septembre : « *le real, c'est fini* », pour 3 raisons selon lui : « *une avalanche de dette à court terme, difficile à payer : 112 milliards seulement cette année, dont la moitié en octobre* » ; « *une balance commerciale [qui] au lieu de s'améliorer, tend à s'aggraver* » ; et « *l'augmentation brutale des intérêts [qui] fait croire encore plus la dette publique* ». Idem, *Carta ácida* N°38, du 14/09/1998, p. 201.

<sup>104</sup> Idem, *Carta ácida* N°40 du 16/09/1998, p. 212.

alors que « *le gouvernement veut cet accord, mais sans avoir à confirmer que le real a fait faillite* ». On apprend peu après que le montant négocié en secret avec le FMI est de 25 milliards « *en échange de coupes profondes dans le budget* »<sup>105</sup>. Mais bien sûr, l'intérêt de garder secret cet accord, c'est de ne pas avoir à parler des contreparties exigées par le FMI.

Cette situation aurait pu être fatale à FHC : le gouvernement ne s'attendait pas à cette crise, et lorsqu'elle est arrivée, il a voulu croire qu'elle était passagère ; ses conséquences aggravent une situation sociale déjà fort délabrée<sup>106</sup> ; et l'accord passé secrètement avec le FMI implique des contreparties très coûteuses pour le plus grand nombre de Brésiliens. Néanmoins, et curieusement, la situation électorale du président en sort renforcée. Pourquoi ? Parce que FHC et son camp, y compris les médias, parviennent à faire passer le message à répétition selon lequel « *Lula n'est pas préparé à gouverner et qu'il va en finir avec le real* »<sup>107</sup>. A la base de cette logique, on trouve le préjugé, largement présent dans le pays et renforcé par les élites et leurs médias, selon lequel un ouvrier comme Lula est forcément moins compétent qu'un intellectuel de renom comme FHC. Par conséquent, en temps de crise sérieuse, beaucoup pensent plus sûr, malgré tout, de faire confiance à celui qu'on a baptisé « le prince des sociologues ».

L'évocation de tous ces éléments graves, de nature à perturber sérieusement la réélection de FHC, permet de mieux comprendre le poids des préjugés de classe qui, près de 20 ans après l'émergence du PT, imprègnent encore la société brésilienne. Cette réélection s'est aussi jouée grâce au soutien unanime, décidé et actif de l'ensemble des élites brésiliennes et des grands médias que celles-ci contrôlent<sup>108</sup>. Et l'on se dit que peut-être, face à cela, non seulement le mouvement social était anesthésié et sur le recul, mais la campagne de Lula n'était pas bien conçue, ou pas assez combative, ou mal « calibrée »... Question de forme ? D'orientation ? Nous reviendrons plus loin sur ce dernier aspect.

#### **d) Les autres scrutins de 1998**

En même temps que la présidentielle, mais sur deux tours, les 4 et 25 octobre 1998, ont lieu des élections générales concernant les 27 gouverneurs, un tiers du Sénat, la Chambre des Députés et les assemblées législatives des Etats fédérés. Dans ces scrutins, on remarque des alliances à géométrie viable, parfois surprenantes à première vue. Pour ce qui est des gouverneurs, le camp FHC en gagne la majeure partie (dans 22 Etats au total : 7 pour le PSDB, 6 pour le PFL, 3 pour le PPB et 6 pour le PMDB). Dans les Etats où sont élus des gouverneurs « de gauche », on note des configurations très variées. Le PT gagne 3 Etats, mais dans des combinaisons diverses : le Rio Grande do Sul élit O. Dutra, dans le cadre d'une coalition de gauche classique (PT, PCdoB, PSB, PCB) ; le Mato Grosso do Sul envoie aussi un pétiste (« Zeca do PT ») mais avec une alliance déjà plus large (PT, PDT, PSB, PCdoB, PPS et PAN) ; enfin, on voit Jorge Viana devenir gouverneur pétiste de l'Acre

<sup>105</sup> Idem, *Carta ácida* N°42, du 18/09/1998, p. 220.

<sup>106</sup> On apprend que « *des économistes réunis à Rio prévoient en 1999 une récession brutale et une grande augmentation du chômage* ». Idem, *Carta ácida* N°46, du 24/09/1998, p. 235.

<sup>107</sup> Idem, *Carta ácida* N°50, du 01/10/1998, p. 252.

<sup>108</sup> Les illustrations de cette partialité des médias sont légion. Pour ne prendre que quelques-uns des exemples mentionnés par B. Kucinski lui-même, citons-le directement : « *Les pratiques que nous connaissons des campagnes précédentes se répètent, comme le rejet de Lula, l'occultation ou la non-divulgateion des propositions du PT, les photos maladroites de Lula, etc.* ». Idem, *Carta ácida* N°10, du 07/08/1998, p. 53. Il faut ajouter à cela une campagne médiatique contre Lula, purement calomnieuse initiée par la *Band*, et reprise par d'autres organes de presse, l'accusant de corruption autour d'une affaire montée de toutes pièces à propos de la vente de son véhicule. Cette affaire fera long feu et prendra fin vers la mi-août 1998, lorsque FHC lui-même fera comprendre que ce faux scandale dessert le pays, et donc lui aussi...



dans une méga-coalition où à côté du PT et de ses alliés habituels (PSB, PCdoB, PV et même PDT et PPS) on voit s'aligner des partis de la droite présents au gouvernement fédéral (PSDB, PTB) ainsi que le PL ou les petits PTdoB et PMN. Le PSB gagne deux Etats, avec des coalitions différentes : une assez large alliance plutôt ancrée à gauche dans l'Amapá (avec le PT, le PCdoB, le PPS, le PV, le PAN et le PRP) ; et une alliance plus large encore dans l'Alagoas, qui inclut le très réactionnaire PRONA (le parti d'Enéas Cordeiro) ou le PTdoB. Le PDT, enfin, gagne l'Etat de Rio dans une alliance avec le PT et ses alliés habituels (PCdoB, PSB et PCB) mais dans des conditions sur lesquels nous reviendrons, car elles ne vont pas soi pour bien des pétistes.

En ce qui concerne les parlementaires : à droite, le PMDB obtient 12 sénateurs, tandis que les partis du cœur du gouvernement fédéral (PSDB et PFL) en élisent 4 chacun et le PPB 2. Sur le côté gauche, le PT gagne 3 sénateurs (Tião Viana dans l'Acre, Heloísa Helena dans l'Alagoas et Eduardo Suplicy, réélu, dans le São Paulo) et le PSB un. La Chambre des 513 députés est très orientée à droite, avec en particulier 105 PFL, 99 PSDB, 83 PMDB, 60 PPB et 31 PTB, face auxquels le PT (avec 59 élus, en hausse) et ses alliés du PDT (25), du PSB (18) et du PCdoB (7) ne pèsent pas très lourd.

Pour ce qui est de la répartition quantitative des élus pétistes au plan géographique, le tableau synthétique 13 (ci-dessous) donne un aperçu de la poursuite de l'implantation du PT. Si l'on compare ce tableau à celui de même type synthétisant les résultats du PT en 1994, on note plusieurs choses.

En premier lieu, le PT continue à étendre son influence électorale et son implantation institutionnelle au niveau national. Ensuite, la progression du parti, globalement, est réelle, mais limitée. Il y a même un léger recul pour les députés d'Etats (90 au lieu de 92).

Le PT obtient 3 gouverneurs, un de plus qu'en 1994, mais pas dans les mêmes Etats, n'obtenant pas de réélection.

Son nombre de sénateurs nouveaux est de 3 – il en avait déjà 4 précédemment – et son assise institutionnelle augmente ainsi dans cette assemblée, passant de 5 à 7 élus.

Il passe de 50 à 59 députés fédéraux et se renforce quelque peu dans toutes les régions du pays (sa progression dans certains Etats étant assez nette (6 députés élus dans la Bahia contre 2 en 1994 ; 5 dans le DF contre 2 en 1994). Rappelons encore que certains candidats pétistes sont vainqueurs dans le cadre de coalitions très larges, alors que d'autres gagnent avec une politique d'alliance plus classique à gauche. Cela vaut surtout pour les élections à scrutin majoritaire, comme les gouverneurs.

Mais le sens politique de ces victoires pétistes n'est donc pas partout le même, comme nous le faisons déjà observer pour les municipales de 1996. Nous serons amenés à rediscuter de cette question des alliances un peu plus loin dans notre étude.

Tableau 13 : Les élus pétistes en 1998

- **3 gouverneurs**, tous les trois élus au second tour, respectivement dans les régions Centro-Oeste, *Norte*, et *Sul* :
  - « Zeca do PT » dans le *Mato Grosso do Sul*, élu avec 61,27% des voix
  - Jorge Viana dans l'*Acre*, élu avec 57,70% des voix
  - Olívio Dutra dans le *Rio Grande do Sul*, élu avec 50,78% des voix
  
- **3 sénateurs**, en plus des 4 élus pétistes de 1994 (Benedita da Silva – RJ/*Sudeste* ; Lauro Campos – DF/*Centro-Oeste* ; José Dutra – SE/*Nordeste* et Maria de Souza – AC/*Norte*) qui gardent leurs mandats (pour 4 années encore). Ce sont :
  - Eduardo Suplicy (SP, région *Sudeste*) avec 6 718 463 voix, réélu
  - Heloísa Helena (AL, région *Nordeste*) avec 374 931 voix
  - Tião Viana (AC, région *Norte*) avec 103 559 voix
  
- **59 députés fédéraux** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 26 dans la région *Sudeste* (14 SP, 7 MG, 4 RJ et 1 ES) ;
  - 13 dans la région *Sul* (8 RS, 3 PR et 2 SC) ;
  - 10 dans la région *Nordeste* (5 BA, 1 CE, 1 PB, 1 PE, 1 PI et 1 SE) ;
  - 5 dans la région *Norte* (3 PA et 2 AC) ;
  - 5 dans la région *Centro-Oeste* (2 DF, 2 MS, 1 GO)
  
- **90 députés dans les Etats fédérés** qui se répartissent géographiquement comme suit :
  - 27 dans la région *Sudeste* (14 SP, 7 RJ, 5 MG et 1 ES) ;
  - 21 dans la région *Sul* (12 RS, 5 SC et 4 PR) ;
  - 21 dans la région *Nordeste*  
(6 BA, 3 CE, 3 PB, 3 PE, 2 AL, 1 MA, 1 PI, 1 RN, 1 SE) ;
  - 12 dans la région *Norte* (4 PA, 3 AC, 2 AP, 2 RO, 1 AM)
  - 9 dans la région *Centro-Oeste* (5 DF, 2 MT, 1 GO, 1 MS)

Source : TSE (Tribunal supérieur électoral)

## 2°) Un second mandat FHC plus favorable au PT

Nous l'avons vu, FHC a réussi à reporter des mesures fâcheuses pour le lendemain d'une réélection qui aurait été compromise s'il n'avait pu les différer. C'est en particulier le cas du décrochage du real par rapport au dollar américain. Plus largement, la crise économique et l'austérité néolibérale, ainsi que leurs effets sociaux, tendent à renforcer le mécontentement et l'opposition de gauche. L'insatisfaction commence à grandir à partir de la dévaluation du real. L'année 1999 est marquée par la chute de popularité de FHC, l'aggravation de la récession, la montée du chômage, la montée, aussi, des affaires de corruption (en lien surtout, avec les privatisations et, du côté du pouvoir, une volonté visible de les étouffer). Regroupant de nombreuses entités de la société civile, des syndicats, des partis de gauche et principalement le PT, une grande manifestation se tient à Brasilia le 26 août, connue comme la Marche des 100 000. C'est la plus importante action de lutte et de protestation contre le gouvernement FHC depuis l'arrivée du président au *Planalto*, et on y voit fleurir le mot d'ordre « Dehors FHC ». Dès le lendemain, les élites et leurs médias

s'alarment, voyant venir des échecs électoraux pour leur camp en 2000 et 2002. Le président, sur la défensive, accuse la gauche de comploter contre la démocratie, comparant la manifestation des 100 000 à celles qui avaient précédé le coup d'Etat de 1964. Dans le PT, qui prépare son 2<sup>e</sup> Congrès, le regain de combativité sociale qui se manifeste à cette occasion conduit à des débats tendus sur les suites à y donner (chasser FHC, ou pas ?). Nous y reviendrons.

Toutefois, l'expression publique de la colère populaire redescend faute, sans doute, de débouché politique. La disgrâce croissante de FHC va apparaître aux municipales de 2000, mais plus encore dans les deux dernières années de son mandat.

### **a) Les municipales de 2000**

Les élections locales des 1<sup>er</sup> et 29 octobre 2000 voient l'extension à tout le Brésil du vote électronique, introduit dans une cinquantaine de grandes villes en 1996. Le scrutin porte sur les maires de 5 559 municipes, ainsi que leurs 65 805 conseillers municipaux.

Par rapport à 1996, les nombres de votants pour le PMDB et de maires de ce parti sont à peu près stables (1 257 maires élus, plus de 13,2 millions de votants au premier tour). Le PMDB est toujours la force qui compte le plus de maires, devant les principaux partis de l'attelage gouvernemental (PFL : 1 028 ; PSDB : 990). Mais c'est le PSDB qui recueille le plus de suffrages au premier tour (plus de 13,5 millions) et le PFL arrive 3<sup>e</sup> avec un peu moins de 13 millions. Le PTB obtient un peu plus qu'en 1996 (398 maires) et augmente d'1% son électorat. A nouveau, les partis au pouvoir ne subissent pas de vote sanction.

A gauche, le PT est « consacré » grand leader de l'opposition, obtenant le 4<sup>e</sup> plus grand nombre de suffrages, peu derrière les trois premiers. Parmi ses partenaires traditionnels, le PSB est en léger recul : il augmente en nombre de voix (grâce à la candidature d'Erundina à São Paulo) mais recule en nombre de maires élus (133 contre 150 en 1996). Le PPS monte fortement en voix (d'environ 0,5 millions à 3,5 millions d'électeurs) et en maires (de 32 à 166). Le PCdoB reste un parti sans implantation électorale. Le PDT est en net recul, passant de 435 à 288 mairies. Les gauches progressent nettement, par rapport à 1996, dans les 100 premières villes. Elles y sont majoritaires avec 53,5% des voix (contre 25,8% quatre ans plus tôt) et en détiennent maintenant 49. Le PT gagne 27 maires dans ces 100 premières villes (contre 9 en 1996).

Le caractère local et personnel de ce scrutin reste net. Le PPB subit en partie la disgrâce de son chef, Maluf, passant de près de 10 millions de votants au premier tour de 1996 à 6,8 millions en 2000 (même s'il perd très peu de mairies). C'est surtout dans les grandes villes, à commencer par São Paulo, que le PPB recule, sans doute en lien avec le parfum de corruption qui accompagne son leader. Celui-ci devient très gênant, y compris pour des politiciens qui partagent une bonne partie de ses options idéologiques. Ce cas mérite qu'on s'y arrête. Maluf, candidat à la mairie, obtient seulement 17,4% des voix au premier tour (contre 48,9% en 1992, ou 48,3% pour son successeur en 1996, Celso Pitta). Marta Suplicy, du PT, est en tête le 1<sup>er</sup> octobre, avec 38,13% des suffrages. La configuration pour le second tour est inhabituelle. Présentant une image de propreté politique, face au symbole notoire de corruption qu'est Maluf, Marta Suplicy est soutenue par Geraldo Alckmin du PSDB (arrivé 3<sup>e</sup>) et par Romeu Tuma du PFL (4<sup>e</sup> avec 11,5%). FHC intervient dans le même sens. La pétiste compte aussi sur les 9,9% de suffrages de Luiza Erundina, candidate

du PSB. Finalement, au second tour, Marta Suplicy gagne avec plus de 3,2 millions de voix (58,5%) devant Maluf qui en recueille quand même 2,3 millions.

Le tableau 14 (ci-dessous) montre que le PT progresse beaucoup dans son implantation, passant de 114 à 187 maires (après le second tour). Il gagne la capitale du Sergipe, Aracaju, au 1<sup>er</sup> tour. Il remporte 5 autres capitales : Belém (PA), où Edmilson Rodrigues est réélu ; Goiânia (GO) qu'il reprend ; Porto Alegre (RS), qu'il gagne pour la 4<sup>e</sup> fois consécutive ; Recife (PE) où il l'emporte pour la première fois ; et São Paulo (SP) qu'il avait perdu en 1992. Malgré une lisibilité politique des victoires pétistes toujours plus problématique due aux alliances à géométrie de plus en plus variable selon les endroits, entre un '*PT light*' (le 2<sup>e</sup> tour de Marta Suplicy à São Paulo en est une illustration), et un PT plus ancré à gauche, on constate dans ce tableau les progrès réalisés globalement par le parti dans son implantation municipale entre 1996 et 2000. L'extension géographique du vote pétiste se poursuit et s'accroît vers le *Norte*, le *Nordeste*, et dans une moindre mesure le *Centro-Oeste*. Cela est vrai globalement, même si dans certains Etats, il n'y a toujours pas, ou plus du tout de maire pétiste. On remarque aussi qu'à cette élection municipale, l'Etat de São Paulo retrouve la position de leader national du pétisme qu'il avait dans les années 1980. Et la poussée est nette aussi dans le *Sul*, en particulier en terre *gaúcha*.

Tableau 14 : Nombre de maires pétistes élus en 2000 par Etat et par région

Région	Etat	Nombre de maires élus
<i>Sudeste</i>	SP	38
	MG	34
	RJ	1
<b>Total Sudeste</b>		<b>73</b>
<i>Sul</i>	RS	35
	SC	13
	PR	10
<b>Total Sul</b>		<b>58</b>
<i>Norte</i>	AC	7
	PA	6
	RO	6
	TO	2
<b>Total Norte</b>		<b>21</b>
<i>Nordeste</i>	BA	7
	PE	4
	CE	2
	MA	2
	PB	2
	SE	2
	PI	1
RN	1	
<b>Total Nordeste</b>		<b>21</b>
<i>Centro-Oeste</i>	MS	11
	GO	1
	MT	2
<b>Total Centro-Oeste</b>		<b>14</b>
<b>TOTAL BRESIL</b>		<b>187</b>

Source : TSE (Tribunal supérieur électoral)

## b) Usure du régime et mécontentement

C'est à partir de 2000 que le rejet de la potion néolibérale de FHC commence à gagner nettement du terrain. En cette année-là, des accusations de corruption apparaissent autour du projet Sivam de surveillance de l'Amazonie<sup>109</sup>. On commence aussi à dénoncer des détournements de fonds à l'occasion des privatisations, notamment celles de la Telebrás et de la Vale do Rio Doce<sup>110</sup>. Le nombre de ceux qui remettent en cause le bien-fondé de ces opérations – l'idée que privatiser, c'est bien – dépasse maintenant le petit cercle des militants de la gauche sociale et politique organisée, même si les grands médias continuent à ressasser les mêmes idées à ce sujet.

Mais c'est, plus encore, l'année 2001 qui commence à révéler l'usure du gouvernement. Cette année-là, on peut même dire que le projet néolibéral porté par FHC entre en crise, pour plusieurs raisons. La croissance économique plus rapide sur laquelle compte le pouvoir ne se réalise pas. Les investissements étrangers au Brésil, moteur de cette croissance voulue par les néolibéraux en place à Brasilia, diminuent même nettement, passant de 30 milliards de dollars en 2000 à 20 milliards en 2001<sup>111</sup>. Les infrastructures brésiliennes révèlent leur vétusté (électricité, transports, éducation, santé). Le gouvernement doit payer une « facture énergétique » imprévue : rappelons que le secteur de l'énergie a été largement privatisé. Mais le « bienfait » des privatisations semble avoir des limites... Ainsi, dès le 11 mars 1999, une panne électrique plonge dans l'obscurité 76 millions de Brésiliens du *Sudeste*<sup>112</sup>. Les mois suivants connaissent des phénomènes identiques. Se combinent ici vétusté du réseau de distribution, insuffisance de la production et une sécheresse qui diminue le débit des rivières, dans un pays où l'électricité est à 85% produite par les barrages hydroélectriques. 2001 voit un rationnement très sévère avec des conséquences pénibles sur le quotidien<sup>113</sup>. Cela augmente un mécontentement qui enfle déjà avec le chômage. La même année, le voisin argentin connaît une crise sociale et politique sans précédent, avec un peuple qui se soulève et lance, à propos des politiciens, le célèbre « qu'ils s'en aillent tous ! »<sup>114</sup>. Cette révolte et les actions menées par les '*piqueteros*'<sup>115</sup> sont suivies et relayées par les militants de la gauche brésilienne, dont beaucoup cherchent à leur donner une valeur d'exemple.

---

<sup>109</sup> Sivam est chargé officiellement de préserver l'environnement, de combattre le narcotrafic, d'améliorer la sécurité des transports fluviaux et aériens, et d'assurer la défense des réserves indigènes et des frontières du pays. En fait, il répond à une vieille inquiétude des militaires à propos de la vulnérabilité de cette région du point de vue de la défense du pays. L'affaire n'a jamais été élucidée mais dès 1995, il apparaît des choses étranges : l'affaire est classée selon la loi brésilienne comme sensible (genre « secret défense »), ce qui autorise à ne pas mettre en concurrence des prestataires dans un appel d'offres. Mais l'entreprise choisie, Raytheon, est nord-américaine. Des conversations téléphoniques enregistrées font état de trafic d'influence et de pots de vin destinés à favoriser cette société. Y apparaît aussi comme rapporteur du projet un politicien à la réputation sulfureuse : Gilmar Miranda (PFL/AM), dénoncé comme membre du réseau PC dans l'enquête de la CPI sur le « Collorgate ». Bien d'autres éléments étranges jalonnent cette affaire : l'entreprise Esca, chargée de la gestion du projet, dissoute pour fraudes aux cotisations sociales ; la CPI *ad hoc*, demandée en 1995, qui ne s'installe qu'en 2001, mais rencontre de nombreuses difficultés de fonctionnement (en particulier, elle n'obtient pas le droit d'enquêter sur les comptes et les appels téléphoniques du principal accusé de trafic d'influence, l'ex-ambassadeur Júlio César Gomes dos Santos), ce qui contribue à classer sans suite cette affaire.

<sup>110</sup> *A privatária Tucana*, d'Amaury RIBEIRO (op. cit.) fournit une quantité énorme de précisions et de copies de documents compromettants pour les réseaux de corruption impliqués dans ces privatisations.

<sup>111</sup> Selon V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 307).

<sup>112</sup> Chiffres donnés par A. ENDERS (op. cit. p. 246).

<sup>113</sup> Pourcentage donné par A. ENDERS (idem). Elle précise (p. 246, toujours) : « *Dans les immeubles, les ascenseurs fonctionnent en alternance. Chez les particuliers, les appareils voraces en énergie sont remis au fond des placards* ».

<sup>114</sup> L'expression largement reprise était : '*¡Que se vayan todos!*'.

<sup>115</sup> Vers le milieu des années 1990, il s'agit de mouvements de chômeurs dans les provinces argentines, qui réclamaient des indemnités. Le mouvement s'est propagé dans tout le pays, notamment dans les banlieues pauvres. Il utilisait notamment des méthodes de blocages de routes par les chômeurs eux-mêmes, par des pneus en flammes, par l'érection de barricades.

En 2001 et 2002, surtout, se joue un important bras-de-fer politico-social autour du projet de loi 5843/01 introduisant dans les lois sur le travail la notion selon laquelle ce qui est négocié vaut plus que ce qui est écrit dans la loi. Ce projet, annoncé, signifie la suppression de toutes les conquêtes sociales depuis des décennies. Il suffit que dans une entreprise ou une branche, une négociation mène à la suppression de mesures favorables aux travailleurs inscrites dans la loi, et c'est en fini de ces dernières<sup>116</sup>. La CUT appelle à des « Marches sur Brasilia » et à d'autres manifestations, pour obtenir des parlementaires qu'ils votent contre ce projet alors que les syndicats néolibéraux (la *Força Sindical* et une scission de celle-ci, la SDS), expliquent à longueur d'antenne que les travailleurs tireront profit de la perte de ces droits, tout comme le font les promoteurs du projet, notamment le ministre du travail, Francisco Dornelles. Les pressions de la CUT sur les parlementaires, en plus de l'expression ciblée de la colère de gauche (pneus crevés et bris de vitres de véhicules officiels) et les affrontements avec les forces de police n'empêchent pas le vote par la Chambre des Députés, début décembre 2001. Le projet doit passer au Sénat en 2002, mais le choix est finalement fait en haut lieu de le retirer de l'ordre du jour, et d'attendre les élections d'octobre 2002. Avec la victoire de Lula, le projet finit donc aux oubliettes.

---

<sup>116</sup> V. GIANNOTTI (op. cit. 2007 p. 309), écrit à ce sujet : « *les travailleurs comprennent tout de suite que les conquêtes depuis un siècle ne tiennent qu'à un fil : les congés, le 13<sup>e</sup> mois, le congé-maternité, la durée du travail fixée par la loi, les 44 heures par semaine et beaucoup d'autres droits pouvaient finir à n'importe quel moment* ».

## Chapitre 12 : Le PT du « camp majoritaire » - mutations et débats (1995-2001)

---

Nous avons brossé, au chapitre précédent, le cadre général d'intervention du PT dans la dernière phase de son évolution politique pour la période étudiée dans ce travail : les années 1995-2002. Le présent chapitre va maintenant revenir au parti lui-même, à ses débats et à son orientation. Il est confronté, depuis le début de 1995, à un président et un gouvernement parés de la légitimité conférée par la mise en place d'une monnaie stable, et déterminés à mettre en œuvre tous les préceptes du néolibéralisme. Face à cela, hormis le MST, le mouvement social recule et assiste impuissant à la régression sociale, à l'explosion du chômage et de la précarité. Dans ce contexte, quelle va être l'orientation, en 1995 et ensuite, d'un PT dirigé par son aile gauche depuis 1993 ?

### Section 1 : 1995-1997 - « Reprise en main » et blocage

L'année 1995 marque une étape particulière. Les rapports de forces entre les courants pétistes et les orientations qu'ils portent changent, et de fortes tensions apparaissent. Les divergences sont nombreuses, et parmi elles, la compréhension de la défaite de 1994 tient une place importante, ainsi que le débat sur les responsabilités en jeu dans ce mauvais pas.

#### 1°) Digérer 1994, comment ?

Nous évoquerons plus complètement la campagne Lula de 1994 plus loin dans cette étude. Disons seulement ici que non seulement la direction de la gauche pétiste n'a pas réussi à faire gagner Lula face à FHC, et en particulier à redresser la situation lorsque le Plan Real a commencé à produire ses effets dévastateurs sur les intentions de vote pétistes ; mais que la campagne de 1994 s'est déroulée sur une orientation plus à droite que celle de 1989, malgré une direction partisane *a priori* plus à gauche que celle de 1989. Rien que ce point précis nécessite des éclaircissements, et nous y reviendrons. Mais de manière générale, quelle est la situation du parti lorsque s'ouvre la discussion préparatoire à la 10<sup>e</sup> RN, qui va se tenir dans la station balnéaire de Guarapari (ES) du 18 au 20 août 1995? Et d'abord, quel est le bilan de la direction pétiste deux ans après le changement de majorité ?

#### a) Eléments de bilan de la direction en place depuis 1993

En lisant le bilan tiré par la direction nationale de la DS (l'une des composantes de la majorité de la gauche pétiste) quelques mois avant la 10<sup>e</sup> RN<sup>1</sup>, le moins qu'on puisse dire, c'est que la satisfaction n'est pas au rendez-vous. Ce bilan part de l'idée, de bon sens, que le test grandeur nature des capacités de la direction de gauche était la campagne Lula. Le texte de la DS constate : « *nous n'avons même pas réussi à reproduire la mobilisation et l'enthousiasme de la dernière ligne droite de la campagne de 1989* ». Il ajoute : « *pour*

---

<sup>1</sup> *Em Tempo* N°279 de mars 1995, p. 22 et suivantes. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

aggraver les choses, après le 2<sup>e</sup> tour, le parti s'est déchiré en une querelle traumatisante sur les contributions financières reçues ». Après l'échec, le sentiment présenté comme dominant dans la gauche du parti est ainsi exprimé : « C'est la frustration par rapport à notre propre participation dans tout le processus. L'idée la plus forte, probablement, est que malgré les critiques que nous avons faites à l'ancienne majorité à la 8<sup>e</sup> Rencontre, nous ne sommes pas parvenus à promouvoir un changement significatif dans le parti. En plus de cela, nous n'avons même pas réussi à garantir que la campagne soit guidée par les délibérations des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> Rencontres ». Bref : une campagne ratée, peu mobilisatrice et où les choix d'orientation majoritaires ne se sont pas exprimés. La question est, dès lors : pourquoi cela ?

Le texte de la DS revient sur les caractéristiques de la direction en place depuis 1993. Cette direction, formée à partir de différents courants, manque de cohérence<sup>2</sup>. Formée, on l'a vu, à partir de la coalition de deux plateformes de la 8<sup>e</sup> RN<sup>3</sup>, elles-mêmes issues du rapprochement de diverses tendances organisées dans le parti, elle ne partage pas un vrai projet commun, bien défini, et cela a des racines<sup>4</sup>. En outre, le bilan de la DS insiste sur le poids maintenu de l'ancienne majorité de l'Articulation (AUNL) dans la direction du parti : « Avec la division du travail dans le nouvel exécutif, AUNL a gardé de grandes responsabilités, en particulier dans les questions de fonctionnement quotidien du parti ». Le texte parvient même, sur ce point, à la conclusion suivante : « De fait, on pouvait mieux caractériser la 'nouvelle direction' comme une composition complexe (et sur divers aspects contradictoire) entre ODE, NLPT et AUNL. Il était nécessaire que cela se passe ainsi, y compris parce que la bataille de 1994 exigeait un parti le plus unifié possible ».

Pourtant, il serait sans doute faux de dire que l'orientation et les choix tactiques du PT de 1993 à 1995 auraient été les mêmes avec une direction dans la continuité de ce qui prévalait auparavant, en particulier depuis 1990. Celle-ci penchait plus vers la droite. Le bilan de la DS donne plusieurs exemples de ce qu'a fait la nouvelle majorité à partir du 8<sup>e</sup> RN. En premier lieu, dès ce moment, le PT rompt avec une posture d'opposition gênée au gouvernement Itamar Franco et prend ses distances beaucoup plus nettement avec le PSDB. Le texte de bilan de la DS note à ce sujet : « C'était une des questions en discussion à la 8<sup>e</sup> Rencontre, une affaire loin d'être réglée. Aujourd'hui il est plus facile de percevoir son importance, parce que nous avons déjà eu l'expérience du rôle que le PSDB a eu dans la campagne présidentielle et de la signification de ses propositions de gouvernement actuelles ». Il en conclut que « c'était correct de renforcer la tonalité critique par rapport au PSDB et d'indiquer, comme nous l'avons fait à la 8<sup>e</sup> Rencontre, que son secteur dirigeant soutenait le projet néolibéral », tout en jugeant a posteriori que « cette critique était très insuffisante » ; et que « le désarmement du PT face au PSDB pendant plusieurs années » a été « très grave ». Autre élément à prendre en considération : sous l'influence de ses

---

<sup>2</sup> Idem. On lit : « si d'un côté, ces courants avaient une unité significative dans les débats, d'un autre côté ils ne sont pas arrivés à définir un projet commun de construction du parti ».

<sup>3</sup> Nous avons donné à ces deux plateformes les sigles d'ODE et de NLPT. Rappelons les sigles utilisés pour les positions ici en présence : ODE (*Opção de esquerda* – Option de gauche) ; NLPT (*Na luta, PT !* – A la lutte, PT !). Nous nous référons aussi à la plateforme (autour de Lula) qui avait perdu la majorité en 1993 : AUNL (*Articulação Unidade na Luta* – Articulation unité dans la lutte).

<sup>4</sup> Idem. Selon la DS, « Sur beaucoup de thèmes politiques, l'accord était facile ; mais sur des questions de fonctionnement de la direction, de construction partisane, les difficultés étaient plus grandes. Les différences sur cette question venaient de la constitution même des deux blocs : alors que la formation d'ODE a mis l'accent, au premier plan, sur la recherche de la formation d'une nouvelle direction pour le parti (à travers la formation d'une nouvelle majorité, avec une recombinaison de la direction), NLPT a mis l'accent sur la démarcation par rapport aux positions majoritaires à la direction jusqu'à la 8<sup>e</sup> Rencontre. Les deux préoccupations peuvent s'additionner, mais indiquent aussi des différences de sensibilité et de vision de la construction partisane ».



secteurs de gauche, le PT a maintenu son choix d'obstruction à la révision constitutionnelle, fin 1993 et début 1994, une bataille, selon la DS, « *correctement menée par les secteurs les plus à gauche du PT, mais extrêmement éprouvante, vu la position très minoritaire dans laquelle nous étions au parlement fédéral et l'agressivité que les défenseurs de la thèse de 'faire obstruction de l'intérieur' (ou simplement de participer à la révision) ont montré dans les délibérations du parti* ». Enfin, avant la 9<sup>e</sup> RN, la discussion sur les alliances en vue des élections générales de 1994 révélait des positions très diverses (y compris au sein de la gauche pétiste), et les choix n'auraient pas été les mêmes avec une majorité de la droite et du centre du PT. En particulier, la direction nationale est parvenue à « *éviter l'absurdité de la position initiale du PT du Ceará, consistant à soutenir Tasso Jereissati* » (un patron présenté par le PSDB), et à « *parvenir au lancement d'une candidature propre au Front* » (au FBP).

Au vu de ces exemples (du début de 1995), on comprend que l'évolution vers la droite de l'orientation du PT, qui avait commencé plus tôt, n'a pas été réellement inversée mais plutôt stoppée, ou gelée en 1993. On peut même parler de mise entre parenthèses de cette évolution entre 1993 et 1995, car on remarque, sur la question des alliances, par exemple, que le parti ne revient pas à son radicalisme du début des années 1980, mais plutôt à ce qui prévalait à la fin des années 1980 avec les alliances pour une stratégie démocratique et populaire. En d'autres termes, le PT dirigé par ses courants de gauche, entre 1993 et 1995, nous semble moins à gauche, moins radical, que le PT dirigé par son aile droite au début des années 1980.

Le bilan que tire la DS est extrêmement négatif pour ce qui est du fonctionnement et de la construction du PT : « *la nouvelle direction du parti n'a réussi à avancer sur rien sur la question de la restructuration du parti, de l'amélioration de son fonctionnement, de la participation des militants, de la démocratie interne, de la construction d'une direction qui fonctionne collectivement et qui ait une autorité* ». Le texte voit même des reculs sur « *des questions fondamentales comme celle de la presse* ».

On comprend que mener à la victoire une candidature Lula dans un parti fragilisé et en crise, et où le candidat n'appartient pas à la nouvelle majorité, cela n'est pas une tâche facile, et moins encore lorsque l'adversaire sort un atout maître à trois mois du scrutin, comme FHC avec le Real. Le bilan de la DS fait état, pendant la campagne, « *des difficultés financières et du fractionnement de la direction, ainsi que de la fatigue d'une bonne part des militants* », et de la « *perte du référentiel de parti avec les rediscussions/révisions après 1989 et le renforcement de la logique institutionnelle* ». Pour la tendance de gauche qui s'exprime ici, il aurait été nécessaire « *d'inverser le cours du fonctionnement du parti dans les dernières années, de retrouver le parti militant que nous avons été il y a quelques années* » même si les conditions générales, et en particulier « *l'affaiblissement de l'identité socialiste dans tout le monde* », rendaient cela difficile. Le texte avoue : « *nous ne savions pas très bien comment le faire* ». L'autocritique présente dans ce bilan concerne le PT comme un tout, la nouvelle majorité, le regroupement ODE auquel la DS participait, ainsi que la DS elle-même. On lit que cette dernière s'est trompée plus que d'autres en croyant que la 9<sup>e</sup> RN « *avait été suffisante pour armer le parti pendant la campagne* » et en « *surestimant l'unité* » à laquelle le PT était parvenu à cette occasion, même si la DS estime s'être moins trompé que d'autres dans l'appréciation du Plan Real. Dans ce domaine, on lit sur le site de l'AE, l'autre composante majeure d'ODE : « *Pendant la campagne de 1994, [...] l'immense majorité du PT a été prise par surprise par l'impact sur la population du Plan Real et la crédibilité que celui-ci a donné à la candidature de FHC. Toutefois, les courants de la droite*

du parti et autour de Lula en attribuent la responsabilité à la direction de gauche du PT »<sup>5</sup>. On devine, rien qu'en lisant cela, que le règlement de compte à propos de l'échec de la candidature Lula en 1994 a été sévère. Effectivement, et nous allons y revenir. Quant à l'autre bloc de la majorité en place depuis 1993, NLPT, la DS lui reconnaît dans son bilan le mérite d'avoir « *contribué à beaucoup de discussions importantes* » ; mais formule cette remarque critique : « *pour ne pas avoir formulé un projet pour diriger le parti, pour ne pas s'être attelé à cette tâche, [NLPT] a eu une participation qui a eu peu d'incidence sur la direction de campagne* »<sup>6</sup>. Il faut rappeler que la gauche pétiste est hétérogène et que son hétérogénéité traverse aussi ses blocs constitutifs. C'est le cas du regroupement NLPT, comme le précise A. Ozaí da Silva<sup>7</sup>, qui explique qu'après les élections, « *au premier semestre 1995, on en est venu à discuter pour savoir s'il était encore viable de maintenir NLPT* ». Dans un premier temps, la réponse donnée a été positive, mais très vite, le regroupement s'est divisé, d'abord dans l'Etat de São Paulo, puis au niveau national<sup>8</sup>.

Avec du recul, certains analystes sont parvenus à des conclusions plus approfondies sur le sens de l'expérience d'un PT dirigé par son aile gauche. Pour E. Coêlho, « *la gauche a gagné en 1993, et elle n'est pas arrivée à imprimer sa politique entre 1993 et 1995. En partie parce que [AUNL] a boycotté tout ce qu'elle a pu, et en partie parce que la gauche n'est pas parvenue à se regrouper de façon compétente pour définir une politique et renouveler, mettre le PT à nouveau sur les axes fondamentaux qui avaient été la conception du PT jusqu'à la fin des années 1980* »<sup>9</sup>. Il y a donc, à le suivre, un comportement fractionnel de l'ancien noyau dirigeant. Et ce comportement (le « boycott ») semble avoir eu un impact réel sur le PT de 1993 à 1995. Pourquoi ? Pour E. Coêlho, il y a plus que cette obstruction : « *dans la bagarre interne, cette direction de gauche du PT n'arrivait pas à diriger le PT sans l'Articulation. Dans la pratique, elle continuait à dépendre de l'Articulation pour diriger le PT. Le PT national avait la majorité de sa direction à gauche mais les PT dans les Etats, dans les principales villes du Brésil, continuaient à être contrôlés et dirigés par l'Articulation [...] La bagarre interne avait été gagnée à moitié seulement. Il y a là eu une victoire importante, mais cette victoire n'exprimait pas un changement réel du rapport de forces dans le parti comme un tout. Et j'ai l'impression que pour cette raison, cette direction de gauche n'a jamais eu beaucoup d'autonomie et d'espace pour faire sa propre politique* ».

## **b) Fortes tensions dans le PT avant sa 10<sup>e</sup> RN (1995)**

La 10<sup>e</sup> RN marque une date importante dans l'histoire du parti, surtout par les tensions et les méthodes qui s'y sont révélées, et surtout parce qu'elle initie sans doute une nouvelle phase de l'histoire pétiste, dans laquelle la gauche du parti ne jouera jamais plus le premier rôle. Pour *Em Tempo*, il s'agit d'un « *moment crucial* », de par ce qu'il considère comme le

<sup>5</sup> <http://www.pagina13.org.br/quem-somos/>. C'est la rubrique « qui sommes-nous ? » du site.

<sup>6</sup> *Em Tempo* N°279 de mars 1995, p. 25. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>7</sup> A. OZAI DA SILVA, sur le site *Espaço Acadêmico* ([http://www.espacoacademico.com.br/095/95ozai.htm#\\_ftn3](http://www.espacoacademico.com.br/095/95ozai.htm#_ftn3)) note à ce sujet : « *Sur diverses questions, NLPT n'a pas agi comme un bloc. A la 9<sup>e</sup> RN, la position sur la dette externe a été maintenue, mais avec de nombreuses querelles. Pris par le climat de la campagne électorale de 1994, elle a eu aussi des difficultés à mettre au point une politique commune, avec le surgissement de divergences quant à la position à adopter sur le Plan Real* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>8</sup> A. OZAI DA SILVA (idem) précise : « *en son sein, des secteurs, comme la FS, montraient son épuisement ; d'autres, comme OT, défendaient sa continuation. Les secteurs favorables à cette position défendirent l'argument que la conjoncture, marquée par la perte croissante de caractère du PT, résultant des progrès des forces politiques comme la DR et Unité dans la Lutte, justifiaient la nécessité de NLPT* ».

<sup>9</sup> Notre interview d'Eurelino Coêlho. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

« *risque d'américanisation du PT* »<sup>10</sup>. C'est à ce moment, aussi, que l'on assiste à l'élection directe du président du PT à chaque niveau (municipale, Etat, national) par les délégués aux diverses rencontres. Le contexte général de la 10<sup>e</sup> RN est caractérisé par les débuts de la mise en œuvre du programme néolibéral du gouvernement FHC, avec notamment des mesures de privatisation des entreprises nationales. Les luttes grévistes sont déjà en recul, et revêtent un caractère plus défensif qu'offensif, tandis que le socialisme est une valeur internationale en baisse. Le tableau doit être complété par la grève des *petroleiros* de mai 1995 - pendant la préparation de la 10<sup>e</sup> RN, donc – une grève très dure mais se soldant par une défaite politique infligée aux travailleurs.

Au sein du PT, les mois qui précèdent la 10<sup>e</sup> RN sont marqués par un double mouvement poussant dans le même sens. D'un côté, la direction de gauche du parti n'est pas parvenue à le redynamiser et à réaliser les changements majoritairement voulus en 1993. Elle n'a souvent pas su imposer son orientation, mais elle était néanmoins à la tête du parti lors de la seconde campagne présidentielle de Lula, conclue sur un échec mal ressenti par la majorité des pétistes. De plus, la gauche pétiste se divise avant la 10<sup>e</sup> RN, essentiellement à deux niveaux. D'une part, le regroupement ODE est impacté par une division au sein de l'AE de la ville de São Paulo, qui intervient dès 1993 mais qui se manifeste surtout à partir d'octobre 1994. On voit clairement apparaître de grosses divergences dans l'AE, tant sur le bilan de la campagne de 1994 que sur l'orientation à mettre en œuvre dans la conjoncture politique, ou sur la recomposition d'une direction pour le parti. La majorité de l'AE de la ville de São Paulo cherche à se rapprocher d'AUNL et prend ses distances avec le reste de la gauche pétiste. Cette évolution a un impact négatif tant sur l'AE elle-même que sur la gauche partisane en général, de par le poids de la ville de São Paulo dans le parti, et aussi du fait que ce sont des dirigeants nationaux (Rui Falcão, Cândido Vaccarezza, Sílvio Pereira notamment) de l'ex-gauche de l'Articulation (HV puis AE) qui sont à la tête de ce mouvement, à présent en sens inverse : de celle-ci vers AUNL. D'autre part, l'autre bloc de la gauche pétiste, le mouvement NLPT, qui s'était essentiellement constitué en 1993 à partir de la volonté affirmée de retourner au PT des origines, ne parvient pas à créer une synergie suffisante et se disloque. Ses composantes restent toutefois dans la gauche pétiste. D'un autre côté, vers la droite du parti, AUNL, dès le début de 1995, affiche une nette volonté de reprendre la direction du PT et va, pour cela, utiliser différents moyens. Au plan des choix politiques, AUNL décide d'une alliance privilégiée avec le secteur le plus à droite du PT, DR. Mais cela ne l'empêche pas, en même temps, de manœuvrer pour diviser la gauche pétiste, notamment de passer des accords avec le secteur de l'AE qui prend ses distances avec cette gauche. Ce que vise la direction d'AUNL, c'est de recomposer le parti avec une nouvelle direction opposée à celle apparue en 1993 et de marginaliser, ou au moins d'affaiblir, la gauche pétiste. Les choix concrets faits par AUNL tant dans la phase préparatoire à la 10<sup>e</sup> RN, qu'au cours de la Rencontre elle-même, et à la suite de celle-ci, témoignent tous cette volonté.

Les Rencontres préparatoires à la 10<sup>e</sup> RN, locales et régionales, traduisent, de façon contrastée, la montée d'AUNL et la perte d'influence de la gauche pétiste. Elles révèlent aussi des pratiques politiques contre lesquelles de nombreux pétistes vont s'élever. La Rencontre de la capitale pauliste est marquée par la défaite de la gauche dans une ambiance très tendue, que la *Folha de São Paulo* compare même à la « *Nuit des Longs*

---

<sup>10</sup> *Em Tempo* N° 283, août 1995, p. 3, Editorial intitulé « *Um momento crucial* ».

*Couteaux* »<sup>11</sup>. ODE y représente 44% des délégués, mais se divise en deux listes : une première liste, constituée par la DS, le *Forum Socialista*<sup>12</sup>, et la dissidence locale d'AE obtient 18% des voix ; la seconde, constituée par la majorité locale d'AE, obtient 26%. NLPT représente 16% des délégués de la capitale, mais se divise également en deux : d'un côté, OT, avec quelques groupes, obtient 7% ; de l'autre, FS et un groupe local autour de Luiz Eduardo Greenhalgh arrivent à 9%. On voit donc que l'ex-gauche pétiste de la capitale représente, dans toutes ses composantes, 60% du parti local. Mais l'alliance minoritaire constituée autour d'AUNL et de DR remporte quand même la présidence du PT local avec Jilmar Tatto, face à deux candidatures, celle de Cândido Vaccarezza (AE majoritaire) et celle de Sônia Hypólito (soutenue par toutes les autres fractions de la gauche pétiste). Vaccarezza n'arrivant que 3<sup>e</sup> au premier tour, c'est finalement Jilmar Tatto qui l'emporte au second, recueillant une grande partie des voix des délégués de la fraction majoritaire de l'AE. Tout cela dans une rencontre dominée par le sectarisme et les accusations de trahison.

Si les résultats des rencontres locales varient à travers le pays, beaucoup se plaignent de la médiocrité des débats, de la personnalisation, des tensions, du sectarisme et des manœuvres d'appareil dominant bien des réunions. Donnons un bref aperçu de celles-ci. Porto Alegre affiche un résultat contraire à la tendance nationale : Olívio Dutra, fondateur du PT et de l'Articulation des 113, est élu président du parti avec le soutien d'ODE contre l'alliance baptisée « PT large et démocratique » et constituée par AUNL et DR, et les thèses de la gauche pétiste prévalent. Dans le Santa Catarina, c'est aussi ODE qui l'emporte avec l'élection de Luci Choinaski. L'Alagoas élit Heloísa Helena, jeune députée de l'Etat et membre de DS. Dans le Rio de Janeiro aussi, avec une crise majeure du parti, c'est un ex-député d'Etat d'ODE qui est élu président. A l'inverse, dans le Paraná, c'est une alliance de DR et d'AUNL qui est majoritaire, et dans l'Espirito Santo la gauche pétiste perd la présidence. Dans le São Paulo, après deux ans passés avec une majorité ODE et NLPT, c'est AUNL alliée à DR qui prend les rênes du parti, avec le soutien de Rui Falcão et de son secteur de l'AE. AUNL est critiquée de façon répétée par la gauche pétiste pour avoir recours à des pratiques manipulatrices et clientélistes visant à s'assurer des majorités aux rencontres paulistes. On lit par exemple : « *dirigeant la majorité des mandats dans les mairies [de l'Etat], Unidade na Luta a stimulé la bataille interne avec des méthodes comparables à ce qu'il y a de pire dans la politique bourgeoise dans le pays Dans certains des municipes dirigés par le PT, elle a usé et abusé du pouvoir économique et de la manipulation en faveur de ses plateformes. 'Kombis', 'Bestas' et cars loués pour transporter les adhérents, et churrascos gratuits ont été les méthodes d'Unidade na Luta dans la bataille des rencontres* »<sup>13</sup>. Tout cela, ajoute J. Soriano, « *en payant la cotisation annuelle aux 'adhérents' amenés jusqu'à la Rencontre ; et sans réaliser aucune discussion avec la majorité des adhérents qui participent au vote* »<sup>14</sup>. Il conclut : « *de telles pratiques sont les fossoyeurs du PT. Ce sont celles qui renforcent le parti des 'notables, des maires, des parlementaires. Elles font un parti d'essence électorale, qui plus est inefficace, car électoral seulement pour certains !* ». C'est donc AUNL (46% des délégués), alliée à DR, qui fait élire président du PT pauliste le député fédéral João Paulo Cunha. Dans la Paraíba, la gauche

<sup>11</sup> Détail rapporté par l'article de Felix Ruiz Sanchez, « *Derrota da Esquerda* » qui raconte cette Rencontre in *Em Tempo* N° 282 de juin 1995, p. 7. Jusqu'à nouvel ordre, les chiffres et citations suivants sont issus de cet article.

<sup>12</sup> Un regroupement de restes du groupe *Vertente Socialista* mécontents de l'évolution de celui-ci vers la droite du parti, et du *Forum do Interior* (né en 1989 à partir de mouvements sociaux, notamment syndical, dans l'intérieur de l'Etat pauliste).

<sup>13</sup> Article de Fábio Pereira, secrétaire à l'organisation du DE/SP de 1993 à 1995, in *Em Tempo* N° 283, d'août 1995, p. 10.

<sup>14</sup> Article de Joaquim Soriano, « *Crônica do PT antes do 10º EN* », in *Em Tempo*, n° 283, août 1995, p. 6. Jusqu'à nouvel ordre, les chiffres et citations suivants sont issus de cet article.

partisane gagne, mais la droite pétiste fait un recours contre une rencontre après avoir quitté celle-ci sur des résultats ne lui convenant pas, au lieu de tenter de résoudre les difficultés dans le cadre de cette instance. Les dysfonctionnements constatés ici ou là dans la phase préparatoire à la 10<sup>e</sup> RN semblent très symptomatiques d'un parti en grande tension, où certaines structures n'hésitent plus à user de moyens administratifs pour imposer leurs volontés. Ces phénomènes vont se confirmer par la suite.

C'est moins le fond (l'orientation politique) qui est à l'origine de cette tension, que l'affrontement entre des fractions de l'appareil pétiste. Sur le fond, il ne reste plus, au PT, que DR<sup>15</sup> pour afficher une position plutôt bienveillante envers le PSDB et ambiguë sur le gouvernement FHC. La dureté des attaques menées par ce dernier contre les travailleurs – et en particulier la brutalité de la répression contre les *petroleiros* – ont conduit une très large majorité du parti à adopter une posture d'opposition claire. Sur ce point, J. Soriano écrit juste avant la 10<sup>e</sup> RN : « *la croyance de secteurs importants du PT que le problème du gouvernement résidait dans la partie PFL de celui-ci et qu'on pourrait exiger du président et de son parti, le PSDB, une politique sociale large, a été enterrée dans cette courte expérience de six mois. Aujourd'hui, apparemment, il y a plus d'unité dans le PT sur la caractérisation du gouvernement comme une direction bourgeoise qui est là pour mettre en œuvre un 'ajustement' néolibéral* ». La tension vient donc plutôt des choix et des calculs faits par des appareils. On lit dans *Em Tempo* l'illustration suivante quant au pourquoi de ces phénomènes : « *La dépolitisation, les intérêts électoraux et les batailles pour le contrôle de la 'machine' ont donné le ton à des rencontres très importantes. Là où s'affrontaient des candidatures à des candidatures pour 1996, de véritables guerres ont été menées. Le cas de Diadema (SP), est emblématique. Là, deux candidatures, l'une autour de l'ancien maire et l'autre autour du maire actuel, tous les deux liés à la même tendance [AUNL] ont mobilisé plus de six mille adhérents dans un vote pratiquement à égalité, reproduisant les pratiques des partis traditionnels* »<sup>16</sup>. Surtout, et plus généralement, AUNL a décidé de reprendre la direction nationale du PT et s'y emploie. Ce courant dispose d'une vraie capacité d'attraction vu ses positions de force, notamment dans les syndicats, le mouvement social, dans de nombreuses mairies et dans l'Etat pauliste. Cela tient surtout au « *fait de pouvoir 'former une nouvelle majorité qui donne de la gouvernabilité au PT'* », car tel est l'objectif déclaré d'AUNL. De fait, la situation à la veille de la 10<sup>e</sup> RN semble serrée et AUNL est parvenue à augmenter son influence, pas seulement au moyen de pratiques déloyales, mais aussi vu la conjonction de trois éléments, toujours selon J. Soriano : en premier lieu « *par l'incorporation d'une partie de la délégation du Pará qui à la 8<sup>e</sup> Rencontre a voté 'Opção de Esquerda'* », une « *perte irréparable* » pour la gauche du PT ; en second lieu, grâce à l'alliance privilégiée avec DR, « *principalement par l'intégration, dans divers Etats, de secteurs qui, auparavant, s'identifiaient à Democracia Radical. Ce processus de mélange est visible dans le Rio Grande do Sul, le Ceará, l'Espírito Santo et le Paraná* » ; en troisième lieu, il y a l'évolution vers la droite de la majorité de l'AE dans la capitale pauliste, évoquée plus haut.

## **2°) La Rencontre de Guarapari (18-20 août 1995) et ses suites**

### **a) La 10<sup>e</sup> RN et ses débats**

---

<sup>15</sup> DR (*Democracia Radical*), le courant situé le plus à droite dans le PT

<sup>16</sup> *Em Tempo* N° 283, août 1995, p. 3, Editorial intitulé "*Um momento crucial*".

Si les réunions préparatoires à la 10<sup>e</sup> RN ont rassemblé, à la base, plus de 100 000 pétistes, les participants aux Rencontres dans les Etats n'étaient déjà plus que 5 900<sup>17</sup> et finalement 414 délégués<sup>18</sup> ont participé à la Rencontre nationale, à Guarapari du 18 au 20 août 1995. Après les pré-thèses, 7 thèses sont présentées. Les thèses-guides sont celles d'AUNL<sup>19</sup>. Les grandes questions mises en débat à Guarapari sont au nombre de trois : l'analyse de la conjoncture nationale ; la construction du PT ; le PT et les mouvements sociaux.

- **Sur la conjoncture nationale**

Le premier point, à ce niveau, est l'analyse du gouvernement en place depuis janvier 1995. Celle-ci voit, comme nous l'avons précisé, de très larges convergences dans le parti, vu la pratique du pouvoir politique central lui-même.

Sur ce plan, DR s'oppose au reste du parti. Pour ce courant, le gouvernement FHC apparaît comme un gouvernement en dispute entre le PSDB et le PFL. Ce « *n'est pas un gouvernement conservateur du type Sarney ou Collor. C'est un gouvernement qui dispose d'un projet qui mélange des conceptions néolibérales et de timides conceptions social-démocrates* »<sup>20</sup>. Sa vision est toujours marquée par la volonté de préserver des perspectives de collaboration voire d'alliances avec le PSDB. On lit aussi dans leur texte : « *La ligne oppositionnelle du PT doit comporter un affrontement prioritaire avec la droite, représentée au gouvernement par le PFL* »<sup>21</sup>.

Pour les autres positions en présence, cette appréciation n'a pas ou n'a plus cours. Pour AUNL, « *les six premiers mois du gouvernement FHC ne laissent aucun doute sur son profil néolibéral et conservateur. Sa principale motivation économique est de mettre fin, sur des bases conservatrices, au modèle national-développementiste instauré à partir des années 30* »<sup>22</sup>. On lit plus loin : « *L'opposition populaire que le PT va développer contre le gouvernement FHC est globale* »<sup>23</sup>. Contrairement à DR, AUNL ne traite pas séparément le PSDB et le PFL au gouvernement. Dans le point de la résolution concernant les alliances, on lit : « *le PT rejette toute alliance avec les partis de la coalition de centre-droit qui soutient le gouvernement FHC. Dans le cas du PMDB et du PSDB, des alliances ponctuelles avec des secteurs de ces partis ne seront permises que sur la base d'un programme d'opposition à FHC et à sa politique néolibérale* »<sup>24</sup>. Ce n'est pas une position qui satisfait complètement tout le parti, en particulier sa gauche, mais cela s'oppose nettement à DR.

Dans la gauche pétiste, l'étude détaillée des textes présentés pour la 10<sup>e</sup> RN montre que la caractérisation du gouvernement FHC est plus critique que celle d'AUNL. Les thèses

---

<sup>17</sup> Chiffres donnés par J. Soriano dans "Crônica do PT antes do 10<sup>o</sup> EN", in *Em Tempo*, n° 283, août 1995, p. 6.

<sup>18</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 614).

<sup>19</sup> Les autres thèses sont : pour DR, « Affirmer des alternatives » (« *Afirmando alternativas* ») ; celles d'ODE ; celles intitulées « Nouvelles réalités, vieux défis : le projet révolutionnaire du PT face à l'offensive néolibérale », (ou NRVD, « *Novas realidades, velhos desafios: O projeto revolucionário do PT face à ofensiva neoliberal* ») présentées par Vladimir Palmeira ; les thèses de l'ex-NLPT, divisées en deux : « Le PT dans la lutte contre le néolibéralisme », (« *O PT na luta contra o neoliberalismo* ») présentées par Adalberto Ângelo Custódio et « Le PT en défense de la nation » (« *O PT em defesa da nação* »), du mouvement NLPT ; enfin les thèses des secrétariats nationaux aux questions agraires, aux mouvements populaires et syndical, intitulées « Le PT et les mouvements sociaux » (« *O PT e os movimentos sociais* »). Idem.

<sup>20</sup> Pré-thèses de *Democracia Radical*, p. 2. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA (*Fundação Perseu Abramo*).

<sup>21</sup> Idem, p. 3.

<sup>22</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 615).

<sup>23</sup> Idem, p. 616.

<sup>24</sup> Idem, p. 632.

regroupant toute la gauche pétiste, « Socialisme et Démocratie » (S et D) déclarent : « *Nous sommes confrontés à un gouvernement de droite* »<sup>25</sup>. Pour la DS, João Machado<sup>26</sup> définit le gouvernement FHC comme « *antipopulaire [...] conservateur, antidémocratique* ». C'est un gouvernement qui « *répond par la violence à des manifestations populaires* » et « *traite les grèves par des licenciements et des menaces* ». Pour lui, il est temps d'en finir avec les illusions sur le PSDB (dues en partie au passé de gauche de FHC) qui touchent une partie du PT, car sur le conservatisme et l'opposition aux mouvements populaires, « *aucune divergence significative ne s'est exprimée entre le PSDB et les autres partis qui sont au gouvernement* »<sup>27</sup>. Pour AE, on note la même distance critique vis-à-vis du gouvernement et de son chef, et l'insistance à ne pas traiter différemment FHC et le PSDB d'une part, et le PFL et ses hommes de l'autre : « *FHC n'est pas l'otage de la troïka ACM, Sarney, Maciel ; il est le chef du projet néolibéral* »<sup>28</sup>. Les pré-thèses d'ODE<sup>29</sup> précisent : « *Nous nous affrontons à un gouvernement de droite qui cherche à transformer l'alliance électorale des forces conservatrices en un pacte organique de pouvoir, capable de soutenir une restructuration complète de l'Etat brésilien* ». ODE écrit : « *Les 6 premiers mois du gouvernement FHC mettent en évidence son caractère réactionnaire* », précisant : « *pas seulement conservateur dans le sens de défendre le maintien du statu quo ; il tente de promouvoir un recul des conquêtes populaires des années 80* »<sup>30</sup>. Plus loin, le gouvernement est présenté comme « *l'agent* » de « *la nouvelle division internationale du travail* » et d'une « *recolonisation accélérée de la périphérie du système capitaliste* »<sup>31</sup>. Les pré-thèses de NLPT précisent aussi que « *l'objectif des classes dominantes avec le gouvernement FHC est de surmonter sa crise de direction face à l'Etat, en désarticulant – par la répression, par l'isolement et par la cooptation – le camp démocratique et populaire, spécialement le PT et la CUT, en tant qu'organisations politiques indépendantes des travailleurs* »<sup>32</sup>.

L'analyse de la conjoncture conduit également à établir un bilan de la campagne de 1994 et à tenter de saisir les raisons de la défaite. A ce niveau, les lignes de fracture dans le PT ne se situent pas entre les mêmes blocs et les analyses divergent plus.

Mais DR se singularise à nouveau, avec l'appréciation selon laquelle « *l'incapacité à faire des alliances avec des forces politiques proches du centre ont été une des déficiences les plus préjudiciables à notre projet* »<sup>33</sup>. On comprend que pour ce courant, si le PT avait su s'allier au PSDB et à FHC, l'histoire aurait pu être différente.

Au-delà, tout le monde ne s'accorde pas dans le PT sur la gravité de la défaite électorale subie par le parti en 1994.

<sup>25</sup> Thèses *Socialismo e Democracia*, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

<sup>26</sup> J. Machado : « *10<sup>o</sup> EN : organizar a resistência e a alternativa popular* » (*Publicação da DS*), p 8 et suivantes. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>27</sup> Idem. Pour J. Machado, le PT doit « *en finir avec les ambiguïtés* » sur le gouvernement FHC, « *explicitier son caractère conservateur et antipopulaire, clarifier le fait que nous n'avons et ne pouvons avoir aucun point de contact avec [lui]* ».

<sup>28</sup> Pré-thèses d'AE, p. 6. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

<sup>29</sup> Pré-thèses d'ODE, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>30</sup> Idem. Le texte ajoute : « *le pacte de soutien au gouvernement et aux réformes libérales [...] comprend des partis comme le PTB, le PP et le PL et des secteurs significatifs du PMDB et du PPR, cherche à incorporer des secteurs du PDT et tente même d'attirer des secteurs du PT* ». Il mène une « *politique délibérée de destruction du syndicalisme indépendant* ».

<sup>31</sup> Idem, p. 3.

<sup>32</sup> Pré-thèses de NLPT, « *O PT na luta contra o neoliberalismo* », p. 3. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

<sup>33</sup> Pré-thèses de *Democracia Radical*, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

Pour AUNL et la résolution majoritaire, la victoire de FHC a été un « *coup dur pour le Parti des Travailleurs, pour les gauches et pour les forces populaires au Brésil. Cela, même si le PT a été capable d'augmenter sa représentation au Congrès, obtenant 50 députés et cinq sénateurs* »<sup>34</sup>. Ce texte déclare aussi : « *L'évaluation, déjà commencée, doit être dure* »<sup>35</sup>. De fait, les mots employés dans les débats de la 10<sup>e</sup> RN, les méthodes utilisées, la tension qui y prévaut, vont plus loin que la dureté que l'on peut relever dans les textes. Pour la résolution, la victoire de FHC tient beaucoup à « *l'impressionnant bloc de forces politiques et sociales* » qui s'est constitué dans la « *stratégie d'unité des classes dominantes* ». Pour AUNL, la défaite est politique et idéologique, et le PT est responsable : « *les élections de 1994 ont révélé, d'une manière définitive, la précarité de notre organisation, de nos finances, le caractère amateur de notre travail de direction* ». On saisit, dans ce dernier membre de phrase, deux éléments : il faut, selon AUNL, professionnaliser plus le travail de direction dans les campagnes électorales ; surtout, c'est une critique implicite contre la direction de gauche du PT en place depuis 1993. Pour le noyau dur du « lulisme », celle-ci porte une lourde responsabilité dans la défaite, elle a montré son amateurisme – dont on ne précise pas, par écrit, les manifestations – et elle doit être battue à cette 10<sup>e</sup> RN. C'est, on l'a compris, ce dernier objectif qui préside à tout le reste : choix des mots, alliances internes, méthodes utilisées dans la préparation de cette convention et pendant celle-ci.

Face à cette accusation, les textes de la gauche pétiste ont des points communs, mais divergent entre eux, en particulier sur la gravité pour le PT des résultats de 1994.

Dans les pré-thèses d'AE, on lit un bilan assez étonnant de la défaite de Lula, qui commence ainsi : la « *nouveauté de cette élection est la croissance du Front Brésil Populaire ; 27% des suffrages exprimés, contre 14% en 1989 ; la victoire de gouvernements démocratiques et populaires dans des Etats importants, l'expansion du nombre des élus de gauche au Congrès national et la consolidation du PT comme une alternative politique et sociale* »<sup>36</sup>. C'est seulement ensuite que viennent les points négatifs (la défaite au premier tour). Toute la gauche pétiste n'adopte pas cette présentation. Mais le texte d'AE en vient aux choix fondamentaux du PT, avant même la campagne de 1994. Pour AE, « *la victoire de FHC a commencé à être construite dès le premier jour du gouvernement d'Itamar Franco* », et le PT aurait dû, dès la chute de Collor, réclamer des élections générales anticipées et s'opposer à la prise de fonction d'Itamar, « *élu par les mêmes montages politiques que Collor* ». Concernant 1994, le texte d'AE critique aussi « *le combat public mené par des secteurs des parlementaires fédéraux (sous les éclairages de la Rede Globo) contre la position du parti* » sur la question de la révision constitutionnelle, encore sous le gouvernement Itamar. On trouve aussi une autocritique pour la sous-estimation de l'impact du real dans la population, l'excès d'optimisme électoral et la sous-estimation de la détermination de l'adversaire<sup>37</sup>. Le texte rejette aussi les positions défendues par une grande partie du PT concernant FHC et le PSDB avant l'élection : « *Le PT a compris trop tard le rôle que le PSDB allait jouer dans les élections, de pôle des forces anti-Lula et de noyau stratégique de la modernisation capitaliste* »<sup>38</sup>. Les pré-thèses d'AE commentent aussi

---

<sup>34</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 628). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>35</sup> Idem, p. 629.

<sup>36</sup> Pré-thèses d'AE, p. 4. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>37</sup> Idem. On lit sur ce point : « *le PT s'est préparé pour une élection, alors que les élites se sont préparées pour une guerre* ».

<sup>38</sup> Idem, p. 5.



négativement les financements de la campagne du PT : « *la direction du parti a adopté des critères pour recevoir des contributions de campagne qui ont heurté la tradition du PT, si bien que, paradoxalement, l'attention s'est tournée vers les contributions faites au PT et non pas vers celles faites au candidat toucan* »<sup>39</sup>. Deux aspects suscitent la réflexion dans la démarche proposée par ce texte. D'une part, situer l'origine de la dégradation de la situation politique à un moment bien antérieur (Collor), où ce n'était pas la gauche qui dirigeait le PT, permet en partie au courant AE de se dédouaner de ses responsabilités dans la défaite de 1994 ; mentionner le non-respect des décisions de la gauche partisane à la direction du PT par des parlementaires, opère dans le même sens. D'autre part, ce texte fournit une analyse logique des faits historiques qui mérite d'être prise en considération. On peut effectivement penser qu'en 1992, le PT aurait été dans une meilleure posture pour se retrouver à la tête du pays, dans la foulée de la victoire du « *Fora Collor* » et d'une puissante mobilisation populaire ; à l'inverse, le respect du jeu institutionnel par le PT a permis aux élites de reprendre l'initiative entre la fin 1992 et 1994. La présentation particulière des résultats de 1994 par AE diffère de celle d'autres courants de la gauche pétiste. Déjà, les pré-thèses d'ODE, dont AE est une composante, font des scrutins de 1994 une présentation moins triomphaliste : « *Le PT a grandi dans les élections de 1994 mais la défaite au premier tour a été un dur revers pour notre parti et ses alliés* »<sup>40</sup>. Le texte de l'ensemble de la gauche pétiste revient encore plus sur ce point, annonçant dès le second paragraphe d'introduction : « *nous avons subi une défaite importante* »<sup>41</sup>. Cela correspond mieux au sentiment de l'ensemble des pétistes, quel que soit leur boussole politique.

Sur l'analyse de la défaite, le bilan d'ODE fait les évaluations suivantes : « *Nous avons sous-estimé la force des élites et surestimé nos propres forces* »<sup>42</sup>, en plus d'une sous-évaluation du Plan Real, largement partagée. Enfin, pour ODE, la direction du PT a sa part de responsabilité : « *La victoire des élites s'est nourrie des erreurs commises par le PT tout au long des dernières années et pendant la campagne* ». On retrouve ici sous une autre forme l'idée d'AE présentée plus haut : les erreurs remontent à plus loin. Quelles erreurs ? D'abord, « *le PSDB a été traité par beaucoup comme un allié stratégique* » et « *nous n'avons pas fait une campagne militante et polarisée* ». Enfin, on trouve une critique politico-financière de la pratique de campagne, mais celle-ci touche plus la candidature Lula que la direction du parti : « *prioriser les contributions d'entreprises est une voie apparemment plus facile, mais illusoire et dangereuse, car elle crée l'attente de ressources inexistantes et diminue l'engagement militant dans la récolte de fonds, conduisant à des erreurs politiques comme le fait d'avoir accepté des contributions d'entreprises impliquées dans la corruption, en plus de remettre en question l'indépendance de classe du PT* ».

Pour NLPT, au-delà des avantages structurels des élites, « *le camp démocratique et populaire, et particulièrement le PT, est allé aux élections en accumulant les problèmes. Il affrontait, comme toute la gauche mondiale, la situation extrêmement complexe d'offensive du capital, le néolibéralisme, la crise du socialisme. Cela renforce les positions de ceux qui veulent établir, comme objectif maximum du PT, la recherche de victoires électorales, à tout prix. Cette situation fait pression dans le sens de concessions programmatiques injustifiées – comme l'abandon de la suspension du paiement de la dette extérieure avec audit – et le*

<sup>39</sup> Idem, p. 6. Les *tucanos* (toucans) sont les membres du PSDB, ainsi appelés car cet oiseau est l'emblème de leur parti.

<sup>40</sup> Pré-thèses d'ODE, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

<sup>41</sup> Thèses *Socialismo e Democracia*, (que nous écrivons S et D), p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

<sup>42</sup> Pré-thèses d'ODE, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

remplacement de la lutte pour des réformes radicales dans la société par de simples ‘améliorations’ »<sup>43</sup>. Pour NLPT, les erreurs sont notamment : « l’abandon de l’intervention dirigée dans les mouvements sociaux »<sup>44</sup>, « l’idée fixe de composition avec le futur ennemi (le PSDB) », et « le travail des élus pour isoler la position correcte du parti sur la révision constitutionnelle ». On note que l’absence de discipline partisane d’une partie des élus du PT sur cette question revient dans l’ensemble des critiques de la gauche du parti. Pour NLPT, d’autres erreurs ont été la « non-polarisation » de la campagne, l’existence de « centres parallèles de direction de la campagne en confrontation avec les coordinations officielles », « la tactique qui a dédaigné la nécessité de la mobilisation des militants et de la polarisation sociale », et le soutien final, « de façon honteuse et pathétique » au Plan Real.

La conjoncture politique, à Guarapari, c’est aussi la récente grève des *petroleiros* et ses leçons. Du côté de la gauche du parti, si des critiques sont émises, elles sont souvent feutrées ou peu précises, et ne remettant pas fondamentalement en cause l’attitude du PT dans cette lutte. On lit une critique assez ‘light’ dans les pré-thèses d’ODE : « la capacité du parti de mobiliser sa structure et ses militants pour s’engager dans des luttes sociales concrètes s’amointrit à chaque occasion, même quand elles acquièrent un clair contenu politique, comme nous l’avons vu lors de la dernière grève des *petroleiros* »<sup>45</sup>. Ce qu’on comprend ici, c’est que ce n’était pas l’orientation du parti, à un moment ou un autre de la grève, qui était fautive, mais plutôt sa lourdeur bureaucratique croissante qui a empêché le PT de se mobiliser à la hauteur des nécessités. Un texte d’*Em Tempo* pointe une autre erreur, sans remettre en question le fondement de l’attitude du parti : « on n’a jamais autant sous-estimé l’adversaire »<sup>46</sup>. Pour NLPT, le potentiel de combativité manifesté par la grève des *petroleiros* « est clairement gaspillé par la majorité de la direction de la CUT et des secteurs du PT »<sup>47</sup>, mais sans que ce texte soit plus précis sur ce gaspillage. Par contre, la lettre ouverte aux délégués, écrite par un petit courant issu d’une partie des exclus de la CS en 1992, maintenant de retour au PT – avec notamment les députés régionaux Babá (PA) et Luciana Genro (RS), sous le nom de CST (Courant socialiste des travailleurs)<sup>48</sup> – formule une critique à la fois sévère et précise de l’attitude du PT dans cette grève. On peut y lire : « On ne peut pas répéter ce qui est arrivé lors de la grève des *petroleiros*, où Lula, Vicentinho et Genoíno sont venus, dans la presse, renforcer les appels du gouvernement à mettre fin à l’héroïque grève du secteur pétrolier, tandis que les travailleurs, en assemblées générales, prenaient position pour la poursuite du mouvement »<sup>49</sup>. L’accusation semble ici beaucoup plus grave que dans les textes cités plus haut.

<sup>43</sup> Pré-thèses de NLPT, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

<sup>44</sup> Idem, p. 2. Jusqu’à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>45</sup> Pré-thèses d’ODE, p. 7. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA.

<sup>46</sup> *Em Tempo* N° 282, juin 1994, p. 4, texte de Maria Consolação da Rocha.

<sup>47</sup> Pré-thèses de NLPT, p. 6. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu’à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>48</sup> CST : *Corrente Socialista dos Trabalhadores*.

<sup>49</sup> Leur lettre critique aussi la participation du PT au gouvernement assassin de Valdir Raupp (PMDB) dans le Rondônia, avec ce commentaire : « Il est vrai que le parti a décidé de se retirer du gouvernement après le massacre de Corumbiara, mais il est encore plus vrai qu’il s’est retiré de là où il n’aurait jamais dû entrer ». Leur texte se termine par l’énoncé de quelques choix politiques pour « sauver le caractère classiste, démocratique et de lutte » du PT. On lit encore une critique sur le fait que Cristóvam Buarque, gouverneur du DF, « en est arrivé à déclarer qu’il n’était pas dans l’opposition, et même qu’il soutenait la réforme fiscale de FHC » ; et une recommandation : dans le cadre du rejet des alliances avec la bourgeoisie il faut « rejeter le financement de la campagne électorale par Odebrecht, Itaú et Bradesco et les alliances avec les partis patronaux comme le PSDB, le PMDB, ou aussi le PTB et le PDT, ce dernier étant un des plus influents parmi les élus de la mouvance ruraliste ».

Un autre thème conjoncturel fait débat à Guarapari : la question des réformes constitutionnelles en cours. L'enjeu est de savoir si le PT doit accepter, et jusqu'à quel point, la remise en cause de droits sociaux gagnés en 1987-1988 avec la Constituante. La bourgeoisie voudrait le plus possible se libérer de contraintes et remettre en cause des avancées sociales. Pour DR, il faut participer à ces travaux. Face aux propositions du gouvernement, elle souhaite que « *le PT présente ses propres formulations, destinées à la confrontation avec les autres et à la négociation avec les autres partis et avec le gouvernement lui-même* »<sup>50</sup>. Une orientation misant, donc, non pas sur le rejet, la lutte sociale et politique, mais sur la négociation. AUNL prend une posture plus combative, visant à « *l'affrontement avec des propositions néolibérales dans la réforme de la Constitution* »<sup>51</sup> et précise : « *En premier lieu, nous devons poursuivre et accentuer notre dénonciation quant aux objectifs des propositions de FHC, du PSDB et du PFL. En second lieu, nous devons insister sur l'exigence d'un référendum populaire pour les changements qui ont été et seront effectués dans la réforme constitutionnelle. En parallèle, nous devons regrouper l'ensemble des forces démocratiques, les mouvements sociaux, les ONG,, le mouvement syndical, pour affronter la réaction* ». NLPT préconise aussi, parmi les formes de luttes, d'« *exiger que les amendements approuvés au Congrès soient soumis à référendum populaire* ».

- **Sur la construction et la bureaucratisation du PT**

Le second grand point en débat à Guarapari est la construction du PT. En particulier, quels remèdes apporter aux maux que beaucoup regroupent sous le vocable de « bureaucratisation » ? De la droite à la gauche du PT, on utilise ce terme, mais on n'y met pas exactement le même contenu, et surtout, on ne propose pas les mêmes remèdes.

DR évoque comme un problème la « *bureaucratisation des instances* »<sup>52</sup> du PT. Ce courant précise : « *La bureaucratisation décourage la participation des adhérents et des électeurs, compromet la créativité de l'ensemble du parti et conduit soit au retard dans la prise des décisions soit à des résolutions qui n'ont pas d'incidence sur la bataille réelle qui implique l'ensemble des acteurs politiques et sociaux* ». Cette vision n'analyse pas en profondeur les raisons de ce processus, et s'attache à la bureaucratisation dans ses effets. DR ajoute : « *l'insensibilité à des thématiques sociales nouvelles, caractéristique atavique des bureaucraties de tous les temps, a empêché l'attraction de nouveaux citoyens qui se sont éveillés à la politique dans la lutte pour l'impeachment de Collor ou dans d'autres mouvements* ». DR affirme son intention de « *déclencher un mouvement pour la rénovation du PT* », et veut disputer à la droite la notion de modernité<sup>53</sup>. Demandant la « *modernisation du fonctionnement* » du PT, DR propose avec insistance l'« *élection directe des directions* », argumentant : « *Qu'est-ce qui justifie que les adhérents du PT ne puissent pas exercer directement leurs droits de choisir les directions du parti ?* ». DR préconise la sélection des dirigeants du PT « *au travers de concours publics pour les postes d'administration du parti* ».

<sup>50</sup> Pré-thèses de *Democracia Radical*, p. 2. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Le caractère graduellement social-libéral des positions de DR est confirmé par d'autres points des pré-thèses : la réforme de la sécu de FHC est jugée comme une « *nécessité* » et une « *urgence* », ce qui implique pour DR, au-delà de 10 salaires minimaux, une garantie complémentaire, « *publique ou privée, soumise au régime par capitalisation et sans subventions* ». DR défend aussi le monopole d'Etat dans les secteurs stratégiques mais admet les privatisations dans les secteurs « *non-stratégiques* ».

<sup>51</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 626). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>52</sup> Pré-thèses de *Democracia Radical*, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>53</sup> Idem, p. 2.

AUNL parle aussi de bureaucratisation, mais y met, apparemment, autre chose, et associe la bureaucratisation à d'autres phénomènes qui nuisent, selon elle, au PT : « *la tendance à la bureaucratisation, à la primauté donnée à la lutte interne sur la lutte politique et sociale contre nos adversaires, la méfiance et la suspicion généralisées, éloignent encore plus le parti de la vie de notre peuple et de l'ordre du jour qui lui correspond* »<sup>54</sup>. Pour lutter contre cela, AUNL veut simplement ouvrir le débat mais ne propose rien de précis<sup>55</sup>. La résolution présente une sorte d'autocritique pas beaucoup moins vague lorsqu'on lit : « *à différents moments, les intérêts personnels ou ceux de regroupements ont primé sur le projet collectif du PT* ».

Les pré-thèses que nous appellerons NRVD<sup>56</sup> s'adressent à la masse des pétistes non organisés en tendances et non élus, et tirent un bilan négatif de 15 ans de construction : « *Toujours moins enclin à exprimer la radicalité, la révolte et, pourquoi ne pas le dire, le désespoir des millions dont le quotidien se passe en marge du jeu politique formel, le PT se conforme, lui aussi, à l'image de la société que nous voulons subvertir : peu démocratique, monopolisé par des groupes de professionnels de la politique (dans le mauvais sens) et de spécialistes de tous types, dévoré par le jeu politique institutionnel* ».

Dans la gauche du PT, on trouve plusieurs prises de positions et analyses de la bureaucratisation du PT et de ses manifestations, plus complémentaires que divergentes, ainsi que des propositions organisationnelles.

Les pré-thèses d'ODE remarquent que des « *symptômes dangereux d'intégration à l'ordre établi, d'électoratisme, de sénilité, commencent à corrompre le caractère subversif et intransigeant du PT. Des secteurs pétistes toujours plus importants sont en relation avec notre parti comme avec une machine électorale désidéologisée, pragmatiquement adaptée au jeu politique dominant* »<sup>57</sup>. Dans le même texte, on lit aussi : « *L'idée se généralise qu'une fois terminée une élection, la tâche principale du parti devient la préparation de l'élection suivante* »<sup>58</sup>. ODE dit vouloir « *radicaliser la démocratie* » dans le PT et « *empêcher que les professionnels ne deviennent une instance autonome de délibération* ». ODE a des regrets : « *le PT aujourd'hui n'est plus autant un parti de militants qu'il ne l'était à l'origine ; le nombre des fonctionnaires de la politique a beaucoup augmenté* »<sup>59</sup>. Conséquences de cela : « *si les militants du PT sont remplacés par des fonctionnaires à n'importe quel niveau [...] nous cheminerons vers des changements similaires à ceux intervenus dans les partis socio-démocrates européens ; ou même vers la transformation en parti populiste traditionnel* ».

---

<sup>54</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. P. 633). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>55</sup> Idem. On lit : « *1 – Réglementation des mandats parlementaires et exécutifs, normes pour la rotation des détenteurs de charges publiques et pour la limitation des réélections. 2 – Réglementation des processus d'élection, de réélection et de rotation de dirigeants du parti, ainsi que de l'exercice des mandats. 3 – Examen et formulation de principes, de critères et de normes pour réglementer l'emploi sous contrat, le règlement et le travail de dirigeants professionnalisés, de conseillers et de permanents, à tous les niveaux et dans toutes les sphères de l'activité partisane* ».

<sup>56</sup> NRVD: thèses intitulées « *Novas realidades, velhos desafios: O projeto revolucionário do PT face à ofensiva neoliberal* » présentées par Vladimir Palmeira, p. 21. Le bilan tiré de 15 ans de vie de PT est négatif sur de nombreux points, « *que ce soit dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie (matérielles mais pas seulement) des travailleurs, ou dans le domaine de la démocratisation des relations de pouvoir dans la société brésilienne* ». Pire, ce texte constate aussi que le PT n'a presque pas avancé « *dans le processus de construction et d'enracinement social d'un projet et d'une culture contre-hégémonique fondés sur la tradition du socialisme révolutionnaire et libertaire* ».

<sup>57</sup> Pré-thèses d'ODE, p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>58</sup> Idem, p. 7.

<sup>59</sup> Idem, p. 8.

ODE propose d'insérer la limitation des mandats dans les statuts du parti<sup>60</sup>, et rappelle la nécessité de redonner du poids aux noyaux et aux rencontres. Son texte critique aussi, dans le PT, « *l'abus de pouvoir économique, particulièrement à travers la location de véhicules pour le transport des adhérents aux rencontres* » et demande que la 10<sup>e</sup> RN décide que ce type d'abus soit sanctionné par la disqualification des plateformes incriminées.

Pour J. Machado<sup>61</sup>, la bureaucratisation fait courir de gros risques au PT, mais il s'oppose à certaines solutions proposées face à cette tendance, notamment la proposition d'élection directe des dirigeants. J. Machado craint que ce processus fasse perdre « *le caractère collectif que doivent avoir les directions* » et renforce « *la personnalisation des directions* ». De plus, pour lui, cela va « *renforcer beaucoup l'importance d'être 'connu' pour être élu* ». Par conséquent, pour lui, « *le déséquilibre institutionnel, pro-parlementaire et peu militant du parti ne serait pas corrigé, mais au contraire, très renforcé* ». J. Machado voulait une 10<sup>e</sup> RN qui discute concrètement des moyens de lutter contre la bureaucratie, notamment en limitant le nombre de mandats électifs, et qui prenne des mesures contre la bureaucratisation des syndicats.

Les pré-thèses « *O PT na luta contra o neoliberalismo* » sont aussi très alarmistes sur la situation du parti : « *Le PT affronte de graves dangers : sa culture collective et solidaire est progressivement remplacée par la personnalisation et le népotisme de certains dirigeants, investis de la condition de 'personnalités'. Son essence libertaire est torpillée pour se transformer en domestication* »<sup>62</sup>. Conséquence : le PT est « *menacé de dénaturation* »<sup>63</sup>, et perd en crédibilité : « *certains adhérents et militants, succombant au scepticisme, s'éloignent du PT car sa vie politico-partisane se vide et son rôle de véritable opposition populaire est abandonné* »<sup>64</sup>. Le texte parle de « *populisme* » dans le PT ; de « *clientélisme, avec l'établissement de liens politico-personnels, dont la conséquence la plus grave est l'instrumentalisation et la privatisation des espaces publics* » ; et même de « *physiologisme, avec des relations dépourvues de principes politiques* ». Ces pré-thèses proposent des « *mesures d'organisation pour le PT* »<sup>65</sup>, notamment plus de volontarisme sur la « *nucleação* », avec le rattachement systématique des nouveaux adhérents à un noyau, et veulent la définition d'une « *limite pour les contributions financières* »<sup>66</sup>.

- **A propos des mouvements sociaux**

Le troisième point à l'ordre du jour de la 10<sup>e</sup> RN concerne les liens du PT avec les mouvements sociaux. La plupart des courants clament la nécessité de mieux s'insérer dans les mobilisations. Mais pour bien le faire, il faut correctement saisir la dynamique de celles-ci. Nous ne nous intéresserons, ici, qu'à un aspect de la question, en marge des débats, peu développé dans les textes, mais qui nous semble important pour comprendre la trajectoire du parti à ce moment-là et dans les années qui suivent. Qui dit mouvement social, dit

---

<sup>60</sup> Idem. Plus précisément, limitation à 2 mandats consécutifs pour des charges électives à la même fonction et à 4 sans tenir compte de la fonction. Idem pour les charges exécutives de direction partisane.

<sup>61</sup> *Em Tempo* N°281, article de J. Machado intitulé « *Resistência e alternativa popular* », p. 8. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet article.

<sup>62</sup> Pré-thèses d'une partie de NLPT, « *O PT na luta contra o neoliberalismo* », p. 1. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>63</sup> Idem, p. 5.

<sup>64</sup> Idem, p. 6.

<sup>65</sup> Idem, p. 7.

<sup>66</sup> Idem, p. 8. Ces pré-thèses demandent aussi la fin des délégués hors plateforme (« *avulsos* ») et des Conseils délibératifs à tous les niveaux du PT.

mobilisations populaires. Or l'état de ces dernières est un élément fondamental d'appréciation de la période politique et sociale, et des interventions que le parti doit réaliser dans la société à un moment donné. Ce qui frappe, dans la plupart des textes mis en débat, c'est la sous-estimation du recul social et politique dans lequel le PT et la société brésilienne sont entrés en 1995. C'est du moins la tendance très majoritaire, et elle n'est pas propre à la gauche ou à la droite du parti. En août 1995, le PT pense de façon dominante que FHC va vite se heurter à un mécontentement social et à des luttes majeures.

Dans la gauche pétiste, les pré-thèses d'AE<sup>67</sup> ne perçoivent pas la profondeur du recul du mouvement social. Pour AE, les luttes anti-néolibérales ne font que commencer et sont appelées à s'amplifier : « *A partir du mois de mars, les manifestations opposées à la politique du gouvernement FHC ont pris de l'ampleur* ». Plus nettement encore : « *il y a eu un reflux temporaire dans les mobilisations de masse et dans la défense d'un vrai projet alternatif de société* »<sup>68</sup>. Pour AE, « *la caravane de la Centrale des mouvements populaires survenue en mars 1995 est une marque de la reprise des manifestations de masse qui se poursuivront, notamment avec les manifestations suivantes : Cri de la Terre Brésil, 300 ans de Zumbi, le congrès de la Contag, le congrès du MST, le Cri des exclus* ». Même remarque concernant le regroupement ODE, dont les pré-thèses sous-entendent que la domination néolibérale n'est pas si durable que ça : « *Le scénario à court terme est marqué par l'avancée du néolibéralisme sur les droits du peuple, par la difficulté d'action des mouvements sociaux et par la résistance des forces démocratiques et populaires* »<sup>69</sup>. Des difficultés jugées, donc, temporaires. Du côté de l'ex-NLPT, une « *nouvelle période* »<sup>70</sup> est annoncée, mais ses caractéristiques ne sont pas clairement définies. On montre aussi un optimisme exagéré à propos des obstacles que doit surmonter le gouvernement FHC<sup>71</sup>. Mais ce texte évoque aussi la « *nécessité d'affronter la profonde crise qui s'est emparée des mouvements syndicaux, étudiants et populaires* »<sup>72</sup> où il voit, « *au-delà de l'usure des luttes successives, le phénomène du bureaucratisme, de la fatigue de la 'vieille' avant-garde* ».

La résolution (donc les thèses d'AUNL) envisage aussi une montée des luttes contre les mesures du gouvernement : il « *grandit, contre la politique économique du gouvernement, une mobilisation sociale vaste, bien que dispersée* »<sup>73</sup>. Evoquant notamment la grève des *petroleiros* et la mobilisation dans l'ABC, le texte majoritaire fait la même erreur : « *tous ces mouvements indiquent un scénario différent pour le second semestre dans lequel le PT, comme principal parti d'opposition, aura un rôle décisif dans la mobilisation populaire* ».

*A posteriori*, les vues de V. Palmeira sur la situation politique et sociale semblent plus lucides : il évoque une « *nouvelle période* »<sup>74</sup>, marquant la « *fin de la transition*

---

<sup>67</sup> Pré-thèses *Articulação de Esquerda* (p. 2 et suivantes). Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>68</sup> Idem, p. 9.

<sup>69</sup> Pré-thèses d'ODE, p. 5. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>70</sup> Pré-thèses d'un des deux courants issus de NLPT, « *O PT na luta contra o neoliberalismo* », p. 3. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la FPA. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>71</sup> Idem. On voit par exemple évoquée « *la disposition à la mobilisation du peuple* » et on lit « *la vague gréviste que le pays connaît en réaction à l'abaissement du niveau de vie, à l'attaque contre les droits et les conquêtes...* ».

<sup>72</sup> Idem, p. 6.

<sup>73</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 617). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>74</sup> Thèses « *Novas realidades, velhos desafios: O projeto revolucionário do PT face à ofensiva neoliberal* » présentées par Vladimir Palmeira, p. 21.

démocratique ». Pour lui, tout concourt à la création d'un « *contexte extrêmement défavorable à un projet révolutionnaire* », et « *des temps durs nous attendent* »<sup>75</sup>. Mais en fait, la sous-estimation du recul social et politique, et ces erreurs majoritaires surviennent dans un cadre particulier, bien plus facile à déceler aujourd'hui qu'en 1995 : la grande grève des *petroleiros* et son échec revendicatif marquent la fin d'un cycle de luttes plutôt que le redémarrage de celles-ci. En fait, le PT est déjà dans une phase de glaciation des luttes sociales – à l'exception notable du mouvement des sans-terre – mais il ne le sait pas encore.

- **Bilan et votes**

Plus que la lutte des idées, la 10<sup>e</sup> RN voit le renforcement de la personnalisation de la vie du PT. Fondamentalement, l'affrontement de deux camps passe par celui de deux personnes : d'un côté, ce qui va devenir le camp majoritaire (CM) et qui propose José Dirceu à la présidence du PT ; de l'autre, la gauche pétiste, qui est représentée par Hamilton Pereira. AUNL n'étant plus majoritaire seule, le CM regroupe AUNL, DR et les transfuges de l'AE (ayant voté NRVD avec le groupe de Vladimir Pereira, notamment Rui Falcão, Cândido Vaccarezza et Silvio Pereira, retournés au « bercail », et parmi lesquels se trouve aussi José Augusto, le maire de Diadema dont nous parlions plus haut<sup>76</sup>. A gauche, pourquoi Hamilton Pereira ? La *chapa 2* le soutient, notamment pour son « *fort lien avec le mouvement réel des travailleurs* », sa « *défense de la réforme agraire* » et le fait qu'il a « *cherché sa place dans la lutte sociale et politique pour la démocratisation de la terre* »<sup>77</sup>. Cela met en avant la lutte des sans-terre, alors en plein essor. Pour la présidence, c'est assez serré :

Tableau 15 : Vote de la 10<sup>e</sup> RN (1995) pour la présidence du PT

Nom	Représente	Nb voix	% voix
José Dirceu	Camp majoritaire	215	54,02% - Elu
Hamilton Pereira	Gauche pétiste	183	45,98%

Source : PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 614)

L'écart est encore plus mince pour le vote sur les plateformes et la composition du DN. Le vote débouche, au premier tour (ci-dessous), sur une indétermination : S et D obtient le plus de voix (189), mais elle est minoritaire face à la somme des trois autres (220).

Tableau 16 : Vote de la 10<sup>e</sup> RN (1995) sur les plateformes en concurrence

Plateforme	Représente	Nb voix	% voix
<i>Chapa 1</i>	DR (droite du PT)	31	7,58%
<i>Chapa 2</i>	S et D (gauche unie)	189	46,21
<i>Chapa 3</i>	NRVD (groupe Rio + ex-AE)	24	5,87%
<i>Chapa 4</i>	AUNL	165	40,34

Source : PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 614)

Pour le second tour, l'objectif d'AUNL étant d'éjecter la gauche pétiste de la direction, elle s'allie, comme prévu, avec DR qui retire son texte, bien qu'il soit très différent – nous l'avons souligné – de celui d'AUNL. Au second tour, les résultats sont les suivants :

<sup>75</sup> Idem, p. 23.

<sup>76</sup> Sur le site d'AE : <http://www.pagina13.org.br/quem-somos/>, à la rubrique « qui sommes-nous ? » du site. Le site remarque que José Augusto, plus tard, sera exclu du PT et passera au PSDB.

<sup>77</sup> Texto « *Hamilton Pereira, presidente* », Chapa 2. Textes de la 10<sup>e</sup> RN, mis à disposition par la *Fundação Perseu Abramo*.

Tableau 17 : Vote de la 10<sup>e</sup> RN (1995) pour la composition du DN

Listes au 2e tour	Nb voix	% voix
AUNL+ DR	191	48,48%
S et D (gauche unie)	189	47,97%
NRVD (groupe Rio + ex-AE)	14	3,55%

Source : PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 614)

Deux voix séparent, au second tour, le bloc AUNL-DR (191) de S et D (189), tandis que la plateforme 3 n'en compte plus que 14. Ce que craignait une partie de la gauche partisane arrive : une nouvelle majorité de direction, mais sans politique commune<sup>78</sup>.

### b) Un parti sans exécutif ?

La 10<sup>e</sup> RN reste dans les annales comme étant à la fois extrêmement polarisée et très dépolitisée. Une position d'opposition au gouvernement FHC y est majoritaire, mais la direction du PT inclut un courant qui est pour le moins ambigu sur ce point. Les problèmes stratégiques ne sont pas réglés, les graves problèmes de construction (avec la bureaucratisation galopante du parti) non plus. Le large consensus stratégique construit autour de la 5<sup>e</sup> RN avait volé en éclat, et rien ne le remplace. Néanmoins ce moment est important dans l'histoire du PT. Selon nous, il y a un avant et un après Guarapari. Avec le recul, on s'aperçoit qu'avec la constitution du CM, on assiste au début de la reprise en main du PT par son courant dominant, et de la mise sur la touche des courants de la gauche pétiste qui ambitionnent de faire du parti un outil pour en finir avec le capitalisme et instaurer le socialisme. Au sortir de la 10<sup>e</sup> RN, AUNL ne le sait pas encore, même son objectif central est atteint : écarter la gauche de la direction du PT. Mais avec des résultats aussi serrés, comment diriger le parti ? Que faire des 46% de S et D (gauche unie) et des courants de gauche qui l'ont constituée ?

Cette 10<sup>e</sup> RN se termine le 20 août au soir, mais la guerre des fractions va se prolonger pendant environ un an et demi aux sommets du parti, au point de bloquer la composition de la CEN. Le scénario qui se met en place à propos de l'exécutif révèle une crise très profonde que la 10<sup>e</sup> RN n'a pas réglée. Au contraire, il semble qu'elle l'ait approfondie. L'aggravation de la crise de direction apparaît très vite. La première réunion du nouveau DN se tient les 16 et 17 septembre 1995 et une de ses tâches est d'élire en son sein la CEN. On pourrait s'imaginer, vu la règle établie d'inclusion des minorités dans les exécutifs, vu le poids de la gauche et vu le caractère hétérogène et composite de la majorité réunie derrière José Dirceu, que ce qui prévaut est la volonté d'élire une CEN représentant réellement tous les courants du PT et qui partage les responsabilités, de manière équitable et non fractionnelle. Mais ce n'est pas ce qui se passe, et cette réunion du DN marque le début d'une période où le PT ne parvient pas à former un exécutif conforme à ses statuts et le représentant tout entier. Pourtant, entre la 10<sup>e</sup> RN et ladite réunion du DN, des tractations ont lieu entre les différents secteurs du PT pour tenter de composer un exécutif leur permettant de prendre des responsabilités et de coopérer. AUNL ne représente que 40% du PT mais dispose de sa

<sup>78</sup> Un texte d'*Em Tempo* N°281, de mai 1995, p. 9 intitulé « *E possível maioria sem política ?* » écrivait, dans la phase préparatoire à la 10<sup>e</sup> RN, que pour AUNL, c'était comme si « *la crise du PT avait commencé avec la victoire de l'Opposition de gauche à la 8<sup>e</sup> RN* ». L'article explique qu'AUNL critique les tendances (sauf elle-même) et vise à « *former une nouvelle majorité en ayant comme axe politique la nécessité de donner une gouvernabilité au parti* ». « *La principale proposition est l'élection des directions nationale et régionales par vote direct des adhérents* ». Mais tout cela doit intervenir sans faire des choix politiques, d'orientation, clairs. L'article concluait ainsi que pour AUNL, la « *préoccupation quasi exclusive est de retrouver son ancienne condition de majorité* ».



présidence, et prend la direction des opérations, déterminant les critères de représentativité à la CEN : elle veut des profils « larges », « dotés d'une représentativité sociale »<sup>79</sup>, en particulier pour le secrétaire général du parti. Voulant s'adapter à cela, S et D en rabat sur ses demandes initiales, en particulier celle de voir Joaquim Soriano au poste de secrétaire général ; et propose à sa place Arnaldo Chinaglia. Cela ne suffit pas : on est dans l'impasse.

S et D refuse de siéger dans une CEN composée selon la volonté d'AUNL et DR. A cette réunion du DN, ces derniers, face à l'impasse, refusent la proposition de S et R de passer plus de temps à débattre des critères pour parvenir à un accord et d'organiser une nouvelle réunion rapprochée du DN. Au contraire, AUNL impose un vote sur sa proposition, qui ne convient pas à S et D et qui recueille 41 voix sur 85 membres du DR. A noter 3 abstentions, dont celles de Lula et d'O. Dutra. Résultat : S et D refuse, et 8 des 18 postes à remplir dans la composition de la CEN restent non affectés. Les représentants de S et D écrivent une lettre ouverte au parti, dans laquelle ils expliquent qu'ils refusent de passer sous le « rouleau compresseur » d'AUNL. Ils expliquent qu'ils pensaient parvenir à un accord, mais qu'ils ont été déçus par un changement brutal d'attitude d'AUNL à la dernière réunion de négociation. Ils se plaignent d'une attitude autoritaire d'AUNL<sup>80</sup> et ajoutent que pour éviter « les dégâts de l'affrontement » provoqué par AUNL, ils ont fait une contre-proposition, « qui apportait déjà des modifications, sans sacrifier l'essentiel ». Ils se disent « indignés par la méthode pleine de duplicité qui a rompu la confiance établie pendant le processus de négociation ». La CEN est donc incomplète, les 8 sièges destinés à S et D n'étant pas pourvus, alors que la gauche voulait une nouvelle réunion pour en rediscuter et procéder à l'élection. Cela conduit à la rupture. S et D déclare que « la majorité, objectivement, tente de subvertir le résultat de la 10<sup>e</sup> RN » et « rompt avec les principes », plus précisément « la règle de proportionnalité inscrite dans notre règlement intérieur ».

La crise va durer. L'un des points de blocage est directement lié aux accords qu'a passés AUNL avec ses partenaires putatifs pour assurer l'émergence du CM, notamment en gagnant le soutien et les voix, peu nombreuses mais décisives, des délégués de la plateforme 3. Il s'agit en particulier du poste de secrétaire général, qui a été promis par AUNL à Cândido Vaccarezza. Celui-ci est pourtant moins connu qu'Arlindo Chinaglia, ex-président du PT et de la CUT de l'Etat de SP<sup>81</sup>. Nous avons ici affaire à des combinaisons entre fractions d'appareil, courantes dans les partis politiques traditionnels, mais qui ne faisaient jusqu'alors pas trop partie des traditions pétistes, pas en tout cas au point de prendre le risque de paralyser les sommets du parti. Face au blocage, divers directoires du PT et 24 députés fédéraux se manifestent pour faire sortir le parti de la crise, et cela conduit

---

<sup>79</sup> Termes cités dans la lettre ouverte au parti de S et D, intitulée « Sinal vermelho » (Feu rouge) et publiée en p. 5-6 d'*Em Tempo* N° 284 d'octobre 1995. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte

<sup>80</sup> On lit à propos de cette dernière réunion de négociation : « 1. Le négociateur mis en avant par 'Unidade na Luta' depuis le début du processus, et qui possédait la mémoire de toutes ces négociations, ne s'est pas présenté. 2. Les nouveaux représentants, déclarant ne pas être au courant d'accords obtenus antérieurement, non seulement ne reculaient pas sur le secrétariat général, mais sous-représentaient la liste Socialisme et Démocratie dans les fonctions de la Commission exécutive. 3. Ils ont annoncé que c'était une position définitive et que s'il n'y avait pas accord, elle serait mise au vote, que nous le voulions ou non ». On apprend aussi qu'une proposition d'O. Dutra de travailler sur les critères pour participer à tel ou tel poste de la CEN a été battue au vote. Et S et D déclare avoir « fait tous les efforts pour offrir des solutions alternatives pour chacun des postes de la commission exécutive, butant sur l'intransigeance et la logique d'exclusion ».

<sup>81</sup> Cf *Em Tempo*, N°285, décembre 1995, article de João Machado p. 3 intitulé "Impasse na direção do PT". J. Machado écrit : « il nous a été expliqué que le camarade José Dirceu avait assumé cet engagement pour obtenir le soutien du camarade Rui Falcão pour sa candidature à la présidence ! Et de plus, Articulação Unidade na Luta réservait à l'un de ses membres une autre fonction très importante, celle de 1<sup>er</sup> vice-président ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

à reparler de la CEN à la réunion suivante du DN, les 28 et 29 octobre. Zé Dirceu y fait la proposition de diviser en deux les deux années de mandat du secrétaire général, C. Vaccarezza siégeant la première année, tandis que S et D devrait fournir un nom pour la seconde année. Prise de cours, S et D ne peut se mettre d'accord pendant la réunion du DN. Cela a conduit le CM à élire, dans cette même réunion, une CEN formée uniquement de ses propres représentants. Cela, explique J. Machado, « *est d'une légalité discutable ; cela ne respecte pas la règle de proportionnalité des exécutifs* ». Néanmoins, José Dirceu « *a déclaré 'être à la disposition des plateformes pour continuer le processus de négociation'* ». Le 15 novembre, S et D se met d'accord pour accepter la proposition de J. Dirceu – afin, explique la gauche pétiste, de limiter les dégâts – et elle en informe le parti par une nouvelle lettre ouverte. Mais lorsque les représentants de S et D veulent en faire part à Zé Dirceu, celui-ci leur répond que « *la proposition d'accord n'existe plus, et que le sujet sera directement traité lors de la prochaine réunion du DN, les 16 et 17 décembre* ».

Le débat au DN sur ce point n'a pas lieu avant le 11 février 1996, date jusqu'à laquelle la CEN continue à fonctionner sans les représentants de S et D. A ce moment, S et D réaffirme, par la voix d'Iriny Lopes, son acceptation de la proposition d'octobre de Zé Dirceu (rotation d'un an sur le mandat de secrétaire général). Mais AUNL lui répond, par la voix de Gilberto Carvalho, que cette proposition n'est plus valable, et présente une autre proposition où C. Vaccarezza resterait secrétaire général pour deux ans, où le secrétariat aux finances irait à AUNL mais où par contre S et D hériterait de la coordination du travail électoral : une proposition clairement inférieure pour S et D que ce S et D avait fini par accepté. Malgré l'insistance de la gauche pétiste, le bureau de la réunion décide d'un bref débat sans vote, et maintient la CEN élue en dehors des statuts en octobre 1995. En conséquence de quoi, les représentants de S et D se résolvent à ne toujours pas participer à la CEN.

La situation ne va pas évoluer pendant près d'un an. En novembre 1996, S et D accepte d'envoyer ses 8 représentants à la CEN, mais sans accepter la répartition des postes voulue par AUNL. C'est surtout à la réunion du DN des 22 et 23 février 1997 que les choses changent. Pendant tout ce temps, J. Dirceu (AUNL) a été président, L. Dulci (AUNL) 1er vice-président et C. Vaccarezza (ex-AE, et issu de la plateforme qui avait, rappelons-le, reçu le moins de voix) secrétaire général. En février 1997, un accord est trouvé : les représentants de S et D vont occuper les postes de 2<sup>e</sup> vice-président (A. Chinaglia), de secrétariat général (J. Soriano), le secrétariat à la formation politique (J. Almeida) et le secrétariat aux mouvements populaires (S. Hypólito). Pourquoi ce changement d'attitude d'AUNL et particulièrement de J. Dirceu, acceptant un secrétaire général de S et D? Pour J. Machado, « *la raison probablement la plus importante, c'est les résultats des élections municipales de novembre 1996, assez favorables à la gauche du parti. Les deux seuls maires de capitales élus sont du bloc Socialisme et Démocratie* »<sup>82</sup> : R. Pont (DS) à Porto Alegre et E. Rodrigues (FS) à Belém<sup>83</sup>. Il s'agit là d'un désaveu des allégations courantes « *de la presse bourgeoise et des dirigeants de la droite du PT pour disqualifier la gauche du parti* », selon J. Machado. On comprend qu'avec ces résultats, pour AUNL et DR, la non-représentation de la gauche pétiste dans l'exécutif devenait encore plus difficile à imposer. Surtout qu'en même temps, les municipales ont été parfois désastreuses pour le bloc majoritaire, notamment « *Telma de Souza et José Augusto, battus respectivement à Santos*

---

<sup>82</sup> *Em Tempo* N° 292 de mars 1997, article de João Machado, p. 3, "Mudanças na executiva do PT". Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>83</sup> Comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

*et Diadema, deux des municipales où la bataille était la plus favorable pour le PT* ». Mais pour J. Machado, plus largement, « *les résultats des élections municipales ont signifié une défaite de la ligne politique adoptée par le bloc majoritaire, qui peut se résumer dans l'idée 'd'élargir les alliances en incluant les adversaires'* ». Mais les résultats électoraux n'expliquent pas à eux seuls le revirement d'AUNL sur la question de la CEN. J. Machado y voit d'autres raisons. C. Vaccarezza, secrétaire général, a accepté une mission auprès de la présidence du conseil municipal de la ville de São Paulo, du PPB, le parti... de Paulo Maluf. Cela fait, bien sûr, un effet détestable pour un des principaux responsables du principal parti de gauche. De nombreux pétistes sont choqués. Comme le dirigeant pétiste était, de plus, accusé d'occuper un emploi fantôme aux frais de la capitale pauliste, et cela contre toutes les positions et pratiques antérieures du PT, la situation de C. Vaccarezza au secrétariat général du parti devenait intenable, d'autant plus que la presse a joué un grand rôle dans cette triste affaire. A cela s'ajoute le fait, selon J. Machado, que beaucoup des membres de la majorité pétiste, « *jugeaient qu'il était plus correct que le secrétariat général revienne à un membre de la plateforme Socialisme et Démocratie, et trouvaient que la participation aux tâches de direction d'une liste qui représente presque la moitié du parti est fondamentale pour affronter les problèmes du PT* ». Cela semble assez évident, et l'on peut seulement se demander pourquoi tous ces dirigeants ne l'ont pas dit clairement plus tôt.

Ce changement à la direction ne représente pas la fin des difficultés du parti, mais il semble alors à certains qu'il souffle une brise nouvelle. Le PT décide de mettre sur pied des mobilisations sociales dans les mois suivants, et de s'en donner les moyens : contre la privatisation de la Vale do Rio Doce (surtout en mars), pour la réforme agraire (surtout en avril) et contre la précarisation du travail (surtout en mai). Il décide aussi de proposer à ses partenaires politiques et sociaux la constitution d'un forum des entités démocratiques et populaires, afin de mieux structurer l'opposition populaire à la politique de FHC. Muni d'un exécutif à présent unitaire, le PT semble donc vouloir agir plus à la base, contre les décisions néolibérales. Feu de paille ou réalité durable ?

## **Section 2 : 1997-2001 – Débats d'orientation et organisation du PT**

### **1°) La 11<sup>e</sup> RN (28-30 août 1997), une gauche renforcée?**

#### **a) Le contexte social et politique**

La préparation de la 11<sup>e</sup> RN se déroule dans un contexte d'évènements, sur le plan social, auxquels participe le PT. L'évènement le plus fort est la manifestation du 17 avril 1997, dont nous avons déjà parlé. Mais c'est sans doute le MST qui y tient la première place. Comme l'écrivent les thèses d'OT, « *La marche des sans-terre a imposé une défaite au gouvernement. Obligé à recevoir le MST, il n'a pas réussi à lui imposer le piège de la négociation* »<sup>84</sup>. Quant aux mobilisations visant à empêcher la privatisation de la Vale do Rio Doce, auxquelles le PT a pris part, celles-ci ont empêché la vente aux enchères à la date prévue, mais vite, le gouvernement a organisé une vente aux enchères '*sub judice*', c'est-à-dire devant les tribunaux. En juillet, c'est Maceió (AL) qui s'enflamme. La situation de

<sup>84</sup> PT 11° Encontro Nacional – Caderno de Teses. T.9, p.74.

l'Alagoas est devenue intenable et chaotique. Des fonctionnaires de ce petit Etat restent six mois sans traitement. Un comité de grève unifié se met en place, regroupant la police civile et militaire (dépendant de l'Etat), les enseignants et les travailleurs de la santé. Le 17 juillet, des milliers de fonctionnaires<sup>85</sup> descendent dans les rues de Maceió, se dirigeant vers l'Assemblée législative, protégée par l'Armée. Des combats de rue ont lieu mais finalement, le gouverneur Divaldo Suruagy (du PMDB, mais ex-transfuge de l'ARENA) tombe : il démissionne.

Il y a donc quelques batailles sociales, dans lesquelles le MST tient une place de choix, mais celles-ci sont, rappelons-le, bien moins nombreuses que dans les années 1980. Surtout, les luttes, comme celle de l'Alagoas, sont clairement défensives, même si, comme dans les cas cités ci-dessus, elles parviennent à infliger des défaites partielles et temporaires aux pouvoirs politiques et au néolibéralisme ambiant. C'est ce contexte social qui prévaut lorsque se prépare la 11<sup>e</sup> RN, et lors de sa tenue à Rio de Janeiro du 28 au 30 août 1997. L. Secco y voit un « *moment propice à la lutte interne, vu que le PT était isolé politiquement dans l'opposition et qu'il n'y avait pas d'élections* »<sup>86</sup> cette année-là.

Pour comprendre les débats de la 11<sup>e</sup> RN, demandons-nous d'abord quel est le bilan de la direction mise en place à Guarapari. Celle-ci voulait réduire l'influence de la gauche pétiste, élargir les alliances vers la droite et donner une place majeure, notamment aux élections de 1996, à l'exemplarité dans les institutions dirigées par le parti et à la « façon pétiste de gouverner ». C'est d'abord sur ces points qu'il faut réfléchir pour tirer un bilan. Autrement dit, si la gouvernabilité du parti voulue par AUNL a été mise en place par l'alliance entre elle-même, DR et NRVD, contre S et D (la gauche pétiste unie), quelles ont été les traductions, en termes d'orientation, de la nouvelle majorité ? Et pour quels résultats ?

Nous avons déjà vu qu'en termes électoraux, les résultats pour la direction du PT et AUNL ont été mauvais aux municipales de 1996. L'orientation globale adoptée par la nouvelle majorité (mettre la gauche sur la touche, une politique d'alliances plus large, un programme beaucoup plus flou, pas de choc frontal contre le néolibéralisme) n'a pas mobilisé l'électorat pétiste, alors que les orientations plus à gauche mises en œuvre, par exemple, dans le Rio Grande do Sul, ont permis au PT de gagner. Pour J. Soriano, « *la direction élue à la 10<sup>e</sup> Rencontre a été battue sur ses principaux objectifs. Dans le São Paulo où le camp majoritaire dirige le parti depuis plus longtemps et de façon plus complète, on a obtenu le résultat électoral le plus désastreux : le PT a perdu toutes les mairies qu'il tenait* »<sup>87</sup>.

Un autre problème majeur, lié à la sacrosainte « façon pétiste de gouverner », assaille le parti à la même période : l'un des deux gouverneurs pétistes élus en 1994 est Vitor Buaiç, pour l'Etat d'Espirito Santo. Il hérite d'un Etat dans une situation financière très délicate et, pressé par le pouvoir central, s'oriente très vite vers des mesures typiquement néolibérales et des choix politiques contraires à toute la tradition du parti : il privatise des entreprises de l'Etat, il se rapproche de FHC et fait alliance avec la droite, permettant même l'élection de José Carlos Graatz, du PFL, à la présidence de l'Assemblée législative de l'Etat. Il se met à dos la grande majorité du PT régional et sa représentation parlementaire, qui se sentent trahies par un gouverneur qui s'éloigne totalement du programme pétiste. La majorité

---

<sup>85</sup> 15 000 selon les thèses d'OT (idem).

<sup>86</sup> L. SECCO (op.cit. p. 188).

<sup>87</sup> *Em Tempo* N°294 de juillet 1997, article de J. Soriano intitulé « *Rumo ao 11<sup>o</sup> Encontro* », p. 12. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet article.

nationale du PT a forcément du mal à répondre à la question de savoir quelle est la « façon pétiste de gouverner » qui est mise en œuvre dans l'Etat *capixaba*.

Pour ce qui est des querelles internes au PT, qu'AUNL prétendait pacifier par la mise à l'écart de la gauche pétiste, le bilan est également mauvais pour la direction. Un déficit de légitimité s'est creusé entre la direction et une partie des militants à l'échelle nationale, du fait de l'affaire des 46% des délégués de Guarapari non représentés à la CEN. S'y ajoutent de nouveaux éléments, relevés par J. Soriano : « *Jamais les querelles internes n'auront été aussi accentuées. En plus de la campagne du 'oui'<sup>88</sup>, il vaut la peine de relever le conflit ouvert par la majorité contre la campagne du PT à Rio de Janeiro et en faveur de Miro Teixeira [le candidat du PDT] et la pression pour une coalition avec le PSB à Recife, en comptant sur l'abandon du candidat victorieux dans les primaires internes. Résultat : Chico Alencar à Rio et João Paulo à Recife ont fait quatre fois plus de voix que Miro Teixeira du PDT et Roberto Freire du PPS (soutenu par le gouverneur Arraes) ».*

Enfin, J. Soriano dénonce deux autres types de dysfonctionnements à l'approche de la 11<sup>e</sup> RN. Le premier type procède d'un comportement fractionnel de représentants locaux du CM dans les villes et régions : « *le 'PT Amplo'<sup>89</sup> du RS convoque une conférence de presse et gagne une page dans Zéro Hora [grand journal local]. Rappelons que ce regroupement est minoritaire dans le PT de cet Etat. Autre exemple donné par J. Soriano : « Le 'PT de cara nova'<sup>90</sup> appelle à la TV, avec différents spots par jour, y compris pendant le Journal National de la Globo, à voter pour sa liste dans les rencontres par zone ».* J. Soriano s'interroge : « *Et la réglementation du droit de tendance ? Et l'abus de pouvoir économique dans les débats internes ?* ». On remarque à la lecture de ces exemples que les méthodes fractionnelles ont toujours cours. Après le São Paulo, elles s'étendent à d'autres régions du pays. J. Soriano s'élève contre certaines pratiques : « *Les adhésions en masse, dépolitisées, à la veille des rencontres de base, les urnes ouvertes toute la journée pour voter, aucun débat interne, certains qui payent [les cotisations] pour beaucoup d'autres. Telles étaient les méthodes consacrées à Diadema dans les dernières années. Le Règlement que la majorité a approuvé pour les Rencontres de 1997 stimule la généralisation de ce modèle. C'est un désastre !* ». Tel est le point de vue d'un dirigeant national de la gauche pétiste, mais divers éléments dont les débats internes semblent confirmer que les incidents de ce type, loin de cesser, tendent plutôt à se multiplier. La construction du parti est à l'ordre du jour en 1997, justement. Sur ce plan, la nouvelle majorité a des idées, dont certaines remontent à loin.

## **b) Les débats de la 11<sup>e</sup> RN**

Les deux questions débattues à l'occasion de la 11<sup>e</sup> RN concernent à nouveau la conjoncture et la tactique, d'une part ; et la construction du parti, d'autre part. 10 thèses sont en présence, dont certaines ne seront pas soumises au vote des délégués. Par rapport à 1995, l'offre politique est plus large et plus fragmentée<sup>91</sup>. La gauche du PT se divise entre les

---

<sup>88</sup> Mot d'ordre pour la campagne de L. Erundina à São Paulo : « *PT, le parti qui dit oui !* ». Elle a aussi invité FHC en personne dans une émission de télé pour sa campagne.

<sup>89</sup> 'PT amplo' : PT Large. Nom local du CM dans l'Etat *gaúcho*.

<sup>90</sup> 'PT de cara nova' : PT au nouveau visage. Nom du CM dans le Pernambouc.

<sup>91</sup> Les thèses sont numérotées de 1 à 10 avec les noms suivants (si l'on tente de traduire en français leurs intitulés). Les **thèses 1** s'intitulent *Posição do PT na campanha eleitoral de 1998* (Position du PT dans la campagne électorale de 1998), présentée par Plínio de Arruda Sampaio, et signées notamment par M. Temer, L.E. Greenhalgh, C.N. Coutinho, M. Rossetto et W. Pinheiro. C'est un regroupement de militants et dirigeants de la gauche du parti. Les **thèses 2** sont intitulées « *É possível resistir, basta querer* » (Il est possible de résister, il suffit de le vouloir), et sont signées notamment par A. Chinaglia

thèses n° 1, 2, 3, 9 et 10, et l'on voit même des figures connues d'une même tendance être signataires de thèses différentes. Ce qui représente « l'extrême-centre » du parti (c'est à dire essentiellement la partie d'AE qui a rejoint la majorité en 1995 (C. Vaccarezza, R. Falcão, etc.), se retrouve sur les thèses 8. Pour l'analyse de la conjoncture et la tactique, la droite du PT (DR), se retrouve seule sur les thèses n°4 ; et AUNL défend les thèses n°5. Mais pour la construction du parti, DR et AUNL réunies ont proposé les thèses 7, visant à changer les statuts du PT, ce qui n'a finalement pas été soumis au vote, comme nous allons le voir. Comme en 1995, ce sont les thèses d'AUNL (thèses 5) qui servent de thèses-guides.

- **Conjoncture et tactique**

Sur la conjoncture et les tactiques à élaborer, les positions tantôt s'affrontent, tantôt convergent, tantôt se complètent encore sur plusieurs points : la perception de ce qu'est le gouvernement ; la compréhension de la tendance générale du mouvement social ; quelle nouvelle stratégie générale pour le PT ; l'ampleur des alliances à construire.

Au sein de la gauche du PT, mettons de côté les thèses 9, non soumises au vote, et sans doute ultra-minoritaires, qui défendent un programme et une stratégie ouvertement révolutionnaires<sup>92</sup>, dans un PT qui en est maintenant très loin. Les autres textes révèlent entre eux des convergences mais aussi des divergences. Et entre les composantes du CM, le ton n'est pas non plus toujours le même sur les différents points.

- ✓ **La conjoncture internationale**

Un point dans les débats retient en particulier l'attention : l'appréciation des récentes victoires de L. Jospin en France et de T. Blair au Royaume-Uni. Cette question est intéressante, car elle met en lumière les façons diverses, au sein du PT, d'apprécier la social-démocratie européenne, et les programmes qu'elle a décidé de mettre en œuvre, et permet d'observer comment le CM se positionne par rapport au social-libéralisme. On lit

---

(député fédéral PT-SP), qui les présente, et J. Wagner (député fédéral PT-BA). Elles émanent aussi de secteurs se situant à gauche du parti. Les **thèses 3** s'appellent « *Mudar o PT para mudar o Brasil* » (Changer le PT pour changer le Brésil) et regroupent les signatures de la plus grande partie de la gauche pétiste, notamment B. Maranhão, I. Valente, J. Almeida, J. Machado, R. Pont, J. Soriano, S. Hypólito, I. Lopes. Les **thèses 4** sont celles de DR, et sont défendues par J. Genoíno. Elles s'intitulent « *Aprofundar a democracia : tarefa histórica do PT* » (Approfondir la démocratie, tâche historique du PT). Les **thèses 5** sont celles d'AUNL et, intitulées identiquement « *Articulação Unidade na Luta* », elles sont présentées par J. Dirceu. Les **thèses 6** émanent d'un groupe local du Minas Gerais et sont intitulées poétiquement, en pastichant des paroles d'une chanson de Chico Buarque, « *Ah, essa Terra ainda vai cumprir seu ideal. Vai tornar-se um imenso Paraguai* » (Ah, cette Terre va encore atteindre son idéal. Elle va devenir un immense Paraguay). Présentées par A. Ferreira, elles ne seront pas soumises au vote. Les **thèses 7** émanent d'AUNL et de DR ensemble, concernant un projet de changement des statuts du PT, et s'appellent « *Um novo Estatuto e a construção partidária* » (De nouveaux statuts et la construction du parti). Défendues par Adeli Sell, elles ne seront finalement pas soumises au vote. Les **thèses 8** relèvent du centre du parti et s'intitulent « *Construindo uma nova democracia* » (Construction d'une nouvelle démocratie) et sont défendues par C. Vaccarezza, et signées aussi, notamment par R. Falcão. Les **thèses 9**, non soumises au vote, sont proposées par un petit groupe de militants ou de dirigeants pétistes locaux à Rio, sur une orientation ouvertement révolutionnaire et s'intitulent « *Por um PT classista e socialista* » (Pour un PT classiste et socialiste). Elles sont défendues par A. Marques. Les **thèses 10**, enfin, sont celles du courant *O Trabalho*, et signées notamment par M. Sokol, J. Turra, M. Boito et A. Garcez Homem qui les présente. Elles s'appellent « *Com os trabalhadores, pelos direitos e reivindicações* » (Avec les travailleurs, pour les droits et les revendications). Cf PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 650).

<sup>92</sup> Les thèses 9 parlent du « *remplacement révolutionnaire de l'Etat bourgeois par l'Etat du prolétariat* » et de « *l'insurrection prolétarienne [...] viable seulement à l'intérieur d'un cadre conjoncturel de crise aiguë dans laquelle 'ceux d'en haut ne peuvent plus vivre comme avant et ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant* ». C'est une référence directe à Lénine. Elles considèrent le parlement bourgeois comme « *un instrument secondaire et auxiliaire au travail d'organisation et de conscientisation indépendants* » (pt 25, p. 72). Le texte propose tactiquement une plateforme de luttes autour de la défense des intérêts immédiats des travailleurs. In *PT 11° Encontro Nacional – Caderno de Teses*. T.9, p.71.

dans les thèses 8 que les victoires du PS en France et du Labour au Royaume-Uni « *montrent que le néolibéralisme n'est pas invincible* »<sup>93</sup>. Dans les thèses, majoritaires, d'AUNL, on lit : « *La victoire des travaillistes au Royaume-Uni, indépendamment de la discussion sur le type de programme mis en œuvre, a un sens symbolique fort et positif pour les secteurs populaires. Plus importante a été la victoire des socialistes français, en alliance avec les Verts, les communistes et des personnalités indépendantes. Cela a été la plus dure défaite de la droite conservatrice néolibérale* »<sup>94</sup>. On peut immédiatement s'interroger : quel sens cela a-t-il de laisser de côté le programme mis en œuvre par Tony Blair ? Peut-on apprécier un résultat électoral sans tenir compte de ce que les gagnants veulent faire, simplement en fonction de leur étiquette politique ? Diverses interventions de la gauche pétiste s'en prennent à cette vision. J. Machado critique une déclaration de Lula qui disait : « *Les gouvernements Prodi, en Italie, Blair, au Royaume-Uni, et Jospin, en France, ont gagné les élections parce qu'ils 'ont montré à l'électorat qu'ils disposent des moyens de faire des gouvernements bien plus efficaces que les gouvernements conservateurs'* »<sup>95</sup>. J. Machado commente ainsi ce positionnement : « *Une évaluation très optimiste, mais il vaudrait la peine de se demander : plus efficace pour quoi ? Lula a dit que 'nous ne savons pas à coup sûr si Blair et les autres dirigeants vont tenir leurs promesses de campagne'. C'est d'une prudence raisonnable. Mais cela révèle une équivoque : 'Blair et les autres dirigeants' promettent de poursuivre l'essentiel des politiques conservatrices (principalement celles qui découlent du traité de Maastricht). Le problème n'est pas de savoir s'ils vont tenir leurs promesses, c'est que celles-ci sont mauvaises en elles-mêmes* ».

#### ✓ En face, quel gouvernement ?

La question de l'analyse du gouvernement FHC revient à la 11<sup>e</sup> RN.

DR est assez seule, dans le PT et au sein du CM, à ne critiquer le gouvernement que de façon très limitée. Sur le real, DR se range presque du côté de ce dernier : « *la stabilisation de la monnaie doit être regardée comme l'une des exigences les plus importantes pour la modernisation du pays et la promotion de la citoyenneté* »<sup>96</sup>. Mais peut-on considérer la stabilité monétaire sans la mettre en rapport avec les autres dimensions et indicateurs d'une situation économique et sociale ? La plupart des pétistes disent, à présent, non. Mais DR ne reproche au gouvernement FHC qu'une « *attitude passive face au processus de globalisation* »<sup>97</sup> et formule des critiques très partielles, sur les moyens utilisés : « *rigidité du taux de change, sorte de dogme* » dangereux pour l'équilibre des paiements et menaçant les réserves de dollars ; « *gravissime explosion de la dette intérieure, due principalement aux hauts taux d'intérêts dictés par la nécessité d'attirer les capitaux étrangers* ». Pour synthétiser, DR ne voit pas le gouvernement comme le fer de lance du néolibéralisme au Brésil, mais comme un gouvernement qui ne lutte pas efficacement contre lui. Mais dans le même CM, AUNL dit tout à fait autre chose sur le gouvernement, qu'elle définit clairement comme l'agent du néolibéralisme dans le pays : « *FHC a été la solution des élites entrepreneuriales et politiques pour reprendre le projet néolibéral, empêcher*

<sup>93</sup> PT 11° Encontro Nacional – Caderno de Teses. T.8, p. 61.

<sup>94</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. Resoluções... (op. cit. p. 661).

<sup>95</sup> Em Tempo N°295, août 1997, article de J. Machado intitulé "As reformas deles e as nossas", p. 12. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>96</sup> PT 11° Encontro Nacional – Caderno de Teses(4), p. 30. DR ajoute : « *miser sur l'échec du real, même de façon déguisée – au lieu de proposer des mesures correctives – ne nous aiderait pas à gagner en crédibilité dans la société* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>97</sup> Idem, p. 31.

*l'élection de Lula et l'adoption d'un programme démocratique et populaire d'affrontement de la crise nationale [...] Le gouvernement FHC en arrive à une escalade d'actions répressives et de propagande systématique, cherchant à disqualifier et à délégitimer l'opposition et les mouvements sociaux »<sup>98</sup>. Toujours dans le CM, les thèses 8 sont aussi très critiques face à FHC et son gouvernement, menant selon elles « une véritable attaque des droits civiques, politiques, sociaux, du travail [...] au nom des vertus sacrées du marché, en glorifiant le marché et en adorant le profit »<sup>99</sup>. Sur la question clé de l'analyse du gouvernement, qui induit l'orientation politique à adopter face à lui, le CM est donc divisé. Toutefois, on sent dans l'attitude d'AUNL, le passage d'une opposition de fond à une opposition sur la forme, sur la façon dont le gouvernement conduit sa politique. Un article de Lula critique ainsi « le manque de dynamisme du gouvernement »<sup>100</sup> et la façon dont il fait passer ses réformes. J. Machado, réagit : « Nous sommes contre les 'réformes' que ce gouvernement fait passer [...] Naturellement nous sommes en faveur de réformes, mais d'autres, radicalement distinctes ».*

Dans la gauche pétiste, la caractérisation du gouvernement FHC et l'opposition à sa politique sont beaucoup plus claires et font consensus. Pour les thèses 2, « le PT doit insister sur la dénonciation du caractère autoritaire du gouvernement FHC »<sup>101</sup>. Les thèses 3, émanant de la plus grande partie de la gauche pétiste, replacent le néolibéralisme dans le cadre de la volonté du capital et des événements internationaux récents et disent du régime : « FHC tente de construire une dictature civile, une fujimorisation cachée, où le président gouverne par des Mesures provisoires, avec l'acceptation du Congrès »<sup>102</sup>. Ces thèses définissent le gouvernement FHC comme celui de « la nouvelle droite [...] Il est l'ennemi principal de la classe travailleuse et de la rénovation démocratique de la politique brésilienne ». Le texte s'oppose totalement aux privatisations-dénationalisations. Pour lui, « FHC est le prince enchanté choisi par les néolibéraux »<sup>103</sup>. Quant aux thèses 10, elles avertissent sur ce à quoi conduit la politique de FHC : « La situation de décomposition de l'Etat d'Alagoas, contre laquelle le peuple s'est levé, n'est autre que l'avenir de toute la nation, si se poursuit la politique de FHC, aux ordres de Washington, au bénéfice du capital international »<sup>104</sup>. Ce texte exige que « le PT adopte une position ferme contre la 'globalisation', qui est la politique des privatisations, de la déréglementation, de la destruction d'emplois et des services publics », celle menée au Brésil par FHC et son gouvernement.

### ✓ **Mouvement social et crise politique**

Certains textes de la gauche pétiste, comme en 1995, pèchent par excès d'optimisme sur la situation sociale, la combativité populaire et son potentiel subversif face à FHC à court ou moyen terme. C'est le cas des thèses 10 où l'on peut lire : « Depuis le 17 avril, la mobilisation des masses montre le chemin. La marche des sans-terre a imposé une défaite au gouvernement », et aussi : « c'est la situation ouverte par le 17 avril qui nous a donné la force de faire les mobilisations contre la privatisation de la Vale qui ont empêché que la

<sup>98</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op.cit. p. 652).

<sup>99</sup> PT 11° Encontro Nacional – *Caderno de Teses*(8), p. 59.

<sup>100</sup> *Em Tempo* N°295, août 1997, article de J. Machado intitulé "As reformas deles e as nossas", p. 12. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>101</sup> PT 11° Encontro Nacional – *Caderno de Teses*(2), p. 16.

<sup>102</sup> PT 11° Encontro Nacional – *Caderno de Teses*(3), p. 23. « Fujimorisation » par allusion au président péruvien A. Fujimori, aux nets penchants autoritaires. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>103</sup> *Idem*, p. 24.

<sup>104</sup> PT 11° Encontro Nacional – *Caderno de Teses*(10) p. 74. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.



*vente aux enchères ait lieu le 29* ». Ce dernier point semble incontestable, mais le texte va jusqu'à parler, suite à la crise en Alagoas, de « *l'approfondissement de la crise du gouvernement* », ce qui semble exagéré. Les thèses 3 pointent de « *sérieux problèmes économiques* »<sup>105</sup> touchant la politique du pouvoir (change, finances des Etats) et insistent aussi sur le « *grand succès politique* » de la marche des Sans-Terre à Brasília. L'évaluation de la situation par ce texte semble aussi assez optimiste : « *le 17 avril, les manifs contre la privatisation de Vale do Rio Doce et contre la formation de l'ALCA, les actions du 25 juillet et les grèves dans la police, montrent que l'hégémonie de la 'nouvelle droite' n'est pas stable ni définitive* ». En fait, la stabilisation, nous semble-t-il, a déjà eu lieu et le régime va encore rester stable quelques années. Les thèses 2 ne vont pas si loin, mais elles insistent sur la fragilité de la situation économique et du *real*<sup>106</sup>. La suite montrera que la fragilité n'est pas immédiate, et peut-être pas si absolue que cela. Ce texte reconnaît les difficultés rencontrées par les travailleurs dans leurs mobilisations et il insiste sur les responsabilités subjectives (syndicales notamment) dans les difficultés des travailleurs<sup>107</sup>.

Dans le CM, on retrouve un certain optimisme sur la situation dans les thèses 8 : « *la reprise des manifestations de rue (comme l'ont été les mémorables journées du 17 avril et 25 juillet) est le résultat direct de l'usure de la politique du gouvernement* »<sup>108</sup> même si le texte reconnaît que « *le gouvernement FHC garde l'initiative* ». Le texte d'AUNL semble plus mesuré dans ce domaine, et l'on peut y lire : « *le mouvement syndical affronte de grandes difficultés si l'on garde présent à l'esprit la démolition de vastes secteurs de l'industrie* »<sup>109</sup>. Celui de DR ne se pose pas la question du niveau des mobilisations nécessaires pour infliger une défaite au gouvernement FHC, car telle n'est pas la perspective de ce courant.

### ✓ Nouvelle stratégie ?

Le problème de DR, c'est toujours de transformer le PT en profondeur et de redéfinir sa stratégie et son programme. Pour la droite pétiste, « *Approfondir la démocratie, [telle est] la tâche historique du PT* »<sup>110</sup>. Pas le socialisme, la démocratie. Sur la stratégie à court terme, on lit : « *le PT doit faire de l'opposition en combinant la dénonciation et la mobilisation avec la négociation autour de propositions alternatives au projet du gouvernement* »<sup>111</sup>. Mais négocier quoi ? Avec qui ? Il est légitime de se demander si dans l'entreprise de démolition sociale qu'implique le néolibéralisme en action, il y a quelque chose à négocier. A plus long terme, la conception du socialisme selon DR conduit à un plaidoyer en faveur du marché : « *le marché s'est affirmé comme une institution utile et nécessaire à la régulation de l'économie* ». C'est, selon DR, « *une donnée objective* ». DR précise : « *S'il n'est pas apte à générer de l'égalité, le marché s'est avéré efficace pour allouer des ressources et faire circuler la richesse* ». Il faut donc, « *au moyen de l'action inductrice, régulatrice et de contrôle de l'Etat et de la société civile, établir un contrepoids social aux aspects négatifs du marché* ». On constate donc, chez DR, une stratégie et un programme de nature très sociale-libérale pour corriger les « excès » du marché et l'influence du capitalisme financier, thème que leur texte développe un peu plus loin. A l'opposé de DR au sein du CM, les

<sup>105</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(3) p. 24. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>106</sup> PT 11° Encontro Nacional – Caderno de Teses(2), p. 14.

<sup>107</sup> Idem, p. 15.

<sup>108</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(8) p. 58. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>109</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. Resoluções... (op. cit. p. 656).

<sup>110</sup> PT 11° Encontro Nacional – Caderno de Teses(4), p. 28.

<sup>111</sup> Idem, p. 32. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

thèses 8 entendent à la fois, notamment, « *restaurer l'utopie, la possibilité et la nécessité de la construction d'une nouvelle société alternative au capitalisme* »<sup>112</sup> sur le long terme et « *développer une tactique d'opposition au gouvernement FHC et présenter au pays un projet alternatif au néolibéralisme* » sur le court terme. Entre les deux, la force majoritaire du CM, AUNL, continue à se réclamer du socialisme : « *Le socialisme est une question présente dans les luttes d'aujourd'hui* »<sup>113</sup>. AUNL écrit qu'il faut passer « *de la résistance à un gouvernement à un nouveau gouvernement qui rompt avec le néolibéralisme. [La tâche est] d'articuler la résistance populaire à la perspective d'un nouveau gouvernement engagé dans un projet alternatif de développement, qui rompt avec la logique néolibérale* »<sup>114</sup>. On relève le grand écart au sein du CM : corriger les excès du néolibéralisme d'un côté, pour DR ; rompre avec lui, pour les thèses 8 et pour AUNL. Voilà, du moins, ce qu'on peut lire d'AUNL et ce que le courant majoritaire du PT écrit en 1997. Nous serons conduits à revenir dans le détail sur le fond programmatique que la résolution votée en cette année signifie. Mais la question que l'on peut poser dès maintenant est de savoir laquelle de ces conceptions l'emportera finalement au sein du bloc majoritaire à la direction du PT.

Dans la gauche pétiste, on note partout une opposition totale au néolibéralisme, mais les thèses 1 évoquent, dans une autre optique, la nécessité pour le parti de réfléchir à une « *nouvelle stratégie d'accumulation de forces* »<sup>115</sup> et à une « *reformulation radicale* » du programme de gouvernement pour 1998. Ce texte pointe la divergence stratégique qui va en s'approfondissant au sein du PT<sup>116</sup>, avec d'un côté une position consistant à ne pas rompre avec le capitalisme mondial, et de l'autre une volonté de rupture avec lui. Les thèses 3 défendent toujours un projet en rupture avec le capitalisme : « *Le PT réaffirme que la pleine garantie d'un toit, d'un travail, d'un revenu, des richesses, de la culture et du pouvoir pour le peuple est incompatible avec le capitalisme. Et qu'un projet qui défende ces objectifs doit préparer le peuple à des chocs frontaux avec le capitalisme, national et international* »<sup>117</sup>. Pour ce regroupement, « *il s'agit de travailler à l'éclosion d'une crise de la domination bourgeoise* ». Le référentiel de base, ici, est toujours l'alternative démocratique-populaire et la campagne Lula de 1989 : leur texte défend l'idée d'une candidature à la présidentielle de 1998 qui « *reprenne les idées centrales du programme démocratique-populaire présenté par la candidature Lula, principalement en 1989* »<sup>118</sup>. Pour ce courant, le PT doit « *prioriser la mobilisation sociale* » et « *avant tout développer des luttes de masses et des initiatives politiques contre le gouvernement FHC et ses alliés à tous les niveaux* ». Sur le projet socialiste, les thèses 3 déclarent : « *il n'y a pas la moindre possibilité de succès pour des stratégies gradualistes, électoralistes et purement réformistes qui dissocient la lutte de masse de la lutte institutionnelle, et la lutte immédiate de la lutte socialiste* »<sup>119</sup>. Pour la stratégie à court terme, les thèses 10 proposent de s'inspirer de l'exemple de la manifestation du 17 avril à Brasilia, avec « *différentes catégories qui, avec les travailleurs ruraux, se sont dirigés vers le siège du gouvernement pour exprimer un sentiment : 'Nous*

---

<sup>112</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(8) p. 60. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>113</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. Resoluções... (op. cit. p. 662).

<sup>114</sup> Idem, p. 657.

<sup>115</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(1) p. 6. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>116</sup> Idem, p. 7-8.

<sup>117</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(3) p. 24. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>118</sup> Idem, p. 25.

<sup>119</sup> Idem, p. 26.

*exigeons nos revendications. Le maintien de nos droits. Nous voulons lutter et gagner. Dehors FHC !* »<sup>120</sup> Dehors FHC !, tel est déjà le mot d'ordre pour OT.

### ✓ Quelles alliances ?

Dans le CM, DR ne se pose pas le problème de limiter le champ des alliances, mais au contraire de les étendre, et depuis plusieurs années, pousse en ce sens. Son partenaire majoritaire, AUNL, a déjà beaucoup évolué sur ce point. On note déjà, de son côté, une claire volonté d'élargissement du cadre des alliances, autour de la notion de Front des Oppositions, un concept que le courant autour de J. Dirceu veut mettre en pratique, en misant sur « *les possibles dissidences en dehors du camp démocratique et populaire* »<sup>121</sup>. On lit : « *Le PT doit consolider le regroupement du Front des Oppositions et donner suite à la construction d'une proposition programmatique et d'une candidature unique, qui expriment une alternative au néolibéralisme* ». Dans ce cadre, il s'agit, en 1998, de « *faire des élections une bataille culturelle, qui renverse l'hégémonie conservatrice* ». L'échantillon des forces politiques conviées à participer à ce regroupement s'est bien élargi depuis la fin des années 1980. Le texte majoritaire écrit maintenant que, pour 1998, « *le PT aura une candidature propre [- qui d'autre à part Lula ? Personne ne peut même l'imaginer -] qui sera présentée au Front des Oppositions, que nous formons avec le PDT, le PCdoB et le PSB. Des discussions avec le PMN, le PSTU et le PCB, et avec le PPS et le PV, chercheront à dépasser les difficultés actuelles [...] et chercheront à renforcer et à élargir le Front. Le Front des Oppositions devra exercer une forte attraction sur la dissidence d'autres partis, surtout le PMDB, et sur des personnalités politiques pour des compositions nationales, et surtout, régionales, en ayant toujours comme base l'opposition à FHC et la plateforme commune anti-néolibérale. Avec l'objectif de créer un mouvement national anti-néolibéral au-dessus des partis, ce front devra s'étendre, également, à des organisations de la société civile, des intellectuels, des artistes et des personnalités publiques* ». C'est encore écrit noir sur blanc un peu plus loin, à propos de 1998 : « *La 11<sup>e</sup> Rencontre nationale donne au DN l'orientation d'adopter une tactique électorale qui prévoit des alliances plus larges que le camp démocratique-populaire pour les batailles régionales et mêmes nationales* »<sup>122</sup>. Le plus petit partenaire du CM est plus mesuré dans sa préoccupation œcuménique, mais marche dans cette direction. Il insiste sur le Forum des Oppositions, auquel il assigne 4 campagnes prioritaires : « *celle pour la Réforme agraire* » ; « *plus d'emplois, et meilleurs* » ; sur la « *réforme de la sécu* » ; et pour la « *re-démocratisation des moyens de communication* »<sup>123</sup>. Le centre du PT veut des « *alliances larges, mais sans défigurer notre programme* »<sup>124</sup>, et le PT doit faire, selon lui, « *des propositions tournées vers l'unité du camp de la gauche, en cherchant encore à attirer des secteurs en contradiction avec la politique du gouvernement, sans tomber dans le sectarisme ni dans la défiguration du programme du parti* ». Notons donc toute l'étendue des positions du CM, qui vont d'alliances pratiquement tous azimuts, à des alliances larges mais « sans défigurer le programme » du PT. Une question se pose pourtant : qui dit alliances dit programme d'alliances ; lorsqu'un parti de gauche s'allie avec des forces situées politiquement à sa droite, il est obligé d'édulcorer son programme pour

<sup>120</sup> PT 11° Encontro Nacional – Caderno de Teses(10), p. 74.

<sup>121</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. Resoluções... (op. cit. p. 660). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>122</sup> Idem, p. 661.

<sup>123</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(8), p. 64. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>124</sup> Idem, p. 6.

obtenir l'accord. Lorsque les forces avec lesquelles un parti de gauche cherche à s'allier sont des forces situées à droite ou au centre-droit, que devient la défense des revendications des travailleurs ? N'y a-t-il pas forcément, si ce n'est une défiguration, au moins une mise au placard du programme initial ? Nous y reviendrons.

Bien sûr, les alliances larges sont critiquées dans la gauche du PT. Cette orientation est un des éléments qui font écrire aux signataires des thèses 10 qu'ils sont « *préoccupés par la grave situation de notre parti* »<sup>125</sup>. Les thèses 2 expriment à la fois de la méfiance vis-à-vis des « *alliances larges* »<sup>126</sup> qui ont souvent « *été désastreuses électoralement et ruiné parfois politiquement le PT* »<sup>127</sup>. Elles préconisent « *des alliances, là où c'est possible, dans le camp démocratique-populaire, en maintenant un certain degré d'ouverture pour ceux qui s'éloignent du Planalto* ». Jusqu'à quel point et pour quoi faire ? Ce n'est pas précisé. Les thèses 3 interrogent les alliances envisagées, expliquant que dans le PMDB et le PSDB on trouve des politiciens qui font des « *critiques seulement rhétoriques au néolibéralisme* »<sup>128</sup>, citant les noms d'Itamar Franco, Quercia et Paes de Andrade, ainsi que de Ciro Gomes, et concluent : « *avec ces politiciens, le PT pourra faire des alliances ponctuelles autour de thèmes spécifiques, mais il ne réalisera pas d'alliances stratégiques ni de coalitions électorales* ». En 1998, selon les thèses 3, « *il faut un intense travail pour organiser les masses et regrouper les forces politiques de gauche* »<sup>129</sup>, en retenant les partis suivants : « *PCdoB, PSTU, PSB, PMN, PCB et PDT. Dans les cas du PPS et du PV, l'alliance est conditionnée par la position de ces partis face au gouvernement FHC* ». Même ce courant de gauche a élargi, par rapport aux conventions précédentes, le spectre des partis avec lesquels il veut une alliance. C'est le cas, en particulier, du PDT. Mais les thèses 3 rejettent tout accord avec le PSDB, PFL, PTB, PPB, PMDB ou des partis de droite régionaux.

### • **Construction du PT**

Nous diviserons ce point en deux questions : la première concerne la fameuse « façon pétiste de gouverner », le rôle des élus et les difficultés rencontrées par le parti dans ce domaine au moment de la 11<sup>e</sup> RN ; la seconde concerne la construction du PT dans son aspect « fonctionnement » et la question des statuts, que les thèses 7 voulaient transformer.

#### ✓ **Elus et « façon pétiste de gouverner »**<sup>130</sup>

Le PT a toujours défendu des valeurs de transparence et d'honnêteté dans la gestion des institutions locales, régionales, nationales. Or les « casseroles » s'accumulent dans un certain nombre de municipalités pétistes, et un problème majeur touche maintenant le parti, à l'intersection des questions de construction et d'orientation : il s'agit du « cas » Vitor Buaziz, déjà évoqué. Que doit faire le PT ? Comment, au plan de son régime intérieur et de sa stratégie de construction, peut-il se prémunir contre les hiatus entre son programme et les choix de ses élus, lorsqu'ils sont contraires à celui-ci ? Le CM semble embarrassé mais défend fondamentalement Vitor Buaziz qui est issu de ses rangs. La gauche pétiste veut son

<sup>125</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(10), p. 74.

<sup>126</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(2), p. 16.

<sup>127</sup> Idem, p. 17.

<sup>128</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(3), p. 24. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>129</sup> Idem, p. 26.

<sup>130</sup> Dès le début des années 1990, le PT s'est mis à réfléchir à un système de valeurs et de normes, à des principes en matière de gestion locale, aboutissant à une série de définitions dans un ouvrage de référence du parti, publié en 1992, sous la coordination de Jorge Bittar, intitulé 'O modo petista de governar' (« La façon pétiste de gouverner »).

exclusion, expliquant, en synthèse, non seulement que sa politique est contraire au programme du parti et aux intérêts des travailleurs, mais qu'il est méséducatif pour la construction du PT lui-même d'y garder un gouverneur qui s'aligne sur la politique de FHC.

Les thèses 10 replacent le cas Buaiz dans une critique globale du sort réservé à la « façon pétiste de gouverner » et de l'action des élus du parti, à tous les niveaux : « *Nos élus fédéraux, prisonniers des limites du Congrès, légitiment le rouleau compresseur qui démantèle la nation. Les mandats que notre parti a reçus ne servent pas de leviers pour la mobilisation et la résistance* »<sup>131</sup>. Au niveau local, « *dans plusieurs municipes, nos maires proposent la privatisation de l'assainissement, des transports, d'entreprises municipales. A Santo André, la mairie pétiste, mettant sur le dos des fonctionnaires la responsabilité de l'étranglement du municipe, licencie des fonctionnaires et réduit la durée du travail en réduisant les salaires* »<sup>132</sup>. Enfin, « *dans les gouvernements d'Etats, à Brasília et au DF, la politique des gouverneurs se soumet non pas au mandat reçu, mais aux exigences de FHC* ». C'est dans ce cadre général que se pose le problème de V. Buaiz, selon OT : « *Vitor Buaiz, gouverneur de l'Espirito Santo, est l'expression la plus achevée de cette soumission. Et il continue à gouverner avec une politique contraire aux intérêts du peuple, au nom du PT, grâce au soutien que lui a donné l'actuelle direction, lors des moments successifs où le DN a discuté du sujet* ». Sur ce point, les thèses 10 concluent : « *il faut rompre avec Buaiz et avec toute forme de 'buaizisme'* »... « *Buaiz hors du PT !* ».

Sur la « façon pétiste de gouverner », les thèses 3 déclarent : « *Porto Alegre, oui ; Espirito Santo, non* »<sup>133</sup>, et elles insistent sur la nécessité pour les administrations pétistes, à l'opposé de ce qui se fait dans l'Etat d'Espirito Santo, de développer la « *démocratie participative, en approfondissant l'expérience de budget participatif* » ; sur la « *défense des intérêts matériels communs des travailleurs* » ; sur « *l'utilisation de l'Etat contre les fléaux du marché* » ; sur l'« *organisation populaire* ». Avec Buaiz, selon les thèses 3, l'expérience a « *évolué dans un sens de conciliation avec la politique néolibérale et d'y voir un obstacle dans les mouvements sociaux* ». Le texte précise les événements les plus récents : « *Après la résolution du DN du 3 mai, qui s'orientait vers un changement de lignes directrices, le gouvernement Buaiz a annoncé la décision de licencier 5000 fonctionnaires, les tenant pour responsables de la crise fiscale de l'Etat. Plus récemment, lors du choix du nouveau président de la Banque Centrale, Buaiz a défendu le maintien de l'actuelle politique économique. Son programme d'ajustement est utilisé par les adversaires du parti et du projet démocratique et populaire, dans tout le pays, pour accuser le PT de faire un discours dans l'opposition et, au gouvernement, de faire la même chose que les autres partis* ». Les thèses 3 demandent aussi l'exclusion de Buaiz du PT, estimant « *que Buaiz a rompu avec le programme du parti, sans qu'il n'y ait de disposition de sa part à changer de position* »<sup>134</sup>.

En marge de la 11<sup>e</sup> RN, Buaiz démissionne du PT, bientôt suivi par Luiza Erundina.

### ✓ **Sur les statuts et la construction du PT en général**

Un des faits majeurs de la 11<sup>e</sup> RN est le sort réservé aux thèses 7, qui proposaient des statuts modifiés pour le PT. Mais la modification des statuts n'était pas à l'ordre du jour de la

<sup>131</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(10), p. 75.

<sup>132</sup> Idem, p. 76.

<sup>133</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(3), p. 26.

<sup>134</sup> Idem, p. 27.

11<sup>e</sup> RN, n'avait été débattue dans aucune rencontre locale ou régionale, et c'est pourquoi, face aux protestations, ses promoteurs (AUNL et DR) ne l'ont pas soumise au vote. La lecture des thèses 7 indique clairement les intentions de leurs signataires<sup>135</sup> : une nouvelle attaque à la fois contre le droit de tendance et la proportionnalité des courants dans les exécutifs, visant un fonctionnement beaucoup plus vertical et personnaliste du parti.

Comme les statuts restent inchangés à la 11<sup>e</sup> RN, les documents disponibles sur la construction du parti dans le CM émanent des thèses 8. Les auteurs de ce texte écrivent dès son en-tête : « *La proposition centrale de notre thèse est la convocation du 2<sup>e</sup> Congrès du PT, afin d'actualiser notre programme de gouvernement, faire revivre les idées du socialisme pétiste et réorganiser le parti* ». Ils veulent ce congrès avant la présidentielle de 1998, et en demandent même l'ouverture dès septembre 1997. Pourquoi des thèses pour dire cela? La réponse se trouve dans le texte, qui exprime la nécessité d'un « *projet plus achevé pour affronter globalement la situation politique nationale et internationale* »<sup>136</sup>. Elles constatent : « *la phase de croissance spontanée, plus ou moins facile, du PT, s'est épuisée* ». Le texte ajoute plus loin : « *Soyons francs : c'est fini, la phase de croissance végétative, d'adhésion romantique au PT, par enthousiasme, par impulsion, ou parce que c'est la mode* »<sup>137</sup>. Les thèses 8 reprennent les critiques du fonctionnement du parti telles que ses auteurs les entendent couramment. Il nous semble utile de les citer largement sur ce point : « *Il manque l'action commune ; l'existence de noyaux de base est l'exception ; la communication est déficiente ; la centralisation politique est précaire, et même quand elle existe, il y a de l'indiscipline, généralement non sanctionnée ; les Rencontres perdent de la vitalité, notamment parce que les résolutions ne sont pas respectées ou deviennent lettre morte ; les dirigeants se bureaucratisent et les détenteurs de mandats deviennent une élite ; les militants ne sont convoqués que pour les campagnes électorales ; nous manquons de davantage de débats et de davantage de formation politique – ce sont là quelques-unes des plaintes les plus fréquentes* ». La demande d'un congrès rapide vise à « *reconstruire le pacte partisan* », et notamment « *combattre le pragmatisme, la prévalence de simples intérêts par rapport au mode de pensée collectif* ». Le texte demande aussi que « *le choix des candidats à des postes majoritaires [...] soit précédé de l'élaboration de programmes de gouvernement, de la discussion des politiques d'alliances et de la définition de la ligne de campagne* », façon de marquer un engagement des candidats et d'obtenir un « *meilleur engagement de la base dans la conduite de la campagne électorale* ». C'est aussi pour « *contenir l'autonomie illimitée de certains majoritaires par rapports aux instances partisans et aux collectifs de campagne* ». Cela est significatif. Revenant sur l'invitation faite à FHC de s'exprimer dans son programme TV par la candidate du PT à la mairie de São Paulo en 1996, les thèses 8 proposent d'inclure dans les statuts l'approbation d'un « *programme d'action pour les élus aux parlements* », et de rediscuter du nombre de mandats maximum.

Dans la gauche pétiste, les thèses 2 déclarent que « *le PT doit revenir à ses anciennes pratiques démocratiques* »<sup>138</sup> et dénoncent le temps passé à voter dans les rencontres, plutôt qu'à y débattre, ce qui a pour conséquence que « *ceux qui y vont seulement pour voter n'assument pas d'engagement par rapport au PT. Leur fidélité se limite au cacique, et dans le meilleur des cas à la tendance* ». Elles font un retour critique sur « *l'intolérance* » de la

---

<sup>135</sup> Notamment Adeli Sell (du DN), Gilberto Carvalho (du DN), Ozeas Duarte et 7 autres membres du DN.

<sup>136</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(8) p. 58. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte

<sup>137</sup> Idem, p. 65-66.

<sup>138</sup> PT 11° Encontro Nacional–Caderno de Teses(2) p. 16. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte.

direction majoritaire contre sa gauche et l'exclusion de 46% du parti dans la CEN. Les thèses 10 vont plus loin dans la critique, déplorant « l'évacuation totale des instances du parti. Les noyaux n'existent plus, les directoires se réunissent à peine »<sup>139</sup>, et concluent : « Il faut rompre avec toute cette politique qui contamine le PT ! ». Pour les thèses 3, le DN élu en 1995 a aggravé les choses sur la construction et le fonctionnement, car il a « adopté des méthodes autoritaires »<sup>140</sup>. Pour changer le parti, on lit notamment dans les thèses 3 : « il faut que les militants aient les moyens de contrôler, de suivre et d'évaluer la direction du parti et ceux qui exercent des mandats en leur nom. En particulier, il faut empêcher des processus d'adhésion en masse et l'abus de pouvoir économique »<sup>141</sup>. Plus généralement, « aujourd'hui, le caractère militant du parti s'est vidé. Les adhésions en masse se sont transformées en outils de manipulation et d'affirmation des 'personnalités' comme la véritable direction du parti. Si les instances de base ont cessé d'exister il y a longtemps, ce sont maintenant les instances de direction qui commencent à disparaître ou à se transformer en de simples appareils pour légitimer des positions. Les directions de campagnes électorales en sont des exemples criants ». Pour avoir un 2<sup>e</sup> Congrès plus vivant et militant, les thèses 3 appellent à y convoquer les délégués en limitant à un maximum de 50% de ceux-ci les adhérents du PT qui sont des professionnels de la politique à différents niveaux.

### c) Les votes et le bilan de la 11<sup>e</sup> RN

Un vote a lieu à propos des élections de 1998, opposant 3 positions différentes. La première, intitulée « Carta de Rio de Janeiro »<sup>142</sup>, défendue par J. Dirceu, représentant les vues du CM, obtient 277 voix. La seconde, représentant la plus grande partie de la gauche, intitulée « 1998, o PT não foge a luta »<sup>143</sup>, est défendue par M. Temer et recueille 242 voix. La troisième, intitulée « Lula presidente para acabar com FHC »<sup>144</sup> est présentée par J. Turra (OT) mais finalement non soumise au vote.

Les thèses présentées au vote obtiennent les résultats suivants. On constate une légère avance pour le CM. Rappelons l'hétérogénéité de ce regroupement, sur un certain nombre de points cruciaux.

Tableau 18 : Vote des thèses à la 11<sup>e</sup> RN (1997)

Thèses soumises au vote	Rapporteur	Nb de voix
Thèses 4 (DR)	José Genoíno	42
Thèses 5 (AUNL)	José Dirceu	222
Thèses 8 (ex-AE passé au CM)	Cândido Vaccarezza	16
Total des voix sur les thèses du CM		280
Thèses 1 (gauche)	Plínio de Arruda Sampaio	31
Thèses 2 (ex-AE, gauche)	Arlindo Chinaglia	33
Thèses 3 (regroupement gauche)	Bruno Maranhão	176
Thèses 10 (OT, gauche)	Anísio Garcez Homem	17
Total des voix sur les diverses thèses de la gauche pétiste		257

Source : PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 650)

<sup>139</sup> PT 11° Encontro Nacional—Caderno de Teses(10) p. 76. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>140</sup> PT 11° Encontro Nacional—Caderno de Teses(3) p. 27. Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>141</sup> Idem, p. 28.

<sup>142</sup> En français, « Lettre de Rio de Janeiro ».

<sup>143</sup> En français, « 1998, le PT n'abandonne pas la lutte ».

<sup>144</sup> En français, « Lula président pour en finir avec FHC ».

Deux candidats s'affrontent pour la présidence du parti : José Dirceu pour le CM, qui obtient 284 voix (52,59%) ; et Milton Temer pour la gauche du parti qui en recueille 256 (47,41%). On décompte également 1 vote blanc et 9 votes nuls.

Enfin, sur les listes en présence pour la composition du DN, on trouve 5 plateformes, qui obtiennent les résultats présentés au tableau 19 (ci-dessous).

Tableau 19 : Vote de la 11<sup>e</sup> RN (1997) sur les plateformes en concurrence

N° plateforme	Nom	Présentée par	Remarques	Nb de voix	% des voix
1	<i>Luta Socialista</i>	Misa Boito, Valter Pinheiro, Ivan Valente, Luciano Zica	Gauche du PT	208	37,82%
2	<i>Democracia Radical</i>	Estilac Xavier, José Genoíno	Droite du PT. CM	65	11,82%
3	<i>Socialismo e Liberdade</i>	Tilden Santiago, Edson Gonçalves, Jacques Wagner	Gauche du PT	61	11,09%
4	<i>Nova Democracia</i>	Paulo Teixeira, Ruy Falcão	Centre du PT. CM	25	4,55%
5	<i>Articulação Unidade na Luta</i>	Benedita da Silva, Aloízio Mercadante	AUNL. CM	191	34,73%

Source : PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 650)

On voit que l'ensemble des plateformes composant le CM sont toujours majoritaires (281 voix, 51,1% des délégués), mais que la gauche représente une très forte minorité de la direction nationale (avec 269 voix, 48,9% des délégués). L'opposition de gauche au CM en sort renforcée par rapport au CN précédent. Dans le numéro d'*Em Tempo* qui suit la 11<sup>e</sup> RN, C.H. Arabe se montre très optimiste et titre son article : « *La gauche renforcée* »<sup>145</sup>. Il se réjouit d'abord que la liste *Luta Socialista* pour le DN, à laquelle DS participait, ait été celle ayant recueilli le plus grand nombre de voix des délégués. Il se montre satisfait du poids renforcé de la gauche pétiste dans le parti. Ces éléments l'amènent à écrire : « *il y a un nouvel espace interne, qui a été conquis par la gauche, plus favorable pour poursuivre le débat* ». Il ajoute : « *Mais cela ne transforme pas la Rencontre en quelque chose de supérieur à ce qu'elle a été : le principal problème – préparer le parti pour affronter le néolibéralisme – continue* ». De fait, même faiblement majoritaire, le CM a gagné et va faire les choix fondamentaux du parti dans la période à venir. Or les choix d'orientation et d'alliances faits par la majorité conduisent le parti toujours plus vers la droite, à la recherche d'alliés eux-mêmes toujours plus à la droite. Où cela va-t-il conduire le PT ? Enfin, C.H. Arabe se réjouit du fait que la « *'contre-réforme' statutaire* » a été empêchée. Certes, mais le fait que cette tentative ait eu lieu n'indique-t-il pas que le CM a la volonté de changer le fonctionnement du parti, afin, sous couvert d'ouverture et de démocratie, de le rendre plus « verticaliste » et de marginaliser la gauche dans ses instances et à sa direction ? Ne faut-il pas s'attendre à une ou plusieurs nouvelles tentatives allant dans le même sens ?

<sup>145</sup> *Em Tempo* N°296 d'octobre 1997, article de C.A. Arabe intitulé « *A esquerda fortalecida* », p. 14. Les citations suivantes sont issues du même article.



## 2°) Le 2<sup>e</sup> Congrès du PT (24-28 novembre 1999), pour quoi faire ?

### a) Phase préparatoire et enjeux du Congrès

Le 2<sup>e</sup> Congrès se prépare en 1999. En principe, un congrès a des objectifs plus ambitieux qu'une rencontre. Le PT a bientôt 20 ans, et s'il a déjà connu 11 rencontres nationales ordinaires, son seul congrès a eu lieu il y a déjà 8 ans. Le 2<sup>e</sup> Congrès se prépare à un moment où, passée la réélection de FHC, le real chute, la déception s'installe en même temps que la récession, les accords avec le FMI et le paiement de la dette extérieure coûtent très cher au pays, et la popularité du président dégringole sur fond d'autoritarisme et de privatisations au parfum, parfois, de scandales. 100 000 personnes marchent à Brasilia, où l'on voit fleurir le mot d'ordre « Dehors FHC, dehors le FMI ».

Le PT de 1999 est très différent de celui du 1<sup>er</sup> Congrès. Son fonctionnement n'est déjà plus le même, il s'est beaucoup professionnalisé, et les rencontres préparatoires se tiennent dans un cadre totalement changé. Nous avons déjà évoqué des dysfonctionnements à propos des rencontres nationales précédentes. Au 2<sup>e</sup> Congrès, les choses ne se sont pas améliorées. Comparant avec le 1<sup>er</sup> Congrès, J. Soriano relève des évolutions décisives dans le déroulement des rencontres de base : en 1991, « *les rencontres de zones et municipales duraient deux jours avec des débats préparatoires et des discussions avant de voter. Cette année, les rencontres de base se sont résumées à une urne ouverte toute la journée, quelques files d'attente, aucun débat* »<sup>146</sup>. Malgré tout, des querelles ont lieu en 1999 : « *il y a eu de nombreuses disputes, en général tournées vers des questions municipales, relatives à l'élection de l'année prochaine, les probables candidatures et leur force au sein du PT* ». Toutefois, remarque J. Soriano, on ne trouve guère de lien entre ces disputes et les enjeux du Congrès. Autre phénomène sur lequel nous reviendrons, car il est fortement dénoncé : les « *adhésions en masse dans diverses villes. Faire adhérer en masse pour amener plein de gens voter le jour de la rencontre, pour changer la majorité ou pour mieux consolider la majorité* ». Pour J. Soriano, on a affaire à un nouveau parti en devenir. On peut se demander depuis quand. Il utilise l'expression sarcastique de « *parti motel : on reste un peu et on s'en va !* ». Il cite les cas d'adhésions en masse réalisées par des tiers, comme à Rio, annulées par le DN. A Recife, des adhésions en masse ont aussi été annulées par le DN, là où « *une même main avait signé plusieurs fiches d'adhésion* »<sup>147</sup>.

La personnalisation de la politique s'est aussi approfondie dans le PT. On élit les présidents des instances, et cela joue un rôle considérable dès les rencontres locales. Les rencontres réalisées dans les capitales indiquent que la gauche du parti conserve encore une influence importante, même si la « reprise en main » par le CM depuis 1995 a déjà beaucoup changé la donne. Quelques résultats dans les capitales aident à percevoir l'état des rapports de forces internes.

AUNL remporte la mise dans deux places fortes du PT : à São Paulo (SP), c'est Ricardo Berzoini (ex-président du syndicat des *bancários*) qui est élu président du DM dès le

---

<sup>146</sup> *Em Tempo* N° 310 d'octobre 1999, article de J. Soriano intitulé "Os encontros preparatórios", p. 6. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>147</sup> J. Soriano ajoute, sur ces pratiques : « *le problème plus profond est quand des militants, y compris des fondateurs du PT, établissent des relations avec des communautés où les gens vivent dans des conditions précaires, qui vont à contresens d'une pratique émancipatrice. Ce sont des relations traditionnelles, clientélistes, qui peuvent même mortellement blesser notre projet. Il est urgent que le 2<sup>e</sup> Congrès mette fin à cette pratique. La relation de citoyenneté avec le parti ne peut être que politique. L'adhésion au parti doit être un choix libre dans un acte public d'adhésion* ». Idem.

1<sup>er</sup> tour, avec le soutien du groupe de Rui Falcão et de celui du secrétaire général national du PT, Arlindo Chinaglia. A noter toutefois qu'AUNL scissionne dans la capitale pauliste : la majorité de ses leaders vote avec DR pour soutenir Carlos Zaratini (député de l'Etat). La candidature de Marta Suplicy est décidée pour les municipales de 2000, mais la rencontre ne décide pas sur quel programme et avec quelles alliances. A Belo Horizonte (MG), AUNL devient majoritaire : c'est le député fédéral Nilmário Miranda qui est élu président du DM. AUNL gagne aussi la présidence du DR avec la députée Maria do Carmo. Mais dans cet Etat, une bonne partie de la gauche pétiste, contrairement à son équivalent national, défend des positions assez à droite, notamment pour l'alliance avec le gouverneur Itamar Franco.

Par contre, la gauche pétiste remporte quelques victoires locales, notamment dans le *Nordeste*. A Maceió (AL), un débat animé a lieu sur l'alliance avec le PSB, problématique localement. C'est une variante locale de la gauche pétiste qui l'emporte au second tour avec Ricardo Coêlho (arrivé de peu devant la DS au premier tour, et avec le soutien de la DS et d'AE au second), face à AUNL. A Fortaleza (CE), c'est Luizianne Lins (DS ; conseillère municipale, membre du DN) qui est élue présidente du DM. A Recife (PE), c'est Múcio Magalhães (AE) qui va présider le DM, avec le soutien de la DS et de 3 députés (João Paulo, Paulo Ruben et Sergio Leite), malgré l'énorme pression et l'adhésion en masse réalisée par AUNL et l'ex-député fédéral Humberto Costa, qui avait déjà annoncé sa victoire à la presse. A Belém (PA), ville pétiste depuis 1996, les débats sont nombreux (mairie PT, alliances pour les municipales de 2000, relation PT/gouvernement), mais on se dirige vers la candidature d'Edmilson Rodrigues (de la gauche pétiste) pour sa réélection à la mairie. A Porto Alegre (RS), la rencontre est mouvementée et réserve des surprises, avec une gauche pétiste divisée : AE et OT se retrouvent avec le '*PT Amplo*' (AUNL et DR). Malgré tout, Waldir Bohn Gas (DS) devient président du DM. A Rio (RJ), l'élu est Wilson Faria, fondateur du PT, syndicaliste issu de l'Eglise catholique (ex-candidat maire en 1985, alors avec peu de voix). L'enjeu majeur des débats y est l'alliance avec le PDT. AUNL exerce une pression énorme et présente des adhésions en masse, mais cela ne suffit pas.

La lecture des bulletins de débat pour le 2<sup>e</sup> Congrès révèle un autre indicateur du fait qu'une large part des militants et des responsables du PT refuse les évolutions politiques et organisationnelles en cours. La gauche pétiste se manifeste aussi à ce niveau. Dans le 1<sup>er</sup> cahier de débats, qui concerne les enjeux du Congrès, 13 des 24 textes publiés critiquent la trajectoire récente du PT (institutionnalisme, modération, confusion politique, collaboration de classes, rabaissement du programme, etc.)<sup>148</sup>.

Parmi les contributions sur les enjeux du Congrès, c'est sans doute Markus Sokol qui dramatise le plus la question. Son texte s'intitule : « *Qu'est-ce qui est en jeu ? Le PT* »<sup>149</sup>. Autrement dit, le parti est menacé. On lit : « *Le Brésil a besoin que le PT [...] constitue un soutien pour la résistance de la majorité de la nation à la destruction exécutée par le gouvernement FHC. Mais l'orientation actuelle du PT – en particulier l'«alliancisme» débridé qui a conduit à la proposition de la direction de «fusion» avec d'autres partis – défigure le parti, le conduisant à l'effilochage et à la destruction* ». M. Sokol globalise la critique et accuse la direction du PT d'emprunter la « 3<sup>e</sup> voie » de l'Internationale Socialiste, ce qui conduit à la « *défiguration, à l'évacuation, à la corruption politique et matérielle que l'on voit*

---

<sup>148</sup> Dans le cahier 2, regroupant 26 contributions très diverses à l'histoire du PT à l'occasion de ses 20 ans, il s'y ajoute au moins 7 textes très critiques sur la trajectoire récente du parti. Les cahiers suivants confirment cette impression.

<sup>149</sup> *Il Congresso. 1<sup>o</sup> Caderno de Debates*. Texte de M. Sokol intitulé, « *O que está em jogo? O PT* », p. 10. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

*aujourd'hui dans le PT », amené « à se présenter comme une 'opposition responsable' ». La CST, de son côté, situe les enjeux dans la période : « Vieux dilemme : ou le PT, en ce moment d'approfondissement de la crise économique, sociale et politique, reprend l'offensive politique, ou il pâtit simplement d'une manœuvre de plus de la bourgeoisie nationale et de ses associés qui ira dans le sens de reprendre l'offensive pour résoudre la crise, en se maintenant au pouvoir pour approfondir la colonisation du pays »<sup>150</sup>.*

Trois grandes questions se posent au PT à ce congrès : quel programme pour le parti ; quelle orientation dans la conjoncture politique ; et enfin, quel type de construction du parti, avec quels statuts ? Laissons de côté ici les questions programmatiques, et examinons maintenant les positions du parti concernant la conjoncture et l'orientation dans celle-ci, après quoi nous en viendrons au point concernant le fonctionnement et les statuts.

### **b) Comment s'orienter dans la conjoncture ? Faire quelles alliances ?**

Face à la crise économique, sociale et politique qui se développe, et en réponse à la combativité qui s'est exprimée à la manifestation de Brasilia, une grande partie du PT, et l'ensemble de son aile gauche, se bat pour que le parti adopte un mot d'ordre combatif : « Dehors FHC », et qu'il se mobilise dans ce but. Souvenons-nous que le PT avait tardé à adopter le « *Fora Collor* » en 1992, et que son choix, après le départ du « chasseur de maharajahs », avait été de laisser s'appliquer la Constitution et de laisser le vice-président Itamar Franco assurer la transition. Beaucoup ont tiré la leçon que le PT a alors laissé passer une chance historique, en donnant aux élites la possibilité de reprendre l'initiative politique, avec le Plan Real puis la candidature et la présidence FHC. A présent, celui-ci, après un premier mandat assez facile, affronte des difficultés, et le mécontentement monte. La chute du real augmente les dettes intérieure et extérieure et fait chuter le pouvoir d'achat, alors que les taux d'intérêts du pays sont les plus élevés au monde. La récession est présente depuis le second semestre 1998, mais s'est accentuée depuis la dévalorisation du real en janvier 1999. Malgré celle-ci, il y a une chute des exportations, qui implique une augmentation de la dépendance extérieure. Le chômage est au plus haut depuis 20 ans. La conjoncture est aussi marquée par les conditions dans lesquelles se font les privatisations : dénonciations de la commission d'enquête parlementaire sur la privatisation des banques ; accusations compromettant FHC à propos des ventes aux enchères dans la téléphonie. Après la « Marche des 100 000 », FHC passe à la télévision et présente son projet « *Avança Brasil* ». Des débats avant et pendant le Congrès portent sur l'appréciation de la situation : quel est le degré de la crise pour le gouvernement ? Crise passagère, grave, finale ? Gouvernement à l'agonie ? Quelle tactique pour le parti ? Le débat sur la conjoncture se focalise sur l'adoption ou non, par le Congrès, du mot d'ordre « Dehors FHC ».

#### **• Pour ou contre le mot d'ordre « Dehors FHC » ?**

Pour Milton Temer, « *FHC a occupé le prime time de toutes les chaînes de télévision pour dire qu'il va faire encore plus de ce qu'il fait déjà* »<sup>151</sup>. En gros, FHC double la mise sur la politique néolibérale, alors que « *la société ne peut plus la supporter* ». Selon M. Temer, le Brésil a un « *gouvernement à l'agonie* », et le PT a un rôle crucial dans l'issue de la situation.

---

<sup>150</sup> *II Congresso. 1º Caderno de Debates. "O que está em jogo neste II Congresso?"*. Texte de la CST, signé de R. Robaina, Babá et L. Genro, intitulé "A defesa de uma alternativa", p. 15.

<sup>151</sup> *Em Tempo*, N° 310, p. 3, article de M. Temer, intitulé "E agora PT?". Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

Selon lui, il existe une demande sociale pour une politique de gauche incarnée par le PT. Il tire les leçons suivantes de la Marche des 100 000 : « *il suffit que la majorité de la direction [du PT] s'éloigne – d'un millimètre dans l'espace ou pendant une fraction fugace du temps – de la modération conciliatrice pour que le parti croisse dans la société* ». Mais pour cela, le PT doit jouer tout son rôle dans la contestation de la politique du gouvernement<sup>152</sup>. Au Congrès, M. Temer observe que toutes les rencontres d'Etat sauf celle du Paraná ont élu des délégués pour voter le mot d'ordre : « *Fora FHC !* » (Dehors FHC).

Nombreux sont les intervenants, avant et pendant le Congrès, qui défendent le « *Fora FHC !* ». Un texte de la CST, citant le chiffre 17% d'indice de satisfaction pour FHC (le pire depuis son arrivée au pouvoir), dénonce l'orientation adoptée : « *La direction majoritaire du parti n'a pas misé sur la mobilisation ouvrière et populaire pour battre le modèle FHC/FMI, comme cela s'est exprimé dans la rencontre de Lula avec FHC en décembre* »<sup>153</sup>. Elle dénonce aussi une « *constante paralysie de la CUT, dirigée par l'Articulation Syndicale* »<sup>154</sup>. « *Fora FHC !* » est aussi le titre d'une contribution de Magno Pires (membre du DN) et de Paulo Coutinho (membre de l'exécutif de la CUT)<sup>155</sup>. Pourquoi le mot d'ordre « Dehors FHC ! » ? Parce que, pour résumer leur pensée, la situation sociale est intenable, le gouvernement est très fragilisé. Pour eux, le PT se doit d'abrèger les souffrances populaires, et il existe des bases légales pour une action visant à l'éviction du président<sup>156</sup>.

Face à cette demande, quelle est l'attitude du camp majoritaire ? DR se concentre sur la refondation programmatique du PT et préfère travailler avec AUNL sur les questions de conjoncture et de statuts, en ne présentant donc pas de thèses séparées. C'est donc

---

<sup>152</sup> Idem. Il écrit : « *Notre place est dans la ligne de front de la contestation de la légitimité du gouvernement FHC et en contrepoint radical au modèle des recettes néolibérales. Telle est l'attente de notre base sociale et d'une part significative de la citoyenneté démocratique* ». Mais pour cela, le PT doit redevenir un « *parti militant qui agit dans le quotidien des luttes de la population, qui conquiert des mandats pour les mettre au service de la transformation et qui est engagé dans la libre manifestation des conflits sociaux* ». M. Temer explique – et l'avenir lui donnera raison – que les élites peuvent encore se sortir de la situation en cours. Pour éviter cela, il faut que le PT « *cesse d'envoyer des signaux contradictoires* » et le mot d'ordre « *Dehors FHC* » doit « *devenir la ligne centrale de l'action politique du parti* ». Comment ? Au parlement, il faut viser « *la preuve des crimes de responsabilité du président, comme façon de déclencher le processus d'impeachment* », pour « *mettre en syntonie le Parlement avec l'état d'esprit de la population* ». Il conclut : « *La marche des 100 000 l'a montré pour la énième fois. Chaque fois qu'apparaît un PT qui a le visage du PT et une CUT qui a le visage de la CUT, les choses sont d'une certaine façon. Quand il apparaît un PT avec le visage du PTB et une CUT avec le visage de la Força Sindical, les choses sont différentes. Il y a une demande, dans la société, pour l'action audacieuse et décidée d'un parti du type de celui que nous avons construit* ».

<sup>153</sup> *Il Congresso. 1º Caderno de Debates. "O que está em jogo neste II Congresso?"*. Texte de la CST, signé de R. Robaina, Babá et L. Genro, intitulé "A defesa de uma alternativa", p. 15.

<sup>154</sup> Idem. Rappelons que l'Articulation Syndicale est, dans la CUT, l'équivalent d'AUNL dans le PT.

<sup>155</sup> *Il Congresso. 1º Caderno de Debates. "Fora FHC!"*. Texte de M. Pires et P. Coutinho, p. 5. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>156</sup> Idem. Ils écrivent précisément : « *la situation sociale est catastrophique, la 'stabilité' économique est très fragile et l'usure politique de son gouvernement est monumentale. Un éternement de l'économie internationale, une attitude plus agressive de l'opposition bourgeoise et/ou de gauche, une manifestation plus forte de l'insatisfaction spontanée du peuple peuvent accélérer la crise et remettre en cause le gouvernement. Si les gouverneurs de l'opposition avaient adopté une posture plus ferme face au gouvernement fédéral, la campagne pour mettre Dehors FHC serait aujourd'hui bien plus forte* ». Autre raison de chasser FHC : « *chaque jour de ce gouvernement signifie la souffrance pour des milliers de travailleurs et du temps pour que les élites fabriquent des alternatives* ». Respecter les normes démocratiques ? Mais, selon les auteurs, « *ceux qui manquent de respect aux lois et à la normalité dans ce pays, c'est, avant tout, FHC, son gouvernement et leurs alliés, qui font peu de cas de la Constitution et réduisent le Congrès National au rôle de courtier du président et des élites* ». M. Pires et P. Coutinho concluent : « *il y a une base légale, institutionnelle pour défendre l'éloignement du président : vol par tromperie, non-respect de la Constitution, dommages causés au patrimoine public et à la souveraineté nationale, favoritisme pour des entreprises, etc.* ». Ils ajoutent : « *L'anticipation des élections constitue une sortie démocratique à la crise actuelle. Mais pour que l'anticipation des élections soit possible, et pour que la droite ne capitalise pas dessus, il faut qu'il y ait un grand mouvement de masses* ».

l'attitude d'AUNL, dont le texte sert de thèses-guides, et vu son poids dans l'ensemble du parti et le nombre de ses délégués, qui va être décisive sur cette question. D'un côté, AUNL reconnaît la chute de popularité du gouvernement FHC et juge peu probable que celui inverse la tendance<sup>157</sup>. Que peut-il se passer, alors ? Et que faire, pour le PT ? A la première question, le texte d'AUNL envisage trois hypothèses, allant de l'*impeachment* à la lente décomposition du pouvoir (comme la fin de l'ère Sarney) en passant par un coup d'Etat constitutionnel<sup>158</sup>, et reconnaît que la responsabilité du PT est grande<sup>159</sup> dans ce contexte. Et que la question de « *la tactique à adopter est centrale* ». Mais la question ne sera « *pas résolue par de simples formules rhétoriques et/ou juridiques* » et pour AUNL, « *la question fondamentale est de changer le rapport de forces actuel et de construire une alternative au gouvernement FHC* ». Le texte reconnaît que la « *majorité de la population rejette le gouvernement* », mais pour lui, cela ne suffit pas : il faut « *transformer ce sentiment de la population en mobilisation* ». Il faut donc, notamment, que le PT et ses alliés apparaissent comme « *compétents pour gouverner le Brésil* ». Pour cela, « *le chemin à parcourir est ardu* ». Entre les lignes, on lit donc le message suivant : les conditions ne sont pas encore réunies ; la gauche n'est pas prête... Ce n'est pas nouveau : en 1992, il ne fallait pas non plus précipiter les choses face à Collor, pour des raisons du même ordre. Et on lit que le PT doit articuler trois fronts de lutte : « *dans la rue* » (mais, explique le texte, il faut pour cela « *contourner les difficultés actuelles de mobilisation* ») ; « *la lutte institutionnelle* » ; et celle « *des gouvernements municipaux et d'Etats de l'opposition* ». Tous ces éléments sont précisés, et on lit, plus loin : « *en fonction de la mobilisation atteinte [...] le PT et les oppositions pourront apporter une réponse au problème politique central : l'attitude concrète à adopter face à l'actuel gouvernement : que faire de FHC ?* ». Conclusion : le courant majoritaire s'en remet « *aux masses* », en écrivant : « *Avec la mobilisation, le mot d'ordre espéré [mais non écrit dans le texte, notons-le, à savoir 'Dehors FHC'] surgira naturellement, comme cela a été le cas lors des Diretas Já, du Fora Collor et tant d'autres* ». D'ici là, il y a « *les élections municipales* »... « *l'année prochaine* ». On le voit clairement ici : le CM louvoie, mais finalement refuse d'agir en acteur politique combatif, déterminé à chasser un président et son gouvernement malgré sa politique et la catastrophe économique et sociale en cours, malgré la corruption, et malgré les cris poussés par 100 000 manifestants à Brasilia. Mais tout cela fait système : en émettant un message d'hésitation de ce type, le PT montre sans nul doute le contraire d'une volonté politique qui pourrait aider à faire descendre dans la rue bien des hésitants.

Enfin, la résolution votée, sur la base du texte cité ci-dessus, évoque le mot d'ordre « *Dehors FHC* », qui a été intégré, mais simplement pour le replacer dans le cadre

<sup>157</sup> On lit dans les pré-thèses d'AUNL : « *On a une sensation de fin de mandat quand, en réalité, le gouvernement vient à peine de commencer [...] La question qui se pose est alors : 'que faire avec un tel gouvernement' ?* » Il Congresso. 3º Caderno de Debates. "O programa da Revolução democrática". AUNL juge « *peu probable que FHC parvienne à inverser ce cadre défavorable* » et s'attend plutôt à « *des opérations cosmétiques, comme un remaniement ministériel* ». Ce sur quoi, le texte commente : « *En réalité, ce qu'il est nécessaire de changer – et radicalement – c'est la politique économique, le modèle et le gouvernement* », alors même que « *le second mandat de FHC indique une continuité dans la politique économique pratiquée pendant les quatre années antérieures* ». Pré-thèses d'AUNL, avec, en tête, la signature de J. Dirceu, p. 30. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>158</sup> Expression portugaise utilisée : « *un golpe branco* ». Idem.

<sup>159</sup> Idem. On lit : « *Premièrement, que les oppositions soient en condition d'infliger un coup très dur au gouvernement, ce qui pourrait entraîner sa démission, l'impeachment ou autre solution constitutionnelle de ce type. Deuxièmement, que comme conséquence de cette grave crise, la base de soutien politique du gouvernement, pour éviter l'hypothèse antérieure, fasse un coup d'Etat 'à blanc' en adoptant, par exemple, le parlementarisme. Enfin, le gouvernement peut subir un processus de lente décomposition, semblable à celui qu'a affronté Sarney pendant sa dernière année. Le coût de cette alternative pour le pays est très élevé* ».

de la narration du passé récent, et non de l'avenir proche<sup>160</sup>. Quant au PT, il ne reprend pas ce mot d'ordre en tant que tel : il « *assume, à ce 2<sup>e</sup> Congrès, l'engagement de continuer l'offensive politique contre le gouvernement FHC, en dénonçant la corruption, la destruction du patrimoine public et la liquidation de la souveraineté nationale* ». Alors que la majorité des rencontres dans les États l'avaient validé, le mot d'ordre « *Dehors FHC* » n'est donc pas repris par le Congrès, qui reconnaît sa légitimité pour les mouvements sociaux, mais pas pour le parti, en tout cas, pas tout de suite. Pourquoi ? Parce que le CM n'en voulait pas. Comment cela s'est-il passé ? A en croire J. Soriano, « *dans un débat sectaire, où s'est exercée une forte pression à travers la presse, les dirigeants d'AUNL et de DR ont 'compacté' les délégués de leurs thèses contre cette consigne* »<sup>161</sup>. L'amendement d'AUNL finalement intégré dans la résolution était l'un des trois mis au vote « *Au moment de plus forte polarisation du Congrès [...] [l'auto-amendement ci-dessus aux thèses-guides], défendu par José Dirceu ; celle défendue par Arlindo Chinaglia, peu différente de cette position ; celle favorable à ce que le PT assume le 'Dehors FHC', défendue par Milton Temer [...] Après beaucoup de temps passé en paralysie, du fait d'une polémique sur la façon d'évaluer le résultat du vote, le bureau a annoncé la victoire de l'amendement défendu par Dirceu* ».

- **A propos des alliances**

La question des alliances, aux niveaux local, régional et national, est à nouveau évoquée au Congrès. Dans le CM, les forces sont nombreuses à pousser dans le sens de l'élargissement des alliances. C'est évident, et pas nouveau du côté de DR, mais dans AUNL aussi, l'élargissement des alliances vers le centre est réclamé par certains, parfois au prétexte de différences régionales importantes. C'est le cas de Delúbio Soares qui écrit : « *Il est nécessaire d'analyser chaque région et les partis qui sont implantés dans l'Etat et dans les régions, en revoyant et en élargissant notre politique d'alliances [...] Il est nécessaire que nous nous libérions des amarres bureaucratiques qui empêchent la croissance du Parti à l'intérieur du Brésil, les réalités sont si spécifiques, si particulières que ce n'est qu'à chaque endroit qu'il sera possible de définir les meilleurs paramètres pour chaque alliance* »<sup>162</sup>. Mais les alliances avec des partis et des politiciens situés au centre de l'échiquier politique sont déjà une réalité. La question des alliances et de la politique menée par le PT dans les exécutifs a déjà conduit à la démission du PT du gouverneur Vítor Buainain dans l'Espírito Santo. Mais d'autres cas de figure se présentent, notamment à propos de l'alliance entre le PT et le gouverneur du Minas Gerais. Cette alliance fait bondir la gauche du PT, mais d'autres la justifient : « *L'alliance PT/Itamar Franco peut être mauvaise pour beaucoup de gens, mais elle est très bonne pour le peuple. L'expérience et la leçon que le parti peut tirer de cette participation au gouvernement du Minas ne sera en rien préjudiciable à notre CV de lutte aux côtés des défavorisés et contribuera techniquement, administrativement et politiquement aux diverses autres tranchées de lutte que nous aurons à occuper dans le*

<sup>160</sup> *Resoluções do II Congresso Nacional do Partido dos Trabalhadores, Belo Horizonte (MG), 24, 28 de novembro de 1999. "O Programa da Revolução Democrática para a construção de um Brasil livre, justo e solidário", p. 18. On lit exactement : « Le PT a été en tête de la Marche des Cent Mille où les principales entités du Forum National des Luttes ont défendu et brandi de façon autonome et légitime la consigne 'Dehors FHC'. Ce mot d'ordre reflète la perception qu'ont d'importants secteurs de la société du caractère antinational et antipopulaire du gouvernement dont la légitimité semble de plus en plus compromise aux yeux de la population »* Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte. Texte fourni par le secrétariat à la formation du PT.

<sup>161</sup> *Em Tempo* N° 311 de novembre 1999, article intitulé "PT : congresso mesmo não teve", p. 1. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>162</sup> *II Congresso. 7º Caderno de Debates. "Debate: política de alianças".* Texte de D. Soares, p. 76.

*présent et dans le futur proche* »<sup>163</sup>. Les dirigeants d'AUNL eux-mêmes défendent l'élargissement des alliances. Pour J. Dirceu, « *il est nécessaire que le PT s'assume en tant qu'institution rompant une bonne fois avec les dilemmes mal résolus, comme la nécessité d'alliances. (...) d'alliances avec des partis de la gauche et du centre* »<sup>164</sup>. Et pour Lula, « *le PT non seulement peut, mais doit former des alliances avec des secteurs progressistes du PMDB et du PSDB* », des partis réputés au centre et dont l'un, rappelons-le, n'est autre que celui du président FHC.

La gauche pétiste critique sévèrement ces propos, l'élargissement des alliances, et les pratiques que cela implique, en particulier la politique menée dans ce cadre dans les exécutifs. OT, dans ce domaine, est particulièrement en pointe. Les représentants de ce courant s'attaquent à cette logique politique, en insistant sur son caractère dissolvant pour le PT lui-même : « *Ça ne suffit pas, la politique qui a conduit à l'Union du Peuple Muda Brasil, menaçant le parti de défiguration, conduisant à un cadre où le PT aujourd'hui, gouverne dans plusieurs municipes avec le PSDB/PMDB... Il faut aller plus loin ! Ça ne suffit pas, les politiques sociales compensatrices, les Commissions de gouverneurs de FHC, il faut aller plus loin !* ». Les alliances et les politiques menées par les mairies ou les Etats dirigés par les pétistes ou avec la participation du parti sont passées au crible. Un autre texte d'OT stigmatise aussi les alliances vers le centre et ce à quoi elles conduisent : de « *bonnes déréglementations avec des réductions de droits mais 'transparentes et négociées' – comme le font des administrations régionales avec des pétistes pour la sécu des Etats (Garotinho) et aussi dans l'administration de Porto Alegre avec la sécu municipale [...]. Lessa (PSB) dans l'Alagoas et Garotinho (PDT) à Rio font ce que FHC-FMI veulent : des coupes sombres, des licenciements, des privatisations, la guerre fiscale, et tout le reste* »<sup>165</sup>. Même le cas de Porto Alegre, souvent cité en exemple, est ici dénoncé par OT.

Finalement, la résolution votée ne mentionne pas explicitement les alliances avec le PSDB, mais elle inclut le PDMB. On y lit : « *pour le succès en 2000 il faut réaffirmer la politique d'alliances, en donnant priorité au Front Démocratique Populaire composé du PT, du PDT, du PSB, du PCdoB et du PCB, et avec des secteurs du PPS et du PMDB qui sont en opposition au gouvernement FHC. Nos alliances seront subordonnées à des accords pragmatiques, à l'opposition à FHC et au néolibéralisme. Toute alliance avec des partis et secteurs de partis en dehors de notre arc d'alliances, au-delà des conditions exposées ci-dessus, ne pourra intervenir qu'après consultations des directoires régionaux, la commission exécutive nationale ayant un droit recours* »<sup>166</sup>. Ce n'est pas encore une alliance sans rivage vers la droite, mais la porte s'ouvre en ce sens. Car le PMDB et le PPS ne sont pas, ou plus, des partis de gauche, tout le monde en convient. Des directoires régionaux préconisent déjà d'aller encore plus loin, au nom du « pragmatisme ». En ce sens, F. Estima e R. Ramos relèvent que « *l'amendement limitant les alliances aux seuls partis qui nationalement se définissent comme opposition au néolibéralisme et au gouvernement FHC a été rejeté* »<sup>167</sup>.

### **c) Construction du parti et projet de changement des statuts**

<sup>163</sup> *II Congresso. 7º Caderno de Debates. "O PT e o Governo Itamar: as más intenções e os gestos"*. Texte d'Agostinho Valente et João Tavares, p. 67.

<sup>164</sup> *II Congresso. 6º Caderno de Debates. "Ajustar o PT ou manter o PT das origens?"*. Texte de Misa Boito et Serge Goulart, p. 29. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>165</sup> *II Congresso. 6º Caderno de Debates. "Ou as origens ou a 3ª via!"*. Texte de Júlio Turra et Markus Sokol, p. 28.

<sup>166</sup> *Resoluções do II Congresso Nacional do Partido dos Trabalhadores, Belo Horizonte (MG), 24, 28 de novembro de 1999. "O Programa da Revolução Democrática para a construção de um Brasil livre, justo e solidário"*, p. 21-22.

<sup>167</sup> *Em Tempo* N° 311 de novembre 1999, p. 3, article de F. Estima et R. Ramos : "Fora FHC polariza II Congresso".

Un autre point majeur à l'ordre du jour du Congrès concerne le fonctionnement et la construction du parti, et les nouveaux statuts concoctés par le CM.

- **L'état du PT**

Le fonctionnement du parti est intimement lié à son devenir et à sa substance politique. C'est l'un des domaines où les inquiétudes s'expriment le plus vivement. La phase préparatoire au Congrès a été parsemée de dysfonctionnements. Parler de la construction du PT et de ses nouveaux statuts, c'est d'abord, pour beaucoup, faire prendre conscience de ce qui se passe dans le parti pour combattre les dérives en cours. Dans le PT, tout le monde trouve à redire sur son fonctionnement, mais les diagnostics établis et, surtout, les remèdes proposés divergent de plus en plus. Cela apparaît au 2<sup>e</sup> Congrès.

Pour J. Dirceu, il faut « *rompre avec l'inertie de notre structure et créer de nouvelles formes de participation des adhérents au PT, une nouvelle relation entre les instances partisans – dirigeants, tendances, leaders, militants – et entre le PT et la société* »<sup>168</sup>. Le président du PT relève notamment : « *Notre dialogue avec nos maires et nos gouverneurs est faible ou insuffisant, et même les parlementaires – malgré des exceptions – participent peu à la vie du parti* ».

La gauche pétiste tire un bilan beaucoup plus critique, et d'une autre nature. Aussi bien dans les pré-thèses que dans des contributions individuelles, elle se montre très inquiète sur l'état du parti. Pour J. Machado, la partie des thèses d'AUNL sur la construction du PT est « *la pire* »<sup>169</sup> : elle est courte, et fait « *de façon fantaisiste une évaluation positive des avancées organisationnelles du PT* ». J. Dirceu et le texte d'AUNL critiquent « *'un parti en grande partie tourné vers lui-même'* ». Mais, demande J. Machado, comment est-ce possible alors que « *la majorité des dirigeants ne se préoccupe que de ce qui paraît dans la grande presse* » ? Il fait un bilan accablant des dysfonctionnements, de la bureaucratisation et de la perte de substance démocratique du PT, et en accuse le CM : « *Le 'camp majoritaire' qui défend de façon enthousiaste les règles qui viabilisent ce type de fonctionnement, est le grand responsable de cette énorme évacuation de la démocratie interne. Et cette situation empire d'année en année* ». Il en prend pour symbole une grande partie des nouvelles adhésions à Rio mais aussi ailleurs (la ville de São Paulo où c'est ainsi que se querellent les courants internes au CM). S. Hypólito accuse également AUNL, dans un texte intitulé sarcastiquement « *La (dé-)construction du parti* », lui reprochant notamment de ne faire « *absolument aucune autocritique sur ce qui est arrivé avec le PT ces dernières années* »<sup>170</sup>. Dans l'aile gauche, beaucoup perçoivent que la bureaucratisation du parti est liée à son électoralisme croissant, à son orientation politique, et à son affadissement programmatique. Face à toutes les dérives, M. Temer, C.N. Coutinho et d'autres déclarent : « *Nous voulons réaffirmer le PT de luttes et de la clarté [...] un parti de travailleurs qui luttent pour le*

---

<sup>168</sup> *II Congresso. 7º Caderno de Debates. "Os desafios do II Congresso"*. Texte de J. Dirceu, p. 35. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>169</sup> *Em Tempo* N° 309 de septembre 1999, p. 6, article intitulé « *Um partido satisfeito consigo mesmo* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>170</sup> *II Congresso. 4º Caderno de Debates. "A (des)construção partidária"*. Texte de S. Hypólito, p. 4.



socialisme »<sup>171</sup>. Pour Aparecido Dias (du DN), le PT est passé « de la lutte institutionnelle à l'institutionnalisme »<sup>172</sup>, dont il dénonce la logique.

Valcir da Cruz (du DN aussi) tente d'établir un diagnostic qui fasse le lien entre fonctionnement interne du parti et pratiques politiques externes. Pour lui, le PT connaît « une coupure verticale dans toute sa structure, causée par des pratiques d'adaptation à l'ordre et des procédés propres aux partis conservateurs. Une forte tension bureaucratique a vidé les instances. Avec leur évacuation, l'autonomisation complète des mandats, le culte de la personnalité, l'individualisme, l'intolérance dans les relations internes, le mépris pour le travail partisan, se sont multipliés les centres parallèles. Des adhésions en masse se transforment en instrument de manipulation et d'affirmation de 'personnalités' et de mandats comme la véritable direction du parti »<sup>173</sup>. Pour lui, la gauche du PT « ne parvient pas à constituer une alternative réelle d'hégémonie » dans un parti qui « perd du souffle, en s'alimentant d'illusions adaptatives à l'ordre en vigueur et en contribuant à la reproduction spontanée de l'ordre dominant ». Il ajoute que dans les espaces institutionnels, « ce qui se passe dans de nombreuses situations, c'est une tentative d'un vivre ensemble sans conflit, une pratique de cohabitation et des choix programmatiques qui ne se confrontent pas aux intérêts conservateurs ». Et « l'accommodation, la dilution des valeurs, et l'adaptation se reproduisent également à l'intérieur du parti en y gagnant des proportions alarmantes ». Il parle de « la dilution des organes de direction » du PT comme d'un « coup mortel porté à la démocratie interne ». Les choses ont atteint un tel point, ajoute-t-il, que les affaires de « fraude, manipulation, trafic d'influence, achat de militants » rencontrent « dans certains secteurs du parti le silence et une absence de disposition à traiter la question de façon conséquente ». Cette dernière remarque, de la part d'un dirigeant national, est alarmante. Elle peut conduire à la conclusion que le parti a déjà atteint un point de non-retour. Néanmoins, ce n'est pas cette dernière conclusion qui prévaut dans le PT, loin de là.

- **Ouverture du PT, « adhésions en masse » et pratique de « l'urne ouverte »**

Un point particulier des pratiques en cours fait l'objet des foudres de la gauche du PT. Il s'agit des « adhésions en masse »<sup>174</sup>, aussi surnommées « l'industrie de l'adhésion ». S. Hypólito<sup>175</sup> défend l'idée que le PT doit être un parti de masses, et non un parti de cadres, et c'est pourquoi elle combat la pratique devenue courante des adhésions en masse. Elle reprend les pré-thèses d'AUNL où l'on peut lire : « l'entrée au PT ne peut se confondre avec une initiative d' enrégimentement par des tendances, des dirigeants, des parlementaires, des maires ou des gouverneurs, mais doit impliquer une intégration effective du nouvel adhérent

---

<sup>171</sup> II Congresso. 3º Caderno de Debates. Pré-thèse "PT para quê? Os desafios do II Congresso". Texte signé notamment par M. Temer et C.N. Coutinho, p. 7.

<sup>172</sup> II Congresso. 5º Caderno de Debates. "Sobre a construção partidária". Texte d'A. Dias, p. 7-8, qui termine sa contribution en posant 5 questions pour clarifier qui est au PT et pourquoi aujourd'hui, et afin que ce dernier « surmonte ses impasses : 1- le PT doit-il ou non maintenir les principes et objectifs fondamentaux qui ont été à l'origine de sa création ? 2- Quelle est la relation qui doit exister entre la lutte de masses et la lutte institutionnelle ? 3- Transiterons-nous graduellement vers le socialisme, ou aurons-nous des ruptures dans le processus ? 4- Quelle est la politique d'alliances qui nous permettra d'accumuler des forces sur cette voie ? 5- De quel type de parti avons-nous besoin pour atteindre de tels objectifs ? ».

<sup>173</sup> II Congresso. 5º Caderno de Debates. "Por um partido à altura de sua história". Texte de V. da Cruz, p. 14. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>174</sup> Il s'agit de la pratique consistant à faire adhérer au PT des groupes de gens sans trop se poser de questions sur leur engagement, sur ce qu'ils pensent et veulent, sans se préoccuper de leur niveau de politisation. L'objectif, le plus souvent, est de « faire du nombre » dans les Rencontres locales du parti, pour peser sur l'issue des votes internes.

<sup>175</sup> II Congresso. 4º Caderno de Debates. "A (des) construção partidária". Texte de Sônia Hypólito, p. 4. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

au PT ». Elle ajoute : « Je suis d'accord. Je signe. Mais quand je lis la liste des signataires de la thèse, il y a là des camarades qui ont parrainé des adhésions en masse », même si elle ajoute que cette pratique ne concerne pas que la seule AUNL. Elle en vient à la défense de ce que doit être, selon elle, un PT de masses : « je veux un parti ouvert aux travailleurs et à ceux qui sont aux côtés des travailleurs, dans la lutte pour la transformation sociale. Je ne veux pas un parti ouvert indistinctement, et je ne veux pas un PT ouvert à l'adhésion de personnes qui viennent au Parti pour défendre tel ou tel leader ». Dans son dialogue avec AUNL, elle en vient à la question « parti de cadres ou parti de masses », et demande : « Où est la différence entre nous ? Elle est dans le fait que les camarades paraissent penser que le caractère de masse du Parti dérive du nombre d'adhérents qu'il possède. Pour commencer, je crois, moi, que le parti peut avoir relativement peu d'adhérents, et avoir un caractère de masse. Et il peut avoir de nombreux adhérents, et être un parti de cadres ». Elle prend alors des exemples : « Aucun doute que le PT gaúcho est un parti de masse. Il fait de la politique pour des millions de gens. Mais il a peu d'adhérents. Pourquoi ? Parce que la majorité de ses adhérents sont aussi des militants pétistes. Dans d'autres Etats et d'autres villes, le PT a des tas d'adhérents (pas de militants). Résultat : dans le Parti, ceux qui commandent sont une minorité de cadres (des personnalités publiques, des conseillers, payés, etc.) ». Sa conclusion est la suivante : « C'est exactement parce que je ne défends pas l'idée de construire un parti de cadres que je n'accepte pas d'ouvrir indistinctement le Parti, de faire des adhésions en masse ».

Nous avons déjà vu ce qui, selon les critères de Duverger, fondait le caractère de masses du PT à son origine. Et ce caractère n'était pas lié au nombre de ses adhérents, mais à sa structure et à ses rapports avec la société. Il semble assez évident que de faire adhérer en masse (parfois en les transportant gratuitement et en payant leur cotisation) des gens qui ne sont pas informés des points en débat ne peut que d'une part, contribuer à la dépolitisation ; et d'autre part permettre toutes sortes de manipulations de nature à fausser les résultats des rencontres du parti. S. Hypólito se dit convaincue par la bonne volonté d'AUNL. Mais l'adhésion en masse ne vient pas seule : elle se double de la pratique de « l'urne ouverte » pendant toute la durée de la réunion, où des gens viennent voter, parfois sans avoir assisté au moindre débat.

Membre du DN venant d'un Etat (le Pernambuco) où de telles pratiques ont été relevées, Sheila Oliveira dénonce : « Si les adhésions en masse et sans critères ni débats ne sont déjà plus des nouveautés à ce 2<sup>e</sup> Congrès, nous assistons maintenant à l'industrie de l'adhésion'. Des personnes sous contrat font la promotion d'un véritable gymkhana de recherche de 'prix' pour des adhésions et en arrivent même à contaminer la base du parti avec fraudes et fausses signatures »<sup>176</sup>. Elle confirme la dépolitisation : « Diverses rencontres municipales et de noyaux ont lieu sans le moindre débat sur les thèmes à l'ordre du jour ». Et elle conclut : « un congrès qui est seulement le second du Parti en 20 ans d'existence, qui va discuter et choisir le programme du parti, notre organisation et nos actions, en plus de relever les défis de la conjoncture, voit ses délégués élus sans que les adhérents qui les ont élus se soient même rencontrés, sans même qu'ils se connaissent, même s'ils font partie d'un même noyau et d'un même directoire. Dans un processus comme celui-ci, où réside la prise de conscience, la reconnaissance des positions adoptées, la légitimité de ce qui a été décidé ? ». Elle rappelle les méthodes : « transport sous contrat avec les plateformes pour

---

Il Congresso. 7<sup>o</sup> Caderno de Debates. Texte de S. Oliveira, p. 46. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

*aller chercher à domicile l'adhérent (transformé en simple électeur), règlement de la facture par le parti, contrôleurs et dépouillement sous contrat (certains d'entre eux n'étant même pas adhérents), pressions ouvertes des détenteurs de mandats ou de postes exécutifs et de dirigeants de la société civile ». Cela la conduit à écrire : « Nous sommes arrivés à un tel point que l'adoption du vote secret représente une prévention contre toutes sortes de pressions dans les délibérations ». Elle regrette une tendance à la disparition de la fraternité dans les débats et constate : « Les militants ne se sentent pas concernés par des positions et des candidatures définies au sommet et refusent d'être simplement des agents électoraux ». Elle dénonce les arguments favorables à l'urne ouverte : ce sont « des arguments prétendument démocratiques comme 'favoriser la participation de l'adhérent moyen dans le choix du président et empêcher que des 'bureaucrates' sans visibilité publique s'installent à la tête du parti'. Au contraire de ce contre quoi ils s'alarment, une telle proposition reproduit dans le parti un des traits les plus réactionnaires de la formation sociale brésilienne – l'hégémonie passive. Elle transforme la base pétiste en masse de manœuvre et non en sujets politiques conscients. Et elle laisse le PT à la merci des influences extérieures au parti ».*

- **Pour ou contre le PED et la réforme des statuts**

Le PED, c'est le « processus d'élections directes » des dirigeants du parti. Avec « l'ouverture » du PT au moyen des adhésions en masse et des urnes ouvertes, c'est un autre élément de fonctionnement qui est en jeu et qui doit faire l'objet d'une réforme des statuts. Le CM a une volonté « modernisatrice » et « d'ouverture » avouée. Pour J. Dirceu, au plan organisationnel, « *il s'agit de faire une révolution, en commençant par l'élection directe de nos directions à tous les niveaux – ce que nous défendons depuis 95 – et un changement radical dans les adhésions et la façon de réaliser les rencontres* »<sup>177</sup>. Ce projet s'appuie sur la volonté de dirigeants du CM, tout particulièrement de J. Dirceu. L. Secco rapporte que, dans une réunion informelle du directoire de l'Etat pauliste, le président du parti « *en est venu à défendre la mise à disposition d'urnes dans la rue, pour que n'importe qui puisse voter, adhérent ou non, en attribuant éventuellement une double pondération au vote des militants* »<sup>178</sup>. Que l'anecdote soit véridique ou pas, et pour extrême qu'elle soit, cette idée va en tout cas dans le sens de l'ouverture tous azimuts du parti, à laquelle J. Dirceu tient beaucoup. Au 2<sup>e</sup> Congrès, plusieurs dirigeants du CM relient ce projet à la tradition et à l'histoire du PT, qu'ils disent toujours à la pointe de la démocratie. Ils voient aussi le PED comme « *un acte supplémentaire de rébellion capable de surmonter les limites établies dans notre modèle d'organisation, de renverser les obstacles qui restreignent la participation des adhérents à la vie du parti, et de contribuer à l'élargissement de la représentation et de la légitimité des dirigeants du parti* »<sup>179</sup>. Ils conçoivent cette élection « *avant même la réalisation des forums formels de délibération* », forums qu'ils pensent, grâce à la technologie moderne, « *plus transparents* ». Pour eux, « *le fait que n'importe quel adhérent puisse voter pour tous les dirigeants du parti élargit radicalement leurs droits et rendra possible une participation plus effective au chemin suivi par le parti* ». Ils affirment que « *l'élection directe n'inhibe pas le débat partisan, elle ne restreint pas le droit de tendance ni la pluralité des opinions dans le PT* ».

---

<sup>177</sup> II Congresso. 7<sup>o</sup> Caderno de Debates. "Os desafios do II Congresso". Texte de J. Dirceu, p. 35.

<sup>178</sup> L. SECCO (op. cit. p. 194).

<sup>179</sup> II Congresso. 2<sup>o</sup> Caderno de Debates. "Eleição direta para direção do PT". Texte signé par C. Buarque, D. Soares, P. Frateschi et R. Junior. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

Elire directement tous les dirigeants du PT, cela semble à première vue démocratique, mais cela ne débouche-t-il pas sur une personnalisation, une dépolitisation accrue des membres du parti et un appauvrissement des débats ? C'est ce que dit la gauche pétiste, qui se dresse contre cette modification du fonctionnement du parti et de ses statuts, y voyant une introduction dans le parti des vices de la démocratie représentative.

Pour J. Machado, cette proposition « *ne peut que faire empirer les choses, en augmentant la dépolitisation du processus, en rendant quasiment impossible de discuter des propositions et en renforçant l'influence de la grande presse sur les destinées du parti* »<sup>180</sup>. Pour J. Soriano, « *adopter cette position, c'est couronner un processus de déstructuration du parti tel que nous l'avons conçu à sa fondation et jusqu'à maintenant, processus qui a commencé avec la fin des Rencontres de Base, à travers une urne ouverte toute la journée, sans que pour voter l'adhérent ne participe à aucun débat, et cela a continué avec les processus d'adhésion en masse, dépolitisés. L'élection directe aux directions consacrerait un type de parti vertical, du sommet à la base, en interdisant les relations horizontales et en inaugurant une relation différenciée entre les adhérents : ceux qui sont appelés tous les deux ans à voter pour la direction, et ceux qui, parce qu'ils sont dans les directions, peuvent élaborer et définir la politique du parti* »<sup>181</sup>. D'autres arguments contre cette élection directe sont mis en avant. Se demandant quels sont les obstacles et les limites à la participation des adhérents évoqués par le CM, les pré-thèses intitulées 'Parti militant ou parti électoral' répondent : « *Le problème principal est le fait que les adhérents sont convoqués pour délibérer seulement au moment des rencontres. Et même ainsi, uniquement pour venir à la rencontre, voter et repartir. Cela changera si l'élection est directe ? Le principal obstacle à la participation – même dans les rencontres – c'est le fait que les décisions collectives ne sont pas respectées ni suivies par une grande partie des personnalités publiques et des dirigeants qui s'estiment au-dessus du parti. Cela démotive les militants. Cela changera-t-il si l'élection est directe ?* »<sup>182</sup>. Ce texte conclut que cette proposition « *aggrave tous les problèmes organisationnels du parti, autonomise encore plus les dirigeants, élargit l'influence du pouvoir économique et des médias dans la vie interne, elle réduit l'adhérent à un simple électeur, elle en finit avec les rencontres du parti, elle fait des tendances et peut-être des directions l'unique espace de débat sur la ligne du parti. Et elle ouvre un espace encore plus grand à l'inondation du PT par des adhérents sans aucun critère* ».

#### **d) Le Congrès, résultats et leçons**

F. Estima et R. Ramos<sup>183</sup> annoncent le coût du Congrès, qui se tient à Belo Horizonte du 24 au 28 novembre 1999 : environ 1 million de R\$. Y participent des délégations de France, du Portugal, d'Uruguay, de Timor Oriental, du Mexique... Notons qu'en plus des trois discussions centrales à l'ordre du jour (conjuncture et tactique ; nouveau programme – dont nous parlerons surtout dans notre dernière partie – ; construction du parti et nouveaux statuts), le Congrès doit aussi renouveler la direction et la présidence du PT. Il se dégage, à première vue, une impression de foisonnement de textes à l'issue de la phase préparatoire. On en compte 22 dans le bulletin de débats dédié aux pré-thèses. Tout cela sans compter

<sup>180</sup> *Em Tempo* N° 309 de septembre 1999, p. 6, article de J. Machado : "Um partido satisfeito consigo mesmo".

<sup>181</sup> *Em Tempo* N° 311 de novembre 1999, p. 4, article de J. Soriano : "PT: congresso mesmo não teve".

<sup>182</sup> *II Congresso. 3º Caderno de Debates*. Pré-thèses intitulées "Partido militante ou partido eleitoral", p. 5. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>183</sup> *Em Tempo* N° 311 de novembre 1999, p. 3, article de F. Estima et R. Ramos : "Fora FHC polariza II Congresso". Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

les multiples contributions dont nous avons cité quelques passages. Finalement, ce sont 12 thèses qui sont présentées aux plus de 900 délégués<sup>184</sup>. Toutefois, ce n'est pas contradictoire avec l'appréciation de certains sur la faible participation des adhérents : ce sont essentiellement des membres des directions et des secrétariats du parti qui écrivent les textes des bulletins, et l'immense majorité de ceux-ci sont des permanents politiques, à un titre ou un autre. Quant aux adhérents, très peu ont certainement lu tous ces textes, et beaucoup n'ont rien lu du tout, ou presque.

Ce qui ressort de ce Congrès, c'est aussi un plus grand fractionnement du parti. 12 thèses sont donc présentées sur les 3 questions, et finalement il y a 7 plateformes électives pour le DN. C'est deux de plus qu'à la 11<sup>e</sup> RN. Aussi bien la droite et le centre du PT que son aile gauche sont divisés et la gauche ne parvient pas à faire bloc<sup>185</sup> face au CM. A gauche, trois plateformes différentes sont soumises au vote pour le DN : *Nosso Tempo* (Notre Temps), essentiellement constituée par la DS ; *Fiel ao PT das Origens* (Fidèle au PT des origines), qui est le credo d'OT à ce Congrès ; et *Socialismo ou Barbárie* (Socialisme ou barbarie) qui regroupe le reste de la gauche (AE, FS, BS, TM, CST et divers regroupements régionaux). Dans le CM, la liste dominante est celle d'AUNL, baptisée *Revolução Democrática* (Révolution démocratique), qui a dès les pré-thèses réincorporé le groupe de R. Falcão et C. Vaccarezza ; *Democracia Radical* (DR) présente une liste séparée ; une dissidence interne à AUNL à São Paulo a aussi sa liste, autour de Ricardo Berzoini et Jilmar Tatto, intitulée '*PT de Lutas e de Massas*' (PT de luttes et de masses). Enfin il émerge un centre avec '*Movimento PT*' (Mouvement PT), liste constituée notamment par Arlindo Chinaglia<sup>186</sup>. 3 candidatures à la présidence sont présentées : M. Temer pour l'ensemble de la gauche, A. Chinaglia (alors secrétaire général) pour le centre et J. Dirceu pour le CM.

La polarisation du Congrès a lieu sur le mot d'ordre « Dehors FHC ». Les thèses-guides étant celles d'AUNL, 3 groupes thématiques sont constitués pour discuter et amender les thèses-guides, avec 3 questions polémiques : « Dehors FHC », la défense du socialisme et la construction du PT. Seuls les amendements ayant reçu plus de 20% des voix dans ces groupes sont proposés en plénière. C'est là que le « *Fora FHC* » est battu.

Pour l'élection à la Présidence, c'est J. Dirceu qui est réélu avec 496 voix, contre 296 pour M. Temer 296 et 113 pour A. Chinaglia.

La composition du DN inclut les listes à la proportionnelle, ainsi que le président élu, les deux leaders parlementaires (Chambre et Sénat), une représentation sectorielle (jeunesse et mouvement syndical), ainsi que le président d'honneur, Lula. D'importantes divergences entre délégués s'expriment d'ailleurs sur ce point. Les résultats pour le DN sont les suivants :

---

<sup>184</sup> On décompte 912 voix au moment du vote sur les plateformes (listes pour le DN) et 905 pour choisir le président du PT.

<sup>185</sup> A la lecture du bulletin de discussion préparatoire au congrès, on remarque qu'une tentative a pourtant été faite en ce sens, notamment avec un texte intitulé « *Aos companheiros e companheiras do PT* » et signé notamment par des dirigeants de la DS, d'AE et de FS, et cherchant, par rapport aux nombreuses pré-thèses, un effort d'unification, sur 3 points. 1/ « *Défense du socialisme comme objectif stratégique pour que le PT puisse structurer une alternative démocratique et populaire face au néolibéralisme* ». Pas seulement des « *mesures ponctuelles* », mais aussi « *des transformations structurelles* ». 2/ « *Défense du PT avec la conception d'un parti socialiste, démocratique et de masse* », un parti « *en condition de se mobiliser et d'être à la tête de grandes mobilisations de masse* ». Il faut donc « *dépasser les visions et pratiques qui réduisent au plan institutionnel le rôle du parti et qui réduisent le rôle de son militant à voter dans des conventions et à demander des votes aux élections* ». 3/ « *Défense d'un gouvernement démocratique et populaire sous l'hégémonie de la classe travailleuse et qui ait à sa tête le PT* ».

<sup>186</sup> On trouve notamment avec lui les noms de Tarso Genro, Carlinhos Santana, Geraldo Magela et Tilden Santiago.

Tableau 20 : Vote du 2<sup>e</sup> Congrès (1999) pour la composition du DN et de la CEN

Listes	Voix	%	Rep/DN	Rep/CEN
<i>Nosso Tempo</i> (DS, gauche)	90	10	8	2
<i>Revolução Democrática</i> (AUNL, CM)	398	44	35	8
<i>Democracia Radical</i> (droite, CM)	73	8	7	1
<i>Socialismo ou Barbárie</i> (gauche)	190	21	17	4
<i>Movimento PT</i> (centre)	116	13	10	2
<i>PT de Lutas e de Massas</i> (dissid. AUNL, CM)	26	3	2	1
<i>Fiel ao PT das Origens</i> (OT, gauche)	19	2	2	0

Source : *Em Tempo* N°311 (11/1999) p. 3

Ces résultats représentent une défaite pour la gauche pétiste, qui tous courants confondus, n'a plus que 27 représentants au DN (sur les 81 élus sur listes) et 6 à la CEN. Avec les représentants « de droit » et une majorité absolue du DN à l'élection par listes, le CM peut espérer atteindre les 60% du DN nécessaires pour faire changer les statuts du parti, en gagnant des voix vers le centre du PT.

Le bilan tiré par la gauche pétiste à propos de ce Congrès est négatif. F. Estima et R. Ramos notent que « *peu de questions ont été débattues et les discussions sur la conception du parti et sur le socialisme n'ont pratiquement pas eu lieu* »<sup>187</sup>. Le Congrès n'a pas eu le temps de débattre des changements statutaires. Les questions d'organisation et de nouveaux statuts sont remises entre les mains du nouveau DN, avec deux éléments complémentaires : la majorité nécessaire d'au moins 60% ; et pour les finances, une conférence nationale doit être organisée. Sur la question du programme et du socialisme, les débats ont été très limités. Ce qui est voté est le maintien du texte des thèses-guides (AUNL) avec les auto-amendements de ce courant. Pour l'essentiel, il se contente de reprendre les textes de la 7<sup>e</sup> RN et du 1<sup>er</sup> Congrès sur le socialisme<sup>188</sup> (mis en annexe de la résolution). Des changements programmatiques ont lieu malgré tout, comme nous le verrons. Au final, on peut se poser la question : à quoi a servi ce congrès ? Pour J. Soriano, « *de congrès, il n'y en a pas vraiment eu* »<sup>189</sup>. Il y a eu « *beaucoup de gens, mais peu de débats* » et s'il en sort une « *nouvelle configuration interne au parti* » (avec une gauche plus fractionnée), et si « *la définition du socialisme reste celle de 1991* », bien des choses essentielles sont remises à plus tard : « *le 'Dehors FHC' a été légitimé comme mot d'ordre de lutte mais le PT ne l'assume pas maintenant* » ; « *l'élaboration des nouveaux statuts a été déléguée* » (au DN élu). Au final, « *les résultats du 2<sup>e</sup> Congrès remettent simplement de nombreuses définitions à un avenir proche* ». Pour M. Temer, le 2<sup>e</sup> Congrès est marqué par la dépolitisation, dont il fait porter la responsabilité sur le CM, et il a « *généré un large consensus : l'absence totale d'importance accordée au débat théorique, principalement au regard de ce que à quoi nous étions arrivés dans les discussions du 1<sup>er</sup> Congrès, il y a presque dix ans* »<sup>190</sup>. Comparant la 11<sup>e</sup> RN et le 2<sup>e</sup> Congrès, il écrit : « *ce qu'on relève entre les deux événements, ce n'est pas une croissance organique consolidée [liée, en particulier, aux luttes sociales], mais un 'gonflement' significatif, avec des délégués municipaux jamais vus auparavant dans des*

<sup>187</sup> *Em Tempo* N° 311 de novembre 1999 (art. cit.).

<sup>188</sup> Dans une contribution individuelle, V. Pomar (« *Este ilustre desaparecido* », *II Congresso. 4o Caderno de Debate*, p. 22) remarque que le texte de DR n'utilise pas une seule fois le mot socialisme/ste. Celui d'AUNL, deux fois seulement.

<sup>189</sup> C'est le titre de son article dans *Em Tempo* N° 311 de novembre 1999, article intitulé « *PT : congresso mesmo não teve* », p. 1. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>190</sup> *Em Tempo* N° 311, de novembre 1999, article de M. Temer intitulé « *Congresso sem jaça* », p. 6. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

*réunions de noyaux ou de zonales. Jetables. Issus d'étranges processus d'adhésion qui, dans certains Etats, ne nous ont pas laissés bien loin derrière les partis de droite les plus physiologiques et clientélistes* ». Il remarque que si « *personne n'a osé remettre en question le maintien du socialisme dans nos textes d'orientation* », le Congrès n'a guère parlé du chemin pour y parvenir. Il conclut sur le très grand nombre d'« *indéfinitions* » qui subsistent.

### **3°) 2001 : Vers le « grand tournant » ?**

L'année 2000 a été largement centrée, pour le PT, sur les élections municipales, que nous avons évoquées au chapitre 11. Sur l'année 2001, nous cernons deux faits importants que nous devons traiter maintenant, afin de pouvoir saisir, au chapitre 15, la campagne pétiste de 2002, et les évolutions majeures qui s'y sont manifestées.

#### **a) Le PED mis en place**

C'est le 11 mars 2001 que le DN du PT approuve les nouveaux statuts, et qu'en particulier, le PED, discuté au 2<sup>e</sup> Congrès, devient statutaire. L'ensemble des adhérents du parti, dorénavant, voteront le même jour, directement pour l'ensemble des directions du PT, à tous les niveaux (zonal, municipal, de l'Etat, national) et leurs président(e)s, ainsi que pour les délégué(e)s aux rencontres et congrès. L'article 19 des nouveaux statuts stipule que « *les adhérents définissent la politique du parti au moyen de l'élection directe des directions, et des Rencontres, qui délibèrent du programme, de la stratégie, de la tactique, de la politique d'alliances et de la ligne de construction du parti* »<sup>191</sup>. L'article 35 précise notamment que « *les élections seront réalisées à bulletin secret, dans tout le pays, en un seul et même jour, de 9h à 17h, en fonction du calendrier électoral approuvé par le DN* »<sup>192</sup> ; l'article 37 indique : « *avant la réalisation des élections directes, obligatoirement, devront être réalisées des réunions plénières ou des débats pour la discussion de l'ordre du jour, faisant l'objet d'une large information aux adhérents* ». Cet article vise sans doute à calmer critiques et inquiétudes des militants sur les risques de dérives du PED.

Mais l'essentiel du projet porté par le CM est en place et les responsables de la communication de la majorité du parti sont fiers de la nouveauté, même si la gauche pétiste, très minoritaire dans la direction, dénonce les effets délétères du PED, lancé nationalement le 13 juillet 2001. La première election directe, à tous les niveaux de direction, a lieu le 16 septembre 2001, avec environ 340 000 pétistes considérés aptes à voter, c'est-à-dire inscrits au PT depuis au moins un an (six mois dans les municipales où le parti n'existait pas le 16 septembre 2000). Le site de la FPA présente ce processus électoral, qui « *a inclus la réalisation, dans tout le pays, de débats entre les candidats à la présidence et entre les listes concurrentes aux niveaux zonal, municipal, régional et national. La commission d'organisation du PED, nommée par le DN, a mis en place des débats entre les six candidats à la présidence nationale du parti dans huit capitales : Belém, Belo Horizonte, Brasília, Porto Alegre, Recife, Rio de Janeiro, Salvador et São Paulo* »<sup>193</sup>. Selon la FPA, les élections directes ont lieu dans 2 834 des 4 016 municipes du pays où le PT est organisé

---

<sup>191</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Estatuto*. FPA 2001, p. 30. Jusqu'à nouvel ordre, les citations et les chiffres qui suivent sont issus de ce texte.

<sup>192</sup> Idem, p. 37. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>193</sup> Traduit à partir de du site de la FPA : <http://novo.fpabramo.org.br/content/o-pt-e-outra-historia>.

(soit 72% de ceux-ci). Au niveau des Etats, il a été enregistré un total de 121 listes et 105 candidats-présidents du PT dans les 27 Etats brésiliens.

Le 27 septembre, les résultats sont annoncés. Il a été comptabilisé 221 956 votants pour la présidence nationale, et 222 956 pour les listes nationales pour la direction. Pour la présidence nationale du parti (un mandat de 3 ans), les résultats sont les suivants :

Tableau 21 : Résultats du PED de 2001 pour la présidence du PT

Noms	Remarques	% obtenus
<i>José Dirceu</i>	Président du PT en exercice, AUNL, PT/SP	55,55%
<i>Raul Pont</i>	DS, gauche pétiste, PT/RS (ex-maire de Porto Alegre)	17,23%
<i>Júlio Quadros</i>	PT/RS	15,17%
<i>Tilden Santiago</i>	Député fédéral, <i>Movimento PT</i> , centre du parti	7,60%
<i>Ricardo Berzoini</i>	Député fédéral PT/SP	2,82%
<i>Markus Sokol</i>	OT, gauche du PT	1,63%

Source FPA : <http://novo.fpabramo.org.br/content/o-pt-e-outra-historia>

Le nouveau processus électoral a un impact important sur la dynamique des rencontres. Malgré les déclarations d'intention démocratiques, et si l'on ne veut pas réduire la démocratie au simple fait de voter, les changements induits posent un problème. En effet, que deviennent, avec les nouveaux statuts, les thèses mises en débat, et sur lesquelles, autrefois, les rencontres débattaient abondamment ? Comme l'explique L. Secco, « à partir de 2001, les thèses commencent à être présentées à l'ensemble des militants au travers de publications et de débats. En votant pour les plateformes, les adhérents votent également pour les thèses. Celles qui reçoivent le plus de voix vont au congrès ou à la rencontre en condition de thèses-guides, et ce sont les seules thèses à pouvoir être débattues et amendées par les délégués élus »<sup>194</sup>. L'historien commente ainsi ce nouveau processus : « Deux problèmes sont apparus à partir de là : le premier est que l'élection s'est mise à précéder le débat ; le second est qu'en mimant la démocratie représentative capitaliste, le PED est plus susceptible de donner lieu à des abus de pouvoir économique ».

Sans diverger avec ces remarques, nous pensons pour notre part que ce processus est profondément dépolitisant, pour de nombreuses raisons. Mentionnons en quatre. Premièrement, il s'appuie sur des adhérents-électeurs, qui assument essentiellement leur rôle de membres du PT en votant pour une personne et non en s'engageant personnellement ; or s'engager veut dire participer aux débats, ou au moins les suivre, ce qui pour beaucoup d'adhérents tend à disparaître. Deuxièmement, attribuer un trop grand poids, un trop grand pouvoir à des leaders conduit facilement à abdiquer de son esprit critique et à s'en remettre à eux sur les questions politiques ; ce processus éloigne donc encore bien plus le PT d'un parti militant. Troisièmement, le PED donne une prime inévitable aux leaders connus, médiatiques, et aux élus ; cela fait encore plus pénétrer la logique médiatique et l'électoratisme dans les rangs du parti. Quatrièmement, les nouveaux statuts reviennent logiquement à faire des congrès et des rencontres des coquilles presque vides, des quasi-chambres d'enregistrement, puisque le débat a déjà eu lieu auparavant (qui plus est, et sans nul doute, de façon plus limitée qu'auparavant), et que seules les thèses-guides sont discutées et amendées. Après l'introduction de ce fonctionnement, le PT, déjà bien différent de ce qu'il était dans ses premières années, franchit à notre avis une nouvelle étape, et il nous semble qu'elle précipite un processus qui rend impossible tout retour au « PT des

<sup>194</sup> L. SECCO (op. cit. p. 195). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.



origines », populaire, militant, voulu par certains. Tout cela fait partie d'un mouvement de transformation politique et organisationnel sur lequel nous reviendrons. En attendant, en 2001, pour la majorité de la direction, le PED évite aussi les mauvaises surprises « désorganisantes » et les votes serrés dans les congrès et les rencontres !

### **b) La conjoncture vue de la 12<sup>e</sup> RN (14-16 décembre 2001)**

C'est dans le cadre défini plus haut que la dernière Rencontre nationale avant l'élection de 2002 se tient, du 14 au 16 décembre 2001 à Olinda<sup>195</sup>. Avec un président élu avec plus de 55% des voix, le CM tient maintenant bien le parti en mains, c'est lui qui présente les thèses-guides et, pour ce qui est de la conjoncture, de l'orientation générale, des alliances et du programme de gouvernement, son texte est le seul qui est débattu à Olinda. Une large part de la résolution concerne l'élection de 2002, mais sa partie préliminaire concerne l'analyse de la situation politique et l'orientation générale du PT dans ce contexte.

La résolution commence par une série de constats concernant FHC, sa politique, son régime et ses effets dans la société. Elle déclare d'emblée : « *le gouvernement FHC a échoué* »<sup>196</sup>, chiffres à l'appui. Elle s'en prend à sa corruption<sup>197</sup> et au style « *impérial* »<sup>198</sup> de la présidence. Il développe ensuite deux aspects : d'une part, « *le gouvernement FHC est épuisé* », ce qui veut dire notamment que le moment est à « *l'approfondissement de la crise du néolibéralisme au Brésil et de son noyau politique, le PSDB* », dans un contexte où le capitalisme enchaîne les crises et où monte la « *résistance à la mondialisation néolibérale* », un contexte où « *la légitimité du projet néolibéral est minée, ici et dans le monde* » ; d'autre part, « *notre principale tâche est de construire un programme démocratique et populaire de gauche et une coalition de forces capable d'impulser notre victoire aux élections de 2002* »<sup>199</sup> car, explique le texte, « *comme le néolibéralisme a été, ces dernières décennies, l'idéologie dominante, son affaiblissement ouvre une opportunité historique pour la gauche dans le monde entier, et pour le PT en particulier, d'approfondir la défense des valeurs du socialisme démocratique* »<sup>200</sup>. Jusqu'ici, tout semble couler de source : le néolibéralisme s'affaiblit, le gouvernement est en crise, cela ouvre des possibilités pour le PT et pour un projet anti-néolibéral.

Comment le PT compte-t-il battre le néolibéralisme ? Toujours en « *construisant un nouveau gouvernement démocratique et populaire* », selon la résolution. Cela veut dire, au plan international, notamment : refuser l'ALCA et « *stimuler et renforcer le Mercosul sur de nouvelles bases* »<sup>201</sup> ; préserver l'Amazonie, ses peuples et sa biodiversité contre « *des initiatives comme le Plan Colombie* » ; « *affirmer la souveraineté nationale et la lutte contre*

---

<sup>195</sup> Olinda se situant juste à côté de Recife, il est souvent fait référence à la Rencontre de Recife.

<sup>196</sup> *Resolução do XII Encontro Nacional*, document numérique fourni par le secteur formation du PT, p. 2. Disponible sur *Resoluções de Encontros e Congressos & Programas de Governo Partido dos Trabalhadores (www.pt.org.br) / Fundação Perseu Abramo (www.fpabramo.org.br)*. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>197</sup> Idem, p. 3. On lit : « *le gouvernement a aussi fait faillite moralement. Les dénonciations de corruption sont allées en s'accumulant et pour les contenir, le gouvernement a transformé sa relation avec le pouvoir législatif en système de marchandage. La corruption du gouvernement FHC a, aujourd'hui, deux faces : une, traditionnelle, qui se traduit par l'appropriation privée et le détournement des ressources publiques ; l'autre, moderne, sophistiquée, qui transfère au secteur privé des actifs publics sous-valorisés et a recours à des informations privilégiées pour obtenir des gains spéculatifs* ».

<sup>198</sup> Idem. Le texte dit exactement : « *FHC exerce un présidentielisme impérial, avec des agressions répétées à la démocratie et à la Constitution, ayant émis plus de « Mesures provisoires » que tous les présidents depuis la dictature militaire* ».

<sup>199</sup> Idem, p. 2.

<sup>200</sup> Idem, p. 3.

<sup>201</sup> Idem, p. 4.

*l'inégalité* »<sup>202</sup>, notamment en « *mettant en valeur le Forum Social Mondial* » et en « *renforçant le mouvement en défense de la Taxe Tobin* », et « *pour la fin des paradis fiscaux* » ; s'engager « *avec le mouvement anti-néolibéral et avec le Forum Social Mondial qui sera réalisé à Porto Alegre pendant l'année 2002* ».

Au plan intérieur, après s'être auto-félicité « *de la contribution révolutionnaire [du PT] à la démocratie brésilienne avec la réalisation, pour la première fois dans l'histoire des partis de ce pays, d'élections directes pour choisir tous les dirigeants du parti* »<sup>203</sup>, et avant de se réjouir de ce qu'il considère comme d'autres avancées organisationnelles, le texte majoritaire note que « *dans les élections de 2000, le PT a obtenu sa plus importante victoire électorale, en étant majoritaire électoralement parmi les gauches et dans l'opposition* », cela dans un cadre où l'image du PT et de Lula est solide dans l'opinion. Cela amène les élites et le camp gouvernemental à attaquer le PT, notamment sur sa capacité à gouverner, car « *notre victoire en 2002 signifierait une défaite stratégique du néolibéralisme* »<sup>204</sup>. Le texte reconnaît que le « *scénario des élections est encore indéfini* »<sup>205</sup>, notamment vu l'incertitude pesant sur certaines candidatures, et il annonce trois événements importants pour le parti : « *la XII<sup>e</sup> Rencontre nationale, les primaires du 17 mars et les émissions de radio et de TV du premier semestre 2002* »<sup>206</sup>. La résolution évoque la « *nécessité d'un plus fort regroupement des oppositions au Congrès National, et de la création d'un agenda de mobilisation nationale pour unifier les différentes luttes sociales et politiques en 2002* », précisant : « *c'est seulement ainsi qu'il nous sera possible de reprendre l'initiative politique et, sur la base du large soutien populaire que nous avons, de faire de la bataille électorale un moment de consolidation d'une majorité pour soutenir un nouveau gouvernement dans le pays* »<sup>207</sup>. Notons ici ce qui apparaît comme une inversion de priorité par rapport à la pratique du PT des premières années : organiser des mobilisations populaires pour favoriser une victoire électorale, et non soutenir les luttes (ou les lancer) indépendamment des élections.

La suite de la résolution concerne la politique d'alliances et les lignes directrices du programme de gouvernement, points analysés dans la dernière partie de cette étude.

Arrivés à ce point, nous avons plutôt l'impression qu'hormis l'innovation du PED et l'accroissement de l'emprise du CM sur le parti, la 12<sup>e</sup> RN reste surtout dans la ligne des rencontres précédentes, depuis 1995. Depuis cette année-là, l'évolution du PT vers la droite est graduelle, progressive. Le discours dominant dans le parti est celui de la lutte contre le néolibéralisme et il s'agit toujours de proposer un nouveau modèle de développement au pays. A moins d'un an d'une élection présidentielle décisive, le PT n'est certes plus le parti radical au discours anticapitaliste qu'il était à ses débuts. Mais le credo pétiste des années 1990, antilibéral et non pas anticapitaliste, mettant beaucoup plus l'accent sur la démocratie que sur le socialisme, tout cela semble encore en place. Sur la base des seuls textes présentés et votés en 2001, on peut encore croire que Lula et le PT se préparent à aller au gouvernement sur base opposée à la politique de FHC, contre le néolibéralisme.

---

<sup>202</sup> Idem, p. 5.

<sup>203</sup> Idem, p. 7.

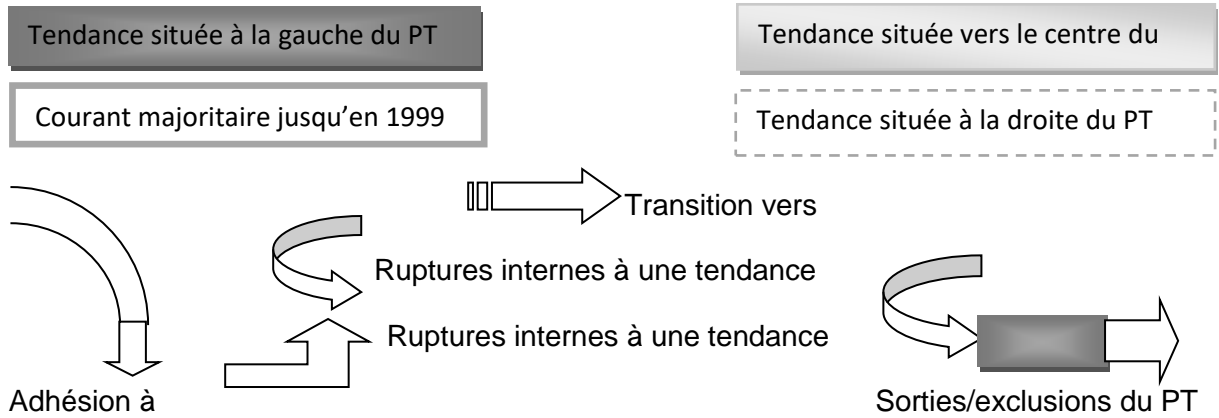
<sup>204</sup> Idem, p. 8.

<sup>205</sup> Idem, p. 10.

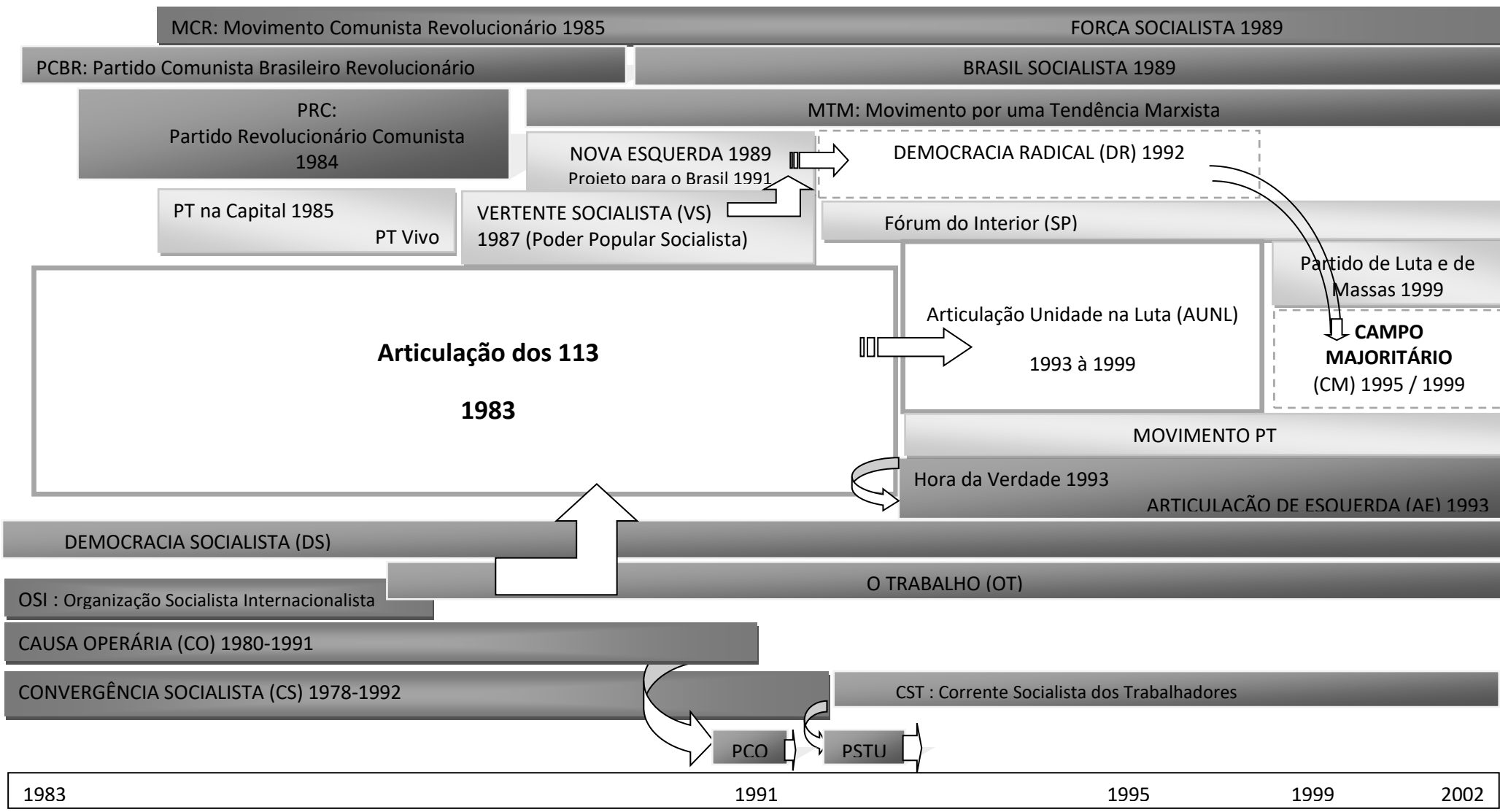
<sup>206</sup> Idem. Rappelons que le texte a été écrit avant la 12<sup>e</sup> RN, pour être voté avec le PED en septembre, d'où la présentation de cette rencontre à un moment du futur. Pour les primaires, il s'agit de désigner le candidat du PT à la présidentielle. Nous en reparlerons dans le chapitre sur l'élection présidentielle de 2002.

<sup>207</sup> Idem, p. 11.

-----  
Légendes de l'organigramme historique page suivante :



Organigramme 3 : trajectoires des tendances du PT (1983-2002) – Source : L. SECCO (op. cit. p. 286) avec nos modifications



## Conclusions analytiques de la partie 4 : PT – CUT, un double processus d'institutionnalisation

---

Pour le PT, les années 1990 ne ressemblent pas du tout aux années 1980. Les dix premières années pétistes ont été celles de son affirmation comme opposition sociale et politique. Pendant sa seconde décennie d'existence, face à l'offensive néolibérale, le parti donne incontestablement la priorité à son action institutionnelle et devient surtout une opposition parlementaire, même s'il continue à posséder une large influence dans les mouvements populaires et les syndicats.

Dès le lendemain de l'élection de 1989, Lula et son courant politique se convainquent qu'il est possible de parvenir à changer la société en gagnant les élections, en tout premier lieu l'élection présidentielle. Malgré les échecs de 1994 et de 1998, cette conviction demeure et fonde les priorités du parti et ses choix d'orientation pendant les 13 années séparant la présidentielle de 1989 et celle de 2002. Dès 1990, la direction du PT – parti qui est déjà la principale force d'opposition aux élites gouvernantes – fait le choix de plus en plus explicite d'accumuler, avant toute chose, des forces dans les élections et les institutions. Malgré les revers aux présidentielles de 1994 et 1998, le parti accroit, progressivement, son implantation dans le pays, ses scores électoraux et sa présence dans les institutions locales et régionales. Dès 1990, il est la principale force d'opposition politique aux élites qui veulent faire entrer le Brésil dans le moule néolibéral.

Mais, en même temps qu'il joue le premier rôle dans l'opposition sur le plan institutionnel, on voit le PT se transformer profondément et réviser ses positions sur un certain nombre de points cruciaux, stratégiques. Sa volonté de respecter la Constitution de 1988 et ses choix d'orientation à des moments clés de la longue décennie 1990-2002 s'opposent à sa détermination et à sa ténacité dans des phases critiques des années 1980. Du mot d'ordre de 1982 « Les travailleurs votent pour des travailleurs », on en est arrivé à l'alliance recherchée en 2001 avec des partis du centre comme le PMDB (un parti doté d'une solide réputation « physiologique », qui plus est). Du refus initial des alliances politiques – avec leurs nécessaires conséquences en termes stratégiques et programmatiques – avec des partis qualifiés de « bourgeois » au début des années 1980, le PT est passé à la constitution d'un front, sur un programme « démocratique populaire », baptisé Front Brésil Populaire à la fin des années 1980 ; puis à une volonté d'étendre toujours plus les alliances vers la droite, en recherchant des accords parlementaires et dans les exécutifs locaux et régionaux avec des forces politiques en rien socialistes, ni dans leur pratique, ni dans leur programme, ni même dans leurs origines.

De la lutte « jusqu'au bout » pour des élections directes et du rejet du Collège électoral en 1984-1985, on est passé au rejet du mot d'ordre « *Fora Collor* » par la majorité du PT, pendant une bonne partie de 1992 et à l'acceptation du remplacement « démocratique » de Collor par Itamar Franco ; puis, en 1999, au refus de se battre concrètement pour chasser FHC du pouvoir, alors que de nombreux manifestants et organisations populaires le voulaient. En 1992 puis en 1999, on a vu que le PT refusait d'agir comme une « avant-

garde » politique, malgré des mobilisations de la société qui, largement, attendaient qu'il joue son rôle à ce niveau : descendre systématiquement dans la rue, entraîner les foules dans la rébellion, déstabiliser les élites au pouvoir, proposer une alternative radicale. Au lieu de cela, la direction du parti a préféré miser sur les alliances de sommet dans les institutions, et compter sur les prochaines élections, considérant à chaque fois que la situation n'était pas mûre. Pourtant, la question mérite d'être posée pour ces trois moments : était-il impossible ou erroné de lier la lutte contre la corruption effarante de Collor à l'organisation du rejet populaire de la politique néolibérale brutale dont ce dernier se voulait le héros ? Était-il impossible ou erroné de se battre pour éviter la continuité constitutionnelle tranquille représentée par Itamar Franco, en luttant pour des élections anticipées, afin de ne pas laisser les élites reprendre l'initiative ? Était-il impossible ou erroné, après la Marche des 100 000 où le PT avait joué un rôle important, d'adopter le mot d'ordre « Dehors FHC » et de se battre, dans la rue, les usines, les bureaux, et aussi dans les institutions, pour infliger « à chaud » une défaite politique et sociale au néolibéralisme ? Y avait-il une impossibilité à tout cela, ou bien s'agit-il de choix politiques, et alors d'où viennent-ils ?

Rappelons qu'en 1999, le courant dominant du PT faisait adopter une résolution où l'on pouvait lire que, malgré la crise politique alors croissante, le gouvernement pouvait encore « *subir un processus de lente décomposition, semblable à celui qu'a affronté Sarney pendant sa dernière année* », précisant : « *le coût de cette alternative pour le pays est très élevé* ». Avec le recul, on peut affirmer que la déconfiture du gouvernement FHC n'a sans doute jamais été aussi totale que celle du gouvernement Sarney. Mais il y a bien eu usure croissante, crise économique, sociale et politique, désillusions et souffrances populaires. Il a fallu attendre trois ans de plus pour voir émerger, dans les urnes, un changement politique. Dans quelle mesure le choix par le 2<sup>e</sup> Congrès de ne pas adopter le mot d'ordre « Dehors FHC » a-t-il favorisé cette issue et le « coût » social qui y était lié ? Difficile à dire précisément. La baisse de la combativité populaire caractérisait les années 1990, mais on a aussi remarqué qu'un PT de combat pouvait contribuer à relancer la volonté d'en découdre avec la politique des élites. Remettre à plus tard, et à une issue institutionnelle, la solution du « problème FHC », a de toutes façons joué un rôle démobilisateur.

Finalement, sur le plan de l'orientation, ce qu'on a vu émerger et s'installer dans le paysage politique, c'est un « *PT light* » ayant perdu son esprit rebelle et militant. Mais tout paraît lié : la vie interne du PT, son fonctionnement, ses relations avec les travailleurs, et son orientation générale. En vingt ans, on est graduellement passé d'un parti militant, enraciné dans les usines et les quartiers populaires à un parti électoraliste et institutionnel. Des années 1980, où dans toutes les luttes, on trouvait des pétistes, militants acharnés d'un parti qui priorisait les combats à la base, on en est arrivé à une lourde machine institutionnelle, très professionnalisée, efficace et compétente sans doute, mais dont les choix et les pratiques se sont fort éloignés de la ferveur militante des premières années. Après 1995, en particulier, le fonctionnement du parti est largement et régulièrement dénoncé comme bureaucratique et autoritaire, sans même parler de la multiplication de dysfonctionnements dépolitisants et de type clientéliste.

A notre avis, la mise en place des nouveaux statuts et du PED (processus d'élections directes) viennent couronner un processus de transformation-domestication du PT. Pour imposer définitivement un « *PT light* » qui émergeait déjà dans les faits, il fallait modifier, jusque dans les textes, son fonctionnement. On l'a vu : à partir de 1995, la « reprise en main » du parti par le camp majoritaire a, sur le moyen terme, permis de faire reculer la

gauche pétiste. Celle-ci n'avait pas réellement pu imprimer sa marque sur les destinées du parti dans les années 1993-1995, mais en 1995 et en 1997, elle était encore forte dans le parti. Les nouveaux statuts sont, notamment, un moyen de l'affaiblir, tout en offrant un rôle accru aux élites du parti. L'année 2001, avec l'adoption de ces nouveaux statuts, crée les conditions de survenance de nouvelles mutations du parti.

Tentons, en cette fin de 4<sup>e</sup> partie de notre étude, de faire ressortir quelques-uns des principaux éléments de cette transformation du PT depuis 1990, en mettant l'accent sur quelques dimensions qui sont, selon nous, des pièces maîtresses d'une explication globale de sa trajectoire. Nous convoquerons la littérature disponible (notamment sur le syndicalisme brésilien) pour nous arrêter ici sur trois aspects essentiels. Nous observerons d'abord les grandes lignes de l'évolution du syndicalisme dans toute cette période ; puis nous reviendrons sur la croissance électorale et son implantation institutionnelle du parti ; et enfin, nous nous interrogerons sur l'évolution de la structure organisationnelle du PT.

### **1°) PT et syndicalisme après 1989**

Précisons en quelques mots que le monde syndical brésilien au tournant de la décennie 1980/1990 se complexifie et se fractionne davantage que dans la décennie précédente. En particulier, l'évolution observée à la fin des années 1980 avec l'émergence du « syndicalisme de résultats », après la division en deux centrales CGT, se prolonge et s'amplifie dans les années qui suivent, avec l'apparition dès 1991 d'une nouvelle centrale, *Força Sindical*, qui adhère pleinement aux principes et à l'éthique néolibérale et représente une concurrence forte pour la CUT, sur sa droite<sup>1</sup>. Dans un sens inverse, la CUT se renforce, au tournant de la décennie, avec le Courant syndical classiste (CSC), lié au PCdoB, qui quitte l'une des CGT et devient cutiste. Cela étant, notre but, comme à la fin de la 3<sup>e</sup> partie, est de rendre compte de façon synthétique de l'évolution de la CUT, principale centrale, et partenaire syndical du PT; et de saisir comment son parcours interfère avec celui du parti.

Nous avons remarqué que si, à la fin des années 1980, les conceptions de la fraction dirigeante de la CUT, l'Articulation syndicale (intimement liée à l'ART dans le PT), se situaient toujours dans le cadre d'un syndicalisme classiste, on notait une plus grande place accordée, par le noyau dirigeant la centrale, aux négociations et au travail dans les institutions. Nous avons aussi observé comment l'AS était parvenue à modifier les statuts de la centrale de façon à affermir son emprise sur celle-ci, l'éloignant en particulier du syndicalisme « mouvementiste » et des hautes exigences de fonctionnement démocratique qui prévalaient dans sa prime jeunesse. Nous avons noté, enfin, que cette inflexion autoritaire survenait en même temps que l'ART, dans le PT, s'en prenait directement aux tendances un peu trop radicales à son goût et voulait s'assurer une mainmise plus grande sur l'appareil du parti en rejetant la proportionnalité dans ses exécutifs.

#### **a) La présidence Collor, le PT et la CUT**

---

<sup>1</sup> L'ouvrage de Vito GIANNOTTI (op. cit. 2002) en fait une critique implacable. Il traite, entre beaucoup d'autres aspects, de la présence d'A.R. Magri, l'un de ses fondateurs, au ministère du travail de Collor ; de son soutien jusqu'au bout au président « chasseur de maharajahs », et surtout à sa politique ; de ses hommes armés et des méthodes relevant du gangstérisme utilisées par cette centrale ; de ses liens avec les milieux les plus corrompus de la politique brésilienne ; des « magouilles » qui se développent dans la centrale vers le milieu des années 1990 ; de son abondant financement par le patronat et par l'argent public ; et aussi de l'évolution de son apparition, au tout début des années 2000, avec une prédilection pour l'événementiel et le marketing.

Les tendances à une moindre démocratie et à une baisse de la radicalité de la part des sommets de la centrale syndicale se confirment dès le tout début de la nouvelle décennie. Rappelons ce que nous avons noté au chapitre 10 : peu de temps après son accession à la présidence, Collor met en place des négociations avec les organisations syndicales, visant à obtenir un « Entente nationale », c'est-à-dire à un consensus sur sa politique ; et souvenons-nous que la CUT, en septembre 1990, participe à ces négociations, contre la volonté de beaucoup de ses militants et, aussi, contre l'avis de la direction du PT. Sans signer de pacte avec le gouvernement dont la politique néolibérale est très agressive, mais en « discutant » avec lui sans mobiliser la base pour la combattre, la CUT vacille. Elle prévoit une grève générale, puis l'annule, puis décide d'en organiser une en mai 1991. Les résultats de sa valse-hésitation se font sentir : c'est une « *grève inégale, concentrée dans quelques secteurs clés et précédée de polémiques et de désaccords quant à son opportunité entre les directions de la centrale* »<sup>2</sup>. Rien, donc, à la hauteur de la situation. A cette époque, le PT semble lui aussi pétrifié, occupé à digérer la campagne de 1989 et déstabilisé par l'implosion du « socialisme réel » et l'arrivée, tambour battant, de la « cure » néolibérale. Durant la présidence Collor, le PT semble espérer une mobilisation sociale contre les coups portés par le nouveau gouvernement ; le parti ne l'impulse pas, et compte sur la CUT pour organiser la riposte de la classe travailleuse. Les hésitations de la centrale et l'échec de sa tentative en mai 1991 contribuent donc grandement à donner l'avantage à Collor, tandis que beaucoup de travailleurs encaissent les coups sans croire à une possibilité de contre-attaque. Un certain pessimisme, générateur de passivité, s'installe. Voilà comment, pensons-nous, il faut comprendre une séquence d'apathie qui s'empare du PT et de la CUT ensemble, et qui, logiquement, rétroagit négativement sur la combativité des travailleurs et des classes populaires. Mais cette période est aussi celle où se prépare et où se tient le IV CONCUR. Celui-ci va jouer un rôle tout particulier dans l'histoire de la centrale.

Il existe plusieurs facteurs à cette paralysie de la CUT. Certains sont les mêmes que ceux déjà relevés pour le mal qui frappe le PT à cette époque : l'effondrement du « socialisme réel », avec l'idée dominante selon laquelle le socialisme, tout court, est mort et qu'il faut tourner la page ; l'offensive idéologique néolibérale concomitante, autour des thèmes de la « fin de l'histoire » et de la valeur centrale du « marché roi » ; le fait que dans le monde entier, ce n'est pas seulement le « communisme » qui disparaît, mais le « socialisme » qui recule, y compris dans sa version social-démocrate – il suffit de penser à la remise en cause des acquis sociaux dans un pays tel que la Suède. Tout cela frappe d'autant plus la CUT que sa direction entretient des rapports de coopération et d'échange avec le monde syndical du continent européen (particulièrement l'Allemagne et l'Italie), continent où les milieux syndicaux dominants s'engagent dans des pactes sociaux avec des gouvernements qui mettent en œuvre les mesures néolibérales. Leur exemple est digéré de façon acritique par une partie des sommets de l'AS, qui envisagent dès lors de faire du « copier-coller » de cette orientation face aux mesures de Collor. Certains dirigeants de la CUT remettent en cause la pratique syndicale des années 1980, et prônent un tournant vers un syndicalisme basé sur plus de négociation et de propositions. C'est cette orientation qui conduit la CUT à la table de négociations de Collor. De plus, la signification de la *Força Sindical* et le danger que cette centrale pro-patronale représente pour la CUT, semblent échapper totalement à son courant majoritaire, l'AS.

---

<sup>2</sup> V. GIANNOTTI et S. LOPES NETO (op. cit. 1991 p. 56).



C'est dans ce contexte général, et dans un climat interne marqué par de forts relents de sectarisme, que va se tenir le IV CONCUR (du 4 au 8 septembre 1991). Il n'est pas possible de narrer, ici, les multiples péripéties de ce congrès, qui ont fait l'objet de bien des analyses<sup>3</sup>. L'AS, le courant majoritaire en 1988, applique les décisions statutaires de 1988, et cela aboutit à un fonctionnement toujours plus bureaucratique, autoritaire et vertical, avec la perte de pouvoir des syndicats de base et la centralisation de la CUT au niveau des Etats. L'AS a décidé de faire passer ses orientations coûte que coûte, et d'affirmer sa mainmise sur la centrale, face à un ensemble de courants, situés à sa gauche, qui représente (en particulier depuis l'entrée de la CSC dans la CUT), une force globalement équivalente. Congrès préparatoires tendus, chansonnettes dénonçant la gauche de la centrale, et même des accusations infondées de vol dans la trésorerie du syndicat des *bancários* de Rio (contre un membre de CS), telles sont les méthodes utilisées par des tenants de l'AS (mais sans doute pas approuvées par tous ses partisans) avant le IV CONCUR. Notons que le nombre de délégués, vu l'application des statuts modifiés en 1988, est environ divisé par 4 par rapport aux congrès précédents<sup>4</sup>, et que les participants sont à 83% des dirigeants syndicaux, contre 17%<sup>5</sup> provenant de la base, ce qui est un important changement par rapport aux premières années de la CUT. De plus, rappelons qu'avec ces statuts, le poids des oppositions syndicales, des petits syndicats et des syndicats ruraux a été aussi drastiquement réduit. Ajoutons la non-application de la proportionnalité (souvent pratiquée par souci démocratique, mais non définie statutairement) des délégations (fonction du poids des courants) par certains syndicats, comme celui des métallos de São Bernardo, ce qui contribue à réduire la représentation de l'opposition. Malgré tout cela, l'AS comprend, pendant la préparation du congrès qu'elle risque d'y perdre la majorité, et dès lors, on assiste, pour la composition du congrès, à des délégations gonflées, en faveur de l'AS – parfois corrigées au moins en partie (comme dans le cas de la délégation du Pará), parfois pas (comme dans le cas du secteur du commerce de Vitória (ES)) – ainsi qu'à une réduction, mal justifiée, décidée par une courte majorité de l'exécutif, des délégations de la Bahia et du Minas Gerais, défavorables à l'AS). Ces manipulations et le climat sectaire qui prévaut et qui est entretenu par la majorité issue de 1988, sont annonciateurs d'un congrès difficile.

Et le IV CONCUR se passe très mal, en effet, faisant même les gros titres de la presse. Les courants de gauche de la CUT mettent au vote une proposition de « proportionnalité qualifiée » dans tous les exécutifs, permettant de répartir les choix de tous les postes au sein de ceux-ci de façon plus équitable en fonction du poids de chaque liste, et non plus en laissant la liste majoritaire s'emparer de tous les postes qu'elle désire, laissant aux listes minoritaires les postes restants. Il est clair que l'AS n'en veut pas. Pour faire court, un vote a lieu, donnant une très courte majorité à la proposition de proportionnalité qualifiée ; mais dans une confusion indescriptible, le bureau (majoritaire) du congrès décide de ne pas aller jusqu'au bout du décompte et de priver les courants de gauche de leur victoire. Une partie des dirigeants de l'AS les invitent, s'ils ne sont pas contents, à quitter la CUT et à rejoindre la *Força Sindical*. On passe tout près d'une scission mais les dirigeants minoritaires (à 48%) acceptent d'intégrer la nouvelle direction, pour éviter un gros recul du syndicalisme classiste.

---

<sup>3</sup> Nous nous appuyons sur plusieurs ouvrages, notamment ceux d'I.J. RODRIGUES (op. cit. 1997 p. 180 à 215), V. GIANNOTTI et S. LOPES NETO (op. cit. p. 55 à 82), R. TEIXEIRA (op. cit. p. 70 à 86).

<sup>4</sup> Plus précisément, I.R. RODRIGUES (op. cit. 1997) dénombre 1 554 délégués représentant 1 679 syndicats affiliés, 4,5 millions de syndiqués dont 3,5 à jour de cotisation et plus de 15 millions de travailleurs à la base.

<sup>5</sup> Chiffres donnés par R. TEIXEIRA (op. cit. p. 70).

Un texte intitulé « *Base pour un compromis* » est signé peu après par les dirigeants de l'AS ainsi que par ceux des courants de gauche de la centrale, afin de surmonter la crise.

Ce bref résumé donne l'impression d'une vulgaire lutte dépolitisée pour des postes, pour le pouvoir. Mais cela va bien au-delà. Car ce sont des projets syndicaux qui s'affrontent, des conceptions du syndicalisme. L'AS parvient à faire accepter au congrès l'adhésion à la CIOSL, où la modération social-démocrate va servir d'environnement international à la CUT. Le syndicalisme « propositionnel », l'idée d'une centrale de négociation, d'approche contractuelle, y acquièrent une légitimité, contre la caractéristique initiale cutiste, d'être un syndicalisme d'affrontement, de confrontation avec les projets de la bourgeoisie. Et sur chaque sujet où il y a un vote, la différence entre les deux camps cutistes est très mince, et pose la question de la composition du congrès, et en particulier de l'amputation des délégations de BA et MG, sans laquelle les résultats auraient été inversés. Mais la question de la démocratie syndicale est aussi une question éminemment politique, et l'on peut affirmer sans hésitation que celle-ci a été bafouée à la IV CONCURT. L'image de la CUT en sort affaiblie, même si une partie des dirigeants de l'AS se réjouit ouvertement<sup>6</sup>. A noter toutefois que la CEN du PT, réunie le 18/9/1991 (juste après le IV CONCURT) se prononce contre le pacte avec Collor, et cela même si l'ART, très liée à l'AS, y est majoritaire. Mais « *cette prise de position n'a pas empêché la CUT de s'asseoir à Brasilia à la table de l'Entente nationale. Cette tension entre le PT et l'Articulation syndicale est apparue plus d'une fois* »<sup>7</sup>.

Ainsi, avec ce IV CONCURT, l'AS apparaît clairement comme un courant syndical qui porte en lui une forte tendance bureaucratique, anti-démocratique et autoritaire, tendance mise au service d'un projet syndical qui s'éloigne de la radicalité et du classisme initiaux. Ce qui frappe, pour cette période, c'est le positionnement plus à gauche du courant majoritaire (ART) au sommet du PT (contre le pacte), sans que cela ne change rien aux choix d'orientation de la CUT. Il faut noter aussi, toutefois, que 1991 est l'année du 1<sup>er</sup> Congrès du PT, où le courant majoritaire du parti emprunte une voie plus clairement social-démocrate qu'auparavant (même si l'adjectif reste officiellement banni), à une période où l'ART a décidé de faire le ménage » parmi ses tendances de gauche. CO a déjà été exclue du PT, et ce sera bientôt le tour de la CS. A la fin de 1991, l'impopularité et la gravité des mesures du gouvernement Collor, les rumeurs persistante de corruption en haut lieu trouvent une mouvance cutiste et pétiste divisée : la majorité AS (courte) veut négocier avec Collor, et la majorité du PT refuse le mot d'ordre '*Fora Collor*', tandis que la gauche pétiste et la gauche cutiste s'en emparent et le font descendre dans la rue. On remarque, sur ce point, que la majorité à la tête du PT a déjà fait le choix de respecter la constitution et le calendrier électoral avant toute autre considération, tandis que son alter-ego dans la CUT s'installe de son côté dans une posture de plus en plus institutionnelle et négociatrice. En même temps, les deux directions sœurs misent sur la possibilité de changer la situation sociale et politique grâce aux élections présidentielles de 1994, où Lula, pense-t-on à la tête du PT comme de la CUT, va pouvoir s'imposer. En attendant, cette ligne inspire de la prudence aux appareils et les amène à exiger de la patience aux travailleurs qui subissent les attaques néolibérales.

---

<sup>6</sup> Ainsi Gilmar Carneiro, secrétaire général de la CUT, déclare à la presse : « *Toutes nos propositions ont été approuvées par le congrès, y compris le fait d'aller à l'Entente nationale* » [avec Collor] (in V. GIANNOTTI et S. LOPES NETO, op. cit. p. 68) ; et aussi : « *en 1983, au Congrès de fondation de la CUT, nous avons viré la droite. A ce IV CONCURT, nous nous sommes libérés de la gauche* » (idem, p. 81).

<sup>7</sup> Idem, p. 82.

## b) L'institutionnalisation de la CUT après la présidence Collor

Le processus d'institutionnalisation de la CUT, et son cheminement vers la modération, vont se poursuivre dans les années suivantes. En 1992, la 5<sup>e</sup> Plénière de la CUT concrétise l'affiliation à la CIOSL, présentée comme étant « *pluraliste et représentative* » et l'on commence à voir apparaître des expressions telles que « *renforcement de la démocratie* », défense de la « *société civile organisée* » dans les délibérations de la centrale, tandis que les termes « *socialisme* » et « *société sans classes* » sont mis de côté<sup>8</sup>.

Une première question qui vient concrétiser la nouvelle orientation prise par la CUT est celle de la participation aux « *chambres sectorielles* », avec l'idée d'y faire des propositions alternatives à celles inspirées par le néolibéralisme. Fer de lance de ce processus de négociations pour le secteur automobile, le Syndicat des métallurgistes de São Bernardo et Diadema est soutenu, dès la 5<sup>e</sup> Plénière, par la centrale. Il s'agit de négocier avec l'Etat et le patronat automobile dans un secteur fortement touché par la crise, avec une double dimension : d'un côté, la récession directement liée à la politique d'austérité drastique mise en œuvre par le gouvernement Collor ; d'un autre côté, la restructuration productive de l'industrie automobile, avec le remplacement du « *fordisme* » par le « *toyotisme* » et ses exigences de « *qualité totale* », allant de pair avec de massives suppressions de postes. Le syndicat dirigé par Vicentinho passe un pacte<sup>9</sup>. Le même type de processus est mis en place dans la chambre sectorielle de l'industrie navale. Et la CUT décide d'étendre cette démarche à tous les espaces de négociation, s'opposant verbalement à la politique du gouvernement, sans s'opposer au gouvernement en tant que tel. La centrale accepte ainsi de participer à la « *large négociation* » du gouvernement Itamar en juillet 1993, où, pour l'essentiel, elle s'apercevra qu'elle se fait « *promener* ». La critique émise par la gauche cutiste est que cette nouvelle voie prise par la CUT lui fait perdre sa capacité de mobilisation et contribue grandement à la baisse du nombre de grèves et à l'affaiblissement des travailleurs. La participation aux « *chambres sectorielles* », selon M. Rossetto à la Plénière suivante (août 1993), a « *éloigné les catégories concernées du processus plus large de contestation du projet néolibéral [et on assiste à un] isolement de catégories de pointe par rapport aux autres et par rapport aux combats plus généraux de la société* »<sup>10</sup>.

Graduellement, l'AS éloigne la CUT d'une orientation anticapitaliste. Le V CONCUR (mai 1994) voit le remplacement de J. Meneguelli par Vicentinho à la tête de la centrale, et constitue une nouvelle étape dans cette direction, avec un renforcement de l'orientation en faveur de la participation aux forums tripartites ; la défense de la « *modernisation* » de l'industrie brésilienne, jugée obsolète, et de la « *nécessité* » d'augmenter la productivité. La CUT en reprenant ces thèmes, adopte une partie du langage patronal et se met en position subordonnée par rapport à lui. Il n'est plus question de s'opposer à une exploitation accrue, à des pertes de droits et de garanties pour les travailleurs, mais plutôt d'en diminuer l'impact par des contre-propositions. Ce congrès définit une voie en direction du concept de « *syndicalisme citoyen* ». Un aspect important à ce niveau est celui de l'évolution de la

<sup>8</sup> Cf. R. TEIXEIRA (op. cit. p. 95).

<sup>9</sup> I.J. RODRIGUES (op. cit. 1997 p. 230-231) précise les données de ce pacte : fin mars 1992, face à d'immenses stocks de véhicules invendus, « *une diminution des prix des véhicules de l'ordre de 22% [...] L'industrie automobile accepta de réduire ses marges de profit de 4,5%, le secteur des pièces détachées de 3% et les concessionnaires de 2,5%. [Les impôts] IPI et ICMS furent réduits, au total, de 12% [pour contribuer à cette baisse de prix, et] les travailleurs du secteur [...] eurent la garantie du maintien du niveau de l'emploi existant [soit une stabilité de] trois mois, et leurs salaires commencèrent à être réévalués [sur les prix] mensuellement. Cet accord couvrit, par prorogation, toute la fin de l'année 1992* ».

<sup>10</sup> Cité par R. TEIXEIRA (op. cit. p. 98).

politique de formation, telle que définie à partir du V CONCURTO : il s'agit de transformer la formation donnée par la centrale, pour en faire une formation syndicale moins politique et plus tournée vers la formation professionnelle, politique qui recevra une aide matérielle de centrales syndicales européennes<sup>11</sup>.

Ce cours va encore s'accroître pendant les années FHC, avec de nouvelles avancées vers l'insertion de la CUT dans les espaces institutionnels, dans le contexte, présenté au chapitre 11, de la mise en œuvre des préceptes néolibéraux et sur fond de chômage, de privatisations, et d'un processus de restructuration productive ininterrompu dans l'industrie. Alors que la centrale avait mené plusieurs actions contestant la politique de privatisations, après l'échec de la grève des *petroleiros*, en juin 1995, selon R. Teixeira, « *la direction de la CUT commença à abandonner le processus de lutte contre les privatisations* »<sup>12</sup>. Même dénonçant avec vigueur la politique néolibérale, la direction de la centrale ne prend pas d'initiative permettant de mettre le gouvernement sur la défensive, car elle se situe toujours sur le terrain des « alternatives viables » à chaque nouvelle mesure lancée par le pouvoir, lequel, bien sûr, n'a que faire de contre-propositions dans un climat social où les luttes des travailleurs sont en nette diminution. Par ailleurs, à partir de la 7<sup>e</sup> Plénière de la CUT (1995), la question de la formation syndicale prend une autre dimension : elle s'inscrit beaucoup plus fortement dans les institutions, avec l'accès aux énormes ressources publiques du FAT<sup>13</sup> et la volonté manifestée par la centrale de s'impliquer d'une façon beaucoup plus active dans la gestion tripartite de celui-ci. Dans le même temps, les conceptions néolibérales de FHC le conduisent à retirer du champ étatique le secteur de la formation professionnelle, et à s'en remettre au secteur privé et à la « société civile ». Au lieu de combattre cette orientation, la CUT va, tout au long des années suivantes, s'impliquer dans ces activités de formation et de reconversion des travailleurs, au point de se convertir partiellement en sorte d'ONG<sup>14</sup>, voire une énorme société de services qui se bat pour obtenir les agréments nécessaires. Elle va ainsi recevoir des sommes considérables de l'Etat et, par conséquent, devenir beaucoup plus dépendante matériellement de celui-ci.

En 1996, un nouvel événement est fort significatif de l'évolution générale du cours de la CUT. FHC a décidé d'une « réforme » (qu'une position de combat contre la novlangue néolibérale conduit plutôt à appeler « contre-réforme ») des retraites, mettant en avant des « avancées pour l'ensemble de la société », pour plus tard ; tandis que, dans l'immédiat, cela doit se traduire par des pertes pour les salariés, réforme dont un des principes essentiels consiste à remplacer le calcul des retraites en fonction du nombre d'années travaillées, par un calcul basé sur le nombre d'années effectivement cotisées. Dans un pays où le travail informel tient une place colossale, on saisit vite la différence. Vicentinho se rend à ces négociations et, très vite, accepte d'engager la CUT sur les principes définis, rejoignant les positions de la *Força Sindical*, d'emblée d'accord. Ce faisant, s'il obtient les louanges des médias, il déclenche dans la centrale une avalanche de critiques et d'exigences qu'il se retire de ces négociations. Même le PT le lâche, annonçant qu'il votera contre le texte au Parlement. Tout cela le contraint à rejeter le projet de réforme.

---

<sup>11</sup> R. TEIXEIRA (op. cit.) développe largement cette question tout au long de son livre. Nous nous bornons ici et un peu plus loin à quelques remarques.

<sup>12</sup> R. TEIXEIRA (op. cit. p. 129).

<sup>13</sup> FAT : *Fundo de Amparo ao Trabalhador* (Fonds de soutien au travailleur). Créé en 1990 par Collor conformément à la Constitution de 1988, il sert notamment au financement de programmes de requalification professionnelle. Estimé par R. TEIXEIRA (op. cit. p. 138) à 60 milliards de R\$ en 2000.

<sup>14</sup> Idée exprimée par José de Lima SOARES (op. cit. p. 213).

Toute cette période connaît une évolution dans la composition sociale de la centrale, qui grandit numériquement malgré le contexte. Le VI CONCUT (août 1997) voit l'augmentation du nombre de délégués (passant de 2 235 en 1994, à 2 558), et le « *caractère prédominant des travailleurs des services* » parmi les délégués, avec une première place pour le secteur de l'éducation<sup>15</sup>. Ce congrès, très dépolitisé, consacre l'approfondissement d'un cours qui combine une dénonciation verbale – et même, à certaines occasions, dans la rue – du néolibéralisme ambiant, et une pratique syndicale faite d'adaptation et de participation à ses espaces de négociation pour tenter d'en limiter les conséquences négatives, avec toujours plus d'emphase sur les forums tripartites. Les maîtres mots sont « *'partenariat', 'consensus' et 'concertation sociale'* »<sup>16</sup>. Le congrès reprend les thèmes du « syndicalisme citoyen », éloignant toujours plus la CUT d'un syndicalisme de classe. Il n'en ressort pas le moindre « plan de luttes ». Malgré tout, la centrale est, « *dans la conjoncture, en opposition au gouvernement FHC* »<sup>17</sup>. Dans les dernières années de la décennie, la CUT participe à certaines manifestations populaires : la grande « Marche des Cent Mille » de Brasilia le 26 août 1999, pour l'emploi, la réforme agraire, les droits sociaux et la rupture avec le FMI ; ou le « Cri des Exclus », répété chaque 7 septembre depuis 1995, à l'initiative, notamment, du MST. En 1999, ce cri est poussé dans 1 300 villes du pays, et la CUT y participe fortement.

Mais l'essentiel de l'activité de la CUT est sans doute passé ailleurs. Le thème du « syndicalisme citoyen » remplaçant la lutte de classe, les activités de service de la CUT vont encore se développer, au-delà de la formation professionnelle. A partir de 1999, elle crée la CTR<sup>18</sup>, vue comme « espace public non étatique », et qui va se spécialiser dans « l'intermédiation de main d'œuvre », recevant pour cela de nouvelles sommes rondellettes de l'Etat et proposant à la population « *des services, intégrés et articulés, d'habilitation à l'assurance-chômage, d'offres d'emplois provenant des entreprises, d'orientation vers l'emploi, de cours de formation professionnelle et d'accompagnement vers des programmes de génération de travail et de revenus* » (avec des crédits pour de petites initiatives individuelles ou collectives). La CTR organise des rencontres collectives avec des employeurs, et ses activités démarrent à Santo André, ville pétiste de l'ABC. La construction du réseau '*Unitrabalho*' est un autre exemple : il s'agit d'un réseau regroupant 92 universités et entités d'enseignement supérieur dans tout le Brésil, de droit privé et sans but lucratif, visant à construire des partenariats cutistes pour, notamment, des projets d'études et de recherches, dans les domaines de l'économie solidaire, du développement durable, de l'emploi et des relations de travail, et autour du thème de l'éducation et de la santé du travailleur. Enfin, l'UNISOL<sup>19</sup> est fondée en mars 2000, pour étendre, au-delà de l'ABC, « *des expériences vécus depuis la moitié des années 1990 avec des entreprises de la région ayant de grosses difficultés financières et administratives, dans lesquelles ont été prises des initiatives de cogestion avec les travailleurs, basées sur le 'coopérativisme'* »<sup>20</sup>. En 2000, le VII CONCUT est beaucoup centré sur ces questions, et consacre le cours « social-libéral » de la centrale.

Pour terminer sur l'institutionnalisation de la CUT, il est nécessaire d'évoquer son implication, dès les années 1990, dans la gestion de fonds de pension. Comme l'écrit Cyro

---

<sup>15</sup> Données et citation issu de l'ouvrage de José de Lima SOARES (op. cit. p. 210-211).

<sup>16</sup> Idem, p. 212.

<sup>17</sup> R. TEIXEIRA (op. cit. p. 157).

<sup>18</sup> '*Central de Trabalho e Renda*' (Centrale du travail et des revenus).

<sup>19</sup> *União e Solidariedade das Cooperativas e Empreendimentos de Economia Social do Brasil*.

<sup>20</sup> R. TEIXEIRA (op. cit. p. 192).

Garcia, « entre 1994 et 2002, via des Fonds de pension et à travers les participations à la gestion de Fonds publics, la bureaucratie syndicale de la CUT, encore le principal appareil de soutien social de la direction du PT, est entrée dans le monde des affaires »<sup>21</sup>. Nous avons donc des couches dirigeantes de la CUT (et ayant de l'influence dans le PT), qui, à cette époque, critiquent verbalement le néolibéralisme, mais « en pratique assumaient le rôle d'associé minoritaire de ce projet »<sup>22</sup>. Comment cela s'est-il produit ? Les syndicalistes cutistes du secteur bancaire ont joué un rôle « d'avant-garde » dans ce domaine. C. Garcia étudie particulièrement le cas de la Previ. Celle-ci, aujourd'hui le plus gros fonds de pension d'Amérique latine, remonte à 1904, année où s'est constituée la caisse de prévoyance des employés du Banco do Brasil, devenue Previ en 1974. Avec le crédit immobilier et la financiarisation de l'économie, la Previ s'enrichit, particulièrement dans les années 1990. En 1991, elle acquiert près de 15% du capital d'Usiminas, grosse entreprise sidérurgique privatisée par Collor, et entre ainsi dans son conseil d'administration. La décision de participer à l'appel d'offres pour la privatisation de cette entreprise a été prise à l'unanimité du directoire de la Previ, y compris les syndicalistes pétistes minoritaires présents. Cela, alors que les mêmes syndicalistes, le PT et la CUT en général, dénonçaient les privatisations. La Previ va, de la même façon, acquérir 15% du capital d'Acesitas (sidérurgie aussi) en 1992, et obtenir une position forte dans cette nouvelle privatisée, par accord avec les autres acquéreurs du capital ; et fin 1994, la Previ fait partie du consortium victorieux dans l'achat des 60% privatisés d'Embraer (construction aéronautique), pour plus de 10% de ceux-ci. Dans toute cette période, ni la CUT ni le PT n'évoque ce processus. On a vu qu'à cette époque, le « syndicalisme de proposition » a le vent en poupe parmi l'AS ; et participer, pour des syndicalistes, au conseil d'administration d'entreprises privatisées doit en faire partie... En 1997, la Previ devient aussi actionnaire de l'énorme compagnie minière Vale do Rio Doce. La même année, est mise en place une réforme des statuts de la Previ, voulue par la direction de l'entité, par celle du Banco do Brasil (très intéressé à profiter directement de l'argent des privatisations) et par... tout le « gratin » des syndicalistes bancaires de l'AS. Tout cela contre la gauche syndicale et les actionnaires minoritaires de la Banque. Cette bataille, qui va profondément diviser le mouvement syndical du secteur bancaire, débouche sur la victoire des banquiers et d'AS. Il faut dire que les revenus des directeurs et conseillers de la Previ vont monter en flèche, ce qui vaut aussi pour ceux provenant du mouvement syndical<sup>23</sup>. On saisit l'effet profondément corrupteur de ces phénomènes, conduisant des syndicalistes à être directement intéressés à la hausse du taux de profit, de l'exploitation dans les privatisées, et du chômage qui en résulte. Comment ne pas y voir un mécanisme puissant qui pousse dans le sens de la domestication et de la modération toujours plus grande du mouvement syndical cutiste ?

Au final, on constate que le processus d'institutionnalisation de la CUT s'ancre également dans la consolidation d'intérêts matériels de la centrale elle-même (notamment via l'argent du FAT), et aussi d'une partie de ses dirigeants (ceux devenus gestionnaires et conseillers des fonds de pension). Toute cette logique, et cette mouvance, liée principalement à l'Articulation, touche à la fois la centrale et le parti, car ces gens sont souvent membres du PT. Arrivés à ce point, on comprend que le maintien de liens du PT avec le mouvement syndical, bien loin de servir de contrepoids aux tendances du parti à

<sup>21</sup> C. GARCIA (op. cit. p. 29). Nous nous appuyons ici sur les résultats de sa recherche sur ce point.

<sup>22</sup> Idem, p. 51.

<sup>23</sup> C. GARCIA (op. cit. p. 84 à 86) cite nominativement 18 noms d'ex dirigeants syndicaux cutistes qui sont devenus ainsi gestionnaires (intéressés) du capital financier.

l'institutionnalisation, participe de ce phénomène par une voix complémentaire à celle des assemblées et des exécutifs de l'Etat<sup>24</sup>.

## 2°) Le PT, des élections aux institutions

Tentons maintenant de cerner les grandes étapes et les mécanismes du processus d'institutionnalisation du PT lui-même, ainsi que ses conséquences politiques et organisationnelles. Nous avons déjà observé, dans la troisième partie de ce travail, que la place accordée aux élections par le parti s'accroît à partir de la moitié des années 1980, et qu'en 1988, cela se traduisait par une moisson d'élus municipaux, en particulier des maires, notamment dans des grandes villes et dans des capitales, l'exemple le plus fort étant celui de São Paulo.

### a) Le développement électoral du parti

La quatrième partie nous permis de constater qu'à tous les scrutins se tenant entre 1988 et 2000, la progression électorale pétiste se poursuit, et que, graduellement, l'influence du parti dans les urnes s'étend à l'ensemble du pays.

Tableau 22 : Nombre d'élus pétistes de 1982 à 2000

	1982	1985	1986	1988	1990	1992	1994	1996	1998	2000
Gouverneurs	0		0		0		2		2	
Sénateurs	0		0		1		5		7	
Dép. fédéraux	8		16		35		50		59	
Dép. Etats	13		35		81		92		90	
Maires	2	2		36		53		114		187
Cons. municipaux	10	?		1007		1050		1342		2485

Source : *Boletim Nacional* du PT et TSE (Tribunal supérieur électoral)

Le tableau 22 (ci-dessus) permet de synthétiser cette progression sur l'ensemble de la période de 1982 à 2000<sup>25</sup>. Il manque les chiffres de 1985 et certains chiffres apparaissent comme des cumuls<sup>26</sup>. Pour comparer le poids institutionnel du PT entre ses débuts, la fin des années 1980 et la fin de la période considérée (2002), il est utile d'observer le taux de croissance de son nombre d'élus d'une élection à une autre. On obtient ainsi les tableaux 23 et 24 (ci-dessous).

La croissance du nombre de députés fédéraux et de députés siégeant dans les assemblées législatives des Etats fédérés entre 1986 et 1998 se présente comme suit. Pour ces derniers, il y a un recul momentané entre 1994 et 1998, mais une croissance globale, quoiqu'irrégulière de leur effectif.

<sup>24</sup> D. SAMUELS (art. cit. p. 1007) parvient à peu près à la même conclusion quant à l'effet du pragmatisme syndical sur le PT.

<sup>25</sup> Tableau construit à partir de plusieurs sources : les BN du PT ; les chiffres disponibles sur le site du Tribunal Supérieur Electoral – mais à ce niveau, les données ne sont disponibles en ligne qu'à partir de 1994, et il manque les résultats de 1985 ; et enfin, l'étude de D. FLEISCHER. *As eleições municipais : uma análise comparativa (1982-2000)*. <http://www.scielo.br/pdf/op/v8n1/14875.pdf>. On note parfois une légère différence selon les sources.

<sup>26</sup> C'est le cas pour les maires en 1985 : 2 maires ont été élus pour le PT en 1982, 1 a vite quitté le parti ; mais en 1985, le PT gagne la ville de Fortaleza ; il a donc 2 maires pétistes après l'élection de 1985. Pour les sénateurs, le cumul est lié au fait que le mandat est de 8 ans et les élections se tiennent tous les 4 ans. Le PT a un premier sénateur en 1990, réélu en en 1998. En 1994, il en élit 4 autres, puis 3 nouveaux en 1998 (y compris la réélection de l'élus de 1990).

**Tableau 23 : taux de croissance du nombre de députés pétistes au niveau fédéral et dans les Etats**

Taux de croissance du nombre de députés au niveau fédéral et dans les Etats. Comparaisons 1982–1986–1998						
	1982 – 1986	1986 – 1990	1990 – 1994	1994 – 1998	Diff. 1982-1998	Diff. 1986 – 1998
Députés fédéraux	+100%	+119%	+43%	+18%	+637%	+269%
Députés d'Etats	+154%	+131%	+13,6%	-2%	+592%	+157%

Source : notre conception, à partir du tableau 22 ci-dessus.

Au niveau municipal, on obtient les taux de croissance suivants pour les maires et les conseillers municipaux, entre 1982, 1988 et 2000

**Tableau 24 : taux de croissance du nombre de maires et de conseillers municipaux pétistes**

Taux de croissance du nombre de maires et de conseillers municipaux du PT – comparaisons 1982–1988–2000						
	1982– 1988	1988 – 1992	1992 – 1996	1996 – 2000	Diff. 1982–2000	Diff. 1988-2000
Maires	+1 700%	+47%	+115%	+64%	+9 350%	+419%
Conseillers municipaux	+9 970%	+4%	+28%	+85%	+24 750%	+147%

Source : notre conception, à partir du tableau 22 ci-dessus.

Les taux de croissance entre 1982 et 1998/2000 sont peu significatifs, car les séries démarrent d'un niveau très bas. Plus intéressante est la comparaison avec la fin de la décennie de 1980 (colonnes grisées à droite). On remarque que pour trois de ces catégories d'élus, la croissance d'une élection à l'autre est permanente, même si elle n'est pas linéaire (pour les députés d'Etats, on note juste un petit recul entre 1994 et 1998). On saisit mieux qu'avec entre 1,5 et 2 fois plus de députés dans les Assemblées législatives d'Etats et plus de 2,5 fois plus de députés fédéraux fin 1998 que fin 1986 ; et qu'avec près de 2,5 fois plus de conseillers municipaux et plus de 5 fois plus de maires à la fin de l'année 2000 qu'à la fin 1988, le PT n'est plus le même parti à la veille de la victoire de Lula en 2002 qu'au moment de sa première campagne présidentielle en 1989. Par ailleurs, il est bon de relever que c'est le nombre de maires pétistes qui augmente le plus vite.

Les effets de cette présence toujours accrue du PT dans les assemblées et dans les exécutifs sont forcément importants. Tentons d'en recenser quatre, de façon synthétique. En premier lieu, certains militants pétistes se consacrent aux institutions de l'Etat et beaucoup y font carrière, laissant derrière eux leur vie professionnelle antérieure. En second lieu, le poids des élus au sein du PT augmente presque mécaniquement, et cela prend plusieurs formes : l'augmentation de la place des élus eux-mêmes dans les instances du parti ; l'augmentation du nombre des militants qui gravitent autour des élus (conseillers, assistants, postes dans les municipales, etc.). En troisième lieu, le développement, au sein du parti, d'une couche de militants qui s'imprègnent – plus ou moins et plus ou moins rapidement – d'une culture, de valeurs et d'un mode de vie différent de ce qui prévalait initialement – et qui jouissent d'un niveau de rémunération différent de ce qu'ils connaissaient généralement auparavant, et, peut-être plus encore, de celui de la classe travailleuse dont ils se veulent les porte-paroles. En quatrième lieu, les élus pétistes et leur entourage intègrent des institutions



qui ont leur propre logique, leurs propres exigences, lesquelles sont, pour une large part tout au moins, contradictoires avec les buts exprimés du PT. Mais les contradictions à l'œuvre ne sont pas les mêmes entre les diverses institutions, et en particulier, on doit relever des différences importantes entre les exécutifs (mairies, gouvernements d'Etat) et les parlements (conseils municipaux, Assemblées législatives d'Etat, Chambre des Députés, Sénat). Tentons maintenant de rendre compte de ces différents aspects d'une façon un peu plus complète, en nous appuyant sur le résultats de recherches menées sur le PT, et en nous aidant, là où cela nous semble utile, des apports de la science politique.

## **b) Carrières pétistes dans les institutions de l'Etat**

Sur la période étudiée, on voit sans doute une majorité d'élus pétistes qui assument un, voire deux mandats et disparaissent de la scène institutionnelle... ou bien qui, arrivés dans ces espaces dans la seconde moitié des années 1990, y resteront, après 2002. Certains s'installent à leur poste de député ou de maire, se faisant réélire de façon régulière ; mais beaucoup réalisent plutôt une carrière d'élus en changeant de poste électif. Nous ne disposons pas d'une étude exhaustive permettant de cerner l'ensemble des cas et de mesurer leur influence sur le parti. Une telle étude serait sans doute pleine d'enseignements. Mais, ayant étudié les résultats électoraux du parti, nous pouvons relever un certain nombre de cas qui illustrent ce premier aspect de l'institutionnalisation du PT.

Pour ce qui est de la Chambre des Députés prise séparément, pour la période qui nous occupe (1982-2002), et pour nous limiter aux seuls députés élus trois fois ou plus, nous comptabilisons 12 cas parmi les figures publiques du parti.

- 8 candidats pétistes élus 3 fois : Tilden Santiago et Nilmário Miranda (MG), siégeant tous les deux de 1991 à 2002 ; Carlos Santana (RJ) de 1991 à 2002 ; Irma Passoni (SP) de 1983 à 1994 ; Luiz Gushiken (SP) de 1987 à 1998 ; Adão Pretto (RS) de 1991 à 2002 ; Jaques Wagner (BA) de 1991 à 2002 ; et Paulo Rocha (PA) de 1991 à 2002.
- 3 candidats pétistes élus 4 fois, siégeant tous de 1987 à 2002 : Paulo Delgado (MG), Eduardo Jorge (SP) et Paulo Paim (RS).
- 1 candidat pétiste élu 5 fois : le recordman de la longévité à la Chambre est José Genoíno, siégeant sans interruption de 1983 à 2002.

Les maires pétistes qui s'installent personnellement dans la durée à la tête de leur municipalité sont plus rares dans la période étudiée. Plus souvent, il y a discontinuité dans leurs mandats, et/ou on constate un phénomène de relais au sein du parti. Nous n'avons relevé que 3 cas de maires pétistes assumant 3 mandats sur cette période (aucun au-delà) : Chico « Ferramenta » dans la ville industrielle d'Ipatinga (MG) élu en 1988, puis cédant la place au pétiste João Magno en 1992, puis réélu en 1996 et en 2000 ; Celso Daniel, élu maire de Santo André (SP) en 1988, perdant ses fonctions en 1992 (avec perte de la ville pour le PT), puis réélu en 1996 et 2000 ; et enfin Francisco José Teixeira, élu à Itapui (CE) en 1988, cédant la place au pétiste José Airton Cirilo en 1992, puis réélu en 1996 et en 2000.

Ce qui apparaît bien plus fréquemment, ce sont les cas de « parcours » institutionnels des élus. On voit ainsi souvent des élus pétistes passer d'un mandat de député d'Etat à un mandat de député fédéral, ou bien de maire à député, ou l'inverse ; et cumuler ainsi plus de deux mandats, ce qui constitue déjà une véritable carrière d'élus. Ce phénomène devient, bien sûr, beaucoup plus massif dans les années 1990, avec la croissance électorale et institutionnelle du parti, mais si l'on se limite, comme précédemment à des cas de 3 mandats

ou plus (sans tenir compte ici des mandats de conseillers municipaux), on peut évoquer plusieurs combinaisons et citer les cas suivants, sans prétendre ici à l'exhaustivité.

Souvent le point d'entrée dans une carrière politique institutionnelle est l'Assemblée législative de l'Etat. José Dirceu (SP) est ainsi élu député d'Etat en 1986, puis député fédéral en 1990 et à nouveau député fédéral en 1998. Dans son cas, il y a discontinuité, mais souvent, on trouve une continuité entre mandats parlementaires régionaux et nationaux, les scrutins ayant lieux aux mêmes dates. Ainsi Alcides Modesto (BA) enchaîne 3 mandats : il est élu député d'Etat en 1986, puis député fédéral en 1990 et 1994. Même chose pour Sandra Starling (MG), avec un mandat de députée d'Etat (élue en 1986), puis 2 comme députée fédérale (élue en 1990 et 1994) ; ou José Fortunatti (RS), élu député d'Etat en 1986, puis député fédéral en 1990 et 1994. Certains assument ainsi 4 mandats consécutifs : c'est le cas de Nilmário Miranda (MG), un comme député d'Etat (élu en 1986) puis 3 en tant que député fédéral (élu en 1990, 1994, 1998) ; ou d'Adão Pretto (RS), élu député d'Etat en 1986, puis député fédéral en 1990, 1994 et 1998 ; ou encore de João Carlos Coser (ES), avec cette fois deux mandats de député d'Etat (élu en 1986 et 1990) puis deux de député fédéral (élu en 1994 et 1998). Eduardo Jorge (SP) est élu député d'Etat en 1982 avant de devenir député fédéral pour 4 mandats en 1986, enchaînant ainsi 5 mandats consécutifs de parlementaire. Eduardo Suplicy (SP), siégeant déjà à l'Assemblée législative de son Etat en 1978 avec le MDB, est élu député fédéral pétiste en 1982 ; puis, après une interruption de quatre ans de sa carrière parlementaire, il devient sénateur en 1990, et est réélu en 1998.

Dans certains cas, les cadres pétistes assument des parcours électoraux combinant des mandats législatifs et des mandats exécutifs. C'est le cas de Raul Pont (RS), élu député d'Etat en 1986, puis député fédéral en 1990, puis maire de Porto Alegre en 1998 ; ou d'Edmilson Rodrigues (PA), qui réalise 2 mandats comme député d'Etat (élu en 1986 et 1990) et se fait élire maire de Belém (PA) en 1996 et 2000. Parfois aussi, dans un ordre ou un autre, les élus pétistes intercalent fonctions de maire et fonctions de parlementaire. Ainsi, Telma de Souza (SP), est élue députée de l'Etat en 1986 avant de prendre la mairie de Santos en 1988, de la perdre en 1992, puis de devenir députée fédérale en 1994, réélue en 1998. On peut également évoquer le cas de José Machado (SP), élu député d'Etat en 1986, puis maire de Piracicaba en 1988, député fédéral en 1994, réélu en 1998, et qui devient à nouveau maire de Piracicaba en 2000. Mentionnons encore les cas de Chico « Ferramenta » (MG), élu député d'Etat entre ses 3 mandats de maire d'Ipatinga ; ou de Celso Daniel (SP) élu député fédéral en 1994, au milieu de ses 3 mandats de maire de Santo André ; ou encore de José Pivatto (SP), élu maire de Cosmópolis en 1988 puis député de l'Etat en 1994 et encore maire de Cosmópolis en 2000. Certains élus pétistes entrent dans la « grande politique » nationale sans passer par la case d'une assemblée législative d'Etat. C'est le cas de Vitor Buaiz (ES) et d'Olívio Dutra (RS), tous deux élus députés fédéraux constituants en 1986, qui quittent ce mandat au bout de deux ans, pour devenir maires en 1988 (respectivement de Vitória et de Porto Alegre), puis gouverneurs (en 1994 pour Buaiz, en 1998 pour Dutra). Benedita da Silva (RJ), de son côté, « monte » du local (elle est conseillère municipale de Rio de 1983 à 1986), directement au national, étant élue députée fédérale en 1986, réélue en 1990, puis sénatrice en 1994.

Ce qu'il faut prendre en considération également, c'est l'impact de cette migration professionnelle vers la carrière d'élus sur le mouvement social et le parti lui-même. Si la carrière institutionnelle d'une grande partie des cadres pétistes se réalise à partir de professions libérales et intellectuelles – ce qui est classique – une autre partie concerne

d'anciens travailleurs urbains ou ruraux, cadres du mouvement syndical ou social. Parmi les premiers, et en nous limitant aux noms cités plus haut, on peut citer Eduardo Suplicy et José Machado (économistes), Eduardo Jorge et Vitor Buaiz (médecins), Sandra Starling (juriste, enseignante), Telma de Souza (universitaire), Raúl Pont (journaliste), Alcides Modesto (enseignant en philosophie), Edmilson Rodrigues (architecte). Mais on comprend aussi que certains dirigeants du mouvement social (syndicalistes ou animateurs de mouvements populaires) constituent, en passant dans la sphère institutionnelle, une perte militante pour ces mouvements. Cela est vrai pour les anciens dirigeants de la CUT, issus de la métallurgie de l'ABC et devenus parlementaires comme Jair Meneguelli ou Vicentinho, que nous avons interrogés. Mais en se limitant aux seuls pétistes élus au moins trois fois cités plus haut, cela concerne, notamment, les syndicalistes métallurgistes Paulo Paim ou Chico « Ferramenta » ; du secteur bancaire, comme Olívio Dutra, Luiz Gushiken ou José Fortunatti ; ou du commerce, comme João Carlos Coser ; ou encore un militant paysan comme Adam Pretto ; ou bien aussi une animatrice du mouvement populaire urbain comme Benedita da Silva. Ce ne sont là que quelques exemples d'un ensemble beaucoup plus vaste, servant seulement à illustrer le fait que le passage à la sphère institutionnelle, à partir des années 1980 et dans les années 1990, représente objectivement une saignée de cadres pour les mouvements syndical et populaires et la lutte de terrain.

### **c) Le poids des élus et de leurs équipes au sein du PT**

Différentes études sur le PT permettent de mesurer la part des participants aux RN et Congrès qui sont professionnalisés dans les institutions soit comme élus, soit à des postes de confiance. Commençons par le début des années 1990. C.A. MARQUES NOVAES étudie la bureaucratisation du PT à partir de statistiques portant sur 563 participants à la 7<sup>e</sup> RN (mai-juin 1990) et 1 101 participants au 1<sup>er</sup> Congrès du parti (novembre-décembre 1991)<sup>27</sup>. Sur ces deux événements, la composition de ces instances décisionnelles du PT comprenait respectivement 10,9% et 11,5% de parlementaires ; et 11,2% et 17,0% de détenteurs de postes de confiance dans un exécutif ou un organe législatif. Plus de la moitié des délégués, dans les deux cas, sont déjà des militants rémunérés (respectivement 57,6% et 56,2%). L'auteur observe la part plus importante occupée par les professionnels de la politique liés aux succès électoraux, et moins aux syndicats et aux mouvements sociaux. Ainsi, si l'on ne considère que les délégués qui sont des élus pétistes et des détenteurs d'un poste de confiance, on obtient respectivement 22,1% et 28,5%. Tel est donc le poids du secteur institutionnel dans les deux instances considérées, au tout début des années 1990. L'auteur note que « *les assesseurs issus du succès électoral du parti ont vu leur part augmenter* »<sup>28</sup> et attribue cette différence, à un an et demi d'écart, aux progrès réalisés dans les élections proportionnelles de 1990. Il fait remarquer que cela « *correspond aussi à une augmentation des ressources [financières]* »<sup>29</sup> du parti. Notons aussi que la part des postes de confiance augmente en pourcentage entre 1990 et 1991, alors même que le nombre des délégués au 1<sup>er</sup> Congrès est en gros le double de celui des délégués à la 7<sup>e</sup> RN.

Cette tendance se prolonge tout au long de la période que nous étudions, comme nous le remarquons dans le tableau 25 (ci-dessous), qui intègre les résultats d'études

---

<sup>27</sup> Carlos Alberto MARQUES NOVAES, *PT : Dilemas da burocratização*. Novos Estudos CEBRAP N°35, Março 1993. p. 217-237.

<sup>28</sup> Idem, p. 228.

<sup>29</sup> Idem.

postérieures à celle de Marques Novaes. Nous le devons pour l'essentiel à Pedro Floriano Ribeiro<sup>30</sup>.

**Tableau 25 : Professionnalisation des délégués aux Rencontres nationales et Congrès du PT (1990-2001)**

<b>Catégorie de professionnalisation</b>	1990.7 <sup>e</sup> RN	1991.1 <sup>er</sup> CN	1997.11 <sup>e</sup> RN	1999.2 <sup>e</sup> CN	2001.12 <sup>e</sup> RN
Mandat législatif / exécutif	11	12	19	18	24
Cadre : poste de confiance législatif/exécutif	11	17	21	24	30
<b>Sous-total secteur institutionnel</b>	<b>22</b>	<b>29</b>	<b>40</b>	<b>42</b>	<b>54</b>
<b>Total professionnels de la politique</b>	<b>59</b>	<b>62</b>	<b>69</b>	<b>65</b>	<b>74</b>
<b>Non professionnalisé</b>	<b>41</b>	<b>38</b>	<b>31</b>	<b>35</b>	<b>26</b>
(Nombre réponses)	(289)	(671)	(187)	(544)	(431)

Source : notre élaboration à parti du tableau de P.F. Ribeiro (op. cit. p. 141)

Les pourcentages des participants à ces congrès et rencontres du PT au niveau national sont ici arrondis. On y constate une augmentation constante du poids des professionnels de la politique (de 59% en 1990 à 74% en 2001). Surtout, pour ce qui nous concerne ici, la part des professionnels de la politique qui sont intégrées aux institutions étatiques, soit comme détenteurs d'un mandat électif dans une assemblée ou un exécutif, soit comme détenteurs d'un poste de confiance dans un appareil législatif ou exécutif, ne cesse de croître d'une échéance nationale de la vie du PT à la suivante, passant de 22% de 1990 à 54% en 2001. Autrement dit, à la dernière RN précédant l'élection de Lula en 2002, les professionnels de la politique en place dans les institutions étatiques sont majoritaires parmi les délégués. On note même que la part des détenteurs de postes de confiance augmente encore plus vite que celle des élus (respectivement de +173% et +118%). Dans sa thèse, Oswaldo Amaral retient aussi la très forte proportion de hauts dirigeants vivant de la politique dans la 12<sup>e</sup> RN en 2001, et le fait que la majorité d'entre eux avait des postes liés à l'Etat, soit en tant qu'élus, soit des postes de confiance. Tout ceci conduit logiquement à reconnaître le net rapprochement du PT avec l'Etat<sup>31</sup>.

Quel est le nombre, au plan national des militants pétistes professionnels liés à des élus et gravitant dans la sphère de l'Etat ? F.P. Ribeiro, qui a étudié cette question, reconnaît qu'il est très difficile de le savoir. Il se concentre sur les seuls « détachés » du parti comme assesseurs parlementaires à la Chambre des Députés, pour lesquels il a obtenu des informations assez consistantes, et considère que leur nombre a été multiplié par plus de 10 entre 1983 et 2003. On peut en tirer le tableau 26<sup>32</sup> suivant.

Mais le nombre réel de ces assesseurs dans le PT est bien plus élevé: il faut considérer non seulement la Chambre des Députés, mais aussi (dans une moindre mesure) le Sénat ; et plus encore la vingtaine d'Assemblées législatives ou le PT possède des élus à la fin de la période considérée ; et surtout, les dizaines de municipales remportés par le PT. Enfin les

<sup>30</sup> Pedro Floriano RIBEIRO, *Dos sindicatos ao governo: a organização nacional do PT de 1980 a 2005*, UFSCar, 2008. [www.bdt.d.ufscar.br/htdocs/tedeSimplificado/tde\\_arquivos/21/TDE-2009.../2140.pdf](http://www.bdt.d.ufscar.br/htdocs/tedeSimplificado/tde_arquivos/21/TDE-2009.../2140.pdf).

<sup>31</sup> AMARAL, Oswaldo Martins Estanislau do. *As transformações na organização interna do Partido dos Trabalhadores entre 1995 e 2009*. Tese Campinas, 2010, en particulier ici p. 201.

<sup>32</sup> P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008), p. 149, se base aussi sur Paulo LEAL (voir bibliographie) et sur des données fournies par les assesseurs eux-mêmes mais pas complète. Il part sur la base « conservatrice » de 14 assesseurs par député. 1 : chaque député peut nommer librement entre 5 et 25 assesseurs dans son cabinet - 2 : les assesseurs de groupe sont pris en nombre déterminé par le Bureau Directeur de la Chambre à chaque législature.

assesseurs ne constituent qu'une partie des emplois induits par les mandats parlementaires et exécutifs et qui contribuent à modifier les rapports de forces à l'intérieur du parti.

**Tableau 26 : Nombre de députés fédéraux du PT et de leurs assesseurs (1983-2003)**

	1983-87	1987-91	1991-95	1995-99	1999-2003
Députés pédistes	8	16	35	49	58
Assesseurs de cabinets – estimation 1	112	224	490	686	812
Assesseurs du groupe – estimation 2	13	19	33	44	65
<b>TOTAL ESTIME DES ASSESSEURS</b>	<b>125</b>	<b>243</b>	<b>523</b>	<b>730</b>	<b>877</b>

Source : P.F. Ribeiro (op. cit. 2008 p. 149)

#### **d) Influence sur les motivations individuelles des militants**

On devine que cette évolution institutionnelle possède un fort impact sur le PT lui-même, son idéologie, son programme, son orientation, et son fonctionnement. Car ce que l'on constate ici, c'est que tout au long des années 1990 et jusqu'à 2001, d'abord une forte minorité, puis une majorité des délégués aux plus hautes instances décisionnelles du parti (RN, congrès) est intégrée à l'appareil d'Etat. De manière générale, quelles sont ces influences et quels sont les effets produits sur le parti?

Il faut d'abord saisir que le processus d'institutionnalisation signifie des emplois et des hausses de revenus pour les personnes concernées. La personne, même sincèrement militante, qui se voit gratifiée d'un poste de confiance, ou qui se trouve élue dans un exécutif ou une assemblée, ne se trouve plus dans la même situation après ce changement qu'auparavant. Quelles que soient son éthique et sa sincérité, quel que soit son engagement par rapport au parti, sa situation change, objectivement. Et de ce fait, ses motivations sont fortement susceptibles de s'altérer. Cela ne veut certes pas dire que mécaniquement, la personne élue ou bénéficiaire d'un poste de confiance va perdre son éthique et son engagement. Mais elle intervient maintenant dans un contexte où son emploi et ses revenus dépendent non seulement du parti, mais de l'instance étatique dans laquelle celui-ci agit. Pour cette personne, le parti est devenu, par le moyen de sa présence dans une institution étatique, pourvoyeur d'emploi, détenteur d'opportunités de carrière et de nettes améliorations dans sa stabilité matérielle et son niveau de vie. Cela crée, forcément, des liens d'une double dépendance : vis-à-vis du parti, et vis-à-vis de l'institution étatique en question. Comme la situation matérielle de la personne se transforme en mieux dans un pays où le niveau de prestations sociales est très faible, où le travail informel occupe une place considérable, où le chômage n'est pas indemnisé, on comprend que le bénéficiaire de ce changement est d'autant plus incité à s'accrocher à cette nouvelle situation et à ne pas retourner en arrière ! Cela joue un rôle considérable dans le fait que la plupart des élus sont conduits à vouloir être réélus, et les bénéficiaires de postes de confiance sont amenés à tout faire pour les garder ou pour évoluer dans la même sphère. Ce phénomène est d'autant plus fort qu'il combine les avantages matériels et des situations de pouvoir, réel et symbolique.

La science politique a déjà traité de ce phénomène. Duverger ironise quelque peu : « *Socialement, les parlementaires s'embourgeoisent par rapport aux militants ouvriers. Un député ouvrier est toujours plus député qu'ouvrier – et devient de moins en moins ouvrier* »<sup>33</sup>. Avant lui, R. Michels, très pessimiste quant aux possibilités de contrecarrer cette tendance,

<sup>33</sup> M. DUVERGER (op. cit. p. 220).

écrivait : « *L'abandon d'une situation publique, obtenue au prix de grands efforts et de nombreuses années de travail, est un luxe que seul peut se permettre un grand seigneur ou un homme chez lequel l'esprit de sacrifice atteint un degré exceptionnel. Mais une pareille abnégation est trop au-dessus des forces de l'homme moyen* »<sup>34</sup>.

Sauf s'il appartenait déjà à des couches hautement favorisées, le nouvel élu voit généralement ses revenus rehaussés. Or, particulièrement au Brésil, les élus gagnent très bien leur vie. Un ancien ouvrier d'industrie peut ainsi voir ses revenus multipliés par 10, 20, 30 ou même plus, selon son salaire d'origine et le poste qu'il vient à occuper dans les institutions. Nous ne disposons pas de séries de chiffres historicisées, car la transparence n'a pas été toujours la règle dans ce pays... Rapportons-nous donc à l'époque actuelle et faisons l'hypothèse qu'il existait des rapports non pas identiques, mais comparables dans les années 1980 ou 1990 entre la plupart des salaires et ceux des élus<sup>35</sup>. A l'heure où nous écrivons ces lignes (août 2016), le salaire minimum est de R\$ 880. Celui d'un député à l'Assemblée législative de Bahia est de R\$ 25 322, et celui d'un député fédéral ou d'un sénateur est de R\$ 26 723 (cela, sans compter les avantages divers dont bénéficient les parlementaires, pour le logement, les frais de déplacement, les frais de bouche, etc.). Sachant que le salaire moyen actuel se situe au plan national à R\$1 166, on comprend qu'une élection dans un parlement est de nature à changer complètement l'existence matérielle d'une personne jusqu'alors salariée *lambda*. Cela reste vrai même si la personne en question disposait d'un salaire bien au-dessus de la moyenne (gagnant de 5 à 10 salaires minimums, par exemple). Pour tous les assistants, conseillers, chargés de mission etc. dans les parlements et les exécutifs, la différence est certes moindre avec le « commun des mortels ». Il existe des grilles très complexes de qualification et de revenus. Mais il s'agit aussi, pour les bénéficiaires, d'emplois généralement bien rémunérés, et ceux-ci sont considérés comme des opportunités de carrière. On saisit aisément que tant les élus que leurs équipes de professionnels dans les institutions, même s'ils veulent toujours changer la vie du plus grand nombre, n'aient pas envie de perdre leur situation.

Mais cela dépend aussi de la politique menée par le parti, dans ce domaine. Duverger observe que « *les militants se méfient beaucoup de la corruption possible des élus* »<sup>36</sup>. C'est pourquoi, historiquement, les partis du mouvement ouvrier ont mis en place des procédures visant à se protéger. Le même auteur note que « *certains partis socialistes ont utilisé parfois une technique généralisée plus tard par les communistes : l'obligation, pour les parlementaires de verser au parti l'intégralité de leur indemnité, ce dernier leur accordant en échange un traitement plus ou moins modeste* »<sup>37</sup>.

Et le PT ? Celui-ci, il est important de le signaler, n'a jamais mis en œuvre ces mécanismes. Il n'a jamais repris la tradition communiste et s'est toujours contenté de correctifs, en « taxant » les élus, c'est à dire en leur ponctionnant une partie de leurs indemnités. De plus, cette ponction a diminué avec le temps<sup>38</sup>. Elle est d'abord fixée, en 1982, à 40% du revenu net (fixe + variable + sessions supplémentaires + avance sur frais)

---

<sup>34</sup> R. MICHELS (op. cit. p. 132).

<sup>35</sup> En fait, nous avons de bonnes raisons de penser que l'écart était plus fort entre salaires en général et revenus des parlementaires dans les années 1980 ou 1990, vu le niveau alors totalement misérable du salaire minimum et même du salaire moyen (le salaire minimum a augmenté de façon très significative dans les années 2000).

<sup>36</sup> M. DUVERGER (op. cit. p. 220).

<sup>37</sup> Idem, p. 223.

<sup>38</sup> Comme nous le confirme Eduardo Suplicy dans son interview.

payés chaque mois au parti par les élus au niveau fédéral et dans les Etats. Pour les élus municipaux, cette part est à définir avec le DM<sup>39</sup>. En 1986, elle diminue : le parti fixe pour tous ses adhérents un tableau de cotisations, avec 5 tranches en fonction du revenu total exprimé en nombre de salaires minimums, y compris pour les détenteurs de mandats législatifs et exécutifs à tous les niveaux, avec un plafond à 30%. Les assesseurs parlementaires doivent aussi cotiser sur la même base<sup>40</sup>. Dans son étude en 1993, C.A. Marques Novaes écrit quant à lui : « *Chaque député fédéral et maire du PT est obligé de contribuer pour le parti à hauteur de 30% de son salaire. Les conseillers municipaux relèvent de politiques spécifiques au niveau des Etats, mais dans les capitales et les grandes villes, la contribution est aussi de 30%* »<sup>41</sup>. Pour les postes de confiance, un barème par tranches approuvé en DN s'applique à partir de 1989<sup>42</sup>. Par la suite, la ponction va encore diminuer : en 1995, une proposition d'AUNL de passer de 30% à 15% de cotisation pour les élus est mal perçue. Il y a un recul partiel et le plafond de cotisation est descendu de 30% à 24% pour les élus exécutifs et législatifs. Mais les pressions pour une baisse des contributions des élus s'amplifient, ce qui conduit le secrétariat national aux finances à baisser encore la cotisation des parlementaires : le plafond descend à 22% en 2000, puis à 20% en 2002. Pour les postes de confiance, le plafond est réduit à 10%<sup>43</sup>. Remarquons, ici, plusieurs aspects. D'abord, dès les débuts du PT, on note une prise en compte seulement très partielle du problème évoqué ici – 40%, cela correspond encore à une réelle amélioration matérielle pour les élus concernés quand ils sont issus de milieux ouvriers et populaires – et la ponction diminue dès la moitié des années 1980. Ensuite, on note que les élus pétistes – ou au moins une partie d'entre eux – sont au premier rang de ceux qui veulent « payer moins », tout au long de la période étudiée. Qui plus est, on remarque que la pression des élus aboutit à ce qu'effectivement, leur contribution diminue. On note encore l'existence de correctifs partiels, et en voie de diminution, face aux risques « d'embourgeoisement » inhérents aux fonctions électives et aux postes de confiance, tels que nous les signalions plus haut. Remarquons enfin, sur ce point, que certaines tendances de la gauche du PT, en sus de la ponction de revenu effectuée par le parti, appliquaient elles-mêmes à leurs parlementaires le principe énoncé par Duverger, en leur payant des salaires de permanents de la tendance. C'est ce qui ressort, en particulier, de nos interviews de militants autrefois à la CS<sup>44</sup>, très soucieuse de se prémunir sur ce point.

#### **e) Influence sur le parti et son idéologie.**

L'attraction exercée par les avantages matériels (et aussi, en partie, les parcelles de pouvoir plus ou moins importantes) liés à la présence dans les institutions se fait sentir, même auprès de militants pétistes sincères ; mais dès le milieu des années 1980, et surtout dans les années 1990, on voit affluer de plus en plus de carriéristes. Certains rejoignent le PT, en partie ou totalement, pour y faire une carrière basée dans les institutions ; d'autres changent, et en viennent à donner une place centrale à ces préoccupations personnelles. Les querelles qui polluent certaines assemblées du PT à propos de candidatures à des postes électifs, relevées dans la 4<sup>e</sup> partie, et particulièrement au chapitre 12 de cette étude,

---

<sup>39</sup> Cf. P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008 p. 95-96). L'auteur fait remarquer que cette contribution fait souvent l'objet de conflits entre élus et dirigeants du parti.

<sup>40</sup> Idem p. 96.

<sup>41</sup> C.A. MARQUES NOVAES (op. cit. p. 228).

<sup>42</sup> Cf. P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008 p. 96).

<sup>43</sup> Idem.

<sup>44</sup> Notamment Babá, ou Valério Arcary.

sont le témoignage du fait que ces transformations du profil des militants impactent le parti lui-même. Pour les besoins de son analyse, Panebianco définit deux catégories types de militants d'un parti, ceux qu'il appelle d'un côté les « arrivistes » ; et de l'autre, ceux qu'il nomme les « croyants »<sup>45</sup>. Bien sûr, il n'existe sans doute pas de catégories pures, et dans la réalité, ce qui prédomine est plutôt une combinaison de motivations. Mais si les « arrivistes » sont plutôt motivés par des incitations « sélectives », c'est-à-dire matérielles et de 'situations', les « croyants » agissent surtout à partir d'incitations « collectives », et notamment l'idéologie. P.F. Ribeiro, reprenant cette typologie, arrive à la conclusion que, dans le PT (comme ailleurs), les « croyants » sont, en gros, majoritaires, mais les « arrivistes » se situent plutôt dans les sommets rémunérés et parmi les cadres « détachés ». Rien d'étonnant. Mais il note que ces questions sont peu reconnues, sauf par les plus sincères. Et il reprend l'idée de Panebianco selon laquelle l'idéologie partisane occulte l'existence des incitations sélectives aussi bien aux bénéficiaires qu'aux prétendants, en justifiant les avantages matériels et les aspirations d'ascension sociale des militants. La nomination à un poste de confiance est justifiée et honorée par l'idéologie du parti (socialisme, défense des travailleurs, etc.)<sup>46</sup>. Ribeiro reprend aussi l'idée de Sartori, selon laquelle l'idéologie camoufle les intérêts réels, et est un efficace « rideau de fumée »<sup>47</sup>. A part quelques exceptions, nos interviews nous conduisent aux mêmes conclusions sur ce point.

C.A. Marques Novaes remarque que, très tôt dans les années 1990, les phénomènes dont nous parlons se font sentir quant à l'orientation et à l'idéologie du PT. Il note que 59,1% des délégués à la 7<sup>e</sup> RN et 51,4% de ceux présents au 1<sup>er</sup> Congrès ont déjà été candidats à des postes électifs, ce qui témoigne, selon lui, de la « *centralité acquise par les batailles électorales* » dans le parti<sup>48</sup>. Il note aussi une inversion des valeurs et la recherche du prestige des victoires électorales et des mandats<sup>49</sup>. Et il explique qu'avec cela, la ligne du PT se transforme : en cas de victoire de Lula à la présidentielle de 1994, le choix de la négociation avec les classes dominantes devient prédominant, par rapport au choix du conflit assumé avec ces dernières. Il note qu'à ce moment (1991), sur un choix aussi fondamental, les « modérés » sont majoritaires, mais le parti est très scindé. Il l'interprète ainsi : « *Le PT trouve sa voie dans la pratique, oui, mais dans la pratique de ceux qui centralisent de plus en plus l'activité du parti. La cohabitation avec le parlement en a rapproché les dirigeants des tendances, ajoutant aux nouveaux choix politiques le réalisme de la 'grande politique'* »<sup>50</sup>. Il relève aussi qu'à part les trotskystes – à 100% en faveur d'une ligne de conflit avec les classes dominantes – tous les courants de pensée du PT recensés dans son étude sont, dans des proportions variables, divisés sur ce choix. C'est en particulier vrai de l'Articulation, très clivée sur ce point, mais avec une majorité favorable à la négociation<sup>51</sup>. L'auteur note enfin que c'est parmi les délégués parlementaires ou maires, ou liés aux élus (par exemple comme assesseurs, etc. dans les institutions de l'Etat) que la préférence pour la négociation est la plus forte (66% des délégués interrogés, contre 34% en faveur du

---

<sup>45</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 69 et suivantes).

<sup>46</sup> P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008 p. 147).

<sup>47</sup> Idem.

<sup>48</sup> C.A. MARQUES NOVAES (op. cit. p. 228).

<sup>49</sup> Idem, p. 229. Il écrit : « *contrairement au mépris pour la représentation institutionnelle des premiers temps, les principaux dirigeants des tendances du PT cherchent à parvenir au Parlement. La préférence propagandiste limitée au début, qui baignait dans le mépris pour ceux qui se dirigeaient vers le 'Parlement bourgeois', a été remplacée par l'intérêt impersonnel pour la somme de moyens en jeu et pour l'attraction du prestige politique interne et externe que confère le succès électoral, qui sont des aspects d'importance proprement politique [...] que le PT en est venu à attribuer au plan institutionnel* ».

<sup>50</sup> Idem.

<sup>51</sup> Idem, p. 230.



conflit). On remarque ici très clairement que l'influence institutionnelle est très modératrice, et qu'elle s'affirme déjà nettement en 1991. Nous n'avons pas connaissance d'étude plus récente, à la fois qualitative et quantitative, portant sur le lien entre place dans les institutions et idéologie et positionnement politique du parti, et c'est dommage. Mais il semble raisonnable de penser qu'avec l'augmentation considérable du poids du secteur institutionnel dans le PT tout au long de la période étudiée, son influence « modératrice », dans le sens d'une dé-radicalisation du parti, s'est certainement encore accrue.

Il faut enfin noter que la présence de parlementaires de stature nationale ou de maires de capitales, dans le contexte médiatique qu'on connaît à peu près partout dans le monde, y compris au Brésil, introduit un phénomène de personnalisation de la vie politique qui touche directement les partis. Le PT n'a pas échappé à ce mécanisme favorisant le vedettariat de certaines de ses figures publiques. Et cela contribue à renforcer le pouvoir des élus au sein du parti. Duverger évoque ce mécanisme : « *La notoriété des parlementaires est variable : mais elle demeure presque toujours plus grande que celle des dirigeants intérieurs, parmi les partisans [...] Habitué aux intrigues de couloirs, les députés parviennent souvent à manœuvrer ces adversaires moins bien armés* »<sup>52</sup>.

Il nous faut maintenant aller plus loin et distinguer les influences exercées par la présence du parti dans les institutions législatives (conseils municipaux, assemblées législatives dans les Etats, Chambre des Députés, Sénat fédéral) de celles émanant de son implantation dans les exécutifs (maires, gouverneurs d'Etat)

#### **f) Les instances législatives et leurs logiques**

R. Michels note que ce sont les rapports avec l'Etat qui « *confèrent un caractère profondément conservateur à l'essence intime du parti politique* »<sup>53</sup>. Nous avons déjà évoqué des mesures que peuvent prendre des partis socialistes de masses pour se prémunir. Et nous avons remarqué que le PT n'était pas très en pointe, à ce niveau. Il existe d'autres moyens visant à préserver la radicalité programmatique d'un tel parti. Il est utile, de ce point de vue, de comparer l'expérience pétiste avec la conception du mouvement communiste quant au rôle de ses parlementaires. M. Duverger remarque que « *Le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste rappelait avec précision à chaque député du parti qu'il n'était pas 'un législateur cherchant un langage commun avec d'autres législateurs, mais un agitateur du parti envoyé chez l'ennemi pour appliquer les décisions du parti'* »<sup>54</sup>. Il note aussi que « *dans les assemblées, par conséquent, les députés communistes se séparent nettement des autres ; ils demeurent à l'écart de la camaraderie générale et de l'esprit de solidarité parlementaire : ils ressemblent un peu à des étrangers campés dans une nation hostile* »<sup>55</sup>. Certes, cette situation a évolué par la suite. Une autre question importante, dans les partis du mouvement ouvrier, au-delà du seul mouvement communiste, est celle de la discipline de vote. Comme l'écrit Duverger, « *elle est de règle dans tous les scrutins importants. Un parlementaire qui ne s'y conforme pas risque l'exclusion* »<sup>56</sup>. Comment se situe le PT sur ces différents points ?

---

<sup>52</sup> M. DUVERGER (op. cit. p. 225).

<sup>53</sup> R. MICHELS (op. cit. p. 241).

<sup>54</sup> M. DUVERGER (op. cit. p. 227).

<sup>55</sup> Idem, p. 231.

<sup>56</sup> Idem, p. 223.

Cherchant à comprendre notamment « *pourquoi et comment le PT a modéré ses positions programmatiques* », Wendy Hunter<sup>57</sup> analyse plusieurs facteurs, et en particulier, pour ce qui nous intéresse ici, la présence du PT à la Chambre des Députés. Selon elle, cette présence n'a pas agi dans le sens de la modération, tendant au contraire à maintenir le PT dans une position de forte opposition. Nous voudrions nous arrêter un moment sur cette appréciation, qui est au cœur de notre présent propos. L'auteur met l'accent sur le caractère d'« *organisation forte et disciplinée* »<sup>58</sup> du PT, et en particulier de son groupe parlementaire, qu'elle explique notamment par le caractère « *proportionnel de l'élection à la Chambre des Députés, [qui] a permis au parti de croître alors même qu'il projetait une claire identité de gauche* »<sup>59</sup>. Les scrutins de listes sont moins favorables, en effet, au clientélisme et permettent mieux d'afficher un profil radical que les scrutins majoritaires. Elle observe aussi que « *même si la direction [du PT] a procédé à des changements pragmatiques pour augmenter la part des suffrages allant à l'organisation, en tant qu'individus, les politiciens du PT n'ont pas agi de façon éhontée dans le sens de leur intérêt personnel, comme le font beaucoup de leurs homologues d'autres partis brésiliens* »<sup>60</sup>. Pour ce qui est de l'isolement des parlementaires pétistes par rapport aux élus des autres partis, elle observe que « *contrairement aux autres partis, pratiquement pas de législateurs ont migré vers le PT. Les migrations au dehors du PT ont aussi été minimales* »<sup>61</sup>. W. Hunter évoque aussi les combats des députés pétistes contre la corruption, contre les réformes néolibérales (privatisations, retraites, salaire minimum)<sup>62</sup>. Elle note « *un changement subtil vers la modération [...] et la modernisation* » à la Chambre (notamment vers des positions nuancées sur les privatisations), sous l'impulsion de « *députés comme José Genoíno, Eduardo Jorge, Paulo Delgado et Aloízio Mercadante* ». Elle constate aussi des divergences importantes au sein du groupe parlementaire pétiste. Cela dit, il faut noter, tout au long de la vie parlementaire pétiste à la Chambre, la forte prédominance des « modérés » sur les « radicaux »<sup>63</sup>. Cela a sans doute permis, ou au moins, facilité, les changements, à notre avis plus que subtils, de l'orientation de ce groupe parlementaire dans la seconde moitié des années 1990. Selon nous, l'interprétation de W. Hunter sous-estime le phénomène – que nous avons déjà relevé dans la 4<sup>e</sup> partie de notre travail – de développement des « centres autonomes de pouvoir » (avec les débats tendus que cela a provoqué dans les années 1990 au sein du PT). Une partie de ces centres consiste précisément en certains députés, qui ont parfois pris des positions publiques contraires à celles du PT, même si ce parti, statutairement, exige la discipline de vote. Cela a été notamment le cas sur le choix du parlementarisme par une aile de la fraction parlementaire pétiste, contre le parti qui défendait le présidentielisme.

Mais il est permis de nous demander si c'est un hasard si ce sont des parlementaires pétistes siégeant sur une très longue durée, comme José Genoíno ou Eduardo Jorge, qui ont été les fers de lance d'un rapprochement avec des élus de partis situés à droite du PT (tels que PSDB ou le PMDB), et les défenseurs d'une modération programmatique toujours plus grande au sein du PT. Il nous semble difficile de prouver des choses de cette nature. Et,

---

<sup>57</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 3).

<sup>58</sup> Idem, p. 9.

<sup>59</sup> Idem, p. 24.

<sup>60</sup> Idem, p. 40. Les mots en italiques dans le texte anglais original sont soulignés dans notre traduction.

<sup>61</sup> Idem.

<sup>62</sup> Idem, p. 61 à 71.

<sup>63</sup> Dans un calcul approximatif, sur 68 députés fédéraux pétistes élus entre 1982 et 1998, et dont nous connaissons le profil politique, nous n'avons dénombrés que 9 « radicaux » (pour employer la terminologie de W. Hunter), ce qui pour nous veut dire membres de tendances de gauche du PT ; contre 41 élus appartenant à son aile majoritaire et « modérée ».

à l'inverse, certains parlementaires pétistes sont restés très radicaux. Mais il nous semble, avec Michels, que la culture parlementaire en elle-même éloigne le parti de la radicalité et le rapproche du conservatisme. Certainement pas du jour au lendemain, ni uniformément sur tous les élus, mais pour beaucoup d'entre eux, et sur le long terme. Nous avons observé que l'expérience constituante a représenté, pour le PT, l'acquisition d'un savoir-faire en matière de politique professionnelle, dont ses détenteurs ont pu faire usage par la suite. La recherche d'alliances tactiques, puis, de plus en plus, d'alliances électorales durables, avec des partis représentant des élites sociales brésiliennes, a mûri dans les enceintes parlementaires.

En ce sens, il nous apparaît que, contrairement aux communistes décrits par Duverger, les élus pétistes ont vécu de moins en moins à l'écart de leurs homologues. Très vite, ils ont au contraire appris à travailler avec eux. Il nous semble donc juste de constater une évolution globale des parlementaires pétistes vers la droite au long des années 1990, malgré le mode de scrutin, et pour au moins deux raisons conjointes : la fréquentation du monde parlementaire de l'élite, et un certain effet d'osmose ; et la prédominance, au Parlement, des courants de la droite du parti. Cela dit, il nous semble que la présence du PT dans les exécutifs a eu des conséquences plus fortes encore sur la trajectoire du parti.

### **g) Les exécutifs et leurs logiques**

L'observation de l'implantation institutionnelle locale du PT indique que les municipes ayant été pétistes pendant au moins 3 mandats sont assez rares. Dans toute la période considérée, on ne dénombre que 10 municipes à plus de deux mandats de maires pétistes :

- 6 municipes où le PT a cumulé 3 mandats de maires : Ilicínea (MG) de 1989 à 2000 ; Alvarenga (MG) de 1993 à 2004 ; Angra dos Reis (RJ) de 1989 à 2000 ; Jaboticabal (SP) de 1989 à 1992 et de 1997 à 2004 ; Santo André avec Celso Daniel (voir plus haut) ; et Mirandiba (PE) de 1993 à 2004.
- 4 municipes où le PT a tenu 4 mandats de maires : Ipatinga (MG) de 1989 à 2004 (voir plus haut) ; Diadema (SP) de 1983 à 1996 et de 2001 à 2004 avec 3 maires différents ; Icapui (CE) (voir plus haut) et Porto Alegre (RS), seule capitale dans ce cas, de 1989 à 2004 avec Olívio Dutra, puis Tarso Genro, puis Raúl Pont, puis encore Tarso Genro.

Notons donc que les municipes pétistes stables et fidèles au parti sont peu nombreux dans toute la période que nous étudions. Ce qui, compte tenu de la durée des mandats, revient à dire qu'entre les années 1980 et la première partie des années 1990, l'implantation municipale du PT a été plutôt chaotique. Cela est confirmé par le tableau 27 (ci-dessous), indiquant le nombre d'administrations locales reconduites d'une période à l'autre.

On constate ici que ce n'est guère qu'à la fin des années 1990 que le « pétisme municipal parvient à se stabiliser quelque peu, avec 43,9% des municipes pétistes en 1996 qui renouvellent ce choix en 2000. Après les expériences pionnières de 1982 et 1985, la première génération des administrations locales du PT rencontre tellement de problèmes que 12 des 36 maires élus ne terminent pas leur mandat, dont 5 d'entre eux qui sont exclus du parti pour s'être éloignés de ses principes et de son programme. Plus généralement, avant la moitié des années 1990, il semble qu'une forte majorité d'administrations pétistes ne convainquent pas leurs électeurs, avec un record de non-réélection entre 1992 et 1996.

Tableau 27 : Taux de reconduction des administrations municipales pétistes (1982-1996)

Années	1982+1985	1988	1992	1996
Maires PT élus	3	36	53	114
Administrations PT reconduites	1	11	10	50
Taux de réélection	33,3%	30,6%	18,9%	43,9%

Source : notre propre élaboration, à partir des données du *Boletim Nacional* du PT et du TSE (Tribunal supérieur électoral) présentées plus haut

Il faut savoir que lors de la victoire de 1988, le parti n'imaginait guère ce qui l'attendait, et qu'il avait encore très peu réfléchi sur ce que signifiait de diriger des exécutifs locaux. Il connaissait très mal les problèmes qu'il allait devoir affronter et il n'avait que quelques principes et lignes directrices qu'il voulait mettre en œuvre. C'est face aux rudes difficultés rencontrées dans ses administrations locales que le parti va devoir élaborer sur cette question, laquelle va rebondir dans les débats internes pendant toute la décennie 1990. En 1992, les réflexions du secrétariat national aux questions institutionnelles conduisent à un livre de Jorge Bittar reprenant la question, dont le titre va devenir fameux dans le parti : « *La façon pétiste de gouverner* »<sup>64</sup>. Les principes posés vont servir de guide pour les élections municipales suivantes. Par la suite, ce thème va sans cesse être retravaillé dans les instances du PT, donnant lieu à au moins deux autres publications du parti<sup>65</sup>. Cette question du pétisme municipal a fait l'objet de nombreuses recherches, décrivant dans le détail les problèmes rencontrés et les choix faits pour les affronter. En quelques mots, la « façon pétiste de gouverner » consiste idéalement à mettre l'accent sur les éléments suivants : une participation populaire à la gestion et aux choix ; plus de démocratie locale ; un réel effort de transparence ; une politique sociale redistributive, notamment en matière de services publics (santé, éducation, transports collectifs et logement social principalement) ; et une politique culturelle plus tournée vers les couches populaires. Il est important de préciser que la Constitution de 1988 offre des pouvoirs importants aux municipes, leur attribuant une large autonomie administrative, politique et financière, mais exigeant d'eux la réalisation de services fondamentaux à la population : transport, santé, éducation de base.

Les premières expériences municipales pétistes se passent donc mal, dans beaucoup de cas. L'expérience pionnière de Diadema (SP) oppose le maire G. Menezes (ex-syndicaliste métallurgiste lié à l'ART) au PT de la ville, dirigé par des tendances de gauche, qui n'acceptent pas la politique menée et qui sont exclues de la gestion municipale. A São Paulo, l'administration Erundina est confrontée à de multiples problèmes qui vont conduire à son échec et à l'élection du très sulfureux Paulo Maluf en 1992 : un endettement municipal abyssal, qui restreint drastiquement les possibilités ; un conseil municipal de droite, opposé à la mairie ; le patronat et les élites locales, qui refusent les hausses d'impôt et sont décidées à faire chuter l'administration pétiste ; et, finalement, le PT local, dont une large part des tendances internes est tenue à l'écart des affaires de la mairie, et les syndicats locaux, en particulier ceux représentant les travailleurs dans les services publics. L'affaire tourne mal avec la grève, en 1992, des conducteurs et contrôleurs de bus pour des augmentations de salaires, que refuse la mairie, largement limitée au niveau budgétaire, et qui veut réserver

<sup>64</sup> Jorge BITTAR, *O modo petista de governar*. Teoria e Debate, 1992.

<sup>65</sup> D'abord Inês MAGALHÃES, Luiz BARRETO, Vicente TREVAS (coord.). *Governo e cidadania – Balanço e reflexões sobre o modo petista de governar*. FPA, 1999; puis Celso DANIEL (coord.), *Poder local e socialismo*. FPA, 2002.

ses priorités aux couches sociales les plus misérables. L'affaire se solde par des licenciements de grévistes. Cela conduit à une dénonciation publique de l'action de Luiza Erundina par le PT local, et à une claire prise de distance par le PT national.

G. Baiocchi pose la question des gestions municipales pétistes en ces termes : « *Le principal objectif de l'administration pétiste devait-il être de gérer la ville capitaliste ou d'être de faction dans les tranchées du combat pour le socialisme ?... Qui allait prendre les décisions ? Le maire, le parti, ou les mouvements sociaux ?* »<sup>66</sup>. C'est effectivement tout cela qui est en cause dans la gestion des municipes pétistes. L'idée d'origine du PT était d'utiliser ces municipes comme lieux d'accumulation de force sociale et politique, dans une perspective socialiste. Mais l'impréparation conduit le parti et ses élus à sous-estimer plusieurs éléments qui rendent cette tâche particulièrement ardue : l'héritage financier dramatique des gestions précédentes dans un certain nombre de cas, tout particulièrement São Paulo ; la puissance et l'acharnement des élites locales et du patronat, qui refusent de payer plus d'impôt et veulent remplacer, le plus vite possible, l'équipe municipale en place par de fidèles serviteurs de leurs intérêts ; le fait que gérer un lieu de pouvoir comme un municipe, en régime capitaliste, cela veut dire aussi gérer des fonctionnaires territoriaux, alors que les ressources disponibles pour leur donner satisfaction ne tombent pas du ciel, surtout si la ville est endettée et si les privilégiés s'entêtent à ne pas payer plus d'impôts. Tous ces facteurs ont conduit, dans le cas de São Paulo, à des évolutions de Luiza Erundina vers toujours plus de pragmatisme, au cours même de son mandat.

Le PT, en tant que tel, va évoluer vers des positions de plus en plus pragmatiques en matière de gestion municipale : considérer que le parti n'est pas vraiment propriétaire de la ville conquise, et donner plus d'autonomie aux maires dans leurs choix fondamentaux ; considérer avec plus de bienveillance les alliances avec d'autres forces politiques locales, situées vers le centre et, de plus en plus, vers la droite ; moins considérer les milieux militants, syndicaux et populaires locaux comme les premiers à satisfaire, mais viser des couches plus larges de la population locale, afin d'espérer la réélection ; négocier avec les élites locales afin d'éviter un affrontement qui peut coûter très cher, économiquement et politiquement. Une autre leçon va aussi être tirée et mise en application dans des expériences ultérieures : la nécessité d'impliquer l'ensemble des courants du PT local à la gestion municipale, et de coopter le plus possible les syndicats et les mouvements populaires, afin de les co-responsabiliser en distribuant des postes. Ces choix vont conduire à une évolution progressive vers le pragmatisme du PT au plan local, et aussi dans les gouvernements d'Etats, à partir de 1994. Les exemples de Ribeirão Preto (SP), sous la houlette d'Antônio Palocci, ou de l'Etat d'Espírito Santo, gouverné par Vitor Buaziz, offrent des exemples assez extrêmes : ces deux exécutifs privatisent des entreprises locales alors que le PT se prononce contre. Pour ce qui est de Buaziz, nous avons évoqué ses accords avec FHC et avec la droite locale, et ses conflits avec le PT *capixaba* et national, ainsi qu'avec la CUT de l'Etat, qui conduisent le gouverneur à quitter le parti. C'est ce que H. Gómez Bruera appelle le remplacement d'une « *stratégie sociale contre-hégémonique* »<sup>67</sup> (tournée vers la mobilisation des forces sociales alliées de la société civile : syndicats, mouvements populaires) par une « *stratégie centrée sur l'élite* »<sup>68</sup>. Cet auteur fait l'analyse

---

<sup>66</sup> Cité par W. HUNTER (op. cit. p. 89).

<sup>67</sup> H. GÓMEZ BRUERA (op. cit. p. 8). Il parle de "*social counter-hegemonic strategy*".

<sup>68</sup> Idem, p. 3. « *elite-centered strategy* » dans le texte original. Qui selon cet auteur s'exprimera bien dans les choix faits plus tard, en 2000, par Marta Suplicy à São Paulo ; et par Lula en 2002.

que les premières expériences pétistes ont montré que la première stratégie, basée sur la mobilisation, avait échoué. C'est pourquoi, la seconde stratégie est devenue dominante dans les exécutifs et le projet pétiste, par la suite. On constate toutefois qu'au moins dans les deux exemples ci-dessus (Ribeirão Preto, l'Etat d'ES), cette adaptation au prix du reniement du programme pétiste n'a pas plus été couronnée de succès (perte de la ville en 1996 ; démission de Buaiz du PT et perte de l'Etat en 1998).

H. Gómez Bruera étudie aussi une autre expérience municipale, celle de Porto Alegre, qui constitue un contre-exemple aux tendances devenues dominantes dans le PT et ses municipes dans la seconde moitié des années 1990. D'abord, les maires pétistes de cette capitale, à commencer par O. Dutra, ont vite compris la nécessité d'associer tout le parti à la gestion, en distribuant des postes à toutes les tendances. De plus, la gestion pétiste de la capitale *gaúcha* a aussi été confrontée aux syndicats et aux grèves (dans l'éducation, notamment) mais la stratégie mise en place a été de combiner la mobilisation avec la participation. Le Budget participatif a fait l'objet de nombreuses études et a attiré l'intérêt de politiques et de gestionnaires du monde entier. Sa philosophie générale consiste à donner la parole à tous les citoyens pour les faire participer à la gestion d'une partie (assez limitée, en fait) du budget municipal, et en définissant les priorités par quartiers et par thème<sup>69</sup>. Ses principes seront repris dans une proportion variable par d'autres municipes pétistes à la fin des années 1990 et au début des années 2000. C'est, selon W. Hunter, avec laquelle nous sommes en accord, une façon de « *protéger les municipalités faces aux demandes et aux exigences des syndicats et des organisations de quartier* ». Luciana Genro, à l'époque membre de CS, puis de la CST et du MES, (courants pétistes qui n'ont jamais accepté de postes de confiance et ont toujours refusé de construire les institutions avec le PT) se situe en opposition avec cette pratique, y voyant un « *puissant outil de cooptation [qui] canalisait vers une voie institutionnelle tout le processus de lutte populaire* »<sup>70</sup>. Elle y voit l'idée démobilisatrice selon laquelle « *ça ne sert à rien de faire une manif, de bloquer la rue, de protester, parce que la décision est prise dans le Budget participatif* ». Quoi qu'il en soit, les choix faits par le PT de Porto Alegre lui ont permis de tenir la mairie pendant 4 mandats consécutifs, tout en maintenant des alliances dans le seul camp « démocratique populaire » tel qu'il avait été défini à la fin des années 1980, et une orientation bien plus gauche que dans la grande majorité des municipes pétistes.

Pour conclure sur tout ceci, on constate que trois phénomènes contribuent à des degrés divers à la dé-radicalisation du PT dans les années 1990 : surtout, la présence du parti dans des exécutifs de plus en plus nombreux, où s'exerce une forte pression à la modération et vers les alliances au centre ; ensuite, un mouvement syndical cutiste qui lui-même s'institutionnalise et se dé-radicalise ; enfin, une partie des parlementaires du PT contribue activement à ce processus, tandis que beaucoup s'y adaptent et que certains y résistent.

---

<sup>69</sup> Tous les principes en sont expliqués par un petit livre écrit par le PT : Tarso GENRO et Ubiratan de SOUZA. *Orçamento participativo - A experiência de Porto Alegre*. FPA, 1997.

<sup>70</sup> Notre interview de Luciana Genro. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.







---

## **Partie 5 – Transformations du projet pétiste**

---

Après des parties qui abordent avant tout la transformation du PT dans une perspective chronologique, éclairée dans leurs conclusions par des analyses complémentaires, avec des apports de la science politique et de la littérature spécifique à notre objet d'études, cette cinquième et dernière partie se situe dans une approche purement analytique. Il s'agit ici de comprendre, pour un certain nombre de points spécifiques, comment le projet pétiste s'est transformé pendant la période considérée. Cette analyse porte à la fois sur des points programmatiques et sur des éléments de stratégie et de tactique électorale repérables dans les campagnes présidentielles, qui seront traités, chacun, dans leurs évolutions. Les questions programmatiques sont bien sûr un des éléments des campagnes électorales, mais nous considérons qu'il existe de bonnes raisons de les traiter dans un chapitre séparé. En premier lieu, même si le PT a été un acteur central de quatre campagnes présidentielles, celles-ci ont toutes été menées dans le cadre d'alliances avec plusieurs autres partis politiques, et donc le programme et les thèmes des campagnes n'étaient pas ceux du seul PT. En second lieu, le programme et les éléments stratégiques définis par le parti lors de ses Rencontres et Congrès méritent une analyse particulière et leur étude révèle d'autres éléments de l'évolution du parti que la seule face publique montrée lors des élections. En troisième lieu, certains éléments importants de l'élaboration programmatique pétiste sont au cœur de certaines campagnes, alors que d'autres ne sont même pas mentionnés. En quatrième lieu, une campagne électorale est digne d'intérêt non seulement pour le programme mis en avant, mais aussi pour ce qu'elle révèle du parti à d'autres niveaux (alliances passées, type de campagne menée, événements de campagne, interactions avec les candidatures adverses, résultats et impact).

Le chapitre 13 s'attache à faire ressortir les éléments programmatiques clés du socialisme pétiste, tels qu'ils ont pu apparaître dans des campagnes de Lula (souvent d'une façon synthétique, à des fins de communication, et par souci didactique), mais qui souvent, sont restés très flous, voire complètement ignorés de l'électorat. Les éléments programmatiques retenus tournent autour des questions suivantes : l'Etat, le pouvoir et la démocratie ; la notion d'indépendance de classe ; les liens entre propriété des moyens de production, plan et marché ; la dette extérieure ; la réforme agraire. Ces cinq éléments n'épuisent pas, loin de là, toute la richesse de la question, mais ils nous semblent de bons indicateurs de la nature du projet socialiste pétiste et de ses avatars. Le chapitre 14 étudie les trois premières élections présidentielles auxquelles a participé le candidat Lula, en 1989, 1994, et 1998. Le chapitre 15 traite séparément de la campagne présidentielle de 2002, qui a conduit à l'élection de Lula au *Planalto*. Pour chacune de ces quatre campagnes, que nous nous attacherons à resituer dans son contexte, nous traiterons des choix d'alliances ; des principaux engagements programmatiques et thèmes traités ; de la nature et des grandes caractéristiques de la campagne ; de ses principales péripéties et de ses résultats du point de vue du PT.



## **Chapitre 13 : L'idéologie socialiste du PT de 1979 à 2002 - Analyse de l'évolution programmatique du parti**

---

Nous avons vu précédemment que le socialisme n'a jamais cessé d'être une valeur de référence – même mutante – du PT. Nous nous proposons à présent d'analyser à travers ses textes officiels, les éléments programmatiques qui nous permettront de mieux comprendre la nature de ce socialisme pétiste, et son évolution. Nous laissons ici délibérément de côté de nombreux points de programme du PT pour nous concentrer sur ce qui est plus spécifique à la notion de socialisme, au chemin à emprunter pour faire naître une nouvelle société et aux obstacles à surmonter pour y parvenir. La section 1 analyse les propositions pétistes en matière d'Etat, de pouvoir et de la démocratie ; la section 2 étudie ce qui est à la fois un élément stratégique et une valeur, la notion d'indépendance de classe ; la section 3 creuse les structures de la société socialiste voulue par le PT, en particulier la propriété des moyens de production, en lien avec la logique du plan et celle du marché ; le problème de la dette extérieure brésilienne, traité en section 4, ne relève pas en soi du socialisme, mais représente un gros enjeu pour l'avancée vers ce dernier ; il en va de même pour la question de la réforme agraire, étudiée à la section 5.

### **Section 1 : Les rapports entre Etat, pouvoir et démocratie dans le programme pétiste**

Cette question est l'une des grandes pommes de discorde du mouvement ouvrier international, dès le 19<sup>e</sup> siècle. La façon dont un parti socialiste l'aborde n'est pas sans influence sur sa trajectoire. Il s'agit de la vieille question : réformisme ou révolution. Nous chercherons ici à découvrir comment le PT a évolué sur ce point.

Le premier terme de l'alternative (le réformisme) est le fait, admis ou non, de courants pour lesquels le changement social doit venir dans le respect des règles du jeu institutionnel et démocratique. Ces courants estiment que, au moins dans un Etat de droit, les élections sont l'unique moyen acceptable pour accéder au gouvernement et, de là, y opérer les changements souhaités. Ils pensent aussi que, finalement, le socialisme s'installera pacifiquement et graduellement, par l'accumulation de réformes politiques, économiques et sociales.

Le second terme de l'alternative (la révolution) est la réponse des courants pour lesquels, au contraire, il n'est pas possible de miser sur des règles du jeu institutionnel qui ne sont pas faites pour changer l'ordre social, et qui pensent que la démocratie possède une nature de classe, bourgeoise dans la société capitaliste. Pour des révolutionnaires, même s'il n'est pas forcément faux en soi de participer aux élections – les anarchistes s'y refusent par principe, contrairement aux marxistes – la voie électorale au socialisme est simplement impossible. Pour les courants révolutionnaires, le socialisme ne peut pas être implanté

pacifiquement et graduellement, car pour être implanté, il nécessite d'affronter les classes possédantes et de faire fi de leurs intérêts, ce à quoi elles ne peuvent manquer de réagir par tous les moyens, y compris ceux de la force des appareils répressifs d'Etat sur lesquels elles gardent la main. D'où la nécessité de se préparer à un affrontement violent pour vaincre les classes possédantes et leurs bras armés. C'est un vieux débat dans le mouvement ouvrier.

Ajoutons encore deux points. Le premier, c'est qu'entre réformisme et révolution, on trouve certains courants qui naviguent dans un sens ou dans l'autre ; les marxistes-révolutionnaires appellent « centristes » ces forces qui veulent concilier les deux approches de la conquête du pouvoir, à la fois « par en haut » et « par en bas ». Le second, c'est que les anarchistes de toutes nuances veulent abolir l'Etat, c'est-à-dire se passer immédiatement d'une machine étatique séparée de la société ; alors que les marxistes sont d'avis qu'il n'est pas possible d'éviter, pendant un certain temps, une autorité étatique, ne serait-ce que pour défendre le nouveau pouvoir contre les attaques émanant des anciennes classes dominantes, et que donc, le nouvel Etat doit plutôt être conçu pour dépérir.

Ces quelques rappels étant fait, il nous faut partir du fait que, d'emblée, hormis le courant anarchiste, le PT s'est retrouvé animé par des courants très divers, allant de réformistes à des révolutionnaires, tels que définis ci-dessus. Mais cette cohabitation de courants divergents sur la stratégie socialiste a abouti à des textes programmatiques de tout le parti, qui eux-mêmes ont évolué. C'est cette évolution que nous cherchons à faire ressortir ci-dessous. Comment le PT (pris maintenant comme un tout) analyse-t-il l'Etat ? Quelle distinction fait-il entre l'Etat dans la phase de la dictature brésilienne finissante et celui qui est en place à partir de 1985 et avec la Constitution de 1988 ? Comment veut-t-il parvenir au socialisme, qui implique, selon lui – mais cela évolue profondément – un pouvoir d'un type nouveau ? Quels sont, pour le PT, les liens entre socialisme et démocratie ? Et d'ailleurs, quel type de démocratie veut le PT ? Telles sont les questions traitées maintenant.

## **1°) Les textes fondateurs**

### **a) La Charte des principes**

Lancé le 1<sup>er</sup> mai 1979 dans les conditions déjà évoquées, ce document aborde la question de la nature de la démocratie voulue par le parti en gestation : « *si le régime autoritaire est remplacé par une démocratie formelle et parlementaire, fruit d'un accord entre élites dominantes qui exclue la participation organisée du peuple [...], un tel régime naîtra faible et ne pourra pas s'engager à résoudre les problèmes qui affligent notre peuple* »<sup>1</sup>. Pour la Charte, « *la seule force capable de garantir une démocratie effectivement stable, c'est celle des masses exploitées des campagnes et des villes* ». On trouve ici la critique d'une forme limitée de démocratie telle que les élites voudraient la mettre en place. La critique porte d'abord sur la fragilité du projet et son incapacité à dépasser le drame social brésilien. Notons aussi le lien établi entre démocratie et action politique des travailleurs. Le texte apporte des précisions. Sur la place que le nouveau parti veut accorder aux élections d'abord : « *sa participation aux élections et ses activités parlementaires seront subordonnées à son objectif le plus important, qui est de stimuler et d'approfondir*

---

<sup>1</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 53). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

*l'organisation des masses exploitées* ». L'intention ici exprimée a logiquement une double conséquence. L'utilisation du mot « subordonnées » semble signifier, d'une part, que si le PT considère à un moment que la participation à des élections n'est pas de nature à favoriser l'organisation des exploités, il pourra parfaitement s'abstenir de présenter des candidatures ; et d'autre part, que les campagnes et les élus devront avant tout servir à fortifier l'organisation des travailleurs, leurs luttes, et à faire avancer les revendications.

La Charte affirme que le PT « *cherchera à s'emparer du pouvoir politique et à implanter le gouvernement des travailleurs, basé sur les organes de représentation créés par les masses laborieuses elles-mêmes dans la perspective d'une démocratie principalement directe* ». Deux objectifs programmatiques majeurs sont nommés clairement ici : un gouvernement des travailleurs et une démocratie directe. On note une influence trotskyste dans ces deux éléments. Comme le texte précise que la démocratie doit être directe de façon prédominante (*'primordial'*), on comprend qu'il doit aussi exister des éléments de démocratie indirecte (représentative) mais cela n'apparaît pas clairement : le texte ne précise pas le lien voulu avec les élections, la démocratie représentative, le travail parlementaire...

Le but socialiste du PT est affirmé encore un peu plus loin, et pour les auteurs de la charte, le lien est double entre socialisme et démocratie : « *il n'y a pas de socialisme sans démocratie, ni de démocratie sans socialisme* »<sup>2</sup>. Et l'objectif est celui d'une « *pleine démocratie, exercée directement par les masses* ». Toutefois, ici non plus, le texte ne précise pas exactement comment peut fonctionner cette démocratie directe, ni le lien entre celle-ci, exercée par les masses, et le parlement.

Pour finir, quelques remarques s'imposent sur ce texte. D'abord, il affirme très clairement une double volonté, à la fois socialiste et démocratique, avec une insistance très nette sur la priorité à donner à la démocratie directe. En même temps, la forme de gouvernement mise en avant est celle d'un « gouvernement des travailleurs ». Mais qu'est-ce qu'un tel gouvernement ? De quoi est-il l'émanation et qu'est-ce qui en constitue la substance de classe ? Le texte n'apporte pas de réponse. Et comme la Charte ne se penche pas sur le rôle de l'Etat et de ses institutions (à commencer par les parlements), le lien entre démocratie directe et démocratie indirecte n'apparaît pas. De ce fait, on peut se demander, à la fin de ce texte, si le système de démocratie directe doit se substituer à l'Etat et ses institutions existantes, ou bien s'articuler avec lui – mais alors, de quelle façon ?

## **b) La Plateforme politique du 13 octobre 1979**

Cette Plateforme liste précisément les exigences de libertés démocratiques mises en avant par le parti en gestation<sup>3</sup>. Le texte, en général, inclut des mesures politiques, économiques, sociales, dont certaines ont un caractère d'urgence, et d'autres dont l'horizon se situe à moyen ou long terme. Deux remarques sur la liste de mesures démocratiques. La première, c'est qu'on y trouve des points tels que la « *fin des tortures* » ou la « *désactivation des organes répressifs et la dissolution des groupes paramilitaires* » : on comprend que ces exigences sont liées au régime militaire, mais pour la seconde, le texte ne précise pas s'il s'agit uniquement des organes de répression politique spécialisés créés par la dictature ou si cela va au-delà (s'il s'agit, par exemple de désactiver la police en général) ; le parti en gestation ne précise pas non plus par quels moyens il compte obtenir cette désactivation. La

---

<sup>2</sup> Idem, p. 54.

<sup>3</sup> Idem, p. 58.

deuxième remarque, c'est que cette liste se termine par l'exigence d'un « *gouvernement des travailleurs* »<sup>4</sup>, qui vient couronner le tout après la convocation d'une Constituante. La Plateforme reprend donc ce mot d'ordre déjà énoncé par la Charte. Mais la Plateforme ne répond pas davantage aux questions posées plus haut.

### **c) Le Manifeste de lancement du PT**

Le Manifeste de 1980, de trois pages, réaffirme l'exigence démocratique, en inscrivant dès ses premières lignes la phrase suivante : « *La leçon la plus importante que le travailleur brésilien a appris de ses luttes est que la démocratie est une conquête qui, finalement, soit se construira de ses propres mains, soit ne viendra pas* »<sup>5</sup>. Ici encore, la démocratie s'affirme comme valeur centrale, et le texte établit un lien général entre celle-ci et l'action transformatrice des travailleurs. Un peu plus loin, le Manifeste donne quelques précisions sur cette démocratie voulue par le PT. Il s'agit de construire « *une nouvelle forme de démocratie, prenant ses racines dans les organisations de base de la société, et dont les décisions soient prises par les majorités* »<sup>6</sup>, ce qui n'empêche pas le texte de mettre aussi en avant des droits démocratiques spécifiques (notamment le droit de grève).

Le Manifeste reprend des idées déjà exprimées dans la Charte des Principes : le PT s'engage « *pour une démocratie pleine et exercée directement par les masses* » ; sa participation « *aux élections et ses activités parlementaires seront subordonnées à l'objectif d'organiser les masses exploitées et leurs luttes* ». Il établit aussi des liens entre peuple, pouvoir et démocratie, mais en restant au niveau de la généralité. Il indique que c'est « *au peuple* » de « *décider quoi faire de la richesse produite et des richesses naturelles du pays* ». On note que c'est le peuple, notion assez vague, qui est ici mis en avant, et non pas la « *classe travailleuse* » à laquelle il est fait allusion de façon répétée par ailleurs. Comment mettre en œuvre le principe énoncé ? Le texte répond que les « *décisions économiques doivent être soumises aux intérêts populaires* » mais que « *ces intérêts ne prévaudront pas tant que le pouvoir politique n'exprimera pas une réelle représentation populaire, fondée sur les organisations de base, pour que le pouvoir de décision des travailleurs sur l'économie et les autres niveaux de la société soit effectif* »<sup>7</sup>. Ici le texte est assez précis pour un texte court, mais des questions importantes se posent à la lecture de ce passage : celui-ci fait le lien entre économie et politique ; il met en avant un pouvoir de décision des travailleurs. Celui-ci est-il à partager ? Si oui, avec qui, et quel est le lien entre ce pouvoir de décision des travailleurs et les institutions politiques existantes ? Et que sont ces organisations de base auxquelles il est fait référence, et déjà citées dans la Charte du 1<sup>er</sup> mai 1979 ?

Enfin, selon le Manifeste il faut que « *l'Etat soit dirigé par les masses laborieuses* ». L'idée est que « *l'Etat doit devenir l'expression de la société* », et que le PT veut « *arriver au gouvernement et à la direction de l'Etat pour mener une politique démocratique, du point de vue de l'intérêt des travailleurs, au plan économique et social* ». Mais le Manifeste ne donne pas de réponses plus précises à une question centrale : de quel Etat parle-t-il ? L'existant ou celui à naître ? Comment le PT analyse-t-il l'Etat ? Comment veut-t-il agir par rapport à lui ? Ce texte, très court, n'en dit rien.

---

<sup>4</sup> Idem, p. 59.

<sup>5</sup> Idem, p. 65.

<sup>6</sup> Idem, p. 66.

<sup>7</sup> Idem, p. 67.

#### d) Le Programme de fondation du PT

Ce document de six pages nous explique dès ses premiers paragraphes pourquoi nous n'obtiendrons sans doute pas de réponse aux questions ci-dessus. Le programme revendique son caractère inachevé et en révèle les raisons fondamentales. Le PT se veut la réponse à un besoin des travailleurs, celui d'un parti différent de ceux des puissants, un parti qui soit un outil pour les luttes. Le PT se veut différent pour plusieurs raisons. En synthèse, il est démocratique (c'est la base qui dirige) ; il est présent dans toutes les luttes populaires, au lieu d'apparaître seulement aux élections ; il défend l'autonomie des organisations populaires ; ses objectifs sont différents : une démocratie qui assure aux travailleurs, à tous les niveaux, la direction des décisions politiques et économiques du pays, une direction selon les intérêts des travailleurs et à travers leurs organismes de base. Surtout, le PT est un parti de masses, large et ouvert, basé sur les travailleurs de la ville et de la campagne. En conséquence, il ne peut pas naître en étant achevé politiquement. Il se développe en même temps que les luttes des travailleurs. Vu la nécessité de dépasser la limitation des luttes à telle catégorie ou région, il faut donc un parti regroupant l'ensemble des travailleurs, à l'échelle nationale. Mais son programme ne peut pas être très détaillé, devant respecter l'état de conscience très différencié des travailleurs qui souhaitent le rejoindre et de ceux qui en sont déjà membres. En conclusion, *« ce programme doit être approfondi de façon permanente par les membres du PT, et affiné par la pratique politique des travailleurs »*<sup>8</sup>.

Toutefois, le Programme contient quelques éléments sur le thème qui nous occupe. Pour ce texte, la démocratie a une valeur permanente, et elle s'oppose à l'exploitation et à la marginalisation des millions de Brésiliens qui construisent le pays. Le document précise que *« la lutte du PT contre le régime répressif doit construire une alternative de pouvoir économique et politique, en démantelant la machine répressive et en garantissant les plus larges libertés pour les travailleurs et les opprimés qui s'appuient sur la mobilisation et l'organisation du mouvement populaire, et qui soit l'expression de leur droit et de leur volonté de décider des destinées du pays. Un pouvoir qui avance sur la voie d'une société sans exploités ni exploités »*<sup>9</sup>. Le programme parle ici de « démantèlement » de la machine répressive. A ce point, il se pose la question suivante : s'agit-il de l'ensemble des appareils répressifs d'Etat (armée, police, justice), ou seulement de ceux typiquement liés à la dictature (les services « spéciaux »). Dans ce cas, comment le PT établit-il une distinction entre ce qui est propre à la dictature militaire et ce qui relève plus généralement de la nécessité pour les classes dominantes de disposer d'appareils répressifs en mesure d'assurer par la force le maintien de cette domination ?

Un peu plus loin, le texte contient le passage suivant, toujours sur le thème de la démocratie en lien avec la lutte contre l'Etat policier. Celui-ci confirme que le PT vise au démantèlement des seuls appareils répressifs qu'il considère comme le fait de la dictature : *« Parmi les priorités que le Parti établit pour la construction d'une démocratie effective, figure le combat contre tous les outils juridiques ou policiers de répression politique utilisés contre les travailleurs et contre le peuple brésilien en général. Pour cela, nous devons lutter contre l'actuelle Loi de Sécurité Nationale et les autres outils d'arbitraire du système de pouvoir centré sur l'exécutif. Il n'y aura pas de démocratie tant que ne seront pas désactivés les*

---

<sup>8</sup> Idem, p. 71.

<sup>9</sup> Idem, p. 68-69.

*organes policiers qui font violence aux organisations et aux mouvements populaires* »<sup>10</sup>. Le thème des élections et des libertés démocratiques est mis en avant juste après cela : « *la plus grande et la plus large liberté d'organisation partisane est la condition élémentaire pour garantir des élections démocratiques* ».

On note que deux éléments manquent dans ce Programme de fondation par rapport aux documents programmatiques précédents. La Charte et le Manifeste subordonnaient les élections et l'action des élus pétistes à l'organisation des travailleurs et à leurs luttes : cette priorité n'est pas ici réaffirmée. La Charte et la Plateforme politique mettaient en avant le mot d'ordre de « gouvernement des travailleurs » : le Programme n'en pipe mot. Oublis ? Traduction dans les textes de rapports de forces internes au PT qui ont évolué en quelques mois ? On sait que dans les premiers mois de 1979, en particulier, la CS a joué un rôle important dans les discussions qui ont eu lieu autour des documents pré-pétistes. Un syndicaliste issu de l'extrême-gauche comme P. Skromov a également beaucoup participé à la rédaction des premiers textes. Toujours est-il que le Programme de juin 1980 va moins loin dans la radicalité que les textes antérieurs, et qu'il ne répond pas plus à nos questions répétées.

#### **e) Etat, pouvoir, démocratie : éléments de discussion théorique**

A la question « le PT en tant que parti a-t-il une analyse de l'Etat qui fonde ses choix programmatiques et stratégiques en matière de pouvoir et de démocratie ? », la réponse est donc non et cela correspond au caractère inachevé du programme, revendiqué par la direction du parti. Certains courants ou membres fondateurs du PT avancent un type de réponse, d'autres courants ou membres fondateurs défendent d'autres choix fondamentaux, et on peut imaginer que la majorité des premiers militants pétistes n'est pas au clair.

Que veut faire le PT par rapport à l'Etat ? Comment veut-il concilier démocratie directe et démocratie indirecte, pouvoir de la base et pouvoir délégué ? Le PT considère-t-il que l'Etat a une nature de classe ? S'agit-il pour le parti de démolir la machine étatique existante, parce qu'il pense qu'elle est par nature bourgeoise, donc au mieux inapte à conduire la transformation socialiste, et au pire un obstacle sur cette voie ? Le PT veut-il au contraire l'investir et chercher à changer les relations sociales depuis le gouvernement, dans un cadre étatique qu'il s'agit peut-être de faire évoluer, mais pas de faire disparaître ? S'il doit y avoir une combinaison entre le pouvoir des organes de base et les institutions existantes, en fonction de quelle logique et de quels critères la répartition de ces pouvoirs doit-elle s'établir ? Ces questions sont tout sauf byzantines. Mais les premiers documents n'y répondent pas, laissant subsister le flou et l'indétermination, en attendant, espèrent les fondateurs du parti, que les masses et leurs luttes tranchent ces débats et répondent à ces interrogations et à bien d'autres. On comprend bien la logique exprimée par les premiers paragraphes du Programme : ce serait sans doute violer la démocratie d'un parti de masses où celles-ci n'ont pas forcément d'avis sur ce qu'il convient de faire à propos d'éléments de stratégie complexes. De plus, des conceptions très divergentes cohabitent dans le PT sur ces questions, et mener le débat sur ces points pourrait diviser gravement l'organisation et rendre impossible l'action commune et le développement d'un véritable parti de masses. Mais d'un autre côté, ne pas chercher à apporter de réponses à ces questions, n'est-ce pas déjà faire un choix, celui de l'empirisme, et se laisser porter par le cours des événements, en

---

<sup>10</sup> Idem, p. 69.



s'en remettant aux préférences et aux décisions de ceux d'en bas ? Cette dernière question est légitime, pour plusieurs raisons. D'abord, est-il raisonnable de croire que la base pétiste apportera plus facilement, plus tard, ses réponses à ces questions, à froid, une fois le parti déjà implanté et actif ? On peut penser, au contraire, qu'un parti déjà actif a déjà fort à faire avec son intervention dans l'urgence de la conjoncture politique, et que les débats sur l'Etat et le pouvoir pourront, dans ce cadre, sembler un peu martiens à certains de ses membres. De plus, si des tensions sociales et politiques extrêmes interviennent, peut-on croire qu'un parti qui n'a jamais réfléchi à ces questions sera en mesure d'y apporter des réponses adéquates et convaincantes dans les délais très serrés qu'exigent, dans ces cas, les circonstances historiques ? Par exemple, serait-il possible à un parti comme le PT de répondre à un coup d'Etat, sans y avoir réfléchi longtemps à l'avance et sans avoir préparé les actions à mener ?

Tel est, en 1980, le tout jeune PT : il se veut radicalement démocratique, socialiste, et déterminé à favoriser l'émergence d'un pouvoir à la base. Mais le PT naissant n'a pas pu, et la majorité de sa direction n'a pas voulu déterminer s'il serait révolutionnaire, réformiste ou quelque autre catégorie très précise politiquement. En fait, il était composé de militants qui se répartissaient sur un large éventail de positions sur ce choix fondamental.

Clóvis Bueno de Azevedo a analysé l'idéologie du PT sur le point qui nous occupe ici (Etat, pouvoir et démocratie) d'un point de vue très différent du nôtre, et il nous semble utile de faire un détour théorique à l'occasion de son travail. Il explique que le PT, divisé en deux camps opposés, a constamment oscillé entre léninisme et social-démocratie (malgré le rejet officiel de celle-ci). Pour lui, le léninisme s'assimile à des conceptions « *autoritaires* »<sup>11</sup>, tandis la social-démocratie représente une option « *démocratique* », et les deux sont « *incompatibles* ». Selon cet auteur, « *le léninisme permet l'implantation du socialisme par la voie révolutionnaire, mais il exclut la démocratie. La social-démocratie se conjugue avec la démocratie ; cependant, elle repousse la révolution, et de ce fait, elle fait du socialisme une simple possibilité* »<sup>12</sup>. Ce pétiste, qui écrit au début des années 1990, pense qu'il y a une incompatibilité absolue entre les deux moitiés du parti et qu'il est « *nécessaire que l'une des deux meure au combat* »<sup>13</sup>. Il le dit tout de go : « *à mon avis, le léninisme doit être repoussé définitivement* ». Si nous partageons avec cet auteur l'idée que des conceptions léninistes cohabitaient, dès le début du PT – et surtout dans les premières années de son existence – avec des positions social-démocrates, nous comprenons la trajectoire du parti et sa nature d'une façon complètement divergente de la sienne. En premier lieu, nous voulons préciser que si des éléments de léninisme étaient bien présents dans les positions du jeune parti, ce dernier n'a jamais avancé une position léniniste complète et cohérente. En second lieu, nous sommes d'accord pour parler d'oscillations, mais il nous semble évident que la courbe d'orientation autour de laquelle se sont effectuées ces oscillations a toujours été orientée vers de moins en moins de léninisme et de plus en plus de social-démocratie.

Mais laissons pour l'instant de côté la question de la trajectoire du PT et concentrons-nous sur le « léninisme » présent dans le parti à sa fondation. Lorsqu'Azevedo écrit que du point de vue démocratique, « *seules existent deux voies pour le socialisme : la démocratique*

---

<sup>11</sup> Clóvis Bueno de AZEVEDO, '*A estrela partida no meio ; ambigüidades do pensamento petista*', Entrelinhas, 1995, p. 3. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>12</sup> Idem, p. 3-4.

<sup>13</sup> Idem, p. 4.

et l'autoritaire (ou non-démocratique) »<sup>14</sup>, la première étant représentée par la social-démocratie et la seconde par le léninisme, il nous semble pêcher par simplisme et ne se préoccupe guère de définir la démocratie, d'analyser ses mécanismes, ses limites et ses relations avec les classes sociales. Quant à l'autorité, la question est : autorité de qui sur qui ? Mais l'auteur, qui ne raisonne pas en termes de classes, ne se la pose pas. Quant au léninisme, il le pourchasse tout au long de son livre, mais il se réfère très peu à Lénine lui-même<sup>15</sup>. Toutefois, son ouvrage nous permet d'aller au cœur de la question qui nous occupe ici : l'Etat, le pouvoir et la démocratie selon le PT. Azevedo écrit que pour Lénine, « *n'importe quel Etat n'était purement et simplement qu'une dictature* »<sup>16</sup>. C'est exact, et l'auteur cite une phrase du dirigeant bolchevique issue de « *Socialisme et Démocratie* » où il est écrit : « *L'Etat, même dans la République la plus démocratique et pas seulement dans une monarchie est simplement une machine de répression d'une classe contre une autre* ». Le terme de dictature possédait sans doute un sens différent d'aujourd'hui à l'époque de Lénine, mais passons. Toujours est-il qu'Azevedo dénonce le fait que pour Lénine, il faille « *remplacer ce qui est de fait la dictature de la bourgeoisie (une dictature hypocritement camouflée sous les formes de la république bourgeoise démocratique) par la dictature du prolétariat* »<sup>17</sup>.

Derrière tout cela, c'est bien la question de l'Etat et de sa nature de classe qui est en jeu. Pour une large part des idéologues du PT (dont Azevedo), l'Etat n'a pas de nature de classe. Il n'y a pas d'Etat bourgeois ou d'Etat prolétarien. L'Etat est démocratique ou dictatorial, ce sont ses formes qui disent l'essentiel. Et dans une démocratie, l'Etat est un outil, ou plutôt un ensemble d'appareils qui peuvent être utilisés selon le bon vouloir du pouvoir politique, y compris dans un sens socialiste si des socialistes ont élus au gouvernement. Pour un marxiste, par contre – et les rangs du PT en comptent beaucoup – l'Etat a une nature de classe : il est bourgeois en régime capitaliste, c'est-à-dire qu'il existe pour défendre l'intérêt général de la classe dominante à la fois contre les intérêts particuliers de chacun de ses membres, et contre les revendications et les luttes des autres classes sociales. En son cœur, en particulier, le noyau répressif (armée, police, justice) n'a pas pour fonction de défendre un intérêt général global qui n'existe pas, mais de servir, par le monopole de la coercition et de la violence, les intérêts de la classe dominante. C'est pourquoi les classiques du marxisme n'ont jamais vu en l'Etat un possible allié pour passer du capitalisme au socialisme. Au contraire, particulièrement après l'expérience fondatrice de la Commune de Paris, l'objectif stratégique défini par Marx et Lénine, c'était pour les travailleurs, de démolir la machine d'Etat bourgeois et d'installer leur propre pouvoir, leur propre démocratie<sup>18</sup>.

---

<sup>14</sup> Idem, p. 10.

<sup>15</sup> Nous n'avons trouvé que 3 citations de Lénine dans tout l'ouvrage et il faut attendre la page 136 pour lire la première. De plus, l'auteur, en mettant dans le même sac Marx, Lénine et Staline, sans chercher à démontrer quoi que ce soit d'une « *coresponsabilité* » entre ces trois figures historiques, (p. 15), va très vite en besogne. De nombreux auteurs, depuis des décennies, ont développé une pensée et des explications qui vont en sens inverse de cet amalgame.

<sup>16</sup> Idem, p. 136-137.

<sup>17</sup> Idem, p. 137.

<sup>18</sup> Nous renvoyons sur ce point, tout particulièrement, aux analyses de Karl MARX, '*La Guerre civile en France*', Editions sociales, 1975, notamment p. 24, 25 (préface d'Engels) et p. 63, 64 et 67 ; de LENINE, '*L'Etat et la révolution*', Editions sociales, 1972, notamment p. 55, 56, 57, 63 et 64 ; et de Rosa LUXEMBURG, '*Réforme sociale ou révolution? Grève de masse, parti et syndicats*', La Découverte, 2001, p. 77. LENINE (op. cit. p. 55) cite Marx qui écrit « *La Commune, notamment, a démontré, poursuivent-ils, que 'la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte'* ». Et Lénine ajoute (idem p. 56) : « *l'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir la 'machine de l'Etat toute prête', et ne pas se borner à en prendre possession* ».

A partir de l'analyse de la Commune de Paris, pour le marxisme classique donc, l'Etat, machine bureaucratique et militaire au service de la bourgeoisie dominante, doit être démolé et remplacé par d'autres institutions, construites par en bas, par les travailleurs mobilisés, au moyen de représentants élus, responsables, révocables, et qui perçoivent un revenu d'ouvrier moyen. En diffusant les fonctions d'administration, de défense et de répression parmi l'ensemble des travailleurs organisés, cette démocratie par en bas est un Etat qui commence à organiser son propre dépérissement. Bien sûr, depuis la Commune ou depuis 1917, l'Etat s'est étendu et complexifié, ses fonctions se sont diversifiées. Son rôle dans l'économie, par exemple, a été discuté par une très vaste littérature. Mais l'essence de l'Etat et l'attitude à adopter, selon les classiques du marxisme, vis-à-vis de cette question clé réside dans les éléments ci-dessus<sup>19</sup>.

Revenons-en au PT dans sa phase de fondation. Le détour ci-dessus vise à montrer plusieurs points importants. Le premier, c'est que si l'on trouve des traces d'une influence léniniste dans les premiers textes pétistes à propos de l'Etat, de la démocratie et du pouvoir, cette influence est partielle ; elle est contrebalancée par la volonté – manifestée notamment par la plupart des dirigeants syndicaux du PT – de ne pas trancher sur ces questions, et de les laisser en suspens. Sur ce point, Azevedo a raison : deux influences, léniniste et social-démocrate, s'affrontent dans le nouveau parti. Nous ajoutons que le résultat programmatique de cet affrontement est une sorte d'*in-between*, non pas entre une version « autoritaire » (léniniste) et « démocratique » (social-démocrate) comme le pense Azevedo, mais entre deux groupes d'idées. D'un côté, certains dirigeants ou idéologues pétistes pensent que l'Etat, au Brésil ou ailleurs, n'a pas de nature de classe et peut donc, une fois débarrassé de ses attributs dictatoriaux, servir à une transition vers le socialisme ; ils croient que la démocratie est une valeur en soi, indépendamment de son contenu de classe ; ils veulent combiner des formes nouvelles de pouvoir démocratique par en bas avec des institutions représentatives, parlementaires, qu'il conviendrait toutefois de réformer. Nous pensons avoir montré que cette conception s'oppose point par point à un autre ensemble d'idées, qui reprend la conception marxiste classique. Celle-ci, dans le PT initial, était défendue avec plus ou moins d'acharnement par des composantes minoritaires du parti (en particulier des « groupes de gauche ») pour lesquelles, au contraire, l'Etat, au Brésil ou ailleurs, a une nature de classe, bourgeoise, et ne peut pas servir à la transition vers le socialisme ; composantes pour lesquelles la démocratie a bien une valeur, mais ne peut être séparée de son contenu de classe ; et pour lesquelles l'Etat bourgeois, même dans ses formes « démocratiques » doit être détruit, et remplacé par les organes de pouvoir populaire construits par les travailleurs dans leurs luttes mêmes, et centralisés par eux.

Il y a bien opposition entre ces deux conceptions présentes dans le PT, mais pour qu'il puisse fonctionner et grandir comme parti de masses, il doit nécessairement s'y établir un consensus. La résultante de ce consensus est précisément ce programme inachevé sur la

---

<sup>19</sup> Sur la question théorique qui nous intéresse ici, Gramsci rejoint largement Lénine. Car si Gramsci insiste sur le contraste entre les formes simples et brutes prises par l'Etat dans les pays d'orient (la Russie par exemple), et la complexité qui prévaut en occident (en Italie par exemple), il ne remet absolument pas en cause la nécessité d'un affrontement violent entre deux logiques étatiques opposées : celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat. La « guerre de positions » sur laquelle insiste Gramsci dans la logique de l'affrontement de classe en occident précède une insurrection nécessaire pour assurer la victoire des travailleurs, avec un assaut donné contre l'Etat par ces derniers. Comme l'écrit Mauro IASI, « *cette guerre de positions n'élimine pas la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement révolutionnaire par un Etat prolétarien. Car pour Gramsci [cité par IASI] 'l'Etat est l'organisation économique-politique de la classe bourgeoise. L'Etat est la classe bourgeoise dans sa force concrète actuelle' »* (in Mauro Luis IASI, 'As metamorfoses da consciência de classe. O PT entre a negação e o consentimento', Expressão Popular, 2012, p. 487).

question de l'Etat, du pouvoir et de la démocratie. On trouve, dans les premiers textes pétistes, des affirmations en faveur d'un nouveau type de pouvoir, d'une démocratie largement directe et à la base. Mais on ne trouve jamais l'idée qu'il faut détruire la machine d'Etat existante, et celle-ci n'est jamais présentée comme bourgeoise en soi. Le nouveau parti envisage de « s'emparer du pouvoir politique » et même, jusqu'au Manifeste, d'établir un « gouvernement des travailleurs », mais sans que jamais ne soit précisé au sommet de quelle pyramide de pouvoir se situerait un tel gouvernement ; et sans dire que le PT lutte pour la destruction de la machine étatique existante.

On peut donc conclure avec certitude que le PT, même à travers ses textes initiaux les plus radicaux, n'a jamais été un parti révolutionnaire (au sens précis du marxisme classique que nous avons voulu définir plus haut). Ne prônant pas non plus, dans ses premiers écrits, la conquête du pouvoir d'Etat par des élections et l'avènement du socialisme par une évolution graduelle et une collection de réformes de structures, le PT des origines n'apparaît pas non plus comme un parti réformiste. En réalité, le nouveau parti se situe entre les deux, appartenant à ce que les marxistes-révolutionnaires catégorisent comme une force « centriste », qui regroupe en son sein à la fois des éléments réformistes et des éléments révolutionnaires et oscillant entre les deux positions. Mu par la contradiction entre ces deux ensembles d'éléments, le PT allait forcément devoir évoluer au plan programmatique.

## **2°) Etat, pouvoir et démocratie selon le PT après la fondation**

Il faut attendre la 3<sup>e</sup> RN pour voir réapparaître la question dans une résolution.

### **a) Pouvoir et gouvernement : la résolution de la 3<sup>e</sup> RN (1984)**

Les thèses politiques adoptées font la distinction entre pouvoir et gouvernement, et reviennent sur la notion de pouvoir : « *Pour transformer la société, il ne suffit pas de prendre le pouvoir d'Etat. Pour nous, le pouvoir ne se prend pas seulement, mais il se construit aussi* »<sup>20</sup>. Comment articuler prise et construction du pouvoir ? En quels lieux ? On lit les éléments de réponse suivants : « *Le PT croit en la possibilité de construire le pouvoir à partir des bases de la société, des mouvements populaires, des syndicats et d'autres formes d'organisation des exploités – comme, par exemple, la création de conseils populaires – et de développer ce pouvoir avec une politique de croissance, d'accumulation de forces et de construction d'une alternative populaire. La démocratie qui intéresse les travailleurs ne se limite pas dans les institutions, mais elle s'articule avec des formes directes et massives de participation populaire. Cette participation doit conduire à une société sans exploités ni exploités, et sans la division entre gouvernés et gouvernants. Notre lutte est pour la construction du socialisme* ». Ici, nous commençons à percevoir comment le PT, quatre ans après sa naissance, compte combler le vide programmatique déjà relevé. Ci-dessus, il explique qu'il veut construire un pouvoir à partir d'en bas. Mais en même temps, il apparaît que les institutions en place ne sont pas destinées à être détruites. Nous sommes en avril 1984, et donc la dictature est agonisante mais toujours en place, et les militaires n'ont pas encore transmis le pouvoir d'Etat à des civils acceptables par eux (ce qui interviendra en janvier 1985). Les institutions en question sont donc, pour l'instant, celles héritées de la

---

<sup>20</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 153). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

dictature, même si elles ont déjà été réformées par cette dernière et si le passage prochain aux civils annonce d'autres évolutions. Mais si les mots ont un sens, le fait que la démocratie « ne se limite pas dans les institutions » mais au contraire « s'articule avec des formes directes et massives de participation populaire » signifie que le PT veut combiner les unes (les institutions) avec l'autre (la participation populaire avec les organes définis ci-dessus).

La résolution ajoute des considérations de l'ordre de la temporalité, des rythmes et du contexte politiques : « *Nous savons, pourtant, que l'opportunité de la prise du pouvoir n'est pas encore présente de façon immédiate [mais] il revient au PT de renforcer la capacité d'action politique des travailleurs, en cherchant à modifier le rapport de forces en sa faveur* ». Que faire, donc, en attendant le moment de la prise du pouvoir, et que l'ensemble des travailleurs soient prêts ? « *Nous devons nous préparer pour montrer qu'il existe des choses que l'on peut faire immédiatement au bénéfice du peuple et que celles-ci ne sont pas faites que quand les gouvernements, de fait, ne représentent pas les intérêts des travailleurs* ». Ici, nous trouvons un élément de réponse complémentaire à nos questions.

Sans que cela soit dit clairement, on comprend que le PT doit, selon le texte de 1984, se préparer à accéder à des exécutifs, en particulier au plan local. Sinon, comment faire ces « choses » « au bénéfice du peuple » ? L'argument avancé est celui de l'urgence : les travailleurs vivent des situations dramatiques et il n'est pas question d'attendre longtemps pour commencer à soulager ces maux. Mais comment le faire en dehors d'une espace de pouvoir ? Certainement pas seulement en revendiquant : la réponse qui se dessine est plutôt que le PT doit être prêt à montrer, dans des lieux de pouvoir, qu'il est possible de faire mieux que ce qui existe et de soulager la peine du peuple. On note ici qu'en ne posant pas la question de la nature de classe de l'Etat et de ses appareils, en n'assumant pas la tradition marxiste de nécessité de démolir la machine étatique en place, le parti est « naturellement » (ou du moins, « logiquement ») conduit par le cours des événements, les exigences de sa base sociale, et sa propre volonté, à trouver des remèdes aux souffrances populaires, etc. – sans même parler d'éventuelles pressions internes pour investir les institutions – et à envisager ce qui apparaît comme le plus « évident », le plus « immédiat » : occuper les lieux de pouvoir déjà existants, créés par l'histoire, même si celle-ci n'est pas exactement le résultat de l'action des travailleurs. Et l'on comprend que la dichotomie assumée entre pouvoir et gouvernement consiste à faire comprendre que le PT, en attendant la prise du pouvoir par les travailleurs, plus tard, peut et doit, d'ici là, occuper des lieux de gouvernement (locaux). Mais la résolution n'aborde pas la question de savoir si la présence du PT dans les municipales ou les Etats, en attendant le gouvernement central, n'est pas de nature à exercer des pressions sur le parti et à le transformer.

#### **b) L'Etat brésilien vu par la 4<sup>e</sup> RN (1986)**

La résolution votée à la 4<sup>e</sup> RN dit de l'Etat brésilien et de ses relations avec la bourgeoisie : « *L'histoire des cent dernières années est, en partie, l'histoire de la croissance et du développement de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de l'Etat de la classe dominante dans le système capitaliste. L'Etat brésilien de ces dernières années du 20<sup>e</sup> siècle est un Etat moderne, puissant, équipé matériellement et culturellement ; il se ramifie en ministères, organes, administrations et institutions qui possèdent une grande connaissance concrète de la réalité brésilienne, ainsi que des mécanismes permettant d'intervenir et de modifier cette*

*réalité dans son intérêt, c'est-à-dire au bénéfice de la classe bourgeoise* »<sup>21</sup>. Ce passage est intéressant, car c'est le premier texte issu d'une délibération nationale du PT où est posée la question de l'Etat en rapport avec la classe dominante, et cela non de façon générale et abstraite, mais dans le contexte historique concret du Brésil. On y trouve, de plus, une description générale des structures de l'Etat brésilien.

On lit, plus loin dans la résolution : « *L'Etat brésilien est un instrument de la classe bourgeoise qui ne peut être ignoré ni sous-estimé. De plus, l'Etat, au nom de la bourgeoisie, contrôle directement ou indirectement une grande partie du réseau éducatif et des activités culturelles et artistiques, de la communication sociale (radio, TV, presse, etc.), des syndicats, fédérations et confédérations, de nombreuses entités de la société civile. La bourgeoisie a, encore, une hégémonie ou une prééminence significative dans les universités, dans les institutions scientifiques et techniques, dans la majeure partie des services publics, toujours plus exploités par des entreprises privées ou mixtes, et dans de nombreuses entités associatives et représentatives* ». Ce passage affiche une sorte de méfiance vis-à-vis de cet Etat (« puissant », qui ne doit être ni « ignoré » ni « sous-estimé »). Ensuite, le texte fait le lien avec des phénomènes de domination idéologiques déjà connus et discutés dans le PT, en particulier à travers les appareils éducatifs et les médias. On s'étonne aussi de l'absence d'évocation, dans ce passage, des appareils répressifs d'Etat (militaires, policiers, judiciaires), alors que les fonctions « régaliennes » de l'Etat en forment le cœur.

On note aussi l'expression répétée d'un lien entre cet Etat et la bourgeoisie : cet Etat, insiste le texte, est celui de la bourgeoisie ; c'est un « instrument de la classe dominante ». Ce point est sans doute le plus important : on retrouve ici une des bases de l'analyse marxiste de l'Etat. Mais une question se pose alors : si ce qui est décrit ici est l'Etat de la bourgeoisie, s'il a été bâti, comme l'explique cette résolution, pour servir ses intérêts, peut-il aussi servir pour une transition au socialisme ? Est-il un instrument viable que pourraient investir les travailleurs pour rebâtir la société selon leur propre logique et leurs propres intérêts ? Doit-on croire que les appareils éducatifs, médiatiques et autres décrits ici, sans même parler des appareils répressifs dont il n'est pas fait mention dans le texte, pourraient aisément fonctionner selon une autre logique que celle qu'ils connaissent, et répondre aux exigences de « ceux d'en bas » ? Ne doit-on pas plutôt s'attendre à une résistance et à des blocages multiples au sein des ministères et des diverses administrations concernées ? Mais alors que les vieux écrits de Marx, d'Engels ou de Lénine insistaient sur la nécessité de briser cette machine étatique, la résolution n'évoque pas cette option. Que peut-on en déduire, si ce n'est que la majorité du PT envisage de préserver et d'utiliser l'Etat qu'elle-même analyse comme étant bourgeois ?

La fin du texte réaffirme la « *relation indissoluble entre démocratie et socialisme* »<sup>22</sup> et explique que ce dernier signifie aussi une « *socialisation [...] des mécanismes de pouvoir entre les travailleurs* ». On imagine que le contexte de la *Nova República* et de la proche élection du Congrès constituant explique la suite : « *Aux travailleurs reviendra la tâche d'institutionnaliser l'Etat socialiste à travers un processus constituant libre et démocratique qui garantisse droits et libertés et qui assure aussi, au sein de la nouvelle légalité, les instruments et les moyens de défense de la société* ». Institutionnaliser l'Etat socialiste grâce au processus constituant ? La majorité du PT croyait réellement qu'il pouvait sortir des

---

<sup>21</sup> Idem, p. 249.

<sup>22</sup> Idem, p. 256.

élections générales, quelques mois plus tard, un Congrès à majorité socialiste, représentant les intérêts des travailleurs ? Si oui, on comprend mal cet espoir, alors que la même résolution dénonce, plus loin, les « *limitations* »<sup>23</sup> de ce Congrès et le fait que la *Nova República* conduise son « *projet de consolidation de l'hégémonie bourgeoise* ». Sinon, on doit comprendre que le PT envisageait alors une autre Constituante, plus tard, et non celle qui allait bientôt se mettre au travail. Dans un cas comme dans l'autre, on ne voit toujours pas apparaître une claire intention à propos de l'Etat bourgeois et des appareils décrits plus haut. On a plutôt l'impression d'une incohérence programmatique et stratégique.

### **c) 5<sup>e</sup> RN (1987) : Réconcilier réformes et révolution**

La 5<sup>e</sup> RN, tenue pendant les travaux de la Constituante, établit une distinction entre deux « *moments stratégiques [...] de nature différente* »<sup>24</sup> : celui de la « *prise du pouvoir* » et celui de la « *construction de la société socialiste* ». La résolution votée traite donc, en deux points successifs, deux questions différentes : celle de la « *conquête du socialisme* » et celle de sa construction. C'est le premier point qui nous intéresse ici.

Il est d'abord écrit que « *les travailleurs doivent se transformer en classe hégémonique dans le pouvoir d'Etat, et en finir avec la domination politique exercée par la bourgeoisie. Il n'existe aucun exemple historique d'une classe qui ait transformé la société sans mettre le pouvoir politique – l'Etat – à son service* ». Ici, on retrouve la confusion qui domine depuis la naissance du PT : les travailleurs, classe hégémonique dans le pouvoir d'Etat, on comprend. Mais quel Etat ? L'appareil d'Etat déjà existant, qui va être en partie reconfiguré par la Constituante, avec une assemblée dominée de façon écrasante par les parlementaires de la bourgeoisie, et dans laquelle le PT n'a que 16 députés ? N'est-ce pas là un Etat bourgeois, comme l'expliquait la résolution de la 4<sup>e</sup> RN ? Mais on commence à deviner que ce qui domine dans le PT, c'est l'idée d'investir les appareils d'Etat tels qu'ils sont, c'est-à-dire selon le PT, des appareils au service de la bourgeoisie, avec l'espoir de les utiliser dans l'intérêt des travailleurs, tout en combinant les structures officielles de pouvoir avec des organes populaires, construits par en bas. C'est le sens de la suite de la résolution.

Elle reprend l'idée que « *le socialisme et le pouvoir se construisent dans la lutte quotidienne* », et offre des précisions et exemples de « *formes embryonnaires de pouvoir prolétarien [...], écoles d'auto-organisation et de participation politique des travailleurs, qui vont dans le sens de la construction d'un socialisme effectivement démocratique, dans lequel le pouvoir sera exercé par les travailleurs eux-mêmes, et non en leur nom* ». Le texte indique que « *les petites coopératives, les achats communautaires, les communautés locales, les conseils populaires, etc., rencontreront probablement un terrain fertile pour croître dans les nouvelles conditions socialistes. Mais les formes d'organisation fondamentales qui surgissent dans la lutte quotidienne à l'intérieur de la société bourgeoise et qui ont la plus grande importance pour la lutte socialiste sont celles qui naissent de l'auto-organisation des travailleurs, les formes de lutte pour le contrôle ouvrier dans les usines (à partir de la généralisation des commissions d'usine et d'entreprise) et de contrôle populaire dans les quartiers* ». La résolution part donc d'exemples concrets d'embryons de pouvoir des travailleurs, et ajoute qu'il faut que « *toutes ces expériences de luttes et d'organisation ouvrières, populaires et démocratiques servent comme axe de préparation et d'organisation*

---

<sup>23</sup> Idem, p. 267.

<sup>24</sup> Idem, p. 312.

*des classes travailleuses pour la conquête du pouvoir et la construction de la nouvelle société »<sup>25</sup>.*

Le texte juge nécessaire de « *distinguer les activités qui partent de la situation existante à chaque moment et cherchent à faire en sorte que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de la conquête du pouvoir, des activités qui se destinent à la conquête immédiate du pouvoir lui-même* ». On comprend que le pouvoir n'est pas à tout moment à la portée de l'action des travailleurs et que la tactique utilisée par le parti doit en tenir compte. Mais ce qui n'apparaît toujours pas, c'est ce que signifie « prendre le pouvoir », quel que soit le moment où sa conquête semble possible : s'agit-il de combiner ces organes de pouvoir populaire avec les institutions parlementaires, représentatives, « démocratiques » d'un Etat dont les structures sont maintenues ? Ou bien au contraire de renforcer la situation de « double pouvoir », en centralisant les organes d'auto-organisation pour en faire la base d'un Etat de type nouveau (ressemblant plus ou moins à la Commune) tout en lançant l'assaut contre la machine d'Etat bourgeois en place afin de la briser ? Rien n'est explicité, mais la première conception prévaut à coup sûr, car dans aucun texte officiel du PT, l'autre option n'a jamais été présentée, et cette résolution ne fait pas exception.

Elle veut réconcilier réformes et révolution, en des termes qui peuvent sans doute obtenir un large consensus, mais en esquivant le choix crucial énoncé à nouveau ci-dessus : « *la lutte pour des réformes ne devient une erreur que lorsqu'elle s'arrête à elle-même. Cependant, quand elle sert à l'éducation des masses, au travers de l'expérience de lutte elle-même, quand elle sert à démontrer aux grandes masses du peuple que la consolidation, même des réformes conquises, n'est possible que quand les travailleurs établissent leur propre pouvoir, alors elle sert à la lutte pour les transformations sociales et doit être combinée avec celle-ci* ». Du coup on navigue toujours dans le flou programmatique et stratégique et l'on se dit que la compréhension, par le PT, de l'Etat comme machine ayant une nature de classe est moins nette – ou moins partagée – qu'il ne le semblait avec la résolution de la 4<sup>e</sup> RN.

#### **d) 1<sup>er</sup> Congrès (1991) : le tournant sur la question**

Nous avons vu que, juste après la victoire de Collor en 1989, la direction du PT, et Lula en particulier, commencent à miser ouvertement sur une victoire électorale pour accéder au gouvernement. Jusqu'alors, ce n'était pas exprimé clairement, car beaucoup des dirigeants du PT en doutaient. Après la presque-victoire de 1989, l'idée s'installe que Lula au *Planalto*, c'est possible, et qu'il faut tout subordonner à cette perspective. A partir de ce moment-là, on note, dans les textes pétistes, une importance plus grande accordée à la démocratie qu'au socialisme. Officiellement, le PT continue à vouloir se tenir dans le rejet partagé de la social-démocratie et du « socialisme réel ». Mais dans la réalité, il s'approche toujours plus nettement du parcours de la première. Cela, tendancielle, va s'accroître jusqu'à 2002.

La résolution du 1<sup>er</sup> CN dit que « *pour le PT, socialisme est synonyme de radicalisation de la démocratie* »<sup>26</sup>. Cette idée va devenir une sorte de leitmotiv et permettra de vider graduellement le socialisme pétiste de son contenu. Mais la résolution de 1991 dit aussi : « *En fin de compte, la démocratie, pour nous, c'est simultanément le moyen et la fin* ». Dire cela implique de refuser n'importe quel type de dictature, y compris la dictature du

---

<sup>25</sup> Idem, p. 313.

<sup>26</sup> Idem, p. 499.



*prolétariat, qui ne peut pas être autre chose que la dictature du parti unique sur la société, y compris sur les travailleurs eux-mêmes* ». Ce passage appelle plusieurs commentaires.

La démocratie, à la fois « le moyen et la fin », mérite quelques observations. Comme le fait remarquer M. Iasi<sup>27</sup>, il est significatif que, dans la résolution, cette phrase soit entre guillemets. Mais l'auteur de la phrase originale n'est pas cité par le texte voté au Congrès. Et pour cause : son auteur n'est autre que Bernstein, chef de file du « révisionnisme » dans le SPD, contre lequel Rosa Luxemburg avait tant bataillé. Citer Bernstein, pour un parti comme le PT, qui affirme encore rejeter la social-démocratie, y compris dans le texte dont nous parlons, ferait sans doute très mauvais effet et contribuerait, notamment, à éloigner du texte de l'Articulation une partie de ses membres. Mieux vaut donc taire le nom de l'auteur de cette phrase. Mais ce qui suit dans le texte de Bernstein mérite aussi l'attention. Bernstein (cité par Iasi) écrit, à propos, toujours, de la démocratie : « *C'est le moyen de la lutte pour le socialisme et c'est la forme de la réalisation du socialisme* ». L'emprunt à Bernstein, bien que masqué, n'est certainement pas fortuit, à un moment où le PT donne de plus en plus la priorité aux élections et mise sur la victoire de Lula à la présidentielle. On comprend alors ce que veut dire cette phrase, non écrite dans la résolution, mais présente à la source de la citation faite par celle-ci. On pourrait décoder cela, à peu près, avec une phrase comme : « les élections en général, et l'élection présidentielle en particulier, sont le moyen de la lutte pour le socialisme (en gagnant le plus possible de municipales, en faisant le plus possible de parlementaires, et en envoyant Lula au *Planalto*) ; les élections sont aussi la forme de la réalisation du socialisme pétiste (ce qui implique que toutes les mesures voulues par le PT et les travailleurs devront bénéficier d'une majorité parlementaire) ».

A propos de la dictature du prolétariat, plusieurs remarques également. La première c'est que le PT n'avait jamais adopté ce mot d'ordre. Malgré cela, la majorité du PT, en 1991, a tenu à s'y opposer et à imposer cette phrase. Pour l'imposer, il a fallu des marchandages. Le texte final confond donc la dictature du prolétariat et la dictature du parti unique, obtenant le rejet du congrès pour la première, simplement non consensuelle dans le PT, en la mélangeant avec la seconde, honnie par l'ensemble des pétistes. Mais si l'on considère, comme Engels, que la dictature du prolétariat, c'était la Commune de Paris, on comprend bien qu'elle n'avait rien à voir avec la dictature d'un parti unique.

Un peu plus loin, la résolution confirme ce que nous pressentions jusqu'ici, à savoir que le PT misait vraisemblablement sur une combinaison du parlementarisme et de la démocratie représentative avec des formes de démocratie directe à la base. Le PT ne le disait pas ouvertement. Maintenant, il l'affirme nettement : il fait référence au respect de l'Etat de Droit<sup>28</sup>. Pourtant en 1988, il refusait de voter la Constitution, l'estimant conservatrice sur l'essentiel. Dans le socialisme pétiste, lit-on, « *les mécanismes de la démocratie représentative, libérés des contraintes du capital, doivent être conjugués avec des formes de participation directe du citoyen aux décisions économiques, politiques et sociales. La démocratie socialiste que nous ambitionnons de construire établit la légitimation majoritaire du pouvoir politique, le respect des minorités et la possibilité de l'alternance au pouvoir* ». Et le texte de poursuivre ainsi : « *Notre perspective, cependant, ne se limite pas à la démocratisation et à la socialisation de la politique à partir de l'Etat. Nous visons à construire dans le socialisme une sphère publique dans laquelle la politique ne se restreindra pas à des*

<sup>27</sup> Mauro IASI (op. cit. p. 468). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>28</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 500). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

*initiatives étatiques et institutionnelles, mais qui, au contraire, aura son pôle dominant dans les initiatives émanant de la société, dans la perspective que la population organisée s'approprie des fonctions qui aujourd'hui sont réservées aux sphères étatiques et institutionnelles, en exerçant pleinement une nouvelle citoyenneté* ». La politique institutionnelle, et l'Etat où elle niche, ne sont pas prêts de dépérir, même s'il s'agit encore d'y ajouter des mécanismes d'expression d'une « nouvelle citoyenneté ». L'Etat, vu comme bourgeois, quelques années auparavant, a encore de beaux jours devant lui. Reste à saisir comment le PT, dans ces conditions, compte libérer la démocratie représentative des « contraintes du capital ». Ce n'est pas une mince affaire, et nous y reviendrons plus loin.

Le traitement de la question de l'Etat, du pouvoir et de la démocratie par le PT s'arrête à peu près ici. Le dépassement des contradictions et du flou, observés tout au long de cette section, est actée par le 1<sup>er</sup> Congrès dans un sens ouvertement réformiste : le PT adopte alors le chemin de Bernstein et de la social-démocratie européenne un siècle plus tôt, même si le parti continue à rejeter officiellement cette dernière. Lors des 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> RN, le maître mot est la démocratie, et le socialisme est réduit à une portion de plus en plus congrue. La 11<sup>e</sup> RN, par exemple, propose une « *révolution démocratique* »<sup>29</sup>, basée sur une « *puissante mobilisation sociale capable de promouvoir une démocratisation radicale de la société et de l'Etat, en multipliant les mécanismes de contrôle social de l'Etat par la société* ». L'Etat, un court instant perçu comme celui de la bourgeoisie, et la Constitution, autrefois rejetée, ne méritent plus selon le PT que quelques réformes, notamment en « *assurant des mécanismes de participation directe de la population aux décisions, comme des plébiscites et des référendums* ». Mais cette évolution et son issue sont inséparables de la question programmatique et stratégique du projet pétiste en termes de classes sociales.

## **Section 2 : Le PT et « l'indépendance de classe »**

Qu'est-ce qui doit présider à la politique proposée aux travailleurs : une politique d'indépendance de classe intransigeante, une politique d'alliance avec les autres classes populaires, ou une politique d'alliances tous azimuts, y compris avec la bourgeoisie ? Voici un autre critère pertinent pour saisir la trajectoire pétiste.

### **1°) Le PT des origines et l'indépendance de classe**

Un rapide coup d'œil aux textes du PT en gestation, puis du jeune parti, permet de constater l'omniprésence du concept d'indépendance de classe. Toutefois, il faut aussi noter une faiblesse des premiers textes pétistes : la classe dont le PT prône l'indépendance politique, quelle est-elle exactement ? Quelles sont ses délimitations ? Il est souvent question des travailleurs des villes et des campagnes, mais rien de précis n'apparaît.

#### **a) Les documents pré-PT et le Manifeste**

Déjà, la thèse de Santo André-Lins est placée sous le signe de la lutte revendiquée pour l'indépendance de classe, tandis que le MDB est à l'époque « *le seul parti légal de*

---

<sup>29</sup> Idem, p. 653.

*l'opposition au Brésil* »<sup>30</sup> mais que celui-ci, « *vu sa composition hétérogène, ne peut jouer ce rôle* ». Cette thèse prône la création d'un parti « *régi par la démocratie ouvrière* »<sup>31</sup> et qui soit celui de « *tous les travailleurs de la ville et de la campagne, sans patrons* ».

La Charte des Principes est totalement imprégnée de la notion d'indépendance de classe. D'abord, elle appelle les travailleurs à se méfier de « *secteurs des classes dominantes* »<sup>32</sup> qui font des « *propositions démagogiques* » d'un nouveau parti travailliste (PTB). Elle ajoute qu'il appartient maintenant « *au travailleur de faire ses formulations et de construire lui-même son pays et son avenir* ». La Charte revient sur ce que représente le MDB, « *parti d'action exclusivement parlementaire* »<sup>33</sup>, et sur les « *limites* » qu'il « *impose aux luttes populaires pour de meilleures conditions de vie et pour un régime démocratique de véritable participation populaire* ». La Charte rejette les arguments des élites selon lesquels le projet pétiste diviserait l'opposition à la dictature, premièrement parce qu'il n'est pas question « *d'accepter la subordination des intérêts politiques et sociaux des masses travailleuses à une direction libérale conservatrice, d'extraction économiquement privilégiée* » ; deuxièmement, la Charte n'accepte pas que « *le front des oppositions se maintienne au prix du silence politique des masses travailleuses* ».

En de nombreux endroits, le Manifeste de lancement du PT réaffirme le principe d'indépendance de classe des travailleurs, insistant sur le fait que telle est la volonté de ces derniers, qui ne pensent plus que la défense de « *leurs intérêts économiques, sociaux et politiques puisse venir des élites dominantes* »<sup>34</sup>. Le texte répète que le PT « *naît de la volonté d'indépendance politique des travailleurs, fatigués de servir de masse de manœuvre pour les politiciens et les partis engagés dans le maintien de l'ordre économique, social et politique actuel* ». Il s'agit d'une « *volonté d'émancipation des masses populaires* »<sup>35</sup>. Le Manifeste ajoute encore que « *les travailleurs veulent s'organiser comme force politique autonome* ». Tel est le rôle du PT, qui veut être une « *réelle expression politique de tous les exploités du système capitaliste* ». Et pour le parti naissant, la politique doit être une « *activité propre des masses qui désirent participer, légalement et légitimement, à toutes les décisions de la société* ».

## **b) L'indépendance de classe du PT après la Fondation**

L'accent mis sur l'indépendance de classe comme principe central du PT va dominer les premières années de son existence et se retrouve dans les textes des premières RN. L'indépendance de classe est le principe directeur de l'apparition du PT lors des élections de 1982, et cela apparaît nettement dans la résolution adoptée à la 2<sup>e</sup> RN, qui traite largement de l'organisation de la campagne, comme nous l'avons vu au chapitre 7. C'est également le principe d'indépendance de classe qui guide les choix politiques de la RNE des 12 et 13 janvier 1985. La décision de boycott du Collège électoral qui allait élire le tandem Tancredo Neves/José Sarney se situe dans ce cadre : il s'agit de réaffirmer l'indépendance de la classe travailleuse et de refuser le « *pacte des élites* ». Dans la résolution alors votée, on lit : « *De la même manière que le PT doit maintenir son indépendance par rapport aux classes dominantes, en n'adhérant pas au pacte des élites, signé autour de la candidature de*

<sup>30</sup> Idem, p. 47.

<sup>31</sup> Idem, p. 48.

<sup>32</sup> Idem, p. 50.

<sup>33</sup> Idem, p. 52.

<sup>34</sup> Idem, p. 65.

<sup>35</sup> Idem, p. 66.

*Tancredo Neves, il ne peut s'affirmer que comme parti de masses doté de solides mécanismes de démocratie interne, rejetant aussi bien les conceptions parlementaristes que les positions dites d'avant-garde, détachées du mouvement réel des travailleurs* »<sup>36</sup>. Le texte veut ici se présenter comme rejetant à la fois les déviations de droite (parlementaristes) et de gauche (avant-gardistes), mais ce sont avant tout trois parlementaires ayant glissé vers des positions jugées opportunistes (d'acceptation de la candidature de Tancredo Neves comme un moindre mal face à Paulo Maluf) et indisciplinées (de non-respect de la décision du parti de boycotter ce Collège électoral) qui sont visés. Les élus pétistes concernés seront exclus du parti à cette occasion, rappelons-le. L'indépendance de classe est donc l'un des principes qui peuvent conduire le jeune parti à exclure des parlementaires qui ne respectent pas ses décisions, et qui s'éloignent de cette ligne directrice.

On voit donc que le « PT des origines » est axé sur cette notion d'indépendance de classe. Mais quelle classe exactement ? On note la faiblesse des premiers textes pétistes à ce niveau. On n'y trouve pas d'analyse des classes et fractions de classes sociales, de leurs intérêts convergents et divergents, de leurs délimitations. Les premiers documents font souvent référence aux travailleurs des villes et des campagnes, mais rien de précis n'apparaît. Pourtant le maintien d'une orientation d'indépendance de classe exigerait de se pencher sur la structure de classes réellement existante. Pour agir dans le sens d'une intervention indépendante de la classe travailleuse, il faut définir celle-ci dans son essence et ses contours, ainsi que les autres classes de la formation sociale brésilienne.

## **2°) Analyse des classes sociales et redéfinitions stratégiques**

De fait, le PT n'a pas procédé à ce travail d'analyse avant la 4<sup>e</sup> RN, en 1986. C'est elle qui, pour la première fois, discute des classes sociales brésiennes. Elle marque, en même temps, un premier tournant.

### **a) 4<sup>e</sup> RN (1986) : analyse des classes et place de la « classe moyenne »**

Le « Plan d'action politique et organisationnelle » alors adopté pour les trois ans à venir brosse un tableau général des classes sociales. Celles-ci évoluent dans le cadre d'un capitalisme « *au haut niveau de développement* »<sup>37</sup>, même si ce niveau est très inégal selon les régions, et si ce capitalisme « *s'est développé de façon subordonnée et dépendante du capitalisme international* »<sup>38</sup>. La structure de classes au Brésil est fondamentalement celle du capitalisme, avec des particularités : elles « *ont subi des modifications imposées par des conditions historiques et culturelles propres et par les caractéristiques spécifiques des diverses régions géoéconomiques entre lesquelles se divise le pays* ».

Le texte perçoit, pour commencer, une « *puissante classe bourgeoise* » dont il précise les diverses composantes. Cette bourgeoisie est « *originaire des anciens maîtres de la terre de l'époque impériale et a graduellement incorporé et intégré des secteurs mercantiles et commerciaux, le secteur industriel (1930), le secteur latifondiaire et financier (1950), le secteur des services et des communications, ainsi que le secteur monopoliste et de l'internationalisation du capital (1964), etc.* ». La bourgeoisie connaît des « *divergences et*

---

<sup>36</sup> Idem, p. 191.

<sup>37</sup> Idem, p. 246.

<sup>38</sup> Idem, p. 247.

*des conflits* » internes, mais elle s'est montrée, à des moments clés de l'histoire, « *capable d'intégration et d'unification idéologique et politique* » ; et, tout récemment (en 1984), en mesure de conquérir une « *relative hégémonie au moyen de la transition conservatrice* »<sup>39</sup>. Face à la bourgeoisie, le « *camp opposé* », celui des travailleurs, est composé de « *trois grands secteurs : la classe moyenne (rurale et urbaine), les salariés urbains (avec une fraction qui se détache des autres – la classe ouvrière – et les salariés des campagnes* ».

Les trois secteurs ainsi définis « *n'ont pas encore réussi à être intégrés et unifiés d'une façon satisfaisante* ». La résolution insiste sur l'hétérogénéité de la classe moyenne, regroupant notamment « *le producteur agricole individuel ou familial, le micro ou petit entrepreneur commercial ou industriel, le travailleur autonome, le professionnel de niveau supérieur employé dans l'Etat ou dans une entreprise privée, le travailleur intellectuel des secteurs des services et des communications, le travailleur manuel formé techniquement et dont le salaire se différencie par rapport à la masse des ouvriers, et jusqu'aux étudiants et une partie du clergé et du personnel subalterne des Forces Armées, etc.* »<sup>40</sup>. Malgré cette hétérogénéité, ces secteurs « *ont en commun de subir aussi, de la part de la bourgeoisie, une exploitation économique et une oppression politique et idéologique, même si c'est à des degrés variables* »<sup>41</sup>. Le texte repère l'origine des travailleurs salariés urbains du côté des vagues « *d'immigrants étrangers* », de la « *prolétarianisation de la classe moyenne rurale et urbaine* » et de « *l'incorporation d'une partie des travailleurs ruraux qui migrent vers les villes* ». Cette classe se développe avec le capitalisme, « *avec l'expansion du secteur industriel, l'apparition et l'extension des activités de services et de communication, la croissance du réseau éducatif et du réseau financier et bancaire, la dissémination des constructions, des moyens de transports, etc.* ». Dans cet ensemble, la classe ouvrière (au sens strict) est considérée comme « *fraction stratégique* », du fait de « *son rôle dans la production et la reproduction pour l'accumulation de plus-value, support de tout le système capitaliste* ». La classe ouvrière industrielle se développe aussi et est, « *aujourd'hui, présente, même à des degrés variables, dans pratiquement tout le territoire national* ». Les salariés du monde rural sont bien moins nombreux que ceux du monde urbain, et leurs « *conditions de travail [sont] significativement inférieures à celles qui prévalent, en général, dans les villes* ». Le salarié agricole, dit le texte, ne se distingue souvent pas « *du petit ou même moyen producteur agricole, en termes de conditions de travail et de vie et, selon la région du pays et les caractéristiques de la production agricole, le producteur sans terre a un niveau de vie plus précaire que le salarié agricole, même temporaire* ». Le texte note les fréquentes transitions saisonnières des mêmes individus entre ces deux secteurs.

Le tour d'horizon des classes sociales se termine avec la présence croissante, « *au-delà des classes travailleuses* », et surtout dans les grands centres urbains, de « *couches marginalisées qui ne trouvent pas leur place sur le marché du travail ou qui en sont exclues, par le chômage tant structurel que conjoncturel [...] Ces couches marginalisées de travailleurs [...] finissent par augmenter le banditisme, la prostitution, la violence, le trafic de drogue et d'autres formes antisociales de survie, dont le principales victimes sont les travailleurs salariés eux-mêmes, et les couches inférieures de la classe moyenne* »<sup>42</sup>.

---

<sup>39</sup> Idem : le passage souligné par nous est en italiques dans la résolution.

<sup>40</sup> Idem, p. 247-248.

<sup>41</sup> Idem, p. 248.

<sup>42</sup> Idem, p. 249.

Voilà donc le PT enfin muni d'un premier texte lui permettant de mieux se repérer dans le paysage social et de mieux définir des priorités de construction. Ce recensement doit permettre de mieux cerner la question : « indépendance de qui ? ». Mais il aura aussi une autre fonction : définir un cadre pour des alliances de classes éventuelles. Avant d'y venir, commençons par plusieurs remarques. D'abord, la résolution présente d'un côté la bourgeoisie ; et de l'autre, « l'autre camp », celui des classes travailleuses. On relève que si, généralement, le PT parle de LA classe travailleuse, ici c'est le pluriel (« LES classes travailleuses ») qui est utilisé. Cet ensemble inclut la classe moyenne, les salariés urbains et les salariés ruraux. Quelle est la différence entre LES classes travailleuses considérées ici et LA classe travailleuse dont parle le PT depuis son émergence ? Ce n'est pas bien clair ; mais on comprend que LES classes travailleuses ici énumérées incluent la classe moyenne, car les autres secteurs sont les salariés des villes et des campagnes, que les premiers textes pétistes disaient déjà vouloir organiser. Par ailleurs, l'opposition ici relevée entre la bourgeoisie et les autres classes correspond logiquement au fait que le PT des années 1980 considère la bourgeoisie comme l'« autre camp », du point de vue des travailleurs qu'il veut représenter. Ensuite, la résolution regrette, d'une certaine façon, le caractère insuffisamment intégré et unifié des trois secteurs présentés comme constituant les classes travailleuses ; mais rien de tel n'apparaît concernant la vaste masse des exclus du pays. Et celle-ci n'est pas, dans cette présentation, incluse parmi les classes travailleuses, mais « au-delà » de ces dernières. Il peut paraître étonnant de voir le PT considérer les plus misérables et les plus opprimés comme étant dans un au-delà et non pas comme un quatrième secteur des classes travailleuses, dont la particularité est que ses membres sont exclus du travail. Il n'apparaît pas, dans le texte, de réflexion sur l'urgence pour le parti de s'implanter dans cette catégorie sociale, même si cette implantation s'avère très difficile (rappelons en passant que l'élection de Collor face à Lula en 1989 sera largement due aux suffrages de ces secteurs les plus défavorisés). On voit poindre, en creux ici, une priorité que la direction du PT voudrait donner à l'unification DES classes travailleuses ainsi définie. Mais comme LA classe travailleuse, jusqu'ici – sans être clairement délimitée – était plutôt comprise comme l'ensemble des travailleurs salariés des villes et des campagnes, on devine qu'il pourrait s'agir d'une volonté de rapprochement avec la classe moyenne. Nous allons y revenir.

Cette analyse des classes sociales sert de fondement à un autre point de la résolution, sur « le chemin pour le socialisme ». Ce chemin sera long : « *la classe travailleuse a encore devant elle un long et difficile processus d'accumulation de forces et de renforcement de son organisation* »<sup>43</sup>. La notion d'« accumulation de forces » est déjà apparue dans la résolution de la 3<sup>e</sup> RN, dans un sens, comme le note Iasi, de « *politique de croissance* »<sup>44</sup> du parti. Et dans ses premières années, le PT considérait que c'était dans les luttes que cette accumulation avait lieu. Cette notion va prendre un sens différent à partir de la 5<sup>e</sup> RN, sur laquelle nous revenons plus loin. Dans la résolution de 1986 qui nous occupe ici, ce renforcement doit « *combiner, dès maintenant, des conquêtes réelles au plan politique, économique et social, qui lui permette d'avancer* »<sup>45</sup> en direction du socialisme. Quels types de conquêtes sont envisagés ci-dessus ? Le texte ne le précise pas.

---

<sup>43</sup> Idem, p. 252.

<sup>44</sup> Mauro IASI (op. cit. p. 393).

<sup>45</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 252). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

La suite dit que « *la conscientisation, l'organisation et l'accumulation de forces de la classe travailleuse passe, nécessairement, par un processus d'intégration et d'unification de ses divers secteurs et fractions dans un projet historique et politique commun, dans lequel seraient pris en compte aussi bien les objectifs finaux – la construction du socialisme – que les particularités et les conflits qui, aujourd'hui, distinguent et parfois séparent ces secteurs et fractions* »<sup>46</sup>. Une question se pose : s'agit-il comme c'est écrit au début de ce passage de LA classe travailleuse plutôt mal définie mais dans laquelle on trouvait, dans les textes pétistes antérieurs, plutôt des salariés des villes et des campagnes ? Ou bien s'agit-il DES classes travailleuses avec leurs 3 composantes ? Le texte répond : « *il n'est possible de conquérir, pour ce projet commun, le soutien et la participation des larges couches de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, dans la lutte pour la transformation radicale de la société vers le socialisme, au Brésil, que si l'on assure à de telles couches des conditions réelles de progrès social – sans menacer leurs moyens de production limités* »<sup>47</sup>. Ce passage répond à deux questions précédentes : oui, il s'agit bien d'une volonté de rapprochement avec la classe moyenne, en particulier des petits propriétaires, des petits entrepreneurs qui pourraient craindre que le PT ne mette la main sur « leurs moyens de production limités » ; et non, finalement, il n'y a pas de distinction, pour la direction du PT, entre LA classe travailleuse dont le parti parlait depuis sa fondation et LES classes travailleuses qui sont définies plus haut dans la résolution. Ce questionnement sémantique n'avait finalement pas lieu d'être. Mais alors il faut constater, avec un glissement de langage, une évolution conceptuelle : LA classe travailleuse (ou LES classes travailleuses, peu importe) incorpore maintenant la classe moyenne, dont les éléments petits-bourgeois, les petits propriétaires.

Cette évolution amène le parti à parler d'alliances, dont il s'agit de « *délimiter, dès maintenant, les lignes générales et le caractère* ». Ces alliances sont « *nécessaires et possibles dans le processus de transformations en direction du socialisme [...] entre l'ensemble hétérogène de forces politiques et sociales qui agissent au sein des classes travailleuses, et qui, chacune à sa façon, représentent, avec des degrés variables de légitimité, des intérêts et des valeurs sectoriels et conjoncturels des diverses composantes de la classe* ». Le texte prend bien soin, ensuite, d'exclure toute « *alliance stratégique avec la bourgeoisie et avec les forces politiques qui soutiennent la domination et l'hégémonie de la classe bourgeoise et la perpétuation du système capitaliste* », même s'il n'exclut pas d'éventuels « *accords restreints et limités autour de points définis, concrets et objectifs, avec des forces qui ne luttent pas pour le socialisme* ».

Sur le rejet d'accords stratégiques avec la bourgeoisie, la suite du texte est claire : « *les expériences historiques et d'autres pays montrent que [...] les alliances de la classe travailleuse avec la bourgeoisie ne favorisent que les intérêts de celle-ci, et retardent ou empêchent les progrès de l'organisation de celle-là, et bloquent aussi la voie vers le socialisme* ». Mais d'autres questions se posent sur le passage ci-dessus. En premier lieu, s'agit-il s'alliances de classes ou d'unification de la classe travailleuse ? Le texte est flou et confus au niveau de ces concepts. Car si la classe travailleuse regroupe les trois secteurs définis plus haut, on comprend qu'il s'agit, pour avancer vers le socialisme, de l'unifier idéologiquement, politiquement et au plan organisationnel ; mais s'il s'agit d'alliances de classes, on indique qu'il existe des intérêts différents et parfois divergents entre les groupes sociaux qu'il s'agit d'allier. A notre avis, la confusion qui émane du texte est liée au caractère

---

<sup>46</sup> Idem, p. 252-253.

<sup>47</sup> Idem, p. 253.

fourre-tout de ce qui est présenté comme « la classe moyenne ». Car parmi l'ensemble de catégories sociales regroupées sous ce vocable, il existe des catégories aux intérêts partiellement divergents, notamment entre les catégories salariées et les catégories propriétaires. Le texte n'envisage pas la question dans toute son ampleur, mais on peut se demander, par exemple, jusqu'où va la catégorie des petits entrepreneurs. Combien de salariés, quel chiffre d'affaires ? Et si un conflit social devait intervenir entre un tel petit entrepreneur et ses salariés, de quel côté se rangerait le PT ? Cette question n'est pas posée dans le texte, mais on peut fort bien imaginer qu'elle se posera dans la réalité. Enfin, les alliances de classes envisagées doivent, dit le texte, se traduire par des alliances avec des forces politiques, mais la résolution ne précise pas lesquelles.

Finalement, on constate, dans la résolution de la 4<sup>e</sup> RN, une inflexion : l'indépendance de classe revendiquée dès la gestation du PT – même si la délimitation de la classe faisait défaut – cède la priorité à l'unification idéologique et politique de plusieurs ensembles sociaux regroupant, y compris, des petits entrepreneurs. L'inflexion est encore embryonnaire à la 4<sup>e</sup> RN, mais un virage a bel et bien été pris, et la suite va le confirmer.

### **b) Le marqueur de la 5<sup>e</sup> RN (1987)**

Avant la fin des années 1980, l'accent n'est plus mis sur une indépendance de classe « pure et dure », telle qu'elle s'exprimait dans les textes pré-pétistes ou de fondation, ou encore dans les élections de 1982<sup>48</sup>. La page commence à être tournée avec la 4<sup>e</sup> RN. Elle va l'être définitivement avec la 5<sup>e</sup> RN. Celle-ci se place au-delà des considérations de la 4<sup>e</sup> RN en les modifiant, en les systématisant et en leur donnant un contenu plus concret.

Le tournant vers les classes moyennes se confirme et s'amplifie. Mais alors qu'auparavant, la bourgeoisie était considérée comme un tout, la résolution de la 5<sup>e</sup> RN oppose maintenant, dans la crise économique que traverse le pays, « *les intérêts de la grande bourgeoisie monopoliste* »<sup>49</sup>, à la « *résistance, au niveau social et politique* », venant du reste de la société, c'est-à-dire « *d'une partie de la classe travailleuse et des secteurs intermédiaires (micro, petits et moyens entrepreneurs, producteurs ruraux et urbains)* ». Le texte majoritaire dit aussi que « *l'influence du Parti s'est accrue en direction des secteurs intermédiaires* » de la société. Mais il faut encore « *une politique correcte d'alliances* » pour « *attirer ces secteurs, avec une tactique centrée sur la mobilisation populaire* ».

Cela appelle quelques commentaires. En premier lieu, pour la première fois, le PT se pose la question concrète d'attirer des segments du monde de la petite entreprise. Une lecture attentive montre qu'il ne s'agit pas alors d'attirer aussi les moyens entrepreneurs mais de considérer quand même qu'ils sont, face à la crise, dans une position opposée à la « grande bourgeoisie monopoliste ». Ce qui nous conduit à une deuxième remarque : « l'ennemi » que doit combattre le PT tendrait-il à se réduire en termes de surface sociale ? Jusqu'alors, l'« ennemi » était tout simplement « la bourgeoisie » ; le texte continue à la mentionner dans son ensemble, mais on se demande ici si, en filigrane, une fraction de cette bourgeoisie (« la grande bourgeoisie monopoliste ») ne serait pas une sorte « d'ennemi principal ». C'est sans doute une évolution embryonnaire, qui prendra de l'ampleur ensuite.

---

<sup>48</sup> Rappelons le slogan '*Vota no trêz, o resto é burguês*' (votez pour la liste numéro 3 – celle du PT – le reste est bourgeois).

<sup>49</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 305). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.



La résolution revient sur l'analyse des classes sociales brésiliennes. Elle en fait une présentation moins systématique que le texte voté à la 4<sup>e</sup> RN, et différente dans sa logique : alors que la 4<sup>e</sup> RN présentait les classes en deux camps (celui de la bourgeoisie, et « l'autre camp », celui de la classe travailleuse, incluant une classe moyenne hétérogène), la 5<sup>e</sup> RN aborde la structuration de classes du pays en trois blocs. Premièrement, le texte évoque « *une masse de salariés hétérogène, dont sont parties intégrantes un secteur ouvrier industriel et agricole relativement nombreux et concentré ; un secteur étendu et nombreux lié aux domaines des services, du commerce et du système financier ; de nouveaux segments salariés, employés du public et du privé, dont certains sont très qualifiés et ont des revenus considérables ; et aussi un contingent de travailleurs sujets au chômage et au sous-emploi structurels à la ville et à la campagne* »<sup>50</sup>. Deuxièmement, les classes moyennes, « *un vaste secteur de petits propriétaires et producteurs qui sont, en même temps, propriétaires de moyens de production et travailleurs* ». La résolution affirme que la « *petite bourgeoisie* » a « *une grande importance politique et sociale, en incluant le petit producteur agricole, le travailleur autonome, le petit propriétaire, le professionnel libéral qualifié, etc.* ». Le troisième ensemble, c'est « *la bourgeoisie, grande bénéficiaire de la croissance économique, [qui] s'est renforcée dans les dernières décennies. Cela a eu lieu, en particulier, avec son secteur monopoliste, lié à l'industrie d'exportation et au capital financier* ».

Cette nouvelle présentation des classes sociales mérite quelques remarques. D'abord, la confusion qui émanait du texte de 1986 à propos des classes moyennes disparaît : le premier bloc défini en 1987 comprend des salariés et le second des non-salariés, ce qui évite de regrouper dans le même ensemble de « classe travailleuse » des salariés et des petits entrepreneurs, notamment. Ce qui n'empêche pas que le bloc des classes moyennes soit très hétérogène (avec notamment des travailleurs indépendants et des employeurs). Le premier bloc est aussi hétérogène. On imagine que c'est dans celui-ci que la résolution place la masse des exclus, en faisant référence au « chômage et au sous-emploi structurels ». Le texte est un peu flou à ce niveau. Enfin, un découpage en trois blocs rend plus logique de parler d'alliances entre le premier et le second bloc. Car tel est le but fondamental de la direction du PT à la 5<sup>e</sup> RN : jeter les bases d'une nouvelle politique et sceller une nouvelle stratégie, avec une alliance entre classes salariées et les classes moyennes non salariées.

C'est ici que nous retrouvons la définition de la stratégie « démocratique-populaire », analysée dans la 3<sup>e</sup> partie. La 5<sup>e</sup> RN réaffirme l'objectif stratégique du PT : le socialisme ; elle définit une voie nouvelle, qualifiée de « démocratique-populaire » pour y parvenir. Elle décide, dans ce cadre, de mettre sur pied un système d'alliances, basé sur la structure de classes sociales du pays, dont la définition a été revue et telle qu'elle est exposée plus haut. Résumons ci-dessous les points essentiels de cette stratégie :

- L'idée fondamentale est que le socialisme, s'il reste l'objectif stratégique du PT, n'est pas à l'ordre du jour immédiat. D'où le rejet explicite, par le courant majoritaire du parti, d'un mot d'ordre comme « gouvernement des travailleurs », qui figurait dans la Charte et dans le Manifeste, mais qui avait disparu des textes depuis lors. La priorité est, au contraire, d'« accumuler des forces », une démarche présentée comme « tactique ».

---

<sup>50</sup> Idem, p. 319.

- Dans le contexte, il s'agit de proposer une « alternative démocratique-populaire » avec un programme d'action « anti-impérialiste, anti-latifondiaire et antimonopoliste ». A court-moyen terme, il s'agit de parvenir à la formation d'un gouvernement sur cette base.

- Un tel gouvernement ne serait pas socialiste ; il s'appuierait sur des forces sociales en conflit, expliquent les auteurs de la résolution. Mais selon eux, son programme pointerait en direction du socialisme, qui nécessiterait une « rupture révolutionnaire » qui pourrait intervenir une fois certaines conditions réunies (le texte est vague à ce sujet).

- Dans ce cadre, il faut construire des alliances, surtout des alliances stratégiques. Celles-ci se veulent basées sur l'analyse des classes sociales et de leurs fractions. Dans cette « alternative démocratique-populaire », il faut regrouper autour des travailleurs salariés, les dizaines de millions d'exclus, le secteur de la petite production, de la petite propriété, bref tous ceux qui ont des intérêts contradictoires avec ceux de la classe dominante.

- L'alliance avec les classes moyennes n'exclut pas, mais nécessite, une unité d'action plus forte encore parmi les travailleurs salariés, autour d'un « front unique classiste », avec tous les partis et mouvements sociaux agissant au sein de la classe travailleuse.

- Une telle alliance de classes doit se traduire par des alliances électorales, avec des forces politiques qui interviennent parmi les travailleurs. En 1987, les alliances conçues comme les plus sûres concernent le PCdoB et le PSB. Le PCB et le PDT n'en sont pas exclus à l'avance, mais l'affaire semble plus difficile, alors, avec ces derniers.

Le cadre général défini par la 5<sup>e</sup> RN va servir de référent largement hégémonique dans le PT pendant plusieurs années. Mais il va toutefois subir des inflexions à partir de 1990 et finir par devenir trop contraignant pour le courant dominant, l'Articulation.

M. Iasi note à juste titre que, dès le début des années 1990, la question des alliances se modifie<sup>51</sup>. De fait, la réflexion pétiste sur les alliances se déplace de l'analyse des classes sociales vers les possibilités concrètes de coalition avec tel ou tel parti. Dès 1990, certaines voix poussent à l'alliance avec des forces à droite de ce qui a été le FBP dans la campagne de 1989 : vers le PDT, le PSDB ou des secteurs du PMDB. Comme nous l'avons noté, même de 1993 à 1995, la présence des secteurs de gauche du PT à sa direction ne conduit pas à la remise en cause de la stratégie « démocratique-populaire » définie à la 5<sup>e</sup> RN, mais seulement au rejet de ses interprétations jugées opportunistes et des alliances hors du « camp démocratique-populaire » voulues par la droite du parti.

### **c) Le PT du camp majoritaire : vers l'alliance avec la bourgeoisie**

A partir de la prise en main du parti par le CM en 1995, les alliances se réalisent toujours plus fréquemment et systématiquement avec des forces du centre de l'échiquier politique. La réflexion en termes de classes disparaît et ce sont les opportunités électorales qui priment. En donnant libre cours à des alliances avec des forces telles que le PMDB ou le PDT, puis encore plus à droite, le PT s'allie avec des forces enracinées dans la bourgeoisie, et ces alliances renforcent pour lui la nécessité d'effacer progressivement de son programme tout ce qui apparaît comme radical ou « classiste » pour les alliés qu'il cherche et trouve.

---

<sup>51</sup> Mauro IASI (op. cit. p. 495) : « le raisonnement sur les alliances s'est clairement déplacé de la conformation des classes vers le règne des sigles partisans ».

Pendant la plus grande partie de cette période, les alliances vers le centre ne sont plus guidées par la volonté d'« accumuler des forces » en faveur des travailleurs, pour créer les conditions du passage au socialisme, mais présentées explicitement comme une façon de regrouper des forces contre le néolibéralisme au pouvoir. Puis les choix du parti évoluent encore vers la droite au tournant du millénaire. Ce qui se met en place, avant la présidentielle de 2002, c'est la perspective d'une alliance avec la bourgeoisie, ou tout au moins avec certains secteurs de cette dernière. La résolution de la 12<sup>e</sup> RN (2001) fait une sorte de distinction entre « bons » et « mauvais » capitalistes, entre les « *secteurs rentiers et spéculateurs* »<sup>52</sup> (qu'il ne s'agit pas encore de ménager), et les « *entrepreneurs productifs de toute taille* » (qu'il est question, au contraire, de satisfaire avec « *l'élargissement du marché et de la consommation de masse* »). On saisit aisément la différence avec le positionnement qui prévalait dans la foulée de la 5<sup>e</sup> RN. Ce ne sont plus seulement les petits entrepreneurs qu'il faut rallier à la cause des travailleurs. Ce sont des entrepreneurs « de toute taille » – et donc y compris des grands patrons – du secteur productif, avec lesquels le PT veut s'allier et faire collaborer les travailleurs qu'il influence. Ce texte se situe encore, malgré tout, dans une optique anti-néolibérale. Nous verrons plus loin ce qu'il en sera finalement en 2002.

En une vingtaine d'années, le PT a donc évolué d'une défense intransigeante de l'indépendance de classe des travailleurs, vers une volonté d'alliance avec les classes moyennes, et enfin à un rapprochement avec une fraction de la bourgeoisie et ses partis. Cela s'est fait par l'évacuation progressive, à partir de 1990, de la référence aux classes sociales et aux alliances à réaliser entre elles. Mais cela conduit logiquement à faire de la classe travailleuse, non pas le sujet indépendant et moteur de l'histoire, mais l'un des éléments d'une collaboration de classes permettant au capitalisme de survivre et à la bourgeoisie de se maintenir comme classe dominante.

### **Section 3 : propriété des moyens de production, plan et marché**

Cette question est sans doute au cœur de ce qui définit un projet socialiste. Il est ici question de programme à long terme. Là aussi, on observe une très nette évolution.

#### **1°) Le traitement de la question dans le « PT des origines »**

La question de la propriété des moyens de production ne fait pas d'objet d'une élaboration systématique dans les premiers textes du PT.

##### **a) Les textes pré-PT**

Ces textes sont les plus radicaux en général, mais ils ne sont pas très prolixes sur la question. La question de la propriété de certains moyens de production est évoquée mais celle des rapports entre propriété, plan et marché est laissée de côté.

La Charte des Principes en parle peu : elle dénonce le modèle économique en vigueur, et critique la transformation des entreprises publiques pour aider à l'accumulation capitaliste,

---

<sup>52</sup> 12<sup>o</sup> Encontro Nacional, Resolução... p. 39. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

exigeant leur retour à une fonction de satisfaction des besoins populaires, et la suppression de leurs liens avec le capital monopoliste.

C'est dans la Plateforme d'octobre 1979 que la question de la propriété de certains moyens de production apparaît. A la rubrique « question nationale », et pour la question qui nous occupe, le texte énumère les exigences suivantes :

1. « *Eradication des grandes propriétés foncières improductives et distribution de la terre aux travailleurs sans terre ;*
2. *Stimulation de l'organisation sous forme coopérative pour les petits propriétaires ;*
3. *Etatisation des entreprises qui rendent des services de base (transport de masse, éducation, santé, production et distribution d'énergie, etc.) ;*
4. *Nationalisation et étatisation de toutes les entreprises étrangères ;*
5. *Etatisation des grandes entreprises et des banques ;*
6. *Etatisation des sources et des entreprises d'énergie, de l'industrie extractive et de l'infrastructure ;*
7. *Contrôle populaire sur les fonds publics »*<sup>53</sup>

Le point 1 concerne la réforme agraire, sur laquelle nous revenons plus loin, mais il touche en même temps la structure globale de la propriété des moyens de production. Le point 2 montre que dès le départ, le PT envisageait, plutôt qu'une nationalisation-étatation générale de l'économie, diverses formes de propriété collective, selon les secteurs et la taille des entreprises concernées. Le point 7 ne touche pas la question de la propriété *stricto sensu* mais est très important, car il s'agit, au sens large, d'une forme « d'appropriation » par les classes populaires d'une bonne partie des richesses produites. Les quatre autres points (3 à 6) annoncent clairement le passage à la propriété étatique – de l'Etat fédéral ou bien des Etats fédérés – de secteurs clés de l'économie brésilienne : les infrastructures, services de base (plus privés que publics au Brésil), mines et énergie, transports, toutes les entreprises étrangères, les grandes entreprises (sans critères précis), et le secteur financier.

Ce n'est pas rien et cela donne une coloration fortement socialiste au parti en gestation. Remarquons toutefois qu'un tel secteur public peut aussi être utilisé dans un système capitaliste maintenu. L'expérience des nationalisations de l'après-Deuxième Guerre Mondiale en Europe le montre. Hormis la définition d'une grande entreprise, un autre point fait défaut : s'agit-il de nationalisations avec indemnisation et/ou rachat – et à quel niveau – ou d'expropriations pures et simples ? Ce n'est pas une mince question. La réponse est un des indicateurs du niveau d'affrontement de classe auquel est prêt un parti voulant représenter les travailleurs. L'idée d'étatiser toutes les entreprises étrangères exprime la volonté d'en finir avec l'impérialisme, même si indemnisation il doit y avoir. Mais comme il s'agit d'une plateforme de mesures à prendre, la question complexe des rapports entre ces secteurs à nationaliser, le marché et une forme de planification de l'économie n'est pas traitée.

#### **b) La plateforme électorale de 1982 : collectivisations et mobilisation populaire**

Il faut attendre 1982 pour la voir réapparaître question qui nous occupe, et d'une façon limitée, dans la Plateforme électorale votée à la 2<sup>e</sup> RN. Celle-ci parle peu en termes de formes de propriété (nationalisations etc.), car elle est concentrée sur le court terme, et se veut pédagogique, utilisant un langage concret et parlant au peuple, en se concentrant sur ce qui touche à la vie quotidienne.

---

<sup>53</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 59-60). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

Mais la Plateforme électorale reprend et explicite certains points de la Plateforme de 1979. Pour la santé, le texte de 1982 dit : « *toute politique dans ce domaine commence par en finir avec le profit. Il n'est plus possible de supporter que l'on gagne de l'argent aux dépens de la maladie. Les cliniques, hôpitaux, médicaments et équipements hospitaliers doivent être dans les mains de l'Etat, lequel doit accaparer l'industrie chimique et pharmaceutique et les entreprises qui interviennent dans ce secteur. Ces services doivent passer directement sous contrôle de la population et des travailleurs de la branche* »<sup>54</sup>. Pour l'éducation, le texte indique : « *il faut mettre un terme au gros business qu'est devenue l'éducation. L'éducation ne peut pas non plus faire l'objet de profit* ». Dans ces domaines, un point de vue éthique et moral est ainsi mis en avant. Le programme de 1982 n'oublie pas les banques et la finance : « *L'Etat doit assumer le monopole de toutes les opérations financières et orienter les ressources de l'épargne populaire vers ce qui est de l'intérêt de la majorité de la population, et non pas pour que cela apporte plus de profit à quelque agioteur. L'étatisation du système financier sous contrôle des travailleurs s'impose donc* »<sup>55</sup>. Pour ce qui est du secteur monopoliste, les formulations sont vagues, mais vont dans le même sens : « *Il est aussi nécessaire d'en finir avec le contrôle que les grands monopoles exercent sur l'économie brésilienne. L'intérêt de la majorité du peuple justifie un combat sans relâche contre l'action nocive des grands monopoles sur notre économie* ». Mobilisant le sentiment national, le texte annonce aussi « *le combat contre la dénationalisation du sous-sol, de l'industrie énergétique et minière et contre le monopole privé de production d'énergie* ».

La plateforme électorale met l'accent sur l'importance de la mobilisation des travailleurs pour que les mesures de passage à la propriété publique fonctionnent vraiment dans leur intérêt : « *Mettre l'économie et l'administration publique au service du peuple est l'un des principaux objectifs du PT, mais il ne sera pas atteint simplement par l'étatisation des activités productives. Isolément, cela ne ferait que renforcer le pouvoir des technocrates et des bureaucrates. Nous ne croyons qu'à la mobilisation des travailleurs. Cette mobilisation doit créer les conditions pour que tous les problèmes d'intérêt public soient soumis au contrôle populaire* »<sup>56</sup>. Mais le texte ne dit pas quelles formes cette mobilisation peut prendre pour parvenir à ce contrôle. La logique générale du fonctionnement de l'économie est à peine évoquée. Mais une planification est envisagée. On lit : « *les syndicats doivent avoir largement leur mot à dire dans la planification de l'économie nationale* ».

Enfin, le lien entre les points précédents et le socialisme est établi de la façon suivante : « *Depuis sa fondation, le PT a affirmé son engagement en faveur de la construction d'une société sans exploités. Autrement dit, son engagement en faveur de la construction d'un Brésil socialiste. Et cela, parce qu'étant né de la lutte des travailleurs, le PT, depuis le début, a perçu que les moyens de production devraient avoir une propriété sociale, et non pas servir aux intérêts individuels de tel ou tel propriétaire* »<sup>57</sup>. Cela montre que le socialisme doit être, pour le PT, fondé sur une propriété collective, au moins dans des secteurs clés et pour ce qui touche la vie quotidienne de millions de gens, et que cette propriété collective, sur laquelle doit intervenir la mobilisation des travailleurs et du peuple, est un moyen d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, dénoncée depuis les premiers écrits pro-PT.

---

<sup>54</sup> Idem, p. 122.

<sup>55</sup> Idem, p. 124.

<sup>56</sup> Idem, p. 125.

<sup>57</sup> Idem, p. 126.

## 2°) Propriété, plan et marché vus par le PT à partir du milieu des années 80

Depuis le début, le PT affiche un objectif stratégique socialiste. Il a annoncé sa volonté de collectiviser une partie de l'économie, mais il faut attendre 1986 pour que la question de la propriété des moyens de production soit évoquée en lien avec le système de régulation globale de l'économie : planification et/ou marché.

### a) La résolution de la 4<sup>e</sup> RN (1986)

Deux parties de la résolution votée à la 4<sup>e</sup> RN concernent le point étudié ici. Un « *projet alternatif global* »<sup>58</sup> met en avant des mesures de collectivisation : l'étatisation du système bancaire et financier ; celle, graduelle, du système de transports ; celle de l'industrie pharmaceutique. Il s'exprime aussi pour la gratuité de l'éducation et de la santé publique. Enfin il s'oppose aux projets de privatisation des entreprises d'Etat et pour leur démocratisation. L'aire de propriété collective explicitée par ce plan est moindre que ce qui figurait en 1979 – en particulier on ne trouve pas les entreprises étrangères et les monopoles dans la liste des collectivisations revendiquées.

Le texte de la 4<sup>e</sup> RN contient surtout un point sur le socialisme, où l'on trouve les considérations suivantes : « *dans le processus de construction socialiste, on ne peut pas suivre mécaniquement les préceptes de remplacement immédiat, par des moyens administratifs et exécutifs, de la propriété privée des moyens de production et de circulation par la propriété sociale ; ni remplacer rapidement l'économie marchande par des formes sociales de distribution, de circulation et de consommation ; ni implanter une complète organisation planifiée de l'économie. Les lois économiques en action dans une société déterminée ne peuvent pas être supprimées ou modifiées par décrets* »<sup>59</sup>. D'un côté, le texte présente ces impossibilités comme étant d'ordre général (comme le montre l'expression « dans une société déterminée ») ; mais de l'autre, il attribue aussi ces impossibilités au caractère propre de la formation sociale brésilienne, et à l'histoire du pays<sup>60</sup>. Pourquoi « *l'étatisation et la collectivisation administrative de la petite production administrative* » n'est-elle pas souhaitable ? Le texte répond en termes de phénomènes de lourde bureaucratisation, de gestion inefficace, d'étouffement de l'initiative des petits producteurs, conduisant à la stagnation et à des déséquilibres économiques, en s'appuyant sur l'expérience internationale. Il annonce une première phase de la société socialiste au Brésil où cohabiteraient « *de multiples formes de propriété sociale des moyens de production – à travers l'étatisation et la collectivisation sous formes de coopératives et autres – selon la taille de l'entreprise, sa nature et selon le secteur de production dans lequel elle s'insère et le rôle stratégique qu'il assume dans le procès global de production. Mais il continuera à exister le petit producteur individuel ou la petite propriété familiale, qui devront recevoir stimulation et soutien, dans le sens de leur évolution vers des formes coopératives de production* ». La résolution envisage l'émergence de « *formes mixtes et nouvelles de propriété des moyens de production nécessaires au processus de perfectionnement vers une complète socialisation. Des entreprises d'Etat pourront établir diverses formes de coopération avec*

<sup>58</sup> Idem, p. 275.

<sup>59</sup> Idem, p. 253-254.

<sup>60</sup> Idem, p. 254. On lit : « *L'expansion économique différenciée du capitalisme elle-même, et son degré moyen de développement n'ont pas permis que l'économie mercantile capitaliste atteigne un niveau élevé. Dans ces conditions, si au Brésil, il existe de nombreuses entreprises capitalistes qui devront être transformées en propriété sociale, d'un autre côté, il existe des millions de petits producteurs et de petits propriétaires dont il n'est pas possible d'étatiser ni même de collectiviser les moyens de production immédiatement* ».

*des entreprises collectives et individuelles ; des entreprises individuelles pourront coopérer à certaines opérations productives ou de circulation, et ainsi de suite. Mais seule la pratique réelle de l'économie pourra poser ces questions de façon claire ».*

Les passages ci-dessus inspirent plusieurs remarques. La première, c'est qu'une collectivisation générale de l'économie, comme ce qui a été fait, par exemple, à Cuba – un pays pourtant bien moyen développé lors de sa révolution que le Brésil de 1986 – est exclue, en tout cas sur le court-moyen terme. Deuxième remarque : ce refus d'une collectivisation globale se fonde notamment sur le rejet d'une gestion bureaucratique et inefficace, comme celle en vigueur dans les pays de l'Est. Mais une question mériterait alors quelques développements: la bureaucratisation des pays « socialistes » est-elle due à la collectivisation de l'économie, ou bien à d'autres facteurs (comme la bureaucratisation progressive des partis dirigeants dans ces pays, avant et/ou après leur arrivée au pouvoir) ? Cette question n'apparaît pas et le texte n'évoque pas la gestion des entreprises et de l'économie par les travailleurs eux-mêmes. Il ne semble pas envisager que dans un moment historique comme celui-là, on verrait sans doute des collectifs de travailleurs s'emparant du pouvoir dans leur entreprise et exigeant sa collectivisation. La révolution russe, notamment, en a recelé bien des exemples. Que devrait alors faire le PT au pouvoir : donner raison aux travailleurs ou bien offrir plus de marge de manœuvre au chef d'entreprise pour assurer plus de souplesse à l'économie ? Troisième remarque : ce texte, comme les précédents, ne précise pas s'il s'agit d'indemniser les actionnaires pour le passage d'une entreprise entre les mains de l'Etat, et selon quels critères. Toutefois il est probable que, vu que le texte de 1986 envisage une économie mixte, ses auteurs pensent à indemniser les actionnaires : ils savent bien que des expropriations feraient fuir des petits capitaux privés dont ils souhaitent la coopération, dès les débuts du socialisme tel qu'il est conçu. Enfin – quatrième remarque – la fin des passages cités frappe par le fait que les auteurs de la résolution font preuve d'empirisme et ne savent pas très bien où ils veulent aller (ils comptent sur la « pratique réelle de l'économie » pour se former une idée plus précise de ce qu'il convient de faire).

Venons-en maintenant à la question suivante : avec cet enchevêtrement de formes de propriété, publiques et privées, annoncée pour la première phase du socialisme pétiste, quel principe économique doit dominer ? Pour le texte, il faudra trouver « *une combinaison adéquate entre la planification et l'économie marchande* »<sup>61</sup>. La première question qui se pose est de savoir selon quelle logique de régulation fonctionne le secteur étatique envisagé. La résolution dit : « *il est tout à fait possible qu'une entreprise étatisée, et donc de propriété sociale, ait un haut degré d'autonomie dans l'élaboration de son plan de production et dans l'organisation interne du travail* ». Autrement dit, même dans le secteur le plus à même de fonctionner selon la planification, c'est-à-dire selon la prééminence de choix politiques sur l'économie, les lois du marché pourraient gouverner. Mais alors, on voit mal à quels secteurs s'appliqueraient l'autogestion et la planification socialistes. La résolution poursuit : « *Ainsi, contrôle de la propriété par l'Etat, planification publique, autogestion démocratique, répartition selon la production, production selon les besoins établis par l'Etat et également détectés sur le marché, tout cela exige une combinaison globale et flexible* ».

C'est donc une économie mixte qui est décrite ici, avec la double logique du plan et du marché. Mais ces deux lois sont contradictoires. Laquelle doit prévaloir ? Le texte affirme : « *Il faut combattre l'image selon laquelle le marché disparaîtra le lendemain du jour où les*

---

<sup>61</sup> Idem, p. 255.

*travailleurs seront au pouvoir. Tant que la production sociale sera limitée, tant que cette limitation obligera au maintien en vigueur du gain selon le travail et non selon les besoins, cela signifiera que les travailleurs continueront à devoir travailler, car c'est une obligation de survie, et cela signifiera que la société ne peut encore pas se voir libérée du marché. Evidemment, dans le socialisme, pourront disparaître les excès du consumérisme bourgeois, mais cela ne signifie pas que les masses cesseront de consommer ou cesseront de désirer posséder tous les biens qui améliorent leurs conditions de vie. Le socialisme ne prétend pas niveler le niveau de vie par le bas, mais au contraire, par le haut, en favorisant le bien-être et le confort de tous, et pas seulement de minorités privilégiées ».*

Ce que l'on comprend ici, c'est que le marché a encore de l'avenir, selon le PT. L'idée selon laquelle, pour une durée indéterminée, mais visiblement assez longue, « la société ne peut pas encore se voir libérée du marché » mérite discussion et conduit M. Iasi à réagir en citant Marx et le Livre I du Capital<sup>62</sup>. En substance, ce que dit Marx, c'est que dans une société socialiste, où l'abondance ne serait pas encore atteinte, chaque producteur recevrait des biens et services en fonction de sa quantité de travail, et non fonction de ses besoins. Or il est possible de mesurer la quantité de travail fournie par chaque producteur. Par ailleurs, il est parfaitement imaginable – certains l'ont même mis en œuvre – qu'avec l'augmentation de la productivité, une part croissante des richesses sociales produites soit distribuée aux producteurs en nature, non en argent. Les domaines les plus évidents concernent la santé, l'éducation, les transports ; mais pour les biens tangibles aussi, certains produits de première nécessité, comme le riz, le pain, le lait, etc., peuvent parfaitement entrer dans cette logique. Et il est tout à fait concevable que cette aire de distribution gratuite s'étende, concrétisant ainsi l'avancée du socialisme, et signifiant, en même temps, un recul du marché et des catégories marchandes. Mais une chose est sûre : une telle avancée est antithétique avec l'idée que le marché doit continuer à régir une très grande partie de l'économie, pendant une longue durée, et que cela constitue le socialisme, au moins pendant un certain temps. Car qui dit marché dit acteurs économiques qui attendent une rémunération en équivalent général (en argent) et cela est contradictoire avec la logique d'une distribution en nature.

La résolution conclut sur l'idée que le socialisme n'implique pas le nivellement par le bas des niveaux de vie, la misère et le rationnement. C'est clair, et c'est ce que disent aussi les classiques du marxisme. Mais pour ces derniers, le socialisme implique le dépérissement du marché, de l'argent et des autres catégories marchandes, et non leur maintien en vigueur. La résolution de la 4<sup>e</sup> RN indique que le socialisme lui-même (et non un processus plus ou moins long de transition vers celui-ci), conservera un large secteur privé et une économie très largement marchande. Elle pointe vers un rôle réel, en même temps, de la planification économique, de la démocratie et de l'autogestion. Mais elle ne répond pas à une question cruciale : qu'est-ce qui doit primer ? L'économie mixte qui apparaît dans cette mouture de 1986 est assez peu cohérente. Enfin, le texte, d'une inspiration socialiste réelle, donne l'impression que ces questions, le moment venu, seront débattues à froid. Cela nous semble extrêmement improbable : la question de la propriété des moyens de production ne peut globalement être posée en pratique que dans les tensions d'une révolution socialiste. Or dans les exemples historiques existants, la froide rationalité économique et le respect des

---

<sup>62</sup> Mauro IASI (op. cit. p. 406).



lois du marché n'ont pas leur place. Dans de telles circonstances, on voit les masses s'emparer des entreprises et de l'économie, sans demander la permission<sup>63</sup>.

## **b) La 6<sup>e</sup> RN (1989) et la question de la propriété dans la campagne Lula**

Force est de constater que les résolutions de la 6<sup>e</sup> RN, centrée sur la campagne présidentielle de 1989, ne disent presque rien sur le point qui nous occupe. Le texte sur les lignes directrices pour un programme de gouvernement se termine par un passage sur le socialisme et la démocratie, qui est pratiquement muet sur la question. On lit juste que le gouvernement du FBP devra réaliser des mesures au « *contenu anti-impérialiste, anti-latifondiaire et antimonopoliste* »<sup>64</sup> et que ce « *gouvernement démocratique-populaire et le début de la transition au socialisme sont des maillons du même processus* ».

Le document intitulé « les Bases du PAG (Plan d'action de gouvernement) », bien que se voulant anti-impérialiste, ne parle pas, contrairement à la Plateforme de 1979, d'étatiser toutes les entreprises étrangères ; bien que se voulant antimonopoliste, il ne mentionne pas la collectivisation des banques et des monopoles, comme dix ans auparavant. De façon modeste et floue, il avance quatre points par rapport à ce qui nous intéresse ici :

1. « *Des changements importants et structurels dans l'ordre capitaliste en vigueur, s'opposant au modèle économique dépendant de l'impérialisme, contrôlé par les monopoles et les latifundia*
2. *La subordination de la propriété privée des moyens de production [...] aux objectifs sociaux de l'activité économique*
3. *La rupture des liens de dépendance financière et technologique avec le système capitaliste international*
4. *Un changement dans le rôle de l'Etat, avec la récupération de ses fonctions de planification et d'orientation de la vie économique, en maintenant le contrôle sur les secteurs productifs et financiers stratégiques de l'économie* »<sup>65</sup>

Le point 1 indique une intention antimonopoliste et anti-latifondiaire, mais ne propose rien de précis. Pour le point 2, la question qui se pose est : comment subordonner effectivement la propriété privée des moyens de production à ces objectifs sociaux, sans, pour le moins, procéder à des incursions dans cette propriété privée ? Le point 3 semble évoquer la question de la dette, mais aussi celle des entreprises étrangères. Ici, il n'est pas question de nationalisation de ces dernières. C'est peut-être le point 4 qui est le plus évocateur, mais il reste très vague. On comprend que l'Etat doit intervenir dans l'économie, la planifier, sans doute de façon indicative, et contrôler les secteurs stratégiques. Pour les ceux-ci, rappelons qu'à cette époque, les élites commençaient à beaucoup parler de privatisation. Il s'agit donc sans doute, simplement, ici, de s'opposer à cette orientation<sup>66</sup>.

Les éléments ci-dessus constituent des bases pour le PAG, or sur la question des nationalisations, le PT est sans doute plus à gauche que ce que montrent ces quatre points.

---

<sup>63</sup> Un exemple parmi d'autres en ce sens : la vitesse avec laquelle les collectivisations de terres agricoles et d'usines se sont répandues pendant la révolution espagnole, à partir du 19 juillet 1936.

<sup>64</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 401). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

<sup>65</sup> Idem, p. 408-409.

<sup>66</sup> Après la 5<sup>e</sup> RN une commission avait été formée pour élaborer le programme qui allait devenir les bases du PAG. On lit, dans un document intitulé : « *O Brasil que a gente quer* » publié dans le BN N°33 (nov/déc 1987), un point qui précise que « *le PT défend le contrôle public des secteurs productifs qui exigent des activités concentrées dans de grands réseaux (comme la sidérurgie, la pétrochimie et l'énergie hydroélectrique)* ».

Mais c'est un programme de gouvernement à élaborer conjointement avec des partenaires politiques (PCdoB, PSB et PV pendant un temps), et on imagine ce qui sous-tend ce flou programmatique : l'alliance du PT avec des forces politiques situées à sa droite signifie son autolimitation en matière programmatique s'il veut obtenir un accord avec ces partenaires.

### **c) La 7<sup>e</sup> RN (1990), le socialisme pétiste et les formes de propriété**

La résolution intitulée « Le socialisme pétiste » revient sur la question. L'écroulement du « socialisme réel » amène le PT à prendre encore plus de distance avec tous les ingrédients du plat infect en train d'être jeté dans les poubelles de l'histoire. En particulier ici, « *la gestion de la vie productive au moyen d'une planification verticale, autoritaire et inefficente* »<sup>67</sup>. En opposition à cela, on ne trouve que des bribes d'un projet socialiste vague et contradictoire. L'accent est mis sur une « *démocratie économique effective* »<sup>68</sup>. Le texte précise que le socialisme pétiste « *devra s'organiser, donc, à partir de la propriété sociale des moyens de production. Propriété sociale à ne pas confondre avec propriété d'Etat, et gérée selon les formes (individuelle, coopérative, étatique, etc.) que la société elle-même décidera* »<sup>69</sup>. Ce passage est très confus : il est clair que la propriété sociale ne se limite pas à la propriété d'Etat ; on comprend que certains moyens de production resteront privés ; mais on voit mal quel sens peut avoir la gestion individuelle d'une propriété sociale, et comment un tel choix peut émerger d'une société qui est appelée à en décider. Surtout avec une démocratie économique chargée de « *dépasser aussi bien la logique perverse du marché capitaliste que l'intolérable planification autocratique d'Etat de tant d'économies dites socialistes* »<sup>70</sup>.

Cette démocratie économique doit avoir « *des priorités et des objectifs productifs [qui] correspondent à la volonté sociale et non à de supposés intérêts stratégiques de l'Etat* » et implique, au niveau microéconomique, des « *conseils d'usine [...], référence obligatoire* » ; et au niveau macroéconomique, une « *planification économique sous contrôle social* ». C'est à peu près tout ce que dit la résolution de 1990 sur la question qui nous occupe. Comment faire émerger de la société une volonté permettant d'établir priorités et objectifs productifs ? Qui devrait participer aux conseils d'usine ? Qu'est-ce qu'une « *planification économique sous contrôle social* » ? Qui effectue ce contrôle et comment ? Quelle relation entre plan et marché ? Toutes ces questions restent sans réponse. Mais de façon générale, et comme le note M. Iasi<sup>71</sup>, la tonalité générale de cette résolution est défensive et cherche davantage à avancer, à propos du socialisme, des éléments d'ordre éthique qu'à progresser dans la définition de rapports de production propres au socialisme pétiste.

### **d) Le 1<sup>er</sup> Congrès (1991), le socialisme, le plan et le marché**

La résolution du 1<sup>er</sup> Congrès (1991) est un peu plus prolixe sur notre sujet. Fondé sur la même volonté de « *dépasser l'expérience économique du socialisme réel, basée sur une étatisation généralisée des activités économiques, qui a fait la promotion de la bureaucratie et bloqué le développement de la créativité et du progrès technologique* », le texte dit aussi refuser « *le marché capitaliste, organisé sous la logique du profit et de l'exploitation du travail* ».

---

<sup>67</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 432). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

<sup>68</sup> Idem, p. 434.

<sup>69</sup> Idem, p. 434-435.

<sup>70</sup> Idem, p. 435.

<sup>71</sup> Mauro IASI (op. cit. p. 456-457).

*salarie* »<sup>72</sup>. On voit répétée ici l'idée, discutable, que c'est une forme de propriété, celle de l'Etat, qui en elle-même est de nature à développer la bureaucratie et à nuire au progrès. On pourrait argumenter, au contraire, sur le fait que c'est la bureaucratie, en tant que groupe social privilégié, qui a fait de la propriété d'Etat une affaire un peu moins publique, et un peu plus privative, que ce qui était imaginé au départ. Mais passons sur ce point.

Par quoi le PT veut-il remplacer tant la propriété étatique et la bureaucratie tatillonne du plan, que le marché capitaliste ? Le PT « *comprend qu'il faut stimuler la planification stratégique et démocratique du développement, diversifier les formes de propriété, de gestion et de contrôle social, en combinant différentes formes de propriété (étatique, collective, sociale, publique, privée, mixtes), en privilégiant les formes de propriété à caractère social et en établissant des limites à la propriété individuelle, selon divers critères, comme le secteur d'activité, le volume de profit généré, le nombre d'employés, entre autres ; différentes formes de gestion économique (autogestion, direction individuelle ou collective, mixtes), et diverses formes de contrôle social (syndical, populaire, étatique), en comprenant que l'élimination des inégalités héritées du capitalisme demandera un processus de longue durée, conflictuel, dont nous ne pouvons, pour le moment, qu'apercevoir les formes les plus générales. Y compris parce que les contours précis d'une société socialiste ne peuvent être définis aujourd'hui [...], justement parce qu'ils seront les produits de la lutte sociale, politique, économique et culturelle elle-même. Pour cette raison, nous comprenons qu'il sera essentiel de renforcer le contrôle de la société civile sur l'Etat, également sur le terrain économique* ».

La réponse à notre questionnement est plus étoffée que dans le texte de la 7<sup>e</sup> RN, mais qu'en conclure ? D'abord que l'économie du socialisme pétiste est encore clairement une économie mixte, combinant diverses formes de propriété, de gestion et de régulation. Ensuite que les relations entre ces diverses formes sont vues comme le produit de l'histoire à venir, avec des luttes encore inconnues, et au bout d'un « long processus », « conflictuel ». On note que le projet pétiste veut privilégier la propriété sociale – sans quoi, peut-on se demander, qu'aurait-il de socialiste ? – mais aussi que s'il est question d'établir des limites à la propriété individuelle, les critères en sont moins précis que dans la Plateforme de 1979. On se demande donc quel sort le PT réserve aux banques, aux entreprises étrangères, etc.

Comment le PT de 1991 compte-t-il faire fonctionner cette économie mixte, et articuler plan et marché ? La suite du texte nous renseigne : le PT refuse aussi bien, répète le texte, « *l'idéologie du marché libre* » que « *l'idéologie de l'étatisme, typique du 'socialisme réel'* ». Logiquement donc, « *seule la combinaison entre la planification étatique et un marché orienté socialement sera capable de favoriser le développement économique avec de l'égalité dans la distribution des richesses, niant, de cette façon, la prépondérance et la centralité du capital dans la dynamique des relations sociales. Pour que cela se produise, il sera nécessaire que l'Etat exerce une action régulatrice sur l'économie, à travers ses propres entreprises et par des mécanismes de contrôle du système financier, de politique d'imposition, de prix, de crédit, par une législation antimonopoliste et de protection des consommateurs, des salariés et des petits propriétaires. Mais il sera nécessaire, avant tout, que la société soit organisée de façon à pouvoir intervenir, de façon décisive, dans la définition de la politique économique* »<sup>73</sup>. Alors que le PT de la 4<sup>e</sup> RN semblait regretter que, pendant une longue période, la société ne puisse « se voir libérée du marché », le ton est

<sup>72</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 501). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

<sup>73</sup> Idem, p. 501-502.

différent avec le texte du 1<sup>er</sup> CN qui « *refuse la perspective volontariste de prétendre abolir le marché, comme espace social d'échange, par décret* »<sup>74</sup>. Le texte affirme que « *le marché, sous le contrôle de la planification démocratique et stratégique, et orienté socialement, est compatible avec notre conception de construction du socialisme. Cependant, le renforcement des formes socialisées et collectives de production et le développement technologique pourront permettre qu'historiquement, nous puissions dépasser définitivement les relations marchandes de production* ».

Après vérification, le dernier passage est aussi lourd en portugais qu'en français ! Il s'agit bien de « pouvoir permettre que l'on puisse » (!) dépasser l'économie marchande. Un style aussi ampoulé révèle une très grande incertitude, et non un ferme choix politique et philosophique. Pour résumer : le socialisme pétiste du 1<sup>er</sup> Congrès, c'est un patchwork complexe de diverses formes de propriété des moyens de production, collectives et privées, régies par un marché encore longtemps dominant, mais « orienté socialement » par une planification dite « démocratique et stratégique ». Des questions majeures restent sans réponse précise. Qu'est-ce qu'une planification démocratique et stratégique ? Stratégique, cela semble vouloir dire limitée à certains secteurs stratégiques. Mais lesquels ? Ce n'est pas dit. Et dans ces secteurs, qui décide de quoi et comment ? Pas de réponse non plus. Démocratique, cela veut-il dire que tous les travailleurs et/ou tous les citoyens pourront décider collectivement de ce qu'ils produisent pour couvrir des besoins démocratiquement définis par eux ? Si oui, cela signifie une vaste autogestion, mais alors quels organes pour cette autogestion ? Le texte ne répond pas précisément. Sinon, la démocratie se résume-t-elle à la participation des dirigeants syndicaux ? Des parlementaires ? De qui d'autre ? S'agirait-il alors d'une sorte de « démocratie économique représentative » ? Rien n'est dit. D'autre part, comment les travailleurs et le peuple peuvent-ils décider collectivement et démocratiquement des choix de production si de larges pans de l'économie relèvent du marché et du profit ? Comment, concrètement, la planification limitée (incitative, en fait) peut-elle orienter l'économie, jusqu'où et dans quel sens ? On retrouve ici sans doute les éléments de politiques fiscales, de prix, de crédit et les mesures législatives mentionnées mais non définies plus haut. Or il est difficile de juger de l'efficacité possible de mesures non précisées. Enfin, pour le dépassement à long terme de l'économie marchande, il est improbable que sans préciser comment renforcer les « formes socialisées et collectives de production », et sans être ferme sur des objectifs à ce niveau, le PT puisse aller bien loin dans cette direction. Finalement, la résolution donne l'impression que le socialisme est, pour le PT, un horizon lointain, et qui s'éloigne encore.

#### **e) 8<sup>e</sup> RN (1993) : plan, marché et renforcement de l'intervention de l'Etat**

Contrairement aux précédentes résolutions, celle issue de la 8<sup>e</sup> RN (1993) émane de secteurs de la gauche du PT. Alors que la victoire de Lula et du camp « démocratique-populaire » est considérée comme probable l'année suivante, le texte ne traite pas du socialisme mais plutôt de l'action du gouvernement démocratique-populaire à court-moyen terme. Sa portée diffère donc de celle de la résolution du 1<sup>er</sup> Congrès. Mais pour le court-moyen terme, remarque-t-on une inflexion à gauche ?

D'abord on lit que « *l'Etat sera appelé à exercer un rôle important dans la régulation économique, soit en définissant des normes pour les investissements productifs, soit en*

---

<sup>74</sup> Idem, p. 502.

*intervenant directement dans des domaines stratégiques déterminés »<sup>75</sup>. Le texte ne précise ni les normes ni les domaines envisagés. A cela, s'ajoute pour l'Etat le rôle d'« outil pour la réalisation d'une profonde et indispensable redistribution de revenu »<sup>76</sup>. Sur la propriété des moyens de production, le cadre « démocratique-populaire » conduit à en rester à une grande variété de formes, que le texte semble regretter : « Les impératifs de notre nouvelle conception de développement obligeront à articuler une pluralité de formes de propriété : privée, étatique, mixte, coopérative et autres ». Quant à la régulation économique globale, le texte propose « l'utilisation simultanée de mécanismes de marché et l'intervention de l'Etat, pour empêcher que les monopoles et les oligopoles continuent à exercer leur complète suprématie sur la vie économique du pays [...]. Une attention particulière sera portée au système financier et à sa logique actuelle d'accumulation, qui stérilise le dynamisme productif du pays »<sup>77</sup>.*

Le mélange public-privé et l'utilisation à court terme de mécanismes de marché et d'interventions de l'Etat surprend moins dans un cadre de court-moyen terme qu'à propos du socialisme lui-même, mais on ne sait pas trop de quels mécanismes et interventions il s'agit. La gauche pétiste rédactrice de ce texte veut-elle aller vers la nationalisation des monopoles et oligopoles, comme dans la Plateforme de 1979 ? Pour le système financier, le projet est-il de le nationaliser ? Ce n'est pas dit. Avec ces courts passages, on a l'impression, non pas d'une inversion de la logique de dilution programmatique qui s'exprimait au 1<sup>er</sup> Congrès, mais plutôt d'une accélération des rythmes, un peu comme si les mesures envisagées par le Congrès comme propres au socialisme étaient concentrées sur le court-moyen terme et la période de gouvernement « démocratique-populaire » qui s'annonce.

Sur l'ensemble de la période qui va du milieu des années 1980 au milieu des années 1990, il reste une impression d'ensemble de flou et de dilution graduelle des caractéristiques du socialisme en matière de propriété et de planification. Au 1<sup>er</sup> Congrès, en particulier, l'économie mixte qui nous est présentée pour du socialisme ressemble plus à une transition vers la transition au socialisme. A moins qu'il ne s'agisse tout simplement d'une économie capitaliste maintenue en partie régulée par une planification indicative, comme cela a existé en Europe après la 2<sup>e</sup> Guerre... Dans le PT du camp majoritaire, les débats programmatiques et stratégiques de fond ne seront plus de mise, comme nous l'avons remarqué au chapitre 12. Il faudra l'arrivée imminente de Lula à la présidence et la panique des « marchés » financiers en 2002 pour que la question de la propriété, du plan et du marché soit de nouveau dans l'actualité pétiste. Nous verrons de quelle façon au chapitre 15.

## **Section 4 : le PT et la dette extérieure**

Si la question de la dette n'est pas propre à un programme socialiste, on comprend que son paiement représente une ponction sur les richesses produites, et donc des ressources rendues indisponibles pour des mesures sociales ou des investissements en infrastructures, par exemple. Or la ponction opérée sur l'économie brésilienne coûte très cher.

---

<sup>75</sup> Idem, p. 533.

<sup>76</sup> Idem, p. 554.

<sup>77</sup> Idem, p. 553.

## 1°) La position traditionnelle du PT

Au début, le combat du PT contre la dette extérieure fait partie d'une lutte générale contre l'impérialisme et la dépendance économique dans laquelle le Brésil est maintenu.

### a) Les premiers éléments programmatiques

Les textes initiaux traitent peu de la dette extérieure<sup>78</sup>. C'est dans le programme électoral de 1982 qu'apparaissent les premiers signes du rejet de la dette par le PT. Le texte commence par une touche d'indignation et de refus de cette dette qui « *a servi à de grands hommes d'affaires. Le pays ne peut pas se saigner en payant une dette dont ceux qui ont tiré le plus de profit ont toujours été les banquiers internationaux* »<sup>79</sup>. C'est là qu'apparaissent les éléments d'une position globale sur la question : « *Nous proposons une enquête exhaustive, pour savoir où et comment sont utilisées les ressources provenant de la dette. Il est nécessaire de suspendre son paiement et d'étudier, au cas par cas, les conditions de rééchelonnement des délais, de renégociation, de gel et même de non-paiement* ». Notons le triptyque de mesures que le PT va défendre très longtemps : suspension du paiement ; audit ; renégociation et non-paiement de certains éléments. Et le texte propose, en complément, une mesure très radicale : « *la nationalisation du commerce extérieur* ».

### b) La question de la dette s'installe dans les résolutions pétistes

La dette extérieure ne cesse de grimper. Son paiement et les accords passés entre le régime dictatorial et le FMI coûtent de plus en plus cher au pays. La résolution de la 3<sup>e</sup> RN revient sur la question en reprenant le triptyque : « *comme mesure urgente et indispensable [...] nous défendons la rupture immédiate des accords avec le FMI. Il est aussi indispensable et urgent de suspendre immédiatement le paiement de la dette extérieure, en accompagnant cela d'une enquête approfondie et d'une analyse responsable, au cas par cas, garantissant la diffusion de ses résultats aux travailleurs et à l'ensemble de la population, pour qu'alors, on puisse décider souverainement quoi faire d'une dette que le peuple n'a pas contractée, et qu'on puisse arriver ainsi, à la punition par la justice des responsables des escroqueries, de la corruption et du délabrement économique auquel le pays est réduit* »<sup>80</sup>. Un peu plus loin, la « *suspension du paiement* »<sup>81</sup> est associée à « *l'étatisation des banques* ». En 1986, la résolution de la 4<sup>e</sup> RN est parsemée de références à la dette extérieure. Critiquant le Plan élaboré par J. Sarney, notamment parce que ce plan sert à « *garantir de meilleures conditions pour le paiement de la dette extérieure* »<sup>82</sup>, la résolution compte sur les débats constituants pour « *traiter du problème de la dette extérieure* »<sup>83</sup>. Dans le plan d'action qui figure dans le même texte, on retrouve la même exigence de « *suspension du paiement de la dette extérieure et de rupture des accords avec le FMI* »<sup>84</sup>. En 1987, après un moratoire, le gouvernement Sarney reprend les versements. Le PT le dénonce et compte bien le lui faire

---

<sup>78</sup> On note juste que le Programme de fondation déclare que le PT « *combat la croissante internationalisation de l'économie brésilienne, qui débouche sur un accroissement brutal de la dette extérieure, en même temps qu'il soumet la classe travailleuse à une exploitation encore plus effrénée* ». Programa, in PARTIDO DOS TRABALHADORES. Resoluções... (op. cit. p. 70). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

<sup>79</sup> Idem, p. 124.

<sup>80</sup> Idem, p. 150.

<sup>81</sup> Idem, p. 154.

<sup>82</sup> Idem, p. 261.

<sup>83</sup> Idem, p. 269.

<sup>84</sup> Idem, p. 273.

payer électoralement : « en 1988, les campagnes locales devront s'articuler [entre autres] autour de la lutte contre le paiement de la dette extérieure »<sup>85</sup>.

En 1989, une victoire de Lula devra en finir « avec la politique actuelle, dirigée vers le paiement de la dette extérieure et le maintien de la domination impérialiste sur le pays »<sup>86</sup>. Et le PT dénonce l'adversaire, Collor, pour « sa disposition à payer la dette extérieure »<sup>87</sup>. Parmi les bases du Plan d'action du gouvernement, le non-paiement de la dette est ainsi défendu : « Le PT considère que la dette extérieure du Brésil, en plus d'être illégitime et impayable, est le principal facteur d'étranglement de notre économie, et que les politiques économiques imposées par le FMI et par les banquiers internationaux sont responsables, en grande partie, de la misère des peuples du Brésil et du continent latino-américain. Pour cette raison, le PT se positionne clairement contre le paiement de la dette extérieure. Le Gouvernement Lula rompra les accords avec le FMI, suspendra immédiatement les paiements liés à la dette, instaurera un audit pour vérifier la légitimité des débits existants et convoquera une conférence internationale des pays débiteurs, pour l'adoption d'une stratégie d'action commune. Le PT voit clairement que c'est seulement avec une mobilisation populaire qu'il sera possible de soutenir et d'approfondir la lutte contre le FMI, contre l'impérialisme et la dette extérieure »<sup>88</sup>. Au triptyque déjà décrit, le PT ajoute d'autres armes : le regroupement des débiteurs, notamment avec une conférence internationale ; la mobilisation des travailleurs ; et un outil politique précis : « un plébiscite sur la question de la dette extérieure, avec l'objectif d'impulser un large mouvement de soutien de masse à notre position contre son paiement »<sup>89</sup>.

## 2°) Changement de ligne au milieu des années 1990

Les années 1990 arrivent, la dette brésilienne continue de grimper et coûte cher, en même temps que l'hyperinflation ronge le pouvoir d'achat. En 1993, le « programme démocratique-populaire » de la 8<sup>e</sup> RN annonce la « suspension du paiement de la dette extérieure et un allongement du profil de la dette intérieure »<sup>90</sup>, et une autre résolution votée cette année-là exige également « l'annulation de l'accord avec le FMI et la suspension du paiement de la dette extérieure »<sup>91</sup>. Jusqu'ici, pas de changement.

### a) La 9<sup>e</sup> RN (1994) et le programme de gouvernement

Consacrée à la campagne Lula de 1994, la 9<sup>e</sup> RN marque un tournant : d'un côté la résolution générale réaffirme, comme une évidence, la lutte contre le paiement de la dette extérieure<sup>92</sup> ; d'un autre côté le programme de gouvernement révèle l'inflexion. On note, à la lecture du compte-rendu des rencontres locales et régionales, et de la 9<sup>e</sup> RN elle-même, que le mot d'ordre de suspension immédiate du paiement n'est plus consensuel. Les campagnes médiatiques, notamment, et l'évolution des secteurs modérés du parti poussent à la remise en cause de l'orientation traditionnelle d'un arrêt unilatéral du paiement de la dette. Le

---

<sup>85</sup> Idem, p. 341 .

<sup>86</sup> Idem, p. 373.

<sup>87</sup> Idem, p. 379.

<sup>88</sup> Idem, p. 412.

<sup>89</sup> Idem, p. 413.

<sup>90</sup> Idem, p. 556.

<sup>91</sup> Idem, p. 566.

<sup>92</sup> Idem (A deux reprises), p. 587 et 589.

programme de gouvernement, conçu comme le programme d'une coalition tout en visant à maintenir l'unité du PT, contient une formule se voulant de compromis : d'un côté il insiste sur la « *nécessité de nouvelles négociations* »<sup>93</sup> ; de l'autre, il demande toujours un « *audit minutieux de tous les contrats signés par les instances du pouvoir public fédéral* » et précise : « *Nous réévaluerons ainsi, publiquement, le processus de formation et d'accroissement de cette dette, ainsi que ses conséquences sur l'économie brésilienne* »<sup>94</sup>. Il condamne la politique de taux d'intérêt élevés qui renchérissent la dette. Evoquant aussi une discussion entre pays débiteurs et des possibilités de « *forums internationaux* », le programme rejette les « *accords nocifs signés avec les créanciers* » par les gouvernements Collor et Itamar Franco. Le programme conclut sur ce point : « *Si l'intransigeance des créanciers internationaux est maintenue [...] le gouvernement suspendra le paiement de la dette* »<sup>95</sup>. La 9<sup>e</sup> RN donne toute latitude au futur gouvernement de coalition pour décider souverainement sur ce point, le moment venu.

### **b) 10<sup>e</sup> RN (1995) : la nouvelle orientation sur la dette**

A Guarapari, le camp majoritaire prend le contrôle du parti, et fait voter une résolution où cette inflexion devient officiellement la nouvelle position du PT sur la dette extérieure. Le passage consacré à la dette dans la résolution sur la conjoncture nationale consacre un nouveau mot d'ordre : « *renégociation de la dette extérieure du pays et audit de la dette, sans lesquels il n'y aura pas d'autre alternative que la suspension unilatérale du paiement de la dette extérieure* »<sup>96</sup>. Le texte ajoute juste après : « *Nous devons lutter aussi pour une articulation internationale de propositions qui assurent le contrôle public sur la mobilité du capital financier, qui aujourd'hui déstabilise les pays et stimule la spéculation financière à caractère global* ». La résolution précise encore : « *l'affrontement des réformes néolibérales n'aura de visibilité que s'il est basé sur la mobilisation sociale* ».

Malgré la référence à la mobilisation sociale, l'inflexion est bien là. Auparavant, le PT avançait le mot d'ordre de suspension du paiement. Il n'était pas question pour lui de continuer à payer la dette sans savoir exactement à quoi elle correspondait, et sans pouvoir mesurer à quel point les remboursements correspondaient à une dette légitime. Il ne faut pas oublier qu'une grande partie de la dette a été contractée par la dictature, un pouvoir sans légitimité, et que des prêts, sans qu'il soit aisé de déterminer pour quels montants, correspondent à des dépenses d'armement ou liées à la répression. De plus, la hausse des taux d'intérêts a été imposée aux pays endettés et aux peuples par la politique néolibérale. Et, plus de dix ans après cette hausse, l'addition est très salée. Le PT a donc, depuis le début des années 1980, considéré que tant qu'il n'était pas dévoilé, précisément et face au peuple, quelle part de la dette était légitime, il fallait mettre un terme à cette saignée de

---

<sup>93</sup> *Bases do programa de Governo 1994 – Lula Presidente – Uma revolução democrática no Brasil*. PT 1994, p. 218. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte. Il est précisé que ces négociations visent à « *réduire immédiatement les sorties de liquidités du secteur public non exportateur au titre du service de la 'vieux dette', ce qui demandera la renégociation de tous les contrats* » sans accepter que « *ces négociations soient soumises aux conditionnalités croisées du FMI et de la Banque Mondiale, qui interviennent dans les politiques intérieures par rapport aux entreprises d'Etat, à l'ouverture commerciale et autres* ».

<sup>94</sup> Idem. Le texte ajoute : « *Il est essentiel de distinguer les dettes commerciales normales et celles liées à une entrée effective de ressources dans le pays de la composante de la dette qui correspond à la simple accumulation d'intérêts sur intérêts, à des taux extraordinairement élevés, ou encore à des financements de projets douteux, de très faible intérêt social ou même qui ne sont pas allés jusqu'à être mis en œuvre* ».

<sup>95</sup> Idem, p. 219.

<sup>96</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. 621). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.



ressources financières et ne payer, ensuite, que la part considérée comme légitime. Voici donc que la position du parti change : de la suspension des paiements, on passe à la menace de celle-ci ; il s'agit de tenter de renégocier la dette, tout en demandant, parallèlement, un audit de celle-ci, et en menaçant d'en suspendre unilatéralement le paiement si ces points ne sont pas satisfaits. La mise en avant de mobilisation sociale change peu de choses à l'affaire : elle semble nécessaire aussi bien pour obtenir une négociation sur la base d'une menace que d'une suspension pure et simple des versements. La question se pose de savoir ce qui place le PT dans une meilleure position de négociation face au FMI. S'ajoute la référence à « l'articulation internationale » : il s'agit sans doute, à demi-mots, de la bataille pour une Taxe Tobin, une bataille à long terme, pas de nature à renforcer la position du PT en cas d'urgence. On note aussi qu'il ne s'agit pas d'organiser un refus collectif de paiement par plusieurs pays, qui pourrait donner beaucoup plus de poids face aux créanciers. Il nous semble donc évident qu'après avoir reculé sur le programme de gouvernement à la 9<sup>e</sup> RN, le PT baisse sa garde et cette 10<sup>e</sup> RN voit le programme du PT lui-même se dé-radicaliser sur la question qui nous occupe ici.

L'endettement augmente encore. La résolution de la 11<sup>e</sup> RN indique qu'avec la crise et la politique menée par FHC, « *la dette extérieure du pays a fait bond jusqu'à 178 milliards de dollars et que son service a doublé* »<sup>97</sup> depuis que FHC est président, tandis que la dette intérieure nette explose elle aussi, passant de 85 milliards à 269 milliards de dollars.

### **c) Le 2<sup>e</sup> Congrès (1999) et la dette**

La résolution votée au 2<sup>e</sup> Congrès (1999) tire un assez long bilan chiffré, dont l'une des leçons est que, contrairement aux années 1980, l'endettement est essentiellement privé<sup>98</sup>. Dans ce « *nouveau cadre d'endettement et de détérioration de la balance des paiements, le Brésil doit dénoncer l'accord en vigueur avec le FMI et réorienter la politique économique en direction de la reprise de la croissance et de la défense commerciale du pays* ». Il poursuit : « *cela suppose une renégociation souveraine, immédiate et globale de la dette extérieure, car l'endettement actuel de l'Etat est insoutenable. L'intransigeance des crédateurs et le contexte de crise des changes pourront conduire à une suspension du paiement de la dette* »<sup>99</sup>. Il propose des mesures de contrôle des changes et ajoute : « *Il est nécessaire de bloquer les tentatives de ré-étatisation de la dette extérieure* »<sup>100</sup>.

---

<sup>97</sup> Idem, p. 656.

<sup>98</sup> *Il Congresso* (op. cit. p. 7). On lit notamment, au point 18 : « *La dette extérieure a été le principal facteur de déstabilisation et de stagnation de l'économie brésilienne dans les années 80, à partir de l'augmentation unilatérale des intérêts de 6% à 20%. A cette période, la dette a été étatisée. En 1990, la dette publique représentait 85% du total de la dette. Le Plan Brady a renégocié et allongé les délais de la dette ancienne, et rétabli des conditions de financement à partir de 1992. L'ouverture commerciale et financière de Collor et FHC a provoqué une profonde dénationalisation de l'économie et un énorme déséquilibre commercial et de services. En 1993, il y avait un excédent de 1,7 milliard d'US\$ des transactions courantes. En 1998, nous en sommes arrivés à avoir un déficit de 35 milliards d'US\$. En 1993, les transferts de profits étaient de 1,8 milliards d'US\$; en 1998, ils sont passés à 7,2 milliards de dollars. Dans la même période, le transfert des intérêts est passé de 8,5 milliards d'US\$ à 12,1 milliards d'US\$. La dette externe brute est passée de 145,7 milliards d'US\$, en 1993, à 229,3 milliards d'US\$, en août 1999. A la différence des années 80, l'endettement actuel est essentiellement privé. Il a bondi de 43,1 milliards d'US\$ en 1993 à 126,2 milliards d'US\$ en 1999. Cet endettement a été favorisé par les grandes banques, les groupes multinationaux et nationaux qui se sont disputé les entreprises privatisées ou ont profité des taux d'intérêt internationaux, autour de 6%, alors que les taux intérieurs n'ont jamais été en-dessous de 15% et que le crédit au consommateur arrivait à 300% par an* ». Jusqu'à nouvel ordre les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>99</sup> Idem, p. 7-8.

<sup>100</sup> Idem, p. 8.

On retrouve ici la position initiée à la 10<sup>e</sup> RN : le PT demande une renégociation de la dette, en menaçant d'en suspendre le paiement. A côté de cela, il est précisé que « *le Brésil doit avoir une position internationale active sur les questions de la dette, en recherchant avec d'autres pays une stratégie commune de renégociation et la réalisation d'un vaste audit sur l'ensemble de la dette* ». Le texte y ajoute, ouvertement cette fois, une défense de la taxe Tobin et la nécessité de lutter contre les paradis fiscaux. Comme le combat pour ces mesures, bloquées par les classes dominantes, est à très long terme, c'est plus ici une question de principe qu'autre chose. Les privatisations sont dénoncées, ayant « *représenté un gigantesque transfert de revenu du secteur public vers le privé* », avec « *des prix de ventes humiliants* ». Le Plan de lutte figurant à la fin de la résolution reprend les mots d'ordre « *dénonciation de l'accord avec le FMI* » ; « *renégociation souveraine de la dette extérieure et contrôle immédiat sur les flux de capitaux étrangers* ». Mais l'essentiel reste le refus systématique de la majorité de la direction d'assumer le mot d'ordre de non-paiement de la dette extérieure, tant sous forme de suspension du paiement que d'un moratoire souverain.

#### **d) Décembre 2001, la 12<sup>e</sup> RN confirme la ligne**

La résolution de la 12<sup>e</sup> RN replace la lutte contre la dette dans un cadre international, dans lequel il est demandé audit et renégociation globaux : « *La campagne internationale pour l'annulation des dettes extérieures des pays pauvres, à laquelle le Brésil participe, doit s'accompagner de la perspective d'audit et de renégociation des dettes publiques extérieures des autres pays du 'Tiers Monde'* »<sup>101</sup>. On lit aussi : « *Le Brésil doit avoir une position internationale active sur les questions de dette extérieure, regroupant des alliés dans le processus d'audit et de renégociation de la dette extérieure publique* »<sup>102</sup>. A propos de la dette extérieure brésilienne elle-même, « *aujourd'hui surtout privée, il sera nécessaire de dénoncer l'accord avec le FMI pour libérer la politique économique des restrictions imposées à la croissance et à la défense du pays sur le plan commercial, d'établir des mécanismes transparents de contrôle sur l'entrée et la sortie de capitaux* », entre autres. Le choix macro-économique défendu par le texte consiste aussi à baisser les taux d'intérêt et à dépasser la « *politique d'excédents budgétaires bruts croissants* », pour permettre « *l'élargissement de politiques publiques sociales et économiques* ». La même expression « *il sera nécessaire de dénoncer l'accord avec le FMI* » est reprise plus loin. Un premier accord avec le FMI concernait 41 milliards d'US\$ négociés par FHC en octobre 1998 pour assurer sa réélection. Mais l'accord mentionné ici est de septembre 2001 et il concerne 16 milliards supplémentaires, destinés à éviter la contagion au Brésil de l'insolvabilité argentine. La dette se creuse donc et à cette occasion, le FMI impose un plan d'austérité sur les dépenses publiques brésiliennes touchant la santé, l'éducation, la réforme agraire, etc., avec un objectif d'excédent budgétaire brut fixé à 3,75% du PIB. Ce sont ces mesures qui sont considérées comme devant être dénoncées. Mais les termes utilisés semblent indiquer que cette dénonciation représente un effort, vu comme regrettable, (car cela ne plaira pas au FMI, et sans doute aux secteurs financiers), mais incontournable pour changer de politique économique et sociale. La résolution précise encore, plus loin, par rapport à la dette extérieure elle-même qu'il faut empêcher « *les tentatives de ré-étatisation de la dette* ».

---

<sup>101</sup> 12<sup>e</sup> RN (op. cit. p. 6). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>102</sup> Idem, p. 18.

*extérieure, en réduisant l'émission de titres de la dette intérieure indexés au dollar* »<sup>103</sup>. Cela se discutait à l'époque.

Un an avant l'arrivée de Lula au *Planalto*, la ligne définie en 1995 reste en vigueur. Après quelques adaptations, elle peut être ainsi résumée : non plus un refus de paiement jusqu'à ce qu'un audit ait déterminé ce qui est légitime dans la dette ; mais une demande de renégociation de la dette publique, avec audit, dans un cadre international, en brandissant la suspension des paiements comme une menace. Cela signifie remplacement de l'orientation antérieure (basée sur la confrontation), par une volonté affichée de coopération avec le FMI et les créanciers, pour trouver une solution mutuellement acceptable. En 1995, un point de non-retour a été atteint sur la dette, et cela se confirme en 1999 comme en 2001. On ne peut pas manquer de rapprocher ce choix de la baisse générale de radicalité du parti et de sa volonté d'alliance avec des partis de l'élite. Néanmoins, en décembre 2001, l'objectif reste encore de diminuer les paiements de la dette (par la négociation), d'en finir avec les taux d'intérêts exorbitants et avec une politique budgétaire d'austérité draconienne permettant de dégager des excédents destinés au remboursement de cette dette. L'orientation économique globale est hétérodoxe : elle se veut développementiste et antilibérale.

Mais là encore, en dehors même des débats programmatiques dans les instances du PT, l'année 2002 va être déterminante. Nous analyserons comment au chapitre 15.

## **Section 5 : le PT et la réforme agraire**

Cet important point programmatique qu'est la réforme agraire n'est pas non plus, en soi, de nature socialiste, mais il apparaît comme un préalable, sans la concrétisation duquel le socialisme n'est pas envisageable. Au Brésil, tout particulièrement, avec ses immenses propriétés foncières souvent inexploitées, sa masse de petite paysannerie pauvre ou sans terre, ses ouvriers agricoles misérables et précaires, son exode rural massif, cette question est cruciale depuis fort longtemps. Pour F. de Oliveira, « *la réforme agraire pourrait liquider aussi bien l'armée de réserve dans les villes que le pouvoir 'patrimonialista'* »<sup>104</sup>, c'est-à-dire à dire celui des vieilles oligarchies et leurs relations clientélistes avec la population.

Nous empruntons à O. Coggiola<sup>105</sup> quelques données qui permettent de mieux saisir pourquoi la réforme agraire était sans doute l'une des réformes les plus attendues d'un gouvernement du PT. A l'époque où Lula va devenir président, c'est au Brésil que se trouve le plus grand latifundium du monde : 4,5 millions d'hectares, propriété de CR Almeida, une entreprise de construction de Curitiba. 27 556 latifondiaires possèdent des exploitations de plus de 2 000 ha chacun, pour un total global de 178 172 765 ha de terres dans tout le pays. Face à cela, on trouve 4,6 millions de familles sans terre. Mais ce n'est pas tout : du fait de la concentration de la propriété, seuls environ 10% du potentiel du pays sont cultivés, et la plus grande partie des terres cultivées appartiennent à des propriétés de moins de 500 ha. Sous FHC, la concentration des terres a encore augmenté : les propriétaires de plus de 2 000 ha ont globalement augmenté leurs propriétés de 57 millions d'ha. Les entreprises étrangères possèdent plus de 30 millions d'ha de terre. Cette injustice est aggravée par le fait que les

---

<sup>103</sup> Idem, p. 19.

<sup>104</sup> F. de OLIVEIRA. *Crítica à razão dualista. O Ornitorrinco*. Boitempo, 2003, p. 131.

<sup>105</sup> O. COGGIOLA. *Governo Lula, da esperança à realidade*. Xamã, 2004, p. 121-122.

latifondiaires ne payent presque pas d'impôt : l'impôt territorial rural (ITR) est d'environ 1R\$ par ha et par an, pour un montant global, sur tout le Brésil, inférieur aux taxes (IPTU) payées par les habitants d'un quartier de São Paulo à la mairie. Le caractère parasitaire de la grande propriété foncière est aussi révélé par le fait que l'agriculture familiale (sur moins de 100 ha) occupe 21% des surfaces cultivées, mais réalise 38% de l'investissement total, emploie 81% de la main d'œuvre rurale et représente 47% de la valeur de la production de l'agriculture et de l'élevage. O. Coggiola s'interroge aussi sur l'impact de la « *révolution capitaliste à la campagne* », et de l'agrobusiness. Pour lui, c'est un « *mirage* », car la répartition des terres du pays révèle la faible part de cet agrobusiness, comme le montre le tableau 28 ci-dessous :

**Tableau 28 : utilisation des terres au Brésil en 2001**

<b>Superficie totale du Brésil</b>	<b>850 millions d'ha environ</b>
agrobusiness	42 millions d'ha (seulement)
Elevage	70 millions d'ha
terres indigènes	120 millions d'ha (approximativement)
terres préservées	110 millions d'ha
reste : latifundia improductives + terres publiques (' <i>areas devolutas</i> ')	500 millions d'ha au moins

Source : notre confection, d'après les données citées par O. Coggiola (op. cit. 2004 p. 121-122)

Pour les terres cultivables (près de 600 millions d'ha), selon cet auteur, 250 millions d'ha sont de propriété publique ('*areas devolutas*') et 285 millions d'ha sont des latifundia, en majorité improductifs. De façon plus précise, 138 millions d'ha appartiennent à seulement 28 000 propriétaires et 85 millions d'ha sont aux mains de seulement 4 236 propriétaires. Il explique aussi que plus de 4 millions de familles ont été expulsées de leur terres dans les quelques années précédant l'arrivée de Lula au *Planalto*, vu l'agrandissement des latifundia, la ruine provoquée par les taux d'intérêt très élevés et du fait de la construction de barrages.

Enfin, les tentatives de réforme agraire depuis les années 1980 ont toutes débouché sur des chiffres dérisoires, sans rapport avec les objectifs initiaux. Alors que José Sarney se proposait de donner accès à la terre à 1,4 million de familles, seules 90 000 (6%) en ont bénéficié. Pour Collor, seules 23 000 familles ont pu occuper des terres sur les 500 000 prévues. Itamar Franco voulait installer 20 000 familles en 1993 et 60 000 en 1996, et 12 600 familles ont été installées en tout. FHC, pour finir, a frustré bien des familles en les envoyant dans des localités sans infrastructures. Telles sont donc les données de base en 2002, lorsque Lula remporte la présidentielle. Mais la question est très ancienne, séculaire même.

## **1°) La position traditionnelle du PT**

L'exigence d'une réforme agraire radicale est une position traditionnelle du PT depuis avant même sa fondation. Elle a longtemps été maintenue et défendue publiquement.

### **a) Réforme agraire : une revendication radicale dans le « PT des origines »**

La Plateforme politique d'octobre 1979 définit quelques exigences de base : éradication des grandes propriétés foncières improductives et distribution de la terre aux travailleurs sans terre ; un titre de propriété de la terre pour les *posseiros* ; garantie de financement pour

les *posseiros*, les petits propriétaires ruraux, du travail de la terre jusqu'à la distribution du produit ; stimulation de l'organisation sous forme coopérative pour les petits propriétaires<sup>106</sup>.

En 1980, le programme du PT laisse de côté beaucoup de questions, mais il est assez précis sur la réforme agraire. Il veut en finir avec la structure foncière existante, fondée sur les grandes entreprises capitalistes et les latifundia maintenant les terres improductives, servant à la spéculation foncière. Il « *combattrà aussi pour la fin des expropriations des terres par les grandes entreprises nationales et étrangères et mettra en œuvre la lutte pour la nationalisation de la terre* »<sup>107</sup>, tout cela dans « *l'intérêt des travailleurs ruraux et de l'ensemble de la société brésilienne* ». Le PT se bat pour « *l'exploitation immédiate de toute les terres disponibles, y compris celles sous la responsabilité de l'Etat* », pour leur utilisation par les travailleurs sans terre, de façon à les occuper en permanence. Mais, explique le programme, distribuer la terre au paysan ne suffit pas. Il faut aussi des outils économiques et financiers pour l'aider à l'exploiter, en fonction des particularités et besoins régionaux<sup>108</sup>. Le Plan d'action associé comprend les éléments suivants :

- « *Réforme agraire large, massive et sous le contrôle des travailleurs*
- *Lutte pour la terre à ceux qui la travaillent ou à ceux qui en ont été expulsés*
- *Soutien aux luttes des salariés de la campagne, en particulier des travailleurs temporaires*
- *Egalité des droits pour tous les travailleurs ruraux, sans distinction de sexe et d'âge*
- *Garantie d'un revenu minimum juste pour les petits producteurs* »

En 1981, Lula affirme : « *Le PT soutient et soutiendra toujours la lutte pour la réforme agraire, pour le droit à la terre pour qui y travaille* »<sup>109</sup>. Il remarque : « *c'est pour cela qu'on nous fait des procès en Amazonie ; mais les procès en nous effraient pas. Ce qui nous effraie, ce sont les milliers de familles sans un petit lopin de terre d'où extraire les fruits nécessaires à la vie* ».

## **b) Réforme agraire sous contrôle des travailleurs : un point souvent répété**

La plateforme électorale de la 2<sup>e</sup> RN exige de façon immédiate « *une réforme agraire, contrôlée par les travailleurs des champs eux-mêmes* »<sup>110</sup>. Il s'agit, notamment, de « *garantir la possession de la terre à ceux qui la travaillent, et non au latifondiaires, aux 'grileiros' et aux profiteurs, qui spéculent sur les titres de propriétés qu'ils ne connaissent même pas* ». Le texte s'insurge contre « *les grands latifondiaires* » et les terres improductives.

A la 3<sup>e</sup> RN, la résolution y ajoute d'autres éléments, affirmant que « *l'accès à la terre pour ceux qui veulent la travailler traduit l'aspiration concrète de millions de travailleurs, comme les congrès de travailleurs ruraux l'ont réaffirmé souvent. Dans cette perspective, le PT soutien l'élargissement et l'approfondissement des luttes pour une réforme agraire sous contrôle des travailleurs* »<sup>111</sup>. Le texte précise qu'il faut des mesures complémentaires pour les paysans, et considère que la réforme agraire n'est pas qu'une mesure économique. Elle est « *aussi une perspective de mobilisation, de conscientisation et d'organisation des*

---

<sup>106</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 59). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce livre.

<sup>107</sup> Idem, p. 69.

<sup>108</sup> Idem, p. 70.

<sup>109</sup> Idem, p. 108.

<sup>110</sup> Idem, p. 121.

<sup>111</sup> Idem, p. 150.

travailleurs. Elle ne peut pas non plus être vue comme une lutte à mener uniquement par les travailleurs ruraux »<sup>112</sup>. C'est une « mesure urgente, impossible à différer »<sup>113</sup>.

Le plan d'action voté à la 4<sup>e</sup> RN revient sur la question, en dénonçant le déchainement de la violence dans les campagnes, du fait des grands propriétaires et de leurs complices politiques : « Le PT doit intervenir immédiatement sur cette question, en luttant de façon résolue pour la réforme agraire et contre la violence qui s'abat sur les travailleurs ruraux, en dénonçant les entités patronales terroristes »<sup>114</sup> et leurs complices dans l'Etat. Il ajoute que le PT doit « présenter à l'ensemble de la société son projet de réforme agraire, en le définissant de manière concrète pour le moment présent ». Plus loin, le texte réclame encore une « réforme agraire sous le contrôle des travailleurs »<sup>115</sup>.

La 6<sup>e</sup> RN, centrée sur la présidentielle de 1989, et la campagne Lula elle-même, donnent une large place à la lutte pour la réforme agraire, sans la moindre hésitation. Nous y reviendrons. Peu après, la 7<sup>e</sup> RN marque une inflexion dans le programme pétiste, comme nous l'avons relevé, mais elle maintient le cap sur la réforme agraire qui « continue à être une nécessité et un mot d'ordre de lutte, bien qu'ayant perdu son ancien caractère démocratique-bourgeois. Elle en vient à revêtir un caractère éminemment démocratique et populaire, anticapitaliste, devenant toujours plus un instrument de lutte en direction du socialisme, en y incluant une perspective de socialisation des entreprises agro-industrielles et le développement de coopératives de petits producteurs, dirigés par eux [...] L'essentiel est que l'axe du procès de socialisation se situe autour de la participation effective et démocratique des travailleurs, avec leur adhésion volontaire aux mesures de socialisation »<sup>116</sup>. On retrouve bien ici, en des termes renouvelés, l'idée d'une réforme agraire sous le contrôle des travailleurs. Et celle-ci est incluse dans une perspective socialiste. De même, la résolution du 1<sup>er</sup> Congrès sur le socialisme, dans son paragraphe final sur les élections de 1994, contient un passage où une « réforme agraire anti-latifondiaire sous contrôle des travailleurs »<sup>117</sup> est incluse comme élément fondamental d'une transition économique vers le socialisme, au même titre que la « socialisation des grands moyens de production » et une « planification économique démocratique ».

La résolution de la 8<sup>e</sup> RN intitulée « Pour un gouvernement démocratique » donne à nouveau une place importante à la réforme agraire, moyen de de « rompre avec [...] les privilèges des latifundia »<sup>118</sup>. Tout un point est développé, dont le titre est « démocratiser la propriété de la terre, c'est la condition indispensable pour retrouver la croissance avec distribution de revenus et de richesses »<sup>119</sup>. La « radicale démocratisation de la structure de la propriété de la terre » est l'une des « actions stratégiques fondamentales pour la formulation d'un projet national » du PT. La réforme agraire, dans la perspective d'un « gouvernement démocratique-populaire », doit être « combinée avec un nouveau modèle de politique agricole compatible avec les spécificités régionales, garantissant des incitations différenciées pour les minis, petits et moyens producteurs, et pour les produits du marché intérieur ». Deux autres points sont mis en avant concernant la politique agraire du PT. Le

---

<sup>112</sup> Idem, p. 151.

<sup>113</sup> Idem, p. 154.

<sup>114</sup> Idem, p. 274.

<sup>115</sup> Idem, p. 275.

<sup>116</sup> Idem, p. 476.

<sup>117</sup> Idem, p. 516.

<sup>118</sup> Idem, p. 551.

<sup>119</sup> Idem, p. 554-555.

lien avec les luttes, visant à changer les rapports sociaux, et à « rompre avec la domination des latifundia dans les campagnes brésiliennes, en combinant l'action gouvernementale avec la mobilisation des forces populaires »<sup>120</sup>. Le texte, issu de secteurs de la gauche pétiste, voit dans la réforme agraire un élément qui « libère les forces productives, stimule le développement économique du pays et fait progresser le rapport de forces dans la lutte pour le socialisme ». Mais, « au-delà, la réforme agraire acquiert de la pertinence en ce qui concerne les composants de l'environnement, tout comme la déconcentration et l'autonomie d'une matrice technologique et énergétique, à la base d'un nouveau modèle de développement ». La réforme agraire est donc conçue comme un élément programmatique de base par le PT, ayant un impact dans de multiples directions, et en 1993, elle fait encore l'objet d'un énorme consensus dans le parti. Et la campagne Lula de 1994 accordera une large place à la réforme agraire, comme nous le verrons.

## 2°) Le PT du camp majoritaire : la réforme agraire autrement

Avec la politique du camp majoritaire à partir de 1995, on note une inflexion.

### a) 10<sup>e</sup> RN (1995) et 11<sup>e</sup> RN (1997) : l'« oubli » du contrôle des travailleurs

A la 10<sup>e</sup> RN, le CM veut élargir les alliances du PT et propose une série de thèmes pour l'action commune : la réforme agraire est mentionnée, et associée à la dénonciation de la poussée de violence dans les campagnes : « réforme agraire, fin de la violence contre les paysans et punition des responsables »<sup>121</sup>. Dans une autre résolution, la place conférée au secrétariat agraire du parti est importante, et il est, d'emblée, écrit sur ce point : « l'exigence de réforme agraire, comme condition nécessaire à la construction d'une société démocratique au Brésil, constitue l'axe central des politiques du PT »<sup>122</sup> en matière agraire. Mais il n'est plus précisé que cette réforme doit être réalisée sous contrôle des travailleurs.

La résolution politique de la 11<sup>e</sup> RN fait plusieurs fois référence à la réforme agraire, toujours sans préciser qu'elle doit s'effectuer sous contrôle des travailleurs. En particulier, la rubrique consacrée à la « démocratisation radicale de la société et de l'Etat » contient deux passages, où l'on peut lire que « la réforme agraire et la production familiale à la campagne sont des dimensions stratégiques »<sup>123</sup> d'une nouvelle voie de développement économique ; et « le pays ne peut pas continuer à concentrer d'une manière chaotique de larges masses dépossédées dans les grands centres urbains ; la réforme agraire est une urgence historique ».

L'idée du contrôle des travailleurs va totalement disparaître de l'horizon du PT dans la seconde moitié des années 1990, le projet du parti étant passé de l'anticapitalisme à l'antilibéralisme. On comprend aussi que le principe du contrôle des travailleurs est contradictoire avec la recherche d'alliances toujours plus vers le centre et la droite, avec des partenaires politiques dont les bases de classe comportent une composante latifondiaire et agro-exportatrice.

---

<sup>120</sup> Idem, p. 555.

<sup>121</sup> Idem, p. 622.

<sup>122</sup> Idem, p. 642.

<sup>123</sup> Idem, p. 655.

## **b) 2<sup>e</sup> Congrès (1999) : une réforme démocratique, développementiste et redistributive**

Les choix du 2<sup>e</sup> Congrès du PT (1999) confirment la ligne générale. Le PT veut toujours une réforme agraire, mais dans un cadre moins radical qu'avant 1995. La réforme agraire est acquiert un statut essentiellement démocratique, et sa conception plus « raisonnable » doit contribuer au développement économique. Le crédo redistributif et développementiste est clair : il s'agit d'une mesure permettant « *de redistribuer radicalement des richesses, rendant possible un nouveau modèle de développement national* »<sup>124</sup>. On lit aussi : « *le nouveau modèle économique exige une réforme agraire, qui garantisse terre, emploi et financement à des millions de travailleurs ruraux, en même temps qu'elle leur assure une protection adéquate* ».

Au fond, même quand le discours semble plus radical, il relève toujours plus d'un positionnement moderniste et humaniste que d'une ligne de classe : « *La réforme agraire possède une signification sociale et politique – émanciper des millions d'hommes et de femmes, et briser le pouvoir de groupes agraires arriérés – et une importance économique, vu que l'agriculture familiale peut être une composante fondamentale d'un projet de développement durable, décentralisé et harmonieux. La réforme agraire, avec une politique agricole consistante, a un rôle central dans le programme d'éradication de la faim et du chômage dans le pays. Le Brésil peut combiner la tâche de nourrir son peuple avec la constitution d'une forte économie agricole d'exportation* »<sup>125</sup>. La référence à une « forte économie agricole d'exportation » est un élément assez nouveau ici, la priorité pédiste ayant traditionnellement été donnée à l'agriculture paysanne, l'alimentation et l'autosubsistance.

Où doit aller la priorité : à l'agriculture paysanne, ou à l'agro-export ? C'est une très importante question. Dans le « plan de lutte » adopté par le 2<sup>e</sup> Congrès, on trouve aussi un point intitulé « construire une économie juste, durable et solidaire », avec le mot d'ordre de « *Réforme agraire immédiate et massive, accompagnée d'une politique agricole qui stimule les petites et moyennes propriétés et l'agriculture familiale* »<sup>126</sup>. A propos du lien entre réforme agraire et politique agricole, il semble qu'on soit dans une sorte d'entre-deux, ce qui se confirmera plus tard.

## **c) 12<sup>e</sup> RN (2001) : la défense presque honteuse d'une revendication démocratique**

La résolution de la 12<sup>e</sup> RN semble s'excuser de devoir parler de la réforme agraire. La plaçant dans un cadre qui met l'accent sur les « *droits sociaux et, plus généralement, les droits de l'Homme* »<sup>127</sup>, le texte reprend l'idée qu'elle est un « *outil de base pour viabiliser le nouveau modèle de développement économique* » à mettre en œuvre. Il précise encore les moyens, notamment : « *l'expropriation de la grande propriété rurale improductive, dans les termes de la Constitution fédérale* ». Les dispositions de celle-ci, peu appliquées, servent visiblement de bouclier face à d'éventuelles critiques.

L'emploi et les économies de devises sont aussi mis en avant : en « accélérant » la mise en œuvre de la réforme, cela « *permettra, à court terme, d'élever l'emploi dans l'agriculture avec un investissement relativement peu élevé et des frais de change* ». Le

<sup>124</sup> *Il Congresso* (op.cit. p. 6). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>125</sup> *Idem*, p. 9.

<sup>126</sup> *Idem*, p. 23.

<sup>127</sup> *12<sup>o</sup> Encontro Nacional* (op. cit. p. 28). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.



terme de contrôle des travailleurs ne figure pas, mais il s'agit d'« *amplifier la participation des bénéficiaires dans toutes ses phases* ». Quels bénéficiaires ? Dans quel cadre ? Cela n'est pas précisé. Enfin la mise en œuvre de la réforme agraire est présentée comme une façon d'en finir avec « *la violence et l'impunité dans les campagnes* », « *un engagement de gouvernement* ».

En 2001, on reste donc sur une ligne de réforme agraire « dé-radicalisée », tracée en 1995. Toutefois, on sent, en plus, qu'il s'agit de la faire accepter à des partenaires réticents de droite et du centre, et surtout pas de galvaniser les masses rurales autour d'un mot d'ordre de combat. Nous verrons bientôt que l'année suivante, la campagne Lula va, là encore, apporter des éléments nouveaux.



## Chapitre 14 : Lula, 3 présidentielles perdues (1989, 1994, 1998)

---

La mise en perspective des campagnes présidentielles de Lula entre 1989 et 2002 révèle comment la façon du PT « d'être au monde » s'est transformée en seulement 13 ans. Dans ce chapitre, nous traiterons des trois premières de ces quatre campagnes. La campagne de 2002 sera traitée au chapitre suivant. Pour comparer les campagnes les unes aux autres et saisir à travers elles des éléments de la trajectoire du parti, nous nous proposons de faire ressortir des indicateurs « visibles » de cette évolution. Alliances, thèmes et promesses électorales, style des campagnes, tout cela est en mutation d'une présidentielle à une autre et montre bien que le PT se transforme, ainsi que son candidat.

### Section 1 : 1989 – Lula, « *quase lá* »<sup>1</sup> !

Après les municipales de 1988, le PT est sur une pente ascendante, et l'année 1989 va constituer une sorte d'apogée militante pour le PT des premières années, marquant les esprits et l'histoire du Brésil. En 1989, le PT est une force estimée entre 550 000 et 600 000 adhérents<sup>2</sup>, très en lien avec le mouvement syndical et avec les principaux mouvements populaires, et qui a une présence institutionnelle (des municipales au Congrès national) dans 13 Etats. Si peu de temps après le gain des 36 municipes par le PT, il est encore difficile de prédire quel impact ces victoires auront sur la campagne présidentielle du parti<sup>3</sup>.

#### 1°) Le PT et le Front Brésil Populaire

##### a) Les alliances et leurs principes

Initialement, l'objectif de la direction du PT est de rassembler dès le premier tour, autour de Lula, et sur un programme « démocratique-populaire », un « *arc d'alliances incluant [...] PCB, PCdoB, PSB, PV, plus des secteurs et des personnalités du PSDB, du PMDB et du PDT qui rompent avec le gouvernement Sarney et assument les engagements programmatiques de la candidature Lula* »<sup>4</sup>. W. Pomar, coordinateur national de la

<sup>1</sup> « *Quase lá* » est le titre du livre de W. POMAR. Titre qui exprime à peu près l'idée suivante : « On y était presque ».

<sup>2</sup> W. POMAR (op. cit. p. 44) parle d'une implantation dans 3000 municipes du Brésil, de plus de 600.000 adhérents (et bien plus de sympathisants). L. SECCO donne (op.cit. p. 134), à l'occasion de la 6<sup>e</sup> RN, le chiffre de 550 000 membres. En réalité, des études assez récentes (notamment la thèse de P.F. RIBEIRO) tendent à montrer que ces chiffres étaient surévalués et qu'avant 1999, le PT ne peut pas dire avec précision combien il a d'adhérents.

<sup>3</sup> Pour A. SINGER, « *les premiers mois de l'administration du PT dans les villes gagnées en 1988 n'ont pas été spectaculaires, mais la continuation de la crise économique a jeté l'électorat dans les bras de l'opposition, de gauche et de droite, au gouvernement du centre* » (A. SINGER, op. cit. 2001 p.56). De son côté, M. KECK affirme, concernant victoire du PT à São Paulo : « *Dans les élections présidentielles de 1989, Lula – même s'il continuait à défendre l'administration de la ville contre les attaques que celle-ci subissait – ne la considérait pas une force dans sa campagne* » (M. KECK, op. cit. p. 264).

<sup>4</sup> Ce sont les termes exacts de la Résolution approuvée par le DN du PT du 18/19 février 1989. In PERSEU REVISTA N°8, Dossier « *O PT e as eleições presidenciais de 1989* », « *Resolução sobre programa, coligação e vice* », au point 3, p.154.

campagne *Lula Presidente*, dit qu'il est nécessaire, pour le PT, de passer par un « *complexe processus d'alliances, d'accords et de coalitions avec les forces politiques qui, bien qu'ayant des divergences sur une liste substantielle de questions, agissent dans le sens de la même perspective générale (anticapitaliste, socialiste). Pour cela, il est essentiel, pour le PT et ses militants, que les alliances soient toujours fondées sur des programmes d'action transparents, qui expriment l'unité concrète obtenue à chaque moment de la lutte contre les ennemis communs* »<sup>5</sup>. Cela appelle deux séries de questions et de remarques. En premier lieu, quels critères choisir et appliquer pour juger de l'anticapitalisme et du socialisme de partis politiques ? Cette question est tout sauf simple, et cela vaut pour le PT lui-même. Pour ce qui est de ses partenaires, en second lieu, il vaut la peine de relever que W. Pomar, avec la majorité du PT, considèrent maintenant sans trop d'hésitation comme socialistes et anticapitalistes des partis qui étaient auparavant critiqués comme ne l'étant pas. Laissons pour le moment de côté une partie des gauches brésiliennes avec lesquelles le PT ne cherche pas explicitement à construire une alliance de gouvernement en 1988-1989 : le PDT, et les secteurs « progressistes » du PSDB et du PMDB. Les partis voulus comme partenaires pour cette présidentielle sont les deux partis communistes (PCB et PCdoB), le PSB et le PV. Toutes ces forces se situent à droite du PT, tel qu'il est en 1989.

Parmi les partenaires potentiels, ceux qui ont à la fois l'implantation la plus populaire et les positionnements généraux les plus à gauche sont les PC (PCB et PCdoB). Et le plus à gauche des deux est le PCdoB, qui dans cette période évolue vers le PT, et construit notamment dans la CGT un courant syndical combatif qui va rejoindre la CUT. Le PT note cette évolution. Cependant, une question se pose : le « PT des origines » critiquait le PCB et le PCdoB, qu'il considérait comme « étapistes ». Autrement dit, il leur reprochait d'avoir une conception de la révolution par étapes, c'est-à-dire de concevoir, pour le Brésil, d'abord une étape « démocratique-bourgeoise » où la « bourgeoisie nationale » devrait tenir un rôle important dans le développement du pays ; puis, plus tard, une étape socialiste. Cette critique a-t-elle cessé d'être pertinente ? Ces partis ont-ils cessé d'être « étapistes », et donc de prôner une longue phase de « révolution démocratique-bourgeoise » pour le Brésil ? Ou bien n'est-ce plus un problème pour la direction du PT ? Ou bien encore, n'est-ce pas la majorité du PT qui – bien que s'en défendant – évolue vers des positions « étapistes » ou plutôt « semi-étapistes » avec son « alternative démocratique-populaire » ? De fait, si le PCdoB et, dans une moindre mesure et moins vite, le PCB, s'éloignent de l'Alliance Démocratique qu'ils ont contribué à installer au gouvernement en restant au sein du MDB devenu PMDB, est-ce parce que les partis communistes ont cessé de considérer comme souhaitable une alliance durable avec la bourgeoisie « nationale » brésilienne, ou bien parce qu'il est devenu intenable pour eux de soutenir un gouvernement « d'Alliance Démocratique » avec à sa tête Sarney et composé de bon nombre d'autres transfuges de la dictature, qui frappe économiquement, et même physiquement, les travailleurs et le peuple ? N'est-ce pas, au risque de simplifier un peu, un double mouvement auquel on assiste ? D'un côté, les partis communistes s'éloignent de l'Alliance Démocratique et de son gouvernement en totale déconfiture, et évoluent vers les positions plus combatives défendues par le PT dans les luttes et les syndicats, sans pour autant cesser de souhaiter une longue étape « démocratique-bourgeoise » pour la révolution brésilienne ; de l'autre, le PT adopte très majoritairement une perspective gouvernementale d'« alternative démocratique-populaire » et ainsi se rapproche de « l'étapisme » des PC. On comprend ici que l'indépendance de

---

<sup>5</sup> W. POMAR (op. cit. p. 49).

classe intransigeante des premières années du PT serait incompatible avec cette alliance. La ligne « démocratique-populaire », par contre, est cohérente avec une alliance avec ces partenaires politiques.

Les autres partenaires souhaités par le PT sont le PSB et le PV. Le premier, parti social-démocrate fondé en 1925, puis en 1947, puis en 1985<sup>6</sup>, a toujours défendu une voie parlementaire au socialisme ; interdit par la dictature militaire, il réapparaît, en 1985, sur la base du même programme. Il a des traits bureaucratiques et clientélistes qui tendent à se renforcer avec le temps et si son programme contient une référence à la propriété collective des moyens de production, ses perspectives socialistes se sont éloignées. Il mise beaucoup – plus que d'autres – sur les élections et le travail dans les institutions. Telle est sa raison d'être. Il a soutenu la *Nova República* avant de passer à une opposition modérée à celle-ci. Il est peu présent dans les luttes sociales (syndicats, mouvements populaires, etc.), et c'est une différence importante avec le PT. Mais s'il agit beaucoup dans les institutions (à la mesure de ses forces limitées), le PSB descend peu dans la rue<sup>7</sup>. Le PV est moteur dans l'introduction des thèmes écologistes et de défense de l'environnement, dans une société qui ne se sent guère concernée par cela, ou bien encore de la libération des mœurs face aux préjugés qui ont la vie dure. Mais ses perspectives socialistes sont très floues, et on ne peut pas parler d'anticapitalisme le concernant. De plus, le PV est essentiellement présent à Rio.

Pour conclure, on comprend que l'alliance avec ces partis ne peut pas se faire sur une base anticapitaliste et que si l'objectif socialiste est affirmé par certains, c'est un objectif à long terme, et généralement flou. On en déduit que, quel que soit le programme du PT et ses propositions dans la négociation, le programme du FBP (Front Brésil Populaire) se situera à droite de celui du PT. En 1989, alliance et gouvernement « démocratiques-populaires », cela veut dire, rappelons-le, que l'objectif stratégique est, dans un premier temps, d'accumuler des forces pour préparer une rupture censée ne survenir que plus tard, peut-être assez vite, mais en tout cas pas immédiatement.

### **b) Le FBP et son délicat problème de « vice »**

Dans ce cadre, l'affaire est vite mal engagée avec certains pour le premier tour. Le PCB défend sa propre perspective politique et a déjà lancé sa candidature (Roberto Freire). Ajoutons que Brizola n'a pas attendu pour se présenter au nom du PDT, et que le PSDB décide de faire de M. Covas son candidat. Il en ressort que le Front Brésil Populaire ne pourra pas être une alliance à plus de quatre (PT, PSB, PCdoB, PV). De fait, c'est un accord à quatre qui est d'abord conclu. Mais quelques mois plus tard, le FBP sera réduit à trois partis<sup>8</sup>, le PV choisissant de s'en retirer. Il est intéressant d'expliquer pourquoi, car ce point est en partie révélateur des préoccupations des différents acteurs de la coalition.

---

<sup>6</sup> Un premier PSB apparaît en 1925, comme nous l'avons vu. Après *l'Estado Novo*, un nouveau PSB fondé en 1947 se veut une alternative à la fois au varguisme et au PCB. Ce parti, interdit par la dictature, cesse alors de fonctionner. Il renaît en 1985, sur les mêmes bases programmatiques que celui de 1947.

<sup>7</sup> Rappelons ce que disait V. Palmeira, pourtant partisan d'une alliance avec ce parti, à la 5<sup>e</sup> RN : pour lui, « *le PSB est insignifiant [...] A la Constituante, il a eu un bon comportement. En dehors du parlement [...] il ne joue aucun rôle. Il évolue, à sa manière, d'une totale identification avec la transition néo-républicaine (y compris avec participation au gouvernement) à une opposition modérée, et comme ils aiment à le dire, 'responsable'* » (Thèses pour la 5<sup>e</sup> RN présentées par V. Palmeira : « *Frente à crise, ampliar o movimento de massas e avançar na construção do PT* »).

<sup>8</sup> Pour L. SECCO (op. cit. p.134), le FBP, qui n'inclura finalement que PT, le PCdoB et PSB, est une alliance réduite par rapport à ce qui suivra. Mais « *à ce moment-là elle paraissait large, puisque traditionnellement le PCdoB était adversaire du PT,*

En fait, une question taraude le FBP : qui doit être candidat à la vice-présidence ? Cette interrogation va provoquer des débats parfois tendus et nécessiter la mise en œuvre d'une forme d'« *ingénierie politique* »<sup>9</sup>. Assez vite, Fernando Gabeira, dirigeant du PV, « *ex-guérillero basé à Rio et converti à la cause écologique et à celle des homosexuels* »<sup>10</sup>, a la cote auprès d'une grande partie du PT. L'alliance du PT et du PV en 1986, autour de la candidature de Gabeira au poste de gouverneur avait plutôt bien fonctionné électoralement. Mais en mai 1989, la direction du PV veut pousser le PT et Lula à être plus écologistes, et moins syndicalistes – c'est-à-dire notamment à être moins présents à la porte des usines, et à moins critiquer la FIESP (le patronat pauliste). A un moment où la bourgeoisie critique le PT pour « grévisme », cela passe mal dans une partie du PT. Cette pression conduit Lula et le PT à réaffirmer leur soutien aux travailleurs en lutte<sup>11</sup>. La presse commence à s'en mêler, cherchant à exploiter la moindre fissure dans les rangs du FBP et du PT, et toujours prête à entonner le vieux refrain selon lequel la gauche est incapable de s'unir. W. Pomar, raconte<sup>12</sup> comment des dirigeants du PT comme J. Genoíno ont pris leur plume pour soutenir publiquement la candidature de F. Gabeira au poste de « vice », espérant ainsi ajouter une touche de « modernité » à la campagne Lula. Mais le PSB et le PCdoB ne veulent pas de Gabeira. Le premier tient, depuis le début, à obtenir la candidature à la vice-présidence. D'abord avec Jamil Haddad, le président du PSB, ex-maire et sénateur de Rio – mais ce dernier ne plait guère aux autres partis du FBP, et surtout pas au PT. Puis avec Antônio Houaiss, linguiste et homme de lettres renommé, fondateur de ce parti. Le PCdoB ne propose personne de ses rangs, mais refuse que le candidat au poste de « Vice » soit, comme Lula, issu du PT ; et il pense que Gabeira va affaiblir la base de soutien à Lula. Le PCdoB mise d'abord, pour le poste de « Vice », sur une candidature de gauche non partisane, avec Raymundo Faoro ; puis il s'emploie en vain à trouver des dirigeants de la gauche du PMDB (Miguel Arraes ou Jarbas Vasconcelos) ; il finit par accepter la candidature de Houaiss, tout en cherchant à convaincre *in extremis* le recteur de l'Université de Brasilia, Cristóvam Buarque, qui refuse. En mai, le DN du PT, constatant le blocage de la situation, et malgré sa préférence publique pour une candidature extérieure au parti pour le poste de « Vice », propose toutefois à ses partenaires quatre noms de pétistes représentatifs : Benedita da Silva, Virgílio Guimarães, Paulo Freire et Jorge Bittar<sup>13</sup>. Aucun de ces noms n'est accepté par les autres partis.

A la 6<sup>e</sup> RN (16-18 juin 1989), le PT doit régler cette question bloquante et qui envenime de plus en plus les relations au sein du FBP – ou du moins définir une méthode correcte pour y parvenir – et il doit choisir entre Gabeira, Houaiss ou une autre proposition. Le parti est divisé : un courant (notamment P. de Arruda Sampaio, H. Bicudo, F. Welfort) s'oppose à la candidature de Gabeira à la vice-présidence, considérant qu'elle met en péril le FBP<sup>14</sup> et prête le flanc aux attaques. D'autres (comme J. Dirceu, L. Gushiken, J. Genoíno) pensent

---

*même s'il avait soutenu Luiza Erundina un an auparavant* ». L. Secco insiste sur le symbole de l'apparition conjointe du leader historique du PCdoB João Amazonas au côté du « chevalier de l'espérance » Luis Carlos Prestes, en soutien à Lula.

<sup>9</sup> Notre traduction de l'expression choisie par L. SECCO (op. cit. p.134).

<sup>10</sup> Selon les termes utilisés par L. SECCO (idem).

<sup>11</sup> Dans la Résolution votée par la 6<sup>e</sup> RN, un paragraphe intitulé « La défense des grèves » réaffirme la position traditionnelle du PT sur ce point, tout insistant sur le lien entre la campagne présidentielle et les grèves actuelles. In PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 377 à 379).

<sup>12</sup> W. POMAR (op. cit. p. 85).

<sup>13</sup> Nous avons évoqué les deux premiers, qui étaient députés constituants. Paulo Freire est un éducateur mondialement connu. Et Jorge Bittar, ingénieur, a brigué la mairie de Rio en novembre 1988.

<sup>14</sup> Non seulement F. Gabeira ne convient pas au PSB et au PCdoB, mais selon L. SECCO (op. cit. p. 134), ses nouveaux combats (écologie, droit des homosexuels) n'ont pas l'heur de plaire « à l'establishment de gauche ou de droite ».

que cette candidature n'empêcherait pas le FBP de tenir bon. Un troisième groupe pétiste (dont E. Mescolloto et G. Magela) explique que proposer Gabeira ou Houaiss pour le poste de « Vice » va faire éclater le front, et qu'il faut trouver un troisième nom<sup>15</sup>. La Résolution votée par la 6<sup>e</sup> RN définit une position avec trois éléments essentiels : le « Vice » ne sera pas du PT ; une majorité assez nette s'exprime en faveur de Gabeira ; cette préférence est indicative, et pouvoir est donné au DN de négocier avec les partenaires et, si nécessaire, de proposer ou accepter un autre nom pour éviter la rupture du FBP. Telle est la décision prise à la 6<sup>e</sup> RN. Mais le problème n'est pas réglé<sup>16</sup>. Pour sauver le FBP, le PT va devoir procéder à un difficile revirement : abandonner la candidature Gabeira, majoritaire dans ses rangs. Comme on pouvait s'y attendre, le choix de Gabeira est jugé inacceptable par le PSB et le PCdoB. Le fonctionnement du FBP n'aide pas à résoudre le problème : Chacun des quatre partis a une voix, et donc le nom de Gabeira se retrouve à égalité : deux pour (PT, PV), deux contre (PSB, PCdoB). Le PT, embarrassé, veut avant tout éviter l'éclatement du Front. Finalement, le meilleur allié du PT pour maintenir en vie le FBP est paradoxalement Gabeira lui-même : à la 6<sup>e</sup> RN à laquelle il est invité, son discours affiche sa volonté d'opposer dirigeants et base du PT et déplaît fortement<sup>17</sup>. Beaucoup de pétistes, même parmi ses soutiens, se détournent de lui. Début juillet 1989, après environ deux mois de turbulences, l'épisode du « Vice » prend fin avec la proposition faite par le PSB de son sénateur *gaúcho* José Paulo Bisol<sup>18</sup>, récent transfuge du PSDB. Le PT et le PCdoB l'acceptent. Le PV renie alors son engagement de soutenir le FBP indépendamment de la question du « Vice » : il quitte le Front et lance la candidature de Gabeira à la présidence.

Cette séquence révèle au moins des côtés « encombrants » manifestés par chacun des partis que le PT parvient à attirer autour de lui : le PCdoB fait des propositions de « Vice » situées hors de la coalition en formation, originaires d'un parti du centre (le PMDB), montrant bien que sa prise de distance vis-à-vis de ce parti n'est pas complète ; le PV affiche un profil anti-lutte de classe en voulant que le PT mette moins d'énergie à critiquer le patronat ; et le PSB montre dans cette affaire à quel point il est important pour lui de « grandir » sur le plan institutionnel en obtenant la candidature à la vice-présidence.

## **2°) Programme et thèmes de campagne**

### **a) La conception du programme de gouvernement**

De par la volonté du PT et la mise en place du FBP, la question du programme de gouvernement prend, dans cette campagne, une importance nouvelle par rapport aux élections antérieures. Ce programme est conçu par le PT, puis discuté avec ses partenaires du FBP. Il est basé sur ce qui apparaît comme les attentes essentielles de la majorité de la population, tout en coïncidant avec les principaux éléments programmatiques des partis de la coalition. W. Pomar note que des centaines de spécialistes et de militants sont mis à contribution pour l'élaboration de ce programme de gouvernement (groupes de travail, séminaires, assemblées générales...) et que le résultat, synthétisé en 13 points, est diffusé à

---

<sup>15</sup> W. POMAR (op. cit. p. 88).

<sup>16</sup> Juste après la 6<sup>e</sup> RN, F. Weffort défend dans la *Folha de São Paulo* une position contradictoire avec la décision prise, et choisit de torpiller la candidature Gabeira. *Em Tempo* de juillet 1989 (p. 3) critique cette attitude.

<sup>17</sup> Idem, p. 89.

<sup>18</sup> Pour L. SECCO (op. cit. p. 135), le fait que Bisol soit avocat a « accru l'image de fiabilité de la candidature » du FBP.

plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, dans un fascicule intitulé « *Brasil Urgente* »<sup>19</sup>. En plus des 13 points, le programme de 1989 inclut des documents plus étoffés concernant 6 domaines : la question agraire ; la question urbaine ; la démocratie ; l'économie ; un document intitulé « société » où l'on trouve des réflexions générales et des engagements dans de nombreux domaines comme les retraites, les femmes, la question raciale, la santé, etc. ; et un « Plan alternatif » global. Ce programme n'est pas anticapitaliste, mais W. Pomar y voit un outil permettant de gouverner pour la majorité du peuple. Son enjeu immédiat est la « modernité », et il est censé frayer le chemin vers une société socialiste. Le programme porté par Lula en 1989, reconnaît-il, contient l'idée d'un « *capitalisme du peuple* »<sup>20</sup>, ou bien l'intention de « *démocratiser le capital grâce à une profonde redistribution des revenus* »<sup>21</sup>.

## **b) Le programme d'action du gouvernement (PAG) et les thèmes mis en avant**

Les 13 points du PAG sont les suivants :

1) Démocratisation de l'Etat : il s'agit notamment, et à la fois de « *stimuler la plus large participation populaire dans les décisions du gouvernement* »<sup>22</sup> ; de « *perfectionner la démocratie électorale et le système de représentation* » et de « *stimuler l'organisation du pouvoir populaire, ouvrant la voie à l'auto-organisation des travailleurs* ».

2) Distribution de revenus : notamment une « *hausse graduelle, effective et permanente du salaire réel minimum* », une « *politique salariale assurant une augmentation des salaires réels et une récupération du pouvoir d'achat* », et un « *rigoureux contrôle des prix* »

3) Dettes extérieures : celle-ci est « *illégitime et impayable* » ; il faut « *rompre les accords avec le FMI* », « *suspendre immédiatement les paiements* », et « *instaurer un audit* » tout en poussant à « *une conférence des pays débiteurs* ».

4) Réforme agraire : le PAG envisage notamment trois moyens pour redistribuer la terre : « *l'expropriation des biens ruraux improductifs, la récupération sans indemnisation des terres prises par 'grilagem' et l'expropriation des terres impliquées dans des conflits* » ; il s'agit de répondre aux besoins des petits agriculteurs et de promouvoir entre autres « *polyculture* » et « *reforestation écologique* ».

5) « Dé-privatiser l'Etat »<sup>23</sup> : c'est notamment « *mettre les services publics et les objectifs du secteur productif étatique au service des travailleurs et de la majorité de la population* »<sup>24</sup> ; « *démonter les machines de corruption* » ; redonner à l'Etat « *son pouvoir de planification* ».

6) Combattre la spéculation : le PAG parle « *d'encadrer le système financier spéculatif et parasitaire* » sous « *différentes formes d'intervention, allant jusqu'à l'étatisation des banques si nécessaire* » ; « *d'amplifier l'action des banques des Etats, en stimulant la création de banques régionales [et de] diriger les investissements vers le secteur productif* ».

7) Capital étranger : sa présence « *doit se subordonner aux priorités de politique économique nationale* » ; « *pour l'accès aux fonds publics et l'action dans des secteurs stratégiques* », le traitement des entreprises étrangères et nationales ne sera pas le même ; et « *des mesures strictes* » seront prises contre « *la fuite des capitaux* »

---

<sup>19</sup> W. POMAR (op. cit. p. 52).

<sup>20</sup> Idem, p. 54.

<sup>21</sup> Idem, p. 55.

<sup>22</sup> 'Os treze pontos do PAG', BN n°44, mai/juin 1989, p. 7 – In PERSEU REVISTA N°8 (op. cit. p. 165). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même document.

<sup>23</sup> Traduction littérale de « *Desprivatizar o Estado* » en portugais. Le PAG condamne ici le fait que l'Etat soit actuellement mis au service d'intérêts privés.

<sup>24</sup> Idem, p. 166.



8) Subordination militaire : il est question de « *subordonner les Forces Armées au pouvoir civil* »<sup>25</sup>, de supprimer le SNI et d'« *étendre les droits [...] de vote et d'éligibilité* » aux militaires de tout grade.

9) Sauver l'Amazonie : il faut « *la pleine souveraineté du pays sur la région* » et le PAG veut « *implanter un nouveau modèle non prédateur qui respecte les peuples de la forêt* ».

10) Politique énergétique : le PAG parle de « *politique énergétique alternative* » et s'oppose « *à tout projet de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires* » ; il veut des « *sources alternatives* » d'énergie, et « *économiser* » celle-ci. On note ici que le PAG ne s'oppose pas au nucléaire civil.

11) Réforme urbaine : il s'agit d'« *investir massivement dans la construction d'immeubles et de maisons populaires et dans l'assainissement de base* », de « *combattre la spéculation et le 'grilagem' des terrains urbains* » ; le PAG parle aussi de « *mettre en valeur les villes petites et moyennes* », notamment avec des emplois et des infrastructures.

12) Politique étrangère : elle doit être « *indépendante et souveraine* » et basée sur les principes « *d'autodétermination des peuples* », et de « *non-ingérence* » ; elle vise une « *intégration économique et culturelle* »<sup>26</sup> de l'Amérique latine et défend la « *solidarité avec les luttes* » pour « *l'autodétermination* », la « *souveraineté nationale* » et la « *démocratie* ».

13) Droits des travailleurs : « *l'engagement fondamental avec la classe travailleuse* » signifie « *liberté d'organisation syndicale* », « *autonomie des organisations de masse* » et « *droit de grève* » selon la volonté des travailleurs.

Comment comprendre le PAG ? Pour W. Pomar, il se fonde sur l'idée d'un changement du rôle de l'Etat dans l'économie, avec réforme du système financier, réforme agraire, « *traitement différencié de la dette externe et de la dette interne* », de nouvelles politiques de régulation du fonctionnement du capital national et étranger<sup>27</sup>. Selon lui, c'est un programme « *pour la majorité de la population [...] Peut-être pas assez radical par rapport à ce qu'attendait cette majorité [...] Nous avons été radicaux pourtant par le contenu de notre programme, mais timides et élitistes dans sa présentation* »<sup>28</sup>. Fort divergent dans son appréciation, A. Ozaí da Silva, citant un article de C.E. Carvalho, évoque un « *programme nettement réformiste, pensé comme un programme réalisable, pour un gouvernement qui se proposait de 'remplir son mandat et réaliser les transformations dans l'intérêt de sa base sociale, mais luttant pour éviter rupture et polarisation irréductibles' [...]; une autre option était l'adoption d'un programme 'délibérément irréalisable, mais qui aiderait seulement les masses dans les ruptures qui inévitablement allaient survenir'. Le PT a opté pour un programme 'réaliste', capable d'assurer la gouvernabilité* »<sup>29</sup>. L'article cité ajoute que ce « *programme de réformes a commencé à être vu essentiellement comme un programme capable de regrouper le front. Une fois de plus, la nécessité de penser en profondeur la relation de ce programme avec nos objectifs de fond perdait de l'importance* ». Ozaí da Silva fait remarquer que « *dans une société comme la société brésilienne, les réformes ont une*

---

<sup>25</sup> Idem, p. 167.

<sup>26</sup> Idem, p. 168.

<sup>27</sup> W. POMAR (op. cit. p. 55-56). Pour les entreprises au capital étranger, il ne s'agit pas de les expulser (on ne peut pas « *fuir du processus d'internationalisation de l'économie* », est-il dit) ; mais « *les multinationales ne [doivent pas être] seules à en profiter* ».

<sup>28</sup> Idem p. 58.

<sup>29</sup> Antônio OZAI da SILVA, 'Nem reforma nem revolução: a estrela é branca', in 'O Partido dos Trabalhadores e a política brasileira (1980-2006) – Uma história revisitada', org. Vitor AMORIM de Ângelo et Marco Antônio Villa, EdufScar, 2009, p. 24. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

*radicalité en soi ; pourtant, en se limitant à la voie électorale, la possibilité même de sa concrétisation est mise en échec ».*

La lecture du PAG inspire quelques réflexions globales. D'abord, s'il est marqué, point par point, par des ruptures avec la situation existante, l'accent est mis sur les aspects les plus dramatiques et les plus immédiats de celle-ci. En ce sens, il possède l'apparence d'un plan d'urgence. Traitant du pouvoir d'achat, de la dette extérieure, de la réforme agraire, il met en avant des points qui ne peuvent pas attendre, car le plus grand nombre en souffre, parfois même en meurt, directement ou indirectement, tous les jours. Il combine ce caractère de plan d'urgence avec des réformes de structures et des choix politiques nouveaux s'échelonnant entre le court et le moyen terme, concernant l'Etat, les droits démocratiques, la réforme urbaine, la politique énergétique, la politique extérieure ou encore l'Amazonie. Mais ces réformes de structures et ces choix ne sont pas ceux de l'anticapitalisme. On saisit que l'ensemble du PAG a de quoi faire hurler les élites, mais de là à leur infliger une défaite historique – à part le fait, plus symbolique, de voir un ex-syndicaliste métallurgiste s'installer au *Planalto* – c'est une autre affaire. En particulier, le programme ne mentionne pas de nationalisations d'entreprises, si ce n'est, comme une éventualité, et pour le seul secteur bancaire ; on ne sait pas comment le gouvernement du FBP compte enrayer la fuite des capitaux ; rien n'est dit sur les médias et leur influence ; et pour l'Armée, il n'est pas précisé comment la faire obéir à la loi du suffrage universel. On perçoit, ici, qu'en voulant limiter la radicalité programmatique (en évitant par exemple de parler de nationalisations), ce programme n'est pas de nature à apaiser les classes dominantes, comme notre narration des menées anti-PT de la campagne Collor et ses relais médiatiques, au chapitre 9, a tenté de l'établir. Le PAG est bien dans une logique « démocratique-populaire », et non anticapitaliste et socialiste, mais on imagine que son application aurait néanmoins précipité de violents affrontements de classes. La question qu'avec la victoire de Collor, l'histoire n'a pas pu trancher, est celle de savoir si le FBP était prêt à les assumer.

### **3°) Une campagne militante et ses aléas**

En 1989, la base militante du PT a déjà acquis une solide réputation de dévouement. Lula cite de mémoire les commentaires admiratifs d'un procureur membre du PFL, et donc opposé politiquement : « *Lula, je n'ai jamais rien vu de tel dans mes 60 ans de vie. Au PFL, au PMDB, au PDS, pour qu'on envoie quelqu'un coller une affiche, on doit d'abord demander combien ça coûte. Au PT, les gamins, les femmes, les hommes ne collent pas seulement une affiche, ils en collent des milliers et ils ne demandent pas un seul cruzeiro pour cela* »<sup>30</sup>. Luiz Gushiken, à l'époque secrétaire de la CEN pour les questions syndicales, déclare à propos des militants du PT : « *aucun parti aujourd'hui au Brésil n'a la structure militante qu'a le PT [...] Je suis absolument convaincu d'une chose : si les militants du PT ont l'audace et la confiance qui ont toujours été notre marque de fabrication, le peuple de ce pays, après les élections, sera un peuple complètement différent, et meilleur* »<sup>31</sup>.

#### **a) Luites et élections**

---

<sup>30</sup> BN n°33, nov.dec.1987-janvier 1988, p.12-13, Article intitulé "*Vamos mostrar que não se brinca com 140 milhões de pessoas*", In PERSEU REVISTA N°8 (op. cit. p. 128).

<sup>31</sup> Article du BN n°45, de juin 1989, "*A militância é nossa melhor arma nas eleições*". In PERSEU REVISTA N°8 (op. cit. p. 177).

Début 1989, les sondages sont favorables à Lula (jusqu'à 16% d'intentions de vote). Mais la tendance se retourne quelques mois plus tard, avec des résultats en chute libre (8% en mai)<sup>32</sup>. Quel est l'impact des luttes, et en particulier de la grève générale de mars 1989 sur ce recul et sur l'attitude du PT? Les avis sont partagés.

En juin, l'espoir d'envoyer Lula au second tour est bien mince, tandis que la propagande des élites bat son plein contre les grèves, les désordres qui leur sont consécutifs, et les liens que le PT entretient avec elles. Rappelons que Lula, après avoir reçu de dures critiques – relayées par le PV – pour « grévisme », réaffirme publiquement son soutien aux grévistes, même si cela devait nuire à son succès électoral. Mais à l'opposé desdites attaques, la direction de campagne et le candidat essuient aussi des critiques acides en sens inverse : en juin, certaines coordinations régionales de campagne reprochent à Lula d'être absent des mouvements sociaux et de ne pas avoir été là lors de la grève générale, et attribuent la chute des intentions de vote à ces absences, tandis que pour d'autres, le parti n'apparaît pas assez en tant que tel et on ne sait pas si la candidature Lula est celle du PT ou du FBP<sup>33</sup>. L. Secco va même plus loin dans ce sens quand il écrit qu'alors que la droite accusait le PT de favoriser la paralysation de l'économie, de provoquer la fuite des capitaux et l'explosion des taux d'intérêts, les « *dirigeants pétistes, au contraire, calmaient les esprits. Dans la grève d'affrontement des ouvriers de l'ABC avec la Police Militaire pauliste, en 1989, c'est la Convergence Socialiste qui a déplacé des militants et a distribué des tracts pour arracher les ouvriers à l'influence de l'Articulation. Le président du syndicat, Vicente Paulo da Silva (Vicentinho), a été battu dans l'assemblée générale de la catégorie* »<sup>34</sup>.

W. Pomar conteste ces interprétations, et écrit au contraire « *qu'à aucun moment Lula et le PT n'ont vacillé dans leur engagement démocratique par rapport au droit des travailleurs de lutter librement pour leurs revendications* »<sup>35</sup>. Il précise que cette défense est un principe, au niveau tant international que national, où la ligne du PT, « *face aux attaques contre le mouvement syndical, a été celle du soutien inconditionnel aux grèves décidées de façon légitime, mais de dénonciation des provocations et de rejet des aventures et méthodes de lutte minorisantes* »<sup>36</sup>. L'auteur insiste sur l'idée que le PT représente véritablement les intérêts des opprimés, et que c'est cela qui gêne profondément les élites, parce que depuis qu'il existe, les travailleurs ne sont plus obligés de voter pour leurs ennemis<sup>37</sup>.

Pour P. Skromov, la grève générale a été très positive pour la campagne pétiste ; selon lui, il fallait juste que Lula et le PT se libèrent des entreprises de stigmatisation, pour revenir aux fondamentaux. Il déclare que les 14 et 15 mars 1989 « *ont envoyé Lula au deuxième tour. Nous avons arrêté le pays. Nous avons paralysé les grandes capitales et les grandes villes ouvrières, industrielles. Une chose difficile à faire dans un pays comme le Brésil. Une grande victoire de la CUT. Et Lula se sentait mal quand il lisait les analyses du marketing*

---

<sup>32</sup> W. POMAR (op. cit. p. 80) observe qu'à cette période, certains instituts de sondages donnaient même 4,5% d'intentions de votes à Lula, contre 13% à Brizola et 40% à Collor.

<sup>33</sup> C'est ce qu'explique W. POMAR (op. cit. p. 81).

<sup>34</sup> L. SECCO (op. cit. p. 136).

<sup>35</sup> W. POMAR (op. cit. p. 60-70).

<sup>36</sup> Idem, p. 70.

<sup>37</sup> W. POMAR (op. cit. p. 41) écrit : « *Le PT attise la haine et la rancœur des élites de l'Empire et de ses représentant dans la presse, au parlement, dans la Justice et au gouvernement. Ce n'est pas par hasard, c'est logique. En se construisant comme parti et en présentant un projet alternatif de société, socialiste et démocratique, le PT porte un coup mortel aux formes traditionnelles par lesquelles les élites maintenaient leur domination. Il ne leur est désormais plus possible d'obliger les travailleurs et le peuple à choisir entre les projets de deux ailes différentes de l'Empire lui-même : les opprimés ont maintenant l'opportunité de choisir une projet qui représente véritablement leurs intérêts* ».

[politique]. Et d'un seul coup, il a chuté dans les sondages. Il a envoyé promener tout ça, il a recommencé à parler le langage auquel nous étions habitués chez lui. Et il a recommencé à grimper »<sup>38</sup>. Il semble que tout ceci reflète bel et bien des divergences au sein du parti.

## **b) Retards à l'allumage : la campagne piétine**

La programmation et l'organisation de la campagne sont définies dans une résolution du DN des 11-12 décembre 1988<sup>39</sup>, précisant trois phases de campagne et les tâches s'y rapportant. La première phase, jusqu'à avril-mai 1989, comprend notamment l'organisation « *immédiate de comités d'Etats et municipaux de la campagne Lula Presidente* »<sup>40</sup>, avec « *campagne massive de financement* » ; un journal de campagne ; la mobilisation d'« *intellectuels, de dirigeants syndicaux, d'artistes* » ; un « *projet de voyages à l'étranger* »<sup>41</sup> du candidat Lula ; la prise de « *contacts avec d'autres forces politiques et personnalités* » afin de mettre en place les alliances, en « *priorisant les contacts avec le PV, le PSB et les PC* » et en utilisant le PAG comme axe central de négociation avec ces partenaires possibles ; et réaliser un point fort et symbolique de campagne au stade de Vila Euclides de São Bernardo. La seconde phase doit démarrer ensuite, avec une « *base militante pétiste déjà mobilisée et engagée dans la campagne dans la phase antérieure* », et culminer avec la RNE du parti, qui doit approuver le PAG, la politique d'alliances et le choix du candidat « *vice* ». Dans cette phase, Lula doit beaucoup voyager dans tout le pays, menant un « *intense débat autour du PAG* »<sup>42</sup>, en étant relayé, dans de nombreux endroits où il ne peut se rendre, par des « *groupes itinérants avec la participation de parlementaires et de dirigeants du PT* ». Il est aussi prévu de lancer un livre de Lula, censé devenir un *bestseller*. La troisième phase doit être marquée par la campagne à la TV, la présentation au pays de « *l'équipe gouvernementale de base* »<sup>43</sup> dans un évènement de grande envergure, et des actions militantes de masse (meetings, manifestations, etc.), avec Lula ou des membres de son futur noyau gouvernemental. Un comité politique de campagne est mis en place, coordonné par Wladimir Pomar, et coiffé par une coordination exécutive<sup>44</sup>.

Malgré ces directives de la fin 1988, et d'autres, malgré le lancement officiel de la campagne à São Bernardo le 13 mai 1989, celle-ci piétine. La CEN publie une note le 29 août, où l'on peut lire : « *prioriser la mobilisation – organiser des comités – descendre dans la rue [...] L'heure est venue d'intensifier la campagne dans les rues, à la porte des usines des écoles, des postes de santé, aux arrêts de bus, et de faire du porte à porte* »<sup>45</sup>. Certes, indique W. Pomar, « *avant même le meeting du 13 mai 1989, nous faisons des efforts pour faire descendre la campagne dans la rue* »<sup>46</sup>. Mais malgré la création, par les militants du PT, de « *comités populaires dans des centaines de villes* » et le « *lancement de la campagne*

---

<sup>38</sup> Notre interview de P. Skromov.

<sup>39</sup> Article intitulé « *Campanha presidencial do Partido dos Trabalhadores : Lula presidente* ». Citée in extenso in PERSEU REVISTA N°8 (op. cit. surtout p. 149-153). Jusqu'à nouvel ordre, toutes les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>40</sup> Idem, p. 149.

<sup>41</sup> Idem, p. 150. En 3 étapes. Avec, en janvier Cuba, le Nicaragua, le Pérou, le Chili et l'Argentine ; en mars l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est, la Suède, la France, l'Espagne et l'Italie ; en mai, les USA, l'URSS et la Chine.

<sup>42</sup> Idem, p. 151.

<sup>43</sup> Idem, p. 152.

<sup>44</sup> Idem, p. 153. Autour de W. Pomar, les noms de autres pétistes retenus pour ce comité sont : José Dirceu, Francisco Weffort, Plínio de Arruda Sampaio, José Genoíno, Benedita da Silva, Hamilton Pereira, Osvaldo Bargas, Ricardo Kotscho, Wander Prado, Virgílio Guimarães, João Machado et Cândido Vaccarezza. On constate une nette majorité de l'Articulation dans ce comité, malgré la présence de José Genoíno, Virgílio Guimarães et João Machado.

<sup>45</sup> Article intitulé « *Só faltam três meses* ». In PERSEU REVISTA N°8 (op. cit. p. 205).

<sup>46</sup> W. POMAR (op. cit. p. 92). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

*Lula dans tous les endroits où c'était possible* », malgré « *des assemblées plénières englobant des soutiens et des sympathisants du parti, pour discuter de l'engagement dans la campagne* », ces efforts n'ont « *pas toujours été couronnés de succès* ». Une « *masse critique* » a pu ainsi s'accumuler pour que la base du parti s'engage, mais la situation ne change qualitativement qu'au mois de septembre 1989. On assiste alors à la mise en route militante du parti. Pour expliquer ce retard à l'allumage, W. Pomar met en avant des raisons d'ordre organisationnel. Il mentionne le manque de continuité dans les travaux du comité politique de campagne, notamment parce que « *les principaux dirigeants du parti qui composaient le comité étaient affairés avec les activités des constituantes des Etats, ou bien directement avec les mouvements sociaux, et bien encore avec le processus de préparation et de réalisation des rencontres ou de conventions des directoires municipaux et régionaux du parti* »<sup>47</sup>. La base militante pétiste ne s'étant pas lancée dans la campagne avant septembre, celle-ci était donc le fait de dirigeants surchargés de travail, qui ne parvenaient pas à mettre en œuvre les décisions. Les difficultés étaient aggravées par le manque de moyens financiers. Sur ce point, W. Pomar et L. Secco se rejoignent. Le premier pointe le fait que la direction de campagne « *ne possédait même pas de siège jusqu'en mai* ». Le second écrit que le FBP avait si peu de ressources financières, que « *le candidat voyageait en avion de ligne ; des militants déployaient des drapeaux rouges dans les rues de tout le Brésil afin que les gens y jettent de l'argent pour la campagne* »<sup>48</sup>.

A partir de septembre, les militants du PT s'impliquent fortement dans la campagne, et pas seulement dans les meetings et manifestations. Il y a aussi une floraison de « *rencontres avec des syndicalistes, des étudiants, des femmes, des jeunes, des handicapés, des Noirs, des intellectuels, des favelados, des catégories professionnelles, des artistes [tous ayant la volonté de devenir] des sujets actifs des changements souhaités par la société brésilienne* »<sup>49</sup>. Malgré cette ferveur, il n'est pas possible de faire campagne dans la plupart des petites et moyennes villes de l'intérieur. Pour W. Pomar, il aurait fallu, dans ces endroits, des « *visites éclairs* »<sup>50</sup> du candidat Lula. Collor l'a fait, et cela a été payant pour lui.

### **c) La bonne surprise du premier tour : analyse détaillée**

Lula termine second avec 16,1% du total des bulletins de vote (y compris blancs et nuls, ce qui correspond à 17,2% des suffrages exprimés)<sup>51</sup>. Quels sont les points forts et les faiblesses, au soir du premier tour? L'analyse montre, par rapport aux élections antérieures, une très faible augmentation des voix pétistes dans les villes petites et moyennes. La carte ci-dessous représente les Etats selon le candidat arrivé en tête au premier tour : Collor, Lula et Brizola. L'avance de Lula sur Brizola est courte, mais largement inespérée<sup>52</sup>. En faisant le tour des régions et des Etats, on constate<sup>53</sup> que le score de Lula connaît des différences

<sup>47</sup> Idem, p. 81.

<sup>48</sup> L. SECCO (op. cit. p. 137).

<sup>49</sup> W. POMAR (op. cit. p. 95).

<sup>50</sup> Idem, p. 96.

<sup>51</sup> Au Brésil, les résultats en % sont souvent donnés non pas par rapport aux suffrages exprimés (*votos válidos*) mais par rapport à l'ensemble des bulletins de vote, y compris blancs et nuls. Les scores donnés ici sont donnés non par rapport aux exprimés, mais par rapport à l'ensemble des bulletins de vote.

<sup>52</sup> Lula lui-même fait exception. Il déclarera deux mois après le 2<sup>e</sup> tour : « *Je n'ai jamais perdu confiance dans le fait que nous puissions aller au second tour [...] Même dans les meetings les plus minables, j'ai toujours pensé qu'au moment où les militants descendraient dans la rue, on irait au second tour [...]. Même quand on avait 5% dans les sondages, j'avais confiance. Je savais que Brizola était très fort dans deux Etats, et nous avions des forces réparties dans tout le pays* ». In André SINGER (coord.). *Sem Medo de Ser Feliz – Cenas de campanha*. Scritta, 1990, p. 96.

<sup>53</sup> En se basant sur un tableau de répartition des votes pour Lula dans les Etats, donné par W. POMAR (op. cit. p.101).

importantes. Il dépasse 20% des voix – en incluant blancs et nuls – dans la plupart des Etats du *Nordeste* (Bahia, Pernambouc, Paraíba, Rio Grande do Norte, Piauí), dans deux Etats du *Norte* (Amazonas et Amapá), et dans une partie du *Sudeste* (Minas Gerais et Espírito Santo). C'est à Brasilia que les résultats sont les meilleurs : Lula est en tête avec 28,2% des voix dans le DF. A l'inverse, les résultats sont très décevants dans le *Sul*, où l'on avait assisté à une percée pétiste aux municipales. Le désenchantement est grand, en particulier, dans le Rio Grande do Sul, où Lula n'a que 6,5% des voix, le score le plus faible de tout le pays ; c'est mauvais aussi dans le Paraná (7,8%) et pas beaucoup mieux dans le Santa Catarina (10,1%).

### **Carte 1 : 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle 1989**



Source : Wikipédia

Autre déconvenue : l'Etat de São Paulo, berceau et bastion du PT, fait à peine mieux que la moyenne nationale, avec 16,8%. Les résultats ne sont pas fameux dans l'Etat de Rio (11,8%). Les chiffres sont mauvais dans l'Alagoas (7,9%), mais ce n'est pas une surprise dans cet Etat dominé par l'oligarchie, dont Collor est le gouverneur. La performance de Lula est moyenne et très contrastée dans le *Centro-Oeste* où la grande réussite de la capitale fédérale se mêle au score moyen du Goiás (15,7%) et aux chiffres faibles du Mato Grosso (9,7%) et du Mato Grosso do Sul (8,5%).

Dans les capitales<sup>54</sup> et grandes villes, on note une augmentation du vote pétiste. Mais pour les capitales, c'est très contrasté. Mise à part Brasilia, le score est impressionnant dans deux grandes capitales du *Nordeste*, Recife (PE), 38,1% ; et Salvador (BA), 39,3%. Il est très bon à Teresina (PI), 32,8% ; ainsi qu'à Belo Horizonte (MG), avec 30,6%. Lula réalise aussi de bons scores dans des capitales du *Nordeste* : 29% à Natal (RN) ; 26,9% à João Pessoa (PB) ; ou même Aracaju (SE) avec 24,6%. Bons scores aussi dans le *Norte* : particulièrement à Belém (PA) avec 25,1%, et Macapá (AP) avec 25,4%. A l'opposé, les chiffres de Porto Alegre (6,4%) confirment la contre-performance de tout le Rio Grande do Sul, avec une particularité : cette capitale est tenue par le PT depuis le début de l'année 1989. Les chiffres de Curitiba (9,9%) sont à peine meilleurs que ceux de tout le Paraná. Mais les résultats de Lula sont aussi assez faibles à Rio (11,9%) et décevants dans la capitale pauliste, où Lula n'obtient même pas sa moyenne nationale, avec 15,2% seulement. D'autres grandes villes du São Paulo donnent aussi des résultats décevants pour Lula : c'est le cas de Santos et de Campinas, où le PT a gagné la mairie l'année précédente.

On peut avancer quelques éléments d'explication. Le premier tient à l'effet de la concurrence entre les gauches, en particulier au poids du brizolisme, très contrasté au Brésil. Brizola a deux points d'ancrage forts : Rio et le Rio Grande do Sul ; par contre, ce candidat est faible, voire quasiment absent du paysage politique ailleurs. Or, tout le monde

<sup>54</sup> Autre tableau fourni par W. POMAR (op. cit. p. 101).

attendait Brizola – et non Lula – au second tour. On saisit qu’il y a eu au premier tour un effet de « vote utile » – utile pour battre les candidats de droite, surtout ceux associés à Sarney par la masse des électeurs – effet d’autant plus défavorable à Lula que l’implantation de Brizola est forte. Ainsi, les points forts de Brizola ont démultiplié cet effet « vote utile » destiné à éviter une dispersion des voix qui aurait pu conduire, dans l’esprit de bien des électeurs, à un duel droite-droite au second tour. A l’inverse, pour prendre par exemple les Etats et capitales du *Nordeste* cités plus haut, ou bien le Minas Gerais, où le PDT et Brizola n’ont pratiquement aucune implantation, Lula réussit bien au premier tour. L’autre élément d’explication est en rapport avec les municipes gagnés par le PT en 1988. En 1989, une partie des électeurs pétistes s’impatiente et voudrait voir se réaliser des changements en sa faveur, tandis qu’une autre partie est déçue par les lenteurs et difficultés rencontrées. Cela contribue à expliquer des résultats insatisfaisants à São Paulo, Campinas, Santos... Enfin, il existe des cas particuliers. Le Ceará et sa capitale, Fortaleza, en sont un : à part l’Alagoas et sa capitale Maceió, sous l’influence du gouverneur-candidat Collor, pas un autre Etat, pas une autre capitale du *Nordeste* ne donnent à Lula des scores aussi bas. Il semble que l’explication du faible résultat de Lula dans le Ceará et sa capitale tienne à la conjonction d’au moins deux faits : la meilleure implantation du brizolisme du *Nordeste*, avec un député fédéral PDT élu au Ceará en 1986 (le seul de toute la région) ; et, à Fortaleza, l’échec aux conséquences durables après 1985 de la première municipalité pétiste dans une capitale, une leçon que l’oligarchie locale a pris soin de marteler dans les années précédentes.

#### d) Le PT et ses alliés du second tour

Très vite après le 1<sup>er</sup> tour naît le Mouvement *Lula Presidente*<sup>55</sup>, qui va être le cadre de campagne du second tour. Il regroupe, en plus du FBP, le PDT, les éléments qualifiés de « progressistes » du PSDB et du PMDB et les autres partis de gauche (PCB et PV). Ces derniers sont les premiers à se manifester en ce sens. W. Pomar évoque très brièvement<sup>56</sup> le fait que certains secteurs du PT, notamment des directions régionales, se plaignaient de certains aspects de la campagne Lula, exigeant que l’on revienne aux origines du PT, avec un discours plus classiste. Ce n’est pas du côté de la DS que l’on trouve ces critiques : celle-ci, en 1989, défend la politique générale des alliances au premier tour, et pointe seulement des risques politiques concernant le second<sup>57</sup>. Dans le journal *O Trabalho*, on voit présentée l’idée qu’il faut, contre le projet de « refondation pétiste » que certains éléments du parti commencent déjà à mettre en avant, « réaffirmer les principes du PT »<sup>58</sup> des origines, notamment l’indépendance de classe et l’organisation en noyaux. En 1989, la CS apparaît comme plus ouvertement critique quant au contenu de la campagne Lula, sur la question de l’indépendance de classe et du socialisme<sup>59</sup>. On trouve aussi, dans la grande presse, des articles expliquant que le discours de Lula a changé au mois de septembre. Pour W. Pomar,

---

<sup>55</sup> *Movimento Lula Presidente*. On reprend ici le nom initial « *Lula Presidente* » d’une campagne, dont W. Pomar est depuis le début le coordinateur national.

<sup>56</sup> W. POMAR (op. cit. p. 119-120).

<sup>57</sup> *Em Tempo*, février 1989, éditorial p. 2, avertit qu’il n’est pas possible « d’établir des alliances de gouvernement avec l’ensemble du PSDB ou du PDT, sous peine de dénaturer le programme [du PT, la position correcte consistant à] combiner la pression en direction de la base de ces partis avec une politique d’alliance plus en direction des secteurs de gauche de ces partis, ou qui ont une relation plus directe avec le mouvement populaire ».

<sup>58</sup> ‘*O Trabalho*’, n° 279, juillet 1989.

<sup>59</sup> Valério Arcary déclare, dans l’interview qu’il nous a donnée : « avec le développement du PT, nous faisons un travail de fraction publique plus dur. Il y avait beaucoup de possibilités de grandir, et nous avons beaucoup grandi dans la campagne – tout le monde a grandi, le PT a grandi – mais avec un travail de fraction, c’était plus clair, on grandissait sur des bases plus solides [...] On a fait un meeting national, dans une grande salle de São Paulo, avec trois ou quatre mille activistes ».

rien de cela n'est vrai, et le discours de Lula n'a pas changé dans la campagne. Il évoque les propos de Lula lors de son voyage aux USA, au cours duquel il déclare devant les patrons américains qu'il « *suspendra immédiatement le paiement de la dette extérieure* »<sup>60</sup>. Il précise aussi qu'à son retour au Brésil, Lula soutient ouvertement les grèves des travailleurs.

Lula, vu son profil et son charisme, a beaucoup d'impact<sup>61</sup>, au point de rallier en meeting Waldir Pires, gouverneur bahianais du PMDB en conflit avec les salariés de cet Etat. Pires n'est pas de gauche ; il se fait huer, mais préfère soutenir Lula que Collor. E. Coêlho narre une anecdote à propos du même meeting : le passage au micro de J.P. Bisol, un discours « *de deux minutes [...] effrayant au début et brillant à la fin* », concluant ainsi, à propos de ses propres mérites d'universitaire et d'avocat : « *Tout ce que valorise la société, tout ce que la société comprend comme étant le nec plus ultra, tout cela, pour moi, est vraiment peu de chose comparé à ce que je ressens en étant candidat à la vice-présidence avec un candidat-travailleur* »<sup>62</sup>. Les anecdotes ne font pas office d'analyse politique sur les partis et personnalités ralliées à la candidature Lula, mais elles témoignent, au-delà de son charisme, du fort impact symbolique de la présence de ce candidat-ouvrier, y compris parmi les élites politiques et intellectuelles. Mais finalement, pour W. Pomar, c'est l'engagement des militants – surtout du PT, mais aussi d'autres partis – qui a permis d'arriver si près de la victoire. Il loue l'abnégation et la créativité des militants pétistes, citant des « *formes de mobilisation originales [comme les] 'blocos Lula' carnavalesques* », des « *meetings festifs monstres* », ou encore de « *vastes fêtes populaires* » les jours de vote, au premier et au second tour.

#### e) Les résultats du second tour

L'écart Collor-Lula est de près de 5 points : 35 089 998 voix (42,75% du total des bulletins de vote, y compris blancs et nuls) contre 31 076 364 (37,86%). Il y a près d'un million de bulletins blancs et plus de 3 millions de bulletins nuls et près de 12 millions d'abstentions. Dans les régions<sup>63</sup>, Lula l'emporte de peu dans le *Sul* (39,97% des votes contre 39,09%) et est devancé partout ailleurs. L'égalité est proche dans le *Sudeste* (42,86% pour Collor, 42,08% pour Lula). Ailleurs, la différence est nette en faveur de Collor : c'est dans le *Nordeste* que c'est le moins vrai (32,77% contre 41,21%), tandis que l'écart est très large dans les régions – peu peuplées – du *Centro-Oeste* (48,82% contre 28,37%) et du *Norte* (48,52% contre 20,29%). On retrouve l'impact d'une implantation différenciée du PT,

<sup>60</sup> W. POMAR (op. cit. p. 114).

<sup>61</sup> Eurlino Coêlho, dans l'interview qu'il nous a accordée, restitue des anecdotes très significatives, en narrant le meeting Lula pour le second tour à Salvador. Il évoque d'abord l'intervention à la tribune de Waldir Pires, rallié à Lula au second tour. Selon E. Coêlho, « *le PT était dans l'opposition à W. Pires dans la Bahia, mais au second tour, W. Pires a soutenu Lula. W. Pires a été hué à ce meeting. Mais il l'a accepté... Une partie du meeting a conspué W. Pires du fait son affrontement avec les fonctionnaires de l'Etat de Bahia ; il avait été un gouverneur très problématique pour les fonctionnaires dans la Bahia. Même Lula a fait part de son mécontentement au 'camarade Waldir'* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>62</sup> Ce laïus, E. Coêlho le restitue ainsi : « *Je m'appelle José Paulo Bisol, je suis avocat, diplômé de droit constitutionnel de l'université X, docteur en droit de l'université Y, j'ai obtenu des diplômes de l'université Z, des certificats de l'OAB à tel endroit'...* ». E. Coêlho ajoute : « *C'était ça son discours, avec une réflexion qui commençait à parcourir la foule, du genre 'C'est quoi cette histoire ? Il est ici pour nous sortir son CV ?'. Et c'est ce qu'il a fait pendant quarante secondes : il a présenté son CV* ». Mais Bisol a conclu ainsi sur ses mérites personnels : « *Et pourtant, rien de tout cela ne peut se comparer à l'honneur, à la fierté que j'ai d'être candidat à la vice-présidence d'un candidat qui est un ouvrier* ». Et E. Coêlho de conclure que « *ce discours qui avait commencé en causant de la stupéfaction, s'est terminé* »... Lui-même ne termine pas sa phrase, mais on peut imaginer la ferveur et l'émotion populaire à la fin de la prise de parole de J.P. Bisol.

<sup>63</sup> Il faut garder présent en mémoire que toutes les régions n'ont pas le même poids électoral, loin de là. Le *Norte*, la région la plus étendue, compte, en 1989, un peu moins de 4,5 millions d'électeurs ; le *Centro-Oeste* en compte à peine plus de 5 millions ; le *Sul* en a environ 13,5 millions ; le *Nordeste* pèse plus lourd, avec plus de 21,5 millions ; mais c'est le *Sudeste* qui a le plus grand poids, avec plus de 37,5 millions d'électeurs inscrits.



avec des nuances importantes : l'influence du PT et de la gauche dans le *Nordeste* a augmenté dans les années 1980 ; le *Sul* montre un fort contraste entre le premier et le second tour (mauvais résultats pour Lula au premier mais une victoire sur Collor au second, paradoxe révélateur de l'impact du brizolisme dans cette région) ; et l'élection de 1989 est globalement décevante dans le *Sudeste*, historiquement un bastion du PT, qui donne – de peu – la victoire à Collor.

Lula gagne le second tour dans les grandes villes et les grands centres ouvriers. Dans les capitales, il obtient ses meilleurs scores à Porto Alegre (RS), avec 66,46% du total (71,9% des exprimés), ainsi qu'à Rio ; les scores de Lula sont en général excellents dans les capitales du *Nordeste*, où il l'emporte partout sauf à Maceió (AL) et Aracaju (SE) ; les résultats sont aussi très bons à Belo Horizonte (MG) et à Florianópolis (SC)<sup>64</sup>. Mais c'est dans les capitales du *Norte* et du *Centro-Oeste* que Lula s'en sort le plus mal, étant partout battu, souvent nettement, sauf à Brasília<sup>65</sup>. A part le *Norte*, où tous les Etats donnent une avance écrasante à Collor, les résultats ne sont pas uniformes au sein de chaque région. Comme au premier tour, le score de Lula est excellent dans le DF (59,4%), nette exception dans un *Centro-Oeste* où ailleurs, Collor écrase Lula.

### **Carte 2 : 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle 1989**



Source : Wikipedia

Dans le *Sul*, c'est contrasté : très mauvais dans le Paraná (26,91% contre 55,36%) ; quasi-égalité dans le Santa Catarina (42,23 contre 42,77%) ; et une nette victoire de Lula dans le Rio Grande do Sul (59,06% contre 26,89%). Ce dernier cas révèle le poids décisif de Brizola et le bon report de ses voix sur Lula. Le même phénomène se confirme, encore amplifié, dans le Rio de Janeiro, où Lula obtient 69,8% (contre 23,69% à Collor), traduisant ici non seulement le bon report des voix brizolistes, mais aussi un net rejet de Collor. Mais il n'en va pas de même dans les autres Etats du *Sudeste*.

La différence est de près de 9 points pour Collor dans le Minas Gerais, et elle dépasse 15 points dans l'Espírito Santo<sup>66</sup>. Surtout, Collor devance Lula de près de 13,5% dans l'Etat le plus peuplé du pays, le São Paulo (50,11% contre 36,43%). C'est la mauvaise surprise<sup>67</sup>

<sup>64</sup> W. POMAR (op. cit. p ; 143) donne les chiffres par rapports aux exprimés : 71,9% à Porto Alegre (RS), 70,2% à Rio (RJ), 64,2% à Florianópolis (SC), 64,2% à Belo Horizonte (MG). Dans le *Nordeste*, il faut noter en particulier 68,4% à Salvador (BA), 63,3% à Recife (PE), puis 59,1% à Natal (RN), 58,6% à Fortaleza (CE) et 57,1% à Teresina (PI).

<sup>65</sup> On voit que dans ces régions (contrairement au *Sul* ou à Rio notamment), où Lula avait bien réussi au premier tour, la réserve de voix était faible, et ce qui était de bons résultats au premier devient de mauvais résultats au second.

<sup>66</sup> Cela malgré ce que note le BN n°48, de février 1990, p.15 ; à savoir que les résultats « démontrent une croissance sensible dans des unités comme le Minas Gerais [et] l'Espírito Santo ». Le BN mentionne aussi un développement des voix pour le PT dans la Bahia, le Pernambuco, l'Amazonas, l'Amapá, le DF, la Paraíba, et le Piauí, où partout le PT a obtenu plus de 20% des voix). Article intitulé "O perfil de Lula nos dois turnos". In PERSEU REVISTA N°8, (op. cit. p. 223).

<sup>67</sup> « Surprise » n'est pas toujours le mot juste. Lula a gardé un très mauvais souvenir de la campagne de 1989 dans le São Paulo, principalement dans la capitale, et pense que c'est là qu'il a perdu cette élection. Il déclare notamment à ce sujet :

de cette élection pour le PT, et vu le poids électoral de cet Etat, ce piètre score dans le berceau pétiste a sans doute fait basculer la présidentielle de 1989 en faveur de Collor, suscitant des discussions dans le parti. Dans le *Nordeste*, enfin, Lula bat Collor dans le Pernambouc (40,09% contre 38,67%), fait presque jeu égal dans la Bahia (33,61% contre 35,94%), et s'en rapproche dans le Rio Grande do Norte ; ailleurs la différence de voix est assez forte en faveur du « chasseur de maharajahs », à commencer par l'Alagoas dont il est gouverneur (avec 56,41% et 17,75% à Lula).

Lula l'emporte dans les grandes concentrations ouvrières : dans le São Paulo, à São Bernardo do Campo, Santo André, Diadema, Osasco, São José dos Campos ; et dans la « Vallée de l'Acier » du Minas Gerais, à Ipatinga, João Monlevade et Timóteo. La carte bicolore (carte 2, ci-dessus) montre la victoire de Lula dans 4 Etats (PE, DF, RJ et RS).

#### 4°) Leçons d'une défaite presque victorieuse

##### a) Témoignages militants

Beaucoup des pétistes de cette époque, aux quatre coins du pays, repensent avec enthousiasme à la campagne de 1989. Moisés Selerges, syndicaliste chez Mercedes à São Bernardo (SP), voit cette campagne comme « *la plus belle jusqu'à ce jour* »<sup>68</sup>. Pour le carioca L. Tenório, elle a été « *la plus fantastique dans ce pays, [...] une campagne extrêmement riche ; on a pu toucher des secteurs de la société qu'on n'imaginait pas pouvoir toucher* »<sup>69</sup>. A Recife, Sônia Santos relève « *l'effervescence, la passion, l'enchantement pour un projet différent, pour un projet populaire* »<sup>70</sup>. Le syndicaliste gaúcho Eitor Machado se remémore une « *campagne bien populaire, bien militante, avec peu de moyens. Mais le peuple était dans la rue* »<sup>71</sup>. Le Bahianais E. Coêlho a vécu cette campagne « *merveilleuse* »<sup>72</sup> comme une « *apothéose* », précisant : « *Ici, le matériel de campagne était fait à la main, par des pétistes et des alliés, les gens qui venaient aux comités y apportaient leurs propres idées et leurs propres contributions ; ils venaient déjà avec des tee-shirts décorés. [...] Nous faisons un tee-shirt pour notre groupe, le groupe Labuta*<sup>73</sup> [...] *Il y avait beaucoup de créativité, beaucoup d'engagement volontaire, beaucoup d'espoir* ». Il revoit le meeting de second tour à Salvador, près du phare de la Barra, avec « *une foule immense, gigantesque [...] un espace très vaste, noir de monde* », ajoutant : « *Je me souviens comment je me suis senti ce jour-là. Il pleuvait une pluie fine, mais le climat parmi les gens sur la place était un climat de fête, de joie, de sourires, de réconciliation populaire* »<sup>74</sup>.

---

« *Je n'ai jamais aimé la campagne à São Paulo. Nous n'avions pas les records habituels, les militants paulistes n'avaient pas la même 'pêche' que dans d'autres endroits, nous étions sur la défensive* ». In A. SINGER (coord) (op. cit. 1990 p. 97).

<sup>68</sup> Notre interview de Moisés Selerges, réalisée à São Bernardo do Campo (SP) le 15 août 2014.

<sup>69</sup> Notre interview de Luiz Tenório.

<sup>70</sup> Notre interview de Sônia Santos, réalisée à Recife (PE) le 27 juin 2014.

<sup>71</sup> Notre interview de Carlos Eitor Machado Rodrigues, réalisée à Porto Alegre (RS) le 5 juin 2014.

<sup>72</sup> Notre interview d'Eurelino Coêlho. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>73</sup> Idem. « *Labuta* » signifie « corvée ; travail ingrat ; travail pénible ». Il dit qu'il y avait une sorte de jeu de mots sur les tee-shirts. Il y était inscrit : « *Lava tua alma, Brasil* » (« *lave ton âme, Brésil* »), et verticalement cela formait les lettres L.U.L.A.

<sup>74</sup> Il se remémore aussi les participants à la tribune, et le discours « *merveilleux* » de Lula, déclarant à peu près à la foule : « *Mes camarades viennent me dire que je dois faire attention à ma propre vie, parce que la bourgeoisie peut vouloir me tuer. Les sondages disent qu'on va gagner cette élection et la bourgeoisie ne va pas admettre un travailleur à la présidence. Mais je dis aux camarades qu'ils n'ont pas à s'en faire, parce que si la bourgeoisie tue ce travailleur-là, ce pays ne manque*

Une nouvelle vague de syndicalistes se forme alors, dont beaucoup viennent grossir les rangs du PT. S. Santos raconte ainsi : « *J'étais jeune et très motivée par l'euphorie de cette envie de transformation. J'ai alors commencé à militer, à participer à des réunions* »<sup>75</sup>. M. Selerges rejoint la commission d'usine de Mercedes et participe à la campagne Lula : « *On allait à tous les meetings à São Paulo avec un groupe de travailleurs de Mercedes, boire des bières et écouter Lula parler. Je crois que ça a fait venir beaucoup de nouveaux militants au PT [...] Après, j'ai adhéré au parti à São Caetano* »<sup>76</sup>. A Rio, le syndicaliste *petroleiro* Abílio Tozini devient pétiste à cette époque, « *invité par des camarades [syndicalistes] de la génération de 1989, tous enthousiasmés par l'élégance oratoire du camarade Lula* »<sup>77</sup>. A Aracaju (SE), Ivan Oliveira de Jesus s'est aussi syndiqué et est devenu militant PT à ce moment : « *En 1989, on y croyait encore, avec cette élection qui a été marquée par une vraie question de classe, la bourgeoisie se trouvant d'un côté avec Collor, et les travailleurs de l'autre* »<sup>78</sup>. Le syndicaliste et historien Marcelo Badaró Mattos était déjà au PT, mais il a renforcé son engagement politique en 1988-1989 : dès lors, il a « *suivi de plus près la vie du parti, les congrès les résolutions, les journaux, les revues, les documents du parti* »<sup>79</sup>.

## **b) Pourquoi pas la victoire ? Premières leçons**

Pour L. Azevedo, une des raisons du « revers »<sup>80</sup> subi en 1989 se situe dans la concomitance de la crise des pays du Bloc de l'Est. Le problème, c'est « *l'identification du socialisme* » avec l'URSS par « *de larges masses, et même par des secteurs de la gauche* », notamment du fait de « *la campagne politique et idéologique menée par les Américains* ». Dans ce cadre, « *quand tombe le Mur de Berlin et que l'Europe de l'Est se brise, [il y a une] campagne massive visant à montrer le désastre qu'étaient le communisme et le socialisme. Et cela a un impact violent [...] Nous, qui étions nés en faisant le choix de la rupture avec tout ce système, nous avons été profondément affectés par la chute du Mur de Berlin et la déstructuration de l'Europe de l'Est – affectés du point de vue de notre état d'âme, de notre disposition [à combattre]* ». Il ajoute : « *Cela a un très fort impact du point de vue politique, idéologique, électoral, et cela a été très exploité pendant la campagne électorale : voter Lula, c'était voter pour quelque chose qui s'effondrait* ». Ce point de vue n'est pas totalement partagé par tous les pétistes de l'époque, du moins quant à la motivation des militants à se battre à fond dans la campagne de 1989. Il est probable qu'une partie des électeurs potentiels du FBP ait été dissuadée de voter Lula du fait de ces événements et de leur exploitation idéologique. Mais il semble que l'impact de ces événements sur le PT se soit surtout fait sentir après cette campagne, dès 1990-1991. Lula pense aussi, mais différemment, que la chute du Mur de Berlin, et surtout l'usage qui en a été fait, ont gêné sa campagne : « *Ce fut une erreur de laisser la bourgeoisie en tirer profit, alors que moralement, nous étions en mesure d'en parler* »<sup>81</sup> Il précise : « *Ce sur quoi nous aurions dû travailler correctement, c'est l'idée que ce qui est mis en cause en Allemagne de*

---

*pas de travailleurs à mettre à ma place et à envoyer à la présidence de la république* ». Et E. Coêlho ajoute : « *C'était ça le PT, pour moi. Ce type de discours, pour moi, définissait le sens de classe, définissait le sens de cette campagne* ».

<sup>75</sup> Notre interview de Sônia Santos.

<sup>76</sup> Notre interview de Moisés Selerges.

<sup>77</sup> Notre interview d'Abílio Tozini, réalisée à Rio de Janeiro (RJ) le 29 juillet 2014.

<sup>78</sup> Notre interview d'Ivan Oliveira de Jesus, réalisée à Aracaju (SE) le 2 juillet 2014.

<sup>79</sup> Notre interview de Marcelo Badaró Mattos, réalisée à Niterói (RJ) le 28 juillet 2014.

<sup>80</sup> Notre interview de Luiz Azevedo. Il utilise le terme portugais « *embate* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>81</sup> A. SINGER (coord.) (op. cit. 1990 p. 106). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

*l'Est ou en Pologne, ce n'est pas le socialisme, mais la forme bureaucratique et le manque de démocratie, qui s'opposent au socialisme. Nous aurions dû tenir ce discours ».*

Deux mois après le second tour, Lula pointe d'autres erreurs qui, ensemble, ont conduit selon lui à ce résultat. Il voit des erreurs d'ordre pratique, comme une mauvaise gestion de l'emploi du temps : le candidat, surchargé de tâches, n'a pas pu bien se préparer au débat du second tour. Il critique aussi le fait d'avoir pris rendez-vous pour ce débat sans se donner la possibilité de reprendre, après coup, certains points délicats à la TV, pendant les émissions électorales gratuites<sup>82</sup>. D'autres erreurs relevées par Lula concernent la stratégie de campagne, comme un meilleur usage des symboles par son adversaire, sur deux points : *« c'est nous les véritables chasseurs de maharajahs, et c'est lui qui s'en est fait la réputation ; c'était nous la véritable opposition au gouvernement Sarney, et c'est lui qui s'en est fait la réputation »*<sup>83</sup>. Lula pense que le PT a *« souvent péché par excès d'optimisme »*<sup>84</sup>, notamment en réagissant insuffisamment aux attaques et mensonges. La droite racontait que Lula *« allait en finir avec les églises non catholiques, que nous allions réquisitionner une chambre aux gens qui en avaient deux, ou une voiture aux gens qui en avaient deux »*. Lula insiste sur le fait que ces ragots ont beaucoup plus d'effet *« sur les couches les plus dépolitisées »* que sur les autres. C'est pourquoi, selon lui, il aurait fallu *« insister beaucoup plus sur cette question »*. Reprenant l'exemple de l'interdiction des religions non catholiques, il dit : *« nous n'avons fait qu'une seule émission de télé sur ce thème, alors que nous aurions dû réaliser plusieurs inserts »*. Pour lui, vis-à-vis des couches les plus défavorisées et les moins politisées, il ne faut pas se contenter de *« réagir à moitié aux ragots »*, mais au contraire ne pas avoir peur de se défendre de façon répétée. Il déclare, plus largement, sur ce segment de l'électorat : *« on n'a pas su trouver les mots qu'il fallait pour ce secteur le plus vulnérable de la société »*, précisant : *« cette couche est manipulée avec le plus de facilité par les moyens de communication, qui vendent une image déformée de Lula, du PT »*. Pour lui, la *« bataille prioritaire »* reste de *« toucher le segment de la société qui gagne le salaire minimum », et « d'aller directement vers ces gens les moins favorisés »*<sup>85</sup>. Finalement, le candidat est convaincu qu'*« en plus des moyens de communication »*<sup>86</sup>, *« ce sont les secteurs les moins éclairés et les plus défavorisés de la société »* qui ont fait perdre le PT en 1989.

Il reste un autre point à évoquer quant au résultat final de l'élection : l'influence des municipes gagnés par le PT un an auparavant. Lula ne bat son adversaire que dans 14 de ces 36 municipes. C'est peu, et cela va valoir des débats et des explications au sein du parti. Dans le São Paulo, c'est pire : sur 11 municipes gagnés en 1988, seulement 3 donnent une majorité à Lula au second tour, tous dans l'ABC : Santo André, São Bernardo do Campo et Diadema, globalement avec 12 points d'avance sur Collor<sup>87</sup>. Là, il y a des difficultés pour le PT dans les municipalités, mais le militantisme syndical pétiste les compense largement. Mais dans la capitale, Lula (avec 37,40%) se retrouve loin derrière Collor (48,92%). Lula perd aussi dans deux grandes villes de l'Etat, conquises en 1988 : Campinas et Santos. Ce

---

<sup>82</sup> Idem. Lula y évoque son emploi du temps p.100.

<sup>83</sup> Idem, p. 96.

<sup>84</sup> Idem, p. 98.

<sup>85</sup> Idem, p. 99.

<sup>86</sup> A ce sujet, Fernando Antônio Azevedo note : *« tous les grands journaux ont pris ouvertement le parti de la candidature Collor (cas de O Globo, O Estado de São Paulo et de la revue Veja) ou ont assumé une position critique (mais sans soutenir explicitement Collor) face à la candidature Lula (cas de la Folha de São Paulo) »*. F.A. AZEVEDO, 'O PT, a imprensa e a cobertura das eleições presidenciais (1989-2006)' apud V. AMORIM (op. cit. p. 229).

<sup>87</sup> C'est précisé dans l'article "A vitória em 14 cidades do PT" du BN n°48, de février 1990, p.15. In PERSEU REVISTA N°8 (op. cit. p. 222). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

sont les mairies pétistes en elles-mêmes qui sont en cause. On le voit à deux indices : le premier, c'est que des villes importantes du même Etat, non pétistes, ont donné une majorité à Lula (Ribeirão Preto, Araraquara, Bauru), ainsi que des cités ouvrières comme Osasco, São José dos Campos ou Jundiaí ; l'autre indice, c'est que, selon la CEN, dans la capitale, les quartiers les plus déshérités, qui avaient voté Erundina en 1988, ont manifesté impatience voire défiance. Dans les trois capitales gagnées en 1988, Lula ne l'emporte au second tour qu'à Porto Alegre, et cela, largement grâce aux voix de Brizola. Les victoires aux municipales n'ont donc pas aidé la candidature de Lula, au contraire. La CEN déclare dès cette époque : « *il est nécessaire de procéder à un profond réexamen des administrations pétistes, des politiques mises en œuvre et des difficultés que le parti a rencontrées en menant la lutte politique à partir de ses administrations* »<sup>88</sup>. Lula a toujours appelé à ne pas surestimer le « bastion » pauliste, y compris dans les municipes gagnés en 1988 : « *il y avait une confiance exagérée chez nous quant aux résultats dans cet Etat. Après le premier tour, on a appelé les maires pour discuter, pour voir quoi faire* ». Il dit qu'il a évité de « *rendre les maires [pétistes] responsables des résultats du premier tour, [étant conscient que grâce à ces victoires aux municipales], nous avons gagné des voix dans la Paraíba, le Rio Grande do Norte, le Pernambouc* »<sup>89</sup>. Mais pour Lula, les administrations pétistes, indépendamment de leurs mérites, ont « *mis les militants sur la défensive* ». Il précise pourquoi : « *on devait se justifier sur les bus, sur les trous dans les rues, sur les ordures ménagères* ».

### c) La campagne de 1989 dans la trajectoire pétiste

L. Tenório estime que « *le parti s'est beaucoup renforcé avec cette défaite, malgré la défaite* »<sup>90</sup>. L. Secco reprend une analyse de F. Fernandes, écrite juste après le deuxième tour : « *Il y a eu une rupture historique qui a séparé le présent du passé et qui exige un avenir qui ne soit pas la reproduction du présent* »<sup>91</sup>. Dans quel sens va cette rupture historique ? Nous avons aujourd'hui un recul qui nous permet de mieux répondre. En tout cas, tant des pétistes maintenus et critiques, que d'ex-pétistes ayant rompu sur la gauche avec le parti, s'accordent à dire que si Lula avait été élu en 1989, c'est une tout autre histoire qui aurait été écrite, notamment que ce qui a suivi l'élection de Lula en 2002. Pour Flávio Fontana, syndicaliste métallurgiste *gaúcho*, « *il s'en est fallu de peu, et ça aurait été un gouvernement pétiste bien différent [de celui de 2014]. Un gouvernement 'pur'* »<sup>92</sup>. Pour lui, l'alliance de 1989 avec le PCdoB et le PSB n'était pas un problème, car « *c'était une alliance clairement dans le camp de la gauche* ». Cyro Garcia explique aussi qu'en 1989, c'était « *un autre PT et un autre Lula. Si le PT avait gagné ces élections, peut-être la réalité du pays serait complètement différente aujourd'hui* »<sup>93</sup>.

Le dirigeant pétiste du MST Jaime Amorim perçoit un changement de cap à partir de 1989 : « *Dans notre interprétation et aussi celle de nombreux théoriciens, le PT change de stratégie, ou plutôt transforme ce qui était de l'ordre de la tactique en stratégie* »<sup>94</sup>. Il précise : « *Construire le socialisme, telle était la stratégie jusqu'à 1989. En 1989, le PT abandonne cette stratégie, et en vient à prendre la décision d'élire Lula à la présidence ; s'emparer du*

<sup>88</sup> Article intitulé "A vitória em 14 cidades do PT", du BN n°48, de février 1990, p.15. In PERSEU REVISTA N°8 (op. cit. p. 221)

<sup>89</sup> A. SINGER (coord.) (op. cit. 1990 p. 97).

<sup>90</sup> Notre interview de Luiz Tenório.

<sup>91</sup> L. SECCO (op. cit. p. 142).

<sup>92</sup> Notre interview de Flávio José Fontana de Souza et André Severo Soares 'Índio', réalisée à Canoas (RS) le 9 juin 2014. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>93</sup> Notre interview de Cyro Garcia.

<sup>94</sup> Notre interview de Jaime Amorim. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

*pouvoir gouvernemental* ». Pour lui, jusqu'à 1989, « *cela était tactique, [...] les élections étaient tactiques* ». Sur le même thème, l'historien Marcelo Badaró Mattos déclare : « *jusqu'à 1989, la perception de gens qui militaient à l'intérieur du Parti des Travailleurs était que l'activité du parti reflétait les mobilisations de masses, les grèves, les manifestations* »<sup>95</sup>. L'activité du PT reflétait bien plus, donc, les luttes sociales, « *que quelque chose qu'on aurait pu mesurer à partir des orientations internes au parti* ». Mais cela, c'était ce qui était perceptible à l'époque. Il ajoute : « *Si l'on regarde cela rétrospectivement, nous pouvons dire qu'il y avait déjà, là-dedans, des germes d'un modèle partisan* » qu'il décrit comme naissant dès 1982 : après les élections de cette année-là, « *il commence alors à y avoir une discussion pour se demander s'il ne faut pas élargir un peu plus l'horizon électoral du PT, s'il n'avait pas un discours trop fermé en direction des classes laborieuses. Mais je pense que cela n'était pas perceptible dans les années 1980 pour les gens qui militaient dans le parti [...]* Jusqu'à l'élection de 1989, la sensation qu'on avait, c'était que le PT grandissait à mesure que progressaient les mouvements sociaux, et la participation politique des classes laborieuses et les élections en étaient un reflet ».

Terminons cette section en empruntant à deux auteurs. Pour V. Pomar, « *les élections de 1989, bien qu'elles soient centrales dans la vie du parti, n'ont jamais été évaluées officiellement. Mais il a été fait un bilan officieux, qui peut être résumé en deux idées-clés : une victoire aux élections présidentielles ne surviendrait qu'en modérant le programme et en élargissant les alliances ; cette modération est inévitable dans une situation mondiale de triomphe du capitalisme et de disparition de l'arrière garde du camp socialiste* »<sup>96</sup>. L. Secco est plus critique : faisant le lien avec les choix de la direction du PT sur la question des tendances et de la représentation des minorités, il évoque la face cachée du PT de la fin des années 1980 : « *dans un cadre semi-démocratique et de concurrence électorale, le succès relatif d'une organisation fondée sur des noyaux de base et sur un discours socialiste abritait son contraire : un parti de l'ordre établi qui faisait taire la voix des radicaux* »<sup>97</sup>.

## **Section 2 : 1994 – d'une victoire certaine à une défaite cinglante**

La campagne de 1994 présente une physionomie très différente de celle de 1989. Si des points communs subsistent dans l'approche des alliances et du programme, leur cours et leur résultat divergent : Lula perd à nouveau en 1994, mais pas du tout comme en 1989.

### **1°) La campagne Lula de 1994**

Le fond du profil pétiste pour la seconde présidentielle a été débattu à la 8<sup>e</sup> RN. La 9<sup>e</sup> RN se réunit à Brasilia entre le 29 avril et le 1<sup>er</sup> mai 1994, à un moment où Lula est donné largement vainqueur de la présidentielle par tous les sondages. Motivée par une forte volonté d'unité interne, nécessaire pour réussir une campagne où le candidat n'appartient pas à la majorité nationale, la 9<sup>e</sup> RN veut le consensus et vote à plus de 80% deux

---

<sup>95</sup> Notre interview de M. Badaró Mattos. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>96</sup> Valter POMAR. *A Metamorfose – Programa e estratégia política do Partido dos Trabalhadores: 1989-2005. Tese de doutorado*, nov/déc 2005, p. 191.

<sup>97</sup> L. SECCO (op. cit. p. 143).

documents visant à organiser la bataille. Le principal s'intitule '*A conjuntura e a campanha*'<sup>98</sup> : il analyse la conjoncture de l'élection et définit notamment une ligne stratégique générale et un cadre d'alliances ; il avance un argumentaire sur de nombreux points de débats qui surgiront dans la campagne, et planifie plusieurs phases dans la construction de celle-ci.

### a) Les alliances et leurs principes

Une résolution de février 1994, se fondant sur les principes énoncés à la 8<sup>e</sup> RN, cite, parmi les acteurs de la société civile avec lesquels une alliance stratégique est recherchée, « *le mouvement syndical et populaire, le mouvement étudiant et la jeunesse, le mouvement des femmes, les secteurs culturels et écologistes, les travailleurs ruraux, les pastorales populaires* »<sup>99</sup>. Quant aux partis politiques, le même texte précise : « *le PT intensifiera en priorité les contacts avec PSB, PV, PCB, PCdoB, PSTU et PPS dans l'objectif de construire dès maintenant avec ces partis un large front de soutien à la candidature Lula et à l'élaboration conjointe du programme démocratique et populaire* ». Il ajoute : « *en même temps la Direction nationale du PT cherchera à élargir cette alliance à des secteurs progressistes et démocratiques du PMDB et du PDT qui sont disposés à ajouter leurs forces à la candidature Lula* ». Le PSDB, qui vise déjà une alliance avec la droite (le PFL en particulier) contre la candidature Lula, n'est plus considéré comme un partenaire possible pour une alliance électorale. A la 9<sup>e</sup> RN, le panorama des candidatures n'est pas encore totalement défini, mais Lula, longtemps seul en lice, semble recevoir un soutien presque unanime à gauche. Brizola ne s'est pas encore déclaré mais sa candidature est fort probable et sera bientôt confirmée. Et le Front en constitution autour de Lula juge « *important de lancer des appels pour qu'il s'aligne sur le camp populaire et démocratique, auquel sa personnalité a été liée pendant tant de décennies* »<sup>100</sup>. C'est que depuis la présidence de Collor, Brizola s'est souvent positionné sur une ligne très à droite.

La 9<sup>e</sup> RN veut « *la construction du plus large éventail d'alliances partisans qui soit possible autour du programme de gouvernement transformateur* »<sup>101</sup> qui vient d'être adopté. Le cercle des partis du camp « démocratique populaire » visés par une alliance autour de Lula est le même qu'en février, même s'il n'est plus question que de « certains secteurs du PV ». Pour, peut-être, élargir cette alliance de premier niveau, il est précisé qu'il est possible « *d'élargir pragmatiquement un tel éventail, en incorporant au Front des secteurs du PSDB, du PDT et du PMDB mécontents des alliances formées par les sommets de ces partis, ou ceux qui suivront la dynamique de croissance de la candidature Lula* »<sup>102</sup>, à condition toutefois d'éviter des « *alliances avec les conservateurs, les exploités et les corrompus* ». Pour assurer la visibilité de cette alliance, le texte compte sur des « *personnalités en vue sur la scène brésilienne [...] : religieux, artistes, intellectuels, juristes, scientifiques, syndicalistes, petits et moyens chefs d'entreprises, sportifs, militaires* », et autres. Notons que même si c'est la gauche pétiste qui est à la direction, l'alliance de classes s'est élargie par rapport à 1989 : on est passé de la recherche d'alliances avec des micros et petits entrepreneurs à celle avec des patrons de PME, ce qui n'est déjà plus exactement la même chose.

<sup>98</sup> L'autre, intitulé '*Carta Eleitoral*', précise les engagements des candidats pétistes pour tous les scrutins de 1994.

<sup>99</sup> BN N°82, début fév. 1994, p. 5. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>100</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 600). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>101</sup> Idem, p. 590.

<sup>102</sup> Idem, p. 591.

Le choix pour la vice-présidence ne recrée pas les difficultés de 1989 : celui qui avait déjà tenu ce rôle 5 ans plus tôt, J.P. Bisol, est acclamé par la 9<sup>e</sup> RN. Peu après, on assiste à une réédition du FBP, auquel on ajoute le « C » de « citoyenneté », thème de campagne majeur. Le FBPC se situe clairement à gauche, comme en 1989, mais en plus large : il inclut cette fois PT, PSB, PCdoB, PPS et PSTU. Le PPS a évolué à la droite de sa matrice, le PCB. Le PSTU, par contre, est un parti de l'extrême-gauche trotskyste.

## **b) Un programme pour une « révolution démocratique » au Brésil**

Emanant de lignes directrices issues d'une commission de coordination chargée de son élaboration après la 8<sup>e</sup> RN, de la CEN puis du DN, et finalement voté à la 9<sup>e</sup> RN, le programme de gouvernement a été conçu comme devant « *exprimer des forces sociales et politiques qui se mobilisent pour sa formulation et sa future mise en œuvre* »<sup>103</sup>. Il reprend le triptyque « *antimonopoliste, anti-latifondiaire et anti-impérialiste* » et dit s'insérer « *dans une stratégie à long terme de construction d'une alternative au capitalisme* ». Le BN de compte-rendu de la 9<sup>e</sup> RN déclare que « *le programme démocratique et populaire s'articule avec des objectifs stratégiques socialistes* »<sup>104</sup>. Le programme est vu comme un outil de participation et de mobilisation populaires, avant et après l'élection. D'après les lignes directrices, ce programme veut incarner une « *révolution démocratique* ». Il vise d'abord à « *démocratiser radicalement l'Etat et la société* », défendre un « *nouveau modèle de développement, centré sur la distribution de revenus et de richesses* ». La lecture du BN révèle que, localement et régionalement, les points faisant le plus débat ont été les mots d'ordre concernant la dette extérieure (avec notamment une offensive médiatique opposée aux « radicaux » du parti), l'avortement (avec une pression de l'Eglise catholique), et le retour sur les privatisations réalisées depuis 1990<sup>105</sup>. A la 9<sup>e</sup> RN, c'est la question du paiement de la dette extérieure qui est la plus délicate, avec finalement un compromis donnant pouvoir au gouvernement « démocratique-populaire » pour « *affronter la question de manière souveraine* »<sup>106</sup>, y compris sous la forme d'une suspension du paiement ; cela contre la volonté des secteurs les plus à gauche du PT, qui voulaient maintenir le mot d'ordre de suspension du paiement.

Par rapport à 1989, les « bases » du programme de 1994 sont bien plus étoffées (239 pages) et traitent d'à peu près toutes les questions (la crise ; politique, démocratie et citoyenneté ; réforme et démocratisation de l'Etat ; « changer la vie » ; écologie et développement ; les transformations économiques). Cela est complété par des fascicules sur l'intégration du Nordeste, la santé, la réforme urbaine, le rôle des PME et le renforcement de la petite production. Regardons ce programme, en le comparant avec les 13 points de 1989.

1) Démocratisation de l'Etat : On retrouve l'accent mis sur la « *participation populaire* »<sup>107</sup> avec l'idée qu'elle est « *aussi importante que les mécanismes de démocratie représentative* », qu'il s'agit de réformer dans un sens plus égalitaire<sup>108</sup>. L'idée est de

---

<sup>103</sup> 'Ecarte especial – Diretrizes para a elaboração do Programa de Governo Lula-94'. Supplément au BN N°78 de fin nov. 1993, p. 1. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>104</sup> BN N° 87 de fin mai 1994, p.4.

<sup>105</sup> BN N° 86 de fin avr. 1994, p. 4-5.

<sup>106</sup> BN N° 87 de fin mai 1994, p. 2.

<sup>107</sup> Bases do Programa de Governo PT 1994. Lula Presidente – Uma revolução democrática no Brasil, p. 18.

<sup>108</sup> Idem, p. 63.



« radicaliser la démocratie ». Mais il y a une différence significative au plan idéologique : le texte parle « d'auto-organisation de la société » et non plus de celle « des travailleurs »<sup>109</sup>.

2) Distribution de revenus : Le principe de « hausse graduelle et permanente du salaire minimum réel » est réaffirmé, et le texte dit qu'il doit doubler « aussi vite que possible »<sup>110</sup>, ce qui est moyennement clair. Il s'agit aussi de créer « un nouveau profil redistributif du revenu national, au travers de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires (surtout des bas salaires) »<sup>111</sup>. On note une « politique de maintien des salaires réels et de rattrapage négocié des pertes de salaires ». Les allocations familiales et de l'assurance-chômage doivent augmenter<sup>112</sup> et un « programme de revenu minimum » dans une optique de citoyenneté doit être lancé<sup>113</sup>. On ne retrouve plus la ferme exigence d'un « rigoureux contrôle des prix » de 1989. Le texte critique FHC pour son Plan qui « libère les prix de tout contrôle »<sup>114</sup> et annonce simplement « la stimulation et le soutien » du futur gouvernement « à l'action citoyenne » notamment « pour le contrôle des prix »<sup>115</sup>.

3) Dettes extérieures : Nous avons noté au chapitre 13 le changement de démarche du PT par rapport à 1989. La suspension immédiate des paiements n'est plus mise en avant ; la dette n'est plus dénoncée comme « illégitime et impayable ». On lit que, « si l'intransigeance des créanciers internationaux est maintenue, [...] le gouvernement suspendra le paiement de la dette »<sup>116</sup>. On observe donc une baisse de radicalité programmatique sur un point fondamental : la capacité à financer les réformes sociales annoncées.

4) Réforme agraire : Très détaillée, elle tient encore une place importante. Il y a un engagement chiffré d'au moins 800 000 familles à installer dans le mandat<sup>117</sup>. On lit que « l'expropriation sera le principal outil utilisé dans la redistribution des terres agricoles ». Et le texte détaille les superficies « expropriables » : 500ha dans le Sul, le Sudeste et le Nordeste, 1000ha dans le Centro-Oeste et 1500ha dans le Norte. Il définit ensuite 5 sous-programmes différents. On voit réapparaître l'expropriation de terres inexploitées, la réquisition de terres publiques ou sujettes à 'grilagem'. Mais W. Hunter remarque que les exploitations agricoles les plus lucratives ne sont pas considérées comme devant faire l'objet d'expropriation<sup>118</sup>.

5) « Dé-privatiser l'Etat » : On retrouve les mêmes idées qu'en 1989. Le combat contre la corruption fait même l'objet d'un point entier du programme. L'accent sur le pouvoir de planification de l'Etat est présent : le texte veut un Etat réformé et fort, capable de planifier et de coordonner le développement »<sup>119</sup>. Et il s'agit de « promouvoir une réforme de l'Etat qui restitue son caractère d'espace public, ce qui nécessite sa dé-privatisation »<sup>120</sup>.

6) Combattre la spéculation : Cette idée est défendue d'une façon moins ferme et radicale qu'en 1989. Le texte ne se réfère plus à un secteur financier « spéculatif et parasitaire » et ne menace plus d'aller jusqu'à l'étatisation des banques. La lutte anti-spéculative passe par une « nouvelle structure du système financier »<sup>121</sup> avec une priorité donnée à « l'action des institutions financières publiques, fédérales et des Etats ». Jusqu'à

---

<sup>109</sup> Idem, p. 18 et 19.

<sup>110</sup> Idem, p. 182.

<sup>111</sup> Idem, p. 176.

<sup>112</sup> Idem, p. 182.

<sup>113</sup> Idem, p. 183-184.

<sup>114</sup> Idem, p. 185.

<sup>115</sup> Idem, p. 21.

<sup>116</sup> Idem, p. 219.

<sup>117</sup> Idem, p. 194.

<sup>118</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 118).

<sup>119</sup> *Bases do Programa...* p. 239. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>120</sup> Idem, p. 19.

<sup>121</sup> Idem, p. 176.

quel point ? Comment ? Il est aussi question de « *contrôle de la société sur ses banques pour éviter leur utilisation irresponsable par des intérêts privés* »<sup>122</sup>. Comment ? Ce n'est pas précisé. Ce point semble plus flou et moins radical qu'en 1989.

7) Capital étranger : On lit: « *l'afflux de capital étranger peut assumer un rôle positif dans la constitution d'un nouveau cycle de développement, dès lors que de telles ressources servent à financer des investissements productifs* ». Il s'agit aussi de « *développer de nouveaux mécanismes de captation de ressources extérieures qui rendent possible l'allongement de la durée de présence de ces capitaux au Brésil, afin qu'ils puissent financer l'augmentation des investissements productifs* »<sup>123</sup>. La modération est nette ici : l'accent n'est plus mis sur les « *priorités de la politique économique nationale* », et il n'est plus fait état de « *mesures strictes* » contre la fuite des capitaux.

8) Subordination militaire : les mots sont plus doux ; plus question de la « *subordination des militaires au pouvoir civil* », mais de la « *conviction que la démocratie suppose la fin de toute tutelle militaire sur la société et sur l'Etat* »<sup>124</sup> et l'idée que « *la politique de défense doit être formulée de façon subordonnée aux objectifs du développement et de la démocratie dans le pays* »<sup>125</sup>. L'idée des droits démocratiques dans l'armée est reprise, mais formulée de façon plus "soff" : il s'agit de « *garantir pleinement tous les droits civiques et politiques des jeunes soldats* »<sup>126</sup>. Le texte ajoute : « *particulièrement quand ils sont impliqués dans des situations dégradantes et des accidents* ». Le SNI avait été supprimé par Collor.

9) Sauver l'Amazonie : La question de la souveraineté brésilienne ne se pose plus comme en 1989. L'Amazonie fait l'objet de tout un projet en 1994. Les considérations sur le modèle non prédateur et le respect des peuples de la forêt sont développées, et s'y ajoutent des considérations et mesures écologiques : il faut « *considérer la biodiversité existant dans la région amazonienne comme un patrimoine qui doit être utilisé et préservé au bénéfice de la population, en reconnaissant immédiatement la forêt à préserver, les réserves indigènes, les réserves d'extraction et les zones de sauvegarde pour la variabilité des espèces et l'évolution de celles-ci* »<sup>127</sup>. La souveraineté au programme est ici pour les Indiens : « *garantir la souveraineté territoriale et culturelle des nations indigènes, en délimitant [...] et en défendant leurs territoires, et priorité pour les Indiens lanomamis* »<sup>128</sup>.

10) Politique énergétique : en 1994, le nucléaire militaire est moins d'actualité qu'en 1989 ; et il s'agit de « *réviser la constitution pour garantir la transparence et le contrôle civil sur toutes les activités nucléaires* »<sup>129</sup> et de « *réaliser un audit complet sur les programmes et projets nucléaires* ». Pour le reste, les termes du PAG sont repris et développés : « *mise en œuvre d'un programme de développement technologique de sources d'énergie alternatives, en allouant des moyens* »<sup>130</sup>. Les économies d'énergie sont une « *priorité gouvernementale* »<sup>131</sup>, notamment en « *explorant des formes alternatives de satisfaction d'un même besoin avec une moindre dépense d'énergie* »<sup>132</sup>. La politique énergétique occupe une place importante dans le programme, qui veut « *revenir sur les processus de privatisation,*

---

<sup>122</sup> Idem, p. 220.

<sup>123</sup> Idem, p. 221.

<sup>124</sup> Idem, p. 76.

<sup>125</sup> Idem, p. 77.

<sup>126</sup> Idem, p. 44.

<sup>127</sup> Idem, p. 237-238.

<sup>128</sup> Idem, p. 238.

<sup>129</sup> Idem, p. 164.

<sup>130</sup> Idem, p. 163.

<sup>131</sup> Idem, p. 159.

<sup>132</sup> Idem, p. 161.

en annulant ceux qui ont été frauduleux ou nuisibles au pays »<sup>133</sup>. Au final, pas de changements radicaux sur ce point par rapport à 1989.

11) Réforme urbaine : Ce point est détaillé dans un ensemble intitulé « politique urbaine et régionale ». Il reprend l'idée de construction de logements populaires et définit le financement d'un « *Fonds national pour le logement populaire* »<sup>134</sup> à cette fin. Il s'agit d'assurer son « *caractère social, avec des subventions aux familles à bas revenus* ». Le texte ne vise pas explicitement le 'grilagem' des terrains urbains, mais veut « *combattre l'usage spéculatif des terrains* »<sup>135</sup>. L'assainissement fait l'objet d'objectifs chiffrés : l'eau courante pour 100% en zone urbaine et 60% en zone rurale en 4 ans<sup>136</sup> ; pour l'évacuation des eaux usées et des déchets, l'objectif est de « *répondre aux besoins de 70% de la population urbaine [...] et de 30% de la population rurale* ».

12) Politique étrangère : on retrouve la plupart des axes définis en 1989 : défense de « *la souveraineté nationale et de l'autodétermination* »<sup>137</sup>. S'ajoutent d'autres considérations : « *la lutte pour la paix, le respect des droits de l'homme, la sauvegarde de l'environnement, de profonds changements dans l'ordre économique international (particulièrement les organismes comme le FMI, la Bird, etc.) et la démocratisation de tous les organismes internationaux, en particulier les Nations Unies* ». L'Amérique latine reste une priorité, avec des « *programmes larges d'intégration en matières économique, politique, éducative, scientifique, technologique et culturelle* ». Dans les conflits internes ou internationaux, le Brésil veut intervenir pour « *des solutions négociées* »<sup>138</sup>, sur la base de « *respect de la souveraineté et des droits de l'homme* ». Il est fait mention du « *droit des peuples à se rebeller contre des régimes injustes dans l'objectif de la paix et de la démocratie* », mais on ne retrouve pas la tonalité internationaliste et classiste de « *solidarité avec les luttes* » populaires qui prévalait en 1989.

13) Droits des travailleurs : Pas de changement, même si ce point n'est pas mis en avant explicitement comme en 1989. Le texte se fonde sur « *les principes consacrés par l'OIT* »<sup>139</sup>.

En synthèse, ce tour d'horizon autour des 13 points de 1989 nous permet de tirer les enseignements suivants : le PT de 1994 fait encore campagne avec un programme clairement défini à gauche, plus complet qu'en 1989 mais d'une moindre radicalité. La plupart des propositions sont maintenues. Mais la stratégie sur la dette extérieure est moins combative, et les propositions face aux capitaux étrangers, ou à la spéculation, sont plus floues, moins tranchées. De manière très générale, la tonalité est beaucoup moins classiste qu'en 1989. Lula est présenté comme le candidat du « *peuple* », et non plus celui « *des travailleurs* ». L'accent est mis sur la sortie de la sous-alimentation et de la misère pour des dizaines de millions de Brésiliens et sur le développement d'un marché de consommation de masse. Les maitres-mots de ce programme sont « *citoyenneté* » et « *démocratie* ».

### c) Thèmes et arguments de campagne

Parmi les thèmes à mettre particulièrement en avant, la « *lutte pour les réformes* »<sup>140</sup> tient une place de choix, et le vaste programme élaboré doit jouer un grand rôle : « *Nous*

---

<sup>133</sup> Idem, p. 160.

<sup>134</sup> Idem, p. 115.

<sup>135</sup> Idem, p. 119.

<sup>136</sup> Idem, p.124.

<sup>137</sup> Idem, p. 72.

<sup>138</sup> Idem, p. 73.

<sup>139</sup> Idem, p. 49.

donnerons priorité au débat programmatique parce que ce sera vital pour la victoire et le succès du Gouvernement Lula que des millions de Brésiliens lèvent les drapeaux de la réforme agraire, de la distribution de revenu, de la reprise de la croissance économique sur un nouveau modèle, de l'éradication de la misère, de la révolution éducative et de la récupération des services publics ». Ce contenu doit être résumé en un « noyau d'idées forces facilement assimilables même par les Brésiliens peu ou jamais scolarisés. Emploi, salaire décent, nourriture, terre, maison, école, santé, prison pour les corrompus, fin de la violence » sont des thèmes clés de la campagne. Le problème de la corruption, avec la multiplication des scandales les années précédentes, donne un avantage comparatif au PT et à Lula, qui apparaissent comme propres et différents : « *comme la sensibilité du pays face au problème de la corruption est indiscutable aujourd'hui, cette différence devient mortelle pour nos adversaires dans la bataille... D'où l'importance d'empoigner le drapeau de la moralité publique* »<sup>141</sup>. Relevons ici une erreur qui n'est pas sans importance : FHC, lui non plus, n'apparaît pas comme un corrompu ; Lula n'est pas le seul en lice à sembler honnête. Le PT veut aussi retourner l'argument fallacieux des élites sur la « modernité » (synonyme, à les en croire, de néolibéralisme), en expliquant que « *la modernité, c'est garantir une assiette de nourriture à chaque Brésilien, et exiger des droits de citoyenneté pour les 32 millions de misérables qu'a générés le développement capitaliste au Brésil, c'est empêcher que des entreprises efficaces, comme la Petrobrás, fruit de 50 années d'investissements publics, ne soient livrées pour une bouchée de pain à des groupes privés* »<sup>142</sup>.

La résolution nourrit l'espoir qu'il est possible de convaincre le patronat que la politique voulue par Lula est aussi de leurs intérêts : « *Notre campagne doit montrer aux chefs d'entreprise que la reprise de la croissance et la construction d'un puissant marché de consommation [que le PT veut doubler] seront plus attractifs que les taux d'intérêts des banques suisses* »<sup>143</sup>. La probité du nouveau gouvernement est aussi mise en avant : « *un gouvernement à la moralité indubitable aura l'autorité [...] pour faire appliquer la loi, pas seulement en encadrant les fraudeurs du fisc, mais tous ceux qui se consacrent à la contrebande de devises* ». Finalement, il s'agit de convaincre les patrons « *qu'il n'y a pas de meilleures conditions de gouvernabilité que quand est élu un président profondément identifié avec la vie du peuple, disposé à satisfaire ses aspirations les plus profondes, et quand le peuple s'organise pour soutenir les réformes proposées* »<sup>144</sup>. Même si cela peut paraître illusoire, ce n'est sans doute pas sans lien avec le changement de tonalité décelé plus haut, par rapport à 1989. Qu'ils soient conçus comme tactiques (afficher un certain angélisme), ou qu'ils révèlent une vraie volonté de convaincre une partie des capitalistes – sans doute ces deux aspects coexistent-il alors dans le PT – les chefs d'entreprises sont intéressés par une large augmentation du marché, mais pas au prix d'une hausse importante des salaires. Ensuite, les chefs d'entreprises ne sont pas tous à égalité face à la corruption, mais celle-ci est tellement endémique que les patrons brésiliens ont appris à faire avec. Et certains, dans divers secteurs, en sont des rouages essentiels. Enfin, peut-on réellement croire que les chefs d'entreprises verront d'un bon œil l'organisation et la participation du peuple aux décisions d'un gouvernement Lula ? Ces passages sont intéressants, car bien que la direction du PT soit majoritairement constituée de sa gauche, les idées présentées ici

---

<sup>140</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 586). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>141</sup> Idem, p. 593.

<sup>142</sup> Idem, p. 597.

<sup>143</sup> Idem, p. 594.

<sup>144</sup> Idem, p. 595.

s'opposent à ce que disait le parti en 1989 : il s'attendait alors à du sabotage économique de la part des patrons et reconnaissait clairement que les avancées sociales proposées étaient contraires aux intérêts de ces derniers, ou au moins d'une majorité d'entre eux.

#### **d) Le style de la campagne**

Dès 1993, la volonté exprimée par le PT est celle de reproduire en 1994 une campagne de masses, comparable à celle de 1989. C'est en partie dans ce cadre que se situe la mise en place des Caravanes de la Citoyenneté. Lula, avec d'autres, a tiré de 1989 la leçon qu'il faut se rendre dans les petites villes et les endroits reculés. Dès 1993, 5 Caravanes de la Citoyenneté lui permettront de parcourir plus de 40 000 km, 359 municipes et 26 Etats, entouré de dirigeants politiques et syndicaux, de techniciens et de spécialistes divers, afin de dialoguer avec le peuple. Il s'agit aussi de permettre une meilleure connaissance des réalités profondes du pays avant la victoire probable de 1994. Lula rencontre « *travailleurs ruraux, colons, ouvriers, mineurs, maitresses de maison, orpailleurs, fonctionnaires, maires, conseillers municipaux, commerçants, chefs d'entreprise et exploitants agricoles* »<sup>145</sup>... Accompagné dans son périple par le journaliste Alexandre Medeiros, des derniers jours de mai à la fin de sa campagne, Lula traverse une grande variété de contrées, du berceau pétiste de São Bernardo à son dernier discours de candidat, à Recife : il avale la poussière du *sertão* bahianais à une assemblée fluviale improvisée avec des pêcheurs miséreux du Rio São Francisco ; échange au sujet d'épineuses questions de mœurs avec des protestants « colloristes » près de Brasília ; parle réforme agraire et politique agricole avec des sans-terre du Rio Grande do Sul, et près de Marabá (PA) où sévit la séculaire violence de l'élite latifondiaire ; défile sur les plages chic de la Zone Sud de Rio ; s'adresse à une foule misérable et enthousiaste à Teresina (PI) ; ou encore dialogue en public avec un enfant des rues de São Paulo. Lula se révèle un peu mieux. L'une des impressions transmises par le livre de ce journaliste est que Lula n'est certainement jamais meilleur communicant que lorsqu'il joue sur la corde de l'émotion, et quand il parle au peuple un langage simple et évocateur, comme pour raconter sa vie d'enfant pauvre du *Nordeste*. Ou lorsqu'il se bat contre les préjugés de classe, comme dans la nuit fraîche de Juiz de Fora (MG) : « *Je sais qu'il existe un préjugé contre moi. Mais l'élite sait que je suis un gagneur. Un enfant nordestin qui n'est pas mort de faim avant cinq ans a déjà gagné dans la vie. Un Nordestin qui est débarqué d'un 'pau-de-arara'*<sup>146</sup> à São Paulo, pour fuir la sécheresse, et qui n'est pas devenu un marginal, est un gagneur. J'ai appris une profession, créé un parti et aidé à créer une centrale syndicale. L'élite sait que je suis un gagneur »<sup>147</sup>. Les thèmes de la lutte contre la pauvreté, des salaires, de la santé, de l'école, et surtout de la réforme agraire, élément central de la campagne, sont présents dans les rencontres avec le peuple brésilien des profondeurs, avec cette capacité du candidat à toujours rester simple et concret.

Selon Rui Falcão, les caravanes « *révèlent que la population est désenchantée des politiciens et du style traditionnel de la politique, et nourrit une grande espérance en Lula. Les discours de Lula correspondent à cette expectative : s'attaquer aux problèmes immédiats, nourriture, santé, fin de la corruption, logement* »<sup>148</sup>. Il précise que ces caravanes « *n'ont pas un contenu à proprement parler électoral. La campagne électorale est marquée*

---

<sup>145</sup> Idem, p. 596.

<sup>146</sup> Voir glossaire.

<sup>147</sup> Alexandre MEDEIROS, "Nos Bastidores da Campanha – Luiz Inácio Lula da Silva, Crônica de um Sonho", Editora Objetiva, 1994, p. 81.

<sup>148</sup> In *Em Tempo*, N° 274 du 27/04/1994, p. 7. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

par le meeting. Les caravanes rendent possible un dialogue et un contact différent. Nous sommes en train de fixer l'image d'un candidat courageux, au côté des pauvres, honnête, et dont les mots d'ordre correspondent au peuple et au PT ». Les caravanes créent aussi un « bouillon de culture » propice à la formation de comités Lula, conçus comme bien plus larges que le PT ou même le Front. Le comité Lula national est lancé le 12 juin, et selon G. Carvalho, qui fixe un objectif de 30 000 comités<sup>149</sup> dans tout le pays à la fin juillet, « un comité doit avoir pour fonction de distribuer du matériel de campagne, d'informer et aussi de discuter le programme de gouvernement, la campagne et la conjoncture »<sup>150</sup>, à partir d'un matériel national. Il n'existe pas de cadre formel contraignant pour ces comités : même s'ils peuvent s'appuyer sur le PT et les partis du FBPC, place est donnée à la créativité. Les comités populaires sont aussi vus comme les embryons de futurs noyaux de soutien au gouvernement. Sont aussi prévus des comités sectoriels dans les Etats et les villes et centralisés à São Paulo (des comités syndicaux, religieux, jeunes, 3<sup>e</sup> âge, santé, éducation, sport, femmes, gays et lesbiennes, du mouvement noir ou indigène...).

Hormis les caravanes, la campagne a été conçue en trois phases : la phase 1 démarre avec l'annonce de la candidature Lula le 1<sup>er</sup> mai et se clôt avec l'accord des partenaires constituant le Front. La seconde commence alors, en juin, centrée sur l'implantation de structures de campagne, en particulier des comités, et la création du matériel de campagne ; et va jusqu'à la campagne TV gratuite en septembre, mais doit gérer deux moments : avant et après la Coupe du Monde de football. Après celle-ci et le début de la campagne à la TV, il s'agit de faire le lien avec de grandes mobilisations sociales. Il est alors prévu de descendre dans la rue et de lancer « la Grande Caravane de la Victoire avec meetings, manifestations à pied ou en voiture, tractages, porte à porte, occupation des avenues des grandes villes, théâtre de rue, présence dans les écoles, les usines, les magasins, les bureaux »<sup>151</sup>, etc.

Le PT comprend « qu'il est fondamental d'engager notre base sociale organisée dans cette bataille »<sup>152</sup>, tout particulièrement, les syndicats. Il veut une campagne « polarisée ». Déjà échaudé par les élections antérieures et surtout celle de 1989, il veut se « préparer à un véritable climat de guerre »<sup>153</sup>. Pourquoi cela ? Parce que « la polarisation tend à être une des marques principales de la bataille. Des adversaires puissants auront recours à tous les moyens à leur disposition – légaux et illégaux, vrais et faux, éthiques et immoraux – pour tenter d'empêcher notre victoire ». La polarisation veut s'appuyer sur « l'affirmation de la différence. Ce sera la confrontation de l'honnêteté contre la corruption »<sup>154</sup>... Ici encore, le PT ne saisit pas que le principal adversaire, FHC, n'a pas une image de politicien corrompu. Au-delà, le PT veut que cette polarisation signifie une lutte « idéologique, parce qu'il reste peu d'armes aux adversaires, si ce n'est le recours à de vieilles manipulations idéologiques. Elle sera idéologique également, dans le sens de montrer clairement qui gagne et qui perd avec les politiques du gouvernement Lula ». D'où le fait que le programme soit conçu comme un outil fondamental. Pour soutenir cette polarisation, enfin, il est « nécessaire de générer un climat contagieux de mobilisation populaire, à l'échelle nationale »<sup>155</sup>. En matière de coups

---

<sup>149</sup> Un autre article du même BN parle de 10 000. Erreur ou diminution éclair des objectifs ?

<sup>150</sup> BN N°89, juillet 94, p. 2, article intitulé « Os comitês populares e a campanha Lula ».

<sup>151</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 605). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>152</sup> Idem, p. 589.

<sup>153</sup> Idem, p. 585.

<sup>154</sup> Idem, p. 586.

<sup>155</sup> Idem, p. 587.

tordus, la résolution a vu juste. L'attaque des adversaires s'en prend en particulier à J.P. Bisol, accusé en juin, dans les médias, à la fois d'amendements parlementaires frauduleux dans son intérêt personnel, et de retraite spéciale indue. Des accusations qui ne seront jamais prouvées. Lula, convaincu de l'honnêteté de Bisol, ne peut pas le garder comme « vice ». Il est remplacé par Aloizio Mercadante, économiste de l'Articulation.

Le PT veut donc refaire une campagne du même style qu'en 1989 : polarisée, militante, idéologique, basée sur la conscientisation et la mobilisation de millions de gens. Néanmoins, note P.F. Ribeiro, en comparaison de la première présidentielle de Lula, il apporte plus de soin aux programmes de radio et télévision ; il rechigne moins à faire usage des études d'opinion. Et on trouve plus de professionnalisme dans l'organisation de la campagne, même si la coordination nationale de campagne reste entre les mains de la CEN<sup>156</sup>. Avec plus d'élus qu'en 1989, le PT dispose de plus d'argent. Mais face à FHC et aux sommes considérables que lui fournissent les élites, le PT reste un parent pauvre de la présidentielle. W. Hunter remarque que les premières affaires de fonds secrets du PT remontent à 1994 : « *Paulo Okamoto, un proche de Lula et trésorier du parti dans les faits, a approché un certain nombre de maires du PT pour s'informer sur les sociétés prestataires de services de leurs municipes respectifs. L'objectif était de les solliciter pour de l'aide en montant un réseau de contribution à une caisse noire pour financer la campagne Lula de 1994* »<sup>157</sup>. Enfin, au niveau de la couverture médiatique des candidats, on note entre 1989 et 1994 une différence et une ressemblance. F.A. Azevedo observe qu'« *au contraire de 1989, la télévision et la radio ont été soumis à une forte et restrictive réglementation électorale visant à assurer aux candidats un traitement égalitaire pendant la campagne* ». Cependant, le PT et Lula sont quand même lésés, car « *toute la grande presse soutenait pratiquement sans restriction le Plan Real, et ainsi, favorisait indirectement le candidat 'toucan'* »<sup>158</sup>.

## 2°) La défaite : pourquoi ? comment ?

Le 3 octobre, les résultats sont cinglants : Lula obtient la moitié des voix de son rival 'toucan', élu au premier tour. Le PT essaie de présenter cela sous un jour moins négatif. Certains se consolent avec l'augmentation des suffrages obtenus au premier tour par rapport à 1989. Commentant le tableau 29 (ci-dessous, en % des inscrits), M. Sokol écrit que « *le 'phénomène' FHC, finalement, n'a pas eu beaucoup plus d'un tiers des voix. Malgré nos erreurs, le Plan Real et la campagne anti-Lula [...] il n'a pas eu vraiment plus que ce tiers des voix. Cela parce qu'un autre tiers n'a voté pour personne* »<sup>159</sup>. Certes ! Mais quelques mois auparavant, on s'attendait à des chiffres plutôt inversés entre FHC et Lula...

### a) Un résultat sans appel

L'échec est flagrant, comme l'illustrent les tableaux 29 et 30 et la carte 3 ci-dessous.

---

<sup>156</sup> Pedro Floriano RIBEIRO (op. cit. 2008 p. 113).

<sup>157</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 120).

<sup>158</sup> F.A. AZEVEDO apud V. AMORIM (op. cit. p. 230). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>159</sup> BN N° 89, oct. 1994, p. 4.

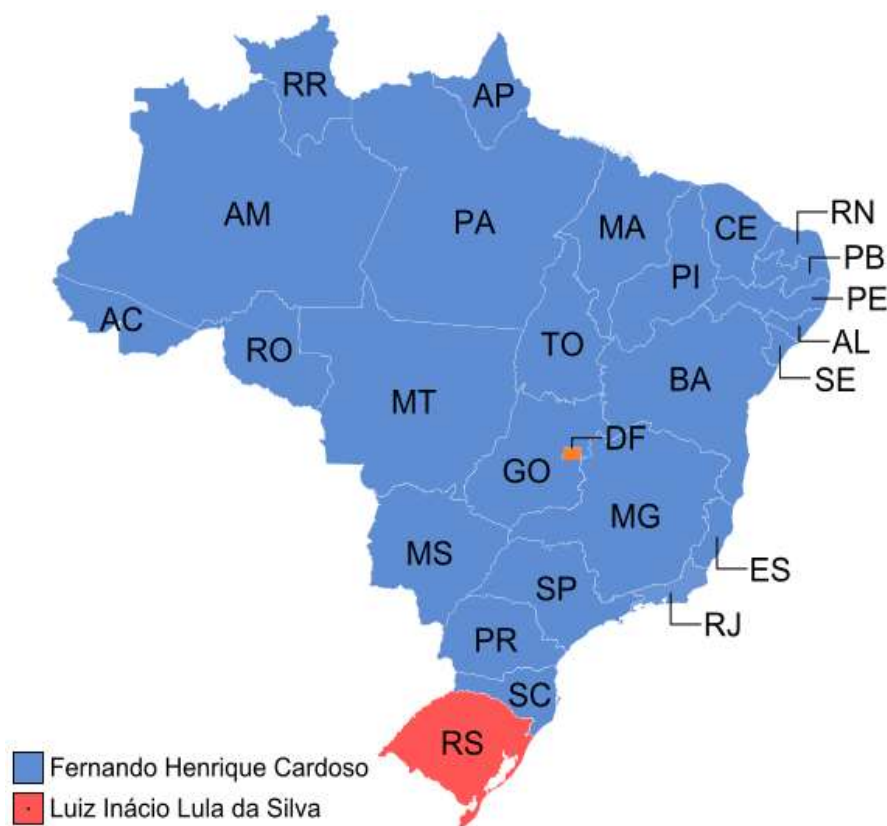
Tableau 29 : Résultat national des élections présidentielles 1994 (FHC, Lula et autres) en % des inscrits.

Candidats	Suffrages	% inscrits	% inscrits	% votants	% exprimés
FHC	34 374 308	36,2%	36,2%	44,1%	54,3%
Lula	17 124 850	18,1%	30,5%	22,0%	27,0%
Autres	11 828 665	12,4%		15,2%	18,7%
<b>Blancs et nuls</b>	14 639 459	15,5%	33,3%	18,8%	
<b>Abstentions</b>	16 811 106	17,8%			
Total électeurs	94 782 719	100,0%	100,0%		

Source : Notre conception à partir du *Boletim Nacional* du PT N°89, p. 4

La carte 3 (ci-dessous) fait apparaître une écrasante domination de FHC en termes de nombre d'Etats. Lula n'est en tête que dans deux Etats : DF et RS. Brasilia confirme le bon résultat de 1989, et le Rio Grande do Sul s'affirme comme un bastion du parti résistant à la tempête. Dans le *Nordeste*, Lula fait mieux que la moyenne et qu'en 1989 ; dans certains Etats de cette région (Bahia, Pernambouc, Piauí), il obtient environ les deux tiers des voix de FHC. Le temps passé par Lula et ses Caravanes dans la région, et le programme de développement spécifique publié et popularisé n'y sont sans doute pas pour rien. Mais le PT est face à des résultats calamiteux dans l'ensemble des Etats du *Norte* (à l'exception partielle du Pará) et du *Centro-Oeste* (sauf le DF), des points faibles déjà repérés en 1989.

**Carte 3 : unique tour de la présidentielle 1994**



Source : Wikipedia



Le tableau 30 (ci-dessous) montre que FHC est vainqueur dans toutes les régions. Le score de Lula est médiocre dans le *Sudeste*, et supérieur à la moyenne nationale dans le *Sul* et le *Nordeste*. La déception est grande dans la région *Sudeste*, et particulièrement les deux points forts de l'organisation pétiste : l'Etat pauliste, berceau du parti, où Lula obtient moins de la moyenne nationale; et le Minas Gerais où il est humilié par son retard sur FHC.

**Tableau 30 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula et de FHC en 1994**

Région / Etat	FHC		Lula	
	Nb suffrages	% des exprimés	Nb suffrages	% des exprimés
Acre	90 132	54,01%	39 656	23,76%
Amapá	76 397	59,11%	34 623	26,79%
Amazonas	419 742	60,50%	161 390	23,26%
Pará	809 793	54,53%	453 794	30,56%
Rondônia	259 418	63,36%	89 838	21,94%
Roraima	60 693	71,64%	11 575	13,66%
Tocantins	234 699	68,03%	54 989	15,94%
<b>Norte</b>	<b>1 950 874</b>	<b>58,87%</b>	<b>845 865</b>	<b>25,52%</b>
Alagoas	525 036	76,18%	84 929	12,32%
Bahia	1 951 179	52,40%	1 310 923	35,20%
Ceará	1 517 698	61,19%	669 425	26,99%
Maranhão	785 417	62,25%	292 057	23,15%
Paraíba	761 876	63,05%	311 142	25,75%
Pernambuco	1 381 756	53,81%	949 865	36,99%
Piauí	476 404	51,51%	296 077	32,01%
Rio Grande do Norte	606 681	64,29%	227 252	24,08%
Sergipe	270 984	47,37%	211 320	36,94%
<b>Nordeste</b>	<b>8 277 031</b>	<b>57,59%</b>	<b>4 352 890</b>	<b>30,29%</b>
Distrito Federal	315 106	38,69%	364 541	44,76%
Goiás	1 171 550	67,48%	322 907	18,60%
Mato Grosso do Sul	512 527	63,59%	179 296	22,25%
Mato Grosso	495 956	64,29%	147 307	19,10%
<b>Centro-Oeste</b>	<b>2 495 139</b>	<b>60,45%</b>	<b>1 014 051</b>	<b>24,57%</b>
Espírito Santo	714 958	60,04%	331 798	27,86%
Minas Gerais	4 536 780	64,82%	1 532 740	21,90%
Rio de Janeiro	3 102 664	47,18%	1 689 772	25,69%
São Paulo	8 679 287	55,74%	4 205 530	27,01%
<b>Sudeste</b>	<b>17 033 689</b>	<b>56,15%</b>	<b>7 759 840</b>	<b>25,58%</b>
Paraná	2 382 093	60,33%	898 231	22,75%
Rio Grande do Sul	1 422 390	29,57%	1 610 379	33,48%
Santa Catarina	789 001	33,20%	630 999	26,55%
<b>Sul</b>	<b>4 593 484</b>	<b>41,25%</b>	<b>3 139 609</b>	<b>28,19%</b>
Brésiliens de l'étranger	14 744	55,22%	9 872	39,97%
<b>Total Brésil</b>	<b>34 364 961</b>	<b>54,28%</b>	<b>17 122</b>	<b>27,04%</b>

Source : Notre élaboration, à partir du site du TSE (Tribunal supérieur électoral), mise à jour mai 1999.

## b) Illusions pétistes et mauvaise appréciation de la situation politique

Il reste à expliquer le cours étonnant et brutal de la campagne, et cette douloureuse défaite. Une première erreur, majeure, a été pour le PT de considérer que la victoire était presque acquise. On le remarque à de nombreux signes. On note une forme de suffisance dans la résolution : celle d'avoir le candidat en tête des sondages : « *Comme nous faisons une campagne de leader, à aucun moment notre discours ne peut donner à un adversaire quelconque un statut supérieur à celui de second, ou troisième ou quatrième* »<sup>160</sup>. Le texte, à plusieurs endroits, semble sous-estimer les capacités de la classe dominante à surmonter

<sup>160</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 592). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

ses difficultés et à s'unir, dans le contexte de « *la paralysie de la révision constitutionnelle, ajoutée à l'avance de Lula dans les sondages* »<sup>161</sup>. On retrouve la même idée plus loin : « *les élites dominantes ne parviennent pas à cacher l'existence de profondes divergences dans leurs rangs et leurs institutions* »<sup>162</sup>. Très peu de temps après cela, on va assister, justement, à une unification des élites autour de FHC, au moins aussi puissante que derrière Collor en 1989. Pourtant, le texte semble aussi conscient du danger dans lequel se met le PT... Il juge que la « *grande menace* »<sup>163</sup> réside dans « *le climat du 'c'est déjà gagné' [qui] déconsidère la capacité de manœuvre des classes dominantes et stimule la paralysie politique* ». De plus, la candidature de FHC n'est pas suffisamment prise au sérieux : certes, le texte affirme qu'elle « *ne peut pas être sous-estimée* »<sup>164</sup>, mais il ajoute aussitôt qu'elle était « *dans la conjoncture actuelle, la seule voie possible pour créer une alternative viable à Lula* ». La résolution surévalue les faiblesses supposées de l'adversaire : « *le fait d'être candidat de la continuité, d'Itamar Franco, des banquiers et des grands groupes économiques ; le fait d'être apparu nettement comme le ministre qui a exigé le rabaissement honteux du salaire minimum au niveau de 64 dollars ; le fait d'avoir des responsabilités dans la rechute observée au niveau de l'emploi, constituent des éléments suffisamment forts pour l'affaiblir, même dans un scénario de succès partiel de son plan économique* ». Trop d'importance est aussi accordée, aux yeux de l'électorat, à « *l'alliance avec le PFL* », parti « *physiologique* » issu de la dictature, une alliance qui « *contient une rupture de cohérence si brutale dans l'image de l'ex-ministre que la candidature peut subir des secousses structurelles irréversibles* »<sup>165</sup>.

A cette sous-estimation de l'adversaire, s'ajoute une surestimation de la situation quant aux motivations de l'électorat : « *l'avance de Lula dans tous les sondages reflète, avant tout, le déplacement sur l'échiquier politique de millions de Brésiliens, frustrés par l'issue du feuilleton de la transition par en haut [...] Elle exprime une volonté de changement, qui auparavant était confinée aux grands centres urbains et industriels, mais maintenant arrive jusqu'aux trous perdus de l'intérieur du pays* »<sup>166</sup>. Or W. Hunter note, pour la période qui précède l'élection, une « *volatilité restée élevée sur le front politique. Les préférences des électeurs et les modèles ne s'étaient pas stabilisés et s'unissaient autour d'un petit nombre de partis établis* »<sup>167</sup>. Cela a sans doute contribué aux illusions du PT. Le tableau 31 (ci-dessous) retrace l'évolution des intentions de votes pour Lula et FHC entre deux sondages, le 23-25 mai et le 30 septembre-1<sup>er</sup> octobre. La chute de Lula entre ces deux dates est à peu près constante ; la montée de FHC aussi. Ces deux dates nous semblent donc significatives de deux courbes générales d'intention qui se croisent, l'une descendante, l'autre montante.

Le tableau 31 montre que la chute de Lula est plus importante dans les fractions de l'électorat qui constituaient déjà ses faiblesses en 1989. Partant d'intentions de vote aux alentours de 40% fin mai, il est partout bien plus bas 4 mois plus tard, mais avec de notables différences. Mais on remarque que le plus souvent, le point de départ est légèrement plus élevé dans les zones de faiblesse de Lula que dans ses zones de force : 40% dans

---

<sup>161</sup> Idem, p. 581.

<sup>162</sup> Idem, p. 584.

<sup>163</sup> Idem, p. 588.

<sup>164</sup> Idem, p. 602.

<sup>165</sup> Idem, p. 603.

<sup>166</sup> Idem, p. 585-586.

<sup>167</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 118).

l'*Interior*<sup>168</sup> contre 39% dans les capitales ; 41% dans les petites villes contre 39% dans les moyennes et les grandes<sup>169</sup> ; 41% chez les électeurs gagnant moins de 5 salaires minimum contre 39% et 35% pour les catégories de 5 à 10, et supérieures à 10 salaires minimum.

**Tableau 31 : Evolution des intentions de vote pour Lula et FHC entre le 23-25 mai et le 30 septembre-1<sup>er</sup> octobre 1994, par catégories de l'électorat.**

Date et candidat	Capitale / ' <i>interior</i> '		Taille du municipe			Niveau d'instruction			Niveau de revenu		
	Capitale	<i>Interior</i>	Grand	Moyen	Petit	≤1 <sup>er</sup> degré	2 <sup>e</sup> degré	Sup.	≤5SM	5 à 10SM	>10SM
LULA 23-25/05	39	40	39	39	41	40	38	42	41	39	35
LULA 30/09-01/10	27	19	27	22	17	20	24	33	22	25	24
FHC 23-25/05	19	16	19	16	17	14	25	23	15	24	26
FHC 30/09-01/10	43	50	43	47	53	49	48	41	47	46	49

Source : notre confection, à partir d'études Datafolha utilisées par Jorge ALMEIDA, "Como vota o Brasileiro", Xamã, 1996. Les données sont présentées dans les annexes, en p.163 à 172

Pour Lula, la chute est bien plus profonde dans les catégories de plus grande faiblesse du candidat pétiste en 1989 et qui s'apprêtaient à voter Lula en mai 1994 : on tombe à 19% dans l'*Interior* contre 27% dans les capitales ; à 17% dans les petites villes contre 22% dans les moyennes et 27% dans les grandes ; à 20% pour les électeurs les moins instruits, contre 33% pour ceux ayant une éducation supérieure. A l'inverse, la montée des intentions de vote FHC est plus forte dans les points traditionnellement faibles de Lula : elle monte à 50% dans l'*Interior*, 53% dans les petites villes, 49% chez les moins scolarisés. On voit ici l'expression de la volatilité évoquée plus haut. Le PT croyait avoir séduit, voire convaincu ces catégories ; elles lui échappent. Sans doute Lula représentait-il un espoir de changement pour elles, mais avec son Plan Real, FHC change la donne de façon spectaculaire. Et le PT, face à cela ?

### c) L'électorat, le PT et le Plan Real

L'impact politique et électoral de ce plan a été discuté par des chercheurs pétistes, en particulier A. Singer et J. Almeida. Tout le monde reconnaît l'importance de cet événement, mais tous les analystes ne lui accordent pas la même place et le même lien avec les autres éléments d'appréciation qui ont conduit les électeurs à choisir FHC. Jorge Almeida montre notamment que la situation, fin juillet, ressemblait à un quitte ou double pour FHC : « *une étude du CBPA a montré que la victoire de FHC serait scellée si prédominait l'idée que 'le plan a réussi'* »<sup>170</sup>. Par contre, « *les dégâts pour sa candidature seraient importants si l'opinion que 'le plan a raté' prenait le dessus. Dans cette hypothèse, Lula reviendrait à une*

<sup>168</sup> Le terme '*Interior*' est difficile à traduire. En fait l'*'Interior*' s'oppose, dans chaque Etat fédéré, à la capitale de cet Etat. C'est un peu comme l'opposition Paris/province en France, mais au niveau de chaque Etat de la Fédération.

<sup>169</sup> Il n'est pas précisé dans cette étude ce que sont les petites, moyennes et grandes villes mais en général on considère que les premières ont une population jusqu'à 100 000 habitants, les secondes de 100 000 à 500 000 habitants, et les troisièmes de plus de 500 000 habitants.

<sup>170</sup> J. ALMEIDA (op.cit. p. 104). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

*situation où il aurait le double de ses intentions de vote », le critère principal d'évaluation de la réussite du plan étant le maintien d'une faible inflation. Comme les mois suivants ont confirmé l'expérience d'une faible hausse des prix et que le chômage n'a pas explosé immédiatement, FHC, au départ assez méconnu de la masse des électeurs, a pu en tirer le profit électoral voulu. Le sentiment s'installant dans l'opinion que les choses allaient mieux, au moins quant à la hausse des prix, « qui mieux que le 'père du plan' pouvait donner suite à ce plan ? »<sup>171</sup>. Almeida note aussi que « même si Lula évitait de se dire contre le Plan Real, ou même évitait de parler du sujet, l'opinion s'est consolidée (dans la première semaine de septembre) qu'il était contre »<sup>172</sup> et que Lula « ne dit plus qu'il est contre le plan pour ne pas perdre de voix ». A propos du désir de changement des Brésiliens en 1994, le même auteur écrit : « au début, Lula monte parce qu'il représente le changement. Ensuite, il chute du fait du risque qu'il représentait de pouvoir changer ce qui apparaissait comme un changement acquis : la nouvelle monnaie »<sup>173</sup>.*

L'idée que les choses cessent simplement de se dégrader (sans même s'améliorer) sur le pouvoir d'achat est un élément important après des années de très forte inflation. Le tableau 32 (ci-dessous)<sup>174</sup> montre qu'à moins de 2 semaines de l'élection, si les électeurs favorables à Lula étaient moitié moins nombreux que ceux de FHC à penser que leur pouvoir d'achat avait augmenté, ils étaient quand même 22%.

**Tableau 32 : Opinion sur l'augmentation ou la diminution du pouvoir d'achat avec le real de différents segments de l'électorat (sondage Datafolha 22/9/94)**

Segments de l'électorat	Augmenté	Diminué	Resté égal	Autres réponses / NSP
Electeurs Lula	22	30	45	2
Electeurs FHC	44	14	39	3
Scolarité ≤1 <sup>er</sup> degré	33	20	43	4
Scolarité 2 <sup>e</sup> degré	30	28	41	2
Scolarité Supérieure	31	26	36	3
Revenu ≤5 SM	31	25	45	4
Revenu de 5 à 10 SM	37	21	39	3
Revenu >10 SM	39	20	38	2
Régions métropolitaines	35	22	40	3
'Interior'	34	19	43	4
Grandes villes	35	22	39	3
Villes moyennes	35	20	41	4
Petites villes	32	19	46	3

Source : notre confection, en sélectionnant les mêmes segments que plus haut, pour faire apparaître leur opinion sur le pouvoir d'achat avec le real. Basé sur l'étude Datafolha du 22/09/1994. In J. ALMEIDA (op. cit. p. 227)

Surtout, 45% de l'électorat pro-Lula pensait que les choses n'allaient pas plus mal ; soit environ les deux-tiers qui avaient, au niveau de cet électorat, une impression de « pas pire, voire mieux » au niveau du pouvoir d'achat. C'est moins que dans l'électorat pro-FHC (83%) mais c'est considérable. On remarque aussi que l'électorat traditionnellement faible de Lula a

<sup>171</sup> Idem, p. 106.

<sup>172</sup> Idem, p. 104-105.

<sup>173</sup> Idem, p. 144.

<sup>174</sup> Conçu en sélectionnant les mêmes segments que plus haut, pour faire apparaître leur opinion sur le pouvoir d'achat avec le real. Basé sur l'étude Datafolha du 22/09/1994. In J. ALMEIDA (op. cit. p. 227).

souvent, plus que celui qui lui est plus favorable, l'impression que son pouvoir d'achat s'est amélioré ou au moins n'a pas baissé avec le real. C'est vrai dans les petites villes ; dans l'*'Interior'* ; parmi les électeurs gagnant au plus 5 salaires minimum. Ce sont aussi les électeurs les plus faiblement scolarisés qui sont à la fois les plus nombreux à considérer que leur pouvoir d'achat a augmenté (33% contre respectivement 30% et 31% pour les catégories plus instruites), ou est resté égal (43% contre 41% et 36%). Cela fait un total de 76% qui ont des raisons d'être satisfaits par le real du point de vue de leur pouvoir d'achat dans ce segment de l'opinion, contre 71% des électeurs de scolarité secondaire et 67% des électeurs de scolarité supérieure. Ce sont des impressions subjectives qui sont recueillies par ce sondage. La question n'est pas ici de savoir si le Plan Real a effectivement fait gagner du pouvoir d'achat et à qui, mais comment les électeurs ont ressenti son impact sur leur propre capacité à satisfaire leurs besoins. On comprend donc que les segments de l'électorat le plus populaire, difficiles pour Lula, sont aussi, pour une large part, ceux qui ressentent le plus la satisfaction de voir leur pouvoir d'achat accru ou stable depuis le real.

De son côté, A. Singer montre que le real n'a pas été le seul élément de décision des électeurs en 1994. Il pose la question : « *pourquoi, bien que le Plan ait eu une approbation de 77%, Fernando Henrique n'a-t-il eu que 44% des suffrages ?* »<sup>175</sup>. Pour lui, « *ce n'est pas vrai que l'effet du real a effacé les alignements partisans et idéologiques précédents* »<sup>176</sup>, et « *au-delà du degré de satisfaction avec le real, la préférence partisane et l'identification idéologique étaient d'importants prédicteurs de vote en 1994* »<sup>177</sup>. Il précise : « *le Plan a eu une incidence différente sur l'électorat, en fonction de son positionnement idéologique. Plus l'électeur se situait à droite, plus le real a eu une influence sur son vote* »<sup>178</sup>. Il s'appuie sur une étude de R. Meneguello qui conclut aussi que « *les moins scolarisés et les habitants des plus petites villes ont eu tendance à voter Cardoso de façon plus intense que les plus scolarisés et les habitants des grandes villes* »<sup>179</sup>, une différence qui, pour elle, s'explique « *par un moindre degré d'accès à l'information et, par conséquent, par l'influence plus grande de la télévision, qui aurait toujours brossé un tableau positif du real* ». Or, ces catégories s'apprêtaient à plus voter Lula que la moyenne quelques mois plus tôt. Quant au choix idéologique des électeurs, son poids est quand même limité : A. Singer écrit lui-même que « *malgré la stabilité et la cohérence de l'identification idéologique, 60% des électeurs ne savent pas définir ce que sont la gauche et la droite* »<sup>180</sup> quand on le leur demande.

Une chose est sûre : le PT n'a pas saisi à temps l'impact du Plan Real. La résolution de la 9<sup>e</sup> RN indiquait que les « *chances de succès électoral de FHC, basées en large mesure sur le plan économique, conçu comme un nouvel acte de gangstérisme électoral, sont réduites : il manque à la 'croisade des riches' un minimum d'attrait populaire* »<sup>181</sup>. « *Croisade des riches* », pas le « *minimum d'attrait populaire* »... On note ici une méprise majeure sur l'importance que pouvait revêtir l'inflation galopante – et donc, à l'inverse, la fin de celle-ci – aux yeux des catégories populaires.

---

<sup>175</sup> A. SINGER. *'Esquerda e Direita no Eleitorado Brasileiro'*. EdUSP 1999, p. 127-128. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>176</sup> Idem, p. 112.

<sup>177</sup> Idem, p. 126.

<sup>178</sup> Idem, p. 127.

<sup>179</sup> Idem, p. 111.

<sup>180</sup> Idem, p. 163.

<sup>181</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 580). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

A cela, s'ajoute la grosse erreur d'appréciation sur le plan lui-même. La résolution ne croit clairement pas à son succès et mise plutôt sur son échec à juguler l'inflation. Etant donné l'impact déterminant du Plan Real sur la campagne et son résultat, il vaut la peine d'observer comment le PT a réagi face à ce plan. La tonalité adoptée par la résolution adoptée à la 9<sup>e</sup> RN est à la fois critique et incrédule. Critique parce que le Plan conçu par FHC et son équipe nuit aux travailleurs et a un effet déprimant sur l'économie : il « *fait décrocher les salaires, déprime la consommation, maintient élevés les taux d'intérêt et libère les prix de tout contrôle effectif* »<sup>182</sup>. Ces critiques sont liées à un point de vue incrédule sur son efficacité : « *le Plan FHC-2 suit la piste de ses prédécesseurs* ». Or ceux-ci ont tous échoué ! La position générale du PT sur l'inflation véhicule encore un *a priori* contre l'efficacité du Plan : « *Le PT réitère sa position selon laquelle l'inflation est un problème grave et qui demande la mise en œuvre immédiate d'un programme de stabilisation. Un tel programme, cependant, ne se résume pas à une pure réforme monétaire ou à un simple ajustement fiscal, mais passe, nécessairement, par un vaste programme de réformes structurelles de l'économie et de l'Etat* »<sup>183</sup>. Le PT ne voyait pas, apparemment, que sans les grandes réformes qu'il préconisait, il était quand même possible de vaincre l'inflation, quitte à déprimer l'économie. Et c'est bien ce qu'a fait FHC. Le Plan, certainement conçu en fonction du calendrier électoral, montre vite son efficacité sur le niveau des prix.

Face à cela, le PT semble pris au dépourvu, il émet des avis contradictoires et ne sait guère comment se positionner face au Plan. Certes, l'affaire est piègeuse : le critiquer peut prendre à rebrousse-poil un électorat séduit par la seule amélioration visible de la situation économique depuis des années ; l'approuver, c'est donner raison à l'adversaire ; se taire, c'est renforcer l'idée que Lula ne ferait pas mieux et qu'il n'a rien à dire. Après la défaite de Lula, le real fait débat dans le parti. C.H. Arabe précise : « *Le plan a été dénoncé comme du 'tape à l'œil électoral', mais aucune conséquence pratique n'en a été tirée. Le parti n'a débattu qu'en mai-juin 1994 de la nécessité de présenter sa vision alternative du combat contre l'inflation. Le fait est que nos arguments sur le Plan Real ont varié en fonction de la conjoncture, d'abord centrés sur l'aspect 'pertes salariales', puis sur la perspective de recrudescence de l'inflation dans les prochains mois, et enfin sur le risque de chômage et de récession* »<sup>184</sup>. Selon João Machado<sup>185</sup>, dès le début, face aux « ajustements budgétaires », le PT a dénoncé le plan, notamment pour son idée sous-jacente et non démontrée que l'inflation tient à l'augmentation des dépenses du gouvernement<sup>186</sup> ; et pour le choix de réduire les budgets sociaux pour payer les intérêts de la dette. Le 5 juin 1994 – la nouvelle unité monétaire est encore dans les limbes – J. Machado explique que « *le PT a dénoncé le mécanisme des conversions de prix en URV* », mais que la « *préoccupation principale* » des pétistes concerne l'après-1<sup>er</sup> juillet, avec le real. Pourquoi ? Parce que cette phase « *va consacrer une accentuation de la dépendance, et mettre les prochains gouvernements dans une situation difficile. C'est une bombe à retardement* ». Rappelons que début juin, Lula était donné largement gagnant. Ce qui prédomine ici, c'est la crainte qu'une fois élu, ce dernier ne soit enfermé dans un carcan financier avec la « *surévaluation du taux de change* », l'alignement sur le dollar, et « *une dépendance accrue et dangereuse de l'économie*

---

<sup>182</sup> Idem, p. 581.

<sup>183</sup> Idem, p. 582.

<sup>184</sup> In *Inprecor* N°384 d'octobre 1994, p. 28.

<sup>185</sup> J. Machado, professeur d'économie à la PUC-SP (université catholique), dirigeant de la DS, alors membre de la CEN du PT

<sup>186</sup> Dans *Inprecor* N°382 de juillet 1994, p. 15, J. Machado déclare que « *l'inflation a une toute autre explication. Elle a permis de réduire les dépenses sociales de base (santé, éducation, transport, logement...) et d'augmenter l'espace pour le paiement des intérêts de la dette extérieure* ». Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

*brésilienne par rapport à celle des Etats-Unis* ». Dans cette interview, J. Machado offre une autre interprétation de l'inflation que celle de FHC, insistant sur le rôle des taux d'intérêts<sup>187</sup> dans la hausse des prix et sur « *les conflits de la distribution* »<sup>188</sup>. Il juge indispensable de mettre en place des « *formes de contrôle des prix basées sur une organisation sociale, basée tant sur les syndicats que sur les comités de quartiers* ». Il s'attend à un très bas taux d'inflation en juillet, cela pouvant compliquer la campagne, car « *les salaires les plus bas vont récupérer un peu de pouvoir d'achat* ». Il observe qu'il y a « *beaucoup de grèves contre le mécanisme de conversion des anciens salaires en URV, qui se traduit par des pertes de pouvoir d'achat et entérine les pertes antérieures* »<sup>189</sup>. Il semble douter du succès du Plan Real à long terme, mais se méfie : « *si l'inflation apparaissait maîtrisée sur deux ou trois mois, cela pourrait s'avérer néfaste à la candidature de Lula au bénéfice de Cardoso* »<sup>190</sup>.

Après deux mois de real, FHC a réussi à créer la confiance et apparaît déjà comme le favori. La direction du PT en général, et la DS en particulier, lancent un branle-bas de combat dans le parti. Le 2 septembre 1994, pour C.H. Arabe, « *il est nécessaire de mobiliser les militants du PT et l'ensemble des mouvements sociaux pour enclencher un ample mouvement social et politique en faveur des réformes profondes. Le chemin de la victoire [...] consiste à susciter une situation suffisamment polarisée pour galvaniser l'insatisfaction, l'espérance et la volonté de changement de la majorité des Brésiliens* »<sup>191</sup>. Cela vient très tard. Au même moment, J. Machado écrit un article intitulé « *Le nécessaire combat contre le Plan Real* », où il reconnaît des « *erreurs importantes* » du PT: « *Dans un premier temps, la tendance a été de ne pas attaquer trop durement le Plan Real, dans l'illusion d'une possible alliance* » avec le PSDB. « *Depuis, ce qui a prédominé dans nos rangs, c'est une sous-estimation grossière des répercussions possibles du Plan* ». De plus, selon J. Machado, « *du fait des divergences entre diverses sensibilités, et combinée à la sous-estimation des conséquences du Plan Real* », l'inflation « *a fini par jouer un rôle secondaire* » dans la campagne du PT. Ceci facilite la tâche de FHC, qui présente Lula comme un adversaire qui n'a rien à dire sur l'inflation. L'erreur concerne « *la plus grande partie de la gauche* », et consiste « *à sous-estimer le poids de l'inflation auprès de la population* », alors que « *l'inflation a un caractère de classe très pervers : bien supportée et même avantageuse pour les couches supérieures de la société, elle est très cruelle pour les plus pauvres* ».

#### **d) Les leçons d'une campagne et de son échec**

Pour J. Almeida, « *seule une campagne qui n'aurait pas été seulement une campagne électorale, mais une mobilisation pour des réformes structurelles aurait pu nous mener à la victoire [...] Nous n'avons pas réussi à mettre la société civile démocratique en mouvement en défense de notre projet* »<sup>192</sup>. C'est là que le bât a blessé. La mobilisation populaire n'a pas été à la hauteur ; la campagne pétiste est restée tiède, sans comparaison avec la ferveur de la dernière ligne droite en 1989. Bien d'autres figures de la gauche pétiste s'expriment, formulant critiques et autocritiques. Pour J. Soriano, « *celle élection a été très marquante,*

---

<sup>187</sup> Idem. Il parle « *de la pression sur les coûts des produits en général* ».

<sup>188</sup> Idem. A ce sujet, il précise qu'il s'agit de « *la compétition entre plusieurs entreprises pour réajuster les prix avant les concurrents, afin de se garantir les conditions d'une plus grande rentabilité* ».

<sup>189</sup> Idem, p. 16.

<sup>190</sup> Idem, p. 15.

<sup>191</sup> In *Inprecor* N°384 d'octobre 1994, p. 29. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>192</sup> BN N°89 fin oct. 1994, p. 4.

*pas seulement à cause de la défaite électorale, peut-être à cause de la défaite politique importante ; la majorité du parti n'a pas compris le Plan Real »<sup>193</sup>.*

Le rôle de Lula dans la campagne est aussi un sujet polémique. W. Hunter observe que jouant sur « *le consensus interne écrasant* »<sup>194</sup> sur son nom comme candidat du PT, il a exercé une influence modératrice, au plan programmatique (notamment sur la réforme agraire et sur les privatisations) ; dans l'autonomie qu'il s'est attribuée dans sa campagne, et qui lui a notamment permis de rencontrer des chefs d'entreprise et des dirigeants de partis tels que le PSDB, le PDT ou le PMDB ; et dans le choix d'A. Mercadante (fils d'un général, et disposant de liens avec le monde des affaires et la hiérarchie militaire) comme remplaçant de J.P. Bisol pour la vice-présidence. Elle rappelle aussi que vers la fin mai, Lula avait exigé de la direction du PT « *qu'elle lui laisse une marge d'autonomie pour faire sa campagne* » et qu'il avait même « *menacé de retirer sa candidature si la tendance vers la radicalisation se poursuivait* ». Pour M. Sokol, « *Lula porte une grande responsabilité* » à partir des Caravanes, dans la diffusion d'un discours « *selon lequel la classe ouvrière n'est plus une classe, selon lequel l'histoire n'est pas ce qu'on croit (...) Et donc on explique que les syndiqués en réalité font partie de l'élite, qu'on doit aller voir ailleurs, sinon on ne gagnera jamais l'élection, parce que les suffrages ne viennent pas que des travailleurs, etc.* »<sup>195</sup>.

Lula s'exprime plus d'un mois après la défaite. Il est en colère contre les médias, qui « *fonctionnent comme un parti politique* »<sup>196</sup>. Au-delà, trois points nous intéressent ici. Le premier est que Lula dit qu'il veut changer le PT, « *établir de nouvelles formes d'organisation pour pouvoir occuper les espaces qui existent dans la politique brésilienne* »<sup>197</sup>. Il pense par exemple qu'« *un directoire du PT, dans une petite ville quelconque, peut utiliser l'espace de son siège pour alphabétiser les gens ; il peut servir à faire une pièce de théâtre* ». Un autre point est que Lula a beaucoup apprécié le travail avec le groupe des chefs d'entreprise qui a participé à la campagne. Cela montre « *que le PT a beaucoup de flexibilité pour faire des alliances* »<sup>198</sup>. Enfin, on remarque sa position par rapport au président élu : « *Je ne pense pas faire de l'opposition systématique à Fernando Henrique Cardoso, sauf s'il commet les erreurs les plus absurdes qui soient [...] Je ne vais pas exiger de lui le programme du PT [mais] exiger qu'il ait un minimum de cohérence. Je vais exiger ce qu'il a promis* ». Le premier point montre un Lula qui pense à reprendre le contrôle du PT. Dans les deux autres, on voit la tendance encore accrue, après cette campagne, à dé-radicaliser le PT : proximité avec des chefs d'entreprise, opposition modérée à FHC et son gouvernement : le PT du camp majoritaire se dessine. Pour T. Godinho, « *l'élection de 94 a eu une effet, à mon avis négatif, parce que la défaite a été comprise par la majorité du PT comme une erreur de positionnement politique. Et cela a également été le moment où le camp majoritaire s'est*

---

<sup>193</sup> Notre interview de Joaquim Soriano.

<sup>194</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 121-122). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>195</sup> Notre interview de Markus Sokol. Il ajoute : « *On n'aurait aucune raison de condamner la recherche d'un contact avec des secteurs populaires non prolétaires, ce serait de la stupidité dans un pays qui a les caractéristiques du Brésil, ce serait une erreur. Mais c'est surtout le fait que cela a été, en réalité, non pas un produit de cette recherche, mais le produit d'une réflexion, de la crise de l'objectif vers lequel on voulait aller* ».

<sup>196</sup> Interview exclusive donnée à A. MEDEIROS (op.cit. p. 208). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>197</sup> Idem, p. 204.

<sup>198</sup> Idem, p. 205.



*organisé comme camp, d'une forme plus unifiée et avec la perspective d'occuper tous les espaces, et, disons, de domestiquer les débats politiques internes »<sup>199</sup>.*

Dans son recul critique sur cette élection, E. Coêlho va au-delà du seul Lula et du futur CM : en 1994, le PT n'est déjà plus ce qu'il a été. Il évoque un élément important : la campagne Lula de 1994 s'est déroulée avec une direction de la gauche du PT. Il déclare : *« Un fait est concret : la commission qui a élaboré le programme de gouvernement exprime bien mieux le PT d'avant 1993, ou le PT d'après 1995, que le PT de 1993 à 1995. Les choix de Lula ont pesé, mais je pense que les rapports de forces internes au parti doivent aussi avoir pesé. Mon hypothèse [...] c'est que la victoire de 1993 était le dernier soupir d'une gauche qui s'est mobilisée d'une façon titanesque pour gagner ces élections, mais qui ne parvenait pas à empêcher le processus en cours, non pas au niveau de la direction, mais au niveau du parti comme un tout ».* Pour cet auteur, la gauche, bien qu'ayant gagné la 8<sup>e</sup> RN, *« ne représentait déjà plus une disposition à revenir au PT des origines, avec son discours d'alors [...] Ces changements n'étaient clairs pour presque personne à l'époque [...] Aujourd'hui mon hypothèse est celle-ci : nous étions déjà face à un PT sensiblement modifié en 1994. Ces changements ne sont pas complets, peut-être, ils ne sont pas encore totalement conscients [...] mais ces changements étaient déjà concrets »<sup>200</sup>.* Il ajoute une réflexion que lui et son groupe local 'Labuta' de Feira de Santana, se faisaient en 1994 : *« c'était un peu contradictoire et un peu gênant que le programme de 1994, qui était un programme en recul par rapport à celui de 1989, ait été présenté par un parti dont la direction, en théorie, devait être à gauche. Pour nous, c'était surprenant ».* Un point semble fort logique dans tout cela : si le PT de 1994 (dirigé nationalement par son aile gauche), fait une campagne plus à droite que la campagne de 1989 (alors que le PT était dirigé par son aile droite), c'est sans doute que le centre de gravité du parti, et le PT comme un tout (y compris donc son aile gauche), ont connu un glissement vers la droite pendant ces cinq ans. Sans trahir la pensée d'E. Coêlho, ce glissement exprime certainement ce qui correspond à ce qu'il appelle un « PT sensiblement modifié ». Cela corrobore ce que nous avons mis en lumière au niveau des mutations idéologiques du PT, au chapitre 13. Mais, se demande-t-on, sensiblement modifié par quoi ? Nous n'avons que quelques éléments explicatifs. En fin de quatrième partie, nous avons analysé les effets de l'institutionnalisation du parti et le poids des élus et de leurs équipes en son sein. Nous reviendrons plus loin sur l'évolution des relations du PT avec l'Etat et ses effets sur le parti. Avant cela, voyons comment les échéances présidentielles suivantes ont été négociées par le PT, et avec quels résultats.

## **Section 3 : 1998 – un nouveau revers**

### **1°) Lula 3 : formes et contenus de la campagne**

La résolution de la RNE<sup>201</sup> des 23-24 mai 1998 intitulée « La fin d'un cycle »<sup>202</sup> frappe par sa minceur et son faible niveau politique. En 12 pages, elle est censée cadrer la nouvelle

---

<sup>199</sup> Notre interview de Tatau Godinho.

<sup>200</sup> Notre interview d'Eurelino Coêlho. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.

<sup>201</sup> RNE = Rencontre nationale extraordinaire.

campagne présidentielle. Elle critique le mandat de FHC, sa politique économique et sociale (endettement, fragilité financière, chômage et précarité), et ses conséquences (l'exclusion, la violence...). L'étouffement des universités, conduisant à la grève les enseignants, est également dans le collimateur. On remarque que la critique est avant tout d'ordre moral et éthique, et non en termes de classes : « *une succession de catastrophes – incendies dans le Roraima, généralisation de l'épidémie de dengue, et plus récemment, la faillite des municipes et l'omission honteuse du gouvernement sur la sécheresse – montre le véritable visage de la politique économique gouvernementale : l'insensibilité pour tout ce qui arrive à des millions d'hommes et de femmes dans le Brésil réel, la lenteur et le cynisme pour le drame de vastes secteurs de la société, qui contrastent avec la rapidité avec laquelle sont adoptées des mesures pour sauver des banques et livrer le patrimoine national à des groupes monopolistes* ». La fibre nationale qui se manifeste ici se retrouve dans l'attaque du gouvernement qui « *ne se préoccupe pas de l'avenir du pays et de l'élaboration d'un projet national de développement* ». La tonalité générale du message électoral est donnée ensuite : une campagne en « *opposition au gouvernement FHC et au néolibéralisme* ».

#### **a) Une volonté d'élargir les alliances, mais...**

Tel est en effet l'axe politique majeur de la campagne. Les alliances sont conçues dans ce cadre. Le texte renvoie à la politique d'alliances élaborée à la 11<sup>e</sup> RN (1997) et répète : « *ce qui doit définir nos alliances électorales, c'est l'opposition à FHC, au néolibéralisme et aux partis de droite* »<sup>203</sup>. L'objectif est d'abord « *d'unifier le camp démocratique-populaire – PT, PCdoB, PSB, PDT – autour de candidatures communes à la Présidence, à la Vice-présidence et aux gouvernements des Etats* ». Le « camp démocratique-populaire » englobe ici le PDT qui, dans les premières définitions de ce concept, n'en faisait pas partie. Il s'agit de « *poursuivre l'expérience de 89 et 94, en maintenant le Front avec le PSB et le PCdoB, en l'élargissant au PDT* ». Mais ce n'est pas tout : il ne faut pas « *exclure des alliances avec des personnalités du PMDB qui s'opposent au néolibéralisme et au gouvernement FHC* ».

Au Parlement, le PT a déjà intégré un Front de l'opposition qui s'est manifesté autour de luttes et de mouvements sociaux : réforme agraire, luttes pour l'emploi et la citoyenneté, défense de la compagnie *Vale do Rio Doce*, contre les réformes des retraites et de l'administration de FHC. La résolution reprend l'idée que « *la condition pour vaincre est d'articuler la lutte électorale avec la mobilisation et les luttes sociales* », et le PT « *réaffirme son engagement* »<sup>204</sup> dans ce Front. La majorité du PT souhaiterait bien élargir encore les alliances en faisant de la candidature Lula la « *candidature unique des oppositions* »<sup>205</sup> mais certains ne veulent pas. Hormis les partis cités plus haut, vers le centre-gauche, le PMN veut avoir sa candidature propre, tout comme, à l'extrême-gauche, le PSTU. Ces deux derniers annoncent toutefois leur intention d'appeler à voter Lula au second tour. Le texte annonce aussi que le PCB est sur le point de rejoindre le Front. Par contre, le PPS a suivi un chemin l'éloignant de la gauche et le rapprochant du gouvernement. Il ne fait pas partie du Front de l'opposition et a déjà décidé de lancer sa propre candidature.

---

<sup>202</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 669). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>203</sup> Idem, p. 670.

<sup>204</sup> Idem, p. 671.

<sup>205</sup> Idem, p. 670.

L'alliance autour de Lula, *União do Povo Muda Brasil*<sup>206</sup> (UPMB), comprend finalement PT, PDT, PSB, PCdoB et PCB. La résolution vise « *une candidature unique, basée sur une plateforme commune, soutenue par une large mobilisation populaire et articulée autour d'un mouvement supra-partisan* »<sup>207</sup>. Le texte envisage d'attirer vers l'UPMB des personnalités du PMDB et du PSDB en rupture avec le gouvernement : « *le Front doit exercer une attraction sur les dissidences des autres partis, surtout le PMDB, et des personnalités politiques, pour des compositions nationales et régionales, sur la base de l'opposition à FHC et à sa plateforme commune néolibérale* ». Dans ce cadre, dit le texte, « *la question de la souveraineté nationale gagne de l'importance* »<sup>208</sup>.

Pour la candidature à la Vice-présidence, le PT choisit le dirigeant du PDT, Leonel Brizola. La résolution indique que cela sera « *un facteur de mobilisation de nos militants* »<sup>209</sup>, car le ticket Lula-Brizola est « *l'addition de deux grands dirigeants et de deux grands partis qui ne se sont pas coalisés en 1989 et 1994* », et doit permettre à Lula d'accéder au second tour. Suivent des calculs en termes électoraux et institutionnels : « *ce sont des dizaines de milliers de militants, plus de 300 parlementaires, des centaines de maires et des milliers de conseillers municipaux dans tout le Brésil* ». Cela ne tient pas compte de la quasi-inexistence du PDT en dehors du Rio Grande do Sul et de Rio de Janeiro. W. Hunter souligne à juste titre que face à cela, et « *comme en 1994, la coalition de Cardoso était enracinée dans le mariage entre des réformateurs centristes urbains aux penchants technocratiques et des politiciens traditionnels basés sur le Nord-est moins développé. Le manque d'une base aussi large – particulièrement en parallèle au PFL – limitait la progression de Lula* »<sup>210</sup>

## **b) Modération programmatique**

La référence à la nation brésilienne est très présente dans la résolution. De fait, c'est un projet national de développement que le PT veut présenter aux électeurs. On lit d'ailleurs dès les premières lignes de la « lettre d'engagement » signée Lula en accompagnement du programme que les élites « *ont échoué à faire de ce grand Pays une grande Nation* »<sup>211</sup>. Par rapport aux campagnes présidentielles antérieures, le programme de gouvernement est conçu d'emblée non comme le programme du PT, proposé à ses alliés et amendés par eux, mais comme un programme à élaborer par tout le Front, même si le PT est porteur de ses propres propositions. Le programme d'UPMB est bien plus court et moins détaillé que celui du FBPC en 1994. Il est constitué de 6 éléments<sup>212</sup> : ses lignes directrices définissent 12 grands objectifs. Certaines des lignes directrices sont détaillées dans 4 « cahiers » sur les thèmes suivants : agriculture, santé, emploi, développement urbain. Le tout est chapeauté par la « lettre d'engagement » de Lula. Celle-ci énumère certains des principaux thèmes qu'il va développer dans sa campagne : l'accent mis sur la création d'emplois, sur la volonté d'en finir avec la misère, l'enfance abandonnée, et d' « *éradiquer la faim et l'analphabétisme* »<sup>213</sup>.

<sup>206</sup> Ce qui signifie à peu près « Union du peuple pour changer le Brésil ».

<sup>207</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 671). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>208</sup> Idem, p. 670.

<sup>209</sup> Idem, p. 672.

<sup>210</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 134).

<sup>211</sup> *Carta Compromisso* 1998, p. 1.

<sup>212</sup> Ces éléments sont intitulés, dans l'ordre d'exposition : *Diretrizes do Programa de Governo 'União do Povo – Muda Brasil'*; *Caderno de Agricultura*; *Caderno de Saúde*; *Caderno de Emprego*; *Caderno de Desenvolvimento Urbano e das Cidades*; *Carta Compromisso*. Le tout est disponible en ligne : « *Resoluções de Encontros e Congressos & Programas de Governo* ». Partido dos Trabalhadores ([www.pt.org.br](http://www.pt.org.br)) / Fundação Perseu Abramo ([www.fpabramo.org.br](http://www.fpabramo.org.br)).

<sup>213</sup> *Carta Compromisso*, p. 2.

Lula prend des engagements sur d'autres questions sociales comme le revenu minimum, la santé, la réforme agraire. Il prend la défense du *Nordeste* frappé par la sécheresse ; évoque la protection de l'environnement et de l'Amazonie. Il accorde une place importante aux questions de citoyenneté et de démocratie, incluant la lutte contre le racisme et les aspects les plus criants des inégalités ; la lutte contre la corruption ; l'égalité homme-femme... Autant de thèmes qu'on retrouve développés dans le programme de la coalition.

Reprenons les 13 points défendus en 1989 et voyons ce qu'ils deviennent en 1998.

1) Démocratisation de l'Etat : Ce thème est encore présent en 1998. L'un des moyens envisagés pour « *renforcer la participation des citoyens et le contrôle de l'Etat par la société* »<sup>214</sup>, est « *l'adoption du budget participatif au niveau fédéral et le soutien à cette initiative aux niveaux des Etats et des municipes* »<sup>215</sup>. Il est prévu une « *réforme politique visant à la restauration de la démocratie représentative, à la protection du vote et à la souveraineté populaire, et combattant l'intervention des machines administratives publiques, du pouvoir économique et des monopoles de l'information dans le processus électoral et dans la vie parlementaire* ». Le texte de résolution proposait « *l'utilisation de consultations populaires, comme des plébiscites et des référendums* »<sup>216</sup>, idées qu'on ne trouve pas reprises dans le programme de la coalition. La référence au budget participatif est nouvelle dans un programme de gouvernement, mais rien n'est écrit sur d'éventuels organes de démocratie populaire et le thème de l'auto-organisation est complètement absent.

2) Distribution de revenus : Il est dit que le gouvernement « *augmentera la part des salaires dans le revenu national au moyen de la hausse des salaires les plus bas* »<sup>217</sup>, et qu'il permettra la « *récupération substantielle du pouvoir d'achat du salaire minimum avec l'engagement d'au moins doubler sa valeur réelle* »<sup>218</sup> en 4 ans. La distribution de revenus sera aussi réalisée par « *des programmes de revenu minimum* », par la « *création de 4 millions de bourses scolaires ('Bolsas-Escola'), permettant aux familles à bas revenus d'envoyer leurs enfants à l'école ou de les y maintenir* » et la mise en œuvre « *progressive du Programme de revenu minimum pour les Brésiliens à bas revenus non bénéficiaires des autres programmes* » d'allocations. Enfin, dans le cadre du programme de combat contre la faim, le nouveau gouvernement s'engage à « *garantir les prix des produits de première nécessité* »<sup>219</sup>. Le thème du contrôle des prix est complètement absent du programme. Mais il est évident que cette question, depuis la très forte stabilisation des prix obtenue en 1994, est sortie du champ de l'actualité brûlante.

3) Dettes extérieures : On ne trouve aucune indication sur ce que ferait le gouvernement Lula sur cette question majeure<sup>220</sup>. Le programme critique le gouvernement FHC qui a laissé celle-ci « *atteindre 220 milliards d'US\$ en 1998* »<sup>221</sup>, qui a « *dépensé 46 milliards de R\$ pour*

---

<sup>214</sup> *Diretrizes do Programa...* p.7. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>215</sup> *Idem*, p. 11.

<sup>216</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 680).

<sup>217</sup> *Diretrizes do Programa...* p.6. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>218</sup> *Idem*, p. 8.

<sup>219</sup> *Idem*, p. 9.

<sup>220</sup> E. COELHO note sur ce point qu'à la RNE de 1998, un amendement aux thèses-guides demandant l'inclusion de la suspension de la dette dans le programme de gouvernement a été rejeté après l'intervention de dirigeants du CM. In E. COELHO, *'Uma esquerda para o capital'*, thèse de doctorat, Niterói, p. 257.

<sup>221</sup> *Diretrizes do Programa...* p.4. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

le paiement des intérêts en 1997 ». Mais le thème de la dette semble délicat, et les discours enflammés contre le FMI ne semblent plus avoir d'impact positif sur l'électorat en 1998<sup>222</sup>.

4) Réforme agraire : Ce thème est encore très important dans le programme de 1998. Il est développé dans un cahier spécifique, mais inséré dans un ensemble où l'on trouve la politique agricole et la lutte contre la faim. On y traite de la lutte contre la violence rurale, des mesures de financement, d'irrigation, de lutte contre la sécheresse du Nordeste... La réforme agraire est plus vue comme mesure d'efficacité économique, de création d'emplois, etc. qu'en termes de justice, ou *a fortiori* de lutte contre les latifondiaires. L'objectif chiffré sur 4 ans est l'« *assentamento* d'un million de familles »<sup>223</sup>. S'y ajoutent la « *stimulation de la hausse de la production et de la productivité de 4 millions de propriétés familiales, avec crédit bonifié, garantie de prix, assurance et soutien technologique* »<sup>224</sup>, des « *programmes d'irrigation spécialement tournés vers les petites et moyennes propriétés* » et l'aide à la « *création de coopératives et de 100 000 petites et moyennes agro-industries* ». Pour installer les familles, le cahier indique : « *expropriation des zones nécessaires à la réforme agraire moyennant un paiement en TDA*<sup>225</sup>. Ne seront passibles d'expropriations que des propriétés de plus de 500 ha dans les régions Sul, Sudeste et Nordeste ; de plus de 1000 ha dans le Centro-Oeste et 1500 ha dans la région Norte »<sup>226</sup>. Le même cahier met l'accent sur la « *pleine participation des entités populaires de lutte pour la réforme agraire dans la définition des zones et dans l'organisation des 'assentados'* »<sup>227</sup>.

5) « Dé-privatiser l'Etat » : En 1998, ce point se réduit surtout à la lutte contre la corruption. Celle-ci est mentionnée deux fois, avec la lutte contre « *l'impunité* »<sup>228</sup> et celle contre « *le crime organisé et la violence* »<sup>229</sup>. On note une vague mention d'une « *gestion sociale des entreprises publiques, avec la participation des travailleurs, des usagers et des organismes de la société civile* », sans davantage de précision sur le mode de représentation et de gestion. Mais le thème du rôle de l'Etat dans la planification a totalement disparu.

6) Combattre la spéculation : Rien de précis. Juste de vagues idées : le gouvernement « *redéfinira le système financier, en garantissant le crédit avec des intérêts accessibles* »<sup>230</sup> et « *dirigera la politique de crédit des agences publiques de financement* ».

7) Capital étranger : Le programme ne dit rien à ce sujet<sup>231</sup>.

8) Subordination militaire : Thème totalement absent. L'armée est depuis longtemps de retour dans les casernes. Les organisations signataires ne pensent sans doute pas que leur programme pourrait conduire à un putsch. Rien non plus des droits civiques dans l'armée.

9) Sauver l'Amazonie : Cette question ne fait plus l'objet d'un point spécifique. L'aspect écologique est placé dans un cadre général (« *travail permanent de préservation des*

---

<sup>222</sup> B. KUCINSKI (op.cit. p. 213), se basant sur un sondage demandé par FHC, fait remarquer qu'en date du 16/09, la population brésilienne verrait plutôt d'un bon œil un nouvel accord avec le FMI.

<sup>223</sup> *Diretrizes do Programa...* p.6. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>224</sup> *Idem*, p. 10.

<sup>225</sup> TDA : '*títulos da dívida agrária*' (titres de la dette agraire). Ce sont des titres de la dette publique interne brésilienne émis suite aux expropriations de biens immobiliers ruraux.

<sup>226</sup> *Caderno de Agricultura*, p. 5.

<sup>227</sup> *Idem*, p. 6.

<sup>228</sup> *Diretrizes do Programa...* p.7. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>229</sup> *Idem*, p. 11.

<sup>230</sup> *Diretrizes do Programa...* p.6. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>231</sup> Mais Marco Aurélio Garcia, coordinateur du programme de gouvernement, interrogé sur la question, déclare : « *Lula a affirmé de façon répétée que le capital étranger productif est le bienvenu* ». In « *Caos social versus ciclo virtuoso* », *Teoria e Debate*, n°38, jui/ago/set 98, p. 20.

espèces et des écosystèmes »<sup>232</sup> ; « politique de préservation forestière »), etc. On trouve aussi dans le cahier sur l'agriculture un point intitulé « Respect du milieu ambiant et des droits des indigènes », avec notamment « l'adoption de mesures qui visent à délimiter les réserves indigènes et à respecter la culture et les droits ancestraux de toutes les ethnies »<sup>233</sup>. Il s'agit aussi de « régler, sur des critères de justice et d'équité, les conflits entre fazendeiros, garimpeiros [prospecteurs, notamment d'or], et communautés indigènes ». Mais entre les intérêts des uns et des autres, le choix n'est pas bien clair.

10) Politique énergétique : Ce point ne fait pas l'objet de la même attention qu'en 1994. Rien n'est dit sur l'énergie nucléaire. Le Plan Alcool mis en place par les pouvoirs publics fait l'objet de propositions, notamment son « maintien dans une mesure cohérente avec son rôle stratégique et environnemental »<sup>234</sup> à définir par des objectifs chiffrés. Le cahier d'urbanisme propose des « incitations à l'usage rationnel de l'eau et de l'énergie » avec mesures de recyclage » et « recours à des sources alternatives d'énergie, de nouvelles stratégies de consommation, etc. »<sup>235</sup>. UPMB veut aussi « stimuler l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et non polluantes pour les systèmes de transports publics ». Mais tous ces derniers points ne sont guère précis.

11) Réforme urbaine : Cette question est davantage traitée que la précédente, en particulier dans le cahier spécial, mais la tonalité générale est d'essence plus technocratique qu'en 1989 ou 1994. Les documents cherchent visiblement des moyens d'éviter l'affrontement avec les propriétaires immobiliers et les spéculateurs. Les lignes directrices annoncent un Plan national de politique urbaine (PLANUR) qui doit fixer des « priorités pour une réforme financière et foncière afin de viabiliser la production de logements pour la population à bas revenus » et définir comme objectif, en matière d'assainissement, « l'universalisation des services d'eau courante pour la population ». Le programme propose aussi d'assurer un « panier de base de matériaux de construction pour les familles à bas revenus ». Sur la spéculation immobilière, un « statut de la ville » doit offrir aux municipes les moyens de « pénaliser la spéculation et rendre meilleur marché l'accès à la terre en milieu urbain »<sup>236</sup>. Financièrement, la politique urbaine doit « donner priorité aux secteurs de la population avec des revenus jusqu'à 5 salaires minimum »<sup>237</sup>. Pour ce qui concerne le logement populaire, le cahier annonce un Plan national de logement qui vise à « réduire le déficit de logements, améliorer les conditions de logement, et inciter à la production de logements par le marché privé ».

12) Politique étrangère : Peu de changements ici par rapport à 1994. La politique extérieure est toujours fondée sur les « principes d'autodétermination »<sup>238</sup>, et la lutte contre les « relations inégales et injustes » existant au plan international. On retrouve la volonté de « lutter pour des changements profonds dans les organismes politiques et économiques mondiaux, surtout l'ONU, le FMI et l'OMC ». Et l'AMI est considéré comme « attentatoire à la souveraineté nationale ». L'accent est mis sur les rapports sud-sud et en particulier sur l'Amérique latine : « nous défendrons un élargissement et une réforme du Mercosul qui renforce sa capacité à mettre en œuvre des politiques actives et communes de développement et de solution aux graves problèmes sociaux de la région ».

---

<sup>232</sup> Idem, p. 7.

<sup>233</sup> *Caderno de Agricultura*, p. 13. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>234</sup> Idem, p. 13-14.

<sup>235</sup> *Caderno de Desenvolvimento Urbano...* p. 10. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>236</sup> *Caderno de Desenvolvimento Urbano...* p. 8. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même texte.

<sup>237</sup> Idem, p. 9.

<sup>238</sup> Idem, p. 12.

13) Droits des travailleurs : Les droits des travailleurs et le droit syndical semblent acquis car ils ne sont même pas mentionnés. Le programme parle de « *promouvoir la dignité de l'être humain, en particulier sur le lieu de travail* »<sup>239</sup>, et de soutenir « *la refonte de la Justice du travail, comme outil de protection des travailleurs* »<sup>240</sup>. Mais le cahier sur l'emploi s'éloigne beaucoup d'une position de classe lorsqu'il parle de « *mettre en adéquation le système des relations au travail avec les exigences de la modernisation productive, technologique et organisationnelle et la défense des droits des travailleurs* »<sup>241</sup>. Face aux innombrables conflits qui apparaissent sur ce plan, quelle priorité choisir ? Le texte fait comme si le problème était résolu par cette formulation.

Avec la volonté exprimée de créer de nombreux emplois, de doubler le salaire minimum et de créer un revenu minimum, ce programme apparaît comme étant de gauche. Mais il est très fragile quant aux moyens à mettre en œuvre. Voulant visiblement éviter de s'en prendre frontalement aux intérêts des classes possédantes nationales et internationales, voire faisant comme si elles n'existaient pas, il ne mentionne pas la question du paiement de la dette et des rapports avec le FMI (qu'il espère apparemment pouvoir démocratiser ainsi que la Banque mondiale) ; il n'évoque pas le sort réservé aux capitaux étrangers ; il ne dit rien sur la lutte contre la spéculation ; il entretient le flou sur les privatisations déjà réalisées<sup>242</sup>, et n'envisage pas la moindre incursion dans le domaine de la propriété privée – même les expropriations pour la réforme agraire doivent faire l'objet d'une indemnisation. Le programme définit un changement de politique et non un changement de société : il met l'accent sur le social et non sur le socialisme. Sa tonalité générale – même pour la politique étrangère – est bien plus institutionnelle qu'en 1989 et même en 1994. Au fond, la résolution de la RNE annonce la couleur : les réformes proposées, « *bien que se situant dans le cadre de la société capitaliste, se heurtent au capitalisme réellement existant au Brésil* »<sup>243</sup>. Il s'agit donc d'un programme de modernisation du capitalisme brésilien, d'un vaste dépoussiérage des vieilleries précapitalistes qui encombrant le pays, et d'un projet de développement national. Mais les auteurs de la résolution se rendent compte que même ce projet-là est de nature à contrarier les élites. Toutefois, si choc il doit y avoir entre le gouvernement et celles-ci, lequel des deux camps en sortira le plus meurtri, et qui sera vainqueur ? Face à un gouvernement qui n'a pas prévu de mesures radicales, même en réserve, pour parvenir à ses fins, on peut imaginer que le sabotage économique national et international, notamment, auraient tôt fait de déstabiliser un tel exécutif. La résolution élude la question et affirme : « *la mise en œuvre d'un programme radical de réformes [...] contribuera à la refondation d'une perspective socialiste dans le pays* ». Cela n'a rien d'évident, et le socialisme, et même sa perspective, semblent plutôt s'éloigner toujours davantage, voire disparaître derrière la ligne d'horizon<sup>244</sup>.

---

<sup>239</sup> Idem, p.7.

<sup>240</sup> Idem, p. 11.

<sup>241</sup> *Caderno de Emprego*, p.13.

<sup>242</sup> M.A. Garcia déclare : « *Notre position face aux privatisations n'est pas idéologique : nous critiquons le programme de privatisations parce qu'en de nombreux cas, il a privé l'Etat d'outils stratégiques pour un projet de développement [...] et aussi pour les irrégularités qui ont entouré le processus de privatisations* ». In « *Caos social ...* (art.cit. p. 20).

<sup>243</sup> PARTIDO DOS TRABALHADORES. *Resoluções...* (op. cit. p. 675). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>244</sup> E. COELHO (op. cit. p. 256-257) écrit : « *Il est certain que l'absence de toute mention du socialisme dans la thèse de l'Articulation aurait pu créer des problèmes à l'intérieur du camp majoritaire. La solution adoptée satisfaisait le besoin de maintenir une certaine référence au socialisme, même diluée dans la notion vague de 'refondation'* ». Il nous semble aussi

### c) Une campagne « moderne », à la tonalité nouvelle

La nette baisse de radicalité de la campagne Lula 1998 par rapport à 1989 et même à 1994 se révèle aussi, en dehors du programme lui-même, par la manière de le défendre et par le positionnement du candidat face aux événements. Si le programme est muet sur le sort des privatisations réalisées, Lula ne l'est pas : selon W. Hunter, il déclare à la revue *Veja* qu'il ne reviendra pas dessus, « *ne serait-ce que parce que les lois adoptées par le Congrès doivent être respectées* »<sup>245</sup>. Quant à la réforme agraire, le radicalisme des occupations de terre du MST dérange le cours que Lula veut donner à sa campagne. Face aux questions posées par des journalistes sur ces occupations, Lula a répondu « *qu'il ne pensait pas que les occupations étaient une tactique nécessaire vu la quantité de terres disponibles pour être colonisées* »<sup>246</sup>. Ce n'est pas une mauvaise humeur passagère, c'est une ligne politique qui s'affirme ici<sup>247</sup>. Face à un gouvernement qui réprime durement les actions du MST, comment interpréter cette réponse ? Ce mouvement social très turbulent, à peu près le seul à avoir maintenu un haut niveau de combativité depuis son émergence en 1984, qui est sans doute la principale gêne à la politique de FHC, dérange maintenant Lula. Mais en 1998, celui-ci et la majorité du PT, en voulant changer le style de campagne, s'en prennent aux symboles même du parti. Babá raconte : « *le parti fit campagne avec des drapeaux blancs – dans certains Etats, ils étaient jaunes – ce fut une chose plus 'light', ils firent disparaître le drapeau rouge qui symbolisait les luttes du prolétariat mondial* »<sup>248</sup>.

Il existe une volonté effective du CM et de Lula de changer l'image du parti et du candidat, qui veut apparaître comme un homme politique responsable, et même un homme d'Etat, et non un « syndicaliste » voire un « gauchiste » qui fait de l'obstruction à la démocratie. Bien sûr, le choix des mots est essentiel dans cette voie. W. Hunter note qu'« *en 1998, en comparaison avec 1989 et même 1994, son utilisation d'expressions comme 'lutte des classes' et 'conquête sur les classes dominantes' a été minimisée* »<sup>249</sup>. Il semble que cette politiste tende à replacer cette évolution dans le cadre d'un souci marketing. C'est sans doute vrai. Mais cela correspond aussi, et peut-être avant tout, à une réalité programmatique et à la pratique du PT en cette fin de la décennie 1990 : le parti ne pratique plus la lutte des classes, et il est logique que le langage de son candidat s'en ressente. Le PT de 1998 ne défend plus un programme de classe, mais un programme de développement capitaliste plus juste, avec redistribution des revenus, et c'est pour mettre cela en œuvre qu'il cherche maintenant à accéder au sommet de l'Etat. Le CM est convaincu qu'il lui faut, à cette fin, des alliés au centre de l'échiquier politique. Tout cela fait système, en réalité.

C'est dans ce cadre qu'il faut aussi comprendre la volonté de Lula, de ses proches et de ses conseillers en communication, de faire oublier son passé de syndicaliste et d'insister plutôt sur son enfance indigente dans l'Agreste du Pernambouc. Non seulement Lula communique excellemment lorsqu'il joue sur la corde de l'émotion, mais le message ainsi délivré autour du thème de la pauvreté n'est pas le même que lorsque c'était le syndicaliste

---

que cette référence relève d'un exercice de style obligé et d'une pratique cosmétique destinée à cacher l'abandon du projet initial qui, annoncé trop brutalement, pourrait en froisser certains, y compris dans la majorité du PT de l'époque.

<sup>245</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 132).

<sup>246</sup> Idem, W. HUNTER se réfère à un article de la revue *Veja*, 'Falta auto-estima', du 12/08/1998.

<sup>247</sup> E. COELHO (op. cit. p. 257) précise qu'à la RNE, un projet d'amendement stipulant que « *défendre la réforme agraire, c'est aussi défendre la légitimité des occupations de terre, y compris sous un gouvernement du PT* » a été présenté au vote par des tendances de gauche et rejeté suite à une prise de position contre, de la part des dirigeants du CM.

<sup>248</sup> In Felipe DEMIER (op. cit. p. 24).

<sup>249</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 132). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.



qui s'exprimait. Le syndicaliste haranguait la foule ouvrière pour la guider dans sa lutte, cherchait à la galvaniser et à lui donner le sentiment de sa propre force et de sa capacité à gagner. Le candidat qui insiste sur son enfance, qui évoque sa famille, son départ pour São Paulo, etc., un Lula que « *les spots télévisés décrivent comme simple, digne et sérieux* »<sup>250</sup>, ce faisant, ne politise pas le peuple. On peut même se demander si, au-delà d'une certaine dose de ce message, il ne le dépolitise pas : le peuple n'est pas appelé à s'organiser syndicalement, politiquement, à compter sur ses propres capacités, sa propre intelligence, ses propres luttes, pour changer la vie. En cherchant à le convaincre qu'il est l'un des siens, avec une histoire émouvante dans laquelle beaucoup peuvent se reconnaître, il mise sur un phénomène d'identification qui contribue à la passivité, qui conduit à s'en remettre à la compétence et à l'honnêteté du leader. Celui-ci joue maintenant la carte de l'élégance physique et vestimentaire, s'emparant de certains codes de la caste politicienne. Sur les affiches, les tracts, le programme, les photos du candidat en 1998 diffèrent grandement de celles de 1989 et même de 1994 (où il apparaissait encore en chemisette) : costume chic, cravate, barbe et cheveux parfaitement taillés. Pour ceux qui douteraient encore de son instruction, les spots de campagne montrent le candidat entouré d'experts parmi lesquels il dirigera le pays s'il est élu. Et ses qualités de négociateur sont mises en avant. Selon le contexte, cela n'empêche pas Lula de cultiver un parler qui le distingue de son adversaire et qu'il revendique, notamment car il lui permet de créer une connivence avec les milieux populaires. Il lance, dans un meeting : « *Fernando Henrique parle plusieurs langues ; il parle anglais, français et javanais. Seulement, il ne parle pas la langue du peuple brésilien* »<sup>251</sup>.

Tout ceci est orchestré par le marketing électoral. Le PT est plus riche depuis 1995, et il a les moyens de recourir à des professionnels. L'image du parti, de son candidat, sont étudiées, et un changement de perspective s'opère : au lieu de représenter un parti qui vise à organiser les travailleurs pour les mettre sur la voie de leur propre émancipation – ce que le PT des origines ambitionnait d'être, et qui implique de ne pas cacher ses intentions – il s'agit maintenant de « coller » le plus possible à l'opinion publique et d'adapter discours et propositions à l'état de cette opinion à un moment donné. Comme le formule W. Hunter, cela représente « *une rupture avec les aspirations historiques du parti à guider plutôt qu'à suivre les masses* »<sup>252</sup>. Le PT, maintenant, « *engage des consultants et des publicistes qui suivent l'opinion publique à travers des sondages et des groupes de discussion et aident ensuite le parti à s'adapter à leurs découvertes* ». Indubitablement, le PT, avec ces méthodes, entre dans une autre logique que celle qui le guidait auparavant. P.F. Ribeiro<sup>253</sup> donne quelques précisions sur l'inflexion donnée aux campagnes sous la direction du CM. Sous la houlette du député Elói Pietá, le parti édite un « manuel de campagne » dont les recommandations visent à adapter les campagnes, sur les indications de spécialistes en marketing, et en reprenant des techniques utilisées par d'autres formations politiques. Ce manuel « *adopte le jargon typique des spécialistes du marketing, avec des analogies qui auraient été inacceptables dans l'univers pétiste, jusqu'à il y a peu, comme 'le consommateur/électeur se souvient au plus de huit marques concurrentes qui, à coup sûr, investissent gros dans la publicité* ». Le manuel, toujours selon P.F. Ribeiro, présente le concept-clé : « *mettre en adéquation le candidat-produit avec les désirs de l'électorat* ». Et ce guide juge

---

<sup>250</sup> Idem, p. 133.

<sup>251</sup> In L. SECCO (op. cit. p. 189).

<sup>252</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 38).

<sup>253</sup> P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008 p. 114-115). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

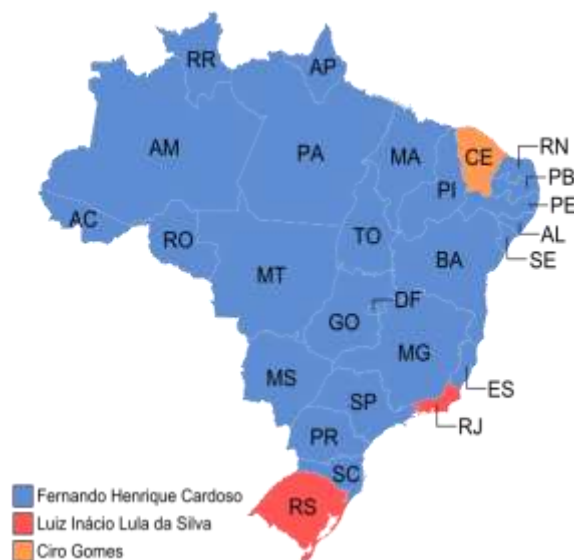
indispensable de faire appel à des experts extérieurs. C'est ce qui a donné naissance au Groupe de travail électoral national (GTE) pour toutes les campagnes électorales, dès 1996.

Il est difficile d'estimer l'impact de ces méthodes sur les résultats. F.A. Azevedo note « une nouvelle législation électorale qui a réduit la période de campagne et la durée de l'horaire gratuit de programmes de télévision »<sup>254</sup>, et insiste sur le fait qu'il s'agit, en 1998, d'une « élection 'à froid', à faible visibilité dans les médias, avec un ordre du jour [...] en bonne partie occupé par la crise financière qui a éclos en Russie et atteint le Brésil [...] et une couverture journalistique pratiquement invisible à la télévision ». Rappelons aussi qu'en 1998, il n'y a pas de débat télévisé entre les candidats. En tout cas, le PT entre alors dans l'ère de la campagne électorale « moderne », professionnelle, publicitaire. Elle semble déjà bien loin, la ferveur militante et populaire qui, en 1989, exultait dans les rues des villes et des banlieues, autour d'une candidature et d'un parti qui avaient réussi à galvaniser des centaines de milliers de Brésiliens. La place des militants, adhérents et des sympathisants du PT dans la campagne de 1998 n'a d'ailleurs plus rien à voir avec ce qu'elle a été.

## 2°) Les résultats et leurs leçons

### a) Nouvel échec pour Lula

#### Carte 4 : unique tour de la présidentielle 1998



Source : Wikipedia

Comme le montre la carte 4 (ci-contre), une fois encore, Lula n'est en tête que dans deux États : toujours le Rio Grande do Sul ; et, cette fois-ci dans le Rio de Janeiro. Une grosse différence avec le scrutin de 1994 : la présence d'un troisième candidat gratifié d'un résultat à deux chiffres, l'ex-ministre de l'économie d'Itamar Franco, Ciro Gomes. Mais à part le Ceará, dont il a été gouverneur et où il arrive en tête devant Lula et FHC, il est placé en troisième position dans tous les États. Situé au centre, il mord sur l'électorat de FHC et aussi sur celui de Lula. Pour ce dernier, le *Sul* est, comme en 1994, la meilleure région. Mais c'est surtout dû au « bastion » pétiste et brizoliste, le RS.

Les résultats du Santa Catarina sont meilleurs que la moyenne, mais par contre le Paraná continue à pencher nettement vers la droite. Les résultats de Lula dans le *Sudeste* et le *Nordeste* sont proches de sa moyenne nationale. Dans le *Nordeste*, total de voix et pourcentage obtenus sont légèrement en hausse sur 1994, malgré la candidature de Ciro Gomes, originaire de la région. Mais des points faibles comme l'Alagoas y côtoient des résultats plus prometteurs, comme dans la Bahia ou le Sergipe. Le tableau ci-dessous

<sup>254</sup> F.A. AZEVEDO apud V. AMORIM (op. cit. p. 230). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

montre que le candidat du PT continue à sous-performer dans les vastes régions peu peuplées du *Norte* et du *Centro-Oeste*. Mais on y note de fortes variations : alors que dans le *Norte*, le Tocantins et le Roraima sont toujours calamiteux pour Lula, les scores sont plutôt meilleurs dans l'Acre et surtout l'Amapá ; et si le DF ne reste pas « luliste », notamment du fait du très bon score de Ciro Gomes, il permet de limiter l'ampleur de la défaite dans le *Centro-Oeste*. Dans le *Sudeste*, c'est très contrasté : déconfiture dans l'Espirito Santo (à rapprocher des prolongements politiques du gouvernement Buaiz) ; insatisfaisant dans les bastions pétistes du São Paulo et du Minas Gerais ; satisfaisant dans un traditionnel point faible du PT, à Rio, où Lula arrive de très peu devant FHC.

Tableau 33 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula, FHC et C. Gomes en 1998

Région / Etat	FHC		Lula		Ciro Gomes	
	Suffrages	% exprimés	Suffrages	% exprimés	Suffrages	% exprimés
Acre	90 363	46,80%	59 690	31,91%	26 909	13,93%
Amapá	68 277	42,32%	62 394	38,67%	25 349	15,71%
Amazonas	452 076	54,67%	211 507	25,58%	128 811	15,57%
Pará	1 020 868	56,81%	530 722	29,53%	165 670	9,22%
Rondônia	323 743	66,40%	103 927	21,31%	39 398	8,08%
Roraima	71 768	61,92%	20 601	17,77%	20 138	17,37%
Tocantins	265 393	66,67%	66 607	16,73%	47 566	11,95%
<b>Norte</b>	<b>2 292 282</b>	<b>57,61%</b>	<b>1 055 393</b>	<b>26,52%</b>	<b>453 853</b>	<b>11,41%</b>
Alagoas	394 873	54,79%	161 584	22,42%	146 729	20,36%
Bahia	1 977 643	50,91%	1 372 790	35,34%	327 920	8,44%
Ceará	804 969	30,30%	872 290	32,84%	909 402	34,23%
Maranhão	736 042	48,62%	444 912	29,39%	246 268	16,26%
Paraíba	541 067	45,25%	402 293	33,65%	191 878	16,05%
Pernambuco	1 637 394	57,22%	890 971	31,13%	212 168	7,41%
Piauí	482 649	48,09%	270 465	26,94%	185 997	18,53%
Rio Grande do Norte	585 842	50,71%	267 883	25,83%	193 496	18,33%
Sergipe	297 243	47,37%	221 565	35,31%	71 233	11,35%
<b>Nordeste</b>	<b>7 398 512</b>	<b>47,73%</b>	<b>4 904 884</b>	<b>31,64%</b>	<b>2 485 123</b>	<b>16,03%</b>
Distrito Federal	391 201	40,44%	287 579	29,73%	265 838	27,48%
Goiás	1 247 510	65,95%	371 175	19,62%	195 851	10,35%
Mato Grosso do Sul	520 471	61,25%	210 120	24,73%	89 851	10,58%
Mato Grosso	663 773	73,09%	149 462	16,46%	67 668	7,45%
<b>Centro-Oeste</b>	<b>2 822 955</b>	<b>61,15%</b>	<b>1 018 336</b>	<b>22,06%</b>	<b>619 308</b>	<b>13,42%</b>
Espirito Santo	814 535	64,74%	263 636	20,95%	134 675	10,70%
Minas Gerais	4 225 240	55,67%	2 129 100	28,05%	883 377	11,64%
Rio de Janeiro	2 848 277	42,27%	2 851 274	42,32%	708 279	10,51%
São Paulo	9 736 728	59,88%	4 688 677	28,83%	1 208 718	7,43%
<b>Sudeste</b>	<b>17 624 718</b>	<b>55,35%</b>	<b>9 932 687</b>	<b>31,19%</b>	<b>2 935 049</b>	<b>9,22%</b>
Paraná	2 492 531	59,24%	1 168 853	27,78%	400 966	9,53%
Rio Grande do Sul	2 036 805	40,59%	2 460 551	49,04%	277 866	5,53%
Santa Catarina	1 255 253	49,42%	929 698	36,60%	252 659	9,94%
<b>Sul</b>	<b>5 784 603</b>	<b>49,17%</b>	<b>4 559 163</b>	<b>38,76%</b>	<b>931 495</b>	<b>7,92%</b>
Brésiliens de l'étranger	133 848	66,21%	4 885	23,36%	1 407	6,73%
<b>Total Brésil</b>	<b>35 936 918</b>	<b>53,06%</b>	<b>21 475 348</b>	<b>31,71%</b>	<b>7 426 235</b>	<b>10,97%</b>

Source : Notre élaboration à partir des sites UOL Fernando Rodrigues + Wikipedia

Globalement, avec ses 31,71% des exprimés, Lula fait mieux qu'à la précédente présidentielle. W. Hunter fait remarquer que « *la gauche connaît une hausse de 12,46 points par rapport à 1994* »<sup>255</sup>. Pour arriver à ce chiffre, elle additionne les résultats de Lula et de Ciro Gomes en 1998, qu'elle compare à la somme de ceux de Lula (27,04%) et de Brizola

<sup>255</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 134).

(3,18%) en 1994. Le calcul est exact<sup>256</sup>, mais il faut remarquer qu'en quatre ans, on a assisté à une nette évolution vers la droite. D'abord, Ciro Gomes est-il de gauche, comme le pense W. Hunter ? Il nous semble plus juste de le classer au centre. Prônant une « troisième voie », il défend des mesures néolibérales visant à faire baisser les coûts de production ; il veut accélérer les « réformes » ; réduire la dette avec l'argent des privatisations ; et il s'attaque au « corporatisme » des syndicats. Il est sans nul doute plus proche de FHC que de Lula, et son alliance avec le PV est de facture anti-pétiste. Quant à la campagne Lula 98 elle-même, comme nous l'avons observé, elle est nettement moins à gauche que celle de 94. Au final, il apparaît un net glissement vers la droite de l'opposition à FHC.

## **b) La politique d'alliances et son impact sur le PT**

La volonté du CM d'élargir les alliances vers le centre est frustrée en 1998. Préconisant une candidature unique de l'ensemble de l'opposition, sur une ligne de centre-gauche, l'orientation majoritaire issue de la 11<sup>e</sup> RN s'est heurtée à la présence de Ciro Gomes, qui visait à regrouper le centre et une partie de la gauche sur des choix fondamentalement néolibéraux. Vu la tournure clairement anti-pétiste prise par cette candidature, le début de l'année 1998 a conduit la majorité du PT à vouloir assurer une coalition où le PSB ne se présentait déjà plus comme un partenaire évident, et où le PDT devait faire l'objet de toutes les attentions. Il convient de souligner que dans le PT de 1998, l'alliance avec le PSB et le PDT à la présidentielle était très consensuelle, tout comme le choix de Brizola pour la vice-présidence. Les divergences dans le PT concernaient la question de savoir jusqu'où aller pour assurer ces alliances. La gauche du parti considérait que le PT devait lutter pour l'hégémonie au sein de l'alliance, et que Brizola n'avait guère d'autre choix que d'accepter le poste de « Vice » de Lula après la déroute électorale qu'il avait subie en 1994 et le recul général de son parti. La majorité de la direction du PT était quant à elle, prête à accepter beaucoup plus de concessions par rapport aux partenaires, principalement au PDT.

L'une des exigences de Brizola était de faire élire gouverneur, à Rio, son candidat, Anthony Garotinho (qui avait été au PT jusqu'à 1983). Mais le PT-RJ comptait sur une campagne électorale pétiste au premier tour pour se construire et rattraper les retards accumulés dans cet Etat. Brizola savait que le PT était divisé et pesait sur ses contradictions. Lula et la direction du CM avaient décidé de satisfaire les exigences du dirigeant du PDT. Le PT *fluminense* résistait et présenta, à la rencontre de l'Etat de RJ, la candidature au poste de gouverneur de Vladimir Palmeira, contre la volonté du DN et de la CEN, qui considéraient que l'accord national avec le PDT impliquait aussi une alliance dans les Etats, même si tout le monde savait que, dans les Etats, le populisme du PDT était d'une essence politique très variable, parfois de gauche mais allant parfois très loin vers la droite. Face à la volonté du DN d'imposer au PT-RJ de s'aligner et de céder la place à Garotinho, un recours est envoyé à la RNE, qui la refuse : le PT-RJ devra s'exécuter. Le choix politique d'une instance régionale est ainsi brisé par le national. C'est l'autonomie des instances sur les choix politiques les concernant directement qui est ainsi mise en cause.

Cela donne lieu à de nombreuses critiques, à de multiples articles et interventions, et même à des éléments de crise dans le PT, particulièrement le PT-RJ. Celui-ci après une nouvelle rencontre régionale, se trouve divisé entre son aile modérée, sous la houlette de Benedita da Silva, qui quitte son poste de sénatrice pour devenir candidate à celui de vice-

---

<sup>256</sup> En 1998, sur l'ensemble des gauches, une troisième candidature, celle de Zé Maria (PSTU, extrême-gauche) recueille 0,30%. Mais avec ce résultat, elle n'altère pas l'évolution générale de la gauche brésilienne.

gouverneur du RJ, derrière Garotinho ; et une majorité de pétistes locaux – pas seulement de son aile gauche – frustrés d’être ainsi méprisés par la direction nationale du parti. Cette décision de revenir sur un choix démocratique d’une instance quant à une candidature à son propre niveau est nouvelle dans le PT. Mais l’importance accordée aux alliances est tellement centrale pour Lula et les dirigeants du CM que pour d’autres cas régionaux examinés par la RNE, les décisions vont toutes dans le même sens : non pas celui du respect des instances, de leurs décisions, ou des statuts ; mais dans le sens de favoriser à tout prix des alliances vers le centre. Le PT du Pernambouc ne « marche pas droit » non plus, par rapport aux exigences nationales de s’aplatir au plan local et régional devant tous les alliés putatifs. Arraes (PSB), gouverneur du Pernambouc, candidat à sa réélection en fait partie ; et donc le CM décide d’annuler une partie des décisions prises par la Rencontre de cet Etat, celles qui pourraient contrarier la volonté de la direction nationale d’obtenir un accord à tout prix avec Arraes et son parti. Les passages annulés de la résolution votée dans cet Etat posaient des exigences minimales à Arraes pour que le PT-PE le soutienne : qu’il s’explique sur un scandale ; qu’il revienne sur ses privatisations : celles de la banque et de la compagnie électrique de cet Etat ; qu’il refuse explicitement une alliance avec le PPB. Dans l’Etat d’Amazonas, enfin, le PT est à droite des préconisations de la 11<sup>e</sup> RN : celle-ci rejetait des alliances sans principe avec des politiciens du PSDB ; le PT-AM décide quand même de participer à un front avec l’un de ces personnages, Gilberto Mestrinho. Ce qui est intéressant dans cette dernière décision - très serrée (à 3 voix près) – de la RNE, c’est que, par opposition aux deux précédentes (RJ et PE), le choix local était de contrevenir à une décision nationale (à la 11<sup>e</sup> RN), qui établissait des règles pour les alliances qui, dans tous les autres cas, devaient être appliquées par le parti. Ce choix du PT-AM est contraire aux décisions d’instances nationales, mais cette fois-ci, ces dernières l’acceptent, avec la volonté de la majorité de la direction, car cela va dans le sens de l’élargissement des alliances, et aussi sans doute de créer un précédent avec le PSDB.

J. Corrêa Leite (DS) écrit que « *dans les années 80, le PT avait été capable de s’imposer face à des dirigeants comme Brizola et Arraes (à l’époque au PMDB) et de les polariser autour de lui dans les grandes batailles parce qu’il se présentait alors comme une alternative de gauche, classiste et socialiste* »<sup>257</sup>. Il synthétise ainsi les décisions de la RNE : « *la possibilité de construction du parti dans des Etats importants comme le Rio de Janeiro et le Pernambouc a été sacrifiée au nom de l’unité autour du front national, sans même que Lula et la majorité de la direction ne fissent pression sur les partis de la coalition, dans la défense des intérêts du PT dans ces Etats* »<sup>258</sup>. Il ajoute, à propos de Brizola et Arraes : « *ceux-ci ont pratiqué une politique en général condamnable – en ce qui concerne les mouvements, dans les rapports avec la fonction publique, dans la gestion de la chose publique et dans la relation avec le gouvernement fédéral (Brizola a flirté avec Collor ; Arraes a maintenu une position douteuse face à Fernando Henrique)* »<sup>259</sup>. C.H. Árabe, considère que « *le cas du Pernambouc est encore plus grave que celui de Rio* »<sup>260</sup>, et il critique le traitement fait « *aux sacrifices de chaque pétiste quand les règles du jeu ne garantissent même plus son droit démocratique de choisir qui sera son candidat au gouvernement d’un Etat* ». Pour lui, « *le précédent créé est, sous tous les aspects, très grave* ». Pour certains

<sup>257</sup> *Em Tempo*, José Corrêa Leite, ‘A campanha Lula no momento decisivo’, N° 301 de juin 1998, p. 6.

<sup>258</sup> *Em Tempo*, José Corrêa Leite, ‘O PT, as alianças e o populismo de esquerda’, N°301 de juin 1998, p. 6.

<sup>259</sup> *Idem*.

<sup>260</sup> *Em Tempo*, Carlos Henrique Árabe : ‘Decisões sem precedentes’, N° 301 de juin 1998, p. 7. Jusqu’à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

militants, en particulier de la gauche pétiste, l'affaire des annulations de décisions des Rencontres régionales, et notamment de celle de Rio, est même la goutte d'eau : le mécontentement accumulé conduit ainsi E. Coêlho à rompre avec le PT, comprenant alors que les batailles démocratiques internes ne sont plus en mesure de faire revenir le PT à la ligne de classe qu'il défendait autrefois<sup>261</sup>. Combien de pétistes ont-ils été dégoûtés par cette affaire, en particulier dans les Etats concernés ? Il n'existe sans doute aucune statistique à ce sujet. On constate, au final, que la question des alliances, conçues comme un élément clé pour gagner les élections et envoyer Lula au *Planalto*, en arrive à revêtir plus d'importance, pour Lula et les dirigeants nationaux du CM, que l'unité du parti, sa pratique démocratique, le respect des décisions de ses instances locales ou intermédiaires, de ses militants. Telle est la leçon que ces affaires permettent de tirer quant au PT de la campagne Lula 1998.

### c) Quel bilan politique et électoral ?

En 1994, c'était la gauche du PT qui était officiellement aux commandes nationales. La défaite s'était soldée par une ambiance très tendue, un retour en force de l'Articulation et la « reprise en main » du parti par le CM. En 1998, la gauche pétiste n'a pu qu'assister impuissante à une campagne dont les choix décisifs étaient réalisés par Lula, le cercle rapproché de la direction du CM et les professionnels du marketing politique.

Quelles leçons tire le PT de ce nouvel échec ? En gros, cela dépend essentiellement de quel côté du parti on se place. Pour la majorité modérée, l'idée prédominante est de poursuivre dans la même voie : élargir les alliances en sortant du cadre « démocratique-populaire » jugé dépassé et trop étriqué, mettre l'accent sur la démocratie et non plus sur le socialisme, et aller vers une professionnalisation toujours plus grande des campagnes, avec l'idée que la présidence FHC va finir par être usée. Pour Tarso Genro – qui se garde explicitement de tirer un bilan exhaustif – si Lula a perdu, c'est pour un ensemble de raisons : « *la brutale insuffisance de moyens* »<sup>262</sup>, en particulier face à l'abondance financière dont disposait FHC ; « *une certaine division du parti quant à la politique d'alliances, qui a retardé l'intégration des militants dans les mobilisations électorales de base* », mais aussi du fait du rôle des médias, qui ont présenté FHC comme le candidat capable de sortir le pays de la crise financière qui a été au centre de la fin de campagne, tandis que Lula était associé aux idées de « *retard* »<sup>263</sup>, d'« *archaïsme* » et de « *conservatisme* ». Mais il insiste aussi sur un contexte plus fondamental : face au poids électoral des exclus et des marginaux, « *la classe ouvrière traditionnelle, qui était porteuse d'une culture politique rassembleuse et combative se trouvait déjà significativement affaiblie, socialement et psychologiquement, par la menace du chômage* »<sup>264</sup>, etc. Il ajoute que « *la classe travailleuse organisée traditionnelle*

---

<sup>261</sup> E. Coêlho, dans son interview, explique ainsi sa décision : « *Jusqu'à alors, je traitais les problèmes du PT dans une logique de lutte interne. Et dans la logique de la lutte interne, nous sommes tous supposés respecter le principe du centralisme [...] J'étais minoritaire, à l'intérieur du PT. Je luttais contre la majorité, mais en dehors du PT, j'étais PT. Cela a toujours été la logique de ma conduite de militant politique [...] L'épisode de Rio de Janeiro a montré que j'avais tort. Il a montré que ce n'était plus possible de comprendre ce qui se passait dans le PT en termes de bataille interne. Que ce qui était en cours dans le PT, les mécanismes de la lutte interne ne permettaient déjà plus de l'affronter [...] Donc mon espérance était vaine, autrement dit, continuer dans le PT en attendant le moment où nous parviendrions finalement à avoir la majorité comme nous y étions presque parvenus en 1993, je me rendais compte maintenant que même si nous parvenions à être la majorité, cela ne conduirait à rien, cela serait sans conséquences, parce qu'il y avait déjà dans le PT des choses plus fortes qui bloquaient, qui empêchaient cela* ».

<sup>262</sup> T. Genro, « *Um confronto desigual e combinado* », *Teoria e Debate*, n°9, out/nov/déc 98, p. 4. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet article.

<sup>263</sup> Idem, p. 6.

<sup>264</sup> Idem, p. 5.

[...] est très peu entrée dans la campagne »<sup>265</sup>, notamment vu « l'absence de croyance dans le fait que la gauche puisse représenter une vie meilleure ». Mais au fond, il exprime une autre idée, qui en dit assez long. Pour lui, en 1998, « nous sommes originaires d'une période historique qui est terminée »<sup>266</sup>. Et c'est sans doute ce qui fonde, pour lui, la nécessité pour le PT de s'adapter. En synthèse, on voit à cette réaction – bien sûr, pas celle de tout le CM, mais sans doute significative – que l'idée sous-jacente de ce côté du parti, c'est que le PT doit s'adapter à la faible conscience et à la faible combativité de ce qui était sa base sociale d'origine. D'où les alliances vers la droite et les adaptations du projet et du programme.

Mais une question, qui ressemble quelque peu à celle de la poule et de l'œuf, se pose alors ? Si la classe travailleuse organisée s'est si peu mobilisée pour la campagne Lula, n'est-ce pas aussi parce que « l'offre politique » du PT et de Lula ne tranchait pas assez radicalement avec le reste des candidatures ? On devine qu'avec un programme « light » et des alliances vers le centre, il n'est pas évident de faire descendre dans la rue des millions de travailleurs, surtout s'ils subissent chômage et précarité. Telle est l'essence des critiques que l'on voit formulées du côté de la gauche du PT. Les alliances à tout prix sont dénoncées comme une obsession de la majorité : J. Corrêa Leite se réfère aux déclarations de Lula, qui disait : « seul, je fais 25% des voix dans le pays. Si le PT me donne 5% de plus, je vais au second tour. Et à partir de là, je gagne »<sup>267</sup>. L'auteur de l'article commente cela ainsi : le PT, « fréquemment, voit les batailles électorales essentiellement basées sur seulement deux aspects centraux : les alliances et le potentiel électoral exprimé par les enquêtes sur les intentions de vote ». Pour lui, « nous ne pouvons disputer le jeu politique réel, celui qui est basé sur la lutte des classes, que si nous sommes capables d'influer sur les conflits centraux de la société et pas seulement de présenter des pièces publicitaires à la télévision ».

Mais type de campagne, alliances et programme sont liés. La recherche toujours plus systématique d'alliances vers le centre s'accompagne d'un programme lui-même toujours plus édulcoré, conçu aussi pour convenir à des partenaires électoraux qui ne sont pas de gauche. C.H. Árabe critique la « régression programmatique du PT »<sup>268</sup> opérée par la majorité de celui-ci, « sous le prétexte du réalisme de ne pas pouvoir refuser un monde façonné par la domination néolibérale et par la mondialisation capitaliste ». Fin août, J. Soriano<sup>269</sup> revient sur les alliances et leurs conséquences ; il reproche au parti la bataille non menée de la Telebrás, alors que FHC privatise les opérateurs téléphoniques ; et il insiste sur la nécessité de mener d'urgence la bataille électorale dans la rue, avec le peuple. Après la défaite, dans le bilan qu'il tire du scrutin, J. Corrêa Leite observe que d'un côté, le « poids relatif [du PT] dans la gauche et sur la scène politique »<sup>270</sup> a augmenté ; mais d'un autre côté, « les tendances au renforcement de l'adaptation au PT à l'ordre se renforcent, et des processus d'institutionnalisation, de bureaucratization et d'électoralisme se consolident ».

---

<sup>265</sup> Idem, p. 7.

<sup>266</sup> Idem, p. 5.

<sup>267</sup> *Em Tempo*, José Corrêa Leite, 'A campanha Lula...' (art. cit. p. 6). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>268</sup> *Em Tempo*, C.H. Árabe, 'Decisões sem precedentes...' (art. cit. p. 7). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.

<sup>269</sup> *Em Tempo*, J. Soriano, 'A batalha decisiva', N° 302 de sept. 1998, p. 1.

<sup>270</sup> *Em Tempo*, J. Corrêa Leite, 'O PT que sai das urnas', N° 304 de nov. 1998, p. 1. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même article.





## Chapitre 15 : 2002, le grand tournant

---

D'une certaine façon, la campagne de 1998 préfigure, de façon embryonnaire, celle de 2002. Mais dans une certaine mesure seulement. Car au-delà des différences de scores et de l'opposition défaite / victoire, des différences majeures existent entre ces deux moments. L'élection de 2002, outre qu'elle a conduit Lula au *Planalto*, a bel et bien représenté un grand tournant pour le Parti des Travailleurs.

### Section 1 : Une campagne d'un profil nouveau

Une première nouveauté de cette campagne réside dans le fait que Lula, en 2002, n'est pas le seul candidat pétiste potentiel pour la présidentielle. En mars, des primaires l'opposent au sénateur Eduardo Suplicy. Mais Lula l'emporte aisément, avec 84,4% des voix pétistes. Plébiscité de la sorte, ce dernier a encore plus de poids que précédemment pour obtenir, en 2002, l'indépendance maximale qu'il revendique en tant que candidat, par rapport au PT. Et cette indépendance aura un impact majeur sur la tournure de la campagne.

#### 1°) Lula, le PT et leurs nouveaux amis

La première question est de savoir avec quels partenaires politiques mener cette campagne en 2002. Mais pour décider de façon efficiente, il faut avoir une vision claire des candidats en lice et du panorama politique d'ensemble.

##### a) Les principes d'alliances définis à Olinda

Lorsque se tient la 12<sup>e</sup> RN à Olinda, à la mi-décembre 2001, la situation est encore bien incertaine pour le scénario de l'élection présidentielle. Comme en 1998, Ciro Gomes s'est déjà positionné pour le PPS ; et le gouverneur de l'Etat de Rio, Anthony Garotinho, transfuge récent du PDT au PSB, a décidé de faire de même, pour ce dernier parti. Le PT ne semble guère croire à leurs chances<sup>1</sup>, mais doit faire avec. La 12<sup>e</sup> RN doit définir alliances et grandes lignes du programme du candidat pétiste en 2002. Il reste moins de dix mois pour mettre en œuvre les grandes orientations. Pour les alliances, vu le brouillard encore non levé sur le panorama des candidatures, la 12<sup>e</sup> RN réaffirme des principes généraux, énoncés au 2<sup>e</sup> Congrès, auquel il est fait référence.

Dans la résolution de décembre 2001, il est précisé que cette « *politique d'alliances doit être orientée par le respect d'un programme de gouvernement anti-néolibéral, capable de*

---

<sup>1</sup> La résolution parle de « *la fragilité* » de ces candidatures. *Resolução do XII Encontro Nacional*, document numérique fourni par le secteur formation du PT, p. 11. Disponible sur *Resoluções de Encontros e Congressos & Programas de Governo Partido dos Trabalhadores* ([www.pt.org.br](http://www.pt.org.br)) / *Fundação Perseu Abramo* ([www.fpabramo.org.br](http://www.fpabramo.org.br)). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

*proposer l'ouverture d'un nouveau cycle de développement pour le pays, qui défende un changement du modèle économique s'appuyant sur un vaste programme d'inclusion sociale, avec la radicalisation de la démocratie et l'insertion souveraine du Brésil dans le monde »<sup>2</sup>. Précisant que les forces politiques concernées par d'éventuelles alliances « ne seront pas nécessairement ensemble au premier tour », la résolution note « l'importance énorme de l'élection à la Chambre et au Sénat, dans la mesure où les gauches au gouvernement auront besoin d'augmenter substantiellement leur représentation parlementaire actuelle ». Le texte en déduit qu'il faut « construire des alliances pour le premier tour avec les partis de gauche et avec les forces qui s'opposent au gouvernement FHC, à la coalition conservatrice qui le soutient et au modèle néolibéral ».*

Plus question d'alliances de la seule gauche pour le premier tour. Des forces politiques en opposition à la « coalition conservatrice » et au néolibéralisme incarné par FHC sont les bienvenues dans la coalition voulue par le PT dès le premier tour. Or, on peut être opposé au néolibéralisme pour des raisons et sur des orientations fort différentes. Quelles forces sont visées ? Il est dit que l'objectif du PT est de « construire une alliance large, avec des forces politiques de gauche et du centre »<sup>3</sup>. La résolution ne peut guère être précise et malgré la volonté du PT, il existe une « rétractation de l'éventail des alliances du PT » par rapport à 1998 (citant le PSB et Garotinho ; le PDT qui semblait alors vouloir soutenir Itamar Franco ; et le PPS avec Ciro Gomes). Le PT préfère remettre ce débat à plus tard : « la définition des alliances doit faire l'objet de discussion et de définitions au DN au moment approprié, et en ayant en vue la dynamique même des négociations en vue des élections de 2002 ». Le parti dans son ensemble n'a pas assez de visibilité en décembre 2001. La suite, toutefois, va bientôt montrer que Lula et la direction de campagne savent en tirer avantage pour passer des accords électoraux à l'insu du parti, sans se préoccuper des principes et des limites fixés à la 12<sup>e</sup> RN.

## **b) Le voile se lève peu à peu sur la configuration des candidatures**

Au fur et à mesure qu'on avance dans l'année 2002, le profil et la place des diverses candidatures se précisent, largement modelées par un contexte où le chômage est devenu la préoccupation numéro un des Brésiliens, et où l'usure du régime, renforcée par les coupures d'électricité à répétition<sup>4</sup>, est évidente. Le ministre de la santé de FHC, José Serra, préféré du président en fin de mandat, est le candidat du PSDB, après une longue hésitation de son parti entre lui et l'ex-gouverneur du Ceará, Tasso Jereissati. Serra, conscient que le néolibéralisme pur et dur du gouvernement dont il est le continuateur est de plus en plus rejeté, mise d'un côté sur le maintien de la « stabilité économique », et l'autre, emprunte à des idées de « politique de croissance » ou encore de « redistribution de revenus ». Mais le lieutenant de FHC est peu crédible dans cette posture. Ciro Gomes joue la même partition, se définissant comme le candidat du changement dans la continuité : principal opposant bourgeois à Serra, s'appuyant sur l'alliance du PPS avec les deux partis qui se réclament officiellement du travaillisme, le PDT et le PTB, il cherche à obtenir les suffrages des électeurs mécontents tout en maintenant un cap néolibéral ; à ce titre, il obtient le soutien de Jereissati et de la majorité du PFL, en particulier du tout puissant « *coronel* » bahianais, ACM. Quant à Garotinho, en maintenant sa candidature, il place, pour la première fois

---

<sup>2</sup> Idem, p. 13.

<sup>3</sup> Idem, p. 14.

<sup>4</sup> Voir chapitre 11.

depuis 1989, le PSB hors du cercle d'alliances traditionnelles du PT. Il s'appuie aussi sur deux petits partis, le PGT et le PTC<sup>5</sup> avec une posture plus oppositionnelle que Ciro Gomes, et sur une plateforme en général considérée comme populiste et assistentialiste. De plus, il fait l'objet d'accusations de détournements de fonds publics en tant que gouverneur de Rio, ce qui limite forcément l'impact de sa coalition, intitulée '*Brasil Esperança*'.

Côté PMDB, les faibles intentions de vote pour Itamar Franco, et des résistances dans le parti lui-même font abandonner la perspective de cette candidature. O. Quércia et le secteur de centre-droit qu'il influence dans le PMDB accordent leur soutien à la candidature Lula, mais sans que celui ne fasse l'objet d'une alliance formalisée ; et la majorité du parti se coalise avec Serra, lui fournissant la candidate à la vice-présidence. Pour ce qui est du PFL, l'idée de présenter, contre Lula, Roseana Sarney, tourne court en avril, du fait de ses implications dans le scandale Lunus, qui l'amène à renoncer et à démissionner de son poste de gouverneur du Maranhão<sup>6</sup>. A l'extrême gauche, enfin, deux candidats sont annoncés : José Maria de Almeida pour le PSTU, et Rui Costa Pimenta pour le PCO.

### **c) Des décisions d'alliances concrètes qui forcent la main au PT**

La situation de Lula et de la direction de campagne est délicate : non seulement son offensive pour trouver des alliés au centre est contredite par les choix de telles forces ; mais de plus, parmi les gauches, des alliés très anciens comme le PSB, ou plus récents comme le PDT, tournent le dos au PT, au moins pour le premier tour. D'emblée, ce dernier peut compter sur l'alliance du PCdoB. Après de longs débats internes, le PCB, redevenu un petit parti de gauche, choisit de soutenir Lula dès le premier tour, sans trop d'illusions toutefois. Mais ce n'est pas le type d'alliés dont les sommets du PT et leurs conseillers veulent se contenter. En plus des soutiens ponctuels, non formalisés, du côté du PMDB, Lula parvient à trouver, au centre, un accord avec le Parti de la Mobilisation Nationale. Mais le PMN ne pèse pas lourd : il ne dispose alors que de deux parlementaires au niveau fédéral, et ses choix électoraux à géométrie variable n'ont jamais été couronnés de succès : il s'était présenté seul avec Celso Brant en 1989 (0,15% des exprimés) ; avait soutenu Brizola en 1994 (3,18%) ; à nouveau, en 1998, son candidat Ivan Moacyr da Frota (0,37%) ne s'appuyait pas sur une alliance.

Mais c'est surtout l'alliance du PT avec le Parti Libéral qui retient l'attention en 2002 et qui mérite que l'on s'y arrête un peu. Celui-ci n'a aussi qu'un faible poids institutionnel. En 1998, il n'a fait élire que douze députés fédéraux. Mais il possède une implantation particulière dans les milieux protestants, qui fait beaucoup défaut au PT. Le PL est un parti de droite. En 1989, il avait présenté la candidature de G. Afif, sur une plateforme clairement néolibérale. En 1994, il avait soutenu FHC, avec lequel il avait rompu en 1998 pour soutenir Ciro Gomes. Dans divers Etats, le PL fait toutefois partie du regroupement de forces politiques soutenant le gouvernement FHC. Mais la situation dans deux entités fédérales est éclairante : que penser, en effet, d'un parti qui soutient Paulo Maluf dans le São Paulo ou ACM dans la Bahia? Car tel est bien le PL que Lula et son cercle rapproché, tout particulièrement Zé Dirceu, ont décidé de transformer en partenaire clé de la coalition. Et « *en Alagoas, ce parti est contrôlé par le principal producteur de canne à sucre de l'Etat,*

---

<sup>5</sup> Voir liste des sigles.

<sup>6</sup> Scandale de corruption touchant à la fois la société de participations de son mari, Lunus, dont Roseana Sarney est associée, où circulent de grosses sommes non déclarées, et le gouvernement du Maranhão. Elle, comme le reste de la famille Sarney feront finalement partie des soutiens de Lula.

*Carlos Lyra. Ses députés sont impliqués dans des scandales de corruption et liés à Collor. Deux d'entre eux ont été cités dans la CPI [commission d'enquête parlementaire] sur le narcotrafic* »<sup>7</sup>. Il est clair qu'un allié pareil ne « colle » pas avec la politique d'alliances définie à Olinda.

Celle-ci défend explicitement l'idée d'étendre les alliances vers le centre, mais explique que cela doit se faire en prenant le programme comme base de ces alliances, et elle ne mentionne à aucun endroit la possibilité d'alliances avec des formations politiques de droite, telles que le PL. De ce point de vue, le choix fait par Lula et la direction de campagne piétine les décisions du parti à la 12<sup>e</sup> RN. Il viole non seulement ces décisions récentes, mais plus encore, toute la tradition politique du PT, et le parti lui-même : les implications de cette alliance inédite ne sont pas débattues par l'ensemble du parti ; le contenu des discussions avec le PL n'est pas explicité aux adhérents ; bref, cette alliance est imposée d'en haut, autoritairement. Comme, de plus, cet attelage avec le PL est conçu comme essentiel, la direction du PT veut donner satisfaction à toutes les exigences de ce parti, et donc à sa volonté de faire élire un maximum de députés. Cela veut dire imposer ce partenaire à l'organisation locale du PT dans les Etats où le PL trouve intérêt à une coalition, tandis qu'il est libre, ailleurs, de mener sa propre politique : en plus d'ACM dans la Bahia et de Maluf à São Paulo, le PL soutient Garotinho à Rio...

Pourquoi cet aplatissement des sommets du PT devant ce petit parti de droite qui, de par sa surface électorale n'est même pas en mesure d'apporter un soutien parlementaire décisif à Lula? En plus de recueillir des votes protestants, c'est essentiellement pour pouvoir compter sur la présence d'un grand industriel, José de Alencar, comme candidat à la vice-présidence. Ce dernier a été élu sénateur du Minas Gerais en 1998 pour le PMDB, parti qu'il a quitté avant la fin de son mandat. Alencar, maintenant sans parti, est le patron d'un énorme empire industriel qui compte plus de 16 000 salariés dans son seul secteur textile, avec son énorme entreprise, la Coteminas. Plus que le PL, c'est Alencar qui compte : Zé Dirceu et Lula voulaient donner à la candidature de 2002 une image de modération, de respect du capitalisme et de l'investissement productif. C'est là que réside la raison principale : le ticket Lula-Alencar veut symboliser l'alliance du « travail » avec le « capital productif ». Pour cela, il a fallu convaincre Alencar sur le principe, l'amener à rejoindre le PL et faire accepter par ce dernier d'être dans une coalition soutenant Lula, ce qui n'était pas évident. Les premiers échos d'un possible ticket Lula-Alencar se font entendre en février. Certains se gaussent d'une telle alliance, tant les parcours des deux hommes sont différents<sup>8</sup>. Opposé à l'avortement et à l'homosexualité, plus proche des idées du PFL que de celles du PT, Alencar est un homme de droite, mais Lula apprécie que son groupe investisse beaucoup, et il semble aimer le côté « patron social » que ce dernier met en avant, avec assurance maladie pour ses salariés et réseau d'écoles pour leurs enfants.

Patron social, Alencar ? Plutôt antisyndical comme patron social, à en croire Edvan Silva ! Ce dernier, pétiste syndicaliste du textile dans la Paraíba, a beaucoup à dire sur José Alencar et ses méthodes, car il était délégué syndical dans l'entreprise Santista, rachetée en 1998 par la Coteminas. Le nouveau groupe industriel « *ne voulait aucun syndicaliste dans l'usine, il payait pour que tu n'y ailles pas, parce qu'il ne voulait aucun mouvement à*

---

<sup>7</sup> João Machado et Carlos Schmidt, 'PT e eleições 2002', in *Em Tempo* N°324, juillet 2002, p. 3.

<sup>8</sup> Selon le journal portugais *Público*, Michel Temer, alors député fédéral, se serait même esclaffé : « *c'est comme vouloir croiser un cheval avec une vache : ça ne tire pas la charrette et ça ne donne pas de lait non plus* ». Article de Manuel Carvalho, 20/10/2002. <https://www.publico.pt/mundo/noticia/jose-alencar-um-liberal-na-lista-da-estrela-vermelha-191058>

*l'intérieur [...] José de Alencar est très réactionnaire, il interdit la syndicalisation. Il a une usine ici à Campina Grande, où il y a 1 500 travailleurs. Il n'y a même pas 200 syndiqués »<sup>9</sup>. Ce nombre peut paraître non négligeable, mais E. Silva estimerait normal d'avoir beaucoup plus de syndiqués et cet effectif qu'il juge médiocre est le résultat d'un travail d'implantation syndicale mené depuis bien longtemps dans le secteur textile. Mais José Alencar « ne veut aucun syndiqué dans ses nouvelles entreprises ». Et les militants syndicaux se battent contre lui : « Nous l'avons beaucoup dénoncé [à la justice] pour des questions de persécution contre les dirigeants syndicaux, de licenciements injustifiés, de baisses de salaires [...]. Ils ont un règlement intérieur dans l'entreprise, le groupe, qui est pire que l'AI-5 ». En découvrant cela, on ne peut que se demander si l'alliance entre « le travail » et le « capital productif », maintenant représentée par le ticket Lula-Alencar, où un ex-syndicaliste est flanqué d'un industriel chasseur de syndicalistes, n'est pas condamnée à être, au mieux, un jeu à somme nulle pour les ouvriers qui font confiance à Lula<sup>10</sup>... Au mieux !... Précisons que notre interviewé est toujours pétiste, et qu'il dit être un ami personnel de Lula.*

Mais finalement, l'attelage se met en place et l'accord permettant au PL d'entrer dans la coalition avec Alencar comme candidat à la vice-présidence est scellé à la fin juin. Il est alors arraché de justesse au DN du PT, par quelques voix d'écart, et l'annonce officielle de ce ticket par Lula lui vaut les huées d'un groupe de pétistes horrifiés par cette alliance. Il s'agit peut-être aussi, pour Lula et ses proches, de pouvoir disposer de plus de temps d'émissions électorales gratuites à la télévision, comme l'indiquent J. Machado et C. Schmidt. Ces derniers dénoncent aussi l'impact destructeur que cette alliance implique pour le PT dans certains Etats, en particulier l'Alagoas : c'est, selon eux, « une violence exercée contre toute la construction historique du parti dans l'Etat et un manque de respect vis-à-vis de la conscience de l'ensemble des militants. Elle jette à la poubelle la possibilité d'y conquérir un gouvernement de gauche, sans le joug des producteurs de canne à sucre et sans accord avec le syndicat du crime. Pour cette raison, il y avait unanimité du PT de cet Etat contre l'alliance avec le PL. C'est pour cela que la camarade Heloísa Helena et d'autres camarades ont retiré leurs candidatures »<sup>11</sup>. Après des recours sans succès, la direction du PT-AL recommande aux candidats de renoncer à se présenter dans une telle coalition. Certains renoncent ; d'autres se maintiennent. Heloísa Helena, sénatrice de l'Alagoas depuis 1998, refuse d'être candidate au poste de gouverneure dans un tel cadre – même en tête des intentions de votes dans les sondages – parce qu'elle ne veut pas devoir affronter, en cas de victoire, une situation où « un producteur de canne à sucre [pourrait] lui mettre un collier autour du cou pour lui dire dans quelle direction aller »<sup>12</sup>, déclare-t-elle devant le Sénat.

## **2°) Quel programme de gouvernement ?**

L'année 2002 voit une évolution programmatique accélérée. Les lignes directrices de la 12<sup>e</sup> RN débouchent sur le programme de gouvernement, avec certaines édulcorations ; puis la Lettre de Lula au peuple brésilien revient, de fait, sur la cohérence du programme préalablement défini. Entre ce qui ressort de la 12<sup>e</sup> RN, où les thèses du CM incorporent un certain nombre d'amendements visant à maintenir la campagne sur une ligne

<sup>9</sup> Notre interview d'Edvan Silva. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>10</sup> Néanmoins, notre interviewé dit : « ça s'est un petit peu amélioré après que José de Alencar a été le 'vice' de Lula ; il y a eu une ouverture ».

<sup>11</sup> Idem, p. 4.

<sup>12</sup> 'A renúncia de Heloísa Helena', discours au Sénat le 2 juillet 2002, reproduit dans *Em Tempo* N° 324, de juillet 2002, p. 6.

« démocratique-populaire » (même moins radicale que sa version de 1987), et le programme que Lula défend effectivement à la veille de son élection en 2002, un véritable tournant a lieu : d'anti-néolibéral dans l'affirmation de ses principes, le programme devient néolibéral dans son essence et sa réalité. C'est ce virage majeur qu'il nous faut présenter et éclairer.

### a) « Un Brésil pour tous » ?

Selon les lignes directrices de la 12<sup>e</sup> RN, le programme de gouvernement se veut « démocratique et populaire » et doit créer une « rupture globale ». On y lit notamment: « *un gouvernement démocratique et populaire aura besoin d'opérer une rupture effective globale avec le modèle existant, en établissant les bases pour la mise en œuvre d'un modèle de développement alternatif* »<sup>13</sup>. Le programme de gouvernement de la Coalition *Lula Presidente* s'intitule « Un Brésil pour tous ». Le programme principal est complété par 14 fascicules qui traitent d'une série de questions<sup>14</sup>. L'observation de sa structure révèle que le thème de l'inclusion sociale, avec ses dimensions emploi, croissance et distribution de revenus, est central. Mais comment la « rupture » annoncée à la 12<sup>e</sup> RN s'y traduit-elle ? Concentrons-nous sur les 13 points que nous suivons depuis la campagne Lula de 1989.

1) Démocratisation de l'Etat : Ce thème n'apparaît que sous forme d'une demande de réforme du système politique. Celle-ci doit advenir par une « *large discussion dans la société et au Congrès* »<sup>15</sup>. Elle doit « *permettre des batailles électorales plus transparentes, équitables et capables de créer un espace pour l'apparition de nouveaux dirigeants* » ; « *introduire un système de financement public des campagnes électorales* » ; « *créer des scrutins par listes aux élections proportionnelles* », pour « *renforcer les partis et leur donner plus de netteté programmatique et de consistance* » ; « *adopter des mécanismes de fidélité partisane* » pour éviter le phénomène massif des élus qui changent de parti ; « *assurer la proportionnalité effective de la représentation* », c'est-à-dire un « *équilibre entre le nombre d'électeurs de chaque Etat et celui des parlementaires* ». Il est vaguement question d'un « *plus grand contrôle social sur l'Etat par les citoyens* », mais la démocratie directe n'est pas évoquée, et la démocratie participative ne l'est que de façon ponctuelle, notamment pour des politiques des politiques de la ville. La référence positive au Budget participatif<sup>16</sup> n'est prolongée par aucun engagement.

2) Distribution de revenus : Ce thème tient une place importante. Les revenus dans le pays doivent être redistribués « *surtout au moyen de l'augmentation du salaire minimum et d'une imposition non régressive* »<sup>17</sup>. Sur le salaire minimum, il n'y a pas d'objectif précis de revalorisation : « *notre gouvernement travaillera sur un programme de réajustement progressif du pouvoir d'achat du salaire minimum* »<sup>18</sup>. Le texte prévoit aussi l'instauration d'un « *revenu minimum associé à l'éducation* ». Il ajoute : « *Le revenu minimum que notre*

---

<sup>13</sup> *Resolução do XII Encontro Nacional* p. 21.

<sup>14</sup> Les 4 parties du programme principal sont intitulées « Croissance, emploi et inclusion sociale » ; « développement, distribution de revenu et stabilité » ; « inclusion sociale » ; « infrastructure et développement durable ». Les fascicules complémentaires concernent la culture ; la lutte contre le racisme ; les personnes handicapées ; la lutte contre la corruption ; la question des femmes ; la souveraineté, l'emploi et la sécurité ; la question indigène ; l'économie coopérative ; la création d'emplois ; l'environnement et la qualité de la vie ; l'Amazonie ; la santé ; l'école et l'éducation ; la vie à la campagne.

<sup>15</sup> *Programa de governo 2002, Coligação Lula Presidente. Um Brasil para todos*, p. 24. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même document.

<sup>16</sup> *Idem*, p.3.

<sup>17</sup> *Idem*, p. 25.

<sup>18</sup> *Idem*, p. 32.

*gouvernement va proposer doit être vu comme un pas dans la direction de la mise en œuvre – lorsque les conditions fiscales le permettront – d’un revenu de base de citoyenneté »<sup>19</sup>.*

3) Dettes extérieures : Rien n’est dit sur son paiement dans le programme de gouvernement. Mais il est évident que le gouvernement paiera sans rechigner, car il a été inséré un point fondamental, concernant les liens avec le FMI : « *Notre gouvernement va maintenir l’excédent budgétaire primaire le temps qui sera nécessaire, de façon à ne pas permettre qu’il advienne une augmentation de la dette interne par rapport au PIB, ce qui pourrait détruire la confiance dans la capacité du gouvernement de respecter ses engagements* »<sup>20</sup>. Nous revenons plus loin sur cette question cruciale.

4) Réforme agraire : La tendance à la modération se confirme, et surtout l’accent est mis sur l’importance de l’agro-industrie. Il est dit que la réforme agraire est « *un outil indispensable d’inclusion sociale, dans un pays avec une grave concentration des revenus comme le nôtre* »<sup>21</sup>, et que son accélération est « *indispensable pour augmenter l’emploi dans l’agriculture et offrir une sécurité alimentaire aux travailleurs et à leurs familles* ». Comment redistribuer les terres ? « *Sans préjuger d’autres formes pouvant être utilisées dans des situations déterminées, l’instrument central de l’obtention des terres pour la Réforme agraire sera l’expropriation pour intérêt social, dans les termes qu’établit la Constitution Fédérale* ». Sur l’agrobusiness, on lit : « *L’agro-industrie est aujourd’hui l’un des biens les plus importants du Brésil et elle doit être favorisée, y compris pour son rôle stratégique dans l’obtention d’excédents commerciaux* ». Le thème de l’agriculture concerne le marché international, sans pour autant « *négliger l’agriculture non directement tournée vers l’exportation, qui sera renforcée par la Réforme agraire et l’agriculture familiale* »<sup>22</sup>. Là aussi, cette importante question programmatique méritera que nous en reparlions plus loin.

5) Dé-privatiser l’Etat : Cette question revient en 2002 : il faut, est-il écrit « *un effort gigantesque de dé-privatisation de l’Etat, en le mettant au service de l’ensemble des citoyens, en particulier des secteurs socialement marginalisés* »<sup>23</sup>. Cela veut dire notamment que « *l’administration cessera d’être au service d’intérêts privés, surtout des grands groupes économiques* ». Il est précisé qu’un « *Etat efficient, agile et contrôlé par les citoyens est aussi la meilleure arme contre la gabegie et la corruption* ». Comment les citoyens peuvent-ils contrôler l’Etat ? On ne trouve guère de réponse d’ensemble. Mais la corruption fait l’objet d’un fascicule spécifique où il est promis un combat intransigeant.

6) Combattre la spéculation : Il n’y a rien dans le programme. Comment combattre ses effets néfastes, alors, sinon en menant une politique « orthodoxe », pour satisfaire les marchés financiers et ainsi éviter que la spéculation ne démolisse l’économie ? Cela est au cœur de la Lettre de Lula au peuple brésilien que nous analyserons bientôt.

7) Capital étranger : Le programme de 1998 était muet ; celui de 2002 est bienveillant : « *Le Brésil ne doit pas se passer des entreprises, de la technologie et du capital étrangers* »<sup>24</sup>. On lit encore que « *l’investissement étranger aura une place garantie à côté du capital privé national* »<sup>25</sup>.

8) Subordination militaire : Rien ne figure sur la subordination de l’Armée au pouvoir civil. Rien non plus sur les droits démocratiques des soldats. Il est écrit qu’il est « *impératif*

---

<sup>19</sup> Idem, p. 44.

<sup>20</sup> Idem, p. 11.

<sup>21</sup> Idem, p. 22.

<sup>22</sup> Idem, p. 10.

<sup>23</sup> Idem, p. 3.

<sup>24</sup> *Programa de governo 2002, Coligação Lula Presidente. Um Brasil para todos*, p. 9. Jusqu’à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même document.

<sup>25</sup> Idem, p. 14.

que le nouveau gouvernement propose au Congrès National un débat sur le rôle » des Forces armées. Il s'agit ainsi de définir quels sont ses besoins. Il est ajouté que « le gouvernement Lula renforcera, modernisera et redonnera du prestige »<sup>26</sup> à son Armée.

9) Sauver l'Amazonie : Cette région fait toujours l'objet d'un intérêt particulier. Il est précisé qu'il faut défendre le territoire brésilien qui s'y inscrit : les Forces armées « réaliseront leur mission constitutionnelle, spécialement celles qui sont liées à la défense des frontières et à la protection de régions menacées dans leur intégrité, comme c'est le cas de l'Amazonie »<sup>27</sup>, qui a une « importance stratégique »<sup>28</sup>. Un fascicule intitulé « La place de l'Amazonie dans le développement du Brésil » apporte des précisions sur les ressources énergétiques et la « préservation [de l'environnement] par les populations locales ». La biodiversité est conçue comme un « patrimoine de l'humanité sous souveraineté brésilienne ». Le fascicule concernant la question indigène fait un certain nombre de propositions peu précises sur les droits de ces populations.

10) Politique énergétique : Le programme n'exprime plus les réserves qui prévalaient en 1998 sur le sucre et l'éthanol comme source d'énergie : « au moment où le monde s'occupe de chercher des ressources énergétiques alternatives et non polluantes », l'éthanol « peut permettre une importante base commerciale, de génération d'emplois et de revenus »<sup>29</sup>. On ne constate ici aucune réflexion critique par rapport aux effets « collatéraux » de cette filière. Pour l'ensemble de la politique énergétique, on lit que « le nouveau gouvernement travaillera avec une planification énergétique intégrée, de manière à rendre viables de nouvelles dynamiques pour les secteurs de l'hydroélectricité, du pétrole et du gaz naturel, du charbon, du nucléaire, de sources alternatives (éolien, solaire et biomasse) »<sup>30</sup> de manière efficiente. La politique énergétique « visera le développement durable. Elle sera en harmonie avec l'environnement »<sup>31</sup> en plus de « garantir la continuité de l'approvisionnement, sans les soubresauts du rationnement ». Le texte fait ainsi référence à la crise énergétique qui a sévi l'année précédente. Le nucléaire ne fait pas l'objet d'un traitement particulier.

11) Réforme urbaine : On trouve un certain flou sur des aspects importants de ce point : il s'agit de « donner forme à une effective politique de développement urbain »<sup>32</sup>. En matière de logement, la fédération doit « élargir l'offre d'alternatives de construction de logements, en incluant la régularisation foncière et l'urbanisation des occupations informelles, en combinaison avec l'élargissement de l'offre sur le marché officiel pour les couches à faibles revenus familiaux »<sup>33</sup>. Il est prévu un « projet logement » devant « mobiliser la société civile pour le droit à un logement digne », afin de « dépasser l'énorme déficit de logements qui touche principalement les plus défavorisés et leurs familles ». Il est aussi affirmé que « le nouveau gouvernement donnera la priorité aux investissements dans l'assainissement de l'environnement (eau, égouts, drainage, ordures ménagères) ». Mais la spéculation foncière n'est pas attaquée spécifiquement.

12) Politique étrangère : Les mêmes thèmes s'affirment, en moins radicaux qu'au début, mais on voit aussi poindre une volonté de puissance secondaire pour le Brésil. Il s'agit de

---

<sup>26</sup> Idem, p. 6.

<sup>27</sup> Idem, p. 6-7.

<sup>28</sup> Idem, p. 59.

<sup>29</sup> Programa de governo 2002, Coligação Lula Presidente. Um Brasil para todos, p. 9. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même document.

<sup>30</sup> Idem, p. 55.

<sup>31</sup> Idem, p. 67.

<sup>32</sup> Idem, p. 54.

<sup>33</sup> Idem, p. 61.



« garantir la présence souveraine dans le monde »<sup>34</sup> du pays, ainsi que de « contribuer à réduire les tensions internationales, à la recherche d'un monde plus équilibré économiquement, socialement et politiquement ». L'accent est encore mis sur l'intégration régionale de l'Amérique latine, avec un « pacte régional d'intégration, surtout en Amérique du Sud »<sup>35</sup>. Il est même précisé : « Il est fondamental que ce bloc construise des institutions politiques et juridiques et développe une politique extérieure commune ». Dans cette perspective, la « reconstruction du Mercosul » est un « élément décisif ». Quant aux institutions internationales, le texte réaffirme les espoirs – vœux pieux ? – de 1998 : il faut « démocratiser les relations internationales et les organismes multilatéraux comme l'ONU, le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale »<sup>36</sup>. Enfin, le fascicule traitant de la souveraineté affirme clairement le rejet de l'ALCA, qui, « telle qu'elle est formulée aujourd'hui, représente moins une véritable intégration qu'une forme d'annexion »<sup>37</sup>.

13) Droits des travailleurs : Le droit de grève n'est pas mentionné. Les syndicats sont évoqués, mais c'est clairement dans une perspective de coopération capital-travail : « Plus qu'une législation sur des droits minimum, l'équilibre dans les relations au travail requiert l'existence de syndicats libres, autonomes, représentatifs et indépendants »<sup>38</sup>. C'est dans cette optique que « notre gouvernement va mettre en place un large débat sur la réforme de la structure syndicale brésilienne ». En ce sens, « un premier pas nécessaire sera de reconnaître les centrales syndicales comme interlocuteurs représentant les intérêts des travailleurs ». Le programme affirme aussi « l'objectif de promouvoir la plus large réforme du droit du travail ». Réforme en quel sens ? Ce n'est pas précisé.

Sur l'ensemble des 13 points, on note clairement une poursuite de la dé-radicalisation programmatique. Mais ce qui frappe, c'est surtout le point sur la dette extérieure, et l'acceptation de la politique d'excédent budgétaire exigée par le FMI, mise en pratique par le gouvernement FHC et critiquée jusqu'alors par le PT et Lula. Maintenant, non seulement le futur gouvernement s'apprête à payer la dette, mais il accepte un carcan financier qui implique des sacrifices énormes. Ce point requiert explications et contextualisation.

## **b) La situation financière, le FMI et la Lettre au peuple brésilien**

Depuis 1995, FHC a considérablement renforcé, par sa politique de real fort, puis par sa politique d'endettement croissant, le pouvoir de pression des marchés financiers sur le Brésil. Il a déjà emprunté au FMI 41 milliards de dollars en octobre 1998 pour retarder la chute du real au début 1999 et permettre ainsi sa réélection. Cela renforce l'emprise du FMI sur le Brésil, avec la Loi de responsabilité fiscale qui donne priorité au remboursement de la dette sur d'autres dépenses du pays, comme le financement de ses services publics. En septembre 2001, le gouvernement FHC emprunte encore 16 milliards de dollars dans le contexte de la faillite argentine, qui pourrait bien faire chuter aussi le Brésil. A cette occasion, le FMI impose au Brésil un excédent budgétaire brut de 3,75% du PIB, qui implique des coupes sombres dans les dépenses sociales (santé, éducation, réforme agraire, etc.). En 2002, le « risque Brésil » augmente avec la probable victoire de Lula, et les spéculateurs des marchés financiers s'attaquent au pays, qui voit fuir les capitaux. Leurs porte-paroles

---

<sup>34</sup> Idem, p. 6.

<sup>35</sup> Idem, p. 7.

<sup>36</sup> Idem, p. 8.

<sup>37</sup> Programa de governo 2002, Coligação Lula Presidente. Compromisso com a soberania, o emprego e a segurança do povo brasileiro, p. 3.

<sup>38</sup> Idem, p. 24.

autorisés ne cachent pas leur volonté de mettre au pas le candidat du PT. Cela se vérifie à de très nombreuses interventions, comme celles d'Alan Greenspan, président de la Fed, de Stanley Fischer, ex-directeur adjoint du FMI, ou du célèbre spéculateur George Soros, qui s'inquiètent de « *l'impact négatif sur les marchés* » de ce que montrent les sondages<sup>39</sup>.

Pour mieux comprendre cette affaire de « risque Brésil » et cet emballement financier, résumons la situation du pays en matière d'endettement. Le déficit de la balance des paiements du Brésil exige environ 50 milliards de dollars par an, soit environ 1 milliard d'US\$ par semaine. Plus de la moitié de cette somme correspond au paiement du principal de la dette (35 milliards d'US\$ en 2001), tandis que la même année, près de 15 milliards ont été versés en intérêts de la même dette extérieure, et près de 5 milliards en transferts de profits. Le passif extérieur cumulé a augmenté de plus de 180 milliards d'US\$ entre 1995 et 2002, surtout du fait de taux d'intérêts extrêmement élevés, et du fait de la baisse, depuis 1999, du real par rapport au dollar. Avec la crise internationale, il devient plus dur, pour le Brésil, d'exporter. En même temps, les fraudes à répétition aux Etats-Unis (Enron, Merck, Xerox, Worldcom) et la faillite argentine rendent méfiants les investisseurs, ce qui fait que l'argent pour colmater le déficit des paiements brésiliens est plus difficile à mobiliser.

Dans ce cadre, FHC et son ministre P. Malan négocient un nouveau prêt du FMI. Mais vu le contexte électoral du Brésil, le FMI et FHC veulent forcer la main à son successeur probable, Lula, en l'obligeant à assumer « *des engagements pour le maintien de la voie correcte* » en matière de gestion économique. C'est officiellement le 8 août 2002 que l'accord avec le FMI est annoncé : il est question de 30 milliards de dollars supplémentaires, ce qui crée une « *courte euphorie dans les bourses de valeurs du monde entier et parmi les spéculateurs* »<sup>40</sup>. En réalité, l'accord vise à ligoter le candidat du PT : seuls 6 milliards de dollars doivent être débloqués en 2002 : 3 milliards en septembre et 3 autres en novembre, afin d'assurer les paiements du Brésil à court terme. Les 24 milliards restants sont conditionnés à un nouvel accord en 2003, avec Lula selon toute vraisemblance. En apprenant cela, les spéculateurs reprennent leurs attaques contre le Brésil. Un mois et demi avant cet accord FHC-FMI, Lula a pourtant déjà donné un gage majeur à la finance, en publiant, dès le 22 juin, sa Lettre au peuple brésilien.

Ce document, souvent baptisé ironiquement « lettre aux banquiers », a été, selon Perry Anderson<sup>41</sup>, fortement inspiré par l'un des hommes forts de l'équipe de campagne, Antônio Palocci. La Lettre est construite en trois parties, selon la forme classique thèse-antithèse-synthèse. La première reconnaît l'aspiration à de grosses transformations : « *Le Brésil veut changer [...] Il y a dans notre pays une puissante volonté populaire d'en finir avec le cycle économique et politique actuel* »<sup>42</sup>, avec un modèle « *épuisé* ». Le texte note « *l'adhésion croissante à notre candidature* », un soutien venant notamment de « *maires et de parlementaires de partis qui ne sont pas dans la coalition avec le PT* » et de « *fractions significatives du monde de l'entreprise* ».

Mais (deuxième partie), ce n'est pas simple et il va falloir du temps et de la patience : « *le PT et ses partenaires ont pleinement conscience du fait que le dépassement du modèle*

<sup>39</sup> Cf *Em Tempo* N° 324 de juillet 2002, « *As eleições e o 'risco Brasil'* », article de João Machado et Carlos Schmidt, p. 8. Jusqu'à nouvel ordre, les citations et les chiffres qui suivent sont issus de cet article ou s'appuient sur celui-ci.

<sup>40</sup> Osvaldo COGGIOLA. « *Governo Lula, da esperança à realidade* », Xamã 2004, p. 25.

<sup>41</sup> Perry ANDERSON, article intitulé « *Lula's Brazil* », London Review of Books, mars 2011, p. 3.

<sup>42</sup> Luiz Inácio Lula da Silva. *Carta ao Povo Brasileiro*. PT-FPA, 2002, p. 2. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

*actuel [...] ne se fera pas par un tour de magie, du jour au lendemain* »<sup>43</sup>. Il va falloir une « *transition lucide et rigoureuse entre ce que nous avons aujourd'hui et ce que la société revendique* », et une « *vaste négociation nationale* » pour y parvenir. C'est ici que Lula annonce ce que jamais auparavant, le PT ou lui-même n'avait dit : « *une prémisse de cette transition sera naturellement le respect des contrats et des obligations du pays* ». Il s'agit bien sûr de la dette et des accords avec le FMI. « *Naturellement* » ? Il n'y a pas si longtemps, le PT défendait pourtant le contraire. Lula explique : « *il y a une forte préoccupation du marché financier avec les mauvais résultats de l'économie et sa fragilité actuelle, qui génèrent des frayeurs relatives à la capacité du pays de gérer sa dette intérieure et extérieure* ». La Lettre met cette inquiétude sur le compte de FHC et de « *l'énorme endettement accumulé* ». Mais pour éviter la crise, « *il faut comprendre que la marge de manœuvre de la politique économique à court terme est étroite* ». Il faut donc « *augmenter et améliorer la qualité des exportations* »<sup>44</sup>, ce qui met en relief la « *valorisation de l'agro-business et de l'agriculture familiale* » – on comprend ici que ce qui compte, c'est surtout l'agro-business – mais cela veut dire un « *équilibre budgétaire, pour croître et non seulement pour rendre des comptes à nos créanciers* ». Ici, le terme d'équilibre est un doux euphémisme, car, écrit Lula, « *nous allons maintenir l'excédent brut tant que cela sera nécessaire pour empêcher que la dette intérieure n'augmente et ne détruise la confiance dans la capacité du gouvernement d'honorer ses engagements* »<sup>45</sup>.

Cette mauvaise nouvelle, par ce qu'elle implique d'austérité et d'empêchement de satisfaire de multiples besoins populaires, est présentée comme une condition *sine qua non* pour pouvoir entretenir l'espoir (troisième partie), car « *en dépassant notre vulnérabilité extérieure, nous pourrions réduire de façon soutenue le taux d'intérêt* »<sup>46</sup>. Il faut attendre, donc : « *seul le retour de la croissance peut amener le pays à compter sur un équilibre budgétaire consistant et durable* »<sup>47</sup>. Mais avec confiance, car le Brésil a des atouts : « *le développement de notre immense marché peut revitaliser et donner une impulsion à l'ensemble de l'économie* ». Lula écrit : « *peut revitaliser* ». Pas de certitude donc ! Mais il réaffirme son « *engagement pour la production, l'emploi et la justice sociale* ».

Tout en critiquant FHC et son gouvernement pour leur responsabilité dans la situation, Lula et son équipe de campagne cèdent donc sur un point majeur, pour rassurer les marchés financiers, en affirmant vouloir maintenir un certain niveau de continuité avec la politique qui prévaut depuis 1995, et au prix du reniement des décisions de rupture prises à la 12<sup>e</sup> RN. On remarque aussi que si ce document réaffirme la volonté de changements fondamentaux, les engagements à ce niveau sont très vagues et subordonnés aux exigences des créanciers, en particulier les 3,75% d'excédent. Or, une telle politique, à tout le moins, limite la croissance. Rien n'est dit sur cette contradiction. Par contre, ce sont des garanties précises qui sont données aux marchés financiers. Mais ces derniers – est-ce surprenant ? – par la voix des économistes des banques notamment, utilisent plutôt la Lettre comme un point d'appui pour faire plier complètement Lula, et ils en veulent toujours plus.

### **3°) Le style de campagne**

---

<sup>43</sup> Idem, p. 3.

<sup>44</sup> Idem, p. 4.

<sup>45</sup> Idem p. 4-5.

<sup>46</sup> Idem, p. 4.

<sup>47</sup> Idem, p. 5.

## a) La patte de Duda Mendonça

En 1989, le PT, parti pauvre, avait pu compter sur l'aide militante du publicitaire Carlito Maia, fondateur du parti. En 2002, le PT est incomparablement plus à l'aise financièrement, et pour être candidat pour la quatrième fois, Lula exigeait de s'appuyer sur les services de ce professionnel de haut vol, grassement rémunéré, qu'est Duda Mendonça. Ce dernier avait déjà à son actif des campagnes électorales victorieuses, notamment celle de Paulo Maluf comme maire de São Paulo en 1992.

En 2002, sous la houlette de Mendonça, le marketing électoral s'installe vraiment comme élément stratégique clé. La conception de la campagne est axée sur quelques idées simples : le faible niveau d'ancrage idéologique de l'immense majorité des Brésiliens ; le principe des trois tiers ; la présentation de Lula en rassembleur du pays ; et pour cela une campagne large, refusant les clivages qui font peur à beaucoup de Brésiliens. Le principe des trois tiers, c'est l'idée, fondée sur des études d'opinion, que Lula ne peut compter, au plus, que sur un tiers de l'électorat pour le soutenir ; qu'un autre tiers lui échappera forcément ; et que Lula doit aller chercher les voix du dernier tiers. Pour être conquis, ce dernier groupe doit être rassuré. Selon W. Hunter, ce tiers à gagner inclut les Brésiliens à très faibles revenus et très peu instruits, les femmes, les personnes âgées et une partie des classes moyennes<sup>48</sup>. C'est, en particulier, du fait de l'électorat le plus défavorisé que Lula avait perdu précédemment, notamment en 1989. Pour conquérir cet électorat, il faut, dans la logique mise en œuvre par le publicitaire, parler des réformes en termes très simples, très concrètement, et sans qu'un quelconque sentiment de menace n'effraie cet électorat. Pour ce qui est des femmes, l'accent est mis sur la connaissance qu'ont le candidat et son parti de la condition des femmes, surtout de milieu défavorisé. La campagne TV mettra donc en avant, notamment, Benedita da Silva, ou Heloísa Helena, et Lula évoquera la dure vie de femme du peuple de sa propre mère.

Il s'agit aussi de gommer définitivement toute trace de conflictualité sociale, de lutte des classes dans le vocabulaire utilisé et dans l'image projetée par le candidat. Dans le programme présenté aux électeurs, les termes « socialisme », ou « socialiste », n'apparaissent jamais. Comment pourraient-ils figurer, d'ailleurs, dans un texte co-signé par le PL ? David Samuels note aussi qu'en 2002, la thématique de la radicalité n'apparaissait, dans le programme, « *que quand il affirmait de fades engagements à 'défendre radicalement le bien public' [...] et à 'radicaliser' la démocratie brésilienne* »<sup>49</sup>. Dans cette même optique, l'image de Lula doit être refaçonée de manière à faire oublier le syndicaliste de combat qu'il a été. Fini le lutteur métallo hirsute qui s'adressait jadis à des dizaines de milliers d'ouvriers rassemblés dans un stade ; place à un dirigeant responsable à la stature d'homme d'Etat, et surtout à un catalyseur, à un rassembleur. C'est l'un des sens du slogan de campagne : « un Brésil pour tous » (*'Um Brasil para todos'*), qui est le titre du programme de gouvernement. La couverture de celui-ci et de presque tous les fascicules annexes montre un petit enfant aux yeux fermés et à l'air épanoui, faisant un câlin avec la grosse étoile rouge du PT qu'il serre dans ses bras. Un autre slogan de campagne véhicule le même genre de message : « Lula, paix et amour » (*'Lula, paz e amor'*). C'est également dans cette optique que la réforme agraire n'apparaît, dans la Lettre de Lula, que comme devant « *assurer la paix dans*

---

<sup>48</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 138).

<sup>49</sup> David SAMUELS (art. cit. p. 1004).

*les campagnes* »<sup>50</sup>. Dans la même volonté d'apparaître comme rassembleur, la consigne est de ne pas affronter brutalement les adversaires dans la campagne, et d'esquiver les coups quand ils attaquent. Cette campagne « *light* » fait d'ailleurs bondir plus d'un pétiste « classique ». De son côté, O. Coggiola considère que « *cela frise le ridicule* »<sup>51</sup> quand Lula s'en tient à cette attitude, même lors du dernier débat télévisé de campagne, quand il subit les attaques de Serra, Garotinho et Ciro Gomes réunis. Quant au PT, toujours moins populaire que son candidat, il n'est plus présenté comme un parti des travailleurs, mais plutôt comme un parti qui lutte « *pour un Brésil décent* » ('*O PT : por um Brasil decente*') et un parti compétent dans la gestion de nombreuses municipalités.

Enfin, Lula doit effacer, dans son image, les scories des préjugés haineux véhiculés contre lui par ses adversaires politiques et médiatiques. Présenté souvent comme incompetent, parce qu'illettré voire analphabète, il doit corriger le tir à ce niveau. Les spots télévisés le montrent comme un professionnel expérimenté et compétent de la politique. Non seulement très capable par lui-même, mais aussi très bien conseillé. Comme l'écrit W. Hunter, on voit Lula « *entouré d'experts très soignés et d'un haut niveau d'instruction dans différents domaines. Il s'agit de suggérer que Lula a bel et bien des conseillers très qualifiés même s'il manque lui-même d'une formation universitaire impressionnante* »<sup>52</sup>.

#### **b) Une campagne professionnalisée, coûteuse, pour rassurer les élites**

Dans son style, la campagne de 2002 s'oppose donc sur beaucoup de points à celle de 1989. Celle-ci était peu coûteuse, et s'appuyait sur la ferveur militante. Celle de 2002 revient cher, et la place des pétistes de base y est très réduite, même si, évoquant certains meetings Lula dans le *Norte* et le *Nordeste*, J. Soriano retrouve en partie l'ambiance de 1989<sup>53</sup>. L'historien et militant Marcelo Badaró Mattos pense de son côté qu'en 2002, « *la tentative de mobilisation que le PT fait avec sa base, c'est la mobilisation d'une base électorale et [...] non plus un projet pour, dans les élections, mobiliser sa base pour participer à un processus [...] de changement social* »<sup>54</sup>. Au niveau de la forme de la campagne, Valter Pomar observe que « *Duda Mendonça a combiné le contenu "Lulinha, paix et amour" avec l'utilisation abondante de la couleur rouge pendant toute la campagne, en évitant l'erreur commise par la direction de campagne présidentielle en 1998, qui dans le premier programme de TV, pour montrer que le parti et Lula avaient changé, ont utilisé des images de drapeaux blancs* »<sup>55</sup>.

Au niveau du contenu des messages délivrés par Lula, la campagne de 2002 a peu de choses en commun avec 1989 : en 2002, le candidat a passé la plus grande partie de sa campagne à rassurer les élites brésiliennes et internationales, allant jusqu'à approuver officiellement l'accord entre le FMI et FHC, comme l'en priait ce dernier.

Pour ce qui est du traitement médiatique de la campagne Lula, F.A. Azevedo fait remarquer qu'il y a un avant et un après Lettre au peuple brésilien. « *Jusqu'alors, la plus grande partie de la grande presse nationale regardait le candidat pétiste avec méfiance vu son passé de dirigeant syndical et ses propositions économiques hétérodoxes. Cette*

---

<sup>50</sup> Lula, *Carta ao Povo...* doc.cit. p. 3.

<sup>51</sup> O. COGGIOLA (op. cit. 2004 p. 29).

<sup>52</sup> W. HUNTER (op.cit. p. 139).

<sup>53</sup> *Em Tempo* N° 325 de sept. 2002, article de J. Soriano 'Eleições em agosto' p. 3.

<sup>54</sup> In Felipe DEMIER (op. cit. p. 27).

<sup>55</sup> V. POMAR (op. cit. p. 235-236).

perception était partagée avec des effets négatifs (ce qu'on appelait le 'risque Lula') sur les marchés financiers [...] Et évidemment, le 'risque Lula' alimentait en retour les médias [...] Avec le lancement de la Lettre aux Brésiliens, Lula neutralise les principales objections et critiques des grands titres de la presse nationale »<sup>56</sup>. A partir de la fin juin donc, et pour la première fois, Lula bénéficie d'une couverture médiatique beaucoup plus favorable.

## Section 2 : Du premier au second tour

### 1°) Premier tour : une avance confortable pour Lula

#### a) Les résultats globaux

Tableau 34 : Résultat national du premier tour des élections présidentielles 2002 (pour les 6 candidats) en nombre de voix et en % des exprimés.

Candidat	Parti	Total des voix	% des exprimés
Lula	PT	39 443 876	46,44%
José Serra	PSDB	19 700 470	23,20%
Garotinho	PSB	15 175 822	17,87%
Ciro Gomes	PPS	10 167 671	11,97%
Zé Maria	PSTU	402 038	0,47%
Rui Costa Pimenta	PCO	38 608	0,05%

Source : Résultats 1<sup>er</sup> tour (UOL Fernando Rodrigues).

Au premier tour, le 6 octobre 2002, le taux d'abstention est de 18,22%, et 10,39% des 94 077 051 votants ont glissé un bulletin blanc ou nul. Les résultats nationaux des 6 candidats se présentent comme suit. On le voit sur le tableau 34 (ci-dessus) : Lula dispose d'une très grosse avance à l'issue du premier tour. Il a plus du double de voix que son adversaire du second tour, José Serra. Beaucoup de supporters de Lula croyaient à une victoire au premier tour et sont un peu déçus, mais avec ces résultats, à moins de 4 points de la majorité, leur candidat est pratiquement assuré de gagner au second.

La carte 5 (ci-dessous) montre la large avance de Lula au premier tour dans les différents Etats de la Fédération.

En 2002, Serra a moins de succès que FHC avant lui : il ne mène qu'en Alagoas. Outre le caractère conservateur de cet Etat, le malaise évoqué plus haut lié à l'alliance PT/PL n'y est sans doute pas pour rien. En plus de Lula et de Serra, deux autres candidats ont des scores à trois chiffres : Ciro Gomes, en tête, comme en 1998, dans le Ceará ; et Anthony Garotinho, premier dans l'Etat de Rio. Les couleurs de la carte ont changé par rapport aux élections antérieures, et on voit bien ci-dessous qu'à part ces trois Etats, Lula est leader partout ailleurs.

<sup>56</sup> F.A. AZEVEDO apud V. AMORIM (op. cit. p. 232-233).

## b) Les résultats par région et par Etat

### Carte 5 : 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle 2002



Source : Wikipedia

Comme on le voit dans le tableau 35 (ci-dessous), présentant les scores des quatre candidats à deux chiffres, Serra obtient des résultats très faibles dans un certain nombre d'endroits, en particulier dans le *Nordeste* et dans l'Etat de RJ où il recueille moins de 10% des voix. Il dispose de réserves beaucoup plus faibles que Lula. Sauf erreur de campagne massive entre les deux tours, ce dernier doit être en mesure de récupérer la majorité des voix de Garotinho, et une bonne partie de celles de Ciro Gomes. Dans quelle mesure ? Cela va dépendre aussi du positionnement de ces deux candidats.

Dans chacune des cinq régions administratives, Lula obtient un résultat entre 43% et 50%. Ainsi, non seulement le nombre de voix recueillies par le candidat pétiste a largement crû par rapport aux présidentielles antérieures, mais l'écart de son impact électoral entre les grandes régions s'est considérablement réduit. Il reçoit presque la moitié des suffrages dans le *Sul* et son plus mauvais score (43,08%) concerne le *Centro-Oeste*.

Cette uniformisation des scores régionaux de Lula cache des différences entre Etats d'une même région, mais on note une forte tendance au nivellement par le haut. Deux Etats seulement lui accordent moins de 40% des suffrages exprimés, tous les deux dans le *Nordeste* : l'Alagoas, déjà mentionné ; et le Ceará, où Lula approche ce score, devancé toutefois par l'ex-gouverneur Ciro Gomes.

4 Etats donnent plus de 50% des voix à Lula : Santa Catarina (56,60%), Bahia (55,28%), Minas Gerais (53,01%), et Paraná (50,13%). Deux de ces Etats (SC et PR) sont situés dans le *Sul*, où Lula ne dépasse pas la majorité des voix parce le bastion pétiste habituel, le Rio Grande do Sul, se montre cette fois moins empressé que d'habitude à voter Lula. Le fait que le plus peuplé des Etats nordestins (Bahia) donne un tel score à Lula est une avancée notable pour le PT, surtout si l'on compare avec les présidentielles précédentes : c'est environ 20 points de plus pour le candidat du PT dans cet Etat.

De manière générale, il ressort de ce tableau qu'en 2002, il n'existe plus de retard électoral pétiste dans le *Nordeste*, au score très proche de la moyenne nationale. Le bon résultat du Minas Gerais mérite aussi d'être signalé, après le faible score de Lula en pays *mineiro* en 1998, d'abord parce que c'est l'Etat de José Alencar, et aussi parce que c'est le deuxième Etat du pays par le nombre d'électeurs. Le premier, São Paulo, affiche pour Lula un résultat un peu plus bas que la moyenne nationale et n'apparaît plus comme le bastion du PT, contrairement au début des années 1980.

Tableau 35 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula, José Serra, Anthony Garotinho et Ciro Gomes au premier tour de la présidentielle de 2002

Région / Etat	Lula		Serra		Garotinho		Ciro Gomes	
	Suffrages	% exp	Suffrages	% exp	Suffrages	% exp	Suffrages	% exp
Acre	123 999	46,81	50 250	18,97	46 229	17,45	43 995	16,61
Amapá	116 507	49,94	20 537	8,80	61 026	26,16	34 007	14,58
Amazonas	530 246	47,73	166 145	14,95	249 007	22,41	160 132	14,41
Pará	1 070 416	42,27	673 488	26,60	510 470	20,16	269 687	10,65
Rondônia	283 279	45,04	128 000	20,35	154 074	24,50	60 663	9,64
Roraima	70 952	44,97	19 195	12,00	39 974	24,98	28 063	17,54
Tocantins	225 291	43,10	177 547	33,97	72 256	13,82	46 562	8,91
<b>Norte</b>	<b>2 421 690</b>	<b>44,41</b>	<b>1 235 162</b>	<b>22,65</b>	<b>1 133 036</b>	<b>20,78</b>	<b>643 109</b>	<b>11,79</b>
Alagoas	307 751	28,60	314 739	29,25	281 015	26,11	168 925	15,70
Bahia	2 899 280	55,28	884 291	16,86	703 738	13,42	738 949	14,09
Ceará	1 353 339	39,36	293 425	8,53	256 879	7,47	1 529 623	44,49
Maranhão	843 132	40,88	248 621	12,05	508 006	24,63	455 860	22,10
Paraíba	754 329	47,77	466 346	29,53	215 207	13,63	138 789	8,79
Pernambuco	1 657 476	46,44	1 015 496	28,45	651 445	18,25	235 145	6,59
Piauí	616 157	46,85	358 986	27,29	141 624	10,77	196 157	14,91
Rio Grande do	581 544	43,68	296 856	22,30	229 896	17,27	218 880	16,44
Sergipe	357 557	44,27	160 348	19,85	151 155	18,72	133 887	16,58
<b>Nordeste</b>	<b>9 370 565</b>	<b>45,88</b>	<b>4 039 108</b>	<b>19,78</b>	<b>3 138 965</b>	<b>15,37</b>	<b>3 816 215</b>	<b>18,68</b>
Distrito Federal	592 977	49,07	202 410	18,29	220 989	18,29	184 558	15,27
Goiás	1 069 398	42,10	709 025	27,91	493 038	19,41	259 088	10,20
Mato Grosso do	446 438	41,49	308 905	28,71	170 957	15,89	145 271	13,50
Mato Grosso	508 610	40,64	371 684	29,70	187 380	14,97	180 812	14,45
<b>Centro-Oeste</b>	<b>2 617 423</b>	<b>43,08</b>	<b>1 592 024</b>	<b>26,20</b>	<b>1 072 364</b>	<b>17,65</b>	<b>769 729</b>	<b>12,67</b>
Espírito Santo	717 646	44,52	334 697	20,76	436 028	27,05	114 308	7,09
Minas Gerais	4 990 085	53,01	2 151 197	22,86	1 359 073	14,44	862 231	9,16
Rio de Janeiro	3 284 258	40,17	721 081	8,82	3 449 001	42,18	657 725	8,04
São Paulo	9 106 914	46,11	5 633 365	28,52	2 781 712	14,09	2 087 617	10,57
<b>Sudeste</b>	<b>18 098 903</b>	<b>46,47</b>	<b>8 840 740</b>	<b>22,70</b>	<b>8 025 814</b>	<b>20,61</b>	<b>3 721 881</b>	<b>9,56</b>
Paraná	2 540 328	50,13	1 367 384	26,98	722 438	14,26	409 135	8,07
Rio Grande do Sul	2 667 451	45,18	1 913 186	32,41	709 904	12,02	588 560	9,97
Santa Catarina	1 719 739	56,60	707 239	23,28	373 683	12,30	217 695	7,16
<b>Sul</b>	<b>6 927 518</b>	<b>49,45</b>	<b>3 987 809</b>	<b>28,47</b>	<b>1 806 025</b>	<b>12,89</b>	<b>1 215 390</b>	<b>8,68</b>
Brésiliens à l'étranger	18 593	50,07	10 218	27,52	3 675	9,90	4 342	11,69
<b>Total Brésil</b>	<b>39 455 233</b>	<b>46,44</b>	<b>19 705 445</b>	<b>23,20</b>	<b>15 180 097</b>	<b>17,87</b>	<b>10 170 882</b>	<b>11,97</b>

Source : Résultats 1<sup>er</sup> tour (notre élaboration à partir du site UOL Fernando Rodrigues).

## 2°) La victoire de Lula au second tour

### a) Entre les deux tours

La résolution de la 12<sup>e</sup> RN évoquait la question du second tour, notamment quant à la politique d'alliances du PT à mettre alors en œuvre. Elle précisait que le candidat du PT devrait « regrouper au second tour toutes les forces du camp démocratique-populaire et tous ceux qui s'opposent, même si c'est pour des raisons distinctes, au projet néolibéral »<sup>57</sup>, ce qui impliquait, jusqu'au premier tour, de concentrer l'attaque sur les forces néolibérales et de ménager les « secteurs dont nous pourrions avoir besoin au second tour ». Le texte se référait aux décisions du 2<sup>e</sup> CN et le point sur les alliances se concluait par un paragraphe qui commençait ainsi : « le prérequis des alliances est la netteté programmatique des forces qui nous soutiendront au premier et au second tour et, ultérieurement, au pouvoir »<sup>58</sup>. On voit

<sup>57</sup> Resolução do XII Encontro Nacional, doc.cit, p. 14. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>58</sup> Idem, p. 15.



ici à quel point, en moins de dix mois, tout le texte de la résolution a vieilli. Les trois candidats autres que Lula qui affichent un score à deux chiffres au premier tour acceptent, à des degrés divers et avec des nuances, les préceptes fondamentaux du néolibéralisme. Lula lui-même a basculé dans ce camp, celui du FMI et des marchés financiers. Par conséquent, parler de netteté programmatique comme critère d'alliances n'a plus guère de sens. Tout le contenu de cette résolution est débordé, sur la droite, par la réalité elle-même et le cours pris par les événements de l'année 2002.

Le premier tour avait, contrairement aux préconisations de cette résolution, réservé la surprise d'une alliance du PT avec un parti de droite et hissé au statut de vice-présidentiable un grand patron de confession évangélique qui déclarait qu'il fallait réprimer les occupations de terre par le MST au nom de la défense de la propriété privée, tandis que Lula se désolidarisait lui aussi, mais moins brutalement, des sans-terre en lutte<sup>59</sup>. L'alliance Lula-Alencar, comme c'était prévisible, était de nature à décourager toute révolte, toute initiative militante un tant soit peu combative et qui sorte du cadre institutionnel établi. Des politiciens tels que José Sarney, au parcours politique éloquent, et d'une netteté programmatique toujours parfaitement irréprochable, étaient venus s'adjoindre au chœur des supporters de Lula, tant les élites se rendaient maintenant compte qu'il ne représentait plus la moindre menace pour leurs intérêts.

Les trois semaines qui séparent le premier du second tour confirment la tendance exprimée au premier : le système des partis représentant les diverses factions des élites a flanché, et celles-ci se retrouvent encore plus divisées qu'avant le 6 octobre. Le second tour voit le ralliement à Lula de Ciro Gomes et de Garotinho. D'autres grands noms de la politique brésilienne s'ajoutent à la liste des nouveaux amis de Lula : Paulo Maluf, ACM... Le PTB de Roberto Jefferson soutient Lula, ainsi que de nombreux politiciens du PMDB. De nombreux représentants du grand patronat soutiennent le dirigeant pétiste « relooké ».

Et Lula obtient même l'aval d'un grand quotidien pauliste, très à droite. L'éditorial d'*O Estado de São Paulo*, le jour du second tour, commence ainsi : « *En 23 ans, au lieu de faire la révolution dont il rêvait pour le Brésil, le PT s'est révolutionné lui-même* »<sup>60</sup>. Puis, après avoir retracé sommairement les moments clés de l'histoire pétiste dans une approche idéologique bien de son cru, le texte se termine ainsi : « *En 1998, avec Brizola comme candidat à la vice-présidence, mais encore loin du centre, Lula a tenté de tenir un discours en faveur de la stabilité économique. La proposition de suspendre le paiement de la dette a été abandonnée, mais le programme proposait encore de revenir sur les privatisations, d'imposer les entreprises privatisées et de renégocier la dette intérieure. Une erreur que le PT n'a pas répétée en 2002, quand il s'est définitivement converti à la modération, qu'il a défendu le paiement des dettes intérieures et extérieures, qu'il s'est engagé à respecter les contrats avec les entreprises privatisées et l'accord avec le FMI* »<sup>61</sup>.

On ne saurait mieux dire que Lula et le PT sont bel et bien parvenus, en ce 27 octobre 2002, à se faire accepter par les maîtres du pays. Mais à quel prix ? On se demande aussi,

---

<sup>59</sup> Interrogé par le *Diário do Nordeste*, le 15 novembre 2003, Ozeas Duarte, membre de DR et du CM, et secrétaire du PT à la communication en 2002, déclare : « *avant, le parti parlait de la réforme agraire sous la direction des travailleurs. Dans la campagne de 2002, déjà, pour Lula, c'était une réforme agraire bien ordonnée et pacifique. Dans la pratique, cela fait une grande différence. Sous le contrôle des travailleurs, c'est une affaire plus radicale. Maintenant, il existe une attitude plus critique par rapport à l'invasion de terres sans discrimination. Il y a le principe de la défense de la propriété privée* ».

<sup>60</sup> Cité dans O. COGGIOLA (op. cit. 2004 p. 35).

<sup>61</sup> Idem, p. 36.

en lisant cet éditorial, s'il n'est pas une sorte de baiser de la mort donné à un parti et à un dirigeant politique qui voulaient initialement transformer radicalement la société brésilienne.

## b) Second tour : Lula, enfin « *lá* » !

Sur les quelque 115 millions d'électeurs inscrits, le taux d'abstention au second tour est de 25,74%. Et sur les 91,6 millions d'électeurs qui se sont déplacés, 6% ont déposé un bulletin blanc ou nul. On note une augmentation de plus de 7,5 points d'abstentions entre les deux tours. Mais l'essentiel est que Lula est très confortablement élu, avec 61,27% des suffrages exprimés.

La carte du second tour montre qu'un seul Etat a préféré Serra à Lula : l'Alagoas, poursuivant sur sa lancée du premier tour. Partout ailleurs, le leader pétiste obtient des scores entre 52,65% et 78,97% des voix. L'uniformisation des scores régionaux du premier tour se confirme dans le tableau 36 (ci-dessous) : la moyenne de 61,27% couvre des différences régionales beaucoup plus limitées que dans les élections présidentielles précédentes : entre 57,29% dans le *Centro-Oeste* et 63,01% dans le *Sudeste*. Les points faibles du candidat Lula ne sont plus que relatifs. Trois Etats donnent à Lula un score supérieur à 70%. L'Amapá, tout au nord, avec 75,51% des voix. Et deux Etats où Lula n'était que second au 1<sup>er</sup> tour, c'est-à-dire le Ceará et le Rio de Janeiro.

**Carte 6 : 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle 2002**



Source : Wikipedia

Dans le Ceará favorable à Ciro Gomes, le pétiste recueille 1 143 804 voix de plus qu'au 1<sup>er</sup> tour, et son adversaire seulement 688 184. Vu le premier tour médiocre de Garotinho dans cet Etat on voit que plus de la moitié des plus de 1,5 millions d'électeurs de Ciro Gomes a voté Lula. Le report dans le Rio de Janeiro est encore plus net. Lula frôle les 80%, et gagne plus de 3 millions de suffrages, bénéficiant sans doute de la préférence d'une majorité écrasante des électeurs de Garotinho et d'une majeure partie de ceux de Ciro Gomes. Quatre autres Etats ont voté Lula à plus de 65% : la Bahia (65,69%) et le Minas Gerais (66,45%), confirmant leurs choix du premier tour ; et, phénomène totalement nouveau pour le candidat du PT, les Etats amazoniens d'Amazonas (69,68%) et de Roraima (65,55%), traditionnellement des quasi-déserts électoraux pour le parti. Ces deux Etats avaient vu, au premier tour, des scores élevés de Garotinho et de Ciro Gomes, ainsi que de mauvais résultats de José Serra. On saisit donc qu'il y a eu globalement un très bon report de voix de ces candidats vers Lula. Enfin, à l'inverse, il faut noter la relative contre-performance de deux bastions traditionnels du PT, confirmant nos remarques à propos du premier tour : São Paulo, qui ne donne « que » 55,39% à Lula (près de 6 points au-dessous de la moyenne nationale) ; et le Rio Grande do Sul, qui fait à peine mieux, avec 55,84%.

Tableau 36 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula et José Serra au second tour de la présidentielle de 2002

	Lula		Serra	
	Suffrages	% exp	Suffrages	% exp
Acre	140 363	59,94	93 803	40,06
Amapá	171 850	75,51	55 723	24,49
Amazonas	722 034	69,88	311 175	30,12
Pará	1 317 472	52,65	1 184 624	47,35
Rondônia	334 264	55,56	267 320	44,44
Roraima	104 087	65,55	54 692	34,45
Tocantins	288 405	54,03	245 349	45,97
<b>Norte</b>	<b>3 078 475</b>	<b>58,18</b>	<b>2 212 686</b>	<b>41,82</b>
Alagoas	477 009	43,61	616 902	56,39
Bahia	3 710 900	65,69	1 937 780	34,31
Ceará	2 497 143	71,78	981 609	28,22
Maranhão	1 229 559	58,48	872 880	41,52
Paraíba	984 944	57,02	742 486	42,98
Pernambuco	2 198 673	57,07	1 654 132	42,93
Piauí	825 257	60,73	533 603	39,27
Rio Grande do Norte	781 947	58,64	551 628	41,36
Sergipe	490 989	57,50	362 923	42,50
<b>Nordeste</b>	<b>13 196 421</b>	<b>61,52</b>	<b>8 253 943</b>	<b>38,48</b>
Distrito Federal	777 708	62,26	471 485	37,74
Goiás	1 424 236	57,08	1 071 070	42,92
Mato Grosso do Sul	593 939	55,14	483 196	44,86
Mato Grosso	649 100	54,46	542 695	45,54
<b>Centro-Oeste</b>	<b>3 444 983</b>	<b>57,29</b>	<b>2 568 446</b>	<b>42,71</b>
Espírito Santo	944 172	59,36	646 494	40,64
Minas Gerais	6 384 690	66,45	3 223 960	33,55
Rio de Janeiro	6 318 104	78,97	1 682 472	21,03
São Paulo	11 264 282	55,39	9 073 187	44,61
<b>Sudeste</b>	<b>24 911 248</b>	<b>63,01</b>	<b>14 626 113</b>	<b>36,99</b>
Paraná	2 929 427	59,22	2 017 198	40,78
Rio Grande do Sul	3 297 354	55,84	2 608 109	44,16
Santa Catarina	1 914 684	64,14	1 070 502	35,86
<b>Sul</b>	<b>8 141 465</b>	<b>58,84</b>	<b>5 695 809</b>	<b>41,16</b>
Brésiliens à l'étranger	20 772	60,18	13 742	39,82
<b>Total Brésil</b>	<b>52 793 364</b>	<b>61,27</b>	<b>33 370 739</b>	<b>38,73</b>

Résultats 2<sup>e</sup> tour (notre élaboration à partir du site UOL Fernando Rodrigues).

Quelques mots pour finir sur les résultats électoraux, concernant les autres scrutins du 27 octobre. Le PT devient premier parti à la Chambre avec 91 députés, ce qui représente quand même moins de 20% des sièges ; à présent, il est aussi représenté par 14 sénateurs. Mais le PSDB et le PMDB gagnent la majorité des Etats. Le PT perd le Rio Grande do Sul, mais gagne l'Acre, le Mato Grosso do Sul et le Piauí.

### Section 3 : Quelle victoire ? A quel prix ?

Quel sens politique et historique prend la victoire de Lula ? Cette question est vaste, complexe et clivante et revêt plusieurs aspects. Nous distinguerons trois niveaux de questionnement. En premier lieu, qui sont les électeurs de Lula en 2002 – principalement les nouveaux – et comment faut-il interpréter leurs attentes ? En second lieu, il convient de revenir sur les derniers moments de l'année 2002, car la dynamique de la campagne Lula ne s'arrête pas le 27 octobre. Plus de deux mois séparent le candidat victorieux de sa prise de

fonctions. Cette période de transition est également très révélatrice de ce que sont devenus Lula et le PT. En troisième lieu, nous nous poserons des questions plus générales. Nous nous demanderons quelle est la portée de l'arrivée au *Planalto* d'un *ex-retirante* mal-nourri du *Nordeste*, ex-métallo, ex-syndicaliste, ex-fondateur d'un parti pour l'indépendance de classe des travailleurs, dans les conditions décrites plus haut ? Nous tenterons aussi de comprendre ce qu'a été le rôle du PT dans cette victoire et ce que signifie pour le parti de gagner la présidence de la République dans ce contexte.

## 1°) L'électorat de Lula et ses attentes

### a) Quels nouveaux électeurs ?

Concernant l'électorat « luliste » de 2002, notre objectif n'est pas de faire un travail de recensement exhaustif des motivations, mais juste d'éclairer quelques éléments clés. Il faut d'abord constater qu'en termes strictement électoraux, la campagne largement dépolitisée, symbolisée par le fameux « Lula, paix et amour », a bien fonctionné. Lula obtient un score proche des deux tiers envisageables selon Duda Mendonça. Par rapport aux présidentielles antérieures, Lula a donc considérablement « mordu » sur le tiers indécis visé par le publiciste. Mais qui sont les électeurs de Lula, ceux qui ont basculé vers sa candidature cette année-là ? Nous avons déjà noté l'équilibrage géographique du vote Lula.

Socialement, on trouve aussi de notables différences avec l'électorat des présidentielles passées. Lula, en 2002, parvient à capter les suffrages d'une part bien plus importante qu'auparavant parmi les groupes les plus pauvres et les moins scolarisés. Pour ce qui est des électeurs les moins scolarisés<sup>62</sup>, Lula, qui n'avait jamais dépassé, jusqu'à 1998, 30% des intentions de vote des Brésiliens ayant au mieux une instruction primaire dans un premier tour, recueille 43% de ces intentions en 2002. Pour le second tour, alors qu'en 1989, il plafonnait à 44% des intentions de vote parmi cette même catégorie, il monte à 64% en 2002. Et on observe une très nette homogénéisation des intentions de vote pour Lula par niveau d'instruction en 2002 : entre 43% et 50% au 1<sup>er</sup> tour, et entre 64% et 69% au 2<sup>e</sup>.

Pour ce qui est du niveau de revenu<sup>63</sup>, les plus pauvres affichaient aussi des intentions de vote pour Lula bien supérieures en 2002 qu'auparavant. Pour le 1<sup>er</sup> tour, alors qu'en 1989, 1994 et 1998 les Brésiliens gagnant moins de 2 salaires minimum étaient respectivement 15%, 27% et 28% à penser voter Lula, et que pour ceux entre 2 et 5 SM, les chiffres étaient à peine plus élevés, respectivement de 18%, 27% et 30%, en 2002, les intentions de vote des électeurs à moins de 5 SM s'élèvent à 45%. Et pour le second tour, il faut comparer les 66% d'intention de vote Lula des électeurs à moins de 5 SM avec les chiffres de 1989 : 43% au-dessous de 2 SM, et 50% de 2 à 5 SM. L'homogénéisation des intentions de vote Lula entre électeurs classés par tranche de revenu est évidente aussi : entre 45% et 50% au premier tour ; entre 65% et 68% au second tour.

Enfin, les intentions de vote Lula réparties selon la taille du municipe d'habitation<sup>64</sup> évoluent aussi beaucoup entre 1994 et 2002. Les intentions de vote Lula en 1994 n'étaient que de 21% dans les municipes de moins de 10 000 habitants, de 24% en 1998, et elles

---

<sup>62</sup> Les données d'intention de votes concernant le niveau éducatif proviennent de W. HUNTER (op. cit. annexe A5, p. 204)

<sup>63</sup> Pour le niveau de revenu, idem, annexe A6, p. 205.

<sup>64</sup> Pour la répartition par taille de municipe, idem, annexe A7, p. 206.

bondissent à 42% pour le premier tour de 2002. Au second tour, elles sont de 52%. Même si le vote Lula reste plus massivement un vote urbain en 2002, on observe aussi une homogénéisation dans ce domaine, quoique moins nette que pour les deux critères précédents : au premier tour, entre 42% dans les municipes de moins de 10 000 habitants et 49% dans les villes de plus de 200 000 habitants ; et au second tour, entre respectivement, 52% et 67%. Indubitablement, en 2002, Lula a donc conquis une fraction importante des catégories de l'électorat qui lui étaient traditionnellement défavorables. W. Hunter note aussi qu'en 2002, même si les femmes votent moins Lula que les hommes, le « *'gender gap'* s'est rétréci »<sup>65</sup> ; et que parmi les personnes âgées, également, « *Lula a fait des progrès* ».

Sur le plan des clivages idéologiques de l'électorat, « *le candidat du PT a étendu son soutien à une part plus vaste de l'éventail idéologique, à l'exception des gens qui se classaient elles-mêmes à l'extrême-droite* ». En 2002, Lula recueille donc beaucoup de suffrages en provenance d'électeurs plutôt tournés vers le centre. Mais il ne perd pas pour autant le soutien de son électorat de gauche traditionnel. Les scores très faibles des candidats d'extrême-gauche en témoignent, ainsi que les taux d'abstentions et de votes blancs et nuls du premier tour, globalement en retrait sur 1994 et 1998. On assiste donc nécessairement à une hétérogénéisation des motivations et des attentes exprimées par le vote Lula de 2002. Faute d'étude approfondie sur ce point, nous ne pouvons qu'évoquer des généralités en lien avec la situation sociale et politique du Brésil à la fin de l'ère FHC.

#### **b) Quelles attentes de l'électorat?**

Au chapitre 11, nous avons évoqué l'usure du gouvernement FHC et l'insatisfaction, voire l'exaspération, de secteurs de plus en plus nombreux de la société brésilienne pendant son second mandat. Du point de vue des électeurs de Lula, appartenant dans leur majorité à des couches populaires, il existe en 2002 un profond phénomène de saturation, voire d'exaspération, non pas par rapport au néolibéralisme, encore moins au capitalisme – ces concepts n'ont un sens précis que pour très peu de Brésiliens – mais par rapport à certaines des conséquences sociales du cadre politico-économique en place depuis plus d'une dizaine d'années. Mais même si la compréhension du système est limitée, le rejet de ses méfaits est bien présent. On peut même parler de crise du modèle en vigueur. Ce n'est pas pour rien que Lula et ses conseillers ont inscrit au cœur du programme et autant évoqué dans la campagne les thèmes de l'emploi, de l'inclusion sociale, de la lutte contre la misère et la faim. Cela répond à des questions de vie quotidienne ressenties douloureusement par la majorité de la population : salaire minimum à un niveau de survie infrahumaine, chômage massif, petits boulots au noir quand c'est possible, misère urbaine et rurale croissante... Comme le formule V. Arcary, « *Il faut comprendre ce qu'a été l'usure du néolibéralisme pendant 10 ans et le prix élevé que ce modèle a fait payer à la majorité de la société* »<sup>66</sup>.

Dans les motivations des classes moyennes, qui avaient massivement soutenu FHC en 1994 et 1998, d'autres méfaits sociaux s'ajoutent à la difficulté de trouver un emploi : le dégoût de la corruption des politiciens qui s'affiche dans les médias, les peurs liées à la violence urbaine, l'exaspération causée par des transports urbains lamentables, les énormes carences du système scolaire et de santé, les problèmes récents de coupure de courant qui font penser que le Brésil est un pays en voie de sous-développement... Le fait que même José Serra soit obligé, dans sa campagne, d'introduire des thématiques de changement, en

<sup>65</sup> W. HUNTER (op. cit. p. 142). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>66</sup> In Felipe DEMIER (op. cit. p. 16). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

faveur de l'emploi et de la croissance, est également très révélateur. A ce sujet, Virgínia Fontes relève aussi « *une crise du modèle de gestion FHC, d'imposition du néolibéralisme [...] Cela a généré des crises au sein de la base même de soutien à Fernando Henrique Cardoso, aboutissant à ce que ce dernier ne soit pas capable de faire élire son successeur, et que même son candidat, José Serra, ait critiqué certains éléments de son modèle* »<sup>67</sup>.

Mais les électeurs plus traditionnels de Lula et du PT forment aussi une grande part – peut-être une bonne moitié – des Brésiliens qui se réjouissent des résultats du 27 octobre. Et une partie d'entre eux attend sans doute plus du nouveau président que ce que ses choix politiques, économiques et sociaux de 2002 lui permettent de réaliser. Au niveau de ce sous-groupe, une forte ambiguïté est à l'œuvre : les électeurs pétistes traditionnels ont soutenu Lula depuis le début pour son engagement aux côtés des travailleurs, voyant en lui un défenseur intransigeant de ces derniers. On peut, sans trop risquer de se tromper, estimer que la plupart de ces électeurs se fient encore à l'image créée par le parti et son leader dès la fin des années 1970 ou le début des années 1980, pensant que c'est toujours le même Lula et le même PT qui sont maintenant portés au pouvoir, et que le Brésil va vraiment changer. Il est probable que la grande majorité des électeurs pétistes « de souche » estime que les accords avec la droite et le FMI relèvent de la tactique ou sont un point de passage obligé pour parvenir au *Planalto* et, de là, s'atteler à la tâche ardue de transformer le pays. C'est ainsi que les choses ont été présentées à cette partie de l'électorat, et il est probable que la plus grande partie de celui-ci y croit.

## **2°) La transition FHC-Lula**

### **a) Un gouvernement de transition... pour la continuité**

C'est d'abord une solution institutionnelle qui se met en place avec un gouvernement de transition : « *un arrangement politique entre le gouvernement FHC et l'alliance victorieuse (PT-PL) a permis la constitution d'un gouvernement de transition, dans lequel une équipe formée de membres du PT et de collaborateurs de la campagne de Lula, a assumé la responsabilité de présenter un diagnostic des organes de l'Exécutif et des problèmes et des conditions pour affronter ceux-ci, dans les principaux domaines du gouvernement fédéral* »<sup>68</sup>.

Ce gouvernement de transition se fixe plusieurs règles, et notamment le fait que le gouvernement FHC est « *obligé de fournir des informations à l'équipe pétiste* »<sup>69</sup>, que « *le groupe pétiste doit maintenir secrètes certaines informations* » et qu'en cas de désaccord, « *l'opinion des pétistes sera 'prépondérante' dans des cas spécifiques, comme des changements d'objectifs économiques définis avec le FMI* ». C'est Lula qui désigne l'équipe de transition, et c'est Antônio Palocci, coordinateur du programme de gouvernement, qui acquiert le rôle central, devenant coordinateur général de l'équipe de transition. Il est flanqué d'un adjoint, Luiz Gushiken. Le 12 novembre, les noms des « techniciens » pétistes participants sont publiés. Des équipes se forment, par grande question : gestion et

---

<sup>67</sup> Idem, p. 15.

<sup>68</sup> *Observatório Universitário. "Governo de Transição FHC-Lula: constituição, funcionamento e resultados dos trabalhos realizados pela equipe do governo de transição FHC-Lula"*. Cátia C.Costa et Helenice Andrade, juin 2003, accessible sur le site [http://www.observatoriouniversitario.org.br/documentos\\_de\\_trabalho/documentos\\_de\\_trabalho\\_10.pdf](http://www.observatoriouniversitario.org.br/documentos_de_trabalho/documentos_de_trabalho_10.pdf), p. 6. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce document.

<sup>69</sup> Idem, p. 8.

gouvernement ; développement économique; politiques sociales ; entreprises publiques et institutions financières de l'Etat ; infrastructures. On note la forte présence de Palocci et de Gushiken jusque dans les équipes. Au-delà, le PT « *light* » y est totalement hégémonique.

Dans son rapport, Palocci adopte la « *stratégie de faire l'éloge de l'équipe économique de FHC* »<sup>70</sup>. Il n'est plus question à proprement parler de transition, mais de continuité. Dans certains domaines, il évoque même « *une 'lune de miel' entre les membres des deux équipes* », même si des carences sont relevées dans l'action du gouvernement finissant par les membres de l'équipe pétiste, notamment dans le domaine de la santé. L'orientation de Palocci se situe clairement à droite de la résolution de la 12<sup>e</sup> RN et même du programme de gouvernement. J. Soriano affirme sa méfiance vis-à-vis du discours en vigueur dans les hautes sphères pétistes, à propos d'une « *transition prolongée* » discours qui, selon lui, « *peut être utile pour calmer les acteurs du marché financier. Mais il est nécessaire de le doser pour ne pas légitimer la politique économique adoptée dans les dernières années* »<sup>71</sup>. Sous la pression des marchés financiers, on discute aussi, au sommet, de l'autonomie de la Banque Centrale. Pour J. Soriano, aller en ce sens serait « *une perte de contrôle sur une partie fondamentale de la politique économique* ». Cette question de la Banque centrale fait couler beaucoup d'encre en 2002 et elle est clivante au PT. Selon V. Pomar, un intellectuel pétiste connu tel que Cristóvam Buarque « *a défendu publiquement l'idée que, une fois élu président de la République, Lula devrait maintenir le ministre de l'économie et le président de la Banque centrale nommés par Fernando Henrique Cardoso* »<sup>72</sup>.

## **b) La formation du gouvernement Lula**

Autre question majeure dans cette phase : la formation du nouveau gouvernement, qui va s'installer dès janvier 2003. On remarque que juste après la victoire, le PT dans son ensemble reste confiné dans un rôle très limité. J. Dirceu, L. Dulci et J. Genoíno (qui va devenir le nouveau président du parti) discutent avec les courants pétistes et font l'interface avec Lula. Ce dernier et Dirceu sont les principaux décideurs pour la composition du gouvernement, en lien avec les autres partis de la coalition. Finalement, le 12 décembre, est annoncée la composition du gouvernement Lula. Il n'est pas question ici de passer en revue toutes les biographies des futurs ministres. Remarquons simplement que les proches de Lula et les modérés du PT tiennent le haut du pavé dans cette équipe, et notamment : José Dirceu comme ministre-chef de la '*Casa Civil*' (à peu près l'équivalent de notre Premier ministre) ; Luiz Gushiken en charge de la Communication du gouvernement ; Benedita da Silva au ministère de « l'Assistance de de la Promotion sociale » ; Humberto Costa à la Santé ; Cristóvam Buarque à l'Education... Luiz Dulci se retrouve Secrétaire général de la Présidence. Quant à Ciro Gomes, il est récompensé de son soutien au second tour, étant chargé de « l'Intégration nationale ». Mais arrêtons-nous sur trois postes clés et des nominations plus que symboliques.

Antônio Palocci – ce n'est guère une surprise – devient ministre de l'Economie. Ce médecin de 42 ans a été trotskyste dans sa jeunesse, mais ce n'est plus qu'un lointain souvenir. Il a été plusieurs fois élu pour le PT, conseiller municipal en 1988, député de l'Etat pauliste en 1990, maire de Ribeirão Preto (SP) en 1992, député fédéral en 1998 pour

---

<sup>70</sup> Idem, p. 17.

<sup>71</sup> In *Em Tempo* N° 326 de déc. 2002, J. Soriano, '*O PT e o Governo*', p. 9. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet article.

<sup>72</sup> V. POMAR (op. cit. p. 259).

redevient maire en 2000 avant de se consacrer à la campagne Lula 2002. En tant que maire, il a été un précurseur en matière de privatisations, dans le domaine de la téléphonie<sup>73</sup>. Il est devenu un défenseur des thèses néolibérales, et c'est donc lui qui va avoir la haute main sur les cordons de la bourse et la politique économique du pays.

Autre poste clé : la présidence de la Banque centrale. La volonté de plaire aux « marchés » s'exprime ici, on ne peut plus clairement : c'est Henrique Meirelles qui est nommé. Cet ingénieur et économiste de 56 ans, a fait une carrière nationale et internationale dans la finance, depuis 1984, et a été pendant 6 ans le président mondial de la BankBoston, l'un des plus gros groupes financiers sur la planète et l'un des premiers créanciers privés du Brésil. Mais ce n'est pas tout : il n'a rien d'un pétiste, même modéré. Il vient d'être élu député fédéral du Goiás sous l'étiquette du PSDB.

Troisième nomination hautement significative : celle de Roberto Rodrigues au ministère de l'Agriculture. Cet homme a un CV d'ingénieur agronome et de chef d'entreprise agricole dans les Etats de São Paulo, Minas Gerais et Maranhão. Proche du PSDB (qui, on le sait, a mis en œuvre une répression très dure des occupations de terres par le MST), soutien de la candidature malheureuse de José Serra à la présidence en 2002, il est représentant d'une corporation de grands producteurs agricoles (l'ABA, Association brésilienne de l'agro-business). Propriétaire dans le secteur sucrier<sup>74</sup>, il a toujours défendu l'agro-business et veut en faire son cheval de bataille au gouvernement. Quel avenir pour la réforme agraire avec ce ministre ?

### **c) La transition FHC-Lula vue depuis le Sénat par une « radicalóide » du PT**

La fin de l'année 2002 doit aussi définir les mécanismes de coopération entre l'Exécutif et le Congrès. L'objectif de Lula et de ses proches, c'est bien sûr d'assurer une majorité parlementaire à son futur gouvernement. Voulant bénéficier de l'influence et des relations de José Sarney au Parlement, Lula et les sommets pétistes décident de faire de l'homme fort du Maranhão, ex-soutien majeur de la dictature et ex-président de la transition conservatrice en faillite sous la *Nova República*, le président du Sénat et du Congrès. Pourquoi lui ? Parce qu'il est, comme le dit Babá, un « *élément prépondérant dans cette situation, par le contrôle de la machine parlementaire, des mairies, du PMDB* »<sup>75</sup>.

Les sessions du Sénat pendant la transition, au-delà de leur aspect juridique et institutionnel, sont vus à la fois comme des moments d'affirmation de la nouvelle ligne du PT, respectueuse de la doxa néolibérale, et comme des enjeux pour la formation de nouvelles alliances destinées à assurer la gouvernabilité pour Lula. Depuis 1998, Heloísa Helena est sénatrice de l'Alagoas. A ce titre, elle est amenée à se prononcer sur les mesures provisoires, sur la nomination de Meirelles et sur l'élection de Sarney à la tête du Sénat. Elle raconte comment, seule dans cette institution, elle a résisté à l'époque à la pression de son environnement et de son parti. Elle refuse de voter les mesures provisoires : « *Pour moi, c'était impossible de voter* »<sup>76</sup> pour des mesures qui sont « *le fruit de l'accord entre le gouvernement FHC et le gouvernement Lula* ». Depuis 1998, elle siège à la Commission des affaires économiques, et donc elle connaît bien les dossiers « *du point de vue budgétaire,*

---

<sup>73</sup> Comme nous l'avons signalé dès le chapitre 10, puis en conclusion de la 4<sup>e</sup> partie.

<sup>74</sup> Selon O. COGGIOLA (op. cit. 2004 p. 38).

<sup>75</sup> Notre interview de Babá.

<sup>76</sup> Notre interview d'Heloísa Helena. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de la même interview.



*financier, comptable et fiscal* » et explique qu'elle se représente parfaitement le contenu et le sens des montants qui sont « *détournés pour former l'excédent budgétaire pour payer les banquiers, pour payer la dette* ».

Concernant Meirelles, elle refuse de voter pour « *quelqu'un qui a été président mondial de la Bank Boston, le sixième plus grand conglomérat financier du monde, le second plus gros créancier du Brésil, donc pour quelqu'un au service du secteur financier, et qui a été bénéficiaire, plus que quiconque, de la politique d'intérêts élevés* ». Pour ce qui est de Sarney, elle s'oppose aussi à son élection à la tête du Sénat ; et, par la même, à ceux qui, à la tête du PT, « *ont passé un large accord avec toute la pourriture du Congrès National pour la répartition des postes, la structuration des alliances – et le symbole de cela, c'était l'élection de l'ex-président Sarney* ». Cette dissidence est bien solitaire au Sénat, mais certains peuvent alors penser qu'elle va ouvrir une brèche dans le PT et notamment dans la discipline de vote de ses élus. Pour éviter de la voir agir contre Meirelles, le PT retire celle qu'il traite de « *radicaloïde* » de la Commission des affaires économiques, et la place à la Commission d'éthique. Cette fin d'année 2002 ne fait donc que prolonger, en les accentuant, les orientations politiques générales qui ont pris l'ascendant pendant la campagne Lula.

### **3°) Le PT, le socialisme et la victoire de Lula**

Les points précédents confirment donc qu'il existe une ambiguïté fondamentale dans l'élection de Lula en 2002, quant au sens de cet événement par rapport à la société brésilienne. L'usure de FHC et le rejet des conséquences du néolibéralisme ne sont pas les seuls facteurs de cette issue. Parmi les historiens, analystes politiques et militants que nous avons interrogés ou dont nous avons lu les contributions, l'idée prédominante est celle d'une élection qui véhicule deux sens opposés, même si, aux extrêmes, certains regardent l'élection de façon plutôt acritique, tandis que d'autres sont atterrés par cette victoire-là. Parmi celles et ceux à qui nous donnons la parole ci-dessous, et qui font ressortir les contradictions de l'évènement, il n'y a pas que des pétistes maintenus : certains ne sont déjà plus membres du PT en 2002 ; d'autres le sont encore mais le quitteront ou en seront exclus peu après ; d'autres enfin n'envisagent pas de s'en éloigner, même s'ils critiquent sa direction et son orientation. Précisons qu'il ne s'agit pas ici d'évaluer les gouvernements Lula – en place après la période étudiée – mais d'interpréter l'évènement qui les fonde.

#### **a) Le sens historique de 2002 en débat**

Le premier élément à prendre en considération pour apprécier le sens historique de l'arrivée de Lula au *Planalto* est de l'ordre du symbole. C'est l'accès au sommet de l'Etat d'un homme dont le passé représente, pratiquement sur tous les plans, l'opposé du vécu des politiciens traditionnels. Sous tous les régimes, le Brésil a toujours été dirigé par des chefs d'Etat issus des élites, ou plus exactement de fractions de ces élites. Lula a connu la faim étant enfant ; aucun de ses prédécesseurs n'a jamais ressenti cela. Lula a suivi une scolarité courte, devant travailler très jeune pour apporter de l'argent au foyer ; ses prédécesseurs avaient fait des études supérieures. Lula a été un travailleur manuel et un syndicaliste de l'industrie automobile ; ses prédécesseurs ne fréquentaient certainement pas beaucoup de tels ouvriers, mais plutôt leurs employeurs. Lula a dirigé des grèves massives ; au mieux, ses prédécesseurs ont parfois pu montrer de l'indifférence face aux grèves et aux luttes populaires, mais le plus souvent, ils les ont combattues, parfois très violemment. Lula a été

un élément clé de la construction d'un parti, et il a contribué au lancement d'une centrale syndicale, deux organisations qui voulaient transformer radicalement la société dans un sens socialiste, pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme ; ses prédécesseurs n'ont jamais défendu de telles idées et principes, et s'y sont opposés avec une farouche énergie, défendant toujours l'ordre établi et la minorité qu'il sert. On pourrait continuer... Il y a donc, au moins, une rupture d'ordre sociologique : pour la première fois, le président est issu des couches populaires qui forment l'immense majorité de la nation.

Mais ce changement, tout au moins d'ordre symbolique, s'il est de nature à arracher des larmes à bien des Brésiliens, que signifie-t-il, et quelle est sa dynamique ? Pour ne prendre que deux interprétations extrêmes, est-ce le début, ou la continuation d'un mythe national en cours de construction ? Ou bien est-ce la concrétisation des rêves de certains, au moins, des fondateurs du PT : en envoyant un ex-ouvrier syndicaliste à Brasilia, porter la classe travailleuse au pouvoir ? Un fait est certain : entre l'émergence du PT en 1979-1980 et 2002, la classe travailleuse brésilienne s'est massivement organisée dans des syndicats, dans des organismes de luttes populaires, et aussi, pour quelques centaines de milliers de personnes, dans le PT. De manière différée, et à travers un prisme qu'il convient d'examiner, l'arrivée de Lula au *Planalto* reflète aussi ce processus d'organisation.

Babá, par ailleurs très critique vis-à-vis du PT, considère que, même si ce n'est « *clairement pas la prise du pouvoir* »<sup>77</sup>, ce résultat électoral est « *une victoire de la classe travailleuse au Brésil* », après « *500 ans de domination de la bourgeoisie* ». Pour ce militant, le symbole consistant à envoyer « *un ouvrier à la Présidence de la République dans le principal pays latino-américain* » est très fort et cela a été « *une fête nationale* »<sup>78</sup>. Il insiste sur le processus d'organisation de la classe travailleuse (PT, CUT, MST) à l'origine de l'évènement. Luciana Genro intervient dans la même direction : « *La victoire de Lula fait partie d'une accumulation de luttes et de mouvements sociaux pendant vingt ans au Brésil [...] L'élection de Lula est la reconnaissance du fait qu'un ouvrier a le droit et la capacité de gouverner un pays, et un pays important comme le Brésil* »<sup>79</sup>.

M. Badaró Mattos précise que « *La victoire de Lula symbolise la capacité de la classe travailleuse brésilienne d'être protagoniste d'un processus politique, pas seulement par l'élection en elle-même, mais de par le fait que cette élection a été produite par un ensemble de luttes sur plus de vingt ans* »<sup>80</sup>. Il ajoute : « *le poids de la classe travailleuse dans le processus de redémocratisation du Brésil en est une illustration. Je crois que l'élection de Lula a une charge symbolique très importante du fait de ce processus historique* ». On peut donc dire qu'avec le PT, les exigences et revendications sociales ont appris à s'exprimer, et il en reste quelque chose. C'est aussi ce qu'exprime Virgínia Fontes, pour qui l'élection de Lula « *a beaucoup à voir avec une claire mise en avant des demandes et revendications des mouvements sociaux populaires qui se font jour à partir de la fin de la dictature et qui ont été soutenus par le PT lui-même* »<sup>81</sup>.

Mais on saisit bien, ici, qu'il existe un hiatus, qu'il faut analyser. Car si le PT s'est ainsi construit, s'il a participé à un mouvement historique de réorganisation des classes

---

<sup>77</sup> Idem, p. 11.

<sup>78</sup> Notre interview de Babá.

<sup>79</sup> In Felipe DEMIER (op. cit. p. 14-15). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>80</sup> Idem, p. 14.

<sup>81</sup> Idem, p. 17.

laborieuses et à la mise en avant de revendications sociales, ce n'est pas cela que Lula a défendu dans sa campagne – nous avons même vu que c'est ce qu'il a voulu dissimuler – et ce n'est pas cela qu'incarne l'alliance avec le PL ; ce n'est pas ce que représente José Alencar ; et l'acceptation de la dette et des accords avec le FMI heurte de plein fouet ces contenus sociaux historiquement construits. Concernant le mouvement d'organisation et de revendication depuis la fin des années 1970, s'agit-il seulement de pesanteurs, de scories, de séquelles d'un passé déjà mort ? Ou bien cette dynamique historique est-elle encore vive, prête à se réaffirmer au-delà des alliances et des compromis ? Il y a le mouvement social, et face à cela, M. Badaró Mattos pose la question du rôle de l'acteur politique institutionnel : cette élection « *est un carrefour : quel type de proposition de gouvernement le représentant de ce mouvement et de ce 'protagonisme' de la classe travailleuse sur la scène politique des vingt dernières années va-t-il mettre en avant ?* ». Les événements de l'année 2002 donnent déjà des éléments de réponse consistants. Au-delà, on saisit que ce qui est en jeu, ce sont les relations entre les classes sociales et le rôle du PT par rapport à cela. Et sur ce point, experts et pétistes expriment entre eux des avis très différents.

Luiz Tenório exprime le regret d'une impossibilité : « *nous ne sommes pas parvenus à vaincre le grand capital spéculatif, qui est aujourd'hui responsable de la misère de certains segments de la société. Lula n'a pas été en mesure de rompre avec cela, sous peine de perdre la gouvernabilité* »<sup>82</sup>. Luiz Azevedo évoque quant à lui des adaptations, des ajustements : en 2002, « *le parti s'adapte [...] mais sans perdre son lien ombilical avec les plus pauvres* ». Les plus pauvres seulement ? Quid des salariés moins misérables ? Et quid des élites ? Concernant ces dernières, il reconnaît que « *l'affrontement direct avec la bourgeoisie a été abandonné par le PT [...] il n'y a aucun doute là-dessus* »<sup>83</sup>. Tatau Godinho confirme cela à sa façon : « *le gouvernement Lula symbolise la marque d'un changement pour le projet du PT, non pas que cela n'existait pas avant, mais parce que déjà dans la campagne de 2002, le projet de création d'un compromis social a été marqué par une déclaration très explicite : il n'y aura pas d'affrontement avec le patronat* »<sup>84</sup>.

Pas d'affrontement, cela veut dire entente, collaboration. Joaquim Soriano utilise plutôt les termes d'"ambiguïté" et de "dualité" : pour lui, la victoire politique « *cache une dualité impressionnante. Mais elle a été si forte que la dissidence due à cette ambiguïté idéologique a été limitée. A l'époque, il n'y a eu que Heloísa Helena qui a poussé des cris. Parce que l'ambiguïté qui est incrustée dans la victoire politique, c'est notamment Meirelles, président de la Banque Centrale* »<sup>85</sup>. La victoire de Lula serait-elle d'une luminosité si aveuglante qu'elle en cacherait les dessous inquiétants de l'histoire ? On a peine à le croire, car toute l'année 2002 a été riche en événements, allant tous dans le même sens. Valter Pomar dit un peu la même chose : cette victoire « *a constitué la manifestation la plus spectaculaire d'un mouvement contre-hégémonique splendide sur la forme et fragile quant à son contenu, un fait dont la bourgeoisie avait connaissance, au moins à partir du moment où a été publiée la Lettre aux Brésiliens et où Meirelles a été invité à présider la Banque Centrale* »<sup>86</sup>.

Le vieux syndicaliste paysan et pétiste historique qu'est Manoel da Conceição enrage de l'entente avec la bourgeoisie. Sur sa terre natale du Maranhão, cette collaboration prend

---

<sup>82</sup> Notre interview de Luiz Tenório.

<sup>83</sup> Notre interview de Luiz Azevedo.

<sup>84</sup> Notre interview de Tatau Godinho.

<sup>85</sup> Notre interview de Joaquim Soriano.

<sup>86</sup> V. POMAR (op. cit. p. 194).

le visage de José Sarney, qu'il connaît bien... Et il nous dit lutter pour « réveiller Lula, le sortir de ce rêve maudit dans lequel l'a plongé la bourgeoisie, pour qu'il croie en elle [...] Comment allons-nous travailler pour réveiller ces camarades endormis, qui marchent à la remorque [de la bourgeoisie] »<sup>87</sup>. Il précise : « Je n'ai jamais vu en Lula un capitaliste de leur espèce, mais à présent, il est à leur remorque ». Il ajoute : « Lula pense que Sarney s'est repenti de ce qu'il a fait et qu'il est déjà l'un des nôtres, qu'il va être un socialiste, qu'il va devenir humain, un démocrate solidaire. C'est comme ça qu'il le voit [...] Mais moi, je n'y crois pas, parce que je n'ai jamais vu, jusqu'à aujourd'hui, dans aucun journal, aucune autocritique de Sarney revenant sur ce qu'il a fait dans le passé ».

Néanmoins, le bien-fondé des alliances nouées en 2002 est surtout nié par d'expétistes, en rupture de parti, et qui refusent de voir là une nécessité. Pour Babá, le ticket Lula-Alencar représente le début de « la formation d'un front populaire au Brésil »<sup>88</sup>. Mais ces alliances vont s'étendre encore, y compris au PP de Maluf. Avec le gouvernement Lula qui se met en place, c'est « l'un des 'fronts populaires' les plus à droite jamais constitués dans l'histoire, et ne revêtant même pas un caractère 'anti-impérialiste' ». Certains insistent sur les reculs politiques, idéologiques et sociaux dans les années antérieures. César Benjamin évoque ainsi le contexte global : « Lula n'est arrivé à gagner la Présidence de République que dans un contexte qui avait beaucoup reculé »<sup>89</sup>. Emir Sader, cité par V. Pomar, pense plus particulièrement aux phénomènes idéologiques : « Quand la gauche est arrivée au gouvernement central du Brésil, elle avait déjà perdu la bataille des idées »<sup>90</sup>. José Maria de Almeida replace la victoire de Lula dans le contexte du rejet international du néolibéralisme par les peuples : pour lui, d'un côté, Lula au Planalto, c'est « l'expression d'une victoire de la classe travailleuse brésilienne, qui a réussi à battre le représentant direct des défenseurs du néolibéralisme »<sup>91</sup> ; mais d'un autre côté, les choses ne se passent pas au Brésil comme dans d'autres pays d'Amérique latine : « dans notre pays, le rejet des politiques néolibérales a finalement eu lieu sous une forme électorale ».

On remarque que dans toutes les explications ci-dessus, ce n'est pas la nature même du PT qui est en cause, même si certaines des personnes qui s'expriment ici remettent par ailleurs en cause cette nature. Sont évoqués des événements, des crises, des difficultés. Dans ce cadre, quand le PT est mentionné, ses choix politiques peuvent être critiqués, mais ils ne sont pas présentés comme relevant d'un système lié à sa nature politique. Jusqu'ici, le PT n'est pas perçu comme subissant une sorte de mutation génétique. Par contre, c'est plutôt à ce dernier type d'interprétation que fait allusion César Benjamin : « L'arrivée de l'Articulation au gouvernement fédéral est à la fois un succès et la transformation de cette avant-garde en autre chose »<sup>92</sup>. L'Articulation seule ? Non, car c'est tout le PT qui est impliqué derrière celle-ci.

Luciana Genro resitue l'arrivée du PT au gouvernement dans la perspective historique de sa transformation et de l'évolution de ses rapports avec les classes sociales : « jusqu'à 2002, le PT n'avait pas réussi à gagner à lui un secteur important de la bourgeoisie, y compris parce que le PSDB assumait bien sa fonction d'administration de l'Etat bourgeois,

---

<sup>87</sup> Notre interview de Manoel da Conceição. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>88</sup> In Felipe DEMIER (op. cit. p. 20). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>89</sup> Idem, p. 12.

<sup>90</sup> V. POMAR (op. cit. p. 194).

<sup>91</sup> In Felipe DEMIER (op. cit. p. 18). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>92</sup> Idem, p. 13.

de contrôle du mouvement de masses. Mais avec le temps, le programme du PT devenait toujours plus réformiste, toujours moins anticapitaliste. Surtout par rapport à l'affrontement de la question de la dette, qui a toujours été un point crucial du programme, un point hautement significatif politiquement et programmatiquement. En même temps, la situation politique elle-même exigeait, pour les secteurs des classes dominantes, qu'un parti comme le PT réussisse à avoir un meilleur contrôle du mouvement de masses. Parce qu'il y avait un processus de crise, de contestation, même si les années 90 avaient été celles d'un fort reflux de la lutte des classes au Brésil. Mais il y avait un mouvement syndical très dynamique, il y avait le MST avec une force considérable et un large soutien politique y compris dans les villes. Et donc, c'était aussi, finalement, l'intérêt de secteurs de la bourgeoisie que le PT puisse gérer ces conflits [...] Moi-même, qui étais candidate députée déjà à cette époque, je me souviens des meetings du PT, où je disais justement que le PT était à un carrefour, parce que s'il gagnait pour assumer la Lettre au peuple brésilien, il n'allait pas tenir ses promesses de changement ; et donc que les militants du PT, le peuple, devaient être très attentifs, et faire pression, parce qu'une victoire du PT ne signifierait pas nécessairement que les changements allaient arriver »<sup>93</sup>.

Un point politique retient l'attention : la Lettre au peuple brésilien, considérée comme un marqueur historique. Pourquoi ? Parce qu'elle indique, dirons-nous, une rupture dans la rupture. Plus précisément, si le PT avait d'abord rompu avec l'anticapitalisme pour devenir anti-néolibéral, en venant à prôner l'alliance du travail avec le capital productif, la Lettre marque une nouvelle rupture : cette fois, Lula accepte la logique néolibérale, et décide de s'allier maintenant au capital financier, dont il accepte les exigences. Cette nouvelle mutation passe mal à la gauche du PT. Pour Valter Pomar, cette Lettre est « un véritable saut périlleux, parce qu'elle propose non pas une alliance avec le patronat productif, mais un accord avec le secteur financier. Et ce saut périlleux, personne parmi nous ne l'imaginait. Personne dans le PT n'imaginait que ce groupe qui dirigeait le parti irait si loin »<sup>94</sup>. Pour Emir Sader, qu'il cite, la Lettre « a changé la nature de la candidature de Lula vers un compromis avec le capital financier et cela rendait impossible la sortie du modèle [néolibéral], avec parmi les conséquences, l'impossibilité de faire une politique centrée sur le social »<sup>95</sup>. Pour Luciana Genro aussi, la Lettre est un marqueur « parce qu'elle a été la consolidation d'un choix politique »<sup>96</sup>, celui de « ne pas contrarier les intérêts des grands banquiers, et cela signifiait, évidemment, qu'on allait contrarier les intérêts opposés à ceux des banquiers et du système financier international, c'est-à-dire ceux du peuple brésilien ».

V. Arcary défend l'idée que la nature même du PT s'exprime dans ces faits historiques : « la victoire de Lula a été l'expression déformée, pour une large part, d'un procès d'accumulation de forces et de la vaste expérience syndicale et parlementaire à partir d'un biais réformiste »<sup>97</sup>. Il ajoute que si le PT « n'avait pas été si réformiste, il n'aurait pas gagné. Il a gagné, sur le terrain électoral bourgeois, parce qu'il a tourné à droite dès 1989, et de façon ininterrompue ». Il interprète ainsi la préférence pour le PT par la majorité : « les masses peuvent [...] chercher le chemin réformiste parce qu'il est moins douloureux, et c'est ce qu'elles ont fait en élisant Lula ». Il insiste aussi sur le fait que ce n'est pas un accident historique. « Du point de vue de la transition du post-néolibéralisme au Brésil, le PT n'est pas

---

<sup>93</sup> Notre interview de Luciana Genro.

<sup>94</sup> Notre interview de Valter Pomar.

<sup>95</sup> V. POMAR (op. cit. p. 195).

<sup>96</sup> In Felipe DÉMIER (op. cit. p. 20). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.

<sup>97</sup> Idem, p. 15.

*dans l'improvisation historique, autrement dit, la bourgeoisie brésilienne et le PT s'y préparent depuis longtemps* », même si « *le PT n'est pas un parti de la bourgeoisie brésilienne* ». Retenons donc que V. Arcary caractérise le PT comme réformiste et que c'est ce qui lui a permis d'arriver au gouvernement du pays.

## **b) Quid du PT en 2002 ?**

La question qui se pose maintenant est celle de la place du PT dans les événements de 2002, et de son devenir dans ce cadre.

D'abord, il faut rappeler qu'après la 12<sup>e</sup> RN, l'essentiel des décisions de campagne ont été le fait du candidat lui-même, de Duda Mendonça, et de la direction de campagne. Citons en particulier les noms de José Dirceu et d'Antônio Palocci, dont les rôles ont été centraux en 2002. Lula avait exigé, sous peine de ne plus se représenter à la présidentielle, de décider du cours de sa campagne avec la plus grande autonomie. Il l'a obtenu, car le parti ne se montrait pas majoritairement méfiant, et n'imaginait pas vraiment un autre candidat que lui, comme l'avaient prouvé les primaires pétistes du mois de mars. Cette prise de distance, et même, cette mise à l'écart du PT, placé devant le fait accompli de décisions essentielles comme la Lettre au peuple brésilien et les termes de l'alliance avec le PL, que le DN n'a plus eu qu'à avaliser – de justesse – sous peine de faire dérailler la campagne Lula, tout cela a du mal à être digéré par de nombreux pétistes, surtout dans son aile gauche.

Emir Sader considère que « *la candidature de Lula n'a pas été une candidature du PT. Elle s'est autonomisée par rapport au PT, et même le programme avant la Lettre aux Brésiliens a été fait par l'Instituto da Cidadania et n'est pas passé directement par le PT* »<sup>98</sup>. Cet institut non partisan mais créé par le DN du PT en 1996 devient l'un des outils majeurs permettant à Lula de contourner le PT pour faire sa campagne de 2002. David Samuels offre quelques clés pour comprendre cet organisme : « *L'IC emploie 11 personnes à temps plein. En 2001, il a récolté environ 800 000 R\$ (à peu près 275 000 US\$ du 1<sup>er</sup> janvier 2003), dont 276 000 R\$ venaient de l'organisation nationale du PT (23 000 R\$ par mois). Le reste vient de donations individuelles et d'entreprises qui sponsorisent des projets de recherche spécifiques* »<sup>99</sup>. Le PT finance donc cet institut, mais de façon minoritaire, et le chercheur en précise le lien avec la campagne de 2002 : « *Lula a présidé l'IC depuis sa création jusqu'à son arrivée à la Présidence du Brésil. L'IC a accru l'autonomie de Lula en lui permettant de développer une organisation dotée d'un personnel trié sur le volet et qui est indépendant de la bureaucratie du parti, ce qui lui a permis de préparer sa plateforme et de développer son image de marque à l'abri de l'influence du parti* ». D. Samuels confirme le phénomène de substitution en 2002 : l'IC « *a essentiellement pris la place du parti en termes de préparation des propositions politiques dans différents domaines. En 2002, l'IC a publié la plateforme préliminaire de Lula. Ce document a été discuté pendant 2 mois dans les médias comme si c'était un document du parti, mais ce n'était pas le cas. Ce n'est qu'après que Lula et ses conseillers ont évalué la réaction du public, qu'ils ont présenté le document au débat interne du parti [...] Une fois que Lula a obtenu l'investiture [pour la présidentielle] de la part du parti, l'IC lui a donné carte blanche. Comme on pouvait s'y attendre, des membres radicaux du PT ont accusé l'IC d'usurper les fonctions du parti* ».

---

<sup>98</sup> In V. POMAR (op. cit. p. 194).

<sup>99</sup> David SAMUELS (op. cit. p. 1018). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

Pour Chico de Oliveira, la relégation du PT à un rôle subalterne par Lula n'est pas un phénomène nouveau ni au Brésil ni ailleurs, et elle a des racines antérieures à 2002 : « *Le PT est peut-être un cas très courant dans l'histoire de la gauche mondiale. Le PT a eu une certaine importance au début, mais ensuite, lorsque Lula a usurpé la place du parti – on n'a plus entendu parler que de Lula – le parti a perdu toute importance comme ligne directrice nationale* »<sup>100</sup>. Toujours est-il que Lula a su et pu, en 2002, attribuer au PT une fonction tout à fait secondaire, celle d'une chambre d'enregistrement, d'une sorte de parlement-croupion validant *a posteriori* des décisions prises par un tout petit nombre d'individus, mais qui engageant la société et le parti lui-même sur une voie autre que celle qu'il avait décidée.

Pour un cadre du PT comme J. Soriano, qui à l'époque se rattachait à son aile gauche, l'élection de 2002 revêt une double dimension, de joie de la victoire et d'inquiétude mêlées : « *L'élection de 2002 fut une éclatante victoire politique, en même temps qu'un drame, un conflit par rapport à ce qu'était le programme. Le programme que le parti avait écrit et débattu dans les dernières années ne servait à rien, il ne servait pas à gouverner. Et le programme que le gouvernement mettait en œuvre n'était pas reconnu par le parti comme étant le sien* »<sup>101</sup>. Il cite deux symboles de ce programme qui va être mis en œuvre et qui n'est pas celui du PT : « *Meirelles à la Banque Centrale* », et « *Palocci, pétiste encarté, fondateur du parti [...] qui s'est mis à défendre des thèses libérales* ». V. Pomar considère même qu'avec la Lettre de Lula, c'est presque la création d'un autre parti qui était en jeu : celle-ci « *impliquait de créer un autre parti, une autre politique frontalement contradictoire, sans solution de continuité avec la période antérieure. Autrement dit, cette politique qu'exprimait Palocci, était une politique dont l'aboutissement serait la destruction du PT* ».

Pour les pétistes les plus à gauche, cette victoire-là signifie avant tout une défaite, marquant la fin d'une période, et cette victoire qui, d'une certaine façon, sent la mort, les rapproche de la sortie. Luciana Genro déclare : « *quand Lula gagné, on estimait déjà que notre vie dans le PT était en train de se terminer ; parce qu'ou bien on capitulait, ou on partait, ou on allait être exclus* »<sup>102</sup>. L'arrivée de Lula au *Planalto* est un moment de rupture, et elle considère que quand les dirigeants du parti « *deviennent administrateurs de l'Etat bourgeois, là, il y a un saut qualitatif* ». João Machado avoue ne pas avoir voté pour Lula en 2002, pas plus qu'en 1998. Il déclare : « *quand Lula a été élu, j'ai trouvé que c'était une tragédie* »<sup>103</sup>. J. Machado avait déjà, depuis un certain nombre d'années une vision quelque peu prémonitoire, nous dit-il : « *J'avais la certitude que si Lula était élu, il allait liquider le PT. Pour moi, il était clair que la majorité du PT était déjà liquidée en suivant Lula, qu'elle allait faire un gouvernement intégré à la classe dominante, etc. Le doute que j'avais concernait la gauche du parti, quant à savoir si sa rupture serait plus ou moins significative. Je croyais qu'elle serait plus significative qu'elle n'a été. Mais à partir du moment où Lula était élu, je n'avais aucun doute : le PT était liquidé* ».

### **c) Quid du socialisme pétiste ?**

Que faut-il comprendre par ce terme de « liquidation » ? João Machado répond : « *le PT, en tant que projet socialiste, c'était fini. Maintenant il allait y avoir une rupture. J'avais la certitude qu'il y aurait une rupture. Je pensais que la rupture pourrait être plus importante. Je*

---

<sup>100</sup> Notre interview de Chico de Oliveira.

<sup>101</sup> Notre interview de Joaquim Soriano. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>102</sup> Notre interview de Luciana Genro. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>103</sup> Notre interview de João Machado. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

*pensais possible que – non pas toute – mais la majeure partie de ce qui était à l'époque la gauche du PT, rompe ».*

L'interprétation selon laquelle, en 2002, on assiste à l'enterrement du PT comme parti socialiste, est alors partagée par peu de pétistes et d'intellectuels de gauche. Elle nous semble pourtant justifiée par un sentiment de vide face à une question : comment un parti qui en est arrivé à entériner l'alliance avec des partis de droite, à endosser des mesures néolibérales ruineuses pour le plus grand nombre et bouchant la voie à des transformations sociales profondes, bref, à accepter de gérer l'ordre établi pour le plus grand bien des élites, pourrait-il reprendre la voie de la rupture radicale tracée jadis, vers la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, vers une démocratie nouvelle construite par et pour les travailleurs ?

Nous avons vu, au chapitre 13, que sur cinq critères d'appréciation de l'évolution du programme socialiste du PT – la question de l'Etat, du pouvoir et de la démocratie ; la question de l'indépendance de classe ; la question de la propriété des moyens de production, du plan et du marché ; la question de la dette extérieure ; la question de la réforme agraire – certaines réponses avaient été données bien avant 2002. Sur la question de l'Etat, du pouvoir et de la démocratie, l'affaire est réglée définitivement par le 1<sup>er</sup> Congrès : le courant majoritaire du PT fait le choix du réformisme, et va ensuite imprégner de plus en plus le parti de ce choix et de ses conséquences, si bien que cette question en arrive bientôt à perdre tout son sens par rapport à la réalité concrète du parti. Sur la question de l'indépendance de classe aussi, les choses se sont dénouées avant 2002 : l'indépendance farouche initialement revendiquée pour la classe travailleuse a d'abord cédé la place à une volonté d'alliance avec des classes moyennes, elles-mêmes considérées dans un sens de plus en plus large ; puis c'est une collaboration de classe avec le « capital productif » qui a été mise en avant vers la fin des années 1990, pour un projet de gestion anti-néolibérale et développementiste du capitalisme.

- **Propriété des moyens de production, plan et marché : le débat est clos**

Sur la question de la propriété des moyens de production, du plan et du marché, 2002 constitue un épilogue. Après des considérations vagues et souvent contradictoires sur la place de la propriété privée et du marché dans le socialisme pétiste au début des années 1990, le débat a été mis de côté. Mais la radicalité des premières années du PT continuait, comme un spectre, à hanter la bourgeoisie brésilienne et à inquiéter les investisseurs étrangers : l'idée que le PT pouvait revenir sur les privatisations, voire collectiviser d'autres entreprises, et retirer au marché des secteurs juteux pour les confier à l'Etat, continuait à susciter la méfiance et même la haine des élites vis-à-vis du parti. Après l'angoisse, voire la panique, vient l'heure du soulagement ! La Lettre au peuple brésilien, le choix de personnalités « rassurantes » pour les capitalistes, et les engagements répétés de Lula en faveur de la continuité avec la présidence Cardoso sur des points économiques cruciaux tranquillisent les investisseurs nationaux et internationaux, et la presse à leur service en témoigne largement. Le choix d'Antônio Palocci pour le ministère de l'économie fait l'objet de louanges dans les médias. Par exemple, l'*Estado de São Paulo* du 24/11/2002 écrit : « *sur le marché financier, il y en a qui pensent qu'avec cinq Palocci on peut sauver le monde entier* »<sup>104</sup>. A propos de Palocci toujours, O. Coggiola cite le « *leader d'une société de consulting qui a, comme clients, de grandes sociétés capitalistes* », et qui « *a déclaré à toute*

---

<sup>104</sup> Cité dans Oswaldo COGGIOLA (op. cit. 2004 p. 37). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues du même ouvrage.



*la presse que son éventuelle présence au gouvernement démontrait qu'il n'y avait 'aucune possibilité que le prochain gouvernement revienne sur la question des entreprises privatisées' ». Cet expert et ses semblables ont raison, et l'histoire le montrera.*

Mais cela est éclairant : non seulement, au bout du compte, il n'est plus question pour Lula et la direction du PT de collectiviser quoi que ce soit (ni entreprises étrangères, ni monopoles, ni banques, ni secteurs stratégiques), mais il n'est même plus question de revenir sur des privatisations qui se sont échelonnées sur la décennie, qui ont souvent fait scandale, et auxquelles le PT s'est fréquemment opposé. Dans le contexte d'une société où, entre les années Collor et les années FHC, l'aire de propriété privée des moyens de production s'est largement accrue, et où cet état de fait est finalement avalisé par le PT, parler des relations entre planification et marché n'a plus aucun sens. L'année 2002 clôt définitivement ce débat. Celui-ci apparaît comme une butte-témoin, signe géologique d'un passé différent, et concrétisé par des reliques dans la documentation historique interne du parti.

- **Dettes extérieures : fin du débat**

Au moment où Lula mène sa campagne, l'endettement global est considérable. Selon F. de Oliveira, au Brésil, « en 2001, le total de la dette extérieure sur le PIB a atteint un taux alarmant de 41% et son seul service, les intérêts par rapport au PIB, représente 9,1% »<sup>105</sup>. Continuer à supporter ce fardeau veut dire renoncer en pratique à l'essentiel des mesures sociales annoncées et espérées par beaucoup. Mais les engagements de FHC vis à vis du FMI, au-delà de son propre mandat et impliquant donc le futur président Lula ; le retournement de ce dernier face au chantage des marchés financiers et des créanciers, rendu public dans la Lettre au peuple brésilien ; ses choix de politique économique, et les nominations aux postes clés, mettent un point final aux débats pétistes sur la question de la dette extérieure. Avec ces choix, non seulement la ligne traditionnelle du PT sur la dette n'appartient plus qu'à un passé déjà fort lointain, mais l'orientation « intermédiaire », initiée en 1995 a complètement volé en éclats, elle aussi.

Tout ce qui était critiqué dans la politique de FHC à propos de la dette et de ses conséquences, est endossé par Lula et son équipe de campagne. Le PT, envoyé sur le banc de touche pour permettre au candidat de mener sa barque électorale comme bon lui semble, est mis devant le fait accompli. Le chantage impitoyable des institutions financières a trouvé en Lula et dans le noyau de direction du PT une terre déjà bien fertile et toute prête à être retournée. La capitulation est complète : c'est une politique d'austérité, fondée sur des objectifs draconiens d'excédents budgétaires et des taux d'intérêt exorbitants qui s'annonce. Avec elle, un obstacle imposant est placé sur la voie, non seulement du socialisme – il y a déjà longtemps que les dirigeants majoritaires du parti n'y songeaient même plus – mais du projet qui avait dans les faits, depuis plusieurs années, remplacé l'objectif socialiste : celui d'une reprise du développement avec création d'emplois et redistribution des revenus.

- **De la réforme agraire à des choix qui la rendent impossible**

Le Programme de gouvernement de l'alliance « Lula Président » inclut un fascicule présenté par A. Palocci, qui dit vouloir « réaffirmer l'engagement pour la réforme agraire »<sup>106</sup>,

---

<sup>105</sup> Francisco de OLIVEIRA (op cit. p. 134).

<sup>106</sup> Programa de governo 2002. Coligação Lula Presidente. 'Vida digna no campo', PT-FPA, p. 3.

présentée « *avant tout* », comme « *un engagement pour la construction d'une nation moderne et souveraine* ». Mais le plan du fascicule indique que le cœur de la politique agraire de la coalition n'est pas la réforme agraire : dans la définition des « *axes pour une politique de développement durable et solidaire* »<sup>107</sup>, le point sur la réforme agraire vient en troisième position, après « *la promotion et la défense de l'agriculture nationale* », et le « *renforcement de l'agriculture familiale* ». Dans la définition des « *politiques pour un développement rural durable et solidaire* », le « *plan national de réforme agraire* » est encore troisième, après la « *politique commerciale* » et la « *récupération du revenu agricole* ». Ce n'est pas un hasard si la question commerciale est au premier plan : en 2002, le problème est de trouver des devises pour payer une dette colossale mais finalement acceptée. Sur la mise en œuvre d'une politique de réforme agraire, le fascicule ne dit pas grand-chose de plus que la résolution de 2001. Sa définition se décline en 8 mesures techniques assez complexes, d'où il ressort qu'il faut procéder à un recensement – qui en diffère la mise en œuvre – où le seul cas envisagé d'expropriation pure et simple est celui de travail esclave.

Dirigeant du MST, Jaime Amorim, revient sur l'affadissement de la réforme agraire dans le programme présenté par Lula : « *j'ai la certitude que dans sa tête, il y a la nécessité de faire la réforme agraire. Oui mais, le PT, avec les alliances qu'il a fait, avec la gouvernabilité... Rechercher la gouvernabilité n'a pas autorisé une alliance qui permettrait de faire la réforme agraire* »<sup>108</sup>. Pour lui, le choix de Lula quant au monde rural, c'est la « *coexistence pacifique entre l'agrobusiness, les grandes latifundia et les petits agriculteurs* ». Mais pour J. Amorim, c'est « *impossible qu'il y ait coexistence pacifique. Jamais* ». Il ajoute que dans les campagnes, en 2002, « *l'attente était très forte par rapport au gouvernement Lula. Quand nous avons gagné les élections, c'était les sans-terre qui étaient le plus dans la rue* ». Pour lui aussi, c'est apparemment la surprise : « *quand on gagne les élections, on s'aperçoit que c'est sur la base d'un accord avec la bourgeoisie [avec] la Lettre au peuple brésilien* ».

Nous avons évoqué la gêne causée à Lula par la radicalité des actions du MST (et cela, d'ailleurs, dès 1998). Fin 2002, la nomination de Roberto Rodrigues comme ministre de l'Agriculture va encore plus loin. Celle-ci est un bon indicateur du sort qui va être fait à la réforme agraire. On comprend que malgré la réaffirmation de l'expression « réforme agraire » dans les programmes de gouvernement et la communication de Lula et des dirigeants du PT, c'est une tout autre politique qui se dessine : au lieu de donner la priorité à l'expropriation des latifundia et à l'organisation de la paysannerie, il s'agit de miser très gros sur le secteur agro-exportateur. Payer la dette et ses intérêts l'exige.

En fin de compte, une vaste réforme agraire est toujours au programme pédiste sur le papier, même si sa radicalité s'est émoussée à partir du milieu des années 1990. Mais au 1<sup>er</sup> janvier 2003, certains ont de bonnes raisons de commencer à craindre qu'avec un ministre de l'agriculture comme celui-là, la réforme agraire continue à jouer le rôle de l'Arlésienne<sup>109</sup>... Cela même si, par ailleurs, Lula a aussi nommé Miguel Rossetto, de la DS, au « développement agraire ». Celui-ci, toutefois, se trouve dans une position subordonnée par rapport à Roberto Rodrigues.

---

<sup>107</sup> Idem, p. 4.

<sup>108</sup> Notre interview de Jaime Amorim. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>109</sup> Remarquons simplement qu'en 2014, dans notre interview, Jaime Amorim raconte comment lui et le MST continuent à se battre pour qu'il y ait une réforme agraire...

- **Quant au socialisme pétiste...**

Faisons nos comptes. Sur les cinq points programmatiques choisis pour comprendre la nature du socialisme pétiste et les obstacles que le parti devait affronter pour lui ouvrir la voie, deux questions avaient déjà été dépassées par les choix du PT et étaient devenues sans portée pratique dès avant 2002 ; deux autres sont mises au rebut pendant la campagne même de 2002 ; et le dernier élément (la réforme agraire en faveur de la paysannerie pauvre) n'est pas officiellement abandonné, mais on comprend que sa réalisation a toutes les chances d'être bloquée par les choix politiques et économiques qui ont été faits pendant cette année charnière. Que penser, donc, du socialisme pétiste, si ce n'est qu'il est bel et bien mort avec la campagne victorieuse de Lula en 2002 ?



## **Conclusions analytiques de la partie 5 : Bureaucratiation, institutionnalisation, professionnalisation**

---

Au terme de cette investigation, on perçoit l'énorme transformation idéologique et programmatique du PT. Les tableaux des pages suivantes permettent de mieux visualiser cette mutation : en tous points, et sans jamais de retour en arrière, une évolution de la gauche vers la droite, une dé-radicalisation commencée peu après sa naissance, et se prolongeant jusqu'à 2002. Après quoi, nous tenterons d'analyser l'évolution du PT en utilisant les concepts de bureaucratiation, d'institutionnalisation et de professionnalisation.

### **1°) Représentations synthétiques de la trajectoire pétiste**

Sur les pages suivantes, 5 tableaux (37a à 37e) synthétisent l'évolution, sur la période, du programme pétiste sur les critères étudiés au chapitre 13 : Etat, pouvoir et démocratie ; indépendance de classe ; propriété des moyens de production, plan et marché ; dette extérieure ; réforme agraire. A ce niveau aussi, il est possible de visualiser facilement les extrémités gauche (1979) et droite (2002) de cette mutation programmatique, et de se rendre compte, notamment, comment le PT passe progressivement de l'idée que la participation aux élections et aux institutions doit être subordonnée à l'organisation et aux luttes des travailleurs, à la volonté de parvenir au pouvoir par des élections, quitte à réformer ensuite l'Etat et la démocratie ; comment il troque l'indépendance de classe pour en venir finalement à l'alliance de classes la plus large, y compris avec le capital financier ; comment il évolue d'un programme incluant une bonne dose de collectivisations à l'acceptation complète des lois de l'économie capitaliste et des marchés financiers ; comment, après avoir longtemps dénoncé la dette extérieure brésilienne, il en arrive finalement à la payer, avec les conséquences que cela implique ; comment enfin, après avoir défendu une réforme agraire radicale sous contrôle des travailleurs, il annonce en 2002 un projet de réforme agraire déjà très modérée, mais dont la réalisation est contrariée par la nomination d'un ministre de l'Agriculture qui est un ardent défenseur de l'agro-business.

Le tableau 38 montre l'évolution des campagnes Lula en suivant 6 indicateurs : les alliances réalisées au 1<sup>er</sup> tour ; une caractérisation des programmes de gouvernement avec 3 points spécifiques (démocratie, dette, réforme agraire) ; le style des campagnes ; le traitement médiatique de celles-ci et la présentation faite de Lula et du PT ; une synthèse des résultats ; et les leçons tirées par le PT (son courant dominant) après chaque élection. Ce tableau permet de saisir comment, entre 1989 et 2002, le PT est passé graduellement d'une campagne avec une coalition de partis de gauche à une alliance avec des partis de droite ; d'un programme de gouvernement de gauche assez radical, sans être anticapitaliste, à un tout autre programme, acceptant les contraintes du néolibéralisme ; d'une campagne de rue, bon marché, très militante et polarisée à une campagne de type publicitaire, coûteuse, très peu militante et non polarisée ; d'une campagne valant l'hostilité des médias dominants à une campagne entourée d'une bienveillance de ceux-ci pour le candidat Lula.

1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
MvtPT	Fond	1RN	2RN		3RN	RNE	4RN	5RN		6RN Lula1	7RN	1CN		8RN	9RN Lula2	10RN		11RN	RNE Lula3	2CN		12RN	Lula4

**Tableau 37a : Etat, pouvoir et démocratie dans le projet pétiste**

1979	1980	1984	1986	1987	1991	
Elections et institutions ? subordonnées à l'organisation et à la lutte des travailleurs						
Objectif Gouvernement des travailleurs	Gouvernement des travailleurs : pas repris			Gouvernement des travailleurs : non		
Démocratie voulue : principalement directe	Articuler démocratie à la base, élections et travail dans les institutions			Arriver au pouvoir par les élections		
Rien sur la nature de l'Etat	Etat brésilien, instrument de la bourgeoisie. Mais ne dit pas quoi en faire			Etat sans nature de classe		
	Construire le pouvoir des travailleurs à la base			Réformer l'Etat et la démocratie		
	Accéder à des exécutifs ? Ce n'est pas dit, juste suggéré			Accéder à des exécutifs ? Oui		

**Tableau 37b : Le PT et l'indépendance de classe**

1979	1986	1987	1994	1995	2002																		
Indépendance de classe des travailleurs par principe	Souci des classes moyennes	Alliance des travailleurs avec les classes moyennes																					
Pas de vraie analyse des classes	Analyse des classes	Analyse des classes																					
Pas d'alliance avec la bourgeoisie			Lula: alliance av. PME	Graduellement : alliance avec le capital productif		Alliance avec capital financier																	
1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002

MvtPT	Fond	1RN	2RN		3RN	RNE	4RN	5RN		6RN Lula1	7RN	1CN		8RN	9RN Lula2	10RN		11RN	RNE Lula3	2CN		12RN	Lula4
-------	------	-----	-----	--	-----	-----	-----	-----	--	--------------	-----	-----	--	-----	--------------	------	--	------	--------------	-----	--	------	-------

**Tableau 37c : Propriété des moyens de production, plan et marché dans le projet pétiste**

1979	1982	1986	1989	1990	1991	1994	1995	2002
Etatisation des entreprises de services de base	Collectivisation pharmacie, santé et éducation		Plus rien sur ce point					
Etatisation entreprises étr..			Subordination entreprises étrangères p.r./ obj. sociaux			Bienvenue aux capitaux étrangers non spéculatifs		Ouv. totale
Etatisation gdes entreprises	Collectivisation de monopoles	Plus rien sur ce point						
Etatisation des banques				Etatisation des banques si nécessaire		Plus rien sur ce point		
	Non aux privatisations							Plus d'objection de principe aux privatisations. Cas par cas
Collectivisations à réaliser sous le contrôle des travailleurs			Disparition progressive de la question du contrôle des travailleurs					
Collectivisations progressives vers le socialisme		Pas de collectivisation globale immédiate				Question mise de côté		
		Pas de suppression immédiate du marché		Large place au marché		Acceptation tacite de l'économie marchande		
		Multiples formes de propriété				Mise de côté avec acceptation de la propriété capitaliste		
		Planification partielle		Méfiance vis-à-vis de la planification. Seulement sectorielle et indicative		Planification mise de côté sauf secteurs particuliers, à voir		
		Subordination de la propriété privée aux objectifs sociaux				Abandon de facto de toute subordination de ce type		

**Tableau 37d : Le PT et la dette extérieure**

	1982	1984	1994	2002
	Suspension immédiate du paiement		Menace de suspension des paiements	Accept. payer
		Rupture des accords avec le FMI	Demande de renégociation	Acceptation des accords
	Enquête exhaustive / approfondie ou audit indépendant			Mis de côté
	Après audit, payer uniquement ce qui est dû		Mise de côté de cette formulation	Oublié
	Nationalisation commerce ext	Mesure plus jamais évoquée		

**Tableau 37e : Le PT et la réforme agraire**

1979	1995	2002
Réforme agraire radicale	Réforme agraire moins radicale	Réforme possible ?
Sous contrôle des travailleurs	Mise de côté du contrôle des travailleurs	

**Tableau 38 : Synthèse des 4 campagnes présidentielles Lula**

	1989	1994	1998	2002
<b>Alliances au 1er tour</b>	Alliances à gauche uniquement  FBP PT-PSB-PCdoB	Alliances à gauche, plus larges qu'en 1989 FBPC PT-PSB-PCdoB-PPS-PSTU	Volonté d'élargir les alliances vers le centre : peu de résultats Coalition UPMB PT-PDT-PSB-PCdoB-PCB	Alliances vers le centre, puis carrément à droite (PL) Coalition Lula Président PT-PCdoB-PL-PMN-PCB
<b>Programme de gouvernement</b>	PAG de gauche, assez radical. Pas anticapitaliste, mais « démocratique-populaire »  Stimuler le pouvoir populaire  Suspension des paiements de la dette extérieure Réforme agraire radicale	Programme de gauche « démocratique-populaire », plus modéré qu'en 1989.  Pouvoir plus « citoyen » que de classe ou populaire. Dette extérieure : négociation et éventuellement suspension Réforme agraire légèrement moins radicale qu'en 1989	Programme beaucoup plus modéré, pour un développement avec redistribution des revenus, anti-néolibéral. Rien sur le pouvoir populaire mais « budget participatif » Dette extérieure : question laissée de côté Réforme agraire plus modérée, pas en termes classistes	Programme qui se veut au départ développementiste et anti-néolibéral, mais qui devient néolibéral Démocratisation institutionnelle, rien sur la démocratie directe Accord avec le FMI, excédent budgétaire, paiement de la dette Une réforme agraire sur le papier, mais très modérée
<b>Style de campagne</b>	PT avec très peu de moyens Campagne très polarisée Campagne de rue, très militante.  Rejet du marketing politique et électoral.	PT avec peu de moyens Volonté de polarisation Caravanes de la Citoyenneté La campagne se veut militante mais ne démarre pas vraiment Un peu plus d'attention au marketing politique	PT déjà plus riche Campagne non polarisée Campagne peu militante Volonté de « coller à l'opinion ». Eviter la radicalité des mots Recours à des professionnels du marketing politique/électoral	PT nettement plus riche Campagne pas du tout polarisée Campagne très peu militante Style « Lula, paix et amour » Rassurer pour gagner au centre Campagne encadrée par Duda Mendonça, très cher payé
<b>Traitement médiatique ; comment les médias dominants voient Lula</b>	Hostilité vis-à-vis de Lula Socialiste et radical, antisystème et « irresponsable » Manipulations médiatiques anti-PT	Hostilité vis-à-vis de Lula Socialiste et radical, antisystème et « irresponsable »	Défavorable à Lula En transition, mais avec un passé radical, et qui inspire de la méfiance	Favorable à Lula ou neutre Social-démocrate, intégré au système et « responsable »
<b>Résultats</b>	1 <sup>er</sup> tour : Lula en tête à gauche, battu au 2 <sup>e</sup> tour par Collor avec 47%. Lula minoritaire chez les très pauvres, les peu scolarisés, les petites villes.	Lula battu par FHC dès le 1 <sup>er</sup> tour. Défaite cinglante	Lula battu par FHC dès le 1 <sup>er</sup> tour. Score un peu meilleur qu'en 1994.	Lula très en tête au 1 <sup>er</sup> tour, 61% au 2 <sup>e</sup> tour. Uniformisation du vote Lula entre régions, niveaux d'instruction, revenus, petites et grandes villes
<b>Leçons tirées par le PT</b>	Pour Lula et la majorité du PT, il est possible de gagner la présidentielle. Tout doit être fait pour cela	Pour Lula et son courant, reprendre le contrôle du PT et modérer discours et programme pour gagner la prochaine fois	Pour le CM, poursuivre dans la même voie. Modérer encore plus le programme, dé-radicaliser le PT	Encore plus de néolibéralisme dans le gouvernement de transition. PT mis sur la touche par Lula et son équipe.



Toute l'évolution du PT, politique et idéologique, de sa naissance à 2002 a des racines diverses que nous avons cherché à faire apparaître à la fin des parties précédentes de notre étude, en nous fondant sur notre propre recherche, sur des travaux spécifiques réalisés sur le Parti des Travailleurs, et sur des ouvrages classiques de science politique. Au terme de la première partie, nous avons cherché à montrer que la situation historique elle-même, telle qu'elle apparaissait à la fin de la décennie 1970, faisait apparaître en creux une attente politique que le jeune PT allait bientôt avoir pour fonction de combler. Dès la fin de la 2<sup>e</sup> partie, nous avons posé la question de la nature de ce parti, et cherché à établir des éléments de comparaison avec la tradition social-démocrate. La fin des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> parties a été pour nous l'occasion de replacer le PT et son histoire dans le cadre de ses liens avec le syndicalisme, d'une part ; et avec les institutions de l'Etat, d'autre part. Nous avons notamment découvert, avec la CUT, une trajectoire syndicale qui révèle bien des points communs avec celle du parti qui a aidé à la mettre au monde ; et nous sommes arrivés à la conclusion que l'évolution de la centrale renforçait celle du parti, dans la même direction : moins de démocratie et plus de bureaucratie et d'autoritarisme en interne ; plus d'institutionnalisation et de dépendance de l'Etat ; plus de modération dans le programme et dans le choix des actions. Nous avons aussi conclu que le PT, en accumulant une force électorale et institutionnelle, subissait une pression – notamment au sein des exécutifs qu'il en est venu à diriger – qui l'éloignait de sa radicalité et de ses objectifs initiaux.

Nous voulons maintenant, pour conclure cette dernière partie de notre étude, reposer la question de la nature du parti et de sa transformation, à travers les notions de bureaucratisation, d'institutionnalisation et de professionnalisation ; et aussi revenir sur le parallèle que nous avons initié entre le PT et la social-démocratie.

## **2°) Notion de bureaucratie et bureaucratisation du PT**

Pour mieux comprendre la trajectoire du parti, il est nécessaire, à la fois, de revenir sur sa nature, et en particulier sur celle de sa direction, et de saisir comment, en lien avec cette nature, des phénomènes sociologiques et politiques interagissent, au cours même du processus de développement du PT. Cela va nous amener à retravailler autour des notions de bureaucratisation, d'institutionnalisation et de professionnalisation.

Tout au long de cette étude, et particulièrement lorsqu'il s'est agi de retracer les débats internes du PT concernant ses problèmes de construction et de fonctionnement (ou de dysfonctionnements), nous avons vu apparaître ces termes de bureaucratie et de bureaucratisation. Il nous semble nécessaire de revenir sur cette question, en ayant notamment recours à des auteurs de sociologie ou de science politique.

Panebianco énonce trois acceptions possibles de la bureaucratie des partis politiques. La première, c'est « *la bureaucratie comme composante administrative de l'organisation, c'est-à-dire l'ensemble des employés dédiés à des tâches de maintien de l'organisation* »<sup>1</sup>. La seconde acception, c'est « *la bureaucratie comme organisation, selon les caractéristiques qui décrivent le type idéal wéberien* »<sup>2</sup>. C'est dans cette acception que l'on saisit ses conséquences et caractéristiques telles que la division du travail, la routine, etc. La troisième

---

<sup>1</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 421). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>2</sup> Idem, p. 422.

acceptation conduit à appréhender la bureaucratie comme « *prédominance des employés* » du parti. Ces trois acceptations, de façon complémentaire, permettent de saisir la bureaucratie d'un parti sur un plan technique et fonctionnel, de repérer les dysfonctionnements, etc. mais ils nous semblent insuffisants pour saisir les racines profondément sociales du phénomène, et pour le comprendre comme étant au cœur des transformations d'une organisation de masses implanté parmi la classe travailleuse, telle que le PT.

#### **a) R. Michels, la bureaucratie et la « loi d'airain » appliquée au PT**

Michels est le premier auteur pionnier qui, à partir de son observation du SPD allemand, nous met largement, pensons-nous, sur la voie. Il part de la nécessité dans un parti d'une spécialisation technique, « *cette conséquence inévitable de toute organisation plus ou moins étendue, [qui] rend nécessaire ce qu'on appelle la direction des affaires. Il en résulte que le pouvoir de décision, qui est considéré comme un des attributs spécifiques de la direction, est à peu près retiré aux masses et concentré entre les mains des chefs seuls* »<sup>3</sup>. Des chefs rétribués se mettent en place et cela tend à diminuer le pouvoir de contrôle de la base du parti : « *à mesure que l'organisation grandit, le droit de contrôle reconnu à la masse devient de plus en plus illusoire. Les adhérents doivent renoncer à surveiller ou même à diriger toutes les affaires administratives. Ils se voient obligés de confier cette charge à des personnes sûres, spécialement nommées à cet effet, à des fonctionnaires rétribués par l'organisation. La masse en est réduite à se contenter de compte rendus plus que sommaires ou à avoir recours à des commissions de contrôle* »<sup>4</sup>. Michels observe que « *dans tous les partis socialistes, le nombre des fonctions retirées aux assemblées électorales et transférées aux conseils de direction augmente sans cesse. Il s'élève de la sorte un puissant édifice, d'une structure compliquée [...] Il se forme une bureaucratie rigoureusement délimitée et hiérarchisée* »<sup>5</sup>. Il note que l'« *on voit s'accuser davantage la tendance à remplacer les chefs occasionnels par des chefs professionnels* »<sup>6</sup>. La démocratie même, dans le fonctionnement du parti, est menacée : « *la première éclosion d'une direction professionnelle marque pour la démocratie le commencement de la fin* », écrit-il.

Ce processus se met en place, à notre avis, très rapidement après les débuts du PT : le sort réservé au « noyaux de base », originalité de ce parti présentée plus haut, est de ce point de vue symptomatique : ils se vident, dans beaucoup de cas, après avoir été transformés en comités électoraux en 1982. Ce sont les directoires qui deviennent les centres de pouvoir dans l'organisation, et dans ceux-ci, on va voir des chefs se saisir d'une part de plus en plus importante des pouvoirs et des responsabilités. Avec le développement du parti, ces chefs sont de plus en plus rémunérés, tandis que la base du PT voit diminuer ses possibilités de contrôle sur les choix faits par les chefs. Selon nous, ce phénomène est à l'œuvre dès la première moitié des années 1980, même si le parti est alors plein de vie et si sa base militante est encore très active et impliquée.

En grossissant et en voyant ses ressources financières augmentées par l'obtention d'élu, le parti offre à ses militants des possibilités de carrières, explique Michels : « *le mécanisme du parti socialiste offre aux ouvriers, grâce aux nombreux postes rétribués et honorifiques dont il dispose, une possibilité de faire carrière, ce qui exerce sur eux une force*

---

<sup>3</sup> R. MICHELS (op. cit. p. 16). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>4</sup> Idem, p. 17-18.

<sup>5</sup> Idem, p. 18.

<sup>6</sup> Idem, p. 19.

*d'attraction considérable. Il en résulte qu'un certain nombre d'ouvriers, plus ou moins bien doués au point de vue intellectuel, se trouvent transformés en employés menant une existence de petits bourgeois »<sup>7</sup>. N'est-ce pas aussi ce qui se passe au Brésil avec le PT ? V. Arcary évoque un phénomène du même type dès 1986 : « les finances ont changé »<sup>8</sup>. En passant de 8 à 16 députés fédéraux et de 13 à 33 députés d'Etats, les besoins en « main d'œuvre », tant au sein du parti lui-même qu'autour des élus, augmentent en même temps que les moyens de les financer. V. Arcary poursuit : « Ce n'est pas seulement un type qui devient permanent. Tu peux permanentiser des dizaines de personnes. Des dizaines ». Il y a donc, dès cette époque, une sorte d'appel d'air. Des dizaines ou des centaines de militants deviennent « partido-dépendants ». Il y a des ouvriers, mais pour V. Arcary, c'était beaucoup « des étudiants ayant commencé à faire de la politique quand ils étaient très jeunes, ils n'ont pas terminé leurs études. Et, trouver du travail où ? Si tu n'as pas terminé tes études, tu peux être soit ouvrier, soit employé de banque ; soit politicien professionnel. Alors : ouvrier ou politicien professionnel ? Qu'est-ce que je dois choisir ? Evidemment, politicien professionnel. (Rires) [...] Après 86, tous les jeunes qui avaient certaines capacités et de l'ambition trouvaient un emploi public très prometteur, un emploi stable, avec une vie très confortable. Et si tu cherchais du travail sur le marché, la vie était très dure ».*

Le phénomène du carriérisme se développe, et les maux propres au « bureaucratisme » s'accroissent avec le temps : « Dans toute bureaucratie, on observe la chasse aux emplois, la manie des promotions, une servilité obséquieuse devant les supérieurs et une attitude hautaine envers les inférieurs »<sup>9</sup>. Sans doute, dans le cas du PT, ces attitudes mettent-elles un certain temps à devenir manifestes, et encore plus à devenir prépondérantes. Mais au cours des années 1990, les conflits qui surgissent localement, et même dans les RN et les Congrès, en particulier autour des candidats potentiels et de leur entourage, montrent que le parti est alors déjà bien contaminé<sup>10</sup>. Et avec l'accroissement du nombre de postes liés au parti (dans son appareil interne mais, plus encore, comme nous l'avons vu, dans ses « succursales », notamment parlementaires et municipales), le poids de ces considérations matérielles augmente dans le parti : « L'ouvrier, qui occupe désormais un niveau social plus élevé, n'aura pas toujours la force de résister aux séductions du nouveau milieu dans lequel il se trouve transplanté »<sup>11</sup>. Michels ajoute : « d'après la conception matérialiste de l'histoire, la métamorphose sociale et économique entraîne peu à peu une métamorphose idéologique. Aussi chez beaucoup d'ex-ouvriers, l'embourgeoisement s'opère-t-il très rapidement »<sup>12</sup>. De plus, note Michels, ce phénomène fait écho à un besoin de différenciation présent dans la classe ouvrière : « s'élever jusqu'à la petite bourgeoisie : tel est l'idéal individuel de l'ouvrier »<sup>13</sup>.

---

<sup>7</sup> Idem, p. 59-60.

<sup>8</sup> Notre interview de V. Arcary. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>9</sup> R. MICHELS (op. cit. p. 118). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>10</sup> Un Etat souvent considéré comme un exemple à suivre du point de vue de la construction et de l'orientation du PT comme le Rio Grande do Sul n'échappe pas à la concurrence pour les postes et les querelles qui lui sont liées. Eitor Machado nous explique ainsi que cette lutte a lieu « à l'intérieur du parti, et de la tendance elle-même ». Selon lui, cette compétition entre ambitions politiciennes « est devenue plus visible au sein du PT, au moins ici dans le Rio Grande do Sul, à partir du moment où le PT a gagné le gouvernement de l'Etat en 1998. J'ai pu être témoin de cela, à travers les instances auxquelles je participais jusqu'alors ». Notre interview d'Eitor Machado.

<sup>11</sup> R. MICHELS (op. cit. p. 180). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>12</sup> Idem, p. 182.

<sup>13</sup> Idem, p. 187.

En lien avec cela, l'un des problèmes qu'évoque Michels, c'est aussi la transformation psychique et idéologique des permanents qui font carrière avec le parti : « *A mesure qu'un individu conquiert dans son parti des situations de plus en plus élevées, son monde psychique et mental subit souvent une évolution qui aboutit à une transformation complète. Et quand cette transformation est accomplie, le chef ne voit dans son propre changement, qu'un reflet du changement survenu, prétend-il, dans le monde environnant. Les circonstances nouvelles, dit-il, exigent une nouvelle théorie et imposent une nouvelle tactique. C'est de la nécessité psychologique de trouver une explication et une excuse à la métamorphose des chefs qu'est née en grande partie la théorie révisionniste et réformiste du socialisme international* »<sup>14</sup>. Cette citation est particulièrement intéressante si on la rapporte à l'histoire du PT. Lorsqu'au début des années 1990, le « socialisme réel » s'effondre, et que le capitalisme se montre triomphant avec sa doctrine néolibérale, une grande partie des dirigeants du PT ressentent en effet le besoin de s'adapter et commencent effectivement à expliquer que le monde a changé et que le parti doit évoluer en conséquence. La mutation est particulièrement rapide et radicale dans le cas de *Democracia Radical*, qui passe en très peu d'années de l'idée de nécessité d'un parti révolutionnaire « marxiste-léniniste » à une mise au rebut du léninisme et même du marxisme, pour préconiser très vite des alliances au centre et voir d'un bon œil la participation du PT au gouvernement Itamar Franco. La transformation en ce sens commence un peu plus tard et semble plus lente du côté de l'Articulation, mais en 2002, les deux composantes du camp majoritaire auront bouclé ensemble leur parcours en direction de la gestion du « capitalisme réel ». On ne peut que se demander si le lien entre les phénomènes de mutation psychologique et une nouvelle vision du monde, évoqué par Michels, ne s'applique pas pleinement ici.

Michels constate qu'en grossissant, le parti verse dans l'immobilisme : « *le parti s'immobilise d'autant plus que son organisation s'étend et se fortifie davantage ; ce qui revient à dire qu'il perd son élan révolutionnaire, devient inerte et pesant, paresseux non seulement dans l'action, mais aussi dans la pensée* »<sup>15</sup>. L'immobilisme, n'est-ce pas ce qui caractérise aussi le PT dans la période qui débute immédiatement après la présidentielle de 1989. Le parti est paralysé ; il ne prend pas d'initiative pour coordonner et amplifier les luttes face aux mesures de Collor. Au lieu d'être dès le début à la pointe du combat, il prend le train en marche pour chasser le président corrompu. Il limite la lutte au seul terrain de la question de l'*impeachment* pour corruption, au lieu de l'étendre à un combat plus vaste contre le néolibéralisme et ses attaques, contre les privatisations... Ensuite, il participe à la mise en place d'une solution de continuité dans la droite ligne d'une constitution qu'il avait signée, mais qu'il avait refusée de voter, et c'est ainsi qu'au lieu de contribuer à déstabiliser le régime et le pouvoir de la bourgeoisie – en exigeant des élections immédiates, notamment – il s'accommode du remplacement de Collor par son vice-président, Itamar Franco.

Le développement d'une bureaucratie pétiste – ou plutôt de bureaucraties pétistes, nous allons y revenir – voit donc l'incrustation dans le parti d'intérêts matériels qui n'ont rien à voir avec ses buts initiaux, et qui progressivement s'y opposent de plus en plus. On voit apparaître un conservatisme dans la bureaucratie du parti. Michels évoque à ce sujet, à propos des menaces de guerre et de la position d'opposition radicale que le SPD n'a pas voulu prendre, notamment face aux risques de répression contre le parti, « *l'intérêt personnel de milliers d'honnêtes pères de famille dont la vie économique est indissolublement liée à*

---

<sup>14</sup> Idem, p. 134.

<sup>15</sup> Idem, p. 243.

*l'existence du parti et qui tremblent à l'idée de perdre leur emploi »<sup>16</sup>. Il ajoute plus loin à propos du parti qu'il étudie : « A mesure qu'augmente son besoin de tranquillité, ses griffes révolutionnaires s'atrophient et il devient un parti bravement conservateur qui continue [...] à se servir de sa terminologie révolutionnaire, mais qui dans la pratique ne remplira pas d'autre fonction que celle d'un parti d'opposition constitutionnelle ». On constate aussi que, même paralysé dans la conjoncture d'après 1989, le PT continue à discuter du socialisme et à le définir comme son objectif historique, au-delà de l'immédiateté et de la stratégie « démocratique-populaire » qu'une large majorité du parti a alors adoptée. Mais le PT est bien devenu, dès 1989, un parti d'opposition constitutionnelle, tout comme, autrefois, le SPD étudié par Michels. Cela dit, le vocabulaire utilisé dans les campagnes pétistes des années 1990 va évoluer avec son idéologie, tout comme avec le SPD avant lui : « Pour des raisons en majeure partie électorales, le parti recherche l'appui de la petite bourgeoisie [...] le parti des ouvriers de vient le parti du 'peuple' »<sup>17</sup>. Côté pétiste, il faut rappeler la recrudescence, à partir de 1994, de l'usage du terme « citoyen » (comme dans la CUT) : le PT s'adresse de moins en moins aux travailleurs, et de plus en plus au « peuple » et aux « citoyens ».*

Le fort ancrage syndical du PT, nous l'avons vu, n'est pas de nature à empêcher la montée du conservatisme dans le parti. Et de ce point de vue, on trouve une similitude avec le SPD d'autrefois. Michels cite un employé d'un syndicat allemand qui déclare : « nous serions beaucoup plus intéressés à un changement aussi prompt que possible de l'ordre social, si nous étions restés à l'usine et si nous devions nous contenter de salaires inférieurs à ceux que nous gagnons actuellement »<sup>18</sup>. Michels ajoute d'ailleurs à propos du syndicalisme ouvrier allemand : « ce sont les chefs du mouvement syndical, c'est-à-dire des personnes d'origine prolétarienne, qui ont imprimé la plus forte impulsion à la tendance réformiste de la démocratie socialiste allemande »<sup>19</sup>. Dans le cas brésilien, nous avons noté plus haut la forte bureaucratisation de la CUT et son mouvement inexorable vers la déradicalisation et le conservatisme.

Enfin, Michels relève l'éloignement des chefs de la base des adhérents du parti et de la classe qu'ils sont censés représenter : « le fossé qui sépare les chefs du gros du parti s'élargit [...] de plus en plus, et il arrive un moment où les premiers perdent tout sentiment de solidarité avec la classe dont ils sont issus. Il se produit alors une véritable division en sous-classes : celle des capitaines ex-prolétaires et celles des soldats prolétaires »<sup>20</sup>. Quand cela se passe-t-il dans le PT ? Sans doute, pour les dirigeants majoritaires du parti, avant 2002. Cette année-là ne révèle-t-elle pas que ce seuil a déjà été dépassé, au Brésil, lorsque l'équipe du candidat Lula et les sommets du PT font le choix de céder au FMI et aux banquiers, après avoir mis en place une alliance avec un parti de droite, misant sur un grand industriel pour constituer le « vice » du ticket présidentiel ? Michels écrit encore : « L'histoire des partis ouvriers nous offre tous les jours des cas où les chefs s'étant mis en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux du mouvement, les militants ne se décident pas à tirer de cette situation toutes les conséquences qui en découlent logiquement »<sup>21</sup>. Cette situation n'est-elle pas aussi celle du PT en 2002 ? Lula et son cercle rapproché piétinent la résolution de décembre 2001 avec l'alliance avec le PL, avec la nomination d'Alencar

---

<sup>16</sup> Idem, p. 244.

<sup>17</sup> Idem, p. 175.

<sup>18</sup> Idem, p. 200.

<sup>19</sup> Idem, p. 208.

<sup>20</sup> Idem, p. 60.

<sup>21</sup> Idem, p. 63.

comme « vice », et avec la Lettre au peuple brésilien. Malgré tout (à 3 voix près au DN) le parti gronde sans doute, mais endosse le changement qui lui est imposé, et ne rompt pas.

Michels voit dans l'ensemble de ces phénomènes – des intérêts distincts entre les masses organisées et la bureaucratie partisane ; la tendance au conservatisme de cette dernière ; la formation de couches, puis finalement de « *classes distinctes* »<sup>22</sup>, la présence de chefs « *stables et inamovibles* »<sup>23</sup>, et finalement la formation d'une oligarchie dans le parti – une « loi d'airain ». Ces phénomènes sont pour lui inévitables, car « *la principale cause des phénomènes oligarchiques se manifestant au sein des partis démocratiques consiste dans le fait que les chefs sont techniquement indispensables* »<sup>24</sup>. Et le mal est inhérent au fait organisationnel lui-même : « *l'organisation est la source d'où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui délèguent. Qui dit organisation dit oligarchie* »<sup>25</sup>. A en croire cet auteur, la bureaucratisation du PT et sa trajectoire toujours plus conservatrice relèveraient d'une pure loi sociologique, d'une fatalité, en somme. Michels ne croit pas aux mesures préventives et aux contre-tendances.

### **b) E. Mandel : une analyse marxiste de la bureaucratie appliquée au PT**

D'autres auteurs, depuis Michels, ont traité du phénomène bureaucratique d'un point de vue marxiste, en voyant aussi son essence dans la formation d'une couche sociale privilégiée qui s'émancipe de la classe travailleuse qui lui a donné naissance dans ses organisations, mais sans croire à une « loi d'airain » ; en relevant au contraire des contre-tendances et en mettant en avant des mesures visant endiguer la bureaucratisation et à empêcher la formation d'une oligarchie conservatrice. Parmi eux, Ernest Mandel conçoit l'émergence de la bureaucratie dans les organisations ouvrières d'une façon pas très éloignée de Michels. Il écrit : « *le problème de la bureaucratie dans le mouvement ouvrier survient avec le fait que des permanents et des intellectuels petits-bourgeois en viennent à occuper les fonctions intermédiaires et au sommet d'un appareil permanent* »<sup>26</sup>. Pour Mandel, un parti de masse nécessite des permanents. Il écrit : « *Le développement d'organisations de masses, politiques ou syndicales, est inconcevable sans un appareil de permanents et d'employés. Au niveau le plus élémentaire, il est impossible de collecter, de centraliser et de gérer les cotisations d'un million de membres grâce à un travail purement volontaire* ». On remarque, ici comme chez Michels, la prévalence de nécessités techniques. Mais on note aussi – et c'est intéressant dans l'optique qui est la nôtre – que la même notion de bureaucratie vaut également, chez Mandel, pour les partis et pour les syndicats. Cet auteur relève dans tout ceci un risque, et non pas une « loi d'airain ». Il écrit : « *avec la création d'un appareil d'employés professionnels, dont la connaissance spécialisée est nécessaire à combler les vides causés par le sous-développement culturel du prolétariat moderne, il y a un risque que les organisations ouvrières se divisent elles-mêmes entre des couches exerçant différentes fonctions* »<sup>27</sup>.

Car pour Mandel – et c'est là une divergence fondamentale avec Michels – face à la menace de bureaucratisation, « *de puissantes contre-tendances peuvent opérer et le font* ». Il précise : « *les tendances embryonnaires à la bureaucratisation surgissant du*

<sup>22</sup> Idem, p. 257.

<sup>23</sup> Idem, p. 262.

<sup>24</sup> Idem, p. 261.

<sup>25</sup> Idem, p. 262.

<sup>26</sup> E. MANDEL (op. cit. p. 59). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>27</sup> Idem, p. 60.

développement d'un appareil professionnel, pourraient être arrêtées à travers l'élévation du niveau de culture, par la confiance en eux-mêmes et l'auto-affirmation des adhérents, à condition que la démocratie interne [...] soit respectée et que l'organisation reste fonctionnelle pour le but socialiste. Il y a une autre condition importante, à savoir l'effort conscient de dirigeants socialistes pour combattre la bureaucratisation naissante en luttant pour, et en mettant en œuvre avec succès, des sauvegardes politiques et organisationnelles adéquates »<sup>28</sup>. Et Mandel de se référer aux mesures démocratiques radicales de la Commune de Paris et de citer Lénine, préconisant une réduction radicale de la durée du travail pour libérer du temps nécessaire à l'activité politique. Remarquons toutefois que, dans le capitalisme réellement existant, les travailleurs ne peuvent guère compter sur le temps libre : cela ne peut valoir que pour plus tard, et la bureaucratie est une menace au mouvement des travailleurs dans la société actuelle, pas seulement celle de demain.

Notons aussi un point important qui distingue Mandel de Michels : alors que le premier conçoit la transformation des chefs comme étant inéluctable, Mandel considère que les dirigeants socialistes peuvent et doivent être vigilants et empêcher la bureaucratie d'envahir l'organisation. Le rôle des dirigeants est même crucial et les mesures qu'ils peuvent prendre ont une nature décisive. Quelles sont ces mesures ? L'expérience internationale du mouvement ouvrier à partir de la Commune fait apparaître quelques pistes à suivre pour prémunir un parti contre l'envahissement bureaucratique : citons l'élection et la révocabilité des dirigeants ; la limitation du nombre de mandats des permanents ; le fait de privilégier les postes de demi-permanents par rapport à ceux à temps plein ; la rotation des postes de direction et des postes rémunérés ; la limitation des revenus des permanents et dirigeants à ceux de travailleurs qualifiés. Or dans l'histoire du PT, on ne constate pas le souci, du point de vue des dirigeants du courant majoritaire et même au-delà, de se prémunir contre la bureaucratisation au sens où elle est entendue ici. Lorsque des besoins de ressources humaines se font sentir et que le parti a les moyens de les financer, le parti ne rechigne pas à créer des postes ; il n'est pas mis en place une politique systématique de rotation des permanents du parti, ni de semi-permanentisation ; nous avons vu plus haut qu'après 1986, de nombreux postes de pétistes rémunérés sont créés ; enfin nous avons relevé, à la fin de la 4<sup>e</sup> partie, que les élus pétistes dans les institutions disposent de revenus élevés, et qu'avec le temps, ils parviennent à faire baisser leur taux de cotisation au parti.

Concernant les privilèges et le conservatisme bureaucratiques, Mandel écrit : « L'apparition d'une nouvelle couche sociale – la bureaucratie des organisations de masses des travailleurs – ne peut pas être séparée de ses intérêts spécifiques. La mentalité des leaders bureaucratiques inclut un conservatisme croissant vis-à-vis de l'ordre social existant. Mais elle inclut aussi un souhait de plus en plus profond de préserver une position sociale privilégiée avec tous les avantages, pouvoirs et autorité que leur confère leur situation »<sup>29</sup>. Il prend les exemples des syndicats et de la social-démocratie pour décrire deux processus à l'œuvre dans ces organisations, qui renforcent le conservatisme des permanents. Le premier est d'ordre matériel et sociologique : « Quitter son emploi dans la production et devenir permanent [...] représentait indiscutablement, pour un travailleur, un certain degré de promotion sociale individuelle. Il serait faux d'assimiler cela à de l'embourgeoisement ou à la création d'une couche sociale privilégiée [Malgré tout, les premiers secrétaires

---

<sup>28</sup> Idem, p. 62.

<sup>29</sup> Idem, p. 70.

d'organisations ouvrières] vivaient mieux que le reste des travailleurs à cette époque »<sup>30</sup>. Le second se situe à un niveau psychologique : « il est infiniment plus satisfaisant, pour des militants socialistes ou communistes, de passer leur temps à lutter pour leurs idées que d'être attachés à un travail mécanique dans une usine ». Il ajoute : « le phénomène de promotion sociale individuelle contient indubitablement les germes potentiels de la bureaucratisation. Ceux qui occupent des postes à plein temps veulent tout simplement continuer à les occuper. Ils défendent leur situation contre quiconque désire établir un système de roulement ». Il insiste sur le caractère graduel du phénomène des privilèges bureaucratiques et de leurs effets : « les privilèges sociaux ne sont pas très tangibles au début, mais ils deviennent considérables une fois que l'organisation gagne une position de force au sein de la société capitaliste ». Mandel insiste aussi sur la tendance « substitutiste » de la bureaucratie (la tendance qu'elle a à se substituer aux masses et à décider à leur place) et prend soin de ne pas réduire l'analyse de la bureaucratie aux seuls privilèges matériels : « pour les dirigeants, si les privilèges matériels jouent bel et bien un rôle dans l'acceptation de théories et de pratiques substitutistes, la nature graduelle de la transformation idéologique confirme que cela ne peut pas être réduit simplement à ces intérêts matériels »<sup>31</sup>.

Mandel observe que la bureaucratisation des organisations de masses correspond en partie à des besoins objectifs de celles-ci : « il devient nécessaire de sélectionner des conseillers municipaux, des députés et des secrétaires syndicaux capables de négocier directement avec les patrons [...] des rédacteurs en chefs de journaux doivent être embauchés, ainsi que des gestionnaires de toutes sortes d'autres activités à travers lesquelles le mouvement des travailleurs intervient dans la société »<sup>32</sup>. Et il fait apparaître une vraie difficulté : « Quand le mouvement des travailleurs lance un journal, il fait face au dilemme réel de savoir s'il faut appliquer la règle de Marx selon laquelle le salaire d'un permanent ne devrait pas excéder celui d'un travailleur qualifié. Les militants les plus politiquement conscients acceptent la logique de cette position, mais beaucoup de journalistes talentueux qui sont capables de gagner beaucoup plus ailleurs sont tentés en permanence de faire un choix plus lucratif ». Il donne un autre exemple, qui est parlant par rapport à l'expérience de gestion municipale du PT : « dans des villes administrées par le mouvement ouvrier, une application stricte de la règle de Marx conduirait dans beaucoup de cas à l'élimination d'architectes, d'ingénieurs, de médecins et autres, de la fonction publique, dont la conscience politique est insuffisamment développée, mais qui pourraient être plus qualifiés d'un point de vue professionnel. Il n'y a pas non plus de réponse aisée. Si la médiocrité devient la norme dans l'emploi public, sans avantages matériels, cela peut aussi devenir un terrain propice au conformisme et à l'obéissance »<sup>33</sup>.

L'auteur juge incertaine l'issue de la lutte entre bureaucratie et démocratie : « dans une société où les normes et les valeurs capitalistes sont dominantes, il est impossible de construire un système parfait de relations humaines socialistes – même au sein du mouvement ouvrier »<sup>34</sup>. Et il conclut sur ce point que, même si la volonté de lutte contre la bureaucratisation existe, « il existe toujours le danger que les barrières spécifiques à la bureaucratisation s'affaiblissent progressivement ». Lorsque le phénomène bureaucratique

---

<sup>30</sup> Idem, p. 71.

<sup>31</sup> Idem, p. 130.

<sup>32</sup> Idem, p. 71.

<sup>33</sup> Idem, p. 71-72.

<sup>34</sup> Idem, p. 72.



échappe à tout contrôle, on passe de la déformation à la dégénérescence bureaucratique, comme le montre l'histoire générale du mouvement ouvrier : *« tous les obstacles à la bureaucratisation disparaissent au sein des organisations réformistes ou néo-réformistes de masses. Les dirigeants socio-démocrates ne donnent plus une part de leur salaire de parlementaire à l'organisation. En fait, les fonctionnaires du parti et du syndicat en arrivent à représenter une couche satellite de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, les lieutenants du capital parmi les travailleurs [...] La déformation bureaucratique progresse par bonds vers la dégénérescence bureaucratique »*.

Mandel insiste aussi sur l'effet, quant aux phénomènes de bureaucratisation, des victoires et des défaites des travailleurs. Il écrit : *« des luttes de classes victorieuses tendent à convertir des êtres humains démoralisés, soumis et opprimés en acteurs rebelles, militants et sûrs d'eux-mêmes, toujours plus capables de résister à ceux qui veulent les humilier et les opprimer »*<sup>35</sup>. Dans un tel contexte, les travailleurs sont enclins à rejeter et à combattre, peut-être victorieusement, la bureaucratisation de leurs organisations, notamment syndicales : *« les travailleurs ayant une conscience de classe tendent à s'opposer, au moins périodiquement, à la perversion des buts de leur syndicat. D'où le besoin de la bureaucratie naissante d'éliminer graduellement le pouvoir des travailleurs et la démocratie ouvrière au sein des organisations de masses créées pour l'auto-émancipation de la classe. C'est uniquement de cette façon qu'il est possible de les transformer en organisations qui repoussent ce but à l'arrière-plan. Mais en même temps, l'usurpation du pouvoir de décision transforme la bureaucratie naissante en une bureaucratie à part entière. Une nouvelle couche sociale prend finalement forme : la bureaucratie ouvrière »*<sup>36</sup>. On a ici des éléments pour comprendre les attaques contre la démocratie dans les organisations de travailleurs. Mandel poursuit : *« l'usurpation du pouvoir provoque de la résistance de la part des travailleurs, et est donc inséparable de la répression, des représailles, des menaces ou des exclusions effectives, des scissions et des divisions profondes du mouvement ouvrier »*<sup>37</sup>. Ne trouve-t-on pas ici un élément d'explication de la volonté de la direction du PT de marginaliser les courants minoritaires du parti, en commençant par se débarrasser des plus à gauche, ceux qui critiquent le plus durement son orientation ? Laissons cela de côté pour le moment et revenons au lien entre les aléas de la lutte des classes et le poids des bureaucraties dans les organisations de travailleurs.

Mandel écrit : *« Alors que les appareils bureaucratiques prennent avantage d'un déclin temporaire de l'activité des travailleurs pour renforcer leur emprise sur les institutions de la classe ouvrière, ils contribuent à provoquer des défaites du mouvement des travailleurs qui cultivent davantage la désorientation, la confusion, le scepticisme et la démoralisation au sein de cette classe. L'émergence de nouveaux espoirs, d'une nouvelle confiance en soi, de nouvelles perspectives [...], tout cela devient plus difficile, à part pour une minorité limitée de la classe travailleuse. Et cela renforce encore le processus de bureaucratisation lui-même »*<sup>38</sup>. L'auteur met ici en lumière un processus dialectique : des situations de « calme social » sont favorables à la bureaucratisation, et celle-ci rend plus difficile le réveil de l'activité des travailleurs à un niveau suffisant pour remettre en cause la bureaucratie elle-même. Il ajoute : *« la passivité relative des organisations de masses – qui résulte largement*

---

<sup>35</sup> Idem, p. 62.

<sup>36</sup> Idem, p. 68. Les mots soulignés figurent en italiques dans le texte original.

<sup>37</sup> Idem, p. 69.

<sup>38</sup> Idem, p. 69-70.

*de la pratique et de la politique de la bureaucratie – offre à cet appareil un élément supplémentaire d'autojustification. 'Vous voyez bien', disent-ils, 'les travailleurs sont passifs [...Mais] quand les travailleurs deviennent, de fait, actifs, et même hyperactifs, particulièrement dans une grève de masses ou une explosion prérévolutionnaire, alors les bureaucrates, loin de laisser se déployer cette activité, font tout ce qui est en leur pouvoir pour la freiner »<sup>39</sup>.*

Ici encore, ces remarques, fondées sur les leçons que tire Mandel de toute l'histoire du mouvement ouvrier – dans un texte qui n'évoque pas une seule fois le PT – amènent à s'interroger sur la situation brésilienne dans les années 1990, telle que nous l'avons décrite dans la 4<sup>e</sup> partie. Sur le manque supposé de combattivité des travailleurs, d'abord, nous avons évoqué plusieurs moments où cela était mis en avant par les dirigeants du PT (notamment en 1991 face à Collor), alors qu'à des périodes où les travailleurs reprenaient la rue, le parti se montrait timide, d'abord passif et tardant à se mobiliser. Cela est vrai en 1992, en tergiversant longtemps face à Collor, en combattant les courants qui mettaient en pratique le '*Fora Collor*' contre la volonté de la majorité de la direction ; en sanctionnant même d'exclusion la CS à cette occasion ; en limitant la portée de la lutte au seul aspect de la corruption, en attribuant un grand poids aux alliances avec des partis de l'élite comme le PMDB, et en décidant de s'en tenir à la Constitution, permettant ainsi aux élites, derrière Itamar Franco et FHC, de gérer la transition jusqu'à 1994, et de reprendre l'initiative politique. Sous FHC aussi, nous avons remarqué qu'à un moment, en 1999, le PT débattait de l'opportunité du mot d'ordre '*Fora FHC*'. Sans s'opposer frontalement à celles et ceux qui, dans la rue, mettaient en avant la volonté de chasser le président pour mettre un terme à la politique menée, le PT choisit majoritairement, à son 2<sup>e</sup> Congrès, de ne pas défendre cette orientation ; cela malgré l'expérience, vécue et soulignée par certains, du fait que lorsque le PT se montre combatif et descend dans la rue, les travailleurs sont au rendez-vous. Finalement, on comprend qu'entre la modération (au mieux) ou l'apathie (au pire) manifestée tant par le PT que par la CUT au plan national, les bouffées de combattivité populaire apparaissant par moments, dans un contexte où les travailleurs sont surtout « sonnés » par les mesures néolibérales et le chômage, la « mayonnaise des luttes » pouvait difficilement prendre. Lorsque la classe travailleuse est sur le recul, le fait de voir ses principales organisations hésiter, voire freiner le combat lorsque celui-ci devient possible, contribue indéniablement à démobiliser encore plus. Telle est, selon nous, la dynamique qui prévaut tout au long des années 1990, entre le PT (considérant que « les masses ne sont pas prêtes ») et ces masses travailleuses (qui s'enfoncent dans la démoralisation et qui, lorsqu'un réveil a lieu, ne sont pas vraiment encouragées à combattre).

Mandel liste aussi 7 axiomes censés justifier la bureaucratie, essentiellement d'origine stalinienne et poststalinienne, mais dont il dit qu'ils s'appliquent aussi largement aux forces social-démocrates. Tentons une synthèse ci-dessous pour chercher à mieux comprendre les événements dans la trajectoire pétiste. 1) « *le renforcement des organisations de masses traditionnelles [...] est une précondition absolue à l'émancipation de la classe ouvrière* »<sup>40</sup>. 2) « *cela ne peut être obtenu que par le respect de la légalité [...] dans toutes les conditions, par les élections, l'activité parlementaire et la négociation collective avec les employeurs* ». 3) « *L'organisation de masse de la classe ouvrière doit être essentiellement dualiste. Les activités politiques sont pratiquement réservées à un parti adapté aux élections, tandis*

---

<sup>39</sup> Idem, p. 70.

<sup>40</sup> Idem, p. 103.

que les syndicats doivent se confiner à la négociation collective avec les employeurs sur les salaires et les conditions de travail ». 4) « La priorité absolue d'obtenir de bons résultats électoraux ('électorisme') et de respecter la légalité (bourgeoise) implique une attitude fondamentalement positive vis-à-vis de l'Etat (bourgeois). L'acceptation de 'l'intérêt de l'Etat' entraîne l'acceptation de 'l'intérêt national' au-dessus de, et en priorité sur les intérêts de la classe ouvrière »<sup>41</sup>. 5) « L'unité et la discipline, si nécessaires, imposées par des repréailles contre des transgresseurs présumés, sont absolument vitales pour le renforcement de l'organisation de la classe ouvrière ». 6) « L'autorité de la direction est cruciale pour le renforcement de l'organisation et doit être maintenue à tout prix, y compris par l'usage de sanctions et d'exclusions contre ceux qui la sapent ». 7) « Toute pratique, y compris des activités de masses, qui menace ou même remet en question ces règles, doit être contrecarrée par tous les moyens nécessaires, même si cela produit des fractures profondes parmi la classe ouvrière. Des exemples de telles activités sont les grèves de masses politiques, les mises au défi ouvertes des règles de droit établies par l'Etat bourgeois et la mise en place de conseils de travailleurs ou de conseils populaires ».

Dans l'histoire pétiste, le point 1) semble s'appliquer en se passant de commentaires. Pour ce qui est du point 2), le respect de la légalité est dans les gènes du PT, né avec la volonté, précisément, de mener une action légale de masses dans un contexte où la dictature a encore le pouvoir de décider quelles organisations politiques ont le droit d'exister ou non. Pour ce qui est des élections, nous avons observé l'évolution du rôle qui leur est attribué par le PT, et la même chose vaut pour l'activité parlementaire : méfiance et hostilité au début, puis investissement de plus en plus total du parti dans cette sphère. Le point 3) est aussi significatif d'un partage des rôles qui se met en place graduellement entre parti et syndicats au Brésil, dès les années 1980. Au point – nous l'avons vu – que la direction du PT attendait de celle de la CUT que des initiatives soient prises pour organiser les luttes populaires contre la politique de Collor, tandis que le PT se concentrait sur ses tâches d'opposition parlementaire. Le point 4) s'applique de façon évidente dans les années 1990, par bonds : d'abord avec l'acceptation des règles constitutionnelles ; puis avec l'édulcoration du projet socialiste et le passage à un projet développementiste avec distribution de revenu ; puis dans l'acceptation des exigences du secteur financier. Les points 5) et 6) ne sont pas formulés exactement ainsi au PT, mais sous-tendent néanmoins, à notre avis, la « chasse aux tendances » les plus rebelles, puis le renforcement des pouvoirs de l'exécutif à partir de 1995 en particulier. Quant au point 7), dès le début des années 1990, les mouvements de masses sont considérés comme ne devant pas sortir du cadre constitutionnel – ici encore, le contexte de 1992 est parlant – et si verbalement, le PT et la CUT regrettent que les luttes des travailleurs se situent à un faible niveau, notre analyse est que les deux organisations, par leurs choix d'orientation, limitent les possibilités de leur éclosion et les freinent. Au total, les 7 axiomes bureaucratiques énoncés ci-dessus correspondent bien à la trajectoire pétiste, surtout à partir des années 1990.

### **3°) Bureaucratization and institutionalization of the PT**

Précisons d'emblée que nous n'entendons pas ici le terme d'institutionnalisation au sens particulier que lui donne Panebianco, mais au sens de l'insertion du parti dans les institutions de l'Etat et du développement de la dépendance du PT par rapport à la machine

---

<sup>41</sup> Idem, p. 104.

étatique. Il s'agit donc ici de saisir les liens qui existent entre la bureaucratisation du PT, telle que nous l'avons présentée ci-dessus, et l'évolution des rapports de ce parti avec l'Etat, sous le double angle de l'insertion du PT dans les rouages institutionnels et des relations d'ordre financier entre le PT et l'Etat.

### **a) Bureaucratie exécutive et bureaucratie représentative**

Panebianco opère une distinction entre deux « ailes » de la bureaucratie d'un parti politique : « *il peut y avoir dans les partis deux types distincts de bureaucratie que je définirai respectivement comme bureaucratie exécutive et bureaucratie représentative* »<sup>42</sup>. Quelle est la différence entre ces deux types de bureaucratie ? Il répond : « *le système de contrôle auquel elles sont soumises* »<sup>43</sup>, et précise : « *les bureaucrates exécutifs sont des employés désignés pour leurs tâches respectives par les dirigeants politiques. Ils répondent pleinement à la figure de l'administrateur. Par contre, la bureaucratie représentative se trouve soumise simultanément à deux structures de contrôle : la hiérarchie et, postérieurement, le contrôle électoral* ». Il nous semble qu'il existe d'autres différences, qui ressortent clairement dans l'histoire du PT et qu'il nous semble nécessaire de creuser. Nous avons commencé à en parler à la fin de la partie 4.

Nous pensons y avoir mis en lumière le fait que le développement du PT dans les institutions de l'Etat n'a pas eu exactement le même impact selon qu'il s'agit du parlement ou des exécutifs, surtout municipaux, mais aussi avec les gouvernements d'Etats. Nous avons, en nous appuyant sur l'ouvrage de W. Hunter tout en prenant nos distances avec celui-ci, considéré que la présence du PT à la Chambre des Députés n'avait contribué que de façon secondaire, mais réelle, à l'évolution globale vers la droite de la ligne du parti dans les années 1990. Nous avons aussi remarqué que la pression exercée par la présence du PT dans un nombre croissant d'exécutifs était plus forte qu'ailleurs, et notamment au parlement central. Les bureaucrates pétistes en poste dans les municipes gagnés par le parti connaissent, comme dit Panebianco, un « double contrôle » : celui de leur parti, et celui, *ex post*, lié aux choix des électeurs. Lequel des deux prime ? Sans doute, dirons-nous, le second. Il s'agit de maintenir une situation matérielle plutôt, voire très, favorable ; et pour cela il faut agir pour plaire à l'électorat, ce qui – nous l'avons vu – éloigne de nombreux élus locaux et leurs équipes, des buts et du programme du parti. Dans le cas des maires et de la bureaucratie pétiste municipale, la pression est très forte dans le sens de la modération, avons-nous vu, et cela pèse sur les voies empruntées par le parti.

Deux aspects méritent encore d'être tirés au clair à propos de l'institutionnalisation du PT : les rapports de forces entre les différents secteurs de la bureaucratie pétiste, d'une part ; et les liens du parti avec l'Etat, d'autre part. Dans les deux cas, les recherches de P.F. Ribeiro nous semblent être un apport considérable.

### **b) Rapports de forces inter-bureaucratiques au PT**

Dans sa thèse, le politiste Pedro Floriano Ribeiro vise à tester l'adéquation de deux éléments définissant le modèle de parti-cartel de Richard Katz et Peter Mair pour comprendre les transformations de la structure nationale du PT. Et il fait la démonstration que ce parti, dès avant l'arrivée au gouvernement fédéral en 2002, s'est grandement

---

<sup>42</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 424). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>43</sup> Idem, p. 425.

rapproché du modèle de Katz et Mair<sup>44</sup>, caractérisé d'une part par des liens croissants avec l'Etat (subventions, rémunération des équipes des élus par l'Etat, légitimation par l'Etat, régulation de l'accès aux médias, utilisation de l'Etat par le parti)<sup>45</sup> ; et d'autre part par les 3 faces du parti : *on the ground, in central office, in public office*<sup>46</sup>. Suivons-le sur ce point. Il distingue divers modes de professionnalisation politique au PT, correspondants aux cas suivants<sup>47</sup> :

- Dirigeant professionnalisé par le parti. C'est un bureaucrate exécutif. Il s'agit par exemple du secrétaire général ou du trésorier.
- Le dirigeant professionnalisé par le mouvement social ou syndical : son salaire est payé par ladite organisation.
- Le cadre politique professionnalisé et rémunéré par sa tendance (interne au PT).
- Le mandataire : c'est un adhérent élu à un mandat public, parlementaire ou exécutif, et donc payé par l'Etat.
- Le cadre politique occupant un poste de confiance : il est nommé par le mandataire législatif ou le groupe parlementaire pour des fonctions de conseiller parlementaire, individuel ou collectif ; ou nommé pour un poste dans une administration pédiste, locale ou régionale pour la période analysée.

A côté de cela, Ribeiro prend en considération les nombreuses situations de sous-traitance (*terceirização*)<sup>48</sup> : il s'agit de contrats passés avec des entreprises et des spécialistes extérieurs au parti pour des services ou une période donnée. Cela concerne notamment des avocats, des économistes, des publicistes, des spécialistes du marketing, des services de sécurité...

Ribeiro raconte une partie de l'histoire de la bureaucratie de l'appareil interne du parti. Il observe que le PT a toujours pris grand soin de la professionnalisation politique de ses militants, visant l'efficacité et cherchant à la fois à payer ses dirigeants pour ne s'occuper que du parti ; et à former une « *armée de cadres* » prêts à assumer des postes de confiance très variés. Il voulait être un parti de masses et de cadres, et il est parvenu à être un parti de masses générateur de cadres. Ribeiro observe par ailleurs que la professionnalisation a toujours dépendu des possibilités financières de l'organisation, ce qui a signifié des niveaux hétérogènes de bureaucratisation avec plus de dirigeants rémunérés dans le SP ou le RS que dans des Etats où le PT était plus faible.

Ribeiro relève que le 1<sup>er</sup> CN décide que priorité doit être donnée à la professionnalisation des dirigeants au niveau des Etats, parmi lesquels, d'abord les secrétaires à l'organisation et aux finances et le secrétaire général, 3 secrétariats dont le poids se renforce encore à ce moment-là. Professionnaliser les trésoriers était vu comme un moyen d'améliorer la situation financière du parti<sup>49</sup>. Des mesures concrètes sont prises pour préparer et renforcer un contingent de cadres prêts à occuper des fonctions rémunérées dans l'appareil d'Etat (*'cargos comissionados'*) : en 1992 est créé le *Cadastro Nacional*

---

<sup>44</sup> P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008, p. 40 à 43)

<sup>45</sup> Cf. KATZ, Richard et MAIR, Peter. *Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party*. Party Politics, London, vol. 1, N°1, p. 5-28, 1995

<sup>46</sup> Cf. KATZ, Richard; MAIR, Peter. *The Evolution of Party Organizations in Europe: The Three Faces of Party Organization*. The American Review of Politics, v. 14, p. 593-617, winter, 1993

<sup>47</sup> P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008, p. 137). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes et références suivantes relèvent de cette étude.

<sup>48</sup> Idem, p. 138.

<sup>49</sup> Idem, p. 139.

*Petista*, base de données regroupant environ 500 noms de cadres pétistes ayant déjà occupé de tels postes et prêts à travailler avec les 53 maires pétistes élus en 1992, et ensuite. Cette logique crée un ensemble de fidélités et de dépendances non plus seulement organisationnelles (envers le PT) mais personnelles (envers les élus qui les nomment) même s'ils occupent une partie de leur temps au PT (vu leur présence croissante aux RN/CN par exemple). Selon le terme de Panebianco, ce sont des « professionnels camouflés », des fonctionnaires en poste dans des organes de l'Etat mais dédiés à la politique et au parti à temps complet sans rien lui coûter. Ce contingent et cette disponibilité, nous précise Ribeiro, vont croître avec la poussée électorale et la colonisation de vastes pans de l'Etat dans les années 90. Ribeiro remarque aussi que cette instrumentalisation de l'appareil d'Etat par le parti a très tôt été jugée positive et légitime (la résolution de la 4<sup>e</sup> RN de 1986 va en ce sens). Il en va de même pour les salles, véhicules, ordinateurs etc. de ces organes publics qui pouvaient être utilisées aussi par le parti. Cette « armée de cadres » est devenue, avec le temps, une source de revenus importante pour le PT. Cela a permis la « professionnalisation étatisée » d'une majorité des dirigeants intermédiaires et du sommet<sup>50</sup>.

La question se pose ici de mesurer le poids de ces cadres dans le parti.

Ribeiro considère que la base des RN et CN est formée par des cadres intermédiaires, et non pas par la base du PT : la grande majorité des délégués occupait, à chaque fois, un poste intermédiaire de direction, presque la moitié dans un organe municipal et toujours plus de 40% avec un poste au niveau d'un des Etats. Il observe aussi une faible part des délégués parmi les noyaux de base. Ribeiro fournit, pour la période allant de 1990 à 2001, les chiffres figurant dans le tableau 39 (ci-dessous), et permettant de saisir les divers types de professionnalisation politique des délégués pétistes (en %).

**Tableau 39 : différentes catégories de professionnalisation des délégués aux Rencontres nationales et congrès du PT (1990-2001)**

<b>Catégorie de professionnalisation</b>	1990.7 <sup>e</sup> RN	1991.1 <sup>er</sup> CN	1997.11 <sup>e</sup> RN	1999.2 <sup>e</sup> CN	2001.12 <sup>e</sup> RN
Mandat législatif / exécutif	11	12	19	18	24
Cadre : poste de confiance législatif/exécutif	11	17	21	24	30
Permanent du PT (dirigeant rémunéré)	7	9	7	6	9
Permanent d'une tendance	-	2	2	2	2
Permanent du mouvement social/syndical	28	18	9	6	2
Autres / pas de réponse	2	4	11	9	7
<b>Total professionnels de la politique</b>	<b>59</b>	<b>62</b>	<b>69</b>	<b>65</b>	<b>74</b>
<b>Non professionnalisé</b>	<b>41</b>	<b>38</b>	<b>31</b>	<b>35</b>	<b>26</b>
(Nombre réponses)	(289)	(671)	(187)	(544)	(431)

Source : partie d'un tableau de P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008, p. 142)

A la fin de la 4<sup>e</sup> partie, nous avons déjà noté la part impressionnante prise, entre 1990 et 2001, par les cadres professionnels du PT en poste dans les institutions de l'Etat, correspondant aux deux premières catégories ci-dessus (54% en les cumulant pour 2001). Ce tableau permet maintenant de mesurer l'évolution des rapports de forces entre les diverses catégories de cadres professionnels pétistes. Ribeiro note plusieurs autres points. Le

<sup>50</sup> Idem, p. 140

premier est l'augmentation globale de la professionnalisation et de sa part dans la période envisagée ci-dessus : on passe d'un niveau déjà élevé, environ 60% de professionnels de la politique (avec une part importante de syndicalistes au début des années 1990) à environ 75% en 2001<sup>51</sup>. Ribeiro remarque aussi la baisse drastique de la catégorie des permanents syndicaux (de 28% à 2%). Selon lui, cela indique le refroidissement des liens PT- société civile (et donc syndicats). A notre avis, cela est plus compliqué, et nous déjà avons noté le phénomène qui a conduit beaucoup de cadres syndicaux à se concentrer sur leurs tâches syndicales, les éloignant donc d'un militantisme pétiste actif, sans pour autant les amener à se détourner d'un parti dont la plupart sont restés adhérents. Ribeiro constate la stabilité de la part de permanents du parti pendant toute cette période. On peut aussi noter la part très faible occupée par les permanents des tendances. Mais la leçon fondamentale que nous partageons avec lui est la suivante : c'est un « *processus de professionnalisation qui s'appuie presque exclusivement sur les ressources de l'Etat. La conquête d'un mandat ou la nomination pour un poste de confiance sont les principales voies qui permettent à un adhérent du PT de se consacrer exclusivement à des activités politiques* ». Cela veut dire une dépendance accrue par rapport à l'Etat et à ses ressources<sup>52</sup>. Ribeiro parvient ainsi à montrer que le PT, dès avant 2003, a déjà adopté des traits fondamentaux du parti-cartel de Katz et Mair.

S'interrogeant, à partir des données statistiques issues de ces RN et CN, sur la transformation du profil des dirigeants pétistes, il constate qu'on ne peut pas tirer de conclusions cohérentes et probantes quant à leurs revenus, mais il tire en synthèse les leçons suivantes<sup>53</sup> : « *la couche dirigeante du PT est devenue plus professionnelle, mais plus âgée et avec un plus haut niveau de scolarité* ». Il conclut aussi à un « modèle d'intégration verticale » dans le recrutement des élites du PT. Le PT permet de faire carrière et conduit à une ascension sociale (il le saisit comme un parti « *sans lequel ces individus pourraient difficilement faire carrière* »). Il emploie aussi le terme de « *canaux de recrutement imperméables* » à des membres extérieurs à la machine du parti, ce qui lui permet de le comprendre comme une « *organisation bureaucratique et professionnalisée* ».

Ribeiro s'interroge aussi sur les liens entre professionnalisation et idéologie, et parvient à la conclusion que la grande et croissante majorité des délégués considère que la conquête de gouvernements locaux a contribué à la formation de cadres et à l'accumulation d'expérience administrative. Il existe une très forte majorité aussi pour dire que c'est bon pour l'hégémonie et l'accumulation de forces (un point très ancré dans l'idéologie et la culture du PT). Seul un tiers des délégués environ pense que cela a dénaturé la stratégie et les objectifs du PT. La majorité d'entre eux ne voit pas de risque inhérent à cette situation.

### **c) La dépendance financière du PT par rapport à l'Etat**

Gilmar Carneiro est un dirigeant syndical lié à l'Articulation. Il insiste, dans l'interview qu'il nous a accordée, sur le poids des élus dans le parti, un poids avec une incidence matérielle considérable : « *Le parti a été contaminé par une structure partisane qui vaut pour tous les partis, et qui est qu'au Brésil, celui qui a du poids dans le parti, c'est le parlementaire. Un conseiller municipal a le droit d'avoir 20 assesseurs. Un député d'Etat a*

---

<sup>51</sup> Idem, p. 142

<sup>52</sup> Ribeiro (idem, p. 143) explique que le PT n'est pas le seul cas de ce type. Il évoque la social-démocratie européenne et fait un parallèle avec le PSOE.

<sup>53</sup> Idem, p. 146-147.

droit à 32 assesseurs. Un député fédéral a le droit d'avoir 30 assesseurs. Un député d'Etat coûte plus de 100 000 R\$ par mois aux coffres publics. Alors il devient le pouvoir réel. Le parti devient un parti de parlementaires. Ce n'est pas que le parlementaire est celui du parti. Le parti est celui des parlementaires. Cela génère une très forte déviation, parce que le parlementaire apparaît comme un animal sauvage : il se réveille en pensant à sa réélection et il s'endort en pensant à sa réélection. Quand on vit en fonction de la réélection, on perd l'identité du projet »<sup>54</sup>. Il y a donc une dépendance matérielle, financière, du parti par rapport à ses élus. Mais il n'y pas que cela.

Ribeiro a aussi étudié avec soin l'évolution du financement du parti, côté recettes et dépenses, et il apporte des éléments qui permettent de saisir l'institutionnalisation du PT dans une autre dimension : sa dépendance financière par rapport à l'Etat. Il trace d'abord un historique des grands moments de l'histoire du financement du PT. Notons simplement, après des difficultés financières récurrentes dans les années 1980 et au début des années 1990, un changement majeur en 1995, avec la loi sur les partis politiques et leur financement, (LPP) mise en place à ce moment-là, avec des conséquences importantes pour le parti. Le PT reçoit beaucoup d'argent de l'Etat au titre d'un fonds partisan (destiné à financer officiellement les partis politiques) en forte augmentation. Conséquence : les cotisations des adhérents représentent, à partir de ce moment, une fraction toujours plus faible de l'argent du parti. Le tableau 40 (ci-dessous) présente l'évolution des ressources du PT, et mérite que l'on s'y arrête.

**Tableau 40 : évolution des ressources financières du PT en % (1983-2002)**

Années	Ressources publiques		Ressources propres		Total
	Fonds partisan	Contributions statutaires	Adhérents	Autres recettes propres	
1983	9,2	-	-	90,8	100
1984	8,9	-	-	91,1	100
1985	7,4	57,0	-	35,6	100
1986	0,7	-	-	99,3	100
1989	1,2	36,9	30,4	31,5	100
1990	1,8	56,4	6,4	35,4	100
1991	1,1	47,0	-	51,9	100
1993	2,8	39,2	11,9	46,1	100
1995	12,3	60,7	-	27,0	100
1996	72,1	20,4	1,8	5,7	100
1997	71,2	25,5	2,2	1,1	100
1998	71,3	20,9	3,6	4,2	100
1999	67,3	24,9	5,8	2,0	100
2000	71,6	13,6	0,5	14,3	100
2001	78,1	14,8	1,3	5,8	100
2002	69,8	6,9	0,8	22,5	100

Source : partie d'un tableau de P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008, p. 102)

<sup>54</sup> Notre interview de Gilmar Carneiro, réalisée le 18 août 2014 à São Paulo (SP).



Ribeiro étudie la structure de financement du DN et distingue 4 catégories de recettes<sup>55</sup> : a) les cotisations des adhérents ; b) les autres recettes propres ; c) le fonds partisan ; d) les contributions statutaires obligatoires (venant d'élus et d'occupants de postes de confiance). Il range les catégories a) et b) dans les ressources propres du parti; et les catégories c) et d) comme des ressources provenant directement ou indirectement de l'Etat. Ribeiro constate beaucoup de difficultés pour classer les recettes au début des années 1980, et une amélioration du détail comptable par la suite, surtout après 1995. Il présente le tableau<sup>56</sup> des ressources du DN en % entre 1983 et 2004. On note qu'il manque des années.

Retenons les remarques suivantes de Ribeiro sur l'évolution du financement du PT. Il existe beaucoup d'incertitudes concernant les premières années mais le fonds partisan est infime; au moins la moitié des ressources du PT venaient de contributions statutaires même si tout n'entre pas dans la bonne colonne.

- Entre 1985 et 1995, une moyenne d'environ 50% des ressources du DN sont issues des contributions statutaires. Si on compte une moyenne de 5% pour le fonds partisan, on arrive à un financement déjà majoritairement public du DN avant 1995, à l'exception de 1989 (avec 1/3 issus de cotisations et 1/3 issus d'événements politiques, de collectes, de ventes d'objets etc.) due à la campagne de masse Lula 1989<sup>57</sup>.

- Le tournant a lieu en 1996 : le fonds passe de 12,3% à 72,1% des recettes du DN. Conséquence : cela fait diminuer la part des contributions statutaires qui restent importantes et ne diminuent pas en valeur ; par contre les ressources propres deviennent secondaires voire marginales. On a alors, à partir de 1996, une moyenne de 70% de fonds partisan et 17,6% de contributions statutaires<sup>58</sup>.

- On relève l'augmentation en 2000 et plus encore en 2002, années électorales, des « autres recettes propres » qui passent à 14,3% puis 22,5% du total, avec les dons généreux de grandes entreprises – telle est la politique du trésorier Delúbio Soares – mais avant 1999, le PT n'a jamais déclaré avoir reçu plus de 1% de dons de la part de personnes morales<sup>59</sup>.

Ribeiro note le tabou représenté, avant même « l'ère Delúbio », par le financement du PT par des entreprises. C. Benjamin avait révélé en 1995 que la campagne de José Dirceu pour être gouverneur de SP en 1994 avait reçu 478 000 R\$ de la grande entreprise de travaux publics Odebrecht. José Genoïno avait justifié cela en disant que c'était légal et, en gros, qu'il fallait ce qu'il fallait<sup>60</sup>.

Pour donner une idée des sommes en jeu et de leur accroissement, Ribeiro présente aussi le tableau 41 (ci-dessous), en R\$ constants, montrant les montants, après 1989, du fonds partisan et des contributions statutaires. Il note, pour ces dernières, une hausse avec des oscillations, et observe qu'on les voit augmenter les années de RN et CN. On remarque, en s'en tenant aux bornes de la période documentée ici, que si en 1989, les contributions statutaires représentaient environ 30 fois le montant du fonds partisan, pour la dernière année qui nous occupe (2002) dans cette étude, le fonds partisan équivaut environ à 10 fois le montant des contributions statutaires. Cette inversion est assez saisissante.

---

<sup>55</sup> P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008, p. 101). Jusqu'à nouvel ordre, les citations et références suivantes relèvent de cette étude.

<sup>56</sup> Idem, p. 102.

<sup>57</sup> Idem, p. 102-103.

<sup>58</sup> Idem, p. 103.

<sup>59</sup> Idem, p. 104.

<sup>60</sup> Idem, p. 105.

**Tableau 41 : montants du fonds partisan et des contributions statutaires au PT, en R\$ constants (1989-2002)**

	Fonds partisan	Contributions statutaires
1989	17 705,75	533 574,11
1990	21 578,61	682 967,30
1991	28 876,51	1 204 791,00
1993	27 025,59	380 266,28
1995	544 448,68	2 692 070,02
1996	10 676 522,85	3 023 043,16
1997	10 094 377,94	3 614 430, 99
1998	10 133 532,45	2 972 267,45
1999	11 393 344,67	4 208 316,06
2000	15 889 278,71	3 017 628,52
2001	17 700 577,23	3 355 919,54
2002	16 281 428,79	1 620 016,47

Source : partie d'un tableau de P.F. RIBEIRO (op. cit. 2008, p. 103)

La conclusion majeure de tout ceci est la suivante : depuis 1980, le PT s'est toujours financé principalement par des ressources publiques : d'abord surtout par ses élus et leurs équipes ; puis surtout par le fonds partisan à partir de 1996. A partir de 2000, arrivent, en complément, les donations des grandes entreprises, permettant au PT de devenir électoralement compétitif.

On déduit de tout ce qui précède qu'à l'exception notable de l'année électorale 1989, où le parti, ses militants et ses sympathisants se sont surpassés en énergie militante et en créativité, le parti affiche une forte dépendance vis-à-vis de l'argent de l'Etat. Cette dépendance est de nature, politiquement, à enchaîner le parti aux institutions et à le rendre plus ou moins servile par rapport à celles-ci. On remarque aussi que cette dépendance vis-à-vis de l'Etat devient plus forte encore, et même écrasante, après 1995. Pour les « compléments » des années électorales 2000 et 2002, il s'agit d'argent patronal. Il nous semble que tout ceci – tant la dépendance face à l'Etat que l'aide apportée, certainement pas sans contrepartie, par des entreprises – correspond, sur un plan matériel, à une distanciation progressive, puis à la rupture totale avec une orientation classiste.

#### **4°) Bureaucratization et professionnalisation du PT**

Qui dit professionnalisation dit travail de caractère professionnel, donc rémunéré. A ce sujet, Max Weber observe : « *Il y a deux façons de faire de la politique. Ou bien on vit 'pour' la politique, ou bien 'de' la politique. Cette opposition n'a absolument rien d'exclusif* »<sup>61</sup> ; et il précise : « *celui qui voit dans la politique une source permanente de revenus 'vit de la politique' et [...] dans le cas contraire, il vit 'pour' elle* ». Mais le sociologue ne perçoit pas la situation des professionnels de la politique de la même façon selon leur origine sociale : « *les hommes politiques professionnels ne sont pas toujours contraints de réclamer un dédommagement pour leurs services politiques alors que l'individu dépourvu de fortune est*

<sup>61</sup> M. WEBER (op. cit. p. 137). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

*obligé de prendre cet aspect en considération* »<sup>62</sup>. Il précise plus loin les choix qui se présentent aux militants issus de milieux populaires, ne pouvant donc pas compter sur une fortune personnelle ou familiale pour financer leurs activités politiques : « *celui qui, en raison de sa situation de fortune, sera obligé de vivre 'de' la politique ne peut échapper à l'alternative suivante : ou bien s'engager dans la voie du journalisme et de la bureaucratie de partis, ou bien essayer d'occuper un poste dans une association qui se charge de la défense de certains intérêts, par exemple les syndicats [...] ou encore un poste idoine dans une municipalité* »<sup>63</sup>. Cela correspond au cas de bon nombre de militants pétistes professionnalisés par le PT ou par des espaces colonisés par lui ; et ce, nous l'avons dit, dès les années 1980. Mais pourquoi choisir la carrière politique ? Weber répond : parmi les joies intimes que procure la carrière politique, il y a « *d'abord le sentiment de la puissance. La conscience d'exercer une influence sur les autres êtres humains, le sentiment de participer au pouvoir et surtout la conscience d'être du nombre de ceux qui tiennent en main un nerf important de l'histoire en train de se faire, peuvent élever l'homme politique professionnel, même celui qui n'occupe qu'une position modeste, au-dessus de la banalité de la vie quotidienne* »<sup>64</sup>. Cela étant posé, jusqu'ici, on ne perçoit guère la différence entre bureaucratisation et professionnalisation.

Panebianco établit comme suit la différence entre bureaucrate et professionnel de la politique. Pour lui, le bureaucrate est un « *fonctionnaire [d'organisation partisane] qui est employé à temps complet et d'une façon stable dans une organisation politique* »<sup>65</sup>. Et ce bureaucrate n'est « *que l'une des incarnations possibles des professionnels de la politique* ». Un professionnel de la politique « *consacre tout, ou une grande partie de son activité professionnelle à la politique, et trouve en elle son principal moyen de subsistance* ». Et il ajoute qu'« *un leader de parti est [...] un professionnel de la politique* », mais qu'en général, « *ce n'est pas un bureaucrate* ».

Il établit une autre distinction : « *entre le bureaucrate et l'expert* » ; autrement dit, entre le « *fonctionnaire spécialisé dans le fonctionnement de la machine* » du parti et le « *professionnel* », qui est « *en possession d'une série de compétences spécialisées* ». On remarque que cette distinction permet de repérer des situations, des motivations et des attitudes différentes des catégories ainsi définies par rapport au parti. Panebianco remarque : « *Les fonctionnaires du parti qui n'ont pas d'alternative aux motivations organisationnelles, sont en majeure partie [...] fortement conformistes, fortement déférents par rapport aux dirigeants* »<sup>66</sup>. Pour ce qui est des « *professionnels* » tels qu'il les définit, il précise : « *le professionnel qui fait partie du staff dispose de plus d'alternatives sur le marché du travail que le bureaucrate, et est donc moins sujet au chantage ou aux pressions* »<sup>67</sup>. Il ajoute encore que « *vu que le professionnel tend à se convertir en spécialiste qui entretient une pure relation de travail avec le parti, c'est un technicien qui vend ses prestations professionnelles à une clientèle (qui dans ce cas est le parti politique), il a beaucoup moins besoin que le fonctionnaire à l'ancienne de motivations d'identité* »<sup>68</sup>.

---

<sup>62</sup> Idem, p. 140.

<sup>63</sup> Idem, p. 194.

<sup>64</sup> Idem, p. 195.

<sup>65</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 419). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cet ouvrage.

<sup>66</sup> Idem, p. 80.

<sup>67</sup> Idem, p. 437.

<sup>68</sup> Idem, p. 438.

Pour Panebianco, la bureaucratisation est un donc un phénomène différent de la professionnalisation : « *la bureaucratisation implique une augmentation de cette catégorie particulière de 'professionnels de la politique qui sont les employés détachés à l'entretien de l'organisation et qui se trouvent dans une position [...] désavantageuse par rapport aux dirigeants nationaux* »<sup>69</sup>. Par contre, « *la professionnalisation consiste dans le changement, avec l'augmentation du nombre d'experts employés dans l'organisation (ou recrutés sur des contrats temporaires). La professionnalisation constitue le trait distinctif du changement organisationnel que vivent aujourd'hui les partis politiques, et implique une réduction du poids des vieilles bureaucraties et une inflation des organes de 'staffs'* ». Il ajoute que contrairement aux organisations bureaucratiques, « *les organisations professionnelles tendent à être décentralisées* ».

Si l'on se fonde sur la conception de Michels ou de Mandel, c'est-à-dire sur la compréhension de la bureaucratie en termes de classe ou de couche sociale, qu'est-ce qui change, du point de vue de l'autonomisation d'un appareil partisan par rapport à sa base sociale initiale, selon cette distinction ? On comprend qu'avec l'utilisation de tels professionnels, l'autonomisation des sommets du parti, par rapport à sa base et aux couches ou classes sociales qu'il est censé représenter, s'accroît encore.

Ainsi le recours à des spécialistes de renom et chèrement rétribués (comme Duda Mendonça) pendant la campagne Lula de 2002 correspond à une phase où le leader et son cercle rapproché réalisent une prise de distance considérable vis-à-vis de la classe travailleuse et même de la base du parti. Sur le plan organisationnel, on constate donc une tendance à la primauté donnée aux experts, y compris indépendants du parti, au détriment des équipes de son appareil central. On ne peut pas dire pour autant que l'on assiste à une décentralisation du PT en 2002 : il reste un parti assez centralisé.

Mais le PT a simplement été mis sur la touche !

## **5°) Retour sur la nature du PT**

Une question d'ordre théorique apparaît, que nous n'avons pas pu traiter pleinement dans cette étude, mais dont nous il nous semble utile de donner une formulation, et des éléments de réponse contradictoires. La question concerne la nature sociale du noyau pétiste dirigeant, dès ses débuts.

### **a) Le rôle décisif d'une fraction de la bureaucratie syndicale ?**

Tous les principaux syndicalistes initiateurs du projet pétiste, comme l'explique notamment L. M. Rodrigues, sont issus de l'appareil syndical officiel. « *L'ascension de Lula (comme celle d'autres dirigeants syndicaux) s'est effectuée à partir de la structure syndicale corporatiste. Si les dirigeants syndicaux ont pu être à l'origine de la formation d'un nouveau parti, et en son sein, occuper des positions importantes, leur influence a été indissolublement liée aux postes qu'ils détenaient comme directeurs des syndicats officiels. C'est à partir de là, en utilisant la structure syndicale d'une façon non désirée par le gouvernement et par les chefs d'entreprises, qu'ils ont pu se projeter comme dirigeants politiques* »<sup>70</sup>. Notre

---

<sup>69</sup> Idem, p. 437.

<sup>70</sup> Leôncio Martins RODRIGUES (op. cit. 1990a p. 15).

interrogation est, dès lors, la suivante. Ce noyau syndicaliste initial, et sans doute avec lui, beaucoup d'autres qui l'ont rejoint ensuite, constitue-t-il une catégorie sociale (couche ou classe) particulière, distincte des travailleurs qu'ils doivent représenter et défendre ? N'ayant pas pu obtenir des données suffisantes, notamment chiffrées, nous nous contenterons ici de donner la parole à deux avis largement opposés sur la question.

Le premier est exprimé par un dirigeant syndical de la métallurgie de Canoas (RS). Celui-ci insiste sur le fait qu'être dirigeant syndical, cela représente des sacrifices: « *Pas seulement pour moi, mais pour tous les dirigeants syndicaux, notre carrière, nos fonctions dans l'entreprise sont congelées. Il n'y a plus d'avancée. Moi, avec 30 ans de présence dans l'entreprise, mon salaire aujourd'hui est celui d'un professionnel débutant. Depuis lors, je n'ai reçu aucune augmentation spontanée de l'entreprise [...] Faire le choix du mouvement syndical, c'est faire un grand sacrifice au plan de la famille, c'est devoir oublier d'être en meilleure situation pour élever les enfants, d'avoir un meilleur niveau de vie, de salaire, de carrière professionnelle. C'est renoncer à tout cela. Alors, le mouvement syndical, non seulement n'est absolument pas lucratif, mais il implique de renoncer à toute une série de choses [...] Des collègues qui sont entrés dans l'entreprise après moi ou qui étaient là à la même époque que moi à l'époque où j'étais à l'usine, aujourd'hui sont chefs, sont contremaîtres, et nous, on continue avec un salaire de monteur, comme au début* »<sup>71</sup>.

De son côté, V. Arcary considère que dès ses débuts, « *le PT était un parti ouvrier indépendant des partis bourgeois, avec une direction bureaucratique, réformiste* »<sup>72</sup>. Pour lui, cette direction était très bureaucratisée dès le départ et l'a toujours été. Bureaucratisée « *dans le style de vie, avec d'énormes privilèges par rapport à la réalité des travailleurs* ». Les dirigeants syndicaux « *mangent dans les restaurants où mange la petite bourgeoisie. Par exemple : à ce moment-là [dans les années 1980], j'étais un jeune prof. Les profs du lycée, nous, on ne pouvait pas payer un déjeuner là où les dirigeants nationaux du PT déjeunaient. Ils déjeunaient dans un churrascaria. [...] Pas dans une churrascaria bourgeoise. Enfin, pas à ce moment-là. Mais dans une churrascaria* »<sup>73</sup>. Pour V. Arcary, la nature de la direction du PT, est « *devenue claire* » en 1980. Il analyse cela ainsi : « *la bureaucratie syndicale est, socialement, une caste différente des travailleurs [...] Autour du prolétariat, il y a toujours plusieurs fractions. Il y a le lumpen [...] et il y a la caste syndicale. C'est une caste. Les classes produisent des castes. C'est une caste qui dépend du prolétariat pour exister, parce qu'elle parasite les organisations des travailleurs. C'est une superstructure de la classe travailleuse. Mais les dirigeants qui la contrôlent sont une caste parasitaire* ». Ils ont échappé à leur classe d'origine, explique-t-il. Et « *leur loyauté va au système capitaliste qui permet qu'ils parasitent les syndicats. Alors ce sont des infiltrés dans les organisations des travailleurs* ».

Au niveau du mode de vie et des privilèges bureaucratiques, V. Arcary précise sa critique : « *Il y a un enjeu et la culture qui domine cet enjeu, c'est le carriérisme, c'est devenir un dirigeant syndical pour être très important et avoir un harem de femmes, manger dans*

---

<sup>71</sup> Notre interview de Flavio José Fontana de Souza, réalisée à Canoas (RS) le 9 juin 2014.

<sup>72</sup> Notre interview de V. Arcary. Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de cette interview.

<sup>73</sup> Idem. Il précise qu'à la direction du PT à cette époque, seuls João Machado et lui-même n'étaient pas permanents du PT. Il parle aussi d'un humour « *primitif* », d'un « *machisme néanderthalien* » et d'une agressivité très forte de ces dirigeants syndicaux contre les organisations de gauche comme la sienne (CS), surtout en dehors de réunions du parti, avec des provocations en série. Lula, tout particulièrement, précise-t-il, était un dirigeant de type « *très conflictuel* ». Il met à part Olívio Dutra, « *beaucoup plus correct* ».

*des bons restaurants... C'est ça, la bureaucratie. La bureaucratie syndicale, la caste de bureaucrates dans un pays pauvre, c'est une caste pauvre. Les privilèges sont petits. C'est les restaurants, c'est aller à l'hôtel pendant la journée avec une femme, avoir un petit harem parmi les fonctionnaires du syndicat, les jeunes étudiantes qui vont aux cercles du PT... [...] Ils gagnent le salaire en tant qu'ouvrier de l'usine et ils se paient un salaire comme président... Ils appellent ça, au Brésil, 'ajuda de custo' »<sup>74</sup>. Il explique qu'il s'agit soi-disant de frais de fonctionnement mais que cet argent atterrit dans leur poche. « Tous les syndicats, y compris ceux à gauche, payent ce qu'ils appellent 'uma diária'. Tu fais un voyage, tu as 'uma diária'<sup>75</sup>, tes dépenses sont payées. D'autres syndicats versent directement un deuxième salaire [...] Ce n'est pas qu'ils deviennent bourgeois. C'est impossible à ce moment-là [dans les années 1980]. A ce moment-là, c'est un peu d'argent pour manger mieux, pour pouvoir amener des femmes au motel, pour aller passer un week-end à la plage. C'est faire des voyages en avion. A cette époque, c'était presque impossible de faire des voyages en avion. C'était un truc de classes moyennes. La gauche voyageait en car ; eux, en avion. [...] C'était généralisé. Ce sont des petits avantages, mais dans un pays pauvre, ça change les choses : la vie est plus douce. Même s'ils ont plus de responsabilités – ils en ont plus, leur vie n'est pas facile ; il faut faire des sacrifices : construire un parti comme le PT, parcourir le pays, laisser de côté la famille et tout ça – en même temps, il y a des compensations ».*

Il ajoute des considérations d'ordre psychologique : « certaines compensations ne sont pas correctement prises en compte par les chercheurs. Et je veux les souligner. Les gens sont motivés par l'argent mais ils sont motivés aussi par ce que la psychologie appelle la lutte pour la domination, le principe de domination. Dominer, c'est avoir du pouvoir. Et il y a une compensation qui n'est pas matérielle mais elle est aussi très importante. Elle est symbolique. C'est la récompense qui vient du prestige du pouvoir [...] Les honneurs. L'autorité [...] Les bureaucrates aiment la satisfaction... Il y a une satisfaction, quand tu entres dans la salle et qu'il y a un mouvement général de soumission, de reconnaissance de l'autorité, du pouvoir. Le pouvoir est beau, il produit un effet hypnotique ; d'illusions, bien sûr, sur les qualités des gens. [...] Si tu racontes une anecdote, les gens rient plus. C'est le principe de la domination. Et il y a aussi d'autres éléments que les psychologues appellent le principe du sadisme. Il y a des personnalités, et les chefs syndicaux – pas tous, mais fréquemment – ont une satisfaction quand ils ont l'opportunité d'humilier quelqu'un. Si tu as le pouvoir, tu as le plaisir d'être reconnu comme plus grand que les autres, plus important que les autres. Et tu as aussi la satisfaction de pouvoir diminuer les autres, de les rabaisser. C'est du sadisme. Alors, il y avait ça, bien sûr. C'est une ascension sociale très rapide... ». Ces remarques ont ceci d'intéressant qu'elles apportent à l'analyse de la bureaucratie un élément psychologique (sur le pouvoir, la domination) qui permet de compléter l'analyse purement matérielle des rapports sociaux.

## **b) Le PT, du parti de masses au parti attrape-tout ?**

A la fin de la seconde partie, nous nous posons la question de la caractérisation du tout jeune PT, de sa nature et de sa place dans les typologies existantes de partis politiques. Nous étions arrivés à la conclusion que la catégorisation de parti de masses, selon la typologie de Duverger, convenait bien au Parti des Travailleurs naissant au Brésil. Otto Kirchheimer est arrivé à la conclusion que la typologie de Duverger correspondait de moins

<sup>74</sup> Idem, mot à mot « aide de coût ».

<sup>75</sup> Etymologiquement, somme allouée pour une journée.

en moins au panorama des partis existants<sup>76</sup>. Pour lui, le parti de masses est une étape « *historiquement dépassée ou en voie de dépassement, d'une évolution organisationnelle qui transforme les partis 'd'intégration' [notamment de classe] en agences électorales toujours plus semblables aux partis états-uniens* »<sup>77</sup>. Il constate une nette tendance à la transformation du parti de masses en un type de parti qu'il appelle « *catch-all party* », c'est-à-dire de « parti attrape-tout ». Panebianco revient sur cette transformation et apporte des précisions importantes sur le sens de ce processus et ses limites. En premier lieu, « *les liens se maintiennent avec la vieille 'classe gardée', mais ils deviennent plus légers, ils se diluent ; le parti, simplement, s'ouvre plus qu'auparavant à d'autres groupes sociaux* »<sup>78</sup>. En second lieu, note Panebianco à propos de cette évolution, « *en aucun cas, on en arrivera à l'extrémité de transformer le parti en un représentant de la société tous azimuts. Le parti concentrera préférentiellement son attention vers ces secteurs qui 'n'ont pas de conflits évidents entre eux' et continuera à être conditionné dans sa pratique par les traditions politiques et par la physionomie du système de stratification sociale* »<sup>79</sup>. Panebianco poursuit en notant les traits caractéristiques que l'on trouve, selon Kirchheimer, dans les partis de type « attrape-tout », retenant les éléments suivants : a) une désidéologisation marquée, vers des thèmes passe-partout, consensuels, comme, notamment « *le développement économique* » ; b) une plus grande ouverture du parti à l'influence des groupes d'intérêts<sup>80</sup>.

La question qui se pose ici est celle de savoir si cette évolution est aussi celle du PT. Le PT devient-il un parti « attrape-tout » ? Il est sans doute trop tôt, si l'on s'arrête à l'année 2002, pour répondre de façon positive et définitive. Toutefois, on constate en effet un profonde désidéologisation du PT : on est passé du socialisme au projet d'un nouveau développementisme avec une distribution de revenus plus équitable ; puis à la priorité, dans les faits, aux critères imposés par le FMI et les créanciers internationaux. Le PT a toujours sa « classe gardée » mais l'élection de 2002, sous la houlette de Duda Mendonça, a eu pour fonction, en particulier, d'aller chercher les nouveaux électeurs dont nous avons parlé à la fin du chapitre 15. Le parti, par conséquent, possède toujours des liens avec la classe travailleuse organisée, mais ils sont effectivement plus distendus, plus dilués que dans les années 1980 ; et il s'est mis, pour la première fois au plan national avec le succès électoral escompté, à la recherche d'autres groupes sociaux. Il semble donc raisonnable d'affirmer, à tout au moins, que le PT de 2002 est en chemin vers le type « attrape-tout » de Kirchheimer.

### **c) Retour sur le parallèle entre le PT et la social-démocratie**

Il nous semble bon de conclure cette cinquième et dernière partie par quelques mots sur la trajectoire du PT et ses ressemblances avec celle de la social-démocratie. Bien des pétistes interviewés sur ce point ont montré une très forte résistance à admettre cette hypothèse. Cela n'est pas fait pour nous surprendre, vu le rejet principal, dans la culture pétiste, de la social-démocratie ; et cela, dès la naissance du PT.

Toutefois, nous avons encore pu remarquer, un peu plus haut, la similitude des choix, des situations et des structures, dans bien des cas, entre l'évolution du pétisme et celui de la social-démocratie. Les analyses de Michels principalement – fondées pour l'essentiel sur

<sup>76</sup> Otto KIRCHHEIMER, Otto. *The Transformation of the Western European party systems*, in LAPALOMBARA, Joseph; WEINER, Myron (Ed.). *Political Parties and Political Development*. Princeton: PUP, 1966.

<sup>77</sup> A. PANEBIANCO (op. cit. p. 488).

<sup>78</sup> Idem, p. 489.

<sup>79</sup> Idem.

<sup>80</sup> Idem, p. 490.

l'étude du SPD avant 1914 – mais aussi celles de Mandel, qui évoque de son côté l'histoire du mouvement ouvrier, et en son sein, celle de la social-démocratie internationale, nous conduisent à relever beaucoup de similitudes quant aux processus de bureaucratisation et à leurs conséquences politiques, à un peu moins d'un siècle d'intervalle.

Mais la social-démocratie a suivi son chemin, analysée par bien des auteurs, parmi lesquels nous avons cité Duverger et Panebianco. Przeworski a étudié la social-démocratie, en lien avec le capitalisme, et son travail permet de retracer les grandes étapes de sa trajectoire. Tentons une synthèse. On note la dichotomie, apparue très vite dans les partis socio-démocrates entre programme maximum et programme minimum (ou immédiat), avec une priorité à l'obtention d'avancées immédiates. Przeworski précise que « *cette orientation n'a jamais été vue par ses architectes comme un manquement à ses buts ultimes* »<sup>81</sup>. Ne pouvons-nous pas affirmer que, d'une façon qui est moins systématisée et moins revendiquée, il existe aussi une dichotomie entre un programme « maximum » et une série de « programmes minimums », eux-mêmes toujours plus minimalistes, dans l'expérience pétiste ? Le « programme maximum », dans cette approche, est le programme pétiste pour le socialisme, terme d'abord délibérément mal défini, imprécis, mais dans lequel on trouve des éléments de radicalité – comme nous l'avons vu au chapitre 13 – puis, par touches successives, une édulcoration qui aboutit à la synthèse clairement réformiste en 1991. Les programmes minimums, à notre sens, sont les programmes de gouvernement successifs qui apparaissent dans les campagnes présidentielles de 1989 à 2002 – que nous avons analysés aux chapitres 14 et 15 – et là aussi, l'édulcoration est particulièrement nette, avec un programme pétiste déjà très minimum pour 2002, lui-même rendu inviable par les choix de campagne décisifs en faveur des exigences financières ?

Cette logique social-démocrate de la dichotomie entre programme maximum et programme minimum conduit, dans les faits, à laisser au fond d'un placard le programme maximum. Przeworski note<sup>82</sup> que dans l'entre-deux guerres, la social-démocratie au gouvernement ne réalise aucun progrès vers le socialisme, dans le sens de socialisation de l'économie, et que Blum entérine théoriquement les choses avec une « *distinction entre 'exercice du pouvoir' et 'conquête du pouvoir'* »<sup>83</sup>. Que se passe-t-il au Brésil en 2002 ? Le PT en vient-il à exercer le pouvoir ? Non. Il devient le principal parti de gouvernement, mais le pouvoir reste dans les mains des banquiers et des capitalistes. Et contrairement à ce qui prévalait dans ses jeunes années, le PT ne prétend plus leur retirer ce pouvoir des mains.

Mais la trajectoire social-démocrate ne s'arrête pas là. Celle-ci parvient à une phase que Przeworski appelle « *le compromis* » : il s'agit de gérer le capitalisme tout en prenant des mesures en faveur des travailleurs (notamment en matière de logement, en distribuant des allocations, en augmentant le salaire minimum, etc.). La social-démocratie découvre et met en pratique les idées de Keynes dès les années 1930. Elle en vient aussi à la conclusion qu'avec la politique keynésienne de la demande globale, il n'y a pas besoin de procéder à des nationalisations. Le projet stratégique de nationalisation des moyens de production en vient ainsi à être abandonné, laissant juste la possibilité de nationaliser au cas par cas : il y a bien création d'entreprises d'Etat dans certains secteurs, en Italie, en France, au Royaume-Uni ; mais priorité est donnée à l'économie de marché. Cette phase correspondrait en gros à

---

<sup>81</sup> A PRZEWORSKI (op. cit. p. 30). Jusqu'à nouvel ordre, les citations suivantes sont issues de ce texte.

<sup>82</sup> Idem, aux pages 32 à 35.

<sup>83</sup> Idem, p. 35.



ce que le PT envisageait de faire dans les années 1990, avec son projet développementiste avec distribution de revenu. Sauf qu'à l'époque, le PT était dans l'opposition.

Przeworski explique que la social-démocratie passe, ensuite, par une phase d'« abandon du réformisme »<sup>84</sup>. Il écrit : « *Ayant pris l'engagement de maintenir la propriété privée des moyens de production, d'assurer l'efficacité [économique], et d'atténuer les effets distributifs [de sa politique], la social-démocratie a cessé d'être un mouvement réformiste [...] Le réformisme a toujours signifié une progression graduelle vers des transformations structurelles, le réformisme était traditionnellement justifié par la croyance que les réformes sont cumulatives, qu'elles constituent des étapes, qu'elles conduisent dans un certaine direction* »<sup>85</sup>. Et il conclut ainsi ce passage : « *la politique actuelle des socio-démocrates, par sa logique même, ne permet plus l'accumulation des réformes* »<sup>86</sup>. De là, selon Przeworski, la dépendance par rapport à la productivité du capital et du profit, et la nécessité de la collaboration de classes pour satisfaire les capitalistes. Il aboutit à cette leçon : « *Les socio-démocrates ne vont pas conduire les sociétés européennes au socialisme* »<sup>87</sup>. Dans son post-scriptum sur la trajectoire de la social-démocratie, il observe que les réformes faites sont réversibles, qu'elles ne sont pas cumulatives, que les réformes faites ne conduisent pas à de nouvelles réformes. Przeworski écrit ceci : « *La plupart des craintes originelles sur les effets délétères de la participation [ministérielle] se sont bel et bien matérialisées : les masses n'ont pas pu lutter pour le socialisme, mais ont dû déléguer cette tâche à des dirigeants-représentants, le mouvement s'est bureaucratisé, la tactique s'est réduite à l'électoratisme, les discussions politiques ont été limitées à des questions qui pouvaient être résolues comme résultats de la victoire aux prochaines élections, tout projet de société qui ne pouvait pas aider à gagner les élections était dénoncé comme une utopie. Puisque les socialistes ne pouvaient toujours pas gagner les élections avec les majorités nécessaires pour continuer avec le programme socialiste – le programme avec lequel ils avaient cherché à l'origine à conquérir le pouvoir – ils ont dû faire ce qui était possible. Ils se sont engagés en faveur de l'emploi, de l'égalité et de l'efficacité* »<sup>88</sup>.

Cette longue citation nous semble, à quelques menus détails près, révéler un parallèle frappant avec le PT tel qu'il évolue dans les années 1990. L'essentiel y est : l'électoratisme, l'abandon *de facto* du socialisme, la limitation à des buts généraux comme l'emploi, l'égalité et l'efficacité économique. A notre avis, tel était l'essence du PT encore en 2001.

Mais la trajectoire de la social-démocratie n'a pas pris fin en 1985. La période la plus récente de son parcours, à partir des années 1980, a souvent été baptisée de « social-libéralisme », dont l'essence consiste à accepter les exigences et principes du néolibéralisme, en essayant de corriger, à la marge – c'est-à-dire sans remettre en question le cœur du capitalisme dans sa phase actuelle (« tout marché », poids de la finance, etc.), certains de ses effets sociaux les plus fâcheux (chômage, précarité, inégalités de plus en plus abyssales, etc.). Revenons-en au PT. Lorsqu'il arrive au *Planalto* en 2003, Lula a finalement accepté les exigences de la doxa néolibérale (remboursement de la dette, excédent budgétaire...). Il s'aligne donc, et avec lui le PT, tout comme les partis socio-démocrates, sur les normes de fonctionnement du capitalisme réellement existant dans les

---

<sup>84</sup> Idem, p. 38.

<sup>85</sup> Idem, p. 40.

<sup>86</sup> Idem. Rappelons que ce texte a été publié en 1985.

<sup>87</sup> Idem, p. 43.

<sup>88</sup> Idem, p. 241.

années 2000. Non seulement son projet socialiste est passé aux oubliettes, mais son ersatz des années 1990 (le projet de gérer le capitalisme d'une façon différente, plus juste, avec des réformes progressistes, etc.) est à son tour rendu inviable, et il est remplacé par une politique centrée sur l'alignement sur les exigences des banquiers et du FMI.

Certes, le PT de 2002 conserve des caractéristiques qui l'éloignent du modèle social-démocrate européen : il n'est plus anti-impérialiste, mais il prend tout de même ses distances avec Washington et son projet d'ALCA; il continue à entretenir des relations privilégiées avec Cuba... Et le PT affirme, malgré tout, la volonté d'une certaine redistribution des richesses avec le relèvement substantiel du salaire minimum par rapport à son infâme niveau de 2002, avec la mise en place d'allocations pour les plus nécessiteux... Mais ces volontés-ci ne peuvent voir le début d'une concrétisation que si la croissance revient, et dans un cadre global où la priorité numéro un est de payer la dette et de satisfaire banquiers et FMI. Le terme de « social-libéralisme » tel qu'il a été précisé plus haut nous semble donc bien s'appliquer ici. Certes, diront certains, le socialisme n'a jamais été retiré du programme pétiste... Officiellement, non, effectivement. Il existe même encore des réunions internes, entre intellectuels pétistes, où le terme est employé. Mais de quel poids cela pèse-t-il et qu'est-ce que cela représente par rapport à la réalité du parti et à sa politique ? La social-démocratie allemande a officiellement rompu avec le programme socialiste de ses origines au Congrès de Bad Godesberg, en 1959, soit quarante-cinq ans après le vote des crédits de guerre en 1914, et quarante ans après avoir assassiné Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Ici, comparaison n'est pas raison, mais après tout, le PT a encore bien le temps de procéder à son *aggiornamento* officiel.

Nous pouvons donc conclure à une large similitude de trajectoire globale entre la social-démocratie et le PT. A une importante nuance près : il a fallu une centaine d'années à la social-démocratie européenne pour transiter du socialisme révolutionnaire au social-libéralisme. Le PT, dans un contexte où le capitalisme est encore bien plus concentré et globalisé qu'autrefois, n'a eu besoin que de 24 ans pour réaliser ce parcours.





---

## **CONCLUSION GENERALE**

---

Au terme de cette longue étude, tentons de procéder à un bilan de ce qui a été découvert et des points restés obscurs. Dans quelle mesure la trajectoire du Parti des Travailleurs brésiliens a-t-elle été expliquée par notre étude, et que manque-t-il, qui pourrait l'éclaircir davantage ?

- **Ce qui ressort de ce travail**

Nous pensons avoir mené une étude qui nous permis de visiter en profondeur, de façon détaillée, une structure complexe : le Parti des Travailleurs. Notre objectif concernait d'abord la genèse et le développement du parti. Pour ce qui est de la genèse, nous pensons avoir saisi en profondeur, et de façon détaillée, d'une part le terrain sur lequel le PT allait apparaître ; et d'autre part l'ensemble des composantes qui ont permis sa naissance, et la dynamique à l'œuvre avec cette convergence. Pour le développement ultérieur du parti, l'étude de nombreux documents internes nous a permis d'entrer dans bien des subtilités des débats internes du parti, tout en cherchant à resituer ceux-ci dans le contexte général où ils se déroulaient. Tel a été notre souci, en particulier dans les parties 2, 3 et 4 de notre travail : faire le lien entre les aspects internes au parti et son environnement. Nous avons également voulu éclairer chaque grande période par des apports de la sociologie et de la science politique, ainsi que par d'autres études, spécifiques, sur le PT et sur le monde syndical brésilien. Nous espérons que cet éclairage (en particulier le lien que nous avons cherché à établir entre, d'une part le parti et son principal partenaire dans la société civile, la CUT ; et d'autre part, le monde des institutions et de l'Etat – appareils législatifs et exécutifs –) a permis de mieux comprendre, en particulier, les débats et choix faits par le parti et par ses directions.

Nous avons tenu à brosser un tableau le plus large possible, et à présenter, ou au moins à évoquer, de façon assez exhaustive, les multiples dimensions de la trajectoire pétiste dans la période considérée, entre 1979 et 2002. Nous avons choisi de fouiller davantage les questions politiques et idéologiques.

Notre impression est que notre étude de cinq aspects essentiels du programme pétiste permet de saisir la nature de sa trajectoire sur le plan politique et idéologique. Prenant comme base le « socialisme » pétiste, nous croyons que le fait de « décomposer » ainsi ce projet politique en ces 5 questions nous a donné la possibilité de comprendre comment, sur chacune d'entre elles, évoluait le parti. Trois de ces questions relèvent de la définition générale d'un projet de société socialiste : la question de l'Etat, du pouvoir et de la démocratie nous paraît toujours aussi fondamentale, première, pour comprendre le cadre d'ensemble de la construction idéologique du parti ; celle de l'indépendance de classe est intimement liée au projet socialiste, car elle pose la question du ou des acteur(s) du

changement social ; la question de la propriété des moyens de production, du plan et du marché, enfin, révèle le contenu socio-économique du projet pétiste. Sur ces trois questions, nous avons constaté une évolution incontestable vers de moins en moins de radicalité programmatique. Si sur la première, les premiers textes pétistes, assez radicaux, montraient toutefois des confusions et des contradictions, les congrès et rencontres nationales du parti l'ont amené graduellement vers le dépassement de ces contradictions, dans un sens d'adaptation à l'ordre existant, mais en essayant malgré tout de changer celui-ci de l'intérieur. Sur la question du sujet de l'histoire, le principe marxiste d'indépendance de classe a été clairement assumé pendant plusieurs années, mais avant même la fin des années 1980, la recherche d'alliances de classes devenait prioritaire, et avant la fin des années 1990, la collaboration de classes tous azimuts était devenue l'horizon du parti. Sur la question de la propriété des moyens de production et du type de lien entre les éléments de la sphère productive (plan et/ou marché), le PT n'a jamais été très clair, mais il est limpide, par contre, que les éléments de radicalité programmatique qui figuraient à sa naissance ont de plus en plus été mis de côté, pour aboutir à un projet « d'économie mixte » assez flou, et cela dès le début des années 1990. Sur ces trois points, donc, nous pensons avoir montré que le socialisme pétiste n'était déjà plus, dans le courant des années 1990, qu'un rêve radical mis de côté par un parti devenu déjà très pragmatique.

Les deux critères programmatiques suivants que nous avons étudiés (la question de la dette, et celle de la réforme agraire) nous apparaissent non pas comme des éléments constitutifs du socialisme, mais relèvent de questions dont la résolution permet, ou au contraire empêche, l'émergence d'une société socialiste. C'est vrai de la dette extérieure, car le paiement de celle-ci pèse si lourd qu'il accapare les ressources nécessaires pour réaliser les énormes et indispensables transformations de structures. C'est vrai aussi de la réforme agraire radicale qui était appelée de ses vœux par le PT des origines, car il est impossible d'envisager de, seulement, avancer vers le socialisme avec des campagnes dominées par d'immenses propriétaires fonciers aux méthodes d'un autre âge, avec une masse énorme de paysans misérables ou sans terres, des salariés agricoles vivant dans des conditions infrahumaines, et un exode rural qui vient engorger les villes d'un imposant contingent de marginaux végétant dans des *favelas* et sous des ponts. Sur ces deux questions aussi, le PT, après avoir longtemps tenu un discours ferme, a d'abord fléchi, partiellement, puis complètement battu en retraite. Sur la dette, l'année 2002 a mis fin à toute position de combat, et les banquiers ont été satisfaits. Sur la réforme agraire, l'édulcoration programmatique du projet pétiste au niveau où le parti en était arrivé en 2002 le situait malgré tout trop à gauche pour les exigences du FMI et ses conséquences en matière de commerce extérieur. La nomination d'un défenseur intransigeant de l'agrobusiness et de l'exportation de produits agricoles au ministère de l'agriculture a mis les pendules à l'heure. La suite, après 2003, a bien vite montré que la réforme agraire, elle aussi, n'aurait pas lieu.

Sur tous ces points donc, il nous semble avoir montré de quelle façon les objectifs initiaux avaient été, plus ou moins vite, et d'une façon plus ou moins assumée, mis de côté. Le socialisme pétiste du point de vue ses structures, et même des conditions fondamentales de sa survenance, tout cela a été nié avant même que le parti n'accède au gouvernement national. Le projet pétiste initial a donc été enterré, en partie dans les rencontres et congrès du PT, en partie à l'écart de ses instances. En organisant de discrètes funérailles de ce qui restait de ce projet, les sommets de l'organisation sont parvenus à renier l'essence même du parti en à peine plus de vingt ans.

Notre analyse diachronique des campagnes présidentielles de Lula entre 1989 et 2002 a également permis de montrer comment, au-delà des textes programmatiques que ne connaissent pratiquement que les militants du parti, le profil du PT et de son candidat s'est considérablement transformé. Les alliances se sont progressivement élargies. Le programme de gouvernement s'est édulcoré. L'image du parti et de son candidat, au fur et à mesure, a été retravaillée. Les campagnes électorales elles-mêmes se sont modifiées en tout point, graduellement, entre la première et la quatrième tentative de l'ex-leader métallurgiste. Et finalement, l'accueil médiatique ne s'est révélé favorable que pendant la campagne de 2002, épousant en cela l'adoubement accordé au candidat pétiste par les élites nationales et internationales, une fois que celles-ci eurent compris que leurs intérêts seraient efficacement défendus par le futur président. Nous voulons croire que sur tous ces points, la démonstration est claire et nette.

Il est toutefois évident qu'une telle transformation – certains auteurs parlent de « transformisme » du PT, ou au moins de son courant majoritaire, ce qui nous semble assez judicieux – si elle mérite d'être décortiquée au plan du projet et de l'idéologie, ne s'explique pas qu'au seul plan de la logique des idées. Les causes sont multiples, car un parti est un organisme vivant, ancré dans la société. Citons, donc, la structuration du parti et son organisation ; ses liens avec la classe travailleuse et les autres classes populaires ou moyennes ; ses rapports avec les élites ; avec les autres partis ; avec l'Etat ; la logique des institutions spécifiques du pays ; les relations du parti avec les mouvements populaires et syndicaux ; la trajectoire même de ces derniers ; les aléas de l'histoire nationale et internationale ; tout cela a contribué à façonner la trajectoire pétiste. Ajoutons à cela la nature des composantes fondatrices du parti et leurs rapports réciproques, parfois difficiles, au cours de son histoire, et nous voyons qu'il existe un grand nombre de facteurs expliquant une telle trajectoire. Nous avons voulu, au moins, évoquer tous ces éléments explicatifs. Sur les aspects organisationnels et environnementaux du parti, nous nous sommes reposés sur des études réalisées par d'autres chercheurs. Nous sommes d'avis que les éclairages que ces dernières apportent sont assez nombreux et profonds pour nous permettre de mieux appréhender la logique intime de la trajectoire pétiste.

Même s'il nous semblerait utile d'approfondir la thèse de la bureaucratisation du PT, en entrant plus dans les détails de la formation et du fonctionnement de l'appareil et de ses diverses composantes, nous pensons, dans les limites de cette étude, avoir mis en avant assez d'éléments solides et concordants pour que le processus de bureaucratisation du parti ressorte clairement de ce travail, avec une influence et un poids particuliers pour la bureaucratie pétiste dans les appareils institutionnels, en premier lieu les exécutifs locaux et régionaux. Finalement, l'établissement d'un parallèle avec la trajectoire de la social-démocratie a été utile, et nous espérons avoir démontré de multiples similitudes, malgré des différences et surtout un rythme très accéléré dans le cas pétiste.

- **Ouverture aux années 2000**

Cette étude s'achève alors que cela fait maintenant environ 14 ans que Lula a remporté sa première présidentielle. Il a été, depuis, réélu une fois, puis il a réussi à organiser sa succession au *Planalto*, mettant en selle sa dauphine, Dilma Rousseff. Les événements du début 2016, ont abouti à la mise à l'écart de celle-ci dans des conditions douteuses sur lesquelles nous ne reviendrons pas. Remarquons simplement que cette éjection de la

présidente pétiste, notamment par ses anciens alliés, montre, entre autres, que les élites traditionnelles au Brésil ont décidé de reprendre directement en main les leviers de commande politiques du pays. Le PT leur a sans doute été bien utile, en 2002, pour mettre un terme, dans un sens qui leur était favorable, à la crise politique qui se développait, liée à l'usure de la présidence antérieure. Maintenant, une austérité plus drastique que celle que mettait déjà en place Dilma Rousseff est exigée par les « grands » du pays, dans un contexte économique qui a considérablement changé.

Les premières années de l'ère Lula ont été marquées par une forte austérité de bon aloi pour le FMI et les banquiers, mais la majorité des salariés et de la paysannerie, notamment les sans-terre, n'y ont pas trouvé leur compte. En 2005, a éclaté une grosse crise politique, le scandale du « *Mensalão* », dans laquelle des pratiques de corruption ont été révélées au monde entier, mettant pour la première fois en cause des pratiques illicites du PT dans ce domaine. Depuis plusieurs années, certains municipes pétistes « récoltaient de l'argent » et mettaient en place des caisses noires, au début pour financer les élections. Ensuite, de volumineuses mallettes d'argent liquide ont servi à « acheter » les votes de parlementaires parmi les nouveaux « amis » du PT, afin d'assurer au gouvernement des majorités parlementaires à ses projets<sup>1</sup>. La corruption au Brésil est une très vieille histoire, et cette fois, c'est le PT qui a été le corrupteur de bon nombre d'élus.

Lula a su y survivre politiquement, mais de justesse. Il a dû pour cela se débarrasser du petit noyau dirigeant du camp majoritaire, à commencer par José Dirceu lui-même. Le président a été capable de rebondir : il est allé chercher du soutien auprès du peuple et l'a obtenu, se faisant largement réélire en 2006. Une bonne partie de nos interviewés tombent d'accord avec Perry Anderson sur l'idée que, d'une façon assez inhabituelle, son deuxième mandat a été plus à gauche que le premier<sup>2</sup>, plus tourné vers la croissance, l'emploi, et les revenus des plus pauvres. Nous voyons de sérieuses limites à tout cela (en particulier quant à la diminution des inégalités) mais c'est une réalité qui a contribué à assurer une popularité inouïe à Lula à la fin de 2010, au moment où nous avons entrepris cette étude. Pendant les 8 années de l'ère Lula, en particulier, le salaire minimum réel a augmenté plusieurs fois, de façon non négligeable au total ; les allocations aux familles les plus pauvres (portant le nom de '*Bolsa Família*') se sont étendues et ont permis de sortir du dénuement absolu des millions de Brésiliens. Des millions d'emplois ont été créés. Tout cela a été permis par la croissance économique, de retour après 2005 et la fin de la politique néolibérale mise en œuvre par Antônio Palocci. Le Brésil a continué à rembourser sa dette extérieure, rubis sur l'ongle, recevant les louanges des dirigeants du FMI et faisant la joie des banquiers ; mais une forte croissance, dans la seconde moitié des années 2000, a coïncidé avec les avancées sociales évoquées ci-dessus. A partir de 2010, la conjoncture s'est retournée, et les mesures sociales sont devenues moins généreuses. Une bonne partie de la jeunesse et des couches moyennes s'est levée en juin 2013 contre les aberrations révélées par l'arrivée prochaine de la Coupe du Monde de football : coût exorbitant de l'opération, évacuations de

---

<sup>1</sup> La production journalistique est très vaste sur ce scandale. Pour une synthèse, on peut se référer au site Wikipedia [https://pt.wikipedia.org/wiki/Esc%C3%A2ndalo\\_do\\_Mensal%C3%A3o](https://pt.wikipedia.org/wiki/Esc%C3%A2ndalo_do_Mensal%C3%A3o) et à l'ouvrage de Lucas FIGUEIREDO, *O Operador - como (e a mando de quem) Marcos Valério irrigou os cofres do PSDB e do PT*, Editora Record, 2006. Des études et ouvrages qui figurent par ailleurs dans notre bibliographie évoquent aussi cette affaire. C'est le cas notamment de ANDERSON (2011), HUNTER (2010), GOMEZ BRUERA (2013). L'issue judiciaire de ce scandale est aussi évoquée par l'article de F. LOUAULT, de mars 2016. 'La démocratie brésilienne à l'épreuve'. <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/la-democratie-bresilienne-lepreuve>.

<sup>2</sup> Perry ANDERSON, *Lula's Brazil*. London Review of Books, 2011.



*favelas*, cherté des places dans les stades. Et tout cela a été largement mis en balance avec des restrictions budgétaires, la piètre qualité des services publics et les augmentations tarifaires, contribuant à une visible désaffection des Brésiliens pour une Coupe du Monde<sup>3</sup> qu'ils ne considéraient, pour beaucoup, pas comme la leur. La vague de mobilisation de juin 2013 s'est poursuivie avec une remontée des grèves dans un certain nombre de secteurs<sup>4</sup>. La seconde élection de Dilma Rousseff, en 2014, a été beaucoup plus difficile que la première. L'austérité était maintenant au programme, et avec elle l'insatisfaction populaire. Mais pour la droite et les élites, il fallait aller plus loin, ressaisir les rênes du pays en écartant le PT qui, malgré tout, restait un intrus du fait de ses origines ouvrières, et remettre en cause des droits et acquis sociaux de façon plus fondamentale. Un nouveau scandale de corruption, autour de la Petrobrás, en a donné l'occasion, permettant à Michel Temer (PMDB<sup>5</sup>), vice-président de Dilma Rousseff, de prendre la place de cette dernière.

Il est à noter aussi que sous les présidences Lula, le PT a profondément changé de base sociale<sup>6</sup>. Il est devenu alors un parti beaucoup plus enraciné qu'auparavant parmi les couches les plus pauvres de la population, le « *pobretariado* », en particulier dans le *Nordeste*, devenu un bastion pétiste. Il a perdu, par contre, une bonne partie de l'influence dont il jouissait encore dans les années 1990 parmi les secteurs les plus organisés de la classe travailleuse (dans les syndicats, dans les organisations populaires), et son bastion pauliste s'est largement détourné de lui. Dans une large mesure, le 'lulisme' a remplacé le 'pétisme' : l'attachement à un leader a pris la place de la radicalité ouvrière d'antan.

Finalement, peut-on considérer que, comme nous l'écrivions en introduction « les jeux étaient faits », pour l'essentiel, fin 2002 ? Bien sûr, il serait absurde de prétendre que « tout était écrit ». En 2002, il était impossible de prévoir précisément la suite (l'essence du premier et du second mandat de Lula ; le *Mensalão* ; l'immense popularité de Lula en 2010 ; la présidence, puis la disgrâce et finalement la destitution de Dilma Rousseff, avec la « sclérose »<sup>7</sup> du PT actuel...). On ne pouvait imaginer tout cela.

Néanmoins, à la question posée ci-dessus, nous répondons toutefois par l'affirmative, en dépit de l'apparence de certains faits postérieurs à 2002. Pourquoi ? D'abord, le programme du PT n'a jamais repris, même partiellement, la direction de la radicalité. Ensuite, la priorité donnée à la finance et à la satisfaction du FMI et des créanciers du pays a été maintenue. Certes, les mesures sociales prises sous Lula ne représentent pas rien – surtout pour leurs bénéficiaires – mais elles n'ont jamais remis en cause la priorité définie ci-dessus. *A fortiori*, elles n'ont jamais remis en cause le système capitaliste. La croissance a permis de donner satisfaction, à la fois, aux banquiers, aux grands industriels, et à une partie au moins des classes les plus défavorisées. Mais les avancées sociales ne sont pas gravées dans le marbre. La conjoncture se retournant, la présidence pétiste de Dilma Rousseff a remis l'austérité à l'ordre du jour, ce qui a conduit à la colère de certains secteurs populaires

---

<sup>3</sup> Cf. F. LOUAULT, « La coupe est pleine », de janvier 2014. [http://www.alternatives-internationales.fr/bresil--la-coupe-est-pleine\\_fr\\_art\\_1269\\_66691.html](http://www.alternatives-internationales.fr/bresil--la-coupe-est-pleine_fr_art_1269_66691.html).

<sup>4</sup> Dans son interview, Babá cite les catégories professionnelles suivantes, qui ne s'étaient pas mobilisées depuis des années : chauffeurs de bus, gardiens d'immeubles, métallurgistes, éboueurs. Il y a eu une grève très suivie et efficace des éboueurs à Rio, en plein Carnaval 2014.

<sup>5</sup> F. LOUAULT, dans l'article de mars 2016 cité ci-dessus, qualifie ce parti de « *sangsue de la démocratie brésilienne* ». On peut se reporter à cet article pour une meilleure compréhension des événements récents.

<sup>6</sup> André SINGER a consacré un livre à cette évolution. A. SINGER, *Os sentidos do lulismo – Reforma gradual e pacto conservador*. Cia das Letras, 2012.

<sup>7</sup> Le terme est de F. LOUAULT, dans l'article de mars 2016 cité ci-dessus.

et au divorce d'une grande partie de la jeunesse avec le PT. Par ailleurs, le scandale du « *Mensalão* » malgré la préoccupation éthique qui a saisi ensuite la base pétiste, n'a pas conduit à remettre le parti sur la voie d'une profonde démocratie ancrée à la base. Le PT est resté un parti très bureaucratique, et la qualité professionnelle à l'œuvre dans ses machines électorales semble faire l'objet d'un très large accord. Enfin, le « lulisme » nous semble avoir un petit côté populiste très étranger à la combativité militante et au classisme des débuts du PT. Comment ce parti va-t-il survivre aux derniers événements ? L'avenir nous le dira sans doute assez vite. Mais tout cela nous confirme dans l'idée que « pour l'essentiel » l'histoire d'un certain PT s'est bien terminée à la fin 2002.

- Questions en suspens

Pour aller au-delà de notre étude, et approfondir certains points, il nous semblerait, pour commencer, souhaitable et utile d'intégrer une analyse du parti dans sa période postérieure à 2002. L'étude des congrès et rencontres nationales dans la dernière période montrerait sans doute des débats et des jeux d'alliances entre courants fort différents de ce que nous avons décrit, et révélerait un autre ancrage social du parti.

Surtout, nous pensons qu'il serait bénéfique d'approfondir davantage la question de la bureaucratisation et de l'institutionnalisation du parti. Il nous semble qu'il existe un besoin d'études chiffrées, quantitatives, pour mesurer les phénomènes que nous avons décrits, notamment « l'oligarchisation » du PT, le degré d'éloignement, la distanciation de l'élite partisane par rapport aux cadres intermédiaires et à la base. Il paraît encore bien difficile de savoir combien gagne un cadre du parti. Il faudrait aussi mesurer de façon plus précise l'influence des élus sur le parti – en distinguant les types de mandats – non seulement dans les rencontres et congrès, mais aussi au sein de l'appareil du parti, aux différents niveaux de la pyramide.

Il serait sans doute bénéfique de mener des recherches spécifiques pour savoir de quelle façon une expérience de gestion municipale comme celle du Budget participatif a influencé le processus de bureaucratisation du PT : ce dernier a-t-il été freiné, ou a-t-il pris d'autres dimensions, une autre trajectoire ?

Des études actualisées sur les liens entre le PT et le monde syndical, et peut-être plus encore, aujourd'hui, entre le PT et le MST seraient aussi les bienvenues.

Enfin, il nous semble qu'à partir de tout ce que nous avons découvert, constaté ou montré dans cette étude, des efforts de théorisation sur les liens entre programme, structure et environnement d'un parti tel que le PT mériteraient d'être entrepris.

---

## **ANNEXES**

---



## Annexe 1 : Personnes interviewées

Nom	Lieu et date interview	Parti lors de l'interview	Courant au sein du PT?	Syndicaliste?	Précisions. Eléments les plus saillants du parcours de la personne.
AFONSO, Jacy	Brasília (DF), le 21/07/2014	PT	ART	Bancaire DF – dirigeant national CUT	Employé du Banco do Brasil depuis 1977. Fondateur de la CUT en 1983, année où il rejoint le PT. Devient dirigeant syndical puis dirigeant exécutif national de la CUT ensuite.
AGUIAR, Almir	Rio de Janeiro (RJ), le 12/05/2014	PT		Bancaire RJ	A l'origine employé du Bradesco. A la direction du syndicat des <i>bancários</i> de Rio (RJ) depuis 1994. Président de ce syndicat en 2014. Au PT depuis 1994.
AMORIM, Jaime	Recife (PE), le 16/06/2014	PT		Non, mouvement social	Dirigeant du MST, originaire du Santa Catarina, au PT depuis 1981 mais militant presque exclusivement au MST depuis 1986. Aujourd'hui responsable MST pour le <i>Nordeste</i>
ÁRABE, Carlos Henrique	São Paulo (SP), le 05/08/2010	PT	DS	Non	A occupé diverses fonctions exécutives dans le PT. Responsable formation et dirigeant DS en 2010. Permanentisé dans les années 80. Jamais élu.
ARAGÃO, Wilson	João Pessoa (PB), le 22/08/2014	PT		Oui – enseignement	Dirigeant syndical enseignement à João Pessoa (PB). S'est politisé et est devenu pétiste dès 1979 avec le mouvement syndical enseignant
ARAÚJO, Jadir	Rio de Janeiro (RJ), le 30/07/2014	PT	ART	Oui – métallurgie CUT-RJ	Fondateur du PT. Syndicaliste de la métallurgie ayant présidé le syndicat des métallos de Volta Redonda (RJ) en 1988. Dirigeant du secteur naval de la CUT lors de l'interview
ARCARY, Valério	São Paulo (SP), le 13/08/2014	PSTU	CS		Historien et enseignant. Fondateur du PT, dirigeant national de la CS, élu au DN et à la CEN du PT. Exclu du PT en 1992, puis fondateur et aujourd'hui dirigeant du PSTU.
ASSUMPÇÃO, Vinícius da	Rio de Janeiro (RJ), le 30/07/2014	PT		Oui – bancaire RJ	Ancien du PCB, a rejoint le PT en 1996. Employé du Bradesco. Syndicaliste depuis 1991, ex-président du syndicat à Rio. Travaille au secrétariat du développement économique, dans l'économie solidaire au moment de l'interview.
AZEVEDO, Luiz	Brasília (DF), le 10/08/2010	PT	Ex-OSI, ex-DS	Ex – bancaire SP	Ex-syndicaliste pauliste du secteur bancaire. Ex-député d'Etat ; a exercé diverses fonctions. Jamais permanent du PT. Au Sénat en 2010, chargé de la coordination de la défense du PT.
AZEVEDO, Ricardo de	São Paulo (SP), le 06/08/2010	PT	ex-AP ; ART jusqu'à 1991	Non	Fondateur du PT. A été assesseur d'un député, puis responsable de la formation et de la revue théorique <i>Teoria e Debate</i> . Coordinateur du Secrétariat général du PT en 2010.

« BABÁ », João Batista de Araújo	Rio de Janeiro (RJ), le 09/05/2014	PSoL	CS puis CST	Oui- enseign <sup>t</sup> . Fondateur de la CUT	Enseignant à l'Université Fédérale du Pará, il participe à une grande grève en 1980. Il rejoint le PT et la CS dans ce cadre. A été député d'Etat, puis fédéral du PT (CST). Exclu en 2003. Fondateur et dirigeant du PSoL ensuite.
BADARÓ-MATTOS, Marcelo	Niterói (RJ), le 28/07/2014	Ex-PT		Oui – enseign <sup>t</sup> . supérieur RJ (CSP- Conlutas)	Historien spécialisé du mouvement social. Se lie au mouvement syndical à partir de 1983. Et commence à militer syndicalement en 1988. A été dirigeant national de l'ANDES (enseignement supérieur). A été pétiste jusqu'en 1994, mais pas de façon très intense. A rompu sur la gauche avec le PT
BARCELOS de Souza, Vanderlei	Volta Redonda (RJ), le 14/05/2014	Ex-PT	DS	Ex – métallurgie RJ	Ex-métallurgiste et dirigeant syndical à Volta Redonda. Fondateur enthousiaste du PT local. A rompu avec le parti au début des années 1990. Aujourd'hui avocat en droit du travail.
BARGAS, Osvaldo	Campinas (SP), le 14/07/2014	PT	ART	Ex- métallurgie SP. Dirigeant CUT	Métallo militant du syndicat de São Bernardo et Diadema avec Lula puis à sa direction avec J. Meneguelli. Fondateur puis dirigeant national de la CUT, chargé des relations internationales. Son domaine : statuts et stratégie syndicale. En 2014, au SESI (service social de l'industrie)
BETTO, Frei	São Paulo (SP), le 08/08/2014	A été très proche du PT sans jamais le rejoindre		Non	Intellectuel célèbre, défenseur de la Théologie de la Libération. Biographe de Lula. A été chargé par Lula du Plan « Faim zéro » en 2003 et 2004. Il a alors démissionné. A écrit des livres très critiques sur le PT au pouvoir.
BUENO, Joel	Rio de Janeiro (RJ), le 06/05/2014	PT	ART	Ex – bancaire DF et RJ	Ex-salarié du Banco do Brasil. A commencé sa vie de syndicaliste à Brasilia en 1985. Dirigeant syndical. A été chargé de formation. Retraité depuis 2008, après avoir été chargé des ressources humaines de la banque
CABRAL, Hélio	Recife (PE), le 27/06/2014	PSTU		Oui – enseig <sup>t</sup> . supérieur PE (CSP- Conlutas)	Professeur d'université en agronomie. A rejoint le PT en 1982. A rompu plus tard. A été président de l'association d'enseignants de son université. Puis dirigeant (secrétaire, trésorier) du syndicat national du supérieur.
CABRAL, Sandra	Brasília (DF), le 21/07/2014	PT	ART	Oui – enseign <sup>t</sup> GO Puis dirigeante CUT nationale	Fondatrice du syndicalisme enseignant et du PT dans le Goiás. Membre de l'exécutif de la CUT pendant 9 ans. Y a mené, ainsi qu'au PT, des batailles féministes. De 2003 à 2005, proche collaboratrice de Zé Dirceu. En 2014, chef de cabinet de J. Meneguelli (SESI)
CALADO, Alder	João Pessoa (PB), le 22/06/2014	Ex-PT			Professeur de sociologie. Militant de terrain du PT, très lié au départ à la théologie de la Libération. A rompu avec le PT dès 1994. Critique le parti d'un point de vue de gauche

CANCELA, Emanuel	Rio de Janeiro (RJ), le 29/07/2014	PT		Oui – pétrolier RJ	Avocat de formation, employé de la Petrobrás. Fondateur du PT et de la CUT. Militant de base au PT. En 2014, dirigeant syndical des <i>petroleiros</i> de l'Etat de Rio, lié à la CUT
CAMPOS, Augusto	Santos (SP), le 11/08/2014	PT		Ex – bancaire SP	<i>Bancário</i> au Banespa, aujourd'hui retraité. Dirigeant syndical bancaire de São Paulo, démis de ses fonctions par la dictature. Fondateur du PT et de la CUT. A été conseiller municipal à São Paulo en 2000 (avec Marta Suplicy)
CAMPOS, Edson	Brasília (DF), le 22/07/2014	PT	ART	Oui – bancaire SP Dirigeant CUT nationale	Ex- <i>bancário</i> dans ce qui est devenu le Bradesco. Rejoint le PT naissant, y restera à la base. D'abord dirigeant syndical des <i>bancários</i> de São Paulo. Fondateur actif de la CUT. De 1990 à 2000, permanent de la CUT nationale, notamment assesseur de l'exécutif. Puis conseiller de la CONTAG. Retour à la direction de la CUT en 2012.
CARNEIRO, Gilmar	São Paulo (SP), le 18/08/2014	PT	ART	Oui – bancaire SP Dirigeant exécutif CUT nationale	Toujours proche de l'Eglise. Militant syndical bancaire. Ex-directeur du Dieese. A été président du syndicat des <i>bancários</i> de São Paulo. Responsable presse, puis secrétaire général de la CUT, puis syndicalisme international (FIET). En 2014, assesseur de la présidence de la CUT (W. Freitas)
COELHO, Erelino	Feira de Santana (BA), le 04/07/2014	Ex-PT	Courant local de gauche 'Labuta'		Aujourd'hui universitaire, militant pétiste issu des CEBs de Feira de Santana (BA). Historien, ayant rompu avec le PT en 1997. Auteur d'une thèse sur la trajectoire de l'ART et de DR.
CONCEIÇÃO, Manoel da	Imperatriz (MA), le 24/08/2010	PT		Ex – dirigeant syndical paysan (MA)	Paysan du Maranhão, militant syndical et politique très respecté. Membre de l'APML auparavant, pourchassé et presque assassiné par la dictature. 3 <sup>e</sup> nom des signataires du Manifeste PT de 1980. Fondateur de la CUT.
DIAZ DA SILVA, Sergio Alberto "Sergião"	Goiânia (GO), le 11/08/2010	PT			Militant issu des quartiers populaires de Goiânia (GO). Au PT depuis 1988. Au départ, forte influence de l'Eglise de gauche. Devenu professionnel en 1999, assesseur du député fédéral puis secrétaire du maire pétiste P. Wilson
EULÁLIO, Alberto "Betão da Ford"	São Bernardo do Campo (SP), le 15/08/2014	PT	ART	Ex – métallurgie SP	Ouvrier métallurgiste, syndicaliste de terrain chez Ford à São Bernardo do Campo. A été dirigeant du syndicat des métallos. Fondateur du PT et de la CUT. Aujourd'hui retraité assez critique sur les positions des deux.
FONTANA DE SOUZA, Flávio José "Flavião"	Canoas (RS), le 09/06/2014	PT	DS	Oui – métallurgie RS	Syndiqué et pétiste depuis 1984. Travailleur chez Coemsa / Alstom. Dirigeant du syndicat des métallos de Canoas (RS) depuis 1993, dirigeant de la fédération et de la confédération. A été à la direction de la CUT régionale.

GARCIA, Cyro	Rio de Janeiro (RJ), le 12/05/2014	PSTU	CS	Ex – bancaire RJ	Militant et historien. Déjà à la <i>Liga Operária</i> en 1977, puis CS. Fondateur du PT et de la CUT. A été dirigeant syndical des <i>bancários</i> de Rio et à l'exécutif national de la CUT. Auteur d'une thèse et d'un livre sur la trajectoire du PT. Actuellement universitaire et président du PSTU-RJ.
GENRO, Luciana	Porto Alegre (RS), le 02/06/2014	PSoL	CS, puis CST, puis MES		Fille de Tarso Genro, et pétiste depuis l'âge de 14 ans. Membre de la CS, elle a décidée de revenir au PT après l'exclusion de la tendance en 1992. A été députée d'Etat (RS) puis députée fédérale pour le PT. Exclue du PT en 2003. Réélue en 2006 pour le PSoL. Dirigeante nationale du PSoL et candidate à la présidence de la République en 2014 pour ce parti.
GODINHO, Tatau	São Paulo (SP), le 12/08/2010	PT	DS		Fondatrice du PT, déjà membre de la DS dans le Minas Gerais. Depuis lors à São Paulo. S'est engagée dans le processus de construction interne du PT et du mouvement des femmes. A été permanente du PT-SP et a travaillé à la mairie de São Paulo. Une des principales voix féministes du parti.
GOIANA, Sérgio da Silva	Recife (PE), le 09/07/2014	PT	ART	Oui – fonctionnaires PE Dirigeant national CUT	Militantisme religieux d'abord. Devient fonctionnaire de l'Etat de PE en 1985. Militant syndical de base dès 1989, puis dirigeant du syndicat en 1999, puis de la CUT-PE, puis 3 mandats à la direction nationale de la CUT. Pétiste depuis 1989, avec militantisme de base jusqu'à 2008. Dirigeant du PT-PE et candidat député d'Etat en 2014.
HELOÍSA HELENA	Rio de Janeiro (RJ), le 16/04/2007	PsoL	DS		Rejoint le PT-AL dans les années 1980. Militante du mouvement social, populaire, syndical, liée à l'Eglise. Rejoint la DS. Elue « vice-maire » de Maceió (AL) puis députée de l'Etat. Puis sénatrice. Se rebelle en 2002-2003 contre la politique de la direction du PT, qui l'exclut en 2003. Fondatrice et dirigeante du PSoL candidate à la présidentielle de 2006 (6,8%)
« KÁLIFA », Carlos Octávio:	Rio de Janeiro (RJ), le 19/08/2010	PT			Rejoint le PT en étant étudiant en 1986. Economiste et militant du PT <i>carioica</i> . Il s'éloigne du parti entre 1998 et 2005. En 2010, il dit lutter pour renforcer les noyaux du parti et infléchir son cours dans un sens antibureaucratique, vers la gauche. N'a jamais été permanent.
LEAR DOS SANTOS, Alealdo	Aracaju (SE), le 03/07/2014	PSTU		Oui – pétrole SE (CSP-Conlutas)	<i>Petroleiro</i> en retraite. Ex-pétiste. Un des dirigeants du syndicat Sindipetro de l'Alagoas-Sergipe (5 <sup>e</sup> mandat). Syndicat qui a rompu avec la CUT et la FUP, pour rejoindre la CSP-Conlutas.



LOPES de OLIVEIRA, Cirano	Recife (PE), le 27/06/2014	PT		Oui – métro PE	Syndicaliste du métro de Recife. Militant pour une réforme urbaine. Pétiste récent.
MACHADO, Arivelton	Goiânia (GO), le 11/08/2010	PT	TM		Militant étudiant puis technicien administratif à l'université de Goiânia, entré au PT en 1985. Professionnalisé par le PT en 2002. Critique le parti sur sa gauche.
MACHADO, João	São Paulo (SP), le 27/08/2010	PSoL	DS		Économiste, professeur à la PUC-SP, fondateur du PT, longtemps animateur national de la DS, a été membre de la direction nationale du PT. Rompt avec le PT en 2003. Dirigeant du PSoL.
MACHADO RODRIGUES, Carlos Eitor	Porto Alegre (RS), le 05/06/2014	PT	DS	Oui – pétrochimie RS	Travailleur de la pétrochimie entré comme électricien en 1981. Dirigeant syndical du Sindipolo (région de Porto Alegre) dans son 5 <sup>e</sup> mandat lors de l'interview. Entré au PT en 1987, il critique à gauche son évolution.
"MAICON", Michel Vasconcelos da Silva	São Bernardo do Campo (SP), 14/08/2014	PT		Oui – métallurgie SP	Métallurgiste, syndicaliste chez Mercedes à São Bernardo. PT depuis 1997. Fils d'un métallo ayant participé aux luttes des années 1978-81.
MARANHÃO, Bruno	Carpina (PE), le 21/08/2010	PT	BS		Militant du Pernambouc issu du PCB, fondateur du PCBR. Exil notamment en France, revient au Brésil et se lance dans la construction du PT. Dirigeant d'un courant de gauche ( <i>Brasil socialista</i> ) dans le PT. Animateur d'un mouvement de sans-terre (MLST)
MARTINS de OLIVEIRA, Dejar	Volta Redonda (RJ), le 15/05/2014	PT		Oui – construction civile RJ	Dirigeant syndical du secteur de la construction civile à Volta Redonda (RJ). Syndicaliste depuis 1987. Pétiste depuis 1984; élu président du PT régional dans les années 2000.
« MAX », Ângelo Massimo de Oliveira Pinho	São Bernardo do Campo (SP), 14/08/2014	PT		Oui – métallurgie SP	Syndicaliste pétiste métallo et fils de syndicaliste pétiste métallo. Travaille à l'usine Mercedes de São Bernardo do Campo. Entré au PT en 2003.
MENEGUELLI, Jaír	Brasília (DF), le 17/07/2014	PT	ART		Ancien ouvrier métallurgiste chez Ford à São Bernardo do Campo. Devenu président du syndicat à São Bernardo, puis premier président de la CUT (11 ans, jusqu'à 1994). Puis 2 mandats de député fédéral PT. Puis poste de confiance au SESI (Service social de l'industrie). Proche de Lula.
MESSIAS DOS SANTOS, Pedro "Pedrão"	Aracaju (SE), le 03/07/2014	PSTU		Oui – pétrole SE (CSP-Conlutas)	Dirigeant du syndicat des <i>petroleiros</i> d'AL-SE depuis 1993. Ex-pétiste, a quitté le PT après 2002. Sans parti mais sympathisant du PSTU. Rupture aussi avec la CUT et la FUP.
MOSCHKOVICH, Beto	Brasília (DF), le 17/07/2014	PT	ART	Ex – bancaire SP	<i>Bancário</i> . Syndicaliste <i>anti-pelego</i> à São Paulo. à la Caixa Econômica en 89. Plusieurs mandats de dirigeant syndical bancaire SP. En 2003, poste de confiance de gérant d'entreprise.

OLIVEIRA, Francisco « Chico » de	São Paulo (SP), le 22/05/2014	Ex-PT				Sociologue très connu. Intellectuel pétiste de la première heure, mais aujourd'hui très critique sur le PT et Lula, sur sa gauche.
OLIVEIRA DE JESUS, Ivan	Aracaju (SE), le 02/07/2014	Ex-PT				Employé des impôts. Syndicaliste depuis 1989. Fils d'un militant communiste, de Feira de Santana (BA). Devenu dirigeant syndical (fisc) à Aracaju (SE). Pétiste depuis 1989, en rupture de gauche avec PT et CUT.
PAÍM, Paulo	Canoas (RS), le 11/06/2014	PT		Ex – métallurgie RS		Métallo à Canoas (RS), devenu dirigeant syndical. Puis parlementaire accompli, député fédéral puis sénateur. Rôle important dans la Constituante.
POMAR, Valter	Brasília (DF), le 09/08/2010	PT	AE	Non		Dirigeant national de l' <i>Articulação de Esquerda</i> . Membre du DN depuis 1997. Responsable des affaires internationales du PT en 2010.
PONT, Raúl	Porto Alegre (RS), le 10/06/2014	PT	DS			Fondateur d' <i>Em Tempo</i> et de la DS et un de ses principaux dirigeants. A été maire de Porto Alegre (1997-2001). A aussi été élu dans l'Etat et nationalement.
"PROFETA", José Eudes	São Bernardo do Campo (SP), le 14/08/2014	PT	ART			Ouvrier métallurgiste originaire du Nordeste, devenu syndicaliste chez Mercedes à l'époque où Lula était dirigeant syndical. Militant bénévole du PT dès la première heure.
SANTA CRUZ, Ana Lúcia	Rio de Janeiro (RJ), le 18/08/2010	PT	Ex-CS	Oui – bancaire RS puis RJ		Militante PT et syndicaliste du secteur bancaire. Militante trotskyste de la CS à l'origine, a rompu avec la tendance et est restée au PT.
SANTA CRUZ, Marcelo	Olinda (PE), le 20/08/2010	PT				Militant fondateur du PT à Olinda (PE). Passé un moment par le PSB. Avocat défenseur des droits humains
SANTA CRUZ, Rosalina	São Paulo (SP) le 07/08/2010	PT				Résistante dans la clandestinité (VAR-Palmares), arrêtée et torturée par la dictature. Rejoint le PT à sa fondation, militante féministe à São Paulo. Assistante sociale, elle a été collaboratrice de Luiza Erundina à la mairie de la capitale.
SILVA, Edvan	João Pessoa (PB), le 22/08/2014	PT	Ex-DS	Ex – textile PB		Militant syndical du secteur textile, fondateur du PT à João Pessoa (PB).
SANTOS, Sônia	Recife (PE), le 06/07/2014	PT		Oui – syndicat rural PE		Pétiste militante de la FETAG-PE, syndicat rural, Recife (PE). Elle rejoint le PT peu après sa fondation, et le quittera en 2002.
SANTOS GOUVÊA, Glauco dos	João Pessoa (PB), le 23/06/2014	PT		Oui – impôts PB		Ingénieur civil, puis fonctionnaire des impôts. Aujourd'hui retraité. Directeur (3 mandats) du Sindifisco-PB (synd. des employés du fisc de l'Etat de Paraíba), et directeur de la Fenafisco (fédération nationale des syndicats des impôts). Rejoint le PT en 1990, comme adhérent

SANTOS NETO, Manoel Isidro dos	João Pessoa (PB), le 23/06/2014	PSB		Oui – impôts PB	Comptable et inspecteur des impôts. Ex-président du syndicat des employés municipaux de João Pessoa, puis président (2 mandats) du Sindifisco-PB (syndicat des employés du fisc de l'Etat de Paraíba). Puis 2 mandats de président de la fédération nationale des syndicats des impôts (Fenafisco). Pas pétiste, adhérent PSB.
SELERGES, Moisés	São Bernardo do Campo (SP) le 15/08/2014	PT	ART	Oui – métallurgie SP	Métallurgiste chez Mercedes (São Bernardo do Campo). Syndicaliste et pétiste depuis 1989. En 2014, dirigeant du syndicat de la métallurgie de São Bernardo et Diadema.
SINGER, Paul	réponse écrite obtenue le 15/09/2010	PT			Fondateur du PT. Economiste déjà connu alors. A été secrétaire à la planification à São Paulo dans l'administration Erundina. Responsable du commerce équitable sous Lula.
SKROMOV, Paulo	Avaré (SP), les 07 et 21/07/2012	PT	Ex-DS	Oui – cuir SP; ex-dirigeant national CUT	Syndicaliste pauliste du secteur du cuir, a été un rouage essentiel de la fondation du PT. Est resté ensuite à la base dans le PT mais a été dirigeant national de la CUT ( <i>CUT pela Base</i> ). De formation trotskyste (OSI, puis DS dans le PT). Aujourd'hui retraité.
SOARES, André Severo "Indio"	Canoas (RS), le 09/06/2014	PT	DS	Oui – métallurgie RS	A été pétiste avant d'être syndicaliste, militant de quartier. Dirigeant du syndicat des métaux de Canoas (RS) depuis 1996. Métallo chez Alstom.
SOKOL, Markus	São Paulo (SP), le 12/08/2010	PT	OT		Dirigeant national de l'OSI (trotskyste) puis de la tendance <i>O Trabalho</i> du PT. Permanent de sa tendance en 2010.
SORIANO, Joaquim	Brasília (DF), le 10/08/2010	PT	DS		Fondateur du PT. Dirigeant national de la DS. Il a souvent été membre du DN et de la CEN (trésorier, secrétaire général, secrétaire à la formation, à l'organisation...)
SUPLICY, Eduardo	São Paulo (SP), le 26/08/2010	PT			Elu pétiste très respecté. Député d'Etat (SP) pour le MDB d'abord, puis premier sénateur du PT, encore à ce poste en 2010, après 3 réélections.
TENÓRIO, Luiz	Rio de Janeiro (RJ), le 18/08/2010	PT		Oui – médecins RJ	Médecin syndicaliste, professeur à l'UERJ (RJ). Fondateur du PT à Rio. A été dirigeant syndical national pour les médecins.
TOZINI, Abílio	Rio de Janeiro (RJ), le 29/07/2014	PT	Plutôt CS au début puis ART (CNB)	Oui – pétrole RJ	A rejoint le PT en 1989 et participé à quelques campagnes mais avant tout syndicaliste. Au début, proche des idées de la CS. S'est rapproché du courant majoritaire ensuite. Dirigeant syndical des <i>petroleiros</i> RJ.
"VICENTINHO", Vicente Paulo da Silva	São Bernardo do Campo (SP), le 23/07/2012	PT	ART	Ex – métallurgie SP Dirigeant national CUT	Ex-métallurgiste de São Bernardo do Campo, a été dirigeant du syndicat métallo local; puis président de la CUT, puis parlementaire pétiste. Député fédéral en 2012.

WOHLFAHRT, Abel	Cláudio	Porto Alegre (RS), le 27/05/2014	PSoL	DS	Oui – police civile RS	Rejoint le PT et la DS dans les années 1980. Jeune policier, dans l'action syndicale dès 1994. A travaillé au sein du gouvernement d'Olívio Dutra en 1998. A quitté le PT et rejoint le PSoL en 2005. Dirigeant syndical en 2014.
-----------------	---------	----------------------------------	------	----	------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## **Annexe 2 : Régions et Etats de la Fédération brésilienne**

Le Brésil est un Etat fédéral composé aujourd'hui de 27 Etats fédérés (codifiés au plan administratif par deux lettres), et répartis en 5 grandes régions administratives : *Sul* (sud), *Sudeste* (sud-est), *Nordeste* (nord-est), *Norte* (nord) et *Centro-Oeste* (centre-ouest). Voici les noms de ces Etats et les codes correspondants, par ordre alphabétique :

<b>Code</b>	<b>Etat</b>	<b>Capitale</b>	<b>Région</b>
AC	Acre	Rio Branco	<i>Norte</i>
AL	Alagoas	Maceió	<i>Nordeste</i>
AM	Amazonas	Manaus	<i>Norte</i>
AP	Amapá	Macapá	<i>Norte</i>
BA	Bahia	Salvador	<i>Nordeste</i>
CE	Ceará	Fortaleza	<i>Nordeste</i>
DF	Distrito Federal	Brasília	<i>Centro-Oeste</i>
ES	Espírito Santo	Vitória	<i>Sudeste</i>
GO	Goiás	Goiânia	<i>Centro-Oeste</i>
MA	Maranhão	São Luis	<i>Nordeste</i>
MG	Minas Gerais	Belo Horizonte	<i>Sudeste</i>
MS	Mato Grosso do Sul	Campo Grande	<i>Centro-Oeste</i>
MT	Mato Grosso	Cuiabá	<i>Centro-Oeste</i>
PA	Pará	Belém	<i>Norte</i>
PB	Paraíba	João Pessoa	<i>Nordeste</i>
PE	Pernambuco	Recife	<i>Nordeste</i>
PI	Piauí	Teresina	<i>Nordeste</i>
PR	Paraná	Curitiba	<i>Sul</i>
RJ	Rio de Janeiro	Rio de Janeiro	<i>Sudeste</i>
RN	Rio Grande do Norte	Natal	<i>Nordeste</i>
RO	Rondônia	Porto Velho	<i>Norte</i>
RR	Roraima	Boa Vista	<i>Norte</i>
RS	Rio Grande do Sul	Porto Alegre	<i>Sul</i>
SC	Santa Catarina	Florianópolis	<i>Sul</i>
SE	Sergipe	Aracaju	<i>Nordeste</i>
SP	São Paulo	São Paulo	<i>Sudeste</i>
TO	Tocantins	Palmas	<i>Norte</i>

## **Annexe 3 : Glossaire des termes brésiliens utilisés**

**aldeia(s)** : village(s) indigène(s).

**bandeirante(s)** : homme(s) engagé(s) dans des expéditions de chasse aux Indiens ou de recherche de métaux précieux dans, ou à partir de l'Etat de São Paulo.

**boias-frias** : ce sont des salariés agricoles qui, expulsés des champs, constituent une masse de travailleurs temporaires qui résident en général à la périphérie des grandes villes. Ils se déplacent d'une région agricole à une autre, en suivant le cycle productif des différentes cultures. Ce sont des agriculteurs mais ils ne possèdent pas leurs propres terres. Ce sont donc des prolétaires de la campagne.

**caboclo(s)** : ce terme peut signifier essentiellement trois choses selon le contexte : 1) métis de Blanc et d'Indien ; puis 2) indigène(s) du Brésil ou 3) paysan(s).

**cachaça** : boisson alcoolisée à base de canne à sucre.

**candomblé** : cultes ou centres de culte afro-brésilien, implantés notamment dans la Bahia.

**câmara** : parlement (« chambre »), instance législative. En particulier, localement, conseil municipal. Représente le pouvoir législatif dans le municípe.

**capixaba** : relatif à l'Etat d'Espírito Santo (ES).

**carioca** : de la ville Rio de Janeiro – nom ou adjectif.

**casa grande** : maison de maître (à l'époque esclavagiste).

**Centro-Oeste** : l'une des 5 régions administratives du Brésil (le Centre-ouest) regroupant les Etats de Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Goiás – dont la partie nord devient l'Etat fédéré de Tocantins, rejoignant la région Nord en 1988 – et le District Fédéral (DF).

**colono(s)** : métayer(s).

**cruzado** : unité monétaire.

**cruzeiro** : unité monétaire.

**engenho** : moulin à sucre.

**entreguismo** : mot qui signifie, péjorativement, l'abandon des richesses nationales au capital étranger.

**entreguista** : adjectif qui dénonce le fait, pour une personne, un groupe ou une classe sociale, de pratiquer l'*entreguismo*.

**Estado novo** : c'est « le nouvel Etat » mis en place par Getúlio Vargas entre 1937 et 1945, caractérisé par une dictature de type nationaliste et populiste, avec notamment la création de liens de domination directs de l'Etat sur le mouvement syndical.

**favela(s)** : quartier(s) populaire(s) misérable(s), principalement dans une grande ville.

**favelado(s)** : habitant(s) d'une favela.

**fazenda** : une fazenda est une exploitation agricole, souvent comprise comme grande..

**fazendeiro** : le fazendeiro est le propriétaire d'une fazenda.

**fluminense** : relatif à l'Etat de Rio de Janeiro

**foquismo** : en français "foquisme". Ce terme vient du mot espagnol *foco* (foyer). C'est une théorie de guerre révolutionnaire, à l'origine formulée par Che Guevara – qui déclarait vouloir faire « un, deux, plusieurs Vietnam... » afin de lutter contre l'impérialisme des États-Unis – puis reprise et systématisée par Régis Debray dans 'Révolution dans la Révolution' (1967). Cette théorie est fondée sur la création de *foyers* de guérilla rurale et a été à l'origine de plusieurs guérillas dans les années 1960 en Amérique Latine. L'idée est de s'appuyer sur des guérillas soutenues par la paysannerie, avant de s'attaquer aux villes pour renverser le pouvoir en place, à l'imitation de ce qui s'est — ou se serait — passé à Cuba. Cette théorie innove par rapport à la stratégie alors adoptée notamment par les partis communistes et trotskyistes, qui refusaient d'entamer la lutte armée tant qu'un parti révolutionnaire de masse n'avait pas été créé. Au contraire, Guevara et Debray préconisaient une lutte armée, menée par un petit groupe de militants qui rallieraient progressivement les paysans aux alentours. Cette guérilla devait d'elle-même, en principe, créer les conditions politiques d'une révolution, en suscitant le ralliement massif de la population à la cause révolutionnaire, transformant la guérilla en guerre révolutionnaire de masse. Ainsi, l'organisation militaire précédait l'organisation politique.

**gaúcho, gaúcha** : originaire de l'Etat du Rio Grande do Sul (RS) – nom ou adjectif.

**Golpe** : coup d'Etat.

**governador(a)** : dans la constitution de 1988, il/elle est élu(e) en même temps qu'un(e) *vice-governador(a)* et représente la plus haute autorité exécutive dans un Etat fédéré.

**Intentona** : encore un mot difficile à traduire. On pourrait peut-être dire « grosse tentative » pour rendre l'idée. Il s'agit de la tentative d'insurrection armée menée par le PCB en 1935 et qui a eu de grosses répercussions sur l'histoire brésilienne du 20<sup>e</sup> siècle et celle du mouvement ouvrier en particulier.

**Intervenção (pl. intervenções)** : décision du gouvernement, via le ministère du travail, de prendre la direction d'un syndicat, en nommant à sa tête des fonctionnaires de confiance, en remplacement d'une direction syndicale qui posait trop de problèmes au pouvoir politique. Cette pratique a été très fréquemment utilisée sous la dictature militaire.

**interventor(es)** : personne(s) nommée(s) par le gouvernement pour un poste dirigeant. Sous Vargas, il s'agissait des gouverneurs nommés par lui, en remplacement des

précédents, à la tête de la plupart des Etats de la fédération. Sous la dictature militaire, ce mot concerne surtout les dirigeants syndicaux nommés par le ministère du travail en remplacement de dirigeants syndicaux démissionnaires de leurs fonctions par le régime.

***mata (atlântica)*** : zone de végétation buissonnante, zone littorale de quelques dizaines de kilomètres, où est notamment cultivée la canne à sucre, en particulier dans le *Nordeste*.

***mineiro, mineira*** : originaire de l'Etat du Minas Gerais (MG) – nom ou adjectif.

***morro(s)*** : pointement(s) de granit sur le(s)quel(s) à Rio, s'élèvent de nombreuses *favelas*.

***município(s)*** : on traduit ce terme par « municípe(s) ». C'est l'échelon local de la hiérarchie administrative et du découpage territorial du pays. Il y en a plus de 5 500 au Brésil. Ils sont de taille très variables, certains sont très peuplés – par exemple le municípe de São Paulo (la ville « intra muros ») compte plus de 11 millions d'habitants – tandis que certains autres sont très étendus – par exemple le municípe d'Altamira dans l'Etat du Pará est plus vaste que le Portugal. Le pouvoir exécutif du municípe est détenu par le *prefeito*, tandis que son pouvoir législatif est entre les mains de la *câmara municipal*, composée de *vereadores*.

***Nordeste*** : l'une des 5 régions administratives du Brésil (le Nord-est) regroupant les Etats de Bahia, Sergipe, Alagoas, *Pernambuco* (Pernambouc), Paraíba, Rio Grande do Norte, Ceará, Piauí et Maranhão.

***Norte*** : l'une des 5 régions administratives du Brésil (la région Nord) regroupant les Etats de Pará, Amazonas, Acre, Rondônia, Amapá, Roraima et Tocantins ; en 1988, les Territoires d'Amapá et de Roraima acquièrent le statut d'Etats fédérés, et la région administrative s'agrandit en intégrant le nouvel Etat de Tocantins – la partie nord du Goiás devenue elle aussi un Etat fédéré.

***Nova República*** : Nom donné à la période historique brésilienne qui commence avec la fin de la dictature militaire. D'ordinaire, les historiens font démarrer cette période au moment de la victoire de Tancredo Neves à l'élection indirecte à la présidence, le 15 janvier 1985.

***parceria*** : système de métayage.

***partidão*** : appellation du PCB (à peu près « grand parti », ou « LE parti »).

***pau-de-arara*** : nom populaire donné à un moyen de transport irrégulier utilisé dans le *Nordeste*, consistant à l'utilisation de camions (qui servent aussi à la vente de fruits, par exemple) pour le transport de passagers.

***paulista*** : habitant de, ou relatif à l'Etat de São Paulo.

***paulistano/a*** : habitant(e), ou relatif/ve à la ville de São Paulo.

***pelegada*** : ensemble des *pelegos* à la tête d'une structure syndicale.

***pelego*** : ce mot désigne de façon péjorative le dirigeant officiel d'un syndicat, non pas au



service des travailleurs qu'il est censé représenter, mais de ses autorités de tutelles au ministère du Travail. Il se caractérise par la servilité vis-à-vis de celles-ci et le manque de loyauté vis-à-vis de la base. Lula – interviewé alors qu'il était encore syndicaliste – explique ainsi ce mot, très courant au Brésil, dans l'une de ses interviews : « *Le pelego, c'est cette pièce de cuir qui sépare la selle du corps du cheval. Pour nous, ce qu'on appelle 'pelego', c'est le dirigeant syndical qui est le pare-choc entre le travailleur et l'entreprise, c'est-à-dire cet homme qui sert d'intermédiaire, seulement pour éviter que la classe ouvrière ne parvienne à gagner quelque chose* »<sup>1</sup>.

**peleguismo** : c'est le phénomène social caractérisé par la domination des pelegos sur les syndicats. Valério Arcary explique ainsi le mécanisme d'aspiration sociale qui est à l'origine : « *Les dirigeants syndicaux quittent l'usine et vont dans les syndicats, ils se transforment en professionnels syndicaux, ils renforcent en retour les directions des syndicats, un grand appareil professionnel, et ils se séparent de la classe* »<sup>2</sup>. Et sauf dans de rarissimes exceptions, ces dirigeants ne retournent pas à l'usine ou dans l'entreprise qui les employait.

**planalto** : haut plateau. Avec une majuscule, **o Planalto** désigne Brasilia (situé sur le plateau central), et en particulier palais servant de siège à la présidence de la Fédération.

**posseiro(s)** : propriétaire(s) modeste(s) ou occupant(s) du sol sans titre

**prefeito/a** : c'est plus ou moins le/la maire. Il/elle représente la plus haute autorité exécutive d'un munícipe, et est élu(e) indépendamment de l'instance législative (le conseil municipal) et en même temps qu'un(e) *vice-prefeito/a*.

**real (pl. reais)** : le real (pl. reais) est la monnaie brésilienne actuelle, depuis le Plan Real de F.H. Cardoso en 1994. On le note R\$ au Brésil.

**seringueiro(s)** : exploitants indiens ou cabocles amazoniens ou nordestins de la bourrache (latex).

**sertão** : plateau intérieur semi-aride du Brésil (*Nordeste* et Centre).

**sertanejo(s)** : habitant(s) du *sertão*.

**Sudeste** : l'une des 5 régions administratives du Brésil (le Sud-est) regroupant les Etats de Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais et Espírito Santo.

**Sul** : l'une des 5 régions administratives du Brésil (le Sud) regroupant les Etats de Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul.

**tenentismo** : un terme bien difficile à traduire. Un équivalent français pourrait peut-être être

---

<sup>1</sup> Lula, *Entrevistas e Discursos*, 2<sup>a</sup> Edição, Editora o Reporter de Guarulhos, 1981, p.68.

<sup>2</sup> In: Marta Harnecker, *O Sonho Era Possível, A história do Partido dos Trabalhadores narrada por seus protagonistas*, Mepla/Casa América Livre, 1994, p.20

« lieutenantisme ». Il s'agit d'un mouvement de lieutenants et de jeunes officiers nationalistes de l'armée de terre. Il se manifeste réellement dès les années 1920. Ils veulent intervenir en politique pour sortir le Brésil de la domination des vieilles oligarchies dominantes et rompent avec le conservatisme de la haute hiérarchie militaire. Mais la confusion et le flou politiques dominent ce mouvement.

**terreiro(s)** : lieu(x) de culte afro-brésilien.

**umbanda** : religion afro-brésilienne.

**vereador(es)** : conseiller(s) municipal/aux.

## Annexe 4 : Sigles et abréviations divers utilisés dans cette étude

<b>1. Sigles des tendances, fractions, organisations, partis et fronts politiques</b>			
<b>Sigles</b>	<b>Nom complet en portugais</b>	<b>Traduction en français</b>	<b>Remarques</b>
AAB	<i>Aliança Anticomunista Brasileira</i>	Alliance anticommuniste brésilienne	Une organisation terroriste responsable d'innombrables attentats pendant la dictature militaire
AD	<i>Aliança Democrática</i>	Alliance démocratique	Pacte réalisé entre un certain nombre de politiciens du centre et de la droite pour gagner l'élection présidentielle indirecte en 1985 et ayant conduit à l'élection de Tancredo Neves et José Sarney.
AE	<i>Articulação de Esquerda</i>	Articulation de gauche	Un courant du PT qui surgit, en 1993, de la division du courant autour de Lula qui était apparu en 1983, l'Articulation. L'AE fait partie d'un bloc de la gauche du parti
AIB	<i>Aliança Integralista Brasileira</i>	Alliance Intégraliste brésilienne	Les intégralistes (Connus aussi comme Chemises Vertes) sont une variété brésilienne de parti d'extrême droite, très antisémite et fort dans les années 1930, jusqu'à l' <i>Estado Novo</i> et la dictature de Vargas en 1937
ALN	<i>Ação Libertadora Nacional</i>	Action libératrice nationale	Organisation de gauche pratiquant la lutte armée (guérilla urbaine), provenant d'une rupture sur la gauche avec le PCB, à la fin 1966, autour de Carlos Marighella. Elle sera désintégrée par la répression de la dictature.
ANL	<i>Aliança Nacional Libertadora</i>	Alliance nationale libératrice	Alliance constituée en mars 1935 et composée de divers courants idéologiques (démocrates, <i>tenentes</i> , ouvriers et intellectuels de gauche) pour lutter contre la montée du fascisme, avec le soutien du PCB.
AP	<i>Ação Popular</i>	Action populaire	Mouvement politique de gauche né en 1962, à partir de militants de la gauche catholique, notamment des jeunes, défendant initialement l'idée d'un « socialisme humaniste ». Passe à la clandestinité et adopte le marxisme-léninisme en devenant APML en 1971
APML	<i>Ação Popular Marxista Leninista</i>	Action populaire marxiste-léniniste	Nom officiel donné à l'AP après 1971 et l'adoption d'une ligne influencée notamment par le maoïsme
APS	<i>Aliança Popular Socialista</i>	Alliance Populaire Socialiste	Courant qui après des regroupements, quitte le PT en 2005 pour rejoindre le PSoL
ARENA	<i>Aliança Renovadora Nacional</i>	Alliance rénovatrice nationale	Le parti de la dictature, qui a ensuite changé de nom pour devenir le PDS
Art	<i>Articulação (dos 113)</i>	Articulation (des 113)	Courant majoritaire du PT, créé en 1983 par Lula et d'autres
AUNL	<i>Articulação - Unidade na Luta</i>	Articulation Unité dans la lutte	C'est le courant qui reste structuré autour de Lula de 1993 à 1999, quand l'Articulation se scinde en deux parties.
BOC	<i>Bloco Operário e Camponês</i>	Bloc ouvrier et paysan	Front électoral mis en place par le PCB à la fin des années 1920
BS	<i>Brasil Socialista</i>	Brésil socialiste	Un courant du PT, constitué en décembre 1990. Bien que formé par des pétistes d'origines très variées, son noyau d'origine est constitué de dirigeants et de militants venus du PCBR
CCC	<i>Comando de Caça aos Comunistas</i>	Escadron de chasse aux communistes	Une organisation paramilitaire d'extrême droite, comme son nom l'indique, mise en place en 1963 et soutenant la dictature militaire.

CM	<i>Campo Majoritário</i>	Camp majoritaire	Nom donné, entre 1999 et 2005, à l'alliance majoritaire (composée de la droite et du centre) au sein du PT
CNB	<i>Construindo um Novo Brasil</i>	Construire un nouveau Brésil	C'est le nom du courant qui prend la suite du Camp Majoritaire en 2006, avec notamment la figure de Lula.
CO	<i>Causa Operária</i>	Cause ouvrière	1980-1992. Tendance d'obédience trotskyste, issu d'une scission de l'OSI lambertiste et ayant adhéré au PT dès la naissance de celui-ci. Exclue du PT en 1991, elle va constituer alors le petit Parti de la Cause Ouvrière (PCO)
Colina	<i>Comando de Libertação Nacional</i>	Commandement de libération nationale	Organisation guérillériste issue en 1967 de l'ORM-Polop
CORQI	<i>Comitê de Reestruturação da IV Internacional</i>	Comité pour la reconstruction de la IV Internationale	Regroupement international issu de la scission de la IV Internationale en 1952, autour de P.Lambert et des positions qu'il défendait.
CS	<i>Convergência Socialista</i>	Convergence socialiste	L'un des courants trotskystes, tendance moréniste, qui existait sous ce nom en 1978. Rejoint le PT en 1980, mais restera très critique. Courant majoritairement exclu du PT en 1992, qui fondera ensuite le PSTU.
CST	<i>Corrente Socialista dos Trabalhadores</i>	Courant socialiste des travailleurs	Courant de gauche issu de la Convergence Socialiste, et resté au PT après l'exclusion de 1992. A quitté le PT en 2003 pour constituer un des courants du PSoL.
Dem	<i>Democratas</i>	Démocrates	C'est le nom pris par le PFL (Parti du Front Libéral), lui-même issu du parti qui soutenait la dictature militaire, à partir de 2005.
DL	<i>Dissidência Leninista</i>	Dissidence léniniste	Courant dissident du PCB dans le Rio Grande do Sul
DR	<i>Democracia Radical</i>	Démocratie radicale	Tendance du PT constituée en 1992 et se situant à la droite de l'arc des forces politiques qu'il regroupe. Trouve son origine dans la critique du marxisme formulée par le courant Nouvelle Gauche – Projet pour le Brésil. La DR va rejoindre le Camp Majoritaire en 1995. La majorité de la DR se fond complètement dans celui-ci en 2001.
DS	<i>Democracia Socialista</i>	Démocratie socialiste	Tendance du PT l'ayant rejoint à sa fondation sous le nom d'ORM-DS. Liée au SU de la IV Internationale jusqu'en 2004, elle s'en éloigne ensuite
EM	<i>Esquerda Marxista</i>	Gauche marxiste	Tendance du PT apparue en 2007
FB	<i>Fração Bolchevique</i>	Fraction Bolchevique	Fraction publique qui apparaît en 1970 dans le POC, lui-même issu de l'OCMP-Polop
FBP	<i>Frente Brasil Popular</i>	Front Brésil populaire	Nom donné à la coalition de gauche à laquelle participe le PT pour les élections de 1989.
FS	<i>Força Socialista</i>	Force socialiste	Un courant organisé de la gauche du PT, apparu en 1989 et issu à l'origine du Mouvement Communiste Révolutionnaire. La FS s'éloigne de plus en plus de la majorité du PT à partir de 1998, se développe en agrégeant d'autres courants. Elle quitte le PT en 2005, pour rejoindre le PSoL sous le nom d'Alliance Populaire Socialiste.
HV	<i>Hora da Verdade</i>	Heure de vérité	Un manifeste lancé en 1993 par un certain nombre de responsables de l'Articulation, et qui va donner naissance à l'Articulation de Gauche (AE)

LCI	<i>Liga Comunista Internacionalista</i>	Ligue communiste internationaliste	Organisation trotskyste, nom de l'Opposition de Gauche, fondée en <u>1931</u> , par le groupe de militants communistes opposés à la politique du PCB, qui réunit des personnalités telles qu' <u>Aristides Lobo</u> , <u>Lívio Xavier</u> , <u>Mário Pedrosa</u> , ou <u>João da Costa Pimenta</u> . En <u>1934</u> elle intègre de nouveaux opposants de gauche à la ligne du PCB
Libelu	<i>Liberdade e Luta</i>	Liberté et lutte	Organisation de jeunesse liée à l'OSI et surtout implantée parmi les étudiants à la fin des années 1970 jusqu'à ce que l'OSI rejoigne le PT
LO	<i>Liga Operária</i>	Ligue Ouvrière	Une des scissions du POR, la Fraction bolchevique, est à l'origine de la LO, vers le milieu des années 1970. Plus tard LO deviendra le PST et rejoindra la CS.
MCR	<i>Movimento Comunista Revolucionário</i>	Mouvement communiste révolutionnaire	Courant de gauche du PT actif de 1985 à 1989, provenant d'une volonté de regroupement de différentes organisations agissant dans le PT : l' <i>Ala Vermelha</i> , l'OCDP, et le MEP
MEP	<i>Movimento de Emancipação do Proletariado</i>	Mouvement d'émancipation du prolétariat	Organisation fondée en 1976 à partir de la <u>Fraction Bolchevique</u> de l'OCML-Polop
MP	<i>Mensagem ao Partido</i>	Message au parti	Mouvement interne au PT apparue en 2005 <sup>22</sup> et où l'on retrouve notamment la majorité de l'ancienne DS ( <i>Democracia Socialista</i> ) avec d'autres personnalités du PT
MR8	<i>Movimento Revolucionário 8 de outubro</i>	Mouvement révolutionnaire du 8 octobre	A l'origine, une rupture sur la gauche du PCB, dont le nom est lié au 9 octobre 1967, date de la mort de "Che" Guevara. Après une phase de lutte armée, un tournant vers le communisme stalinien plus traditionnel s'opère. Cette orientation est très marquée à la fin des années 1970.
MDB	<i>Movimento Democrático Brasileiro</i>	Mouvement démocratique brésilien	Il s'agit de l'organisation regroupant toute l'opposition autorisée par la dictature militaire de 1964 à 1979, année qui marque la fin du bipartisme.
MNR	<i>Movimento Nacionalista Revolucionário</i>	Mouvement nationaliste révolutionnaire	A partir de 1960 et de la victoire castriste à Cuba, le MNR, organisation armée et illégale, cherche à incorporer le Brésil au "bloc communiste". Après 1964, il veut étendre la lutte de guérilla ayant prévalu à Cuba à la lutte contre la dictature militaire. Le MNR brésilien, très militariste, était surtout composé de militaires, avec le renfort d'autres militants. Il faisait notamment parvenir du matériel militaire aux organisations de guérilla. Le MNR, selon certains, était influencé par Leonel Brizola, gouverneur de Rio de Janeiro en exil pendant la dictature. D'autres sources contestent cette interprétation. Brizola lui-même a démenti cela plus tard, à la télévision. L'essentiel du MNR fusionnera plus tard avec la Polop dans la VPR.
MPT	<i>Movimento PT</i>	Mouvement PT	Courant interne du PT fondé en 1999, enregistré comme tendance en 2003, et visant officiellement à débloquent les relations internes au parti et à défendre son caractère socialiste. Plus gros courant d'opposition au regroupement majoritaire CNB.

NE	<i>Nova Esquerda – Projeto para o Brasil</i>	Nouvelle gauche – Projet pour le Brésil	Courant du PT né en 1991. Il est devenu l'un des plus à droite, les plus modérés sur le spectre pétiste. Ce courant a développé une critique fondamentale du marxisme à partir de sa thèse, en 1990, intitulée Projet pour le Brésil. C'est l'origine du courant qui prendra postérieurement le nom de Démocratie Radicale, laquelle rejoindra l'Articulation pour former le Camp Majoritaire entre 1995 et 2005. Des groupes ont gardé le nom de Nouvelle Gauche, notamment dans le Ceará.
NR	<i>Novo Rumo</i>	Nouveau chemin	Continuation de la tendance <i>Hora da Verdade</i> (AE) après 2007
OCDP	<i>Organização Comunista Democrática do Proletariado</i>	Organisation communiste démocratique du prolétariat	Regroupement fondé en 1982 et réunissant des restes de l'APML
OCML-PO	<i>Organização de Combate Marxista-Leninista – Política Operária</i>	Organisation de combat marxiste-léniniste – Politique ouvrière	C'est le nom officiel de ce qui s'appelle aussi la Nouvelle Polop ( <i>Nova Polop</i> ) après de nombreuses scissions.
OMB	<i>Organização Marxista Brasileira</i>	Organisation marxiste brésilienne	Groupe trotskyste issu de la Fraction bolchevique (elle-même issue du POR) et qui sera plus connue sous le nom de Libelu ( <i>Liberdade e Luta</i> )
ORM-DS	<i>Organização Revolucionária Marxista – Democracia Socialista</i>	Organisation révolutionnaire marxiste – Démocratie socialiste	Organisation liée au SU de la IV Internationale et gardant ce nom jusqu'en 1986. Connue notamment par son journal, <i>Em Tempo</i> . Après avoir rejoint le PT à sa fondation, elle se transforme officiellement en tendance du PT en 1986, sous le nom de DS (Démocratie Socialiste)
ORM-Polop	<i>Organização Revolucionária Marxista – Política Operária</i>	Organisation révolutionnaire marxiste – Politique ouvrière	La Polop est une organisation de gauche opposée à la ligne du PCB, et qui a servi de matrice, après de nombreuses scissions, notamment, aux organisations suivantes : Colina, VPR, POC, VAR-Palmares, OCML-PO, MCR, MEP. Ses racines se situent dans la Jeunesse Socialiste du PSB, qui forme l'ORM-Polop en février 1961 à partir de la fusion de cercles étudiants en provenances de la ' <i>Mocidade Trabalhista</i> ' de Minas Gerais, de la <i>Liga Socialista</i> de São Paulo, de sympathisants de Rosa Luxemburg, de certains trotskystes et de dissidents du PCB do Rio de Janeiro, São Paulo et Minas Gerais. Paul Singer a participé à cette organisation.
OSI	<i>Organização Socialista Internacionalista</i>	Organisation socialiste internationaliste	Organisation d'obédience trotskyste lambertiste. Après avoir rejeté le PT, cette organisation, connue par son journal ( <i>O Trabalho</i> ) a fait un virage à 180° et rejoint ce parti pour se constituer ensuite en tendance. Elle ne l'a jamais quitté depuis.
OT	<i>O Trabalho</i>	Le Travail	Journal de l'OSI, et ensuite nom pris par la tendance du PT correspondant à cette mouvance politique.
PAN	<i>Partido dos Aposentados da Nação</i>	Parti des retraités de la nation	Parti fondé en février 1998 afin de défendre les droits des retraités du pays. Figure la plus connue : Osmar Lins. En 2006, il incorporera le PTB.

PCdoB	<i>Partido Comunista do Brasil</i>	Parti communiste du Brésil <sup>1</sup>	C'est le nom donné au Parti Communiste du Brésil, pro-chinois puis pro-albanais, après la scission de 1962
PCdoB-AV	<i>Ala Vermelha do PCdoB</i>	Aile rouge du PCdoB	Une organisation de gauche issue d'une scission du PCdoB au tournant des années 1980, et qui rejoint majoritairement le PT.
PCB	<i>Partido Comunista do Brasil puis Partido Comunista Brasileiro</i>	Parti communiste du Brésil puis Parti communiste brésilien	C'est le nom donné à la fois au Parti Communiste du Brésil, depuis sa création en 1922 jusqu'à 1962, puis au Parti Communiste Brésilien, pro-Moscou, après la scission de 1962.
PCBR	<i>Partido Comunista Brasileiro Revolucionário</i>	Parti communiste brésilien révolutionnaire	Parti constitué en rupture, sur la gauche, avec l'orientation du PCB, en avril 1968, qui a participé à la lutte armée contre la dictature, et s'est reconstitué ensuite, surtout à partir de militants au retour d'exil, pour rejoindre le PT comme courant organisé.
PCO	<i>Partido da Causa Operária</i>	Parti de la cause ouvrière	Petit parti d'origine trotskyste fondé après l'exclusion de la tendance CO du PT en 1991.
PCR	<i>Partido Comunista Revolucionário</i>	Parti communiste révolutionnaire	Parti clandestin fondé en mai 1966 – donc sous la dictature – à Recife – PE, se fondant sur les principes du “ <u>marxisme-léninisme</u> ” (version maoïste) par des militants issus du PCdoB provenant du milieu étudiant et par certains activistes des Ligues Paysannes. Dans un premier temps, il a une stratégie d'implantation régionale dans le <i>Nordeste</i> , et ensuite il visera une implantation nationale, particulièrement dans les milieux syndicaux et étudiants. Il défend une ligne de guerre populaire prolongée, des principes d'organisation rigides et ne peut parvenir à se rapprocher de la VPR en 1968 pour cette raison. Malgré la répression intense, le PCR est parvenu à maintenir une influence dans le milieu étudiant. En juillet 1981, le PCR recherche l'unité des forces se réclamant du communisme au Brésil, et décide de la fusion avec le MR-8. Le PCR va ainsi cesser de fonctionner de façon indépendante jusqu'en 1995, date à laquelle, après de grosses batailles internes, le noyau d'origine du PCR rompt définitivement avec le MR-8 et refonde le PCR, en même temps qu'une organisation de jeunesse, l'UJR ( <i>União da Juventude Rebelião</i> )
PDS	<i>Partido Democrático Social</i>	Parti démocratique social	Le parti qui a fait suite à l'ARENA, en soutien à la dictature militaire
PDT	<i>Partido Democrático Trabalhista</i>	Parti démocratique travailliste	Un des deux partis « travaillistes » se réclamant de l'héritage du varguisme au Brésil après la fin du bipartisme. Parti dirigé par Leonel Brizola.
PFL	<i>Partido da Frente Liberal</i>	Parti du front libéral	Parti de droite, issu d'une partie du PDS (parti de la dictature). Implantation traditionnellement forte dans le <i>Nordeste</i> .
PGT	<i>Partido Geral dos Trabalhadores</i>	Parti général des travailleurs	Parti créé en 1995 par des dirigeants de la CGT (Confederação Geral dos Trabalhadores). Présidé initialement par Francisco Canindé Pegado, il n'a pu obtenir de résultats significatifs. Il disparaîtra en 2003 et sera incorporé au PL.

<sup>1</sup> Le parti fondé en 1922 s'appelait Parti Communiste du Brésil, et avait, à l'origine, le sigle PCB. Après la scission entre le courant pro-Moscou et le courant pro-chinois en 1962, le premier prend le nom de Parti Communiste Brésilien et a pour sigle le PCB – c'est celui qu'on appelle le *partidão* (en traduisant, cela donne, plus ou moins le « grand parti ») – tandis que le second courant devient le PCdoB et s'appelle Parti Communiste du Brésil, en référence au nom du parti à ses origines.

PH	<i>Partido Humanista</i>	Parti humaniste	Petit parti de gauche modéré qui a existé au Brésil à partir de 1985, afin de participer aux élections dans certaines localités, et disparu en 1988, faute d'enregistrement officiel.
PHS	<i>Partido Humanista da Solidariedade</i>	Parti humaniste de la solidarité	Changement de nom du PSN (Parti solidariste national) créé en 1995.
PL	<i>Partido Liberal</i>	Parti libéral	Parti de droite, fondé par des membres du PFL en 1985. Fait partie de la coalition au pouvoir avec le PT depuis 2002. José Alencar, du PL, formait pour la vice-présidence le ticket avec Lula en 2002.
PMDB	<i>Partido do Movimento Democrático Brasileiro</i>	Parti du mouvement démocratique brésilien	La plupart des politiciens issus du MDB (opposition légale sous la dictature) ont rejoint ce parti à la fin du bipartisme en 1979.
PMN	<i>Partido da Mobilização Nacional</i>	Parti de la mobilisation nationale	Petit parti classé au centre ou au centre-gauche, né en 1990 autour de Celso Brandt et issu du MMN (Mouvement pour la mobilisation nationale) créé en 1984. A été en pourparlers pour fusionner avec le PPS.
POC	<i>Partido Operário Comunista</i>	Parti ouvrier communiste	Issu de la Polop, le POC a combattu la dictature installée en 1964 avec le but d'instaurer le communisme au Brésil. En 1968, le POC a réussi à avoir une visibilité politique et à mener une action dans le milieu étudiant, sous le nom de <i>Movimento Universidade Crítica</i> (Mouvement Université critique), tout en se liant à des milieux ouvriers dans les capitales du pays. En avril 1970, lorsque le POC a décidé de se tourner vers la lutte armée, certains de ses militants l'ont quitté pour créer l'OCML-PO, plus connue comme <i>Nova Polop</i> . A l'opposé de cette démarche, certains au POC défendaient des actions communes avec des organisations de guérilla urbaine (ALN, VPR, VAR- <i>Palmares</i> ) et en sont arrivés à participer à des actions armées. En avril 1970, au milieu de fortes divergences, certains militants quittent le POC dans le Rio Grande do Sul pour créer le MCR, qui a réalisé certaines opérations armées avec la VPR.
Polop	<i>Política Operária</i>	Politique ouvrière	Voir ORM-Polop
POR	<i>Partido Operário Revolucionário</i>	Parti ouvrier révolutionnaire	Un des regroupements d'obédience trotskyste existants au Brésil à la fin des années 1920.
PORT	<i>Partido Operário Revolucionário (Trotskista)</i>	Parti ouvrier révolutionnaire (trotskyste)	Parti trotskyste fondé en 1953, influencé par le dirigeant argentin J.Posadas (lié à la IV Internationale jusqu'à ce que celle-ci le rejette, notamment pour ses excentricités). Il gagne de l'influence à la gauche du PCB au début des années 1960 et envoie ses militants travailler en usine et dans les champs. Le PORT avait participé aux Ligues Paysannes, mais s'est opposé à la lutte armée sous la dictature. Le PORT subit une très forte répression sous la dictature. En 1968, apparaît une dissidence du PORT, la Fraction Bolchevique Trotskyste (FBT) ; puis une autre dans le Rio Grande do Sul et à São Paulo. Ces dernières fusionnent en 1967 pour devenir l'OSI.



PRC	<i>Partido Revolucionário Comunista</i>	Parti révolutionnaire communiste	Une organisation clandestine, se réclamant du “marxisme-léninisme”, se disant opposée tant au stalinisme qu’au trotskysme, critique par rapport au PCB, au PCdoB et au MR-8, considérés comme réformistes. Dirigée par des personnalités comme Tarso Genro et José Genoíno, ce groupe forme un courant actif d’abord à la fois dans le PMDB et dans le PT, puis dans ce dernier entre 1984 et 1989. Après cette date, le PRC explose en se divisant essentiellement en deux parties opposées : la Nouvelle Gauche, très modérée ; et le Mouvement pour une Tendance Marxiste, devenu Tendance Marxiste.
PRN	<i>Partido da Reconstrução Nacional</i>	Parti de la reconstruction nationale	Autre nom du PTC, en particulier au moment de la campagne Collor et au début des années 1990. Toujours un petit parti de droite, défenseur de l’économie libérale.
PRP	<i>Partido Republicano Progressista</i>	Parti républicain progressiste	A existé sous ce nom entre 1945 et 1965, avec comme principale figure Adhemar de Barros. Il est rené sous ce nom en 1991, et a été dirigé par Adhemar de Barros Filho, puis par Dirceu Gonçalves Resende. Classé au centre.
PRT	<i>Partido Revolucionário dos Trabalhadores</i>	Parti révolutionnaire des travailleurs	Une organisation de gauche qui apparaît dans l’AP en opposition au maoïsme orthodoxe de sa direction, et visant à défendre une orientation directement socialiste. <u>A ne pas confondre avec un autre parti du nom de PRT, première appellation, éphémère, de ce qui va devenir rapidement le PSTU.</u>
PSB	<i>Partido Socialista Brasileiro</i>	Parti socialiste brésilien	Parti d’essence social-démocrate fondé en 1925.
PSC	<i>Partido Social Cristão</i>	Parti social chrétien	Parti de droite, ouvertement anti-marxiste et anti-communiste, enregistré officiellement en 1990. L’année d’avant, il avait soutenu la campagne de Collor.
PSD	<i>Partido Social Democrata</i>	Parti social démocratique	Un des deux partis populistes qui soutenaient Getúlio Vargas.
PSDB	<i>Partido da Social Democracia Brasileira</i>	Parti de la social-démocratie brésilienne	Parti qui porte un nom assez trompeur. En fait, c’est devenu un parti très néolibéral, à partir d’une scission du PMDB, au départ sur sa gauche. C’est notamment le parti de l’ex-président Fernando Henrique Cardoso.
PSN	<i>Partido Solidarista Nacional</i>	Parti solidariste national	Après une tentative du même genre échouée en 1990, ce parti apparaît en 1995. En 2000, le parti change de nom pour devenir le PHS (Parti humaniste de la solidarité).
PSoL	<i>Partido Socialismo e Liberdade</i>	Parti socialisme et liberté	Parti fondé en 2004, notamment par la sénatrice Heloísa Helena, et les députés Babá et Luciana Genro, après leur exclusion du PT fin 2003
PSP	<i>Partido Social Progressista</i>	Parti social progressiste	Parti de droite fondé à <u>São Paulo</u> par <u>Ademar de Barros</u> en 1946. La majorité des membres du PSP rejoignent l’ARENA après le coup d’Etat en 1964.
PSR	<i>Partido Socialista Revolucionário</i>	Partis socialiste révolutionnaire	Organisation trotskyste – section brésilienne de la IV Internationale – formée en 1939 et dirigée par <u>Herminio Sacchetta</u> et <u>Heitor Ferreira Lima</u> , issus du PCB.
PST	<i>Partido Socialista dos Trabalhadores</i>	Parti socialiste des travailleurs	Nom à la fin des années 1970 du noyau militant d’obédience trotskyste-moreniste au Brésil qui lance la Convergence Socialiste. C’est aussi le nom, à l’époque de l’organisation sœur en Argentine.
PST	<i>Partido Social Trabalhista</i>	Parti social travailliste	Ce parti a existé entre 1946 et 1965, dissous par la dictature, et est réapparu en 1996. Petit parti qui s’incorporera avec le Parti Libéral (PL) en 2003

PSTU	<i>Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado</i>	Parti socialiste des travailleurs unifié	Parti fondé en 1992 après l'exclusion de la plus grande partie de la tendance Convergence Socialiste du PT
PTB	<i>Partido Trabalhista Brasileiro</i>	Parti travailliste brésilien	D'abord le parti formé dans l'Estado Novo par des dirigeants syndicaux varguistes et des éléments du ministère du Travail pour « représenter » les travailleurs. Après 1979 et la fin du bipartisme, le travaillisme populiste renaît sous deux noms : le PTB est la tendance la plus à droite, lancée par Ivette Vargas
PTC	<i>Partido Trabalhista Cristão</i>	Parti travailliste chrétien	Petit parti de droite fondé en 1989 et, après plusieurs avatars, notamment celle du PRN de Collor, refondé en 2000. Défenseur du libéralisme économique.
PTdoB	<i>Partido Trabalhista do Brasil</i>	Parti travailliste du Brésil	Parti fondé par des dissidents du PTB en 1989, et qui a obtenu son enregistrement définitif le 11 octobre 1994. Se réclame du travaillisme et de la social-démocratie. Le PTdoB a présenté João de Deus à la présidentielle de 1998 (0,2%)
PV	<i>Partido Verde</i>	Parti vert	Parti fondé en janvier 1986 après la fin de la dictature militaire. Prônant un développement durable et une politique sociale, il est membre de la <u>Fédération des Partis verts des Amériques</u> ainsi que des Verts mondiaux ( <u>Global Greens</u> ). Les principaux combats du PV portent sur le fédéralisme, l'environnement, les droits de l'homme, la démocratie directe, le bien-être, les libertés civiles et le pacifisme. Après l'élection de <u>Lula</u> en tant que président du Brésil en 2002, le <u>Parti vert</u> a été assigné au ministère de la culture, en la personne du chanteur <u>Gilberto Gil</u> . Ancienne ministre de l' <u>Environnement</u> , ayant rompu avec le PT et le gouvernement en 2008, <u>Marina Silva</u> a été candidate du parti pour l'élection présidentielle de 2010 où elle obtint la troisième place avec 19,33% des suffrages exprimés.
UDN	<i>União Democrática Nacional</i>	Union démocratique nationale	Parti politique conservateur fondé en avril 1945, en opposition frontale à Getúlio Vargas et à ses choix politiques.
SU	<i>Secretariado Unificado</i>	Secrétariat Unifié	C'est le noyau international de la IV Internationale qui s'est reformé en 1963 après le mouvement de réunification partielle qui a eu lieu, autour d'Ernest Mandel
TM	<i>Tendência Marxista</i>	Tendance Marxiste	Issue du PRC, la TM se consolide à l'occasion du premier congrès du PT en 1991, et par opposition à la Nouvelle Gauche, qui provient de la même mouvance, comme un regroupement de forces situées à la gauche du PT. Dans le contexte de l'effondrement de l'URSS, elle propose un texte de Défense du Marxisme à São Paulo, signé notamment par Florestan Fernandes, un sociologue pétiste très connu. La politique concrète du président Lula et la crise de 2005 causent des débats dans toute la gauche, et la TM connaît une dissidence, le groupe Refondation Communiste, qui quitte le PT. La TM a existé en tant que telle jusque vers le milieu de 2010, se regroupant à ce moment-là avec d'autres groupes pour donner naissance en 2011 au courant EPS (Gauche populaire et socialiste) du PT.
VAR-Palmares	<i>Vanguarda Armada Revolucionária – Palmares</i>	Avant-garde armée révolutionnaire – Palmares	Organisation d'extrême-gauche qui a combattu militairement contre la dictature, avec une stratégie de guérilla urbaine, visant l'instauration d'un régime communiste au Brésil. La VAR-Palmares naît en juillet 1969 de la fusion du Colina et de la VPR de Carlos Lamarca. Son nom est un hommage rendu aux esclaves regroupés à Palmares, un moment historique de la lutte contre l'esclavage au Brésil.

VPR	<i>Vanguarda Popular Revolucionária</i>	Avant-garde populaire révolutionnaire	Organisation de gauche pendant la période de lutte armée contre la dictature, la VPR visait à l'instauration d'un gouvernement d'obédience socialiste au Brésil. Elle s'est formée à partir du regroupement des dissidents de la Polop avec des militaires issus du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR). Après la fusion de la VPR avec le Colina, on voit apparaître la VAR- <i>Palmares</i> . Plus tard, la VPR se recomposera, certains quittant la VAR- <i>Palmares</i> .
VS (Verso)	<i>Vertente Socialista (Poder Popular Socialista)</i>	Dimension socialiste (Pouvoir populaire socialiste)	Courant du PT apparu en 1987 et devenu officiellement tendance du PT en 1989. Selon Antônio Ozai da Silva <sup>2</sup> , ce courant, « <i>synthèse d'un mouvement critique vis-à-vis des positions de l'Articulation des 113 [...] exprime la convergence de divers secteurs, en particulier le courant politique dirigé par Eduardo Jorge, Carlos Néder, Roberto Gouveia, Aldo Leite, Adriano Diogo, Anízio Batista, Waldemar Rossi, entre autres</i> ». Pour lui, ce courant se caractérisait par des oscillations « <i>entre l'idée de participer à l'Articulation et la critique de celle-ci</i> ».

## 2. Sigles des organisations et regroupements dans la société civile (syndicats, mouvements populaires, démocratiques, religieux, professionnels et patronaux)

Sigles	Nom complet en portugais	Traduction en français	Remarques
ABI	<i>Associação Brasileira de Imprensa</i>	Association brésilienne de presse	Fondée en 1908, elle a joué un rôle important dans certaines occasions. En particulier, José Barbosa Lima Sobrinho, son président lors de son 4 <sup>e</sup> mandat en 1992, a joué un rôle direct dans la demande d' <i>impeachment</i> de Fernando Collor.
ANAMPOS	<i>Articulação Nacional de Movimentos Populares e Sindicais</i>	Articulation nationale des mouvements populaires et syndicaux	Un des premiers regroupements intersyndicaux et de mouvements populaires d'opposition à la structure syndicale officielle, en 1979, dans la perspective de la création d'une centrale unique indépendante.
Apeoesp	<i>Associação dos Professores do Ensino Oficial de São Paulo</i>	Association des enseignants du secteur public de São Paulo	Organisation syndicale enseignante structurée au niveau de l'Etat fédéré et qui va entrer en opposition à la direction <i>pelega</i> dès la fin des années 1970 (avec une grève victorieuse dès 1978)
CBA	<i>Comitê Brasileiro pela Anistia</i>	Comité brésilien pour l'amnistie	Fondé en 1968 à Rio, à l'initiative du Mouvement des Femmes pour l'Amnistie. Ce comité a fait converger le travail de diverses entités et de différentes personnalités contre le régime dictatorial. En dehors de l'objectif de l'amnistie, le comité luttait contre les persécutions policières, les arrestations et la torture. Il se battait aussi contre la LSN (Loi de sécurité nationale), pour le démantèlement des appareils de répression, comme le DOPS et la police politique.

<sup>2</sup> Dans un article intitulé « *A esquerda marxista e o PT – Contribuição à história do marxismo no Brasil (1987-1994)* », Revista Espaço Acadêmico – N°87 – Agosto de 2008, disponible en ligne : [http://www.espacoacademico.com.br/087/87ozai.htm#\\_ftn7](http://www.espacoacademico.com.br/087/87ozai.htm#_ftn7)

CBT	<i>Confederação Brasileira do Trabalho</i>	Confédération brésilienne du travail	Confédération syndicale fondée en 1912 par les syndicats « jaunes » en opposition avec la prédominance des anarchistes dans le mouvement syndical.
CEB	<i>Comunidade Eclesial de Base</i>	Communauté ecclésiale de base	Ce sont des communautés essentiellement liées à l'Église catholique qui, inspirées par la Théologie de la Libération après le Concile Vatican II (entre 1962 et 1965) se sont développées, surtout à partir des années 1970 et dans les années 1980, au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine. Ces communautés se regroupent généralement sur une base territoriale, en fonction des difficultés de la vie quotidienne, de la misère, des besoins non satisfaits. Y participent essentiellement des gens provenant des classes populaires. On y pratique la lecture de la Bible en lien avec la vie quotidienne et la réalité politique et sociale à laquelle sont confrontées ces populations.
CEBs	<i>Comunidades Eclesiais de Base</i>	Communautés ecclésiales de base	
CEBRAP	<i>Centro Brasileiro de Análise e Planejamento</i>	Centre brésilien d'analyse économique et de planification	Institution d'études et de recherche en sociologie, science politique, philosophie, économie, anthropologie et démographie, basée à São Paulo, fondée en 1969 par des intellectuels pour la plupart professeurs à l'USP et victimes de la répression de la dictature, et financée par la Fondation Ford. Plus tard, elle a adopté une position critique par rapport au régime d'exception et une orientation idéologique de gauche.
CEPIS	<i>Centro de Educação Popular do Instituto Sedes Sapientae</i>	Centre d'éducation populaire de l'institut Sedes Sapientae	Un centre, fondé à São Paulo en 1977, de formation et de conseil en matière politico-pédagogique (dans le cadre, par exemple, de mobilisations populaires), dans le domaine de l'éducation populaire. Historiquement, un des moyens choisis par l'Institut Sedes Sapientae pour rendre concret son engagement humaniste vis-à-vis des classes populaires, dans la perspective d'une société sans dominants ni dominés.
CGT	<i>Comando Geral dos Trabalhadores</i>	Commandement général des travailleurs	C'est le nom de l'organisation intersyndicale créée en 1962, lors du IV Congrès syndical national des travailleurs, qui réunissait divers syndicats, fédérations et confédérations. Son objectif était d'orienter, diriger et coordonner le mouvement syndical du pays. Mais il n'a jamais été reconnu par le ministère du Travail et a été démantelé après le coup d'Etat de 1964.
CGT	<i>Central Geral dos Trabalhadores</i>	Centrale générale des travailleurs	Centrale syndicale fondée le 21 mars 1986 (devant 5 546 délégués représentant 1 341 entités syndicales de tout le Brésil – en opposition à la CUT et héritière des principes nationalistes et varguistes – et dont le premier président a été Joaquim dos Santos Andrade (le célèbre Joaquinão qui avait longtemps dirigé les métallurgistes de São Paulo). Aujourd'hui une des six centrales syndicales du Brésil. Elle est liée au PMDB et a connu récemment des luttes intestines entre ses dirigeants. A fin août 2013, elle regroupait seulement 282 syndicats dans le pays.
CGTB	<i>Central Geral dos Trabalhadores do Brasil</i>	Centrale générale des travailleurs du Brésil	
Ceret	<i>Centro Recreativo do Trabalhador</i>	Centre récréatif pour le travailleur	Le nom officiel de ce centre, aujourd'hui, est " <i>Parque Esportivo dos Trabalhadores</i> (Parc des sports pour les Travailleurs) - <i>Anália Franco</i> ". C'est un espace où s'élaborent des programmes récréatifs, éducatifs, culturels, sociaux, sportifs, civiques et tout ce qui est en rapport avec cela, situé dans la ville de <u>São Paulo</u> (quartier de <u>Jardim Anália Franco</u> , district de <u>Vila Formosa</u> ).

CIMI	<i>Conselho Indigenista Missionário</i>	Conseil indigéniste missionnaire	Organisme lié à la CNBB, créé en 1972 afin de lutter pour le droit à la diversité culturelle des peuples indigènes. Le CIMI cherche à renforcer l'autonomie de ces populations à travers la mise en place de projets alternatifs, pluri-ethniques, populaires et démocratiques, face au mépris de leurs droits et à la tentative d'intégration de ces peuples à la société dominante.
CNBB	<i>Conferência Nacional dos Bispos do Brasil</i>	Conférence nationale des évêques du Brésil	C'est l'institution permanente qui rassemble l'ensemble des évêques de l'Eglise catholique du pays. Il s'agit, selon ce qu'on peut lire à la rubrique « Nature et fin » de son site Internet, « ensemble et dans les limites du droit, de leur permettre d'exercer leurs fonctions pastorales en faveur de leurs fidèles et de chercher à dynamiser la mission évangélisatrice elle-même, pour assurer une meilleure promotion de la vie de l'Eglise, répondre plus efficacement aux défis contemporains, par des mesures en adéquation avec les circonstances pour l'apostolat, et réaliser de façon évangélique son service plein d'amour, dans l'édification d'une société juste, fraternelle et solidaire, tout en faisant route vers le Royaume de Dieu ». (notre traduction)
CONAT	<i>Congresso Nacional dos Trabalhadores</i>	Congrès national des travailleurs	Congrès qui s'est tenu du 5 au 7 mai 2006 à Sumaré (SP), regroupant un peu moins de 4000 délégués représentant des centaines de structures syndicales au niveau national, et qui décide de la formation d'une nouvelle centrale syndicale, la Conlutas.
COB	<i>Confederação Operária Brasileira</i>	Confédération ouvrière brésilienne	Centrale syndicale ouvrière dont la fondation a été décidée au Congrès ouvrier brésilien en 1906, officiellement fondée en 1908, un peu sur le modèle de la CGT française de ces années-là, et fortement inspirée par l'anarcho-syndicalisme.
Conclat	<i>Conferência Nacional da Classe Trabalhadora</i>	Conférence nationale de la classe des travailleurs	Attention : ici on emploie le terme de « Conférence ». Cette première conférence se tient à Praia Grande, sur la côte de l'Etat de São Paulo, du 21 au 23 août 1981 – donc encore en pleine dictature militaire – regroupant l'ensemble des courants du syndicalisme (des <i>pelegos</i> les plus compromis aux oppositions syndicales les plus radicales), et approuve le principe de la création d'une centrale unique.
Conclat	<i>Congresso Nacional da Classe Trabalhadora</i>	Congrès national de la classe des travailleurs	Attention : il s'agit à présent d'un congrès. Le premier congrès de ce type se tient à São Bernardo do Campo (SP), du 26 au 28 août 1983. C'est à ce congrès qu'est réellement fondée – deux ans après LA première Conclat – la CUT. Ce sont 5059 délégués de 912 entités (335 d'origine urbaine, 310 d'origine rurale, 134 associations pré-syndicales, 99 associations de fonctionnaires, 5 fédérations, 8 entités nationales et confédérations) qui participent ainsi à la fondation de la CUT <sup>3</sup> .

<sup>3</sup> [http://www.abcdeluta.org.br/materia.asp?id\\_CON=599](http://www.abcdeluta.org.br/materia.asp?id_CON=599)

Conlutas	<i>Coordenação Nacional de Lutas</i>	Coordination nationale de luttes	Dès 2004, des syndicats, organisations populaires, mouvements sociaux et étudiants qui s’opposent aux réformes du gouvernement et cherchent à organiser les travailleurs de manière indépendante, contre le modèle économique qui s’applique au Brésil, et qui selon eux suit les directives du FMI. Après le CONAT en 2006, qui valide cette démarche, la Conlutas tient son premier congrès à Betim (MG), du 3 au 6 juillet 2008. Son objectif est « <i>d’unir ceux qui luttent contre le modèle économique actuel du gouvernement Lula, qui est dans la continuité des gouvernements antérieurs, et d’impulser la lutte de la classe des travailleurs à travers la Démocratie Ouvrière, à la différence de ce qui se passe actuellement dans la majorité des syndicats (la Bureaucratie Syndicale), en amenant tous les travailleurs dans chaque syndicat et chaque organisme de classe pour discuter de la situation et pour organiser les activités, les luttes, les campagnes, etc.</i> »
CONTAG	<i>Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura</i>	Confédération nationale des travailleurs de l’agriculture	Cette confédération est fondée en décembre 1963 et représente les travailleurs ruraux, à travers leurs “Fetags” (fédérations dans les Etats fédérés) qui, elles-mêmes, regroupent les syndicats de travailleurs des champs de chaque municiple. Peu après la fondation, le Coup d’Etat du 31 mars 1964 conduit à une intervention de la dictature à la tête de la confédération, et à l’arrestation et à l’exil de certains de ses dirigeants <sup>4</sup> . En 1968, malgré tout, les syndiqués de la CONTAG ont réussi à se débarrasser de l’ <i>interventor</i> et à se passer, depuis lors, de l’action directe de l’Etat.
CPT	<i>Comissão Pastoral da Terra</i>	Commission Pastorale de la Terre	Il s’agit d’un organisme de la CNBB, liée à la commission épiscopale au service de la charité, de la justice et de la paix, créé le 22 juin 1975 pendant une rencontre de la Pastorale de l’Amazonie, convoquée par la CNBB et qui s’est tenue à Goiânia (GO).
CSP- Conlutas	<i>Central Sindical e Popular – Coordenação Nacional de Lutas</i>	Centrale syndicale et populaire – Coordination nationale de luttes	Organisation syndicale et populaire qui cherche à construire une alternative de lutte à la CUT, à l’UNE et au MST. Selon les fondateurs de la CSP-Conlutas, ces organisations ne représentent plus les travailleurs et la base de leurs syndicats et mouvements « <i>de par leur lien étroit avec le gouvernement</i> », « <i>du fait de leurs méthodes bureaucratiques</i> », et « <i>parce qu’elles ne défendent pas les travailleurs de manière conséquente</i> ». La CSP-Conlutas nait du regroupement de différents secteurs du mouvement syndical dans le cadre d’un combat commun contre les réformes néolibérales appliquées par le gouvernement. Le 21 septembre 2010, le journal <i>Estado de São Paulo</i> <sup>5</sup> fait le compte : la CSP-Conlutas représente, selon cet organe de presse, 140 syndicats et deux millions de travailleurs. Cette nouvelle centrale est fondée lors du Congrès national de la classe des travailleurs – CONCLAT – réuni à Santos (SP), les 5 et 6 juin 2010, à partir de la fusion et de l’affiliation de diverses entités syndicales et populaires existantes, notamment la Conlutas. La CSP-Conlutas est liée au PSTU, à certains secteurs du PSoL et à divers autres courants militants.

<sup>4</sup> Agência DIAP, notícia (2 de Março de 2009). *10º Congresso da Contag será 55% mais numeroso da história*. Página visitada em 12 de dezembro de 2009.

<sup>5</sup> [tp://www.estadao.com.br/noticias/impreso,conlutas-assume-o-sindicato-dos-metroviarios,612816,0.htm](http://www.estadao.com.br/noticias/impreso,conlutas-assume-o-sindicato-dos-metroviarios,612816,0.htm)

CTB	<i>Central dos Trabalhadores e Trabalhadoras do Brasil</i>	Central des travailleurs et travailleuses du Brésil	Centrale syndicale fondée en décembre 2007 à Belo Horizonte. Elle se considère comme étant la 3 <sup>e</sup> centrale syndicale du Brésil avec 700 entités affiliées dans toutes les régions du pays. Cette centrale est liée au CSC (« courant syndical classiste ») du PCdoB, au PSB et à d'autres courants de gauche. Elle regroupait 678 syndicats au 28/08/2013.
CUT	<i>Central Única dos Trabalhadores</i>	Centrale Unique des Travailleurs	A ce jour la plus grande centrale syndicale brésilienne, fondée le 28 août 1983 à São Bernardo do Campo (SP) lors du premier Congrès national de la classe des travailleurs (LE CONCLAT). Ce sont 5059 délégués de 912 entités (335 d'origine urbaine, 310 d'origine rurale, 134 associations pré-syndicales, 99 associations de fonctionnaires, 5 fédérations, 8 entités nationales et confédérations) qui participent ainsi à la fondation de la CUT <sup>6</sup> . Au 28/08/2013, elle regroupait 2247 syndicats dans tout le pays.
DCE	<i>Diretório Central dos Estudantes</i>	Direction centrale des étudiants	Entité étudiante qui représente tous les étudiants d'une institution de l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse d'universités, de facultés ou de centres universitaires. Elle joue le rôle d'organisation de leurs luttes.
DIEESE	<i>Departamento Intersindical de Estatísticas e Estudos Sócio-Econômicos</i>	Service Intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques	Une institution de recherche, de conseil et d'éducation du mouvement syndical brésilien. Cet organisme a été créé en 1955, à l'initiative d'une vingtaine de dirigeants syndicaux. Les syndicats reçoivent l'assistance des économistes du DIEESE, qui dispose d'un grand nombre d'informations sur le marché, son évolution, les conventions collectives. Il archive également un grand nombre de données pour faciliter les négociations du monde du travail.
Entoes	<i>Encontro Nacional dos Trabalhadores em Oposição à Estrutura Sindical</i>	Rencontre nationale des travailleurs en opposition à la structure syndicale	Rencontre, tenue en septembre 1980 à Rio, de dirigeants syndicaux appartenant à la fois aux oppositions syndicales refusant de s'inscrire dans le cadre de la structure syndicale officielle et de syndicalistes « authentiques », avec environ 500 participants.
FETAPE	<i>Federação dos Trabalhadores na Agricultura de Pernambuco</i>	Fédération des travailleurs de l'agriculture du Pernambouc	Organisation syndicale au niveau de l'Etat fédéré du Pernambouc, qui représente et coordonne les travailleurs et les travailleuses de cet Etat en milieu rural. La FETAPE a été fondée en juin 1962, et reconnue en décembre de cette année-là. Aujourd'hui, elle regroupe 179 syndicats des trois régions qui constituent cet Etat.
FIESP	<i>Federação das Indústrias do Estado de São Paulo</i>	Fédération des industries de l'Etat de São Paulo	C'est la puissante organisation patronale de cet Etat, de loin le plus puissant économiquement.
FS	<i>Força Sindical</i>	Force Syndicale	Centrale syndicale fondée en 1991. Si la CUT est liée au PT par son histoire et de nombreux militants, le FS a fait le choix de défendre le néolibéralisme et de soutenir, notamment la présidence Collor. La FS rejette l'anticapitalisme et préconise ce qu'elle appelle un « syndicalisme de résultats ». Elle regroupait 1676 syndicats dans tout le Brésil au 28/08/2013.

<sup>6</sup> [http://www.abcdeluta.org.br/materia.asp?id\\_CON=599](http://www.abcdeluta.org.br/materia.asp?id_CON=599)

ILOCT Intersindical	<i>Instrumento de Luta e Organização da Classe Trabalhadora - Intersindical</i>	Outil de lutte et d'organisation de la classe des travailleurs - Intersyndicale	C'est une force qui se définit comme un outil de lutte et d'organisation de la classe des travailleurs, un regroupement de forces syndicales composé de syndicats, d'oppositions syndicales et de collectifs de travailleurs. Elle apparaît en 2006 à partir de l'analyse faite par un certain nombre de structures syndicales selon laquelle la CUT n'est plus capable d'organiser la lutte des travailleurs dans une perspective de classe, étant devenue un instrument de la conciliation avec les patrons et à la remorque des gouvernements. L'ILOCT <i>Intersindical</i> est liée à des secteurs du PSoL, du PCB et à d'autres courants de gauche.
JAC	<i>Juventude Agrária Católica</i>	Jeunesses catholiques rurales	Regroupement de jeunesses catholiques dans les campagnes, qui a connu une première tentative d'organisation nationale dès 1947 à l'initiative de l'évêque de Caicó (RN) mais qui a vraiment connu davantage de succès plus tard, avec un premier congrès à Natal (RN) en 1958.
JEC	<i>Juventude Estudantil Católica</i>	Jeunesses étudiantes catholiques	Ce regroupement a commencé à fonctionner à partir d'un groupe essentiellement féminin, à partir de 1935.
JOC	<i>Juventude Operária Católica</i>	Jeunesses ouvrières catholiques	Organisation existant internationalement, et qui a créé ses premiers groupes au Brésil dans les années 1920. C'est à partir de 1947 que la JOC prend de l'ampleur, au moment où l'ABC commence à se réorganiser. Et à partir des années 1950, sous l'influence notamment de Dom Helder Câmara, la JOC s'intéresse de plus en plus près aux problèmes de la classe ouvrière et se pose des questions sur le rôle de l'Eglise dans ce domaine.
JUC	<i>Juventude Universitária Católica</i>	Jeunesses universitaires catholiques	La JUC a été reconnue par la hiérarchie catholique en 1950, comme secteur spécifique de l'ACB, et visant à diffuser les enseignements de l'Eglise en milieu universitaire.
Master	<i>Movimento dos Agricultores Sem Terra</i>	Mouvement des agriculteurs sans terre	Un des ancêtres du MST (Mouvement des sans-terre) actuel, dans le Rio Grande do Sul dans les années 1950 et 1960, soutenu notamment par le gouverneur de cet Etat à l'époque, Leonel Brizola.
MCV	<i>Movimento contra o Custo de Vida</i>	Mouvement contre le coût de la vie	Mouvement social qui a d'abord recueilli 1,3 million de signatures contre la cherté de la vie, n'obtenant que l'indifférence et le mépris du général Geisel, chef de l'Etat à l'époque ; puis qui a organisé, en août 1978, en mobilisant surtout des maitresses de maison avec le soutien de l'Eglise catholique, une manifestation sur la place de la Cathédrale de São Paulo, sévèrement réprimée par la dictature.
MEB	<i>Movimento de Educação de Base</i>	Mouvement pour l'éducation de base	Organisme lié à la CNBB, une association à but non lucratif, fondé en 1961, et qui réalise des actions d'éducation populaire dans diverses régions du nord et nord-est du pays.
MIA	<i>Movimento Intersindical Antiarrocho</i>	Mouvement intersyndical contre la baisse du pouvoir d'achat	Un mouvement intersyndical créé en octobre 1967 par plus de 40 syndicats de l'Etat de São Paulo pour faire pression sur le gouvernement de la dictature et en finir avec les pertes de pouvoir d'achat. A réalisé plusieurs manifestations à cette époque, avant d'être dissout.



MLST	<i>Movimento de Libertação dos Sem-Terra</i>	Mouvement de libération des sans-terre	Un mouvement créé en 1994, visant l'obtention d'une réforme agraire, et considéré comme une dissidence du MST. Mais il est lié aussi au PT, notamment par son principal dirigeant, Bruno Maranhão.
MOMSP	<i>Movimento de Oposição Metalúrgica de São Paulo</i>	Mouvement d'opposition des métallurgistes de São Paulo	Remontant à des batailles syndicales très anciennes, dans les années 1960, le MOMSP a organisé 3 congrès de l'opposition syndicale, en mars 1979, juillet 1980 et mai 1986 et a participé aux élections syndicales en 1978, 1981, 1984 et 1987, obtenant un soutien significatif de la base. Après cette élection ce mouvement disparaît graduellement jusqu'à 1989.
MST	<i>Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra</i>	Mouvement des sans-terre	Le principal mouvement social au Brésil depuis près de 30 ans. Le MST, apparu en 1984, agit de façon très militante en occupant des terres, essentiellement oisives, et en y installant des paysans sans terre. Ses principaux dirigeants sont liés au PT. Ils émettent souvent des critiques, même assez virulente, par rapport à la politique de ce parti au gouvernement, mais n'ont jamais rompu avec lui.
NCST	<i>Nova Central Sindical dos Trabalhadores</i>	Nouvelle centrale syndicale des travailleurs	Centrale syndicale née le 29 juin 2005. Elle se définit comme étant "unitaire, de classe et de lutte". A son congrès de fondation à Brasilia, répondant à l'appel de certaines confédérations syndicales, il y avait plus de 5 000 délégués. Particularités : elle défend la contribution obligatoire au financement des syndicats, et l'unicité de l'organisation syndicale. La NCST est considérée comme étant liée au pouvoir, soutenant toujours les projets et la politique du gouvernement. Elle regroupait 1078 syndicats le 28/08/2013.
OAB	<i>Ordem dos Advogados do Brasil</i>	Ordre des avocats du Brésil	Ordre professionnel responsable de la réglementation de la profession d'avocat, dont la création était déjà prévue en 1843, mais qui n'a vu le jour qu'en 1930, sous la présidence de Getúlio Vargas. Dans l'histoire, le rôle de l'OAB a été à géométrie variable selon les périodes. En 1964, le renversement de João Goulart a eu son soutien. Mais il a joué un rôle positif en faveur de l'amnistie des victimes de la dictature. Plus tard, l'OAB a participé à la bataille pour l'impeachment de Fernando Collor en 1992.
OSM	<i>Oposição Sindical Metalúrgica</i>	Opposition syndicale métallurgique	Front syndical de travailleurs créé à la base dès 1967 et visant à arracher le syndicat de la métallurgie de São Paulo des mains des <i>pelegos</i> mis en place par la dictature.
PUC	<i>Pontifícia Universidade Católica</i>	Université pontificale catholique	Une PUC est une institution d'enseignement supérieur liée à l'Eglise catholique, soutenue ou reconnue par le Vatican.
SBPC	<i>Sociedade Brasileira para o Progresso da Ciência</i>	Société brésilienne pour le progrès scientifique	Entité, fondée en 1948, qui regroupe diverses sociétés scientifiques brésiliennes. Elle vise à faire faire connaître et à mettre en valeur la science et le travail des scientifiques, et à unifier la pensée scientifique du pays, en particulier après l'arrivée de scientifiques européens au Brésil, notamment à l'USP. Exigeant des gouvernements successifs des investissements dans la science, la recherche et la culture, elle s'oppose au gouvernement du pays à différentes reprises, notamment en solidarité avec les scientifiques démis, par la dictature militaire, de leurs fonctions pour des raisons politiques dans les universités et les centres de recherche.

TFP	<i>Tradição Família e Propriedade</i>	Tradition, Famille et Propriété	Organisation catholique, d'obédience – comme son nom l'indique – traditionaliste et conservatrice fondée en 1960, ancrée dans les dogmes et les traditions catholiques, et critiquée en 1985 par l'aile progressiste de la CNBB.
UDR	<i>União Democrática Ruralista</i>	Union démocratique rurale	Entité associative apparue en 1985, qui regroupe des propriétaires ruraux et qui a pour objectif déclaré « <i>la préservation du droit de propriété et la défense de l'ordre établi et le respect des lois du pays</i> ». Ce n'est pas un secret que l'UDR fonctionne comme un groupe de pression au Congrès et vise à empêcher le vote de projets de lois en faveur de la réforme agraire.
UEE	<i>União Estadual de Estudantes</i>	Union régionale des étudiants	Entité représentant tous les étudiants de l'enseignement supérieur d'un Etat fédéré déterminé. L'élection de ses membres est définie par le mouvement étudiant de cet Etat et a lieu habituellement de manière indirecte, par des délégués des étudiants des établissements d'enseignement.
UNE	<i>União Nacional de Estudantes</i>	Union nationale des étudiants	C'est la principale organisation étudiante, qui fonctionne au niveau national et représente les étudiants de l'enseignement supérieur. Fondée en 1938 (sous la dictature de G.Vargas), elle a souvent joué un rôle important dans l'histoire du Brésil. Elle a subi les persécutions de la dictature militaire après le coup d'Etat de 1964. Dans le cadre de l'ébullition sociale et étudiante de l'année 1968, son congrès clandestin en octobre de cette année-là a donné lieu à 700 arrestations et à son démantèlement par la dictature. La reconstruction de l'UNE commence en 1976, avec de grandes manifestations étudiantes cette année-là, et plus encore en 1977.

<b>3. Autres sigles : institutionnels et divers</b>			
<b>Sigles</b>	<b>Nom complet en portugais</b>	<b>Traduction en français</b>	<b>Remarques</b>
ABC (ou ABCD)		ABC ou ABCD	Ceinture industrielle de la ville de São Paulo, faisant partie de la région métropolitaine de la Grande São Paulo, située au sud-est de la capitale et formée des municipes de Santo André, São Bernardo do Campo, São Caetano, auxquels on ajoute souvent celui de Diadema. Le sigle vient des noms précités. L'ABC inclut également trois autres municipes : Mauá, Ribeirão Pires et Rio Grande da Serra.
AI-5	<i>Ato Institucional n°5</i>	Acte Institutionnel n° 5	Un outil juridique mis en vigueur en décembre 1968 par le gouvernement militaire sous la présidence du maréchal Artur da Costa e Silva, et par lequel le Congrès national a été dissout, des mandats électoraux annulés, et la presse soumise à la censure. L'AI-5 prend fin le 31 décembre 1978
CNTI	<i>Confederação Nacional dos Trabalhadores na Indústria</i>	Confédération nationale des travailleurs de l'industrie	L'organisation syndicale officielle dans l'industrie, dès avant la dictature.
CISA	<i>Centro de Informação e Segurança da Aeronautica</i>	Centre de renseignement et de sûreté de l'armée de l'air	Organe de renseignement de l'armée de l'air brésilienne, dissout en 1988, et lui-même précédé par le Service d'information de l'aéronautique (1968), le Service d'informations de la sûreté de l'armée de l'air (1969) et par le Centre d'informations de la sûreté de l'armée de l'air (1970).

CLT	<i>Consolidação das Leis do Trabalho</i>	Consolidation des lois sur le travail	C'est la norme législative centrale au Brésil en matière de droit du travail, mise en place sous l' <i>Estado Novo</i> (1937-45). La CLT unifie toute la législation sur le travail existant jusqu'alors, et s'inspire fortement de la <i>Carta del Lavoro</i> du gouvernement de Mussolini en Italie.
CPI	<i>Comissão Parlamentar de Inquérito</i>	Commission d'enquête parlementaire	Une disposition prévue par la Constitution de 1988, et qui a notamment servi dans deux affaires fameuses : la CPI sur PC Farias (1992) autour de la dénonciation de corruption autour du président Fernando Collor, qui a abouti à la démission de celui-ci (avant le vote de l' <i>impeachment</i> par le Sénat) ; la CPMI (commission parlementaire mixte) du <i>Mensalão</i> , suite à la dénonciation d'achat de votes de députés (le scandale du <i>mensalão</i> en 2005).
DOI-CODI	<i>Departamento de Operações e Informações – Centro de Operação de Defesa Interna</i>	Service d'opérations et de renseignements – Centre d'opération de défense intérieure	Organisme, subordonné à l'armée de terre, de renseignement et de répression du gouvernement brésilien pendant le régime de dictature militaire après le 31 mars 1964. Il avait pour but de combattre les ennemis intérieurs, supposés menacer la sécurité nationale. Sa philosophie se fonde sur la doctrine de la sûreté nationale, formulée dans le contexte de la Guerre Froide par le National War College, et approfondie au Brésil par l'École Supérieure de Guerre (ESG). Les CODI étaient établis dans pratiquement tous les Etats fédérés. Celui de São Paulo s'est rendu particulièrement célèbre par la mort sous la torture et maquillée en « suicide », dans ses locaux, du journaliste Wladimir Herzog en 1975, et de l'ouvrier Manoel Fiel Filho en 1976.
ESG	<i>Escola Superior de Guerra</i>	Ecole supérieure de guerre	Créée en août 1949, au sein du ministère de la Défense du Brésil, après la visite du général Salvador César Obino du National War College aux Etats-Unis, aux débuts de la Guerre Froide et dans un monde qui devenait bipolaire, mais avec des blocs pas encore bien délimités. L'armée brésilienne, très fortement dominée par le conservatisme, s'alignait sur les Etats-Unis avec lesquels elle s'identifiait, surtout après la formation d'autorités brésiliennes au National War College à l'époque de la Seconde Guerre Mondiale menée en commun.
FEB	<i>Força Expedicionária Brasileira</i>	Force expéditionnaire brésilienne	Il s'agit des forces militaires (25 334 hommes) engagées dans la Seconde Guerre Mondiale au côté des Alliés, lors de la Campagne d'Italie.
INCRA	<i>Instituto de Colonização e Reforma Agrária</i>	Institut pour la colonisation et la réforme agraire	Organisme de l'Administration publique brésilienne, créé en 1970 sous le gouvernement Médici, dont le siège est situé au Palácio do Desenvolvimento à Brasília, et qui gère la question agraire au niveau fédéral.
ISEB	<i>Instituto Superior de Estudos Brasileiros</i>	Institut supérieur d'études brésiliennes	Organisme créé en 1955, sous la présidence de Juscelino Kubitschek, et lié au ministère de l'Education et de la Culture, doté d'autonomie administrative et de liberté de recherche et d'opinion, destiné à l'étude, à l'enseignement et à la diffusion des sciences sociales. A l'époque de sa création, il y a beaucoup été question du développement et du rôle de l'Etat dans celui-ci. Il a été dissout après le Coup d'Etat de 1964, et beaucoup de ses participants ont été contraints à l'exil.

LOPP	<i>Lei Orgânica dos Partidos Políticos</i>	Loi organique sur les partis politiques	Il y a eu plusieurs LOPP dans la période étudiée : une en 1965 qui instituait le bipartisme entre l'ARENA et le MDB, une autre, plus stricte mais dans le même cadre de bipartisme en 1971, et une en 1979, mettant fin au bipartisme. Avec la Constitution de la <i>Nova República</i> , une nouvelle LOPP est mise en place en 1988, puis une autre en 1995.
LSN	<i>Lei de Segurança Nacional</i>	Loi de Sécurité Nationale	Une LSN vise à garantir la sécurité nationale d'un Etat contre la subversion de la loi et de l'ordre existant. Au Brésil, la première remonte à l'ère Vargas et à 1935. Dans la période étudiée, il y a eu plusieurs LSN différentes au Brésil : le décret-loi du 13 mars 1967 ; celui du 29 septembre 1969, le plus dur de toute la période ; la loi du 17 décembre 1978 qui adoucissait les précédents textes ; et finalement la loi du 14 décembre 1983, promulguée sous la présidence Figueiredo et toujours en vigueur aujourd'hui.
OBAN	<i>Operação Bandeirantes</i>	Opération <i>Bandeirantes</i>	Un centre de renseignement et d'enquêtes créé par l'armée en 1969, qui coordonnait les actions menées par les organismes chargés de la lutte contre les organisations de gauche armées pendant la dictature
PM	<i>Polícia Militar</i>	Police militaire	Les polices militaires fonctionnent au niveau des Etats fédérés qui les financent, et sont donc au nombre de 27 dans le Brésil d'aujourd'hui. Administrativement, elles sont subordonnées aux gouverneurs et sur le plan de l'organisation, elles sont des forces auxiliaires et de réserve de l'armée de terre nationale. Elles ont pour objectif la défense de l'ordre public et sont partie prenante du système de sécurité publique et de défense du pays.
PND	<i>Plano Nacional de Desenvolvimento</i>	Plan national de développement	Le 1 <sup>er</sup> PND (1972-1974) est un plan économique mis en place sous le gouvernement du général Médici. Le second a été mis en œuvre par son successeur, le général Geisel et porte sur la période 1975-1979.
SNI	<i>Serviço Nacional de Informações</i>	Service national d'informations	Un organisme créé par la dictature en 1964 pour « superviser et coordonner les activités d'information et de contre-informations au Brésil et à l'étranger ».
USP	<i>Universidade de São Paulo</i>	Université de São Paulo	Une des trois universités publiques financées par l'Etat de São Paulo, et l'un des plus grands établissements du Brésil et de toute l'Amérique latine, avec environ 82.000 inscrits.

#### 4. Sigles et jargon utilisés dans la vie du PT

Sigles en français	Sigle et nom complet en portugais	Traduction en français	Remarques
CEN	<i>CEN – Comissão Executiva Nacional</i>	Commission exécutive nationale	C'est l'organe exécutif du parti au niveau national. Il est composé de 15-20 membres, élus au sein du directoire national.

CN	<i>CN – Congresso Nacional</i>	Congrès national	Réunissant un nombre plus large de délégué que les rencontres nationales, le congrès se tient assez rarement et traite, en principe de questions de fond, pas seulement des points d'actualité.
DM	<i>DM – Diretório Municipal</i>	Directoire municipal	Direction municipale du parti, élue par ses adhérents à l'occasion des rencontres municipales, et qui élit en son sein un exécutif.
DN	<i>DN – Diretório Nacional</i>	Directoire national	Direction nationale (en fait parlement national du parti) composé de 80-90 membres environ, élue à l'occasion des rencontres nationales.
DE/DR	<i>DE/DR – Diretório Estadual /Regional</i>	Directoire de l'Etat fédéré/directoire régional	Direction du parti dans l'Etat/la région, élue par ses adhérents à l'occasion des rencontres de l'Etat/régionales, et qui élit en son sein un exécutif.
FPA	<i>FPA - Fundação Perseu Abramo</i>	Fondation Perseu Abramo	Centre documentaire et centre de recherche historique du PT et sur le PT.
NB	<i>NB – Núcleo de Base</i>	Noyau de base	Unité de base du PT, conçue pour regrouper les adhérents du parti sur une base géographique (quartier, ou municipale), ou économique (entreprise, ou branche) ou thématique (domaine d'intervention).
PED	<i>Processo de Eleição Direta</i>	Processus d'élections directes	Mis en place à partir de 2001, pour désigner, par un vote le même jour de tous les adhérents, toutes les directions du parti et ses délégations aux rencontres à venir aux échelons supérieurs.
RM	<i>EM - Encontro Municipal</i>	Rencontre municipale	Réunion municipale organisée environ tous les deux ans, avec élection de délégués à partir du niveau de base (soit le municipale soit le niveau « zonal » dans les villes/municipales de forte implantation). Le directoire municipal est élu à cette occasion, et des délégués sont élus pour la rencontre de niveau supérieur (Etat, région)
RE/RR	<i>EE/ER – Encontro Estadual/Regional</i>	Rencontre au niveau de l'Etat/ de la région	Réunion dans l'Etat/la région organisée environ tous les deux ans, avec des délégués élus au niveau municipal. Le directoire de l'Etat/régional est élu à cette occasion, et des délégués sont élus pour la rencontre de niveau supérieur (national)
RN	<i>EN - Encontro Nacional</i>	Rencontre nationale	Réunion nationale organisée environ tous les deux ans, avec élection de délégués. Jusqu'à 1997, vote les résolutions, et élit le directoire national à partir des plateformes concurrentes.
RNA	<i>RNA - Reunião Nacional Ampliada</i>	Réunion nationale élargie	Une telle réunion implique le DN, élargi à d'autres membres du parti, par exemple des secrétariats (femmes, mouvement noir, etc.).
RNE	<i>ENE – Encontro Nacional Extraordinário</i>	Rencontre nationale extraordinaire	Convoquée entre deux rencontres nationales ordinaires, pour traiter d'un ou plusieurs sujets précis.

## Annexe 5 : Chronologie de la vie du PT (1978-2002)

Année	Vie du PT	Evènements extérieurs au PT, nationaux et internationaux
1978	Décembre : Lula invite 11 autres dirigeants syndicaux à discuter de l'idée d'un « parti des travailleurs sans patrons ». 4 sur 12 sont favorables.	Une vague de grèves démarre le 12 mai dans la métallurgie de l'ABC (SP). Election de Jean-Paul II au Vatican.
1979	Gestation du parti. Mouvement pro-PT en construction. Janvier : Thèse de Santo André-Lins 1 <sup>er</sup> mai : Charte des principes 13 octobre : Déclaration politique et plateforme politique. Le PT est sur les rails.	Vague de grèves au Brésil. Loi d'amnistie. Arrivée du Général Figueiredo à la présidence. Plan d'ajustement structurel imposé au Brésil par le FMI. Margaret Thatcher devient Premier ministre au Royaume-Uni. Victoire de l'insurrection sandiniste au Nicaragua. Invasion de l'Afghanistan par les troupes de l'URSS.
1980	10 février : Fondation du PT. Manifeste de lancement du parti. 1 <sup>er</sup> juin : Réunion nationale de fondation : statuts et programme du PT. La bataille pour la légalisation du PT commence. Le PT soutient Solidarnosc.	Grève de 41 jours dans la métallurgie de l'ABC (SP). Grandes grèves à Gdansk et naissance de Solidarnosc en Pologne. Ronald Reagan est élu président des Etats-Unis. Début de la « révolution conservatrice » dans le monde.
1981	Août : 1 <sup>ère</sup> Rencontre nationale. Septembre : 1 <sup>ère</sup> Convention nationale et discours de Lula. Campagne du PT contre le chômage.	Le chômage se développe au Brésil. Election de F. Mitterrand en France. Soutien déclaré de R. Reagan aux 'Contras' au Nicaragua. 13 décembre : coup d'Etat militaire en Pologne. Fin de la légalité pour Solidarnosc.
1982	Mars : 2 <sup>e</sup> Rencontre nationale Elections générales : 1 <sup>ère</sup> campagne électorale pour le PT. Résultats décevants : 3,1% des suffrages exprimés au niveau national. Il gagne 2 mairies dont Diadema (SP), 8 députés fédéraux et 13 députés d'Etats.	Fin de la période de prospérité au Brésil. La dette extérieure brésilienne commence à faire beaucoup parler d'elle Guerre des Malouines entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Défaite argentine. Moratoire sur la dette extérieure décrété par le gouvernement mexicain..
1983	Naissance de la tendance 'Articulation des 113', autour de Lula. Le parti s'investit dans la campagne de rue ' <i>Diretas Já</i> '.	Récession au Brésil. 21 juillet : grève générale au Brésil. Fondation de la CUT (Centrale unique des travailleurs). Début de la campagne <i>Diretas Já</i> pour l'élection directe du président de la république. Début de la guerre entre le régime sandiniste et les 'contras' au Nicaragua. Invasion de la Grenade par les troupes US. Fin de la dictature militaire en Argentine.
1984	Avril : 3 <sup>e</sup> Rencontre nationale : très nette majorité pour l'Articulation. Après avril, le PT et la CUT se retrouvent presque seuls dans la campagne ' <i>Diretas Já</i> '.	Début 1984 : mobilisation historique au Brésil pour des élections directes. Avril : échec de l'amendement Dante de Oliveira au parlement. La mobilisation <i>Diretas Já</i> commence à refluer. Des combinaisons politiciennes se substituent de plus en plus aux mobilisations de rue. Fondation du MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre) Réélection de Reagan aux Etats-Unis. Victoire du candidat sandiniste au Nicaragua.
1985	Janvier : Rencontre nationale extraordinaire. Exclusion de 3 députés pétistes pour avoir participé au collège électoral contre la décision du parti. Novembre : le PT progresse aux municipales et gagne sa première capitale : la mairie de Fortaleza (CE).	Fin officielle de la dictature brésilienne. Election du tandem Tancredo Neves-José Sarney par le Collège électoral. Tancredo décède peu après et Sarney devient président. Euphorie passagère au Brésil. Fin de la dictature en Uruguay. Arrivée de Gorbatchev au pouvoir en URSS.

1986	4 <sup>e</sup> Rencontre nationale : très forte majorité pour l'Articulation. Résultats moyens aux élections générales : le PT obtient 16 députés fédéraux pour la Constituante et 33 députés dans les Etats. Le PT contre le Plan Cruzado.	Février : Plan Cruzado I. Bon accueil de l'opinion publique brésilienne. Après les élections de novembre qui voient la victoire, autour de Sarney de l'Alliance démocratique, lancement du plan Cruzado II, qui augmente beaucoup les tarifs. L'inflation repart, et la déception est grande. 12 décembre : grève générale appelée par la CUT et la CGT, bien suivie.
1987	Début de la participation du PT à la Constituante. 5 <sup>e</sup> Rencontre nationale : début de la stratégie « démocratique-populaire ». Volonté du courant majoritaire de réglementer les tendances et opposition à la proportionnalité de l'exécutif national.	Février : Installation du Congrès Constituant. Juin : nouveau plan de stabilisation (Plan Bresser). 20 Août : grève générale au Brésil, moyennement suivie. Octobre : krach boursier à Wall Street.
1988	Fin de la Constituante : le PT vote contre le texte mais le signe. Novembre : importante victoire électorale pour le PT aux municipales. Il remporte la mairie de 36 villes dont 3 capitales : São Paulo (SP), Porto Alegre (RS) et Vitória (ES).	5 octobre : promulgation de la nouvelle Constitution. Novembre : grève à la CSN à Volta Redonda (RJ). L'armée intervient : 3 morts. Election de George Bush à la présidence des Etats-Unis. Réélection de F. Mitterrand en France.
1989	6 <sup>e</sup> Rencontre nationale 1 <sup>ère</sup> campagne Lula. Le candidat pétiste est au 2 <sup>e</sup> tour et se fait battre par Collor (47% contre 53%) après une campagne qui a marqué les esprits et renforcé le PT à la base. Le PT devient le premier parti d'opposition.	Plan d'Été de Sarney : nouvel échec. Envolée de l'inflation. Grève générale historique les 14 et 15 mars. Le régime Sarney est en pleine déconfiture. 1 <sup>ère</sup> élection présidentielle au suffrage universel depuis 1960 au Brésil. F. Collor élu. Massacre de la place Tien an Men à Pékin. Chute du Mur de Berlin et crise ouverte des régimes du Bloc de l'Est.
1990	7 <sup>e</sup> Rencontre nationale. Texte sur « le socialisme pétiste ». Réglementation des tendances. Reconnaissance de la proportionnalité dans les exécutifs. Elections générales : le PT n'obtient pas les résultats espérés. Il fait élire son premier sénateur (E. Suplicy), 35 députés fédéraux et 81 députés d'Etats.	Mars : début des 3 plans Collor de stabilisation de l'économie, qui vont créer une récession sans en finir avec l'inflation. Début des privatisations. Défaite électorale des sandinistes au Nicaragua. Fin de la révolution sandiniste. Guerre du Golfe contre l'Iraq de S. Hussein.
1991	Le PT semble paralysé. Exclusion de la Cause ouvrière (CO). Décembre : 1 <sup>er</sup> Congrès. Victoire des courants autour de l'Articulation sur des thèses gradualistes pour la voie vers le socialisme. Refus d'une campagne sur le thème 'Dehors Collor'.	Mai : 2 <sup>e</sup> plan Collor. Suite et fin de la Guerre du Golfe avec l'opération 'Tempête du désert'. Fondation du Mercosur entre Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay. Tentative de putsch manquée en URSS. Eltsine arrive au pouvoir. Fin du « socialisme réel » dans le Bloc de l'Est, retour du capitalisme dans ces pays.
1992	Mai : exclusion de la Convergence socialiste (CS). A la droite du parti, apparition de Democracia Radical (DR). Le PT tarde à se battre pour chasser Collor mais est à l'origine d'une commission d'enquête parlementaire. Il laisse se faire la transition vers Itamar Franco à la présidence. Après des hésitations, le PT se définit dans l'opposition. Aux municipales, il remporte 53 mairies. Perte de São Paulo.	Scandales autour du Président. La presse s'en mêle. Une commission d'enquête parlementaire découvre un immense système de corruption dont Collor est le chef. Il démissionne suite à d'importantes manifestations dans tout le pays, et c'est le vice-président, Itamar Franco, qui lui succède, le 29 septembre. Juin : Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Inflation à plus de 1000%/an, effondrement de la production industrielle au Brésil. Election de Bill Clinton à la Maison Blanche.
1993	Juin : 8 <sup>e</sup> Rencontre nationale : l'Articulation, courant majoritaire, se divise et les courants de la gauche pétiste gagnent la majorité à la direction nationale. Pour Lula, début des Caravanes de la Citoyenneté.	Mai : arrivée de FHC au ministère de l'économie. L'inflation fait toujours rage. Préparation du Plan Real. Entrée en vigueur du Grand marché unique européen.
1994	Avril-mai : 9 <sup>e</sup> Rencontre nationale. Suite des Caravanes de la Citoyenneté. 2 <sup>e</sup> campagne Lula. Rude défaite : après des sondages qui le donnaient victorieux, Lula est battu dès le premier tour par FHC. Le PT fait élire 2 gouverneurs, 4 sénateurs, 50 députés fédéraux, et 92 députés d'Etats.	28 février : 1 <sup>ère</sup> étape du Plan Real. 30 mars : FHC quitte le gouvernement et se déclare candidat à la présidence. 1 <sup>er</sup> juillet : lancement du real, amarré au dollar. Très nette baisse des prix ensuite. Juillet : ivresse de la Coupe du Monde de foot, remportée par le Brésil. L'inflation se tarit. FHC, « père du real », est élu facilement. Janvier : entrée en vigueur de l'ALENA. Insurrection zapatiste au Mexique.

1995	Août : 10 <sup>e</sup> Rencontre nationale. Le courant autour de Lula s'allie avec la droite du PT pour former le Camp majoritaire. Celui-ci prend la direction nationale du parti. Election de José Dirceu à la présidence du PT face à Hamilton Pereira (gauche du PT). Crise dans l'exécutif du parti.	Mai : grève d'un mois des <i>petroleiros</i> . Défaite couteuse pour eux et leur syndicat. Août : massacre de Corumbiara (RO) : 41 paysans tués. 1 <sup>er</sup> janvier : entrée en vigueur de l'OMC et début du Mercosur. Fin de l'ère Mitterrand en France. J. Chirac élu président.
1996	Mauvais résultats du PT aux municipales. Le PT ne fait élire que 114 maires et perd des bastions. Il gagne Belém (PA) mais perd 3 capitales dont Belo Horizonte (MG). La crise de l'exécutif du PT se poursuit.	Avril : massacre d'Eldorado dos Carajás (PA) : 19 paysans tués. Réélection de Bill Clinton à la Maison Blanche. Juillet-août : « conférence intercontinentale » au Chiapas. Réunion de la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques).
1997	Août : 11 <sup>e</sup> Rencontre nationale. La gauche regagne un peu de terrain, mais le camp majoritaire l'emporte. Orientation majoritaire d'opposition large au néolibéralisme. Election de José Dirceu à la présidence du parti, face à Milton Temer (gauche du PT).	17 avril : « Marche des 100 000 » à Brasilia, organisée par le MST et la CUT. Mai : privatisation de l'entreprise minière Vale do Rio Doce. Tony Blair devient Premier ministre au Royaume-Uni. France : L. Jospin devient Premier ministre ; gouvernement de « gauche plurielle ». Krachs boursiers en provenance d'Asie, à partir de Hong-Kong.
1998	Rencontre nationale extraordinaire (pour les élections). 3 <sup>e</sup> campagne Lula. Nouvelle défaite dès le 1 <sup>er</sup> tour face à FHC. Le PT fait élire 2 gouverneurs, 3 sénateurs, 59 députés fédéraux et 90 députés dans les Etats.	Juillet : privatisation de Sistema Telebrás. Elections en octobre : campagne terne. Crise financière très menaçante pour le real. Réélection de FHC dès le 1 <sup>er</sup> tour. Bonne opération électorale en général pour le camp de FHC. Septembre-octobre : krach boursier suite à la crise en Russie.
1999	Le PT joue un rôle important, avec la CUT, dans l'organisation de la Marche à Brasilia. 2 <sup>e</sup> Congrès du PT. La majorité du PT décline le mot d'ordre « Dehors FHC » qui était scandé à la nouvelle « Marche des 100 000 » à Brasilia. Décision de faire des alliances avec les partis du centre. Décision de mise en œuvre du PED (Processus d'élections directes)	Décrochage du real par rapport au dollar. Le mécontentement commence à se manifester. Privatisation d'Electropaulo, de la Banespa et de la Banerj. 26 août : nouvelle « Marche des 100 000 » à Brasilia organisée par le PT et les autres partis et syndicats d'opposition. Décembre : sommet de l'OMC à Seattle perturbé par les manifestants.
2000	Novembre : élections municipales. Bons résultats du PT, grand leader de l'opposition, qui fait élire 187 maires et gagne 6 capitales : São Paulo (SP), Recife (PE), Belém (PA), Porto Alegre (RS), Goiânia (GO) et Aracaju (SE).	L'usure de FHC et de son gouvernement commence à se faire sentir. Des scandales apparaissent. Election de George W. Bush à la Maison Blanche.
2001	16 septembre : le premier PED a lieu. José Dirceu est (ré)élu président du PT avec une majorité absolue. 12 <sup>e</sup> Rencontre nationale : le camp majoritaire tient le parti bien en main (mais il n'est pas question d'alliances avec des partis de droite et la ligne officielle du PT est toujours opposée au FMI et au néolibéralisme).	Janvier : 1 <sup>er</sup> Forum social mondial à Porto Alegre. Coupures d'électricité géantes au Brésil à plusieurs reprises. Juin : réélection de Tony Blair au Royaume-Uni. 11 septembre : attentats-suicides du World Trade Center et du Pentagone. Octobre : début des bombardements de l'Afghanistan par les Etats-Unis. Décembre : crise économique, sociale et politique en Argentine.
2002	4 <sup>e</sup> campagne Lula, très coûteuse. Lula s'autonomise du PT, accepte les conditions du FMI, s'allie avec un parti de droite (PL) et est élu au second tour avec plus de 61% des voix. Transition paisible entre le gouvernement FHC et l'équipe Lula.	Janvier : "contre-forum de Davos" à Porto Alegre. Bras de fer au Brésil entre la CUT et le gouvernement sur le droit du travail. Janvier : lancement officiel de l'euro dans 12 pays de l'UE. Mai : 2 <sup>e</sup> tour de la présidentielle entre J. Chirac et J.M. Le Pen en France.



## **Annexe 6 – Bibliographie - sources**

- AARÃO REIS, Daniel. O Partido dos Trabalhadores – trajetória, metamorfoses, perspectivas. Núcleo de Estudos Contemporâneos/NEC, Universidade Federal Fluminense/UFF, 8 mars 2007 (pdf)
- ABENDROTH, Wolfgang. Histoire du mouvement ouvrier en Europe. Paris, La Découverte, 2002.
- ALMEIDA, Gelsom Rozentino de. História de uma década quase perdida – PT, CUT, crise e democracia no Brasil: 1979-1989. Rio de Janeiro, Garamond Universitária, 2011
- ALMEIDA, Gelsom Rozentino de. PT 30 anos : democracia, socialismo e o poder. Marxismo 21, 2013. <http://marxismo21.org/wp-content/uploads/2013/06/G-Rozentino.pdf>
- ALMEIDA, Jorge. Como vota o Brasileiro? São Paulo, Xamã, 1996
- ALVES, Giovanni *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Crise e limites do sindicalismo: elementos para uma reflexão crítica da práxis e da formação sindical
- ALVES RODRIGUES, Maurílio. Les Communautés ecclésiales de base au Brésil, Genèse, structure et fonctions. Paris, L'Harmattan, 2006
- ALBUQUERQUE, Denise de Jesus. As transformações do Partido dos Trabalhadores: uma análise histórico-política da fundação ao governo Lula. UFMA, 3ª Jornada Internacional de políticas públicas, 2005
- AMARAL, Oswaldo Martins Estanislau do. As transformações na organização interna do Partido dos Trabalhadores entre 1995 e 2009. Tese Campinas, 2010
- AMORIM de Angelo, Vitor (Org.). O Partido dos Trabalhadores e a política brasileira (1980-2006). São Carlos (SP), EDUFSCar, 2009.
- AMORIM de Angelo, Vitor *apud* AMORIM de Angelo, Vitor (2009). O PT visto de dentro: as correntes trotskistas
- AMORIM VIANA, Gilney. A Revolta dos Bagrinhos. Belo Horizonte, SEGRAC, 1991
- ANDERSON, Perry. Lula's Brazil. London Review of Books, 2011
- ANTUNES, Ricardo. O novo sindicalismo. São Paulo, Ensaio, 1991
- ANTUNES, Ricardo *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Uma breve radiografia das lutas sindicais no Brasil recente e alguns de seus principais desafios
- ARAGÃO, Wilson Honorato. As contradições do cotidiano de um dirigente sindical. João Pessoa (PB, Editora UFPB, 2007
- ARCARY, Valério. L'Histoire du PT brésilien mise en perspective. Herramienta, trad Alencontre, 2011

AZEVEDO, Fernando Antônio *apud* AMORIM de Angelo, Vitor (2009). O PT, a imprensa e a cobertura das eleições presidenciais (1989-2006)

BATISTONI, Maria Rosângela. Confronto operário. A oposição metalúrgica de São Paulo nas greves e comissões de fábrica (1978-1980). Rio de Janeiro, NPC - IIEP, 2010

BENNASSAR, Bartolomé et MARIN, Richard. *Histoire du Brésil 1500-2000*. Paris, Librairie Arthème Fayard, 2000

BETTO Frei. A mosca azul. Reflexão sobre o poder. Rio de Janeiro, Rocco, 2006

BETTO Frei. Calendário do poder. Rio de Janeiro, Rocco, 2007

BONES, Sávio *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Chegou a hora: renovar o movimento sindical para reencontrar o futuro

BORGES, Altamiro. A regressão do trabalho na 'era FHC'. Espaço acadêmico, [http://www.espacoacademico.com.br/016/16col\\_borges.htm](http://www.espacoacademico.com.br/016/16col_borges.htm).

BORIN, Jair *apud* COGGIOLA, Oswaldo (1997). Reforma agrária no governo FHC.

BROUE, Pierre. Quand le peuple révoque le Président – Le Brésil de l'affaire Collor. Paris, L'Harmattan, 1993

BUENO DE AZEVEDO, Clovis. A estrela partida ao meio – ambigüidades do pensamento petista. São Paulo, Entrelinhas, 1995

CALIXTO RAMOS, José *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Estrutura sindical brasileira: origem e evolução.

CARDOSO, Hamilton. Um pouco da história da esquerda – in Lua Nova. Ref.: <http://www.scielo.br/pdf/ln/v1n3/a12v1n3.pdf>

CESAR, Benedito Tadeu. PT : a contemporaneidade possível. Porto Alegre, IFCH/UFRS, 2002

CHAVES JARDIM, Maria. Syndicats et fonds de pension dans le gouvernement Lula. Paris, L'Harmattan, 2013

COELHO, Erelino. Uma Esquerda para o Capital. Crise do Marxismo e Mudanças nos Projetos Políticos dos Grupos Dirigentes do PT (1979-1998); Tese UFF, 2005

COGGIOLA, Oswaldo (coord.) A crise brasileira e o governo FHC. São Paulo, Xamã, 1997

COGGIOLA, Oswaldo *apud* COGGIOLA, Oswaldo (1997). A esquerda e o governo FHC

COGGIOLA, Oswaldo. Governo Lula, da esperança à realidade. São Paulo, Xamã, 2004

COLOMBANI, Olivier. Paysans du Brésil – La lutte des sans-terre. Paris, La Découverte, 1987

COVAS PONTES, Martisalém. Uma caminhada de luta. São Paulo, ExLibris, 2014

CROZIER, Michel. Le phénomène bureaucratique. Paris, Points Seuil, 1963

- DABENE, Olivier. Exclusion et politique à São Paulo – Les outsiders de la démocratie au Brésil. Paris, Khartala, 2006
- DABENE, Olivier. L'Amérique latine à l'époque contemporaine, Paris, Armand Colin, 2012
- DAL MOLIN, Naiara. Dissertação apresentada ao Programa de Pos-graduação da UFRGS - « Sindicato e Estado no Brasil – o sindicalismo no período populista e o Novo Sindicalismo », Porto Alegre 2005.
- DEMIER, Felipe (coord.). As transformações do PT e os rumos da esquerda no Brasil. Rio de Janeiro, Bom Texto, 2003
- DUARTE, Ozeas. Os mercadores de ilusão ; análise crítica do “sindicalismo de resultado”. São Paulo, Brasil Debates Editora, 1988
- DUTILLEUX, Christian. Lula. Paris, Editions Flammarion, 2005
- Maurice DUVERGER. Les partis politiques. Paris, Armand Colin, 1958
- ENDERS, Armelle. Nouvelle histoire du Brésil. Paris, Chandeigne, 2008
- FERES FARIA, Cláudia apud AMORIM de Angelo, Vitor (2009). Participação, sociedade civil e governo Lula (2003-2006): construindo uma sinergia positiva?
- FIGUEIREDO, Lucas, *O Operador - como (e a mando de quem) Marcos Valério irrigou os cofres do PSDB e do PT*. Editora Record, 2006
- FLEISCHER, David. As eleições municipais : uma análise comparativa (1982-2000). Dep. de ciência política, Universidade de Brasília. <http://www.scielo.br/pdf/op/v8n1/14875.pdf>
- FONSECA, Francisco. O Consenso Forjado. São Paulo, Hucitec Editora, 2005
- FONSECA, Francisco. Liberalismo autoritário. Discurso liberal e práxis autoritária na imprensa brasileira. São Paulo, Hucitec Editora, 2011
- FONTES, Virgínia. O Brasil e o capital-imperialismo; teoria e história. Rio de Janeiro, UFRJ Editora, 2010
- FRANÇA, Teones. Novo sindicalismo no Brasil. Histórico de uma desconstrução. São Paulo, Cortez Editora, 2013
- FT-QI (FRAÇÃO TROTSKISTA). A classe operária na luta contra a Ditadura, 1964-1980. São Paulo, Cadernos Estratégia Internacional Brasil, 2008
- FUKUYAMA, Francis. La fin de l'Histoire et le dernier homme [« *The End of History and the Last Man* ». Paris, Flammarion, 1992
- GADOTTI, Moacir et PEREIRA, Otaviano. Pra que PT – Origem, projeto et consolidação do Partido dos Trabalhadores. São Paulo, Cortez Editora, 1989

GANUZA Ernesto, FRANCES Francisco, *Traduction de l'espagnol* GARIBAY David, « Le défi participatif : délibération et inclusion démocratique dans les budgets participatifs », *Participations* 1/2015 (N° 11), p. 167-190  
URL : [www.cairn.info/revue-participations-2015-1-page-167.htm](http://www.cairn.info/revue-participations-2015-1-page-167.htm).  
DOI : [10.3917/parti.011.0167](https://doi.org/10.3917/parti.011.0167).

GARCIA, Cyro. PT : de oposição à sustentação da ordem. Rio de Janeiro, Achiamé, 2011

GARCIA MUNHOZ, Dercio. Inflação Brasileira. Os ensinamentos desde a crise dos anos 30  
[http://www.ie.ufrj.br/images/pesquisa/publicacoes/rec/REC%201/REC\\_1.1\\_03\\_Inflacao\\_brasileira\\_os\\_ensinamentos\\_desde\\_a\\_crise\\_dos\\_anos\\_30.pdf](http://www.ie.ufrj.br/images/pesquisa/publicacoes/rec/REC%201/REC_1.1_03_Inflacao_brasileira_os_ensinamentos_desde_a_crise_dos_anos_30.pdf)

GARIBAY David. « Vingt-cinq ans après Porto Alegre, où en est (l'étude de) la démocratie participative en Amérique latine ? », *Participations* 1/2015 (N° 11), p. 7-52  
URL : [www.cairn.info/revue-participations-2015-1-page-7.htm](http://www.cairn.info/revue-participations-2015-1-page-7.htm).  
DOI : [10.3917/parti.011.0007](https://doi.org/10.3917/parti.011.0007).

GAXIE, Daniel. Les professionnels de la politique. Paris, PUF Thémis, 1973

GENRO, Luciana et ROBAINA, Roberto. A falência do PT e a atualidade da luta socialista. Porto Alegre, L&PM Editores, 2006

GENRO, Tarso et de SOUZA, Ubiratan. Orçamento participativo. A experiência de Porto Alegre. São Paulo, FPA, 1997

GIANNOTTI, Vito. Força Sindical. A central neoliberal. De Medeiros a Paulínio. Rio de Janeiro, Ed. Mauad, 2002

GIANNOTTI, Vito. História das lutas dos trabalhadores no Brasil – 3ª edição (revista e ampliada). Rio de Janeiro, NPC Mauad X, 2007

GIANNOTTI, Vito, “O ano de 1968 e o movimento operário no Brasil”, *ADVIR*, N°22, UERJ , oct. 2008, sur le site de l'association *Piratininga* .  
[http://www.piratininga.org.br/novapagina/leitura.asp?id\\_noticia=3927&topico=Hist%F3ria](http://www.piratininga.org.br/novapagina/leitura.asp?id_noticia=3927&topico=Hist%F3ria;);

GIANNOTTI, Vito et LOPES NETO, Sebastião. CUT ontem e hoje – O que mudou das origens ao IV CONCURTO. São Paulo, Editora Vozes, 1991

GOIRAND Camille, 2008. « Chapitre 1 - Pratiques partisans et loi électorale au Brésil », in *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), «Académique », 2008, 384 pages URL : [www.cairn.info/amerique-latine-les-elections-contre-la-democratie--9782724610390page-41.htm](http://www.cairn.info/amerique-latine-les-elections-contre-la-democratie--9782724610390page-41.htm).

GOIRAND, Camille. *Militer au Parti des travailleurs: itinéraires à Recife (Brésil), de la contestation à l'exercice du pouvoir*, 2012.

GOIRAND Camille, 2013. « Participation institutionnalisée et action collective contestataire », *Revue internationale de politique comparée* 4/2013 (Vol. 20), p. 7-28  
URL : [www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2013-4-page-7.htm](http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2013-4-page-7.htm).  
DOI : [10.3917/ripc.204.0007](https://doi.org/10.3917/ripc.204.0007).

GOIRAND Camille, 2015. « Rituels démocratiques et mise en scène de la participation populaire dans les assemblées du budget participatif à Recife (Brésil) », *Participations* 1/2015 (N° 11), p. 53-85 URL : [www.cairn.info/revue-participations-2015-1-page-53.htm](http://www.cairn.info/revue-participations-2015-1-page-53.htm). DOI : 10.3917/parti.011.0053.

GOIRAND Camille, 2016. « Le « PT light » en campagne. L'institutionnalisation du Parti des travailleurs (Brésil) vue depuis ses campagnes électorales, 1980-2010 », *Politix* 1/2016 (n° 113), p. 65-89 URL : [www.cairn.info/revue-politix-2016-1-page-65.htm](http://www.cairn.info/revue-politix-2016-1-page-65.htm). DOI : 10.3917/pox.113.0065.

GOMES, Americo (org.). *Uma proposta classista para a reestatização da Petrobrás*. São Paulo, Sundermann, 2009

GÓMEZ BRUERA, Hernán. *Lula, the Workers' Party and the Governability Dilemma in Brazil*. New York, Routledge, 2013

GRABOIS, Mário. *Notas sobre estratégia, tática e mudanças na política do PT*. [http://www.achegas.net/numero/34/grabois\\_34.pdf](http://www.achegas.net/numero/34/grabois_34.pdf)

GURGEL, Claudio. *Estrelas e borboletas. PT: Origens e questões de um partido a caminho do poder*. Rio de Janeiro, Papagaio, 1989

HARNECKER, Marta. *O Sonho Era Possível, A história do Partido dos Trabalhadores narrada por seus protagonistas*. São Paulo, Mepla/Casa América Livre, 1994

HUNTER, Wendy. *The transformation of the Workers' Party in Brazil, 1989-2009*. New York, Cambridge University Press, 2010

IASI, Mauro Luis. *As metamorfoses da consciência de classe. O PT entre a negação e o consentimento*. São Paulo, Expressão Popular, 2012

INÁCIO, José Reginaldo (org.). *Sindicalismo no Brasil. Os primeiros 100 anos?* Belo Horizonte, Crisálida, 2007

INÁCIO, José Reginaldo *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). *Líder sindical – ação, transição pelo poder e ética*

INCA (Instituto Cajamar). *Estratégia. Uma saída para a crise*. São Paulo, Editora Brasil Urgente, 1991

KATZ, Richard; MAIR, Peter. *The Evolution of Party Organizations in Europe: The Three Faces of Party Organization*. *The American Review of Politics*, v. 14, p. 593-617, winter, 1993.

KATZ, Richard et MAIR, Peter. *Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party*. *Party Politics*, London, vol. 1, N°1, p. 5-28, 1995.

KECK, Margareth E. *PT, a lógica da diferença*. São Paulo, Editora Ática, 1991

KIRCHHEIMER, Otto. The Transformation of the Western European party systems, in LAPALOMBARA, Joseph; WEINER, Myron (Ed.). Political Parties and Political Development. Princeton, PUP, 1966.

KUCINSKI, Bernardo. As cartas ácidas da campanha de Lula de 1998. Cotia (SP), Ateliê Editorial, 2000

LACERDA, Gislene Edwiges. O retorno ao pluripartidarismo brasileiro: a fundação do Partido dos Trabalhadores e a Carta de Princípios. Texto integrante dos Anais do XIX Encontro Regional de História: Poder, Violência e Exclusão. ANPUH/SP-USP. São Paulo, set2008. <http://www.anpuhsp.org.br/downloads/CD%20XIX/PDF/Autores%20e%20Artigos/Gislene%20Edwiges%20de%20Lacerda.pdf>

LEAL, Paulo Roberto Figueira. O PT e o dilema da representação política: os deputados federais são representantes de quem? Rio de Janeiro. FGV, 2005

LENINE, V. L'Etat et la Révolution. Paris, Editions Sociales, 1972.

LIPSET, Seymour M. et ROKKAN, Stein. Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction. Bruxelles, UBLire, 2008

LOUAULT, Frédéric. Les défaites électorales : le cas du Parti des Travailleurs dans le Rio Grande do Sul (Brésil), (1982-2008), thèse de science politique soutenue en 2011.

LOUAULT, Frédéric. « Chapitre 1 / Un renouvellement brésilien en trompe-l'œil ? », *La Gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), «Académique », 2012, 464 pages

URL : [www.cairn.info/la-gauche-en-amerique-latine-1998-2012--9782724612707-page-35.htm](http://www.cairn.info/la-gauche-en-amerique-latine-1998-2012--9782724612707-page-35.htm).

LOUAULT, Frédéric. « La coupe est pleine ». Article de janvier 2014, [http://www.alternatives-internationales.fr/bresil--la-coupe-est-pleine\\_fr\\_art\\_1269\\_66691.html](http://www.alternatives-internationales.fr/bresil--la-coupe-est-pleine_fr_art_1269_66691.html).

LOUAULT, Frédéric. « La démocratie brésilienne à l'épreuve ». Article de mars 2016, <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/la-democratie-bresilienne-lepreuve>.

LOPES NETO, Sebastião et GIANNOTTI Vito. Para onde vai a CUT? São Paulo, Scritta Editorial, 1993

LULA, Entrevistas e Discursos. 2ª Edição. Guarulhos (SP), Editora o Reporter de Guarulhos, 1981

LULA sem censura. São Paulo, Vozes, 3ª Edição Duplicada, 1981

LULA. O que pensam os presidentiáveis? Entrevista com Herodoto Barbeiro. Harbra Ltda, 1989

LUXEMBURG, Rosa. Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats. Paris, La Découverte, 2001

MACHADO, Carlos Eitor (org.). Trabalhadores petroquímicos. Trajetória e lutas de uma categoria. Porto Alegre, Sindipolo, Editora Veraz, 2006

- MANDEL, Ernest. Power and money. A Marxist Theory of Bureaucracy. London, Verso, 1992
- MARQUES, Guilherme. O Novo Sindicalismo – a estrutura sindical e a voz dos trabalhadores – 1977 a 1995. ADIA, 2000
- MARQUES NOVAES, Carlos Alberto. PT : Dilemas da burocratização. Novos Estudos CEBRAP N°35, Março de 1993. p. 217-237
- MARQUES-PEREIRA, Bérengère et GARIBAY, David. *La politique en Amérique latine – Histoire, institutions et citoyennetés*. Paris, Armand Colin, 2010
- MARTIN, Jean-Yves. Les Sans-Terre du Brésil – Géographie d'un mouvement social-territorial. Paris, L'Harmattan, 2001
- MARX, Karl. La guerre civile en France. Paris, Editions Sociales, 1975
- MEDEIROS, Alexandre. Nos Bastidores da Campanha – Luiz Inácio Lula da Silva, Crônica de um Sonho. Rio de Janeiro, Editora Objetiva, 1994
- MENEGUELLO, Rachel. PT – A formação de um partido – 1979-1982. São Paulo, Ed. Paz e Terra, 1989
- MENEGUELLO, Rachel et AMARAL, Oswaldo. Ainda novidade : uma revisão das transformações do Partido dos Trabalhadores no Brasil. Brazilian Studies Programme. University of Oxford, Latin American Centre, 2008
- MESQUITA, Mário M.C. Brasil 1961-1964 : inflação, estagnação e ruptura. <http://www.econ.puc-rio.br/pdf/td569.pdf>
- MICHELS, Robert. Les partis politiques. Bruxelles, UBLire, 2009
- MUZART-FONSECA DOS SANTOS, Idelette et ROLLAND, Denis. La Terre au Brésil, de l'abolition de l'esclavage à la mondialisation. Paris, L'Harmattan, 2006
- MUZART-FONSECA DOS SANTOS, Idelette et ROLLAND, Denis. Le Brésil des gouvernements militaires et l'exil (1964-1985). Paris, FBI – L'Harmattan, 2008
- NOGUEIRA, Arnaldo José França Mazzei. A modernização conservadora do sindicalismo brasileiro. A experiência do Sindicato dos Metalúrgicos de São Paulo. São Paulo, EDUC-FAPESP, 1997
- NUNES, Paulo Giovanni Antonino. O Partido dos Trabalhadores e o socialismo: uma relação ambígua e/ou "letra morta"? pdf. 2007, [periodicos.ufpb.br/index.php/srh/article/download/11386/6500](http://periodicos.ufpb.br/index.php/srh/article/download/11386/6500)
- OLIVEIRA, Francisco de. Crítica à razão dualista. O Ornitorrinco. São Paulo, Boitempo, 2003.
- OLIVEIRA, Isabel R. de. Trabalho e Política: as origens do Partido dos Trabalhadores. Petrópolis, Vozes, 1987.

OLIVEIRA MOREIRA, Ana Paula, <http://www.ccje.ufes.br/economia/MONOGRAFIAS/2009-1/ANA%20PAULA%20DE%20OLIVEIRA%20MOREIRA/Ana%20Paula%20de%20Oliveira%20Moreira%20-%20mono.pdf>

OSTROGORSKI, Moisei. La démocratie et les partis politiques. Paris, Points Seuil, 1979

OZAI DA SILVA, Antônio. História das tendências no Brasil (Origens, cisões e propostas) – 2ª edição (revisada e ampliada). São Paulo, 1989

OZAI DA SILVA, Antônio. Trabalho e política – Ruptura e tradição na organização política dos trabalhadores (Uma análise das origens e evolução da Tendência Articulação – PT”. <http://www.espacoacademico.com.br/022/22pol.htm>

OZAI DA SILVA, Antônio. Espaço Acadêmico, [http://www.espacoacademico.com.br/095/95ozai.htm#\\_ftn3](http://www.espacoacademico.com.br/095/95ozai.htm#_ftn3)

OZAI DA SILVA, Antônio. Esboço para a História da Esquerda no Brasil. Revista Espaço Acadêmico, N°103, Dezembro de 2009

OZAI DA SILVA, Antônio *apud* AMORIM de Angelo (2009). Nem reforma nem revolução. A estrela é branca

PANEBIANCO, Angelo. Modelos de partido. Madrid, Alianza Editorial, 2009

PARTIDO DOS TRABALHADORES. Resoluções de Encontros e Congressos – 1979-1998. São Paulo, FPA, 1999

PARTIDO DOS TRABALHADORES. Estatuto. São Paulo, FPA, 2001

PARTIDO DOS TRABALHADORES. Trajetórias. Das origens à vitória de Lula. São Paulo, FPA, 2003

PASSOS, Edésio *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Os direitos dos trabalhadores: no limite da desconstituição do sistema legal de contratação do trabalho

PECAUT, Daniel. Entre le peuple et la nation. Les intellectuels et la politique au Brésil. Paris, Edition de la Maison des Sciences de l’Homme, 1989

PEREIRA LEAL, Leovegildo. História da Polop, a alternativa marxista ao reformismo na esquerda brasileira – 2ª edição. Pará de Minas (MG), VitualBooks Editora, 2013

PERSEU Revista N°1. Dossiê ‘Primeiros passos do PT’. São Paulo, FPA, 2007

PERSEU Revista N°2. Dossiê 1982. São Paulo, FPA, 2008

PERSEU Revista N°3. Dossiê ‘Anistia e diretas, ditadura e democracia’. São Paulo, FPA, 2009

PERSEU Revista N°6. Dossiê ‘O PT e a Constituinte, 1985-1988’. São Paulo, FPA, 2011

PERSEU Revista N°8. Dossiê ‘O PT e as eleições presidenciais de 1989’. São Paulo, FPA, 2012



- PIRES, João Paulo *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Década de 1960: a construção e os efeitos de um golpe
- POCHMANN, Márcio *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Capitalismo tardio e sindicalismo brasileiro.
- POMAR, Valter Ventura da Rocha. A Metamorfose. Programa e estratégia política do Partido dos Trabalhadores: 1980-2005. Tese USP, 2005
- POMAR, Wladimir. Quase lá. Lula, o susto das elites. São Paulo, Página 13, 1990
- PRZEWORSKI, Adam. Capitalism and Social Democracy – Cambridge University Press, 1985
- QUEIROZ, Antônio Augusto *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Movimento sindical: passado, presente e futuro.
- RIBEIRO, Amaury. A privatária tucana. São Paulo, Geração Editorial, 2011
- RIBEIRO, Pedro Floriano. O PT sob uma perspectiva sartoriana: de partido anti-sistema a legitimador de sistema, 2003.  
<https://periodicos.ufsc.br/index.php/politica/article/viewFile/2018/1765>
- RIBEIRO, Pedro Floriano. Dos sindicatos ao governo: a organização nacional do PT de 1980 a 2005, UFSCar, 2008.  
[www.bdtd.ufscar.br/htdocs/tedeSimplificado/tde\\_arquivos/21/TDE-2009.../2140.pdf](http://www.bdtd.ufscar.br/htdocs/tedeSimplificado/tde_arquivos/21/TDE-2009.../2140.pdf)
- RIBEIRO, Pedro Floriano *apud* AMORIM de Angelo, Vitor (2009). O PT, o Estado e a sociedade (1989-2005)
- ROCHA, Daniella, 2007. Le parti des travailleurs à l'épreuve du pouvoir. Le PT dans le District fédéral au Brésil (1980-2000), thèse de doctorat en sociologie. Paris, EHESS, 2007
- ROCHA Daniella, 2013. « Logiques et pratiques de participation dans les périphéries de Brasília. Leaderships locaux, relations de clientèle et militantisme professionnel », *Revue internationale de politique comparée* 4/2013 (Vol. 20), p. 123-143  
 URL : [www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2013-4-page-123.htm](http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2013-4-page-123.htm).  
 DOI : [10.3917/ripc.204.0123](https://doi.org/10.3917/ripc.204.0123).
- ROCHA, Daniella et GOIRAND, Camille. *L'accès aux archives du Parti des travailleurs au Brésil : expériences croisées et jeux d'échelles*. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17(4), décembre 2010, p.107-123.<https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2010-4-page-109.htm>
- RODRIGUES, Iram Jácome. Sindicalismo e política. A trajetória da CUT. São Paulo, Scritta FAPESP, 1997
- RODRIGUES, Iram Jácome. O Novo Sindicalismo – 20 anos depois. São Paulo, Editora Vozes, 1999
- RODRIGUES, Leôncio Martins. Partidos e sindicatos. Escritos de sociologia política. São Paulo, Editora Atica, 1990a

- RODRIGUES, Leôncio Martins. CUT: os militantes e a ideologia. São Paulo, Paz e terra, 1990b.
- RODRIGUES, Leôncio Martins. Partidos, ideologia e composição social. São Paulo, EDUSP, 2002
- ROUQUIE, Alain. Le Brésil au XXI<sup>e</sup> siècle, Naissance d'un nouveau grand. Paris, Fayard, 2006
- SÁ VILAS BOAS, Marie-Hélène. Les mutations génétiques du Parti des Travailleurs à São Paulo, Art. pour GIS Amérique Latine, Université de La Rochelle, 2005.
- SÁ VILAS BOAS, Marie-Hélène. *Du quartier à l'Etat. Sociologie des publics des dispositifs participatifs brésiliens. Le cas des conférences municipales des femmes à Recife et Londrina (Brésil)*. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00804115/document>
- SADER, Emir ; OLIVEIRA, Francisco (Org.) *E agora PT: caráter e identidade*. São Paulo, Brasiliense, 1986.
- SALES, Jean Rodrigues. O Partido Comunista do Brasil nos anos sessenta – Estruturação orgânica e atuação política.  
[http://segall.ifch.unicamp.br/publicacoes\\_ael/index.php/cadernos\\_ael/article/view/83/84](http://segall.ifch.unicamp.br/publicacoes_ael/index.php/cadernos_ael/article/view/83/84)
- SALLES, Severo. Dictature et lutte pour la démocratie au Brésil (1964-1985). Paris, L'Harmattan, 2005
- SAMUELS, David. From socialism to social democracy - Party Organization and the Transformation of the Workers' Party in Brazil. Comparative Political Studies – Nov. 2004
- SAMUELS, David *apud* AMORIM de Angelo, Vitor (2009). A democracia brasileira sob o governo de Lula e do PT
- SANTANA, Marco Aurélio. Homens partidos. Comunistas e sindicatos no Brasil. São Paulo, Boitempo Editorial, 2001
- SANTOS, Delze dos *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Sindicalismo rural : luta pela posse da terra e contra a exploração do trabalhador do campo
- SANTOS BORGES, Arleth *apud* AMORIM de Angelo (2009). Trajetória e institucionalização do Partido dos Trabalhadores no Maranhão
- SARTORI, Giovanni. Partis et systèmes de partis – Un cadre d'analyse. Bruxelles, UBLire, 2013
- SCHUMPETER, Joseph. Capitalisme, socialisme et démocratie. Paris, Payot, 1967
- SECCO, Lincoln. História do PT (1978-2010). Cotia (SP), Ateliê Editorial (3<sup>a</sup> Edição), 2011
- SINGER, André. O PT. São Paulo, Publifolha, 2001
- SINGER, André (coord.). Sem Medo de Ser Feliz – Cenas de campanha. São Paulo, Scritta, 1990

- SINGER, André. Esquerda e Direita no Eleitorado Brasileiro. São Paulo, EDUSP/FAPESP, 1999
- SINGER, André. Os sentidos do lulismo – Reforma gradual e pacto conservador. São Paulo, Companhia das Letras, 2012.
- SOARES, José de Lima. O PT e a CUT nos anos 90. Encontros e desencontros de duas trajetórias. Brasília, Fortium Editora, 2005
- SOARES, Sebastião *apud* INÁCIO, José Reginaldo (2007). Influências estrangeiras na formação do sindicalismo brasileiro
- SOARES DE SANTANA, Cristiane. O maoísmo na esquerda brasileira: a trajetória do Partido Comunista do Brasil – Ala Vermelha.  
[http://www.cedema.org/uploads/Soares\\_Santana.pdf](http://www.cedema.org/uploads/Soares_Santana.pdf)
- SOUSA BRAGA, Maria do Socorro *apud* AMORIM de Angelo (2009). Partido dos Trabalhadores: condições de origem e variações estaduais
- SUPLICY, Eduardo Matarazzo. Um notável aprendizado. São Paulo, Ed. Futura, 2007
- SUPLICY, Eduardo Matarazzo. Renda de Cidadania, a saída é pela porta. São Paulo, Cortez Editora, Fundação Perseu Abramo, 2008
- TEIXEIRA, Rodrigo Dias. Para onde foi a CUT? – Do classismo ao sindicalismo social-liberal. Rio de Janeiro, Malungo Comunicação e Editora, 2013
- TELLES, Helcimara de Souza *apud* AMORIM de Angelo (2009). O PT e as eleições para a Câmara dos Deputados
- VIANNA, Cláudia. Os nós do “nós”. Crise e perspectiva da ação docente em São Paulo. São Paulo, Xamã, 1999
- VIEIRA, Agamenon. Caminhos da construção. Movimento sindical e organização política dos trabalhadores na Paraíba. João Pessoa (PB), Colina da Primavera Editora, 1986
- WEBER, Max. Le savant et le politique. Paris, 10/18, 1963

## **Annexe 7 : Liste des tableaux, graphiques et cartes**

### **Liste des tableaux**

Tableau 1 : suffrages obtenus par les divers partis en 1982 (Chambre des Députés et Sénat) .	315
Tableau 2 : Les élus pétistes en 1982 .....	316
Tableau 3 : Ventilation des suffrages obtenus par le PT entre les régions : 1982-1985-1986...	358
Tableau 4: Les élus pétistes en 1986 .....	359
Tableau 5 : évolution de la répartition des revenus par groupes sociaux 1981-1989 .....	386
Tableau 6 : Nombre de maires pétistes élus en 1988 par Etat et par région.....	418
Tableau 7 : augmentation du nombre des élus du PT dans les années 1980 .....	445
Tableau 8 : Les élus pétistes en 1990 .....	464
Tableau 9 : Nombre de maires pétistes élus en 1992 par Etat et par région.....	489
Tableau 10 : Les élus pétistes en 1994 .....	500
Tableau 11 : Evolution du PIB du Brésil pendant les présidences FHC.....	507
Tableau 12 : Nombre de maires pétistes élus en 1996 par Etat et par région.....	522
Tableau 13 : Les élus pétistes en 1998 .....	530
Tableau 14 : Nombre de maires pétistes élus en 2000 par Etat et par région.....	532
Tableau 15 : Vote de la 10 <sup>e</sup> RN (1995) pour la présidence du PT.....	551
Tableau 16 : Vote de la 10 <sup>e</sup> RN (1995) sur les plateformes en concurrence .....	551
Tableau 17 : Vote de la 10 <sup>e</sup> RN (1995) pour la composition du DN.....	552
Tableau 18 : Vote des thèses à la 11 <sup>e</sup> RN (1997) .....	567
Tableau 19 : Vote de la 11 <sup>e</sup> RN (1997) sur les plateformes en concurrence .....	568
Tableau 20 : Vote du 2 <sup>e</sup> Congrès (1999) pour la composition du DN et de la CEN .....	582
Tableau 21 : Résultats du PED de 2001 pour la présidence du PT .....	584
Tableau 22 : Nombre d'élus pétistes de 1982 à 2000 .....	599
Tableau 23 : taux de croissance du nombre de députés pétistes au niveau fédéral et dans les Etats.....	600

Tableau 24 : taux de croissance du nombre de maires et de conseillers municipaux pétistes..	600
Tableau 25 : Professionnalisation des délégués aux Rencontres nationales et Congrès du PT (1990-2001) .....	604
Tableau 26 : Nombre de députés fédéraux du PT et de leurs assesseurs (1983-2003) .....	605
Tableau 27 : Taux de reconduction des administrations municipales pétistes (1982-1996) .....	612
Tableau 28 : utilisation des terres au Brésil en 2001.....	660
Tableau 29 : Résultat national des élections présidentielles 1994 (FHC, Lula et autres) en % des inscrits. ....	696
Tableau 30 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula et de FHC en 1994.....	697
Tableau 31 : Evolution des intentions de vote pour Lula et FHC entre le 23-25 mai et le 30 septembre-1 <sup>er</sup> octobre 1994, par catégories de l'électorat. ....	699
Tableau 32 : Opinion sur l'augmentation ou la diminution du pouvoir d'achat avec le real de différents segments de l'électorat (sondage Datafolha 22/9/94) .....	700
Tableau 33 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula, FHC et C. Gomes en 1998 ....	715
Tableau 34 : Résultat national du premier tour des élections présidentielles 2002 (pour les 6 candidats) en nombre de voix et en % des exprimés.....	734
Tableau 35 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula, José Serra, Anthony Garotinho et Ciro Gomes au premier tour de la présidentielle de 2002.....	736
Tableau 36 : scores en nb de voix et en % des exprimés de Lula et José Serra au second tour de la présidentielle de 2002 .....	739
Tableau 37a : Etat, pouvoir et démocratie dans le projet pétiste.....	758
Tableau 37b : Le PT et l'indépendance de classe .....	758
Tableau 37c : Propriété des moyens de production, plan et marché dans le projet pétiste .....	759
Tableau 37d : Le PT et la dette extérieure.....	759
Tableau 37e : Le PT et la réforme agraire.....	759
Tableau 38 : Synthèse des 4 campagnes présidentielles Lula .....	760
Tableau 39 : différentes catégories de professionnalisation des délégués aux Rencontres nationales et congrès du PT (1990-2001).....	774
Tableau 40 : évolution des ressources financières du PT en % (1983-2002) .....	776
Tableau 41 : montants du fonds partisan et des contributions statutaires au PT, en R\$ constants (1989-2002) .....	778

## Liste des graphiques, organigrammes et cartes

Graphique 1 – Nombre de disparus et ordres de censure (1968-1978).....	95
Graphique 2 : nombre annuel d’assassinats dans les campagnes brésiliennes (1985-2003) ....	511
Graphique 3 : Nombre de personnes impliquées dans des conflits agraires (1985-2003) .....	517
Organigramme1 : la gauche brésilienne (1961 – 1976) .....	136
Organigramme2 : la gauche brésilienne (1976-1987) .....	381
Organigramme 3 : trajectoires des tendances du PT (1983-2002) .....	588
Carte 1 : 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle 1989.....	678
Carte 2 : 2 <sup>e</sup> tour de la présidentielle 1989.....	681
Carte 3 : unique tour de la présidentielle 1994.....	696
Carte 4 : unique tour de la présidentielle 1998.....	714
Carte 5 : 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle 2002.....	735
Carte 6 : 2 <sup>e</sup> tour de la présidentielle 2002.....	738

**Le Parti des Travailleurs brésilien**  
**De son émergence à la conquête du *Planalto* (1979-2002)**

**Table des matières**

REMERCIEMENTS .....	5
SOMMAIRE.....	7
INTRODUCTION GENERALE .....	11
• Définition et délimitation du sujet.....	12
• Eléments de compréhension théorique .....	13
• Bilan critique de la littérature existante sur le PT .....	19
• Quel apport pour cette thèse ?.....	28
• Perspectives et hypothèses de travail.....	28
○ Sur le parti à sa naissance .....	29
○ Sur la trajectoire pédiste dans la période étudiée .....	29
○ A propos de la vie interne du parti.....	29
○ Sur les éléments explicatifs de la trajectoire pédiste.....	30
• Choix des méthodes d'investigation .....	30
○ L'accès aux documents internes du parti .....	30
○ Les lectures complémentaires.....	31
○ Les interviews réalisées .....	32
• Précisions sur le texte.....	35
• Choix du plan.....	36
PARTIE 1 – AVANT LE PT .....	41
<b>Chapitre 1 : Repères sur la gauche et le syndicalisme au Brésil .....</b>	<b>43</b>
Section 1 : Gauche et partis du mouvement ouvrier avant 1964 .....	43
1°) Début du mouvement ouvrier et hégémonie anarcho-syndicaliste .....	44
2°) La gauche brésilienne sous la domination du <i>partidão</i> .....	46
a) Début du PCB et naissance du PSB .....	46
b) La « 3 <sup>e</sup> période » de l'Internationale Communiste et le PCB.....	48
c) Le Front populaire antifasciste .....	49
d) L' <i>Intentona</i> communiste et ses suites .....	50
e) Le PCB sous l' <i>Estado Novo</i> .....	52
f) Légalisation du PCB : vers un parti de masses .....	52
g) Le PCB interdit à nouveau .....	54

h)	Le PCB et le retour de Vargas .....	54
i)	Recherche d'une alliance avec le nationalisme varguiste .....	56
j)	La « déstalinisation » .....	56
k)	Le PCB, le travaillisme et la révolution nationale-démocratique .....	57
3°)	Crise et renouveau du mouvement ouvrier .....	59
a)	Naissance de la PoOp .....	59
b)	1962 : deux partis communistes, le PCB et le PCdoB .....	60
c)	Débuts de l'Action Populaire .....	61
d)	Les trotskystes avant le coup d'Etat .....	62
Section 2 : Etat et syndicalisme, héritage et évolutions .....		62
1°)	Des structures héritées du passé.....	62
a)	Changements dans la composition du prolétariat .....	63
b)	Syndicalisme et réformes sociales dans la première période de l'ère Vargas.....	64
c)	Syndicalisme et travaillisme dans l' <i>Estado Novo</i> .....	65
d)	Une analyse de ces réformes.....	67
e)	L'organisation du syndicalisme après Vargas .....	69
2°)	Continuités et mutations .....	70
<b>Chapitre 2 : La dictature militaire au Brésil à partir de 1964.....</b>		<b>75</b>
Section 1 : Pourquoi le coup d'Etat de 1964 ? .....		75
1°)	L'évolution de la situation politique et sociale.....	75
a)	Mettre un terme à l'inflation.....	77
b)	En finir avec João Goulart.....	78
c)	Arrêter la montée des luttes sociales.....	79
d)	La main de l'Oncle Sam ?.....	80
2°)	Idéologie, influences et divisions de l'armée .....	82
3°)	Institutions, économie et société après le putsch .....	84
a)	Les premiers « actes institutionnels » de la dictature.....	84
b)	L'économie selon les putschistes .....	84
c)	Du bon usage des syndicats et des « syndicalistes ».....	85
d)	Les effets sociaux immédiats du coup d'Etat .....	86
Section 2 : Le durcissement de la dictature en 1968 .....		87
1°)	Pourquoi le durcissement ?.....	87
2°)	L'AI-5 et le « miracle économique ».....	89
a)	Les années de plomb : un aspect double et trouble .....	89
b)	Le « miracle économique », c'était quoi ?.....	89
c)	Renforcement de la répression et de la violence d'Etat.....	91
Section 3 : la dictature et ses méthodes .....		92
1°)	L'ordre social, politique et idéologique .....	92
a)	Mandats syndicaux et politiques cassés.....	92
b)	Idéologie et propagande .....	92
c)	Des élections sur mesure.....	93
2°)	Rapts, assassinats, « disparitions », torture .....	93
3°)	L'exil, phénomène massif après 1968 .....	95
a)	Une réalité politique et sociale.....	95
b)	Témoignages d'exilés interviewés .....	96
<b>Chapitre 3 : La gauche brésilienne sous la dictature .....</b>		<b>99</b>
Section 1 : Les deux partis communistes .....		99
1°)	Le « communisme orthodoxe » (PCB) .....	99



a)	Le PCB avant et pendant le putsch .....	100
b)	Le PCB analyse la situation après le putsch .....	100
c)	Marighella, incarnation des critiques de gauche faites au PCB .....	101
d)	La répression s'abat sur le parti.....	102
e)	Le PCB à la fin des années 1970 .....	102
2°)	Le « communisme mao-stalinien » (PCdoB).....	103
a)	Le PCdoB face au coup d'Etat .....	103
b)	Le PCdoB dans la seconde moitié des années 1960 .....	104
c)	Le tournant du parti avec l'Al-5 .....	105
d)	La Guérilla de l'Araguaia et la fin de la période de lutte armée au Brésil .....	106
e)	Le processus de réorganisation du PCdoB.....	107
Section 2 : Les groupes guérilléristes et la lutte armée .....		109
1°)	Les scissions du PCB : Action libératrice nationale (ALN), Mouvement révolutionnaire du 8 octobre (MR8) et Parti communiste brésilien révolutionnaire (PCBR) .....	109
a)	L'Action libératrice nationale (ALN) et le Mouvement révolutionnaire du 8 octobre (MR8).....	109
b)	Le Parti communiste brésilien révolutionnaire (PCBR).....	111
2°)	Les scissions du PCdoB : <i>Ala Vermelha</i> (AV) et Parti communiste révolutionnaire (PCR) ....	112
a)	Naissance et trajectoire de l' <i>Ala Vermelha</i> ( <i>Ala</i> ou <i>AV</i> ) .....	112
b)	Le Parti communiste révolutionnaire (PCR) .....	113
3°)	Les scissions de l'AP : le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) et l'Action populaire marxiste-léniniste (APML) .....	114
a)	Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) .....	114
b)	L'Action populaire marxiste-léniniste (APML) .....	115
4°)	Scissions de la PolOp : le Commandement de libération nationale (Colina), l'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR), l'Avant-garde armée révolutionnaire-Palmares ( <i>VAR-Palmares</i> ), la nouvelle VPR ( <i>Nova VPR</i> ), le Parti ouvrier communiste (POC) et le Mouvement d'émancipation du prolétariat (MEP).....	115
a)	Le Commandement de libération nationale (Colina) .....	115
b)	L'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR) .....	116
c)	L'avant-garde armée révolutionnaire- <i>Palmares</i> ( <i>VAR-Palmares</i> ) .....	117
d)	La nouvelle VPR ( <i>Nova VPR</i> ) .....	118
e)	Le Parti ouvrier communiste (POC) .....	118
f)	Le cas particulier du Mouvement d'émancipation du prolétariat (MEP) .....	119
Section 3 : Le trotskysme sous la dictature : le POR et ses dissidences.....		120
1°)	Le contexte : la IV <sup>e</sup> Internationale .....	120
2°)	Les trotskystes brésiliens et le POR .....	121
a)	La Fraction bolchevique-trotskyiste .....	122
b)	Le Groupe Communiste du Premier Mai .....	122
c)	La réorganisation des groupes trotskystes sous la houlette lambertiste .....	122
d)	De la <i>Liga Operária</i> à la Convergence Socialiste.....	123
e)	Les groupes liés à la majorité du SU de la IV <sup>e</sup> Internationale .....	124
Section 4 : Les chrétiens de gauche .....		124
1°)	Les phases de l'évolution de l'Eglise brésilienne .....	124
2°)	Les paroisses.....	125
3°)	La théologie de la libération .....	126
4°)	Les pastorales .....	128
5°)	Les Communautés ecclésiales de base (CEB) .....	129
a)	Qu'est-ce qu'une CEB ? .....	129
b)	Emergence et développement des CEB.....	130
c)	Rôle social et politique des CEB.....	131

d) Les CEB et le marxisme .....	134
<b>Conclusion de la partie 1 : Crise du régime et conditions d'émergence du PT .....</b>	<b>137</b>
1°) Quelques conclusions sur les conditions d'émergence du PT .....	137
a) Des leçons quant à l'histoire de la gauche brésilienne .....	137
b) Des leçons quant aux spécificités du syndicalisme brésilien .....	139
c) Des leçons quant au contexte dictatorial de la période .....	140
2°) Crise du régime et ouverture lente, graduelle et sûre .....	141
 <b>PARTIE 2 – L'EMERGENCE DU PT .....</b>	<b>147</b>
 <b>Chapitre 4 : Le PT à la confluence de divers mouvements sociaux.....</b>	<b>149</b>
Section 1 : Mobilisations des salariés et militants syndicaux.....	149
1°) São Bernardo do Campo et Diadema : une évolution particulière.....	149
2°) Les oppositions syndicales : le cas de l'Opposition syndicale métallurgique à São Paulo....	150
3°) Le mouvement pour le rattrapage salarial .....	151
4°) Une vague de grèves à partir du 12 mai 1978.....	152
a) Lula évoque les grèves de l'ABC de 1978 .....	152
b) Des grèves chez les métallos de l'ABC, mais pas seulement .....	153
c) Les grèves démarrent dans la métallurgie de l'ABC .....	154
d) Le syndicat de la métallurgie de São Bernardo et Diadema et les grèves de 1978 .....	155
e) Le choix des formes de grève selon Lula .....	157
f) Lula et la crainte de la répression des grèves.....	157
g) Un mouvement purement spontané ? .....	158
h) Une vision critique de la gestion des grèves par Lula et les « authentiques » .....	159
i) Syndicalisme et auto-organisation .....	160
5°) Nouvelles évolutions du paysage syndical .....	162
a) Vers l'unification du mouvement syndical ? .....	162
b) Formation de deux blocs dans le mouvement syndical .....	165
6°) Quelques syndicalistes au cœur du projet pétiste .....	167
a) Lula .....	168
b) Paulo Skromov.....	170
c) Jacó Bittar .....	171
d) José Cicote .....	172
e) Wagner Benevides.....	173
f) Olívio Dutra.....	174
g) Henos Amorina .....	176
h) Quels profils de dirigeants syndicaux ? .....	177
Section 2 : Autres mouvements sociaux .....	178
1°) Le mouvement pour l'amnistie .....	179
a) Chronologie et structuration du mouvement .....	179
b) Militants politiques et syndicalistes face à la question de l'amnistie.....	180
2°) Le mouvement étudiant .....	181
3°) Le mouvement contre la vie chère .....	182
a) Un mouvement venant de loin, ancré dans les quartiers populaires, lié à l'Eglise .....	182
b) Les formes de la mobilisation .....	183
4°) CEB et pastorales dans les mouvements sociaux .....	184
5°) Luites agraires et projet pétiste .....	185
a) Les mobilisations à la campagne et le PT : généralités.....	185

b) Des exemples dans le <i>Nordeste</i> .....	187
<b>Chapitre 5 : Le PT, la gauche et les intellectuels .....</b>	<b>191</b>
Section 1 : La gauche politique et le projet pétiste.....	191
1°) Les opposants au projet pétiste au sein de la gauche .....	191
2°) Syndicalistes et « groupes de gauche » .....	192
a) Méfiance des syndicalistes « authentiques » contre les « groupes de gauche » .....	192
b) Méfiance des « groupes de gauche » contre les syndicalistes « authentiques » .....	195
c) Un vide politique à gauche ? .....	195
3°) La gauche pétiste issue du PCB.....	196
a) Les rescapés de l'ALN .....	196
b) Le PCBR .....	197
4°) La gauche pétiste issue du PCdoB .....	198
a) <i>L'Ala Vermelha</i> .....	199
b) Le PRC .....	201
5°) L'Action Populaire (AP).....	202
6°) Le Mouvement d'émancipation prolétarienne (MEP).....	204
7°) Les groupes trotskystes .....	205
a) La Convergence socialiste (CS) .....	205
b) ' <i>O Trabalho</i> ' : l'OSI et la 'Libelu' .....	207
c) La Démocratie Socialiste (DS) .....	212
d) La Cause Ouvrière (CO).....	215
Section 2 : Le PT, la politique institutionnelle et les intellectuels .....	216
1°) Des élus progressistes ralliés au PT .....	216
a) Les grèves ouvrières et les élus .....	216
b) Le témoignage d'Eduardo Suplicy .....	218
c) Le PT et la « Tendance populaire » du MDB.....	219
2°) Le PT et les intellectuels .....	219
a) L'évolution de l'intelligentsia sous la dictature .....	219
b) Des intellectuels célèbres rejoignent le PT .....	221
c) Intellectuels et leaders syndicaux : des rapports compliqués. ....	223
d) Des militants de gauche évaluent l'apport des intellectuels pétistes .....	224
<b>Chapitre 6 : Du Mouvement pro-PT à la fondation du parti.....</b>	<b>227</b>
Section 1 : Naissance du projet pétiste .....	227
1°) L'émergence de l'idée de parti des travailleurs.....	227
a) A l'origine de l'idée de PT .....	227
b) Pourquoi un parti ?.....	228
c) Réunion de dirigeants syndicaux le 11 décembre 1978 .....	229
2°) La thèse de Santo André – Lins.....	231
a) Comment un texte radical parvient-il à être majoritaire ?.....	231
b) Le contenu du texte.....	232
c) Après Lins, comment continuer ? .....	232
Section 2 : La toile de fond - une grande vague de grèves.....	233
1°) La grève des métallos de l'ABC.....	233
a) Grève ou pas grève ? Les dispositions du syndicat de São Bernardo .....	233
b) Les AG de grève et Lula l'orateur.....	234
c) Trêve ou grève le 22 mars ? .....	234
d) <i>Intervenção</i> dans le syndicat .....	235
e) Lula, reviens !.....	236

f)	La trêve, finalement .....	236
g)	L'impact de l'intervention et de la trêve .....	237
h)	L'AG du 13 mai : Lula appelle à renoncer à la grève.....	237
i)	« Lula, Trahison » ?.....	238
j)	La solidarité avec les métallos de l'ABC.....	241
2°)	Etendre les luttes ? Durcir le mouvement ? .....	242
a)	Piquets de grève ? Autodéfense des travailleurs ?.....	242
b)	Grève générale ou enchaînement de grèves sectorielles .....	242
c)	La grève des métallurgistes de São Paulo.....	243
3°)	« Le PT se construit dans les luttes » .....	244
a)	Les émissaires syndicalistes pro-PT et la vague gréviste .....	244
b)	Tout cela au milieu de la répression... ..	245
Section 3 :	Parti social-démocrate, parti populaire ou parti des travailleurs ? .....	245
1°)	1 <sup>er</sup> mai 1979 - la Charte des principes .....	245
a)	Le comité de rédaction et ses objectifs .....	245
b)	Un document avant-gardiste, concocté par des trotskystes, sans concertation ?.....	246
c)	Le texte proposé le 1 <sup>er</sup> mai 1979 .....	250
2°)	Juin 1979 : nouvelles étapes militantes.....	251
a)	Poços de Caldas : le PT a la faveur des métallos .....	251
b)	Belo Horizonte : première apparition publique du PT.....	251
3°)	Vers un parti social-démocrate ? São Bernardo et ses suites .....	252
a)	La réunion du Pampas Hotel .....	252
b)	Le projet de F.H. Cardoso et A. Alfonso : appréciations divergentes .....	253
c)	Séparation, puis « comité de mariage » !.....	255
4°)	Nouvelles questions sur le PT, sa construction et sa nature .....	256
a)	Pas besoin du PT dans le <i>Nordeste</i> ? .....	256
b)	Parti populaire ou parti des travailleurs ? .....	257
5°)	13 octobre 1979 : le PT sur les rails.....	257
a)	Le contexte .....	257
b)	Définir un fonctionnement provisoire.....	258
c)	La Déclaration politique.....	259
d)	La Plateforme politique .....	259
e)	Derniers obstacles à lever avant la fondation .....	260
Section 4 :	la fondation du parti.....	261
1°)	Une fondation en deux temps .....	261
2°)	10 février 1980 : acte de naissance officiel .....	262
a)	Une ambiance de ferveur et d'émotion .....	262
b)	Des difficultés d'organisation .....	263
c)	Forces en présence et rapports de forces .....	263
d)	Le Manifeste du PT .....	265
e)	Points pour l'élaboration du programme du PT .....	266
3°)	La réunion nationale de fondation (31 mai - 1 <sup>er</sup> juin 1980).....	266
a)	Le programme du PT .....	267
b)	Le plan d'action .....	268
c)	Les statuts du parti .....	268
<b>Conclusions analytiques de la partie 2 : Le PT : un parti nouveau ? De quelle nature ? .....</b>		<b>271</b>
1°)	Le PT naissant et les typologies courantes de science politique .....	271
a)	Le PT et la typologie de Duverger.....	271
b)	Le PT et les apports de Panebianco.....	273

2°)	Ressemblances et dissemblances avec la jeune social-démocratie .....	276
a)	Eléments de comparaison du PT avec le SPD (allemand).....	276
b)	Eléments de comparaison du PT avec le Labour Party (britannique).....	277
c)	Eléments de comparaison du PT avec la SFIO (française) .....	279
d)	Eléments de comparaison avec l'ensemble de la social-démocratie .....	280
3°)	Forces et faiblesses du nouveau venu sur la scène politique.....	281
<b>PARTIE 3 – L’AFFIRMATION DU PT COMME OPPOSITION SOCIALE ET POLITIQUE .....</b>		<b>285</b>
<b>Chapitre 7 : Les premiers pas du nouveau parti.....</b>		<b>287</b>
Section 1 : Le militantisme pétiste des débuts.....		287
1°)	L’ambiance et les conditions initiales du militantisme pétiste.....	287
a)	Un parti attractif mais qui exige de gros efforts militants.....	287
b)	De gros changements pour les militants des « groupes de gauche » .....	289
c)	Des conditions de construction très variables d’un endroit à un autre .....	290
2°)	Des conditions de départ contrastées : quelques cas .....	291
a)	L’Etat d’Acre : des conditions favorables et des progrès rapides.....	291
b)	Des débuts difficiles pour le PT à Rio de Janeiro .....	292
c)	Le cas d’Olinda et du Pernambouc : un PT à la composition assez mélangée.....	294
d)	Emergence quasi-simultanée de syndicats et du PT : João Pessoa, Paraíba .....	295
3°)	Construire le parti en militant pour sa légalisation .....	297
a)	Les exigences de la LOPP .....	297
b)	Le cas de l’Etat de São Paulo .....	298
c)	Le cas du Rio Grande do Sul .....	299
Section 2 : De la 1 <sup>ère</sup> à la 2 <sup>ème</sup> Rencontre nationale du PT (1981-82) .....		301
1°)	La 1 <sup>ère</sup> Rencontre Nationale du PT (8 et 9 août 1981) .....	302
a)	Le problème du chômage .....	302
b)	Le fonctionnement du parti.....	303
c)	Le premier Directoire national du PT .....	303
2°)	La 1 <sup>ère</sup> Convention nationale et le discours de Lula (27 septembre 1981) .....	303
a)	La « Lettre de Brasilia » .....	303
b)	Lula et le socialisme.....	304
3°)	La 2 <sup>ème</sup> Rencontre nationale du PT (27-28 mars 1982).....	310
Section 3 : Le baptême du feu électoral en 1982.....		310
1°)	Le contexte politique et la décision de participer .....	311
a)	Pourquoi participer à ces élections ? .....	311
b)	Tactique et thèmes de campagne .....	314
2°)	Les résultats et leurs suites .....	315
a)	Les résultats globaux .....	315
b)	Pour le PT, vue d’ensemble .....	315
c)	Les élus du PT .....	316
d)	Témoignages et leçons rétrospectives .....	317
e)	La réaction du PT après ces élections.....	318
Section 4 : Le PT sous la dictature jusqu’à 1983 .....		322
1°)	Le contexte de crise économique.....	322
a)	Quelques mots sur la crise économique et la politique de la dictature .....	322
b)	Développement de la crise dans la première moitié des années 1980.....	323
2°)	Développement des luttes et des organisations populaires .....	324
a)	Un contexte de remontée des luttes du salariat .....	325

b)	Naissance d'un vaste mouvement social et paysan : le MST .....	326
3°)	Luttes internes au parti et naissance de l'Articulation .....	328
a)	Apparition de l'Articulation des 113 : quel sens pour ce regroupement ?.....	328
b)	La 3 <sup>e</sup> Rencontre nationale du PT (6-8 avril 1984) .....	330
<b>Chapitre 8 : Le PT du milieu des années 1980, un parti d'opposition sociale et politique .....</b>		<b>333</b>
Section 1 : Un tournant politique – La campagne « <i>Diretas Já !</i> » .....		333
1°)	Le cadre d'intervention du PT .....	333
a)	Le contexte .....	333
b)	Le sens du combat à mener.....	334
2°)	Montée et affaiblissement de cette campagne.....	335
a)	Marée montante .....	335
b)	Marée descendante.....	338
3°)	Leçons à tirer pour le parti .....	343
a)	Sanctions et polémique .....	343
b)	Bilan de la campagne.....	345
Section 2 : Le PT et les débuts de la <i>Nova República</i> .....		349
1°)	Le gouvernement Sarney et le Plan Cruzado.....	350
a)	La politique économique et sociale du gouvernement .....	350
b)	La conflictualité sociale au début de la présidence Sarney .....	351
2°)	Le PT au début de la présidence Sarney.....	352
a)	Les élections municipales de 1985 .....	352
b)	La 4 <sup>e</sup> Rencontre nationale du PT .....	354
c)	Les scrutins de novembre 1986.....	355
Section 3 : Le PT à l'Assemblée Constituante.....		359
1°)	Participer ou pas? Pour quoi faire ? .....	359
a)	Les principes devant présider à l'Assemblée constituante selon le PT .....	360
b)	Pourquoi siéger à la Constituante ?.....	361
c)	L'action du PT dans l'Assemblée Constituante .....	362
2°)	Bilan de l'expérience constituante .....	365
a)	Bilans d'étapes.....	365
b)	Une constitution autoritaire et conservatrice .....	366
c)	Quelques avancées obtenues.....	370
d)	Dire oui ou non ? Signer ou pas ? Hésitations et débats au sein du PT.....	371
e)	Impact de cette expérience sur le parti.....	377
<b>Chapitre 9 : Le PT et la fin de de l'ère Sarney .....</b>		<b>383</b>
Section 1 : Chaos économique et crise sociale et politique .....		383
1°)	« L'économie du diable – chômage et inflation » .....	383
a)	Du Plan Cruzado I au Plan Cruzado II.....	383
b)	Le Plan Bresser .....	384
c)	La politique « <i>feijão com arroz</i> » .....	385
d)	Le Plan d'Été .....	385
2°)	Remontée des luttes populaires.....	386
a)	1987 : après les illusions, un réveil douloureux.....	386
b)	1988 : luttes urbaines et rurales face à la répression.....	387
c)	1989 : campagne présidentielle et grève générale .....	388
Section 2 : La 5 <sup>e</sup> Rencontre nationale (4-6 décembre 1987), un moment clé de la vie du PT .....		391
1°)	Orientations en débat .....	391
a)	Un ordre du jour très chargé .....	391

b)	Plusieurs orientations politiques .....	392
c)	Construction du parti et question des « noyaux » .....	395
2°)	Perspective socialiste, stratégie et tactique .....	397
a)	La perspective socialiste : quelles nouveautés ? .....	397
b)	Un nouveau venu : l'alternative « démocratique-populaire » .....	399
c)	Alliances stratégiques et alliances tactiques .....	401
3°)	Tendances et proportionnalité dans les exécutifs, un débat tendu .....	406
a)	Mise en perspective historique et choix faits par les rencontres régionales .....	406
b)	Droit de tendances et représentation des minorités : débat, formes et enjeux.....	407
4°)	Votes et éléments de bilan .....	408
Section 3 :	1988-1989 – Net accroissement du poids électoral du PT .....	410
1°)	Les municipales de 1988 : victoire pétiste et déroute de Sarney .....	410
a)	Le contexte de la campagne pétiste .....	410
b)	La 5 <sup>e</sup> RN et les choix de campagne .....	411
c)	Le passage du plan national au plan local .....	412
d)	Les résultats globaux : déroute de Sarney et de la <i>Nova República</i> .....	414
e)	La grande victoire du PT et ses raisons.....	415
f)	Panorama des nouveaux municipes pétistes .....	417
g)	L'impact de cette victoire sur le parti.....	421
2°)	1989, rude et intense campagne présidentielle .....	422
a)	Pléthore de candidatures .....	422
b)	Quel candidat pour les élites ? .....	425
c)	Enjeux pour la gauche brésilienne.....	426
d)	Lula et Collor au second tour.....	427
e)	Coups bas politiciens et médiatiques .....	429
f)	Les résultats, une approche globale.....	433
<b>Conclusions analytiques de la partie 3 : Le PT entre mouvement social et institutions .....</b>		<b>435</b>
1°)	Les évolutions du syndicalisme brésilien dans les années 1980.....	436
a)	L'émergence de la CUT .....	436
b)	Syndicalisme classiste et « syndicalisme de résultats » .....	437
c)	La CUT à la fin des années 1980 .....	439
d)	PT et CUT dans les années 1980 : une mise en parallèle.....	441
2°)	PT, élections et institutions : une évolution dans les années 1980.....	443
a)	Le positionnement du PT par rapport aux élections .....	444
b)	Sens du travail institutionnel et place du PT dans les institutions .....	445
c)	Apports de la science politique et comparaison avec la jeune social-démocratie.....	448
<b>PARTIE 4 – LE PT FACE A LA VAGUE NEOLIBERALE.....</b>		<b>453</b>
<b>Chapitre 10 : Crise ou mutation du PT ? (1990-1994).....</b>		<b>455</b>
Section 1 : La crise du PT en 1990-1991.....		455
1°)	Trois facteurs de crise majeurs.....	455
a)	Digérer la « défaite » de 1989 .....	455
b)	Chute du Mur, effondrement du Bloc de l'Est, quelles conséquences ? .....	456
c)	La poussée du néolibéralisme et le Plan Collor .....	458
2°)	Un PT qui se montre hésitant et paralysé .....	461
a)	Le gouvernement parallèle.....	461
b)	Préparer les élections de 1990 .....	462

c)	La 7 <sup>e</sup> Rencontre nationale (31 mai-3 juin 1990) .....	464
3°)	Le 1 <sup>er</sup> Congrès (27 novembre-1 <sup>er</sup> décembre 1991) : un moment important .....	467
a)	Le contexte du Congrès .....	467
b)	L'idéologie socialiste du PT du 1 <sup>er</sup> Congrès.....	469
c)	La question du parti.....	471
d)	La conjoncture et les choix tactiques du 1 <sup>er</sup> Congrès .....	474
e)	L'ambiance du Congrès et son issue.....	475
Section 2 : Le PT du « Collor » et de l'intermède Itamar Franco.....		476
1°)	Changements dans les courants du PT .....	477
a)	A droite, du nouveau .....	477
b)	Noyau et pépins : départs et exclusions.....	478
2°)	« L'affaire Collor » .....	481
a)	Mésaventures d'un président-maharajah .....	481
b)	La colère monte.....	482
c)	Le rapport de la CPI et l' <i>impeachment</i> .....	484
d)	Et le PT dans tout cela ?.....	485
3°)	L'intermède Itamar Franco et le virage à gauche du PT en 1993 .....	487
a)	Le choix du PT face à Itamar Franco .....	487
b)	Les municipales de 1992.....	489
c)	La nature du gouvernement Itamar et la déstabilisation du PT .....	490
d)	Rupture de l'Articulation .....	491
e)	La 8 <sup>e</sup> Rencontre nationale (11-13 juin 1993).....	493
f)	La nouvelle direction et ses faiblesses.....	496
4°)	1994, année électorale et Plan Real .....	497
a)	Lula et les autres.....	497
b)	Le Plan Real et son impact électoral.....	498
c)	La victoire de FHC et de son camp.....	499
d)	L'implantation institutionnelle du PT se poursuit .....	499
<b>Chapitre 11 : Fernando Henrique Cardoso, 8 années qui ont changé le cadre d'action du PT .....</b>		<b>501</b>
Section 1 : Une politique clairement néolibérale.....		501
1°)	Glossaire et idéologie néolibérale sous FHC.....	501
a)	Éléments de langage.....	501
b)	Une pensée que se veut unique .....	502
c)	Le real, monnaie et idéologie .....	503
2°)	Le néolibéralisme en action.....	504
a)	Une vague de privatisations .....	504
b)	Casser tous les acquis sociaux .....	505
Section 2 : Une société violente, un mouvement social en recul .....		506
1°)	Misère et violence .....	507
a)	Précarité, chômage et misère.....	507
b)	Violences urbaines.....	508
c)	La violence dans les campagnes .....	510
2°)	Un très fort recul du mouvement social.....	511
a)	Déclin massif des grèves.....	511
b)	Mai 1995 : une épreuve de force, la grève du secteur pétrolier .....	513
c)	Luttes au sein du salariat après la grève des <i>petroleiros</i> .....	515
d)	L'exception du MST : une mobilisation maintenue .....	516
Section 3 : Elections et autres marqueurs politiques de l'ère FHC .....		520
1°)	Un premier mandat sans trop de difficultés pour FHC.....	520



a)	Les élections locales de 1996 .....	520
b)	Une réélection facile pour FHC en 1998... .....	523
c)	... Et pourtant, de nombreux facteurs de crise étaient présents .....	524
d)	Les autres scrutins de 1998 .....	528
2°)	Un second mandat FHC plus favorable au PT .....	530
a)	Les municipales de 2000 .....	531
b)	Usure du régime et mécontentement .....	532
<b>Chapitre 12 : Le PT du « camp majoritaire » - mutations et débats (1995-2001) .....</b>		<b>535</b>
Section 1 : 1995-1997 - « Reprise en main » et blocage .....		535
1°)	Digérer 1994, comment ? .....	535
a)	Eléments de bilan de la direction en place depuis 1993 .....	535
b)	Fortes tensions dans le PT avant sa 10 <sup>e</sup> RN (1995).....	538
2°)	La Rencontre de Guarapari (18-20 août 1995) et ses suites .....	541
a)	La 10 <sup>e</sup> RN et ses débats .....	541
b)	Un parti sans exécutif ? .....	552
Section 2 : 1997-2001 – Débats d’orientation et organisation du PT .....		555
1°)	La 11 <sup>e</sup> RN (28-30 août 1997), une gauche renforcée?.....	555
a)	Le contexte social et politique.....	555
b)	Les débats de la 11 <sup>e</sup> RN .....	557
c)	Les votes et le bilan de la 11 <sup>e</sup> RN.....	567
2°)	Le 2 <sup>e</sup> Congrès du PT (24-28 novembre 1999), pour quoi faire ?.....	569
a)	Phase préparatoire et enjeux du Congrès .....	569
b)	Comment s’orienter dans la conjoncture ? Faire quelles alliances ? .....	571
c)	Construction du parti et projet de changement des statuts .....	575
d)	Le Congrès, résultats et leçons .....	580
3°)	2001 : Vers le « grand tournant » ? .....	583
a)	Le PED mis en place .....	583
b)	La conjoncture vue de la 12 <sup>e</sup> RN (14-16 décembre 2001) .....	585
<b>Conclusions analytiques de la partie 4 : PT – CUT, un double processus d’institutionnalisation .....</b>		<b>589</b>
1°)	PT et syndicalisme après 1989.....	591
a)	La présidence Collor, le PT et la CUT .....	591
b)	L’institutionnalisation de la CUT après la présidence Collor .....	595
2°)	Le PT, des élections aux institutions.....	599
a)	Le développement électoral du parti .....	599
b)	Carrières pétistes dans les institutions de l’Etat.....	601
c)	Le poids des élus et de leurs équipes au sein du PT .....	603
d)	Influence sur les motivations individuelles des militants .....	605
e)	Influence sur le parti et son idéologie. ....	607
f)	Les instances législatives et leurs logiques .....	609
g)	Les exécutifs et leurs logiques .....	611
<b>PARTIE 5 – TRANSFORMATIONS DU PROJET PETISTE .....</b>		<b>617</b>
<b>Chapitre 13 : L’idéologie socialiste du PT de 1979 à 2002 - Analyse de l’évolution programmatique du parti .....</b>		<b>619</b>
Section 1 : Les rapports entre Etat, pouvoir et démocratie dans le programme pétiste.....		619
1°)	Les textes fondateurs .....	620

a)	La Charte des principes.....	620
b)	La Plateforme politique du 13 octobre 1979.....	621
c)	Le Manifeste de lancement du PT.....	622
d)	Le Programme de fondation du PT.....	623
e)	Etat, pouvoir, démocratie : éléments de discussion théorique.....	624
2°)	Etat, pouvoir et démocratie selon le PT après la fondation.....	628
a)	Pouvoir et gouvernement : la résolution de la 3 <sup>e</sup> RN (1984).....	628
b)	L'Etat brésilien vu par la 4 <sup>e</sup> RN (1986).....	629
c)	5 <sup>e</sup> RN (1987) : Réconcilier réformes et révolution.....	631
d)	1 <sup>er</sup> Congrès (1991) : le tournant sur la question.....	632
Section 2 :	Le PT et « l'indépendance de classe ».....	634
1°)	Le PT des origines et l'indépendance de classe.....	634
a)	Les documents pré-PT et le Manifeste.....	634
b)	L'indépendance de classe du PT après la Fondation.....	635
2°)	Analyse des classes sociales et redéfinitions stratégiques.....	636
a)	4 <sup>e</sup> RN (1986) : analyse des classes et place de la « classe moyenne ».....	636
b)	Le marqueur de la 5 <sup>e</sup> RN (1987).....	640
c)	Le PT du camp majoritaire : vers l'alliance avec la bourgeoisie.....	642
Section 3 :	propriété des moyens de production, plan et marché.....	643
1°)	Le traitement de la question dans le « PT des origines ».....	643
a)	Les textes pré-PT.....	643
b)	La plateforme électorale de 1982 : collectivisations et mobilisation populaire.....	644
2°)	Propriété, plan et marché vus par le PT à partir du milieu des années 80.....	646
a)	La résolution de la 4 <sup>e</sup> RN (1986).....	646
b)	La 6 <sup>e</sup> RN (1989) et la question de la propriété dans la campagne Lula.....	649
c)	La 7 <sup>e</sup> RN (1990), le socialisme pétiste et les formes de propriété.....	650
d)	Le 1 <sup>er</sup> Congrès (1991), le socialisme, le plan et le marché.....	650
e)	8 <sup>e</sup> RN (1993) : plan, marché et renforcement de l'intervention de l'Etat.....	652
Section 4 :	le PT et la dette extérieure.....	653
1°)	La position traditionnelle du PT.....	654
a)	Les premiers éléments programmatiques.....	654
b)	La question de la dette s'installe dans les résolutions pétistes.....	654
2°)	Changement de ligne au milieu des années 1990.....	655
a)	La 9 <sup>e</sup> RN (1994) et le programme de gouvernement.....	655
b)	10 <sup>e</sup> RN (1995) : la nouvelle orientation sur la dette.....	656
c)	Le 2 <sup>e</sup> Congrès (1999) et la dette.....	657
d)	Décembre 2001, la 12 <sup>e</sup> RN confirme la ligne.....	658
Section 5 :	le PT et la réforme agraire.....	659
1°)	La position traditionnelle du PT.....	660
a)	Réforme agraire : une revendication radicale dans le « PT des origines ».....	660
b)	Réforme agraire sous contrôle des travailleurs : un point souvent répété.....	661
2°)	Le PT du camp majoritaire : la réforme agraire autrement.....	663
a)	10 <sup>e</sup> RN (1995) et 11 <sup>e</sup> RN (1997) : l'« oubli » du contrôle des travailleurs.....	663
b)	2 <sup>e</sup> Congrès (1999) : une réforme démocratique, développementiste et redistributive.....	664
c)	12 <sup>e</sup> RN (2001) : la défense presque honteuse d'une revendication démocratique.....	664
<b>Chapitre 14 :</b>	<b>Lula, 3 présidentielles perdues (1989, 1994, 1998).....</b>	<b>667</b>
Section 1 :	1989 – Lula, « <i>quase lá</i> » !.....	667
1°)	Le PT et le Front Brésil Populaire.....	667
a)	Les alliances et leurs principes.....	667

b)	Le FBP et son délicat problème de « vice » .....	669
2°)	Programme et thèmes de campagne .....	671
a)	La conception du programme de gouvernement.....	671
b)	Le programme d'action du gouvernement (PAG) et les thèmes mis en avant .....	672
3°)	Une campagne militante et ses aléas .....	674
a)	Luttes et élections .....	674
b)	Retards à l'allumage : la campagne piétine.....	676
c)	La bonne surprise du premier tour : analyse détaillée.....	677
d)	Le PT et ses alliés du second tour .....	679
e)	Les résultats du second tour.....	680
4°)	Leçons d'une défaite presque victorieuse .....	682
a)	Témoignages militants.....	682
b)	Pourquoi pas la victoire ? Premières leçons.....	683
c)	La campagne de 1989 dans la trajectoire pétiste.....	685
Section 2 : 1994 – d'une victoire certaine à une défaite cinglante .....		686
1°)	La campagne Lula de 1994 .....	686
a)	Les alliances et leurs principes .....	687
b)	Un programme pour une « révolution démocratique » au Brésil .....	688
c)	Thèmes et arguments de campagne .....	691
d)	Le style de la campagne.....	693
2°)	La défaite : pourquoi ? comment ? .....	695
a)	Un résultat sans appel .....	695
b)	Illusions pétistes et mauvaise appréciation de la situation politique .....	697
c)	L'électorat, le PT et le Plan Real .....	699
d)	Les leçons d'une campagne et de son échec.....	703
Section 3 : 1998 – un nouveau revers .....		705
1°)	Lula 3 : formes et contenus de la campagne .....	705
a)	Une volonté d'élargir les alliances, mais.....	706
b)	Modération programmatique .....	707
c)	Une campagne « moderne », à la tonalité nouvelle.....	712
2°)	Les résultats et leurs leçons.....	714
a)	Nouvel échec pour Lula .....	714
b)	La politique d'alliances et son impact sur le PT.....	716
c)	Quel bilan politique et électoral ? .....	718
<b>Chapitre 15 : 2002, le grand tournant.....</b>		<b>721</b>
Section 1 : Une campagne d'un profil nouveau .....		721
1°)	Lula, le PT et leurs nouveaux amis.....	721
a)	Les principes d'alliances définis à Olinda .....	721
b)	Le voile se lève peu à peu sur la configuration des candidatures .....	722
c)	Des décisions d'alliances concrètes qui forcent la main au PT.....	723
2°)	Quel programme de gouvernement ? .....	725
a)	« Un Brésil pour tous » ? .....	726
b)	La situation financière, le FMI et la Lettre au peuple brésilien .....	729
3°)	Le style de campagne .....	731
a)	La patte de Duda Mendonça .....	732
b)	Une campagne professionnalisée, coûteuse, pour rassurer les élites .....	733
Section 2 : Du premier au second tour .....		734
1°)	Premier tour : une avance confortable pour Lula .....	734
a)	Les résultats globaux .....	734

b) Les résultats par région et par Etat .....	735
2°) La victoire de Lula au second tour .....	736
a) Entre les deux tours.....	736
b) Second tour : Lula, enfin « <i>lá</i> » !.....	738
Section 3 : Quelle victoire ? A quel prix ?.....	739
1°) L'électorat de Lula et ses attentes.....	740
a) Quels nouveaux électeurs ?.....	740
b) Quelles attentes de l'électorat? .....	741
2°) La transition FHC-Lula.....	742
a) Un gouvernement de transition... pour la continuité.....	742
b) La formation du gouvernement Lula .....	743
c) La transition FHC-Lula vue depuis le Sénat par une « <i>radicalóide</i> » du PT.....	744
3°) Le PT, le socialisme et la victoire de Lula.....	745
a) Le sens historique de 2002 en débat.....	745
b) Quid du PT en 2002 ?.....	750
c) Quid du socialisme pétiste ?.....	751

#### **Conclusions analytiques de la partie 5 : Bureaucratisation, institutionnalisation, professionnalisation**

.....	<b>757</b>
1°) Représentations synthétiques de la trajectoire pétiste .....	757
2°) Notion de bureaucratie et bureaucratization du PT.....	761
a) R. Michels, la bureaucratie et la « loi d'airain » appliquée au PT.....	762
b) E. Mandel : une analyse marxiste de la bureaucratie appliquée au PT .....	766
3°) Bureaucratization et institutionnalisation du PT.....	771
a) Bureaucratie exécutive et bureaucratie représentative .....	772
b) Rapports de forces inter-bureaucratiques au PT.....	772
c) La dépendance financière du PT par rapport à l'Etat .....	775
4°) Bureaucratization et professionnalisation du PT.....	778
5°) Retour sur la nature du PT.....	780
a) Le rôle décisif d'une fraction de la bureaucratie syndicale ? .....	780
b) Le PT, du parti de masses au parti attrape-tout ? .....	782
c) Retour sur le parallèle entre le PT et la social-démocratie .....	783

#### **CONCLUSION GENERALE .....**

• <b>Ce qui ressort de ce travail .....</b>	<b>789</b>
• <b>Ouverture aux années 2000.....</b>	<b>791</b>
• <b>Questions en suspens .....</b>	<b>794</b>

#### **ANNEXES .....**

<b>Annexe 1 : Personnes interviewées.....</b>	<b>797</b>
<b>Annexe 2 : Régions et Etats de la Fédération brésilienne .....</b>	<b>805</b>
<b>Annexe 3 : Glossaire des termes brésiliens utilisés.....</b>	<b>806</b>
<b>Annexe 4 : Sigles et abréviations divers utilisés dans cette étude .....</b>	<b>811</b>

<b>Annexe 5 : Chronologie de la vie du PT (1978-2002).....</b>	<b>830</b>
<b>Annexe 6 – Bibliographie - sources.....</b>	<b>833</b>
<b>Annexe 7 : Liste des tableaux, graphiques et cartes .....</b>	<b>844</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>847</b>
<b>ABSTRACT.....</b>	<b>863</b>
<b>RESUME .....</b>	<b>864</b>



## Abstract

The Brazilian Workers' Party (PT) undoubtedly constitutes one of the most outstanding experiences of constructing a left-wing mass party. When it was born in 1980, many people wondered about its nature. In 2002, when Lula became the President of Brazil, no doubt this question did not deserve the same answer. During its about twenty years of existence, the PT went through a vast transformation process: it became bureaucratic, institutional and professional. In fact, it experienced a sort of accelerated Social-Democratization as regards political programmes and strategies towards the issues of state, government, alliances and capitalism itself.

As its starting point, this study takes the specificities of labour movement and trade unionism in Brazil. At the end of the 1970s, the need arose for a new political representation of workers. Willing to secure a conservative transition thanks to a "slow, gradual and safe" political opening, the military dictatorship in crisis, at the same time, gave birth to that party, which was to make its end of life more difficult. The PT originated in 1979-80 from numerous mass strikes and social struggles around several components: "authentic" trade unionists, of whom Lula was the most prominent example; left-wing Catholics; far-left activists who had slipped through the net of repression; the left-wing intelligentsia; some "progressive" elected representatives. From the outset, the party established itself among the industrial working class, the tertiary sector (particularly the banking sector); in working-class neighbourhoods and some rural areas (such establishments were to expand in the 1980s).

The PT in the 1980s was militant, in the social and political opposition. Yet, already in those years, elections played an increasingly important role in the party's policy; after the dictatorship, it focussed more on its institutional work; the question of alliances gained importance. After the 1989 presidential election narrowly missed by Lula, the PT changed: parliamentary opposition replaced the project of a clear social and political break; professional politicians left less room to the rank and file; opposing neo-liberalism took the place of anti-capitalism; its alliances increasingly broadened towards the centre. Until 2001, the PT remained in opposition to the neo-liberal policies implemented from 1990. Yet the major turning point was to come with the 2002 presidential campaign.

The party programme went through a gradual de-radicalization studied through five aspects that are significant for the *Petista* socialism, ranging from external debt to the question of the state. The ideological and political "normalization" of the PT is also perceptible when analysing the issues and styles of the presidential campaigns of 1989, 1994, 1998 and 2002, as well as the alliances sealed and programmes worked out.

This study is based on 70 interviews with Brazilian political and trade union leaders and activists, many of whom are founders of the PT; on the analysis of many internal documents (of the PT and other trade union and political organizations linked to the party's genesis and development); and on extensive militant and scientific literature in Portuguese, English, Spanish and French.

Keywords: Brazil. Political parties. Workers' Party (PT). Central Única dos Trabalhadores (CUT). Elections. Activism. Political professionalization. Socialism. Trade unionism. Politics and trade unionism. Luiz Inácio Lula da Silva

## Résumé

Le Parti des Travailleurs brésilien constitue sans doute l'une des expériences les plus marquantes de construction d'un parti de gauche et de masse. Quand il naît en 1980, beaucoup se posent la question de sa nature. En 2002, quand Lula devient président du Brésil, cette question ne mérite sans doute plus la même réponse. Pendant sa vingtaine d'années d'existence, le PT a connu un vaste processus de transformation : il s'est bureaucratisé, institutionnalisé et professionnalisé. En fait, il a connu une sorte de social-démocratisation accélérée, au plan du programme politique et de la stratégie par rapport à l'Etat, au gouvernement, aux élections, aux alliances, et au capitalisme lui-même.

L'étude part des spécificités du mouvement ouvrier et du syndicalisme au Brésil. A la fin des années 1970, le besoin d'une nouvelle représentation politique des travailleurs se fait sentir. En voulant assurer une transition conservatrice grâce à une « ouverture lente, graduelle et sûre », la dictature militaire en crise accouche en même temps de ce parti qui va rendre plus difficile sa fin de vie. Le PT naît de grandes grèves et de luttes sociales nombreuses, et se constitue en 1979-80 autour de plusieurs composantes : les syndicalistes « authentiques », dont Lula est le représentant le plus connu ; la gauche catholique ; les militants d'extrême gauche qui ont échappé aux mailles de la répression ; l'intelligentsia de gauche ; des élus « progressistes ». Dès ses débuts, le parti s'implante dans la classe ouvrière industrielle, le secteur tertiaire (banques en particulier), les quartiers populaires, et une partie des campagnes (implantations qui s'élargiront dans les années 1980).

Le PT des années 1980 est militant, et se situe dans l'opposition sociale et politique. Mais dès ces années-là, les élections y tiennent une place croissante ; après la dictature, le PT s'intéresse plus au travail dans les institutions ; la question des alliances prend de l'importance. Après l'élection présidentielle de 1989, ratée de peu par Lula, le PT change : l'opposition parlementaire remplace la rupture ; des dirigeants professionnels laissent moins de place à la base militante ; l'antilibéralisme se substitue à l'anticapitalisme ; les alliances s'étendent toujours plus au centre. Jusqu'à 2001, le PT reste opposé aux politiques néolibérales en place depuis 1990. Mais le grand tournant aura lieu avec la campagne présidentielle de 2002.

Le programme du parti connaît une « dé-radicalisation » progressive, étudiée à travers cinq aspects significatifs du socialisme pédiste, allant de la dette extérieure jusqu'à la question de l'Etat. La « normalisation » idéologique et politique du PT est aussi perceptible en analysant les thèmes et le style des campagnes présidentielles de 1989, 1994, 1998 et 2002, ainsi que les alliances scellées et les programmes élaborés.

Cette étude est basée sur 70 interviews de militants et de responsables syndicaux et politiques brésiliens, dont beaucoup sont des fondateurs du PT ; sur l'analyse de nombreux documents internes (PT et autres organisations syndicales et politiques liés à la genèse et au développement de celui-ci) ; et sur de nombreuses publications militantes et scientifiques en portugais, anglais, espagnol et français.

Mots-clés : Brésil, Partis, Parti des travailleurs (PT), Centrale unique des travailleurs (CUT), Elections, Militantisme, Professionnalisation politique, Socialisme, Syndicalisme, Syndicalisme et politique, Luiz Inácio Lula da Silva